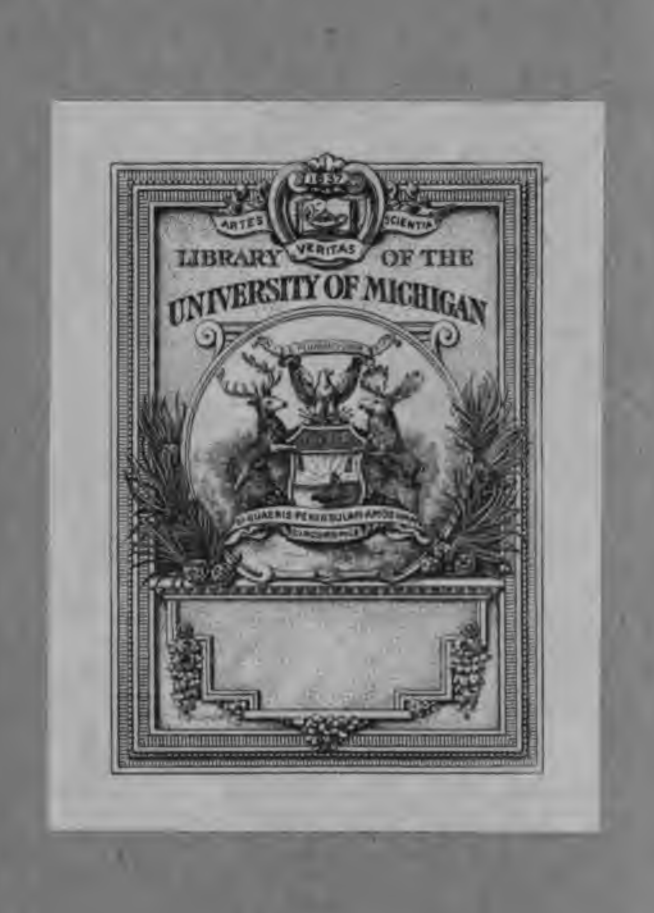


B 1,030,501


1817
ARTES
SCIENTIA
VERITAS
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
SI QUAERIS PENINSULAM AMOENAM
CIRCUMSPICE

Vierteljahrschrift
für
Social- und Wirtschaftsgeschichte

Unter ständiger Mitwirkung

von

Dr. Georges Espinas (Paris), Prof. Dr. Th. Ludwig (Strassburg),
Prof. Henri Pirenne (Gand), Prof. Gius. Salvioli (Palermo),
Prof. P. Vinogradoff (London)

herausgegeben

von

Prof. Dr. St. Bauer, in Basel **Prof. Dr. G. von Below** in Tübingen
Dr. L. M. Hartmann in Wien

Redaktionssekretär: Dr. Kurt Kaser in Wien.

I. Band.



Leipzig
Verlag von C. L. Hirschfeld
1903.

Inhalt des ersten Bandes.

I. Abhandlungen.

Seite

II. Miszellen.

III. Literatur.

Les dénombrements de la population d'Ypres au XV[e] siècle (1412—1506).

(Contribution à la statistique sociale du moyen âge.)

Par

Henri Pirenne (Gand).

I.

On sait que la découverte du dénombrement des habitants de Nuremberg en 1449 [1]) par K. HEGEL (1864), marque une date dans les études de statistique historique. Non seulement ce précieux document est resté jusqu'aujourd'hui le plus ancien texte de ce genre que l'on connût, mais, en servant de point de départ à M. K. BÜCHER dans son beau livre Die Bevölkerung von Frankfurt am Main im XIV. und XV. Jahrhundert (1886), il a encore exercé une influence profonde sur toutes les recherches ultérieures et contribué largement à répandre les idées qui sont généralement admises sur les populations urbaines du moyen-âge. Depuis l'heureuse trouvaille de HEGEL, M. K. Th. EHEBERG a publié (1883) un relevé analogue, quoique moins précis, provenant de Strasbourg et appartenant aux années 1473—1477 [2]). Postérieurement à cette date, nous ne sachions pas que les archives allemandes aient fourni d'autres dénombrements remontant au XV[e] siècle, et c'est aux données beaucoup plus suspectes des Heberegister, des Eidbücher, des Schofsregister etc. que les érudits ont du arracher péniblement des conclusions plus ou moins problématiques sur le sujet si important et si difficile qui nous occupe ici.

Bien que la France ait possédé au moyen-âge des dénombre-

1) Cf. tout récemment, sur la population de Nuremberg, P. SANDER, *Die Reichsstädtische Haushaltung Nürnbergs*, p. 902 et suiv. (1902).

2) *Conrad's Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, N. F. VII, 297—314; VIII, 413—430.

ments comparables à celui de Nuremberg[1]), aucun d'entre eux, s'il en subsiste, n'a encore attiré l'attention des travailleurs. Quant à la Belgique, on semble ne pas même s'y être douté que ses villes si nombreuses et si actives aient pu fournir de véritables recensements, et c'est uniquement aux états des feux (heerdtellingen), bâse à laquelle son caractère fiscal donne une instabilité périlleuse et que l'on ne s'est point occupé d'ailleurs de critiquer, que les érudits y ont eu recours pour calculer, tant bien que mal, la population des agglomérations urbaines[2]). Nous possédons heureusement, pour ce pays, des sources plus sûres. Si les pièces relatives au dénombrement que les magistrats de Bruges firent exécuter en 1480—1482 semblent aujourd'hui perdues[3]), les archives d'Ypres conservent en revanche, échelonnées entre 1412 et 1506, des listes d'habitants des différents quartiers de la ville, qui constituent un ensemble de renseignements à la fois plus riche et plus détaillé que ceux que l'on possède jusqu'ici sur une population urbaine à la fin du moyen-âge. C'est à leur analyse que sont consacrées les lignes suivantes. Toutefois, avant d'en aborder l'étude, il importe de donner d'abord au lecteur quelques indications sur le milieu social auxquel elles se rapportent. Ces détails, on le verra plus loin, sont indispensables à l'appréciation exacte de nos documents.

Ypres fut, dès le XIIe siècle, avec Gand et Bruges, une des trois grandes villes drapières de la Flandre flamingante. Essentiellement industrielle, sa population passa toujours, au moyen-âge, pour fort nombreuse. On a cité fréquemment une bulle d'Innocent IV, du 22 mai 1247, déclarant, qu'au rapport des

---

1) Voir par exemple à ce sujet, H. Jadart, *La population de Reims et de son arrondissement*, p. 17 et suiv. (Reims 1882). M. Levasseur, *La population française*, t. I, p. 183 n., qui a connu cet ouvrage, ne semble pas avoir remarqué l'intérêt des renseignements qu'il renferme.

2) Le seul travail détaillé, à cet égard, est celui de J. F. Willems, *Oude bevolking der provincie Antwerpen* (*Mengelingen van historisch-vaderlandschen inhoud*, p. 231—258) qui, malgré ses défauts de méthode, mérite encore d'être lu. On peut y joindre: Schayes, *Ancienne population du Brabant* (Marshall et Bogaerts, *Bibliothèque des antiquités Belgiques*, t. I, p. 80—94) ainsi que les renseignements épars dans *l'Histoire et géographie des communes belges* de Tarlier et Wauters.

3) Gilliodts van Severen, *Inventaire des archives de Bruges*, t. VI, p. 475.

échevins Ypres renferme „fere ducenta milia hominum“ [1]). Ce chiffre, que l'on s'étonne de voir admis encore par des historiens modernes, ne peut plus tromper personne dans l'état actuel de nos connaissances. D'ailleurs, onze ans après la déclaration des échevins à Innocent IV, le successeur de celui-ci, Alexandre IV, instruit de son côté par le prévôt et le chapitre de Saint-Martin, estime la population de la ville à 40000 âmes [2]). L'éclatante contradiction de ces deux chiffres nous oblige de n'accorder à l'un comme à l'autre qu'un caractère symbolique: la science n'a pas à en tenir compte. Toutefois, nous avons conservé par hasard certaines données qui, si elles ne nous permettent pas de calculer, même approximativement, le nombre des habitants, nous autorisent pourtant à affirmer qu'il était considérable au XIV[e] siècle. Un rôle de parchemin où sont relevés les payements faits aux fossoyeurs qui ont porté hors des murs et enterré dans le cimetière de la Madeleine les corps des personnes mortes pendant la peste de 1316 nous apprend que, du 25 avril au 9 octobre, soit en l'espace de vingt-quatre semaines, 2573 personnes avaient succombé [3]). Ce relevé, qui est sans doute le plus exact que l'on connaisse des ravages causés par une épidémie pendant le moyen-âge, donne une moyenne de 108 décès par semaine, le chiffre hebdomadaire le plus élevé étant 191 (1 au 7 avril) et le plus bas 15 (2 au 9 octobre). Une telle mortalité suppose évidemment une population

1) Warnkoenig, *Flandrische Staats- und Rechtsgeschichte*, t. II, 1[e] partie, Urkundenbuch, p. 168 (avec la date inexacte du 20 mai).

2) Bulle du 5 janvier 1258 aux archives d'Ypres, analysée par J. L. A. Diegerick, *Inventaire des archives d'Ypres*, t. I, p. 82, No. 96. Le texte inédit porte: „Dilecti filii prepositus et conventus monasterii Sancti Martini ville Yprensis . . . nobis exponere curaverunt quod, licet animarum cura hominum ipsius ville, parochianorum suorum, qui numero quadraginta milia dicuntur et plures, incumbat eisdem etc.“ A. Vandenpeereboom, *Ypriana*, t. III, p. 414 et suiv., pense à tort qu'il ne s'agit dans ce document que de la seule paroisse de Saint-Martin. Il est évident qu'il vise la population de toutes les paroisses dont le chapitre de Saint-Martin avait le patronat.

3) Sur ce précieux document, voy. J. L. A. Diegerick, *Annales de la société historique de la ville d'Ypres*, t. I, p. 322 et suiv., qui se trompe toutefois en pensant qu'il ne mentionne que les corps des pestiférés trouvés dans les rues. L'expression „pour recueillir les mors aval les rues“ signifie simplement que les fossoyeurs devaient aller de rue en rue chercher les individus décédés.

importante, quelle que soit d'ailleurs l'idée que l'on se fasse des conditions hygiéniques de l'époque. D'autre part, le plus ancien Poorterieboek d'Ypres [1]) nous fait connaître, pour la seconde moitié du XIV[e] siècle, le nombre des étrangers auxquels fut conféré annuellement, par don ou par achat, le droit de bourgeoisie. Nous y relevons entre autres, les chiffres suivants:

Années	Nouveaux bourgeois	Années	Nouveaux bourgeois
1352	176	1373	135
1353	71	1374	129
1354	111	1375	137
1355	110	1376	101
1357	119	1377	84
1369	111	1378	129
1370	73	1379	123
1371	124	1380(²)	54
1372	70		

Faute de mieux, cette liste nous montre du moins une population vivante et active, exerçant à l'extérieur une forte attraction.

Mais la fin du XIV[e] siècle marqua pour Ypres le commencement de la décadence. La concurrence de la draperie anglaise et de celle des villages voisins, exerce depuis lors sur son industrie nourricière une influence de plus en plus néfaste [3]). Le long siège que la ville eut à soutenir contre les Anglais et les Gantois en 1382 l'obligea à incendier ses faubourgs et dut faire émigrer un grand nombre d'artisans. En 1405, le chroniqueur Olivier de Dixmude déplore l'appauvrissement croissant de la commune, qui avait été jadis si florissante „dat men se compareerde tjeghen Paris" [4]). En 1408, il fallut diminuer sa part dans les contributions

1) Ce registre conservé aux archives d'Ypres commence en 1352. Il mériterait une étude détaillée qui ne peut trouver place ici.

2) Les inscriptions pour cette année sont incomplètes, les troubles civils qui éclatèrent alors en Flandre ayant bouleversé l'administration de la ville. Pour la même cause, le registre est vacant aux années 1381 et 1382.

3) Sur tout ceci cf. H. Pirenne, *Geschichte Belgiens*, t. II, p. 488 (édit. française, t. II, p. 387).

4) *Merkwaerdige gebeurtenissen*, éd. J. J. Lambin, p. 32 (Ypres, 1835). Dans les actes du curieux procès introduit dans la seconde moitié du XIV[e] siècle devant le conseil du comte de Flandre, par Ypres contre Poperinghe, à propos de l'exercice de la draperie, les Yprois ne craignent pas de com-

payées par la Flandre, de 10,7 pour cent à 8,5 pour cent[1]). La diminution du nombre des nouveaux bourgeois fournit un témoignage plus éloquent encore de la situation pénible de la ville depuis le siège de 1382[2]).

Années	Nouveaux bourgeois	Années	Nouveaux bourgeois
1383	77	1414	30
1384	63	1415	38
1385	48	1416	33
1386	66	1417	38
1387	47	1431	94
1411	23	1437	67
1412	27	1491	13
1413	16	1506	16

Il faut se garder toutefois, d'accorder à ces chiffres une importance exagérée. On se tromperait certainement en croyant que la population de la ville, depuis 1383, a fondu dans la même proportion que le nombre annuel des nouveaux poorters. On voit en effet, en 1431 et en 1437, époques où le nombre des habitants n'avait certainement pas augmenté, les bourgeoisies acquises par don ou par achat remonter aux chiffres de 94 et de 67. Pour apprécier sainement notre tableau, il faudrait posséder sur les règles présidant à l'inscription des nouveaux bourgeois, des renseignements précis. Or, nous ne savons même pas si les Poorterieboeken ont été tenus régulièrement. Dans ces conditions, on doit se contenter de leur demander une impression d'ensemble traduisant plus ou moins fidèlement la réalité.

Malgré le ralentissement de son activité industrielle et la fermeture de ses débouchés, Ypres passait encore, au commencement du XV[e] siècle, pour un centre manufacturier de premier ordre. En 1485, les échevins estimaient qu'en 1408 „il y souloit avoir 70 à

parer leur ville à Rome et à Constantinople. Les gens de Poperinghe repliquent „dat eene clene dinc niet es te compareirne jeghen eene zo overgrote ... ende Ypre en es anders danne eene simple stede zonder auctoriteit of signerie". N. de Pauw, *Ypre jeghen Poperinghe,* p. 125.

1) C'est à dire de 10 l. 14 s. 6 d. pour cent livres à 8 l. 11 s. 7 d. Voyez les taxes du transport de Flandre en 1317 et en 1408 dans Zaman, *Exposition des trois Etats du païs et comté de Flandre,* p. 341 et suiv. (1711).

2) Les chiffres suivants sont extraits du registre de la *Poorterie* cité plus haut.

100 000 personnes!"[1]) Mais la décadence se précipite pendant les années suivantes. En 1445, le magistrat affirme que la draperie anglaise tue celle de la ville, que le commerce est anéanti, que les maisons sont inoccupées et tombent en ruines[2]). Sept ans plus tard, en 1451, nous apprenons que la commune „est très pauvre et taillée de plus apovrir s'elle n'est secourue"[3]). En 1466, on cherche vainement le moyen d'introduire quelque nouvelle industrie propre à faire augmenter la population et à soulager les pauvres[4]). A la même époque, les tisserands, réduits à des salaires de famine, émigrent ou tombent dans la dernière misère[5]). Les troubles et les guerres dont la Flandre fut le théâtre à la fin du XV[e] siècle portèrent un terrible coup à la ville. A en croire un acte de 1486, elle n'aurait plus compté à cette époque que 5 à 6000 habitants, et les 3 à 4000 métiers qu'elle aurait possédé quatre-vingt ans plus tôt, se seraient réduits à 25 ou 30[6]). Sans doute, il faut faire la part de l'exagération dans ces doléances. On verra plus loin qu'au moment où les Yprois se plaignaient d'être tombés au chiffre de 5 à 6000 âmes, ils étaient en réalité beaucoup plus nombreux. Pourtant la ruine de leur industrie et par là même de leur prospérité n'était que trop réelle. Un mémoire rédigé en l'année 1500 par un marchand de la Hanse, nous apprend que leurs foires, jadis si importantes «seer gelaten siin etlicke jaren herwertz»[7]). La paix dont jouirent les Pays-Bas au commencement du XVI[e] siècle et les mesures énergiques prises par Philippe le Beau en 1501 pour protéger la draperie yproise contre la concurrence des villages voisins[8]), améliorèrent légèrement cet état de choses. D'après

1) Diegerick, *Inventaire des archives de la ville d'Ypres,* t. IV, No. 1162, p. 121.

2) *Ibid.*, t. VII, No. 2361, p. 147.

3) *Ibid.*, t. III, No. 943, p. 207.

4) *Ibid.*, t. III, No. 995, p. 260.

5) *Ibid.*, t. III, No. 987, p. 252 (anno 1462).

6) *Ibid.*, t. IV, No. 1162, p. 121.

7) *Leitfaden für die Aelterleute des Deutschen Kaufmanns zu Brügge verfasst von einem Klerk des Hansischen Kontors zu Brügge*, p. 22 (Hambourg, 1875).

8) Diegerick, *op. cit.*, t. V, p. 6. Le duc Philippe le Beau décida que les drapiers de Neuve-Eglise, Dranoutre, Kemmel, Wulveringhem ne pourraient plus fabriquer que des draps ordinaires, et que ceux d'entre eux qui viendraient s'établir dans la ville recevraient gratuitement le droit de bourgeoisie.

une source, à la vérité assez peu sûre, il y aurait eu, en 1517, 600 métiers en activité dans la ville. Mais ce ne fut là qu'une courte embellie. En 1545 la misère était revenue; le nombre des métiers était tombé à une centaine, et 2300 personnes (?) vivaient de la charité publique [1]).

Ces quelques faits suffisent à caractériser la population à laquelle se rapportent les dénombrements que nous allons étudier. Ils montrent qu'Ypres a conservé, au XV[e] siècle, le caractère qu'elle a présenté pendant tout le moyen-âge, c'est à dire celui d'une localité essentiellement manufacturière ne se soutenant que par une industrie d'exportation. Cette ville nous révèle donc un type urbain tout à fait différent de celui que M. Bücher a étudié dans son livre sur Francfort. Mais, à l'époque où nous sommes parvenus, elle a perdu la vigueur et la vitalité dont elle jouissait au XIV[e] siècle. Jadis saine et florissante, elle languit et s'étiole par suite de la décadence de sa draperie, et à mesure que l'on descend le cours des années, on la voit changer de nature et tendre à devenir, à la longue, une petite ville de province sans rayonnement extérieur et sans débouchés.

II.

Les dénombrements sur lesquels reposent cette étude appartiennent, nous l'avons déjà dit, aux archives communales de la ville d'Ypres. Ils nous ont été signalés, il y a quelques années, par M. E. De Sagher, l'aimable conservateur de ce riche dépôt. Ils se rapportent aux années 1412, 1431, 1437, 1491 et 1506 et ne sont d'ailleurs que les fragments d'un ensemble plus considérable qui a disparu [2]). Il est impossible de savoir à quelle occasion ils furent exécutés. Tout au plus peut-on supposer que ceux de 1431 et de

---

1) Diegerick, *op. cit.*, t. V, p. 305 et suiv.

2) La chronique manuscrite de Pierre van Letewe, conservée à la Bibliothèque d'Ypres, rapporte qu'en 1464 les Hooftmannen des quartiers procédèrent à un dénombrement qui fit connaître l'existence en ville de 1624 weerachtige mannen, dont 1000 environ possédaient des armes, de 5521 femmes et enfants, de 2000 maisons occupées et de 454 maisons inoccupées. Le chiffre des habitants (7145) se rapproche sensiblement de celui auquel nous aboutissons plus loin pour l'année 1491. Il faut évidemment y comprendre aussi les vieillards, que le chroniqueur a oublié de citer à côté des femmes et des enfants.

1437 ont eu pour cause les événements militaires dont la Flandre fut le théatre à ces deux dates[1]).

Tous nos dénombrements sont rédigés en langue flamande et inscrits sur des cahiers de papier de forme oblongue. Chaque cahier comprend, pour l'année à laquelle il se rapporte, la liste des habitants d'une des quatre sections de la ville. Ypres se divisait, en effet, au XV[e] siècle, en quatre quartiers: celui de la Poorterie, celui de la Draperie ou Weifambocht, celui des Vulres ou de la Vullerie et celui des Ghemeene Neringhe. D'après ceci, nous devrions posséder, pour chaque année, un total de quatre cahiers. Malheureusement, nous n'avons conservé pour aucune d'elle les dénombrements au complet. Dans leur état actuel ils se répartissent comme suit:

1412: 3 dénombrements (Draperie [exécuté au mois de mai]; Vulres; Ghemeene Neringhe).

1431: 1 dénombrement (Ghemeene Neringhe).

1437: 2 dénombrements (Poorterie [exécuté le 18 mars]; Draperie [exécuté au mois d'avril]).

1491: 1 dénombrement (Ghemeene Neringhe [exécuté le 4 mai]).

1506: 2 dénombrements (Poorterie et Vulres [exécutés les 12 et 13 octobre]).

Nos dénombrements n'ont pas seulement pour but de fournir la liste des habitants des divers quartiers. Dans ceux de 1412, de 1437, de 1491 et de 1506, on a relevé soigneusement le nombre des hommes en état de porter les armes (weerachteghe mannen) indiqués en marge soit par un signe conventionnel, (un petit rond) soit par des chiffres. Des cahiers spéciaux, ajoutés à l'un des dénombrements de 1412 (ghemeene neringhe) et aux trois dénombrements de 1437, donnent la répartition de ces individus par connétablies de dix hommes. Le relevé des weerachteghe mannen manque en revanche en 1431. Il est remplacé, dans ce dénombrement, par des cotes d'impôt. Le dénombrement de 1491 renseigne, de son côté, les quantités de grains, d'avoine et de sel existant chez les habitants.

Sauf celui de 1491, qui a deux échevins pour auteurs, tous les dénombrements sont l'oeuvre des capitaines ou hooftmannen des quartiers. Le procédé de recensement adopté est partout le

1) En 1431, la révolte de Cassel, en 1437, celle de Bruges.

même. Chaque cahier renferme rue par rue l'indication des chefs de ménage, en mentionnant en regard le nombre de personnes dont se compose le ménage [1]). Le nom de chaque rue est inscrit en vedette, en tête de la liste des individus qui l'habitent. Le travail est fait en prenant pour bâse les rues principales et en suivant, au fur et à mesure, comme nos modernes livres d'adresses, les ruelles et les culs de sac qui y aboutissent. On peut se convaincre facilement, en se reportant au grand plan d'Ypres gravé au XVIe siècle, que les enquêtes des hooftmannen sont absolument complètes. A la fin de chaque dénombrement de quartier, se trouve une récapitulation générale dont nous avons soigneusement controlé les chiffres. Ceux-ci sont assez souvent inexacts et peuvent servir, une fois de plus, à justifier la défiance qu'il est utile de professer à l'égard des chiffres globaux que nous a transmis le moyen-âge.

Il importe de se demander tout d'abord si les dénombrements ne comportent pas d'omissions volontaires, ou, en d'autres termes, si les hooftmannen qui les ont dressés ont voulu y noter toute la population existante. N'auraient-ils pas négligé par exemple, ainsi qu'on l'a supposé pour Nuremberg, de renseigner les très jeunes enfants et les nourrissons? Répondre à cette question avec une sûreté complète est impossible. Il est extrêmement probable, toutefois, que le nombre des personnes composant chaque ménage est donné au complet dans nos listes. S'il en était autrement, en effet, on ne pourrait guère s'expliquer la quantité considérable

---

1) Je transcris ci-dessous, à titre de spécimen, les premières lignes du dénombrement du quartier de la draperie en 1412:

Hier naer volghende ziin de broothaten wonende binnen den vierendele van Lamsinne van Loo nu ten tiden hooftman van den Weifambochte int jaer XIIIIc ende twaelve, in meye.

Al voren beghinnende up tcabaret te Nieukerke.

o	o	Pieter de Goey ende Jan zijn broeder, filius Maes . . .	X
	o	Item Jhan Vondelyng midsgaders II vrouwen	VII
	o	Item Jhan van Menine	V
	o	Item Claeis van Were	III
		Item Moenine van der Woestine	II
o	o	Her Lauwers Berclaen	VII

etc.

L'indication du nombre des membres des ménages manque dans le dénombrement de 1431, qui n'en mentionne que les chefs.

d'enfants qu'elles mentionnent. La seule lacune dont on constate l'existence avec certitude dans les dénombrements, concerne le clergé régulier. On a omis, de parti pris, d'y renseigner les chanoines de Saint-Martin (avec leurs serviteurs), habitant une immunité claustrale dont d'importants vestiges subsistent encore aujourd'hui, ainsi que la population des quatre couvents des O. L. Vrouw-Broeders, des Fremineuren, des Augustinen et des Predicaren. Le nombre de ces personnes ne peut d'ailleurs avoir été fort considérable. On ne sera sans doute pas très loin de la vérité en l'estimant à une centaine d'individus. Nous ne nous en occuperons pas dans les pages suivantes.

Le tableau suivant donne, d'après les sources que nous venons de décrire, la population des divers quartiers de la ville de 1412 à 1506.

Quartiers	1412	1431	1437	1491	1506
Poorterie	—	—	2062	—	2078 [6])
Draperie	2105 [1])	—	1880 [4])	—	—
Vulres	3208 [2])	—	—	—	2973
Ghemeene Neringhe	2949	2890 (?) [3])	2775 [5])	2066	—

Sur ces données il est permis de calculer avec une garantie suffisante d'exactitude la population totale d'Ypres en 1412 et en 1437, en supposant que la population des quartiers manquant à chacune des deux années a suivi le mouvement de celle des quartiers connus. On obtiendra ainsi, pour la Poorterie en 1412: 2474 habitants, et pour les Vulres en 1437: 2763 habitants. Dès lors on aboutira aux résultats suivants:

Population totale { 1412: 10 736 habitants
1437: 9 390 habitants.

Les chiffres que l'on obtiendra aux années 1431, 1491 et 1506,

1) La récapitulation à la fin du cahier donne 2501.

2) La récapitulation à la fin du cahier donne 3128.

3) Le dénombrement ne donne que le nombre des chefs de ménage (c. 850). Le chiffre marqué ici a été obtenu en multipliant ce nombre par 3,4. On trouvera plus loin (p. 14) la justification de ce calcul.

4) La récapitulation à la fin du cahier donne 1888.

5) La récapitulation à la fin du cahier donne 2761.

6) La récapitulation à la fin du cahier donne 2087.

pour lesquelles on possède des éléments moins nombreux, seront aussi moins sûrs. Ce sont:

Population totale	1431: 10523 habitants
	1491: 7626 habitants
	1506: 9563 habitants.

Quelle que soit la valeur de ces derniers chiffres, ils correspondent du moins à ce que nous savons du sort de la ville au XVe siècle. Ils attestent, en effet, la profonde décadence qui se produisit vers la fin de ces cent années, ainsi que le relèvement momentané qui marqua le début du XVIe siècle. Constatons de plus qu'avec les dix milliers d'habitants qu'elle posséda, en chiffres ronds, de 1412 à 1506, Ypres nous apparait comme un peu plus peuplée que Bâle (8000 hab. environ au milieu du XVe siècle) et que Francfort (8719 hab. en 1440), aussi peuplée que Reims (10678 hab. en 1482), d'un tiers moins peuplée que Strassbourg (16531 hab. en 1473—77) et deux fois moins peuplée que Nuremberg (20165 hab. en 1449), état de choses qui s'accorde parfaitement avec l'idée que nous pouvons nous faire de son importance par rapport à celle de ces villes.

Il est intéressant de comparer le chiffre de la population d'Ypres, tel que nous l'avons établi pour le XVe siècle, avec celui de cette même population pendant les temps modernes.

D'après un dénombrement très complet exécuté par les Français alors en possession de la ville, peu avant 1697, Ypres comptait à cette époque 12862 habitants. Un autre dénombrement du même genre daté du mois de juin 1697, lui en donne 10755 dans l'enceinte et 471 dans la banlieue, soit au total 11226. Elle en renfermait 11860 en 1786, et elle en compte enfin aujourd'hui 16552. Pour saisir la signification de ces données, il faut se rappeler que, depuis le milieu du XVIe siècle, l'industrie a complètement abandonné Ypres qui n'est plus depuis lors qu'une paisible ville de province, servant de marché à ses alentours et renfermant un grand nombre de pauvres et de petits rentiers. Or, quelle qu'ait pu être la décadence de la draperie au XVe siècle, on verra plus loin que la confection des étoffes occupait encore, à cette date, la moitié environ de la population. Nous devons donc conclure qu'une ville industrielle en Belgique, était alors à peine aussi peuplée qu'une

ville provinciale des temps modernes, et qu'elle l'était sensiblement moins qu'une ville provinciale de la fin du XIX[e] siècle.

III.

Nos dénombrements ne nous permettent pas seulement de calculer le chiffre de la population d'Ypres au XV[e] siècle, ils nous donnent aussi le moyen d'apprécier cette population en elle-même, dans ses groupements naturels et dans ses divisions sociales.

Ils nous mettent tout d'abord en état d'établir l'importance d'un ménage urbain à la fin du moyen-âge, question singulièrement controversée et jusqu' ici, croyons-nous, non encore résolue. La confection même de nos listes nous montre, en effet, qu'on y considère comme formant un ménage, toute personne soit isolée soit demeurant avec ses broothaten (femme, enfants, domestiques) et possédant un logement à part. Les hôtes hébergés par un habitant sont censés faire partie de son ménage. Au contraire, les gens qui louent pour y résider soit une chambre soit une partie de maison (slapers), constituent un ménage distinct. Le dénombrement de 1506 (poorterie) envisage par exemple, comme formant une seule unité ménagère, quatre hommes étrangers les uns aux autres, mais occupant ensemble la même chambre.

La plus grande diversité règne naturellement quant au nombre de personnes dont se composent les ménages. A côté d'une foule d'individus isolés, veufs ou célibataires vivant seuls, on rencontre des ménages de 5 à 8 membres et au delà. Voici les chiffres que fournit, pour les années 1412 et 1437, le quartier des Ghemeene Neringhe.

Catégories des Ménages	1412		1437	
	Nombres des Ménages	Proportion pour cent	Nombres des Ménages	Proportion pour cent
Ménages d'individus isolés .	185	20.3	84	11
„ de 2 personnes . . .	213	23.3	155	20
„ „ 3 „ . . .	194	21.3	169	22.2
„ „ 4 „ . . .	122	13.4	118	15.6
„ „ 5 „ . . .	74	8.1	93	12.3
„ „ 6 „ . . .	63	6.9	61	8
„ „ 7 „ . . .	21	2.3	40	5.3
„ „ 8 „ . . .	18	1.9	17	2.3
„ „ plus de 8 personnes	23	2.5	25	3.3
	913		762	

Le chiffre de ménages d'individus isolés que nous fournit ce tableau pour 1412 est singulièrement élevé. Il dépasse sensiblement celui du pays où ces ménages sont aujourd'hui les plus nombreux par rapport à la population totale, c'est à dire de la France. D'après M. Levasseur, en effet, la France comptait en 1886 sur 100 ménages, 14 ménages d'individus isolés, soit 6°/o de moins qu'Ypres en 1412. Mais trente ans plus tôt, en 1856, le chiffre pour cent de ces mêmes ménages en France est de 10.4, soit sensiblement le même qu'à Ypres en 1437 (11°/o)[1]. Le nombre des ménages à individus isolés diminue donc dans la France moderne à mesure qu'on remonte, et dans la ville d'Ypres au XVe siècle, à mesure qu'on descend dans le temps. La cause de ce phénomène est différente de part et d'autre. En France, elle réside dans l'amoindrissement de la natalité, à Ypres, dans la décadence de l'industrie. Tant que la draperie conserva sa prospérité, elle fournit un gagne-pain à une foule de pauvres gens, hommes célibataires ou veufs et femmes veuves[2]), vivant seuls, comme le montrent nos listes, dans des chambres louées ou dans les petites maisons des ruelles de la ville. A mesure que l'ouvrage se fit plus rare, toute cette partie de la population dut émigrer et le résultat de son exode fut de relever dans une proportion notable le nombre des ménages à plusieurs personnes.

Le bien fondé de ces considérations sera clairement attesté par le tableau suivant, où l'on trouvera le nombre moyen de per-

Quartiers	1412		1431		1437		1491		1506	
	Nombre total des Ménages	Individus par Ménage	Nombre total des Ménages	Individus par Ménage	Nombre total des Ménages	Individus par Ménage	Nombre total des Ménages	Individus par Ménage	Nombre total des Ménages	Individus par Ménage
Poorterie	—	—	—	—	563	3.6	—	—	489	4.2
Draperie	610	3.4	—	—	510	3.7	—	—	—	—
Vulres	996	3.2	—	—	—	—	—	—	737	4
Ghemeene Neringhe	913	3.2	850	—	762	3.6	475	4.3	—	—

1) E. Levasseur, *La population française*, t. I, p. 330 et suiv.

2) Sur les 185 individus vivant seuls et considérés en 1412, dans le quartier de *Ghemeene Neringhe*, comme formant autant de ménages, on rencontre 91 femmes, certainement veuves pour la plupart.

sonnes qui constituent un ménage aux diverses dates de nos recensements.

Il ressort clairement de ces chiffres que la moyenne du nombre de personnes formant un ménage a suivi à Ypres, au XV[e] siècle, les fluctuations de l'industrie. En 1412, époque encore relativement favorable, elle n'est que de 3.2 à 3.4 individus, c'est à dire inférieure à la moyenne relevée en France en 1886, qui est de 3.6 [1]). On la voit ensuite s'élever progressivement à mesure que la draperie dépérit: elle atteint 3.6 ou 3.7 en 1437 et monte à 4.3 en 1491. En revanche, la reprise qui se manifeste au commencement du XVI[e] siècle, la fait descendre à 4 et 4.2 en 1506. A la fin du XVII[e] siècle, lorsque Ypres a perdu décidément son caractère industriel, elle revient au chiffre de 1491, c'est à dire à 4.3 [2]). Il semble permis, à la suite des ces constatations, de formuler comme régle générale que: plus l'activité industrielle est intense dans une ville du moyen-âge, plus la densité des ménages y est faible. Au XIV[e] siècle, à l'époque de la pleine prospérité de la draperie, elle ne devait guère, à Ypres, comme dans les autres villes manufacturières de la Flandre, dépasser le chiffre 3.

Nous avons déjà dit qu'à l'exception de celui de 1431, nos dénombrements fournissent, pour chacun des quartiers de la ville, le nombre des hommes en état de porter les armes (weerachteghe mannen, het were). On trouvera ci-dessous l'ensemble des renseignements qu'il fournissent à cet égard.

Quartiers	1412		1437		1491		2106	
	Nombre des Wer. Mannen	Habitants par Wer. Man	Nombre des Wer. Man	Habitants par Wer. Man	Nombre des Wer. Mannen	Habitants par Wer. Man	Nombre des Wer. Mannen	Habitants par Wer. Man
Poorterie	—	—	526	3.9	—	—	508	4
Draperie	516	4	379	4.9	—	—	—	—
Vulres	778	4	—	—	—	—	650	4.5
Ghemeene Neringhe	691	4.25	712	3.9	540	3.8	—	—

Quel que soit l'intérêt de ces chiffres pour l'histoire de l'organisation militaire du moyen-âge, dont nous ne nous occuperons pas

1) Levasseur, *op. cit.*, t. I, p. 330.

2) Chiffre fourni par les recensements cités plus haut, p. 11.

ici, nous ne pouvons en tirer aucun renseignement quant à la nature de la population urbaine. Nous ignorons, en effet, les limites d'âge, auxquelles s'ajoutaient sans doute certaines conditions de fortune, qui déterminaient la qualité de weerachteghe man. Nous devons donc nous adresser à d'autres sources pour connaître la répartition des habitants par catégories d'âges et de sexes. Malheureusement, la plupart de nos dénombrements ne peuvent ici nous venir en aide. Ils se contentent d'ordinaire de donner le nombre total des personnes composant chaque ménage, et c'est seulement de loin en loin, et d'une manière tout à fait arbitraire, qu'ils entrent dans le détail. Par bonheur, celui de la Poorterie en 1506 fait exception à la règle. Son auteur a eu soin d'y marquer minutieusement le nombre d'hommes, de femmes, d'enfants, de servantes (joncwijven) et de valets ou de compagnons (cnapen, knechten) qui se rencontrent dans chacun des ménages recensés[1]. En retranchant du nombre total des habitants de ce quartier (2078) quelques religieuses et les domestiques de l'hôpital du Saint-Esprit, nous trouverons les résultats suivants pour 2067 individus recensés;

Hommes	439,	soit 21.4	pour	cent,
Femmes	524,	„ 25.6	„	„
Enfants	880,	„ 43	„	„
Servantes	126,	„ 6	„	„
Compagnons et valets .	98,	„ 4	„	„

Si nous rapprochons ces chiffres de ceux constatés à Nuremberg en 1449, par M. Bücher[2]), nous aurons pour cette dernière ville, proportionnellement à cent habitants:

---

1) Voici, à titre de spécimen, les premières notices du dénombrement:

Boesingstrate oost.

Wer. Mannen.		
II	Meester Clais Dierijc, zijn wijf, V kinderen, een joncwijf, II cnapen	X pers.
I (II)	Joos Calewaert, zijn wijf, zijn dochtere, een joncwijf .	IV pers.
II	Meester Jacop de Pape, XIII tafeliers, een joncwijf, een cnape	XVI pers.
I	Anthonis Moens, zijn wijf, een leermeiskin	III pers.
II	Troylus du Pondt, zijn wijf, vier kinderen, II cnapen, I joncwijf	VIII pers.
I	De wedewe Jacops van Hove, Christiaen van Houtte I kindt, I joncwijf	IV pers.

2) *Die Bevölkerung von Frankfurt am Main*, p. 39.

Hommes	21.4
Femmes	24.9
Enfants	35.1
Serviteurs	18.6

Et en comparant le nombre de femmes, d'enfants et de serviteurs correspondant à un homme dans les deux villes, nous obtiendrons le résultat suivant:

	Femmes	Enfants	Serviteurs	En tout
Nuremberg	1.17	1.64	0.87	4.68
Ypres	1.20	2	0.50	4.70

Ce rapprochement nous permet de constater entre les deux villes des ressemblances et des différences également frappantes. Il nous montrent tout d'abord qu'à Nuremberg comme à Ypres la proportion des hommes (ni compagnons ni valets) par rapport au reste de la population, est sensiblement la même: on en rencontre ici, un sur 4.68 habitants, là, un sur 4.70 habitants. Même similitude de part et d'autre quant à l'excédent de la population féminine (1.17 par homme à Nuremberg, 1.20 à Ypres) [1]. En revanche, la situation change si nous examinons, dans les deux villes, le nombre des enfants et celui des domestiques. Occupons nous d'abord des premiers.

Notre recensement ne nous permet pas de considérer les enfants qu'il énumère comme formant, quant à l'âge, une catégorie bien distincte de la population. Si, dans l'énoncé de la somme totale par laquelle il se termine, il distingue les weerachteghe mannen des oude mans, vrouwen ende kinderen, on se tromperait cependant en croyant qu'il range parmi les kinderen tous les individus du sexe mâle n'ayant pas encore atteint l'âge du service militaire. Pour peu que l'on parcoure attentivement ses colonnes, en effet, on ne tarde pas à s'apercevoir que de nombreux enfants sont marqués comme weerachtig. Il faut évidemment en conclure que nous devons faire rentrer dans le groupe des enfants, tous les fils et filles non-mariés qui, quelque soit leur âge, partagent le domicile de leurs parents et ne constituent pas un ménage distinct. Or les enfants adultes continuant à ha-

1) Ces chiffres s'élèvent à 1.22 pour Ypres et à 1.20 pour Nuremberg, si l'on additionne de part et d'autre les hommes chefs de ménage avec les compagnons et valets, et les femmes non servantes avec les *joncwijven*.

biter la maison paternelle sont certainement beaucoup moins nombreux que ceux qui l'ont quittée soit pour se marier, soit pour émigrer, soit pour entrer en service comme leercnape ou joncwijf etc., si bien que l'on est forcé de considérer la somme de 880 enfants comme un minimum. Pourtant ce chiffre est déjà assez élevé puisqu'il représente 1.8 enfants par ménage ou 2 enfants par homme en moyenne, contre 1.81 à Nuremberg. Mais, pour l'apprécier exactement, il importe de le rapprocher non du total des ménages, mais du total des ménages ayant des enfants. Nous aurons alors, pour 273 ménages se trouvant dans ce cas [1]), 775 enfants, soit 2.8 enfants au minimum, par ménage ayant des enfants. Ce chiffre n'est sans doute pas très élevé. Il est supérieur néanmoins à celui de la statistique française de 1886 qui ne fournit que 2.6 enfants par famille ayant des enfants [2]), et, si l'on tient compte de l'obligation où nous sommes de le considérer comme un minimum, on n'hésitera point à considérer l'accroissement naturel de la population d'Ypres au commencement du XVIe siècle, comme sensiblement plus actif que celui de la France moderne.

Nous arriverons à la même conclusion si nous établissons pour les 358 ménages de gens mariés que nous fait connaître notre recensement, la classification suivante:

Ménages	sans	enfants:	85,	soit	23.7	pour	cent.
„	avec 1	„	88	„	24.6	„	„
„	„ 2	„	59	„	16.5	„	„
„	„ 3	„	36	„	10	„	„
„	„ 4	„	40	„	11.1	„	„
„	„ 5	„	17	„	4.9	„	„
„	„ 6	„	18	„	5	„	„
„	„ 7	„	9	„	2.5	„	„
„	„ 8	„	4	„	1.1	„	„
„	„ 9	„	1	„	0.3	„	„
„	„ 10	„	1	„	0.3	„	„

1) Je ne comprends dans ce chiffre que les ménages composés du père de la mère et des enfants. Notre recensement renseigne un grand nombre d'hommes et de femmes vivant avec des enfants, mais il n'est pas possible de dire, dans ces cas-là, si les enfants sont les leurs, bien que la chose soit fort probable et qu'il faille considérer sans doute presque tous ces individus comme veufs.

2) Levasseur, *op. cit.*, t. III, p. 153.

Ici encore le rapprochement de ces chiffres avec ceux que nous fournit la France moderne est instructif. En 1886, d'après M. LEVASSEUR, sur l'ensemble des familles françaises 20 pour cent n'avaient pas d'enfants, 60 pour cent en avaient d'un à trois et 20 pour cent en avaient quatre ou davantage[1]). Ces chiffres deviendraient respectivement à Ypres, en 1516, 23.7 pour cent, 51.1 pour cent et 25.2 pour cent. Ce dernier quotient est particulièrement remarquable. Il atteste une très forte natalité si l'on tient compte des conditions hygiéniques si désastreuses du moyen-âge. D'autre part, la proportion plus élevée qu'en France de ménages sans enfants (23.7 pour cent contre 20 pour cent) ne peut faire admettre que les unions stériles aient été fréquentes. Elle s'explique sans nul doute par le fait, certainement très commun dans la classe ouvrière, de l'abandon de la maison paternelle par les enfants en âge de travailler. De tout cela résulte, nous semble-t-il, que le nombre des enfants survivants par ménage n'était pas aussi faible, dans les villes de le fin du moyen-âge, que l'on se le figure habituellement. On n'exagérera point en le fixant à trois au moins par couple de gens mariés, à Ypres au commencement du XVI[e] siècle. Si néanmoins le rapport du nombre total des enfants à l'ensemble de la population reste assez défavorable, c'est, comme on l'a vu plus haut, que, dans les époques de prospérité industrielle, une partie considérable de la population se composait de gens non mariés, et que, réciproquement, dans les périodes de crise, une foule de jeunes gens devaient émigrer.

Si le dénombrement de 1506 nous fournit pour Ypres un chiffre d'enfants supérieur à celui que l'on attribue à Nuremberg en 1449, la proportion est en revanche tout à fait renversée si l'on considère, de part et d'autre, l'importance du contingent des serviteurs. Avec ses 126 joncwijven et ses 98 knechten et cnapen, formant 10 pour cent et sa population totale (4 pour cent pour ceux-ci, 6 pour cent pour celles-là), Ypres reste bien en arrière de Nuremberg où les mêmes groupes absorbent 18.6 pour cent de l'ensemble des habitants. La seule ressemblance que l'on puisse relever ici entre les deux villes consiste dans la supériorité que l'on remarque dans chacune d'elles, du nombre des servantes

---

1) LEVASSEUR, *op. cit.*, t. I, p. 332.

sur celui des domestiques mâles: elles sont à ceux-ci, dans la première, comme 10 est à 8, et dans la seconde, comme 6 est à 4.

S'il est certain qu'il faut entendre par joncwijf une servante proprement-dite vivant chez ses maîtres et chargée des soins du ménage, il est plus difficile de déterminer exactement le sens que notre texte attribue aux mots knechten et cnapen. A s'en rapporter à l'usage général de la langue flamande, il faudrait donner au premier la signification de valets et au second celle de compagnons d'un maître-artisan. Toutefois cette distinction n'a pas été régulièrement observée dans le dénombrement. Celui-ci désigne, en effet, sous le nom de cnapen, des individus attachés à quelques ménages patriciens et dans lesquels on ne peut voir, en conséquence, autre chose que des domestiques de maison. Pourtant, c'est là bien certainement une exception. Le fait que les cnapen se rencontrent dans 56 ménages, nous permet de les considérer en général comme des gens de métier vivant dans la famille de leur patron.

Leur nombre relativement restreint aurait de quoi nous surprendre si nous devions admettre, comme on le fait trop souvent, que l'artisan médiéval partageait habituellement le domicile de son maître. Mais cette opinion ne correspond point du tout à la réalité. Nous verrons plus loin que les ouvriers de la draperie, tisserands foulons, tondeurs etc., vivaient à part dans les rues les plus pauvres de la ville. Dès lors, le nombre restreint des cnapen de 1506 s'explique facilement. Il faut voir en eux, sans aucun doute, les compagnons des maîtres des petits métiers, bouchers, boulangers, forgerons etc., qui, n'ayant besoin que d'un ou de deux aides au maximum, pouvaient facilement les héberger sous leur propre toit.

Le personnel domestique du dénombrement de 1506 se répartit entre 149 ménages. 74 ménages ont seulement une joncwijf, 21 seulement un cnape, 13 seulement un knecht; 17 ménages ont à la fois une joncwijf et un cnape, 4 une joncwijf et un knecht, 2 deux joncwijven et 2 deux cnapen. Les ménages à domestiques plus nombreux se répartissent de la manière suivante: 5 avec une joncwijf et deux cnapen, 3 avec deux joncwijven et un knecht, 3 avec deux joncwijven et deux knechten, 1 avec trois joncwijven et deux knechten, 1 avec trois joncwijven et trois knechten, 1 avec quatre joncwijven et quatre cnapen, 1 avec deux cnapen et un knecht

et 1 avec deux joncwijven, deux cnapen et un knecht. Ces 4 derniers ménages appartiennent au patriciat urbain. Dans le second d'entre eux, à côté des quatre joncwijven et des quatre cnapen, on rencontre en outre un payge (page?).

Nous n'avons pas tenu compte, dans ce relevé, de la domesticité de l'hôpital, comprenant six joncvrouwen, trois joncwijven et deux cnapen. Nous en avons écarté également trois cnapen habitant ensemble dans une chambre louée, ainsi qu'un knecht vivant seul et qualifié de pauvre (arem). Relevons encore la mention intéressante d'une joncwijf citée comme soignant un vieux pauvre, malade depuis dix-huit mois.

Le dénombrement ne cite que quatre apprentis (leerknechten) dont une apprentie (leermeiskin). Ce nombre est extrêmement bas et certainement inférieur à la réalité. Il faut admettre, soit qu'un certain nombre d'apprentis ont été confondus avec les cnapen et les knechten, soit que beaucoup d'entre eux vivaient chez leurs parents et ne faisaient pas partie du ménage de leur maître.

On admet généralement que, dans les villes du moyen-âge, maison et ménage se confondent ou, en d'autres tenues, que cette époque n'a pas connu la catégorie, si importante de nos jours, des locataires d'appartements et des pensionnaires [1]). Notre dénombrement suffit à prouver que cette manière de voir est trop absolue. Tout au moins ne se justifie-t-elle pas par l'exemple d'Ypres. La liste des habitants de la Poorterie en 1506 nous fait connaître, en effet, l'existence de 31 individus qualifiés de tafeliers (tafelcopende) ou de slapers (camerhurende). Il faut considérer les premiers comme des pensionnaires, les seconds comme de simples locataires de chambres, faisant table à part. Il est certain, du reste, que le nombre de ces derniers était fort élevé. Le recensement est bien loin de les avoir signalées tous nominativement. Il nous fournit heureusement le moyen de supplier à son laconisme, en faisant précéder des mots int zelve huus ou int zelve l'indication des ménages habitant ensemble un même bâtiment. Il nous

1) „Jene zahlreiche Klasse von Haushaltungsangehörigen wie Schläfer, Zimmermieter, Pensionäre, mit welchen die moderne Städtestatistik zu rechnen hat, findet im Rahmen der mittelalterlichen Bevölkerungsgliederung keinen Raum." Bücher, *op. cit.*, p. 38.

permet ainsi de fixer au chiffre de 416, le nombre des maisons habitées dans le quartier de la Poorterie. De ces 416 maisons, 59, soit 14 pour cent, étaient occupées par plus d'un ménage. Savoir:

52	maisons	occupées	par	2	ménages
3	„	„	„	3	„
2	„	„	„	4	„
2	„	„	„	5	„

La catégorie des locataires d'appartements était donc relativement nombreuse à Ypres au commencement du XVIe siècle, et tout porte à croire qu'elle dut l'être d'avantage encore auparavant, à l'époque où la prospérité de l'industrie faisait affluer dans la ville les ouvriers de la draperie.

Connaissant le nombre des maisons habitées (416) et le chiffre total de la population du quartier de la Poorterie en 1506 (2078) il nous est facile d'établir combien chaque maison abritait de personnes en moyenne. Cette moyenne est exactement de 5, c'est à dire plus élevée d'une unité que le chiffre représentant à la même date et dans le même quartier, la composition numérique d'un ménage. Il est évident, d'ailleurs, que les conditions d'habitation différaient beaucoup suivant les rues. Dans les ruelles où vivait la classe ouvrière et les pauvres, on ne rencontre que 3.6 habitants par maison, tandisque dans les artères principales, où se logeaient les gens aisés, ce chiffre remonte à 6.

Une enquête entreprise en 1486, à l'occasion de l'arrivée à Ypres de l'empereur Maximilien[1]), dans le but de savoir combien d'hommes et de chevaux on pourrait loger, contient le relevé de 306 maisons éparpillées dans toute la ville et capables de fournir ensemble 335 cameren et des écuries pour 745 chevaux. Ce sont là évidemment des demeures spacieuses, et leur nombre est considérable (12.5 pour cent) si, comme nous l'apprend la chronique de Pierre van Letewe[2]), la ville renfermait en 1464, 2451 maisons. Des bâtiments signalés par l'enquête de 1486, plusieurs nous apparaissent comme très vastes. C'étaient sans doute, soit des hôtels appartenant à des patriciens, soit des auberges pour voyageurs. Citons le Grauwe-Steen taxé à 40 chevaux, le Gulden Hooft à 36,

1) Diegerick, *Inventaire etc.*, t. IV, p. 127, No. 1170.

2) Voy. plus haut p. 7 n. 3

le Gulden Patijn à 16, le Fransche Schild à 11, In de Clocke, à 25, Int Saeck, à 50. La plus grande maison de la ville se trouvait sur le marché: elle s'appelait In den Enghelen et pouvait abriter 36 chevaux et fournir 61 cameren.

IV.

Nos dénombrements ne nous apprennent que rarement la profession des individus recensés. Heureusement celui de 1431 fait exception à la règle. Il indique, en effet, dans le plus grand détail la profession de presque tous les chefs de ménage du quartier des Ghemeene Neringhe [1]). Grâce à lui, nous pouvons répartir 696 personnes en 161 spécialités professionnelles différentes [2]). Ce résultat présente un très vif intérêt et doit être rapproché de celui auquel M. Bücher est arrivé pour Francfort, où 191 professions distinctes sont signalées en 1440, mais à la suite d'une enquête portant sur un nombre bien plus considérable d'habitants. Pourtant, c'est à un autre point de vue qu'il mérite surtout d'attirer notre attention. Son importance réside essentiellement en ce qu'il nous fait connaître à Ypres un type social de population très éloigné de celui de Francfort, que l'on est trop porté à généraliser et à appliquer à toutes les villes de la fin du moyen âge. On s'en convaincra en parcourant le tableau suivant que, pour faciliter la comparaison, nous avons dressé, autant que possible, d'après les

1) Les indications du dénombrement sont absolument sûres, le nom de la profession étant toujours placé après le nom de famille de l'individu. Par exemple: *Jacob de Brievere, wisselare; Denys de Sceppere, ansschoenmakere; Clais de Smit, straetmakere, Jan de Cardevaghere, cnaepmuelnare; Pieter de Jaghere, cnaepwevere etc.* A Francfort, au contraire, le nom de la profession fait souvent partie du surnom de l'individu (Bücher, *op. cit.*, p. 73). Or, on voit par les exemples ci-dessus qu'il est dangereux de conclure qu'une personne exerce le métier auquel son nom semble la rattacher. Toutes celles que nous venons de citer, et dont il serait facile de décupler le nombre, portent le nom d'une profession et en exercent une autre.

2) On pourrait naturellement en relever un beaucoup plus grand nombre en ajoutant à celles que signale le dénombrement de 1431, celles qui sont mentionnées, çà et là dans les dénombrements des autres années. En voici quelques unes: *Tafelmakere, Pondelmakere, Hennevercopeghe, Slootgieter, Rockemakere, Reepmakere, Vettewarier, Naghelmakere etc.* Nous avons cru devoir négliger ces renseignements sporadiques et concentrer notre attention sur le seul quartier qui nous fournit des renseignements complets.

principes suivis par M. Bücher [1]). Nous y avons conservé pour les noms de professions l'orthographe du manuscrit. Les chiffres inscrits çà et là entre crochets sont ceux qui comprennent un ou des individus exerçant à la fois deux professions.

Professions	Hommes	Femmes	Compagnons (Cnapen)
I. Métal.			
1. Blecslare (batteur de métal)	1	—	—
2. Goudsmet (orfèvre)	2	—	—
3. Keitelare (chaudronnier)	3	—	—
4. Marscalc (maréchal ferrant)	2	—	—
5. Messemakere (coutelier)	2	—	—
6. Slotelmakere (serrurier)	1	1	—
7. Smet (forgeron)	2	—	1
8. Tinninscopmakeghe (potier d'étain)	—	1	—
9. Wapenmakere (armurier)	1	—	—
10. Zeinenmakere (fabr. de faucilles)	1	—	—
Total:	15	2	1
II. Bois et osier.			
1. Beeldsniedere (sculpteur)	1	—	—
2. Boghenmakere (fabr. d'arcs)	1	—	—
3. Cuipere (cuvelier)	4	—	—
4. Drayere (tourneur)	2	—	—
5. Lattenmakere (fabr. de lattes)	2	—	—
6. Mandemakere (vannier)	1	—	—
7. Pattynmakere (sabottier)	2	—	—
8. Scrinwerkere (menuisier)	1	—	—
9. Waghenmakere (charron)	2	—	—
10. Zaghere (scieur)	2	—	2
Total:	18	—	2
III. Cuir.			
1. Gorreelmakere (bourrelier)	2	—	—
2. Helsenare (esp. de bourrelier)	1	—	1
3. Scoelappere (savetier)	[3]2	1	1
4. Scoenmakere (cordonnier)	4	—	1
5. Vesanier (espèce de cordonnier)	1	—	—
6. Zadelmakere (sellier)	1	—	—
Total:	12	1	3
IV. Industrie textile.			
1. Blauvaerwere (teinturier en bleu)	5	—	12
2. Conventre (maitre tisserand)	25	—	—
3. Doucmakere (fabr. de couvertures)	5	—	—
4. Doucscere (tondeur de couvertures)	1	—	—
5. Doucwevere (tisserand de couvertures)	1	—	—
6. Drapier	66	3	—

1) Bücher, *op. cit.*, p. 215 et suiv.

Professions	Hommes	Femmes	Compagnons (Cnapen)
7. Lakenredere (apprêteur de draps) . . .	3	—	—
8. Linenwevere (tisserand de lin)	3	1	—
9. Nettebreidere (filetier)	1	—	—
10. Noppeghe (nopeuse)	—	1	—
11. Rocspinneghe (fileuse pour sayes) . . .	—	1	—
12. Roodvaerwere (teinturier en rouge) . .	5	—	8
13. Scerier (tondeur)	10	1	2
14. Spinneghe (fileuse)	—	56	—
15. Spoelre (faiseur d'époules)	2	—	—
16. Stoppespinneghe (fileuse d'étoupe) . . .	—	1	—
17. Uutslare (ouvrier aux rames)	1	—	—
18. Vaerwere (teinturier)	—	—	2
19. Vlasspinneghe (fileuse de lin)	—	6	—
20. Vulre (foulon)	4	—	44 [2 apprentis]
21. Wevercnape (ouvrier tisserand)	—	—	84
22. Wullebreker (briseur de laine)	1	—	—
23. Wullescerighe (cardeuse de laines) . . .	—	1	—
Total:	133	71	152
V. Professions auxiliaires de l'industrie textile.			
1. Cammakere (fabr. de peignes pour tisserands)	1	1	—
2. Lakindragere (porteur de draps)	[4]3	—	—
3. Scietspoelvermakere (raccomodeur de navettes)	1	—	—
Total:	6	1	—
VI. Vêtement.			
1. Anschoenmakere (gantier)	1	—	—
2. Borduurwerkeghe (galonneuse)	—	1	—
3. Cousemakere (faiseur de bas)	1	—	—
4. Grauwerkere (pelletier)	1	—	—
5. Hoofcleedwaschige (laveuse de coiffes) .	—	3	—
6. Linwader omme hure (linger)	1	1	—
7. Lindwaednaeyeghe omme hure (couseuse de toile)	—	2	—
8. Naiere (couseur)	2	—	—
9. Oudcleedcooper (vendeur de vieux vêtements)	7	—	—
10. Oudcleedmakeghe (raccomodeuse de vêtements)	—	3	—
11. Oudcleedvulre (nettoyeur de vieux vêtements)	2	—	—
12. Oudlynwadeghe (lingère de vieux linge) .	—	2	—
13. Oudlynwaednayeghe (raccomodeuse de linge)	—	1	—
14. Parmentier	—	1	—
15. Sceppere (tailleur)	9	1	—
16. Sundaelsnider (tailleur de toile fine) . .	1	—	—
17. Tauwere in grouwerc (préparateur de fourrures)	2	—	—
18. Voederigghe (fourreuse de vêtements) .	—	3	—
19. Wasschighe omme hure (lavandière) . .	—	2	—
Total:	27	20	—

Professions	Hommes	Femmes	Compagnons (Cnapen)
VII. Alimentation.			
1. Appelvercopeghe (vendeuse de pommes).	—	1	—
2. Arengierighe (harengère)	—	2	—
3. Backere (boulanger)	4	1	1
4. Beenhouwere (boucher)	3	—	—
5. Brouwere (brasseur)	7	—	2
6. Cornebitere (marchand de grains) . . .	2	—	—
7. Cuicouckbakeghe (faiseuse de gâteaux) .	—	1	—
8. Frutier	1	4	—
9. Muelnare (meunier)	1	—	4
10. Pastedebackeghe (patissière)	—	1	—
11. Teringmakere (traiteur)	1	1	—
12. Uppercoc (cuisinier)	1	—	—
13. Vleeschhouwer (boucher)	1	—	—
14. Vyscopere (poissonnier)	1	—	—
15. Waffemakere (gaufrier)	2	1	—
16. Warmoesier (légumier)	1	1	—
17. Levendewatermakeghe (faiseuse d'eau de vie)	—	1	—
18. Zuvelcopeghe (vendeuse de petit-lait) .	—	1	—
Total:	23	15	7
VIII. Bâtiment.			
1. Cumeneyvaghere (ramoneur)	1	—	—
2. Glasvercopere (md. de verre)	1	—	—
3. Glaswerkere (vitrier)	1	—	—
4. Metser (maçon)	4	—	—
5. Scildere (peintre)	1	—	—
6. Tegheldeckere (couvreur en tuiles) . . .	7	—	1
7. Temmerman (charpentier)	8	—	2 [1 apprenti]
Total:	23	—	3
IX. Commerce, Transport, Logement.			
1. Cabarethouder (cabaretier)	3	1	—
2. Carreman (voiturier)	1	—	—
3. Hostelier (hôtelier)	4	—	—
4. Kerdewaghencruder (brouetteur)	6	—	—
5. Lopere (messager)	1	—	—
6. Makelare (courtier)	3	—	—
7. Mersenier (mercier, épicier)	8	2	—
8. Metten-Waghene (charretier)	1	—	—
9. Ostelierigghe van harme lieden (hôtelière de pauvres)	—	1	—
10. Schuphouder (boutiquier)	[2]	—	—
11. Tappere (buvetier)	[4]	—	—
12. Tavernier	[1]	—	—
13. Uutdraghere (colporteur)	1	2	—
14. Wiagelopere (messager)	1	—	—
15. Wisselare (changeur)	1	—	—
16. Wyncriere (crieur de vin)	2	—	—
17. Wynmetere (mesureur de vin)	4	—	—
18. Wynscroedere (tireur de vin)	2	—	—
19. Wyntavernier (débitant de vin)	2	—	—
20. Zackedraghere (porteur au sac)	1	—	—
Total:	48	6	—

Professions	Hommes	Femmes	Compagnons (Cnapen)
X. Professions diverses.			
1. Achterwarigghe (garde-couches)	—	1	—
2. Barbier	3	—	—
3. Culckstickere (matelassier)	1	—	—
4. Gaerdemakere (jardinier)	1	—	—
5. Jagere (chasseur)	1	—	—
6. Kersemakere (chandelier)	1	—	—
7. Orghelmakere (fabr. d'orgues)	1	—	—
8. Paerdevlare (écorcheur de chevaux) . . .	1	—	—
9. Plaetsterare (paveur)	1	—	—
10. Potmakere (potier)	1	—	—
11. Pottevercopeghe (vendeuse de pots) . .	—	1	—
12. Stovehouder (tenancier d'étuves) . . .	2	—	1
13. Stuvenwerker (ouvrier d'étuves) . . .	1	—	—
14. Straetmakere (ouvrier de la voirie) . .	1	—	—
15. Straetvaghere (balayeur de rues) . . .	1	—	—
16. Upsettere (empailleur?)	1	—	—
17. Wiedeghe in hoven (sarcleuse de jardins)	—	1	—
Total:	17	3	1
XI. Professions libérales et fonctionnaires.			
1. Bailliu (le bailli)	1	—	—
2. Bailliu van Loo (le bailli de Loo, près d'Ypres)	1	—	—
3. Besanter (fonctionnaire de police) . . .	1	—	—
4. Capellane (aumonier)	4	—	—
5. Clerc van den spikere (clerc de l'épier ou du domaine)	1	—	—
6. Clerc van de tresorie (clerc de la trésorerie)	1	—	—
7. Clerc van de weezerie (clerc de la chambre pupillaire)	1	—	—
8. Onderclerc van de weezerie	1	—	—
9. Clerc van de Zale (clerc des échevins) .	1	—	—
10. Costre (sacristain)	2	—	—
11. Deurwardere (huissier)	1	—	—
12. Notaris (notaire)	1	—	—
13. Ommelooper van de wevers (messager du métier des tisserands)	1	—	—
14. Prochiepape (curé)	2	—	—
15. Scolemeester (maître d'école)	2	—	—
16. Sheerencnape (sergent du prince) . . .	1	—	—
17. Stadbode (messager de la ville)	1	—	—
18. Stedecnape (valet du conseil)	1	—	—
19. Steenwardere (geôlier)	1	—	—
20. Surgien (chirurgien)	1	—	—
21. Taelman (avocat)	1	—	—
22. Visentere (sorte d'aumonier?)	1	—	—
Total:	28	—	—

Professions	Hommes	Femmes	Compagnons (Cnapen)
XII. Travailleurs non qualifiés.			
1. Dieneghe (servante en journée?)	—	1	—
2. Labourere (homme de peine)	13	—	—
3. Pinere (homme de peine)	3	—	—
4. Wercwijf (femme d'ouvrage)	—	45	—
Total:	16	46	—
XIII. Professions inconnues.			
1. Kitre in den wijn	3	—	—
2. Tovere (médecin?)	1	—	—
Total:	4	—	—
Somme totale:	**[370] 363**	**165**	**169**
	[704] 697		

Un simple rapprochement entre ce tableau et celui que M. Bücher a si soigneusement dressé pour Francfort fait saisir au premier coup d'oeil une différence essentielle. Tandis, en effet, qu'à Francfort l'importance des diverses catégories de professions ne présente pas de différences très frappantes, à Ypres, l'une d'elles, celle de l'industrie textile, occupe autant de bras que toutes les autres ensemble. Le chiffre des individus qu'elle renferme atteint, dans la ville allemande 16 % et dans la ville flamande 51,6 % du total des travailleurs. Si l'on tient compte du déclin de la draperie yproise au commencement du XVe siècle, on n'hésitera pas à admettre que ce quotient déjà si élevé devait être bien plus important encore une cinquantaine d'années auparavant. Notre recensement nous fournit donc un renseignement précieux et, autant que nous sachions, unique en son genre jusqu'aujourd'hui, quant à la nature de la population dans les centres manufacturiers du moyen-âge. Il nous fait toucher du doigt, pour ainsi dire, le contraste qui oppose les unes aux autres les villes qui, comme Francfort, n'ont qu'une industrie locale servant à l'alimentation de la bourgeoisie et des campagnes environnantes, à celles qui, comme Ypres, ne subsistent que par l'exportation de leurs produits vers les marchés européens. Le premier type, qui a été incontestablement le plus répandu, peut être considéré comme le type médiéval par excellence, et c'est à lui que s'appliquent les caractères de cette forme particulière de structure économique que la science contem-

poraine appelle l'économie urbaine (Stadtwirthschaft). Le second, en plein moyen-âge, anticipe déjà sur l'avenir et nous présente quelques uns des traits fondamentaux de l'organisation économique des temps modernes.

Cette impression s'accentue fortement si l'on observe, en outre, qu'Ypres ne présente point du tout cet aspect à demi rural encore si reconnaissable à Francfort. Ici, 11.7 pour cent de l'ensemble des travailleurs [1]) s'adonnent à des professions que nous ne rencontrons plus guère de nos jours qu'à la campagne: ils sont jardiniers, vignerons, bergers, pêcheurs etc. Là, ce groupe est si faible qu'il ne peut entrer sérieusement en ligne de compte. A l'exception d'un jardinier, d'un chasseur et d'une sarcleuse de jardins, la population yproise s'adonne exclusivement à l'industrie et au commerce et se distingue nettement, par son genre de vie essentiellement urbain, des habitants du plat pays.

Si donc il est déjà moderne en partie, le tableau que nous offre la population d'Ypres au commencement du XV[e] siècle, reste pourtant, en une foule de points, celui d'une population médiévale. En dehors de l'industrie textile, le groupe des petits métiers nous fait connaître une organisation identique à celle de Francfort. C'est la même abondance et la même spécialisation des professions; c'est enfin le même nombre minime de compagnons. Il est clair que nous nous trouvons ici sur un terrain tout différent de celui de l'industrie d'exportation. Nous avons affaire à de petits entrepreneurs produisant pour le marché local au moyen d'un personnel peu nombreux et de capitaux peu abondants. Sans doute, le chiffre de 16 cnapen pour 85 branches différentes de production (groupes I à III, VI à VIII et X) ne doit pas nous faire illusion. Les cnapen que nous fait connaître notre tableau sont des chefs de ménage possédant un domicile indépendant; mais le dénombrement de 1506 nous a appris qu'il existait à côté d'eux un nombre assez considérable de compagnons (4 pour cent) habitant chez leurs maîtres. Néanmoins, le personnel ouvrier des petits métiers reste bien insignifiant, si on le compare à celui de l'industrie textile. Ici, sur un total de 356 individus, on rencontre 152 cnapen et 68 ouvrières, soit 61.8 pour cent de l'ensemble des gens occupés. Il faut

1) Bücher, *op. cit.*, p. 212.

remarquer de plus, comme nous l'avons déjà dit, que tous sont de purs salariés, vivant à part et ne partageant jamais le domicile de celui qui les emploie.

.Notre tableau ne signale en tout que trois apprentis, deux foulons et un charpentier. On s'explique facilement qu'il en soit ainsi. Le recensement de 1431 ne nous donnant que l'indication des chefs de ménage, n'a pu naturellement tenir compte des individus placés en apprentissage, puisque l'immense majorité de ceux-ci vivaient soit chez leurs parents, soit chez leurs maîtres. Nous devons donc considérer les trois leerlingen qu'il nous fait connaître soit comme des personnes entrées fort tard en apprentissage, soit comme des apprentis n'ayant pu obtenir encore, après de longues années, le titre de compagnon.

Le nombre des femmes mentionnées dans nos divers groupes professionnels est singulièrement élevé. Il comprend 165 personnes sur un total de 697 individus, soit 23 pour cent. De ces 165 femmes, 125 nous apparaissent comme de simples ouvrières salairées. Ce sont:

56 fileuses de laine,
1 „ pour sayes,
1 „ d'étoupe,
6 „ de lin,
1 cardeuse de laine,
1 nopeuse,
1 lingère en journée,
2 couturières,
4 raccomodeuses,
5 lavandières,
1 servante en journée,
45 femmes d'ouvrage.

On peut répartir les 40 autres en trois groupes. Les unes sont sans doute des veuves de maîtres continuant le commerce ou le métier de leur mari: telles sont par exemple les femmes exerçant la profession de serrurier (1), de potier d'étain (1), de savetier (1), de drapier (3), de maître-tisserand de lin (1), de maître-tondeur (1), de fabricant de peignes (1), de parmentier (1), de tailleur (1), de boulanger (1), de traiteur (1). D'autres s'adonnent à des métiers également accessibles aux femmes et aux hommes: nous trouvons parmi elles 1 galonneuse, 1 cabaretière, 1 gaufrière, 1 patis-

sière, 2 mercières, 1 hôtelière pour pauvres, 1 vendeuse de pots et 2 colporteuses. Les dernières enfin exercent des professions spécialement ou habituellement féminines: c'est le cas pour 2 lingères, 3 fourreuses des vêtements, 1 vendeuse de pommes, 2 harengères, 4 fruitières, 1 faiseuse de gâteaux, 1 légumière, 1 faiseuse d'eau de vie, 1 vendeuse de petit lait et 1 garde-couches.

A Ypres, comme à Francfort, quelques personnes exercent à la fois deux professions. Nous n'en avons toutefois relevé qu'un fort petit nombre. Ce sont les 4 tapperen (buvetiers) dont deux se rencontrent parmi les compagnons-tisserands, un parmi les compagnons brasseurs, et le quatrième parmi les crieurs de vin; un compagnon foulon est en même temps savetier, un compagnon tisserand porteur de draps, un teinturier en rouge tavernier enfin un kitre (?) et un compagnon brasseur sont scuphouder. Comme on le voit, les ouvriers de l'industrie drapière forment la grande majorité des gens à deux professions, et la profession accessoire consiste généralement à tenir un débit de boisson. Il y a là un rapprochement curieux avec ce que l'on constate de nos jours dans les centres industriels, où tant d'ouvriers cherchent à se procurer un supplément de ressources en ouvrant un petit cabaret dont ils confient le soin à leur femme. Remarquons du reste, comme un symptôme favorable pour l'état moral de la population au XV[e] siècle, que les débits de boisson, comparativement à notre époque, étaient singulièrement clairsemés. Nous n'en rencontrons que 11 pour les 2890 habitants du quartier, soit un en moyenne par 263 habitants.

Le dénombrement de 1431 ne fournit aucune indication de profession pour 122 chefs de ménages. 71 d'entre eux sont mentionnés sans aucune remarque; les 51 autres sont explicitement renseignés comme pauvres (arem). Le premier groupe se compose sans aucun doute, pour la plus grande partie, de gens vivant de leurs rentes. Non seulement, en effet, il comprend les noms de plusieurs familles patriciennes (les Belle, les Van Scoten, les Paeldinck, les Van Dixmude etc.), mais on remarque en outre, grâce aux indications marginales figurant dans le manuscrit, que la plupart de ses membres ont payé l'impôt à l'occasion duquel le dénombrement a été exécuté[1]). Sur les 71 personnes qu'il renferme, 23 seule-

1) Il est impossible de savoir sur quelles bâses cet impôt a été levé, mais il est sur qu'il ne frappait que les gens aisés. 178 chefs de famille seule-

ment sont exemptes de toute contribution. Il faut voir probablement dans ces 23 chefs de ménage sans profession, des gens peu fortunés, trop agés pour travailler, et entretenus par leurs enfants. Nous considérerons en revanche les 48 chefs de ménage laissés en dehors de la liste des professions, mais inscrits sur celle de l'impôt, comme se composant de rentiers. Ce nombre de 48 familles vivant de leur rente sur un total de 830 est singulièrement bas (5,8 pour cent) et nous permet de confirmer par l'exemple d'Ypres, l'activité extraordinaire des populations urbaines du moyen-âge.

Les 51 chefs de ménage pauvres dénombrés en 1431, comprennent 39 femmes, 6 hommes et 6 personnes dont le sexe n'est pas indiqué. La plupart d'entre eux sont des mendiants habituels, désignés par les mots: op de bede gaende. Quelques uns sont des ouvriers tombés dans la misère. Notre texte mentionne à cet égard: un faiseur d'époules, trois fileuses et deux femmes d'ouvrage. Chose curieuse! un chapelain est également renseigné comme vivant d'aumônes. On rencontre enfin parmi les mendiants trois vieilles femmes aveugles et sourdes. Ce chiffre de 3 aveugles sur 830 individus, soit de 36 pour 10000 est presque aussi élevé que celui calculé à Francfort par M. Bücher (42 pour 10000) [1]), et peut servir à corroborer les conclusions de ce savant, sur la fréquence de la cécité au moyen-âge [2]).

Aux 51 pauvres chefs de ménage dont nous venons de parler, il faut ajouter 38 autres pauvres vivant dans des asiles. Ce sont

---

ment sur 850 sont taxés dans le dénombrement. A côté des 48 rentiers qui le payent, on trouve 45 drapiers, 7 brasseurs, 5 teinturiers en rouge, 4 teinturiers en bleu, 4 vendeurs de vieux vêtements, 3 charpentiers, 2 hôteliers, 2 merciers, 3 boulangers, 2 brouetteurs, 2 marchands de grains, 2 sabotiers, 2 cabaretiers, 2 gaufriers, 3 maîtres tondeurs, 2 fabricants de couvertures, 1 changeur, 1 courtier, 1 notaire, 1 avocat, 1 maître d'école, 1 chirurgien, 1 médecin (*tovere?*), le bailli, le clerc de la trésorerie, le clerc de la wezerie, le clerc des échevins, 1 huissier, 1 geôlier. Le reste des contribuables se répartit par unités entre divers petits métiers. Deux compagnons (*cnapen*) seulement sont mentionnés. Tous deux appartiennent au métier des teinturiers en bleu.

1) Bücher, *op. cit.*, p. 209.

2) Le dénombrement de la *poorterie* en 1506 signale, de son côté, 2 aveugles sur 489 chefs de ménage, ce qui donnerait le chiffre de 39 par 10000 habitants.

25 veuves réparties entre six wedewenhusen[1]) et 13 veufs nourris dans une institution charitable qui portait le nom de „De 13 wedewaers". Le nombre total des pauvres du quartier des Ghemeene Neringhe en 1431 comportait donc 89 chefs ou anciens chefs de ménage, soit environ 1 chef de ménage pauvre sur 10 chiffre fort élevé[2]) et qui s'explique sans doute en partie par le ralentissement de l'industrie drapière.

Nous terminerons ici cette étude. Elle n'épuise pas le contenu de nos sources, dont l'examen approfondi exigerait un travail dépassant de beaucoup le cadre d'une revue. Nous avons seulement voulu attirer l'attention des spécialistes sur les dénombrements yprois en cherchant à dégager, aussi brièvement qu'il était possible, les conclusions générales que l'on en peut tirer et les matériaux nouveaux qu'ils apportent à la statistique sociale[3]).

---

1) Il y avait de ces *Wedewenhusen* dans tous les quartiers de la ville. Nos dénombrements nous en font connaître 14 en tout: 6 dans les *Ghemeene Neringhe*, 3 dans la *Poorterie*, 4 dans la *Draperie* et 1 dans la *Volderie*.

2) Il faut remarquer toutefois que ce chiffre ne peut passer pour exorbitant à la fin du moyen-âge. Les Heerdtellingen du Brabant au XVe siècle, décomptent en général, dans les villes, un foyer sur dix comme pauvre. Ils en décomptent, du même chef, un sur cinq dans les villages.

3) Nous avous connu trop hard pour pouvoir y recourir dans cet article, l'excellent travail de M. F. Buomberger, *Bevölkerungs- und Vermögensstatistik in der Stadt und Landschaft Freiburg um die Mitte des XV. Jahrhunderts* (*Zeitschrift für Schweiz. Statistik*, 1900). La comparaison de leurs résultats avec ceux que fournissent les documents yprios eût été, en bien des points, hautement intéressante. Nous espérons pouvoir y revenir dans une étude ultérieure.

Lohn- und Preisverhältnisse in Hann. Münden zu Anfang des 15. Jahrhunderts.

Von

Gust. Schönfeldt.

I.

Wenngleich bereits verschiedene Veröffentlichungen über Preis- und Lohnzustände des Mittelalters erfolgt sind, so dürften dennoch die nachstehenden Mitteilungen, welche einer meines Wissens bislang nicht bearbeiteten Einnahme und Ausgabe der Vogtei und des Gerichtes zu Münden aus den Jahren 1409 und 1410 entnommen sind, nicht ohne Interesse und nutzlos sein. Einmal handelt es sich bei den Lohn- und Preisverhältnissen um eine Sache, deren richtige Erfassung nur durch die Verbindung der Nachrichten verschiedener Gegenden ermöglicht werden kann, sodafs also jede Mitteilung über diese für das tiefere Verständnis des Lebens und der Kultur einer Zeit wichtigen Verhältnisse an sich von Bedeutung ist. Sodann betreffen die folgenden Angaben einen Ort, welcher als Aufenthalt welfischer Fürsten und wegen seiner Lage an den wichtigen Handelsstrafsen von Venedig — Augsburg — Frankfurt — Cassel nach dem Norden[1]) und von Thüringen die Werra hinunter nach Bremen[2]) und nach den westfälischen Städten schon frühe für norddeutsche Verhältnisse entwickelte Zustände zeitigte[3]).

1) Willigerod, Geschichte von Münden. Göttingen, 1808. S. 73.

2) Für den Warenverkehr von Frankfurt über Münden und von Thüringen über Münden nach Bremen „dat Water neden“ (die Weser hinunter) gibt die „Recepta de vino“ unserer Rechnung verschiedene Beläge.

3) Münden erwarb während der ersten Hälfte des 13. Jahrh. städtische Verfassung. (Havemann, Geschichte der Lande Braunschweig und Lüneburg. Göttingen, 1853. Teil II S. 35). Auch schlofs die Stadt sich schon frühe dem Hansabunde an. (Willigerod, a. a. O. S. 185.)

Münden gehörte zu Braunschweig-Göttingen, über welches von 1394—1437 Herzog Otto der Einäugige regierte. Er residierte in Uslar, während seine Gemahlin, mit der er in unglücklicher Ehe lebte, sich mit besonderer Vorliebe in Münden aufhielt [1]. Als Vogt der Burg Münden wurde Conrad von Scheden bestallt, welcher die Rechnung, die sich über die Zeit vom Dienstage nach Mariä Geburt 1409 bis zum Donnerstage vor Pfingsten 1410 erstreckt, aufgesetzt hat. Was die Glaubwürdigkeit seiner Aufzeichnungen betrifft, so ist ihm zu folgen: „Vn dyt na gescreuene hebbe ek von myns egenant genedig Junchern wegen vp genomen vn vte geuen vn dat in synnent vnde fromen gekart vn gewant Also ek truwelikest kunde vn mochte."

Zum Verständnisse der Lohn- und Preisverhältnisse ist erforderlich, dafs einiges über die derzeitigen Münzverhältnisse und über den Geldwert damaliger Münzen vorausgeschickt werde. — Obgleich Münden um 1385 das Münzrecht [2] hatte, rechnete Conrad von Scheden nach Göttinger Währung. Die Göttinger Zahlungsmark war nach dem Vertrage des sächsischen Städtebundes vom Jahre 1397 zu 8 Lot feinen Silbers festgestellt, die Göttinger lötige Mark war nach demselben Vertrage zu 12 Loten feinen Silbers bestimmt [3]. Nachstehend handelt es sich nur um die Zahlungsmark. Diese hatte 16 Lot = 4 Ferdinge = 32 Schillinge (β) à 12 Pfennige (d) = 24 Scherfe; es werden auch noch Mutzen genannt, die vermutlich den Scherfen gleich waren. Eine beliebte Münze war auch der rheinische Gulden, der in 4 Ort zerfiel. Der rheinische Gulden wurde um 1400 2 Lot feinen Silbers gleich gerechnet [4], also gleich 8 gött. β. Grofse Verbreitung hatten auch die böhmischen Schillinge (beh. β); wie aus der Rechnung hervorgeht, wurden 2 derselben einem gött. β gleich gerechnet. Endlich werden noch braunschw. d und schwere β erwähnt.

Bei der Untersuchung, wieviel diese Münzen nach unserem

---

1) Havemann, a. a. O. T. II. S. 680.

2) Willigerod, a. a. O. S. 197. Das Rechnen nach Göttinger Währung war übrigens um diese Zeit, wie Willigerod berichtet, in Münden allgemein üblich.

3) Bode, Das ältere Münzwesen der Staaten und Städte Niedersachsens. Braunschweig, 1847. S. 131.

4) Bode, a. a. O. S. 66.

Gelde wert waren — abgesehen von der derzeitigen Kaufkraft —, sei zunächst das Verhältnis des Goldguldens zu unserer Mark festgestellt. Nach der unter den rheinischen Kurfürsten mit Beirat des Kaisers getroffenen Übereinkunft von 1402 sollte die gemischte kölnische Mark Gold $22\frac{1}{2}$ Karat fein enthalten und daraus 66 Stück (Gulden) geprägt werden, so daſs also aus der feinen Mark $70\frac{2}{5}$ Stück erfolgten[1]). Rechnen wir die kölnische Mark = 233,7 Gramm, so würden aus $\frac{1}{2}$ kg f. Gold sich 150,62 Goldgulden ergeben. Es werden nun heute aus $\frac{1}{2}$ kg f. Gold 1395 M. geprägt; mithin sind 150,62 damaliger Gulden 1395 heutiger M. an Wert gleich, oder 1 Gulden = 9,26 M. Es ergeben sich also unter Berücksichtigung obiger Angaben für den Geldwert der betreffenden Münzen folgende Zahlen: 1 gött. Mr. = 37,04 M.; 1 Ferding = 9,26 M.[2]), 1 Lot fein = 4,63 M., 1 Lot des Pfennigsilbers = 2,31 M., 1 gött. β = $1,15\frac{3}{4}$ M., 1 gött. d etwa 0,10 M., 1 Scherf etwa 0,05 M., 1 Mutzen = ca. 0,05 M., 1 beh. β = 0,58 M.

Der Burg standen der Schultheiſs Tileke Albert und der Vogt Konrad von Scheden vor. Ersterer hatte die landwirtschaftliche Verwaltung, daneben übte er unter dem Landvogt und dem Landfriedensrichter eine beschränkte richterliche Tätigkeit aus. Letzterer war nur Untervogt; seine Wirksamkeit lag auf dem Gebiete der finanziellen Verwaltung: Erhebung landesherrlicher Forderungen, der Bede, der Grundrenten, Gerichtsbuſsen (Brüche); die Bestreitung der Löhne für das Gesinde innerhalb des Burghaushaltes, bisweilen auf Anweisung auch auſserhalb, Zahlung der Handwerkerlöhne usw. Seine nächsten Vorgesetzten waren der Rat Hans von Innen und der Landvogt Hans Druchteleuen. Mit der Wirtschaft der Burg hatte er an sich nichts zu schaffen. Dieser Umstand ist wichtig zum Verständnisse der von ihm aufgestellten Rechnung, die demnach nichts über die Erträge der Eigenwirtschaft der Burg und über die Verwendung derselben mitteilt. Vielleicht

1) Bode, a. a. O. S. 64.

2) Wie ich aus einer mir nach Vollendung der Arbeit zugegangenen Mitteilung des Herrn Pastor Meyer-Münden entnehme, stimmt meine Berechnung der Münzwerte so ziemlich überein mit der Quentins in seinen diplomatischen Nachrichten von der Kalands-Brüderschaft zu Münden a. d. Werra, Göttingen, 1779. Nach Quentin ist der Fördîng = 3 Tlr., die Mark zu 12 Tlr., 1 Schilling (welcher?) = 6 gg.

mufsten diesbezügliche Nachweisungen vom Schultheifsen neben der Rechnung des Vogtes geliefert werden. Waren die Befugnisse des Vogtes Konrad von Scheden also im Hinblick auf die traditionelle Stellung eines Vogtes nur untergeordneter Art, so haben wir es hier mit dem in der Geschichte des Mittelalters nicht vereinzelt dastehendem Falle zu tun, dafs der Titel bleibt, wenn auch das Amt geschwunden. Die Aufgaben Konrads von Scheden decken sich mit denjenigen, welche K. LAMPRECHT in seinem Werke „Deutsches Wirtschaftsleben im Mittelalter" dem Kellner zuschreibt[1]). Damit gewinnt die Vermutung an Bedeutung, dafs der Vogt und der in der Rechnung erwähnte Kellner eine und dieselbe Persönlichkeit wären, eine Vermutung, zu deren Stützung weiter unten fernere Gründe angeführt werden mögen.

Bei der Betrachtung der Löhnungen ist zu beachten, dafs die Burgbesatzung vermutlich in zwei scharf gegliederte Teile zerfiel: in die gemeinen Söldner und in die Burgmannen. Die Söldner waren im freien Lohnvertrag angenommene und jederzeit entlafsbare niedere Dienstknechte, welche zu kriegerischen Zwecken als Turmhüter, Pförtner, Wächter — oder zu wirtschaftlichen Zwecken als Köche, Bäcker, Eseltreiber, Hirten usw. Verwendung fanden. Die Burgmannen waren die eigentlichen kriegerischen Verteidiger der Burg. Sie hatten ein Burglehen im Besitz, waren lebenslänglich oder auf Zeit zur Verteidigung der Burg verpflichtet und versahen abwechselnd den Burgendienst[2]). Alle werden schlechtweg dem Gesinde beigerechnet. Für uns soll die erste Gruppe besonders in Frage kommen, da sie allein feste Löhne erhielt. Als solche, die einen Jahreslohn bezogen, werden in folgender Reihe in der Rechnung aufgeführt: 2 Wächter, 1 Pförtner, 1 Türmer, 1 Jäger, 1 Kellner, 1 Bäcker, 1 Koch, 2 Kochjungen, 1 Fischer, 1 Hirte, 3 Scheffelknechte, 1 Eseltreiber, 1 „Ezelhower", 2 Schweinehirten, 2 Kuhmägde, 1 Schafmagd. Aufser diesen werden in dem Tuchregister noch genannt: 2 Boten, 1 Stallknecht des Herzogs und 1 Hengsttreiber des Herzogs. Diese beiden Boten scheinen zum Gesinde gehört zu haben, während die übrigen Boten, welche in der Rechnung genannt werden, im Tagelohn beschäftigt wurden. Der Stallknecht sowie der Hengsttreiber sind wohl der Haushaltung

1) LAMPRECHT, a. a. O. Bd. I² S. 1411 ff.
2) LAMPRECHT, a. a. O. Bd. I² S. 1311 ff.

des Schlosses Uslar beizuzählen. Die von Münden aus bewirkte Entlohnung der beiden Knechte geschah entweder auf direktes Geheifs des Herzoges oder des Landvogtes, wie bei der Lieferung der Schuhe an den Stallknecht, oder mochte eine dauernde Hülfeleistung des Schlosses Münden an den Haushalt des Schlosses Uslar sein, wie es hinsichtlich der Lieferung von grauem Tuch zur Kleidung an die Knechte den Anschein hat. Auffällig erscheint, dafs kein Gesinde zur direkten Bedienung der Herzogin genannt wird. Es mag dies seine Erklärung in dem Umstande finden, dafs die Herzogin in der Zeit der Rechnung, wie die Notizen ergeben, sich nicht dauernd, sondern nur vorübergehend in Münden aufgehalten hat.

Der Jahreslohn bestand in Bargeld, Schuhen und grauem Tuch zur Bekleidung. Letzteres wurde von den zur Vogtei gehörenden Dörfern geliefert. Der Barlohn wurde mit wenigen Ausnahmen am Cäcilientage (22. Nov.) gezahlt. Am besten wurden der Kellner, der Bäcker, der Koch und der Fischer entlohnt. Kellner, Bäcker und Koch erhielten einen Teil ihres Lohnes am Stillen Freitage bezw. Anfang Mai ausgezahlt. Die Schuhe wurden zu verschiedenen Terminen, anscheinend je nach Bedarf, geliefert. Der Kellner bekam 9 Lot und 1/2 Mr., der Bäcker erhielt 1/2 Mr. und 26 gött. β, aufserdem 1 Lot für Schuhe und 5 Ellen graues Tuch; der Koch bezog 1 Mr., ebenfalls der Fischer, zudem erhielt letzterer für Netze, Garne und Flachs 2 1/2 Ferdinge und 15 gött. d, auch wurden ihm die Fische bezahlt. Der Hirt erhielt einen Jahreslohn von 3 Ferd. und 3 beh. β für Schuhe; jeder Scheffelknecht 1/2 Mr. und 4 beh. β für Schuhe, der Schweinehirt bekam 1/2 Mr. und 1 Paar Schuhe, der Schweinejunge für acht Wochen 4 gött. β und 1 Paar Schuhe. Der „Ezelhower“ wurde mit 1/2 Mr. und 6 Ellen grauem Tuch, der Eseltreiber mit 10 gött. β und 6 Ell. gr. Tuch entlohnt. Der Pförtner und der „Tornemann“ empfingen nur Tuch, 6 und 7 Ellen, die beiden Wächter hingegen jeder 1/2 Mr., 2 Paar Schuhe bezw. 2 Lot und 6 Ellen gr. Tuch. Der Jäger („Feddū“ bezw. „Fettemelken“)[1]) erhielt 1 Ferd., 1 Lot für Schuhe und 6 Ell. gr. Tuch. Die Kochjungen bekamen keinen Barlohn, sondern je 1 Paar Schuhe und

1) Es ist nur eine Vermutung von mir, dafs der öfters genannte „fettemelken“ und der nur einmal erwähnte „feddn de jeger“ eine und dieselbe Person seien. Fettemelken erhielt Lohn und Schuhe, Feddn das Tuch.

4 Ellen Tuch. Eine **Magd** empfing ½ Mr. und ½ Lot für Schuhe; an Winterlohn bezog die **Kuhmagd** 1½ Ferd. und ½ Lot für Schuhe. — Aufser diesen Löhnen wurden noch 19 gött. β „to oppgelde dem gesinde“ am Weihnachtsabend gezahlt. Der **Stallknecht** des Herzogs erhielt 1 Paar Schuhe und 5 Ell. Tuch, der **Hengsttreiber** 1 Ell. Tuch. Auch dem Schultheifsen wurden 8 Ell. Tuch geliefert. Von den **Boten**, derer eine ganze Reihe in der Rechnung genannt werden[1]), bekamen nur zwei Schuhe und Tuch: der eine empfing ½ Lot für Schuhe und 1 Ell. Tuch, der andere 2 gött. β für Schuhe und 1½ Ell. Tuch.

Was nun die soziale Gliederung des Gesindes betrifft, so waren der Kellner, der Bäcker und der Koch die Vornehmsten. Von dem Fischer soll nicht weiter die Rede sein. Die Stellung desselben ist mir zu ungewifs. In der Einnahme finden sich nämlich zwei Posten, die den Fischer betreffen, aus denen nicht ersichtlich ist, ob sie eine dauernde Abgabe an die Vogtei oder Strafgelder bedeuten. Eine Klarstellung dieser Frage ist aber unumgänglich notwendig für die Beurteilung. Das eine Mal zahlt er für zwei Garne ½ Mr., das andre Mal für „eynen scrag“ (Netz) 10 beh. β.

Aus der Höhe des Lohnes sowohl wie aus einzelnen Angaben der Rechnung ergibt sich die bevorzugte Stellung der Genannten. Z. B. heifst es an einer Stelle: „An St. Martini auende do drungke we gesinde henr. rendenshus (Burgmanne) hildebrand koke de begker vn de kelner 1 sto wyns von myns gnedig Juncher gnade wegen.“ Diese Notiz bestärkt mich — nebenbei bemerkt — in der Vermutung, dafs der Vogt Konrad von Scheden der Kellner sei. Es heifst ausdrücklich: „**we** gesinde“; der Schreiber schliefst sich also ein, und unter den angeführten Personen wird nur „de kelner“ genannt, der möglicherweise mit dem Schreiber identisch sein könnte. Zudem kommen noch die gleichen Namen des Vogtes und des Kellners. — Dem Bäcker unterstand neben dem Backhause auch die Brauerei. Den Hopfen, welcher „to bruwend“ gekauft wird, erhält der Bäcker. Auch die Weinlieferung besorgte der Bäcker. — Der Koch hatte schon als Vorgesetzter der Kochjungen eine hervorragende Stellung unter dem Gesinde.

1) Der Botendienst war eine Fronpflicht, die auf besonderen Hufen ruhte. (Lamprecht, Deutsch. Wirtschaftsleben im Mittelalter. Leipzig, 1886. Bd. 1². S. 811).

Über die Verpflegung des Gesindes vermögen wir der Rechnung nicht viel zu entnehmen. In der Rezepta und Exposita der Früchte findet sich kein Nachweis über die Verwendung des Getreides zu Zwecken der Verpflegung des Gesindes. Wir dürfen wohl auch für Münden annehmen, was LAMPRECHT in Bezug auf das Moselland für diese Zeit berichtet, dafs Roggen- und Weizenbrot selten dem Gesinde geboten wurde, diesem vielmehr Brot aus Hafer- oder Gerstenmehl neben Hafergrütze als Getreidenahrung diente[1]). Von Zeit zu Zeit, besonders an Festtagen, erhielt es morgens und abends einen Brei von „Schonebrot" (Weifsbrot); dieses wurde merkwürdigerweise nicht im burglichen Backhause bereitet, sondern vom Bäcker der Stadt Münden bezogen. Zu Neujahrsabend und „to Paschen" wurden je $^{1}/_{2}$ Viertel Weizen „to fladende" verbacken; am Stillen Freitage erhielt das Gesinde Krengeln. — Reichlich scheint die Fleischnahrung gewesen zu sein. Es wurden in der Burg geschlachtet: 3 Kühe, 1 Sterken, 4 Hammel, 10 Martinischafe und 21 Schweine. Auch sind die Aufwendungen „vor fische dem gesinde" bedeutend. Gelegentlich wurde auch eine Kalbskeule dem Gesinde geboten. — Als Getränke wird man besonders Bier gereicht haben. Über den Abgang des in der Burg gebrauten Bieres ist aufser wie aus der öfter vorkommenden Bemerkung „to soyden dem gesinde" nichts Bestimmtes der Rechnung zu entnehmen.

Wichtig für die Beurteilung der Lage der Dienstboten ist auch eine nähere Kenntnis der Anzahl der Arbeitstage. Es wird eine stattliche Reihe von Festestagen angeführt, und wenn sich auch kein direkter Hinweis dafür findet, dafs dieselben arbeitsfrei gewesen, so können wir dennoch in Hinsicht darauf, dafs BEISSEL für Xanten und LAMPRECHT für das Moselland für die Zeit unserer Rechnung den Nachweis geliefert haben, dafs die meisten der genannten Festtage dort arbeitsfrei gewesen seien, dieses auch wohl für Münden annehmen. Folgende Aufstellung ergibt die Anzahl der Arbeitstage jeder Woche vom 11. Sept. 1409 bis zum 8. Mai 1410, welche Zeit die Rechnung umfafst. Eingeklammert sind die Festtage angegeben; diejenigen, welche im Mosellande bezw. in Xanten arbeitsfrei waren, sind mit einem * versehen:

1) LAMPRECHT, Bd. I[1] S. 553.

1. Woche: 5 Arbeitstage (*Nativitas Marie), 2: 5 (*Matthäus), 3: 6, 4: 6, 5 (Dyonisius), 3 (Callixstus, Gallus, *Lucas), 4 (*11 tausend Mägde, Crispinus), 4 (*Sim. u. Jud., *Allerseelen), 6, 5 (*Martin), 5 (*Cäcilien), 4 (*Katharine, *Andreas), 4 (Barbara, *Nicolaus), 5 (Lucia), 5 (*Thomas), 3 (*2 Weihnachtstage, *Unschuldige Kindlein), 5 (Neujahr), 5 (*Epiphanias), 6, 5 (*Pauli Bekehrung), 6, 4 (*Fastnacht, 4 Nonnen), 5 (Scholastiker), 5 (*Petri Stuhlfeier), 5 (*Matthias), 6, 5 (*Gregorius), 4 (*Gr. Donnerstag, *Still. Freitag), 4 (*2 Ostertage), 6, 6, 6, 5 (St. Georg), 5 (*Himmelfahrt), 4 (Rechnung geht nur bis zum Donnerstag vor Pfingsten). — Schliefsen wir die letzte Woche aus, so ergibt die Aufstellung für 34 Wochen 167 Arbeitstage; die Woche hatte also durchschnittlich nur 5 Arbeitstage. Dasselbe Resultat finden LAMPRECHT und BEISSEL[1]).

Von den Tagelöhnern wurden besonders die Boten gut honoriert. Bei den Boten ist zu unterscheiden zwischen festangestellten, welche Kleidung und Schuhe erhielten — und solchen, die gelegentlich zu besonderen Vertrauensdiensten benutzt wurden oder zu Frone boteten. Die ersteren erhielten nur Zehrungskosten (siehe darüber die Ausführungen im 3. Teile der Abhandlung), die jedenfalls so hoch bemessen waren, dafs der Mangel an Jahreslohn in Geld aufgewogen wurde. Von ihnen soll hier nicht weiter gesprochen werden. Bei den anderen umfassen die registrierten Beträge Entlohnung und Zehrungskosten; letztere stellten sich, wie im 3. Teile der Abhandlung ermittelt werden soll, pro Tag durchschnitt auf 0,58 M. h. G. Die verhältnismäfsig guten Entlohnungen versteht man in der Erwägung, dafs nicht jeder zu diesem Dienste sich eignete. Die Unsicherheit der Wege verlangte besonders kräftige Männer, und der Charakter ihrer Aufgabe setzte Vertrauenswürdigkeit voraus. Dasselbe galt für den Transportdienst.

Die Botenlöhne einschliefslich Zehrungskosten betrugen: für Wege von Münden nach Kassel, Uslar, Fredelande (Friedland), Göttingen, Hardegsen, Homburg (Schlofs in der gleichnamigen Herrschaft), Homstein, durchschnittlich 1 gött. β; es wurden aber auch 2 g. β gezahlt. Für einen Gang von Münden nach Moringen erhielt der Bote 4 bh. β, nach Fritzlar 4 g. β, nach Korbach $4^1/_2$

1) LAMPRECHT II. 523. BEISSEL, S. 158.

g. β, nach Frankfurt a. M. 10 b. β (Zehrungskosten), nach Hedemünden, oder nach Brackenberg, Sichelstein, Hohenstein (Schlösser in der Nähe Mündens) 3—4 g. d, nach Paderborn 5½ g. β usw. An Fuhrlohn. von Kassel 44 Viertel Hafer zu holen, wurden 3 Lot gezahlt. Wahrscheinlich nur Zehrungskosten, da der „schepknecht" den Hafer holte.

Im übrigen gibt die Rechnung über die Höhe der Tagelöhne nur spärliche Nachrichten, jedoch gewähren sie Anhaltspunkte zur allgemeinen Beurteilung. Von einem Maurer, der beim Richten eines Backhauses Hülfe geleistet, wird mitgeteilt, dafs er 2 b. β an „daglon" erhalten habe. Diese Entlohnung bezieht sich wahrscheinlich auf 2 Tage. Den Tagelohn von 1 b. β für einen Maurer finden wir auch aus nachstehender Mitteilung: „6 bh. β Eggeharde fredewolde dat he den Bagouen mesterde(?) to sclande vn eydede on 8 nacht vn halp ok den herd dar in sclan." Wochenlohn = 6 b. β. — Unsicher bin ich über den Tagelohn eines Zimmermanns. Die erste zu Gebote stehende Angabe scheint zu ergeben, dafs für 8 Arbeitstage 10 schwere Schillinge gezahlt wurden. Das würde einen auffällig hohen Tagelohn bedeuten, der sich nur erklären liefse, wenn er bei eigener Verpflegung gezahlt worden. Es müfste alsdann, um eine zu grofse Differenz zum Tagelohn eines Maurers zu vermeiden, die vorkommende höchste Berechnung des Tagesverbrauchs zu 8 g. d herangezogen werden, aber auch dann noch würde der Tagelohn nahezu 0,70 M. betragen haben. Dies Ergebnis läfst sich wiederum schlecht mit einer zweiten Mitteilung in Einklang bringen. Demselben „hanse yzengard" wurde 1 bh. β zu teil, „dat he de dorstedele howe vor de dore an den hofe vn heng de dore dar vore". Diese Arbeitsleistung dürfte ungefähr einer Tagesleistung entsprechen. Hier hätte man also denselben Tagelohn, wie er einem Maurer gezahlt wurde. Die Länge oder Kürze der Tage kann kaum den Unterschied verursacht haben; die erste Arbeit wurde kurz nach Michaelis, die letzte in der Osterwoche verrichtet. — Über die Bezahlung der Dachdecker geben folgende Angaben Aufschlufs. „It 1 lot spelhofe dat he de weke over hadde schyndeln gesteken". „Des sonauendes 3 lot vor degkent heylande vn spelhof vn dyt degkent dede se an der lomole vn blomenas molen schûne dat forwerk de kostal porthus vn kokene." Sie erhielten demnach einen Wochenlohn von 1—1½ Lot oder

einen Tagelohn von ebenfalls ca. 1 b. β. Diese Löhne wurden neben Verpflegung gezahlt, wie auch bei dem Maurer. Es wird mitgeteilt, dafs „de degker vn arueidende lude“ gespeist wurden. Als Resultat vorstehender Ausführungen dürfen wir demnach die Annahme betrachten, dafs gewerbliche Arbeiter durchschnittlich einen Tagelohn von 0,58 M. h. G. neben Verpflegung erhielten.

Kommen wir zu den gewöhnlichen Tagelöhnen, so erhielt ein Drescher pro Tag 7 Mutzen = etwa 0,35 M. unseren Geldes. Bei dieser Gelegenheit sei mir gestattet, den Wert eines Mutzen zu berechnen. Die Notiz über den Drescherlohn gibt nämlich den einzigen Anhalt für die Berechnung desselben. Es handelt sich um 3 Drescher, die 16 Tage arbeiteten, der Mann für 7 Mutzen. Die Zahlung des Lohnes geschah in zwei Raten: einmal am Sonnabend 9 g. β, das andere Mal am darauffolgenden Donnerstage 5 g. β, zusammen 14 g. β oder 168 g. d. 336 Mutzen also = 168 g. d, 1 Mutzen = 1/2 g. d. — Eine andere Mitteilung betrifft 10 Weiber, welche 3 Tage beim Schafscheren beschäftigt waren. Sie empfingen zusammen 5 gött. β = 60 g. d: mithin jede Person pro Tag 2 g. d = ca. 0,20 M. h. G. — Dazu erhielten sie Beköstigung. Es ist verzeichnet: „1 bh. vor schonebrot to Bryen vp den morgen vn auent den suluen wyfen vn dem gesinde“. Wir haben keine Veranlassung zu der Annahme, dafs es bei den männlichen Tagelöhnern anders gebräuchlich war. — Arbeit ohne Beköstigung wurde entsprechend höher bezahlt: „2 sol vor fodir hagkent henne von kouffungen vn syn kumpane Corde“. — Der Stadtknecht bekam für 1 Fuder Wein und 1 Fuder Bier „to scradende“ (abzuladen) 2 1/2 g. β, für 1/2 Fud. Bier 4 g. d. — Der „wymester“ erhielt für 14 Stübchen Wein „vmtogeite“ 25 gött. d (2,50 M.). An Trinkgeldern zahlte der Herzog nicht mehr als 2 bh. β (1,16 M.) für den Fall. Auch die „wyfen, de mit myme gnedigen Junch'n badend“ erhielten nur schwache Entlohnung nach „modernen“ Begriffen. 3 Weiber wurden mit 3 bh. β (1,74 M.) abgespeist[1]. Stubenknecht und Stubenmagd der Badestube empfingen bei dieser Gelegenheit vom Fürsten als Trinkgeld 1 gött. β (1,16 M.).

1) Aus dieser Notiz ist zu entnehmen, was von der naiven Bemerkung Willigerods zu halten, dafs „zur Ehre unserer Vorfahren gerne bezweifelt werde, ob in Münden wie in anderen Städten Kupplerinnen wie auch kundbar gemeine Frauen“ ihr Gewerbe getrieben. (Gesch. v. Münden, S. 209.)

Was die Entlohnung der Gewerbetreibenden betrifft, so fand neben der Entlohnung für Tag oder Woche auch eine Bezahlung des Produktes statt. Folgende Angaben mögen in Ergänzung der oben gemachten Darlegungen einen weiteren Einblick in die Bezahlung gewerblicher Arbeit gewähren. Ich bemerke, daſs ich der Vollständigkeit halber auch diejenigen Angaben, aus denen ich den Tagelohn entwickelte, wiederum anführe.

Maurerarbeit: Untermauern eines Backhauses — wahrscheinlich 2 Tage Arbeit — 2 beh. β; Herdsetzen und -heizen 8 Nächte — also wohl Wochenlohn — 6 beh. β; einen Siedekessel setzen 4 gött. d.

Zimmerlohn: Ein Backhaus zimmern — vom Freitag bis zum Sonnabend nächster Woche(?) — 10 schwere β; Fällen des Holzes zu Torständern und Zaunpfählen 2 beh. β; Behauen der Torständer und Vorhängen der Tür 1 beh. β; eine Tür machen 3 beh. β; einen Zaun errichten 10 gött. d; eine Sichtekiste für das Backhaus anfertigen (ohne Preis des Holzes) 1/2 Ferding; trockenes Eichenholz zu einer Sichtekiste 3 beh. β; Holz zu einer Tür 22 gött. d.

Dachdeckerarbeit: Wochenlohn 1 Lot. 2 Mann decken 5 Gebäude 3 Lot.

Schuhmacherarbeit: 1 Paar Schuhe 2 beh. β, 1 Paar Stiefeln 2 gött. β; Schuhflicken 1 beh. β.

Schneiderlohn: „to makende vor twefeldig wyden Rok vn eyne bogkz“ 6 1/2 beh. β[1]).

Weberlohn, Wandscherer: 1 Elle grobes Leinen 4 gött. d, 7 Ellen grob. Leinen 1 Lot; 1 Ell. feines Leinen 8 gött. d; „vor 7 1/2 Ell. twebreit engils vn̄ 10 1/2 ferndel swart engils von ake (Aachen) to schoern“ 9 gött. d[2]). Das vorgenannte Aachener Tuch kostete 16 beh. β und 3 Mutzen. — Unverständlich ist mir folgende Notiz: „1 1/2 ferd. to fulleyste (?) to eynen grwe Rogke.“

---

1) In Göttingen erhielt nach dem Ratsstatut von 1354 der Schneider für eine Hose 1 d und für 1 Mannsrock 9 d (Billerbeck, Geschichte der Stadt Göttingen. 1797. S. 100).

2) Das Tuch wurde erst beim Kaufe gröſstenteils geschoren (Stüve, Beitrag zur Gesch. des Westfäl. Handels im Mittelalter. Wigand, Archiv für Gesch. u. Altertumsk. Westfal. 1826. 1. Band. Heft 3. S. 6). — In Göttingen erhielt d. Wandscherer nach d. R.-St. v. 1354 für 1 Elle Tuch zu scheren 1 Scherf und noch krempen 1 d (Billerbeck, Gesch. d. St. Gött. S. 100).

Steinhauerarbeit: 1 Mühlenstein 13 g. β.

Bäcker: 4 Wecken 2 gött. d. Es finden sich oft Ausgaben für „schonebrot“ (Weifsbrot), jedoch fehlt die Angabe der Quantitäten.

Die Brauer erhielten für jeden Bräu 3 beh. β. — Der Riemschneider bekam 1/2 Ferding, „dat he de sesse nye Flaschen reymede.“

„Schotteler“lohn: 4 Trinkschalen 1 g. β, 1 Schüssel und 10 Becken 3 gött. β, 2 Stiege „grawir potte“ 20 gött. d. — Töpferarbeit: „kacheln to eynen aue (Ofen) in de luttlike dernssen (Stube) 3 gött. d., 1 Stiege „krozen“ (krosen = kl. Krüge zum Trinken) = 3 bh. β.

Böttcher: 1 Eimer 4 g. d, 1 Weinfafs 2 b. β, 4 halbe Futterfässer 1 Ferd., 2 „grote bende (Gebinde, Fässer) an de seybodene“ 14 b. β, „vor eyne halff foder gefad dar dat kersebern (?) beyr Jnne lyd“ 6 b. β, „vor eyne grote kopen (Kufe) von 13 tonern“ (mit 13 Reifen) 1 Ferd.; eine grofse Kufe 11 g. β; „vor eynen stuntz“ (ein kleines hölzernes Gefäfs mit einem Griffe) 1 g. β, 1 grofse Holzschüssel („waterrung“) 1 gött. β.

Schmiedearbeit: Beschlagen des Pferdes à Hufeisen 3 gött. d, des Herzogs Hengst zu beschlagen 20 g. d, einen Esel zu beschlagen 1 b. β; „twei yzern met stelern krappen (stählerne Haken) an des landfog Pde“ 1 g. β; zwei Eisen „in dat muchol des Bagofen“ 1 Lot; „vor eyne Brandroden to makende vn vor 4 lede an de Borne to makende“ 1/2 Lot; einen Wagen reparieren und mit Eisen beschlagen 6 b. β; 1 Schock Spundnägel 9 gött. d; Latten- und Türnägel an das Backhaus 1 Lot; 1 Klappe, Klapphaken, Hespen und Nägel für eine Tür und ein Fenster 10 g. d; Spundnägel, Hespen und Hänge zu einem Tor 3 1/2 g. β; Nägel und zwei Eisen an den Boden einer Sichtekiste 1 b. β; 1 Axt 1 Lot.

Schlosserarbeit: 1 gewöhnliches Schlofs 1 b. β, 1 Blockschlofs und 2 Schlüssel dazu 2 g. β und 1 g. d., 2 Schlüssel 6 g. d.

Obgleich eigentlich nicht hierher gehörig, werde noch mitgeteilt, dafs der Herzog dem „Badestower“ für ein Bad 1 Lot zahlte; ein anderer Fürst gab für 1 Bad für sich und seine Diener 4 g. β.

Neben der Entlohnung gewerblicher Arbeit durch Geld kommt auch solche durch Korn vor. Es läfst sich jedoch in den betref-

fenden Fällen nicht das Mafs der Arbeitsleistung erkennen: „It. ½ ferdel rogen tile schotteler for schotteln de Regke de fogit hadde laten gemaket vn dyt heit mek ome geuen de landfogt vn de olde Regke se beyde". „It dem Bodeker hme steynweg 3 himt vor entele byndent des me dochten in dem keller in der koken, in den baghus vn ok in dem forwerke." „It. 1 ferdel rogen hrme henze vor smedewerk in de beyden molen an ezelysern an de spille an howen an bigken."

II.

Lohn- und Preisnotizen bedingen einander zum Verständnisse. Erst die Kenntnis der Kaufkraft des Geldes, besonders Kenntnis der Preise zu jeder Zeit gleich relativ unentbehrlicher Werte wie Nahrungsmittel, Kleidung, ermöglichen eine Würdigung der Lohnsätze einer Zeit, — und umgekehrt steigen und fallen die Preise unentbehrlicher Gegenstände mit der Erhöhung und Erniedrigung der Entlohnungen, besonders der Bezahlung unqualifizierter Arbeit. Darum ist nötig, nunmehr einige Preise mitzuteilen, die in der Mündener Vogteirechnung angegeben sind.

Zunächst sei eine Übersicht der damals in Münden üblichen Mafse und Gewichte angegeben, soweit diese aus der Rechnung gewonnen werden kann.

Das Getreide wurde nach Ferdeln, Himten und Metten gemessen. 1 Ferdel (Viertel) = 4 Himten. „It is geworden veire turnarii to münden 1 Ferdel weiten, jedem man 1 himt." Statt Ferdel wird in einer der Rechnung angefügten Zusammenstellung „molt" (Malter) gesetzt. Auch findet sich einigemale als Getreidemafs der „schepel". Der Scheffel war dem Himten gleich und kein Zwischenmafs zwischen Viertel und Himten. In der Recepta der Früchte heifst es: „It. is my geantwortet 5 ferdel weiten myn (minder) 1 schepeln von hedemynen. It. von dem sekelnsteyne 4 ferdel dat was wol halff dyngkel vn was gekeue dat he nicht endochte alleen to Bagkende vn ok nicht to multende de heff me entele gedan to dem Roggen. — It. is my geworden vte beyde molen 14½ Ferdel weit. — De sumen des weit is 1 himt vn 19 Ferdel." (Bem.: Die 4 Viertel vom Sekelnsteine sind nicht mit verrechnet.) Auch die Preisangaben über den Weizen beweisen die Gleichstellung von Scheffel und Himten: „5 got. β von 2 schepeln weit de valle to tynse to dransfelde". 1 Scheffel Weizen

kostete demnach 2½ gött. β. Eine zweite Mitteilung über den Weizenpreis sagt, dafs 10 Ferndel und ½ Himten mit 3½ Mr. und ½ Ferding bezahlt wurden; sie ergibt als Preis eines Himten Weizen 2 g. β und 10⅜ d.

Als Flüssigkeitsmafse werden für Wein „stofek“ (Stübgen), „quarter“ und „nezeln“ (Nöfseln); für Bier „fodir“ (Fuder) und „legeln“ (Fafs) angeführt. 1 Stübgen = 4 Quartier à 2 Nöfseln. — Zum Messen von Leinen und Zeugen dienten Elle und Ferndel. 1 Elle = 4 Ferndel (?). — Für die Gewichte treffen wir das Pfund (𝔗.). Als Zählmafse dienten Stiege und Schock.

Für die Umrechnung dieser Mafse und Gewichte in heutige sind leider die Handhaben sehr gering. Es fehlt sowohl an direkten Angaben aus dieser Zeit, welche eine wirklich feste Bestimmung zuliefsen, als auch an Vorarbeiten. Wir sind also in dieser Hinsicht auf Mutmafsungen angewiesen, die mehr oder minder Berechtigung haben mögen.

Es ist wohl nicht anzunehmen, dafs Mafse und Gewichte des Mittelalters im Laufe der Jahrhunderte ähnlichen Schwankungen unterworfen waren, wie sie die Münzgeschichte kennt. Es ist die Annahme vielmehr gerechtfertigt, dafs die am Schlusse des vorigen Jahrhunderts noch in aufserordentlich grofser Anzahl vorhandenen Lokalmafse „nahezu richtig den mittelalterlichen Zustand der Dinge vergegenwärtigen.“ Hätten sie seit dem Mittelalter „noch irgend eine Entwickelung erlebt, so hätte das nur in Form ihrer Unterdrückung geschehen können: so wie sie bis in unser Jahrhundert bestanden, konnten sie sich nur durch unverändertes Fortvegetieren erhalten“ [1]).

Gestützt auf die Autorität des eben zitierten Lamprecht folgen wir daher bei den Bestimmungen der Mafse und Gewichte einigen zuverlässigen Werken aus dem Ende des vorigen und dem Anfange unseres Jahrhunderts. — Gerhardt gibt nun in seinem Werke „Handbuch der Deutschen Münz-, Mafs- und Gewichtskunde, Berlin 1795“ für Kassel und für Grebenstein als gleiches Getreidemafs an: 1 Viertel = 4 Himten = 16 Metzen [2]), während er in Bezug auf Münden nur den Malter nennt. Bei der grofsen Nähe dieser Orte und ihrer gegenseitigen Abhängigkeit ist die Annahme wohl nicht

---

1) K. Lamprecht, Deutsches Wirtschaftsleben im Mittelalter. Leipzig, 1885. Bd. II. S. 496.

2) Gerhardt, Handbuch usw. S. 363.

abzuweisen, dafs diese Bezeichnungen fliefsende waren, und in der Tat rechnet ja auch, wie oben angeführt, Konrad von Scheden in der eigentlichen Rechnung nach Ferdeln, und in der Zusammenstellung setzt er ohne weiteres statt Ferdel Malter. Diese Annahme findet ferner durch den Umstand Unterstützung, dafs der Gröfsenunterschied zwischen dem Kasseler Viertel und dem Mündener Malter nicht allzu erheblich war. 1 Kasseler (Grebensteiner) Viertel hielt 7196 frz. Kubikzoll und 1 Mündener Malter 7812 frz. Kubikzoll [1]). Rechnen wir die Kubikzoll in Liter um, so haben wir — 50,46 frz. Kubikzoll [2]) = 1 Liter — folgende Zahlen: 1 Kasseler Viertel = ca. 1,42 hl, 1 Mündener Malter = ca. 1,55 hl. Durchschnittliche Gröfsen: 1 Ferdel = ca. 1,50 hl, 1 Himten (Scheffel) = 0,37 hl, 1 Metze = 0,09 — 0,10 hl.

Als Flüssigkeitsmafse kennt GERHARDT nur für Hannover und Braunschweig Stübgen, Quartier und Nöfseln: 1 Stübgen = 4 Quart. = 8 Nöfs. [3]) 1 Brschw. Stübg. = 185 frz. Kubikzoll = ca. 3,6 Liter; 1 Hann. Stübgen = 196 frz. Kbz. = ca. 3,8 Lit. [4]). Durchschnitt: 1 Stübg. = ca. 3,7 Liter, 1 Quart. = ca. 1 Lit., 1 Nöfsel = ca. ½ Liter. — Ein Fuder wurde zu 240 Stübgen gerechnet, 1 Fafs = 108 St. [5]); also 1 Fuder = ca. 8,89 hl, 1 Lecheln (Fafs) = ca. 3,99 hl.

Bei den Längenmafsen gibt GERHARDT die Mündener Elle zu 259,20 frz. Linien [6]) an; 1 Mündener Elle ist also — 0,44 Linien = 1 mm [7]) — = 0,59 m; 1 Ferndel = 0,15 m (?).

Das Pfund war ungefähr dem heutigen gleich. 1 Kasseler ℔. = 9758 holl. As = ca. 465 Gramm, 1 Hann. ℔. = 10 127 holl. As = ca. 482 Gr. [8]) Durchschnitt: 1 ℔. = 474 Gr.

Zu denselben Verhältniszahlen gelangt man auch nach den Angaben anderer Werke aus der gleichen Zeit [9]).

1) GERHARDT, a. a. O. S. 185 u. 189.

2) HOFF, Anleitung zur rechten Vergleichung d. Münz., Mafse u. Gew. im Königr. Westfalen. Magdeburg, 1808. S. 13.

3) GERHARDT, a. a. O. S. 260.

4) GERHARDT, a. a. O. S. 184 u. 187.

5) GERHARDT, a. a. O. S. 260. 6) GERHARDT, ebenda.

7) HOFF, Anleitung usw. S. 9.

8) GERHARDT, a. a. O. S. 363.

9) Z. B. SALOMON HAASENS sicherer Handlanger usw. Frankfurt a. M. 1772, S. 259 u. a.; ROSENTHAL, Das franz. Münz-, Mafs- u. Gew.-Syst. Nordhausen, 1808. S. 24, 25 ff., 29, 31, 33.

Wenn wir jetzt zur Mitteilung einiger Preise schreiten, so mufs bemerkt werden, dafs auch dieser Teil der Arbeit wegen der Dürftigkeit des zu Gebote stehenden Materials seine grofsen Schwächen haben mufs. Nicht allein, dafs über wichtige Nahrungsmittel jegliche Nachricht, welche zur Preisfeststellung berechtigte, fehlt; — es leiden auch die bestimmten Preisangaben unter dem Umstande, dafs sie sich nicht über einen gröfseren Zeitraum erstrecken, was allein die Eruierung zuverlässiger Zahlen, die Durchschnittspreise, ermöglichen kann.

Besonders bedauerlich ist, dafs die Rechnung über den Preis des wichtigsten Nahrungsmittels, des Getreides, fast gar nichts berichtet. Ein grofses Bedürfnis, Getreide zu kaufen, scheint in Hinsicht auf die reichen Gefälle an Roggen, Weizen und Gerste[1]), welche die zum Gerichte Münden gehörenden Dörfer an den Schlofshaushalt zu entrichten hatten, nicht bestanden zu haben. Nur Einkäufe an Hafer werden verschiedentlich registriert; der grofse Haferbedarf erklärt sich aus der Verwendung des Hafermehls zur Brotbereitung und der oft sehr starken Besetzung der Pferde- und Eselställe. Ein Viertel Hafer galt gewöhnlich 1 Ferding, ein andermal wurden 19 Viertel zu 3 Mr. und 8 gött. β gekauft. Die grofse Differenz dieser Preise innerhalb eines Jahres (5½ β: 1 Ferd. pr. Viertel = 6,35 : 9,26 M. uns. Geld.) ist für damalige Zeit, wo man eine Magazinierung noch so gut wie gar nicht kannte, nicht gerade auffällig; der niedrige Preis wurde unmittelbar nach dem Ausdrusch gezahlt. — Über den Preis des Weizens geben zwei Notizen Aufschlufs, deren eine besonders schätzenswert ist, da sie wegen des Umstandes, dafs es sich um eine Zinsleistung in dieser Notiz handelt, den durchschnittlichen Preis des Weizens in damaliger Zeit uns erkennen läfst. „5 gött. β von 2 schepeln weit de valle to tynse to dransfelde." 1 Scheffel Weizen wurde demnach zu 2½ gött. β gerechnet. Die andere Mitteilung berichtet, dafs 10 Ferndel Weizen und ½ Himten 3½ Mr. und ½ Ferding gekostet haben. 1 Viertel Weizen kostete also 10 g. β — 11 g. β 1½ g. d.

Über den Hopfen finden sich folgende Angaben: 9½ Viertel... 4½ Ferd. und 3 g. d, 8 Viert. . . . 1 Mr, 6½ Himt. . . . 13 b. β,

1) Die Vogtei erhielt an Gefällen: 148 Viertel Roggen, 19¼ Viertel Weizen, 160 Viertel Hafer.

4 Viert. . . . . 28 gött. β, 7½ Viert. weniger 1 Himt . . . 1 Mr. und 10 b. β, 1 Himt. . . . 2½ b. β. 28 Bund Wicken kosteten 13 g. β.

Zahlreich sind die Aufzeichnungen über Fleischpreise; doch sind viele nicht für die Preisgeschichte verwertbar, da die Angabe der Quantitäten fehlt. Um so wertvoller sind sie für die Beurteilung der Lebenshaltung. Aufser den vielen Kühen, Schafen und Schweinen [1]), die im Haushalte selbst geschlachtet wurden, worüber gewissenhaft Buch geführt, wurde noch viel Fleisch gekauft: ein Beweis für die vorzügliche Verpflegung des Gesindes.

3 Hammelviertel kosteten 9 b. β weniger 3 Mutzen, 1 Rinderviertel galt 3 Lot weniger 5 Mutzen, 1 „Kaluesbug" (Kalbskeule?) bezahlte man mit 7 b. β, auch mit 5 gött. β (10 b. β), ½ Ferd; 1 ℔. Speck . . . 5 g. d. — Geflügel war billig. Für 1 junges Huhn gab man ½ b. β, für 3 . . . 9 g. d, für 4 . . . . ½ Lot, für 6 . . . 22½ g. d. Sechs Gänse kosteten 11 b. β. — Sehr grofs war wegen der gehäuften Fastentage der Verbrauch an Fischen. Über keine andere Nahrung finden sich häufigere Notizen. Heringe und getrocknete Fische brachte der Handel von Norwegen; Aale, Hechte, Barsche, Grimpten, Lachse und Neunaugen lieferten die Weser und ihre Gewässer. 1 Tonne Hering (nach Gerhardt etwa 800 Stück) galt 5 Guld. und 1 Ort; 1 Stiege . . . 2 g. β, einmal 2 Stiege . . . 5½ b. β, 2 Bratheringe . . . . 2 g. d; 12 Aale und 9 Schock Krebse kosteten 3 Lot; 1 Hecht . . . 6 b. β, aber auch 5 g. β; 2 Hechte und 1 Barsch . . . 6 b. β; 6 Neunaugen . . . . 6 g. d; 1 gedörrter Stockfisch . . . . 18 g. d, 2 . . . . . . 5 b. β, 1 gewässerter Stockfisch . . . . 22 g. d, einmal 4 g. β; 1 Lachs . . . ½ Ferd.

Die Butterpreise lassen sich nicht erkennen, da die Gewichtsangabe fehlt. 1 Grapen (Topf) Butter bezahlte man mit 15 b. β. 1 Rinderkäse kostete 2 g. β; 1 ℔. Honig 4 g. d. Eierankäufe werden öfter registriert, nur einmal ist die Menge angegeben. Da der letzte Ankauf jedoch im Winter erfolgte, läfst die Preisangabe keinen Schlufs auf den durchschnittlichen Preis der Eier zu. Um „fastel auend" kosteten 4 Stiege Eier . . . 4 g. β. — Das Salz war in Münden billig, da nach einem Privileg, welches Otto das Kind 1246 der Stadt verliehen hatte, die Hälfte des dort

1) Es wurden geschlachtet: 3 Kühe, 1 Sterken, 4 Hammel, 10 Martinischafe, 21 Schafe.

anlangenden Salzes der Bürgerschaft feilgestellt werden mufste[1]. 1 Metze .... 1 b. β, 7 g. d, 7 Metzen .... 8 b. β u. 1 g. d, 12 Metzen .... 3 Lot, 22 Metzen .... 20 b. β (5 Lot).

Bedeutend war auch der Verbrauch an Südfrüchten und Gewürzen. Sie gelangten auf der grofsen Handelsstrafse von Venedig — Augsburg — Frankfurt nach hier. Besonders Pfeffer wurde ungewöhnlich stark verbraucht; dies erklärt sich aus dem überwiegenden Genufs der schweren Mehl- und Fleischspeisen[2]. Der Preis der „negelken" ist nicht erkennbar. Auch über den Preis des „tzugkir", der aus Kreta, Sizilien und Ägypten über Venedig kam und nur auf der Apotheke verkauft wurde[3], sowie über „muschat, engefer, kanel, saffran, krude" ist nichts hinsichtlich der Preise ersichtlich. 1½ ℔. Feigen kosteten 1 g. β, 2 ℔. ... 16 g. d, 3 ℔. .... 2½ b. β. Die Mandeln, welche wie auch die Rosinen aus Italien und Morea kamen und gerne von fürstlichen Gästen nach der Mahlzeit verzehrt wurden[4], kosteten 2 ℔. .... 5½ g. β; 1 ℔. Rosinen ... 1 b. β, 1 ℔. Öl ... 1 b. β, 2 ℔. ... 14 g. d. (1 ℔. „vngils" (?) .... 1 b. β). — 3 Schock Qweden (Quitten) ... 21 g. d.

Die Preise für Getränke stellen sich, wie folgt: 1 Stübgen Most ... 8 g. d, 1 Stübg. Wein .... 1 g. β, 1 St. sauren Wein ... 16 g. d, 1 St. Elsässer ... 5 b. β, 1 Quartier Wein .... 3 g. d. Bei diesen Weinen handelt es sich nur um Rhein- und Elsässerweine. ½ Fuder Bier kostete ½ Lot und 3 Ferd., 1 Legeln (Fafs) Bier .... 1 Mr. und 1 b. β. Diese Preise beziehen sich auf auswärtige Biere.

Über sonstige Preise geben die im I. Teile dieses Aufsatzes gemachten Ausführungen über Entlohnungen an Gewerbetreibende einigen Anhalt. Wir wollen hier wiederholen, was die Bekleidung und Beschuhung angeht. Ein Anzug des Herzogs stellte sich auf 32½ b. β 9 gött. d und 3 Mutzen (19,84 M. heutiger Münze)

---

1) Havemann, Geschichte usw. Bd. I. S. 643.

2) Havemann, a. a. O. S. 642.

3) Ebenda. — Das Vorkommen des Zuckers in der Vogteirechnung widerlegt die Meinung Stüves (Beitr. z. Gesch. d. Westfäl. Hand. usw.), dafs vom Zucker sich bis zum 16. Jahrh. durchaus keine Spur im Norden Deutschlands finde.

4) Havemann, S. 642.

und zwar kostete das schwarze Tuch hierzu 26 b. β und 3 Mutzen, es zu „schoern“ 9 g. d, der Macherlohn betrug 6½ b. β. Wie hoch mag sich nun der Preis für einen gewöhnlichen Anzug gestellt haben! 1 Elle gr. Leinen kostete 4 g. d, 1 Elle f. Leinen .... 8 g. d. 1 Paar Schuhe (Stiefel) ... 2 b. β bezw. 2 g. β.

Endlich werden noch einige Einzelpreise erwähnt. Es wurden für 1 Buch Papier 2 gött. β bezahlt. Ein Weideschaf galt 1 Guld., 1 Esel mit Sattel und Kissen 1 Lot und 3 Ferdinge. „Blyfarne vor de venster to botende an der lutik dornfsen“ 2 g. β. 1 Rinderhaut 5½ b. β, 1½ Lot; 1 Kuhhaut 7 b. β, ½ Ferd., 14 Schaffelle 2½ Ferdinge.

III.

Zwei wichtige Faktoren für die Erkennung der Lage der arbeitenden Klassen im Mittelalter sind in den beiden ersten Teilen der Abhandlung gegeben: die Höhe der Tages-, Wochen- und Jahreslöhne und die Preise notwendiger Lebensmittel. Die Verwertung beider kann nun einmal in der Weise geschehen, dafs man sie direkt zu denselben der Gegenwart in Vergleich stellt, — oder aber man beläfst sie im Rahmen mittelalterlicher Verhältnisse und setzt sie in Parallele zu entsprechenden Zuständen anderer Klassen und anderer Gegenden unter Beobachtung derselben Zeit. Im ersten Falle stellt sich als unüberwindliches Hindernis der Umstand entgegen, „dafs die Gegenwart sozial und wirtschaftlich absolut anders gestaltet ist“ [1]), — im letzteren wird die Vergangenheit nicht so greifbar nahe gerückt; jenes Verfahren gewährt einen konkreteren Mafsstab zur Beurteilung, dieses ermöglicht eine wahrheitsgetreuere Darstellung. Es kann nun meiner Ansicht nach ein Mittelweg beschritten werden, der möglichst beiden Schwierigkeiten ausweicht und dabei beide Vorzüge in sich vereinigt: indem man mittelalterliche Münzen und Mafse in heutigen angibt und dadurch dem Leser Veranlassung gibt, für sich Vergleiche mit der Gegenwart zu treffen. Dieses ist der Grund, warum ich nicht Lamprecht folge, der die Münzen auf Gramm reinen Silbers reduziert.

Welches Verfahren man nun auch einschlagen möge, eins ist immer eine weitere unentbehrliche Vorbedingung: dafs der Tagesverbrauch des gewöhnlichen Mannes für die in Betracht kommenden Zeiten und Orte ermittelt werde. Es ist dabei nicht ratsam, aus

1) Lamprecht, a. a. O. II. S. 603.

der Gruppe der Lebensmittel gleiche Werte für alle Verhältnisse zu vereinigen und diesen Komplex zur Unterlage der Untersuchung zu machen. Eine solche Kombination wird immer willkürlich und unzuverlässig sein, da uns bei der Auswahl zu leicht heutige Anschauungen und Verhältnisse beeinflussen können und die Wertschätzung und Unentbehrlichkeit der einzelnen Güter für Zeit und Ort verschieden ist. Aufserdem bereitet auch hierbei das vorhandene historische Material insofern Schwierigkeit, als es bei den Angaben über alle uns notwendig erscheinenden Mittel der Befriedigung unabweisbarer Lebensbedürfnisse uns oft im Stiche läfst. Aus diesen Gründen ist es geboten, von bestimmten Angaben über geldliche Höhe des Tagesverbrauches auszugehen und alsdann zur Vervollständigung des Bildes die Aufzählung einiger für diesen Geldbetrag erreichbaren wirtschaftlichen Güter anzufügen.

Zu unserem Zwecke stehen folgende Notizen zur Verfügung:

„Item ½ Lot tilemanns halle dat he hedde to teringe do he to Cassele Reyd vn halde darre 2 hundirt gulden to mynen gnedig Juncher von hessen."

„It 1 beh. β Bertolde den boden to hulpe syner teringe dat he myns gnedig Juncher breue droch to hanstein to Bischoppeshuse to dem Brackenberge."

„6 g. d Bertolde den boden dat he hadde to teringe do he ging mit myns gnedig Juncher Breue to Goting to Northem vn to Ganderfs."

„3 beh. β heneken marthen to teringe ome vn ludeke von Patbergen der von adeleffsen knechte vn rede to schomborch."

„2 sol vor fodir hagkent henne von kouffungen vn syn kum pane Corde."

„½ Lot Cordel wyershusen (der Scheffelknecht), dat he ging to Cassel vn halpp schepen den hauern dede was myn genedig vruwe vn bleff de nacht darby vn dach vn nacht wete to müden." —

„10 beh. β Dupeln (ein Bote) to teringe do he ging to frangford."

„It Cordel wyershusen 1 got β dat he ging to Cafs vn vorsach istme de Roggen schepede ed nich."

Die beiden letzten Angaben sind nicht verwertbar, da sie nicht die Zeit ersehen lassen, die für das Scheffeln bezw. für den Weg nach Frankfurt verwendet wurde. Bei den übrigen können wir mit ziemlicher Sicherheit annehmen, dafs es sich um Tages-

geld gehandelt habe. Die Entfernungen sind sämtlich derart, daſs sie in einem Tage hin und her zurückgelegt werden konnten. Es lieſse sich nun der Einwand erheben, daſs die einzelnen Geldbeträge auch Botenlöhne in sich schlössen. Jedoch steht dem die bestimmte Bemerkung „to teringe“ entgegen, während es in anderen Fällen „to Bodenlone“ heiſst. Auſserdem haben wir in Bezug auf den Boten Bertold noch den Grund für unsere Annahme, daſs der Weg nach Hanstein allein sonst mit 2 beh. β und ein Botengang nach Göttingen ebenfalls mindestens mit 2 b. β bezahlt wurden. Bertold war ein fest angestellter Bote, dem auch wohl überhaupt nicht Zehrungskosten gezahlt wurden; in einem solchen Falle nahm er jedenfalls Proviant mit sich. „5 b. β vor elseſser (Elsässer Wein) tulit Bertolde de Bode to Cassele.“ — Zu der Notiz über Tilemann Halle gehört als Ergänzung eine zweite, die sich an einem andern Orte findet: „It. fodderme tilemanns halle Pd (Pferd) das schulthet Pd herme greuenstein Pd vn was do me tilemanns halle geleyde scholde do he dat golt halde to myme gnedig Juncher von hessen.“ Das 1/2 Lot, welches Tilemann „to teringe“ gezahlt wurde, war also wohl nicht für ihn allein, sondern auch für das Geleite bestimmt. Das Geleite war vermutlich Grevenstein, der Burgmann in Hedemünden war, aufgetragen; daſs der Schultheiſs mit geleitete, ist nicht wohl anzunehmen, da solche Leistung auſserhalb seiner Aufgaben lag. Wir hätten also 1/2 Lot als Zehrungskosten für zwei Personen, oder — wie auch oben — 1 b. β als Tagesgeld für 1 Person. Die Entlohnung der Strohhacker ist zu groſs im Vergleich zu den übrigen Tagelöhnen, um ausschlieſslich als Verpflegung verstanden werden zu können; es war der Tagelohn bei Selbstbeköstigung, die wiederum mindestens zu 1 b. β in Anrechnung gebracht wurde. Aus vorstehendem ergibt sich, daſs der Tagesverbrauch eines gewöhnlichen Mannes auf mindestens 1 b. β = 0,58 M. j. G. festgestellt werden darf.

Dieses Ergebnis wird bestätigt durch den Geldaufwand für eine Abendmahlzeit, die für 3 oder 4 Lanzenreiter angerichtet worden: „It 9 g. d vor fische vp den auent wete de landfog my sede vpe de auent keyme 3 oder 4 mit glafyen de scholde deynen freder von knystede von myns gnedig Juncher wegen“. Für 1 Reiter wurden c. 3 g. d gerechnet, also pro Tag, da es nur zwei Mahlzeiten gab, 6 g. d = 0,58 M. h. G.

Stellen wir, um diese Zahlen greifbarer zu gestalten, einige wirtschaftliche Werte in Beziehung zu ihnen, so haben wir folgende Verhältnisse.

Der niedrigste Tagesverbrauch (1 bh. β) entspricht je: $7^{2}/_{5}$ Liter Weizen, 10 Liter Hafer, 12 Wecken, 2 jungen Hühnern, $1^{1}/_{5}$ ℔. Speck, 6 Neunaugen, 6 Bratheringen, 1 Aal und 45 Krebsen, 2 Liter Wein, $6^{1}/_{2}$ Liter Bier. Der vierfache Tagesverbrauch ist an Wert gleich je: 1 Paar Mannsschuhen, 2 Paar Frauenschuhen, ca. $3^{1}/_{2}$ m grober Leinwand, ca. $1^{3}/_{4}$ m feiner Leinwand. — Der höchste Tagesverbrauch (8 g. d), wie er für den gewöhnlichen Mann gerechnet wurde, entspricht je: 10 Liter Weizen, $13^{1}/_{3}$ Liter Hafer, 16 Wecken, 8 Neunaugen, 8 Bratheringen, $1^{3}/_{5}$ ℔. Speck, ca. 3 jungen Hühnern, 1 Aal und 1 Schock Krebsen, $2^{2}/_{3}$ Liter Wein, $9^{1}/_{3}$ Liter Bier. Der dreifache Tagesverbrauch = je 1 Paar Mannsschuhen, 3,60 m gr. Leinwand, 1,80 m feiner Leinwand.

Läfst obige Zusammenstellung schon annehmen, dafs die Tagesverpflegung des gewöhnlichen Mannes nicht grade auf dem niedrigsten Niveau des nötigen absoluten Lebensbedarfes stand, so erhellt dies noch mehr aus den Aufwendungen, die für die Verpflegung der Standespersonen gemacht wurden. „An dem grönen donstage hadde me to geste de geistliken lude vn Prester vn scholer dat me hadde to 10 schoddeln. 2 g. β vor fische, $3^{1}/_{2}$ b. β vor fische, $4^{1}/_{2}$ b. β Fische, 4 g. d vor kreuete, 1 b. β vor krude, 1 b. β vor schonebrot." Die Kosten dieser Mahlzeit beliefen sich also auf 2 g. β, 10 b. β, 4 g. d = 88 g. d = ca. 8,51 M. j. G. Für eine Person stellten sich die Kosten dieser Festesmahlzeit also noch nicht einmal auf 0,86 M. u. G. — „Do kam hollenstede to munden vn brochte mit sek des königes scriuer vn heyd von myns gnedig Junchern wegen me scholde ome gudlik doen. Des kofteme vp de auent 1 got β vor $1^{1}/_{2}$ Pund fygen, 19 g. d vor stogfisch, 3 g. d vor schonebrot. Duss scriuer reyd to myner suster hus Jn vn enat nich vppe dem huse doch so sande ek ome in de herberge fodir wyn vn Beyr." „Des Dinstag kamen to munden wedir von Cassel hher von hefenhus de Olde Regke vn swaneflogel vn de vorterde de gekoft koste It $^{1}/_{2}$ lod vor fische". Zur Ergänzung gehören noch die Notizen aus der Exposita de vino: „It kam to münden an Ste Scholastikern dage myns hern des königs scriuer dem sande ek $^{1}/_{2}$ sto wyns also my de landfogt by hollenstade en boed." „Des Dinstag nach Invo-

cavit kamen to münden h herr von hefenhus de Olde Regke vn swaneflogel vn wirteren 1 ½ sto wyns dar gauen se my vore ½ f also dat gescr (even) steyt in myner vpnamen." — Zu der Mahlzeit, die für den Schreiber des Königs und seinen Geleiter besonders vortrefflich angerichtet werden sollte, wurden also 34 g. d angelegt, das entspricht einem Aufwande von 3,29 M. u. G.: 2 = 1,65 M. für die Person. Dazu kommen noch ca. 1,60 M. für ½ Stübgen Wein und das Bier. Die gekaufte Kost wurde nun, da der Schreiber des Königs nicht afs, am folgenden Tage von drei Edelleuten verzehrt, nachdem noch für ½ Lot Fische hinzu gekauft worden. Diese drei Edelleute erhielten eine Mahlzeit, die aufser Wein 4,45 M. u. G. kostete. 1 Edelmann = ca. 1,48 M. Dazu trank jeder auf eigene Rechnung ½ Stübgen Wein zu ca. 1,60 M. — Wenn wir den enormen sozialen Abstand, der im Mittelalter zwischen dem gewöhnlichen Tagesarbeiter und den Geistlichen, Edelleuten, dem Rate des deutschen Königs bestand, uns vergegenwärtigen, so sprechen die Zahlen, welche für den niedrigsten Tagesverbrauch des gewöhnlichen Mannes einerseits und für die Kosten der Festesmahlzeiten, welche Geistlichen, Edelleuten und dem Rate des Königs angerichtet wurden, andrerseits gefunden worden, für einen relativ nicht ungünstig dem Tagesarbeiter zugestandenen Tagesverbrauch.

Nach diesen Erörterungen wird es uns möglich sein, die Zahlen der folgenden Tabelle, die das Verhältnis der Tagelöhne zu dem niedrigsten Tagesverbrauch angibt, ihrem inneren Werte nach zu schätzen. Die Tagelöhne sind bei voller Verpflegung durch den Arbeitgeber zu verstehen:

Münden	Niedrigster Tages-verbrauch	Gewöhnl. Tagelohn		Botenlohn	Gewerbl. Tagelohn
		Männer	Frauen		
Geld	6 g. d.	3 ½ g. d.	2 g. d.	6 g. d.	6 g. d.
Verhältnis	100	58,33 . .	33,33 . .	100	100

Es dürfte unnötig sein, an diesem Orte die Höhe der Tagelöhne und ihren Kaufwert noch weiter zu erörtern. Weiter unten folgende Tabellen und Ausführungen werden die Lage der Tagelöhner weiter beleuchten. Zum Vergleiche mit diesen Zahlen will ich hier die

Höhe der jetzt ortsüblichen Tagelöhne für Münden angeben, wie sie in „J. Schmitz, Übersicht der für sämtliche deutsche Bundesstaaten festgestellten ortsüblichen Tagelöhne gewöhnlicher Tagearbeiter, Berlin 1886“ (Seite 16) entnommen sind. Auf eine Ausführung des Vergleiches mufs ich aus oben angeführten Gründen verzichten.

Ortsüblicher Tagelohn für Münden:

Für Erwachsene		Für jugendl. Arbeiter	
männlich	weiblich	männlich	weiblich
1,50 M.	1,00 M.	0,80 M.	0,60 M.

Diese Entlohnungen erfolgen bei Selbstverpflegung.

Kommen wir jetzt zu den Jahreslöhnen, so stellt sich ihr Verhältnis zu dem Tagesverbrauch und zu den Tagelöhnern in der Weise, wie sie die nachstehende Aufstellung angibt. Bei der Berechnung der Löhne pro Tag sind die aufser den Sonntagen arbeitsfreien Tage aufser acht gelassen. Es ist dieses unterlassen, weil diese Berücksichtigung auch in den Tabellen, welche später zur Vergleichung der Lage der Arbeiter Mündens mit derjenigen der Arbeiter anderer Gegenden Deutschlands mitgeteilt werden, nicht erfolgt ist. Die Bezugnahme auf den Tagesarbeiter ist geschehen, weil sie allein einen zuverlässigen, möglichst konstanten Mafsstab gewährt.

	Gehalt für		Niedrigster Tagesverbrauch	Verhältnis der Gesindelöhne pro Tag zum			
	Jahr M. Pf.	Tag M. Pf.		Tagesverbrauch 0,58 M.=100	Gewöhnl. Tagelohn 0,35 M.=100	Botenlohn 0,58 M.=100	Gewerbl. Lohn 0,58 M.=100
Kellner	39,31	0,13	0,58	22,41	37,14	22,41	—
Bäcker	50,99	0,16	„ „	27,58	45,71	27,58	—
Koch	37,04	0,12	—	20,69	34,29	20,69	—
Hirt	29,52	0,09	—	15,52	25,71	15,52	—
Schweinehirt	20,83	0,07	—	12,07	20	12,07	—
Scheffelknecht	20,83	0,07	—	12,07	20	12,07	—
Eselhower	18,52	0,06	—	10,34	17,14	10,34	—
Eseltreiber	11,60	0,04	—	6,89	11,43	6,89	—
Wächter	23,14	0,08	—	13,79	22,86	13,79	—
Jäger	11,57	0,04	—	6,89	11,43	6,89	—
Magd	19,68	0,06	—	10,34	17,14	10,34	—
Durchschnitt	25,73	0,08	0,58	14,42	23,90	14,42	14,42

Wie war nun um diese Zeit die Lage der Arbeiter in anderen Gegenden Deutschlands? Zum Vergleiche wollen wir einige Tabellen heranziehen, welche nach den Angaben des LAMPRECHT'schen Werkes für das Moselland, nach BEISSEL „Geldwert und Arbeitslohn im Mittelalter" für Xanten und nach einem Aufsatze von ADALBERT HORAWITZ „Zur Geschichte der Lohnverhältnisse" für Niederösterreich ermittelt wurden. Sämtliche betreffen dieselbe Zeit. Die HORAWITZsche Arbeit entbehrt Angaben, welche eine zuverlässige Aufstellung ermöglichen; immerhin dürfte auch sie Material zur annähernd richtigen Beurteilung und Vergleichung bieten.

Zunächst folgen zwei Tabellen, welche das Verhältnis der Tagelöhne im Mosellande während der 1. Hälfte des 15. Jahrhunderts und in Niederösterreich 14 68/69 zu den dortigen und derzeitigen Tagesverbrauchen angeben.

Im Mosellande.

	Tagesverbrauch	Gewöhnl. Tagelohn Männer	Gewöhnl. Tagelohn Frauen	Botenlohn	Gewerbl. Lohn
Gramm f. Silber	1,92 Gr.	1,89 Gr.	1,28 Gr.	1,92 Gr.	3,20 Gr.
Verhältnis . .	100	98,75	66,66 . . .	100	166,66 . . .

Bemerkung. Diese Tabelle ist nach den Nachweisen aufgestellt, wie sie sich in LAMPRECHT, Deutsch. Wirtschl. Bd. II. S. 538, 612 u. 613 finden.

Kloster Göttweig.

	Tagesverbrauch	Gewöhnl. Tagelohn	Gewerbl. Tagelohn
Geld	23 d	7 d	12 d
Verhältnis	100	30,43	52,17

Vergleichen wir die erste Tabelle mit der Mündener und setzen wir die Mündener Verhältniszahlen je zu 100, so erhalten wir folgendes Bild:

	Gewöhnlicher Tagelohn Männer	Gewöhnlicher Tagelohn Frauen	Botenlohn	Gewerblicher Tagelohn
Münden . . .	100	100	100	100
Moselland . .	169,50	200	100	166,66

Im Durchschnitt verhalten sich unter Berücksichtigung des jeweiligen Tagesverbrauches die Tagelöhne Mündens zu den Tagelöhnen des Mosellandes wie 100:159.

Nicht so gestaltet sich nach den Tabellen das Verhältnis der Tagelöhne Mündens zu denen des Klosters Göttweig. Doch mufs hier beachtet werden, dafs es sich bei dem Tagesverbrauch um einen geistlichen Würdenträger des Stiftes handelt. Man dürfte der Wirklichkeit näher kommen, wenn man den Tagesverbrauch des gewöhnlichen Mannes etwa auf die Hälfte festsetzte.

Auch hinsichtlich der Jahreslöhne ergibt sich eine ähnliche Differenz zwischen Münden und dem Mosellande.

Mosselland: Kellnerei Koblenz. 1432.

Gesinde	Gehalt für		Tages-verbrauch	Verhältnis der Gesindelöhne pro Tag zum			
	Jahr	Tag		Tagesverbr. 1,92 Gr.=100	Gewöhnl. Tagelohn 1,89 Gr.=100	Botenlohn 1,92 Gr.=100	Gewerbl. Lohn 3,20 Gr.=100
Durchschnitt Berechnet in Gramm f. Silber	—	0,63 Gr.	1,92 Gr.	32,81	33,33	32,81	19,06

Bemerkung. Diese Tabelle ist angefertigt nach den Angaben auf S. 537 und 612 d. II. Bd. v. LAMPRECHT, Deutsch. Wirtschl.

Setzen wir wiederum die Mündener Zahlen = 100, so resultiert folgende Tabelle:

	Verhältnis der Gesindelöhne pro Tag zum			
	Tages-verbrauch	Gewöhnlichen Tagelohn	Botenlohn	Gewerblichen Tagelohn
Münden	100	100	100	100
Moselland . . .	227	139	227	132

Durchschnittsverhältnis Mündens zum Mosellande 100:181,25.

In Bezug auf Xanten ist es nicht möglich, auf gleichem Wege die Besserstellung der dortigen Arbeiter nachzuweisen. Da der gewöhnliche Tagesverbrauch für Xanten sich nicht mit Sicherheit ermitteln läfst, müssen wir einen Komplex wirtschaftlicher Werte, über die sich für beide Orte Preisangaben finden, aufsuchen und zu diesem die Löhne in Vergleichung setzen. Es ist oben schon angegeben, welche Mängel sich aus einer derartigen Gegenüberstellung ergeben müssen. Doch wird sie immerhin annähernd richtig die Lage der Arbeiter würdigen lassen. Unter dieser Einschränkung lasse ich die betreffende Liste folgen:

Wirtschaftliche Werte, die einzeln den Tagelöhnen entsprechen.

(Bemerkung: Tagelöhne bei eigener Verpflegung gerechnet.)

Ort und Zeit	Gewöhnl. Tagelohn	Maurerlohn			Schreiner- bezw. Zimmerlohn			Dachdeckerlohn	
		Meister	Geselle	Gehilfe	Meister	Geselle	Gehilfe	Meister	Geselle
Münden 1409/1410	2 ℔. Speck, 3 junge Hühner, $1\frac{3}{4}$ L. Wein, 11 L. Bier, $2\frac{3}{5}$ Ell. grob. Leinen, $1\frac{3}{10}$ Ell. fein. Leinen, 1 Paar Mannsschuhe in $2\frac{1}{2}$ Tagen.	$2\frac{1}{2}$ ℔. Speck, 5 j. Hühner, 2 Liter Wein, 14 Liter Bier, 3 Ellen grobes Leinen, $1\frac{1}{2}$ Ell. feines Leinen, 1 Paar Mannsschuhe in 2 Tagen.			Wie beim Maurer.			Wie beim Maurer.	
Xanten *) um 1400	—	9 ℔. Speck, 7 j. Hühner, $6\frac{1}{2}$ L. Wein, 38 L. Bier, $4\frac{1}{2}$ Ell. grob. Leinen, 1 Paar Stiefel in $1\frac{1}{3}$ Tagen.	7 ℔ Speck, 5 j. Hühner, $5\frac{1}{3}$ L Wein, $30\frac{1}{2}$ L. Bier, $3\frac{1}{2}$ Ell. Leinen, 1 Paar Stiefel in $1\frac{3}{4}$ Tagen.	$3\frac{1}{3}$ ℔. Speck 3 j. Hühner, $2\frac{1}{3}$ L. Wein, $14\frac{1}{2}$ L. Bier, $1\frac{2}{3}$ Ell. Leinen, 1 Paar Stiefel in $3\frac{1}{2}$ Tagen.	Wie beim Maurer-gesellen.	4 ℔. Speck, 3-4 j. Hühner, $2\frac{1}{2}$ L. Wein $17\frac{1}{2}$ L. Bier, 2 Ell. Leinen, 1 Paar Stiefel in 3 Tagen.	—	$7\frac{1}{2}$ ℔. Speck 6 j. Hühner $5\frac{1}{4}$ L. Wein, 32 L. Bier, $3\frac{2}{3}$ Ell. Leinen, 1 Paar Stiefel in $1\frac{1}{2}$ Tagen.	—

*) Bemerkung: In Xanten kostete 1 ℔. Speck 1420/29 . . . 6 d., 1 junges Huhn 1379 . . . $7\frac{1}{3}$ d, 1 Quartier Wein um 1400 . . . 21 d, 1 Quartier Bier 1390 . . . $3\frac{1}{2}$ d., 1 Ell. gut. Leinen 1389 . . . 12 d, 1 Paar Stiefel 1420 . . . 6 sol. 1 Quartier = ca. $2\frac{1}{2}$ Liter. (Berechnet nach Beissel, S. 141). (Beissel, Geldwert und Arbeitslohn im Mittelalter S. 18, 39 ff., 47, 120, 134, 142 ff., 147, 173.)

Endlich mögen als Ergänzung noch zwei Tabellen folgen, welche für die angezogenen Orte die Tagelöhne und Jahreslöhne in Verbindung bringen mit Getreide und Wein. Leider gestattete

Ort und Zeit	Preis des Weizens		Gewöhnlicher Tagelohn.		Maurerlohn.						Schreiner- bezw.			
					Meister		Geselle		Gehilfe bezw. Lehrling		Meister		Geselle	
	Orts-übliches Geld	Heutige Münze	O. G.	H. M.	O. G.	H. M.	O. G.	H. M.	O. G.	H. M.	O. G.	H. M.	O. G.	H. M.
Münden 1409—1410	1 Viertel kostete: 10 g. β bis 11 g. β 1½ d		I. Ausschliesslich Verpflegung:											
			3½g.d	c. 0,35	6 d	0,58					6 d	0,58		
			II. Bei Selbstverpflegung, d. Tagesverbrauch mit 0,58 M.											
	1 hl kostete:	8,15 M.	9½ d	0,93	2b.β	1,16					2b.β	1,16		
Göttweig*) 1468—1469	1 Metze: 60 d 1 hl. =	6,86 M.	—	—	Vermutlich bei Selbstverpflegung.									
					12 d	0,96					12 d	0,96		
Xanten **) 1410—1419	1 Stiftsmalter: 15—24 sol. 1 hl. =	5,47 M.	—	—	Bei Selbstverpflegung.									
					53 d	2,12	42 d	1,68	20 d	0,80	42 d	1,68	24 d	0,96

*) 1 Wiener Metze = 3537 frz. Kubikzoll (Gerhard, Handbuch S. 192) = 70 Liter. 1 Metze = 7 Dekaliter (Strüf, Vergleich. etc.) 1 d = 4,93 Nkr. ö. W. (Sailer, Niederösterreich. Münzwerte, S. 18).

Ort und Zeit	Preis des Weizens		Gewöhnl. Tagelohn	Maurerlohn		Zimmerlohn
				Maurer	Hilfskraft	Zimmermann
		Gr. f. S.	Gr. f. S.	Gr. f. S.	Gr. f. S.	Gr. f. S.
Koblenzer†) Thalkessel 1432—1465.	1 Malter: 1 fl	—	I. Ausschliesslich Verpflegung:			
			1,89*)	—	—	—
	1 hl:	17,87	1,60	3,20	2,03	3,20
			II. Bei Selbstverpflegung, den Tagesverbrauch mit 1,92 g hinzugerechnet:			
			3,81*)	5,12	3,95	5,12

†) Lamprecht a. a. O. II. S. 538.

die Lückenhaftigkeit des für Münden verfügbaren Materials nur die Bezugnahme auf Weizen als Getreideart.

immerl. Gehilfe bezw. ehrling		Dachdeckerlohn				Gewöhnl. Tagelöhne	Anzahl der Tage, in denen ein hl Weizen verdient wurde vom							
		Meister		Geselle			Maurer			Zimmermann			Dachdecker	
G.	H. M.	O. G.	H. M.	O. G.	H. M.		M.	Ges.	Geh.	M.	Ges.	Geh.	M.	Ges.
d	0,58	6 d	0,58			23 1/3	14			14			14	
inzugerechnet:														
).β	1,16	2b.β	1,16			8 2/3	7			7			7	
							7 1/7			7 1/7			—	—
—	—	44 d	1,76	36 d	1,44	—	2 1/2	3 1/4	6 3/4	3 1/4	5 2/3	—	3	4

**) 1 Stiftsmalter = 2/3 Berl. Malter, 1 Berl. Malter = 256 Liter, also 1 Stiftsalter = 170,6 Liter (Beissel, Geldwert und Arbeitslohn im Mittelalter, S. 117). Xantener d = ca. 0,04 M. h. G. (Beissel a. a. O. S. 107).

Zimmerlohn	Dackdeckerlohn		Anzahl der Tage in denen 1 hl Weizen verdient wurde vom							
Hilfskraft	Dach-decker	Hilfskraft	Gew. Tagel.	Maurer		Zimmermann		Dachdecker	
Gr. f. S.	Gr. f. S.	Gr. f. S.		Maurer	Hilfskr.	Zimmer-mann	Hilfskr.	Decker	Hilfskr.
I. Ausschliesslich Verpflegung:										
—	—	—	9 1/2 *)	—	—	—	—	—	—
1,66	3,20	1,32	11	5 1/2	8 4/5	5 1/2	10 3/4	5 1/2	13 1/2
II. Bei Selbstverpflegung, den Tagesverbrauch mit 1,92 g hinzugerechnet:										
3,58	5,12	3,24	c. 4 2/3 *)	3 1/2	4 1/2	3 1/2	5	3 1/2	5 1/2

*) Der durchschnittliche Tagelohn, den Lamprecht S. 612. II. für das oselland annimmt.

Ort und Zeit	Preis des Weizens und des Weins: Ortsübl. Geld	Heut. Münze	Jahreslöhne. Kellner O. G.	Kellner H. M.	Bäcker O. G.	Bäcker H. M.	Koch O. G.	Koch H. M.
Münden 1409/10.	1 Viertel Weizen: 10 g β— 11 g β 1½ d. 1 hl Weizen: 1 Stübg. Wein 1 g β 1 hl Wein:	8,15 31,35	9 Lot u. ½ Mr.	39,31	½ Mr. + 26 g β + 1 Lot	50,99	1 Mr.	37,04
Göttweig 1468/69	1 Metze Weizen: 60 d. 1 hl:	6,86	5 tl.	100,00	10-13 Pfd. (Diese Summe umfasst auch die vom Bäcker für den Haushalt gemachten Auslagen.)	230,00	Verschiedene: 1 Pfd. 5 s. 20 d. 7 Pfd. 6 s. Durchschnitt:	100,18
Koblenz † 1432.	1 Malter *) Weizen: 1 fl. 1 hl Weizen 1 hl Wein **)	Gramm f. Silb. 17,87 48,81	9 fl. 12 alb.	Gr. f. Silber 288,79	7 fl. 7 alb.	Gr. f. Silb. 221,63	—	—
Burg ††) Lahneck 1464/65.	1 Malter ***) Weizen: 14 alb. 1 hl Weizen 1 hl Wein	Gramm f. Silb. 17,84 48,80	—	—	—	—	9 fl.	Gr. f. Silb. 279,50

*) 1433 Ann. Limb. Rec. A: mlr. tritici 1 fl. (30,381 Gr. f. S.) (Lamprecht, a. a. O. II. S. 555). 1 Köln. Malter = ca. 170 Liter gerechnet. (Lamprecht, a. a. O. S. 510).

**) 1 Carr. Wein kostete im 15. Jahrh. 1 Hälfte 415,35 Gr. f. S. (Lamprecht a. a. O., Bd. II. S. 613) 1 Carr. = 6 Ohm, 1 Ohm = 141,8576 Liter (Lamprecht a. a. O. II. S. 503).

Jahreslöhne.						Angabe der hl Weizen u. hl Wein, die einzeln d. Jahreslöhnen entsprechen.					
Hirt		Wächter		Magd		Kellner	Bäcker	Koch	Hirt	Wächter	Magd
G.	H.M.	O. G.	H. M.	O. G.	H.M.						
rd. - h.β	29,52	½ Mr. u. 2 Lot	23,14	½ Mr. u. ½ Lot	19,68	Weizen: 4,82 Wein: 1,25	6,26 1,60	4,54 1,18	3,62 0,94	2,96 0,74	2,41 0,63
/2 d.	50	2 Pfd. 3 s. 20 d.	49,10	3 Pfd.	60,00	Weizen: 14,58	33.53 (Siehe nebenstehende Bemerkung.)	14,60	7,29	7,16	8,75
-	—	6½ fl.	Gr. f. Silb. 197,48	—	—	Weizen: 16,10 Wein: 5,90	12,40 4,54	—	—	11,05 4,05	—
-	—	Durchschnitt: 9,16 fl.	Gr. f. Silb. 284,68	—	—	—	—	Weizen: 15,61 Wein: 5,73	—	15,95 5,83	—

***) 1464—65. Oberlahnsteiner Zollregister S. 204: 1 mlr. Mainzisch Weizen lb. (17,92 Gr. f. S.) (Lamprecht, a. a. O. II. S. 555). 1 Mainzer Malter 1345 = Liter. (Lamprecht, a. a. O. II. S. 509).

†) Lamprecht a. a. O. II. S. 537.

††) Lamprecht, a. a. O. II. S. 539.

Als Fazit der Untersuchung der relativen Höhe der Löhne in Münden finden wir somit, dafs die Lohnzustände in Münden erheblich schlechter waren als im Rhein-Moselgebiet und in Niederösterreich. Hatte dieses Verhältnis schon früher bestanden? Welches sind die Ursachen dieser auffälligen Differenzen?

Es ist auch für Münden anzunehmen, dafs sich seit dem 14. Jahrhundert — wie überall in Deutschland — ein Sinken der Lohnsätze bemerklich machte, das freilich scheinbar vor der Hand durch ein gleichzeitiges Sinken der Lebensmittelpreise ausgeglichen wurde [1]). Eine Durchforschung früherer Rechnungen würde gewifs die Richtigkeit dieser Annahme dartun. Die Gründe, welche Lamprecht für diese Erscheinung anführt, sind eben genereller Natur. Aber auch eine frühere Besserstellung der Lohnarbeiter angenommen, dürfte dennoch schon damals dieselbe oder eine ähnliche Differenz gegenüber dem Rhein- und Donaugebiete vorhanden gewesen sein. Denn auch die Ursachen derselben waren wohl hauptsächlich allgemeiner Art.

Sie können nicht etwa in der Verschiedenartigkeit der Lebensmittelpreise gesucht werden; dieses zeigen die vorstehenden Tabellen. Auch unter Berücksichtigung derselben bleiben grofse Unterschiede.

Vielmehr darf man die Erklärung finden in der ökonomischen Rückständigkeit des Nordens im Vergleiche mit den den Kultureinflüssen viel früher und viel günstiger zugänglichen Landschaften des Rheins und der Mosel, sowie der Donau. Vor allen Dingen war es der Handel, der hier in viel breiterem und intensiverem Mafse auf die Entwickelung einwirkte. Dazu kommt, dafs Münden einer weltlichen Grundherrschaft angehörte, wo die schweren Folgen, die anfänglich der Übergang von der Naturalwirtschaft in die Geldwirtschaft mit sich brachte, viel empfindlicher gespürt wurden als in den reichen geistlichen Gebieten.

Die Anspruchslosigkeit und Dürftigkeit des Nordens tritt uns überall entgegen. Man vergleiche einmal den Aufwand, der für die dem Rate des Königs besonders prächtig angerichtete Mahlzeit gemacht wurde, mit den Tagegeldern, die Würdenträgern des Stiftes Göttweig zugebilligt wurden: dieselben erhielten 50 und 60 Denare.

1) Lamprecht, S. 617.

Oder man sehe sich folgenden Küchenzettel an, der für die Bewirtung des Herzoges und vier seiner Edelleute aufgestellt wurde: „10 d ½ lot vor fische, 4 d vor kreuete, 2 b. β vor schonebrot, ½ lot vor 1 sto wyn, 2½ b. β vor 3 pund fygen, 5½ vor 2 stige heringe, 3½ g. β vor stogfisch, 20 g. d vor krude". Das war die Mittagsmahlzeit. Für den Abend wurden ausgegeben: ½ Lot für Weifsbrot, ½ Lot für Fische, 5½ b. β für Heringe, 2½ b. β für 3 *tt*. Feigen, 6 g. d für Äpfel und Kuchen, 4 g. β für Stockfische, 3 beh. für Fische, 25 g. d für Grympen „vn de worden gebraden in oley vn worden gemaket mit eynem peper, 9 g. d vor 3 qrt. wyns vn de kame to dem suluen peper 4 got β vor krude de kame to dem suluen peper". — Als der Herzog Otto Cocles 1435 seine Regierung den Ständen übergab, begnügte er sich mit einem Jahresgehalt von 200 Gulden [1]). Der Amtmann der Burg Lahneck erhielt 1464 ein Jahresgehalt von 100 Gulden [2]). Ferner bedang sich Otto einen Sommerrock von Leydener Tuch, ein Winterkleid von englischem oder Kirsey, dazu ein Kleid von Parchem oder Errasch aus [3]). Von welcher Güte die Anzüge des Herzoges waren, läfst der im 2. Teile dieser Arbeit angegebene Preis eines Anzuges erkennen, wenn man dem entgegenhält, was der Anzug eines Baumeisters in Xanten um diese Zeit kostete. Ein solcher wurde 1399 zu 3 alten Schilden = ca. 79½ Xantener Solidi und 1409 gar zu 93⅓ sol. gerechnet [4]). War, wie diese Daten beweisen, der Herzog für sich so anspruchslos, wie mochte es alsdann um die Ansprüche und Bedürfnisse des gewöhnlichen Mannes bestellt sein. Bedürfnislosigkeit hat niedrige Löhne im Gefolge. — Der Handel war zu dieser Zeit zu unbedeutend, um wirklich revolutionierend hier wirken zu können. Wohl lag Münden, wie gesagt, an wichtigen Handelsstrafsen; dennoch mufs der Mündener Handelsverkehr gegenüber dem Rheinverkehr verschwindend gewesen sein. In der ganzen Einnahme werden nur 15 Zollerhebungen gebucht; die ganze Zolleinnahme betrug ½ Gulden, 8½ Ferdinge, ½ Lot, 30½ gött. Schillinge und 75 böhm. Schillinge = 4 Mr. 1 Ferd. 4 gött. β 2 b. β. Nach der Recepta de vino passierten in den 34 Wochen nur 56 Weinwagen in 22 Fällen die Stadt Münden. Angesichts dieser

1) Havemann, a. a. O. S. 772. 2) Lamprecht, a. a. O. II. S. 539.

3) Wigand, Archiv für Gesch. usw. 1. Bd. 3 Heft. S. 6. Stüve, Beitrag z. Gesch. d. westfäl. Handels im Mittelalter. 4) Beissel, S. 153.

Zahlen kann von einem wirklich bedeutenden Handelsverkehr über Münden nicht wohl gesprochen werden. — Haben wir somit eine Ursache der niedrigen Löhne in der Bedürfnislosigkeit des Nordens gefunden, so fehlt auch noch ein zweiter Faktor für die Erlangung einer besseren Lohnstellung: das eingeschränkte Angebot von Arbeitskräften. Die reichen und blühenden Städte besonders des Rhein- und Moselgebietes mufsten u. a. eine Entvölkerung des platten Landes und damit für dasselbe einen Mangel an Arbeitsangebot bewirken. Die Städte der Welfenlande konnten eine solche Anziehungskraft nicht ausüben; sie erhoben sich nicht eigentlich über den Charakter von Landstädten. Um Arbeitskräfte waren daher die grundherrlichen Wirtschaften, selbst noch, als eine Besserstellung der Landbevölkerung durch stellenweise Befreiung von der Grundhörigkeit erfolgte, hier nicht in so hohem Mafse verlegen, dafs sie zu einer Erhöhung der Löhne hätten greifen müssen.

Neben die ökonomische Rückständigkeit des Nordens überhaupt tritt die Minderung politischer Macht und die Beschränktheit der materiellen Mittel für die weltlichen Fürsten hinzu, um das Leben auf den Gütern und Burgen derselben kümmerlich und dürftig erscheinen zu lassen zu der Zeit, wo die Städte an Macht gewannen und die Naturalwirtschaft vor der Geldwirtschaft den Rückzug antrat. Das Bestreben der Fürsten, dieselbe Pracht zu entfalten wie die reichen Kaufleute, führte zum Schuldenmachen, das sie bei dem hohen Zinsfufs bald in noch ärgere finanzielle Bedrängnis brachte. Dazu kam die Notwendigkeit, angesichts des Fehdewesens stets gerüstet sein zu müssen. Endlich litten die welfischen Fürstenhäuser noch aufserdem unter den fortgesetzten Teilungen[1]. — Dem gegenüber die geistlichen Herrschaften! Sie hatten reichen Grundbesitz, ihre Güter waren die bestens bebauten und die dichtest bevölkerten, ihre Städte die blühendsten. Das Einkommen, das sie aus beiden zogen, war daher gröfser, als selbst ein gleicher Grundbesitz den weltlichen Herren verlieh. Auch wurden ihre Einkünfte nicht in dem Mafse von der streitbaren Macht aufgezehrt wie bei den Fürsten. Endlich fiel ihnen noch der Zehnte von dem ihnen nicht unterworfenen Grundbesitz zu. Alles dieses erklärt die günstige Lage der Untertanen geistlicher

1) O. v. HEINEMANN, Gesch. v. Braunschw. u. Hannover. Gotha, 1884. II. S. 83. 125.

Herrschaften überhaupt wie auch die der Lohnarbeiter im besonderen. Unter dem Krummstab war eben gut wohnen.

Aufser diesen allgemeinen Ursachen der schlechteren Lage der Arbeiter und des Gesindes der nordischen und weltlichen Gebiete kommen für Münden noch solche spezieller Natur. — Zunächst ist noch in Bezug auf Xanten zu beachten, dafs es sich hier um einen Kirchenbau handelte, zu dem geschickte Meister von aufsen herangezogen wurden, welche für sich und ihre Gesellen alsdann die erreichbar günstigsten Lohnbedingungen vereinbarten [1]. Erklärt dieses das Plus für Xanten, so wird das Minus für Münden aufserdem durch die Vergegenwärtigung der besonderen finanziellen Nöte des Herzogs Otto des Einäugigen verständlich. Die Verschwendung und Kriegslust seines Vaters Otto des Quaden hatten ihm als Erbe eine enorme Schuldenlast gebracht. Ihm selber mangelte das Geschick, durch eine verständige Verwaltung sich wieder hochzubringen. Auch machte die Uneinigkeit zwischen ihm und seiner Gemahlin eine doppelte Hofhaltung erforderlich, deren Aufwand von dem Ertrage der Kammergüter und von seinen übrigen Einnahmen nicht bestritten werden konnte [2]. Seine Geldverlegenheit war permanent, selbst bei seinen Vögten war er Schuldner. Die Rechnung der Vogtei Münden schliefst mit den Worten: „bleff myn gnedige Juncher Otte Conr. von scheden schuldich 6½ Mr. vnd 9 d (ca 240 M. u. G.) to guder Rekenschop“. Seine steten Geldverlegenheiten veranlafsten ihn ja auch hauptsächlich zur Niederlegung seiner Regierung. Es ist also nicht gerade verwunderlich, dafs seine Arbeiter und sein Gesinde nach den mittelalterlichen Verhältnissen im Süden und Westen Deutschlands schlecht entlohnt wurden.

Zur Vervollständigung müfsten nun schliefslich auch noch Vergleiche mit dem Norden und Osten gezogen werden. Ich mufs davon jedoch Abstand nehmen, da mir die bis jetzt zu diesem Zwecke verfügbaren Stoffe nicht ausreichend erscheinen.

Nachschrift.

Nach Beendigung der vorstehenden Arbeit bin ich durch Herrn Pastor Meyer-Münden auf die Schrift von Wilh. Lotze, „Geschichte der St. Blasii-Kirche zu Münden“ — Münden 1877, Buchdruckerei

1) Beissel, a. a. O. S. 149ff.
2) Havemann, a. a. O. S. 680. v. Heinemann, II. S. 83.

von WILHELM KLUGKIST — aufmerksam gemacht worden: diese enthalte verwertbare Angaben aus dem Ende des 15. Jahrhunderts über Entlohnungen gewöhnlicher und gewerblicher Arbeiter. Die betreffenden Notizen sind jedoch nicht zuverlässig und vollständig, und somit mufs ich mir eine Vergleichung der späteren Mündener Löhne mit den früheren, wie auch die Parallelisierung der Mündener Löhne mit denen anderer Orte für spätere Zeit versagen. Die Angaben LOTZE's stützen sich auf eine Akte „Registrum des Bauwerkes der Parkerken to Munden. Im Jare Anno Domini 1492, Johanne et Pauli. Conrodus Frangke." Meine Bemühungen, eine Einsicht in dieselbe zu erhalten, um die Auszüge LOTZES eventuell richtigstellen und vervollkommnen zu können, sind vergeblich gewesen.

Zunächst fehlen in LOTZES Schrift Preisangaben für Lebensmittel und -bedürfnisse, desgleichen Angaben, nach denen der Tagesverbrauch zu ermitteln wäre. — Sodann sind die numismatischen Mitteilungen unrichtig. Dafs ein Vierling zu 12 Schillingen = 1/4 Mark gerechnet wird, während er doch nur 1/4 Pfennig ist: mag auf einen Druckfehler zurückgeführt werden. Anders steht es jedoch um die Notiz, dafs ein Goldgulden zu 30 Schillingen gerechnet worden sei. Der Goldgulden wurde bis ins 16. Jahrhundert hinein ungefähr 2 Lot f. Silbers gleichgeschätzt, und da nun nach dem Münzvertrage der Städte Hildesheim, Goslar, Northeim, Einbeck und Göttingen vom Jahre 1461 für Göttingen festgesetzt wurde, dafs aus 6 Lot f. Silber 48 Schillinge geschlagen werden sollten, so ist für diese Zeit 1 Goldgulden höchstens 10 gött. Schillingen gleichzusetzen. 1493 verlangte Göttingen mit anderen Städten gegen Braunschweig, das 1 Gulden nur auf 8 Schillinge werten wollte, dafs 1 Gulden zu 12 Schillingen zu rechnen sei.

W. LOTZE hat anscheinend den Sefsling mit dem Schilling verwechselt. Diese während des 15. Jahrhunderts sehr verbreitete Göttinger Münze, der spätere Körtling, mag um 1492 den Wert gehabt haben, den LOTZE dem gött. Schilling zuspricht. 1501 wurden wenigstens 36 Stück = 1 Gulden gerechnet.

Ist meine Vermutung richtig, so erklären sich ferner die enormen Differenzen zwischen den Löhnen, welche in der LOTZEschen Schrift für das Ende des 15. Jahrhunderts angegeben sind und denjenigen, welche von mir für den Anfang des 15. Jahrhunderts ermittelt worden. Folgende Tabelle zeige die Unterschiede.

		1409	Nach Lotze für 1492
Maurer	Meister	6 Pfenn.	3 Schill. = 36 Pf. 3½ Schill. = 42 Pf.
	Geselle		2½ Schill. = 30 Pf.
Steinbrecher	Meister	—	3 Schill. = 36 Pf.
	Gehilfe		2 Schill. = 24 Pf.
Zimmerarbeiter	Meister	6 Pfenn.	3 Schill. = 36 Pf. 2 Schill. = 24 Pf.
	Geselle		2½ Schill. = 30 Pf.
Gewöhnlicher Tagelohn		3½ Pfenn.	1 Schill., 2 Pf. — 1 Schill. 8 Pf. = 14 Pf. — 20 Pf.

Diese enormen Unterschiede lassen sich unmöglich aus der Entwertung des Geldes, aus einer Lohnsteigerung usw. erklären. Hingegen werden die Unterschiede verständlicher, wenn meine Vermutung über die Irrung LOTZES richtig ist. Nehmen wir den Goldgulden als Mafsstab, so entsprächen die 30 Sefslinge aus dem Jahre 1492 8 Schillingen aus dem Jahre 1409. Es wären also 360 Pfennige — von LOTZE als Pfennige gerechnet — an Wert = ca. 96 Pfennigen aus dem Jahre 1409 oder 1 = 0,266. Die Vergleichungstabelle erhielt alsdann etwa folgendes Aussehen:

		1409	1492
Maurer	Meister	6 d.	9,6—11,2 d.
	Geselle		8 d.
Steinbrecher	Meister	—	9,6 d.
	Gehilfe		6,4 d.
Zimmerarbeiter	Meister	6 d.	9,6 d.
	Geselle		6,4—8 d.
Gewöhnlicher Tagelohn		3½ d.	3,7—5,3 d.

Die Löhne hätten sich hiernach in der Zeit von 1419—1492 durchschnittlich von 2 auf 3 erhöht, was wohl glaubhaft erscheint. Ob jedoch eine tatsächliche Verbesserung der Lebenshaltung der Lohnarbeiten eingetreten, liefse sich auch dann noch nicht feststellen, da für diese Zeit Angaben über die Kaufkraft des Geldes und über den notwendigen Tagesverbrauch fehlen. Die LOTZEsche Schrift ist mithin für meinen Zweck nicht verwertbar.

Le colonizzazioni in Sicilia nei secoli XVI e XVII.

(Contributo alla storia della proprietà.)

Per

G. Salvioli (Palermo).

Fino al secolo XVII la popolazione di Sicilia fu inferiore al milione. Le cifre ufficiali dei sei censimenti del Regno sono le seguenti:

Anni	Fuochi	Anime
1615	214 177	857 699
1623	224 949	859 221
1637	—	1 034 743
1642	—	888 062
1652	222 329	873 742
1681	—	1 011 076

Se si calcola la popolazione di Palermo che superava le cento mila anime oltre gli ecclesiastici, i monaci e i contadini dell' agro palermitano che in tutto toccavano la cifra di 24 000 anime, non che quella degli altri centri urbani, si vede chiaramente quanto scarsamente popolate dovessero essere le campagne. Nella numerazione delle anime del 1570, le tre valli in cui dividevasi l' Isola, avevano in media una popolazione di 250 000 anime per ciascuna, senza Palermo, e i dati statistici che sono a noi pervenuti, ci permettono di vedere come fosse ripartita [1]). Le marine erano piu abitate, mentre l' interno aveva vaste zone spopolate, abbandonate al bosco e alla malaria. I terreni più feraci delle marine erano di preferenza coltivati e di buon' ora tanto le chiese quanto i feudatari li avevano dati a coltivare con diverse forme di contratti

1) Vedi la tav. I della Popolaz. di Sicilia e Palermo dal secolo X al XVIII di Fr. Maggiore-Perni, 1892, pag. 423 e segg.

enfiteutici: donde la formazione di una classe di borgesi, la quale presenta qualche analogia coi copy holders inglesi. Nell' interno invece le grandi baronie, formate da latifondi di migliaia di ettari, restavano intatte e addette a culture superficiali, ma anche spesso incolte, mancando le braccia. Le frequenti pestilenze facevan strage tanto nelle città che nelle campagne, e dopo quella del 1347 che desolò tutta l' Isola, molte terre rimasero senza coltivatori, anche per tutto il secolo XV. Dagli elenchi delle persone tenute al pagamento delle decime al vescovo di Girgenti, e che sono conservati nell' archivio cattedrale di questa diocesi, risulta chiaro quanto scarsa fosse la popolazione rurale e come questa fosse poco progredita dopo il secolo XII. Una prova di questo stato di cose ci è data da una notizia raccolta dal Villabianca in carte del tempo da lui esaminate negli archivi privati di Palermo, secondo la quale alcuni baroni dei più potenti, per avere coltivatori nelle loro terre, ricorrevano alla violenza facendo catturare dai loro sgherri i villani dei signori vicini e più spesso quelli dipendenti da chiese e monasteri e dichiarandoli loro uomini. In altri luoghi si sequestravano gli animali che eransi introdotti nelle baronie e non si restituivano ai villani se questi non facevano tante giornate di lavoro con zappare, arare, seminare, ecc. Quest' avveniva nel secolo XVI. Le notizie suddette ci sono date dai ricorsi che movevano al regio tribunale quelli che erano vittime di sì fatte violenze [1]). Così effettuavasi la caccia al lavoro, così i baroni cercavano mettere a cultura i loro vasti e spopolati tenimenti.

Ma certamente siffato ricorrere alla violenza, alla cattura non poteva dare che ben miseri e precari risultati; e in conseguenza i baroni ricorsero ad altro sistema, e fu quello di attirare sulle loro terre quei contadini, bracciali, lavoratori che erano senza terra, giornalieri o giornatari che offrivano la loro opera a salario, e attrarli colla promessa di buoni contratti.

Questo sistema era stato praticato in Sicilia fin dall' epoca normanna. Trovasi anche allora che cacciati i Saraceni, grandi estensioni di terra restarono senza abitatori, e i nuovi concessionari, i vescovi e i baroni, dovettero intraprendere una lenta opera di colonizzazione le cui prime origini sono nel secolo XII e che con-

1) Fra i mss. della Bibl. comun. di Palermo: Qq. E. 121.

tinuarono interrotte fino al secolo XVII. Nelle terre concesse in feudo invitavansi e raccoglievansi uomini e famiglie per venirvi ad abitare. Furono insomma popolazioni quasi tutte nuove e vasallaggi di prima fondazione, con cui fu iniziato il ripopolamento dell' Isola dopo la conquista normanna. Molte delle più antiche carte di memoria non altro contengono che le condizioni offerte dai baroni a quanti si recavano ad abitare nelle loro terre: si dichiarano in esse i diritti riconosciuti nel godimento di porzione di suolo, e i servizi da prestare. Sono quindi veri statuti rurali, non diversi da quelli che si incontrano in varie parti del continente e che presiedettero alla nascita dei borghifranchi, castelfranchi, ecc. Tale fu la carta accordata dal monastero di Lipari a quella gente di lingua latina che esso raccolse nel castello di Patti nel 1133. Vi si diceva che quanto di terra gli abitanti di Patti ricevessero dal monastero lo possedessero come loro bene proprio e potessero anche lasciarlo ai loro eredi, purche in Patti abitassero: se però alcuno ne volesse partire, dovesse in prima restituirlo al monastero, tanto per se ritenendo quanto aveva fatto di migliorato. Dopo tre anni potesse ciascuno vendere assolutamente la sua eredità a qualunque uomo che ivi abitasse (cuilibet homini in eodem loco manenti) ma dovesse avvisarne l' abbate a cui spettava il diritto di preferirsi. Comuni fossero i pascoli delle ghiande fra l' abate e gli abitanti. Nello stesso anno furon chiamate dallo stesso monastero famiglie ab abitare a Lipari, accordando loro analoghi diritti [1]). Ma anche prima si hanno diplomi relativi a sifatta opera di colonizzazione, come quello di Ruggieri del 1100 concedendo la terra di Mandanici: „Concessimus licentiam monachis portare sive adducere, seu adduci facere homines ad habitandum liberos et exemptos ab omni angaria ... Quilibet habitator omni mense dare debet duos homines habitatores [2]), per totum annum, 24 laboratores, et in festo nativitatis portare unam gallinam, ecc. [3]).“

Analoghe a queste sono le concessioni rilasciate dalla chiesa di Monreale a quei lavoratori che si recavano ad abitare nei vastissimi possedimenti suoi. Essi costituivano una classe diversa

1) Gregorio, Consideraz. sul dir. pub. sic. lib. I c. V n. 19.
2) corregasi laboratores.
3) Pirri, Sicilia sacra II 1027.

dai villani, di cui parlano anche le Const. regni Siciliae III, 20; ed una volta ottenuto il diritto di incolato nei casolari del signore, ottenevano da lui terre a coltivare col pagamento di un censo e la prestazione di determinati servizi e della milizia, terre che trasmettevano ai loro discendenti e anche potevano vendere, purché a persone dipendenti dallo stesso signore.

L' opera di colonizzazione interna prese un vero slancio nel secolo XVI, ma più spezialmente nel XVII, epoca in cui la storia economica di Sicilia si trasformò pel sopraggiungere di varie circostanze esterne. Al secolo XVI fu riorganizzato in Sicilia il commercio dei grani. Il governo ne favorì l' esportazione, sempre che non ne venisse a soffrire il consumo dell' Isola, e a questo scopo riordinò i caricatoi o grandi granai e magazzini dove sotto la vigilanza e la responsabilità delle autorità raccoglievasi il frumento anche per la esportazione. Questa istituzione risale probabilmente all' epoca sveva, ma il loro regolare funzionamento data da una Prammatica del 1527. Il governo rilasciava ai proprietari dei grani portati nei caricatoi polizze per l' importo, e poi stabiliva l' assoluta commerciale bontà del grano, o, come si diceva, se fosse frumento recettibile. Della quale bontà come anche della sicurezza della proprietà il governo si rendeva mallevadore. Ai caricatoi rivolgevansi le navi che avevano avuta licenza di caricare per l' estrazione, per la quale pagavansi diritti che nella prima metà del secolo XVI giunsero al 67% del valore. L' estrazione dei grani non era insignificante e dai registri conservati nell' Archivio di Stato di Palermo risulta che nel decennio dal 1521—30 furono esportate 260000 salme.

Il grano di Sicilia, di cui erasi fatto commercio nell' epoca araba e nella sveva, tanto coi porti di Napoli, Livorno, Genova, quanto colle coste africane, fu molto ricercato e maggiore era la domanda che l' offerta, che generalmente negli anni normali la produzione appena bastava al consumo interno. L' interesse suggerì di mettere a cultura i latifondi abbandonati o tenuti a pascolo e di colonizzarli. Il processo di queste colonizzazioni ci è dato dalle carte della mensa di Monreale quali trovansi negli archivi notarili e in varie allegazioni legali. Dopo il secolo XVI essa introdusse sulle sue terre l' enfiteusi perpetua, ripartì i feudi in tante masserie, e tal nome davasi a quella quantità di terra con-

cessa con un contratto che differiva però dall' enfiteusi romana per alcuni patti aggiunti. I contratti sono fatti con lavoratori che si dichiarano impossidenti e anche con villani della mensa che poi vengono detti liberi enfiteuti. Acquistavano il diritto di seminare pagando un canone o covertura, che era per lo più 4 salme di frumento ogni aratato di 25 salme: dovevano inoltre altre giunte al censo fisso annuo e consistevano in decime, prestazioni variabili ed eventuali. Nelle concessioni di terre a dissodare del secolo XVII oltre la covertura e le giunte trovasi inscritta una terza prestazione detta paraspolo, un tanto per salma di terra seminata, da pagarsi qualora il concessionario senza licenza del concedente associasse altri nella cultura delle terre. Nei molti contratti esaminati, quanto più si procede verso la fine del seicento, vedonsi crescere gli oneri e le prestazioni a cui erano sottoposti i nuovi abitanti del territorio monrealese, le nuove famiglie disseminate sui feudi della chiesa, con nomi dei quali è perduto il significato. Fra questi oneri segnaliamo la ristucciata corrisposta per ogni semina e ciò perche le stoppie restavano all' enfiteuta; la segrezia, prestazione invariabile a risarcimento delle spese che il signore doveva fare ogni anno per valutare quanto gli doveva ogni enfiteuta in ragione della estensione delle culture.

Ai nuovi abitanti delle masserie era accordato il diritto di pascolo nelle terre non seminate e in quella parte del feudo detto strasatto, e per la quantità e qualità di bestiame il diritto era proporzionato alla quota che ogni famiglia aveva ricevuto in enfiteusi. Strasatto dicevasi quella porzione di feudo riservata a favore del barone per pascolo dei suoi animali: era, cioé, un' estensione di terra sottratto al jus pascendi, all' uso comune di di tutti i coltivatori del feudo. Quando alla fine del secolo XVII si introdusse il sistema di affittare i feudi e sorse una classe di grandi affittuari, che applicarono all' agricoltura siciliana le prime forme di capitalismo, lo strasatto fu attribuito all' affittuario o gabelloto, perchè avesse un luogo fisso ove fare il marcato degli animali. (Marcato era il luogo ove raccoglievansi i greggi).

Questa concessione di diritto di pascolo che accompagnava le colonizzazioni, mostra come gli usi civici in Sicilia non derivino esclusivamente da riserve fatte in favore delle popolazioni rurali al tempo delle infeudazioni normanne o da riconoscimento di diritti

anche più antichi; ve ne sono certamente che traggono origine dalle colonizzazioni avvenute nell' epoca moderna. Coll' introduzione dei grandi fitti apparvero anche di conserva i primi tentativi dei fittuarii, d' accordo coi proprietarii, per limitare i diritti degli utenti enfiteuti: per es. nei contratti di fitto introducesi una clausola per la quale si autorizza il gabelloto a designare un appezzamento di terra e chiuderla per proprio pascolo esclusivo, godendone fino al 15 marzo: scorso questo termine ognuno poteva entrarvi coi propri animali. Intorno a questo tempo appaiono le prime ordinanze della mensa di Monreale con cui si dispone che i massarioti ed enfiteuti debbano denunziare il numero e la qualità degli animali che intendono condurre al pascolo. Queste erano le prime avvisaglie di quella lotta che i baroni siciliani condussero contro gli usi civici e che ebbe poi il suo epilogo nella Costituzione siciliana del 1812, ove furono distrutti i diritti delle popolazioni rurali a trarre dal feudo quanto serviva alla vita, come dicevano i feudisti napoletani e siciliani.

Siccome sifatte concessioni enfiteutiche dirigevano correnti di immigrazione verso i luoghi ove si offrivano terre, danneggiando quelli donde i lavoratori partivano, così i signori di questi rivolsero reclami a vicerè e vi furono anche ricorsi ai tribunali [1]. Si faceva osservare che i nuovi allettamenti spingevano i lavoratori delle campagne a lasciare le antiche sedi, che per quest' esodo non poche terre restavan senza cultura: si chiedeva perciò l' intervento del potere centrale. E questo non tardò a intervenire, avocando a se il diritto di concedere le carte di popolazione, cioè la facoltà di chiamar gente sulle terre, di costruire casolari, ordinandoli a vita civile sotto speciali autorità. Del qual diritto poi il governo spagnolo fece mercimonio, vendendo ai baroni dette carte ed altre con cui accordavasi loro la facoltà di nominare il castellano, il secreto e i giurati. Malgrado la regolare concessione di carte, spesso i baroni non si sottraevano alle contestazioni dei vicini, e non vi è colonizzazione di qualche importanza che non abbia avuto il suo strascico di liti davanti ai tribunali di Palermo e non sia arrivata perfino a Madrid [2]). Per ricordare qualche colonizzazione

1) Bibl. Comun. di Palermo: Mss. 2 Qq. H. 72.
2) id. 2 Qq. G. 86, 88: Qq. G. 41 e segg.

di feudi iniziata nel secolo XVI dirò che nella Valle di Mazzara traggono origine da colonizzazione i castelli e villaggi di Sommatino, Capaci, Monteaperto, Campofranco, e nel secolo XVII Acquaviva, Alia, Cerda (1656), Campobello di Licata, Giardinelli, Poppolo, Lascari, Godrano, Montelepre, Montedoro, Contessa, San Carlo, Realmonte, Rocella, Valle d' Olmo, Ventimiglia, Montemaggiore, ecc. Nel secolo XVII sorsero per opera di colonizzazione di feudi Aliminusa, Villaura, Gangi, Cattolica (1620), Comitini (1630), Camastra (1625), Riesi, Niscemi, Scordia, ecc. Il barone non solo dava terra in enfiteusi, perchè fosse coltivata a grano o a vigna, non solo accordava usi civici, ma costruiva il castello, cioè un centro abitato nel mezzo del feudo. Così per es. fece il principe di Roccella che aveva ottenuto da Carlo II la facoltà di poter popolare entro un decennio il territorio: egli costruì 100 case, 14 botteghe, la chiesa, una fontana: questo fu il nucleo dell' odierno Comune di Roccella, che nel 1714 contava 136 abitanti, nel 1747 ne aveva 239, i quali poi salirono a 441 nel 1798 [1]).

I baroni non divisero il feudo ai nuovi abitanti, ma solo concessero piccole porzioni in enfiteusi attorno al castello: il resto del feudo davano a contratti di mezzeria, terzeria, ecc. Verso la metà del secolo XVIII, siccome spiaceva agli enfiteuti essere sottoposti all' estimo che doveva farsi in ogni anno per valutarsi le prestazioni da pagarsi a seconda della semina, e spiaceva aver il pascolo comune col barone, si praticò fare strasatti per tutte le prestazioni e pel prezzo dell' erba, obbligandosi i coltivatori o massarii ad un supplemento fisso e invariabile del canone. Ma presto i baroni si accorsero che tal sistema riesciva a loro danno, perchè essi non partecipavano all' incremento della rendita fondiaria provocato dall' aumento nei prezzi del grano, e allora ottennero da Carlo III lettere reali nel 1752 con cui autorizzavansi i baroni e i feudatarii ecclesiastici ad annullare le concessioni e i strasatti sforniti di regio assenso e posteriori al 1700, in guisa che le terre si potessero riconcedere con maggior vantaggio dei baroni. E allora si videro gli enfiteuti allo scopo di perpetuare il loro possesso offrire ai domini diretti l'aumento del sesto, il sesto di sesto,

---

1) Archivio di Stato di Palermo. Conservatoria. Libro delle investiture: anni 1698 al 1700 vol. 448, anni 1725 al 1729 foglio 195. Atti del 12 gennaio 1700 e 7 luglio 1703 di Not. Ippolito de Miceli.

sestiglio e sestone „coll' addizione in diem al canone strasattato coll' erbageria." Insomma sotto Carlo III fu permesso di rivedere gli antichi patti stabiliti al momento delle colonizzazioni e quelli fissati dalla consuetudine. Dopo il 1752 diritti riconosciuti vennero aboliti, e si iniziò a profitto del baronaggio una violenta espropriazione di tutte le migliori che il lavoro di parecchie generazioni di contadini aveva recato nei latifondi dei baroni. Nessun storico fa menzione di questo fatto che ha tanta importanza nella storia della proprietà siciliana. Le lettere del 1752 furono una vera legge agraria fatta per alleviare le sorti del baronaggio rovinato dai debiti, dalle soggiogazioni, rôso dal lusso.

Ottenuto lo scopo di colonizzare i feudi, di mettere a cultura le terre incolte, i baroni cercarono revocare tutti i privilegi, le concessioni anteriormente fatte, e in cio' furono aiutati dal potere regio. Cresciute le popolazioni rurali, i baroni non avevano più bisogno di correr dietro alla forza del lavoro, ed era invece il lavoro che correva dietro ai baroni, offrendosi con aspra concorrenza. Gli enfiteuti perdettero ogni sicurezza del loro possesso, e fu accolto il principio che le prestazioni fossero rivedibili periodicamente, per mantenere la proporzione fra il canone e il reddito, tra la moneta corrisposta e il valore di essa. Il Governo borbonico favorevole ai baroni emanò nel 13 ottobre 1777, e 19 dicembre 1789 disposizioni per istituire una Giunta incaricata di esaminare se fosse conforme al diritto pubblico l' annullamento delle alienazioni dei beni delle chiese e se possero lecite le concessioni enfiteutiche. Cosi mentre in Francia si proclamava ogni proprietà libera da ogni vincolo di origine feudale, in Sicilia si distruggeva quanto di utile si era fatto, con lavoro secolare, in favore della classe agricola: e nell' anno stesso in cui i nobili francesi erano spogliati dei loro privilegi, i baroni siciliani intimavano agli enfiteuti di esibire il regio assenso sotto pena di una reintegratoria fiscale.

In tale modo i discendenti di quelle famiglie che allettate da buoni contratti avevano colonizzato, dissodato, piantato il feudo, furono cacciati nelle file del proletariato rurale, che fino dal secolo XVIII costituiva la gran massa del contadiname dell' Isola. Non vi furono che coltivatori senza terra, liberi di diritto ma schiavi della fame cronica. Dopo il 1812, coll' abolizione degli usi civici, il processo di proletarizzazione raggiunse il suo punto culminante.

Le antiche colonizzazioni sorgenti in mezzo ai feudi non contennero nel loro seno che qualche borgese esercente le gabelle, e attorno a lui la massa dei contadini o terraggieri, terratichieri ai quali il gabellotto subaffittava pezzi di terra con affitti in generi o con altre forme di colonia parziaria, sempre estremamente gravose per il lavoratore.

Intorno alle colonizzazioni altre cose vi sarebbero ad osservare, per es. sul tanto dannoso accentramento dei coltivatori nei villaggi, invece di disseminarli sui luoghi che coltivavano: notiamo intanto l'influenza benefica che ebbero, al momento di loro istituzione, sull' elevamento delle classi rurali perchè i villani trasportati dal signore sul feudo furono dichiarati personalmente liberi. Cosi anche per questa via, tacitamente e lentamente scomparivano il villanaggio e la servitù della gleba, che quasi più non esistevano in Sicilia nel 1812, quando di diritto la Costituzione di quell' anno ne proclamò l'abolizione.

Die geschichtlichen Motive des internationalen Arbeiterschutzes.

Von

Stephan Bauer (Basel).

In dem Jahre, das zur Neige ging, durften die industriellen Nationen das hundertjährige Bestehen der Grundsätze des Arbeiterschutzes begehen. Denn im Jahre 1802 ist in England das erste Gesetz erflossen, das im Namen der Volksgesittung und der Volksgesundheit die Arbeitszeit der Lehrlinge in den Fabriken auf zwölf Stunden beschränkte, ihre Nachtarbeit verbot und für ihren Unterricht sorgte. Dasselbe Jahrhundert, das den Unternehmer vom Zwange der zünftig beschränkten Erzeugung befreite, seiner Persönlichkeit die freieste Betätigung im Wettbewerb um den Absatz ermöglichte, dasselbe Jahrhundert hat den Unternehmer gezwungen, seine Erzeugung nur so vorzunehmen, dafs die Leistungs-, die Wehrfähigkeit der heranwachsenden, der Lebensfuss der erwachsenen Arbeiter keine Einbufse erleide.

Je höher nun die Lebensansprüche der wohlhabenden Klassen gestiegen sind, desto lebhafter ist das Kulturbedürfnis auch der ärmeren arbeitenden Klassen geworden; in der Steigerung der Ausgaben für geistige, für hygienische Zwecke, in den erhöhten Kosten der Kindererziehung drückt sich diese Aufwärtsbewegung des Lebensfufses aus. Nicht blofs die Steigerung und Sicherung des Einkommens, sondern vor allem die Kürzung der Arbeitszeit zur Wiederherstellung des Familienlebens und der Persönlichkeit verlangen daher in allen Ländern die arbeitenden Klassen. Die rasche Erfüllung dieser Wünsche findet aber in jedem Lande Hemmnisse, die nur langsam sich hinwegräumen lassen. Das Bestreben der Unternehmer nach rascher Verwertung des in Maschinen und Anlagen verkörperten Kapitals hat jedem Versuche der Einschränkung

der Arbeitszeit von jeher Hemmnisse bereitet. Je rascher aber die Anlagekapitalien nach Verwertung streben und je enormer sie werden, je konzentriertere Grofs- und Riesenbetriebe entstehen, desto stärker wird dieser Widerstand. Und dieser Widerstand findet seine scheinbare Rechtfertigung an dem Interesse der Nationen, sich ihren Anteil auf dem durch Zölle nicht geschützten Weltmarkte zu erhalten. Die Erhaltung der nationalen Ausfuhr ist wie zur Zeit der Merkantilisten zum Schlagwort des Widerstandes gegen die Fortschritte des nationalen Arbeiterschutzes geworden.

In manchen sozialpolitisch zurückgebliebenen Ländern wird befürchtet, dafs eine rasche Einführung von Mafsregeln des Arbeiterschutzes die Folge hätte, dafs die bestehenden Unterschiede der Kapitalskraft, der technischen, der Verkehrsentwicklung, der natürlichen und geschichtlichen Vorteile, die bisher durch Mehrausnützung der Arbeitskraft verhüllt worden waren, zum Vorscheine kämen. Diese Ausschaltung der Interessen an einer Mehrausnützung der Arbeitskraft strebt aber der internationale Arbeiterschutz zu erreichen. Er ist bisher nur ein Begriff, und seine Rechte selbst zum Teil angefochten. Ist er durchführbar? — Das ist die Frage; und sie gehört zu jenen Fragen, die nur ein einwandfreier wohlvorbereiteter Versuch zu lösen vermag.

Dieser Versuch einer internationalen Verständigung nähert sich seiner Verwirklichung. Die Bildung der internatioualen Vereinigung für gesetzlichen Arbeiterschutz, des internationalen Arbeitsamtes, dessen Aufgabe es ist, die Fortschritte des Arbeiterschutzes zu verzeichnen, Einzelfragen durch Erhebungen zu klären, sind die jüngsten Etappen auf diesem Wege. Wer die Möglichkeit des Gelingens bezweifelt, mufs also den Versuch abwarten. Aber es gibt nicht wenig aufrichtige Freunde des sozialen Fortschrittes, welche befürchten, es könnte im Falle des Gelingens dieses Versuches der Fortschritt des nationalen Schutzes durch internationale Bindungen gehemmt werden. Über diese Frage sind die Ansichten geteilt. Wir haben geglaubt, ihre Lösung fördern zu können, wenn wir uns fragten: wie hat sich der Gedanke des nationalen und des internationalen Arbeiterschutzes entwickelt, in welchem Verhältnisse stehen geschichtlich diese beiden?

I.

Die erste Mafsregel des Arbeiterschutzes in Grofsbritannien, das Lehrlingsschutzgesetz von 1802, starb eines natürlichen Todes: mit den Fabriklehrlingen wurde auch ihr Schutz überflüssig. Es ist bekannt, wie das Sinken der Löhne bei Einführung der grofsen Maschinerie die Fabriksarbeiter dazu brachte, ihre Kinder den Fabrikanten förmlich aufzudrängen, um nur ihr Leben zu fristen; wie die brutal verschacherten und mifsbrauchten Kinder die Eltern hafsten, sie in Krankheit und Alter dem Bettel überliefsen; wie der physischen die moralische Verkrüppelung zur Seite ging. Da war es der Besitzer des Musterbetriebes von New Lanark, ROBERT OWEN, der die Parole des nationalen Arbeiterschutzes ausgab. In einer zu Glasgow 1815 einberufenen Versammlung der Baumwollindustriellen führt er die folgenden Gedanken aus:

Die Baumwollindustrie Englands sei, infolge des Kampfes der festländischen Völker um ihre politische Existenz, konkurrenzlos dagestanden. Mit der nunmehr bevorstehenden Friedensepoche würden alle Nationen die Industrie einführen; es sei daher die Pflicht der Regierung, eine Industrie zu stärken, die wesentlich zur Erhaltung der Bevölkerung, zur Zahlung der Zinsen der Staatsschuld, der Ausgaben für Heer und Flotte beiträgt. Daher sollten alle sie schädigenden Einfuhrzölllle auf Rohbaumwolle aufgehoben werden. Wenn aber die Industrie gefördert werden soll, und nicht zugleich Korrektive für die Proletarisierung der Massen, die gleichfalls ihr zuzuschreiben sind, gefunden werden, — „dann zögere ich nicht, zu sagen: weg mit der Baumwollindustrie, weg mit der politischen Vorherrschaft unseres Landes, wenn sie von der Baumwollindustrie abhängt — besser, sie geht zu grunde, als sie wird mit dem Opfer alles dessen erkauft, was wertvoll ist am Leben“ [1]).

Als solches Korrektiv betrachtet OWEN ein Gesetz, das drei Forderungen verwirklichen müfste: Verbot der Beschäftigung von Kindern bis zum 12. Lebensjahre; den zwölfstündigen Maximal-

---

1) Observations on the Cotton Trade in: A Supplementary Appendix to the first volume of the Life of ROBERT OWEN. Vol. I. A. 1858. Appendix F. p. 18. Ferner: The Life of ROBERT OWEN written by himself. 1857. vol. 1. p. 114, LLOYD JONES, The life, times and labours of ROBERT OWEN. 1889. vol. 1. p. 416 und B. L. HUTCHINS and A. HARRISON, A History of Factory Legislation. 1903 p. 21.

arbeitstag für Kinder wie für Erwachsene; Elementarunterricht für Kinder, ferner Haushaltungsunterricht für Mädchen als Vorbedingung ihrer Zulassung in Fabriken. Besondere Visitors — die Friedensrichter und Geistlichen — sollten den Vollzug des Gesetzes kontrollieren.

Bei diesen Reformvorschlägen geht OWEN von der Grundanschauung aus, dafs der menschliche Charakter des Menschen von seinen Vorgängern und durch sein geschichtliches Milieu gebildet werde. Da nun der gröfste Teil der Bevölkerung zu den arbeitenden Klassen gehört oder aus ihnen hervorgegangen ist, mufs ihre Lebenshaltung durch die Einwirkung auf die umgebenden Einflüsse verändert werden. Wie dies mit Erfolg in seinem Etablissement in New Lanark geschehen, beschreibt OWEN in seinen 1813 bis 1816 erschienenen Essays on the formation of the human character[1]).

Er verlangt sodann vom Staate, er solle ein nationales System der Charakterbildung anstreben; er solle in Zeiten des Arbeitsmangels in der Baumwollindustrie für öffentliche Arbeiten sorgen; er sollte sich vierteljährliche Berichte über Arbeiterzahl, Arbeitslohn und Arbeitslosigkeit verschaffen, die Erteilung von Branntweinschankkonzessionen einschränken. Als Mittel einer nationalen Charakterbildung bezeichnet OWEN: die Einschränkung der Arbeitszeit in Fabriken auf 12 Stunden einschliefslich 1 1/2 Stunden Mahlzeitspausen; das Verbot der Aufnahme von Kindern in Fabriken vor dem 10. Altersjahr, oder ihre Verwendung durch höchstens sechs Stunden per Tag, bis sie zwölf Jahre alt sind. Eine weitere Voraussetzung der Zulassung der Kinder beiderlei Geschlechts soll die Kenntnis des Lesens, Schreibens, der vier Spezies, ferner des Nähens für die Mädchen sein[2]). Für ein solches Gesetz agitieren zu wollen erklärt OWEN seinen Arbeitern aus Anlafs der Eröffnung seiner Fabrikkinderschule (1. Januar 1816). Er fügt hinzu, dafs alle diese Wohltaten nicht auf ein Land beschränkt sein sollten. „Ich kenne nicht die imaginären Scheidungen

1) Abgedruckt in A new view of society. Die folgenden Zitate nach der 4th edition 1818, p. 58 u. 69, 161—162, 129—130; ferner in: The Life of ROBERT OWEN written by himself, vol. I. 1857. p. 253 ff.

2) Observations on the effect on the manufacturing system 1815. 3rd ed. 1818, p. 11 und in: A Supplementary Appendix, S. 41.

und Unterschiede, die durch Grenzlinien von Volk zu Volk gezogen werden. Will ein vernünftiges Geschöpf uns sagen, warum ein Teil der Menschheit dazu angehalten werden soll, den andern zu verachten, zu hassen und zu vernichten?" [1])

Der Anlass zur Agitation für nationalen Arbeiterschutz in England wie auf dem Festland kam im Jahre 1818; die dritte Lesung eines Kinderschutzgesetzes, das auf Grund der Vorschläge OWENS und unter dem Einflusse seiner Aussagen vor der ersten Fabrikskinderenquête ausgearbeitet worden war, fand im April dieses Jahres statt. OWEN richtet an den Premierminister Lord Liverpool am 20. März 1818 einen offenen Brief, in welchem er gegen die Gegner des Gesetzes jenes System der Politik verteidigt, das die rechte Erziehung und Beschäftigung der arbeitenden Klassen als die erste Regierungsaufgabe betrachtet. Er betrachtet es als eine schwere Schädigung dieses Grundsatzes, daſs der Gesetzentwurf sich nur auf Baumwollwarenfabriken beziehe, eine zwölfeinhalbstündige Arbeitszeit den 9—16 jährigen gestatte und sie für die Erwachsenen gar nicht einschränke. Den Industriellen ruft OWEN in einem Rundschreiben vom 30. März 1818 zu: durch unsere langen Arbeitsstunden steigern wir künstlich den Preis des Rohmaterials und verringern den Preis des Endproduktes und unsere Kapitalgewinne. Wenn wirklich die Kürzung der Arbeitszeit eine Steigerung der Kosten zur Folge hätte, wie minimal wäre sie den Preissteigerungen des Rohmaterials gegenüber, die den Aufkäufen einiger reichen Spekulanten entspringen? [2])

Noch vor der Annahme des britischen Kinderschutzgesetzes [3]) begibt sich OWEN nach dem Kontinente. Die politische Freundschaft Englands mit den Staaten der heiligen Allianz unter Lord CASTLEREAGH lieſs wohl eine sozialpolitische Annäherung möglich erscheinen. Durch den Genfer Naturforscher CHARLES PICTET, der eidgenössi-

1) An Address delivered to the inhabitants of New Lanark on the 1st of January 1816 at the opening of the institution established for the formation of character. 4th ed. 1819, p. 26; auch in: The Life of ROBERT OWEN written by himself, vol. I. 1857. p. 333 ff.

2) Observations on the effect of the manufacturing system. 3rd ed. to which are added two letters on the employment of children in manufactories. 1818, p. 25—29, 36—37 und im Appendix to the Life of ROBERT OWEN. M. p. 186 ff.

3) Appendix to the Life of R. OWEN. p. 31.

scher Bevollmächtigter bei dem Wiener und beim Pariser Kongreſs gewesen war, wurde Owen mit Sismondi bekannt, der eben seine neuen Grundsätze der politischen Ökonomie in der Edinburger Encyklopädie publizierte und sie zu dem ersten Systeme erweiterte, in welchem die durch die industrielle Revolution hervorgerufene Proletarisierung ihre Kritik erfährt[1]). Dann besucht Owen die Erziehungsstätten Pater Oberlins in Freiburg, Fellenbergs in Hofwyl und Pestalozzis in Yverdon. Nachdem er diese Männer, auf deren Wirken er nachhaltigen Einfluſs üben sollte, besucht hatte, ging er an die aktive Propaganda für die Einführung des Arbeiterschutzes auf dem Festlande. Er macht auf der Naturforscherversammlung zu Lausanne 1818 auf die Gefahren des Industrialismus aufmerksam[2]) und sendet an alle Staatsregierungen am 20. September 1818 von Frankfurt aus eine Denkschrift, welche feststellen soll, daſs erstens die Herrschaft des Reichtums durch die Produktivität der Technik überflüssig geworden, daſs zweitens Unwissenheit, Betrug, Gewalttätigkeit durch Erziehungsmaſsregeln beseitigt werden können; daſs drittens beide Resultate in allen Ländern durch kluge in gemeinsamem Einverständnis allmählich und maſsvoll durchzuführende Maſsregeln herbeigeführt werden können. In einer Denkschrift, die Owen 1818 im Oktober den zu Aachen versammelten Vertretern der heiligen Allianz vorlegt, werden diese Thesen begründet. Er weist auf die Proletarisierung der Massen durch die industrielle Revolution, die

---

1) Vgl. Sismondi, Nouveaux Principes, 2 éd. II. p. 273—74. Dies bestätigt die schon von A. Aftalion L'oeuvre économique de Simonde de Sismondi. 1899. p. 38 aufgestellte Vermutung des Einflusses Owens auf Sismondi.

2) „M. Pictet, parlant pour Mr. Owen de New-Lanark, gentilhomme anglais, présent à la séance, mais qui ne peut s'exprimer en Français, expose ses idées et les résultats d'un grand travail sur la classification de la population entière des trois royaumes, en huit grandes divisions fondés sur le revenu moyen des individus qui le composent. Mr. Owen a rendu ces divisions comme palpables en les répresentant par des cubes, dont les volumes sont dans le rapport des nombres que renferme chaque classe; il accompagne cette exposition de considérations sur les inconvéniens et les dangers du système manufacturier, et sur la necessité de l'associer toujours au système agricole, qui seul fait la force et assure la durée des états et le bonheur des administrés.“ Notice des séances de la société helvétique des sciences naturelles pendant sa réunion à Lausanne le 27, 28 et 29 juillet 1818. *Bibliothèque universelle*, faisant suite à la Revue Britannique. T. VIII. p. 334. Genève 1818.

Gefahren, die diese Entwicklung berge einerseits, auf die durch seine in New Lanark getroffenen Maſsregeln ihrer Verhütung anderseits hin. Er bittet den Kongreſs eine Kommission zur Prüfung dieser Maſsregeln einzusetzen und darüber an seine nächste Tagung zu berichten. Es biete sich so dem Kongresse die glänzendste Gelegenheit, durch ein beständiges System des Friedens, der Erhaltung des Bestehenden und der Liebestätigkeit in weitestem und wahrstem Sinne das System des Krieges, der Zerstörung und fast aller Miſsstände zu verhüten, die aus der menschlichen Hartherzigkeit lediglich auf Grund der Zufälle der Geburt entspringen[1]).

Hatte Friedrich Wilhelm III. von Preussen OWEN seine Anerkennung ausdrücken lassen, so wirkte auf den Reformator wie ein eisiger Wasserstrahl der Anspruch, den der spiritus rector der heiligen Allianz, FRIEDRICH von GENTZ, seinen Vorschlägen entgegensetzte: „Wir wünschen gar nicht, dass die Massen wohlhabend und von uns unabhängig werden; wie könnten wir sie denn dann beherrschen?“ [2])

In England aber gewannen Männer, die OWENS Wirken in New Lanark untersuchten, wie Lord SHAFTESBURY und der ältere OASTLER die Überzeugung von der Notwendigkeit des nationalen Arbeiterschutzes.[3]) Es waren seine Fortschritte in England, die den Gedanken des nationalen wie des internationalen Schutzes dann auf dem Festlande gezeitigt haben.

II.

Die Auflösung der alten Gewerbeverfassung des europäischen Kontinents gelangte nach Aufhebung der Kontinentalsperre in rascheres Tempo. Die Maschine erobert bald die Baumwollspinnerei. In der Wollwaren- und in der Seidenindustrie herrschte noch der Handstuhl vor. Das Garn wurde auf dem Lande von den hausindustriellen Familien gesponnen. In dem Gegensatze zwischen den Tag und Nacht automatisch arbeitenden Baumwoll-

1) Two memorials on behalf of the working classes; the first presented to the governments of Europe and America, the second to the Allied Powers assembled in Congress at Aix-la-Chapelle. By ROBERT OWEN, 1818, p. 27 und Life, I, A. Appendix. O. p. 209 ff.

2) The Life of R. OWEN. pol. 1. p. 183.

3) B. und S. WEBB, Geschichte des britischen Tradesunionismus, S. 102 und HUTCHINS-HARRISON a. a. O. p. 43 ff.

fabriken und der idyllischen Seidenindustrie liefs sich die ganze Bedeutung des Überganges erkennen.

Ein solcher Seidenbandfabrikant, der hausindustriell spinnen und ursprünglich auch weben liefs, war der Ratsherr von Basel JEAN LUC LE GRAND. Das Erziehungswesen war sein Lieblingsdepartement; aus dieser stillen Verwaltungstätigkeit war er 1798 auf wenige Monate durch die politischen Ereignisse gerissen worden. Er wird Direktor der helvetischen Republik. Im Herbste dieses Jahres tritt er vom Direktorium der helvetischen Republik zurück, verlegt seine Fabrik von Arlesheim ins Elsafs nach St. Morand und später, 1813, ins Steinthal. Hier schlossen der Gründer der Kleinkinderschulen, der Pastor OBERLIN, und der Freund und Gönner PESTALOZZIS, JEAN LUC LE GRAND, einen bis zu dessen Tode (1826) dauernden Freundschaftsbund[1]).

In dieser liebestätigen Umgebung wuchs DANIEL LE GRAND, sein Sohn, heran[2]). Er war in Basel am 28. November 1783 geboren. Als 17jähriger tritt er in die Seidenmanufaktur seines Vaters ein. In Steinthal vertiefte sich der junge Industrielle in die sozialen Probleme seiner Umgebung; der Einflufs OBERLINS entfremdete ihn immer mehr dem Rationalismus seiner Jugend, eine Reise zu Schleiermacher nach Berlin (1816) bestärkte seine pietistischen Überzeugungen. Lebhaften und energischen Charakters suchte er sie durch die Teilnahme an den Arbeiten der Bibelgesellschaften zu betätigen.

Bald aber sucht er diesen evangelischen Geist, den philantropischen Anregungen OBERLINS folgend, durch Gründung von Krippen und anderen Liebeswerken zu betätigen. Die Unzulänglichkeit isolierten gemeinnützigen Wirkens wird ihm aber durch ein Ereignis jählings klar.

---

1) Über OBERLIN: STOEBER, D. E., Vie de J. F. OBERLIN, pasteur à Waldbach au Ban-de-la-Roche, Strasbourg 1831, ch. XXI, p. 504—510 (Mr. LEGRAND père et sa Famille). — P. M., (MERLIN), Promenades alsaciennes, p. 89, Paris 1824. — GUIZOT, Mme, L'École ou Raoul et Victor. Paris, III. vol. ch. XVII. — DUPIN, CHARLES, Le petit producteur français. Paris 1827. t. II. — Über JOH. LUC LEGRAND: Zürcher Neujahrsblatt 1858. RAAMER, Gesch. der Pädagogik II, 314. – HANS BUSER, JOHANN LUKAS LEGRAND, Direktor der helvet. Republik, in: Basler Biographien, herausgeg. von Freunden vaterländ. Geschichte. 1. Bd. Basel 1900, S. 233ff.

2) Die folgenden Angaben sind den von der Familie (Hr. Dr. LOTZ in Basel) mir freundlichst zur Verfügung gestellten Personalien entnommen.

Es ist die Julirevolution. Ein Abgrund schien zwischen den Klassen aufgetan zu sein. Wie ihn überbrücken? Wie vor allem die finanziellen Mittel zu grofsen Reformen finden? DANIEL LE GRAND greift zur Feder. Er verlangt 1832 die Einführung der Einkommensteuer in Frankreich. Dieser Wunsch, an dem so mancher Finanzminister Frankreichs seitdem verblutet hat, war ein wohlmotivierter.

Die Entwicklung des beweglichen Vermögens in der ersten Hälfte des Jahrhunderts war den Staatshaushalten dadurch fühlbar geworden, dafs die alte, auf Grund- und Hausbesitz beruhende Besteuerung zu einer Steuerbefreiung der in Aktien und Rententiteln beruhenden Vermögen wurde. Die ersten Staaten, die den modernen Grundsatz der allgemeinen Reinertrags- und Einkommenbesteuerung mit steigendem Steuersatze erkannten sind im 16. Jahrhundert die italienischen Städtestaaten gewesen. Ihnen sind im Anfange des 19. Jahrhunderts die Schweizer Kantone, vor allem Basel, gefolgt. Diese Steuerprinzipien Basels, welche später bekanntlich durch Sir ROBERT PEEL an Ort und Stelle studiert, die Grundlage der englischen Einkommenbesteuerung bildeten, hat LE GRAND in seiner ersten uns bekannten anonymen Schrift: „Mémoire adressé d'une Chaumière des Vosges à Mr. le Ministre de l'intérieur" (1832) in Frankreich zur Anerkennung zu bringen gesucht. Die Einkommensteuer ist ihm vor allem die gröfste Ressource, um den sittlichen und materiellen Bedürfnissen der Notleidenden gerecht zu werden. Die Einkommensteuer habe ferner erzieherischen Wert; sie erinnert die Bürger an die Rechte der Gesellschaft und an die Pflichten des Einzelnen, sie erzieht sie zu Patrioten.

In derselben Schrift tritt DANIEL LE GRAND in den Kampf für den Arbeiterschutz, um die Sonntagsruhe [1]). Den äufseren Anlass gab die Anregung, die Sitzungen der Deputiertenkammer auch Sonntags abzuhalten. Welches Beispiel gäbe man dadurch der

1) Mémoire adressé d'une chaumière des Vosges à M. le ministre de l'Intérieur. Paris, DIDOT, 1832. Darin: Réflexions sur la sanctification du septième jour de repos. S. 9. Die Mitteilung dieser und der folgenden anonymen Schriften LE GRANDS, die z. B. HERKNERS: Die oberelsässische Baumwollindustrie. 1887. S. 178—179 zitiert, ohne ihre Autorschaft zu kennen, verdanke ich dem Enkel D. LE GRANDS, Herrn Pastor T. FALLOT in Aouste (Dep. Drôme).

Nation? ruft er aus. Ohne Ruhetag würde der Financier, der Industrielle zur Rechenmaschine, der Weber zum Webstuhl, der Taglöhner zum Zugtier. Der Fabrikant würde den Arbeiter für sieben Tage ebensohoch entlohnen, wie bisher für sechs Tage. Alle menschlichen Fähigkeiten würden verschlungen von den materiellen Interessen!

Macht den Ruhetag nur fakultativ, und die Habgier eines Häufleins Fabrikanten, die ihre Arbeiter wie ihre Maschinen Sonntags weiterarbeiten liefsen, zwingt alle Fabrikanten, entweder ein gleiches zu tun oder der Konkurrenz zu unterliegen. Die Menge der Erzeugnisse stiege um ein Sechstel, und das Sinken der Preise durch die Sonntagsarbeit hervorgerufen, würde seinen verhängnisvollen Einflufs auf den Arbeitslohn und die Gewinne ausüben. Die Gewohnheiten der Reinlichkeit, die Steigerung der Bedürfnisse, die Gewohnheiten des Wäschewechsels und der Feiertagskleider verschwänden und würden auf die Industrie lähmend zurückwirken. „Der Gesetzgeber ist ein Verräter an seinem hohen Beruf, so oft er die Rechte und Pflichten der Gesellschaft jenen des Individuums unterordnet, und diesem die Wahl zwischen gut und böse zugesteht."

Die Stimme Le Grands verhallte, so gut wie jene Villermés und Proudhons, die kurz darauf für Sonntagsruhe eintraten.

Eine Regierungsverordnung empfiehlt in Frankreich 1838 sogar, die Sonntagsruhe vorsichtig zu handhaben, um Handel und Industrie nicht zu hemmen. Ein anderes 1854 erlassenes Dekret erklärt, die Sonntagsruhe in Staatsbetrieben solle dem Bürger nicht in seiner Freiheit, dieses Beispiel nachzuahmen oder auch nicht zu befolgen, Zwang antun. Erst auf der Berliner internationalen Arbeiterschutzkonferenz von 1890 erklärte der Vertreter Frankreichs, ein Ruhetags-, wenn auch kein Sonntagsgesetz in Frankreich für alle Arbeiter und ein Sonntagsruhegesetz für die geschützten Personen für möglich. Das Arbeiterschutzgesetz vom 2. November 1892 (Artikel 5) hat dann dem französischen jugendlichen (unterachtzehnjährigen) Arbeiter und den Arbeiterinnen jeglichen Alters ein Anrecht auf einen wöchentlichen Ruhetag verliehen. Aber in den Ländern der englischen, der deutschen Zunge, in Rufsland wie in vielen Kantonen der Schweiz ist heute das Prinzip, für welches Le Grand eintrat, vom Gesetzgeber verwirklicht worden. Es ist

erkannt worden, dafs die religiösen Motive der ältesten Sonntagsgesetzgebung mit den modernen Motiven der sozialen, physischen und geistigen Regeneration der arbeitenden Menschheit sich durchaus vereinbaren lassen.

Jm Jahre 1838 erhebt Le Grand seine Stimme für den gesetzlichen Kinderschutz in Frankreich [1]).

In bewegten Worten hatte der grofse Genfer Staatsmann Sismondi zwanzig Jahre früher die Kinderarbeit in den Fabriken denunziert. Seit ihrer Einführung habe man den Lohn der Erwachsenen, ihrer Väter, reduzieren können. Der Gesamtlohn der nationalen Arbeit ist derselbe geblieben, der Wert der täglichen Arbeit ist gesunken. „Man müfste sich schämen, wenn man die Summe berechnen wollte, die der Hinschlachtung so vieler Menschenopfer gleichkäme; aber dies tägliche Verbrechen vollzieht sich ganz ohne Entgelt“ [2]).

Es waren diese Worte und ihre Bestätigung durch einsichtige Unternehmer des Elsafs, endlich die Kunde von den Erfolgen der Zehnstundenbewegung in England, die den Kinderschutz auch in Frankreich ins Rollen brachten.

Die französische Akademie der politischen Wissenschaften entsendet Louis Villermé zur Untersuchung der Arbeitsverhältnisse der Textilindustrie. Die Regierung veranstaltet darüber 1834 und 1837 eine Umfrage bei den Handelskammern. Und nun ergreift Le Grand die Feder. Er verlangt die Einführung der gleichen Beschränkung der Arbeitszeit in Frankreich wie in England. Er bekämpft den Vorschlag, den Zwölfstundentag nicht, wie in England, den Unterachtzehn-, sondern nur den Untersechzehnjährigen zu gewähren. „Der französische Arbeiter kann in zwölf Stunden ebensoviel leisten wie bisher in fünfzehn und in dreizehn soviel wie früher in sechzehn, sobald er weifs, dafs das Gesetz den Fabrikanten verbietet, soviel Stunden arbeiten zu lassen.“ Und Le Grand zeigt an den Erfahrungen, die die Einführung der Achtstundenschicht in einem Bergwerke der Umgebung des Steinthals

1) Lettre d'un industriel des montagnes des Vosges à MM. Gros, Odier, Roman et Comp^e^., à Wesserling; distribuée aux membres des deux chambres et du ministère. Strasbourg 1838.

2) Nouveaux principes d'économie politique t. I. p. 382. Über die Zehnstundenbewegung vgl. Sismondi, Ètudes sur l'Économie politique 1838, t. II. p. 303.

zufolge hatte, wie wenig die Leistungen in der Folge zurückblieben, wie sehr die Zahl der Unfälle verringert worden, der Gesundheitszustand gestiegen, der Alkoholismus gesunken sei. Die Kürzung der Arbeitszeit ermöglicht Familienleben und Gartenbau. Und deshalb empfiehlt Le Grand, über das englische Gesetz von 1833 hinausgehend, das Verbot der Frauennachtarbeit und die staatliche Unterstützung der Kinderbewahranstalten.

Am 28. Mai 1838 kam es in der französischen Kammer zur Debatte. Durch den Deputierten François Delessert hatte Le Grand dem Handelsminister und den Deputierten seine Schriften mitteilen lassen. Der Minister M. Cunin-Gridaine aus Sedan, selbst Fabrikant, erklärte, man behandle in Frankreich die Kinder besser als in England; sie erhielten Unterricht, das Gesetz sei für die Wollwarenindustrie unnötig. „Wie kann“, ruft Le Grand, „der ehrenwerte Deputierte von Sedan die Notwendigkeit solcher Maſsregeln für die Wollwarenindustrie in Zweifel ziehen, während in einer kleinen Industriestadt des Elsaſs drei Selbstmorde von Fabrikskindern stattgefunden haben, und die vielgerühmte Kindererziehung sich auf eine tägliche Stunde Unterricht beschränkt, in der weder von Religion noch von Moral die Rede ist, und deren Kosten die Kinder oft selbst zu bezahlen haben?“ Und er weist darauf hin, daſs in Preuſsen bereits Vorbereitungen einer gesetzlichen Regelung der Kinderarbeit getroffen werden. Was hindert also in Frankreich ihre Verwirklichung?[1])

Endlich am 11. Januar 1840 wird der Regierungsentwurf nach so vielem Andrängen den Kammern vorgelegt. Aber das war keineswegs ein Gesetz nach Art des englischen von 1833. Die Regierung verlangte durch den Entwurf einfach die Vollmacht, für Zulassungsalter, Arbeitszeit, Pausen und Erziehung der Untersechzehnjährigen von Fall zu Fall Normen zu erlassen. Gegen ein solches Rahmengesetz opponierte schon der Ausschuſs der Pairskammern; jener der Deputiertenkammer beschränkte die Wirksamkeit des Kinderschutzes auf motorisch betriebene Spinnereien und Webereien. Als Zulassungsalter wurde für die Tagesarbeit das achte, für Nachtarbeit

---

1) Nouvelle lettre d'un industriel des montagnes des Vosges à M. François Delessert, membre de la chambre des députés, pour être communiquée à M. le ministre du commerce; distribuée aux membres des deux chambres et du ministère. Strasbourg, Avril 1839, p. 7.

das zwölfte Altersjahr festgelegt. Von diesem bis zum sechzehnten Altersjahr sollte die tägliche effektive Arbeitszeit zwölf Stunden, die durch Pausen von unbestimmter Dauer unterbrochen sein sollten, nicht überschreiten; vom 8.—12. Lebensjahre sollte sie 8 Stunden im Maximum betragen.

Im Gegensatz zu diesem Entwurfe betont LE GRAND in einer im November 1839 verfafsten Schrift, dafs durch ihn die Gefahr drohe, dasselbe Unheil in noch höherem Mafse sich in der nicht motorischen Industrie wiederholen zu sehen [1]. Die Kinder würden einfach nach den Grundsätzen des Reihensystems beschäftigt werden, sechzehn Stunden lang! Er arbeitet einen für alle Textilbetriebe wirksam gedachten Gegenentwurf aus; er fixiert das Zulassungsalter auf zehn Jahre, verlangt das Verbot der Nachtarbeit und des Relaissystem für Untersechzehnjährige, fordert die Vorweisung von Schulzeugnissen für Unterdreizehnjährige. Die Regierung soll das Recht haben, diese Schutzbestimmungen selbst auf die Ausbeutung der Kinder unter väterlichem Dache auszudehnen. Aufser den von der Regierung vorgesehenen Polizeirevisionen sollen über die Durchführung spezielle Inspektoren wachen.

Während die französische Kammer noch zauderte, kam in Preufsen das Regulativ vom 9. März 1839 zu stande. Dieses Regulativ war schon 1828 durch den Generalleutnant VON HORN angeregt worden, der in seinem Landwehrgeschäftsbericht gemeldet hatte, dafs wol infolge der Nachtarbeit der Fabrikskinder die Fabrikbezirke Preufsens ihr Kontingent zum Ersatze der Armee nicht mehr vollständig stellten [2]. In einer Kabinettsordre vom 12. Mai 1828 verlangte Friedrich Wilhelm III. von den Ministern VON ALTENSTEIN und von SCHUCKMANN gesetzliche Mafsregeln. Nach dem Rücktritt des letzteren gelang es der Initiative des Oberpräsidenten der Rheinprovinz, VON BODELSCHWINGH, den Minister ROTHER von der Notwendigkeit zu überzeugen, der zunehmenden Verwahrlosung der

---

1) Mémoire d'un industriel des montagnes des Vosges adressé à Monsieur le Ministre du commerce et des manufactures. Distribué aux membres des deux chambres et du ministère. Strasbourg 1840 (vom 15. November 1839 datiert).

2) G. K. ANTON, Geschichte der preufsischen Fabrikgesetzgebung bis zu ihrer Aufnahme durch die Reichsgewerbeordnung. 1891. S. 32 (Staats- und sozialwiss. Forschungen, herausg. v. G. SCHMOLLER, XI, 2).

6—9 jährigen Fabrikskinder vorzubeugen. Das englische Gesetz von 1833 konnte als Vorbild dienen. Auf dem rheinischen Provinziallandtag veranlafste ein Fabrikant aus Barmen, Schuchard, 1837 die Stände, eine Adresse an den König zu richten, in welcher um Erlafs eines Kinderschutzgesetzes gebeten wurde. Auf Grund eines Entwurfes von Bodelschwings vom Minister von Rochow ausgearbeitet, erhielt am 6. April 1839 das Regulativ Gesetzeskraft.

Wenige Monate später sendet Le Grand das preufsische Regulativ mit einer Denkschrift an den französischen Handelsminister[1]). Am 5. Dezember 1840[2]) sendet er es den Regierungen Frankreichs, Deutschlands und der Schweiz und den in Berlin versammelten Bevollmächtigten der Staaten des deutschen Zollvereins „als ehrerbietige Aufforderung, nicht länger zu säumen, das preufsische Fabrikgesetz einzuführen, welches mit so tiefer Einsicht und weiser Fürsorge abgefafst ist.“ Es ist der erste Versuch einer mitteleuropäischen Einigung auf dem Gebiete des Kinderschutzes.

Am 25. Mai 1840 hatte in Frankreich die Kommission der Deputiertenkammer ihren Bericht vorgelegt. Der Bericht betont, dafs es nicht angehe, dem Minister carte-blanche zu geben und für verschiedene Fabrikszentren verschiedene Bestimmungen zu treffen, das Gesetz dürfe nicht lokaler Willkür der Unternehmer dienen. Der Berichterstatter betont, dafs an dem Zustandekommen der Arbeiterschutzgesetzgebung die gröfsten Verdienste sich Männer wie Villermé, De Gerando, Charles Dupin, De Sismondi, Bourcart, Gillet, Le Grand de Fouday erworben hätten[3]).

1) Mémoire d'un industriel etc. (Nov. 1839) 1840. Die Regierung hatte den Deputierten Carnot nach Deutschland und Österreich entsendet, der über die Wirksamkeit der Regelung der Fabrikarbeit einen sehr wertvollen, von den Historikern des Arbeiterschutzes unbenützten Bericht erstattete: Lettre à M. le ministre du commerce sur la législation qui règle dans quelques états de l'Allemagne, les conditions du travail des jeunes ouvriers. *Revue de législation et de jurisprudence,* vol. XIII. 1841.

2) Projet de loi sur le travail et l'instruction des enfants employés dans les manufactures, usines et ateliers; en réponse à la circulaire de M. le Ministre Secrétaire d'État de l'agriculture et du commerce, du 1er juillet 1840; par un industriel des Vosges, éclairé sur les devoirs et les intérêts de l'industrie. Novembre 1840.

3) Moniteur vom 5. Juni 1840, Supplement 1292. Rapport de Monsieur Renouard.

Ende Dezember 1840 wurde der Kommissionsentwurf von der Kammer angenommen und sollte nun an die Pairskammer gelangen. Ein neuer Anlafs für LE GRAND, im Januar 1841 an den Berichterstatter der Pairskammer, Baron DUPIN, ferner an den Kanzler und die Pairs eine Denkschrift zu richten, in welcher das Verbot des Relaissystems für alle jugendlichen und der Nachtarbeit für die weiblichen Jugendlichen unter sechzehn Jahren verlangt wird [1]. Er stützt seine Forderungen auf eine synoptische Übersicht der französischen, englischen und preufsischen Arbeiterschutzgesetzgebung:

Zulassungsalter, Lebensjahr: Arbeitsdauer der	Frankreich	England	Preufsen
8—12 jährigen	8 Stunden	8 Stunden	10 Stunden
9—13 „	(5 Uhr A. bis	(5⅓ bis	(5—9)
9—16 „	9 p. m.)	8½)	
13—16 „	12 Stunden		
14—18 „		12 Stunden	
9—16 „			10 Stunden (5—9)
Verbot der Nachtarbeit für unter . . . jährige	13	18	16
Sonntagsarbeit:	durch Verordnung gestattet	verboten	verboten
Pausen für und deren Dauer	8—12 jährige 1 Pause 13—16 jährige; Pausen unbestimmt	9—18 jährige 1½ Stunden	9—16 jährige 1½ Stunden
Elementarunterricht	durch Verordnung zu regeln	2 Stunden täglich bis zum 13. Lebensjahr	gesetzliche Schulpflicht

Vor allem wirft LE GRAND dem Gesetzesentwurfe vor, dafs nach ihm schwächliche Kinder 12 Stunden arbeiten sollen, während noch der Unterricht fortdauern sollte. Ohne die Erfüllung seiner Wünsche würden die auf acht Stunden beschränkten Kinder in Wechselschichten verwendet, und mit dem Gesetze Mifsbrauch getrieben werden. Die Mängel der Erziehung, die allzufrühe Fabrikstätigkeit, die Überarbeit, die Nachtarbeit, Sonntagsarbeit, die Exzesse des blauen Montags, die sittlichen Mifsstände, die Arbeiterkasernie-

1) Lettre d'un industriel des montagnes des Vosges à M. le Baron CHARLES DUPIN etc. (4. Jan.) 1841. Ferner: Très-humble Requête d'un industriel des montagnes des Vosges adressée à M. le chancelier de France et à MM. les membres de la Chambre des Pairs. (25.) Janvier 1841.

rung, die Hülflosigkeit des Arbeiters im Alter, das seien die acht schweren Wunden des Industrialismus, die es zu heilen gelte.

Die französischen Gesetzgeber erfüllten das Verlangen nach Verbot der Sonntagsarbeit, sowie jene nach dem Schulbesuche. Das Verbot der Relais unterblieb. Und da man Kinder von 5—9 Uhr abends beschäftigen konnte, so stellte man während des 16stündigen Fabriksbetriebes dort, wo bisher ein Kind gearbeitet, zwei durch je acht Stunden ein und entliefs an deren Stelle einen Erwachsenen. In einer rührenden Geschichte aus dem Arbeiterleben führte Le Grand noch im Februar 1840 diese Folgen des Ablösungssystems den Pairs vor Augen [1]). Es war vergeblich. Am 11. März 1841 wurde das Gesetz angenommen und am 22. März erlassen [2]).

Das Gesetz wurde nicht ausgeführt. Sein Grundfehler war die Unmöglichkeit der Kontrolle der Arbeitsdauer. Diese könnte ja für die geschützten um 5 Uhr beginnen, um 9 Uhr enden, daher innerhalb sechzehn Stunden hin- und hergeschoben werden. Ein einheitlicher Normalarbeitstag für alle, auch die erwachsenen Arbeiter, schien daher notwendig. Aber würde nicht ein Land, das nur 13 Stunden die Erwachsenen arbeiten läfst, seine Arbeiter arbeitslos machen, wenn ein mit ihm konkurrierendes durch 15 Stunden arbeiten läfst? — Würden dann nicht die Hungers sterben, die sich heute zur Hälfte satt essen? — Diese Einwürfe hatte schon Blanqui 1839 gemacht und hinzugefügt: Nur ein Mittel gäbe es, um dieser Gefahr zu entgehen: gleichzeitig alle auf dem Weltmarkte konkurrierenden Völker den Weg der Reform betreten zu lassen. Man hat bisher Allianzen von Macht zu Macht geschlossen, um sich zur Tötung der Menschen zu verpflichten; warum nicht auch zu ihrer Erhaltung? [3]) Dieser Ausspruch, eine Reminiszenz

---

1) Les Relais, ou la mère de famille et le fileur. Fiction d'une triste réalité. 1840 et 1841.

2) V. Mataja, Die Anfänge des Arbeiterschutzes in Frankreich, Zeitschrift für Volkswirtschaft, Sozialpolitik und Verwaltung, Wien, V. 3 (1896), S. 375. Daselbst über internationalen Arbeiterschutz, S. 372. V. 4, S. 525, 547.

3) „Un seul moyen existe de l'accomplir en évitant ses suites désastreuses: ce serait de la faire adopter en même temps par tous les peuples industriels exposés à faire concurrence au dehors. Mais le voudra-t-on? mais le pourra-t-on? Pourquoi pas? On a bien fait jusqu'ici des traités de puissance à puissance pour s'engager à tuer des hommes, pourquoi n'en ferait-on pas aujourd'hui pour leur conserver la vie et la leur rendre douce ..." Blanqui,

an Robert Owens Aufruf an die heilige Allianz, den auch Villermé in seiner im Jahre 1840 erschienenen Beschreibung der physischen und sittlichen Arbeiterzustände anführt[1]), war vom Abgeordneten Alban de Villeneuve, dem Autor einer Economie politique chrétienne, während der Dezemberberatungen des Gesetzes von 1841 aufgegriffen worden. Le Grand geht noch weiter: Ein internationales Gesetz, das auf 12 Stunden die tägliche Bewegung der Motoren beschränken würde, wäre der erste Schritt auf diesem Wege zur Gerechtigkeit und Menschenliebe. Die sofortige Annahme eines solchen Gesetzes wäre eine der hervorstechendsten Wohltaten für die Arbeiterklasse. Das steht schon als Motto auf seiner Schrift vom 25. Januar 1841[2]).

Es ist nicht der Hafs des Reaktionärs gegen die Fabriken, die ihm diese Einschränkung des Motorbetriebes diktiert. Mitten in seiner Liebestätigkeit als Gründer von Kinderheimen, Schulen und Sparkassen beobachtet er die Zerrüttung des Familienlebens durch die Fabrikarbeit der Frau. Die Regelung der Frauenarbeit stand in England bevor. Die gröfsten Spinnereien der Normandie petitionierten 1844 um den zwölfstündigen Normalarbeitstag. Le Grand ergreift diesen Anlafs, um der Regierung, an deren Spitze Guizot stand, in einer Audienz und einem Schreiben vom 26. September 1844 nahezulegen, die Initiative zu einer internationalen Regelung zu ergreifen. Er mochte die Hoffnung hegen, es möchte sein Plan bei

---

Cours d'économie industrielle, 2ème ed. recueilli et annoté par M. Ad. Blaise, 1838—39, p. 119—120.

1) Villermé, Tableau de l'État physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie. Ouvrage entrepris par ordre de l'académie des sciences morales et politiques. 1840. t. II, 358—360. Villermé selbst sagt t. II, 93: „Le propriétaire d'une filature de coton ne peut donc rien seul, absolument rien, partout où il existe un second établissement semblable au sien. Il faudrait que tous les manufacturiers, non-seulement de la localité qu'il habite, mais encore des pays où ses marchandises sont vendues s'unissent avec lui d'une sainte alliance pour faire cesser le mal qui nous occupe, au lieu de l'exploiter à leur profit. Certes, on ne saurait compter sur un tel désintéressement: aucune classe de la societé, jusqu'ici, n'en a donné l'exemple, ni en France ni ailleurs."

2) Très-humble Requête d'un industriel des montagnes des Vosges adressée à M. le Chancelier de France. Gestreift mit Beziehung auf Äufserungen A. de Villeneuve's in: Lettre d'un industriel des montagnes des Vosges à M. le Baron Dupin. 4. Januar 1841, S. 6.

Hofe Unterstützung finden. Seit 1840 hatte er anonym der Prinzessin Helene von Orleans, einer geborenen protestantischen Prinzessin von Mecklenburg, die besten religiösen Neuerscheinungen des deutschen Büchermarktes geschickt. Durch Zufall wurde der Absender bekannt, und die Prinzessin besuchte 1842 den Philantropen von FOUDAY, an dessen Tätigkeit sie lebhaften Anteil nahm. Und nun ergreift er jeden Anlafs, um seinen Plan zu fördern.

Nach dem Abschlufs des französisch-englischen Vertrages zur Abschaffung des Sklavenhandels erinnert er am 26. Mai 1845 den Minister des Äufseren, GUIZOT, von neuem daran, dafs gleiche Schritte zur Abschaffung der weifsen Sklaverei zu tun wären. Denn man kann sicherlich den Mifsbrauch der Arbeitskraft, der in einem Teil unserer Spinnereien herrscht, und einen verderblichen Einflufs auf Sittlichkeit und Gesundheit der Arbeiter ausübt und das Familienleben unmöglich macht, nicht als freie Arbeit bezeichnen [1]. Die politische Weltlage schien für eine solche internationale Aktion günstig. Frankreich und England durch die finanziellen Interessen an der Durchstechung der Landenge von Suez geeinigt, sollten, wie schon der mit LE GRAND befreundete Abgeordnete AGENOR DE GASPARIN am 24. Januar 1845 gesagt hatte, sich zu einer gemeinsamen Kürzung der Arbeitszeit vereinigen.

Den Entwurf eines förmlichen internationalen Arbeiterschutzgesetzes hatte LE GRAND schon 1844 den französischen Deputierten unterbreitet. Er sendet ihn nunmehr auch an die Freunde der Sozialreform in England, vor allem an Lord ASHLEY (SHAFTESBURY), an Sir ROBERT PEEL und Lord JOHN RUSSEL. Mit Schmerz sah LE GRAND, dafs die Vorschläge, die er seiner Adoptivheimat gemacht, zwar in England verwirklicht wurden, dafs aber die Verwirklichung des Arbeiterschutzes und der Steuerreform in Frankreich in unabsehbare Ferne gerückt schienen.

1) Appel respectueux adressé aux gouvernements de la France, de l'Angleterre, de la Prusse, des autres États de l'Allemagne, et de la Suisse; dans le but de provoquer des lois particulières et une loi internationale, destinées à protéger la classe ouvrière contre le travail précoce et excessif, cause première et principale de son dépérissement physique, de son abrutissement moral, et de sa privation des bénédictions de la vie de famille. Janvier 1848. Strasbourg, Imprimerie de Veuve BERGER-LEVRAULT, p. 4. Die Schrift enthält die der Agitation für ein internationales Gesetz dienenden Aktenstücke von 1844—1848.

In England war am 3. Juli 1847 durch die Bemühungen Lord Shaftesburys und des Fabrikanten Fielden das Zehnstundengesetz in Textilfabriken zu stande gekommen. Die Frauenarbeit in Fabriken und Bergwerken darf seitdem nicht länger als 10 Stunden und zur Besorgung des Hauswesens an Samstagen nicht mehr als 9 Stunden betragen. Durch seine Einkommensteuer, sagt Le Grand, hat Sir Robert Peel die Quellen für die Erfüllung sozialer Reformen geschaffen. „Nur nach dem patriotischen Opfer, das durch Annahme der Finanzreform die Grundbesitzer und Kapitalisten zugestanden, war es möglich, von den Industriellen ein Zugeständnis zu verlangen, das ihren Ruin herbeizuführen schien, dessen Ergebnisse aber alle Hoffnungen der Freunde der arbeitenden Klassen übertreffen werden."

In Frankreich folgte man nur langsam dem englischen Beispiele; die Erfolglosigkeit der Reform von 1841 bewog die Regierung, einen Entwurf auszuarbeiten, der auf die Klagen der Fabrikanten hin den Kinderschutz auch auf die Werkstätten ausdehnt, soweit diese mehr als zehn Personen beschäftigen, und den Maximalarbeitstag für Frauen jugendlichen Alters auf 12 Stunden festsetzt. Über den Entwurf hatte Baron Dupin am 29. Juni 1847 Bericht erstattet. Die Grundlinien des nationalen Arbeiterschutzes waren gezogen. So schien also kein Hindernis mehr einer Verständigung zwischen Frankreich, England und Preufsen entgegenzustehen. Zwei Erscheinungen liefsen aber aufserdem Le Grand hoffen, dafs sein Wunsch nach internationalem Arbeiterschutz nicht ungehört verhallen werde: das Wüten einer Krise und das Auftreten des Sozialismus. In Zeiten der Krise, wie es jene von 1847 war, verlängern, sagt Le Grand, die günstig situierten Fabrikanten die schon von ihnen mifsbräuchlich beanspruchte Arbeitszeit, um ihre Verluste durch Kostenverringerung wett zu machen. Andere entlassen ganz oder teilweise ihre Arbeiter oder kürzen die Arbeitszeit. Der Überarbeit hier, dem Arbeitsmangel dort würde, glaubt Le Grand, ein internationales Zwölfstundengesetz Abhülfe gewähren. Zwar die Verfechter einer unbeschränkten Gewerbefreiheit und Kinder- und Fabrikarbeit behaupten, dafs der Unternehmergewinn das Ergebnis der letzten Arbeitsstunde sei. Das sei nicht wahr. „Die Stunden, die den sittlichen und hygienischen Interessen der Arbeiter, seiner Nachtruhe und der freien Entfaltung der körperlichen und morali-

schen Fähigkeiten seiner Kinder genommen werde, lasten wie ein Fluch auf der Industrie. Sie zerstören das Gleichgewicht zwischen Produktion und Konsumtion, und das unausweichliche Ergebnis ist das Fallen der Verkaufspreise, das allmählich eine blühende Industrie dem Ruine entgegenführt[1]).

Andererseits beginnen die sozialistischen und kommunistischen Ideen mit erschreckender Geschwindigkeit Verbreitung zu finden und Wurzel zu fassen, und sie können, von heute auf morgen, zur Tatsache geworden, die ganze Gesellschaft in Gefahr bringen, solange diese unerträglichen Mifsstände nicht abgestellt werden würden.

Le Grand hatte Recht. Am 31. Dezember 1847 sendet er seine Denkschrift an den französischen Gesandten in London, an Lord Russel, Lord Palmerston und Herrn von Bunsen, „le docte et pieux représentant d'un roi qui s'honore du titre de chrétien.“ Wenn aber sein ehrerbietiger Appell ungehört verhallte, so klang die revolutionäre Fanfarenmusik des kommunistischen Manifestes den Massen um so schärfer in die Ohren, das in demselben Jahre 1847 sie zum internationalen Klassenkampf sich rüsten hiefs.

Die Prophezeiung der sozialen Revolution in Frankreich, von Le Grand und Toqueville im Januar vorhergesehen, erfüllte sich im Februar 1848. Der Entwurf des Ministeriums Louis Philipps verschwindet, die Märzdekrete von 1848 verkünden den Arbeitern von Paris den zehnstündigen, jenen der Provinz den elfstündigen Arbeitstag. Nach den Junikämpfen bricht die Macht der revolutionären Arbeiterschaft zusammen. Im September 1848 wird, „zumal es unmöglich sei, internationale Verträge zu schliefsen“, die zehnstündige Maximalarbeitszeit aufgehoben und die zwölfstündige gesetzlich eingeführt. Erst zweiundfünfzig Jahre später ist das Werk der Februarrevolution durch das Gesetz Millerand-Colliard verwirklicht worden.

Le Grand scheint die Unfruchtbarkeit des napoleonischen Kaiserreiches, das der zweiten Republik folgte, auf dem Gebiete des nationalen Arbeiterschutzes geahnt zu haben. Er wandte sich an jenen Staat, den er schon früher der französischen Gesetzgebung von 1841 als Vorbild bezeichnet hatte, an Preufsen. Das Regulativ von 1839 war hier mangels genügender Aufsichtsorgane

---

1) Appel respectueux 1848, S. 10.

nicht zur Ausführung gelangt; die Untergrabung der Volksbildung durch Kinderarbeit war notorisch; aufserdem waren gesundheitsschädliche Industrien entstanden, die eine Ausdehnung des Schutzes erheischten. Das Zehnstundengesetz Englands von 1847 bewies, dafs ein weitergehendes Eingreifen ohne Nachteil möglich war. Ein Gesetzesentwurf des Ministers von der Heydt wird am 3. Februar 1853 der zweiten Kammer überwiesen [1]). Diesen Zeitpunkt hielt Le Grand für günstig, um am 12. Februar 1853 eine Eingabe an das preufsische Ministerium zu richten, es möge Preufsen die Initiative ergreifen und Verhandlungen zur Anbahnung eines internationalen Gesetzes einleiten. Der Bescheid lautet ablehnend; die Regierung suche vielmehr ihre Aufgabe zunächst darin, den speziellen Bedürfnissen des Vaterlandes in zweckentsprechender Weise und unter Berücksichtigung der mannigfachen hierbei zu beachtenden Interessen sowie der eigentümlichen Verhältnisse gerecht zu werden.

Am 16. Mai 1853 wurde das erste preufsische Arbeiterschutzgesetz erlassen. Es setzt eine Inspektion ein, erhöht das Zulassungsalter der Fabrikkinder von 9 auf 12 Jahre, schreibt für 12—14jährige das Arbeitsbuch, eine höchstens siebenstündige Arbeitszeit, dreistündigen Schulunterricht, eine halbstündige Vor- und Nachmittagspause und das Verbot der Nachtarbeit vor. Damit war eine starke Annäherung des englischen, französischen und preufsischen Arbeiterschutzes vollzogen. Im Juni 1853 begannen in Berlin die Konferenzen zur Erneuerung des deutschen Zollvereins. Am 19. Februar 1853 war von Preufsen mit Österreich ein Handelsvertrag geschlossen und bestimmt worden, dafs im Jahre 1859 Verhandlungen über den Eintritt Österreichs in den Zollverein beginnen sollten. Der Einflufs Preufsens auf Österreich schien Le Grand ein günstiges Moment, um in diesem Augenblicke, unbeirrt durch den abweisenden Bescheid der Regierung, sich direkt an den König mit der Bitte zu wenden, ein internationales Fabrikgesetz, oder wenigstens ein solches für die deutschen Zollvereinsstaaten und Österreich in Vorschlag zu bringen. Die preufsische Regierung erklärte, dafs eine Einwirkung auf die Zollvereinsstaaten und auf Österreich erst dann an der Zeit wäre, wenn sich das eben erlassene Gesetz vom

---

1) Anton, a. a. O. S. 75, 161—163.

16. Mai eine Zeit lang in Wirksamkeit befunden, und man hierdurch die Möglichkeit gewonnen habe, über seine Wirkung sowohl auf die arbeitenden Klassen, als auf die Fabrikation als solche eine auf Erfahrung gegründete Auskunft zu geben

So war die Verwirklichung der Lieblingsidee Le Grands von der protestantischen Vormacht des Festlandes zwar nicht abgelehnt, aber doch wohl zum Teil aus Gründen der auswärtigen Politik aufgeschoben worden. Indessen war in Frankreich der Stern Louis Napoleons aufgegangen. Konnte nicht der neue Imperator, der das internationale Primat in der auswärtigen, in der Verkehrs- und Währungspolitik anstrebte, das Interesse für die Fragen des internationalen Arbeiterschutzes wecken? — Die Pariser Weltausstellung von 1855 schien der beste Anlaſs zu sein, die Mächte zu einer gemeinsamen Aktion zur Förderung des Arbeiterschutzes zu bewegen. Le Grand sendet an die Regierungen der Industriestaaten einen neuen Appel respectueux (25. April 1855). Es ist ein Entwurf eines internationalen Gesetzes, eine synoptische Übersicht der geltenden nationalen Gesetzgebung und ein Motivenbericht [1]).

In einem Schluſswort erklärt der Autor, er habe sich darauf beschränkt, das zunächst ohne Schwierigkeiten Mögliche vorzuschlagen, und die weiteren Wege dieser Gesetzgebung Gottes Barmherzigkeit überlassen. „Die Eroberungen des Friedens sind die ruhmvollsten, die dauerhaftesten, die einzigen, auf welchen der Segen Gottes ruhe, sie verdienen allein die Hingabe und das Lebensopfer eines Fürsten — und glücklich der Fürst, der diesen Ehrgeiz hegt.“

Le Grand ist in seinem letzten internationalen Gesetzentwurfe — er hat deren vier 1841, 1844, 1848 [2]) und 1853 und 1855 publiziert — über seine ursprünglichen Forderungen hinausgegangen. Die Forderung, ein allgemeines Verbot des motorischen Betriebes von über 12 Stunden aufzustellen, läſst er seit 1841 fallen [3]). Wäh-

1) Acht lithographierte Seiten, groſsquart: Appel respectueux adressé aux Gouvernements des Pays industriels dans le but de provoquer une Loi internationale sur le travail industriel, dont les dispositions seraient à arrêter par leurs délégués réunis en un congrès lors de l'Exposition à Paris. Le 8 mars 1853, et le 25 avril 1855. (Exemplar der öffentl. Bibliothek Basel, Oc. IV. 13 No. 9, aus dem Nachlasse des Ratsherrn Sarasin.)

2) Im Appel respectueux von 1848.

3) Der Gedanke der staatlichen Regulierung des motorischen Betriebes war 1835 zu Beginn der britischen Zehnstundenbewegung aufgetaucht, aber

rend er aber in seinem Entwurfe von 1844 das internationale Gesetz auf mechanisch betriebene Fabriken beschränkt, erweitert er 1847 das Geltungsgebiet auf Werkstätten, die mehr als 10 Arbeiter beschäftigen, 1853 und 1855 auch auf Bauplätze. Die Hausindustrie bleibt immer ausgenommen. Allemal verlangt er für alle Arbeiter den Maximalarbeitstag von zwölf innerhalb 24 Stunden (1844: von 5½—9, 1847 von 6—8½, 1853 u. s. w. von 5—9 Uhr), unterbrochen durch eine mindestens einstündige Mahlzeitspause, und stets verlangt er volle Sonntagsruhe zur Erfüllung der religiösen Interessen der Arbeiter. Der Maximalarbeitstag darf nur bei Betriebsstörungen durch Elementarunfälle um eine Tagesstunde an höchstens 15 Tagen (1855: 1 Monat) des Jahres verlängert werden. Und allemal erklärt er ausdrücklich am Schlusse des Gesetzes, dafs ein weitergehender nationaler Schutz namentlich der Kinder und Frauen durch das internationale Gesetz unberührt bleiben solle. Sehr interessante Wandlungen macht in den vier Entwürfen das Verbot der Nachtarbeit durch. In den drei ersten Entwürfen beantragt er ein internationales Verbot der Nachtarbeit (1844: 9—5, 1847: 8½ bis 6 Uhr morgens). Da aber auch in England ein solches allgemeines Verbot sich nicht für Erwachsene beider Geschlechter durchführbar erwies, läfst er 1853—55 ein Verbot der Nachtarbeit nur für Frauen jeden Alters und für männliche Arbeiter nur im Alter von unter 18 Jahren platzgreifen. Während er ferner dem englischen Gesetze folgend, noch 1847 den Maximalarbeitstag der Familienmütter und der Frauen, die Mutterpflichten zu erfüllen haben, auf zehn Stunden beschränkt, stellt er resigniert im Jahre 1853 auf 12 Stunden ab.

Neu ist in den Entwürfen der Fünfzigerjahre der Vorschlag der internationalen Regelung des Mindestalters, in welchem Kinder zur Fabrikarbeit zugelassen werden sollen; er schlägt das zehnte Jahr für männliche, das zwölfte für weibliche eine achtstündige Arbeitszeit für die 12—13jährigen und dann erst die volle zwölfstündige Arbeitszeit vor. Bis zum 12. Lebensjahr soll der Schulbesuch dauern, und das Arbeitsbuch der eintretenden Arbeiter darüber den Nachweis erbringen. Verbote der Arbeit sollen für unter

mit der Steigerung der Aussichten auf die Durchführung des Zehnstundengesetzes auch in England 1841 fallen gelassen worden. Hutchins-Harrison a. a. O. p. 57, 66.

18 jährige Jugendliche sowie für Frauen in ununterbrochenen, ferner in ungesunden, gefährlichen, überanstrengenden Industrien eintreten. Neu und über das gesetzliche Arbeitsrecht hinausgehend ist die Forderung der Achtstundenschicht in Bergwerken. Über die Durchführung der Bestimmungen sollten internationale Verhandlungen stattfinden.

Der allgemeine zwölfstündige Arbeitstag für Erwachsene beiderlei Geschlechts ist zu Le Grands Lebzeiten von keinem Staate eingeführt worden, wohl aber der dreizehnstündige von Kanton Glarus im Jahre 1848; die Nachtarbeit der Kinder war hier verboten; das Verbot wurde übertreten, um die durch Wassermangel verlorene Zeit einzubringen. Im Jahre 1855 wandte sich Glarus an Zürich, um hier gleiche Schutzbedingungen herbeizuführen. Die Standeskommission (Amtslandammann Jenny) erklärt am 26. September 1855 aus diesem Anlafs, eine internationale Vereinbarung für alle Spinnereien wäre wohl das richtigste, doch sei daran nicht zu denken[1]). Es war wohl die letzte Reminiszenz an die Zirkulare Le Grands. Und da alle Versuche die Arbeitszeit interkantonal zu regeln, mit der Erklärung schlossen, man müsse „das weitere gewärtigen“, beschlossen Anfang der 60er Jahre die organisierten Glarner Arbeiter, Mitglieder des Grütlivereins, auf eigene Faust den Zwölfstundentag auf der Landsgemeinde durchzusetzen. Und das gelang[2]).

Noch dreimal versuchte Le Grand seinem Projekte zum Durchbruche zu verhelfen; den Diplomaten beim Pariser Kongrefs, dem König von Preufsen sucht er es in Audienz persönlich an Herz zu legen. Trotz ablehnenden Bescheides durch die Regierungen haben die preufsischen Minister von der Heydt und Mühler ihm noch kurz vor dem Tode ihr Interesse an dem Projekt bezeugt. Mit dem Schwinden der Kräfte konzentrierte sich Le Grand überwiegend auf die religiöse Propaganda; daneben widmete er sich der lokalen Fürsorge und zog sich den Keim eines Herzleidens beim Löschen eines Dorfbrandes im Steintal zu. Am 10. Mai 1859 ist er dieser Krankheit, ein Gebet auf den Lippen, unterlegen[3]).

---

1) J. J. Treichler, Mitteilungen aus den Akten der Zürcherischen Fabrikkommission. I. Zürich 1858, S. 279.

2) Eine ergötzliche Schilderung des Herganges bei Th. Curti, Arbeiterbewegung und Sozialismus in der Schweiz, in P. Seippel, Die Schweiz im XIX. Jahrhundert. 1900, III, S. 202.

3) Frédéric Monnier, Notice sur la vie de Daniel Le Grand. 1859.

Die folgenden zwölf Jahre haben weder für den nationalen noch für den internationalen Arbeiterschutz in Frankreich und in Deutschland erhebliches hervorgebracht. Der Gedanke LE GRANDS taucht zwar bei hervorragenden Schriftstellern der napoleonischen Ära, so bei AUDIGANNE und WOLOWSKI auf. Die internationalen Wohltätigkeitskongresse von Brüssel (1856) und Frankfurt (1857) unterstützen ihn[1]. Aber erst die Kongresse der internationalen Arbeiterassoziation erwecken ihn zu neuem Leben. Nach dem Kommuneaufstand wird der Gedanke, die Hindernisse einer Sozialreform durch internationale Verträge rascher zu beseitigen, und aus den Lehren der internationalen Arbeiterassoziation den berechtigten Kern zu akzeptieren, im Jahre 1871 in drei von einander wohl unabhängigen Schriften betont: in einem Schreiben Fürst BISMARCKS an den Handelsminister Graf ITZENPLITZ, in einem Vortrage Professors VON SCHÖNBERG über Arbeitsämter, und in einer Rede ADOLPH WAGNERS über die soziale Frage. Beide letzteren waren unabhängig von LE GRAND auf diesen Gedanken gekommen[2]. Aber im März 1875 brachte der Theologe HEINRICH W. J. THIERSCH in seinem Buche „Über den christlichen Staat“ die verschollenen Aufrufe DANIEL LE GRANDS wieder zu Ehren. Er appelliert an den deutschen Kaiser, die Initiative des internationalen Arbeiterschutzes zu ergreifen. „Versammelt sich gegenwärtig ein Kongreſs zur Aufstellung der Normen für ein gemeinsames Kriegsrecht, warum sollte ein Kongreſs für die Vorbereitung eines gemeinsamen Gesetzes zum Schutz der Arbeiterbevölkerung unmöglich sein?“ [3])

Mit der Berliner internationalen Arbeiterschutzkonferenz von 1890 und der seitdem vollzogenen Entwickelung ist die Idee der internationalen Verständigungen über Arbeiterschutz der geschicht-

---

Dieses kurze Erinnerungsblatt eines Verwandten berührt fast ausschlieſslich die religiösen Bestrebungen LE GRANDS.

1) MALON, Le Socialisme Intégral. II[e] partie. 1892, p. 72.

2) Wie Verf. aus freundlichen brieflichen Mitteilungen erfährt. Prof. WAGNER hat sich bereits 1864 in seinem Kolleg für den Gedanken ausgesprochen.

3) S. 127, 252. Der mit THIERSCH befreundete Geheimrat WAGENER druckte die Aufrufe LE GRANDS in der deutschen Eisenbahnzeitung 13. Juni und 5. Oktober 1875 ab. Vgl. RUD. MEYER, Zur Geschichte der internationalen Fabrikgesetzgebung, in „Die Zeit“, Wien, 18. September 1897. XII. Bd., Nr. 155, S. 180. Ferner: „Der Staatssozialist“, vom 20. September 1879, S. 297.

lichen Betrachtung entrückt. Ihre Entwicklung lehrt uns aber erstens, daſs auch ohne unmittelbare internationale Verständigung der Staaten die Macht der Entwicklung, die Interessen an der Erhaltung der Wehrhaftigkeit des Volkes und selbst industriepolitische Momente die sozialpolitisch minder fortgeschrittenen Staaten nicht selten gedrängt haben, ihren Arbeiterschutz jenem der fortgeschrittenen, vor allem jenem Englands und der Schweiz, anzupassen. Wir sehen zweitens, daſs von allem Anfange an der internationale Schutz als Beschleunigungsmittel, nicht als Hemmung der nationalen Fortschritte gedacht war. Als Minimal-, nicht als gleichförmigen Normalschutz wollte Le Grand seine Vorschläge betrachtet haben. Daher läſst sich mit der Unmöglichkeit einer Weltarbeitszeit, eines Weltlohnsatzes, eines Weltinspektorates der Gedanke nicht persiffieren. Die nationalen Fortschritte in der Lage der Arbeiter eines Landes rascher zum Gemeingut aller Völker zu machen, das ist das wesentliche treibende Motiv. In welcher Form dies geschieht, steht in zweiter Linie. Drittens sind es die Perioden friedlicher Annäherung der Völker, in welchen der nationale Arbeiterschutz seine stärkste Entwicklung erfahren hat, und zugleich Ansätze zu einem internationalen Arbeiterrechte entstanden sind. Sie beide stehen in Wechselwirkung. Nur wer den nationalen Arbeiterschutz wünscht, kann ernstlich auch den internationalen wollen.

Gegner der Bauernbefreiung in Österreich.

Von

Heinrich Friedjung.

Durch zwei grofse Reformen hatte sich JOSEF II. den Dank der Bauern seines Reiches erworben: durch die Aufhebung der Leibeigenschaft (Schollenpflichtigkeit) des Landmanns 1781 und durch die Verfügung von 1785, dafs auch die nicht mit vollem Eigentum ausgestatteten (die nicht eingekauften) Bauern von dem Gutsherrn nicht abgestiftet, also nicht vom Hofe entfernt werden durften. Sein letzter und umfassendster Plan jedoch, alle Frohnden durch Geldzinse zu ersetzen — die aber nie mehr als 17 7/9 Proz. des Bruttoertrages des Bauerngutes ausmachen dürften — kam nicht zur Ausführung; denn das Patent vom 10. Februar 1789 mufste angesichts des Widerstandes des Grundadels von seinem Nachfolger wieder aufgehoben werden.

Fast sechzig Jahre ruhte dann infolge der Saumseligkeit und der unüberwindlichen Vorurteile der folgenden Regierungen die Agrarreform. Österreich, das nach dem übereinstimmenden Urteile der Zeitgenossen wie der Forscher unserer Tage Preufsen auf diesem Gebiete um ein gutes Stück vorausgeeilt war — denn in letzterem Staate wurde der Bauer von der Schollenpflichtigkeit erst durch das Steinsche Edikt von 1807 losgebunden — blieb zunächst um ein gutes Stück zurück, da die preufsische Gesetzgebung unter Hardenberg an die Aufhebung auch der Fronden schritt, freilich nur unter die Grundherren unbillig begünstigenden Bedingungen[1]).

---

1) KNAPP, Grundherrschaft und Rittergut, S. 48 ff., und Artikel „Bauernbefreiung" im Handwörterbuch für Staatswissenschaften mit den Beiträgen von KNAPP, GRÜNBERG u. a. Sodann von KARL GRÜNBERG „Die Bauernbefreiung in Böhmen, Mähren und Schlesien" (Leipzig 1893); „Studien zur österr. Agrargeschichte", Leipzig 1901.

Dann aber schwang sich Österreich durch die Revolution von 1848 wieder an die erste Stelle. Denn durch das preufsische Edikt von 1816 wurden nur die spannfähigen Bauern reguliert, also die gröfseren Wirte, die zur Bebauung ihres Grundes eines Gespanns bedurften, und auch diese konnten sich die Freiheit von Frohnden nur durch den Verlust eines Dritteils, ja selbst der Hälfte ihres ererbten Bodens erkaufen. Die nicht spannfähigen Bauern blieben schutzlos und wurden in den nächsten zwei Menschenaltern zum guten Teile zu Dienstleuten auf den grofsen Gütern herabgedrückt, die übrigen wurden dann von 1850 ab ihrer Lasten befreit. Dagegen sicherte das vom Wiener Reichstage beschlossene Gesetz vom 7. September 1848 allen, den grofsen wie den kleinen Bauern ihren Heimatgrund zu, sprach sie von allen Lasten (Frohnden, Zehnten, Giebigkeiten usw.) an den Grundherrn wie an die Kirche frei und verteilte die den letzteren zu leistende Geldentschädigung auf den Bauer und auf den Staat.

In Österreich blieb somit alles Bauernland im Unterschiede von Preufsen dem Landmann erhalten, ja es wurde, wie sich zeigen wird, bei diesem Anlasse noch ein gutes Stück Dominikalbesitz, natürlich gegen Entschädigung, zum Bauerngute geschlagen.

Die Erbschaft der Revolution von 1848 wurde vom Absolutismus angetreten, die Verwaltung fiel zunächst dem Ministerpräsidenten Fürsten Felix Schwarzenberg und dem Minister des Innern, Alexander Bach, zu. Wie immer man über die an ihren Namen sich knüpfende politische Reaktion urteilen mag, — Tatsache ist, dafs sie sich in Bezug auf die landwirtschaftliche Sozialreform von dem heilbringenden Grundsatze leiten liefsen, die 1848 erschütterte monarchische Gewalt könne nur befestigt werden, wenn sie, den Spuren Maria Theresias und Josefs II. folgend, dem Bauer den durch die Revolution verheifsenen Vollbesitz an seinem Grunde überantworte. Deshalb wurde schon in der bei der Thronbesteigung Kaiser Franz Josefs erlassenen Proklamation wie bei jedem der folgenden Staatsakte, so auch in dem kaiserlichen Patent vom 31. Dezember 1851, durch welches die 1849 erlassene Verfassung schlankweg aufgehoben wurde, immer wieder feierlich kundgetan, dafs die Grundentlastung unverändert ihren Fortgang nehmen solle. Dies wurde von Alexander Bach, dem Enkel eines Bauers aus einem kleinen Dorfe Niederösterreichs, kraftvoll durchgeführt; er hat seine demo-

kratische Vergangenheit verleugnet, in diesem einen Punkte aber blieb er unerschütterlich, wenn er sich dadurch auch den Hafs des hohen Adels zuzog[1]). Sein 1859 erfolgender Sturz erfolgte auch nicht deshalb, weil der Hof etwa zu freisinnigen Regierungsgrundsätzen überzugehen beabsichtigte, sondern weil die Opferung des bürgerlichen, dem Absolutismus dienenden Emporkömmlings vom Adel verlangt wurde, und weil man durch seinen Rücktritt auch der öffentlichen Meinung eine Genugtuung bereiten wollte.

An der Spitze der aristokratischen Opposition gegen den gleichmachenden Absolutismus der Jahre 1849 bis 1859 stand der Feldmarschall Fürst ALFRED WINDISCH-GRÄTZ. Abgesehen von seiner Überzeugung, es hiefse den österreichischen Staat erschüttern, wenn der grundbesitzende Adel wirtschaftlich und sozial zu Schaden komme, hatte WINDISCH-GRÄTZ gewichtige persönliche Gründe, dem Ministerium feindgesinnt zu sein. Der Ministerpräsident Schwarzenberg war zwar der Bruder seiner Frau, aber sein begabterer, energischer, rücksichtsloser Schwager hatte ihn tief verletzt. WINDISCH-GRÄTZ eroberte 1848 Wien und zog dann zur Unterwerfung Ungarns aus. Er nahm Pest ein, aber die unglückliche Auswahl der zumeist aristokratischen Offiziere seines Stabes, sein anfängliches vielwöchentliches Zögern, das dem von Kossuth geleiteten Aufstande Zeit zu Rüstungen gab, wie andere unglückliche Mafsregeln wurden von dem jungen ungarischen General Görgey so glücklich benutzt, dafs die kaiserlichen Truppen nahezu ganz Ungarn dem Feinde überlassen mufsten. Die Regierung gab ihm schuld an dem Mifserfolg, und nach einem gereizten Briefwechsel legte er das Kommando zurück, in tiefem Unwillen darüber, dafs man ihn, der sich als Retter der Monarchie betrachtete, fallen gelassen hatte. Seitdem grollte er Schwarzenberg und noch schlechter stand er zu dem Minister des Innern, weil dieser mit an der Spitze der Märzrevolution gestanden hatte, und weil er einem Manne dieser Art zutraute, er besorge trotz seiner äufserlichen Bekehrung zum Absolutismus doch die Geschäfte der Demokratie. Von WINDISCH-GRÄTZ und noch mehr von seinen Gesinnungsgenossen, den Grafen Wolkenstein und Wurmbrand, gingen auch, da die Presse in Österreich geknebelt

1) Das Bauerngut der BACH zu Grafenberg in Niederösterreich gehörte der Familie nach einer Überlieferung schon seit dem 16. Jahrhundert und wird noch von einem entfernten Verwandten des Ministers bewirtschaftet.

war, die bitteren Angriffe aus, die in der „Kreuzzeitung“[1]), wie in der Kölnischen „Volkshalle“, den beiden konservativen Blättern Norddeutschlands, gegen die österreichische Regierung, besonders aber gegen Bach erhoben wurden, weil sie die historischen Grundlagen des Reiches mifsachte und die Gliederung des Volkes nach Ständen leichtsinnig auflöse. Über diese Parteikämpfe liefs sich Herr v. BISMARCK als Bundestagsgesandter in Frankfurt nach Möglichkeit unterrichten; er berichtete darüber auch nach Berlin und schreibt u. a. im Jahre 1852 (in einem nicht genauer datierten Briefe) an MANTEUFFEL: „Die mir vorgelegten Briefe des Grafen Wurmbrand machen mir den Eindruck, dafs der österreichische Adel dieser Partei bisher weniger mit dem Erlangen politischer Bedeutung als mit der Gereiztheit über und mit der Abwehr gegen die ihm zugefügten materiellen Verluste beschäftigt ist“[2]).

Im Februar 1850 machte Fürst WINDISCH-GRÄTZ einen ernsten Versuch, den Sturz der Regierung herbeizuführen und an ihre Stelle ein aristokratisches Regiment zu setzen, wie es 1859 nach dem Rücktritte Bachs tatsächlich ans Ruder kam. Die Zeitungen berichteten zu jener Zeit über eine mögliche Ministerkrisis in Österreich, ohne jedoch Genaueres erfahren zu können; es zeigte sich nur, dafs der Anschlag des Fürsten mifslang. Welche Schritte WINDISCH-GRÄTZ sonst 1850 unternahm, ist mir unbekannt; der wuchtigste, von ihm geführte Angriff jedoch war jedenfalls die bisher noch nicht veröffentlichte Denkschrift, die er am 22. Februar 1850 dem Kaiser Franz Josef in Angelegenheit der Grundentlastung unterbreitete. Man konnte das Werk des Ministeriums nicht heftiger, bitterer, persönlicher bekämpfen, als es hier geschah: der Fürst, der Feldmarschall, der Eroberer Wiens urteilt nach vorhergehender ausführlicher Begründung über die Räte der Krone: „Es ist unmöglich, den Eindruck zu beschreiben, der den Freund des Rechtes bei solchen Erfahrungen trifft. Der hervorragende Kommunist hat noch nicht zu begehren gewagt, was Eurer Majestät Regierung praktisch durchführt.“ Man kann annehmen, dafs der Bruch zwischen den Fürsten Schwarzenberg und WINDISCH-GRÄTZ erst von diesem Augenblicke unheilbar war. Fürstin Melanie

1) So in einem Artikel am 13. Febr. 1852.

2) „Anhang zu den Gedanken und Erinnerungen von Otto Fürst von Bismarck“. II, S. 45, 49.

Metternich, die Gemahlin des Staatskanzlers, berichtet in ihrem Tagebuche, dafs ihr im Herbste 1851 aus der Verbannung wieder nach Wien zurückkehrender Gatte den Versuch gemacht habe, die Schwäger zu versöhnen; er fand den Gegensatz jedoch unüberbrückbar[1]).

Was ist es, das den sattelfesten Aristokraten so ganz aus der Fassung brachte und zu jenen Beschuldigungen gegen die kaiserliche Regierung antreibt? In allem Kampf der Stände und Klassen ist das ganze Recht niemals auf einer Seite, und das Bewufstsein erlittener Unbill regt Leidenschaften auf. Diesem Eindrucke gab auch der Führer der altständischen Partei nach, nur dafs er hierbei Mafs und Form vollständig hintansetzte.

Nicht gegen das Prinzip der Grundentlastung erhebt er Widerspruch, wohl aber gegen die Art der Ausführung. Um seine Einwendungen zu verstehen, sind die den Gutsherren damals abgenommenen Rechte gruppenweise ins Auge zu fassen[2]).

Geringe Meinungsverschiedenheit bestand über die Befugnisse, die ohne Entschädigung aufgehoben wurden. Dahin gehörten alle Leistungen der Bauern, auf die der Gutsherr in seiner Eigenschaft als Obrigkeit Anspruch gehabt hatte. Da die Bestellung des rechtsgelehrten Amtmanns, der ihn zu vertreten hatte, Kosten verursachte, wurde hier wohl ein soziales, aber kein wirtschaftliches Interesse des Grundadels verletzt. Nicht ganz so, aber ähnlich stand es mit dem Jagdrecht des Gutsherrn auf fremdem Grunde wie mit den Jagdfrohnden.

Die zweite Gruppe — und dies war die bei weitem wichtigste — betraf alle Frohnden und sonstigen Lasten, die dem Bauern aus dem Untertansverbande erwuchsen. Hier wurde nicht eine volle Ablösung, sondern nur eine billige Entschädigung geleistet, wobei man u. a. so vorging, dafs ein Tag Frohndienst im Preise nicht höher geschätzt wurde als ein Tagdrittel freier Arbeit. Und von dieser Entschädigung hatten die Bauern in den deutschen Bundesländern wieder nur ein Dritteil selbst zu bezahlen; ein

1) Tagebuch der Fürstin Melanie Metternich in Metternichs Nachgelassenen Schriften. 8. B.

2) Vgl. die amtliche Schrift „Die Grundentlastung in Österreich", Wien 1857, und das Werk „Geschichte der österreichischen Land- und Forstwirtschaft", 1. Bd., besonders die Aufsätze von Karl Grünberg und Walter Schiff.

zweites übernahm das Kronland, das letzte entfiel, weil der Grundherr von der früheren Einnahme Steuern an den Staat zu zahlen hatte, und ferner, weil ihm Kosten bei der Einhebung und Beaufsichtigung erwuchsen.

Fürst Windisch-Grätz beschwert sich nun bitter über die Nachteile, die den grofsen Grundbesitz durch diese Mafsregeln trafen, und sieht in der zu geringen Entschädigung eine „Beraubung"; immerhin aber läfst er für die Aufhebung der Grundobrigkeit wie des Untertanenverbandes höhere Rücksichten gelten. Die volle Schale seines Zornes ergiefst sich jedoch über die Regulierung der dritten Gruppe von Schuldigkeiten, die nämlich aus den Verhältnissen der Erbpacht (aus emphyteutischem Rechte) entsprangen. Man mufs ihn verstehen, um ihm gerecht zu werden. Damit, dafs der seit altersher als Bauerngrund betrachtete Boden freies Eigentum des Landmanns werde, haben sich die Gutsherren Österreichs damals abgefunden, und sie wagten es auch nicht, dafür gleich den preufsischen Junkern unter Friedrich Wilhelm III., Landentschädigung zu fordern. In Österreich hatte sich der im 18. Jahrhundert eingeführte Grundsatz längst eingelebt, Herrengut und Bauerngrund (Dominikal- und Rustikalgut) müfsten strenge geschieden und dem Gutsherrn verboten sein, von seinem Bauer Grund zu kaufen, — es wäre denn, dafs er ihm wieder anderen, gleichwertigen Bodenbesitz dafür hintangab. Friedrich der Grofse wie Maria Theresia hatten es so bestimmt, in Preufsen jedoch hatte dieser Bauernschutz schon von 1811 ab sein Ende genommen. Windisch-Grätz erstrebte also für seine Standesgenossen für die auf dem Rustikalgrund ruhenden Herrenrechte eine höhere Geld- aber nicht Landentschädigung. Anders aber stand es mit solchem ursprünglichen Dominikalgrund, der erst durch Erbpacht in bäuerliche Wirtschaft übergegangen war. Auch dafür war der Anstofs unter Maria Theresia gegeben worden, die auf Vorschlag eines der tüchtigsten Beamten ihrer Zeit, Franz Anton von Raab, von 1775 an eine Reihe der Staatsdomänen in kleine Wirtschaften geteilt und hier Bauern angesiedelt hatte, die den Grund vererben, verkaufen, mit Schulden belasten konnten, wenn nur unter diesen Veränderungen der Erbzins pünktlich bezahlt wurde[1]). Schon nach zwei Jahren hatte die

1) Vgl. Karl Grünberg, „Die Bauernbefreiung in Böhmen, Mähren und Schlesien", I. Bd. S. 290 ff.

Kaiserin als „Grundfrau“ über 5800 neue Wirte auf den Staatsgütern Böhmens angesetzt, und da die Krone Böhmen einen weitreichenden Einfluſs auf die zahlreichen Städte des Königreiches übte, wurden auch auf deren Gütern die Leibeigenen vielfach zu freien Erbpächtern umgewandelt. Dieser Vorgang muſs sich für die Grundherrschaften wirtschaftlich vorteilhaft erwiesen haben, denn viele von ihnen folgten dem Beispiele, so zwar daſs Fürst Windisch-Grätz die Anzahl der allein in Böhmen nach dem Raabschen System wirtschaftenden Bauernfamilien auf hunderttausend anschlägt und daſs amtlich festgestellt wurde, 1848 hätten auf 151 Dominien Böhmens Erbpächter nach dem Raabschen System bestanden.

Wem nun sollten diese Gründe bei der Grundentlastung zugesprochen werden? Das Gesetz vom 7. März 1849 gab darüber eine unzweideutige Antwort, indem es keinen Zweifel an dem Besitzrecht der Bauern aussprach, die das Land vielfach erst gerodet hatten und es jetzt bereits in der dritten Generation bewirtschafteten. Nur wurde dem Gutsherrn in diesem Falle nicht bloſs wie in den früheren Belangen eine billige Entschädigung, sondern volle Ablösung für die Zinsen zugestanden. Wohl wurde auch hier von den Jahreszinsen ein Dritteil für die bisher gezahlte Steuer abgezogen, das übrige aber kapitalisiert, und die Ablösungssumme voll ausbezahlt. Zudem muſste sie ganz von dem Bauer getragen werden, und der Staat oder das Kronland leistete keinen Beitrag.

Die Gutsherren nun, und insbesondere Fürst Windisch-Grätz, fanden, daſs dies ein grober Rechtsbruch sei. War es nicht genug, daſs alles Rustikalgut, das als solches in dem unter Maria Theresia angelegten Kataster verzeichnet war, freies Eigen der Bauern wurde? Mit welchem Rechte ward ihnen auch Herrenland zugeteilt? Sie sträubten sich gegen diesen Sieg der revolutionären Ideen, sie bezeichneten solche Verfügungen als baren, unter Staatsschutz sich breitmachenden Kommunismus.

So weit kann man den Fürsten Windisch-Grätz und seine Standesgenossen verstehen. Indessen ging er über diesen Anspruch noch hinaus und stellte in Bezug auf emphyteutische Gründe noch höhere Ansprüche, indem er auf Kosten der Erbpächter Ersatz für die durch die Staatsbankerotte von 1811 und 1816 dem Grundadel zugefügten Schäden einforderte.

Man weiſs, daſs von 1799 an die infolge der Franzosenkriege

vermehrte Ausgabe staatlichen Papiergeldes (Bankozettel) dessen rasche Entwertung nach sich zog, so zwar, dafs 1811 schon 800 fl. Papier nur 100 fl. in Silber im Werte gleichkamen; durch das Finanzpatent von 1811 sprach sich der Staat von der baren Einlösung seiner Papierschuld frei, und stellte blofs in Aussicht, die Bankozettel wie 5 : 1 einzulösen. Dieses Sinken des Geldwertes schädigte aufs tiefste alle die, welche Einnahmen aus Schuldkapitalien und Zinsen besafsen, brachte aber den Grundbesitzern und insbesondere den Hypothekenschuldnern aufserordentlichen Vorteil, der stellenweise einer vollständigen Grundentlastung gleichkam. Die Verhältnisse lagen mannigfach und tief verschlungen, im ganzen aber kann man sagen, dafs jene Vorgänge ebenso wie die 1811 verfügte Herabsetzung der Zinsen der Staatsschuld den Grundbesitzern bedeutende Vorteile, dagegen dem beweglichen Besitz, also dem Bürgertum, schwere Benachteiligung brachte. Was den Bauer betraf, so übte die Preisrevolution auf die Mehrzahl von ihnen, die ihre Schuldigkeiten in Frohnden und Bodenfrüchten entrichteten, keine Wirkung; soweit sie aber Erbpächter waren, schmolz ihr Schuldzins zwischen 1799—1811 fast auf ein Minimum zusammen. Allerdings bestimmte das Finanzpatent von 1811, dafs alle vor dem Jahre 1799 kontrahierten Schulden in ihrer vollen Höhe auch nach dem neuen Papiergelde (Wiener Währung) abzutragen seien. Hiermit wären also die Erbzinsen wieder auf ihre alte Höhe hinaufgesetzt worden, wenn die Wiener Währung dem alten Münzgelde (Konventionsmünze) im Kurse gleichgeblieben wäre. Die Scheine der Wiener Währung sanken jedoch infolge neuer Papiergeldemissionen gleichfalls an Wert, und zuletzt wurde bei der endlich geglückten Ordnung der Umlaufsmittel der Kurs derselben auf zwei Fünftel der Konventionsmünze festgesetzt. Das Schlufsergebnis war also, dafs die Gutsherren drei Fünftel an den vor 1799 kontrahierten Hypothekenschulden gewannen, ebensoviel aber an den fälligen Pachtzinsen der Erbpächter verloren. Alles in allem zogen aber nach übereinstimmenden Nachrichten die Gutsbesitzer in Österreich aus den Schwankungen des Geldwertes in jenen Tagen grofsen Gewinn, ja die soziale Stellung des Adels gegenüber dem aufstrebenden Bürgerstande wurde durch die Zerrüttung des Finanzwesens wesentlich gefestigt. Denn die Bildung beweglicher Kapitalien wurde im Verhältnisse zu anderen Staaten wohl um ein Menschenalter

zurückgeworfen. Es springt in die Augen, dafs die Erbpächter allerdings den gröfsten Vorteil hatten, da sie sowohl durch das Sinken des Wertes ihrer Hypothekenschuld wie auch ihrer Pachtzinsen um nicht weniger als um drei Fünftel ihrer Schuldigkeiten entledigt wurden.

Indessen hatten sich diese Verhältnisse lange eingelebt, als die Revolution von 1848 über das Land brauste. Fürst WINDISCH-GRÄTZ nun erinnert in seiner Denkschrift an den Kaiser an den dem Grundadel durch die Bankozettelzeit verursachten Schaden und fordert jetzt vollen Ersatz. Er verschweigt vollständig, wieviel Vorteile seine Standesgenossen aus dem Sinken der Hypothekenschuld gezogen hatten, erklärt es jedoch für eine Beraubung, dafs ihnen bei der durch die Grundentlastung verfügten Ablösung der Erbpachtzinsen nicht der ganze Betrag ersetzt wurde, auf den sie im 18. Jahrhundert kraft der emphyteutischen Verträge Anspruch erheben konnten. Daher sein Schlufs: Wenn eine Erbpacht nach dem RAABschen System 30 fl. Konventionsmünze betrug, belief sie sich nach der Geldzerrüttung nur mehr auf 12 fl.; da die Entschädigung für diesen Zins nach dem Gesetze vom 4. März 1849 nur zwei Drittel betragen solle, so wurden nur 8 fl. kapitalisiert; ja WINDISCH-GRÄTZ berechnet in offenbar übertriebener Weise, dafs dafür noch 5 fl. an Steuern entfallen, sodafs die entschädigte Rente nur 3 fl. betrage, der zehnte Teil somit dessen, was seinen Vorvätern ursprünglich zustand. Nach dieser an Sophismen reichen Rechnung kommt er zum Schlusse, dafs die Regierung des Kaisers dem Grundbesitze gegenüber nach rohen, kommunistischen Grundsätzen vorgehe, und im Hintergrunde seiner Anklagen sieht man die Forderung erstehen, an Stelle des angeblich revolutionären Ministeriums SCHWARZENBERG-BACH ein anderes zu setzen, das mit Beiseiteschiebung der Grundentlastung den politischen, sozialen und Geldansprüchen der Aristokratie gerecht werden solle. Das ist der geschichtliche und staatswirtschaftliche Hintergrund, auf dem sich die dem Kaiser überreichte Denkschrift des Feldmarschalls vom 22. Februar 1850 abhebt.

Die Eingabe blieb ohne Wirkung. Der junge Kaiser, damals noch nicht 20 Jahre alt, folgte den Ratschlägen seines Ministeriums und blieb fest bei dem Entschlusse, in der Neuordnung der Bodenverhältnisse die Bahnen Maria Theresias und Josefs II. weiter zu

beschreiten. Nicht blofs Regentenpflicht, auch die eigensten Interessen der Dynastie wiesen ihn und die Minister auf diesen Weg. Denn durfte man, während ganz Ungarn, Galizien und die italienischen Provinzen, sowie Wien und Prag noch unter Belagerungszustand und Kriegsgerichten standen, während die nationalen und demokratischen Parteien wohl niedergeworfen, aber lange nicht gebrochen waren, auch die Bauern des Reiches in Opposition treiben? Die Erhebung von 1848 war anfangs nur dadurch siegreich gewesen, dafs sie dem Landvolk Befreiung von den Frohnden versprach und brachte. Als diese Forderung erfüllt war, wandte sich der Bauernstand von der Revolution ab und kehrte zum gewohnten Gehorsam zurück. Die ungarische Opposition vor 1848 ging fast ausschliefslich vom Adel aus, und die polnische Schlachta war während des Aufstandes von 1846 nur durch den blutigen Hafs des Landvolkes gebändigt worden. Im Jahre 1848 hatten sich die rumänischen, serbischen, kroatischen und slovakischen Bauern dem Kaiser zum Kampfe gegen den magyarischen Grundadel zur Verfügung gestellt. Konnte und durfte man sie den Ansprüchen ihrer früheren Herren überantworten?

So wurden die 1848 und 1849 erlassenen Gesetze im Geiste ihrer Urheber ausgeführt. Auch kamen die Grundherrschaften nicht zu kurz; in den Ländern des heutigen Cisleithaniens allein wurde ihnen ein Entschädigungskapital von etwa 290 Millionen Gulden ausbezahlt, und davon entfiel auf die Entschädigungsberechtigten Böhmens, für die Windisch-Grätz in erster Reihe das Wort nahm, die Summe von 54 222 182 Gulden.

Als der Absolutismus 1860 zusammenbrach, hatte er durch schlechte Finanzwirtschaft, Polizeiwillkür, Abschlufs des Konkordats und Unterdrückung aller Volksregungen ein reiches Sündenregister angehäuft. Rühmlich aber war, was er auf dem Gebiete der inneren und der Justizverwaltung, wie durch die Bauernbefreiung geleistet hatte. Durch die Grundentlastung hat sich der Minister des Innern, Alexander Bach, ein nicht genug zu würdigendes Verdienst erworben.

Denkschrift des Fürsten Windisch-Grätz über die Grundentlastung.

Allergnädigster Kaiser und Herr!

Ich sehe mich bemüssiget Euer Majestät in aller Unterthänigkeit ein Bild über die Durchführung der Grundentlastung im Königreiche Böhmen vorzulegen, wie sie die darüber in jüngster Zeit erflossenen Gesetze selbst vorschreiben, und erlaube mir zugleich, hieran die folgenden ehrfurchtsvollen Bemerkungen zu knüpfen.

Durch das Patent vom 7. September 1848 wurde die Untertänigkeit und das schutzobrigkeitliche Verhältnis samt allen diese Verhältnisse normierenden Gesetzen, sowie alle aus dem Untertansverbande entspringenden Lasten und Dienstleistungen aufgehoben.

Für die aus dem persönlichen Untertansverbande, aus dem Schutzverhältnisse, aus dem obrigkeitlichen Jurisdiktionsrechte und aus der Dorfherrlichkeit entspringenden Rechte und Bezüge kann keine Entschädigung gefordert — für jene Verpflichtungen aber, welche der Besitzer eines Grundes, als solcher dem Gutsherrn zu leisten hatte, sollte eine billige Entschädigung ausgemittelt werden. Eine aus Abgeordneten aller Provinzen zu bildende Commission sollte einen Gesetzentwurf bearbeiten, über die entgeltliche Aufhebung der in emphyteutischen Verträgen — über Teilung des Eigenthums begründeten Rechte und Bezüge, sowie über die in dem § 8 a, b, c, d, e aufzuhebenden Grundbelastungen und die dafür auszumittelnden Entschädigungen.

In dem Patente vom 4. März 1849, § 2, wurde ferner wiederholt angeordnet, dafs in jedem Lande Landescommissionen bestellt werden sollen, die mit Beobachtung der eigentümlichen Verhältnisse der einzelnen Länder zu erheben und zu bestimmen hätten, welche Leistungen unentgeltlich aufzuhören haben, und für welche eine Entschädigung zu leisten ist.

Dabei wurde in § 5 angeordnet, dafs die Leistungen aus emphyteutischen Verträgen entgeltlich aufzuheben sind, bis zu deren Ablösung aber in Wirksamkeit bleiben, und die Durchführung der Ablösung denen Landescommissionen zugewiesen sei. Diese Ausmittlungen sind jedoch nicht durch eine aus allen Provinzen abgeordnete Kommission, sondern durch die K. Ministerial-Verordnung vom 27. Juni 1849 festgesetzt worden.

Diese Anordnung bestimmt hinsichtlich der auszumittelnden Entschädigungen einen anderen Mafsstab für die aus dem Untertansverhältnisse entspringenden Leistungen und einen anderen für die aus emphyteutischen und anderen Verträgen begründeten, wechelseitigen Rechte.

Uiber die Aufhebungen der eigentlichen unterthänigen Lasten läfst sich nach der einmal im Prinzip aufgehobenen Unterthänigkeit nichts mehr bemerken. Freilich hätte man dabei obrigkeitliches Recht und obrigkeitliches Vermögen einerseits — wie unterthänige Schuldigkeit und Vermögen des Unterthans andrerseits — genauer unterscheiden sollen, um die Anomalie zu vermeiden, dafs ein obrigkeitlicher Besitzer, der auf

Grundlage der öffentlichen — von Staatsbehörden geführten Bücher — ein darin mit Geld berechnetes, also ein wahres Vermögen vorstellendes Recht erkauft hat, jetzt mit einer ganz unverhältnismäfsigen geringen Entschädigung sich zufrieden stellen soll, während der ehemalige Unterthan gegenüber seinen — von dem väterlichen Besitzthume abgefundenen Geschwistern und Verwandten eine reine Schenkung erhält.

Doch darüber möchte man — höhere Rücksichten beachtend — noch hinausgehen. Ganz anders verhält es sich aber mit der sogenannten Ablösung der emphyteutischen Rechte und Verbindlichkeiten. Uiber diese herrscht nur Eine Stimme: Die angeordnete Ablösung ist ein Hohn aller Gerechtigkeit, sie ist in einem civilisierten Staate eine moralische und politische Unmöglichkeit. Bei den in Böhmen bestehenden Verhältnissen lassen sich zunächst drei Classen derselben unterscheiden.

In die erstere Classe gehören die älteren emphyteutischen Verträge, die noch im vorigen Jahrhunderte abgeschlossen worden sind, wozu auch alle Raabischen Verträge gerechnet werden.

Es ist bekannt, dafs I. I. M. M. die Kaiserin Maria Theresia und Kaiser Joseph diese Verträge begünstigten, ja man könnte sagen, selbst mit Zwang beförderten.

Hunderttausend von Familien sind auf Grundlage derselben entstanden, und sie bilden eines der hauptsächlichsten Momente in der Entwicklung der Macht dieses Landes.

Viele Herren entäufserten sich damals ihres grofsen Grundvermögens und nahmen dafür höchst billige Zinse, und einige kleinere Rechte an. Dieses Aequivalent bildete kaum einigen Entsatz für die mit der wachsenden Bevölkerung sich steigernde Patronats-Last.

Die Städte insbesondere, die indirect gezwungen wurden, ihres Grundbesitzes auf diese Art sich zu entäufsern, behielten nur geringe Zinse und so viele kontraktmäfsige Arbeitstage zu einem geringen Lohn, um kaum die Bedürfnisse der städtischen öffentlichen Anstalten damit zu bestreiten.

Wie wurden nun jene menschenfreundlichen Besitzer belohnt für ihre Willfährigkeit.

Im Jahre 1811 erschien das Finanzpatent sammt Gefolge. Statt werthvollem Gelde erhielten sie entwerthete Scheine, und obwohl sie später die Steuern von diesen im Hauptgenusse ihrer Emphyteuten stehenden Gründe in Conventionsmünze zu zahlen verhalten wurden, blieb ihr Zins sogenannte Wiener Währung, das ist Zweifünftheile dessen, was ihnen gebührte.

Nachdem nun die Zeit herangenaht, dafs das Aufhören der Wiener Währung erwartet werden konnte, und die Obereigenthümer endlich zu ihrer vollen Bezahlung zu gelangen hoffen konnten, da macht die Regierung E. M. diese Hoffnung zu Nichte, sie versündiget sich durch das Patent vom 4. März und durch die Ministerial-Instruktion vom 27. Juni 1849 an der Heiligkeit des Eigenthums; sie begeht ein Verbrechen am Rechte, indem sie anordnet, dafs der Zinsbetrag allgemein auf C.-Mze.

reduzirt, also um Dreifünftheile gegen den ursprünglichen Betrag herabgesetzt, von diesem reduzirten Betrage Eindrittheil ganz gestrichen, von den übrigen Zweidrittheilen aber die Gegenleistungen, worunter auch die Steuern verstanden werden, in Abzug gebracht und der Überrest durch eine jährl. Rente berichtiget werde. Die Lohntage fallen ohne Entschädigung ganz weg, ebenso auch alle bedungenen Nebenrechte.

Was bleibt nun den Obereigenthümern? Ein Beispiel wird dieses zeigen.

Ein Emphyteut im Besitze einer emphyteutischen Grundbesitzung, die ihn und seine Familie nährt, hatte etwa 30 f. Zins zu zahlen; dem Obereigenthümer gebührte nebst diesem Zinse das Vorkaufsrecht, die Jagd auf seinem ehemaligen Grunde etc.

Diese letzteren Rechte verliert er nun ohne weiteres. Der Zins von 30 f wird auf C.-Mze. reduzirt mit 12 f., davon ein Drittheil gestrichen, von den übrigen Zweidritteilen pro 8 f. die nun erhöhte Steuer von wenigstens 5 f. in Abschlag gebracht und für die übrigen 3 f. erhält der Obereigenthümer eine Rentenversicherung und den Zins selbst in Papieren, die schon gegenwärtig um 10 % gegen klingende Münze zurückstehen. Der betreffende Obereigenthümer, der im vorigen Jahrhundert 30 f. werthvolles Geld bezog, davon — da die Steuer damals geringer war, wenigstens 25 f. als reinen Nutzen behielt, übrigens das Vorkaufsrecht und das Recht der Jagd hatte, wird nun dafür 3 f. entwerthetes Geld beziehen, und das soll eine Ablösung sein?

Auch im Grossen liegt bereits ein entsetzliches Beispiel vor.

Das Damenstiftsgut Czerhenitz, ein raabisirtes Dominium im Kaurimer Kreise ist bereits entlastet. Für den gesammten obrigkeitlichen Ackergrund, der im Fruchtgenusse der Unterthanen nach der Maierhofzerstücklung sich befindet und für alle obrigkeitl. Rechte, ist die Entschädigung mit 296 f. jährlicher Rente ermittelt worden, eine Rente, die heutzutage kaum dem Erträgnisse einer Bauernwirtschaft entspricht. Und dafür, dafs die Czerhenitzer Unterthanen sich herbeiliefsen, in diese Rente einzugehen, erhielten sie noch eine Belobung von E. M. Regierung.

Es ist unmöglich, den Eindruck zu beschreiben, der den Freund des Rechtes bei solchen Erfahrungen trifft. Der hervorragendste Communist hat noch nicht zu begehren gewagt, was E. M. Regierung praktisch durchführt.

Was die zweite Klasse der emphyteutischen Verträge betrifft, die in neuerer Zeit, nachdem der Eindruck des Finanzpatentes von J. 1811 sich zu verlieren anfing, geschlossen worden sind, erscheinen sie gewöhnsich als rein zweiseitige Geschäfte, wobei Vortheil und Last genau abgewogen und festgesetzt wurde. Bei diesen erscheint der Abfall des einen Drittheils als reine Willkühr, die durch nichts sich rechtfertigen läfst.

Man behebt hier Verträge, die morgen wieder geschlossen würden, wenn die Grundbesitzer einfältig genug wären, noch einmal auf den Schutz der Gesetze zu vertrauen.

Eine dritte Gattung Emphyteuten sind endlich solche — gewöhnlich

kleinere Besitzer — die einen obrigkeitlichen Grund, ein Erdäpfelland, eine Waldwiese etc. schon längere Zeit besitzen, ohne je einen förmlichen Contrakt abgeschlossen zu haben.

Sie zahlen oft gar keinen oder doch einen sehr geringen Zins und leisteten meistens Aushilfe in der Forstkultur.

Rücksichtlich dieser Art Emphyteuten werden unzählige Rechtsstreite entstehen, da zu erwarten ist, daſs die groſsen Grundbesitzer, die bisher als Obrigkeiten durch Gestattung der Benützung — Gnade übten, nun diese Gründe zu ihrer eigenen gefährdeten Subsistenz einziehen werden.

E. M. können die Durchführung dieser Vorschriften nicht gestatten; denn sie sind rechtlich unmöglich, sie sind politisch höchst verderblich. Durch die Behebung derselben werden E. M. die Klasse der Höchstbesteuerten und der Städte wenigstens momentan beruhigen, Klassen, von deren Wahlen allein eine Majorität im Sinne der Ordnung und des Gesetzes auf den nächsten gesetzgebenden Versammlungen abhängen wird, die daher nicht in die Reihen der Opposition gedrängt werden dürfen.

Es sind übrigens Änderungen an diesen Vorschriften möglich, da sie mit dem am Reichstage berathenen Gesetze vom 7. September 1848 selbst im Widerspruche stehen, indem sie viel weiter gehen, als jenes Gesetz anordnet.

Zudem ist ja die Regierung nicht einmal berechtiget, den Obereigenthümer zu zwingen, seine auf Verträge begründeten Rechte gegen eine ganz unverhältnismäſsige Entschädigung aufgeben zu müssen.

Kann nun die Ablösung der Urbarial-Lasten und Frohndienste in der angeregten Weise zu den so geringen und auſser allem Verhältnis gestellten Entgelt nur mehr als eine Beraubung angesehen, als für eine Entschädigung erklärt werden, so dürfte — was die vertragsmäſsigen Leistungen betrifft, der Regierung wohl selbst nicht einmal das Recht zustehen, solche wider den Willen der Bezugsberechtigten gegen eine überdies noch viel geringere und durchaus ganz unverhältnismäſsige Ablösung — denenselben zu entreiſsen, weil die traurigen Folgen, die ein solches gewaltsames Eingreifen in die Privatrechtsverhältnisse auch für den allgemeinen Rechtszustand haben müſste, die Regierung weder zu rechtfertigen noch zu verantworten im Stande sein möchte — und hieraus nur die Auflösung aller gesellschaftl. Bande hervorgehen, sowie überhaupt jeder Rechtszustand über Besitz und Eigenthum in Frage gestellt sein würde.

Daſs die Gutsbesitzer in Oesterreich, Steiermark und Krain ruinirt sind, ist leider bereits Gewiſsheit, denn die Entlastungsvorschriften für jene Provinzen sind offenbar Anordnungen zur Vertilgung des Eigenthums.

Einigen davon bleibt zwar noch eine schwache Hoffnung auf eine günstige Lösung der Servitutenfrage, nemlich der Holzungsrechte. Schlägt auch diese Hoffnung fehl, dann sind nebst dem Ruine der Gutsbesitzer auch die Wälder jener Provinzen für lange Zeit dem Verderben Preis gegeben.

E. M. werden zu spät erfahren, welch namenloses Unglück durch die angeregten Willkührakte über Tausende der angesehendsten Familien verbreitet wurde.

Zu allem diesen kommt noch, dafs die eine Hälfte der Entschädigung dem betreffenden Lande aufgebürdet und das ganze Geschäft der Ein- und Auszahlung von Staatswegen geschehen soll. Sonach müssen die Berechtigten noch überdies beitragen, um sich zu entschädigen.

Die letztere Mafsregel aber bewirkt eine solche Geschäftsvermehrung für die landesfürstlichen Behörden, eine so kostspielige Amtirung, Verrechnung und Kontrolle, dafs man annehmen darf, die Regierung werde gröfsere Kosten zu tragen haben, als die ausfallende Entschädigung überhaupt beträgt. Da nicht nur alle Gemeinden, sondern auch alle Bauern, ja selbst viele Häusler rücksichtl. der auf ihren Grund erbauten Hinter-Häuser als Berechtigte erscheinen und eine besondere Einlage im Entschädigungs-Kataster erhalten müssen, so erwächst den Steuerämtern, die für alle diese unzähligen Berechtigten die Verschreibung, Einhebung und Abfuhr der Entlastungsbeträge besorgen müssen, eine Last der Amtirung, die sie auch mit dem doppelten Personale nicht tragen könnten, und wofür die betreffenden Parteien nicht einmal dankbar sein können, da ihnen die eigene Einhebung, beziehungsweise Abzahlung jedenfalls leichter fällt, als die Eintreibung mittelst Militair-Execution, wie es geschehen soll. Diese Einhebungsart mufs geändert werden. Diejenigen, die sie vorschlugen, kannten die Tragweite nicht; sie versplitterten mehr durch die Form, als sie selbst in ihrem Sinn gewinnen.

Wenn aber schon einmal geändert werden mufs, dann wird es gewifs Niemanden auffallen, wenn diese Vorschriften auch im Princip als gemeinschädlich aufgehoben und abgeändert werden.

Ich lege dieses Bild über die Grundentlastung mit den hier gegebenen allgemeinen Bemerkungen an den Stufen des a. h. Thrones Euerer Majestät zur a. h. Würdigung mit der ehrfurchtsvollen Bitte nieder, mich wegen der offenen und freimüthigen Sprache gnädigst entschuldiget halten zu wollen, mit der ich diese Betrachtungen in aller Unterthänigkeit a. h. Denenselben vorzulegen mich bestimmt gefunden habe.

In tiefster Ehrfurcht Euer Kais. K. Majestät allerunterthänigster

A. Windisch-Grätz mp.

Wien, 22. Februar 1850. F.-M. (Feldmarschall).

Miszellen.

Allmende und Markgenossenschaft.

Von

G. v. Below (Tübingen).

Während in der Wissenschaft bis vor einigen Jahren allgemein die Ansicht herrschend war, dafs Allmende und gemeine Mark synonyme Ausdrücke für dieselbe Sache seien und diese auf dem gesamten deutschen Boden ihre gleichmäfsige Verbreitung, abgesehen von der neuesten Zeit, habe, ist von Meitzen in seinem Werk „Siedelung und Agrarwesen der Westgermanen und Ostgermanen, der Kelten, Römer, Finnen und Slawen" eine andere Anschauung vertreten worden. Im Zusammenhang mit Ausführungen über die Entstehung der markgenossenschaftlichen Verbände stellt er den Satz auf (vgl. Band I, S. 162 ff., 172 f., 476 f.), dafs zwischen gemeinen Marken und Allmenden bestimmt unterschieden werden müsse: jene bezeichneten die Wald- und Weideländereien, an welchen die Einwohner verschiedener Ortschaften Nutzungsrechte ausüben, diese die zu einer einzelnen Ortschaft gehörigen unverteilten Grundstücke. Die gemeinen Marken, Markgenossenschaften fehlen nach Meitzen in Oberdeutschland, bez. kommen hier „nur in einem wenig ausgedehnten nordwestlichen Landstriche" vor. Oberdeutschland habe im wesentlichen blofs Allmenden, während Niederdeutschland das Gebiet der gemeinen Marken sei. Diese Anschauung Meitzens ist mehrfach von anderen Forschern wiederholt worden. So z. B. hat sie Fuchs in seinem Art. „Allmende" in Elsters „Wörterbuch der Volkswirtschaft" Band I, S. 57 f. (übrigens mehr referierend als schlechthin zustimmend) vorgetragen. Ich habe dann sofort in demselben Wörterbuch Band II, S. 226 in dem Art. „Markgenossenschaft" widersprochen, indem ich bemerkte, „gemeine Mark" sei nur ein anderer Ausdruck für „Allmende", und den von Meitzen behaupteten Unterschied in der geographischen Verbreitung stillschweigend abgelehnt. Gleich darauf erklärte auch R. Schröder in der dritten Auflage seines Lehrbuchs der Deutschen Rechtsgeschichte, S. 56 Anm. 12[1]): „Die von Meitzen angenommene Unterscheidung zwischen Allmende und gemeiner Mark findet in den Quellen der Urzeit keinen Anhalt". In

1) Vgl. jetzt die 4. Auflage (1902), S. 57 Anm. 13.

der Tat fehlt es der Theorie MEITZENS durchaus an der quellenmäfsigen Begründung, und zwar keineswegs blofs für die deutsche Urzeit. Schon allein der Blick auf die Schweiz mufs genügen, um MEITZENS Ansicht hinfällig erscheinen zu lassen. Er meint (I, S. 476), daselbst seien „nur selten Spuren, dafs Wald- oder Weiderechte das Gebiet einer einzelnen Gemeinde überschritten", vorhanden. Demgegenüber mag auf die Darstellung von A. v. MIASKOWSKI, Die schweizerische Allmend in ihrer geschichtlichen Entwickelung vom 13. Jahrhundert bis zur Gegenwart (z. B. S. 78 ff.), verwiesen werden, woraus wir genug schöne Beispiele für das Gegenteil kennen lernen[1]). Auch für andere Gegenden Oberdeutschlands läfst es sich nachweisen, dafs die grofsen Marken etwas sehr bekanntes sind. So konstatiert z. B. JOSEF SCHMIDLIN in seiner kürzlich erschienenen Schrift „Ursprung und Entfaltung der habsburgischen Rechte im Oberelsafs" (Freiburg i. B. 1902), die auch viel Belehrung über wirtschaftliche Verhältnisse bietet, S. 127 Anm. 1: „Oberdeutschland war nichts weniger als leer an Marken, wie MEITZEN behauptet, der beinahe nur den Wald bei Blenne im Elsafs kennt". GOTHEIN schildert in seiner Wirtschaftsgeschichte des Schwarzwaldes I, S. 71, die Konstanzer „Bischofshöri", eine grosse Markgenossenschaft, an der nicht blofs die Stadtgemeinde Konstanz Anteil hatte. E. Braunagel, Zwei Dörfer der badischen Rheinebene unter besonderer Berücksichtigung ihrer Allmendverhältnisse (Leipzig 1899), schildert die Verhältnisse von zwei Ortschaften, die sich erst im Jahre 1720 (S. 35) über ihren gemeinschaftlichen Besitz auseinandergesetzt haben. A. TILLE hätte in seiner Darstellung der „bäuerlichen Wirtschaftsverfassung des Vintschgaues vornehmlich in der zweiten Hälfte des Mittelalters" (Innsbruck 1895) unserer Frage wohl mehr Aufmerksamkeit gewidmet, wenn sein Buch nach MEITZENS Werk erschienen wäre. Namentlich hätte er dann gewifs genauer festzustellen gesucht, in welchen Fällen die Sondermark einer einzelnen Gemeinde nachweislich auf Teilung zurückgeht. Immerhin sieht man doch auch aus seinen Mitteilungen (S. 253 ff.), dafs gemeinschaftlicher Besitz in Tirol vorhanden ist. Weiter sei auf G. L. v. MAURER, Geschichte der Markenverfassung S. 13 und 438, Geschichte der Dorfverfassung I, S. 22 verwiesen. Man findet daselbst mancherlei Beispiele von grofsen Marken aus ganz Deutschland erwähnt.

Wenn also Oberdeutschland genug „Gemeine Marken" besitzt, so fehlt es andererseits Norddeutschland keineswegs an Dorfallmenden (vgl. z. B. die Notizen bei MAURER). Es läfst sich oft feststellen, dafs für die einzelnen Ortschaften oder für eine einzelne aus der grofsen Mark Sondermarken ausgeschieden werden[2]). Ein Anlafs für die Herstellung von

---

1) Vgl. auch ED. GRAF, Die Aufteilung der Allmend in der Gemeinde Schötz (Bern 1890), S. 17 ff.

2) K. Th. v. INAMA-STERNEGG, Deutsche Wirtschaftsgeschichte III, 1, S. 238, behauptet über das ausgehende Mittelalter: „Wo früher die Gesamtheit der Angesessenen mehrerer Dörfer eine Markgenossenschaft gebildet hatte, da ist jetzt das Gebiet einer solchen in der Regel schon auf eine Dorfgemeinde be-

besonderen Gemeindemarken lag z. B. darin, dafs eine aufkommende Stadtgemeinde ihren Anteil aus der bisher mit Landgemeinden gemeinsam besessenen Mark herauszulösen wünschte oder etwa vom Stadtherrn eine eigene Allmende zugewiesen erhielt[1]). Diese in historischer Zeit zu beobachtende Bildung von Sondermarken ist Nord- und Süddeutschland gemeinsam. Es wäre freilich kühn zu behaupten, dafs alle besonderen Dorfallmenden sich aus der Aussonderung aus einer alten grofsen Mark erklären.

Meitzen bringt das Fehlen von Allmenden (in dem von ihm gebrauchten speziellen Sinn) in Norddeutschland auch mit dem hier teilweise, insbesondere in Westfalen, vorkommenden Einzelhofsystem in Zusammenhang (Band II, S. 77). Allein demgegenüber genügt es hervorzuheben, dafs der deutsche Süden, nach Meitzen das klassische Gebiet der Allmenden, auch mehrfach Gemeinden hat, die aus Einzelhöfen bestehen.

Meitzen mag seine Theorie wohl im Anschlufs an die geographische Verbreitung der Worte „Allmende“ und „gemeine Mark“ ausgebildet haben. Es ist ja richtig, dafs das Wort Allmende dem Norden, insbesondere dem sächsischen Gebiet, fremd ist, und dafs hier andererseits die Bezeichnung „gemeine Mark“ (neben anderen Ausdrücken) herrscht. Nicht freilich ist es richtig, dafs in Süddeutschland die letztere Bezeichnung ganz fehlt: mitunter wird daselbst „Gemeine Mark“, „Gemeinmark“ ganz synonym mit Allmende gebraucht[2]). Die geographische Verbreitung eines Ausdruckes ist ja aber zunächst weiter nichts als eine dialektische Erscheinung. Dieselbe Sache kommt unendlich oft unter verschiedenen Namen vor[3]). Wenn sich Meitzens Irrtum auf jene Weise erklärt, so würde hier eine Analogie vorliegen zu dem verhängnisvollen Mifsverständnis, auf Grund dessen man das Vorkommen bestimmter gewerblicher Verbände in Süddeutschland bestritten hat, weil daselbst gewisse norddeutsche Ausdrücke unbekannt sind[4]).

Was übrigens die Bedeutung des Wortes Allmende betrifft, so wird es in den Quellen vielfach in einem noch engeren Sinn gebraucht, als der ist, den Meitzen ihm geben will. Gerber, Beitrag zur Geschichte

---

schränkt“. Hierin liegt eine viel zu weit gehende Generalisierung einzelner Fälle vor. Es giebt noch in beträchtlicher Zahl grofse Marken in den ersten Jahrhunderten der Neuzeit. Vgl. z. B. Lacomblet, Archiv für die Geschichte des Niederrheins III, S. 198 ff. und S. 240 ff.; Gothein. Agrarpolitische Wanderungen im Rheinland, S. 32 ff.

1) Vgl. m. Ursprung der deutschen Stadtverfassung, S. 27 Anm. 1.

2) A. v. Miaskowski a. a. O. S. 3.

3) Maurer, Markenverfassung, S. 13 und 434 f. sieht die Geraidegenossenschaften (Haingeraide) als eine Eigentümlichkeit der Pfalz an (Meitzen I, S. 474: „auf dem linken Rheinufer“). Tatsächlich sind sie nichts anderes als ganz gewöhnliche Markgenossenschaften. Übrigens beschränkt sich auch der Ausdruck nicht einmal auf pfälzisches Gebiet. Vgl. Diehl, Urkundenbuch der Stadt Efslingen, I, S. 190 (mit nicht ganz richtiger Erklärung).

4) Vgl. hierüber m. Abhandlung Grofshändler und Kleinhändler im deutschen Mittelalter, Jahrbücher für Nationalökonomie, 75, S. 13 ff.

des Stadtwaldes von Freiburg i. B. (1901), S. 30, nimmt an, dafs man „zur Zeit der Gründung der Stadt alle Waldnutzungsrechte Allmendrechte nannte"; später, nachweisbar schon im ausgehenden Mittelalter, wurden in Freiburg die Worte Wälder (Ratswälder) und Allmenden als zwei Arten der Gemeindegüter unterschieden, nämlich als Waldungen und Weiden. „Allmend bezeichnete dann die gemeine Weide und wurde nur noch insofern auf den Wald übertragen, als die städtische Viehweide nicht ausreichte und deshalb die Wälder ausnahmsweise zur Weide benutzt wurden." Th. Knapp, Gesammelte Beiträge zur Rechts- und Wirtschaftsgeschichte vornehmlich des deutschen Bauernstandes, S. 161 f. stellt vom Oberamt Heilbronn für das 16. bis 18. Jahrhundert fest, dafs daselbst der Gemeindewald — „der wichtigste Bestandteil des Gemeindeeigentums" — nirgends als Allmende bezeichnet wird. Über lokal wechselnde technische Ausdrücke in der Schweiz bietet Miaskowskis angeführte Schrift viel Belehrung.

Heute hat die staatliche Gesetzgebung bestimmte Definitionen für unsere Materie gegeben[1]). Die Wissenschaft tut aber wohl gut, Allmende und gemeine Mark als Synonyma zu gebrauchen, schon um ein Mifsverständnis wie das Meitzensche auszuschliefsen.

Es wäre überflüfsig, ein Wort über die grofsen Verdienste des Meitzenschen Werkes, vor allem über seinen Reichtum an Karten, zu sagen. Andererseits dürfen aber auch seine Mängel nicht unbeachtet bleiben. Bekannt ist die Kritik, die G. F. Knapp, Grundherrschaft und Rittergut, S. 101 ff. veröffentlicht hat. Daneben sei auf die in nationalökonomischen Kreisen noch nicht genug gewürdigte Kritik von Henning im Anzeiger der Zeitschrift für deutsches Altertum, Bd. 25 (1899), S. 225 ff. hingewiesen.

Fiuvaida.

Von

L. M. Hartmann (Wien).

Seitdem Schupfer[2]) zuerst ausführlich die interessante Urkunde aus Pisa Troya C. d. n⁰ 481 vom Jahre 730 besprochen und gedeutet hat, spielt die fiuvaida (Vieh-Weide) in der langobardischen Wirtschaftsgeschichte eine gewisse Rolle. Auch Brunner[3]) stellt sie mit der „gemeinen Mark" zusammen. Im Zusammenhange mit den übrigen Forschungen über die Mark wird man die Frage stellen dürfen, was der Ursprung dieser

1) Vgl. z. B. Braunagel a. a. O. S. 31.

2) Schupfer, Degli ordini sociali e del possesso fondiario appo i Longobardi in Sitzungsberichte der kais. Akad. d. Wiss., phil.-hist. Cl., XXXV (1860), 432 ff.

3) Brunner, Deutsche Rechtsgeschichte I, 196 f.

langobardischen Einrichtung ist, ob sie auf ursprünglich germanische Verhältnisse Rückschlüsse zuläfst oder eine spätere Bildung ist.

Der Inhalt der Urkunde ist der folgende: Die beiden Söhne des Alchis verkaufen an einen Gesindemann des Königs „sorte de terra nostra, quem avire visi sumus de fiuvadia in loco Arena savi (*sic*)[1]) aliis coliverti nostri, uno caput tenente in fossa et alio in palude prope terra stavili"; wenn aber „ipsa terrola portionem nostra in integro publicum requesierit et ad devesionem revinerit cuicumque in alio homine et novis in alio locum ad vicem sorte redditam fuerit", so solle der Käufer das Recht haben, zum Ersatze des ihm entzogenen Stückes auf das neu zugewiesene Anspruch zu erheben. Es lag danach nahe, bei der „sors" an die Hufe, bei der Neuaufteilung durch das „publicum" an die von Tacitus berichtete periodische Neuaufteilung der Mark zu denken.

Dieser Auslegung steht allerdings die genugsam feststehende Tatsache entgegen, dafs die langobardische Ansiedelung nach allem, was sonst von ihr bekannt ist, in durchaus privatwirtschaftlicher Weise vor sich gegangen ist, da die Langobarden die sehr ausgebildete römische Grundherrschaft einfach übernahmen und sich selbst an die Stelle der römischen Grundherren setzten[2]). Das Wort „publicum" aber, das nach jener Auslegung die Markgenossenschaft bedeuten müfste, kommt sonst in den langobardischen Quellen nur etwa in der Bedeutung: Fiskus oder königliche Verwaltung — vor. Endlich kann man sich auch daran stofsen, dafs offenbar von „colliberti" die Rede ist und gerade nicht von ursprünglich Freien.

Man wird also nach einer Erklärung suchen müssen, die mit dem, was man sonst von langobardischen Verhältnissen weifs, in Übereinstimmung gebracht werden kann, und Urkunden aus dem Register von Farfa scheinen eine solche Erklärung zu bieten.

König Ratchis und Herzog Lupo von Spoleto[3]) hatten dem Kloster von Farfa einen gualdus publicus geschenkt, also offenbar ein Stück jener Ländereien, welche dem Könige oder den Herzogen, d. h. eben dem publicum, zugefallen waren, weil sie schon zur Zeit der langobardischen Ansiedelung nicht im Privatbesitze gewesen, keiner Grundherrschaft zugehört hatten. Namentlich aber weil schon eine Anzahl Personen auf Teile dieses Waldes einen Anspruch zu haben glaubte, kam es zu einem Rechtsstreite, der von dem missus des Königs entschieden werden mufste[4]). Die Einwendungen, die von den Gegnern des Klosters erhoben wurden, sind interessant. Die Besitzer eines Weilers „Turris" behaupteten, dafs ihr Land nicht zum gualdus gehöre; sie wurden verpflichtet die Abgaben die sie bisher — offenbar an das publicum — entrichtet hatten, von nun an dem Kloster zu leisten. Andere „consortes", die als coloni publici be-

---

1) Dies die Lesung nach Simonetti in Studi storici I, 473; ist etwa „savi" = salvi(s)?

2) Vgl. meine Geschichte Italiens im Mittelalter II[1]. 40 ff. und II[2], 5 ff.

3) Reg. Farf. 16. 4) Reg. Farf. 35 (v. J. 747).

zeichnet werden und die schon ihren früheren Hof „ad sacerdotes“ gegen einen anderen in dem gualdus hatten eintauschen müssen, weil der Hof „ad sacerdotes“ schon früher dem Kloster zugestanden worden war, mufsten sich nun wieder einen Umtausch gefallen lassen; es wurde ihnen mit der Mefsschnur ein Stück des Waldes zugemessen, wobei bei der Bestimmung der Gröfse der Umstand in Betracht gezogen wurde, ob das Land trocken, ob es schon bebaut war. Ein Dritter, der vom Herzoge freigelassen und dem bei seiner Freilassung die Parzelle, die er bebaut hatte, überlassen worden war, wurde verpflichtet, die Abgaben, die er bisher „in publico“ geleistet, dem Kloster abzuführen. Auch sonst werden noch coloni publici und Gesindeleute genannt, denen „pro servitio“, das sie geleistet, ein Stück des gualdus gegen eine Abgabe überlassen worden war, die sie von nun an an das Kloster abzuführen hatten.

Die Analogie mit der fiuvaida ist deutlich. Die fiuvaida ist ein Ödland, das bezeichnenderweise „Arena“ heifst, an den Sumpf angrenzt, im Gegensatze zur „terra stabilis“; auch die „Arena“ ist offenbar königlicher Besitz; daher verfügt das „publicum“ über das Land, behält sich, wie in Farfa, eine Neuaufteilung vor, die um so leichter vor sich gehen kann, als hier wie dort die zeitweiligen Besitzer abhängige Personen sind, die wahrscheinlich auch für die Pisaner fiuvaida eine Abgabe zu entrichten hatten. Wie in Farfa Stücke des Waldes, wurden hier Stücke der Viehweide, d. h. auch nicht kultivierten Landes, zur Kultivierung ausgetan. Es ist wohl ein Beispiel mehr dafür, wie die königlichen Diener durch Landleihe belohnt wurden und wie Ödland kolonisiert wurde.

Wenn der gualdus publicus nicht ausgetan war, weideten darin die Herden des Königs, peculia publica, hauptsächlich wohl die Schweineherden, deren Oberaufseher der archiporcarius war; andere Personen müssen für die Weide ihrer Herden eine Abgabe zahlen, die castaldaticum, herbaticum, escaticum, glandaticum od. ä. hiefs, wie aus anderen Urkunden hervorgeht[1]). Dafs diese Abgaben nicht einem ursprünglichen gemeinwirtschaftlichen Zustande entsprechen, sondern viel eher auf ähnliche römische Einrichtungen zurückweisen, liegt auf der Hand.

In einer späteren Urkunde, einem Privilege Kaiser Ludwigs II. für Farfa[2]) heifst es: „Similiter quoque concedimus omnes communes pascuas, hoc est fiuvaidas, ut sicuti illi homines, qui res suas praefato monasterio dederunt, eas per diversa habuerunt loca, ita nullo contradicente, eas pars monasterii teneat et possideat, laboret et exerceat ubicumque partem suam cognoverit, iuxta quod eis visum utile fuerit.“ Offenbar ist diese Konzession ähnlich zu erklären, wie jene anderen; wer sein Gut dem Kloster gibt, gibt damit auch die Stücke von der fiuvaida, die ihm überlassen waren; es brauchen keineswegs mehr wirkliche Weiden zu sein, wie daraus hervorgeht, dafs das Kloster sie „laborare“ und „exercere“ kann. Immerhin ist es aber auch möglich, dafs bei „communia pascua“ auch an gemein-

1) Vgl. Reg. Farf. 318; doc. 1225 u. a.
2) Reg. Farf. 318; n° 435 (Otto I) ist nur der ersten Urkunde nachgebildet.

same Weiden einer Gruppe von Bauern gedacht werden kann[1]). Jedenfalls handelt es sich aber dann nicht um eine ursprüngliche Mark- oder Sippengenossenschaft, sondern um grundherrliche Bildungen.

Was man als Rest des Kommunismus bei den Langobarden anführen zu können glaubte, geht auf königliche Verleihung auf Grund des Verfügungsrechts des Königs über das nicht aufgeteilte feindliche Land zurück und mufs ebenso aus der Theorie der Mark gestrichen werden, wie etwa die Gehöferschaften.

---

1) So könnte vielleicht die „silva hominum Reatinorum" in Reg. Farf. doc. 1219 v. J. 756 erklärt werden; vgl. auch die Bezeichnung „ad Campora communalia" bei Troya C. d. 822 p. 286, wenn nicht an eine Erinnerung an römischen Municipalbesitz zu denken ist.

Litteratur.

Prinz Alois Liechtenstein. Das Reich der Römer. Sozialpolitische Studie.

So betitelt sich ein in der „Allgemeinen Bücherei, herausgegeben von der österreichischen Leo-Gesellschaft“ erschienenes Schriftchen. Die Bezeichnung „Sozialpolitische Studie“ kann es nicht entschuldigen, wenn in derartigen Darstellungen die Geschichte zu politischen Zwecken mifsbraucht wird, ebensowenig wie sich irgendwelche wissenschaftliche Sozialpolitik auf solchen Geschichtsbetrachtungen aufbauen läfst. Die alte kirchliche Auffassung, dafs das römische Reich an der Sündhaftigkeit und dem lockeren Lebenswandel seiner Bewohner oder seiner Beherrscher zu grunde gegangen sei, ist zwar nun auch von dem klerikalen Prinzen aufgegeben worden, der sich bemüht, der modernen historischen Methode seine Waffen zu entleihen. Allein der Dilettantismus zeigt sich doch sowohl in der Leichtigkeit, mit der allgemeine Schlüsse zum besten gegeben werden, als auch in dem Herausarbeiten oberflächlicher Analogien mit der Gegenwart. Prinz Liechtenstein hat z. B. „in den Lehrbüchern bisher vergebens“ nach dem „wichtigsten von allen Gesetzen, welches über die Lebensdauer der Staaten als höchste, inappellable Instanz entscheidet“, gesucht; er findet es „nicht allzu schwer, es zu ermitteln“ und teilt es uns mit: „Die Lebensdauer eines Staates, ja selbst, falls er von feindlicher Übermacht niedergeworfen wurde, seine Wiedergeburt, ist meiner Ansicht nach allein bedingt durch die Gemeinsamkeit der überwiegenden Interessen seiner mafsgebenden Bewohner, und zwar so lange, als deren Anzahl, Energie und Beliebtheit ausreicht, um die Volksmehrheit des Staatsgebietes in Krieg und Frieden für die Aufrechterhaltung des Staates aufzubieten.“ Der prinzliche Verfasser erkennt selbst, dafs sein historisches Grundgesetz zum Teile gemeinplätzlich und zum Teile orakelhaft ist. „Nach wie vor bleibt die grofse Politik eine schöne Kunst, für die man geboren wird.“ Trotzdem das Gesetz nun einmal heraus ist, kann nicht „jeder politische Taglöhner geläufig oder auch nur leidlich regieren“. Offenbar ist die Meinung, dafs es gut so ist, namentlich für die „mafsgebenden Bewohner“, für „die Minderheit, welche durch Wohlhabenheit die Mufse oder durch höhere Bildung die Befähigung oder durch ererbtes Privileg die Gewohnheit hat, sich mit

Politik zu befassen". Alle diese Kennzeichen aber treffen beim Prinzen Liechtenstein zu.

Mit seiner Geschichtsauffassung, zu deren Illustration das Büchlein geschrieben ist, soll nun im einzelnen natürlich nicht gerechtet werden, obwol sie des Unklaren genug enthält. Das Christentum spielt darin eine grofse Rolle, „der hochentwickelte Freiheitsbegriff des christlichen Mittelalters", „die durch überirdische Macht des Christentums etwas eingedämmte Lust an eigener und fremder Habe"; von der indischen und der persischen Religion heifst es, dafs sie „immerhin als entstellte, ruinenhafte Reste einer göttlichen Uroffenbarung gelten können". Die Vorliebe für den Feudalismus des Mittelalters geht auch ziemlich weit, so z. B. wenn „Lehensleute und Leibeigene" (S. 43) offenbar zu den „wirtschaftlich selbständigen Volksmassen" gerechnet werden, die allein „ihr Vaterland genug lieben, um es ohne Zwang und Lohn gerne und gut zu verteidigen." Mit dem Worte „Kapitalismus" wird natürlich in ziemlich freier Weise umgegangen, um seine Nachteile schon am alten Rom zu demonstrieren; die „homines novi" sind seine Vertreter, die mit den Geiern und Schakalen verglichen werden, die dem römischen Grofsen, etwa dem Provinzstatthalter, der mit dem „königlichen Löwen" verglichen wird, die besten Bissen aus den Gütern der Provinzialen wegschnappten (S. 27). Rom hätte Mittelstandspolitik treiben sollen. Dagegen kommen die Latifundienbesitzer in der Broschüre ziemlich gut weg, sehr zum Nachteile der historischen Wahrheit. Andererseits ist natürlich die „Teuerung des Geldes" auch an dem malheur des römischen Reiches schuld; „die Seltenheit des allgemeinen Tauschmittels entwertete alle Produkte und lähmte die Produktion". Warum hinderte das Christentum aber nicht den Verfall? „In der christlichen Epoche fand Rom während des Ansturmes der Barbaren nicht mehr die Mufse, um den sozialen Ausgleich anzubahnen" (S. 42). Erst „den jungen Barbarenvölkern", den Überwindern Roms „war es vorbehalten, die Lehre des Heilands sinngemäfs und folgerichtig in die Nationalökonomie zu übersetzen" (S. 63). — Nach diesen Proben dürfte es nicht mehr nötig sein, auf zahlreiche Unrichtigkeiten im einzelnen ausdrücklich hinzuweisen. L. M. Hartmann.

F. Seebohm, Tribal custom in Anglo-saxon law. London 1902.

F. Seebohm ist ohne Frage einer der bedeutendsten und meist originalen Vertreter der Sozialgeschichte der Gegenwart, und es trifft sich gut für die wiederauflebende Zeitschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte, dafs das Erscheinen eines seiner anregenden Werke Gelegenheit bietet, seine interessante Persönlichkeit und seinen Gedankenkreis im Zusammenhange der Wissenschaft schon im ersten Hefte zu besprechen und zu würdigen. Er gehört, wie so mancher andere hervorragende englische Gelehrte, wie Grote, Lubbock, Tylor, Sir John Evans u. a. seiner Ausbildung nach nicht den Kreisen der Universität, sondern der Geschäftswelt an. Obgleich aber seine Zeit vom Bankgeschäft und den gesellschaftlichen Obliegenheiten eines englischen

Bürgers mit regen politischen und religiösen Interessen in Anspruch genommen worden ist, hat er mit gröfster Energie und leidenschaftlichem Interesse seine freien Stunden dem Studium der wirtschaftlichen Zusammenhänge und der sozialen Entwicklung gewidmet. Es ist nun einmal so im Leben, dafs Vorzüge mit Nachteilen erkauft werden müssen, obgleich leider das Entgegengesetze nicht immer eintrifft, und Schwächen nicht eben immer Vorzüge bedingen. Im besprochenen Falle kann man aber getrost behaupten, dafs die Einseitigkeiten der persönlichen Laufbahn, welche bei unserem Gelehrten einen gewissen Mangel an Schule, eine mindere Kenntnis der Litteratur, eine etwas unkritische Kühnheit der Aufstellungen verursachen mögen, zugleich das Erdreich abgeben, auf welchem eine bewunderungswürdige Originalität der Auffassung und Kombinationsgabe, ein gewaltiger Reichtum an Ideen, ein gesundes Verständniss für das Reelle, das Lebende, erwachsen sind. Deshalb sind auch Seebohms Bücher mit ihren zuweilen gewagten und übertriebenen Theorien mehr lehrreich und schöpferisch als manche regelrechten Fachschriften mit genügend balanzierten Zitaten und sorgfältigeren Abstraktionen. Ich habe oft Gelegenheit gehabt, Seebohms Aufstellungen zu widersprechen, ich gebe auch heute einen kritischen Bericht über sein letztes Werk; desto mehr fühle ich mich berechtigt, meine Bewunderung für die starken Seiten dieser urwüchsigen und geistreichen Natur auszusprechen und das Studium seiner Werke dem weiten, internationalen Kreise der Fachinteressierten zu empfehlen.

Bekanntlich hat Seebohm den Grund zu seinem Ruhme mit einem 1883 erschienenen Buche über die englische Dorfgemeinde (The English Village Community)[1]) gelegt. Er trat darin gegen eine Reihe von weitverbreiteten Annahmen auf, besonders gegen die Gedanken einer radikalen Umwandelung der Zustände durch die angelsächsische Eroberung und einer Entwicklung des Privateigentums und der hofrechtlichen Verfassung aus einer kollektivistischen Organisation der freien Dorfgemeinde, und vertrat die Kontinuität der mittelalterlichen Agrargeschichte im Anschlufs an den römischen Typus der Villa mit einer hörigen Bevölkerung und einem unfreien Kommunalismus. Auf seine Landsleute wirkte das Buch namentlich durch die Klarlegung der konkreten Formen der feldgemeinschaftlichen Flurverfassung, wie sie in Deutschland hauptsächlich durch Hanssen und Meitzen vermittelt worden ist, gewirkt, aber auch durch die bestimmte Reaktion gegen Annahmen, welche die ursprünglichen Zustände in einem zu demokratischen, zu kollektivistischen und, man darf es sagen, zu germanistischem Sinne schilderten. In der allgemein europäischen Bewegung der Ideen reihte sich sein Buch, anfangs unbewufst für den Verfasser, an die Strömungen an, welche von Fustel de Coulanges in Frankreich, von Knapp, Hildebrand, neuerdings Wittich in Deutschland vertreten werden. Ich brauche kaum hervorzuheben, dafs mir diese Reaktion in der Richtung des römischen Einflusses und der organisierenden Kraft der Grundherrschaft sehr über das Ziel zu

1) Auch ins Deutsche von A. v. Bunsen, übrigens nicht sehr genau, übertragen.

gehen und, im Sinne einer tonangebenden Theorie, nicht minder irreleitend zu sein schien, als die von ihr bekämpften Voraussetzungen. Aber eine anregende und fruchtbringende Wirkung hat sie in mancher Hinsicht hervorgebracht, indem sie auf Erscheinungen und Zusammenhänge aufmerksam machte, welche lange Zeit geradezu versäumt worden waren, und eine Reihe von voreiligen Schlüssen und unberechtigten Behauptungen beanstandete.

Eine Ergänzung der grundherrlichen Theorie durch eine entsprechende Würdigung der Organisation der freien Volkselemente schien jedenfalls notwendig und wurde von der Kritik allseitig gefordert. Die Ansätze zu einer derartigen Ergänzung, welche schon in einigen Kapiteln der „Englischen Dorfgemeinde“ vorhanden waren, wurden von Seebohm im zweiten seiner gröfseren Werke, in dem „Tribal System in Wales“ entwickelt (1895). Obgleich des Keltischen unkundig, hatte der Verfasser, als Mitglied der Königlichen Kommission zur Untersuchung des bäuerlichen Besitzes in Wales, Gelegenheit gehabt, die eigentümlichen agrarischen Zustände dieses Landes mit der gewohnten Schärfe ins Auge zu fassen und namentlich mit irländischen Erscheinungen zu vergleichen. Auf diesem Boden fufsend hat er denn auch sein meiner Ansicht nach bedeutendstes Werk verfafst: das Tribal System in Wales hat keineswegs den äufsern Erfolg gehabt, welches der englischen Dorfgemeinde zu teil geworden ist, es ist aber kaum zu gewagt zu sagen, dafs in keinem anderen Buche das Wesen und die Eigentümlichkeiten der keltischen Geschlechtsverfassung in so originaler und so vollständiger Weise beleuchtet worden sind. Einen äufserst glücklichen Griff, der zu unzähligen wichtigen Aufschlüssen geführt hat, bildete namentlich die Zuziehung des Materials der feudalen Grundbücher, welche, wenn auch in minderer Anzahl als für das eigentliche England, doch auch für diese Provinz vorhanden sind. Auf dieser Grundlage finden wir wirklich Eingang in die wunderliche Welt der Geschlechterverfassung, mit welcher wir sonst so wenig gemeinsam haben, dafs uns ihre Erscheinungen kaum fafsbar dünken. Es ist nicht zu leugnen, dafs die Darstellung zu systematisch ist, Gegensätze und Schwierigkeiten verbirgt, zu viel Gewicht auf die Aussagen einiger verdächtiger Quellen, namentlich gefälschter Klosterurkunden, phantastischer Triadensprüche und volkstümlicher Überlieferungen über Wanderung und Eroberung legt, aber das Anwachsen der agnatischen Geschlechter, ihre naturmäfsige Gliederung, ihr Verhältniss zum Lande in Besitz und Bebauung sind mit scharfen und grundlegenden Strichen gezeichnet, und das ist die Hauptsache.

Das dritte, neulich veröffentlichte Buch, die „Tribal custom in Anglosaxon law“, stellt sich nun die Aufgabe, diese Resultate der keltischen Forschung auf germanischen Boden zu überführen, zu zeigen, inwiefern die Verfassung der Volksfreien der germanischen Stämme im westlichen und nördlichen Europa durch die Anwendung ähnlicher Prinzipien der agnatischen Sippe zu erklären ist, wobei dann das übrige auf römischen und kirchlichen Einflufs und auf eine Entwicklung der Grundherrschaft überzuführen wäre. Hauptsächlich kommt es dabei auf angelsächsische Er-

scheinungen an, was auch im Titel des Buches ausgedrückt ist, aber das Werk ist breit angelegt, und vielleicht zwei Drittel desselben werden durch eine Behandlung der Gebräuche bei anderen germanischen und auch bei keltischen Völkerschaften in Anspruch genommen. Die germanistischen Partien bieten nun manchesmal Auseinandersetzungen, welche für die in Rechts- und Wirtschaftsgeschichte Bewanderten nichts Neues abgeben, aber es finden sich auch oft scharfsinnige Zusammenstellungen, und die ganze Übersicht wird durch die stets im Auge behaltene Beziehung auf keltische Zustände anregend und interessant, bei der Würdigung der angelsächsischen Tatsachen mufs man aber mit ihr als mit einem selbständigen Versuch der Lösung des Problems rechnen.

Das Buch wird durch eine Besprechung der Geldverhältnisse im früheren Mittelalter, die in Hinblick auf die Benutzung der Wergeld- und Bufsansätze unumgänglich erschien, eröffnet, und der Verfasser kommt auf diesen Gegenstand mehrfach im Laufe der Untersuchung zurück. Da eine Abhandlung von Seebohm selbst über die germanischen Münz- und Gewichtssysteme in unserer Zeitschrift angekündigt ist, welche des Verfassers endgiltige Resultate und Beweisführung in Bezug auf diesen Punkt zusammenfassen wird, so bescheide ich mich darauf, ganz kurz anzugeben, dafs Seebohm das merowingische und die übrigen germanischen Systeme von der spätrömischen Berechnung des Pfundes zu 6912 Gran ableitet, die Karolinger dagegen und, ihnen folgend, die angelsächsischen Könige von Offa and Alfred an, zu Berechnungen, welche auf einem Pfund von 7680 Gran basieren, übergegangen seien. Was die Münze angeht, so nimmt Seebohm eine weitgehende Krisis zu Ende des merovingischen und Anfang des karolingischen Zeitalters an, welche in dem Versuch vonseiten Karls des Grofsen den Geldumlauf im Frankenland gewaltsam auf Grund eines Verhältnisses zwischen Gold und Silber wie 4 : 1 zu regeln, ausmündeten, schliefslich aber zu dem bekannten Zwölfdenare-System führten[1]). Alle diese Untersuchungen Seebohms verdienen wegen seiner grofsen Kenntniss der metrologischen Varietäten und seiner Geschicklichkeit in ihrer Ausnützung für historische Zwecke die gröfste Aufmerksamkeit. Ich kann aber nicht umhin, zu bemerken, dafs die eigentümliche Behandlung dieser Probleme auf Grund metrologischer Berechnungen nach dem Vorgange Ridgeways[2]), mir doch nicht genügend erscheint. Diese Methode ignoriert die tatsächlichen Verhältnisse des Umlaufes und der Münzung und rechnet mit festen Zahlen, während man in Wirklichkeit ein nichts weniger als festes Material vor sich hatte und daher auf der einen Seite zu Abwägung und Naturalientausch griff, andererseits zu Zwangsausgleichungen und sehr groben Devalvationen verleitet wurde. Obgleich also die metrologischen Fäden keineswegs vernachlässigt werden dürfen, müssen die faktischen Bedingungen des Geld-

---

1) Der V. benutzt leider Pertzs Ausgabe der Kapitularien und betrachtet daher z. B. die zweite Fassung des Kapitular von 816 als ein selbstständiges Kapitular von 801. O. c. 189.

2) Origin of Currency and Weight Standards. 1892.

vorrats und des Geldumlaufs wie der Prägung mit voller Aufmerksamkeit berücksichtigt werden[1]), und grade weil dieses zweite Element fehlt, bringen SEEBOHMS höchst scharfsinnige Zusammenstellungen doch nicht die Entscheidung: man ersieht nicht die Gründe der gewaltigen Übergänge und Veränderungen und wird kaum befriedigt, wenn die Zahlen ohne weiteres durch Annahme von verschiedenen Wertverhältnissen zwischen Gold und Silber, bald wie 12, bald wie 10, dann aber auch wie 8 und endlich wie 4 zu 1 in Stimmung gebracht werden.

Die Betrachtung der eigentlichen Geschlechterverfassung beginnt mit einer Zusammenstellung der Hauptresultate der keltischen Forschungen SEEBOHMS, wobei namentlich auf den engen Zusammenhang des Gwely, des Verbandes der Abkommen des Urgrofsvaters, Gewicht gelegt ist, aber auch die weitere Sippe, welche mit dem neunten Grade begrenzt werde, berücksichtigt wird. Innerhalb des Gwely herrschte eine enge Gütergemeinschaft und der Brauch der Wiederaufteilung des Landes nach dem Aussterben der Vertreter jeder einzelnen Generation, die weitere Sippe wirkte nicht nur für den Schutz ihrer Mitglieder durch Fehde, Wergeldforderung und Eideshülfe, sondern gab auch Anrechte auf Ausstattung mit Land, und es bildeten somit diese Verbände eine wirkliche Geschlechtsgemeinde, die gleichsam in drei aufeinander sich stützende Abteilungen zergliedert war und nicht demokratisch, sondern patriarchalisch regiert wurde. Die weittragende Bedeutung dieser Einrichtungen äufserte sich namentlich auch darin, dafs sie zu einer bestimmten Scheidung zwischen vollbürtigen Stammesgenossen einerseits, Fremden und Freigelassenen andererseits führten, denn diese letzten konnten nur nach Ablauf von mehreren Generationen in den Stammesverband und seine Rechte hineinwachsen, insofern um sie nur allmählig die alles Rechtsdasein der Vollfreien bedingenden Geschlechtskreise sich bilden konnten. Im Hinblick auf MAITLANDS in einer Recension der Tribal community in Wales ausgesprochene Einwendung, welche mit der ganzen Auffassung des berühmten englischen Rechtshistorikers in Bezug auf Verwandtschaftsgliederung zusammenhängt[2]), räumte SEEBOHM zwar den den Agnatenzusammenhang gleichsam durchkreuzenden Einflufs der Verwandtschaft durch Weiber, der sich z. B. klar in der Beteiligung an Fehde und Wergeld und auch in anderem äufsert, hält aber daran fest, dafs der sociale Aufbau in Wales im wesentlichen durch gentilicische, auf Agnatenverwandtschaft aufgebaute Verbände bedingt war. Und darüber, scheint es mir, kann kaum ein Zweifel sein: die von MAITLAND nach HEUSLERS und FICKERS Vorgange hervorgehobene Beteiligung der durch Weiber vermittelten Verwandtschaft beseitigt nicht die Tatsachen der gentilicischen Organisation, ebensowenig wie ähnliche Komplikationen die griechischen γένη vernichten, wohl aber zeigt es sich, wie wenig es an-

1) Einige der hierher gehörenden Gesichtspunkte habe ich in der Abhandlung über „Wergeld und Stand“ in der Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte, XXIII, Germ. Abth., hervorzuheben versucht.

2) POLLOCK and MAITLAND, History of the English law, II, c. VI, § 1.

geht, selbst in diesen archaischen Zeiten und Einrichtungen alles konsequent und systematisch auf das eine oder das andere Prinzip zurückführen zu wollen: das Leben setzt sich eben aus Verwickelungen, Gegensätzen und Kompromissen zusammen[1]).

In den Abschnitten, welche die deutschen Volksrechte behandeln, sucht der V. nachzuweisen, wie tief das frühere Mittelalter von Begriffen und Bestimmungen, die mit der Geschlechterverfassung zusammenhängen, beeinflufst worden ist. Die Darstellung ist nicht gleichmäfsig: sie richtet sich hauptsächlich auf Feststellung der Wergeldverpflichtungen und der damit zusammenhängenden Verwandtschaftskreise, wichtige Materien, wie z. B. die erbrechtliche Entwickelung im fränkischen Recht, werden nur oberflächlich berührt oder die Stellung der Magschaften in Bezug auf Entrichtung von reipus und achasius u. dgl. übergangen. So bleibt ein sehr ausgetretenes Gebiet übrig, auf welchem nicht viel des neuen aufzufinden ist[2]). Beachtenswert wäre jedenfalls die Erklärung des Chrenecruda-titels und manche Bemerkungen zur Deutung der lex Frisionum. Es ist auch lehrreich zu beachten, dafs unser V., obgleich seinen Gesichtspunkten nach Heck ziemlich verwandt, sich doch an die übliche Auffassung der Ständeverhältnisse, wie sie namentlich durch Brunner repräsentiert wird, hält[3]). Im ganzen mufs man aber betonen, dafs dem Leser dieser Abschnitte, auch abgesehen von einer etwas dürftigen Behandlung, kaum klar wird, welche organisatorischen Kräfte und Einrichtungen es denn eigentlich waren, die das Leben dieser volksrechtlichen Gesellschaft bedingten und leiteten: römische Einrichtungen sind es nicht, die Geschlechtsverfassung ist es nicht mehr, obgleich einzelne Teile derselben noch fortleben, das Lehnswesen ist es noch nicht. Und so bleibt eine fühlbare Lücke bestehen, die schwerlich Alle geneigt sein werden mit der Annahme auszufüllen, dafs es ausser den Geschlechtern einerseits, den Grofsgrundherrschaften andererseits im Laufe von etwa fünf Jahrhunderten überhaupt keine lebensfähige sociale Organisationen gegeben hat. In diesem Zusammenhange wäre es wohl der Mühe wert nachzusehen, ob die abgehende Geschlechterverfassung nicht von territorialen Gemeinden mit militärischer Färbung abgelöst und umgebildet worden ist. Das würde nun freilich zur Anerkennung einer freien genossenschaftlichen Organisation führen, welche Seebohm immer geleugnet hat.

Von gröfserem Interesse sind die den nordischen Zuständen gewidmeten Kapitel. Sie werden mit einem Versuche eröffnet den Betrag des Wergelds des Holds im Gulathingsl. 218 ff. als das nordische Äquivalent in 30 Silbermark von 200 Solidi merovingischer Währung zu erklären. Der Hold erscheint dabei als typischer Freier, und nur ihm als Mitglied einer Familie von Odaleigentümern wird das Recht des mit voller Sippe umgebenen Stammgenossen vindiciert. So geht denn der V.

1) Vgl. meine Abhandlung über Geschlecht und Verwandtschaft im altnorwegischen Recht, in der Zeitschrift für Sozial- und Wirtschaftsgechichte. VII.

2) Die Wargida des Capitulare saxonicum sollte nicht S. 220 als gleichbedeutend mit Wergeld aufgefafst werden.

3) S. z. B. 488.

über zur Erläuterung des Odals als des Stammgutes einer agnatisch organisierten Familie, wobei einerseits die Bestimmungen des Skaanske hov über den ungeteilten Familienbesitz in recht interessanter Weise herangezogen werden, anderseits die Analogie der keltischen Gwely im Auge behalten wird. Die übrigen Volksklassen werden als Inbegriff unvollständiger Sippen, die nur allmählich aus Freunden und Freigelassenen zur Stellung der volksfreien Odalsgeschlechter heranwachsen, aufgefafst. Der Schlüssel zur Ständegliederung liege im geschlechtsrechtlichen Gegensatz der gesippten und ungesippten Leute, welcher sich auf Landbesitz und Wergeldsverhältnisse erstrecke, die Gemeinfreiheit wäre also eigentlich eine Aristokratie, die über die arbeitenden Bestandteile der Bevölkerung sich erhebe, eine Auffassung welche an ähnliche Konstruktionen Hecks erinnern wird. Demgemäfs erfährt auch die Stellung der Freigelassenen in ihren aufsteigenden Generationen, der Leysinger und Leysingersöhne, eine besondere Berücksichtigung. Es ist nicht möglich in einer kurzen Besprechung des Buches auf alle Einzelnheiten dieser Darstellung einzugehen und alle etwaigen Widersprüche gegen dieselbe aufzuführen. Ich begnüge mich daher, bei aller Anerkennung der eindringenden Analyse der geschlechtsrechtlichen Momente auf die ungenügende Darstellung der ständischen Gliederung hinzuweisen. Der Hold kann nicht als der Gemeinfreie schlechthin gelten[1]), er stellt im Gegenteil eine privilegierte Schicht dar, die sich teilweise aus Landeigentümern besseren Rechts, teils aus professionellen Kriegern zusammensetzt[2]). Die typische Gemeinfreiheit wird aber durch den Arborenn madr und den Bonde vertreten, und weder ihre Stellung noch ihr Verhältniss zu den oben und untenstehenden Klassen wird von Seebohm in einigermafsen genügender Weise berücksichtigt. Sie passen eben nicht zu seiner Theorie, welche einen scharfen Gegensatz zwischen Aristokraten und Hörigen voraussetzt, gerade aber mit den nordischen Zuständen bei allem Scharfsinn einzelner Deutungen nicht leicht in Einklang zu bringen ist.

So gelangen wir denn schliefslich zu den für Grofsbritannien charakteristischen Tatsachen, wobei zuerst die wenigen Anhaltspunkte, welche schottische Rechtsdenkmäler, namentlich die sogenannten „Leges inter Brittos et Scotos“ abgeben, berücksichtigt werden. Für das eigentliche England, mit Einschlufs von Northumbrien, steht eine Reihe gewichtiger Zeugnisse vor uns, welche der Verfasser in zeitlich umgewendeter Ordnung, mit den späteren anfangend und zu den früheren über-

1) Vgl. Amira in Pauls Grundrifs. II², 117.

2) Es darf kaum besonders hervorgehoben werden, dafs die Methode, welcher die Gesetze folgen, indem, sie von Holden bei ihren Wergeldschätzungen ausgehen, keineswegs die Klasse als typisch oder normal kennzeichnet: warum sollte man nicht einfach von oben nach unten vorgehen? Bei einem derartigen Vorgange würden aber die durchschnittlich normalen Zustände eher in der Mitte als am Anfange der Beschreibung sich finden. Die Ausführungen Seebohms in diesem Punkte haben viel mit denen von Heck, die Gemeinfreien der karolingischen Volksreche 402 ff. gemein, rufen aber auch ähnliche Bedenken hervor.

gehend, bespricht. Schon in den Quellen des normannischen Zeitalters, also in den sogenannten Gesetzen Heinrichs I., Wilhelms des Eroberers und Edwards des Bekenners findet er Fingerzeige dafür, dafs der „typische" Gemeinfreie nicht der Mann, welcher mit 200 Schillingen, sondern derjenige, der mit 1200 Schillingen bezahlt wurde, gewesen sei. Diese Tatsache werde durch die wichtigen Bestimmungen der Friedensschlüsse, welche ein Zusammenleben zwischen Engländern und Nordmännern herbeiführen sollten, festgestellt. Im Friedensvertrag zwischen Olaf Tryggvason und Ethelred (993) werden alle freien Nordleute und die ihnen entsprechenden Engländer auf 25 Pfund Goldes, also auf 1200 Schillinge westsächsischer Währung taxiert. In dem etwa 100 Jahre älteren Vertrage zwischen Alfred und Guthrum bekommen die freien Nordmänner, welche offenbar sämtlich als Holde gelten, acht Halbmark Goldes und dementsprechend alle freien Engländer 1200 Schillinge, während die „auf Zinsland sitzenden" Ceorls mit den nordischen Freigelassenen gleichgestellt und auf 200 Schillinge taxiert werden. In den „Gesetzen des Nordvolkes", welche wahrscheinlich das Recht von Halfdans Königreich in York um 876 darstellen, wird der nordische Holde sogar auf das Doppelte des englischen Thanen (4000 Thrymsas statt 2000 Thrymsas, also 2400 westsächische Schillinge statt 1200) geschätzt.

Dieser Gesichtspunkt einer aristokratischen Stellung der sogenannten Freien wird nun weiter verfolgt, wobei als der eigentliche Freie sich der Than, der landbesitzende Gefolgsmann mit einem Wergelde von 1200 Schillings sich herausstellt, und sein durchschnittlicher Landbesitz auf 10 Hiden veranschlagt wird, was auch in den rätselhaften Bestimmungen über die Geltung der Eide eine Bestätigung finde. Denn nur ein Mann in dieser Stellung wäre mit voller Sippe umgeben, und das Anwachsen einer solchen Sippe wäre für ihn ebenso wesentlich, wie die in einigen Quellen angedeutete Erwerbung eines gröfseren Gutes. Der Ceorl der Gesetze von Alfred und Ine dagegen ist zwar persönlich frei, aber er mangelt der vollen Sippe und des genügenden Landbesitzes, er sitzt in der Regel als ein an die Scholle gefesselter Pächter unter der Oberhoheit des Thanen und ist eher dem Freigelassenen zu vergleichen. Gerade die Gesetze von Ine bieten denn auch bezeichnende Belege für Bildung und Wirtschaft von grofsen Grundherrschaften. In beiden Hauptklassen kommen auch Wälsche, Abkömmlinge der eroberten Brittoromanen vor, aber sie bleiben infolge des ursprünglichen Makels ihrer Geburt in beiden Fällen zurückgesetzt. Es wird nun Seebohm etwas schwerer, seine hocharistokratische Theorie in Bezug auf die ältesten angelsächsischen Gesetze, die kentischen, durchzuführen. In ihnen erscheint nämlich der Ceorl abwechselnd mit dem Frigman als der eigentliche Stammesgenosse, dem dann nur Eorle einerseits, Laeten und Sklaven anderseits gegenüberstehen. Aber auch diesen schwierigen Knoten löst der Verfasser, indem er zu zeigen sucht, dafs das Wergeld des kentischen Ceorl, scheinbar auch 200 Schillinge betragend, in Wirklichkeit den 1200 Schillingen der westsächsischen Tafel entspreche, denn es wäre in Gold-

schillingen und nicht in Silber angesetzt. So gehe denn ein und derselbe Zug durch die ganze Geschichte Englands vor der normannischen Eroberung: eine geringe Anzahl vollgesippter Leute mit hohem Wergeld hätte sich des Landes bemächtigt und die Masse der unterworfenen Fremden, Hörigen, Freigelassenen unter hauptsächlicher Zugrundelegung der römischen Gutsverwaltung um sich her organisiert.

Die neue Arbeit SEEBOHMS bleibt also der Hauptrichtung, welche in seinem ersten Werke vorgezeichnet wurde, im wesentlichen treu, und die Einwendungen, welche sich damals machen liefsen, kehren auch jetzt in etwas veränderter Gestalt wieder. Zunächst ist es klar, dafs der Verfasser kaum die notwendigen Vorsichtsmafsregeln getroffen hat, um den mit seiner rückschreitenden Methode verbundenen Gefahren zu entgehen. Der Forscher wird nämlich durch dieselbe unwillkürlich verleitet, spätere Begriffe und Merkmale in die früheren Epochen hinüberzutragen, Entwicklungen, welche eine lange Zeit in Anspruch genommen haben, durch manche Wechselfälle hindurchgegangen sind und erst allmählich ihre entscheidende Wendung erhalten haben, gewissermafsen „en raccourci“, von oben herab anzuschauen und auf einer Fläche zu entwerfen. Und, wie man es früher nicht billigen konnte, wenn SEEBOHM den mittelalterlichen Manor vollgewachsen in der römischen Villa wiedergefunden hatte, so kann man auch jetzt ihm schwerlich beistimmen, wenn er den Kreis der liberi homines im feudalen Sinne auf die mit grofsem Grundbesitz und hochadligen Sippen ausgestatteten Familien beschränken will, und zwar schon von den ersten Anfängen der angelsächsischen Eroberungen an. Dies scheint mir doch nichts anderes, als ein Hineintragen der Resultate einer langen Entwicklung in die ursprünglichen Zustände zu sein, und es wird durch diese Hauptrichtung eine Reihe bedenklicher Einzelheiten bedingt, welche neben glänzenden Beobachtungen und weittragenden Gedanken stehen.

Ein weittragender Gedanke ist es z. B. ohne Zweifel, wenn an der Hand der Analogie mit der keltischen gwely, die Kraft der engeren Geschlechtsgenossenschaft oder, wenn man will, der erweiterten Familiengemeinschaft auch im germanischen Leben an dem Beispiele des Gewohnheitsrechts von SKONE und der kentischen Gavelkind-Verfassung dargetan wird, und dieser Gesichtspunkt läfst sich zur Hebung mancher Schwierigkeiten bei der Lösung erbrechtlicher und bodenrechtlicher Probleme verfolgen, aber die genauen Abstufungen der wallisischen Verwandtschaftsgliederung in die germanischen Rechtsanschauungen überzutragen und in ähnlich systematischer Weise wie für die Kelten zu benutzen, ist man doch nicht berechtigt. Die Entwicklung der Geschlechter bei den Germanen ist doch wesentlich mehr abspringend, verworren und ungenügend infolge der viel komplizierteren Wanderungs- und Eroberungsgeschichte, und diesen Unterschied mufs man ebenso aufmerksam beachten, wie die etwaigen Übereinstimmungen.

Dann scheint SEEBOHM unwiderleglich dargetan zu haben, dafs die kentischen Wergelder in Goldschillingen zu je zwei Tremissen, welche an

die kontinentale Berechnung bei Sachsen und Friesen erinnern und ungefähr dem vierfachen Wert der westsächsischen Silberschillinge entsprachen, ausgedrückt werden können. Aber sein Versuch, das Wergeld des Ceorl auf 200 Schillinge aufzubringen [1]) und so einigermaßsen in Einklang mit den späteren Wergeldern der Thane bei den übrigen Stämmen zu setzen [2]), läuft auf eine Reihe gespannter Deutungen hinaus. Das „medume leodgeld", welches LIEBERMANN mit „mittleres" Wergeld widergibt, und das in Hinblick auf Cunt II, 71, 2 sogar das „mindre" Wergeld sein könnte, wird ihm zum halben Wergeld, obgleich der Ausdruck „healfne leod" gleich nachher gebraucht wird [3]); Bestimmungen, welche von der einfachen Tötung handeln, müssen gewaltsam in eine Gruppe mit Anordnungen für den Spezialfall, daſs ein Verbrechen mit einer geliehenen Waffe verübt wird, verbunden werden [4]), der klare Wortlaut von Gesetzen, welche ein Wergeld von 100 Schillingen für den Ceorl und 300 für den Eorl angeben [5]), werden in künstlicher Weise als Bezugnahme auf frühere Zustände gedeutet und nur auf halbe Wergelder bezogen u. dgl. Wenn wir uns aber auch bescheiden, die kentischen Ansätze als Goldansätze von 100 und 300 Schillingen hinzunehmen, so werden wir SEEBOHM doch dankbar sein müssen, daſs er in der Wergeldgesetzgebung der Angelsachsen Tatsachen hervorgehoben hat, welche wohl am besten durch einen ähnlichen Übergang von einer auf Gold basierten Berechnung zu minderen Ansätzen in Silberwährung wie in den kontinentalen Gewohnheitsrechten erklärt werden können: die volkswirtschaftlichen Bedingungen des Geldumlaufs waren eben in beiden Fällen gleichmässig geartet.

Die Auseinandersetzung über die Kolonisationspolitik der westsächsischen Könige, wie sie aus Ines Gesetzen hervortritt, sind treffend, schieſsen aber über das Ziel, insofern sie verallgemeinert und als normale Bedingungen des Dorflebens um der Wende des VIII. Jahrhunderts hingestellt werden, während sie spezielle administrative Verordnungen über die Besetzung und Bewirtschaftung königlicher Ländereien enthalten [6]). Der

1) Die Bemerkungen auf S. 488 über das Verhältnis von Magbusse und Friedensgeld beruhen auf einem Miſsverständnisse. Gerade bei der Annahme von einem kentischen Wergeld von 200 Sch. wird die Parallele zwischen fränkischen Friedensgeld und kentischem Mundbyrd des Königs unhaltbar: BRUNNER, D. R. I, 255, 6, auf welchen sich S. beruft, sagt eben nicht, daſs das fränkische fredum den vierten Teil des Wergeldes ausmacht.

2) In sceats ausgedrückt würde das westsächsische Thanenwergeld 6000, das mercische 4800, das kentische 4000 betragen. Übrigens möchte ich daran erinnern, daſs ein kentischer Reeve sein Wergeld auf 2000 — doch wohl Thrymsas, gleichbedeutend mit 1200 Sch. westsächsischer Währung geschätzt hat, THORPE, Dipl. Sax. 471, was auf das Eindringen des gemein-englischen Systems in Kent hinweist.

3) AETHELBERHT, 21, vgl. 23.

4) Die Gruppe AETHELBERHT 18, 19, 20, 20 wird mit 21, 23 und 23 verbunden.

5) HLOTHERE und EADRIC, 1, 3.

6) Die Bemerkungen über die Zinsbeträge sind in so merkwürdigerweise inmitten der Gesetzestiteln versprengt (S. 44, § 1; 49, 3; 51, 1; 70, 1) und haben so wenig Rechtsinhalt, daſs sie höchst wahrscheinlich als Notizen zu betrachten sind, die als Weisungen an Verwaltungsbeamte am Rande der Originalhandschrift von Ines Gesetzen selbständig aufgezeichnet wurden und daher in die wunderlichsten Verbindungen mit dem eigentlichen Rechtstexte bei der Ab-

Versuch, eine Einheit von 10 Hiden als Normalbesitz des königlichen Thanen nachzuweisen, widerspricht nicht nur aller Wahrscheinlichkeit und dem durch Gesetzen, Urkunden und Registern durchgehenden Zug, welcher eine Einheit von 5 Hiden hervorhebt[1]), sondern wird auch nur sehr mangelhaft durch Bemerkungen über die rätselhaften Titel über Eidesleistung unterstützt, wobei einige Widersprüche und Mifsverständnisse mit unterlaufen[2]). Eine umfassende Lösung der socialgeschichtlichen Probleme vermag also diese Analyse der Gesetze Ines keineswegs zu geben, und doch bleibt sie wertvoll, insofern sie einen der bestimmenden Ströme der allgemeinen Entwicklung stark, wenn auch zu stark, hervortreten läfst.

Ebenso ist die intensive Benutzung der englisch-nordischen Parallelsätze ein glücklicher Griff und richtet unsere Aufmerksamkeit auf eine zu wenig beachtete Seite der nordischen Einwirkung auf England. Aber statt auch die aktive, umwandelnde Bedeutung dieser Festsetzungen hervorzuheben, behandelt sie Seebohm lediglich als getreue Wiedergabe der früheren Verhältnisse, so dafs ihm schliefslich alle Skandinaver als Holde, alle freien Engländer als Twelfhyndmen erscheinen. Ich möchte dagegen sagen, dafs die Verträge mit Guthrum und Olaf und das Gesetz der Nordleute von York ebenso wichtig für die Regulierung der Verhältnisse der zahlreichen Freien im Danelag, wie für die Unterordnung der Villanen durch die Klasse professioneller Krieger im Westen gewesen sind. Es darf auch nicht übersehen werden, dafs diese erhöhten Wergeldsätze in eine Zeit der Auflösung der Sippenverbände fallen und eigentlich als Mafsregel der politischen Polizei, etwa im Sinne der bekannten Englishry, zu beurteilen sind. Die Nordleute stellten ja zuweilen die Forderung auf, doppelt so viel wie die englischen Thane zu gelten.

Im Grofsen und Ganzen bringt die neue Arbeit Seebohms den Einflufs der Geschlechterverfassung in der sozialen Entwicklung des westlichen Europa lebhaft zur Anschauung und macht die Merkmale der entstehenden Grundherrschaft vollauf geltend, läfst aber auch fühlen, dafs zur Erklärung des mittelalterlichen Lebens noch ein Drittes hinzukommen mufs, nämlich die Einwirkung der genossenschaftlichen Verbände der Freien.

Paul Vinogradoff.

Neuere Litteratur zur Geschichte des Bauernkrieges.

I. Wir besprechen zunächst zwei Arbeiten über die Vorgeschichte der Bewegung. Die Ansicht, dafs vor 1525 keine Notlage der Bauern bestanden habe, findet immer neue Vertreter. Grupp[3]), der die Lage des

---

schrift desselben gerathen sind. Man beachte namentlich die Erwähnung des Zinsgewandes im Anschlufs an den Titel über Diebstahl und die Einreihung des Betrages der Naturalienabgabe von 10 Hiden zwischen zwei Paragraphen, welche von den Teilen des Wergeldes und dessen Entrichtung handeln. Man könnte sogar versucht sein, die Verwaltungsnotizen wenigstens zum Teil Alfreds Recension und Zeitalter zuzuschreiben.

1) Vgl. Round, Feudal England, 92ff., und Maitland, Domesday and beyond, 156ff 2) Man vgl. S. 407, 410 mit Ine 19, Alfred 11 und Ine 52.

3) Historisch-politische Blätter. 124. 1899, 2. S. 18ff. 90ff. 167ff. 249ff.

Bauernstandes um 1500 erörtert, verwirft die Auffassung, daſs die Bauern damals unter einem unerträglichen Drucke gelitten hätten. Denn ein vom Elend entnervtes Volk besitze gar nicht mehr die Kraft zur Revolution. Er pflichtet Janssen darin bei, daſs die Bauern des Mittelalters keine willenlosen Sklaven, und ihre Herren keine Despoten gewesen seien. Eine Erhöhung der Lasten, von der in der populären Litteratur so viel gesprochen wird, sei nur vereinzelt vorgekommen. Es ist aber doch auffällig, daſs die bäuerlichen Beschwerdelisten aus den verschiedensten deutschen Landschaften übereinstimmend von Versuchen der Herrschaften berichten, ihre Rechte und Einkünfte zu steigern, dem gemeinen Mann neue Bürden aufzulegen[1]). Gerade die „neuen Fünd und Uffsätz" haben am meisten den Unwillen der Bauern erregt. Freilich volle Gewiſsheit wird man nur nach gründlicher Durcharbeitung möglichst vieler bäuerlicher Rechts- und Wirtschaftsaufzeichnungen erlangen. Mit Recht aber betont G., daſs neben der Steigerung der grundherrlichen Abgaben ganz besonders die neuen Steuern, die durch die Bedürfnisse und Aufgaben des neuen Staates notwendig geworden waren, viel zur Erbitterung beigetragen haben, so in Württemberg, Bayern, Kempten. Das Volk vermochte eben zwischen den Ursachen und Arten der einzelnen Abgaben nicht zu unterscheiden. Beachtenswert sind die Bemerkungen G.s über die Wirkungen der Rezeption des römischen Rechts. Dieses habe ebensowie der Kapitalismus mehr nur indirekt geschadet. Es sei nur ein Mittel gewesen, um schon vorhandene Tendenzen durchzuführen. Das römische Recht habe den schon früher einsetzenden Bestrebungen der Grundherren Vorschub geleistet, Freie und Zinsbauern der Leibeigenschaft zu unterwerfen, habe das Obereigentumsrecht der Grundherren gestärkt, die Wald- und Weideberechtigungen der Markgenossen zu bloſsen Servituten herabgedrückt, das Erbrecht der Hörigen am Boden sehr stark eingeschränkt, eine Rente auch für den Gläubiger kündbar gemacht, während früher nur der Schuldner das Kündigungsrecht besaſs. Der Unwille des Volkes kehrte sich weniger gegen das römische Recht als solches als gegen die Juristen, die es insbesonders als professionelle Steuererfinder haſste. „Das Steuererfinden, die Einziehung der Sporteln und Gerichtskosten und die Rechtsverzögerung fiel bei den Juristen viel stärker auf, als das Materielle ihrer Rechtsentscheidungen."

Von ähnlichen Gesichtspunkten wie Grupp geht W. Stolze[2]) in seinen Studien über die Vorgeschichte des Bauernkrieges aus. Auch er leugnet, daſs die Erhebungen des Bauernstandes im 15. und 16. Jahrhundert aus einer wirtschaftlichen Notlage zu erklären seien[3]). Im Gegenteil, der glänzende wirtschaftliche Aufschwung der Städte sei auch dem Bauern in reichem Maſse zu gute gekommen, habe ihm die Möglichkeit

---

1) Vergl. auch Ludwig, der badische Bauer. S. 118.

2) Zur Vorgeschichte des Bauernkrieges in Schmollers „Staats- und sozialwissenschaftliche Forschungen". Bd. XVIII. H. 4. 1900.

3) Dieselbe Auffassung vertritt v. d. Ropp in seiner unten besprochenen Rektoratsrede. S. 4—6.

eröffnet, wohlhabend und reich zu werden, und sein Selbstbewufstsein gekräftigt. Leider aber ist STOLZES Beweisführung wenig überzeugend. Zum Beweise der steigenden volkswirtschaftlichen Bedeutung des Bauern beruft er sich auf den immer intensiveren Anbau des Bodens. Mehr und mehr sei das Brachland zur Bebauung herangezogen worden; hier und da komme eine Besömmerung der Brache auf. Garten- und Beundeland, früher zum Anbau von Futterkräutern und Schmalsaat, Hülsenfrüchten verwendet, sei jetzt zur Grundlage eigener bäuerlicher Wirtschaften gemacht worden. Nun aber erklärt STOLZES Gewährsmann, INAMA-STERNEGG (III. 1. S. 323 ff.) ausdrücklich, dafs eine vermehrte Bearbeitung der Brache durch Einschiebung einer zweiten Pflügung auch am Ausgang des Mittelalters nichts allgemeines oder wenigstens Vorherrschendes gewesen sei. Von der Besömmerung der Brache sagt er, sie sei spätestens im 15. Jahrhundert teilweise in einzelnen Gegenden vorgekommen, nämlich da, wo Garten- und Beundeland dem Anbau von Futterkräutern und sonstiger Schmalsaat entzogen und zu selbständigem, bäuerlichen Wirtschaftsbetrieb verwendet worden war. Letzterer Umstand dürfte sich zur Genüge aus dem starken Wachstum der ländlichen Bevölkerung, nicht nur den Bedürfnissen des städtischen Marktes erklären.

ST. ist offenbar in den Fehler verfallen, gewisse lokale Beobachtungen INAMAS zu sehr zu verallgemeinern. Was er sonst über die Sache beibringt, sind einstweilen unbewiesene Vermutungen. Richtig aber erkennt auch ST. den Zusammenhang der Bildung des neuen Territorialstaates mit der Bauernbewegung. Die administrative und militärische Neuordnung des Staates nötigte zu einer stärkeren Belastung der Staatsangehörigen; vor allem aber haben Bürger und Bauern die Mehrkosten zu tragen. Namentlich die Bauern, deren Staatsgefühl in dieser Zeit naturalwirtschaftlicher Gebundenheit nur schwach entwickelt sein konnte, haben die Berechtigung jener finanzpolitischen Mafsnahmen nicht begriffen, darin nur Akte der Willkür und des Eigennutzes erblickt.

Ich behalte mir vor, STOLZES anregende, aber vielfach zum Widerspruch herausfordernde Arbeit in einem anderen Zusammenhange noch genauer zu besprechen.

Erwähnt sei hier auch ein freilich schon 1897 gehaltener Vortrag STIEVES über die hussitische Bewegung. Er ist in den von ZWIEDINECK unlängst herausgegebenen „Abhandlungen" STIEVES zum Abdruck gebracht[1]). STIEVE bezeichnet als die entscheidenden Momente in der hussitischen Bewegung nicht religiöse, sondern ganz andere, „die ihr freilich für uns heutzutage eine besondere Bedeutung geben". Die Bewegung entspringt dem Gegensatz der Tschechen zu dem sozial und politisch überlegenen deutschen Klerus und deutschen Bürgertum.

Einen neuen Beitrag zu den Studien über die sogenannte „Reformation Kaiser Sigmunds" liefert C. KOEHNE[2]). Im ersten Abschnitt seiner Arbeit

1) Abhandlungen, Vorträge u. Reden v. Felix Stiere. Leipzig. 1900. S. 26—37.
2) „Zur sogenannten Reformation Kaiser Sigmunds", Neues Archiv für ältere deutsche Geschichtskunde. 1902. 27. 251—263.

berichtet er über eine neue Textüberlieferung, die er in einem Sammelband der Kantonsbibliothek in Luzern gefunden hat. Der Verfasser dieses neuen Textes ist nach K. nicht als Abschreiber, sondern als Gesinnungsgenosse des Verfassers der „Reformation“ zu betrachten. Im zweiten Abschnitt verteidigt dann K. gegen Frensdorff die von ihm, v. Bezold und Caro ausgesprochene Ansicht, dass die Abfassung der „Reformation“ ins Jahr 1438 zu setzen sei. Die Stelle über die Handelsgesellschaften, woraus Frensdorff auf ein späteres Abfassungsjahr schliessen will, weil Handelsgesellschaften erst gegen Ende des 15. Jahrhunderts auftauchten, ist nicht beweiskräftig, denn die Existenz süddeutscher Handelsgesellschaften ist schon für die erste Hälfte des 15. Jahrhunderts bezeugt, und der Verfasser der „Reformation Kaiser Sigmunds“ war nur der erste, der diese Einrichtung bekämpfte. „Für jene wirtschaftspolitische Strömung, die sich (seit Ende des 15. Jahrhunderts) gegen die Handelsgesellschaften richtete, bildet die Reformation Kaiser Sigmunds eben einen Vorläufer und, was bei ihrer grossen Verbreitung unzweifelhaft ist, auch eine der Ursachen“.

Eine Reihe von Arbeiten befasst sich mit Entstehung und Inhalt des Schlagworts vom „göttlichen Recht“, das der Bauernbewegung ihre geistige Prägung gab, und verfolgen zum Teil die Geschichte dieses Begriffs bis ins 15. Jahrhundert zurück. Nach v. d. Ropp [1]) stammen die Forderungen der christlichen Freiheit, der Predigt des Evangeliums und der Herstellung des göttlichen Rechts, die in fast allen Bauernartikeln sich finden, von den Hussiten und sind im 15. Jahrhundert auf allen Strassen des Reiches beständig wiederholt worden. Sie bedeuten den deutschen Bauern genau dasselbe was den Böhmen: Freiheit von Abgaben und Einziehung des Kirchenguts. Der Begriff des „göttlichen Rechts“ sei also unabhängig von der lutherischen Reformation entstanden. Ropp übersieht aber dabei, dass der Gedanke des göttlichen Rechts doch erst in der Reformationszeit durch die gesteigerte Verbreitung und Wertschätzung der Bibel geläutert und ausgestaltet wurde. Indem die Führer der bäuerlichen Bewegung die Bibel als Quelle des göttlichen Rechts betrachteten, auf Grund des Schriftworts auch die socialen Verhältnisse regeln wollten, wandten sie ein reformatorisches Prinzip auf ihr eigenes Gebiet an. Darin liegt der wahre Zusammenhang zwischen Reformation und Revolution.

Präziser als von Ropp wird die Frage des göttlichen Rechts erklärt von Ströle [2]). Er verfolgt die Geschichte dieses Begriffs durch die verschiedenen Stadien seiner Entwicklung hindurch. Auch er findet in der hussitischen Bewegung den Keim des göttlichen Rechts in der Forderung nach Expropriation der Geistlichen von ihrem weltlichen Besitz, und zwar unter Umständen mit Gewalt. Einen Fortschritt bezeichnet die „Reformation Kaiser Sigmunds“. Hier findet sich der Gedanke des göttlichen Rechts auch auf das weltliche Gebiet ausgedehnt. Die Leibeigenschaft, die Bannung

1) Sozialpolitische Bewegungen im Bauernstande vor dem Bauernkriege. Rektoratsrede. Marburg, Elwert 1899.

2) Ströle, das evangelische Element im deutschen Bauernkriege. Deutschevangel. Blätter Jahrg. 25. 1900. 145—157. 217—233. 285—305. 353—368.

von Wasser, Wald und Weide erscheinen als Frevel wider die göttliche Ordnung. Auch die hussitische Vorstellung kehrt wieder, dass der Gebrauch der Gewalt, wenn es die Notwendigkeit erheische, ein Gott wohlgefälliges Werk, ein Gottesdienst sei.

In dieser erweiterten Gestalt, als Recht zur Abstellung aller Übergriffe von seiten der geistlichen und weltlichen Gewalt begegnen wir dann dem Begriff des göttlichen Rechtes wieder in den vereinzelten Bauernerhebungen am Anfang des 16. Jahrhunderts, so beim „Bundschuh" im Bruchrain 1505 und dem von Lehen 1513.

Die dritte Stufe wird erreicht in der Reformationszeit bei Ausbruch des Bauernkrieges. Jetzt verbindet sich der Begriff des göttlichen Rechts untrennbar mit der Bibel. Der Gedanke tritt auf, die Lehren des Evangeliums auch auf das sociale Gebiet anzuwenden. Diese Auffassung des göttlichen Rechts wird zunächst in den Städten entwickelt und von dort dem platten Land mitgeteilt. Ströle geht wohl zu weit, wenn er als Inhalt des göttlichen Rechts in seiner neuen Fassung den Anspruch des vierten Standes auf annähernde rechtliche und sociale Gleichstellung mit den übrigen Ständen, auf seine Wiedereingliederung in die übrige Gesellschaftsordnung bezeichnet. Die Bauern wollten ja, wie die 12 Artikel zeigen, das Feudalsystem nicht zerstören, nur mildern. Seine vollendete Gestalt hat das neue göttliche Recht erhalten in der Eingabe der Memminger Bauern vom Ende Februar 1525 und vor allem in den „12 Artikeln". Hier erscheint das göttliche Recht als das verbindende Prinzip, als der Lebensnerv der bäuerlichen Forderungen. Hier ist die Summe dessen gezogen, was die Bauern auf Grund der Schrift fordern zu können glauben. Die Führer der schwäbischen Bewegung, Ulrich Schmid, Schappeler, Lotzer, waren auch im Gegensatz zur Auffassung des 15. Jahrhunderts der Ansicht, dafs man das göttliche Recht nicht durch Gewalt und Empörung, sondern nur auf friedlichem Wege durchsetzen könne.

Ausserhalb Schwabens treffen wir das göttliche Recht nur in der roheren Form der vorreformatorischen Zeit, welche die Anwendung von Gewalt nicht ausschlofs. Hier war es nur ein Schlagwort, an dem sich die Massen erhitzten. Aber auch in Oberschwaben wurde rasch — namentlich dank der unehrlichen Politik des schwäbischen Bundes — der Geist des Friedens und der Mäfsigung, der einzelne Führer erfüllte, durch eine radikale Unterströmung verdrängt. Das „evangelische Element" war nicht stark genug, die Bewegung in friedlichen Bahnen zu erhalten.

Götze[1]) untersucht gleichfalls den Einflufs des göttlichen Rechts auf die Bauernartikel von 1525. Die Berufung auf das göttliche Recht fehlt gänzlich in den Artikeln aus der Frühzeit des Aufstands, so in den Kemptener, Ochsenhäuser und Stühlinger Artikeln. Diese berufen sich nicht auf das göttliche, sondern auf das alte Recht. Näher stehen dem göttlichen Recht die Rappersweiler Artikel, in denen zum ersten Mal religiöse Wünsche auftauchen. Im Gegensatz zu Baumann meint G.,

1) Die Artikel der Bauern 1525. Hist. Vierteljahrsschrift 1901. Seite 1.

dafs dem Verfasser der Rappersweiler Artikel nicht die Memminger Eingabe vorgelegen habe, und erklärt erstere für eine Bearbeitung der 12 Artikel. Dies halte ich für zweifelhaft. Die Rappersweiler Artikel haben mit den Zwölfen wohl einzelne kirchliche Forderungen und das Verlangen nach Aufhebung der Leibeigenschaft gemein, sind aber im übrigen, wie G. selbst hervorhebt, wesentlich rechtlichen, nicht wie jene, agrarischen Inhalts. Häufiger wird die Berufung auf das göttliche Recht in den am 15. Februar 1525 dem schwäbischen Bunde übergebenen Baltringer Artikeln. Namentlich sucht man die Abschaffung der Leibeigenschaft aus der Bibel zu erweisen. Im ganzen tritt aber auch hier das religiöse Element hinter dem wirtschaftlichen zurück. Seinen Höhepunkt erreicht das göttliche Recht in den 12 Artikeln. In der Controverse über ihre Entstehung tritt G. auf die Seite derer, welche die Memminger Eingabe aus den 12 Artikeln herleiten, nicht umgekehrt. Damit würde die Entstehungszeit der letzteren beträchtlich zurückgeschoben, mindestens vor den 3. März. Die 12 Artikel wären dann auch nicht mehr als Programm der christlichen Vereinigung entstanden, sondern als Privatarbeit eines oder mehrerer Männer, die später offizielle Anerkennung fand. Die Einleitung der 12 Artikel stammt nach G. von Schappeler, während er für den übrigen Inhalt unter gewissen Vorbehalten Lotzer als Autor annimmt.

G. zeigt dann weiter, dafs die Zeitgenossen mit einziger Ausnahme Luthers das Prinzip, die Bibel auch in weltlichen Dingen zur Gesetzgeberin zu erheben, anerkennen, und erörtert schliefslich die verschiedenartige Benutzung der 12 Artikel inner- und aufserhalb ihrer Heimat. In Band 1902 der Hist. Vierteljahrsschrift gibt G. einen kritisch revidierten Text der 12 Artikel. Kaser.

Theodor Knapp, Gesammelte Beiträge zur Rechts- und Wirtschaftsgeschichte vornehmlich des deutschen Bauernstandes. Tübingen 1902, Verlag der H. Laupp'schen Buchhandlung. XII und 485 S.

Paulsen hat kürzlich in den Preufsischen Jahrbüchern, Band 106, S. 476 ff. in seinem Aufsatz „Der höhere Lehrerstand und seine Stellung in der gelehrten Welt“ den Gedanken ausgeführt, dafs der Kampf des höheren Lehrerstandes um eine Verbesserung seiner äufseren Lage gerecht und notwendig sei, dafs aber seine soziale Schätzung nicht allein auf der Stellung beruhe, die er in der Gehalt- und Rangordnung des Staates einnimmt, sondern mindestens ebenso sehr auf der Stellung, die er sich selber in der gelehrten Welt zu verschaffen weifs. „Von grofser Wichtigkeit“ — hebt er hervor — „ist es, dafs die Verwaltung sich wieder entschieden zu dem Glauben an den Wert einer wirklichen Gelehrtenbildung des Lehrerstandes bekennt.“ Er empfiehlt mehrere Mafsregeln, durch welche der wissenschaftliche Sinn in den Lehrerkreisen gehoben werden könne. Unter anderem tritt er warm für die in neuerer Zeit mehrfach (z. B. in der Berliner Stadtverordnetenversammlung) angefochtene Einrichtung der Programmabhandlungen ein. „Manche Pro-

grammabhandlung hat den Anstofs zu weiterer Beschäftigung mit dem Gegenstand, zu gröfseren wissenschaftlichen Arbeiten gegeben."

Ref. ist in der Lage, zu diesen Ausführungen PAULSEN's einen glänzenden Beleg beizusteuern, den er den hier anzuzeigenden gesammelten Aufsätzen des württembergischen Gymnasialrektors THEODOR KNAPP entnimmt.

THEODOR KNAPP, Tübinger Stiftler und als solcher von Haus aus Theologe, daneben schon als Student sich mannigfachen philologischen Interessen widmend, hat sich später berufsmäfsig der Philologie und dem Lehrfach zugewandt. Er erteilte Unterricht auch in der Geschichte, mit der er sich auf der Universität noch nicht näher beschäftigt hatte. 1886 erschien G. F. KNAPP's „Bauernbefreiung in den älteren Teilen Preufsens", welches Buch einen bedeutenden Eindruck auf ihn machte. Bedürfnisse des Unterrichts führten ihn zu eben den Problemen, die G. F. KNAPP behandelt hatte. Von diesem war der deutsche Nordosten geschildert worden; den Württemberger THEODOR KNAPP mufste es reizen, über den Südwesten Aufklärung zu gewinnen. Vielleicht wären diese Informationen und Studien im Innern einer reichen Natur beschlossen geblieben, wenn nicht ein äufserer Anlafs, eben die Notwendigkeit der Abfassung eines Gymnasialprogramms, bewirkt hätte, dafs TH. K. einige Früchte seiner Arbeiten dem Publikum bot. Im Jahre 1894 veröffentlichte er als Programm des K. Karlsgymnasiums zu Heilbronn, dessen Stadtarchiv ihm das hauptsächlichste Quellenmatertal lieferte, seine eingehende und eindringende Abhandlung „Über die vier Dörfer der Reichsstadt Heilbronn", mit bescheidenem Titel, aber bedeutsamem Inhalt. Wie es zu geschehen pflegt: wer einmal eine Frage aus einem grofsen Zusammenhang mit echt wissenschaftlichem Sinn untersucht hat, den giebt der Zwang der Dinge nicht wieder frei. K. liefs jener Abhandlung weitere kleine und gröfsere Aufsätze und Mitteilungen folgen, die in verschiedenen württembergischen und anderen Zeitschriften (z. B. der Zeitschrift der Savigny-Stiftung) veröffentlicht wurden. Bei dieser Fortführung seiner Studien kamen ihm die jüngeren Arbeiten aus der Schule G. F. KNAPP's, insbesondere TH. LUDWIG's „Der badische Bauer im 18. Jahrhundert" zu statten, wie er überhaupt über die gesamte Litteratur zur Geschichte der grundherrlich-bäuerlichen Verhältnisse sorgsam Umschau hielt. Seine Arbeiten fanden die lebhafteste Anerkennung. Eine Fakultät verlieh ihm den Ehrendoktor.

Jetzt giebt TH. K. seine Abhandlungen in einem Sammelbande[1]) neu heraus; die gröfseren erscheinen hier fast alle mehr oder weniger umgearbeitet, zum Teil stark erweitert. Die Periode, mit der sich seine Aufsätze beschäftigen, ist die Zeit vom Ende des Mittelalters bis zum

1) Kurz vorher hatte TH. K. eine populäre — im besten Sinne des Wortes, auch für den Fachmann lehrreiche — kleine Schrift „Der Bauer im heutigen Württemberg nach seinen Rechtsverhältnissen vom 16. bis ins 19. Jahrhundert" (Württembergische Neujahrsblätter, Neue Folge, Blatt 7, Stuttgart 1902, Verlag von Gundert) veröffentlicht. Diese ist hier nicht wiederholt. Vgl. deren Würdigung durch TH. LUDWIG in der Histor. Ztschr. Bd. 89, S. 507 ff.

Schlufs des ancien régime, also die Zeit, aus welcher wir das umfangreichste Material besitzen, und für die wir die Zustände daher mit der gröfsten Sicherheit feststellen können. Das Gebiet, dessen Verhältnisse geschildert werden, ist vorzugsweise das heutige Württemberg. Doch geht K. in zwei kleineren Aufsätzen zu anderen Distrikten über. Es sind folgende: „Bäuerliche Verhältnisse im Gebiet der Stadt Zürich zur Zeit der Reformation" (eine Kritik des Buches von W. Claassen, Schweizer Bauernpolitik im Zeitalter Zwinglis) und „Zur Geschichte der Bauernbefreiung in Ost- und Westpreufsen 1719—1808, insbesondere über die Bedeutung der Patente vom 16. Januar und vom 10. Juli 1719 und der Verordnung vom 8. Nov. 1773". In der umfangreichen Abhandlung „Über Leibeigenschaft in Deutschland seit dem Ausgang des Mittelalters" ferner werden die südwestdeutschen Zustände mit denen der anderen Gegenden Deutschlands, in denen sich Leibeigenschaft findet, verglichen. Auch in dem ebenfalls eingehenden Aufsatz „Die Grundherrschaft im südwestlichen Deutschland" beschränkt sich K. nicht blofs auf Württemberg. Wollen wir die allgemeinen Vorzüge seiner Arbeitsweise kurz hervorheben, so wären die sorgfältige philologische Interpretation, die ebenso gewissenhafte wie feinsinnige Feststellung des Begriffs der technischen Ausdrücke und die damit keineswegs in Widerstreit stehende Neigung zu nennen, die allgemeinen Zusammenhänge aufzusuchen. Gerade diese Eigenschaften haben ihn befähigt, in aufserordentlich präciser Weise das Verhältnis der Gerichts-, Leib- und Grundherrschaft darzustellen. Von niemand ist so überzeugend und klar wie von ihm der Unterschied zwischen persönlicher und dinglicher Unfreiheit auf deutschem Boden auseinandergesetzt worden. Seine Ermittelungen beziehen sich zunächst nur auf die Zeit seit dem Ausgang des Mittelalters. Es wird eine der Hauptaufgaben der deutschen Rechts- und Wirtschaftsgeschichte sein, zu untersuchen, wieweit sich jener grundlegende Unterschied in das Mittelalter verfolgen läfst. Neben jener allgemeinen Aufklärung verdanken wir aber K. noch zahllose Belehrungen im einzelnen. Die älteren Arbeiten von G. L. v. Maurer und anderen enthalten über die grundherrlichen Rechte, die Abgaben der Bauern u. s. w. sehr reiches, jedoch leider nicht immer genügend kritisch gesichtetes Material. Der Distinktionsgabe und philologischen Schulung K.'s ist es gelungen, hier wirklich befriedigendes zu leisten. Man kann sich über diese Dinge nirgends besser unterrichten als bei ihm. Er hat auch nicht versäumt, dies Material bequem zugänglich zu machen durch ein ausgiebiges Sachregister, das als ein Wörterbuch im kleinen für die bäuerliche Rechts- und Wirtschaftsgeschichte des deutschen Südwestens gelten kann.

Um noch einige Einzelheiten hervorzuheben, so macht K. z. B. interessante Beobachtungen zu der in der nationalökonomischen Litteratur heute viel erörterten Frage der Verbreitung der ungeteilten Vererbung der Bauerngüter und ihrer Ursachen (in dem Aufsatz „Über die Grundherrschaft im südwestlichen Deutschland"). S. 347 Anm. 5 bestreitet er (gegen Allmers, Die Unfreiheit der Friesen) die persönliche Unfreiheit

oder Hörigkeit der Friesen; es handle sich bei ihnen nur um Grundherrschaft und Gerichtsherrschaft. Auch auf die Bemerkungen über das Zehntrecht (s. z. B. S. 418 Anm. 2 die Erklärung der Fälle von Zehntfreiheit) sei hingewiesen. G. v. Below.

De quelques publications relatives à l'histoire économique de la France (1901).

E. Levasseur. Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France avant 1789. 2e édition. Paris, Rousseau, 1900—01, 2 vol. in-8°, XXII—LXXXVIII — 715—933 p. — R. Génestal. Rôle des Monastères comme établissements de crédit étudié en Normandie du XIe à la fin du XIIIe siècle. Paris, Rousseau, 1901, in-8°, XII. — 250 p. — J. A. Brutails. Deux chantiers Bordelais (1486—1521) (Extrait du Moyen-Age, 1899—1901). Paris, Bouillon, 1901, in-8°, 101 p. — E. Pariset. Histoire de la Fabrique lyonnaise. Étude sur le régime social et économique de l'industrie de la soie à Lyon depuis le XVIe siècle. Lyon, impr. Rey, 1901, in-8°, 433 p.

I.

M. Levasseur a publié une seconde édition de son Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France avant 1789. La première avait paru en 1859. Bien que, suivant la propre remarque de l'auteur, les lignes générales de l'ouvrage n'aient pas été modifiées, ce n'en est pas moins un travail neuf, et en particulier très augmenté, qui nous est donné. Deux articles parus à part le complètent: d'un côté, un Rapport sur la mission économique[1]): ce sont des recherches faites dans les Archives départementales et communales par M. L. en 1896—98 en vue de la refonte de son œuvre; d'autre part, les sources principales de l'histoire des classes ouvrières et de l'industrie[2]): elles donnent, jusqu'à la fin du Moyen-Age, la Bibliographie des sources imprimées relatives à l'histoire économique. Il est même regrettable que ces deux études n'aient pas été publiées avec le travail principal: elles rendront sans aucun doute des services, bien qu'elles ne soient guère complètes, comme nous le verrons, au moins pour une partie de la France.

Quant à l'œuvre elle-même, l'on ne saurait naturellement songer ni à résumer, ni à apprécier dans tous les détails 1800 pages d'impression assez serrée. Il faut se borner à un examen d'ensemble.

M. L. s'est proposé de décrire „l'organisation du travail industriel et la condition des travailleurs de l'industrie“, et sous ce dernier titre, il comprend „toutes les personnes engagées dans la production industrielle

1) Séances et travaux de l'Académie des Sciences morales et politiques. Compte rendu. 1899.
2) Même recueil. 1898 et 1902.

sous une forme quelconque“, patrons ou ouvriers. C'est donc avant tout le producteur qu'il entend étudier, beaucoup plus que le produit et surtout que la production, la technologie. Cependant si l'histoire sociale constitue en somme le fonds de son travail, des chapîtres spéciaux sont, à chaque époque, consacrés à résumer l'état même de l'industrie. D'autre part, la situation rurale, commerciale, monétaire ou financière est exposée dans la mesure où cette étude peut éclairer celle du sujet principal. M. L. croit d'ailleurs possible actuellement un travail d'ensemble sur tout le passé des classes ouvrières. La nouvelle édition, comme l'ancienne, comprend 7 périodes: la Gaule barbare et romaine; les Invasions et le Régime féodal du V[e] au XI[e] siècle; l'émancipation de la bourgeoisie aux XII[e] et XIII[e] siècles; les XIV[e] et XV[e] siècles avec la Guerre de Cent Ans (Tome I); la Renaissance et le XVI[e] siècle; le XVII[e] et enfin le XVIII[e] siècle. Une conclusion, sous forme de résumé, termine l'ouvrage (Tome II).

L'on ne peut certainement à première vue se défendre d'un sentiment de respect devant l'œuvre de longue haleine de M. L.: il ne semble pas douteux qu'elle soit le résultat d'un effort considérable. Pour reprendre après bientôt un demi-siècle un travail qui porte sur un sujet aussi vaste, complexe, et délicat, pendant une période aussi étendue, un réel courage a été nécessaire. Les recherches documentaires personnelles de l'auteur montrent qu'il a essayé de se rendre compte par lui-même des questions. L'on a ainsi un travail soigneusement composé, clairement écrit, et que, d'une façon générale, on peut considérer comme nous donnant —, à peu près —, la synthèse de nos connaissances sur l'histoire des classes industrielles en France à la fin du 19[e] siècle. Il convient de ne pas l'oublier, quel que soit le jugement final à porter sur l'œuvre.

Certaines idées même, ayant surtout trait au Moyen-Age, méritent d'être signalées: elles sont plutôt originales, et, autant que nous pouvons en juger dans l'état actuel des recherches, elles paraissent justes. Telle est, croyons-nous, l'opinion de l'auteur sur la question si controversée de l'origine des corporations. Il pense que les corps de métiers ne sont pas la continuation des collèges romains: en fait, ces derniers ont certainement disparu avec l'Empire lui-même, et, en principe, les deux organismes, malgré quelques ressemblances extérieures, diffèrent radicalement. Les corporations ne viennent pas non plus des Gildes que M. L. considère comme des associations plutôt charitables et mercantiles qu'industrielles: il aurait pu ajouter qu'elles ont été, en somme, excessivement rares. Enfin, l'auteur n'accorde pas davantage aux corps de métiers une origine domaniale, au moins dans la plus grande partie des cas: n'eût il même pas été préférable de dire dans aucun? [1]) „En réalité la corporation est une institution propre à la civilisation au milieu de laquelle elle est née et s'est développée“ (P. 26). Cette hypothèse, en l'absence de toute so-

1) Von Below, Territorium u. Stadt, p. 307 et ss.

lution absolument approfondie, paraît préférable. Quant au mode précis du développement originel de l'union corporative, c'est une question, non plus de principe, mais de fait, que la très petite quantité des textes rendra sans doute toujours difficile à résoudre.

La rareté des documents ne proviendrait-elle point de la rareté des institutions elles-mêmes? Il semble que ce soit une autre idée juste, sur laquelle l'auteur revient à plusieurs reprises, que celle de la quantité relativement modérée des corps de métiers, surtout à l'origine de l'industrie. Que le Moyen-Age soit l'époque corporative par excellence, cela paraît être en général un véritable dogme. Cependant une organisation datant du XII[e] siècle ne pouvait guère être que très faiblement développée à l'apogée de cette période, et, pendant sa décadence, elle devait encore être restreinte. Et bien que l'accroissement des corps de métiers, depuis leur apparition, ait été ininterrompu, même vers la fin de l'ancien régime la population industrielle était sans doute loin d'y être entièrement englobée. Il en existe une preuve très simple: ce sont, à partir du XV[e] siècle surtout, les concessions de plus en plus nombreuses de chartes corporatives par la royauté; ce sont, aux deux siècles suivants, les ordonnances royales de 1581, 1597 et 1673, rendant la corporation obligatoire: il est à peine besoin de dire que, si elle avait renfermé la totalité du monde industriel, des octrois ou des prescriptions de ce genre auraient été inutiles. L'extension du corps de métier sous l'Ancien Régime est une question qui mériterait un examen plus approfondi et détaillé que celui qui a été fait jusqu'ici.

Le petit nombre primitif des corporations peut expliquer leur faiblesse originelle. Ce ne fut que graduellement, dit l'auteur, qu'elles prirent une nature monopolisatrice: elles étaient une faculté, elles devinrent une obligation (Zunftzwang). En même temps que le corps de métier se reformait extérieurement, il se compliquait intérieurement. En vue d'éviter les fraudes, il multipliait les règlements et les rendait de moins en moins simples. — M. L. fait enfin remarquer que la corporation n'est pas, en principe, une union religieuse: c'est la confrérie qui présente ce caractère. Il est vrai que la plupart du temps, au moins en fait, les deux associations se confondaient.

Pour en finir avec le premier volume, nous signalerons dans le livre IV un chapître sur „le compagnonnage, la franc-maçonnerie et le roi des merciers".

Les trois dernières époques dans le tome II, où le XIII[e] siècle remplit plus de la moitié du volume, ne méritent pas d'observations particulières. M. L. a passé assez rapidement sur le XVI[e] siècle, où les guerres civiles ne tiennent que trop de place. Pour l'époque de Henri IV, il a utilisé particulièrement, comme il le déclare lui-même, le livre de M. Fagniez[1]). Richelieu et Mazarin songèrent plutôt à la politique extérieure. Il faut savoir gré à l'auteur d'avoir étudié la situation économique vers

1) L'économie sociale de la France sous Henri IV. Paris, 1897, in-8°.

la fin du règne de Louis XIV pendant lequel on ramène volontiers tout à Colbert seul. Le dernier livre se termine par un chapître étendu sur la condition des personnes en 1789.

Mais, malgré certaines qualités, il s'en faut malheureusement de beaucoup que tout soit à louer dans le travail de M. L. Nous examinerons d'abord ce qu'il contient, pour rechercher ensuite ce qu'il aurait dû contenir.

Peut-être l'auteur a-t-il eu, en composant cet ouvrage, une idée assez téméraire. Nous avons dit qu'il croyait actuellement possible une histoire d'ensemble des classes ouvrières, à condition „de choisir, d'utiliser tous les documents qui paraissent utiles“. Il ajoute: „J'ai eu la satisfaction de voir que je n'avais à changer ni l'ordonnance du plan, ni les principaux jugements d'ensemble [de la 1ère édition]. Les matériaux de l'histoire [économique] sont beaucoup plus abondants aujourd'hui qu'ils ne l'étaient au milieu du siècle. Il a été fait un très grand nombre de recherches d'érudition et de publications sur des points particuliers“ 1). Nous pensons qu'il y a là une erreur de méthode et de constatation très grave. Si en effet l'historien général non seulement peut, mais doit négliger les détails, il ne lui est possible de le faire et d'accomplir une œuvre sérieuse et utile que si ces détails sont parfaitement connus, que s'il peut appuyer un jugement d'ensemble sur des monographies vraiment approfondies et scientifiques: à cette condition seule, il pourra composer sans danger un travail d'ensemble. Or, quoi qu'en pense M. L., ce n'est malheureusement pas le cas pour l'étude qu'il a entreprise. La quantité des textes publiée, à côté de celle qui reste à éditer, est sans doute infime: les recherches que l'auteur a cru nécessaire de faire par lui-même n'en sont-elles pas la meilleure preuve? Quant aux études sur les documents, le nombre des travaux de valeur est excessivement rare. Pour des causes diverses, mais dont les résultats sont indéniables, depuis un demi-siècle, depuis l'apparition de la 1ère édition des volumes de M. L., l'histoire économique et celle des villes, qui lui est si étroitement jointe, n'ont accompli que des progrès des plus restreints: l'on peut même ajouter que l'une et l'autre appartiennent aux parties de l'histoire de France les plus mal connues 2). L'auteur n'aurait donc à se féliciter de n'avoir pas eu à modifier des idées générales émises une première fois, que si l'apparition postérieure d'un nombre suffisant d'œuvres importantes les avait confirmées 3). Il ne s'est produit rien de tel, et, à cet égard, M. L. se fait une illusion complète. Au reste, les idées d'ensemble sont certainement ce

1) Introduction, p. VIII, IX, XII.

2) Existe-t-il une seule étude sur l'origine des corporations? Cf. au reste Boissonnade, Les études relatives à l'histoire économique de la France au M. A. Histoire de l'industrie (Revue de Synthèse historique, août et octobre 1902, p. 43—44, 54, 57, 60—61); et Sagnac, L'histoire économique de la France de 1683 à 1714. Essai de bibliographie critique (Revue d'histoire moderne et contemporaine, octobre et novembre 1902, p. 89, 90, 97).

3) Nous n'oublions pas, bien entendu, quelques trop rares exceptions.

qui manque le plus dans son travail. Quoi qu'il en soit, nous croyons que dans ces conditions, M. L., ni par lui-même ni par autrui, n'a pu se rendre un compte exact des questions qu'il traite: en principe, son œuvre ne peut matériellement pas être le résultat ou la coordination de recherches de détails approfondies; à priori, elle est beaucoup trop superficielle pour ne pas être incertaine, et l'on ne doit lui accorder qu'une confiance très restreinte. Si l'on objecte que nous-même en avons admis plus haut certaines idées, nous répondrons que nous avons eu soin de dire, non pas que ces opinions étaient, mais qu'elles nous semblaient justes: rien de plus.

Mais il est possible de montrer de plus près, au moins dans quelques cas, les vices de la méthode de M. L. En ce qui concerne d'abord ses recherches personnelles dans les Archives, personne ne saurait avoir la prétention de connaître à fond tous les dépôts de documents de la France, et de pouvoir vérifier partout la valeur du travail accompli. Mais si le rapport de l'auteur sur sa Mission Economique renferme parfois des indications intéressantes, il donne cependant la certitude, au moins pour une région, que M. L. n'a en somme rien vu, ou l'impression générale qu'il a seulement appris la place que les documents occupent, qu'il n'a pu que prendre des „notes“[1]) très hâtives, et bref se fier aux seuls renseignements qui lui étaient donnés. Quoi qu'il en soit, examinons les recherches faites dans la première région industrielle de la France, et qui a été, en particulier, la terre classique de la draperie; elle offre même l'avantage de la publication d'un assez grand nombre d'Inventaires d'Archives: c'est la région du Nord correspondant aux trois anciennes provinces de Picardie, Artois et Flandre, aux cinq départements actuels de l'Oise, de l'Aisne, de la Somme, du Pas-de-Calais et du Nord. M. L. rend compte de ses visites aux quatre dépôts municipaux des chefs-lieux de départements, Lille, Arras, Amiens et Beauvais, et aux dépôts départementaux du Nord, et, à ce qu'il semble, de la Somme; il a négligé l'Aisne avec S. Quentin.

Or il est parfaitement évident, pour quelqu'un qui connaît tant soit peu les Archives de cette région, que l'auteur les ignore en somme totalement. Il a laissé de côté, comme dépôts municipaux les plus importants, pour le Moyen-Age: Douai, S. Omer, Valenciennes et même Cambrai et Abbeville; pour l'époque plus récente: Armentières, Dunkerque, Hondschoote et Roubaix. Il n'a pas vu davantage le dépôt départemental du Pas de Calais, avec la série ancienne du Trésor des Chartes d'Artois, et celle plus moderne de l'Intendance; il ne semble même pas avoir consulté au Dépôt départemental du Nord la série de premier ordre de la Chambre des Comptes. S'il connaît les dépôts municipaux d'Arras et de Lille, il n'est certainement pas exagéré d'affirmer qu'il ignore tout à fait leur contenu: il déclare, du reste, n'avoir eu qu'une „idée trop sommaire“ du second. Et que dire du dépôt d'Amiens? Cependant toutes ces archives commu-

1) Rapport, p. 742.

nales ou départementales renferment des séries de pièces inédites extrêmement précieuses pour l'histoire économique, et inutilisées jusqu'ici. — Quant aux documents publiés, si quelques uns ont été édités, surtout pour Amiens, Abbeville et S. Omer, l'on peut croire qu'ils ne représentent qu'une infime partie sur la quantité totale qui pourrait en être donnée: les textes de draperie en particulier, sont à peu près inconnus, sauf pour le XIIIe siècle à S. Omer. Ajoutons que M. L. ignore les Archives anciennes de S. Quentin de Lemaire, les documents concernant l'histoire de l'art dans le Nord, de Mgr Dehaisnes, le Cartulaire d'Arras de Guesnon, les Chartes de S. Bertin, d' Haigneré et Bled. — En dernier lieu il cite un certain nombre de publications relatives à l'histoire économique; mais d'une part, aucune ne peut donner une idée suffisamment précise des sujets qui y sont étudiés; d'autre part, on est surpris de voir l'auteur considérer comme „importantes" des œuvres tellement dénuées de valeur qu'elles ne sauraient qu'induire en erreur les érudits qui les utiliseraient; enfin les connaissances bibliographiques de M. L. sont telles qu'il ignore les histoires de S. Omer de Deschamps de Pas et de Giry, celle de Senlis de Flammermont, celle de Beauvais par Labande, l'Introduction au Livre Rouge de la Vingtaine d'Arras par Guesnon, les recherches de Leuridan sur Roubaix, les Finances d'Amiens de Maugis, Mahaut, comtesse d'Artois par Richard, Philippe le Bel de Funck-Brentanno, l'Histoire de la Flandre maritime de S. Leger, le régime économique du Hainaut de Caffiaux, le premier volume de l'Histoire de Belgique de Pirenne[1]), œuvres de valeurs peut-être inégales, mais indispensables à connaître. En outre, il en est resté pour l'histoire urbaine à des travaux vieillis ou de second ordre. Pense-t-on que les „recherches" de M. L. l'aient mis à même de connaître tant soit peu sérieusement l'histoire industrielle du Nord de la France, et dans ces conditions tout ce que l'auteur nous en dira pourra-t-il être approfondi ou exact?

En effet, à part quelques renseignements qui semblent plus précis, sur l'état industriel en 1789, le reste se réduit à peu près à rien et est vague ou erroné. L'on peut préciser. Sur huit indications relatives à Douai pour le XIIIe et le XIVe siècles, 5 sont des erreurs plus ou moins graves. A S. Omer et à Arras au XIIIe siècle, M. L. appelle des ghildes de marchands des corporations: rien n'est plus faux, d'autant mieux qu'il vient de dire exactement le contraire. A Arras encore, la tapisserie n'existait pas au XIIIe siècle, elle date du XIVe. Au XIIIe siècle, suivant l'auteur, „Lille, Arras, Beauvais étaient renommés pour leurs draps": Lille était à cette époque en complète décadence, et avant Beauvais, il eut infiniment mieux valu mentionner Amiens, Douai, S. Omer et Valenciennes. Au XVIe siècle, M. L. ignore l'industrie très importante d'une ville de la Flandre maritime, la sayetterie d'Hondschoote. La Hanse de Londres et celle des

1) Aucun de ces ouvrages n'a été utilisé au cours du travail; certains seuls sont nommés après coup dans la Bibliographie.

XVII villes sont deux organismes différents: M. PIRENNE l'a démontré en 1899.

D'une région passons à une industrie, en prenant l'une des plus importantes: la draperie. L'on peut affirmer, sans erreur possible, que d'une part, les textes sont à peine connus, en particulier pour le Nord de la France, que d'autre part, il n'existe sur cette industrie aucune monographie sérieuse. Dans ces conditions, est-on fondé à croire que l'auteur traite cette question d'une façon tant soit peu approfondie? Et en effet, ce qu'en dit M. L. se réduit à quelques notions de statistique ou, comme nous avons pu le constater pour le Nord, est erroné. L'organisation de l'industrie, ses transformations, lui échappent absolument.

Pour le commerce du Levant à la fin du XVII[e] siècle, le livre de MASSON lui est inconnu.

Les études de M. L. ne sont parfois générales qu'en apparence. A peu près tout ce qui concerne le XIII[e] siècle est en fait, et l'auteur le déclare lui-même, uniquement extrait du Livre des Métiers de Paris d'E. Boileau. Or Paris est une ville un peu exceptionnelle et les conclusions que l'on tire de son étude ne devraient peut-être pas, en principe, être généralisées. M. L. ne connaît en somme le Moyen-Age tout entier que par le recueil de Documents de M. FAGNIEZ qui ne saurait évidemment avoir la prétention d'épuiser la matière pour un millier d'années.

L'on ne peut sans doute conclure du particulier au général, mais il sera prudent, sinon nécessaire, pour chaque région, ainsi que nous l'avons fait pour le Nord, de vérifier les allégations de l'auteur avant de les utiliser.

Les reproches qui précedent ne s'appliquent qu'à des questions de détails. L'ouvrage présente une erreur ou une confusion générale extrêmement grave. L'on sait que M. L. a d'une part l'intention d'écrire l'histoire des classes industrielles quelles qu'elles soient, formées ou non en corporations, et que d'autre part il insiste sur cette idée que les dernières ne comprirent jamais l'ensemble des producteurs. Cependant si, en principe, il doit s'occuper des métiers en général, en fait, il ne considère que les corps de métiers en particulier. Dans le courant de l'ouvrageil ne semble nulle part mentionner les producteurs indépendants; dans la Conclusion, 15 pages sont consacrées aux corporations, 3 aux métiers libres. A moins qu'involontairement M. L. n'ait confondu les unes avec les autres: aussi souvent peut-être qu'il a rencontré l'expression „métier", „gens de métier", a-t-il conclu à l'existence d'un corps de métier. C'est ainsi qu'il écrit que l'association du patron et de l'ouvrier dans la magistrature des métiers se rencontre dans certaines villes et il cite l'exemple des tondeurs de draps de Douai où, au milieu du XIII[e] siècle, les deux inspecteurs-maîtres[1]) et les deux inspecteurs-valets désignaient chaque

1) T. I, p. 289. Les maîtres sont probablement les petits patrons, les chefs d'ateliers, soumis aux grands entrepreneurs du patriciat échevinal. C'était le système de l'industrie à domicile.

année leurs successeurs. M. L. croit-il ou non que les tondeurs de draps formaient un corps de métier? en réalité, ils n'en constituaient aucun. Ailleurs, nous l'avons dit, il assimile les ghildes des marchands d'Arras et de S. Omer à des corporations. La même confusion paraît exister dans les chapîtres consacrés au XIIIe siècle et relatifs surtout, on le sait, à Paris. Nous ne pouvons naturellement vérifier tous les cas, mais nous pensons qu'il sera indispensable, aussi souvent que M. L. parlera d'un ensemble de travailleurs, de s'assurer si cette collectivité est constituée réellement ou non en corporation. En tout cas, ou l'auteur a confondu les producteurs libres et corporatifs, et c'est une erreur des plus graves; ou il n'a pas étudié les premiers, et c'est un oubli non moins essentiel. Erreur ou oubli enlèvent infiniment de valeur au travail.

Ces 1800 pages renferment plusieurs chapîtres et même tout une partie inutiles. Nous croyons, comme le dit M. L. dans sa préface, à la nécessité de donner, pour les différentes périodes, quelques explications complémentaires sur les monnaies, le commerce, les finances, l'agriculture; mais quelques généralités suffisaient amplement. A chaque livre un chapître est consacré aux arts, à l'industrie et au commerce. La première et la dernière partie, les moins essentielles, la première même à peu près inutile, sont de beaucoup les plus longues; la seconde, la seule utile en principe, est de beaucoup la plus courte: le contraire eut sans doute été préférable. Les chapîtres sur les Finances auraient dû concerner uniquement les taxes sur l'industrie et non pas tout le système fiscal en général, et ils n'auraient pas dû, ce qui est plus grave, confondre les impôts industriels et commerciaux. La Hanse Parisienne, qui a nécessité une étude spéciale, n'est pas un corps industriel, mais une association de commerce. Dans le livre V, que vient faire un chapître de 20 pages sur l'état monétaire au XVIe siècle? sur 152 pages que comprend ce livre, 70 seulement, environ, se rapportent au sujet. Dans le livre VI, d'autres chapîtres sont encore consacrés aux compagnies coloniales, à l'état des arts, à la législation des ports et marchés: quelques pages tout au plus sur ces matières eussent suffi. Selon que M. L. a voulu faire une histoire des classes ouvrières ou une histoire économique générale, son livre est beaucoup trop long ou trop court. Il ne semble pas exagéré de prétendre qu'un tiers environ de ces 1800 pages aurait pu être supprimé sans inconvénient.

Dans ces 600 pages nous mettons, il est vrai, la presque totalité de toutes celles, au nombre de 213, que renferment les deux premiers livres. L'un et l'autre, on le sait, se rapportent à toute la période antérieure au XIIIe siècle. Pour l'époque romaine, M. L. est parti de ce principe que „les classes ouvrières gauloises étant régies entièrement par les institutions romaines, c'est dans la législation et l'histoire de Rome qu'il faut en chercher l'histoire“; de même „les textes utilisés pour l'étude de la condition des ouvriers en Gaule au IVe siècle ne se rapportent pas à ce pays pour lequel nous n'avons pas de documents, mais dans tout l'Empire l'état des institutions était à peu près le même sous ce

rapport"[1]). Nous avons ainsi une étude générale théorique sur l'organisation du travail et les classes ouvrières dans tout l'Empire romain; à l'époque franque nous possédons une étude similaire pour toute l'Europe occidentale: bref, sur 213 pages, une dizaine seulement environ concernent directement la Gaule. Mais d'abord cette pénurie de renseignements dont se plaint l'auteur est exagérée; il eut fallu simplement utiliser toutes les recherches locales, travail auquel ne e'est pas livré M. L. En tout cas, il a commis une singulière erreur de méthode. Evidemment ce qui est valable pour l'Empire, l'est pour la France, mais à l'égard de l'histoire générale du droit seule, nullement pour celle des faits régionaux: or l'auteur n'écrit pas l'une, mais l'autre. Evidemment la législation était la même, mais ce sont uniquement ses conséquences, son application locales qui ont une valeur. Ainsi présentée, l'étude de M. L. intéresse peut-être en principe tout l'Empire romain ou carolingien au point de vue théorique, mais, en fait, à l'égard du pays dont devrait s'occuper exclusivement l'auteur, elle se réduit littéralement à rien, puisqu'il est impossible de l'appliquer à quoi que ce soit, de la vérifier sur place, d'en tirer la moindre conséquence précise. Qu'importe l'organisation de principe des collegia, des grands domaines, des monastères, lorsque l'on nous dit à peine si ces organismes ont existé en Gaule, et qu'on nous laisse ignorer totalement quel rôle ils y ont joué? Bien mieux, à quoi bon ce long premier livre pour conclure „qu'on ne peut pas dire si certaines lois concernant la condition légale des personnes et des associations étaient observées, ni même si en droit (!) elles étaient applicables dans toute la Gaule?"[2]) A quoi bon, regardant à priori les collegia comme une institution forcément répandue dans tout l'Empire, nous exposer d'abord en détail leurs caractères juridiques généraux et aboutir à cette constatation que, en Gaule même, ils n'ont existé que dans la Narbonnaise et la vallée du Rhône[3]): cette restriction de fait n'enlève-t-elle pas infiniment de valeur à l'affirmation de principe du début, et d'utilité à l'étude qui la suit? N'éût-il pas été préférable de se borner à examiner d'abord les détails que nous avons sur ces corps de métiers là où ils se présentent, en admettant ensuite que l'organisation juridique générale de ces associations devait également s'appliquer à celles que l'on rencontre en Gaule? Bref, il ne fallait pas remplacer l'histoire de la France mal connue par celle de l'Europe, mais compléter et éclairer l'une par l'autre, faire fructifier les connaissances régionales à l'étude des principes d'ensemble: autrement, c'est une pure et simple superfétation.

Ce n'est pas assez. Certains chapîtres sont de toutes façons absolument inutiles. On ne s'explique pas la nécessité d'étudier en détail les collèges de l'alimentation — à Rome! d'autant mieux que par une confusion déjà signalée au sujet de la Hanse, plusieurs de ces corps s'occupaient non pas d'industrie, mais de commerce. L'auteur renouvelle une troisième

1) T. I, p. 37 et 111; cf. p. 1 et 13.
2) P. 128. 3) P. 72.

ois son erreur en consacrant plusieurs pages aux collèges de nautes en Gaule: certains de ces nautes étaient même des armateurs. Il n'existe pas davantage de motif pour nous donner une étude juridique aussi détaillée sur les Germains et les invasions et sur les premiers siècles de la féodalité. L'on remarque une dernière confusion, absolument générale alors pour toute cette période. M. L. décrit longuement le grand domaine à ses diverses époques: sans doute successivement quelques esclaves, quelques moines, quelques serfs, purent y exercer des métiers industriels; parfois aussi l'on fabriqua des draps dans les gynécées ou les abbayes; néanmoins, qu'il s'agisse d'une villa, d'un monastère ou d'un bien féodal, cette forme d'économie, est-il besoin de le dire, repose par excellence sur la propriété et la culture de la terre, et sa description devait être réduite au strict minimum. Toute cette période même appartient en réalité à l'organisation, non pas industrielle, mais rurale. Son étude pouvait être bornéé à celle de quelques métiers urbains et des manufactures impériales. Ces exceptions modifièrent d'autant moins le système général que, dès l'Empire romain, le grand domaine prit une importance croissante que M. L. ne semble pas soupçonner: il caractérise absolument l'époque préurbaine. Les classes ouvrières, en réalité, datent des villes auxquelles le régime domanial s'opposait et qui le détruisirent. Comment expliquer cette confusion de l'auteur, lorsqu'il reconnaît lui-même plusieurs fois ce que nous avançons?[1]) C'est un manque de critique fâcheux. Puisque M. L. n'avait pas de documents et que, si ces documents avaient existé, ils auraient concerné presque exclusivement des questions étrangères à son sujet, il avait une double raison d'être aussi bref que possible. Aussi, sauf une dizaine de pages, absolument et relativement toute cette partie est inutile.

Assez fréquemment l'auteur a commis une autre faute en donnant des indications sur la valeur relative des prix, salaires etc. . ., bien entendu d'après l'ouvrage de M. D'AVENEL[2]); cependant il considère les recherches de ce dernier comme n'apportant que des résultats très approximatifs. Dans ces conditions, puisqu'il se rend compte lui-même des germes d'erreurs considérables contenus dans ces renseignements, n'eut-il pas été beaucoup plus simple de s'en abstenir tout à fait? Cette science trop facile, ou plutôt cette absence de science ne peut qu'induire le lecteur en erreur.

Après avoir examiné ce que renferme le travail de M. L., il reste à rechercher ce qu'il aurait dû contenir. Les idées générales ont été beaucoup trop sacrifiées aux détails, inutiles dans un ouvrage d'ensemble. Et ces détails sont tous des particularités qui intéressent le côté extérieur du producteur et du produit, alors que les considérations sur leur nature propre font absolument défaut. Nulle part l'auteur ne s'est efforcé de

---

1) P. 46, 144, 149, 163, 168, 181.

2) L'Histoire économique de la propriété, des salaires, des denrées et de tous les prix en général depuis l'an 1200 jusqu'à 1800. Paris 1894—98. 4 vol. in 8°.

ramener les éléments de son travail aux formes économiques générales ni aux modes d'exploitations industrielles qui se sont succédé. Au début, il nous énumère les rouages du grand domaine, mais c'est à peine s'il nous montre la nature fondamentale de cet organisme, s'il nous fait voir que son caractère principal était celui d'une économie domestique fermée; il ne nous explique ni les principes de son fonctionnement ni leurs conséquences, et nous avons vu qu'il ne semblait même pas se rendre compte de ce que c'était là une forme économique non pas industrielle, mais au contraire essentiellement fondée sur la culture du sol. Ensuite, il décrit longuement le mouvement communal, l'organisation juridique des villes, mais il néglige absolument leur nature industrielle: il ne voit pas qu'elles caractérisent une nouvelle forme économique, l'économie urbaine, qui diffère essentiellement de la précédente, qu'avec elle est née l'industrie proprement dite, parce que la ville s'émancipe du plat pays, que ses habitants commencent à s'affranchir de la terre, que l'artisan et le métier apparaissent, comme la rente se sépare du sol. Quant au marché, avec son importance et ses conséquences, il ne le soupçonne en aucune façon. Enfin il énumère plus soigneusement les théories de Colbert, mais il ne dit pas de quel principe économique général elles procèdent, l'économie nationale, et nous ne voyons pas à la ville succéder l'Etat. Il se trompe en partie en rattachant le Colbertisme à l'absolutisme: il s'agit moins ici d'un pouvoir absolu que centralisé. Il ne montre pas davantage les liens presque nécessaires qui rattachent ce système à la grande industrie. Enfin pendant cette succession de régimes économiques divers, nous ne savons pas un mot du rôle de l'argent, du capital, du crédit, pas plus que de la nature des échanges.

A chacune de ces formes générales se rattachent, on le sait, des modes différents d'exploitation. Nous laissons de côté l'industrie domestique. Sans doute, M. L. nous renseigne plus ou moins exactement sur la vie extérieure du corps de métier ou de la grande industrie: il nous apprend l'existence de telle corporation, de telle fabrique, il énumère plus ou moins minutieusement leurs fondations, leurs usages, nous donne sur les fabriques des renseignements statistiques détaillés, nous parle des rapports des corps de métiers entre eux, de leurs relations ou de celles des manufactures avec le pouvoir public ou urbain: au XVI[e] siècle il décrit „les abus“ des corporations. Bref, nous connaissons le côté extérieur et accidentel, les mœurs et coutumes, mais nous ignorons la nature et l'essence des choses. Je ne sache pas que l'auteur ait jamais essayé de définir la petite et la grande industrie. Qu'importent ces descriptions de corporations, s'il n'indique pas que le corps de métier n'est, en somme, que l'apparence, la représentation du métier, et s'il ne montre pas les caractères de ce dernier, ses rapports avec la clientèle, etc. . . ? Qu'importent ces énumérations de fabriques créées par Henri IV ou Colbert, si l'on ne sait même pas d'après quels principes économiques nouveaux elles fonctionnent, quel y est le rôle essentiel du capital, dans quelle mesure y existe la décomposition du travail, si l'auteur enfin

ne prend aucun type pour le décrire? C'est à peine s'il mentionne, et sans en voir l'importance et la nature propres, les variétés de la petite et de la grande industrie, le travail loué et l'industrie à domicile: il aurait pu trouver des exemples de cette dernière dans la grande draperie flamande du Moyen-Age. Quant à se demander l'influence de ces modes d'exploitation sur la production, sur la condition de l'ouvrier, sur les rapports avec la clientèle, sur le capital, M. L. n'y songe pas. Il nous donne des tableaux plus ou moins inexacts de salaires, mais nous ignorons la nature de rémunération de l'ouvrier selon son mode de travail.

Bref, dans les volumes de M. L., il y a beaucoup de faits, mais pas de jugements. Presque tout est particulier et superficiel; rien, à peu près, n'est synthétique ni approfondi. Peut-être l'ouvrage est-il une chronique des classes ouvrières; ce n'est à aucun degré une histoire proprement économique de l'industrie.

En somme, M. L. a composé une œuvre sans doute très honorable, mais assez inutile. Pour les détails, elle doit être consultée avec infiniment de précautions. Quant aux idées générales, elles sont à peu près absentes. Ce travail mérite le reproche le plus grave que l'on puisse adresser à un ouvrage d'ensemble: il n'est d'aucun secours pour une monographie; sa lecture n'éveille aucune idée. Dans ces conditions, l'on est forcé de conclure que l'auteur n'a rien écrit de profitable à l'histoire économique.

II.

M. Génestal s'est occupé du Rôle des Monastères comme établissements de crédit étudié en Normandie du XIe à la fin du XIIIe siècle. Il n'a pas seulement utilisé les sources imprimées, mais il a fait des recherches aux Archives et à la Bibliothèque Nationale à Paris, ainsi que dans les Archives et Bibliothèques des Départements normands.

L'on sait que l'Eglise interdisait le prêt à intérêt proprement dit: les abbayes qui, naturellement, ne pouvaient enfreindre cette défense, mais qui avaient de nombreux capitaux à employer, furent amenées à les faire fructifier sous une double forme: par l'engagement immobilier à l'époque la plus ancienne, de la fin du XIe au début du XIIIe siècle, puis par l'achat de rentes à partir de cette dernière époque. L'étude successive de ces deux systèmes de prêts constitue les deux divisions du travail de M. G.: dans chacune, l'auteur définit d'abord le mode de placement et le distingue des formes de crédit similaires et voisines; il en étudie ensuite l'origine et le développement historiques; puis il montre les éléments juridiques du contrat conclu et les obligations qu'il entraîne pour chacune des parties; enfin il décrit l'emploi et les conséquences économiques du système de prêt usité.

Dans le premier cas, les abbayes ne se servaient pas de l'engagement immobilier sous forme de vif gage qui n'aurait donné aucun bénéfice, puisqu'au moment du remboursement les intérêts perçus étaient prélevés

sur le capital prêté, mais elles l'utilisaient sous forme de mort gage où, jusqu'au remboursement du capital, le prêteur percevait les revenus de l'immeuble engagé. Les textes, il est vrai, ne précisent pas toujours de quelle sorte d'engagement il s'agit, mais on peut le déduire indirectement très souvent d'une façon certaine; de plus, en principe, les monastères ne cherchaient certainement pas dans ces cas à faire une œuvre de bienfaisance, puisqu'ils avaient d'autres moyens d'exercer leur charité. Les premières preuves diplomatiques de l'existence du mort gage ne remontent qu'à la fin du Xe siècle, mais il ne semble pas douteux que si les actes existaient encore, l'on en retrouverait des traces bien antérieures. Juridiquement „le mort gage est un véritable prêt sur gage“; pendant l'engagement le créancier jouit de tous les droits de l'engageant lui-même; à défaut de terme fixé entre les parties, si à l'expiration d'un délai qui est en principe de 30 ans, durée de la prescription romaine, le débiteur n'a pas racheté son gage, le prêteur devient naturellement propriétaire absolu de la terre engagée: il n'a besoin d'employer aucun moyen de contrainte.

La moyenne des sommes prêtées n'est pas supérieure à 10 lb. Pour le taux de l'intérêt, l'on constate qu'en général le prix de l'engagement est à peu près les $^2/_3$ du prix marchand de la terre, 66%: si l'on admet que la terre ayant une valeur vénale de 100 rapporte à peu près 10, le créancier qui la prend en gage n'en donnant que 66 place son argent à 10 pour 66, soit 15%. C'est un prêt assez onéreux. Aussi était-il d'un usage socialement limité et d'une utilité restreinte pour l'emprunteur. En principe, comme ce dernier a l'intention de rembourser avant trente ans, et qu'il a certainement d'autres moyens d'existence que la terre dont il peut se passer, c'est qu'il n'emprunte pas pour faire fructifier; en fait, ses raisons d'emprunt sont, soit une situation pécuniaire embarrassée, soit un départ pour une expédition lointaine: par conséquent, il émet un emprunt de consommation et non de production. Mais deux graves conséquences en résultent pour lui: s'il ne peut racheter son gage avant trente ans, il s'expose à le perdre d'une façon définitive; le prêt entraînant le dessaisissement immédiat du gage, toute une classe de petits propriétaires qui n'a que cela pour vivre, ne peut s'en dessaisir, et par suite les gens riches seuls ont la facilité de profiter de ce mode de prêt. Au contraire ce système n'offre à peu près que des avantages au prêteur: il rapporte un intérêt suffisant; il est sûr, puisque l'insolvabilité du débiteur n'entraîne aucun risque pour le créancier; il n'a pour lui qu'un défaut: sa durée limitée. Aussi voit-on l'abbaye prendre des précautions contre le remboursement trop hâtif, elle ne tient même pas à rentrer en possession du capital, puisque, si elle n'est pas remboursée, la terre devient sa propriété par prescription; si elle est remboursée, elle emploie cet argent à acheter de nouvelles terres. De toutes façons elle considère le mort-gage beaucoup plus comme un moyen d'acquérir des immeubles dans de bonnes conditions que de faire des placements mobiliers: or l'acquisition de biens-fonds est pour des moines à cette époque le seul placement durable possible. — Mais par cela même que ce système de crédit avait une

forme usuraire et qu'il était un prêt de consommation, l'Eglise s'y opposa, et en 1163, au concile de Tours, Alexandre III l'interdit. Il ne semble pas douteux que les monastères l'aient abandonné par obéissance; d'ailleurs ils purent utiliser alors un autre mode de placement: la rente.

Il y a deux sortes de rentes que les textes séparent clairement: l'ancienne et la nouvelle. L'une apparaît dans la seconde moitié du XII[e] siècle, lorsque le développement de la valeur du sol permet de séparer ce profit de la tenure qui la doit et des autres revenus du fonds; quant à l'autre pour laquelle les théories d'Arnold et de Gobbers sont des essais d'explication trop compliqués, elle est simplement une imitation de la première. Créer une rente est, pour un cultivateur de cette époque, le moyen le plus simple de se procurer un capital sans aliéner son bien. Plus encore que dans l'engagement, les avantages sont tout au profit de l'acheteur; il n'a qu'une obligation: payer comptant la rente. Celle-ci à cette époque n'est pas encore rachetable: au reste, en permettant le rachat d'une de ses rentes, l'Eglise eût aliéné un bien, chose inadmissible. Au contraire le vendeur a toutes les charges: il doit payer la rente à des termes fixes sous peine de saisie ou d'amende, il doit la garantir, et, surtout par sa transformation de charge réelle en obligation personnelle, elle devient gagée sur tous les biens de l'emprunteur, immobiliers ou non. Elle offre donc les mêmes avantages que l'engagement sans son inconvénient; de plus elle est autorisée par l'Eglise: de là son rôle économique considérable.

Son emploi est en fait extrêmement fréquent. C'est que, à l'inverse du mort gage, sa forme de placement perpétuel et de plus assuré permet de simplifier énormément l'administration monachale, et d'équilibrer le budget. D'autant mieux que, quoique chaque établissement religieux forme une unité, et bien que la communauté passe l'acte d'achat, il n'y a plus de patrimoine commun, de caisse unique, d'administration centrale; chaque service du monastère, chaque „office" ou plutôt déjà „bénéfice" constitue un organisme indépendant qui a comme administrateur un officier, un „bénéficiaire". „Toutes les ressources de l'abbaye prennent la forme de revenus fixes annuels et perpétuels; comme les dépenses aussi sont annuelles et ne changent guère, il suffit une fois pour toutes d'affecter chaque revenu à chaque dépense et voici assurée toute l'administration". Si ces rentes sont achetées, elles le sont en vue d'un service fixe; si elles sont léguées, le donateur en indique le service ou l'affectation. — Si, pour l'acheteur, il importe peu que la rente soit ancienne ou nouvelle, le vendeur, lui, ne peut vendre une rente ancienne s'il ne la possède déjà, s'il n'est rentier; il ne l'est pas nécessairement lorsqu'il vend une rente nouvelle. Aussi cette seconde forme de rentes est-elle la plus répandue: elle peut s'adresser de préférence à une classe peu aisée: le capital est en effet de 1, 2, 3 lb., en moyenne, c'est à dire 2, 4, 6 s. d'intérêt au taux de 10%. Les propriétés frappées sont de peu d'importance, presque toujours non bâties et rurales, appartenant non pas à des bourgeois, mais à des cultivateurs; les abbayes constituent des banques rurales. Elles opèrent dans un périmètre qui ne dépasse pas 30 kil. et prêtent surtout

à leurs tenanciers. Ceux-ci se servent du prêt dans un but, non pas cette fois de consommation, puisque les emprunteurs gardent la terre, mais de production: achat d'instruments agricoles et de bestiaux. C'est donc seulement au XII[e] siècle, lors du rétablissement de la paix dans les campagnes et de l'accroissement de valeur du sol, que l'emprunt est possible et utile aux cultivateurs. Enfin, bien que le XIII[e] siècle soit l'époque du développement et non pas encore de l'abus des rentes, déjà certaines personnes ayant fait successivement plusieurs emprunts sur la même terre et ne pouvant plus les payer parce que les charges surpassent les revenus, finissent par vendre ou abandonner la terre elle-même à l'abbaye.

Ainsi, à l'époque du gage, le crédit est rare et ouvert aux seigneurs seuls, il enrichit l'abbaye, mais il ruine l'emprunteur. A l'époque de la rente, il est très répandu, ouvert aux classes rurales d'une façon libérale et utile pour elles: les monastères sont de véritables banques rurales, les seules qui existent.

Le volume se termine par 48 Pièces Justificatives divisées par gages et rentes et dans chaque série par abbayes.

L'ouvrage de M. G. est une très précieuse contribution à l'histoire de l'économie nationale, religieuse et rurale, du Moyen-Age. Il se distingue par un ensemble de qualités peu communes et rarement réunies dans une étude juridique. L'auteur n'a pas seulement une connaissance parfaite des Coutumes, mais les documents diplomatiques ne lui sont pas moins familiers et c'est d'eux qu'il a tiré le fond de son travail. S'il a aussi exposé le côté juridique des institutions et analysé les éléments des contrats, il n'a pas moins approfondi la nature sociale et économique des deux systèmes de prêt employés: à cet égard ce travail peut certainement être donné comme l'un des exemples les plus frappants des progrès accomplis dans l'histoire du droit par son alliance avec une autre partie de l'histoire plus vivante peut-être. L'on ne saurait également assez féliciter l'auteur d'avoir eu le mérite, même le courage, trop rare, de réduire son étude à une monographie provinciale qu'il était possible de rendre précise et complète; l'inverse se serait produit presque forcément pour un travail genéral qui n'aurait pas été précédé de recherches locales. En effet ce travail est dans son genre absolument neuf: il convient d'autant plus de le remarquer qu'il contraste heureusement avec les études d'histoire monachale lesquelles se réduisent presque toujours à une chronologie monotone et inutile des abbés. Ajoutons que la discussion est aussi ingénieuse que clairement conduite. — Nous demanderons seulement à M. G. de réduire au minimum les citations dans le texte même, et pour les Pièces Justificatives d'ajouter quelques renseignements diplomatiques nécessaires: nature des pièces isolées, époque des copies. De plus l'ordre simplement chronologique n'eût-il pas été préférable à la double division employée?

III.

L'étude de M. Brutails, Deux chantiers Bordelais (1486—1521), se rapporte à des travaux de construction ou de réparation faits

à deux églises de Bordeaux: S. André, la cathédrale, et S. Michel, une église de paroisse. Elle a été rédigée à l'aide des documents des Archives Départementales de la Gironde à Bordeaux également.

Tout d'abord, en raison de l'importance des chiffres dans un travail de cette nature, M. B. étudie les monnaies et les poids et mesures employés, en s'efforçant de les ramener aux types du système métrique actuel. Pour les premières, c'est uniquement leur valeur absolue qu'il entend déterminer; de plus, comme les valeurs étaient presque toujours données en monnaies de comptes bien plutôt qu'en monnaies réelles, il cherche à réduire les premières à la monnaie de compte la plus répandue: c'était le franc bordelais. Sa valeur relative devait être — à peu près — de 4 f. 50. Les poids et mesures, au contraire, se ramènent plus facilement aux types actuels. — L'argent nécessaire aux travaux des églises provenait des ressources ordinaires des fabriques paroissiales, des allocations du pouvoir urbain, mais surtout des libéralités des particuliers que l'on provoquait ou que l'on recevait sous diverses formes: quêtes, souscriptions, indulgences, legs, héritages.

L'éxecution du travail avait lieu de deux façons: parfois on traitait à forfait avec un entrepreneur moyennant un prix déterminé (marcat feyt); mais l'ouvrage se faisait plutôt en régie sous la surveillance également d'un entrepreneur. — Le personnel, autant qu'on peut le supposer, comprenait d'abord un maître d'œuvre, sorte de chef maçon et d'architecte, qui élaborait le projet d'ensemble: „il ordonnait le molle (panneau de bois présentant le profil adopté pour un motif de construction) c'est à dire qu'il arrêtait les profils et en traçait l'épure; après quoi le menuisier taillait le molle: suivant cette épure il découpait dans des planches des panneaux destinés à être remis aux mâçons“. Ces derniers étaient à la fois tailleurs de pierre et maçons proprement dits. En troisième lieu, il y avait d'autres ouvriers, menuisiers, charpentiers, plombiers, couvreurs de tuiles ou d'ardoises, et des manœuvres chargés de creuser ou de combler les fossés, de dresser les échafaudages, de préparer la chaux, le mortier, etc... La situation sociale des uns et des autres n'est guère connue. L'on s'étonne seulement de ce que „les maîtres d'œuvre qui ont produit tant de merveilles sortaient des rangs et restaient ouvriers“. Les rapports entre employeurs et employés étaient cordiaux à S. André, assez difficiles à S. Michel. En 1511, une véritable grève y éclate parmi les manœuvres qui creusaient une tranchée qui s'emplissait d'eau: se prétendant insuffisamment payés, ils brisèrent même la machine à épuisement et ils obtinrent gain de cause. Les fabriques signaient avec les maîtres et ouvriers des contrats de louage. L'on a conservé celui du maître de l'œuvre de S. Michel: très rigoureux à certains égards, l'obligeant à rester au service de l'entreprise jusqu'à sa mort, il est très humain par d'autres côtés: l'employé ne peut être renvoyé arbitrairement; si, par vieillesse ou maladie il devient trop faible, l'on pourvoit à son entretien; si la maladie l'empêche de travailler, il continue à être payé pendant un mois. Les maçons, en cas d'accident ou de maladie,

paraissent avoir droit à une indemnité. L'on n'a aucun renseignement sur les corporations ou confrèries auxquelles les ouvriers pouvaient appartenir.

Les traitements et salaires sont mieux connus. Suivant l'usage général, les maîtres d'œuvre avaient un salaire journalier, une allocation complémentaire annuelle, et au moins à S. André, les bénéfices des travaux à forfait. Les ouvriers travaillaient à S. André à la journée, à S. Michel à l'année, au mois, à la journée ou aux pièces. Le même ouvrier était successivement payé de différentes façons: à la journée, les salaires étaient parfois moindres l'hiver; au mois et à l'année, le calcul par jour des salaires permet de constater qu'ils sont inférieurs aux salaires uniquement journaliers. Peut-être les fêtes et chômages rétablissaient-ils l'équilibre: il semble que les ouvriers se reposaient un jour sur trois. Les divers genres d'ouvriers étaient payés des prix différents; mais une remarque générale s'impose: c'est qu'il n'y a pas entre le salaire du maître d'œuvre et celui des compagnons ou manœuvres, un écart aussi considérable que celui qui existerait aujourd'hui entre le traitement d'un ingénieur et la paye d'un ouvrier.

Les pierres venaient des environs de Bordeaux. De plusieurs tailles, elles portaient des noms divers. Les bois de charpente, en sapin, avaient aussi différentes dimensions. L'on connaît quelque peu la méthode utilisée pour faire les fondations à S. André, dans des terrains où l'eau sourdait en abondance: l'on employa une fois le pilotis. On établissait des échafaudages plus ou moins solides, en madriers avec des planches ou en poutres avec des claies. Les matériaux étaient élevés par des machines assez mal désignées: cependant les treuils, poulies, grues, étaient utilisés. Les ouvriers travaillaient à l'abri par le mauvais temps. Le volume se termine par l'énumération de quelques objets appartenant aux chantiers ou employés par les fournisseurs, par l'indication des prix de divers objets recueillis dans les documents et enfin par la reproduction de l'engagement de Jean Lebas, maître d'œuvre de S. Michel (29 août 1464).

Bien que M. B. n'ait composé qu'une étude locale assez limitée, nous avons tenu à la signaler parce qu'elle constitue une très utile contribution à l'histoire du travail, par l'intérêt et la variété des questions traitées comme par la précision des renseignements. Les monnaies, les poids et mesures, le mode d'exécution des travaux, les divers genres de travailleurs, les rapports entre employeurs et employés, les salaires, la technique de la construction forment autant de sujets soigneusement et sobrement étudiés: l'auteur est arrivé partout à des résultats clairs et intéressants. En somme, il a tiré le meilleur parti des documents assez restreints mis à sa disposition, et l'on ne saurait trop insister sur ce point que, seules, de substantielles monographies de ce genre permettront d'arriver à faire réellement une histoire économique complète et approfondie de la France.

IV.

M. Pariset a publié l'Histoire de la Fabrique lyonnaise. C'est, comme l'indique le sous-titre, une Etude sur le régime social

et économique de l'industrie de la soie à Lyon depuis le XVIe siècle. L'auteur s'occupe donc du producteur et du produit, en négligeant la production qui intéresse la technologie. Il a rédigé son travail à l'aide des Archives municipales et de celles de la Chambre de Commerce de Lyon. L'ouvrage comprend 5 livres consacrés successivement aux XVIe, XVIIe, XVIIIe siècles, au XIXe de 1800 à 1848 et enfin de 1848 à 1900: nous laisserons cette dernière partie.

La soierie lyonnaise est une industrie un peu exceptionnelle. Sa prospérité dépend surtout de deux conditions particulières. Sous l'ancien Régime, elle est liée à des privilèges douaniers que François Ier lui concéda lors de sa fondation: toutes les matières premières venant ou non de l'étranger, toutes les étoffes importées, devaient passer par le bureau-frontière de Lyon pour y acquitter les droits d'entrée. La ville devient ainsi „un marché unique pour la soie". Cet avantage ne cessa pas d'être attaqué par les fermiers généraux ou par les provinces voisines et, lorsqu'il était atteint, l'importance de la place de Lyon en souffrait en proportion. En second lieu, de tout temps, cette industrie a été une industrie de luxe, ses produits se répandent même peut-être moins en France qu'à l'étranger et surtout que dans les pays les plus riches, l'Angleterre, puis les Etats-Unis. Elle dépend beaucoup de la mode qui, parfois peut préférer les tissus unis et meilleur marché aux tissus façonnés et plus chers, ou qui délaisse complètement les soieries en général. Elle dépend également de l'état général des affaires: une crise ou la prospérité économique, la guerre ou la paix, aussi bien au dehors qu'en France, modifient complètement et presque brusquement le marché. Ce que disait la Chambre de Commerce de Lyon en 1835 a toujours été vrai: „C'est par dessus tout l'exportation qui alimente notre industrie et c'est essentiellement aux progrès du luxe et de la consommation des pays étrangers que se rattache notre prospérité: les crises des Etats-Unis nous sont plus funestes que celles de la France". La Fabrique subit donc de brusques oscillations: la soierie est par excellence une industrie impressionable et fébrile.

I. Au début du XVIe siècle, l'Italie a le monopole de la fabrication de la soie. En France la sériciculture existe bien en Touraine, en Provence, en Languedoc; un peu partout, l'on fait des ouvrages de soie, mais la seule manufacture est celle de Tours établie en 1470 par Louis XI, qui, dès 1466, avait essayé d'en fonder une à Lyon: les intermédiaires, merciers et banquiers, que l'importation des soieries enrichissait, firent échouer le projet. C'est François Ier qui crée la Fabrique lyonnaise: il établit, on le sait, un bureau unique pour la perception des droits d'entrée sur les soies; surtout le 2 Septembre 1536, il octroie par des lettres patentes aux ouvriers de la soie français ou étrangers, de nombreuses immunités fiscales et militaires: c'est une véritable charte de fondation. Alors le Consulat (le Magistrat) ou de riches bourgeois encouragent les ouvriers qui veulent établir des métiers ou des moulins: des Italiens viennent surtout, mais au début Lyon a l'habileté, pour ne

pas tenter une lutte inutile contre l'Italie, de ne fabriquer que des genres unis, non façonnés. De plus le travail est libre, sans corporations[1]). Enfin la ville, grâce à ses foires célèbres, est une place de premier ordre pour le commerce et le crédit international: le Midi de l'Europe y vend la soie, le Nord y achète l'étoffe. La soierie prend sans tarder une grande place dans l'exportation.

Ce développement rapide amène dès 1540 la fondation de la première „communauté" des ouvriers d'or, d'argent et de soie. Son règlement originel est de 1554; très court, de 21 articles, c'est plutôt une sorte d'ordonnance de police. Il fixe la contexture des étoffes, empêche avant tout le détournement des matières premières que leur cherté rend si avantageuses pour les auxiliaires qui peuvent s'en emparer, règle les devoirs entre maîtres et compagnons, interdisant aux uns de débaucher les autres, à ceux-ci de quitter un ouvrage commencé[2]). Pour l'organisation du travail, c'est la liberté complète: „pas de stage d'apprentissage, ni de compagnonnage, de restriction dans le nombre des métiers et celui des apprentis: les maîtres emploient qui leur plaît". Il n'y a donc pas de corporation, mais une association que dirigent quatre maîtres-gardes, sortes d'inspecteurs et d'arbitres nommés chaque année, deux par les maîtres, deux par le Consulat. Ajoutons qu'il n'y a pas de grands, mais de petits ateliers indépendants: le chef d'atelier est à la fois fabricant et vendeur. Suivant les habitudes du temps et en vue de la surveillance, l'industrie est concentrée dans un quartier de la ville. Enfin tout règlement de la communauté, pour avoir force de loi, doit être con firmé par le Consulat, puis par le Roi et enfin enregistré au Parlement.

Malgré son habileté et son développement, la Fabrique, dès la seconde moitié du XVI[e] siècle, fut soumise aux épreuves qu'elle ne cessa de subir depuis. Les attaques contre ses privilèges douaniers, les guerres civiles, les ordonnances somptuaires, l'emploi des vêtements de drap, la dépréciation de l'argent amènent une crise telle qu'en 1587 sur 5000 métiers 500 seuls travaillent. Aussi maîtres et ouvriers demandent-ils la restriction du nombre des travailleurs: une nouvelle ordonnance, en 1596, tout en laissant la communauté ouverte, décide que nul ne peut être maître qu'après un apprentissage de cinq ans, un compagnonnage de deux; qu'un maître ne peut avoir que deux apprentis etc. . . .

Ainsi le XVI[e] siècle, qui voit naître la Fabrique, la voit aussi se développer avec des oscillations que les époques suivantes ne feront que répéter. Elle ne produit encore que des étoffes unies.

II. Pendant la première moitié du XVII[e] siècle, à l'intérieur même de la communauté, se développent deux tendances déjà anciennes. Elle se ferme de plus en plus: on impose à l'apprenti et au compagnon un droit d'entrée de 30 sous; on limite le nombre des métiers etc. . . . De

---

1) Malgré l'existence d'une réglementation.

2) Voy. pour certains règlements similaires dans une autre industrie de luxe, celle de la draperie à Florence aux XIV[e] et XV[e] s., Doren, Die Florentiner Wollentuchindustrie, p. 223, 226 ss., 253 ss., 261, 263, 271.

plus, parmi les maîtres, les inégalités de la fortune font naître une oligarchie. L'on distingue les maîtres ouvriers à façon qui louent leur main d'œuvre à des confrères ou à des étrangers; les maîtres fabricants qui ont un atelier; les marchands, en réalité entrepreneurs-marchands. De là des jalousies et des conflits incessants, auxquels Colbert essaye de mettre fin par le célèbre „règlement de Colbert" de 1667. Malgré l'usage en pareille matière, il est plutôt élaboré par le ministre que par la communauté, et comme ses autres ordonnances, il est extrèmement minutieux et très autoritaire. La technique y est traitée très en détail, et pour assurer la bonne qualité des étoffes l'on va jusqu'à créer un Bureau de Visite! Les maîtres-gardes dans leurs inspections peuvent demander que les maîtres produisent leurs livres et donnent les noms de leurs clients. L'on s'efforce de diminuer le nombre des apprentis et l'on veut empêcher avant tout que le contrat d'apprentissage, une fois conclu, soit éludé. L'on cherche à écarter de la maîtrise les forains et les étrangers. D'une façon générale enfin, on protège les marchands et les fabricants au détriment des maîtres-ouvriers. Bref, c'était „un formidable arsenal de prescriptions". Colbert, comme toujours, était convaincu que les souffrances de la Fabrique venaient de l'imperfection des étoffes, qui, à son tour, amenait leur mévente: il supposait que ses règlements remédieraient à tout.

Au point de vue économique, les efforts de la Fabrique lui permirent de traverser une nouvelle période de prospérité plus brillante même que celle du XVI[e] siècle. La progression ne fut d'ailleurs pas ininterrompue. Sous Henri IV, malgré la renaissance du luxe est les encouragements du roi, à la sériciculture avec Olivier de Serres, ou aux manufactures, Lyon ne se relève point. L'ordonnance royale de 1597 veut rendre la corporation obligatoire, un bureau de Douane est créé à Vienne au grand détriment de celui de Lyon, les impôts augmentent, le protectionnisme se développe, enfin l'agiotage et l'usure deconsidèrent les lettres de change: les soies ne viennent plus à la douane ni les étrangers aux foires. De 1550 à 1610, le nombre des ouvriers occupés a diminué des deux tiers. Sous Richelieu et Mazarin, aux mêmes difficultés s'ajoutent les guerres. Mais vers 1620 le remède apparaît dans la fabrication des „grands draps à grands ramages", semblables aux soieries de Tours et à celles de la manufacture royale de Paris. De plus, dès 1605 un maître nommé Dangon avait inventé „le métier à la tire", bien supérieur au métier primitif italien et qui ne fut remplacé qu'au XIX[e] siècle par „le Jacquard". Lyon devient donc „le siège d'une grande industrie d'art": il peut lutter avec l'Italie pour les façonnés. Mais bien que leur valeur artistique les rende rémunérateurs, leurs fabrication est difficile et coûteuse, ils se prêtent peu aux variations de la mode et servent plutôt à l'ameublement. Aussi sont-ce malgré tout les genres unis qui, en constituant le fond de la consommation, font vivre surtout la Fabrique. Celle-ci enfin n'hésite pas à confectionner des étoffes inférieures. Pendant l'apogée de Louis XIV, Colbert, dont on ne saurait méconnaître

les services, confirme les privilèges de douane et les foires de Lyon; la mode favorise la soierie et la France donne le ton à l'Europe. „La Fabrique est organisée pour satisfaire à toutes les exigences et à tous les caprices du luxe". Malheureusement Colbert exagère encore le protectionnisme de Henri IV et de Louis XIII, sans vouloir comprendre qu'il devait nuire par nature à une industrie d'exportation. Aussi lutte-t-elle déjà avec quelque peine et après lui, la décadence est encore accélérée par tous les malheurs de la fin du siècle, entre autres la création par la royauté, dans un but fiscal, d'offices d'inspecteurs des corporations: ces dernières, pour échapper au pouvoir royal, demandent à les racheter et se ruinent. En 1693 la cessation du travail est complète: les métiers sont tombés de 10000 à 3500.

En somme au XVII[e] siècle, les impôts, le protectionnisme, les guerres, la lutte entre le capital et le travail ont rendu la situation économique et sociale peu favorable. Néammoins, la création de métiers nouveaux qui permettent la fabrication de riches étoffes, la faveur de la mode, toutes les qualités des industriels et de leurs aides établissent et assurent la supériorité de la Fabrique: „Elle a brillé d'un vif éclat et a atteint par moments une grande prospérité."

III. Le règlement sommaire du XVI[e] siècle s'adressait à la communauté naissante, le règlement minutieux du XVII[e] à la communauté épanouie, ceux du XVIII[e] témoignent surtout de la rivalité entre les deux classes des maîtres marchands-fabricants et des maîtres-ouvriers. Les uns avaient l'éducation sociale, la connaissance du commerce et surtout les capitaux; les autres, sans capitaux, n'avaient pas moins d'habileté technique. Les uns disaient que l'égalité était impossible, qu'ils avaient la science commerciale, que dans les crises ils couraient tous les risques, et qu'il fallait avant tout empêcher l'ouvrier de travailler pour l'étranger ou pour des capitalistes mal famés; les autres répliquaient que le Consulat favorisait uniquement les marchands-fabricants, et que ceux-ci remplissaient les ateliers de mauvais apprentis, ils demandaient à nommer la moitié des maîtres-gardes et à pouvoir travailler pour qui bon leur semblait. Les partis envoyaient à Paris de nombreux mémoires, ce qui montre la vivacité des passions; et le gouvernement les approuvait successivement, faisant voir son désintéressement réel de la lutte.

C'est ainsi que l'ordonnance de 1712, en autorisant les ouvriers à devenir maîtres, mais en élevant le droit à payer, ferme l'entrée de la maîtrise à un grand nombre. En 1737 au contraire, les maîtres-ouvriers s'unissent aux „petits marchands", fabricants et vendeurs, qui n'ont que quatre métiers dans leur boutique, contre les „gros marchands" qui, sans atelier chez eux, occupent au dehors des centaines d'ouvriers. Les premiers élaborent un nouveau règlement: ils voudraient concourir à nommer les maîtres-gardes, participer à la direction de la communauté où leur association leur donnerait même la majorité, et faire supprimer le droit d'entrée précédent. Les maîtres-ouvriers désirent travailler pour qui ils voudront et renchérissent sur les précautions concernant la police des

natières ou les dessins; les petits marchands le font non moins habilement sur les questions relatives à l'inspection des étoffes et à la technique: le gros marchand ne pourrait plus modifier la contexture des tissus à sa fantaisie. Cette constitution était, comme le disaient les maîtres-ouvriers, „républicaine". Mais elle fut à peine établie que les marchands, en 1744, obtinrent sa révocation par le Conseil d'Etat, qui approuva un règlement exactement opposé: malgré des émeutes ouvrières en 1744—46, ce dernier fut définitivement enregistré au Parlement en 1770. En dépit de cet antagonisme et des idées des Economistes de l'époque, marchands et ouvriers tenaient aux règlements[1]: c'est qu'ils restreignaient le nombre des producteurs. Puis surviennent toutes les modifications législatives et les troubles sociaux de la fin de l'Ancien Régime. Enfin le 16 février 1791, les corporations sont supprimées en France: le travail est libre.

Au XVIII[e] siècle, la Fabrique, favorable aux règlements, restait aussi protectionniste, réclamant la prohibition à l'entrée, pour les étoffes étrangères, et à la sortie pour la matière première, à condition que celle-ci ne soit pas protégée. D'autre part, sa situation fiscale ne cessait d'empirer. La Royauté lui imposait des contributions croissantes et, si les soies passaient toujours par la douane de Lyon, les tarifs douaniers, sans cesse remaniés, étaient naturellement surchargés. De plus, la municipalité lyonnaise, fermière de tous les droits d'entrée et de sortie sur le commerce et l'industrie, et accablée de dettes, ne tenait pas à la suppression des taxes et s'y opposait même: son protectionnisme nuisait à la communauté.

Ces difficultés n'empêchèrent pas la Fabrique de retrouver toute sa prospérité jusque vers 1780 environ, malgré une crise vers le milieu du siècle. D'abord avec Law, la prodigalité est sans limites et le goût du luxe et de la parure se répand partout. La mode favorise encore ces tendances: elle demande des genres souples, des tissus ornés de dessins, au lieu des étoffes épaisses à grands ramages de l'époque de Louis XIV. Les genres figurés et façonnés prennent de plus en plus d'importance, de nombreux tissus nouveaux apparaissent et la technique ne cesse de progresser. Puis, de 1750 à la mort de Louis XV, les guerres, les deuils de la cour amènent une dépression pénible. Enfin la prospérité reparaît avec les fêtes et le luxe du debut du règne de Louis XVI: de 1776 à 1779, la Fabrique atteint son apogée. Mais en 1780 commence l'abandon des façonnés et avec lui la décadence de la soierie. Cette crise est, au reste, assez particulière. Elle vient bien en partie d'une question de mode: on délaisse les „paniers" pour les formes raides et simples des costumes anglais auxquels conviennent les tissus bon marché: batiste, indienne, etc. ... La Fabrique ne pouvait lutter qu'avec des genres unis; mais la matière première était chère et ces étoffes peu rémunéra-

---

1) Plutot qu'aux corporations qui, on le sait, n'existaient proprement pas à Lyon.

trices: il fallait diminuer les salaires. C'était une question essentielle. Surtout la situation se compliquait par tous les changements corporatifs de la fin du règne de Louis XVI; malgré le tarif presque prohibitif du 25 mars 1791 la détresse de la Fabrique est à son comble: de 14000 en 1750, les métiers sout tombés à 3500.

Ainsi le XVIIIe siècle a été rempli par la lutte entre les maîtres marchands-fabricants cherchant à monopoliser le commerce par leurs capitaux, et les maîtres-ouvriers résistant énergiquement. Dans la production les oscillations des époques précédentes ont continué sous l'influence des mêmes causes et avant tout de la mode. La Fabrique a tiré les meilleurs profits du goût pour les tissus façonnés: „L'art de décorer les étoffes a brillé d'un vif éclat et toujours les dessinateurs ont eu le sentiment vrai de ses exigences".

IV. A la fin du XVIIIe siècle, à l'excès de la règlementation avait succédé l'excès de la liberté. Or la juxtaposition des marchands, des fabricants et des ouvriers travaillant dans de petits ateliers, soit comme chefs-propriétaires, soit comme compagnons et apprentis, compliquait l'organisation. Aussi l'industrie demandait-elle le rétablissement des règlements à tendance corporative; mais le gouvernement le considérait comme opposé aux idées de liberté et d'égalité. La Fabrique se distinguait donc par un certain particularisme dont témoignaient encore deux institutions: le livret d'acquit, qui existait dès le XVIIIe siècle, dont chaque chef d'atelier possédait un nombre égal à celui de ses métiers, et qui lui permettait de faire des emprunts en donnant des garanties au prêteur; le Conseil des Prudhommes créé en 1806, qui reprit une partie des fonctions du Consulat et des maîtres-gardes disparus, sorte de tribunal d'arbitrage et de surveillance. Cette „magistrature presque domestique et pourtant si solennelle" contribua certainement pendant la première moitié du siècle à maintenir les bons rapports entre patrons et ouvriers. Ces derniers plus indépendants, d'esprit encore religieux, étaient en général assez contents de leur sort; de plus la fabrication à cette époque avait par excellence un caractère domestique, presque familial: l'atelier le plus commun était celui qui renfermait deux métiers occupés par le mari et la femme. — Malheureusement, à partir de la Restauration, le développement des sociétés secrètes, les manières orgueilleuses et méprisantes de certains fabricants, l'agglomération trop grande des compagnons qui ne sont plus liés avec l'atelier et qui se laissent gagner au socialisme modifient cet état de choses. En 1831 et 1832, une crise détermine deux émeutes des ouvriers qui veulent un relèvement des tarifs. Ils sont vaincus, mais par précaution les industriels commencent à introduire dans le tissage un changement absolument essentiel: la substitution du tissage extra-urbain au tissage urbain; un contremaître sert d'intermédiaire. L'on a ainsi une main d'œuvre moins chère qui, surtout au début où le genre façonné était réservé à la ville, contribue beaucoup à la vulgarisation des genres unis meilleur marché. Sous Louis Philippe, les dispositions plus humaines des patrons, les salaires

rémunérateurs des ouvriers, grâce à l'état favorable de l'industrie, rendent les relations assez faciles. Néanmoins „dans une partie de la classe ouvrière subsistent des passions haineuses „qui trouveront l'occasion de se manifester lors des évènements de 1848.

Au point de vue économique, les circonstances politiques et financières, les changements dans le régime des douanes, la concurrence étrangère, les caprices de la mode, sont toujours les principales causes de difficultés. Sous Napoléon la Fabrique passe par des alternatives de crise et de prospérité correspondant aux périodes de guerres et de paix: cependant les tissus unis dominent malheureusement de beaucoup. Avec le démembrement de l'Empire, de 1814 à 1830, „la frayeur de la concurrence des fabriques étrangères protégées par des tarifs plus ou moins prohibitifs, devient le fait saillant"; frayeur un peu exagérée, car la production ne cesse de se développer: elle passe de 40 millions en 1815 à 100 en 1826; la technique progresse, grâce surtout au métier „à la Jacquard". Mais de 1826 à 1830, les faillites en Angleterre et la crainte d'un conflit anglo-français amènent un certain resserrement. Pendant tout le règne de Louis-Philippe la situation est prospère. La caractéristique de l'industrie est alors la recherche de la perfection: les fabricants se spécialisent et tiennent à ce que leurs produits quels qu'ils soient établissent leur propre renommée. La mode favorise aussi bien les étoffes unies que les façonnées. Les premières sont surtout demandées par la France, au moins jusque vers 1839, avant le grand développement industriel du pays; les façonnés s'expédient de préférence dans les pays riches, les Etats-Unis et l'Angleterre. Comme toujours, les achats au dehors déterminent la prospérité de la Fabrique, si bien que les évènements de 1848 n'empêchent pas, en 1849, l'exportation de monter à près de 200 millions.

Mais „la question sociale est posée: elle se résoudra par une évolution qui, durant la seconde moitié du XIXe siècle, va ruiner le tissage urbain".

L'on ne désirerait, dans le travail de M. P. qu'un peu plus de concision dans l'exposé: les citations surtout et les analyses des règlements gagneraient à être réduites. Mais ce sont des défauts de composition que l'on pardonne volontiers à l'auteur en faveur de ses qualités de fond et de l'intérêt avec lequel il se lit. C'est en somme une excellente étude composée évidemment par un esprit des plus familiarisés avec la question qu'il traite et qui sait exposer d'une façon claire et pénétrante les grandes lignes des changements économiques et sociaux de la Fabrique lyonnaise. Aussi, bien que l'auteur soit sobre de notes, on le suit avec une entière confiance dans son travail, qui s'ajoute d'une manière très heureuse aux recherches antérieures [1]) sur l'histoire d'une des industries françaises les plus importantes et les plus caractéristiques.

Georges Espinas.

---

1) L'on en trouvera l'indication dans une bibliographie qui vient de paraître: Charléty, Bibliographie critique de l'histoire de Lyon depuis les origines jusqu'en 1789 (Lyon-Paris, 1902, 8^0^), § 1358—1370.

Verzeichnis der bei der Redaktion eingegangenen Schriften.

(Besprechung vorbehalten.)

BALZER, Überblick über die Stadt Bräunlingen. (Verlag Otto Mory's Hofbuchh. Donaueschingen.)

BIPPEN, Geschichte der Stadt Bremen. (Verlag C. Ed. Müller, Halle.)

CAUDERLIER, L'Evolution economique du XIXe Siecle. Angleterre, Belgique, France, États-Unis. (Verlag W. Kohlhammer, Stuttgart.)

Die Chroniken der Deutschen Städte: Lübeck. (Verlag S. Hirzel, Leipzig.)

DUNCKER, Das mittelalterliche Dorfgewerbe nach den Weistumsüberlieferungen. (Verlag Leipziger Buchdruckerei, Leipzig.)

FASTLINGER, Die wirtschaftliche Bedeutung der bayerischen Klöster in der Zeit der Agilulfinger. (Herder'sche Verlagsbuchh. Freiburg.)

v. D. GOLTZ, Geschichte der deutschen Landwirtschaft. (Verlag I. G. Cotta'sche Buchh. Stuttgart.)

GOTTLOB, Die Servitientaxe im 13. Jahrhundert. (Verlag Ferdinand Enke, Stuttgart.)

HABBICHT, Das ehrbare Töpferhandwerk zu Eisenach. Verlag H. Kahle Hofbuchdruckerei, Eisennach.)

HAUFFEN, Die deutsche mundartliche Dichtung in Böhmen. (Verlag I. G. Calvesche Hofbuchh. Prag.)

JOHN, Oberlohna, Geschichte und Volkskunde eines egerländer Dorfes. (Verlag I. G. Galve'sche Hofbuchh. Prag.)

JOH. MÜLLER, Das Steuer- und Finanzwesen des Reiches im 16. Jahrhundert. Sonderabdruck aus den Neuen Jahrbüchern von Ilberg und Gerth.

REINECKE, Lüneburgs ältestes Stadtbuch. (Verlag Hahn'sche Buchh. Hannover.)

RICHTER, Geschichte der Stadt Paderborn. (Verlag Junfermann'sche Buchh. Paderborn.)

E. VAN ROEY, Le contractus Germanicus ou les controverses sur le 5 % au XVIe siècle en Allemagne. Extrait de la Revue d'hist. ecclésiastique.

ROSTOWZEW, Geschichte der Staatspacht in der romanischen Kaiserzeit. (Dieterich'sche Verlagsbuchh. Leipzig.)

SALOMON, Soziale Frauenpflichten. (Verlag Otto Liebmann, Berlin.)

SOMMERLAD, Das Wirtschaftsprogramm der Kirche des Mittelalters. (Verlag I. I. Weber, Leipzig.)

WIEDENFELD, Nordeuropäische Häfen. (Verlag E. S. Mittler & Sohn, Berlin.)

Druck von J. B. Hirschfeld in Leipzig.

On the early currencies of the German Tribes.

By

F. Seebohm.

The object of this Article is not to enter into the controversies which surround the question of the division of classes in early German Society as described in the laws of the German tribes. It seeks rather to arrive at a clearer understanding of the monetary systems followed by them especially in connection with the statements as to wergelds in these laws.

The wergelds are described in the laws in Imperial Gold solidi, and yet the German tribes seem to have shewn an independence of Imperial usage as to the currency which it is not easy to explain.

The remarkable similarity in the amounts of the tribal wergelds throughout Western Europe, originally no doubt payable in cattle, added to the still more remarkable adherence to the traditional equation between cattle and Gold, seems to point to a persistence of common and widely extended custom reaching back to very early times.

The re-appearance in Anglo-Saxon England of the two prevalent continental wergelds of 200 and 160 gold solidi in the equivalent wergelds in silver [1]) of 1200 Wessex scillings of 5d. and 1200 Mercian scillings of 4d. testifies very strongly indeed to a certain independence on the part of the tribes of the currencies into which the wergelds had to be from time to time translated as necessity and circumstances required.

We find some of the Frisian tribes paying their wergelds in

1) At a ratio between gold of silver of 1 : 10.

customary solidi of their own of $2^1/_2$ tremisses whilst the East Frisians and Saxons paid theirs in solidi of 2 tremisses. I have elsewhere shown that there are strong reasons for the belief that the Kentish wergelds of King Ethelbert's laws were also paid in gold scillings or solidi of two tremisses.

And yet in spite of these local variations the equation of the normal wergelds with 200 and 160 Imperial gold solidi of three tremisses seems to have been maintained throughout.

This equation of the wergelds in the laws with Imperial currency seems to have been a temporary accident in the history of the German tribes. Their amount in cattle had been no doubt traditionally fixed by custom long before Constantine put an end to the confused currencies of the Empire by finally fixing the Imperial gold solidus at $^1/_{72}$ of the Roman pound i. e. 96 wheat grains of gold. And the independence of the German tribes is most clearly shown by the fact that when the Merovingian princes, after having for a time used and issued Imperial gold solidi and tremisses, began to issue them in their own name, they at once adopted a different standard and followed another weight system, to which their successors adhered with remarkable tenacity.

It is the object of this article in a very tentative manner to bring some fresh light if possible to bear upon the question by what other weight systems and currencies the German tribes were influenced.

It may be well to begin by considering for a moment what monetary systems would be those most likely to have influenced the German tribes at the time of their migrations into Southern and Western Europe.

Before those migrations they were more or less isolated in the North.

At the time of Caesar offshoots from them had already settled on the Rhine. The formation before the time of Tacitus of the Romano-German provinces on the West Bank of the Rhine shows how early some of them had come under Roman influences.

But for centuries before this wedge of migration had been driven Southward there had existed between them and Roman territory a great zone or band of Celtic tribes upon which they had been persistently pressing as their own needs or similar pressure behind them of Slavic tribes had tempted or driven them southwards.

All along the Celtic boundary line there had for long been intercourse and mixture of races. And moreover throughout the whole area occupied by the great band of Celtic tribes there was, and had been in use for centuries before Caesar's time, a gold and silver currency of a peculiar type, with local variations, but remarkably uniform in standard. The fact that more than 10 000 examples of this coinage, mostly gold staters and quarters of staters, are described in the great Paris Catalogue is enough proof of its importance. So that certainly this currency is one which has to be reckoned with.

It is doubtful how long this Celtic currency continued in use after the Roman Conquest in the German province of Belgic Gaul and in Britain but it must not be forgotten that even after the suppression of a currency the weight system on which it is founded may remain in use for any length of time and even for ever.

Next let us consider what was the Roman coinage with which the first German immigrants into Southern Europe came in contact?

It was a silver coinage. And Tacitus in a well-known passage, writing after the reduction in weight of the Roman silver denarius under Nero, states in effect that the Germans preferred the bigati and serrati of the Republic to the lighter Imperial denarius of Nero. This makes it obvious not only that they had come in contact with the silver denarius of the Republic but also that they had become so far used to it that they could detect the change and resent the reduction in its weight.

Here then was a second weight system — that of the Republic — into contact with which the Germans certainly came in their early migrations.

Now let us pass on to the later migrations. The change from a Silver to a Gold Imperial currency had already been finally fixed under Constantine before the break up of the Western Empire. At the time of the entry of the Franks into Belgic Gaul and the Anglo-Saxons into Britain the Imperial coinage had attained European prestige and the whole world was acquainted with the monetary reckoning in Imperial gold solidi, tremisses, and siliquae.

It was into the gold currency of Constantine that the wergelds of the German tribes were translated in the Salic and Ripuarian laws and those of the tribes conquered by the Merovingian Franks.

The normal wergeld of 100 head of cattle had become translated into 200 gold solidi in the laws of the Frankish tribes. 160 gold solidi had become recognized as the equivalent of the ancient wergelds not only of the Frisians and Saxons remaining in their old Northern homes, but also of Alamannic, Bavarian and Burgundian tribes in their new settlements in the South.

This currency of gold solidi tremisses and siliquae was probably of Greek origin but it had been adapted to the Roman Imperial pound of 6912 wheat grains and the ounce of 576 wheat grains. The solidus was reckoned as one sixth of the ounce like the Greek drachma and therefore as 96 wheat grains. The tremissis like the Greek diobol, was $^1/_3$ drachma, or 32 wheat grains. And the siliqua or Greek keration was of 4 wheat grains. The monetary divisions of the pound for gold were therefore, as reckoned in wheat grains, moulded upon Greek or wider Eastern usage.

Though at this period the Roman currency was a gold one, silver coins were used for small payments at a slightly varying ratio of 1 : 10 or 1 : 12. And there were at least two silver coins or weights in more or less common use viz: the silver drachma or denarius of the standard of Nero, $^1/_8$ of the ounce or 72 wheat grains, and the silver scripulum of $^1/_{24}$ of the ounce or 24 wheat grains.

At a ratio of 1 : 12 the silver scripulum was equivalent in value to the half-siliqua of gold (2 wheat grains 12 = 24). And the silver drachma or argenteus and the scripulum were in use as weights or as coins in Roman and Ecclesiastical monetary reckoning from the time of Nero to that of Charlemagne.

During the Merovingian period large payments whether of gold or silver were commonly made by weight. So many 'librae of gold and pondera of silver' was the common phrase in charters and formulae. Small payments only were made in coin. Even if payments were made in a considerable number of coins they would probably be weighed. For though gold coins were sufficiently valuable to be carefully minted, they were liable to lose weight by wear and tear. Silver coins seem to have been struck off without much individual accuracy of weight. To judge of a currency by the average weight of actual coins can never therefore be accurate and certain. If accurate knowledge of standard is required the theoretic number of

wheat grains is the best guide, and actual weights are likely to be far more accurate than coins.

Now let us turn to the monetary systems of the Salic and Merovingian Franks.

In the lex Salica the monetary reckoning is in gold solidi of three tremisses, 40 denarii being reckoned to the solidus, and it is to be noted that the payments are reckoned generally in so many even hundreds of denarii. The denarius was therefore presumptively the original unit of reckoning in the Lex Salica.

Let us see what it was. Dividing the Imperial gold solidus of three tremisses or 96 wheat grains by forty the denarius would be 2·4 wheat grains of gold. This could not be a coin. But at a ratio of 1 : 10 it would equal exactly 24 wheat grains of silver i. e. the silver scripulum or half-siliqua which was a coin[1]). And it is remarkable that in the 'Tabula codicis Mutinensis prioris' the scripulum is repeatedly called the denarius Gallicus[2]).

Here then there is strong suggestion if not actual proof that before the Merovingian issue of silver tremisses the original unit of Salic monetary reckoning was the silver scripulum[3]).

And as the scripulum and not the tremissis was the small unit of reckoning in the Breton penitentials and the Brehon Laws of Ireland we may well believe that the denarius Gallicus was not only the Gallic but also originally the Frankish silver unit of account.

Passing now to the Merovingian currency we come upon the chief question or problem the solution of which is of the greatest interest.

The facts are comparatively simple and undisputed.

After adopting at first and then imitating as everyone knows the gold solidus and tremissis of the Empire the Merovingian princes breaking away from Rome suddenly assumed an independent attitude

---

1) At a ratio of 1 : 12 it would = the Merovingian tremissis of 28.8

2) Hultsch M. S. II. p. 131. 'scripulus, VI siliquae, id est denarius Gallicus'.

3) This inference is confirmed by the numerous finds of silver scripula (16 grains Troy or 24 wheat grains) of Frisian and Frankish coinage in the Salic district. See Mr. Keary's Introduction to the British Museum Catalogue of Anglo Saxon coins p. XVII.

and issued gold solidi and tremisses of lighter weight. These at first were issued under the name of the Emperor but very soon after in their own names. They issued a vast number of gold tremisses of 20 to the Roman ounce instead of 18. i. e. of 28·8 wheat grains of Imperial Standard instead of 32. In other words from an Imperial point of view they divided the Roman pound (as Franks and Anglo-Saxons ever after divided their pounds) into 240 tremisses. But they had in view something besides the Roman pound. They clearly knew what they were doing. This is shown by the fact that when during the reign of Justin II. (A. D. 565—578) and that of Maurice (A. D. 584—613) they issued gold solidi and tremisses of the lesser weight, first in the name of the Emperors and afterwards in their own names, in both cases they marked their solidi with XXI. and their tremisses with VII. They thus admitted and even advertised that their solidi were of 21 siliquae instead of 24 and their tremisses of 7 siliquae instead of 8 [1]).

Whether they were simply following a change made by the Emperor or doing it on their own suggestion they did it openly. There was no secret depreciation with intention to deceive. Everything was above-board. Everyone knew exactly what change in weight had been made. The marking was obviously intelligible or it would not have been made.

The remarkable point is that they described the weight of their new coins apparently by reference to another weight system which was not the Roman system. Why did they not mark their tremissis as $^1/_{20}$ of the ounce [2]) instead of 7 siliquae, and their solidus as $^1/_{80}$ of the pound instead of 21 siliquae?

From an Imperial point of view one twentieth of the Roman ounce was not exactly 7 siliquae of four wheat grains of the imperial standard, but 7.2 siliquae. The new tremissis of $^1/_{20}$ oz. i. e. 1.36 grammes was 7 siliquae of ·195 grammes whilst the Imperial siliqua was ·189 grammes. The difference might perhaps be over-

1) See Soetbeer, Forschungen p. 619 et seq. and M. Prou's "Les Monnaies Merovingiennes" p. LXIV et seq.

2) That they were so regarded see e. g. "Monasterium Salvatioris in Svevia, in episcopatu Constantiae.. solvet annuatim aureos XII quorum XX unciam faciunt" Deusdedit Collectio Canonum. Venetiis 1869. p. 327.

looked were it not that there seems to have been a weight system in use at the time, the siliqua of which was ·195 grammes.

I shall be able presently to show (inter alia) from the examination of three independent sets of scales and weights belonging to this period and found in three separate places in Kent that all the three moneyers or merchants to whom they belonged and with whom they were buried used as the smallest unit of their weight system the siliqua of ·195 and not the imperial one of ·189. And this seems to show that the siliqua of ·195 which the Merovingian princes adopted was a well known unit belonging to a weight system which differed from the imperial standard and yet was so generally in use that the marking of XXI and VII siliquae was intelligible.

Can it be that the weight system was that of the denarius of the Republic which Tacitus tells us was preferred by the Germans to that of the Empire?

The Germans preferred the silver denarii of the Republic to the lighter silver denarii of Nero and his successors. They were acquainted with other Roman coins and picked these out. (formasque quasdem nostrae pecuniae agnoscunt atque eligunt.)

It is known from statements of Pliny and others that the denarius of the Republic was $^{1}/_{7}$th of the Roman ounce or $^{1}/_{84}$ of the pound[1]). One seventh of the 576 wheat grains in the ounce would make the denarius the odd number of 82·29 wheat grains or 20·57 siliquae of four wheat grains of Imperial standard. These odd numbers suggest very strongly that the denarius of the Republic did not belong to the weight system of the Empire.

Let us examine the denarius of the Republic more closely. In the first place the fact that in actual weight it was one seventh of the Roman ounce of 27·25 grammes fixes its weight in grammes at 3·89. This is exactly 20 siliquae of ·195 and as we know that the siliqua or keration was reckoned by the Greeks as well as by the Romans as three barley corns or four wheat grains it may be inferred that the denarius of the Republic was a denarius or drachma of 80 wheat grains of the system to which it belonged. And this is confirmed by its own subdivisions.

---

1) Hultsch, Metrol. 284 quoting. Pliny N. H. XXXIII c. IX. also Celsus 5. 17. 1. and Scriboneus Laijus.

It was originally called a denarius because it was reckoned as the equivalent in silver of 10 asses of copper. And working from the fixed point of its weighing one seventh of the Roman ounce its divisions for silver were these.

	Wheat grains	Grammes	Siliquae
Denarius .	80	3·89	20
Quinarius .	40	1·94	10
Sestertius .	20	·973	5
As . . .	8	·389	2
Siliqua or Keration	4	·195	1

We need not go far I think to find the weight system to which the denarius of the Republic belonged.

Numismatists tell us of another and older Roman pound of 10 Imperial ounces instead of 12, i. e. of 5760 wheat grains[1]). We are also told that two of these pounds or 20 Roman ounces were known as the Mina Italica[2]). Now if this older pound was divided exactly in the same way as the Imperial pound was divided for monetary purposes i. e. into ounces of six drachmae, then the solidus or drachma would like the denarius of the Republic be of 80 wheat grains. And if relying on the reckoning in wheat grains we may infer the weight of the various divisions of the mina and pound in grammes from the weight in grammes of the denarius of the Republic the result will be the following table: —

	Wheat grains	Siliquae	Grammes
Siliqua . . .	4	1	·195

---

1) That there was a pound used for silver seems to be indicated by the common phrases in charters and formulae of the Merovingian period "So many 'librae' of gold and 'pondera' of silver" and also by Cod. Theod. XIII. 11. I. under which 5 solidi (gold) are to be given for each pound of silver. 5 solidi (5 × 96) = 480 wheat grains of Gold = at 1 . 12, 5760 wheat grains of silver. Charlemagne made his new pound of 5760 barley corns or 7680 wheat grains.

2) Hultsch, "Die Gewichte des Altertums" pp. 53 and 203. also H. Metrol. p. 673. and p. 105. where the mina Italica is described in the 'Vetus versio Epiphanii' as of 20 ounces or 1⅔ of the Roman pound. and this version is regarded on the authority of Mommsen as 'in Francorum regno scriptum'.

	Wheat grains	Siliquae	Grammes
Drachma or denarius of the Republic .	80	20	3·89
Uncia of 6 Drachmae .	480	120	23·34
Older pound .	5760	144	280·
Mina Italica .	11520	288	560·[1])

This weight system so far as a reckoning in wheat grains is concerned is surely that of which the denarius of the Republic was the drachma. But in actual weight it is built upon the siliqua of ·195 and not the Imperial siliqua of ·189. And if the monetary system of Constantine had been fixed upon this standard: —

		Grammes		Grammes
the Siliqua would have been		·195	instead of	·189
Scripulum	„	1.167	„	1·14
Tremissis	„	1·56	„	1·51
Solidus	„	4·68	„	4·54
Ounce	„	28·08	„	27·25
lb of 12 ozs.	„	337·	„	327·

It seems at first sight very unlikely that there should have been current at the same time two standards of Imperial monetary units. But I think the evidence will oblige us to admit that it was so. And these figures will be found useful for reference as we examine the point further. In the meantime whether the denarius of the Republic of 3·89 grammes was the drachma of the older Roman pound or not, it was 20 siliquae of ·195. And the Merovingian solidus of 4·09 grammes was 21 siliquae of ·195. And the tremissis of 1·36 grammes was 7 siliquae of ·195.

Having arrived at these results from quite independent evidence and inferences the next step is to put them to the test of the Kentish evidence of actual coins and of the sets of scales and weights already alluded to as found in Kentish graves of the period with the skeletons of their owners.

---

1) See Hultsch, Metrologie. p. 673. that the original weight was probably 560 grammes and perpetuated in the Austrian and Bavarian pound of 560 grammes.

The first thing seems to be to examine the weights of the gold tremisses which have actually been found in Kent and may have been actually coined by Kentish moneyers.

The actual weights of the examples in Sir JOHN EVANS' Collection, for which I am indebted to his kindness, are as under: —

Troy grains	Grammes	Where found
20	1·30	Eastry near Sandwich
17	1·101	Faversham. (a scripulum)
$20^3/_4$	1·34	
21	1·36	Faversham
$19^3/_4$	1.28	Stevey near Canterbury
$20^1/_2$	1·33	Sutton near Dover
20	1·30	do.
20	1·30	Merovingian coin found in Kent.

These with the one exception of the scripulum are evidently Merovingian gold tremisses of 20 and not 18 to the ounce, i. e. of the later standard of 1·36. The evidence of the celebrated find of similar gold tremisses (mostly Merovingian) at Crondale in Hants is to the same effect[1]). They also undoubtedly belong to the reduced Merovingian coinage. No earlier ones seem to be known.

The first of the three sets of Scales and weights now to be examined viz. that described in the Inventorium Sepulchrale (London 1861) also belongs to this later period. It was found in an Anglo-Saxon grave at Gilton in Kent with coins from Nero to Justinian. The weights are themselves mostly coins cut down to the particular weight. Happily a sufficient number of them are marked so as to show of what unit they are multiples, and these marked weights give us a clue to the others.

One is particularly important because on one side it bears the letters N. B. (i. e. Nummi 2) and on the other side two dots showing that it is two of the ordinary 'nummus' of account, which turns out to be the Merovingian solidus of 3 tremisses of 20 to the Roman ounce, i. e. 1·36 grammes.

Amongst the Gilton weights are the following series:

1) Numismatic Chronicle VI. (1843) p. 171 et seq.

Grammes				
60·33		= 15 of **4·02** = 45	tremisses of	**1·34**
35·96		= 9 of **4·00** = 27	do.	1·33
20·21	(5 dots)	= 5 of **4·04** = 15	do.	1·35
20·09		= 5 of **4·02** = 15	do.	1·34
8·00	{NB. and 2 dots}	= 2 of **4·00** = 6	do.	1·34
8·10		= 2 of **4·05** = 6	do.	1·35
4·02	(3 dots)	= 1 of **4·02** = 3	do.	1·34
3·01		= 3/4 of **4·01** = 3	scripula of	1·004
2·01		= 1/2 of **4·02** = 2	scripula of	1.005

The unit of these weights is clearly the Merovingian gold solidus of three tremisses of the same weight as those in Sir John Evans' collection. The exact weight of the solidus should have been 4·088 and of the tremissis 1·36 grammes. The weights seem to have suffered very little from corrosion during 1300 years interment!

That the siliqua of ·195 was the smallest unit of the Gilton merchant or moneyer to whom this set of scales and weights belonged is shown by the fact that his set contained also the following weights, with which he could weigh any number of Siliquae up to the 21 of the Merovingian Solidus.

Grammes	Siliquae
14·58 (5 dots) i. e. 5 of 2·92	= 75 of ·195
11·66 (3 of 3·89, 4 of 2·92)	= 60 of ·194
9·33	= 48 of ·194
(5·64 [1])	= 29 of ·194)
2·92 {3 dots and 8 marks on the back}	= 15 of ·195
1·94	= 10 of ·194

It will be seen that the weight of 2·92 is marked with 3 dots on one side and 8 of a different kind on the other. Now 2·92 × 8 = 23·36 which a reference to the table of divisions of the older Roman pound will show is the ounce of the older pound

1) This might have been 30 of the Imperial standard of ·189. but it is required in the set of six small weights with which (as anyone may prove by trial) the owner could weigh any multiple of the siliqua from 1 to 21, i. e. the Merovingian solidus.

i. e. 120 siliquae of ·195. On the other hand the one third of 2·92 would make a scripulum (equal to the sestertius of the Republic) of ·973 grammes four of which 'scripula' (as we shall see hereafter) were apparently reckoned as making the drachma or solidus of $^1/_7$ the Roman ounce. These points seem to prove that the owner of these weights was conversant with the siliqua of the standard of the older pound and with the ounce of the same pound and also with its drachma or solidus of $^1/_7$ the Imperial ounce. The Merovingian solidus of three tremisses or 21 siliquae is however his chief concern.

Besides these weights he had moreover another which shows that he was conversant also with the Imperial solidus.

It is marked with three dots and weighs 13·62 grammes. This is obviously three of 4·54 grammes i. e. three Imperial solidi of exactly imperial normal weight — $^1/_6$ oz. $\left\{\frac{27{\cdot}25}{6} = 4{\cdot}54\right\}$. The extraordinary exactness of this weight adds confidence to the others. With weights of this exactness there can have been no confusion between the Imperial siliqua of ·189 and that of Republican standard ·195.

The sole remaining weight has 9 dots and weighs 1·275 and is the only one of the set unexplained.

The next set of scales and weights is that described in SMITH's Collectanea Antiqua III. p. 4. It was found at Ozingell in Kent by the side of a skeleton in an Anglo-Saxon interment. A coin of Justinian shows that the date is later than A. D. 527. A sufficient number of the weights are in this case also happily marked to give a clue to the meaning of the series. And as in the Gilton case many of them are Roman coins cut down to a standard and used as weights.

Of these weights the following five seem clearly to be multiples of the Kentish scilling of two tremisses, and the tremisses are as clearly of the unreduced full Imperial weight of 32 wheat grains and of the higher standard of 1·56 (i. e. 8 siliquae of ·195 and not of ·189).

Grammes		Tremisses
25·33	= 8 of 3·17	i. e. 2 of 1·58
22·08	= 7 of 3·16	„ „ 1·58

Grammes				Tremisses
18·92 (6 dots) = 6 of 3·15	„	„		1·57
15·74 (5 dots) = 5 of 3·15	„	„		1·57
9·40 (3 dots) = 3 of 3·13	„	„		1·56

The other weights are as under:

	Grammes			Siliquae
	9·40 (4 dots)	{ i. e. 4 of 2·35 i. e. 2 scripula }	= 48	of ·194
These two make exactly the drachma of 3·89	2·14	i. e. 11		„ ·194
	1·75	„ 9		„ ·194
	1·17 { 5 dots i. e. 5 of ·234 }	„ 6		„ ·194
	·972	„ 5		„ ·194
	·777	„ 4		„ ·194

These are evidently of the higher standard of the siliqua of ·195 and they will not divide into siliquae of ·189. And as the solidus of two tremisses will divide into 16 siliquae of the same standard all the weights of this set but the two still to be noticed are multiples of siliquae of ·195.

It may be asked why the owner of these scales and weights should like the Gilton owner, have confined himself to 5 small weights of 4, 5, 6, 9, 11 siliquae. The answer is that (as anyone may find by experiment) by a combination of these few weights he could weigh any number of siliquae up to 30. And in the same way with his multiples of the Kentish scilling of two tremisses viz. 3, 5, 6, 7, 8 he could with these and his little weights weigh any number of scillings up to 30 with any number of odd tremisses or siliquae: but the tremisses must be of 1·56 and the siliquae of ·194 grammes. We may add that by putting the first two of his lesser weights into his scale, 11 and 9 siliquae, he could make the drachma of 3·89 and that his weight of ·972 would be the quarter of it (the sestertius) which as we shall see was reckoned as the scripulum of this solidus. The only other weights in the Ozingell set viz. 1·23 and 1·68 remain unexplained.

There remains the third and still more curious Kentish set of scales and weights dug up in an Anglo-Saxon Cemetery at Sarr

near the Isle of Thanet at the feet of the skeleton of its owner. Like the others the weights are mostly made of coins. This find is described in the Archaeologia Cantiana (v. 305) without however any successful explanation of the meaning of the weights. They are at first puzzling because they do not seem to be multiples of the siliqua. The small ones are as under:

Troy grains	Grammes
8 (twice)	·518} the difference =
11	·712} the siliqua of ·194
16	1·036 (+ .518 = tremissis of 1·55)
17	1·101
18	1·166 (scripulum)
19	1·231 = the first two.

The key to the whole is the difference between the first two viz. 3 troy grains or ·194 grammes, the fact being that three troy grains almost exactly equal the siliqua of ·1945. Now according to contemporary metrologists as already mentioned the siliqua = four wheat grains or three barley-corns. So that the smallest unit of these weights is the barley-corn which happens to be of the same weight as the English troy grain [1]). Now these weights (except the scripulum) seem at first sight to mean nothing. But any-one by experiment may test the somewhat unexpected result that the owner of these weights could weigh by their means any number of barley corns up to 60 and any number of siliquae up to 20 — the siliqua being as before always that of the higher standard ·195 grammes.

As regards the larger weights in this set two of them are distinctly multiples of Imperial solidi of three tremisses

Troy grains		Grammes				
1063	=	68·88	=	15	solidi of	4·59
140	=	9·07	=	2	„	4·54

And another weight of 146 troy grains or 9·46 grammes marked with three dots equals 3 Kentish scillings of 3·15 i. e. of two tremisses of the higher standard of 1·575 grammes.

1) The English Troy grain as fixed by statute of Henry VIII. = ·0648 grammes and therefore exactly 1/3 of the siliqua of ·1945. It was probably so fixed to make it correspond to a continental standard which itself may have been of ancient origin.

The other weights are:

Troy grains	Grammes	
46	2·98	— ·518 = 2 of 1·231
51	3·304	= 3 of 1·101
94	6·09	} = 12·31
96	6·22	}
190	12·31	= 10 of 1·231
248	16·07	with 5 dots = 5 of 3·21
296	19·18	
300	19·44	= 100 siliquae of ·194
320	20·73	= 40 of ·518 or 20 of 1·036.

They seem to have evident connection with the smaller weights, some being multiples of them, but it is not easy to understand the meaning of each weight of the series. It is enough however (as may to proved by trial) that the owner of the set with the help of the smaller ones could weigh with these weights any reasonable number of solidi of three or of two tremisses.

On the whole this third set of weights, whilst perhaps more intentionally mysterious than the others, seeing that it does not tell us more than that two kinds of solidi were current, is equally conclusive as to the use of the higher standard of the siliqua. It probably belongs to the period before the reduction of the weight of the Kentish solidus, and whilst the Imperial solidus (as the two weights show) was still an important coin to be reckoned with by the moneyer.

In connection with the Kentish weights the five small weights in the museum at Maintz found with scales at Pfullingen, in a grave, are interesting. They seem to be of Imperial standard and are remarkably minute. They are ·89, ·37, ·22, ·17, and ·03 grammes. With them could be weighed the following:

The first 3 and the last	= 1·51	= Imperial tremissis
·89 + ·22 + ·03	= 1·14	= Imperial scripulum
·22 — ·03	= ·190	= Imperial siliqua (·189)
·37 + ·22 + ·17	= ·76	= 1/2 tremissis
·37 + ·22 — ·03	= ·56	= 1/2 scripulum
·89 — all the others	= ·10	= 1/2 siliqua.

These weights seem to have been used much in the same way as the Kentish weights and their minuteness and accuracy are very

remarkable. The resort to mysterious combinations instead of plain individual weights must have had an occult object. These weights are probably of Roman origin.

Considering that the three sets of Kentish weights are entirely independent of each other I think that their evidence must be taken as conclusive that the later Merovingian coinage as used in Kent (and if so why not elsewhere?) was based upon the same stanstard of the siliqua as the denarius of the Republic viz. ·195, although for some reason yet to be considered the Merovingians added a siliqua to the drachma of the Republic, so making a solidus of 21 siliquae of ·195 instead of the 20 of the denarius of the Republic.

If the weight system of the Republic was that of the older Roman pound and Mina Italica raised to the standard of the siliqua of ·195 it becomes, after the Kentish evidence, quite possible however unexpected, that as a weight system it continued in use long after the denarius of the Republic had disappeared from the currency. And there happens I think to be remarkably clear proof that as a weight system it was known and used as late as the fourth century in the decree of Constantine of A. D. 325. It is a decree regulating the issue of Gold solidi for the islands of Sicily, Sardinia and Corsica and it describes them as of precisely the same weight as the drachma of the Republic viz. $^1/_7$ of the Imperial ounce.

The decree is as follows:

Cod. Theod. XII. VII. I. A. D. 325. Tit. VII. "De ponderatoribus et auri illatione. Imp. Constantinus A. ad Eufrasium Rationalem trium provinciarum [i. e. Sicily, Sardinia and Corsica]. Si quis solidos appendere voluerit auri cocti septem solidos quaternorum scripulorum nostri vultibus figuratos appendat pro singulis unciis quatuordecim vero pro duobus juxta hanc formam omnem summam debiti illaturus".

Great pains have been taken to explain away this decree followed as it was so soon after by of the fixing the gold solidus for the Empire finally at $^1/_{12}$ of the pound or $^1/_6$ of the ounce. But I see no valid reason why it should not be accepted as meaning exactly what it says.

The only really plausible reason for doubting it after Soetbeer's[1]) careful discussion of various suggestions seems to be the

1) Forschungen p. 292.

statement that these gold solidi of 1/7 of the ounce were also to be solidi of four scripula. If the solidus was 3·89 grammes the scripulum must have been ·972 grammes and this was exactly the weight of the sestertius of 5 siliquae[1]) of the standard of the Republic. Under the system of duodecimal divisions of the 'as' the scripulum was the unit, i. e. 1/288 of the 'as' whether of the pound, or of the jugerum, or any other thing to which the system was applied. If the older Roman pound was of 280 grammes then its scripulum would be 280/288 = ·972, or reckoning in wheat grains 5760/288 = 20 wheat grains, i. e. 5 siliquae of 4 wheat grains. Moreover according to HULTSCH[2]) the sestertius was anciently equal to a scripulum so that the last objection to the authenticity of the decree seems to vanish and the drachma of the seventh of the Imperial ounce becomes a weight used for both gold and silver. The gold solidus of Constantine's decree and the silver denarius of the Republic were both of this weight.

It may indeed at first sight seem to be curious that the solidus of the decree of A. D. 325 should be based upon the higher standard of the siliqua of ·195 when only a few years later Constantine fixed the weight of the Imperial solidus as 24 siliquae of the imperial standard of ·189. It does not seem certain however that he himself was not conscious of a certain confusion of standards, for Mommsen has shown that he himself issued imperial solidi considerably above the standard of what the imperial solidus of his later decree should have been if 24 imperial siliquae of ·189[3]).

There is further some indication of the continued use of the higher standard of the siliqua in Sicily, in Merovingian times.

MOMMSEN in his article in the Zeitschrift f. Soc.- u. Wirtschaftsgeschichte I (1893) on „Die Bewirtschaftung der Kirchengüter unter Papst Gregor I.“ has called attention to the complaint that the conductores of the papal estates in Sicily were in the habit of defrauding the tenants by enforcing payment

1) Disused since the change made by Diocletian.

2) Met. Script. 1. 67. 68. and index sub 'sestertius.' "Sestertius vetustissimus fuit scripuli pondere."

3) MOMMSEN. Blacas. 111. p. p. 61. 62. He gives instances of solidi of 4·77, 4·65, 4·60 grammes etc.

of their dues in a libra major of 73½ solidi instead of the ordinary pound of 72 solidi. It can hardly perhaps be an accidental coincidence that this libra major of 73½ solidi of 24 imperial siliquae of ·189, must have approached very nearly in actual weight to the pound of 72 solidi of 24 siliqua of ·195. (334 grammes instead of 337.) 74 solidi would however have brought the equation still nearer. What is certain is that there was a libra major in use in Sicily.[1])

For the present purpose however the chief point of interest lies in the question how far the German tribes themselves whilst adopting the Imperial currency may have followed the higher standard.

And we are not left entirely in the dark upon this point.

That the Merovingians reckoned in siliquae of the higher standard has already been shown, and there is further evidence relating to other German tribes.

The examples of Visigothic gold tremisses in the British Museum seem to show that at first they were issued on the higher standard. They have kindly been furnished to me as follows:

Date	Troy grains	grammes
A. D. 573	24·7	1·598
do.	24	1·555
610	23	1·49
670	22	1·425
Date unfixed	23	1·49
do.	23	1·49

The earliest two of these gold tremisses of the 6th century are apparently of the higher standard of 1·56, the later ones of the Imperial standard of 1·51.

And there is very suggestive evidence of another kind. The feature in the monetary system of the German tribes has already been alluded to that in the payment of their wergelds they used

1) Mon. Germ. Gregorii I. Registri I, p. 62 and 63. The words are these: Cognovimus etiam, in aliquibus massis ecclesiae exactionem valde injustissimam fieri, ita ut libram septuagenum ternum semis quod dici nefas est exigantur . . .

And he directs: Pensionem integram et pensantem libram septuagenum vinum (binum) persolvant ita neque siliquas extra libras neque libram majorem, neque onera supra libram majorem exigi debeant . . .

in different districts gold solidi of different multiples of the tremissis. The Saxons and East Frisians were paying wergelds in solidi of two tremisses (representing the bullock) whilst in another Frisian district the wergelds were paid in solidi of 2 1/2 tremisses and in a third district the more prevalent solidus of three tremisses equated generally with the ox.

Now we have learned from the Kentish weights that the Kentish scilling of two tremisses was at first, before the Merovingian reduction, in the coinage, a solidus of two tremisses of 32 wheat grains of the higher standard. And if the continental tribes other than the Merovingian Franks had also adhered to the tremissis of 32 wheat grains of the higher standard, then without relying upon the coincidence unduly it may not be irrelevant to point out that the solidus of 2 1/2 tremisses of the higher standard of 1·56 would be exactly the solidus of Constantine's decree for Sicily and the weight of the silver denarius of the Republic. ($1·56 \times 2\ 1/2 = 3·89$.)

And it may be possible to trace the higher standard one step further. For in the Frisian laws it is expressly stated that the tremisses of the customary solidi were of 'nova moneta'. What did this mean? Surely that these Frisian tribes in their isolation had all along kept aloof from the Merovingian reduction of the tremissis from 1/18 to 1/20 of the ounce or 28·8 wheat grains. Their tremisses had apparently all along been of 32 wheat grains and it may well be that even these like the tremisses of the Kentish scilling in the Ozingell weights were of the higher standard, for even the silver denarii or tremisses of the nova moneta itself (theoretically of 32 wheat grains) whether issued by Charlemagne himself or his successor sometimes weigh even more than the higher standard and only in very few instances below it [1]. But we must not dwell longer on this point.

The most important question remains as yet unanswered viz. why the Merovingian princes in their reduced coinage, whilst following the higher standard of the siliqua of the Republic or of the older Roman pound, added a siliqua to the 20 of the drachma of the Republic making their new solidus weigh 21 siliquae or 4·09 grammes.

1) See GUERARD. Polpt. d'Irminon. Introduction p. 119 et seq. where the weight of the pence of the 'nova moneta' is fully examined.

To what weight system did the solidus or drachma of 4·09 grammes and its tremissis of 1·36 grammes belong? It must have been different from the weight systems both of the Empire and Republic.

May we not find it in that widely extended Celtic and Gallic gold coinage to which allusion has already been made?

I cannot do more in this article than indicate what seem to me to be the main facts regarding this ancient Celtic coinage. I do not pretend to have new evidence to adduce. I take the facts as I find them.

For Britain we cannot do better than take the evidence of Sir John Evans' remarkable work in which every known example or type of these coins found in Britain is mentioned. For Gaul the great Paris Catalogue is our authority and for the Regenbogen-schluselschen the work of F. Streber and Prof. Sixt's pamphlet Fundberichte aus Schwaben (Stuttgart 1898) are enough for our purpose.

Allusion may at the outset be made to the fact that whilst the currency of the Republic was solely a silver one, Caesar on his conquest of Gaul issued gold staters of $^1/_{40}$ of the Roman pound, i. e. 8·18 grammes presumably adopting the standard of the Celtic gold coinage which he found so abundantly used by Gallic Chieftains.[1])

Now if the Gallic stater was of $^1/_{40}$ of the Roman pound or 8·18 grammes it was exactly the double of the Merovingian solidus of 4·09. And the weight system on which it was based can hardly be other than that of the gold Mina of 818 grammes to which numismatists attach so much importance as the Babylonian or Eastern gold mina most clearly authenticated by actual inscribed weights[2]).

On the Greek method of reckoning for gold the Mina would be thus divided: —

Mina = 100 staters or 818 grammes
Stater of 2 Drachmae 8·18 = 192 wheat grains
Drachma . . . . . 4·09 = 96 „

1) Mommsen-Blacas III. 20. Marquardt II, p. 25.
2) Hultsch, 'Die Gewichte des Alterthums', p. p. 24, 25.

Triobol	2·73 =	64	wheat grains
Diobol (or tremissis) .	1·36 =	32	„
Scripulum or gramma	1·02 =	24	„
Obol	·68 =	16	„
Siliqua or keration .	·17 =	4	„

Theoretically therefore Caesar's stater of 1/40 of the Roman pound and both the Merovingian and the Celtic coinage belong to the weight system of this Mina. It is quite true however that when the actual coins are examined great differences are found in the weights of the Celtic gold staters and it must be admitted that they seldom exceed the double of the drachma of the Republic (3·89 × 2 = 7·78). But occasional instances do exceed it. And moreover the stater generally was divided into quarters or triobols and these quarters so often reach and slightly exceed 2 grammes that in spite of the falling off in the weight of the staters 8·18 seems likely to have been its original normal weight.

The gold staters of 7·4 to 7·8 grammes and their quarters stretch from Bohemia and the Danubian valley through the Black Forest and over the Rhine across the middle of Gaul to Armorica and the Channel islands, a few examples finding their way into Britain.

Hardly any are found in Southern Gaul, the currency being mostly silver. In Belgic Gaul and Britain the stater almost disappears and the gold unit of the district becomes a smaller multiple sometimes of the scripulum and sometimes of the diobol or tremissis. In fact we seem to find gold pieces analogous to the local solidi of Frankish custom, i. e. solidi of a varying number of tremisses representing perhaps the equivalent of the animal which was the customary unit in payments of wergelds.

It was probably in this Belgic district that the predecessors of the Franks may have come into closest contact with Celtic currency for it was here certainly that German and Celtic tribes were most intermixed before and after the Roman Conquest and while these coins were current.

If we examine the coinage of the leading tribes of this district viz. the Treviri Nervii and Morini we find that the larger currency consisted of two main types: one of about 5·5 grammes, i. e. 4 diobols or tremisses of 1·36 and the other of about 6·2 grammes, i. e. 6 scripula of about 1·03 grammes. The coins of the Ambiani on the Somme

are mainly of from 4·00 to 4·12 grammes i. e. about 4·09, and the half of this from 2·00—2·06 grammes — i. e. they are presumably of 4 scripula and 2 scripula of about 1·03 grammes[1]).

But it is not till we cross the Channel into Britain that the evidence becomes most clear and suggestive and we see the full significance of these coins.

It is well known that in Britain the gold coinage was chiefly of two classes, the inscribed and the uninscribed, and as regards these the student has the advantage of the guidance of the remarkable work of Sir JOHN EVANS and its recent supplement.

As regards the uninscribed coinage the most typical example is that of the group of gold coins found at Selsea in Sussex[2]). Out of 96 coins of this set 42 weighed from 20 to 22 troy grains. If we may take these to be the diobols of the normal weight of 21 troy grains or 1·36 grammes they were of the same weight as the Merovingian tremissis of 7 siliquae of ·195. 35 others of the Selsea coins weighed from $14^1/_2$ to 16 troy grains. At a little under 16 troy grains these would equal scripula of 1·03 grammes, i. e. the $^1/_4$ of the solidus of 4·09.

These coincidences in the weight of the uninscribed coins are sufficiently remarkable in themselves and they are confirmed by the weight of the inscribed series which have the special interest that they were current for at least a century after the invasion of Caesar. They consist almost wholly of two classes, i. e. larger gold pieces and their quarters.

They are remarkably constant in weight the larger gold pieces varying in Kent and the S. E. of England from 81 to 84 troy grains and further away reaching in a few instances 86 and 87 grains.

These larger coins were evidently quadruples of the diobols or tremisses of from 20 to 21 troy grains and their normal weight of say from 84 to 85 troy grains does not vary much from 5·45 grammes. They seem thus to be staters or solidi of 4 diobols or tremisses and their quarters are of 1·36 grammes, i. e. of exactly the weight of the Merovingian tremisses.

---

1) For these facts see the Paris Catalogue.

2) For the summary of this find see Sir J. EVANS supplement, p. 461.

It will be seen that these coins have their counterparts already mentioned on the other side of the Channel and we may probably fairly conclude that the coinage of the Belgic district on both sides of the Channel at the time of Caesar's invasion was not far from the following:

Scripulum . . .	1·02 =	1/8 stater of 8·18	
Diobol or tremissis	1·36 =	1/6	do.
Triobol	2·04 =	1/4	do.
Inscribed coinage of 4 tremisses or diobols	5·45 =	2/3	do.

It would be difficult I think after examination of these figures to throw aside altogether the suggestion of continuity or to come to any other conclusion than that the Merovingian princes fell back as it were upon the old traditional weight system of the Celtic coinage of this Belgic district which itself judged by the weight of its coins and of the gold stater of Caesar had followed and adapted to its own needs the weight system of the ancient Gold Mina of 818 grammes. The stater of this mina was probably one with which locally the ox had been equated in ancient times. The Merovingian solidus was exactly the half stater of the same system, 200 of which would in that case equal by old tradition 100 oxen. The tremissis of the Merovingian solidus was of the same weight as the diobol of the Eastern system, and it was the chief smaller unit of the Celtic coinage of S. E. Britain. The larger inscribed gold coins of S. E. Britain were coins of four of these tremisses. And as the same multiple of the tremissis in the Alamannic laws was the gold equivalent of the cow the suggestion would not be a wild one that it may have been so also under Celtic custom in S. E. Britain and Belgic Gaul.

Viewed in this connection, and as the best authenticated examples of the gold currency of tribal chieftains, these inscribed British Gold coins of four tremisses have a fascination which tempts me to linger a moment longer upon them. They belong to a period of which we know so little and would wish to know so much. They were so numerous and so constant in weight that they may well have meant something real and important to the people who used them. They belong to the great group of Celtic coins common to the whole band of Celtic tribes stretching from the Danubian

valley to Britain. And the drop in weight from the stater seems to me to be clearly not a degradation of standard such as may be discernable in the case of the staters themselves but as in the case of the solidi of the Frisian, Saxon, and Kentish tribes a drop in the number of diobols or tremisses represented by them. And thus I come back with something like conviction to the hypothesis that as the Saxon solidus of two tremisses represented the value of the bullock so these inscribed coins of four tremisses may well have represented the traditional value of the cow or of some other animal instead of the ox so generally represented by the stater of six tremisses. The Alamannic district is no doubt far afield from the Belgic district but as the Celtic coinage extended over the whole distance and beyond it so may also the traditional equations between cattle and gold.

Be this as it may, let us put the hypothesis to yet another test before we dismiss it as an illusion. Let the gold cow-unit of the district be the traditional unit used in the payment of wergelds by Belgic tribes. What would be the wergeld of 100 cows when translated into a hundred of these inscribed British coins?

Their weight as four tremisses of 1·36 is 5·54 grammes and thus 100 of them would equal a wergeld of 545 grammes of gold. Or reckoning in wheat grains of Imperial standard the wergeld would be 400 tremisses of 28·8 or 11·520 wheat grains.

And what is this wergeld but over again the mina Italica of two of the older Roman pound of 5760 wheat grains or 10 Imperial ounces? 545 grammes is exactly 20 Imperial ounces of 27·25 grammes.

Thus it becomes still more likely that this Gold Mina of 100 of these gold pieces may have had a traditional meaning in Belgic Gaul and Britain as the gold equivalent of a wergeld of 100 cows.

It was puzzling to find this older Roman pound of 5760 wheat grains rightly reckoned in wheat grains as 10 Roman ounces but at the same time increased in actual weight by being connected with a higher standard of the siliqua as it seemed to be in the denarius of the Republic and the solidus of Constantine's decree and still more remarkably in the Kentish weights. But here in this ancient gold coinage of the Belgic district in which German and Celtic tribes were formerly so intermixed we have the older Roman pound not

only in wheat grains, but also in actual weight 10 Roman ounces of Imperial standard. And this helps us more easily to realize how the Merovingian princes having at first used Imperial solidi and tremisses of even a higher than Imperial standard, in breaking away from the Empire and returning in their own coinage to the ancient traditional weight system to which the inscribed gold coinage had belonged, were obliged to mark their solidi and tremisses with the letters XXI and VII in order to make them comport with the weight standard of the siliqua of ·195 grammes which must have been in general use at the time of their issue.

Finally, when we take into account the confusion of the Roman currency before Constantine and how confusing the different weight systems for gold and silver must have been to the German tribes, perhaps the most remarkable result of this enquiry may be that it is possible to trace the accuracy with which they threaded their way among the different currencies successfully maintaining throughout the traditional wergelds of their race.

Der Zusammenbruch des Welserischen Handelshauses im Jahre 1614.

Von

Johannes Müller (Augsburg).

Unter den grofsen Bankrotten Augsburger Handelshäuser im 16. und 17. Jahrhundert hat neben dem Zusammenbruch des Höchstetterschen Geschäftes im Jahre 1529 keiner so grofses Aufsehen gemacht wie das Fallissement der Welser im Jahre 1614.

Erklärlich ist dieser aufserordentliche Eindruck beider Bankrotte auf die damaligen Gesellschaftskreise teils aus dem nahezu unbegrenzten Vertrauen, das beide Handelsgesellschaften bis fast unmittelbar vor ihrem Fall in der Geschäfts- wie in der Laienwelt genossen, teils aus den enormen Verlusten, die der Fall beider Häuser sowohl für Augsburger Bürger wie für fremde Gläubiger nach sich zog. Ein grofser Unterschied springt aber bei aller sonstigen Ähnlichkeit des Falles des Höchstetterischen und des Welserischen Handelshauses auch für den nicht genauer Orientierten sofort in die Augen: das ist die von den Höchstettern gerade vor ihrem Sturz noch betätigte riesige Kraftanstrengung zur Abwendung ihres geschäftlichen Ruins im Gegensatz zu der förmlichen Ermattung und zu dem schleichenden Siechtum der Welser in den letzten Jahren ihrer geschäftlichen Tätigkeit. Im Zusammenhange mit diesem einen Gegensatz zwischen den Höchstettern und den Welsern steht dann noch ein zweiter, nämlich das reelle Geschäftsgebaren der Höchstetter und die unredlichen Manipulationen der Welser, die sich durch ein volles Menschenalter von ihrem Sturz an zurückverfolgen lassen und dem Welserschen Fallissement einen so unangenehmen Beigeschmack verleihen. So erweckt denn der Sturz des Höchstetterischen Handelshauses den Eindruck eines gewaltigen, plötzlich eintretenden Naturereignisses, bei dem der Mensch seine

Werke zwar „hoffnungslos, aber doch bewundernd untergehen“ sieht, der Fall der Welser dagegen gleicht dem Zusammensturz eines in seinem Kern längst verfaulten Baumes, der mit seinem morschen Stamm und seinen dürren Ästen nach seinem Sturz einen höchst kläglichen Anblick gewährt. Und doch ist auch die Geschichte des Welserischen Fallissements ungemein lehrreich, lehrreich besonders durch die Art seiner Entstehung, sodann aber auch durch die erfolglosen Bemühungen der Welser, den mit unfehlbarer Sicherheit heranrückenden Bankrott in letzter Stunde doch noch von sich abzuwenden.

Das Welserische Handelsgeschäft, seit der Mitte des 16. Jahrhunderts unter der Firma „Christof Welser und Gesellschaft“ von Christof und Hans, zwei Söhnen des berühmten Bartholomäus Welser, und Matthäus und Markus, zwei Söhnen des Anton Welser, eines jüngeren Bruders des Bartholomäus, geleitet, ging nach dem Austritt der Brüder Christof und Hans aus der Gesellschaft im Jahre 1580 ganz in die Hände der Antonschen Linie über und führte seitdem den Namen „Markus und Matthäus Welser und Gesellschaft“. Die beiden die Firma vertretenden Welser, — Oheim und Neffe, denn der ältere Matthäus war schon im Jahre 1578 gestorben — übernahmen das Geschäft jedenfalls unter ziemlich schwierigen Verhältnissen; denn einesteils mufste zur Abfindung der aus dem Gesellschaftsverbande ausscheidenden Vettern dem eingeschossenen Betriebskapital ein nicht unbeträchtlicher Teil entzogen werden, andernteils der Handel mit den Niederlanden infolge des immer mehr sich ausbreitenden niederländischen Aufstandes bedeutend eingeschränkt werden [1]). Das Aufgeben ihrer weitverzweigten Geschäftsverbindungen mit den Niederlanden ging aber für die Welser nicht ohne bedeutende Verluste ab. Im April des Jahres 1576 stellten die Staaten von Brabant und die Stadt Antwerpen der Handelsgesellschaft Christof Welser zwei Obligationen, die eine über 24 366 fl., die andere über 4698 fl., für gemachte Darlehen aus, deren Einlösung bis zum Jahre 1614, d. h. bis zum

1) Einen Beweis für den Rückgang des Handels der Welser nach den Niederlanden liefert der im Jahre 1580 betätigte Verkauf ihres bedeutenden Antwerpener Grundbesitzes, der wohl nicht aus Zufall mit dem Ausscheiden der Bartholomäischen Linie aus der Handelsgesellschaft zusammenfiel.

Zusammenbruch des Welserschen Hauses noch nicht erfolgt war und nach der Bankrotterklärung erst recht nicht mehr erfolgte[1]).

Zum Ersatz der von ihnen aufgegebenen Geschäftsverbindungen mit den Niederlanden und zur Erhaltung des damals noch schwunghaft betriebenen Gewürzhandels[2]) knüpften die Welser im Jahre 1586 durch ihren Faktor Joh. Christof Mannlich in Lissabon Verbindungen mit dem Mailänder Handelsspekulanten Rovelasca an, der eben damals (Dezember 1585) mit König Philipp II. von Spanien und Portugal einen Vertrag über den indisch-portugiesischen Pfefferhandel abgeschlossen hatte[3]). Nach diesem Vertrag verpflichtete sich der genannte Italiener, innerhalb der nächsten sechs Jahre jährlich auf die Ausrüstung von fünf Schiffen 24000 Dukaten zu verwenden sowie jährlich die Summe von 170000 Dukaten nach Vorderindien und Malakka zu senden, um damit 30000 Ztr. Pfeffer zu der von dem Könige festgesetzten Taxe von 5²/₃ Dukaten per Zentner anzukaufen, den Einkauf des Pfeffers und dessen Transport nach Lissabon zu besorgen, überhaupt den ganzen Handel auf seine Kosten und Gefahr zu übernehmen, wogegen ihm für jeden Zentner Pfeffer, welchen er an den König in der Casa de India zu Lissabon abliefere, 12 Dukaten ausbezahlt und zugleich die Auslage der 24000 Dukaten für die Ausrüstung der Schiffe rückvergütet werden sollen, und zwar solle die Bezahlung vonseiten des Königs möglichst bald erfolgen, um dem Kontrahenten das Kapital zur Aus-

---

1) Nach einem Bericht des Agenten Peter Ernst Mölzer aus Brüssel vom 12. September 1615 an die Welserschen Massekuratoren bekannten sich die Staaten von Brabant wohl als Schuldner von 11000 Brabanter Gulden, die sie auch in gebührender Zeit, doch ohne Zins, zu erlegen sich bereit erklärten. Der Rest aber, so erklärten die Brabanter, gehe die Stadt Antwerpen an, die der Schuld an die Welser jedoch nicht geständig sein wollte. Der Agent schloſs sein Schreiben: Da es mit den Ständen wegen der groſsen Schuldenlast den Anschein habe, daſs es bei ihnen heiſse, wo nichts ist, da hat der Kaiser sein Recht verloren, so sei das beste ein gütlicher Vergleich. (Welser-Archiv auf Schloss Neunhof.)

2) Nach einem auf das Geschäftsjahr 1579 sich beziehenden Handelsbuch der Kommandite Nürnberg der Christof Welser und Gesellschaft betrieb das Haus Welser den Gewürzhandel besonders lebhaft mit Ostdeutschland, Böhmen und Polen. (Welser-Archiv auf Schloss Neunhof.)

3) Vergl. das Folgende: Über einen Pfefferhandel der Fugger und Welser 1586—1591 von F. Dobel, Zeitschr. d. Hist. Ver. f. Schwaben u. Neuburg, XIII, S. 125 etc.

rüstung neuer Schiffe zu beschaffen. Ein weiterer Artikel des Vertrages gestattete dem Kontrahenten, jährlich eine beliebige Quantität Gewürze und Waren im Werte von 12000 Dukaten zollfrei in das vereinigte Königreich Spanien und Portugal aus Ostindien einzuführen, und ein anderer Artikel endlich lautete dahin, dafs, wenn der Pfeffer in Indien per Zentner 1½ Dukaten mehr koste als die Taxe, diese „Demasia oder Überteuer" von beiden Parteien zu gleichen Teilen bestritten werden solle. Da es für den Unternehmer dieses Pfefferhandels ein durchaus gewinnbringendes Geschäft schien, binnen Jahresfrist für 5⅔ Dukaten 12 Dukaten zu erhalten, so beteiligten sich die Welser auf den Rat ihres Lissaboner Faktors Joh. Christof Mannlich an dem Unternehmen mit 5/12 und überliefsen davon wieder 3/12 dem Hause Philipp Eduard und Oktavian Fugger, einem seit 1580 selbständigen Seitenzweige des Fuggerschen Handelshauses [1]).

Das dem Anschein nach so glänzende Handelsunternehmen nahm aber einen für die Fugger und Welser höchst ungünstigen Verlauf, und zwar sowohl infolge der Schwierigkeiten der Beschaffung der nötigen Menge Pfeffers in Indien selbst, als infolge der mit dem Seetransport verbundenen Gefahren, vor allem seitens der feindlichen englischen Kreuzer, und infolge der Wortbrüchigkeit der spanisch-portugiesischen Regierung. Die letztere zwang nämlich die Kontrahenten vom Jahre 1589 an, als sie infolge des englisch-spanischen Krieges in Zahlungsschwierigkeiten geriet, für den gelieferten Pfeffer statt Bargeld Pfeffer zum Preise von 38½ Dukaten per Zentner anzunehmen und so, da der Zentner Pfeffer in Europa im Grofshandel damals nur ca. 36 Dukaten galt, eine Einbufse von 2½ Dukaten am Zentner Pfeffer von vornherein in den Kauf zu nehmen. Die Verrechnung der „Demasia", die per Zentner 3⅓ Dukaten betrug, bei der innerhalb der sechs Vertragsjahre gelieferten ungeheuren Pfeffermenge für die Handelsunternehmer also wohl ins Gewicht gefallen wäre, stiefs aber bei der geldarmen spanischen Regierung auf immer neue Hindernisse. Erst nach Darreichung der ergiebigsten Handsalben an die verschiedenen königlichen Be-

1) Der Vertrag zwischen Rovelasca und den Welsern wurde durch Vermittlung des Gerard Paris am 15. Februar 1586, der Vertrag zwischen den Welsern und den Fuggern am 17. April 1587 abgeschlossen. S. die betreff. Notariatsurkunden im Welser-Archiv auf Schloss Neunhof.

amten — mehr als 12000 Dukaten wurden von den Fuggern und Welsern für diese Schmieralien verausgabt — konnte von dem Welserischen Faktor J. Christ. Mannlich im Jahre 1599 die Approbation der nun abgeschlossenen Rechnung seitens des spanischen Königs an seine Prinzipale nach Augsburg gemeldet werden[1]). Laut dieser Rechnung betrug die Schuld des Königs Philipp III. — Philipp II. war bereits am 13. September 1598 gestorben — an die Fugger 29725 Dukaten, an die Welser 19817 Dukaten, Summen, die, wie vorauszusehen gewesen, von der tief verschuldeten spanischen Regierung niemals herausbezahlt worden sind.

Diese Verluste im spanischen Pfefferhandel, die von dem solid fundierten Fuggerischen Hause wohl getragen, von den weniger kapitalkräftigen Welsern dagegen nie mehr verschmerzt werden konnten, müssen als der entscheidende Schlag zu dem endgültigen Untergang des Welserischen Hauses angesehen werden[2]). Um sich nämlich während der Geschäftskrisis z. Z. des englisch-spanischen Krieges (1588/89) über Wasser zu halten, mufsten die Welser sowohl bei Verwandten wie bei befreundeten Handelshäusern bedeutende Kapitalien aufnehmen, deren Verzinsung, wenn sie überhaupt erfolgte, das Konto des altrenommierten, aber immer tiefer in Schulden geratenden Hauses bedeutend belastete. So nahmen sie im Jahre 1587 von Marx Fugger und Gebrüder die Summe von 30000 Dukaten (ca. 60000 fl.), im Jahre 1589 von Frau Anna Vaihinger, der Witwe des David Welser, die Summe von 21467 fl. auf[3]). Doch nicht nur zur Auf-

1) Das Welserische Geschäft war damals geleitet von den drei Brüdern Matthäus, Paulus und Markus Welser; der Oheim derselben, der ältere Markus Welser, war schon im Jahre 1595, ein Jahr vor seinem Tod, aus dem Geschäft ausgetreten. Der eigentliche Chef des Hauses war Matthäus, da seine Brüder teils durch ihre Tätigkeit im städtischen Dienst — Markus war lange Jahre hindurch Stadtpfleger, Paul Bürgermeister — teils durch ihre gelehrten Studien von der ausschliefslichen Hingabe an die Geschäfte des Handels abgehalten wurden.

2) Diese Ansicht gibt auch Zach. Geizkofler, ein über die Augsburger Verhältnisse besonders gut orientierter Mann, in einem Schreiben an den Bischof Klesel (dat. Haunsheim d. 10. Juli 1614) Ausdruck, in dem er darin die Bemerkung macht: „Und halten verständige Handelsleut dafür, die Welser seien schon vor 24 und mehr Jahren falliti gewesen". Ludwigsburger Staatsfilialarchiv.

3) Vergl. den Brief des Markus und Paul Welser an ihren damals in Lissabon weilenden Bruder Matthäus v. 20. September 1587, sodann den Brief der

nahme bedeutender Kapitalien nötigte die Welser der spanische Pfefferhandel, sondern auch zur Einschränkung ihres Geschäftsbetriebs in anderer Richtung. Im Herbst 1588 verkauften sie ihr beim Schönen Brunnen in Nürnberg gelegenes Haus und gaben damit zugleich ihre Kommandite in Nürnberg auf [1]); im April 1592 traten sie aus der Gesellschaft Endr. u. Jak. Imhof, Hans Welser u. Mitverwandte von Nürnberg aus, die im Gräfenthalschen (Thüringen) einen ziemlich bedeutenden Kupferhandel betrieb [2]). Nur nach dem Osten Europas, insbesondere nach Rufsland, scheint sich der Geschäftskreis der Welser damals noch erweitert zu haben; denn aus dem Jahre 1599 (28. Oktober) liegt ein Pafs- und Geleitsbrief Kaiser Rudolfs II. für den Handel der Welser nach Rufsland vor, ein Beweis, dafs die Augsburger Handelsherren ihre kaufmännischen Unternehmungen eben damals auf das erst in den Gesichtskreis Westeuropas tretende Zarenreich zu erstrecken begannen [3]). Ob die mit Rufsland angeknüpften Geschäftsverbindungen mehr Gewinn einbrachten als die Unternehmungen der Welser in Spanien und Portugal, ist wegen des Verlustes der Geschäftsbücher des Hauses nicht mehr zu erkennen. Die Hauptverluste, die das Welsersche Handelshaus zu Ende des 16. Jahrhunderts erlitt, rührten jedoch nicht blofs von dem gewagten indischen Pfefferhandel, sondern auch von den sonstigen Unternehmungen in Spanien her. So berichtet ein Welserischer Agent namens Josef Renner unter dem 25. Juni 1590 aus Valladolid, dafs die seinem ver-

---

Brüder Matthäus und Paul Welser an den schwäbischen Landvogt Jörg Fugger vom Jahre 1615. Welser-Archiv (Schloss Neunhof). Kopie der Schuldbriefe des Max und Matthäus Welser und Gesellschaft über die von Anna Vaihinger entliehenen 21467 fl. siehe in den Welserakten des Augsburger Stadtarchivs.

1) Vergl. hierüber den Brief Hans Mülegks, des bisherigen Nürnberger Faktors der Welser, aus Nürnberg vom 6. Oktober 1588 an die Welser. Welser-Archiv (Schloss Neunhof).

2) Schreiben Endr. u. Jak. Imhofs, Hans Welsers u. Mitverwandten an Markus u. Matthäus Welser u. Gesellschaft vom 20. April 1592 betreffs Rücktritts derselben von dem bisher mit den Nürnberger Imhofs und Welsern betriebenen Kupferhandel. Welser-Archiv.

3) Pafs- und Geleitsbrief, welchen Kaiser Rudolf II. an den russischen Zar Boris Feodorwitsch gnädigst erteilet, um der handelnden Markus und Matthäus Welser Waren, so sie durch ihre Faktoren aus oder nach Moskau bringen lassen wollten, ungehindert pass- und repassieren zu lassen. Datiert Pilsen, 28. Oktober 1599. Welser-Archiv.

storbenen Vater aufgetragene Einkassierung der noch rückständigen Posten in Spanien sehr schwierig sich gestalten werde, da die Ausstände zum Teil sehr alt, manche Schuldner auch inzwischen gestorben seien. Es sei ein Jammer, wie die Geschäfte in Spanien jetzt gingen; ein Teil der Kaufleute habe Bankrott gemacht, der andere habe grofse Verluste erlitten, der dritte ziehe sich, wenn er etwas erworben habe, aus dem Geschäfte zurück [1]).

In dieser gewifs nicht rosigen Lage des Welserschen Hauses trat an den einen Teilhaber der Gesellschaft, an Matthäus Welser, den jedenfalls geschäftskundigsten der drei Brüder, die Frage heran, ob er das Reichspfennigmeisteramt, das Z. Geizkofler, der langjährige Reichspfennigmeister Kaiser Rudolfs II., wegen Krankheit abzugeben schon seit Jahren entschlossen war, übernehmen wolle [2]). Dieses Amt war, besonders infolge des damals noch fortdauernden Türkenkrieges (1593—1606), wohl ein sehr mühsames und verantwortungsvolles, aber bei der ziemlich hohen Besoldung — ca. 18000 fl. pro Feldzugsjahr, 4000 fl. für ein Friedensjahr — und den damit verbundenen kaiserlichen Gnadengeldern auch ein recht einträglicher Posten. [3]) Das für ein grofses Handelshaus, wie

---

1) Schreiben Josef Renners aus Valladolid vom 25. Juni 1590 an Markus und Matthäus Welser et Comp. in Lyon, enthaltend ein Verzeichnis der Ausstände, welche die Welser in Spanien noch hatten. Welser-Archiv.

2) Die Unterhandlungen zwischen der kaiserl. Regierung bezw. Z. Geizkofler und Matthäus Welser wegen Übernahme des Reichspfennigmeisteramts fanden im April 1603 statt. Schon am 25. April erklärte sich M. Welser zur Annahme des Amtes bereit; die Einsetzung des Welser in dasselbe fand aber erst am 12. August 1603 statt. Vergl. hierzu Matthäus Welsers Erklärung vom 25. April 1603 (Haunsheimer Akten des Ludwigsb. Staatsfilialarchivs), ausserdem Stieve, Briefe u. Akten z. Gesch. d. 30jähr. Krieges VI, S. 46, Anm. 1.

3) Die Reichspfennigmeisterwürde brachte übrigens für einen in Geldsachen nicht allzu gewissenhaften Mann auch sonst manche Nebeneinnahmen, die als „Verehrungen" bezeichnet und von der Gesellschaft jener Zeit als etwas durchaus Unanstössiges angesehen wurden. So erhielt Matthäus Welser als Reichspfennigmeister nach den Angaben Z. Geizkoflers an den Reichspfennigmeister Stefan Schmidt vom 14. April 1614 Verehrungen von folgenden Personen: Von Zach. Geizkofler, von der Witwe des Herzogs von Merkurio, von Lazarus Henkel in Wien, von Bühler und anderen Augsburger Bürgern, von den Solmsschen Rittmeistern (wegen der Assignation auf Osnabrück), von den Sulzschen Hauptleuten, von den Erben der Frau Andreas Gail, von etlichen Kölner Bürgern, die Botgiefser genannt. Vergl. hierzu Zach. Geizkoflers

s das Welsersche war, Bedeutungsvollste am Reichspfennigmeisteramt aber war der Umstand, dafs dasselbe, wie es einen kreditfähigen Mann behufs der rechtzeitigen Einlösung seiner mannigfaltigen Verbindlichkeiten zur Voraussetzung hatte, seinen Inhaber bei der Hohen Finanz und den grofsen Handelsstädten des Reiches auch wieder einen schier unbegrenzten Kredit gewährte. Gerade der letztgenannte Umstand mag für Matthäus Welser bei der Übernahme des Reichspfennigmeisteramts im Oktober 1603 entscheidend gewesen sein [1]). Denn der Wechselaufnahmen, die in den drei Kriegsjahren (1604—1606) seitens des Reichspfennigmeisters selbstverständlich nicht zu umgehen waren, wurden es in den darauffolgenden Friedensjahren 1607—1609 eher mehr als weniger, so dafs die von Matthäus Welser innerhalb seiner sechsjährigen Amtstätigkeit aufgenommene Wechselsumme über 3 1/3 Millionen Gulden betrug, also dieselbe Höhe erreichte wie die von Z. Geizkofler innerhalb der sechs Kriegsjahre 1595—1600 aufgenommenen Wechseldarlehen [2]).

Aber nicht nur die Mehrung der Wechselsummen selbst, sondern auch die Steigerung der Ausgaben für Interessen und Provision bei Wechselaufnahmen war ein Kennzeichen der Verwaltung des Reichspfennigmeisteramts seit dessen Übernahme durch Matthäus Welser. Der Vorgänger Welsers im Reichspfennigmeisteramt, Zach. Geizkofler, hatte sich zur Vermeidung sowohl der hohen Provision der Frankfurter Wechsel [3]) als auch der Unkosten und der Gefahr,

---

Schreiben an den Reichspfennigmeister Stefan Schmidt vom 15. April 1614 (dat. Ulm). Augsburger Stadtarchiv.

1) Nach den Willen Kaiser Rudolfs II. hätte Z. Geizkofler das Reichspfennigmeisteramt bis auf ultimo Decembris 1603 behalten sollen; auf Welsers Ansuchen überliefs Geizkofler das Amt an seinen Nachfolger schon am 1. Oktober 1603. Vergl. hierzu Zach. Geizkoflers Schreiben an Stefan Schmidt vom 25. August 1612 (dat. Augsburg), Augsburger Stadtarchiv, sowie Geizkoflers Bericht an die Hofkammer vom 1. September 1612 (dat. Haunsheim). Ludwigsburger Staatsfilialarchiv.

2) Die von Matthäus Welser als Reichspfennigmeister aufgenommene Wechselsumme betrug nach einer Berechnung der Hofkammer vom Jahre 1613 3393143 fl. 19 kr., das aufgenommene Depositengeld 162369 fl. 30 kr. Vergl. hierzu die Spezifikation der Wechsel des Matthäus Welser nach den Akten zu dem Welserischen Gantprozess im Augsburger Stadtarchiv.

3) Das Interesse für Frankfurter Wechsel samt Provision und Aufgeld betrug nach einer Erläuterung Zach. Geizkoflers vom 2. September 1609 zu

die mit dem Hin- und Herschicken der Wechselgelder aus dem Reich nach Ungarn verbunden waren, in den letzten Jahren seiner Verwaltung in steigendem Mafse Wiener Wechsel bedient und dieselben unter kluger Ausnützung der damaligen Währungsunterschiede zwischen dem Reich und den österreichischen Erbländern auch zu 8—9 % Interesse erhalten. Matthäus Welser nahm schon vom Beginn seiner Verwaltung der Reichspfennigmeisterei fast nur Frankfurter Wechsel auf [1]) und mufste entsprechend dem höheren Wechselkurs in Frankfurt auch höheres Interesse und Aufgeld bezahlen. Behufs Hintanhaltung etwaiger Ausstellungen der kaiserlichen Hofkammer richtete Welser schon im August 1604 an die kaiserliche Regierung die Bitte um Erteilung eines Generalscheines, durch den ihm die auf die aufgenommenen Wechsel aufgewendete Provision und das Aufgeld künftig ohne weiteres passiert werden sollten. Vermittelst einer kaiserlichen Resolution vom 19. August 1604 wurde dieses Gesuch Welsers jedoch abschlägig beschieden, demselben dabei zugleich bedeutet, „in fürfallender Not auch bei anderen vermöglichen Personen oder Handelsleuten Geld auf seinen Kredit gegen gewöhnliches Interesse von 5 oder aufs meist 6 % aufzubringen oder aber sich von einer Frankfurter Messe zu der andern der Aufnahmen zu bedienen, wie von seinem Vorfahren im Amt, Zach. Geizkofler, auch in mehr Weg beschehen" [2]).

Matthäus Welser hat sich diese Mahnung seiner vorgesetzten Behörde augenscheinlich nicht im geringsten zu Herzen genommen; denn er nahm in den folgenden fünf Jahren seiner Amtstätigkeit pro Jahr womöglich noch mehr an Frankfurter Wechseln auf als in dem ersten Amtsjahre 1603/1604 [3]). Ja, Welser tat sich auf diese Wechsel-

---

jener Zeit durchschnittlich 14 %. (Vergl. J. Müller, die Verdienste Zach. Geizkoflers um die Beschaffung der Geldmittel für den Türkenkrieg Kaiser Rudolfs II., Mitteilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung, B. XXI., S. 303.)

1) Der Hauptgrund hierfür waren wahrscheinlich Rücksichten auf die Geschäftsinteressen des Welserischen Hauses.

2) Vergl. hierzu die Resolution Kaiser Rudolfs II. vom 19. August 1604 (Prag). Welser-Archiv auf Schloss Neunhof bei Nürnberg.

3) Nach der oben angegebenen Spezifikation der Matthäus Welserischen Wechsel betrug die Summe aller Frankfurter Wechsel 922144 fl. 10 kr. darunter 245905 fl. 9 kr. für die Rechnung der Brüder des Matthäus Welser, des Markus und Paul Welser.

aufnahmen sogar noch etwas zu gut, wie aus seinem im Jahre 1609 veröffentlichten Diskurs, „dafs des Zacharias Geizkofler Wechsel oder die Wiener Wechsel viel schädlicher als die des Welser", hervorgeht[1]. Die kaiserliche Hofkammer vermochte sich zu einer solchen Anschauung von der Vorzüglichkeit der Frankfurter Wechsel jedoch nicht aufzuschwingen, sondern hielt dafür, dafs die gesteigerten Wechselaufnahmen zu dem Zinsfufs von mindestens 10 % mit den verminderten Ausgaben des Reichspfennigmeisteramts in Friedensjahren merkwürdig kontrastierten. Die immense Zunahme der Wechseldarlehen und der dafür entrichteten Zinsen seitens des Reichspfennigmeisters Matthäus Welser einerseits, die vom Reichspfennigmeister vielen säumigen Reichsständen gewährten Steuernachlässe anderseits veranlafsten die kaiserliche Hofkammer, schon am 23. November 1607 an Matthäus Welser die Aufforderung zu richten, sich solcher sonderbarer Finanzkünste zu enthalten, widrigenfalls er gezwungen werde, das Reichspfennigmeisteramt niederzulegen. Als Welser auf diesen Verweis seiner vorgesetzten Behörde bei der kaiserlichen Regierung über die Hofkammer darüber Beschwerde führte, dafs dieselbe durch besondere Traktationen mit Reichsständen, die mit ihren Steuerzahlungen im Rückstande seien, die ihm vom Kaiser gewährleistete Schadloshaltung seiner Fürlehen bezw. Proprioverschreibungen aus Reichssteuerrestanten illusorisch mache[2], beantragte die Hofkammer am 3. Januar 1608 bei der

1) Vergl. hierzu: Die Verdienste Zach. Geizkoflers um die Beschaffung der Geldmittel für den Türkenkrieg Kaiser Rudolfs II. von J. Müller. (Mitteilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung, XXI, S. 280, Anm. 1.)

2) Vergl. die kaiserliche Schadlosverschreibung für den Reichspfennigmeister Matthäus Welser vom 13. September 1603: „. . . . haben wir ihm (i. e. Welser) gnädigst zugesagt und versprochen, dafs wir ihm zur Wiederabrichtung aller derjenigen Anticipationen, so er zu des Geizkoflers Enthebung über sich nehmen und auf unsern Befehl oder unserer Hofkammer Ansuchen, auch sonsten des gemeinen Wesens erheischender Notdurft nach anjetzo und inskünftig auf mehrbesagte neue Reichshilfe thun und aufbringen wird, samt dem Interesse, Costen und Schäden, so er deswegen ausgeben oder leiden wird, nit allein ofternannte diese nächst aufeinander folgende vier Jahre hinum bei den Craissen und Legstädten seine Einnahme gefallende neue, sondern auch alle künftige Reichs- und Craifshilfen, so wir von den Ständen des h. r. Reichs hinfüro noch weiter erhalten werden, gänzlich eingeräumt und überwiesen haben, ihm auch keinen Eintrag thun oder geschehen, viel weniger andere Parteien auf solche Hilfen verweisen lassen wollen, und da etwa aus

kaiserlichen Regierung, dafs Matthäus Welser gen Hof gefordert werde, um sich über die von ihr gerügten Unregelmäfsigkeiten in seiner Amtsführung zu verantworten [1]). Matthäus Welser bat hierauf (18. Februar 1608) selbst um seine Entlassung von seinem Amte, doch setzte er als Bedingung seines Abganges: erstens eine Versicherung darüber, dafs die von ihm für die Reichskasse aufgenommenen Wechseldarlehen auf den Verfalltag erlegt, und zweitens dafs er für die von ihm geleisteten sonstigen Proprioverschreibungen befriedigt würde. Da Welser ganz genau wufste, dafs die Erfüllung dieser Bedingungen für die tief erschöpfte kaiserliche Kasse damals ein Ding der Unmöglichkeit war, so bedeutete die Aufstellung derselben nichts anderes als die Weigerung, von seinem Posten zurückzutreten. Diesem von vornherein gefafsten Entschlufs gemäfs verhielt sich denn auch der am 8. April 1608 durch kaiserliches Dekret seines Reichspfennigmeisterpostens enthobene Matthäus Welser in der Folgezeit: allen Aufforderungen des Kaisers, dem zu seinem Nachfolger eingesetzten Stefan Schmidt von Freihofen die Amtsbücher und sonstigen Schriften der Reichspfennigmeisterei herauszugeben, begegnete Matthäus Welser mit offenem Trotz, indem er sich z. B. bei den Verhandlungen, die zwischen ihm und kaiserlichen Kommissären (Marx Fugger und Zacharias Geizkofler) zu Augsburg im November 1609 in der genannten Angelegenheit stattfanden, darauf berief, dafs er vor seiner gänzlichen Befriedigung durch den kaiserlichen Fiskus von seinem Amte nicht weichen werde, es verhänge denn Gott über ihn, was er wolle [2]). Die Bedingungen, unter denen der neue Reichspfennigmeister die Schadloshaltung Matthäus Welsers für seine Proprioverschreibungen im November 1609 zu übernehmen sich anheischig machte, waren nach der Lage der Dinge wohl annehmbar; sie lauteten nämlich:

Uebersehen über kurz oder lang dem zuwider ihm und seinen Erben zu schaden was verordnet wurde, das solle dieser unser Schadlofsverschreibung und Zuesagung ganz ohne Schaden oder Abbruch seien.“ Welser-Archiv, Schloss Neunhof.

1) Haunsheimer Akten des Ludwigsburger Staatsfilialarchivs.

2) Vergl. hierzu sowie für das Folgende die Relation der kaiserlichen Kommissäre Marx Fugger und Zach. Geizkofler über die von ihnen gepflogenen Handlungen, die Kontentierung des ehemaligen Reichspfennigmeisters Matthäus Welser durch den jetzigen Reichspfennigmeister Stefan Schmidt betreffend, vom November 1609. Ludwigsburger Staatsfilialarchiv.

Zur Bezahlung der von Matthäus Welser zu Gunsten der Reichskasse geleisteten Vorschüsse werden demselben eingeräumt: erstens alle Restanten der vom Regensburger Reichstag im Jahre 1603 gewährten Reichshülfe, desgleichen die Restanten der unter dieser Zeit bewilligten Kreishülfen; zweitens alle noch künftig einkommenden Antizipationen, item alle künftigen neuen Hülfen des Reiches, so lange und so viel, bis Welser völlig bezahlt ist. Der neue Reichspfennigmeister versprach Welser überdies, daſs er sich gegen ihn persönlich verbindlich mache, ihm innerhalb Jahresfrist 100 000 fl. zu bezahlen, nachdem Welser seine Restforderung an die Reichskassa bei der kaiserlichen Hofkammer ordnungsgemäſs liquidiert habe. Des weiteren erklärte sich Stefan Schmidt bereit, sämtliche Amtsverschreibungen Matthäus Welsers auszuwechseln und ihm die seinigen auszuhändigen.

Gegen die beiden ersten Vorschläge machte Matthäus Welser den kaum stichhaltigen Einwand, daſs die Bezahlung der Restanten in den jetzigen Zeitläuften mehrerenteils ungewiſs sei, bezw. daſs dieselben nicht so zeitig hereinkämen, daſs man davon viele Wechsel abrichten könnte. Gegen den Vorschlag der persönlichen Verschreibung Schmidts gegen Welser um 100 000 fl. erhob dieser das nicht ganz abzuweisende Bedenken, daſs die Liquidation seiner Restforderung an die Reichskassa bei der kaiserlichen Hofkammer infolge der bekannten langsamen Arbeitsweise der Hofbuchhalterei sich so lang hinausziehen werde, daſs die Auszahlung der 100 000 fl. seitens Schmidts ad calendas graecas verschoben werde.

Vergebens erinnerte der eine der kaiserlichen Kommissäre, Zach. Geizkofler, Matthäus Welser daran, daſs er bei seiner Enthebung vom Reichspfennigmeisteramt im Jahre 1603 mit seiner Restforderung von 204 548 fl. 48 kr. genau so auf die Restanten der früheren Reichshülfen verwiesen worden sei, wie dies seitens der kaiserlichen Regierung nunmehr mit der Restforderung Matthäus Welsers beabsichtigt sei. Es sei dabei nur der groſse Unterschied, daſs er, Geizkofler, beim Ausscheiden aus dem Reichspfennigmeisteramt seine Rechnungen mit allen Belegen der Hofkammer übergeben gehabt hätte, während Welser zur Zeit, da ihm das billige Anerbieten seitens seines Amtsnachfolgers gemacht würde, auch nicht eine Rechnung bezw. Probation über die Einnahmen und Ausgaben des Reichspfennigmeisteramts während seiner letzten Verwaltungsjahre

bei der Hofkammer hinterlegt habe. Diese gewifs unwiderlegbare Argumentation Geizkoflers, alle sonstigen Zureden der kaiserlichen Kommissäre vermochten Matthäus Welser jedoch von seinem einmal gefafsten Entschlufs, seinem Amtsnachfolger die Registratur der Reichspfennigmeisterei nebst allen sonstigen dazu gehörigen Schriften bis zu seiner gänzlichen Kontentierung, wie er es nannte, vorzuenthalten, nicht abzubringen. Als nun die beiden Kommissäre ihren allerdings zwiespältigen, dem Matthäus Welser aber auf keinen Fall günstigen Bericht am 30. November 1609 an die kaiserliche Regierung nach Prag schickten[1]), und Stefan Schmidt von Freihofen, der im Verein mit seinem Gegenhändler Hans Mayr und dem Hofkammerraitdiener Zach. Seyfried die Monatsauszüge des Welser inzwischen nachgeprüft hatte, am 7. Dezember 1609 einen Bericht nach Prag sandte, der die Zuverlässigkeit der von Welser vor den kaiserlichen Kommissären gemachten Angaben auf das Seltsamste beleuchtete, fand es der in die Enge getriebene abgesetzte Reichspfennigmeister für geraten, sich unter den Schutz seiner Gönner am kaiserlichen Hof zu begeben und seiner etwas wurmstichigen Sache durch persönliche Vorstellungen bei denselben ein besseres Ansehen zu geben. Da aber Stefan Schmidt von Freihofen dem Welser Ende Dezember nach Prag nachreiste und den Geheimen Räten sowie der kaiserlichen Hofkammer im Januar 1610 die nötigen Aufklärungen über die Welserischen Praktiken gab, so vermochte die von Welser am 17. Februar 1610 eingereichte Verantwortung, die in acht Artikeln den Vorwurf der zu hohen Interessenberechnung bei den Wechselaufnahmen sowie der unnötigen Wechselaufnahmen überhaupt teils durch die stillschweigende Zustimmung der Hofkammer zu seinen

1) Die beiden Kommissäre waren übrigens zwiespältiger Meinung. Marx Fugger hielt dafür, dafs man vor der Einantwortung der Reichspfennigmeisterschriften an den Reichspfennigmeister Stefan Schmidt und vor der entgültigen Absetzung Welsers noch einmal an den Kaiser eine Vorstellung richte, in welcher auf die grofse Gefahr hingewiesen werde, welche sich für das Welserische Handelshaus aus der Entlassung Welsers von dem Reichspfennigmeisteramt und aus der damit verbundenen Notwendigkeit, sämtliche von Matthäus Welser auf das Reichspfennigmeisteramt gezogenen Wechselsummen auf einmal einzulösen, ergebe. Z. Geizkofler war der Ansicht, dafs die Kommission dem gemessenen kaiserlichen Befehl gemäfs den Stefan Schmidt zum wenigsten für den alleinigen Reichspfennigmeister zu erklären und die Installierung Schmidts sowie seines Gegenhändlers in ihre Amter vorzunehmen hätte.

Monatsauszügen und Jahresraitungen teils durch den Hinweis zu entkräften suchte, dafs die Interessen, durcheinander kalkuliert, nicht mehr als 10 % auf das Jahr ergeben, die schliefsliche Absetzung Welsers vom Reichspfennigmeisterposten mittelst kaiserlichen Dekretes von Ende Februar 1610 nicht aufzuhalten[1]).

Die kaiserliche Hofkammer, die schon damals die Überzeugung gewonnen hatte, dafs Matthäus Welser sich der nachteiligen Wechsel wider den ausdrücklichen Willen des Kaisers und wider das bei dem Reichspfennigmeisteramt gewöhnliche Herkommen nur darum bediente, um seinen Rest grofs zu machen, dadurch das Amt in Händen zu behalten und seinen Gläubigern „ein Ansehen seiner Forderung fürzubilden“, brachte nun die kaiserliche Regierung im November 1610 dahin, dafs sie entgegen den Festsetzungen der kaiserlichen Schadlosverschreibung vom 13. September 1603 die Legstädte anwies, die durch den Kurfürsten- und Fürstentag vom Jahre 1610 bewilligten vierzig Römermonate statt an Matthäus Welser an den nunmehrigen Reichspfennigmeister Stefan Schmidt auf Freihofen folgen zu lassen[2]). Gegen diese Enervierung seiner Schadloshaltung protestierte Matthäus Welser in einem an Kaiser Rudolf II. gerichteten Memorial vom 21. Januar 1611 und brachte es durch diesen Protest sowie durch weitere Beschwerden auch dahin, dafs Kaiser Rudolf II. am 28. Juli 1611 die Reichshofräte H. von Stralendorf und H. R. Heggenmüller, sodann die Hofkammersekretäre H. Riedmann und Joh. Rud. Pucher beauftragte, die von Matthäus Welser übergebenen Beschwerdeschriften einzusehen, den Welser selber nach Notdurft anzuhören und nach fleifsiger Erwägung aller seiner schriftlichen und mündlichen Vorstellungen ein Gutachten abzufassen und über dasselbe dem Kaiser zu berichten.

Nachdem diese Kommission im September 1611 ihre Relation über die Beschwerungen Welsers an den Geheimen Rat Rudolfs II. erstattet hatte, erteilte letzterer den beiden obengenannten Reichshofräten und den beiden Hofkammersekretären am 15. Oktober folgende weiteren Aufträge: erstens, sie sollten sich von der Buchhalterei der Hofkammer die zuletzt übergebenen Monatsauszüge

---

1) Haunsheimer Akten des Ludwigsburger Staatsfilialarchivs.

2) Vergl. hierfür sowie für das Folgende die Reichsakten in specie des k. k. Haus-, Hof- und Staatsarchivs in Wien.

Welsers übergeben lassen, daraus über das, was der Welser ungefährlich (doch aufser der Gnadenverzinsung und einer bis auf dato geforderten Besoldung) restiere und noch etwa bis zu seiner völligen Befriedigung auf die Wechsel ferner laufen möchte, einen Überschlag machen; zweitens, sie sollten den jetzigen Reichspfennigmeister Stefan Schmidt von Freihofen vernehmen, ob er solchen Ausstand dem Welser alsbald mit barem Geld gutmachen oder demselben auf leidliche Termine, wie man sich dessen zu vergleichen, bezahlen und inzwischen mit genugsamer, im Reich angesessener und dem Welser annehmlicher Bürgschaft bis zu Welsers völliger Enthebung versichern wolle; drittens, sie sollten, weil aus der Relation der Kommission so viel erscheine, dafs von den alten, dem Welser zustehenden und von dem Schmidt selbst hinumgelassenen versprochenen Restanten bei 12000 fl. einkommen, die aber bis heute gedachter Schmidt hinter sich behalten, von dem Schmidt sich Bericht über die Stände geben lassen, die die 12000 fl. erlegt haben, und dem Welser diese Summe alsobald folgen lassen.

Gegen diese für den Welser ziemlich günstigen Vorschläge des Geheimen Rates[1]) brachte die kaiserliche Hofkammer am 22. Oktober 1611 verschiedene Bedenken vor und erreichte damit auch so viel, dafs der Reichspfennigmeister Stefan Schmidt durch ein kaiserliches Dekret vom 7. November 1611 vor die im Juli eingesetzte Kommission geladen wurde, um daselbst in Anwesenheit des Matthäus Welser seine „hohen perversiones" gegen denselbigen zu bescheinigen. Ehe Stefan Schmidt nun aber am kaiserlichen Hofe eintraf, starb Kaiser Rudolf II. am 20. Januar 1612 und sein Bruder Matthias übernahm die Zügel der Regierung; mit der Thronbesteigung des Matthias aber sollte die Angelegenheit Matthäus Welsers in ein für denselben weniger günstiges Fahrwasser geraten.

Trotz der Anschuldigungen Matthäus Welsers durch die kaiserliche Hofkammer hatte sich derselbe nämlich die Gunst Kaiser Rudolfs II. selbst in der Folgezeit völlig zu erhalten gewufst, hatte in den letzten Jahren des unglücklichen Monarchen zu den intimsten

1) In der Sitzung des Geheimen Rates vom 7. November 1611 waren anwesend: Herzog Heinrich Julius von Braunschweig, Dr. Molart und Barvitius, letzterer ein Gläubiger der Welser.

Räten desselben gezählt und war als solcher nebst den beiden kaiserlichen Räten Heggenmüller und Hannewald im März 1611 in die Gefangenschaft der rebellischen böhmischen Stände und in die Gefahr geraten, über die Klinge springen zu müssen[1]. Im Mai 1611, nach der Verständigung zwischen Kaiser Rudolf und seinem Bruder Matthias, dem neugewählten Böhmenkönig, wieder freigelassen, blieb Matthäus Welser über den Tod Rudolfs II. hinaus noch politisch tätig. Erst der Regierungsantritt des Kaisers Matthias (Juni 1612) machte seiner Vielgeschäftigkeit und seinen Ansprüchen auf die Fortführung eines Teiles der Reichspfennigmeistergeschäfte für immer ein Ende.

Die kaiserliche Hofkammer drängte nämlich den Welser, nachdem er mit dem Tode Kaiser Rudolfs II. und dem Rücktritt der einflufsreichsten Räte desselben von der Regierung seinen Rückhalt am Kaiserhofe verloren hatte, zu einer endgültigen Regelung der zwischen dem neuen und dem alten Reichspfennigmeister schwebenden Differenzen. Eine solche Auseinandersetzung war um so notwendiger, als der Vorgänger Matthäus Welsers im Reichspfennigmeisteramt, Zach. Geizkofler, von der Zeit seines Rücktritts, also vom Jahre 1603 her, mit seinen Forderungen an die Reichskasse noch nicht völlig befriedigt war, vielmehr noch 95000 fl. im Jahre 1612 zu fordern hatte. Dem Geizkofler, dem im Jahre 1603 aufser seiner Restforderung von 194335 fl. 43 kr. noch eine Summe von 100000 fl. für die Abdankung der Hohenlohischen Reiter und anderen Kriegsvolkes gutgeschrieben war, die innerhalb zweier Jahre abgezahlt werden sollten, war im Juni 1603 von Kaiser Rudolf II. eine Versicherung gegeben worden, dafs er für all sein Aufbringen und Darlehen an die Reichskasse aus der neuen Reichshülfe vor jedermann befriedigt werden solle, und dafs auch sein Nachfolger im Amt vor Geizkoflers gänzlicher Enthebung sich irgend eines Gefälles anzumafsen keine Macht haben solle[2]. Matthäus Welser, dem nach den oben angeführten Schreiben Geizkoflers vom 25. August

1) Schmidt's Geschichte der Deutschen, Bd. VIII, S. 328. Sowohl der Rat von Augsburg wie Herzog Maximilian von Bayern erliefsen im April 1611 Interzessionsschreiben an die böhmischen Stände für die Befreiung Matthäus Welsers. Ratsprotokolle vom Jahre 1611, aufserdem Welser-Archiv.

2) Kaiserliche Resolution vom 21. Juni 1603. Ludwigsburger Staatsfilialarchiv.

und 1. September 1612 (s. Anmerkung 1 S. 203) an der möglichst raschen Übernahme des Reichspfennigmeisteramts viel gelegen war, versprach bei seiner Anwesenheit in Prag im September 1603, die von seinem Vorgänger antizipierten Geldsummen, wie sie nach und nach fallen würden, zu bezahlen und Geizkofler seiner Schuldscheine zu entledigen. Diese Geizkoflerschen Antizipationen, eine Summe von 385 000 fl. ausmachend, wurden von Matthäus Welser teils aus den Restanten der 1594- und der 1598jährigen Reichshülfe, teils aus den drei ersten Terminen der Reichshülfe des Jahres 1603 (Weihnachten 1603, Lätare und Mariä Geburt 1604) auch innerhalb elf Monaten richtig erlegt. Was aber die oben erwähnten 194 335 fl. 43 kr. nebst den 100 000 fl., von Geizkofler noch im November des Jahres 1603 zur Abdankung der Hohenloheschen Reiter dargeliehen, betrifft, die man Zach. Geizkofler als Rest an der 1594jährigen Reichshülfe schuldig blieb, so mufste sich Matthäus Welser gegenüber Zach. Geizkofler zwar auch zur vollkommenen Kontentierung dieses Restes aus der neuen Hülfe (Regensburger Hülfe von 1603) verpflichten, wenn derselbe nicht innerhalb zweier Jahre nach seinem Rücktritt vom Amt berichtigt sein werde; aber mit der Bezahlung dieser Summe war Welser bis zum Jahre 1612 bis auf 95 000 fl. Rest im Rückstand geblieben.

Im September 1612 brachte die kaiserliche Hofkammer den immer noch den Titel Reichspfennigmeister sich beilegenden und als solcher auch Geldhandlungen vornehmenden Matthäus Welser endlich dazu, dafs er ein Verzeichnis aller Schulden vorlegte, die während seiner Verwaltung des Amtes, also vom 1. Oktober 1603, bis zum 1. Juni 1612 gemacht und bis zu dem letztgenannten Termin noch nicht abbezahlt worden waren[1]. Unter diesen Passiven des Reichspfennigmeisteramts vom Jahre 1612 setzte nun Welser als Proprioverschreibungen, d. h. von ihm selbst gemachte Darlehen oder von ihm übernommene Verschreibungen die runde Summe von 450 000 fl. an.

Nach den Angaben Matthäus Welsers setzte sich diese Summe seiner Proprioverschreibungen aus folgenden Posten zusammen:

1) Das 125 Folioseiten umfassende Verzeichnis aller Schulden, die sich beim Reichspfennigmeisteramt während des Matthäus Welsers Verwaltung bis 1. Juni 1612 befunden, findet sich unter den Reichspfennigmeisterschriften des Augsburger Staatsarchivs.

Eine Verschreibung vom 18. Dezember 1603 gegen die Stände von Unterösterreich, die 100 000 fl. ins Kriegszahlmeisteramt, 25 000 fl. an Erzherzog Matthias erlegt hatten	125 000 fl.
dazu 6 % Zinsen von 8 Jahren her, tut	60 000 „
Eine Verschreibung vom 26. Januar 1604 gegen die Stände von Oberösterreich, die 50 000 fl. zur Abdankung des Kriegsvolkes dargeliehen	50 000 „
dazu 6 % Zinsen von 7 Jahren her, tut	21 000 „
Eine Verschreibung vom 15. Juli 1605 gegen die Reichsstadt Augsburg, die grobes Geschütz (16 Stück) und Kugeln (6400 Stück) im Werte von 15 782 fl. hergegeben	15 782 „
Eine Verschreibung vom 23. April 1608 gegen die Reichsstadt Augsburg, die auf Matthäus Welsers Zusicherung der Wiedererstattung am 23. Oktober 1608 40 000 fl. an das Reichspfennigmeisteramt gelichen, davon noch unbezahlt	26 293 „
Eine Verschreibung vom 24. September 1607 gegen C. Werdemann, der für die an die Reichskasse gegebenen 112 000 fl. als Unterpfand Oderberg und Beuthen im Wert von 90 000 fl. eingeräumt erhalten, und diese Orte wiederum dem Matthäus Welser als Pfand zugesichert hatte	112 000 „
Wechsel im Betrage von	32 110 „
Zwei Jahresbesoldungen à 4000 fl.	8 000 „
Summe der von M. Welser beanspr. Proprioverschr. ca.	450 000 fl.

Unter diesen sogenannten Proprioverschreibungen gingen zunächst von den Werdemannschen 112 000 fl. 22 000 fl. ab, für deren Bezahlung Welser, da er sich gegen Werdemann in Wirklichkeit nur um 90 000 fl. verschrieben hatte, nicht haftbar war. Sodann hatte der Reichspfennigmeister Stefan Schmidt die Amtsobligationen Welsers gegenüber den Ständen Ober- und Niederösterreichs schon seit 1612 an sich gelöst, bezw. als Nachfolger Welsers sich um die betreffenden Summen gegen diese Stände verschrieben, sodaſs auch diese beiden Verschreibungen nur als fingierte Posten im

Habenkonto Welsers zu betrachten waren[1]). Und endlich konnten die beiden sogenannten Verschreibungen Welsers gegenüber dem Augsburger Stadtrat nicht anders denn als Scheingröfsen in der Welserischen Bilanzierung angesehen werden, da die von Augsburg gegebenen Darlehen nicht verzinst werden mufsten, demnach von der Reichspfennigmeisterei ganz nach Belieben, d. h. je nachdem neue Reichshülfen bewilligt wurden, abbezahlt werden konnten und nicht ex abrupto an Matthäus Welser ausbezahlt zu werden brauchten. Zog man all diese von Matthäus Welser offenbar nur zum Schein, d. h. zur Erhöhung des Kredits des Welserischen Handelshauses eingesetzten Posten von den oben angegebenen 450 000 ab, so blieben als effektive Proprioverschreibung des die Amts- und Propriobligationen künstlich untereinander mengenden ehemaligen Reichspfennigmeisters blofs noch 129 248 fl. 51 kr. übrig, eine Summe, deren Höhe sich aber auch nur dann als wirkliches Haben der Welser aufrecht erhalten liefs, wenn man die Entlassung Welsers aus seinem Amt von vornherein als etwas Widerrechtliches ansah, d. h. seine Jahresbesoldungen von 1610 und 1611 mit 8000 fl. und die von 1609 her noch rückständigen Wechselaufnahmen Welsers mit 32 110 fl. als berechtigt in die Schlufsrechnung Matthäus Welsers einsetzte[2]). Obwohl demnach Matthäus Welser für Proprioverschreibungen vom Kaiser im Jahre 1609 bezw. 1612 keineswegs mehr als 129 248 fl. 51 kr. 2 h. zu fordern hatte, so wurde ihm bei der Abhandlung mit der Hofkammer im November 1612 „wegen vielfältiger starker Interzession, allein aus Gnaden“ anstatt der gemeldeten 129 248 fl. 51 kr. 2 h. ein Rest von 145 415 fl. 31 kr. 2 h. gutgeschrieben, er damit auf die neu verhoffende Türkenhülfe angewiesen und ihm hierfür folgende Assignationen auf die nachbenannten Reichsstände gegeben:

---

1) Vergl. hierzu die Anmerkung zu S. 100 des Verzeichnisses aller Schulden, die sich bei dem Reichspfennigmeisteramt unter Matthäus Welsers Verwaltung den 31. Mai 1612 befunden. Augsburger Stadtarchiv.

2) Vergl. hierzu aufser „Kurze Erinnerung auf des Welsers lange geschwätz vom 3. Januar 1614 und unterschiedliche beylagen“ das Schreiben des Reichspfennigmeisters Stefan Schmidt von Freihofen, des Reichspfennigmeistergegenhändlers Hans Mayr sowie des Hofkammerraitdieners Zach. Seyfried an die kaiserliche Majestät. Augsburg, den 7. Dezember 1609. Augsburger Stadtarchiv.

50 000 fl. von der Reichsstadt Augsburg,
40 000 „ „ dem Herzog von Bayern,
20 000 „ „ der Reichsstadt Nürnberg,
20 000 „ „ „ „ Frankfurt,
15 332 fl. aus den Restanten früherer Reichshülfen[1]).

Welser war mit diesem ihm zugewiesenen Rest aber durchaus nicht zufrieden, replizierte auch gegen die angegebenen Assignationen, da dieselben, aufser derjenigen auf Augsburg, als unsicher angesehen werden müfsten, nahm als Reichspfennigmeister, als welchen er sich mit seltener Unverfrorenheit weiter gerierte, z. B. im Jahre 1612 von seinen beiden Brüdern Markus und Paul Wechsel im Betrag von 312 977 fl. 36 $1/2$ kr. auf, vereinnahmte die auf Augsburg ihm zugewiesenen 50 000 fl. trotz seines Protestes gegen die oben angegebenen Assignationen und schrie den Kaiser in der ganzen weiten Welt aus, dafs ihm derselbe noch 442 712 fl. 6 $3/4$ kr. schuldig sei. Auf dem Regensburger Reichstag vom Jahre 1613, dem Matthäus Welser von Anfang bis zum Ende beiwohnte, stiefs derselbe gegen gewesene und noch amtierende Räte des Kaisers Matthias so scharfe Reden aus, dafs „einem die Haare hätten gen Berg stehen mögen“ [2]).

Diese zu lauterem Trotz, Spott und Schimpf des Kaisers dienende Handlungsweise Matthäus Welsers, davon man nach dem Verfasser der oben erwähnten kurzen Erinnerung vom Jahre 1614 „im ganzen römischen Reich singt und sagt“, bewog die kaiserliche Hofkammer nach Ablauf des Regensburger Reichstages vom Jahre 1613 eine Klageschrift an den Kaiser Matthias zu richten, worin die Schliche und krummen Wege des trotzigen Ausburger Patriziers offen dargelegt und zur Verhaftung Welsers wegen der so hohen Verschimpfung der Kaiserlichen Majestät aufgefordert wurde[3]). Die kaiserliche Regierung stand eben damals mit Augs-

1) Vergl. hierfür und für das Folgende: Matthäus Welsers Diskurs über die kaiserliche Schuld vom Oktober 1614. Akten der Welserischen Gant im Augsburger Stadtarchiv.

2) Vergl. den Bericht des Augsburger Reichstagsabgesandten Bernhard Rehlinger vom 7. Oktober 1613 an den Geheimen Rat von Augsburg. Augsburger Stadtarchiv.

3) Die im Oktober 1613 dem Kaiser Matthias übergebene Klageschrift enthielt achtundvierzig Anklagepunkte, von denen als die wichtigsten folgende

burg in Unterhandlungen wegen der Enthebung einer von dem kaiserlichen Rat Phil. Holbein gegen die Fugger verschriebenen Schuldsumme und wegen der Lieferung von 1000 Zentner Pulver für den Türkenkrieg und war darum auf den guten Willen des Rates von Augsburg, besonders des Stadtpflegers Markus Welser, angewiesen[1]. Daſs eine Anklage gegen Matthäus Welser wegen Verkleinerung der Kaiserlichen Majestät bezw. wegen Versuches, die Reichskasse durch falsche Vorspiegelungen zu schädigen, damals unterblieb, hatte der Ränkeschmied demnach nur der einfluſsreichen Stellung seines Bruders Markus zu verdanken. Die Sache wurde erst wieder aufgegriffen, als die immer drückender werdende

---

hervorgehoben seien: (P. 6.) Matthäus Welser hat der Kaiserlichen Majestät in Verwaltung des Amtes höchsten Schaden zugefügt, sich auch der Konditionen seiner Schadloshaltung zu seinem Profit miſsbraucht; denn er hat sich in Bezahlung der Parteien mehr seine Privataffektion als der Hofkammer Respekt angelegen sein lassen. (P. 7.) Er hat sich geweigert, einige Parteien ohne Remuneration zu bezahlen. (P. 8.) Er hat seinem Hause zu gutem zu der Kaiserlichen Majestät höchstem Schaden etliche Millionen Gulden aufgenommen. (P. 10.) Er hat die Restanten verschiedener Reichsstände, wie der Bistümer Freising, Lüttich, der Abteien Stablo, Murbach usw. absichtlich zu niedrig angesetzt. (P. 12—15.) Er hat die von den kaiserlichen Kommissären M. Fugger und Z. Geizkofler sowie seinem Amtsnachfolger im Jahre 1609 vorgeschlagenen Mittel zu seiner Enthebung und Kontentierung ohne genügenden Grund verworfen und sich den weiteren Kommissionsverhandlungen durch seine ganz unmotivierte Abreise von Augsburg nach Prag entzogen. (P. 24—33.) Er hat nichts anderes gesucht als durch die schädlichen Wechsel seinen Rest groſs zu machen. (P. 35.) Er hat der Hofkammer keine Schluſsraitung über das Amt vorgelegt. (P. 36.) Er hat die Hofkammer bei Kurfürsten, Fürsten und Ständen des Reiches durch falsche Angaben beschwert. (P. 45.) Er hat sich durch ein Dekret vom 11. Oktober 1611 von der kaiserlichen Regierung 10 % Zinsen für seine angeblichen Proprioverschreibungen zubilligen lassen.

In der von Matthäus Welser am 4. Juni 1614 bei dem kaiserlichen Geheimen Rat eingereichten Verteidigungsschrift oder Kurzen Ablainung der wider Matthäus Welser im Oktober 1613 eingegebenen Klage (Reichsakten in specie des k. k. Haus-, Hof- und Staatsarchivs zu Wien) fehlt es zwar nicht an groſsen Worten; die Stichhaltigkeit der von der Hofkammer vorgebrachten Tatsachen vermögen diese bis zum Überdruſs wiederholten Beteuerungen Welsers, daſs er Zeit seines Lebens einen Abscheu vor dem Laster der Unwahrheit gehabt habe, wenig oder kaum zu erschüttern.

1) Reichstags-Acta de anno 1613, 3. Teil, dazu Nebenprotokoll, was sich auf dem Reichstag zu Regensburg vom 3. August bis 14. Oktober 1613 privatim zugetragen.

Geldbedrängnis der Welser im Jahre 1614 zur Bankrotterklärung des berühmten Handelshauses führte und die Gläubiger desselben in Ermangelung anderer Deckung ihrer Darlehen zu einer Prüfung der Proprioverschreibungen, die Matthäus Welser als Reichspfennigmeister für den Kaiser eingegangen war, schreiten mufsten. — Bevor es jedoch zur Katastrophe kam, benützten die Welser das infolge ihrer amtlichen Stellung — Markus war Stadtpfleger, Matthäus Vorsteher des Bauamtes, Paul Bürgermeister — ihnen geschenkte Vertrauen, das Stadtärar noch um einiges zu erleichtern. Am 14. Dez. 1613 entlieh Matthäus Welser von dem Magistrat 10000 Tlr. (14000 fl.) mit dem Versprechen, diese Summe am 31. Januar 1614 zurückzuzahlen. Als er die Summe am Verfalltage nicht bezahlen konnte, wurde ihm nebst seinen Brüdern gegen eine neue Verschreibung und gegen die Verpflichtung, die Schuld mit 5 % zu verzinsen, Stundung bis zum 31. Januar 1615 gewährt. Markus Welser, der bei seiner vornehmen Gesinnung unter diesen mifslichen Verhältnissen jedenfalls mehr litt als die robusteren Naturen seiner Brüder, hatte schon im Mai 1613 den Versuch gemacht, sich durch den Rücktritt von der Stadtpflegerwürde all der Verdriefslichkeiten, die aus seiner Doppelstellung entsprangen, zu entziehen. Auf die dringenden Bitten seiner Ratskollegen und jedenfalls auch auf das Zureden seiner Brüder liefs er sich jedoch noch einmal zum Bleiben auf seinem verantwortungsvollen Posten bewegen, starb aber schon am 23. Juni 1614, „ohne Zweifel mehr aus Bekümmernis über die schlechte Beschaffenheit der ökonomischen Umstände seines Hauses“ als durch körperliche Leiden aufgerieben, wie P. von Stetten in der Geschichte seiner Vaterstadt bemerkt.

Acht Tage nach Markus Welsers Tod, also Ende Juni, liefen die Termine etlicher Frankfurter Wechsel im Betrage von 56000 fl.[1]) ab, für die nach Matthäus Welsers Äufserungen gegenüber dem Stadtpfleger H. J. Rembold bei längerem Leben ihres Bruders unter der Handelswelt Augsburgs leicht eine Deckung hätte gefunden werden können, deren Bezahlung aber nunmehr infolge des erwachten Mifstrauens der Augsburger Kaufleute auf unüberwindliche Hindernisse stiefs. Matthäus Welser versuchte es nun noch einmal mit einem

1) Diese Frankfurter Wechsel waren von den Welsern erst an der Fastenmesse d. J. 1614 aufgenommen worden.

Darlehen bei dem Rat seiner Vaterstadt, bei dem er, wie oben erwähnt, erst im Dezember des Jahres 1613 ein Anlehen von 14000 fl. aufgenommeu hatte[1]). Am 27. Juni 1614 wagte Matthäus Welser bei den beiden Stadtpflegern, H. Jak. Rembold und Imhof, und bei Bernhard Rehlinger den ersten Anwurf, indem er dieselben bat, ein von ihm beabsichtigtes Gesuch um ein Fürlehen von 25000 fl. bei dem Geheimen Rat zu befürworten. Er erbot sich, als Unterpfand für diese neue Schuld eine verfallene kurmainzische Obligation von 39000 fl. einzusetzen. Die um ihre Fürsprache angegangenen drei Augsburger Ratsherren erklärten dem Matthäus Welser, dafs sie ein solches Gesuch schon darum nicht an den Geheimen Rat bringen könnten, weil derselbe erst jüngst dem Kaiser in einem gleichen Anliegen eine abschlägige Antwort habe erteilen müssen, und es am kaiserlichen Hofe ein seltsames Ansehen gewinnen würde, wenn sie, die sich gegenüber dem Kaiser mit der völligen Leere der Stadtkasse entschuldigt hätten, einem ihrer Mitbürger zur Deckung von Geschäftsschulden kurz danach die stattliche Summe von 25000 fl. leihen würden. Mit diesem Bescheid sich nicht zufrieden gebend, erneuerte Matthäus Welser am folgenden Tage sein Gesuch bei dem Stadtpfleger Rembold, erhielt aber nach Einholung der Meinungen Imhofs und B. Rehlingers die gleiche Antwort wie am Tage vorher; nur war der ablehnende Bescheid diesmal damit begründet, dafs man der Stadt nicht zumuten könne, auf ein so unsicheres Pfand, wie es die Mainzische Obligation sei, etwas zu leihen. Vergebens erbot sich Matthäus Welser noch am Abend desselben Tages, die Mainzische Obligation, wenn sie nur jetzt als Unterpfand des städtischen Darlehens angenommen würde, wieder einzulösen, sobald er von der kaiserlichen Schuld, d. h. von seinen Proprioverschreibungen zu Gunsten der kaiserlichen Kasse, etwas zurückgezahlt bekomme. Die beiden Stadtpfleger und B. Rehlinger erachteten auch dieses Versprechen für kein genügendes Deckungsmittel und verlangten, besonders auf das Drängen Imhofs, dem die verzweifelte Lage der Welser etwas weniger zu Herzen gehen mochte als den beiden anderen zu den Welsern in verwandtschaftlichen Beziehungen stehenden Ratsherren, als Sicherung des zu ge-

---

1) Vergl. für das Folgende das mit dem Jahre 1613 beginnende Tagebuch Bernhard Rehlingers über die Geheimen Ratsdekrete. Augsburger Stadtarchiv.

währenden Darlehens nicht nur die hypothekarische Verpfändung der Häuser des Matthäus und Paul Welser, sondern auch die des väterlichen Erbgutes der Barbara Welser, der Ehefrau des Matthäus. Mit der Eintragung der Schuld als Hypothek auf sein und seines Bruders Haus wäre Matthäus Welser am Ende noch einverstanden gewesen; aber auch seines Weibes zugebrachtes Erbgut dem Phantom der Ehre und Reputation seines Hauses zum Opfer zu bringen, das brachte dieser mit fremdem Geld und Gut so skrupellos schaltende Mann doch nicht über das Herz. Er erklärte dem Stadtpfleger Rembold, der ihm von dem Beschlufs des städtischen Triumvirats am 29. Juni Kenntnis gab, dafs er seiner Hausfrau ein solches Ansinnen nicht zumuten und sein Weib und seine Kinder an den Bettelstab treiben wolle. In beweglichen Worten erinnerte er sodann den Stadtpfleger an die Verdienste, die sich sein verstorbener Bruder um die Stadt Augsburg im allgemeinen, um die Erhaltung des guten Standes ihrer Finanzen im besonderen erworben habe. Schon in Rücksicht auf diese unleugbaren Verdienste seines verstorbenen Bruders sollten es die Vertreter Augsburgs über sich gewinnen, das verlangte Geld auch ohne eine solche aufsergewöhnliche Versicherung herzugeben. Als auch dieser Appell an die Dankbarkeit und die Grofsmut seiner Ratsfreunde nicht verfing, erklärte Matthäus Welser resigniert, dafs er die Sache damit Gott befehlen müsse; man werde aber heut und morgen viel Geschrei hören.

Am 1. Juli 1614 wurden die Gebrüder Welser wegen Nichteinlösung der oben erwähnten Frankfurter Wechsel für fallit erklärt, am 5. Juli wurde den Bürgermeistern auf Grund der Verordnungen wegen der Falliten vom 3. Juli 1574 und vom 23. Juni 1580 vom Stadtrat aufgetragen, in der Welserischen Fallimentsache wegen der Welserischen Gläubiger die Sperrung der Welserischen Güter durch den Stadtvogt alsbald vornehmen zu lassen und Matthäus und Paul Welser in Gelübd zu nehmen, dafs sie nicht von hinnen weichen noch aufser Haus sich begeben, vielweniger weder durch sich selbst noch die Ihrigen irgend etwas verändern oder in praejudicium creditorum etwas von sich schreiben, beneben einen Stato und Bilanzo fürderlich auflegen sollten. Die Frau Anna Welser, des Stadtpflegers Markus Welsers Witwe, sollte allein auf die Sperr vergelübdet werden, dafs sie nichts verändern und

die Inventur selbst, wie recht ist, coram notario et testibus vornehme[1]).

Weitere Bestimmungen der oben erwähnten Fallitenordnungen, die im Welserschen Fallissement in Betracht kamen, waren folgende: Nach dem Statut vom Jahre 1574 hatten die Bürgermeister die interessierten Gläubiger unverzüglich aufzufordern, ein Kuratorium aus ihrer Mitte zu wählen. Dieses von dem Rat alsobald zu bestätigende Kuratorium der Kreditoren hatte des Falliten Güter zu inventieren und damit nach der Gläubiger Nutzen und Notdurft, doch unbenommen eines jeden habenden Rechts, zu handeln. Nach dem Statut vom 23. Juni 1580 endlich war ein Schuldner, der nicht bezahlen konnte, auch in continenti weder Bürgschaft noch Versicherung tun konnte, alsbald nach Gestalt der Personen und Sachen auf des anrufenden Teiles Kosten und Gefahr entweder im Haus zu verstricken oder gefänglich einzuziehen.

Wie wurden nun diese beiden Bestimmungen gegenüber den Welsern, die für ihre Schulden augenscheinlich den Gläubigern keine genügende Versicherung geben konnten, vom Augsburger Rat ausgeführt? In einer Weise, die für die Welser nur als die allerrücksichtsvollste bezeichnet werden mufs. Nachdem die beiden Brüder in ihren gleichzeitig (8. Juli) an den Stadtpfleger Rembold gerichteten Schreiben die Versicherung abgegeben, dafs einiger böser Vorsatz, jemand anzuführen, bei ihnen nicht gewesen sei, und Matthäus zugleich eine vorläufige Schätzung der Schulden- und Habenposten der Firma, jene zu 380000 fl., diese zu 350000 fl. annehmend, abgegeben hatte, liefs es der Rat von Augsburg zu, dafs sich etliche Augsburger Gläubiger zusammentaten und unter sich, ohne Erwartung und Zuziehung der fremden interessierten Kreditoren, drei Augsburger, den Fuggerschen Kassierer Rudolf Mayr und die Handelsleute Hans Jak. Krell und Hans Heel, zu Ausschüssern erkoren. Dieser Aufschuss eines Teiles der Augsburger Gläubiger, unter welchen eine gute Anzahl Welserische Freunde und sogar ihre Frauen sich befanden, verhandelte mit den Welsern in gütlichem Wege und liefs sich Mitte Juli 1614 dazu bereden, ihre

1) Nach einem Ratsbeschlufs vom 12. Juli 1614 wurde der Witwe Markus Welsers bewilligt, die Beschreibung ihrer Habe durch den Stadtsekretär Bühler im Beisein zweier Zeugen vorzunehmen. Geh. Ratsprotokoll vom 12. Juli 1614.

Hab und Güter per professionem voluntatis wörtlich und extrajudicialiter anzunehmen, Matthäus Welser zur Einbringung der brabantischen Schulden zu bestellen, ihm deswegen eine Prokura aufzutragen und beiden Brüdern freien Gang in der Stadt zu gestatten.

Nach den Aufstellungen der Welser beliefen sich die Aktiva auf 354 000 fl., die Passiva auf 571 567 fl. 18 Schill.[1]), sodafs dem Anschein nach nur eine Überschuldung von ca. 217 000 fl. vorhanden gewesen wäre. In Wirklichkeit verhielt sich die Sache jedoch ganz anders, denn von den Aktivposten mufste die Mehrzahl von vornherein als uneinbringlich betrachtet werden. Dies konnte den Welsern als erfahrenen Handelsleuten wohl schon bei der Einreichung ihrer Designation an den provisorischen Gläubigerausschufs kaum verborgen sein. Mit mehr Sorgfalt, wenn auch im einzelnen nicht frei von fehlerhaften Angaben, war von den Welsern der Passivstand im Juli 1614 angegeben worden. Darnach partizipierten an einer Schuldsumme von ca. 571 567 fl. etwa 15 Verwandte des Welserischen Hauses, — Welser, Rehlinger, Langenmantel, Dillher, May u. s. w., — zwei Welserische Stiftungen und die zwei Welserischen Faktoren Mannlich und Rieder; die Guthaben dieser sämtlichen Gläubiger stellten, mit Ausnahme der beiden Welserischen Frauen, der Witwe des Markus und der Ehefrau des Matthäus, und des Bartholomäus May Summen von geringer Höhe vor, sodafs den gröfsten Schaden beim Fallissement der Welser nicht deren Verwandte, sondern andere Einheimische und Nichtaugsburger zu tragen hatten. Was den Vermögensstand der einheimischen Welserischen Gläubiger betrifft, so mufs derselbe nach den Augsburger Steuerbüchern im allgemeinen als ein sehr günstiger bezeichnet werden. Denn die Familien D. Behmer, H. Huepher, A. Scheler, G. Wagner, Thenns Erben, Stenglins Erben u. s. w., die mit ansehnlicheren Schuldsummen an dem Welserischen Fallissement beteiligt waren, gehörten nach den von ihnen entrichteten Steuerbeträgen (D. Behmer z. B. pro Jahr 215 fl., H. Huepher 167 fl., A. Scheler 219 fl., G. Wagner 125 fl. u. s. w.) zu den vermögenderen Leuten Augsburgs in jener Zeit Nur ganz wenige „kleine Leute“, wie z. B.

1) Vergl. hierzu: Ungefährliche Designation Marx, Matthäus Welser und Gesellschaft Credito mit angehefftem erbieten und bitten, sodann: Ungefahrliche Designation Marx, Matthäus Welser und Gesellschaft Debito, Beilage I und II.

H. Warnberger mit 3 fl. 45 kr. Steuern, Marx Krons Witwe mit 6 fl. 6 kr. jährlicher Steuer, scheinen ihr Geld dem Welserischen Handelshaus anvertraut zu haben.

Der Rat widersprach den oben erwähnten Abmachungen eines Teiles der Augsburger Gläubiger, die ohne den Befehl und Konsens der abwesenden zum Schaden der Gesamtgläubiger nichts handeln konnten, darum nicht, weil er die Hoffnung hatte, dafs sich diesem einen Teil der einheimischen Gläubiger alle übrigen Kreditoren, wie es gleichermafsen in anderen Fallimenten sowohl zu Augsburg als an anderen Orten geschehen, behufs Vergleichung mit den Falliten anschliefsen würden und inter consentientes kein Richter notwendig sei. Da nach der von den Welsern dem Gläubigerausschufs vorgelegten Bilanz unter den Kreditposten die sogenannte kaiserliche Schuld mit 181 000 fl. den gewichtigsten Posten bildete, die Arrestierung dieses Ausstandes aber, wie das Gerücht ging, seitens einiger auswärtiger Welserischen Gläubiger, der kaiserlichen Hofbeamten Barvitius und Mechtl, in Aussicht stand, so gewährte der Rat von Augsburg dem Dreierausschufs ein Fürschreiben an den Kaiser, worin um Abweisung des Arrestierungsgesuches der genannten Gläubiger und zugleich um die Anweisung gebeten war, das, was der Kaiser dem Matthäus Welser wegen aufgetragenen Reichspfennigmeisteramts schuldig verblieben, den sämtlichen Gläubigern wirklich zuzustellen und zu schleuniger Satisfaktion um berührte Summe eine gute und richtige Assignation einzuräumen[1]). Die Antwort, die die kaiserliche Regierung dem Augsburger Rat auf seine Bitte am 12. September 1614 erteilte, klang für die Welserischen Gläubiger wenig hoffnungsreich. Auf ein Gutachten der Hofkammer vom 18. August 1614 gestützt, erklärte nämlich Kaiser Matthias dem Augsburger Rat, dafs Matthäus Welser kraft des bei seinem Amtsantritt geleisteten Diensteides dem Kaiser mit seiner liegenden und fahrenden Hab und Gütern obligiert sei. In dieser Obligation sei Matthäus Welser um so viel mehr verhaftet und begriffen, weil er trotz vielfacher kaiserlicher Ermahnungen und Be-

---

1) Schreiben des Stadtrates von Augsburg wegen des Arrests, so H. Barvitius und Taxator Mechtl bei der Hofkammer über die Welserische Forderung gebeten. Reichsakten in specie des Wiener Haus-, Hof- und Staatsarchivs.

ehle zur Übergabe seiner Schlussraitung und der dazu notwendigen 'robationen und Scheine sowohl über die Ordinary-Reichs- und ːxtraordinary-Kreishülfen als auch die im Jahre 1610 von dem 'rager Kurfürstentag geschehene vierzigmonatliche Bewilligung, leren Disposition er an sich gebracht, niemals gebracht werden nögen und bei so Gestalt selbst verursachtem Aufzug, auch darınter erwecktem unnötigen Disputat der Vernunft und Billigkeit ıach von niemand noch zur Zeit gesagt und geschlossen werden tönne, dafs der Kaiser dem Matthäus Welser, seinem allenthalben ;epflogenen Aussprengen und Berühmen nach, vor Übergebung ıbgemeldeter Schlussraitung, darauf gebührender Liquidation und ːrläuterung seiner bei vorigen Raitungen bereits ausgestellten Mängel twas per Rest schuldig verbleibe. Ja, es werde vielmehr an den ſag gebracht werden mögen, dafs Matthäus Welser, als welcher, vie befindlich, in Zeit seines getragenen Reichspfennigmeisteramts ›hne sondere Not und Befehl eine über eine Million Gulden sich ›elaufende Wechselsumme auf hohe Interessen aufgenommen, deren elbst eigen eingebildete Einstellung, Passierung und Bezahlung ihm 'on Rechts wegen nicht verstattet werden könne, dem Kaiser beim ndlichen Nachsehen und Examinieren ohne Zweifel noch ein Namıaftes restieren werde[1].

Noch vor dem Eintreffen des kaiserlichen Schreibens vom 2. September 1614 hatte Matthäus Welser eine ausführliche Defensivchrift gegen die auf dem letzten Regensburger Reichstage erchienene, gegen seine Amtsführung gerichtete Klageschrift der ːaiserlichen Hofkammer verfafst und den Rat von Augsburg geeten, mit Verschweigung des Druckortes und des Druckers, die ichrift in Augsburg erscheinen zu lassen. Diese Bitte wurde vom ːat am 19. September 1614 abgewiesen, da das Pamphlet durch eine starken Anzüglichkeiten gegen Mitglieder des Geheimen Rates ınd der kaiserlichen Hofkammer sowie durch Angriffe gegen andere 'ersonen dem Augsburger Stadregiment nur Unannehmlichkeiten ːu bereiten imstande gewesen wäre.

Unter den Kreditposten der Welserischen Bilanz war aber nicht ›lofs die kaiserliche Schuld, wenn auch nicht ganz imaginär, entchieden zu hoch angesetzt, sondern auch die Mehrzahl der andern

1) Reichsakten in specie des Wiener Haus-, Hof- und Staatsarchivs.

Guthaben mufste teils als uneinbringlich teils als zu hoch angeschlagen betrachtet werden. So waren die bei den brabantischen Staaten ausstehenden 30000 fl. ebensowenig wie die von dem König von Polen schuldigen 10000 fl. jemals hereinzubringen; die 39000 fl., die Mainz, und die 10660 fl., die Landgraf Ludwig von Hessen nach Angabe der Welser denselben schuldig sein sollten, waren von diesen beiden Reichsständen wohl zum Teil anerkannt, aber in der bezeichneten Höhe noch lange nicht liquidiert. Die übrigen Kreditposten, wie ein Halsband, ein mährisches Bergwerk, Garten, Häuser, die Fahrnis Paul Welsers usw. waren alle viel zu hoch angeschlagen, sodafs der Erlös derselben bei einem Verkaufe kaum die nach den Augsburger Fallimentsordnungen zuvorderst abzuziehenden Prätensionen der nachgelassenen Witwe des Marx Welser und der Ehefrau des Matthäus Welser deckte.

Von dem wirklichen Stand der Aktiva und Passiva der Welser gewannen die Gläubiger in den ersten Monaten nach Ausbruch des Fallissements jedoch kaum ein annähernd richtiges Bild, da die Mehrzahl derselben den von vornherein auf Täuschung abgesehenen Angaben der beiden Brüder in der von ihnen vorgelegten Bilanz ebenso unbedingt Vertrauen schenkte wie ihren Versicherungen von dem Fehlen jedes bösen Vorsatzes und von der Hoffnung auf völlige Befriedigung der Gläubiger. Eine Wendung in diesen optimistischen Anschauungen von der unbedingten Vertrauenswürdigkeit der beiden Welserischen Brüder trat erst im Oktober 1614 ein, als einer der auswärtigen Hauptgläubiger, der frühere Reichshofrat Andreas Hannewald, von München nach Augsburg herüberkam und nach dem Stand der Dinge Umschau hielt[1]). Auf das unablässige Drängen

1) A. Hannewald, ein in den letzten Zeiten Rudolfs II. höchst einflufsreicher kaiserlicher Rat, hatte nach Matthäus Welsers Angabe (vergl. dessen Brief an den Stadtpfleger H. Jak. Rembold vom 3. Dezember 1614 im Augsburger Stadtarchiv) von letzterem während seiner Verwaltung des Reichspfennigmeisteramts manche stattliche Verehrung erhalten und hatte die Verbindung mit den Welsern auch noch dadurch zu seinen Gunsten ausgenützt, dafs er sich von seinen den Welsern gemachten Darlehen 7% Zinsen bezahlen liefs. Eine solche hohe Verzinsung der Hannewaldschen Darlehen vermochten die Welser wieder nur dadurch ohne ihren Schaden zu leisten, dafs sie die Gelder Hannewalds nicht als Depositum erhielten, sondern mit dessen ausdrücklicher Zustimmung zu Operationen im Wechselgeschäft verwenden durften. Vergl. hierzu das Gutachten des Augsburger Advokaten Gg. Wagner vom

Hannewalds und der um ihn gescharten Gläubigergruppe entschlofs sich nämlich der Augsburger Rat, die Rücksicht, die er bisher gegen die Welserischen Brüder in Ansehung der Verdienste des Welserischen Geschlechts um die Stadt Augsburg geübt hatte, fallen und dem Gesetze gegen die beiden Bankrotteure freien Lauf zu lassen. Durch ein Dekret vom 25. November 1614 wurden die beiden Brüder, die entgegen der Fallitenordnung bisher in ihren Wohnungen hatten verbleiben dürfen, aus denselben zunächst nach der Fürstenstube im Rathaus, sodann im Februar 1615, als mit dem Neubau des Rathauses unter Elias Holl begonnen wurde, nach dem Beckenzunfthaus in Gewahrsam gebracht.

Als nun alle im Winter 1614/15 unternommenen gütlichen Versuche, zwischen den Welsern und deren Gläubigern zu einem annehmbaren Vergleich zu kommen, an der von den Welserischen Brüdern unbedingt festgehaltenen Fiktion, dafs die von ihnen beigebrachte ursprüngliche Designation ihrer Schulden und Gegenschulden im ganzen richtig sei, scheiterten, fafste der bis dahin gegen die Welser immer noch sehr gelinde auftretende Rat von Augsburg am 25. April 1615 den Beschlufs, dafs die Gläubiger der Welserischen Brüder mit ihren Ansprüchen und Forderungen an das Stadtgericht zu verweisen und die beiden Brüder bis zu einer etwa erfolgenden gütlichen Vergleichung mit ihren Gläubigern an einem sicheren Ort um die gewöhnliche Atzung, d. h. um sieben Pfennig pro Tag, zu erhalten seien. Diese zwar strenge, aber sich ganz innerhalb der gesetzlichen Ordnungen haltende Mafsregel des Augsburger Rates veranlafste die Welserischen Brüder, gegen den Rat ihrer Vaterstadt am Reichskammergericht in Speyer Klage wegen Verübung unverantwortlicher Tätlichkeiten wider sie zu erheben, ein Vorgehen, das, wie vorauszusehen war, nur mit einem Mifserfolg für die beiden Brüder enden konnte.

Der Gantprozefs nahm indessen am Augsburger Stadtgericht seinen langsamen Fortgang; nach mancherlei Verschleppungen, besonders durch das störrige, hinterhaltige Benehmen des Matthäus Welser hervorgerufen, konnte das Stadtgericht endlich am 13. Dezember 1618 sein Urteil in der Welserischen Ediktsache fällen. Nach diesem Stadtgerichtsurteil, das in Beilage III im Wortlaut

Februar 1616 über die hypothekarische Sicherstellung der Hannewaldschen Schuldforderung. Augsburger Stadtarchiv.

mitgeteilt ist, blieb für die Welserischen Gläubiger, da die noch vorhandenen Grundstücke und Häuser knapp zur Deckung der Ansprüche der Frauen des Markus und Matthäus Welser ausreichten, lediglich der Regreſs auf die kaiserliche Schuld zur Deckung ihrer Forderungen bestehen. Diese Rückendeckung durch die kaiserliche Schuld hatte für die Welserischen Gläubiger aber einen sehr problematischen Wert. Denn wenn die kaiserliche Regierung sich auch Ende 1617 wenigstens dazu verstanden hatte, ihre Schuld gegenüber dem Matthäus Welser im Prinzip anzuerkennen, so fehlte von da bis zur wirklichen Anweisung, die zugestandene Schuldsumme an die Welserischen Gläubiger auszuzahlen, noch sehr viel. Solange eine solche Assignation der Restforderung des Matthäus Welser an den kaiserlichen Fiskus aber nicht erfolgte — und diese Anweisung erfolgte nach Ausweis der noch vorhandenen Gantprozeſsakten überhaupt nicht — muſsten die beiden Welserischen Brüder nach Augsburger Schuldrecht im Gefängnis bleiben, und sind es denn auch, der eine, Paul Welser, bis zu seinem am 23. Oktober 1620 erfolgten Tode, der andere, Mathäus, bis zu der durch kaiserliche Interzession bewirkten Begnadigung im Oktober 1621, geblieben.

Matthäus Welser lebte von seiner Entlassung aus der Haft noch volle zwölf Jahre und bezog während dieses Zeitraums, da er vollständig verarmt war, die Mittel zu seinem dürftigen Lebensunterhalt aus einer Welserischen Familienstiftung. So muſste der als Kaufmann unter den drei Brüdern jedenfalls begabteste, aber auch mit dem weitesten Gewissen ausgestattete das bittere Los der Armut im Greisenalter bis zur Neige kosten, eine Fügung des Schicksals, in der mancher das Walten einer rächenden Nemesis zu erblicken geneigt sein wird.

Beilage I.

Ungefahrliche Designation Marx, Matthäus Welser u. Gesellschaft Credito mit angehefftem erbieten und bitten.

1. Guthaben bei der Kaiserlichen Majestät abzüglich einer Summe von 10000 fl., die an Laz. Henkel den Älteren, und einer Summe von 3200 fl., die an Josef Kreuzer hinumgelassen werden sollen . . . . 181000 fl.

2.	Guthaben bei dem Kurfürsten von Mainz laut 4 unversehrter Obligationen, auf die nächste Reichshilf angewiesen	39040 „
3.	Guthaben bei dem Landgrafen Ludwig von Hessen	10660 „
4.	Gnadengeld für Matthäus Welser von Erzherzog Ferdinand von Österreich	5000 „
5.	Guthaben bei den Staaten von Brabant vom Jahre 1576 herrührend ca.	30000 „
6.	Guthaben bei dem König von Polen, die unter den Namen des Jörg Peurlin steht, samt Interessen	10000 „
7.	Ein Halsband von Smaragden, in Jörg Peurlins Händen zu 3000 fl., daran der Welserischen Gesellschaft $^{2}/_{3}$, also . . .	2000 „
8.	Allerlei Effekten bei den Faktoren in Florenz, Pisa, Antorf .	5000 „
9.	17 $^{1}/_{2}$ Grugges in einem Bergwerk zu Iglau	700 „
10.	Der Garten des H. Stadtpflegers Welser samt Zinshäusern .	18000 „
11.	„ „ „ „ „ „ bei St. Stephan . .	1000 „
12.	Ein Haus des Herrn Stadtpflegers Welser bei St. Johannis .	3000 „
13.	Das Wohnhaus des Matthäus Welser samt Gärten und Städeln	14000 „
14.	Das Wohnhaus Paul Welsers	6000 „
15.	Ein Haus in Sachsengesseln	2600 „
16.	Die Welsersche Fahrnis	14000 „
17.	Eine Rechtfertigung zu Speier, am Kammergericht anhängig .	10000 „
		Sa. 354000 fl.

Und dann in Hispania eine Action um 14000 Dukaten oder 20000 fl. wider Ruidias Angel, reicht von 20000 portugisischen Dukaten her, so uns der König wegen des Indianischen Pipper-Contractes schuldig verblieben, welche in gutem Stand und verhoffentlich bald zu einem sieghaften Endt ausschlagen wird, so wir gleichwol vorlengst den Herrn Fuggern zu bezahlung ihrer Forderung deputiert und vermaint gehabt.

Auf hievor stehende Designation unseres Credits erklären wir uns lauter, dass wir dahin gar nit bedacht, noch entschlossen, unserem gewissen ein solche Burde oder unserem Herkommen einen solchen schandtflecken aufzuhenken, dafs wir unseren Herrn gläubigern ein wenigeres, als wir ihnen erbar und aufrecht schuldig, fürschlagen, darauf accordiren und, da sich etwas weiteres uns zugehöriges entdeckt oder uns sonst ein glück zustuende, oder wir durch unsern fleiss und mühe etwas eroberten, dasselbige fur uns zu behalten vermaint, sondern wie wir bei aufnemung des gelts, sowohl dessen, welches lang bei uns gelegen, als was wir vor wenig tagen aufgebracht, keines andern Sinns oder fürhabens gewesen (dessen wir Gott den Herzenkundiger zum Zeugen nemen) als meniglich verschriebener und versprochener mafsen zu befriedigen, also bleiben wir desselbigen bestendigen willens noch, das wir auch vermittelst göttlicher gnad die Tag unseres lebens nimmermehr zu endern gentzlich entschlossen. Und theten demnach allen privilegirten und unpriveligierten Herrn Creditoren wir für diesmal und bis uns Gott ein mehreres beschert, allen unsern spezifizirten oder unspezifizirten Credito assigniren, und

ihnen lediglich heim setzen, solches alles zu übernehmen, selbst zu administriren oder aber, da sie uns darum vertrauen und uns befehlen wöllen, erbieten wir uns ungespartes fleifs, mühe und arbeit mit ihrem und wenn sie uns zuordnen wissen gutachten und anstellung in allem aufs äufserste das böste zu thun, so lang es dem ganzen wesen zum bösten fürstendig und uns zu verrichten möglich sein wird, keinen Pfenig davon in nnsere gewalt zu behalten, weder was die blöfsige, unumbgengliche unkosten erfordern, und defswegen mit leiblichem Aydt auf das verbintlichst, wie es immer kann begert werden, caution zu thun, gleichwol wir dieser burde lieber überhebt sein wollten, und beschieht dies erbieten allein, damit desto wahrer erscheine, wie hoch uns angelegen, meniglich, soviel immer möglich, zu dem seinigen zu helfen.

Entgegen aber ist unser demütig bitten, wann obstehendes vollzogen, uns so erledigt zu haben, dafs wir unserer ehren unverletzt und an anderem, so wir thun und fürnehmen möchten, ungehindert verbleiben, mit hievorgesetztem und jetzt erwiedertem verbindlichem erbieten, dass alles dasjenige, so uns Gott der Allmechtige, auf was weg das, immer geschehe, nach seiner väterlichen güte zuschicken wurde, ihnen auf's kräftigste afficirt und verhafft sein solle, bis sie völlig bezahlt seien, verhoffen, hiebei werde meniglich unsere aufrichtig meinung und Intention spüren und uns derselben gnedig, günstig und mitleidig geniefsen lassen.

Beilage II.

Ungefahrliche Designation Marx, Matthäus Welser und Gesellschaft Debito.

	fl	Schill.[3]	Pf
Stadt Augsburg	14000	—	—
Stadtpfleger Hans Jakob Rembold (V.)	8741	16	7
David Welser (V.)	3015	11	10
Corona Langenmäntlin (V.)[1]	7209	14	—
Dr. Georg Wagner	4000	—	—
Andreas Hannewaldt, ehemaliger Reichshofrat	74000	—	—
Andr. Hannewaldts Gemahel	3000	—	—
Leonhart Dillherr	25000	—	—
Ferdinand Dillherr ohngefahr (V.)	2700	—	—
Gottfried Hertel	4000	—	—
Albrecht Mechtel, Reichshofratskanzlei-Sekretär	7000	—	—
Math. Lederers s. Erben	3000	—	—
Heinr. Thenns s. Erben	5000	—	—
Barth. May (V.)	16000	—	—
*Alberio Struzzi, Cavalier s. Durchlaucht zu Brüssel[2]	3000	—	—
	179667	2	6

1) V. = Verwandter der Welser.

2) Die mit einem Stern bezeichneten Passivposten sind solche, die vom Augsburger Stadtgericht nicht anerkannt worden sind.

3) 1 fl. = 20 Schilling, 1 Schilling = 12 Pfennig.

	fl	Schill.	Pf
Übertrag:	179 667	2	6
Sebast. Rot's Curatorium	1 500	—	—
Bernhard Rehlinger (V.)	3 000	—	—
Gotteshaus St. Anna in Kempten (Kloster Lenzfried bei Kempten)	625	—	—
„ St. Katharina in Augsburg	100	—	—
*Frau Doktor Peutinger	2 000	—	—
Konrad Peutinger	2 000	—	—
Niklas Motterer, Soldat	1 200	—	—
Jörg Waiblingers Pfleg.	2 800	—	—
Jak. Barvitius, kais. Rat	3 644	10	—
Welserische Stiftung, von Frau Elis. Lauginger herrührend samt Zins	2 880	—	—
Andere Welserische Stiftung	437	18	4
Leonh. Imhofs Stiftung	4 925	19	2
*Kapitän de Breux ohngefahr	5 800	—	—
Gottsbrot von Frau Sabina Welser ohngefahr	1 300	—	—
Carl Rembolt, Hauptmann ohngefahr (V.)	1 500	—	—
Carl Langenmantels Sohn Pflegschaft (V.)	2 000	—	—
Hans Huepher in zwei Posten ohne die verfallene Interesse	7 000	—	—
Frau Euphrosine Bernhard Raihingen ohngefahr	5 500	—	—
Hans Christoph Rehlinger von Horgau (V.)	4 000	—	—
Antoni Welser, Domprobst zu Freising, ohngefahr (V.)	6 500	—	—
Marx Manlich, Welserischer Faktor in Venedig, als Rest einer unerörterten Rechnung	2 200	—	—
*Hans Warnberger	2 552	—	—
Ludwig Stirlins s. Erben	218	2	4
Thomas Lebzelter in Leipzig	2 895	8	—
Sixt Fischer von Wendlingen bei Plochingen	2 320	—	—
Caspar Erhart	2 310	—	—
*Martin u. David Abbt	1 646	7	2
Hans Christ. Fesenmayr	2 552	—	—
Melch. Langenmantel	1 150	—	—
*Josef Creuzerer	15 080	—	—
Dr. Maximilian Mayr	2 310	—	—
Frau Wolf Heinrich Rehlingerin	580	—	—
Joh. Stenglins s. Erben	5 800	—	—
Daniel Behmer	6 945	—	—
H. Jak. Krell	1 732	10	—
And. Scheler	7 974	10	—
Hans Heel, darunter 598 fl. (400 Duk.), so Dan. Vater gen Vinga zu Wechsel geben	11 600	—	—
Hans Christoph Fleckhaimer	1 732	10	—
Salomon Grezinger	2 882	10	—
David Ginger	1 160	—	—
	314 023	7	6

	fl	Schill.	Pf
Übertrag:	314023	7	6
Ant. Crafter	2079	—	—
*Caspar Crons' s. Erben	232	12	—
David Riederer, Welserischer Faktor	897	—	—
Bischöflich Augsburgischer Rentmeister	—	—	—
*David Senftel für Nürnberger Wechsel	700	—	—
*Georg Proceller zu Nürnberg	4620	—	
Michael und Gabriel Miller soll per Commission	7273	8	8
Hans Teufels s. Erben zu Prag, so H. Huepher von ihretwegen zu Wechsel gegeben	2082	10	—
Cardinal Madruz zu Trient ohngefahr	500	—	—
Erzherzog Albrecht von Österreich	1500	—	—
Math. Lang zu Antorf für 10500 fl. à 65 kr., so von Frankfurt auf ihn sind genommen worden, ohngefahr	13200	—	—
Mehr für die 2000 Dukaten Correnti tratta aus Venedig, mag gleichwohl unseres ermessens so vil in Handen haben	3000	—	—
Horatio Giunigi Prospero et Giuseppe Bottini di Venetio et Giunigi Bottini de Lucca 2000 Dukaten tratta di franco und 4000 Dukaten debito di Piacenza, so diese beide auf sich genommen	9500	—	—
Hans Huepher und Christoph Eisvogel zu Venedig per 6800 Dukaten correnti ohngefahr	10000	—	—
Bernhard Freialtenhof zu Cöln ohngefahr	2560	—	—
*Joan de Hövel zu Cöln für 8000 fl. à 65 kr.	10000	—	—
*Phil. Heusler zu Hamburg hat tratte von Frankfurt recupirt p: Thaler 11400 zu 64 Kr., hat aber vertröst, solche von Siguri, so im Compromiss und auf dem Ausspruch stehen, abzulegen	—	—	—
Unserer lieben Frauen Bruderschaft zu Lyon ohngefahr	600	—	—
*Math. Welsers sel. Verlassenschaft, davon uns aber nichts gebührt	2700	—	—
Marx Cronen s. Wittib	1100	—	—
Marx Fugger u. Gebrüder, Freih. zu Kirchberg und Weissenhorn, haben laut Inhalts eines Conto eine Forderung auf 55000 spanische Dukaten, davon sie 6000 fl. empfangen haben	125000	—	—
Die Frau Math. Welserin und die Frau Witwe Marx Welser werden ohngefähr zu fordern haben	60000	—	—
Sa.	571567	18	2

Beilage III.

Urtheil des Augsburger Stadtgerichts in Welserische Edikt-Sachen. 13. Dez. 1618.

In Math. und Paul der Welser et consortes faliment und dero sowohl ge-meiner als sonderbarer H. Creditoren und Interessirten Edict-Sachen lasst

erstlich ein E: Gericht auf die zwischen Anwalt Fr. Barb: Math: Welserin ·/. wider die in actis benannten Herrn Curat: der gemeinen Wels: Massa, in puncto alimentorum principal den 7. Mai a⁰. 1616 fürgangener und noch in specie unverabschiedete besondere Submission, die sach bei denen in puncto alimentorum pendente lite praestandorum ergangenen bescheiden nochmals und allerdings bewenden. Und erkennt ferner auf alle und jede unter währendem diesem Ediktalischen procefs für- und eingebrachte Klagen, Einreden und Erklärungen, producirte beweifstumben, auch alle andere schrifft- und mündliche Handlung in crafft und zufolge der angeschlagenen und ausgangenen unterschiedlichen Edikten und Denunciationen, auch auf der Erscheinenden allerseits Submissionen hauptsächlich und endlich mit Urtheil zu Recht ·/. —
Dass nach gebürendem abzug deren in diesem wesen gemainer Massa aufgeloffenen Costen von ernannten Welsern und Consorten besonderen oder gemeinen inventirten, auch allen ihren hab und guettern, auch rechten völlig befridiget und entrichtet werden sollen, wie folgt ·/.

Als 1. Von jedes der 3 Welsern absonderlichen und Proprio-Vermögen die verordnete steuer, um soviel als an den insgemein geklagten fl. 1802.40.5 eines jeden eigentlich rata betreffen thut. ·/.

Gleichfalls von Math. guettern allein die H. Baumeister fl. 50 und andere noch darüber verfallene und ausständige Wasserzins. Nit weniger von erstgedachten Math. Welsers guettern die an das ungelt schuldige 129 fl. in goldt, 20.1.1 fl. Münz. ·/.

Sodann von weiland Herrn Marx Welsers sel. Verlassenschaft 85 fl. in Gold. Weiter von jetzt berürten Marx Welsers Verlassenschaft und Herrn David Gienger etc. (jedoch auf vorgehend angeloben, dafs ihr klag in allem, wie durch sie fürbracht, beschaffen sei) 327 fl. 31 kr. als Leichtkosten.

Darauf ferner zu befriedigen oben von diesen verlassenen guettern und was zu und unter dieselbe gehörig und zu rechnen, auch gegen gebürenden abzug dessen, was in solutum albereit übernommen worden, p. ·/. Frau Anna Marx Welserin 6000 fl. zugebracht heuratgut sambt 600 fl., welche ein E. Gericht ihr nach gestalt dieses schweren Faliments zu Morgengab hiermit passirt und gemessigt haben will.

Ingleichen von Math. Welsers vermögen nach entrichtung der obbestimten gemeinen Stadt forderung, sovil ihn betrifft, seiner Ehewirtin Frau Barbara Welserin 5000 fl. Heuratgut und 500 fl. bedingter und versprochener Morgengab. ·/.

Nach diesem sollen von aller 3 Welser vermögen, so von jedem ⅓ zu rechnen, contentirt werden.

Wilh. und Endres Imhof als der deutschen Bruderschaft in Lyon angebene Interessirte, an Capital und Interesse um soviel, als nach abzug der bekanntlich empfangenen 400 fl. sich noch restirend befinden wird, und dazu solches mit dem anhang, wofern sie zuvor ihre Personen mit Einbringung genugsamen gewalts cum ratificatione prius actorum von den andern Mitinteressirten in Lyon der gebür legitimiren und benebens ihr recht bescheinen werden, daß angeregt Capital und Interesse der durch sie in vim probationis einge-

brachten alten Welserischen recognation gemäß zu dem Dienst Gottes verwendet werden.

Ferner auf jetzt bestimmte Maß von aller 3 Welser hab und güettern die Fr. Mutter und Schwestern des Closters Lenzfried bei Kempten 625 fl. sambt ausstendiger verzinsung. ·/.

Darauf abermalen von obberürter Marx Welser. Verlassenschaft allein und auf abzug empfangs zu befriedigen ernannte Frau Anna Welserin: 17679 fl. sodann 166 fl., alles als Paraphernalguett, jedoch daß zuvor die wirkliche Einantwortung solcher 166 fl. gebürlich bescheint werde.

Weiter und wann, wie obgehört, das Closter Lenzfried entricht, sein ferner von Math. Welsers hab und guettern allein zu befriedigen: Die in actis benannte Herrn Administratoren Leonhard Imhof'scher Stifftung: p. 4925 fl. 57 kr Capital sambt ausstendigem Interesse und was sich sonsten richtiger Rechnung nach ferner befinden möchte, jedoch auf vorhergehende gebürende Liquidation und bescheinung des angeregten geschäfts oder Stifftung ·/. wie auch daß Math. Welser auf seines Vaters sel. ableiben in die Administration derselben Stifftung getreten, auch darzu soviel als klagend angebracht worden, zu thun und hinterstellig verblieben sei.

Nach diesem ist zu begnügen H. Hans Christof Rehlinger von Horgau als Ehevogt Frau Sab. Welserin, im fall er anders glaublich und der gebür probieren und beibringen wird, daß Math. und Paulus seine Schwäger und als ernannter seiner Hausfrauen geweste Pfleger ihnen beiden das väterlich Math. Welserisch Testament und der Erben thailbrief verhalten und demselben zuwider besagter Frauen Ausfertigung ohne ihren consens und wissen nit von gemainen ausgesetzten und unvertheilten guett, sondern von ihr der Frauen eigenthümlichen Erbtheil dargegeben und ausgerichtet haben, an Capital und Interesse (so von gedachts Math: und Paulus Welser guettern zu nehmen) um soviel, als berürte ihr Erbportion durch ihre Ausfertiger geschmälert worden. ·/.

Im übrigen ist von sein Herrn Christ. Rehlingers Mitconsorten, als Frau Eufrosine Bernhard Raihingen, H. Conrad Peutinger und herrn Carl Remboldts Clag die separationem bonorum und Ausfertigung betreff. die gemeine Massa simpliciter absolvirt und ledig gesprochen.

Hierauf ist von ihres Ehewirts Math. Welsers Hab und Guettern abermalen zu entrichten, obernannter Frau Barbara Welserin ihrer Paraphernalguetter halben: als 1) 14826 fl. 21 kr. zugetheilt väterlich Erbgut, item 400 fl. von Korn- und Holzschuld, wofern sie anders den geklagten Überrest der 71 fl. nit auch beweisen, beneben aber mit dem gelübd erhalten kann, daß sie berürte 400 fl. ihrem Ehewirth unter seine Händ und Administration wirklich gegeben habe.

Ferner 13250 fl. als ihren Viertelkaufschillings von dem Gut Oberigling, sodann vermittelst gelübds wegen nächstangedeuteter 200 fl. geklagten Leikaufs.

Weiter 1500 fl. von der Nürnbergischen und endlich (auf vorgehend ebenmessig angeloben als nächst gemeldet) 260 fl. von der Sulz'schen schuld herrürend.

Beneben will ein E. Gericht mehr gedachte Frau Math. Welserin wie nit weniger die übrigen hie vorgesetzten Creditores, da sie ihre zuerkannten praetensiones von dem jenigen Vermögen, darauf sie gewiesen sein, nit contentiert werden sollen, um den Abgang mit andern gemeinen Currentgläubigern bei gemeiner Masse in subsiduum anzustehen hiemit gelassen haben, jedoch auf vorgehende beweisung, daß soviel, als eines jeden abgang belauffen mag, in den Welserschen Handel kommen sei.

Vor solchen Chyrographariis und gem. Currentgläubigern ist noch ferner von der drei Welser übrigem Vermögen völlig zu befriedigen Syndicus eines Ers. Rats dieser Stadt mit 14000 fl. Capital zusamt ausstendigem Interesse.

Da dann nach Entrichtung erzälter Posten an obstehendem ganzem Welserschen Vermögen noch was per resto verbleiben sollte, in demselben allem und jedem, will ein E. Gericht pro rata mit und neben einander zugelassen haben:

Die Abraham Wild'schen Erben, auf vorgehende Liquidation des geklagten unterkaufs der 154 fl. 24 kr., — Der übrigen praetension halber aber, so zu des Math. Welsers absonderlichen guettern beschehen, sind sie an das Reichspfennigmeisteramt hiemit gewiesen:

a) die fremden Gläubiger:

	fl.	kr.
J. Barvitius auf ratification mit	3644	30
Lenhard Dillherr	25000	—
Ferd. Dillherr	2000	—
Bottini u. Guinigi von Lucca, sovil liquidirt mag werden . . .	9687	12
Freialtenhofer in Köln	2000	—
Kais. Rat And. Hannewald sambt Interesse zu 5%	77000	—
Gottf. Hertl	4000	—
Albrecht Behem mit vorbehalt	16270	—
Kardinal Madruzz	406Duk.	
Albrecht Mechtl sambt Interesse zu 5%	7000	—
Christ. Eisvogel in Venedig	10000	—
Math. Lang in Anttorf	2873	—
Thom. Lebzelter in Leipzig	2450	—
Hans Teufels Erben in Prag	2682	—

b) die einheimischen Gläubiger:

		fl	kr			fl	kr
Dav. Greiner u. Keufl	mit	143	30	Hans Christ. Fleckhaimer	mit	1500	—
Daniel Behmer . .	„	6945	—	Salomon Grötzinger .	„	2882	—
Jörg Christel . . .	„	2310	—	Hans Heel	„	11600	—
Max Crons Erben .	„	1100	30	Hans Huepher . . .	„	7000	—
Jak. Krell	„	1732	30	Lorenz Krafters Erben auf bescheinung .	„	1732	30
Friedrich Endorfer .	„	2500	—	Anton Krafter . . .	„	2079	—
Caspar Erhart . . .	„	2000	—				
Christof Fesenmayr .	„	4872	—				

		fl	kr
Frau Corona Langenmantel	„	7 209	52
Karl Langenmantels Sohn	„	2 000	—
M. Lederers Erben	„	3 075	—
Melchior Langenmantel	„	1 000	—
Barth. May	„	16 000	—
Dr. M. Mayr	„	2 310	—
Gabr. u. Mich. Miller wegen erwiesener wechsel	„	6 703	38
Nik. Motterer	„	1 200	—
Conr. Peutinger	„	2 000	—
Frau Bernhard Raihingin	„	5 737	11
Bernhard Rehlinger	„	3 000	—
Frau Wolf. Heinr. Rehlinger	„	500	—
Hans Christ. Rehlinger auf angeloben	„	4 000	—
Hans Jak. Rembold	„	8 741	49

		fl	kr
Seb. Roths Pfleg.	mit	1 500	—
And. Scheler	„	5 787	30
Joh. Stenglins Erben	„	5 800	—
Bischöflich Rentmeister auf gelübd	„	80	7
Hauptm. Karl Rembold	„	1 500	—
Dav. Rieder mit 600 Duk.		897	—
D. Thenns Erben	„	5 000	—
Dr. H. Wagner	„	4 000	—
Jörg Waiblingers Pfleg	„	2 800	-
Dav. Welser	„	3 015	35
Anton Welser auf bescheinung	„	6 500	—
Welserische Stiftung oder Donation der Frau Lauginger (doch soll dieser Posten aus den Welserschen Büchern bescheint werden)	„	2 694	55
Haupt. Jul. Welser	„	1 000	—

Julius Welser, Hauptmann auf bescheinung am 2000 fl. Fidei-Commiß dergestalt, daß die Welserschen Curatores diejenige Summe, welche dem angezogenen Fideicommiß für obstehende 1000 fl. bei der Exekution pro rata treffen wird, bis auf begebenden fall und in eventum conditionis an sicheren orten anlegen, inmittelst aber die nutzung davon denjenigen gläubigern, welchen sie jure prioritatis gebüren wird, zugehen und erfolgen lassen.

	fl	kr
Summe der Guthaben der fremden Gläubiger	168 000	—
„ „ „ „ Augsburger Gläubiger	153 654	—
„ „ „ „ Stadt Augsburg u. Ehefrauen der Welser	82 346	—
„ „ „ des M. Fugger u. Gebrüder	125 069	32
Summe der Passiva	529 069	32

Sonsten ist hiemit denjenigen Parteien allen und jeden, welchen vermög dieser Urteil eins oder anderes zu erweisen oder zu vollbringen obliegt, zu wirklicher Erstattung oder Vollziehung desselben Zeit 3 Monat endlich bestimmt und angesetzt.

Publiz. Donnerstag den 13. Dezembris anno 1618.

Une dernière compagnie de l'ancien régime: la compagnie royale d'Afrique (1741–94)[1].

Par

P. Masson.

I. Organisation et direction de la compagnie.

La seconde moitié du XVIII[e] siècle fut peu favorable à l'éclosion de grandes compagnies privilégiées: d'un côté, l'influence de plus en plus puissante des nouvelles idées économiques s'opposait à la concession de monopoles; de l'autre, les échecs répétés des compagnies en France commençaient à décourager les actionnaires. Nulle part, la suite des insuccès n'avait été plus longue et plus ininterrompue que sur la côte Barbaresque. Depuis l'acquisition des Concessions d'Afrique, en 1560, vingt compagnies, peut-être, s'étaient succédé pour les exploiter; toutes avaient fini par une liquidation malheureuse, après avoir éprouvé de grosses pertes. Cependant la compagnie royale d'Afrique se constitua en 1741; non seulement elle put se maintenir pendant plus de cinquante ans, mais, exception bien rare, sinon unique, parmi toutes les compagnies de l'ancien régime, elle conquit une prospérité solide que la Révolution seule lui fit perdre. Son histoire est donc particulièrement intéressante. Déjà les économistes de la fin du XVIII[e] siècle, au milieu du conflit des doctrines, avaient trouvé dans son succès matière à discussion.

Nous n'avons pas de renseignements sur les négociations qui amenèrent la constitution de cette célèbre compagnie, mais elle fut

1) Cet article est extrait des chapitres consacrés à cette compagnie dans une Histoire des établissements et du commerce français dans l'Afrique Barbaresque, qui va paraître incessamment. L'appareil des notes a été supprimé. Les Archives de la compagnie royale, conservées aux Archives de la Chambre de commerce de Marseille, ont été la principale source.

formée tout autrement que celles qui l'avaient précédée. Bien que l'échec de la compagnie Auriol (1730—41) n'eût pas été aussi complet que celui des premières compagnies d'Afrique, il ne pouvait cependant pas encourager les négociants de Marseille à renouveler une entreprise dont les résultats, depuis plus d'un siècle et demi, avaient toujours été décevants. Ils montrèrent donc peu d'empressement à risquer leurs capitaux et ce fut à Paris que le ministre, Maurepas, dut chercher et trouver des actionnaires.

Cependant, bien que le capital jugé nécessaire fût relativement modeste, le nombre des souscripteurs parisiens restait insuffisant. D'un autre côté, la compagnie des Indes elle-même avait reconnu la nécessité d'établir à Marseille la direction de l'exploitation des Concessions et de la confier à des Marseillais. Maurepas trouva une solution ingénieuse: puisque les négociants se dérobaient en particulier, il s'adressa au corps qui représentait l'ensemble des négociants, c'est à dire à la Chambre de commerce de Marseille, et lui demanda de prendre une part importante à la constitution du capital de la compagnie et à sa direction. C'était le plus grand hommage qu'il pouvait rendre à cette fameuse institution, il lui donnait ainsi le témoignage officiel que le gouvernement comprenait que c'était à elle en grande partie qu'était dû le relèvement du commerce de Marseille.

La Chambre ne montra pas beaucoup de hâte à se rendre à l'invitation du ministre et Maurepas lui écrivait, le 30 octobre 1740, pour l'encourager: «Il importe d'accorder la plus grande protection à la Compagnie d'Afrique, car les Anglais ne manqueraient pas de s'emparer des Concessions, au préjudice du commerce français, si on venait à abandonner les places du Cap Nègre et du Bastion de France». Dans cette lettre, le ministre avait nettement formulé les intentions du roi qui, pour la Chambre, à cette époque, étaient des ordres; celle-ci n'eut plus qu'à s'y conformer et prit, le 12 janvier 1741, une délibération par laquelle elle adoptait les propositions du ministre. C'est alors seulement que put être rendu l'édit du roi, portant établissement d'une compagnie royale d'Afrique, donné à Versailles le 22 février 1741.

La compagnie nouvelle était perpétuelle tandis que toutes les précedentes, sauf la compagnie des Indes, n'avaient obtenu, pour l'exploitation des Concessions, qu'un privilège limité à quelques

années. Son capital, de 1200000 livres, divisé en 1200 actions, était aussi plus considérable que ne l'avait été auparavant celui de toutes les autres compagnies d'Afrique. La Chambre de commerce de Marseille avait souscrit 300 actions et avait émis pour cela un emprunt de 300000 livres à 5 % d'intérêt. Celui des actions devait être de 6 % et la Chambre de commerce se portait garante de son paiement. Pour faciliter celui-ci à la compagnie, le roi lui accordait 40000 livres par an, pendant cinq ans, et ce fut encore la Chambre de commerce qui fut chargée de ce versement.

Suivant l'usage, l'édit stipulait le remboursement de 150000 livres à la compagnie précédente pour les Concessions d'Afrique, les meubles et les ustensiles qui s'y trouvaient; mais cette charge était rendue bien légère, car le paiement était ajourné après dix ans de possession et était ensuite échelonné sur dix autres années. Aucune compagnie antérieure n'avait été dotée d'aussi grands avantages. Pour mieux marquer le monopole exclusif accordé à la compagnie par l'édit de février, une ordonnance royale fut publiée le 25 août 1741 «portant défense à tous négociants français et étrangers, capitaines, patrons et commandants de navires avec pavillon de S. M., de faire charger, ni d'aller charger, dans les ports des Concessions de la compagnie d'Afrique aucuns fruits, denrées ou marchandises», à peine d'interdiction et de 500 livres d'amende.

Ce qu'il y avait de plus intéressant dans la constitution de la nouvelle compagnie, c'est le nouveau mode de régie qui fut adopté pour elle. Elle était déclarée royale et la Chambre de commerce avait pris une très grande part à sa formation; ce furent donc les représentants du pouvoir central et de la Chambre qui furent surtout chargés de sa direction. Les assemblées des directeurs de la compagnie durent, en effet, être présidées par l'inspecteur du commerce du Levant qui reçut pour cela 3000 livres. La Chambre y fut représentée par deux de ses députés qui prenaient rang immédiatement après le président. Cependant, il fallait aussi que les actionnaires prissent part à la direction: trois directeurs devaient, en effet, être choisis parmi ceux des intéressés qui avaient le plus d'actions et, parmi eux, l'assemblée des cinq directeurs eut à élire un directeur principal. Celui-ci était chargé des achats, des ventes, de la correspondance, en un mot de tout le détail de la direction,

mais il ne pouvait rien faire qu'en exécution des délibérations des assemblées des directeurs, qui devaient être tenues chez lui, au moins une fois par semaine. Ainsi, grâce au nombre de trois directeurs actionnaires, grâce au choix, parmi eux, du directeur principal, il semblait bien que les intéressés restaient maîtres de l'administration de la compagnie, mais, en réalité, le directeur principal se sentait sous la surveillance de l'inspecteur du commerce et des députés de la Chambre qui, en vertu de leur rang de préséance, donnaient les premiers leur avis dans les assemblées.

Les précautions introduites par Maurepas dans l'édit de création de 1741 ne restèrent pas lettre morte et un contrôle étroit fut exercé sur la compagnie jusqu'à sa disparition. Les assemblées des directeurs furent toujours tenues très fréquemment, plusieurs fois par mois, sinon toutes les semaines, comme l'éxigeait l'édit de création et les registres des délibérations, conservés aux Archives de la Chambre de commerce de Marseille, montrent que le directeur principal y donnait lecture de toute la correspondance qu'il recevait et qu'il tenait les autres directeurs au courant de tout le détail des affaires. L'inspecteur du commerce du Levant, la plupart du temps intendant de Provence, était trop chargé d'affaires pour présider effectivement toutes les séances de la compagnie, mais il y assistait très souvent et le résultat des délibérations lui était soumis. En dehors de ces assemblées, réunies dans la maison du directeur principal, les directeurs tenaient plusieurs fois par semaine dans la Loge, c'est à dire à la Bourse d'alors, des comités où ils réglaient des affaires de détail.

Le secrétaire d'Etat était minutieusement renseigné, de divers côtés, sur les opérations de la compagnie, par l'inspecteur du commerce, par le directeur principal, par le gouverneur de la Calle, par les consuls d'Alger et de Tunis. Cependant, il ne se trouvait jamais assez informé, et pressait souvent ses agents de le tenir mieux au courant. Outre le bilan annuel, que les directeurs lui adressaient régulièrement, ceux-ci devaient aussi lui faire parvenir, tous les trois mois, la copie de leurs délibérations et le ministre y tenait rigoureusement la main. C'est ainsi que, le 24 février 1748, Maurepas écrivait aux directeurs: «Je ne sais à quoi attribuer le silence que la compagnie affecte dans presque toutes ses opérations . . . mais je vous préviens que vous êtes comptables aux intéressés

et qu'il n'y a que le compte suivi que vous devez me rendre de vos délibérations qui puisse justifier votre gestion envers eux et devant le roi».

De son côté, la Chambre de commerce, intéressée plus que personne à la prospérité des affaires de la compagnie, ne cessa d'exercer un contrôle actif sur ses opérations. Le ministre l'excitait lui-même à la vigilance. En 1765, le duc de Praslin répondait à une lettre des échevins et députés, concernant les affaires de la compagnie: «Les motifs qui vont ont déterminés à en examiner la situation de plus près ne permettaient pas de différer le travail dont vous et les directeurs de cette compagnie m'avez remis le résultat... Je vous envoie la copie de ma réponse aux directeurs et je vous prie de veiller d'assez près aux opérations locales de la compagnie pour en maintenir le crédit». Grâce à ce double contrôle, l'administration des affaires de la Compagnie royale d'Afrique fut incontestablement bien meilleure qu'elle ne l'avait été pour les compagnies précédentes. Cependant, malgré toutes les précautions, elle fut loin d'être parfaite, si bien que sa constitution dut être modifiée.

Les inconvénients les plus graves furent ceux qui résultèrent des querelles entre les actionnaires de Paris et la direction établie à Marseille. Les actions souscrites à Paris en 1741 restèrent, en effet, entre les mains d'actionnaires parisiens: en 1739, il n'y avait en Provence que 73 actions, en dehors des 300 qui appartenaient à la Chambre de commerce; en 1760, quand on distribua de nouveaux titres aux actionnaires, comme on le faisait tous les cinq ans, il y eut 801 actions à Paris et 399 à Marseille.

Les actionnaires de Paris ne cessèrent de témoigner leur défiance vis-à-vis des directeurs et de demander à avoir une plus grande part à l'administration de la compagnie.

En 1749, ils obtinrent du ministre Rouillé la permission de déléguer l'un des leurs pour prendre connaissance de l'état des affaires. Ce fut d'ailleurs un négociant marseillais qui fut chargé de cette mission. Mais, en accueillant dans son sein le représentant des actionnaires de Paris, l'assemblée des directeurs prit ses précautions pour que l'influence de ceux-ci ne devint pas trop grande; aussi resta-t-elle très faible après 1750. Les actionnaires continuèrent donc leur campagne auprès du ministre; en 1753, ils furent autorisés

à lui présenter des observations sur les bilans adressés à la cour par les directeurs de Marseille, dans lesquels ils prétendaient relever de grandes irrégularités. En réalité, ces observations, faites sur les bilans de 1749 à 1752, n'eurent pas grande importance et, surtout, ne montrèrent pas l'intention des directeurs de dissimuler le véritable état des affaires de la compagnie.

Cependant, l'insistance des actionnaires de Paris finit par triompher auprès du ministre, Machault, qui leur accorda, en 1755, le droit de nommer le directeur principal: leur choix tomba sur le sieur Armeny de Benezet qui fut installé dans ses fonctions à Marseille, le 28 août 1755. Le choix était fort mauvais, comme l'événement le prouva, et le passé d'Armeny était loin d'offrir des garanties. En vain, la Chambre de commerce avait essayé de protester. Elle avait écrit à Machault, le 6 août, que la nomination faite à Paris sans son concours blessait essentiellement ses droits. Si la garantie du paiement du dividende était une grosse charge pour elle, ne lui donnait-elle pas un droit bien supérieur à celui des actionnaires de Paris?

Dès lors, la division régna dans les conseils de la compagnie, le nouveau directeur principal ayant contre lui les autres directeurs appuyés par l'inspecteur du commerce, jaloux de le voir chercher à annihiler son autorité, et par la Chambre de commerce. En 1757, le parti des adversaires remporta une victoire auprès du secrétaire d'état, de Moras, qui décida qu'à l'avenir la Chambre de commerce aurait quatre de ses députés, au lieu de deux, parmi les directeurs. L'année suivante, le ministre, fatigué par les doléances des deux partis, fit rendre, le 2 août 1758, au sujet de l'administration de la compagnie, un arrêt du conseil qui les mécontenta tous les deux. Devant les protestations, le nouveau secrétaire d'état, Berryer, suspendit l'exécution de l'arrêt, sans cacher aux directeurs combien on était mécontent à la cour des dissensions de la compagnie. «Tout ce que je puis vous repondre à présent, écrivait-il le 18 octobre 1758, aux représentations que vous m'avez adressées le 4 de ce mois, c'est qu'elles m'ont fait voir avec peine les dicussions dans lesquelles je suis obligé d'entrer pour rétablir dans la direction de la Compagnie d'Afrique la tranquillité et l'ordre qui auraient dû en faire le fondement.»

Cependant l'administration d'Armeny de Benezet n'était rien

moins qu'heureuse et l'état des affaires de la compagnic empirait de jour en jour. Il finit par soulever contre lui le mécontentement des actionnaires de Paris, aussi bien que de ceux de Marseille. Dès que le duc de Praslin fut nommé au ministère de la marine, il s'inquiéta de la situation qui lui était révélée. Le 11 mars 1765, il écrivait à l'intendant de la Tour, inspecteur du commerce, qu'il était persuadé qu'il y avait des vices dans l'administration de la compagnie et, sa conviction devenant de plus en plus nette, malgré les efforts faits pour le tromper, il affirmait, le 13 janvier 1766, que la direction des affaires avait été «négligée jusqu'à l'indécence et, peut-être, abandonnée aux opérations arbitraires d'un seul homme». En juillet 1776, les actionnaires de Paris obtinrent du ministre la permission de lui faire des représentations et de désigner un négociant de Marseille, Barthélemy Martin, pour entrer dans le conseil des directeurs avec pouvoir de faire, dans les bureaux de la compagnie, toutes les recherches utiles pour connaître les causes du mauvais état des affaires. Enfin, Armeny fut destitué par le ministre, le 3 septembre 1766, et Martin fut mis à sa place. L'intendant, de la Tour, exprimait l'opinion générale quand il écrivait à Praslin, le 2 octobre: «le sieur Martin, que vous avez établi directeur, est un excellent sujet; il joindra l'intelligence; il est d'ailleurs négociant, qualité qui manquait à son prédécesseur, et il y a lieu de concevoir les meilleures espérances de son exercice.» Non seulement Armeny laissait les affaires de la compagnie en très mauvais état, mais on découvrit bientôt dans sa gestion de graves irrégularités qui le firent arrêter.

Au sortir de ces longues dissensions, on sentit le besoin de fixer de nouveau nettement l'administration de la compagnie, d'établir des règles plus strictes que par le passé et de suivre les principes d'une rigoureuse économie. Le directeur principal, Martin, conféra plusieurs mois avec les autres directeurs pour élaborer les règlements de 1767 qui reçurent l'approbation de l'intendant, puis du ministre, et restèrent en vigueur jusqu'à la Révolution. L'article 1 modifiait profondément la constitution donnée à la compagnie par l'édit de 1741. «Les affaires de la compagnie, y était-il dit, seront régies et administrées par l'inspecteur du commerce du Levant qui présidera les assemblées à Marseille, par quatre députés de la chambre, par l'archivaire de la dite chambre et par le directeur

principal.» Ainsi les actionnaires n'étaient plus représentés dans la direction que par le seul directeur principal dont l'action, il est vrai, était capitale; mais il avait à compter dans les assemblées avec le contrôle tout puissant des cinq représentants de la Chambre de commerce qui obtenait ainsi, indirectement, la véritable direction de la compagnie, comme elle le cherchait depuis longtemps. D'autres articles précisaient les attributions du directeur principal, mais aucun ne concernait son élection, comme si on n'avait pas osé trancher les prétentions des actionnaires de Paris et des Marseillais. En fait, le nouveau directeur principal, Martin, négociant de Marseille, fut nommé par les actionnaires de Paris et accepté par la Chambre de commerce. Il n'y eut plus ensuite qu'une seule élection, à sa mort, en 1776. Les anciennes querelles étaient alors oubliées; les actionnaires de Paris n'avaient qu'à se louer de la gestion des directeurs, aussi laissèrent-ils ceux-ci choisir le dernier des directeurs principaux, Bertrand, conformément à l'édit de 1741, sans prendre aucune part à l'élection.

Sous la direction de Martin, les affaires de la compagnie changèrent complètement de face et atteignirent un degré de prospérité qu'elle n'aurait jamais osé espérer. L'opinion publique attribuait en grande partie cette prospérité à la bonne administration de la compagnie comme on le voit par le passage suivant d'un mémoire de 1775: «La compagnie doit cet état florissant aux soins qu'on a pris de conduire toutes les opérations privées de la compagnie sur les principes d'une compagnie commerçante, de rendre son administration économe, fidèle et exacte, tant en France qu'en Barbarie . . . Le gouvernement ne s'est jamais mêlé de la manutention de son commerce qui est entièrement entre les mains des directeurs représentant la compagnie.»

Dans cette dernière période de son histoire, on ne trouve plus aucune trace des dissensions qui avaient troublé la compagnie pendant les vingt premières années de son existence. L'intervention des actionnaires de Paris avait si mal réussi qu'ils auraient eu peu de chances d'être bien accueillis à la cour, s'ils avaient renouvelé leurs plaintes et leurs cabales contre la direction établie à Marseille. Ce ne fut pas l'un des moindres services rendus à la compagnie par l'heureuse influence de la Chambre de commerce que de l'avoir délivrée de ces querelles qu'on retrouve, à chaque pas, dans

l'histoire des anciennes compagnies françaises de commerce et qui furent l'une des causes principales de leurs échecs répétés.

Entre autres mérites, la direction de la compagnie royale d'Afrique eut celui d'être économique. D'après l'édit de création, le directeur principal devait être payé 12000 livres, mais il était chargé du loyer du bureau de la compagnie, du paiement du caissier et de tous les commis, en un mot de tous les frais d'administration à Marseille. Le président de la compagnie, représentant du roi, devait recevoir 3000 livres; quant aux autres directeurs, aucun émolument ne leur était attribué.

Les règlements de 1767 interdirent absolument au directeur principal de faire du commerce pour son propre compte. Comme compensation, on lui alloua 2 % sur les profits que ferait annuellement la compagnie. A partir de 1771, le directeur principal, Martin, reçut en récompense de ses services une gratification annuelle de 4000 livres; en 1775, on lui accorda une pension de 3000 livres; le bon état des affaires de la compagnie permettait alors et justifiait cette libéralité. Quelques années après, le successeur de Martin se plaignit que, par suite de la diminution du commerce et des bénéfices de la compagnie, son «état personnel se trouvait réduit à 8000 livres par an, ce qui n'était point suffisant pour vivre à Marseille d'une manière décente, conforme à son état.» La compagnie prit alors à sa charge, en 1783, tous les frais de bureaux de la direction. Deux ans après, sur la demande de la majorité des actionnaires, les directeurs votaient, à l'unanimité, une pension viagère de 3000 livres au directeur principal, Bertrand.

Dans les dernières années de la compagnie, les appointements des neuf commis des bureaux s'élevaient environ à 9000 livres. Quant au loyer des bureaux, une délibération du 19 août 1785 nous apprend que le bail passé avec le chevalier de Beausset était prolongé pour neuf ans, à raison de 3300 livres.

Rien n'avait été modifié en ce qui concernait les autres directeurs; les soins qu'ils apportaient aux affaires de la compagnie étaient entiérement bénévoles. En 1773, le ministre leur permit d'imiter la Chambre de commerce en faisant frapper des jetons d'argent destinés à être distribués à ceux qui assisteraient aux assemblées et à les récompenser de leur assiduité. Les directeurs renoncèrent, quelques années après, à la distribution de ces

jetons, quand la Chambre de commerce y renonça elle-même, en 1786.

En définitive, les frais de direction étaient montés de 12 000 livres à 27 300, en 1789, mais ils restaient encore peu élevés. Qu'était cette somme si on la compare aux dépenses d'administration de la plupart de nos compagnies actuelles? Ordre et économie, tels sont les deux mots par lesquels on peut caractériser la gestion de la dernière des compagnies d'Afrique. Ces deux qualités qui avaient manqué, la plupart du temps, à celles qui l'avaient précédée, nous venons de les constater en étudiant son organisation et sa direction; elles frappent davantage encore quand on étudie les efforts de la compagnie pour améliorer l'exploitation des Concessions d'Afrique.

II. Administration des Concessions d'Afrique.

L'année même où s'était constituée la Compagnie royale, les Tunisiens avaient détruit le vieil établissement français du Cap Nègre. Pendant toute son existence elle essaya en vain de rentrer en possession de ce comptoir où les compagnies précédentes avaient fait souvent des opérations fructueuses. Elle tenta sans grand succès d'en créer d'autres dans l'île de Tabarka ou à Bizerte et le privilège exclusif de la pêche du corail dans les mers de Tunis qu'elle obtint du bey, par les traités de 1768, 1770 et 1781, ne lui fut pas d'une grande utilité. En définitive, la Compagnie royale n'eut d'établissements que sur la côte orientale de la régence d'Alger et c'est là seulement qu'elle fit un commerce important. Elle se borna à conserver les anciens comptoirs et à les entretenir dans l'état où elle les avait trouvés, sans y apporter des transformations que la méfiance des Turcs aurait d'ailleurs rendues difficiles. Même, au XVIII[e] siècle, le nombre des comptoirs français était moins grand qu'au XVII[e], puisque le Bastion et le Cap de Rose avaient été abandonnés en même temps, en 1677, le premier à cause de son insalubrité, le second par ce que le commerce était insuffisant pour la dépense qu'il occasionnait.

Ainsi, les Concessions d'Afrique étaient réduites à trois établissements fixes, à la Calle, à Bône et à Collo. Celles-ci étaient même restées des villes exclusivement indigènes et n'eurent jamais de colonie française. Les compagnies se bornaient à y louer une maison qui servait de magasin et de logement

pour les quelques employés du comptoir. Deux siècles après que Bône était devenue pour elles le principal port de chargement des blés, l'embarquement de ceux-ci n'était facilité par aucune installation. La Calle, en partie ville indigène aujourd'hui, n'était, au contraire, alors, peuplée que de Français. Par l'importance de ses constructions, par le nombre de ses habitants, la capitale des Concessions d'Afrique était une véritable petite colonie. Sur une presqu'île malsaine, les compagnies d'Afrique avaient successivement élevé d'importantes constructions, dont les voyageurs du XVIII[e] siècle nous ont laissé des descriptions minutieuses. Avec son air de forteresse, avec son enceinte et ses forts, avec ses rues tirées au cordeau et bien pavées, la place ne manquait pas d'une certaine allure. A diverses reprises il fut question de créer un comptoir à Stora, surtout pour empêcher le commerce qu'y faisaient les interlopes et particulièrement les Anglais, mais le projet ne fut jamais exécuté. Ce port, comme tous les autres compris dans l'étendue des côtes dont le commerce avait été concédé exclusivement aux compagnies françaises, tels que Tarcut (Tekouch), Djidjelli, Bougie, reçut seulement de temps en temps la visite de leurs navires.

L'organisation des Concessions ne fut modifiée que dans le détail par la Compagnie royale. Elle était restée, d'ailleurs, à peu près la même, peut être depuis l'époque de Richelieu. Les diverses compagnies qui s'étaient succédé pour les exploiter conservaient non-seulement la même forme d'administration, mais souvent les mêmes agents. A la tête des Concessions était placé le directeur général, gouverneur de la Calle. Cet officier, nommé, comme tous les autres, par l'assemblée des directeurs de Marseille, avait des attributions multiples et une grande responsabilité. Il devait veiller à la sécurité des comptoirs, et, pour cela, entretenir de bonnes relations avec le bey de Constantine et avec les chefs arabes du voisinage; dans ce but, il lui était particulièrement recommandé d'être bien informé des lismes qui étaient dues, de la date de leur paiement, et de faire opérer bien exactement les versements en sa présence par le drogman de la Calle. Il était responsable du maintien du bon ordre et de la discipline dans tous les comptoirs, mais particulièrement à la Calle. Ce qui devait solliciter le plus son attention c'était «la manutention de la place de la Calle dans laquelle il fallait introduire la plus grande économie». La

compagnie devait être minutieusement tenue par lui au courant de tout ce qui se passait à la Calle et il rédigeait à cet effet un journal, qu'il envoyait chaque année à Marseille.

Le gouverneur avait, en outre, une grande part à la direction des affaires commerciales. C'était lui qui opérait les achats et les ventes d'après les ordres de la compagnie. C'était d'après ses avis que les directeurs de Marseille nolisaient des bâtiments pour aller charger les denrées enfermées dans les magasins de la Calle. Il avait spécialement à surveiller la pêche du corail, plus importante, dans ce comptoir, que les opérations commerciales.

Les deux premiers directeurs généraux des Concessions reçurent des appointements de 3000 livres par an; mais, depuis 1743, ils n'eurent plus que 2000 livres. Une délibération du 6 avril 1745 leur accorda, en outre, une part dans les bénéfices de la cantine, c'est à dire de la vente des denrées et boissons, faite aux employés de la Calle ou aux indigènes qui y venaient. La cantine devait être tenue par une personne nommée par le gouverneur. Les deniers qui en provenaient étaient déposés dans une caisse à deux clefs et répartis ensuite entre le gouverneur et les principaux employés suivant leur grade, après avoir prélevé le prix payé par la compagnie pour les fournitures. Le vin était le principal article de consommation et celui qui donnait le plus de bénéfices. On affirmait en 1759, que, pendant les quinze premiers mois de sa direction, Mr. Don, gouverneur de la Calle, avait dû gagner sur la cantine 10 334 livres et celui-ci reconnaissait plus tard qu'elle lui avait rendu jusqu'à 4000 livres par an. Aussi la compagnie décida de s'en réserver les bénéfices. En compensation, le règlement de 1767 attribuait au gouverneur 4000 livres d'appointements. En outre, il devait recevoir 10 livres par caisse de corail qu'il ferait passer à Marseille. «Ainsi il serait excité par son intérêt particulier à chercher tous les moyens pour augmenter et améliorer cette branche intéressante du commerce de la compagnie, à maintenir le bon ordre parmi les patrons corailleurs et à empêcher les vols et la contrebande; plus cette gratification serait forte et plus la compagnie profiterait.»

Après le gouverneur, la place de la Calle possédait 12 autres officiers de la compagnie. Quatre d'entre eux: l'inspecteur, le chancelier, le caissier, le garde-magasin, étaient placés au-dessus

des autres: ils recevaient, d'après de réglement de 1767, 300 et 600 livres par an.

L'inspecteur de la Calle devait suppléer le gouverneur et veiller à l'exécution de ses ordres dans toutes les parties de l'administration. «Il aura toujours sous les yeux, disent les Instructions de 1767, un registre à colonnes et par lettre alphabétique, concernant le nom, l'âge et les fonctions de tous les habitants de la Calle, pour rendre compte de leur conduite et opérer, avec plus de connaissance de cause, les remplacements ... Il veillera avec la plus grande attention aux différents travaux . . . Il sera chargé de visiter tous les jours l'hôpital pour rendre compte au gouverneur du traitement que reçoivent les malades, régler le nombre des infirmiers . . .»; en un mot, il devait remplacer le gouverneur pour tous les détails de la bonne police de la place, dans lesquels celui-ci ne pouvait entrer.

Le chancelier remplissait le même office que ceux des consulats de France à l'étranger: il faisait les fonctions de notaire et de greffier, rédigeait tous les actes, toutes les conventions, toutes les procédures, sous la dictée du gouverneur; il recevait les dépôts d'argent. En outre, il s'occupait de la comptabilité de la place et tenait «le brouillard et le grand livre des écritures».

Le garde magasin était obligé de veiller à la conservation de toutes les denrées et marchandises qui venaient à la Calle; «il était chargé d'acheter la cire et les cuirs et de fournir au vendeur un billet numéroté sur le caissier ... finalement, il devait fournir, tous les mois, un Etat d'entrée et de sortie de toutes les denrées, marchandises et effets qui étaient dans les magasins.»

Après ces quatre officiers, venaient le commis aux vivres, le commis à la boutique, le commis à la chancellerie, le commis à la mesure; le premier recevait 400 livres et les autres 300 seulement.

La boutique était le magasin de vente des marchandises d'Europe exportées en Afrique; le commis qui y était préposé remplissait pour la vente un rôle analogue à celui du garde magasin pour les achats.

Le commis aux vivres était chargé de garder les fournitures de toutes sortes nécessaires à l'alimentation de la petite colonie, de veiller à la fabrication du pain, à l'exacte distribution des vivres; c'était l'économe de la communauté.

Les commis à la mesure, disent les instructions de 1767, «sera très exact à se porter au bazar toutes les fois qu'il y aura du blé à mesurer; il examinera la qualité du blé qui se présentera pour éviter qu'il n'en soit mis d'humide ou chargé de pierres, pailles, terre etc.» Il était donc chargé de la réception des denrées, blé, orge, fèves, à leur entrée dans les magasins de la Calle.

Les quatre autres officiers ne participaient pas à l'administration de la place: c'étaient le drogman, payé 600 livres, le chirurgien major, 500, et les deux aumôniers, 400 livres chacun.

Le drogman, outre ses fonctions d'interprète devait profiter de sa connaissance de la langue arabe pour entrer en relations avec les indigènes et exercer sur eux une influence heureuse: «Il s'occupera, disent les instructions, à connaître les Maures qui fréquentent la Calle et distinguera, par beaucoup de prévenances et d'affabilité, ceux qui mériteront de la considération et que l'intérêt de la compagnie exigera de ménager; il s'en attachera quelques-uns pour être avisé par eux de ce qui se passera à la Montagne ... Il se méfiera des Maures et se tiendra toujours sur ses gardes quand il s'agira de solliciter le gouverneur de leur accorder des demandes, sans motifs fondés ni justice ...»

«Le drogman, ayant la police sur les Maures et étant souvent choisi pour être l'arbitre de leurs différends, ne décidera jamais rien de quelque importance sans en avoir fait part au gouverneur et pris son avis, et ce sera en vue de s'attirer la considération et la confiance des Arabes que le drogman étudiera les lois et les coutumes du pays.»

Le chirurgien major était placé à la tête de l'hôpital de la Calle où venaient se faire soigner les malades de toutes les Concessions. En outre, il lui était permis de se faire une clientèle auprès des indigènes: il était souvent appelé dans la «montagne» par les chefs du voisinage et même à Constantine par le bey ou ses officiers. C'était pour lui une source importante de bénéfices, en même temps que la compagnie y voyait un moyen d'accroître son influence. Cependant, elle eut parfois à se plaindre que le chirurgien de la Calle négligeât son service en faveur de sa clientèle exotique, et même qu'il dissipât, pour l'usage de celle-ci, les drogues qui lui étaient fournies pour l'hôpital. Dans les Instructions données au gouverneur, en 1777, il lui était recommandé de veiller

à cet abus: «La compagnie entend, y était-il dit, que l'emploi des drogues ne se fasse que pour les malades de la place et, lorsque les chirurgiens seront appelés à la Montagne et qu'ils auront besoin de ces drogues, l'intention de la compagnie est qu'ils les paient à à l'hôpital.»

Telle était la composition de l'état major de la Calle, en 1741, et telle elle resta jusqu'à la Révolution; les émoluments restèrent aussi les mêmes, sauf que la compagnie accorda à ses officiers 3 % sur les bénéfices de la versure [1]), parfois très considérables, proportionnellement à leurs appointements.

La compagnie n'avait d'officiers que dans les deux autres comptoirs de Bône et de Collo; les agents de ces deux postes n'étaient pas à la tête d'une véritable colonie, comme le gouverneur de la Calle; leur rôle était exclusivement commercial. L'agent de Bône était particulièrement chargé d'assurer la traite des blés qui se faisait surtout par ce port. Il devait en assurer l'extraction chaque année, en traiter le prix avec le bey de Constantine. «C'est dans cette négociation importante, lit-on dans les Instructions données à l'agent en 1779, qu'il doit apporter tous ses soins à ménager les intérêts de la compagnie et à ménager le prix d'après les avis de la valeur de la denrée. Cette affaire est celle qui demande le plus d'habileté de la part de l'agent.» Chaque année, l'agent devait faire un voyage à Constantine pour régler les comptes de la compagnie avec le bey. L'agent de Bône était considéré comme le second officier de la compagnie; en cas de décès du gouverneur de la Calle, il devait s'y rendre pour prendre provisoirement en mains la direction et, à plusieurs reprises, il passa définitivement au poste principal.

L'agent de Collo, moins important, avait besoin de beaucoup de fermeté et de tact, car il vivait au milieu d'une population particulièrement difficile: l'achat des cuirs était l'objet principal de ses soins.

Chacun de ces deux agents recevait 800 livres d'appointements fixes, mais ils jouissaient, comme le gouverneur de la Calle, d'un casuel plus ou moins important.

---

1) C'était l'excédent des grains, la bonne mesure, donnée par les indigènes, en sus de ce qui leur était payé.

Le comptoir de Bône ne comprenait que trois autres officiers, le caissier et le chancelier, payés 400 livres, et le garde magasin qui n'en touchait que 300; l'agent de Collo n'avait avec lui qu'un commis à 400 livres: tous se partageaient un casuel pris sur les bénéfices des opérations du comptoir. Dans les trois comptoirs, les officiers devaient manger à la table du gouverneur ou de l'agent ainsi qu'il était d'usage pour les officiers des consulats dans les échelles du Levant. Quant aux meubles, une convention de 1747 nous apprend que l'agent de Bône devait prendre à sa charge tous les meubles de la maison, évalués à 461 piastres, et qu'il en rembourserait le montant en 5 ans à la compagnie; son caissier et son chancelier devaient à leur tour lui acheter ceux de ces meubles dont ils auraient besoin et les lui payer aussi dans l'espace de 5 ans.

Ainsi, l'état major des Concessions était composé de 19 officiers qui coutaient à la compagnie, en émoluments fixes, 13100 livres seulement. Grâce à l'heureuse combinaison qui leur assurait un casuel sur les opérations commerciales, tous étaient intéressés à leur développement. D'un autre côté, ils étaient préparés à bien remplir leurs postes par leurs passages dans les postes inférieurs ou par un séjour dans les bureaux de Marseille; souvent même, entrés de très bonne heure au service de la compagnie, ils n'arrivaient aux postes principaux qu'après une longue initiation. On tenait particulièrement à ce qu'ils connussent l'arabe.

D'ailleurs, de même que le personnel des consulats du Levant se recrutait, au XVIIIe siècle, dans un certain nombre de familles où les enfants se préparaient à remplacer leurs pères ou leurs parents, de même, comme le montrent de nombreux exemples, les fils des officiers de la compagnie entraient aussi à son service et occupaient les postes des Concessions. Grâce aux traditions suivies par la compagnie, ou peut dire que les Concessions eurent à leur tête des officiers expérimentés, sinon toujours habiles et honnêtes.

Il faut aussi compter au nombre des officiers de la compagnie d'Afrique ses agents à Alger et à Tunis. Ils ne participaient pas à l'administration des Concessions et ne s'occupaient guère d'opérations commerciales, mais leur rôle était très important, car ils représentaient la compagnie auprès des Puissances Barbaresques dont dépendait tout son commerce et la défense de ses intérêts exigeait d'eux une grande vigilance. «L'agence d'Alger, disaient

les Instructions données à l'agent Duteil en 1742, est une place très essentielle et qui demande, dans la personne qui la remplit, une très grande attention, beaucoup d'exactitude et de la politique ... Il doit être exact au paiement des lismes pour lequelles on lui fournit toujours des fonds et quand, par des cas qu'on ne peut prévoir, il en manquerait, il usera des ressources dont ont fait usage ses prédécesseurs.»

Les officiers de la Calle avaient sous leurs ordres un personnel nombreux et pas toujours facile à diriger. Leur nombre et leurs appointements pouvaient varier; l'assemblée des directeurs «pouvait faire à ce sujet les changements convenables sur les avis du gouverneur de la Calle». Au moment où les affaires de la compagnie étaient en fort mauvais état, et où l'on sentait le besoin de faire des économies, on trouva que le nombre des employés de la Calle était trop grand, il était de 207; le réglement de 1767, inspiré par le duc de Praslin, fixa leur nombre à 147 et en donnait le détail. «Il ne sera nommé, disait l'article XI, d'officiers, soldats, ouvriers et autres employés, dans les comptoirs des Concessions, pour l'administration de la compagnie, que suivant l'état ci après.» Mais, dans les années qui suivirent, la compagnie ayant rétabli ses affaires, ne respecta pas ce réglement et on vit, par exemple, qu'en janvier 1780, le nombre des gens de la place de la Calle était de 224 [1]).

Le réglement de 1767 prévoyait un personnel de six domestiques, maître d'hôtel, cuisiniers et marmiton, attachés au service des officiers. A la pharmacie étaient employés deux seconds chirurgiens, deux infirmiers, un économe et un cuisinier. On désignait sous le nom de mistrance ou maistrance l'ensemble des artisans et ouvriers attachés au comptoir. Huit d'entre eux étaient occupés à la construction ou à la réparation des bateaux corailleurs; trois travaillaient au moulin, sept à la boulangerie, deux à la réparation des bâtiments, quatre à la forge. La maistrance comprenait encore douze ouvriers divers, voilier, charron, barrillat, menuisier, boucher, jardiniers, garde cochons, palefrenier, pêcheur, aide aux vivres et aux magasins et enfin un cuisinier. Quatre blanchisseurs, sans salaires de la compagnie, étaient à la disposition des employés.

1) Sans compter les pêcheurs de corail, liés à la compagnie par un contrat spécial. L'organisation de la pêche demanderait une étude à part. En 1780, la compagnie avait à son service 185 corailleurs français et 80 corses.

La colonie comprenait encore 26 frégataires dont le nom désignait fort mal la fonction. Leur service consistait à alimenter la place de bois et de foin qu'on allait chercher dans les environs: dix charretiers, ayant à leur tête un maître charretier, étaient sans cesse occupés au transport des bois; les quinze frégataires proprements dits leur servaient d'escorte ou bien ils assuraient la sécurité du troupeau de moutons qui servait à l'alimentation en viande fraîche de la Calle et qu'on menait paître aux alentours; l'état de 1780 comptait quarante-cinq frégataires, dont une partie étaient des indigènes. On employait particulièrement ceux-ci à des corvées à l'intérieur, telles que charger les bâtiments, transporter le blé dans les magasins, nettoyer le port.

Tandis que les frégataires servaient souvent d'escorte au dehors de la place, les soldats restaient généralement à l'intérieur, pour la défendre d'une surprise. La petite garnison de la Calle comptait, en 1767, 30 soldats, 1 fifre, 1 tambour, 4 caporaux et un capitaine d'armes; en 1780, les soldats étaient au nombre de 46. La distinction s'effaça d'ailleurs, peu à peu, entre les soldats et les frégataires qui furent employés à des besognes analogues.

Les soldats et les frégataires étaient les moins rétribués des employés de la Calle; ils ne recevaient que neuf livres par mois, Il était, paraît-il, difficile d'en trouver à ce prix et leur solde fut portée, en 1751, à 12 livres; alors il y en eut trop qui se présentèrent; elle fut abaissée de nouveau à 9 livres, en 1759. Ils recevaient en outre une ration journalière de deux livres de pain, d'une livre de viande et d'un pot de vin, moyennant quoi ils s'engageaient à rester trois ans au service de la compagnie.

Enfin, la compagnie avait à la Calle un bateau de service appelé frégate, monté par huit hommes, qui servait à assurer les communications avec les autres comptoirs et à donner de leurs nouvelles.

L'entretien des comptoirs et du nombreux personnel qui y vivait était une lourde charge pour la compagnie. Les dépenses d'exploitation étaient multiples et la variété de leur détail exigeait une vigilance incessante pour établir et maintenir une bonne économie. C'étaient en effet les gaspillages qui avaient, en partie, causé la ruine des compagnies précédentes. La seule dépense fixe et qui ne pouvait donner lieu à aucune surprise était celle des appointe-

ments des employés. Dans le projet de création de la compagnie on les évaluait, en 1741, à 25496 livres pour la Calle; depuis 1767 jusqu'à la Révolution ils varièrent autour de 35000 livres.

Mais la compagnie était chargée, en outre, de la nourriture de la petite colonie, du logement, de la fourniture des meubles et ustensiles et c'était là que les gaspillages et les malversations étaient à craindre. Il fallait encore ajouter les dépenses de l'hôpital pour lequel elle fournissait gratuitement les meubles, ustensiles, linges, drogues et médicaments. Enfin, on comptait à part l'achat et la nourriture «des boeufs pour le charroi, des mulets pour les moulins à sang, des bourriques pour le transport de l'eau, du blé et de la farine, des mules pour les différents moulins», l'achat et l'entretien des charrettes pour les transports, les fournitures pour les réparations des bâtiments, pour la construction et le radoub des bateaux corailleurs, les armes et les munitions pour la garnison: il n'était pas moins difficile de surveiller des dépenses de cette nature.

Aussi la compagnie résolut-elle sagement de renoncer à la régie directe des comptoirs et de recourir au système de l'adjudication pour la nourriture et l'entretien de ses employés et pour les fournitures de toutes sortes. Un bail fut en effet conclu pour six ans avec trois entrepreneurs de Marseille, en octobre 1748, et renouvelé ensuite, parce qu'il avait «donné toutes satisfactions et produit l'économie qu'on en attendait». Ainsi, la direction était débarrassée du souci d'une foule de détails et l'économie était réelle car les dépenses de „manutention“ qui s'étaient élevées à 34469 livres, en 1741, et avaient toujours dépassé 30000 jusqu'en 1747 n'atteignirent plus ce chiffre et tombèrent au dessous de 20000 à partir de 1755, à 16565 livres en 1759.

Pour les dépenses des comptoirs de Bône et de Collo, la compagnie avait signé, dès le début, avec ses agents, des conventions qui les en chargeaient complètement, sans qu'elle eût à se préoccuper d'aucun contrôle. Dans le contrat conclu le 18 juillet 1747 par l'agent de Bône, il est dit que «la compagnie lui fera payer 400 livres, de trois mois en trois mois, au moyen de quoi il nourrira les domestiques, se fournira de l'huile, de la cire et du suif, pour l'usage de sa maison, et, s'il a un ou plusieurs chevaux ou autres animaux, il les fera nourrir à ses dépens .... Plus, la compagnie accorde au dit

sieur Meaunier, la faculté exclusive de vendre et débiter pour son compte à Bône du tarta et de l'alun, en considération de quoi le dit sieur Meaunier s'oblige de fournir tout le sucre, café, confitures fruits, sirops, eau de la reine de Hongrie, liqueurs, eau de vie, vin, etc., qui se consommeront dans sa maison et qu'il distribuera au dehors, de façon que la compagnie ne doit plus être tenue d'en envoyer à l'avenir au comptoir de Bône».

Si l'ordre et l'économie ne régnèrent pas dans les Concessions, ce ne fut pas faute de réglements minutieux. Tout était prévu, jusqu'aux plus petits détails de l'administration et de la vie des habitants. C'est ce que nous montrent les dispositions d'un réglement pour le comptoir de Bône, élaboré sans doute en 1767.

Les prescriptions des réglements étaient encore beaucoup plus multipliées et minutieuses pour le comptoir de la Calle, où il fallait faire vivre ensemble, en paix, artisans de la maistrance, domestiques, soldats, frégataires, corailleurs. L'état major des officiers n'était pas moins difficile à contenir dans le devoir: ce n'était pas seulement les malversations et les abus qu'il fallait prévenir, mais ces mesquines querelles pour des motifs futiles, pour de vaines questions d'amour-propre et de préséance qui avaient désolé si longtemps les échelles du Levant et aussi les Concessions d'Afrique sous les compagnies précédentes; aussi, le rang des divers officiers était-il établi avec soin pour les divers cas qui pouvaient se présenter, aux repas, à l'église, dans les cérémonies.

Un article essentiel des Réglements des Concessions, c'est que les femmes en étaient absolument bannies, comme dans les échelles du Levant, parce que leur présence aurait pu être une occasion de troubles et d'avanies de la part des indigènes. Mais, comme la position des Français, chez les Barbaresques, était bien plus précaire que celle des résidents des échelles chez les Turcs, l'interdiction fut beaucoup plus rigoureuse et ne fut levée, en faveur de quelques officiers, qu'à de très rares exceptions, beaucoup plus fréquentes en faveur des consuls des échelles.

En somme, la vie à la Calle, beaucoup plus étroitement réglée que dans les échelles du Levant ou de Barbarie, ressemblait assez à celle d'un couvent, ou plutôt de la garnison d'une place perpétuellement en état de siège. Elle offrait beaucoup d'analogie, par suite de la similitude des situations, avec celle des comptoirs de

la Hanse teutonique au moyen âge. Une discipline aussi étroite convenait peu au tempérament exubérant et indiscipliné des Provençaux qui y vivaient; aussi, rien ne fut plus difficile, que de faire respecter les réglements; la compagnie ne cessa jusqu'à la fin de se plaindre des désordres et des abus de toutes sortes et d'exciter les directeurs des Concessions à les réprimer.

Cependant, il serait faux de croire que toutes les Instructions remises aux gouverneurs, et tous les Réglements, soient restés lettre morte. Dans les échelles du Levant, malgré les efforts incessants de tous les ministres et de la Chambre de commerce, on se plaignait encore, à la fin du XVIII[e] siècle, des mêmes abus qu'on combattait depuis Colbert, et cependant il est incontestable que l'administration des échelles avait fait des progrès énormes auxquels était due, en grande partie, la prospérité du commerce français; de même, quelles que fussent les imperfections, la Compagnie royale d'Afrique sut améliorer profondément l'exploitation des Concessions d'Afrique, et elle retira les fruits de sa vigilance et de ses efforts.

III. Rapports avec les Barbaresques.

Elle bénéficia aussi, sans doute, des relations meilleures avec les indigènes et avec les Puissances barbaresques. Cependant, malgré une possession de deux siècles et la confirmation d'une série de traités, les compagnies n'étaient pas parvenues à jouir paisiblement des Concessions et des privilèges qui y étaient attachés. Aussi, c'est au milieu de tribulations de toutes sortes et d'incertitudes continuelles que les officiers de la compagnie royale dirigèrent leurs opérations commerciales, comme tous ceux qui les avaient précédés.

La Calle était entourée de tribus remuantes, à peine soumises à l'autorité des Algériens. Leur turbulence obligeait la compagnie à accumuler les précautions de toutes sortes: la garnison était toujours en éveil, les sentinelles postées en permanence; des patrouilles nocturnes faisaient des rondes; des escortes conduisaient les troupeaux au pâturages «avec quelques petites pièces d'artillerie que les Maures appréhendaient beaucoup», ou accompagnaient les convois de charrettes chargées de foin ou de bois. Les gens de la Calle vivaient, pour ainsi dire, dans les alarmes continuelles d'un siège. Ils y étaient depuis longtemps habitués; aussi, ne trouve-t-on pas

dans les documents trace de leurs plaintes ou de leurs inquiétudes. Seuls, les voyageurs de passage étaient frappés par l'anomalie d'une telle situation et ce sont eux qui nous ont raconté à ce sujet de curieux détails. A Collo, les habitants se distinguaient particulièrement par leur hostilité; les agents de la compagnie couraient perpétuellement risque de la vie et l'un d'eux fut brûlé dans sa maison en 1759; le comptoir dut être abandonné à diverses reprises et n'aurait pas été réoccupé sans l'importance du commerce des cuirs. Sur les divers points de la côte où les navires français venaient chercher des chargements c'était partout la même insécurité. Aussi, les capitaines avaient ordre de séjourner le moins possible et de montrer la plus grande prudence: tant que duraient les opérations on gardait à bord, tantôt les principaux chefs du pays, tantôt leurs enfants. Cependant, partout où elle faisait du commerce, la compagnie faisait des cadeaux aux principaux habitants et payait des redevances soigneusement fixées par les usages.

Pour se défendre contre les violences des indigènes elle avait recours à la protection des chefs qu'elle achetait très cher. Mais ceux-ci, à tous les degrés, petits chefs locaux, caïd de Bône, bey de Constantine, dey d'Alger, plus ou moins obéis de leurs subordonnés, n'étaient ni moins ignorants, ni moins fanatiques, ni moins cupides qu'eux. L'un des principaux soucis des officiers des Concessions était de se ménager les faveurs de ces divers chefs, jaloux les uns des autres. Se les concilier sans satisfaire toutes leurs fantaisies, était un art bien difficile que les gouverneurs de la Calle s'évertuaient à pratiquer, souvent sans y réussir.

Trop souvent la compagnie, malgré ses largesses, trouvait ces chefs plus disposés à la pressurer qu'à la protéger; elle redoutait surtout les avanies suscitées par le bey de Constantine. Il serait intéressant d'entrer à ce sujet dans des détails; il est vrai qu'ils n'apprendraient rien à ceux qui sont quelque peu au courant du gouvernement et de la politique des anciennes régences barbaresques.

Un fait économique plus important à faire ressortir, c'est que jamais la compagnie ne jouit réellement du monopole commercial qui lui était reconnu par les traités avec Alger. En octobre 1743 le dey avait solennellement renouvelé les stipulations accordées en 1694 et en 1714. Depuis, ces traités avaient été soigneusement confirmés à l'avènement de chaque dey, jusqu'à la Révolution

C'était devenu une simple formalité qui ne rencontrait, en général, aucune difficulté, grâce à la distribution des présents d'usage, sans lesquels aucune affaire ne pouvait aboutir à Alger.

Moyennant le paiement des lismes, stipulées par ces traités, la compagnie aurait dû pouvoir trafiquer librement dans ses Concessions et jouir seule de ce trafic. Les lismes, fixées par le traité de 1694, étaient restées invariables et, pour leur paiement, la compagnie n'eut jamais à souffrir d'exigences arbitaires de la part des Algériens. Chose curieuse, en effet, ils étaient à la fois peu observateurs des traités et très respectueux des usages; la meilleure façon de se défendre contre leurs exigences pécuniaires fut toujours d'invoquer les coutumes établies. Les lismes d'Alger, sans compter les présents d'usage payés chaque année, montaient à 36 141 livres, payées de deux mois en deux mois.

Malgré les limres, les présents usuels, les cadeaux extraordinaires, les services de toutes sortes, malgré des négociations continuelles, la traite des grains ne fut jamais libre, comme le promettaient les traités de 1714 et de 1731. Tantôt, sous prétexte d'une mauvaise récolte ou d'une disette menaçante, l'achat des blés était interdit; tantôt, en cas d'abondance, le dey et le bey voulaient imposer à la compagnie l'achat de grosses quantités de grains à des prix exorbitants. Chaque année, la traite des grains était l'objet de négociations délicates et l'occasion de dépenses de présents à Alger, à Constantine, à la Mazoule [1]). Pour les autres marchandises de moins d'importance, telles que les laines, la cire, le seul avantage était que le dey dédaignait de s'en occuper; mais le bey faisait payer, chaque année, la liberté du trafic. Il est vrai qu'il pouvait soutenir qu'il ne violait pas les traités; à la fin du XVIII[e] siècle, il était devenu le plus gros marchand de ses Etats et il se réservait presque le monopole du commerce avec les Européens; il était donc libre de vendre, ou non, des denrées qui lui appartenaient et de les faire payer le prix qu'il lui plaisait. Le cheik de la Mazoule jouait le même rôle pour les environs de la Calle.

Mais les traités étaient bien formellement violés quand la Compagnie d'Afrique voyait d'autres marchands, étrangers ou français, faire charger des navires sur les côtes des Concessions. Or, c'était

1) Région montagneuse avoisinant la Calle.

chose absolument courante. Ces navires interlopes ne naviguaient pas par surprise, mais en vertu de marchés en bonne et due forme conclus avec le dey ou avec le bey, à la suite d'habiles distributions de présents.

Parfois, ils gardaient des ménagements et c'était dans les ports où la compagnie n'avait pas d'établissements qu'ils venaient, en cachette, prendre leurs chargements. Ainsi, en 1750, c'était à Stora et à Tarcut que les interlopes se présentaient de préférence; les Anglais, presque les seuls à y pratiquer la traite du blé, y faisaient plus de quarante chargements. L'assemblée des directeurs de Marseille, mise au courant, ne voyait d'autre remède que d'essayer de leur faire concurrence. «Ils chargent non-seulement les denrées des Concessions, lit-on dans une curieuse délibération du 30 mars 1751, mais encore la cire, la laine, les cuirs, sans pouvoir l'empêcher, à cause qu'il n'y a dans les dits endroits point d'établissement de la compagnie . . . le sieur Lablache estime donc qu'il est indispensablement nécessaire que la compagnie fasse faire la traite des denrées dans les dits endroits de Stora et de Tarcut. Mais il faut le faire avec prudence pour empêcher que le bey de Constantine ne détourne les denrées de ces ports. On enverra un bâtiment chargé de deux bateaux corailleurs comme pour faire des essais de pêche du corail.» Ainsi, la compagnie était réduite à user de subterfuges pour essayer de reprendre un trafic qui aurait dû lui être réservé. La même année, elle décidait de rétablir le comptoir de Collo, abandonné depuis trois ans, pour «obvier à l'enlèvement de la cire et des cuirs par les interlopes.»

D'autres fois, le bey faisait prendre des blés à Djidjelli et soutenait hardiment, malgré le texte formel des traités que ce port ne faisait pas partie des Concessions. «Sachez que vous n'avez rien à y prétendre, répondait-il aux plaintes de l'agent de Bône, vous avez le Collo, Bonne et le Bastion, et non Gigery.»

Mais, la plupart du temps, ni les interlopes, ni les Puissances, ne se gênaient pour violer les traités et c'était à Bône même, sous les yeux de l'agent de la compagnie, qu'avaient lieu les embarquements de blés par les étrangers. «Les étrangers qui fréquentent ici, écrivait l'agent en 1784, et surtout ceux qui y sont affiliés, nous portent un grand préjudice . . . A leur arrivée, ils vont presque tous à Constantine, portent des présents au bey et aux officiers,

régalent les esclaves et donnent de hauts prix des grains.» On vit même des étrangers essayer de s'établir à Bône, avec la connivence ou l'appui ouvertement accordé des «Puissances».

En 1748, la compagnie saisissait l'occasion d'un service rendu au dey pour lui demander «de faire chasser de Bône le grec et ses émissaires qui s'y trouvent établis, avec défense à eux et à tous autres d'y rentrer pour y venir résider et faire le commerce.» En 1770, le consul d'Angleterre à Alger osa même adresser à un grec, Nicolo Paleologo, une commission de vice-consul anglais à Bône. Le bey de Constantine, il est vrai, ne voulut pas le reconnaître et lui défendit d'en faire les fonctions, disant qu'il ne devait y avoir à Bône que le consul de France et que, suivant l'usage, c'était l'agent de la compagnie qui en avait toujours fait les fonctions.

C'étaient les Anglais qui bénéficiaient surtout des faveurs accordées aux interlopes; ils les sollicitaient particulièrement lorsqu'ils étaient en guerre avec la France, pour ravitailler leurs flottes; le prestige de celles-ci aidait aux négociations de cette sorte, tandis que le dey redoutait moins alors les plaintes et les représailles des Français. On vit même, parfois, les Anglais obtenir la permission d'acheter des blés au moment où la traite était interdite à la compagnie. C'est ainsi qu'en 1779, le blé étant rare, le dey en interdit l'exportation en chrétienté et ne fit d'exception qu'en faveur des Anglais qui purent en prendre deux chargements pour l'approvisionnement de Gibraltar et de Mahon, à Bône et à Arzew. D'autres étrangers avaient, en d'autres occasions, profité de la même interdiction. Ainsi, en 1751, le bey de Constantine, en fort mauvais termes alors avec la compagnie, «s'opposait depuis quelques années à ce qu'elle fît la traite en concours avec les interlopes». L'un de ses directeurs écrivait alors, dans un mémoire, que le bey admettait à Bône, au commerce de la denrée, toutes les nations excepté les Français, et qu'il les avait privés, dans l'espace des trois dernières années, de plus 200000 écus de profit. En 1785, il interdisait aux tribus voisines de la Calle d'y porter leurs blés, parce que les Français n'y avaient pas de concurrents et parce qu'il n'y percevait pas de droits; le caïd de Bône avec ses cavaliers pillait leurs caravanes pour les forcer à venir à Bône. Aussi, il y avait dix ans que la compagnie n'achetait presque plus de grains à la Calle.

Les interlopes n'étaient pas toujours des étrangers; les Marseillais, en relations avec les Barbaresques, n'avaient jamais renoncé à trafiquer dans les Concessions. Ils étaient alors forcés d'aller vendre leurs chargements de blés à Livourne, à Gênes, dans d'autres ports de l'Italie ou de l'Espagne, pour éviter la saisie et la confiscation. Parfois, les interlopes avaient l'audace de chercher à vendre leurs blés à Marseille même, espérant tromper la vigilance de la compagnie. Le 9 juillet 1748, les directeurs apprenaient qu'il y avait aux îles de Marseille un capitaine livournais «avec un chargement de blé qu'il avait pris en interlope à Bône pour le compte d'un juif embarqué sur son bâtiment.»

Pour empêcher le commerce des interlopes, la compagnie négociait le plus souvent avec le bey de Constantine, puisque c'était lui qui, d'ordinaire, traitait avec eux. Si le bey ne voulait pas entendre raison ou s'il s'agissait d'empêcher ses injustices, elle essayait d'avoir recours à l'autorité du dey, en persuadant à celui-ci que ses intérêts étaient contraires à ceux de son vassal. Opposer l'un à l'autre était une des tactiques ordinaires de la compagnie, quoique souvent, au contraire, elle se servit de l'un pour obtenir une faveur de l'autre. Souvent, la compagnie sollicitait l'intervention du roi, et le consul d'Alger obtint fréquemment l'envoi d'ordres du dey défendant de tolérer le trafic des interlopes; mais le renouvellement rapproché de négociations de ce genre indique bien quelle était leur inefficacité.

Parfois la compagnie, désespérant d'avoir raison de l'avidité des Barbaresques, songeait à faire intervenir l'autorité du roi auprès des puissances étrangères pour leur interdire de laisser venir leurs navires aux Concessions et pour les menacer de les faire saisir. Telle fut la décision prise le 27 août 1748: «il a été délibéré, lit-on à cette date, dans le Registre des procès verbaux des assemblées de la compagnie, qu'on instruira Monseigneur le comte de Maurepas pour obtenir de sa protection qu'il lui plaise de réitérer aux ministres étrangers, qui résident auprès de la personne du roi, qu'il soit défendu aux bâtiments de leur nation, surtout aux bâtiments de Mahon et de Livourne, d'aller charger des denrées et marchandises dans les ports des Concessions de la compagnie, à peine de confiscation, comme encore de supplier le dit seigneur ministre d'obtenir de la grâce de S. M. un petit armement pour croiser contre les interlopes, ou qu'il

soit permis à la compagnie de fortifier quelqu'un de ses bâtiments pour tâcher de dissiper les dits interlopes et leur faire abandonner leur commerce qui détruit celui de la compagnie.»

Les vaisseaux du roi, envoyés en croisière sur les côtes de Barbarie, reçurent en effet parfois pour mission de donner la chasse aux interlopes, mais le passage tout à fait exceptionnel de ces bâtiments n'était pas fait pour les intimider beaucoup. Quant à armer elle-même un bâtiment contre eux, la compagnie n'y pensa jamais sérieusement; la dépense eût été trop forte, le résultat aléatoire et, de plus, saisir les interlopes eût été dangereux quand ils avaient un marché avec le dey ou avec le bey.

En définitive, elle se résigna à tolérer le mal en le restreignant le plus possible. «Je me plains également au bey, écrivait tout simplement l'agent de Bône, du passe-droit qu'on nous fait en chargeant les bâtiments étrangers plus promptement et de préférence aux nôtres.» On voit même dans les Instructions données par la compagnie à ses agents à Bône que la compagnie était obligée de reconnaître, pour ainsi dire officiellement, l'existence des interlopes, et même d'aider leur commerce dans une certaine mesure. «L'agent de la compagnie, lit-on dans une pièce de 1747, ne pouvant se dispenser d'accorder la patente de santé aux capitaines interlopes, se conformera à cet égard à ce qu'ont pratiqué ses prédécesseurs, mais il lui est expressément défendu de recevoir aucun acte des dits capitaines, ni de les favoriser en façon quelconque.» Le réglement de 1767 poussait plus loin la complaisance forcée: «Lorsque le vequil du bey, disait il, demandera du blé à prêt pour compléter le chargement de quelque interlope, le garde-magasin le passera en livraison dans son Etat du mois et en fera recette lorsqu'il aura été rendu.»

Le monopole dont la compagnie put tirer le meilleur parti, fut celui de la pêche du corail, tandis qu'au contraire il avait peut-être été le plus menacé et violé du temps des compagnies précédentes. L'île de Tabarque était, en effet, un refuge excellent pour les corailleurs interlopes et les pêcheurs tabarquins eux-mêmes étaient sans cesse dans les mers de la Calle. C'était une des raisons pour lesquelles le gouvernement français attachait tant de prix à cette île. Sa prise par les Tunisiens, en 1741, et la ruine définitive de cet établissement génois délivra la Compagnie d'Afrique d'un voisinage

ennuyeux. Cependant, les pêcheurs italiens ne cessèrent jamais complétement de pêcher dans les mers d'Alger, comme dans celles de Tunis.

La Compagnie royale d'Afrique, pas plus que celles qui l'avaient précédée, n'eut donc guère à se louer de ses relations avec les indigènes ou avec les Puissances. Mais, le tableau de toutes les difficultés, des tracasseries et des vexations de toutes sortes qu'elle eut à subir, risque de laisser une impression trop défavorable. Sous le rapport des relations avec les Barbaresques, il est encore vrai que la compagnie royale fut plus favorisée que les anciennes compagnies d'Afrique ou du Bastion. Si les documents abondent où l'on trouve sans cesse renouvelées les plaintes contre la mauvaise foi des Barbaresques, il y en a d'autres aussi, en assez grand nombre, où la compagnie se loue de leurs bonnes dispositions et des faveurs qu'ils lui accordent.

En 1757, son agent à Alger écrit qu'il a vu deux fois le bey de Constantine «qui, non-seulement promet sa protection, mais agit en conséquence»; il fait un portrait fort avantageux de ce bey «qui veut que le commerce avec la compagnie reprenne son premier éclat». Les gouverneurs de la Calle reviennent souvent de leur voyage à Constantine satisfaits de l'accueil du bey et des affaires qu'ils ont traitées avec lui. L'un d'eux, en 1777, fait part de l'accueil particulièrement bienveillant du bey qui «par une distinction singulière et qui est sans exemple, a daigné lui faire présent d'une belle jument et d'une ceinture en or très riche». Un autre écrit, en 1783, que le bey «lui a donné sa parole que tout le blé qui restait dans sa province serait livré à la compagnie et qu'il n'en vendrait plus un grain aux étrangers.» En 1785, l'agent de Bône achète au bey tout le blé qu'il a dans ses magasins; l'année suivante, il obtient encore de lui la traite exclusive du blé et des autres denrées.

En 1781, le directeur principal informe l'inspecteur du commerce des bonnes dispositions du dey et du bey, qui laisseront la compagnie opérer une abondante extraction de blé; il ajoute: "je ne sais si l'on ne serait pas en droit de conclure que notre position et notre crédit ont infiniment haussé à Alger et celui des Anglais, au contraire, diminué".

En définitive, pour avoir une impression exacte des relations

des compagnies françaises avec les Barbaresques, il faut surtout se représenter leur instabilité. Avec eux, rien de durable ni de régulier; jamais on n'était sûr du lendemain. Sans cesse, il fallait veiller et lutter pour jouir de privilèges qu'on avait eu bien de la peine à acquérir, beaucoup de mal à conserver et qui coûtaient fort cher. Cependant, ces privilèges, et les traités qui les garantissaient, étaient loin d'être valeur négligeable. Pour les estimer à leur juste valeur et comprendre quelle situation privilégiée ils faisaient aux Français, il suffit de se rappeler quel prix le gouvernement du roi attachait à leur maintien, et quels persévérants efforts nos rivaux dépensèrent pour se les faire accorder.

IV. Commerce de la compagnie.

Malgré le grand nombre de registres divers de comptabilité, conservés dans les archives de la compagnie, les statistiques incomplètes ne permettent pas de suivre toutes les fluctuations de son trafic. Aucune ne donne les chiffres des exportations en Afrique; mais de nombreux documents ne nous laissent aucun doute à cet égard: elles étaient beaucoup plus faibles que les importations en France. Comme les Marseillais dans le Levant, la compagnie exportait surtout dans ses comptoirs des piastres qui lui servaient à faire ses achats. Les ventes de la boutique à la Calle et à Bône, les commissions d'achats de produits enropéens dont elle se chargeait pour le bey de Constantine ou d'autres personnages ne lui fournissaient qu'une sorte d'appoint. Les soins qu'elle prenait pour être munie de piastres, ses préoccupations incessantes à cet égard, montrent que celles-ci jouaient un rôle tout à fait prépondérant dans les échanges.

Le commerce d'importation de la compagnie nous est, au contraire, fort bien connu par un ensemble de documents précieux de ses archives. Ils permettent de constater que les fluctuations de ce commerce furent trés considérables, non-seulement à diverses époques, mais d'une année à l'autre. Vouloir tonjours les expliquer serait fort imprudent. C'est une étude fort délicate et souvent vaine, même pour des faits commerciaux actuels dont toutes les circonstances nous sont parfaitement connues. Or, à une époque où les commerçants opéraient avec beaucoup moins de sûreté et de régularité qu'aujour d'hui, le Levant, et surtout la Barbarie,

étaient particulièrement le pays des surprises et des à-coup imprévus. En dehors des causes générales, économiques et politiques, par lesquelles on pourrait chercher à expliquer les variations du commerce de la compagnie et à en déterminer les lois, il faudrait tenir plus grand compte, peut être, du caprice des Barbaresques, résultat de l'imbroglio de mille intrigues, permettant ou défendant l'exportation des grains, les donnant une année aux agents de la compagnie et les accordant l'année suivante aux Anglais ou à d'autres interlopes. Pour le commerce des grains, le pur hasard des récoltes, à la fois en France et en Barbarie, d'où résultaient le jeu des prix et la marge des bénéfices à réaliser, influait plus encore que tout le reste sur les opérations. Ces réserves faites, il reste cependant intéressant et instructif d'étudier et de chercher à interpréter les statistiques commerciales.

On peut distinguer, dans l'histoire de la compagnie, quatre périodes très nettes dans lesquelles l'importance de son trafic et surtout la prospérité de ses affaires furent très différentes. Jusqu'en 1767, celles-ci ne furent jamais brillantes et elles semblaient s'acheminer alors vers une catastrophe. L'importance du trafic des Concessions n'avait pas été considérable, comme le montre le tableau des importations en France pendant ces vingt-cinq premières années d'existence de la compagnie:

1742 = 1 924 000 liv.	1752 = 3 072 000 liv.	1762 = 1 181 000 liv.
1743 = 1 975 000 „	1753 = 2 418 000 „	1763 = 968 000 „
1744 = 1 461 000 „	1754 = 1 204 000 „	1764 = 2 711 000 „
1745 = 1 826 000 „	1755 = 1 344 000 „	1765 = 2 037 000 „

La moyenne ressortait, en effet, à 1 722 000 livres. Bonnassieux, dans son Essai sur les grandes compagnies de commerce, écrit, d'après un document des archives nationales, que les importations de la compagnie s'élevaient, année commune, à 1 800 000 livres. Ce chiffre n'est exact que pour cette première période.

Les circonstances n'avaient pas été favorables au développement du trafic. La perte du comptoir du Cap Nègre avait privé, dès le début, la compagnie de la traite des grains, très abondante en Tunisie. Les relations souvent peu amicales, durant cette période, avec Alger et Constantine, avaient rendu les marchés difficiles et

favorisé le commerce des interlopes. De 1760 à 1764, lit-on dans une mémoire, le bey de Constantine interdit absolument à la compagnie la traite des grains et finit par lui renvoyer son agent.

D'un autre côté, l'affluence des blés du Levant avait fait une concurrence gênante à ceux de Barbarie; d'ailleurs, les blés furent souvent à si bas prix à Marseille qu'il eût été peu avantageux d'en tirer des Concessions. C'est ainsi qu'en 1754 et en 1755, années où la compagnie ne fit aucune importation de blés, on constate par les statistiques de la Chambre de commerce que le prix de la charge[1]) était tombé à 12 et 13 livres, cours le plus bas du XVIII[e] siècle, tandis qu'il atteignait généralement 20 livres. D'autre part, la pêche du corail rendit souvent très peu par suite de la mauvaise organisation; le produit était vendu en grande partie en contrebande et la compagnie supportait les frais sans avoir les bénéfices.

Il faut ajouter que les deux guerres de sept ans, en troublant profondément la sécurité de la navigation dans la Méditerranée gênèrent considérablement les opérations de la compagnie. On est cependant frappé de voir, par les statistiques, que ce ne fut pas pendant les années de guerre maritime que le trafic fut le moins important. Les achats en Barbarie avaient en effet atteint 2023000 livres en 1757, 2607000 en 1758, 2315000 en 1759. Les autres influences, en effet, étaient souvent plus fortes que celle de la guerre. La compagnie parvint à échapper, en partie, aux conséquences de celle-ci en ayant recours aux bâtiments neutres. Pendant les guerres de Louis XIV, ce n'était qu'exceptionnellement que le gouvernement avait permis de se servir de ceux-ci; sous Louis XV, au contraire, les ministres de la marine, peut être parce qu'ils se sentaient plus impuissants à assurer la sécurité de la navigation, permirent fréquemment d'accorder des passeports à des neutres, Suédois ou Danois principalement, pour le Levant et la Barbarie.

Mais, dans ce dernier pays, une autre difficulté surgissait: les neutres, dans les luttes entre la France et l'Angleterre, étaient rarement en paix avec les Barbaresques; leurs navires, affrétés par la Compagnie d'Afrique, risquaient donc d'être capturés par eux.

1) 120 Kilogrammes.

Aussi, usait-on d'un subterfuge. Leurs capitaines étaient munis de papiers en double expédition: s'ils rencontraient un corsaire anglais ils se faisaient passer pour neutres; s'ils avaient affaire à un barbaresque, ou lorsqu'ils chargeaient dans les Concessions, ils devenaient français.

S'il avait été difficile à la compagnie de développer son trafic, il avait été moins aisé encore de réaliser des bénéfices. D'abord, l'insuffisance du chiffre de ses affaires faisait peser lourdement sur elle la charge considérable de ses frais généraux. En outre, en entrant en possession des Concessions, elle avait eu à supporter des dépenses extraordinaires. La destruction du cap Nègre et la détention des agents de la compagnie par le dey en 1741, le pillage de la Calle en 1744 et l'occupation de ce comptoir par le bey de Constantine, en 1763, avaient infligé des pertes imprévues. Pendant les deux guerres de sept ans, les frets avaient augmenté considérablement et les primes des assurances s'étaient élevées dans la même proportion. L'influence de la guerre n'était pas niable car, entre deux périodes de pertes, les sept années de paix, 1749—1755, donnèrent un bénéfice assez important de 474000 livres. Après 1755, l'administration déplorable du directeur principal, Armeny de Benezet, contribua grandement à aggraver, de plus en plus, la situation de compagnie, même après le retour de la paix. En 1765, son capital était profondément entamé; en retranchant de son actif les capitaux immobilisés, il ne lui restait comme fonds exploitable que 514674 livres.

Cependant, il importe de remarquer que les actionnaires de la compagnie n'avaient aucunement souffert de cette situation; ils avaient régulièrement encaissé le montant de leurs dividendes. Ce n'est qu'à la fin de 1767, au moment où la situation devenait déjà meilleure, que, par mesure de prudence, l'intérêt des actions fut réduit de 60 à 40 livres, c'est à dire de 6 à 4 %.

En 1766, une période toute différente commença pour la compagnie. Pendant douze ans, on vit tout à la fois son trafic prendre un développement tout nouveau et des bénéfices souvent inportants, quelquefois très considérables, grossir régulièrement son capital. La traite des grains, à elle seule, atteignit 1935000 liv. en 1771, 2642000 en 1772, 2302000 en 1773. Comme la pêche du corail était alors fort importante, les achats de cuirs et de laines considérables, on

peut dire que les importations de la compagnie pendant cette période varièrent entre trois et quatre millions de livres, c'est à dire que leur importance avait doublé. La compagnie, qui ne pouvait disposer pour ses opérations en 1765 que de 514674 livres, avait, en 1773, un capital liquide de 4512445 livres.

Les actionnaires virent alors arriver enfin le moment de ces répartitions de bénéfices, prévues par l'article 6 de l'édit de création, quand le capital aurait dépassé 2000000 de livres. Il y eut ainsi successivement, de 1773 à 1776, quatre répartitions annuelles de 300000 livres chacune, c'est à dire de 250 livres par action. Ainsi, dans ces quatre années, le capital souscrit par les actionnaires leur fut complètement remboursé, en dehors du paiement normal des dividendes. Inutile d'ajouter que ceux-ci avaient été rétablis au taux normal de 6 %; les directeurs avaient même décidé de rembourser les arriérés produits par la diminution de 1767.

Les actionnaires devaient être satisfaits, les directeurs purent libéralement se montrer généreux pour le roi, pour les gens en place, pour leurs employés et pour eux-mêmes. En octobre 1773, la compagnie décida de faire agréer au roi une médaille d'or «ayant la tête du roi avec la légende ordinaire, au revers l'Afrique représentée sous la figure d'une déesse .... tenant dans ses mains une corne d'abondance d'où sortiront des épis de blé et des branches de corail que la dite déesse paraîtra présenter à une flotte de navires abordant à son rivage, dont la légende sera Aucta libycis opibus Massilia et l'exergue Ludovici XV armis et conciliis.» Un mois après, la compagnie offrait de prêter au roi 1200000 livres pour la construction à Toulon de formes de radoub. Pendant la guerre d'Amérique, elle fit, à diverses reprises, des avances à la caisse de la marine à Toulon.

Cette période de prospérité tout à fait remarquable ne peut certainement s'expliquer que par un concours heureux de circonstances multiples. L'opinion en reporta l'honneur, en grande partie, sur l'habileté du directeur principal Martin, mais celui-ci dirigea les affaires de la compagnie dans des conditions bien plus favorables que ses prédécesseurs. Douze années de paix profonde et la sécurité assurée pour la navigation; de meilleures relations avec les Algériens et les avantages du traité signé avec le bey de Tunis en 1770; les réformes introduites dans l'administration des Concessions

en 1767, créaient à la compagnie une situation plus avantageuse. En outre, la guerre russo-turque et l'apparition de la flotte russe dans l'Archipel (1770—73) gênèrent considérablement la traite des blés dans le Levant et favorisèrent celle de Barbarie, juste au moment où les besoins du royaume furent très grands et où la cherté des grains, accrue par les manoeuvres des spéculateurs, fit croire à l'existence du Pacte de famine.

On discutait beaucoup alors sur les avantages des compagnies et du commerce des particuliers; les adversaires des monopoles commencaient à être les plus nombreux et les plus puissants; ils venaient d'obtenir la suppression des privilèges de la Compagnie des Indes en 1769 et ils soutenaient, avec force preuves à l'appui de leur thèse, que toutes les compagnies étaient destinée à la ruine. La prospérité inattendue de la Compagnie d'Afrique semblait contredire leur théorie; aussi se préoccupèrent-ils de démontrer qu'elle était toute passagère et due à des circonstances fortuites ou à des manoeuvres habiles, mais peu loyales. Une polémique fut engagée sur ce sujet et l'abbé Baudeau, en réponse à un mémoire favorable à la compagnie, paru en 1775, publia des Observations où il dressait contre elle un véritable réquisitoire. «Jusqu'à la fin de 1770, disait-il, le commerce des grains était absolument libre entre le port de Marseille et ceux des autres villes du royaume . . . . Prohiber à tous les ports du royaume la communication avec Marseille, comme on fit très formellement en 1770, c'était donc exclure les grains nationaux de presque toute la Provence . . . . Les blés français étant exclus de Marseille et de Provence, la Compagnie d'Afrique pouvait encore craindre en premier lieu la concurrence des étrangers et surtout des Anglais . . . . Une décision du 15 juillet 1772 défendit l'introduction des blés du Levant et de Barbarie dans le port de Marseille par des vaisseaux anglais . . . . Mais les négociants de Marseille pouvaient faire venir des grains étrangers . . . . C'est ici qu'il fallait un coup de génie de la part des directeurs; ce coup fut fait et réussit. Sous le spécieux prétexte de faire le bien public et d'entrer dans les vues du gouvernement qui vendait alors des grains à perte dans tout le royaume par les mains de ses commissionnaires, les directeurs annoncèrent qu'ils donneraient leurs grains à vingt sols meilleur marché que les autres . . . . Les négociants particuliers auraient été bien fous de lutter avec une com-

pagnie puissante et protégée, qui pouvait sacrifier quelques millions pour les obliger à perdre.... Pour savoir si ce zèle était bien pur et bien désintéressé il faut connaître la manière dont ils usèrent alors du privilège exclusif qu'ils s'étaient procuré avec tant d'habileté.... Après avoir habilement écarté toute concurrence des étrangers et des nationaux, on vendait 38 francs la charge de blé qui en coûtait 12. La source de cette prospérité momentanée de la Compagnie d'Afrique étant ainsi connue, il est douteux qu'on puisse tirer avantage d'une pareille exception; la règle qui paraît condamner les compagnies exclusives à une ruine inévitable n'en est peut-être que mieux confirmée.»

L'abbé Baudeau avait grandement raison de conclure que les bénéfices de la Compagnie d'Afrique, expliqués par des circonstances favorables, ne prouvaient rien en faveur de la supériorité des compagnies sur le commerce des particuliers, mais ses critiques dépassaient fort la mesure et la passion le faisait tomber dans l'injustice et dans l'inexactitude. L'importation des blés par la compagnie avait été presque aussi considérable en 1771, c'est à dire avant les manoeuvres qu'il lui reprochait, que pendant les deux années suivantes. L'interdiction aux Anglais du commerce des grains à Marseille, réclamée par la Chambre de commerce, devait favoriser l'ensemble des négociants marseillais et non pas seulement la compagnie. Ce n'était pas d'ailleurs une mesure exceptionnelle; la navigation dans nos ports, et surtout à Marseille, était réservée le plus possible au pavillon français; la permission accordée à des étrangers d'introduire des grains était, au contraire, extraordinaire, et n'avait été donnée que pour répondre à des besoins inusités. Quant à la concurrence des particuliers, peut-être la compagnie avait-elle réussi à mieux l'écarter en 1773 que d'ordinaire, mais les statistiques, publiées par la Chambre de commerce de Marseille, prouvent que, d'une manière générale, le commerce des particuliers suivit en Barbarie une marche parallèle à celui de la compagnie; comme pour celle-ci, c'est à partir de 1766 qu'il prit une importance toute nouvelle. La prospérité de l'une ne fut donc pas faite de la ruine des autres.

En somme, il ne reste guère des observations de l'abbé Baudeau que cette remarque banale que la compagnie fut favorisée exceptionnellement, vers 1770, par la pénurie extrême des blés en France.

Quand cette pénurie cessa, l'édit de 1770, qui interdisait l'exportation des grains dans les pays étrangers fut rapporté par l'arrêt du conseil du 14 janvier 1775 et la traite faite par la compagnie baissa naturellement, parce que les besoins étaient beaucoup moins grands en Provence.

Il faut, en outre, remarquer que l'abbé Baudeau ne tenait aucun compte, dans son examen de la situation de la compagnie, des autres branches de son commerce qui, cependant, tenaient une grande place dans ses opérations et contribuaient toujours, dans une forte mesure, à arrondir ses bénéfices. Surtout quand la traite des grains n'était pas favorable, la compagnie savait à propos y suppléer en donnant plus d'activité à celle des cuirs ou des laines et maintenir, sans elle, ses affaires en situation prospère. C'est ce que montra la suite des évènements; l'histoire de la compagnie pendant les années qui précédèrent la révolution donna un démenti très net à la conclusion pessimiste de l'abbé Baudeau.

L'influence de la guerre avec les Anglais fut très nettement ressentie, pendant les années 1779—83. On vit alors baisser considérablement le chiffre des opérations de la compagnie; surtout les bénéfices annuels furent remplacés régulièrement par des pertes qui s'élevèrent jusqu'à 980 540 livres en 1779. Perturbation des prix, augmentation du fret et des assurances, frais de surestarie payés à des capitaines pour le long séjour de leurs bâtiments à Alger ou aux Concessions afin d'y attendre les frégates du roi destinées à escorter les convois; telles étaient les principales conséquences de la guerre mentionnées par la compagnie dans les Dépouillements de ses bilans. Du moins, grâce au fonctionnement bien régulier des escortes, les corsaires anglais ne firent que très peu de prises. D'ailleurs ce n'était pas la guerre seule qu'il fallait accuser; des circonstances fortuites avaient contribué à augmenter les pertes.

La compagnie ne paraît pas s'être inquiétée de la mauvaise tournure que semblaient prendre ses affaires, car, en 1781, elle décidait de faire aux actionnaires une nouvelle répartition de 300 000 livres. En effet, avec la paix maritime et des circonstances favorables, la situation redevint bonne aussitôt. Le chiffre des importations monta probablement plus haut, pendant les dernières années du règne de Louis XVI, qu'il ne l'avait jamais fait. Sans le corail elles atteignirent 4 213 000 livres en 1787, 3 762000 en 1789. En

même temps, la compagnie eut de nouveau à signaler des bénéfices annuels dans ses bilans. Profitant du relèvement de ses affaires elle fit aux actionnaires, en 1785, une sixième répartition de bénéfices de 400 000 livres, c'est à dire équivalente au 1/3 de la valeur de leurs actions. En définitive, au 31 octobre 1789, malgré les pertes subies pendant la guerre d'Amérique, malgré les six distributions de bénéfices, s'élevant au total à 1 900 000 livres, la Compagnie d'Afrique disposait d'un capital liquide de 2 885 000 livres. Ce n'était pas la ruine prédite par les adversaires du système des compagnies. Ce succès fait honneur à l'activité et à l'habileté des négociants marseillais qui l'administraient, et particulièrement à la Chambre de commerce qui prenait une part prépondérante à la direction de ses affaires.

V. La Révolution et la chute de la compagnie.

La Révolution devait être funeste à la Compagnie royale, mais elle n'eut pas le sort commun de toutes les institutions de l'ancien régime, supprimées systématiquement par la Constituante. Cependant, cette assemblée était particulièrement hostile aux privilèges et aux monopoles; la loi du 29 juillet 1791 avait proclamé la liberté complète du commerce du Levant et de Barbarie et il semblait que la suppression définitive de la Compagnie des Indes, condamnation du système des compagnies privilégiées, dût entraîner la disparition de toutes celles qui subsistaient.

La Compagnie d'Afrique avait même, depuis longtemps, attiré l'attention et les attaques des adversaires des monopoles. En 1773, l'intendant de Montyon, au retour d'un voyage à la cour, prévenait les directeurs qu'on attaquait vivement leur administration et qu'on travaillait à faire révoquer les privilèges de la compagnie. On avait accusé celle-ci de spéculation sur les blés et d'accaparement, deux mots qu'il suffisait alors de prononcer pour passionner l'opinion publique. Après l'avoir lavée de ces accusations, les directeurs et l'archivaire de la Chambre de commerce, Isnard, rédigèrent plusieurs mémoires pour prouver son utilité. Le nouvel intendant, de la Tour, la soutint énergiquement, en reprenant pour son propre compte, les arguments d'Isnard. La cour se rangea à son avis, mais la violence des attaques l'avait émue; elles avaient «paru mettre le ministère en considération». La compagnie devait faire, à ce moment même,

une répartition de 300000 livres aux actionnaires, le ministre lui recommanda de la faire sans bruit. «Il faudra, écrivait le directeur principal, se contenter de l'annoncer aux actionnaires en leur payant le dividende et rien à ce sujet ne doit être imprimé, ni confié aux publics; c'est l'intention du cabinet pour éviter la censure et les cris de la multitude d'écrivains en faveur de la liberté.»

A la veille de la Révolution, si tous les économistes étaient unanimes à condamner les monopoles, beaucoup pensaient que celui de la compagnie d'Afrique devait être maintenu, surtout pour des raisons politiques, à cause de nos liaisons avec les Algériens. C'est la théorie qu'avait soutenue l'auteur d'un mémoire publié dans les Ephémérides économiques de 1775. En 1787, l'abbé RAYNAL reproduisit en partie cette argumentation dans son Histoire du commerce des Européens dans l'Afrique septentrionale. «La cour de Versailles, disait-il, a été souvent blâmée d'avoir mis ou laissé cette branche de commerce dans les liens d'un privilège ... La Provence n'eut jamais de grains suffisants pour sa subsistance ... aussi les disettes y étaient-elles fréquentes ... Un approvisionnement habituellement formé par les soins et les ressources de la compagnie mit fin à ces malheurs. Marseille lui dut même l'avantage d'être dans la Méditerranée le premier des marchés à blé; ce fut cette ville qui en régla le prix dans les ports d'Espagne et d'Italie et qui l'y fixe encore. Plusieurs provinces du royaume lui eneurent des obligations d'un autre genre ... Si l'établissement de la Calle sortait des mains de la société ... le port de Marseille perdrait par ce changement douze à quinze mille tonneaux de navigation. La place verrait circuler trois ou quatre millions de moins dans son sein. La France serait, pour ses approvisionnements, dans la dépendance des nations qui sont maintenent dans la sienne ... Mais ne serait-il pas possible à la France de garder les Concessions qu'on lui a faites et d'en rendre le commerce libre à ceux de ses sujets qui voudraient s'y établir ou y négocier. Tout homme qui aura reconnu un peu les principes politiques d'Alger ne balancera pas à affirmer que ce système est impraticable et qu'il y aurait même du danger à le proposer ... Le projet de rendre le commerce des Concessions commun aux marchands particuliers et à la compagnie n'est pas plus praticable ... Dans ce nouvel ordre de choses tous les concurrents se ruineraient infailliblement. Il

suit de ce qu'on vient de dire que le monopole, quoique contraire aux meilleurs principes, doit être maintenu comme établissement de commerce.»

En 1789, tandis que de nombreux cahiers des Etats généraux demandaient l'abolition de la Compagnie des Indes, il est curieux de constater que ceux de Marseille et des autres villes maritimes ne contenaient pas de plaintes contre la Compagnie royale d'Afrique. Seul, le cahier de la Ciotat demandait son abolition.

Pendant toute la durée de la Constituante, la compagnie n'eut même pas à subir d'attaques; en 1791, elle songeait même à faire confirmer ses privilèges par un décret. On lit dans un procès verbal du 7 février: «Les directeurs ont unanimement opiné qu'il était convenable et même nécessaire d'évoquer l'attention de l'assemblée nationale sur l'établissement de la compagnie, que l'examen et la discussion qu'elle subirait ne pourrait que tourner à son avantage et à l'utilité publique . . . qu'à cet effet . . . le directeur principal sera chargé de rassembler tous les documents et se rendre à Paris pour être à portée de donner les informations et les éclaircissements qui pourront être utiles et lui être démandés.» Mais la Constituante, surchargée de travail, avait des préoccupations trop graves pour que le directeur pût chercher à provoquer un débat sur la compagnie. Après le départ de l'assemblée, il revint à Marseille sans avoir rien fait. La compagnie, n'ayant pu faire confirmer ses privilèges, affecta alors de soutenir qu'elle n'avait rien à faire avec les assemblées, qu'elle ne tenait pas son monopole du gouvernement français, mais de la régence d'Alger. Le directeur principal développa cette curieuse théorie dans l'assemblée du 3 septembre 1791.

Bientôt, le bouleversement des institutions amena des changements dans la direction de la compagnie. En 1792, l'administrateur du département des Bouches-du-Rhône fut nommé, à la place de l'intendant, inspecteur du commerce, pour présider la compagnie. La Chambre de commerce ayant définitivement cessé ses fonctions dans les premiers jours de juillet 1792, la municipalité de Marseille décida que trois de ses membres remplaceraient au bureau de la compagnie les trois députés de la chambre et son archivaire Isnard. Le directeur principal, Bertrand, était allé de nouveau à Paris pour faire régler par la Législative la situation de la com-

pagnie. Quand il exposa devant les directeurs, à son retour, le 30 septembre 1792, l'inutilité de ses démarches à Paris, ceux-ci se demandérent „s'il convenait aux intérêts des actionnaires et de la chose publique . . . de solliciter de la part de la Convention nationale une décision finale sur l'existence de la compagnie". Celle-ci continuait donc d'exister comme une société privée, sans que sa constitution et ses privilèges eussent été reconnus officiellement et sans qu'elle pût jouir, comme auparavant, de la protection du gouvernement, avec lequel elle n'était plus en correspondance journalière. Les conjonctures de plus en plus défavorables allaient amener les actionnaires à décider eux-mêmes la liquidation de la société.

Comme l'affirmait le directeur principal en 1791, l'importance des services rendus, le zèle de la compagnie pour prévenir la disette avaient fait sentir son utilité et désarmé ses adversaires. En 1789, elle était venue en aide au ministre Necker pour l'alimentation de Paris. Surtout, elle ne cessa de prêter le concours le plus utile à la municipalité de Marseille et aux directoires départementaux pour assurer la subsistance de la ville et des pays voisins. A diverses reprises, elle avait reçu des temoignages de la reconnaissance publique pour son zèle. En janvier 1790, le conseil municipal de Marseille, pour marquer sa gratitude, avait nommé le directeur principal adjoint au comité des subsistances. Le 19 janvier 1792, deux officiers municipaux vinrent lui apporter les remerciements de la commune. Le 8 février 1790, les directeurs de l'hospice général de la charité vinrent témoigner leur reconnaissance „pour les facilités qui leur avaient été données à l'achat de grains destinés au pain des pauvres." Le 30 octobre, ce furent les directeurs de l'hôpital général qui vinrent faire une démarche analogue.

Mais, pendant ces quatre années, la prospérité de la compagnie avait fait place à une situation de plus en plus précaire; un concours de circonstances défavorables avait rendu son commerce désavantageux et l'exploitation des Concessions onéreuse. Les mauvaises dispositions des Algériens, la hausse des prix dans les Concessions et, surtout, l'élévation énorme de la valeur des piastres avaient eu une influence désastreuse. Les achats de blé, qui avaient contribué à soulager la misère publique, avaient causé

des pertes considérables. Au début de 1792, la compagnie ne pensait pas pouvoir les continuer sans s'exposer à une ruine certaine. Les directeurs écrivaient aux administrateurs du département, le 3 janvier: „Vous êtes instruits, messieurs, de la prodigieuse augmentation que toutes les valeurs et tous les signes d'échange ont subie depuis quinze jours. Vous savez que les piastres que la compagnie achetait à 5 liv. 9 sols sont montées progressivement à 9 liv. 5 sols. Il résulte de cette hausse subite .... une différence considérable à perte sur la vente des blés.... Ils reviennent au dessus de 50 livres la charge; ils peuvent approcher de 60 livres, pour peu que la demande en Barbarie en ait fait hausser le prix.... Que doit faire la compagnie? S'exposer à une ruine certaine? Sans doute, messieurs, si elle pouvait assurer à elle seule les approvisionnements de la ville, de ce département et des départements méridionaux. Mais la chose est physiquement impossible".

La désorganisation complète de la pêche du corail, due aux démêlés de la compagnie avec les Corses, avait aussi contribué à donner une mauvaise tournure à ses affaires. Ainsi ses deux sources principales de revenus s'étaient non seulement taries mais semblaient transformées en sources de déboires et de pertes considérables. En 1793, elle ne trouvait plus d'argent pour continuer ses opérations; la guerre avec l'Espagne rendait plus difficile l'acquisition des piastres nécessaires. Elle décidait, au mois d'avril, de payer ses employés en assignats et augmentait leurs appointements d'un tiers pour les dédommager. Puis, les hostilités engagées sur mer, à la fois contre les Anglais, les Hollandais et les Napolitains, achevèrent de rendre ses opérations difficiles et coûteuses.

D'un autre côte, la Révolution continuait, toujours plus violente. La terreur sévissait; la division et l'anarchie étaient partout, la situation de Marseille était plus triste encore que celle des autres ports du royaume. Il ne semblait donc plus y avoir d'espoir de voir bientôt les affaires de la compagnie prendre une tournure meilleure; les actionnaires finirent par se décourager.

Dès 1792, le directeur principal, Bertrand, avait proposé lui-même la liquidation de la société. Dans le courant de 1793, les actionnaires de Paris, toujours les plus nombreux, tinrent diverses réunions chez le notaire de la compagnie. Enfin, le 27 nivôse an II (17 janvier 1794), les directeurs prirent une résolution dé-

finitive. Après avoir entendu l'exposé de la situation par le président Richaud ils délibérèrent unanimement de rétrocéder à la Nation le privilège de la compagnie. Ils adressèrent copie de cette délibération au ministre des affaires étrangères et au directeur principal, qui était à Paris, «à l'effet de faire toute démarche nécessaire pour la prompte acceptation de cette rétrocession». Cette fois, la réponse ne fut pas attendue longtemps; la compagnie fut supprimée par arrêté du Comité de salut public du 19 pluviose an II (8 février 1794).

Ainsi disparut, au milieu de la tourmente révolutionnaire la dernière des compagnies d'Afrique. Après avoir joui d'une exceptionnelle prospérité elle sut se dissoudre sans attendre sa ruine. La liquidation de son fonds social donna, en effet, 2 048 248 livres somme supérieure à son capital primitif. Il est vrai que le trésor aux abois s'en empara contre toute justice, frustrant les actionnaires du dernier bénéfice de leur sagesse.

L'oeuvre des compagnies d'Afrique ne disparut heureusement pas avec elles. L'arrêté du 19 pluviose avait institué, pour le compte de l'Etat, une agence d'Afrique qui devait continuer l'exploitation des Concessions et des monopoles accordés aux Français. Le Comité de salut public avait donc compris l'importance du legs que la compagnie avait fait à la Nation. Il était décidé à continuer en Barbarie les traditions séculaires de la politique française. Au milieu des vicissitudes que traversa la France elles allaient être maintenues jusqu'au jour où elles devaient porter leurs fruits.

Die Finanzpolitik der Schreckensherrschaft in der ersten französischen Revolution.

(Vom Zusammentritt des Nationalkonventes — 21. Sept. 1792 — bis zum Sturze Robespierres — 9. Thermidor II).

Insbesondere
die progressiven Einkommensteuern und
Zwangsanleihen.

Von

Raymund de Waha.

I. Teil.

Einleitung.

Der französische Staatshaushalt hatte durch das ganze 18. Jahrhundert Jahr für Jahr mit einem Defizit geschlossen; fünf Teilbankrotte hatten unter Ludwig XV. stattgefunden, verschiedene Versuche, die Steuern vorübergehend oder dauernd zu erhöhen, hatten nicht zum Gleichgewicht der Einnahmen und Ausgaben geführt, und die Staatsschulden waren, insbesondere durch die zur Führung des siebenjährigen und des nordamerikanischen Krieges aufgenommenen Anleihen, immer bedenklicher angewachsen. Die Ungleichheit in der Verteilung der Steuern und die Willkür in der Erhebung derselben erschwerten jede weitere Erhöhung; am meisten stand einer solchen die unter Ludwig XVI. von Tag zu Tag mächtiger werdende öffentliche Meinung entgegen, die nicht blofs jede Steuererhöhung entschieden verwarf, sondern immer gebieterischer Ermäfsigungen verlangte. Die Überzeugung, dafs das bestehende Steuersystem eine absolut ungerechte Lastenverteilung verwirkliche, war allgemein, und die von Ludwig XVI. 1787 berufene Notabelnversammlung, eine Versammlung, die sich

ausschliefslich aus den privilegierten Ständen rekrutierte, verlangte schon die Beseitigung aller Steuerexemtionen[1]). Das Scheitern aller unter Ludwig XVI. gemachten Versuche zur Sanierung der Staatsfinanzen sowie das stetige Ansteigen der Staatsschuld führten zu dem letzten Mittel: der Einberufung der Ständeversammlung von 1789, aus welcher die grofse französische Revolution hervorging[2]). Diese war in erster Linie ein Werk der Bourgeoisie.

Die Entwicklung von Handel und Gewerbe, die philosophischen Theorien Rousseaus und der Enzyklopädisten hatten dem Bürgertum eine wirtschaftliche und kulturelle Bedeutung verschafft, welcher die politische Macht- und Lastenverteilung des „ancien régime“ nicht gerecht wurde. Hauptträger der unter Ludwig XVI. so mächtigen öffentlichen Meinung war die Bourgeoisie. Die Abgeordneten der Generalstände waren in überwältigender Mehrzahl Vertreter der Interessen und Anschauungen des Bürgertums. Die Nationalversammlung wie die darauf folgende „Législative“ machten sich ein auf Zensuswahlrecht beruhendes Staatswesen zurecht, das die Bourgeoisie zur herrschenden Klasse erhob.

Die Gründung einer konstitutionellen Monarchie war dem Bürgertum aber nur mit Unterstützung der unteren Volksklassen, besonders der unteren Klassen der Pariser Bevölkerung, gelungen. Die kommunale Bewegung im Juli und September 1789 in ganz Frankreich, die Erstürmung der Bastille usw. waren alles Dinge, welche zwar die in ihrer Existenz bedrohte Nationalversammlung retteten, jedoch den König zwangen, seine Sanktion zu Dekreten im Sinne demokratischer Gleichheit zu geben.

Als nun immer klarer wurde, dafs die Bourgeoisie keineswegs gewillt war, aus der Deklaration der Menschenrechte alle politischen und sozialen gleichheitlichen Folgerungen zu ziehen, entstand im ganzen Lande eine gewisse Spannung zwischen dem niederen Volk und dem Bürgertum. Der Aristokratenhafs begann sich zum Hafs gegen die Reichen zu entwickeln. Am 10. August 1792 entthronte die siegreiche Pariser Kommune den König und zwang die Legislative, die Berufung eines aus allgemeinem Wahlrecht hervorgehenden Nationalkonventes zur Ausarbeitung einer

1) R. Stourm, Les finances de l'ancien régime et de la révolution, I, 114 ff.

2) Ch. Gomel, Les causes financières de la Rév. française, I u. II, spez. II. Introduction.

neuen Verfassung zu dekretieren. Von diesem Tage, dem 10. August 1792 an, datiert die Terrorisierung der nationalen Vertretung durch die Pariser Jakobiner, deren radikalste Elemente bald im Konvent die Herrschaft ausübten und sich bis zum Sturze Robespierres in dieser Stellung behaupteten. Die Periode der demokratisch-jakobinischen Republik vom 10. August 1792 bis zum 9. Thermidor Jahr II (27. Juli 1794) bezeichnen die Geschichtsschreiber als die der Schreckensherrschaft. Nach dem 9. Thermidor Jahr II trat wieder ein vollständiger Systemwechsel ein, und derselbe Konvent, der das Bürgertum mit Hafs und Tod verfolgt, inaugurierte nunmehr eine bürgerliche Republik, die dann noch verschiedene Verfassungsänderungen erlebte, bis ihr Napoleon I. ein Ende machte [1]).

Schon am 21. September 1792 trat der Nationalkonvent zusammen, und gleich wählte er, dem Beispiel der vorhergehenden Versammlungen folgend, eine Reihe von parlamentarischen Ausschüssen für verschiedene Zweige der Staatsverwaltung. Diese wurden periodisch zur Hälfte erneuert: ihre Aufgabe bestand in der Initiative und Vorbereitung der zu fassenden Beschlüsse. Schon zur Zeit der Nationalversammlung hatten die Ausschüsse die Einbringung von Vorlagen den Ministern vorweg und ziemlich ausschliefslich in die Hand genommen. Unter dem Konvente geschah dies in verstärktem Mafse; zunächst behielt man allerdings das von der Legislative nach der Entthronung des Königs gewählte Ministerium bei — Clavière war Minister der öffentlichen Abgaben —, aber im Januar 1793 wurden die Minister unter die Aufsicht des Ausschusses für allgemeine Verteidigung gestellt, und vom 6. April 1793 an waren sie nur mehr Ausführungsbeamte des Wohlfahrtsausschusses. Am 12. Germinal, Jahr II (1. April 1794) wurde das Institut der Minister überhaupt abgeschafft und durch zwölf parlamentarische Kommissionen ersetzt, die dem Wohlfahrtsausschufs unterstanden.

Die parlamentarischen Ausschüsse, welche sich mit finanziellen Dingen zu befassen hatten, waren: der Finanzausschufs, der Ausschufs für Assignaten und Münzen, der Rechnungsausschufs und der Ausschufs für Verkauf der Staatsdomänen. Der Ausschufs für

1) A. Aulard, Histoire politique de la Révolution française, II, cap. 3, sowie I und II, cap. 1 passim.

Assignaten und Münzen beschäftigte sich ausschliefslich mit der Technik der Assignatenherstellung; der Rechnungsausschufs hatte sich mit der Rechnungskontrolle der frühern Generalpächter der Steuern zu befassen: diese Tätigkeit fand ihren Abschlufs mit der Überlieferung sämtlicher gewesener Generalpächter an das Tribunal révolutionaire, welches dieselben kurzer Hand zum Tode verurteilte. Der Ausschufs für Verkauf der Staatsgüter ging im Finanzausschufs auf. Selbstverständlich war der Finanzausschufs von diesen Ausschüssen der bei weitem wichtigste; er zählte zeitweilig 42 Mitglieder und war auch wohl, z. B. im Jahre II, in zwei Sektionen geteilt, die eine für die ordentlichen und aufserordentlichen Ausgaben, die andere für die direkten und indirekten Steuern. Alle Vorlagen werden aber im Namen des gesamten Ausschusses eingebracht; auch kommt es vor, dafs er sich mit dem Wohlfahrtsausschufs oder irgend einem andern verbindet, um dann gemeinsam Beschlufsanträge einzubringen. Der regelmäfsige Berichterstatter des Finanzausschusses ist Cambon, der es auch schon in der Legislative gewesen war. Cambon war der eigentliche Leiter der Staatsfinanzen unter der Schreckensherrschaft, besonders seit Januar 1793. Übrigens gehörte er vom Januar bis April 1793 dem Ausschufs für allgemeine Verteidigung und vom April bis Juli 1793 dem Wohlfahrtsausschufs an, welch letzterer ein tatsächliches, verantwortliches Ministerium war. Neben ihm treten noch vornehmlich auf: „Réal" und „Ramel", welcher später unter dem Direktorium Finanzminister wurde [1]).

Die Finanzlitteratur, welche in den vorhergehenden Jahren so ausgiebig gewesen, verschwindet unter der Schreckensherrschaft fast ganz, bis auf wenige Schmähschriften gegen den Minister Clavière, die aber fast nur allgemein politischen Inhalts sind, und einige Schriften, welche die Verringerung des Assignatenumlaufs verlangen [2]). Über die verschiedenen, dazu in Vorschlag gebrachten, sowie ausgeführten Mittel, wird in dieser Arbeit an geeigneter Stelle berichtet. Aufserdem kommen noch in Betracht die von dem Abgeordneten Vernier verfafste Schrift über die progressive, allgemeine Einkommensteuer (Januar 1793) und der Reformplan des

1) A. Aulard, loc. cit. II, cap. 5, pag. 320 sequ.

2) R. Stourm, Bibliographie des Finances de la France au XVIII[e] siècle, S. 225 ff.

Ertragssteuersystems, welchen BUCHER im Moniteur vom 7. prairial II (26. Mai 1794) veröffentlichte.

1. Kapitel.
Das unter der Schreckensherrschaft bestehende Steuersystem.

Am 21. September 1792, am Tage nach seinem Zusammentreten, dekretierte der Konvent, dafs alle bestehenden Steuern weiter erhoben werden sollten. Das damals bestehende Steuersystem war durch die Nationalversammlung in den Jahren 1790 und 1791 geschaffen worden[1]). Veranlagte Steuern waren: die

---

1) Es wäre irrig, zu glauben, dafs die Finanzreform der Nationalversammlung ein vollständiges Novum bedeutet habe. Vielmehr hatten Turgot, Necker, die Provinzialstände und die Notablenversammlung von 1787 der Revolution mächtig vorgearbeitet und auch z. T. Reformen verwirklicht, welche den Geist der neuaufkommenden Gesellschaft atmen. Die wichtigsten derselben sind folgende:

1. Die Abschaffung der Solidarhaft (Edikt vom 3. Januar 1775). Wenn eine Gemeinde mit ihren Steuerzahlungen im Rückstand war, hatten die Steuereinnehmer das Recht, eine Anzahl leistungsfähiger Gemeindeeinwohner auszuwählen und von diesen, einerlei ob sie schon ihre eigenen Steuern gezahlt hatten oder nicht, die rückständigen Steuern der gesamten Gemeinde, eventuell auf gewaltsamem Wege, zu erheben. Turgot machte diesem eminent ungerechten Verfahren ein Ende.

2. Die Fixierung des Steuersatzes der taille und ihrer Zuschläge (Deklaration vom 13. Februar 1780).

Bis dahin wurde Jahr für Jahr durch kgl. Dekret oder auch wohl nur durch Ministerialerlafs der Steuersatz der taille und ihrer Zuschläge festgesetzt. Daher Jahr für Jahr die gröfste Unsicherheit bez. der zu erwartenden Steuerlast.

3. Die Beseitigung der vingtièmes d'industrie auf dem Lande (Edikt vom 2. November 1777).

4. Die Bestimmung, dafs die Rollen der vingtièmes nur mehr alle 20 Jahre Änderungen erfahren dürften und zwar nur durch eine allgemeine Revision, sowie das Verbot jeder individuellen Änderung in den Rollen der direkten Steuern überhaupt (Edikt vom 2. November 1777).

5. Erleichterung und Verbilligung der Reklamationen von Steuerzahlern (Deklaration vom 23. April 1778).

6. Von verschiedenen Steuerintendanten, besonders von Turgot, waren in mehreren Provinzen im Laufe des 18. Jahrhunderts bedeutende Neuerungen durchgeführt worden, in der Hauptsache: Katastrierungen, Tarifierungen der taille und, auf Grund von Zwangsdeklarationen, eine vollständig neue und gerechtere Veranlagung der direkten Steuern. Diese Reformen wurden fortge-

Grund-, die Mobiliar- und die Patentsteuer; an tarifierten Steuern hatte man: Registrierungs- und Stempelgebühren (Enregistrement et timbre), sowie die Grenzzölle.

Die veranlagten Steuern waren Ertragssteuern, denen die Prinzipien der Proportionalität und der Veranlagung nach äufseren Merkmalen zugrunde lagen. Die Grund- und die Mobiliarsteuer waren ein Mittelding zwischen Repartitions- und Quotitätssteuer, die Patentsteuer war eine reine Quotitätssteuer.

Die Grundsteuer [1]), durch Gesetz vom 23. November bis 1. Dezember 1790 geschaffen, war eine Steuer vom Reinertrag aus allem Grundbesitz, oder besser von dem einem jeden Grundbesitz, auch dem nicht kultivierten, supputierten Reinertrag [2]). Diese objektive Allgemeinheit der Grundsteuer war ein Effekt der Reaktionstendenzen gegen die ständischen Steuerexemtionen des ancien régime. Den Reinertrag definierte das Gesetz in physiokratischem Sinne als den, nach Abzug der Kultur-, Aussaat- und Erntekosten, vom Bruttoertrag bleibenden Überschufs. Die Instruktion fügte ausgedehnte Erörterungen über das Wesen dieses Reinertrags und die Art und Weise, ihn zu ermitteln, hinzu; diese laufen darauf hinaus, dafs in der Praxis der Reinertrag gleich zu halten sei dem

---

setzt, vervollkommnet und verallgemeinert durch die Provinzialstände, welche seit 1787 einberufen wurden.

7. Eine wichtige Neuerung, welche von den Provinzialständen des Berry ausging, war die Einsetzung von staatlichen Steuereinnehmern an Stelle der früheren „collecteurs“. Die collecteurs waren nichts anderes als die Steuerzahler selbst, welche abwechselnd zu zwei oder mehreren in jeder Gemeinde jährlich von den Steuerpächtern mit der Repartierung und Erhebung der Steuern betraut wurden. Diese Einrichtung hatte allenthalben zu schreienden Mifsbräuchen geführt.

8. Die Notablenversammlung von 1787 endlich proklamierte die Gleichheit aller Bürger vor der Steuer, unterwarf die Stempelgebühren einer gründlichen Neuordnung und arbeitete einen neuen Grundsteuerentwurf aus. Doch blieb die Verwirklichung dieser Reformen der Nationalversammlung vorbehalten.

(R. Stourm, Les finances de l'ancien régime et de la révolution, I. chap. IV).

1) Ch. Gomel, Histoire financière de l'assemblée constituante, II, 315—327. R. Stourm, loc. cit. I, 124—165.

2) Sie sollte die taille réelle sowie die übrigen öffentlich-rechtlichen Abgaben (vingtièmes und capitation) ersetzen, welche den Bodenertrag als die wichtigste Quelle des Volkseinkommens belasteten.

durchschnittlichen Pachtwert der Grundstücke, aus den letzten 15 Jahren berechnet.

Vom Reinertrag des bebauten Eigentums war ein Viertel frei zu lassen für Reparaturen usw., bei Fabriken und Werkstätten ein Drittel; Gärten, Parks usw. waren den besten Ländereien der Gemeinde in der Besteuerung gleichzuhalten; in Kultur genommene Ländereien, ausgetrocknete Moore usw. waren zwar, im Gegensatz zum ancien régime, zu besteuern, um dem Grundsatz der objektiven Allgemeinheit der Grundsteuer zu genügen; deren Quote konnte aber auf eine längere Reihe von Jahren (20—30) hinaus nicht erhöht werden.

Im Gegensatz zu ihrer Vorgängerin, der taille réelle, sollte die Grundsteuer nur vom Besitzer, nicht vom Pächter, erhoben werden. Dagegen blieb die Grundsteuer, wie die taille réelle, eine Repartionssteuer, deren Höhe jährlich durch die gesetzgebende Körperschaft zu bestimmen und die in Geld zahlbar war[1]). Die auf die ein-

1) Seitdem Vauban sich im Jahre 1707 in seinem Werk: Dîme royale für die Erhebung der Grundsteuer in natura ausgesprochen hatte, bestand eine lebhafte Kontroverse über diese Frage. Ein vorübergehender Versuch im Jahre 1725, eine Steuer von $^1/_{50}$ in natura von allen Bodenprodukten zu erheben, scheiterte vollständig an den Schwierigkeiten und übermäfsigen Kosten der Erhebung. In der Nationalversammlung war Dubois-Crancé für die Erhebung der Grundsteuer in natura eingetreten, aber nicht durchgedrungen. Er wiederholte seine Versuche im Konvente und in den Versammlungen des Direktoriums; im Konvent wurde, in der Periode der Schreckensherrschaft, die Frage eingehend erörtert in den Tagen vom 26. Pluviôse bis 9. Ventôse Jahr II (14. bis 23. Februar 1794). Die Zahlung in natura wurde auch diesmal mit grofser Mehrheit verworfen. Die Gründe, die für die Abstimmung mafsgebend gewesen, hatte Charlier folgendermafsen resumiert (Sitzung vom 9. Ventôse II, Moniteur Universel, Réimpr. XIX, 577):

1. „Die Erhebung der Grundsteuer in natura ist revolutionsfeindlich: denn der Faule fände in seiner Trägheit selbst das Mittel, sich der Steuer zu entziehen; der Fleifsige dagegen, der seinen Acker im Schweifse seines Angesichts melioriert hätte, würde gerade für seinen Fleifs durch diese Besteuerung des Rohertrages bestraft.

Übrigens würde die Landbevölkerung es sich nicht gefallen lassen, dafs die Naturalabgaben des ancien régime, von denen die Revolution sie befreit hat, in dieser neuen Form wieder erständen.

2. Bis die Tausende von Beamten, welche nötig wären, um die Grundsteuer in natura zu erheben, auf allen Äckern gewesen, könnten die Unbilden des Wetters längst ein gut Teil der Ernten zerstört haben, wie das so häufig geschah bei der Erhebung der Zehnten, für welche eine nur 24 stündige Frist

zelnen Départements entfallenden Beträge waren von der gesetzgebenden Versammlung festzusetzen; die Departementalversammlungen hatten die auf die Distrikte und deren einzelne Gemeinden fallenden Kontingente zu bestimmen. Die Veranlagung hatte, entsprechend dem in der Deklaration der Menschenrechte sowie in Art. 51 des Dekrets über die Gemeindeverfassung ausgesprochenen Grundrecht aller Bürger, sich selbst oder durch ihre gewählten Vertreter zu besteuern, in jeder Gemeinde durch eine Kommission zu geschehen, welche aus Mitgliedern des Gemeinderats und ad hoc gewählten Steuerzahlern bestehen sollte. Die Steuerrollen hatten die Gemeindebeamten, unter Aufsicht der Distriktsdirektorien (gewählte Versammlungen), anzufertigen. Das vexatorische Eindringen in Privatverhältnisse bei der Erhebung der alten vingtièmes hatte zu dem Grundsatz der Veranlagung nach äufseren Merkmalen geführt. Die Erhebung der Grundsteuer war ebenfalls den Gemeinden überlassen; diese hatten die erhobenen Gelder an die Departementalkassen abzuführen, welche sie ihrerseits der Zentralstaatskasse abliefern sollten.

Zu der Grund- wie zur Mobiliarsteuer durften die Departements und Gemeinden Zuschlagssteuern erheben zur Deckung ihrer Ausgaben.

Durch Dekret vom 16. März 1791 wurde die Repartitionssumme der Grundsteuer auf 240 Millionen Liv. festgesetzt. Diese Summe blieb für die folgenden Jahre dieselbe. Die von den einzelnen

---

gegeben war. Das bedeutete aber Vernichtung der privaten wie der öffentlichen Einkünfte.

Ein Jahr später veranlafste der Mangel an gemünztem Gelde und die Entwertung der Assignaten, angesichts der Notwendigkeit, den Heeren der Republik Lebensmittel zuzuführen, den Konvent zu dem Dekret vom 2. Thermidor III (20. Juli 1795), welches die Erhebung der Hälfte der Grundsteuer in natura verfügte. Am 24. Fructidor III (10. September 1795) wurde diese Quote auf $^3/_4$ erhöht. Die Erhebung in natura blieb bis zum 18. Prairial V (6. Juni 1797) bestehen, mifslang aber wiederum vollständig: einmal wegen der Schwierigkeiten der Erhebung, besonders aber, weil in den sehr ungeeigneten Speichern, die zur Aufbewahrung der erhobenen Bodenfrüchte dienten, dieselben in Massen der Fäulnis sowie den Ratten und Mäusen anheimfielen, vielfach auch gestohlen wurden. Endlich verschlangen die Kosten des Transports der Bodenfrüchte zu den Orten, wo sie verwertet werden konnten, bis zu 50 % des Wertes derselben (Rapp. de BALLAND au nom du comité des finances, 30. Germinal IV).

Départements zu leistenden Beträge waren durch Gesetz vom 23. Mai bis 3. Juni 1791 festgesetzt worden, und zwar nach Mafsgabe des vollständig veralteten und ungerechten Verhältnisses, in dem die Generalitäten des ancien régime an dem Gesamtbetrage der direkten und indirekten Steuern beteiligt gewesen. Der Charakter der Grundsteuer als Repartitionssteuer erfuhr eine Korrektur durch das Dekret vom 16. März 1791, welches bestimmte, dafs die auf den einzelnen Steuerzahler entfallende Quote $^1/_6$ des Reinertrages aus seinem Grundbesitz nicht übersteigen dürfe. Dieser Satz wurde durch Gesetz vom 30. Juli 1792 auf $^1/_5$ erhöht; ein Gesetz vom 3. August 1793 wiederholte diese Bestimmung auch für 1793.

Die aus physiokratischen Ideen hervorgegangene Grundsteuer war die weitaus wichtigste des von der Nationalversammlung geschaffenen Systems. Der physiokratische Gedanke, dieselbe als die einzige Steuer überhaupt einzuführen, war nicht völlig durchgedrungen, weil er der schon damals stattgehabten Entwicklung von Handel und Industrie nicht gerecht wurde. Dementsprechend hatten die meisten Wahlkörper von 1789 ihren Abgeordneten in den Lastenheften das bindende Mandat auferlegt, neben der Grundsteuer auch eine Mobiliarsteuer einzuführen. Die Notwendigkeit dieser letzteren war sogar in der Deklaration der Menschenrechte indirekt ausgesprochen worden [1]).

Die Mobiliarsteuer (13. Januar 1791) sollte zunächst alles nicht aus Grundbesitz stammende Einkommen treffen [2]). Sie umfafste fünf verschiedene Steuern:

Die erste war eine fünfprozentige, auf alles, nach dem Mietwert

---

1) Ch. Gomel, Histoire financière de la Constituante, I, 121—123; II, 328.

2) Die Mobiliarsteuer trat an die Stelle von:

a) der taille mixte oder personnelle, soweit dieselbe auch das nicht aus Grundbesitz fliefsende Einkommen traf. Das war in den meisten Provinzen des Königreichs der Fall (cf. Déclaration du 3 février 1768).

b) Der vingtièmes. Diese waren eine veranlagte Steuer „von $^1/_{20}$ von allem Einkommen" (Edit de 1749, art. 3). Zeitweilig waren im 18. Jahrhundert auch 2 und 3 Zwanzigstel erhoben worden.

c) Der capitation, welche eine Klassensteuer war; die erste Klasse, in welcher der Dauphin eingeschätzt war, zahlte 2000 liv. capitation, die folgende 1500 liv., die letzte 20 sols (Déclaration du 21 janvier 1695).

Über die Mobiliarsteuer siehe: Ch. Gomel, loc. cit., II, 328—338. R. Stourm, loc. cit., I, 247—252.

der Wohnung des Steuerzahlers zu präsumierende Einkommen desselben, abzüglich des Einkommens aus Grundbesitz, das durch die Grundsteuer betroffen wurde. Wirtschaftsräume (Scheunen, Werkstätten, Verkaufsläden usw.) waren bei der Schätzung des Mietwerts nicht mit einzubegreifen. Das steuerpflichtige Einkommen wurde berechnet nach einem 18stufigen, progressiven Tarif, dem der Gedanke zu grunde liegt, dafs geringe Mieten einen höhern Prozentsatz des Einkommens der betreffenden Wohnungsinhaber ausmachen als teurere. So wurde bei einem Mietwert bis 100 liv. ein Einkommen in doppelter Höhe präsumiert; bei Mietwerten von 100 bis 500 liv. ein dreifaches, von 500 bis 1000 liv. ein vierfaches usw., bis bei Mietwerten von 12000 liv. und darüber ein zwölfeinhalbfaches Einkommen. Der progressive Veranlagungstarif ändert nicht den proportionalen Charakter der Steuer; denn für alle so ermittelten Einkommen galt der einheitliche, fünfprozentige Steuersatz[1]. Steuerzahler mit mehr als drei Kindern waren in der nächsttiefern Stufe einzuschätzen, als die, welche sich aus dem Mietwert ihrer Wohnung ergab, Junggesellen in der nächsthöheren.

Zu dieser ersten Steuer kam eine zweite auf die Diensbotenzahl und eine dritte auf Luxuspferde und Maulesel, beide also Luxussteuern.

Die vierte Steuer war eine Personalsteuer gleich dem Wert von drei Arbeitstagen, welche nach dem Gesetz vom 22. Dezember 1789, nach Aufhebung der Fronden, jeder Bürger der Nation schuldete. Diese Steuer war also in Geld zahlbar; befreit davon blieben alle Bürger, die aufser dem täglichen Normalarbeitsverdienst kein Einkommen hatten.

Die fünfte Steuer endlich, Wohnungssteuer geheifsen, war nach derselben progressiven Skala, wie die erste, auch nach dem Mietwert der Wohnungen zu veranlagen. Sie traf das Gesamteinkommen, ohne Abzug des Einkommens aus Grundbesitz. Ihr Satz war $1/3$ %; diese allgemeine Einkommensteuer war damit begründet worden, dafs man nicht wisse, ob die vier andern Teile der Mobiliarsteuer ergiebig genug sein würden, um die festzusetzende Repartitionshöhe der Mobiliarsteuer zu erreichen; deshalb sei es gerecht, nachdem man das Einkommen aus Grundbesitz sowohl,

1) Ch. Gomel, loc. cit. II. 335.

als das Mobiliareinkommen durch Steuern belastet habe, daſs der von der Repartitionssumme übrig bleibende Rest auf sämtliche Einkommen umgelegt werde.

Um die Möglichkeit der Repartition bei den dem Wesen der Quotitätssteuer entnommenen Sätzen zu bewahren, war ein Spielraum gelassen bei der Hauptsteuer: Der Satz von 5% oder 1/20 konnte bis zu 1/18 oder 5,55% erhöht werden.

Repartition, Veranlagung und Erhebung sollten in ähnlicher Weise wie bei der Grundsteuer geschehen.

Durch Dekret vom 16. März 1791 wurde die Repartitionssumme der Mobiliarsteuer auf 60 Millionen liv. festgesetzt. Für 1792 blieb man bei dieser Summe. Zur Deckung des infolge der Aufhebung der Patentsteuer zu erwartenden Ausfalls in den Staatseinnahmen beantragte der Finanzausschuſs am 26. März 1793, die Repartitionssumme der Mobiliarsteuer um 15 Millionen liv. zu erhöhen [1]. Dies geschah jedoch nicht, vielmehr erfolgte ein Dekret vom 9. frimaire II (29. November 1793), welches die Steuersätze der Mobiliarsteuer wie folgt reduzierte: die drei fixen Steuern (Personal-, Dienstboten- und Pferdesteuer) auf die Hälfte, die Hauptsteuer auf 1/18 und die Wohnungssteuer auf 1/40 der frühern Sätze [2]. Die vielen Reklamationen gegen die Veranlagung der Mobiliarsteuer hatten zu diesem Dekret geführt. Bezeichnend für den Stand der Veranlagungsarbeiten und der Erhebung ist das Datum dieses Dekretes (29. November); es handelt sich um die Steuer für das betreffende Jahr 1793. 1794 kam die Mobiliarsteuer dann ganz in Wegfall.

Die dritte direkte Steuer, welche die Nationalversammlung geschaffen hatte, war die Patentsteuer [3]. Sie war eine Steuer des Handel- und Gewerbebetriebes. Ursprünglich hatte die Einführung dieser Steuer nicht im geringsten in der Absicht der Nationalversammlung gelegen. Erst als man zur Erkenntnis gekommen, daſs, infolge der Abschaffung der vielen indirekten Steuern des ancien régime, die Staatseinnahmen die Ausgaben nicht zu decken imstande seien, entschloſs man sich, wenn auch wider Willen, eine besondere Steuer auf den Handel- und Gewerbebetrieb zu legen. Das Einkommen aus Handel und Gewerbe wurde schon durch die

1) Moniteur Universel, Réimpression, XV, 803.
2) Moniteur Réimpr., XVIII, 542.
3) Ch. Gomel, loc. cit. II, 423—431. R. Stourm, loc cit. I 275—282.

Mobiliarsteuer getrof en; diese wiederholte Belastung rechtfertigte man damit, dafs: erstens die Patentsteuer von den Betroffenen übergewälzt würde, und zweitens dieselbe ein billiger Preis sei für die grofse Wohltat, welche die Abschaffung der Zünfte und Meisterrechte für Handel und Gewerbe bedeute.

Die Patentsteuer wurde durch Gesetz vom 13. März 1791 eingeführt; sie war zu veranlagen wie die Mobiliarsteuer nach dem Mietwert der Wohnungen, aber einschliefslich der Wirtschaftsräume. Die Steuer betrug für einen Mietwert bis 400 liv. 10 % desselben; für einen Mietwert von 400—800 liv. 12½ % und für alle höheren Mietwerte 15 %. Der Charakter der Proportionalität wurde dadurch gewahrt, dafs man, wie bei der Mobiliarsteuer, von dem Gedanken ausging, dafs geringe Mieten einen gröfsern Teil des betreffenden Einkommens ausmachen als höhere.

Die Bäcker waren nur mit der Hälfte des Steuersatzes zu belegen, die Schenkwirte mit dem doppelten [1]). Alle Gewerbe- und Handeltreibenden hatten sich bei der Gemeindebehörde anzumelden; die Veranlagung und Erhebung sollte wie bei den beiden andern direkten Steuern geschehen. Der Ertrag der Patentsteuer war auf 18 Millionen Liv. für 1791 veranschlagt; für 1792 veranschlagt ihn Laffon-Ladebat auf 24 Millionen Liv. (Rapport du 1 janvier 1792) und Cambon auf 20 Millionen Liv. (Rapport du 3 avril 1792). Die Steuer brachte jedoch nicht ganz 7 Millionen Liv. jährlich ein. Der Konvent schaffte sie durch Dekret vom 22. März 1793 ab, weil sie ein Hemmschuh für Handel und Gewerbe sei.

Was die indirekten Steuern betrifft, so war die Abschaffung der grofsen Mehrzahl derjenigen des ancien régime durch die Lastenhefte von 1789 den Abgeordneten zu der Ständeversammlung zur Pflicht gemacht worden. So wurden denn auch Salz-, Getränke-, Tabak-, Papier-, Öl-, Seifen-, Spielkarten- usw. Steuern beseitigt. Ebenso die noch bestehenden Binnenzölle. Dagegen wurden beibehalten bezw. fortgebildet: Registrierungs- und Stempelgebühren, sowie die Grenzzölle.

---

1) Aufser den hierfür bestimmend gewesenen sozialen Gesichtspunkten beabsichtigte man durch die schärfere Heranziehung der Schenkwirte, Bierbrauer usw. einen Ersatz zu schaffen für die Ausfälle, welche die Abschaffung der zahlreichen Getränkesteuern des ancien régime mit sich brachte.

Unter dem Namen Registrierungsgebühren [1]) hatte man drei Verkehrssteuern des ancien régime vereinheitlicht: die „Kontrollsteuer", die „insinuation" und den „centième dernier". Sämtliche notariellen und gerichtlichen Urkunden, die privaten Besitz- und Nutzungsurkunden, wenn sie vor Gericht produziert werden sollten usw., mufsten seit Jahrhunderten in öffentliche Register eingetragen werden. Bei Gelegenheit dieser Eintragung wurden Gebühren erhoben. Die Gebührentarife des ancien régime waren äufserst verwickelte und verschiedenartige gewesen, die Gesetzgebung von 1790 vereinheitlichte sie und führte in denselben das Prinzip der Proportionalität streng durch. Die frühere Organisation der Registrierungsverwaltung behielt man bei.

Die Stempelgebühren [2]) hatten nur in einem Teil des Königreichs bestanden unter dem Namen: „droits de formule". Sie wurden auch nur von wenigen Klassen von Urkunden erhoben. Die Notablenversammlung von 1787 hatte ein umfassenderes, einheitliches Stempelgebührengesetz für das ganze Königreich ausgearbeitet; dieses war aber nicht zur Durchführung gekommen. Das Gesetz vom 12. Dezember 1790 bis 18. Februar 1791 unterwarf der Stempelgebühr sämtliche Urkunden, welche den Registrierungsgebühren unterworfen waren; aufserdem die Aktien, Wechsel, Ordre- und Inhaberpapiere, Geschäftsbücher, Quittungen über den Empfang von Staatsrenten sowie solche über Zahlung von Zöllen und aller Gebühren.

Endlich wurde nach langwierigen Debatten der Zolltarif von 1786 in schutzzöllnerisch-erzieherischem Sinne fortgebildet; eine Darlegung desselben würde zu weit von dem Thema dieser Arbeit abführen [3]).

Fragen wir nun, was die verschiedenen Steuern zur Zeit der Schreckensherrschaft dem Fiskus einbrachten.

Die Generalstände waren 1789 einberufen worden, um Mittel und Wege zu schaffen zur Beseitigung des ungeheuren Defizits der Staatskasse [4]). Ausgehend von der Erwägung, dafs die Existenz der mit Auflösung bedrohten Versammlung von dem Fortbestehen

1) Ch. Gomel, loc. cit. II, 345—353. R. Stourm, loc. cit. I, 403—430.
2) Ch. Gomel, loc. cit. II, 398—401. R. Stourm, loc. cit. I, 444—458.
3) Ch. Gomel, loc. cit. II, 402—418. R. Stourm, loc. cit. II, 61—75.
4) Ch. Gomel, loc. cit. I, 204 ff.

des Defizits abhänge, hatte dieselbe, um der Regierung alle selbstständigen Hülfsmittel abzuschneiden, am 17. Juni 1789 die bestehenden Steuern für ungesetzlich erklärt, weil ohne Mitwirkung der Nation eingeführt. Bis die Nationalversammlung neue geschaffen, sollten sie jedoch forterhoben werden, auf alle Fälle träten sie mit dem Tage der Auflösung der Versammlung aufser Kraft.

Die Erklärung, die bestehenden Steuern seien ungesetzlich, wurde im ganzen Lande mit Jubel aufgenommen; sie gab einen mächtigen Impuls zu der kommunalen, revolutionären Bewegung der folgenden Monate. Man hörte nunmehr allenthalben auf, die Steuern zu entrichten, und verjagte die Steuerbeamten; die berühmten Dekrete der Nacht des 4. August 1789, die Abschaffung der Feudallasten betreffend, wurden ebenfalls überall aufgefafst als eine sofortige, entschädigungslose Abschaffung aller Feudalabgaben, und vom 4. August an wurde in ganz Frankreich keine Feudalabgabe mehr entrichtet.

Die in den Revolutionsstürmen rasch angenommene Gewöhnung der Bevölkerung an das Nichtzahlen der Steuern erhielt noch einen mächtigen Vorschub durch die Natur des von der Nationalversammlung geschaffenen Steuersystems.

Wenn es schon an und für sich ein gewagtes Unternehmen war, in einer Zeit der gröfsten Finanznot des Staats Steuereformen vorzunehmen, deren Zweck in erster Linie eine weitgehende Entlastung der Steuerzahler war, so wurde der Erfolg dieses Unternehmens erst recht in Frage gestellt durch die ideologischen Gesichtspunkte, von welchen aus die Reform bis in alle Einzelheiten aufgebaut wurde. In der obigen summarischen Darlegung des Steuersystems von 1790—91 trat uns dessen aprioristischer Charakter bereits entgegen; besonders verhängnisvoll aber wurde die Theorie in der Veranlagung und Erhebung.

Die Veranlagung, besonders der Grundsteuer, wegen der Schwierigkeit der verlangten Ermittlung des Reinertrags war sehr schwer zu verwirklichen: einmal in der kurzen Zeit, in der sie zu geschehen hatte, dann aber auch bei dem damaligen durchschnittlichen Bildungsstand des hier in Betracht kommenden wählbaren Teils der Bevölkerung der Gemeinden [1]).

1) R. Stourm, loc. cit. I. 145ff. und 166 ff.

In seinen Ressortberichten an den Konvent vom 5. Oktober 1792 nd 31. Januar 1793 führt der Finanzminister Clavière lebhafte Ilage darüber, dafs die Steuern nicht eingingen. Seit August 1789 ehrte diese Klage in den ministeriellen Berichten immer und immer rieder. Auf die eindringlichsten ministeriellen Aufforderungen, die iteuerrollen anzufertigen, antworteten die Gemeinden nicht. Februar 792 hatten von 40911 Gemeinden erst 5448 die Steuerrollen für 791 angefertigt, und von diesen waren nur 2560 definitive. „Auf ie provisorischen zahlten die Zensiten nur Anzahlungen, deren Iöhe von ihnen selbst bestimmt wurde[1].“ Trotzdem wurde in en Verfassungen vom 24. Juni 1793 und vom 23. September 1795 n dem Grundsatz der Selbstveranlagung durch gewählte Lokal- ommissionen festgehalten.

Vom 1. Januar 1792 bis 1. Januar 1793 gingen ein an direkten iteuern:

17337922 Liv. Rückstände aus 1790 und den Vorjahren; 41212495 Liv. Rückstände von 1791 und 4926661 Liv. aus dem ;echnungsjahr 1792[2]).

Von den tarifierten Steuern brachten die Registrierungsgebühren in:

1791	. . . .	35069034 Liv.
1792	. . . .	42992137 „
1793	. . . .	55379540 „

Die Assignaten sind bei all diesen Zahlen zum vollen Nenn- rert verrechnet. Unter dem ancien régime hatten die entsprechenden lebühren durchschnittlich 41 Millionen Liv. eingebracht[3]).

Die Stempelsteuer brachte brutto ein:

Jahr II	. . . .	10528000 Liv.
Jahr III	. . . .	14280000 „

Im Jahre II blieb nach Abzug der Kosten ein kleiner Über- chufs (nicht angegeben); im Jahre III verschlangen die Kosten en ganzen Ertrag, und im Jahr IV wies der Stempel ein „unge- eures Defizit“ auf[4]).

1) Banilh, Essai politique sur le revenu public bei: Stourm, loc. cit. I, 22. Stourm, loc. cit. I, 166 ff.

2) Rapport de Cambon au nom du comité des finances 1er février 1793: :oniteur, Réimpr., XV., 338—346.

3) Stourm, loc. cit. I, 436.

4) Rapport de Johannot au Conseil des Anciens 11 nivôse IV. (1. Januar 1896).

Die Zolleinnahmen endlich genügten ebenfalls nicht einmal, da infolge des Krieges der Handel mit dem Ausland fast ganz brach lag, um die Kosten der Zollverwaltung zu decken [1]).

II. Kapitel.
Die Assignaten und das Budget- und Rechnungswesen zur Zeit der Schreckensherrschaft.

Das Nichteingehen der Steuern und das Mifslingen der beiden letzten Anleihen Neckers hatte unter der Nationalversammlung die sofortige Beschaffung bedeutender Geldmittel dringend nötig gemacht. Die bis dahin indirekt als Aushülfsmittel dienenden Billets de la caisse d'escompte büfsten von Tag zu Tag ihren Kredit mehr ein, eben wegen der zunehmenden Verstrickung dieses Instituts in die Finanzgeschäfte des Staates. Unter diesen Umständen lag der Gedanke nahe, die bis dahin — seit 7. Oktober bezw. 2. November 1789 — verstaatlichten Güter des Klerus und der Krone nicht nur zur Schuldentilgung, sondern auch zur Deckung dringender laufender Ausgaben zu verwenden und ihren voraussichtlichen Erlös durch Emission von Papiergeld zu antizipieren. Selbst Necker, der eifrige Feind des Staatspapiergelds, wies diesen Plan nicht ganz ab [2]).

Am 19. September 1789 wurde dekretiert, Staatsgüter bis zu 250 Millionen Liv. zu veräufsern; diese 250 Millionen Liv. und 150 Millionen Liv., welche die patriotische Steuer einbringen sollte [3]), in eine Caisse de l'Extraordinaire einzulegen, aus welcher rückständige und verfallene Schuldzinsen sowie Schuldkapitalien, welche die Versammlung zu tilgen beschliefsen würde, heimzuzahlen seien. Auf diese Kasse sollten Assignaten bis zum gleichen Betrag, also 400 Millionen Liv., angewiesen werden, d. h. mit 5 % verzinsliche Staatsobligationen von je 1000 Liv., welche aus jenen voraussichtlichen Eingängen zu tilgen waren. Zunächst sollten 170 Millionen

1) Stourm, loc. cit. II, 86—87.

2) Art. Assignaten im Handwörterbuch der Staatswiss., 2. Aufl.

3) Ch. Gomel, loc. cit. I, 512. Die patriotische Steuer war eine einmalige Steuer, durch Gesetz vom 27. August 1789 als ein Mittel zur Deckung des Defizits der Staatskasse geschaffen. Sie war mit 1/4 des Reineinkommens bemessen, und auf Grund von nicht kontrollirten Deklarationen in drei Raten 1790 1791 und 1792 zahlbar.

Liv. an die Caisse d'Escompte gegen ein Darlehen an den Staat ausgefolgt werden. Diese kamen vorerst allein zur Ausgabe, daher nach einigen Monaten wieder die gleiche Finanzlage. Am 17. April 1790 wurde der Zwangskurs der Assignaten dekretiert; der kleinste Abschnitt sollte nunmehr auf 200 Liv. lauten, der Zinsfufs wurde auf 3 % herabgesetzt. Damit war den Assignaten der Charakter eines verzinslichen Papiergeldes verliehen. Am 29. September 1790 wurde das Maximum der Zirkulation auf 1200 Millionen Liv. erhoben, die kleinsten Stücke auf 50 Liv. festgesetzt, die Verzinsung aufgehoben [1]). Eine weitere Kreierung von 600 Millionen Liv. fand noch unter der Nationalversammlung statt; bis zum Zusammentritt des Konventes waren 2700 Millionen Liv. kreiert worden. Am 24. Oktober 1792 verfügte der Konvent die Herstellung von neuen 400 Millionen Liv.; dann folgten mehrere Kreierungen rasch aufeinander. 600 Millionen Liv. am 21. November; 300 Millionen Liv. am 24. Dezember; 800 Millionen Liv. am 1. Februar 1793 und 1200 Millionen Liv., am 7. Mai [2]); darauf folgte eine längere Periode, während der man ernstliche Versuche machte, den Umlauf des Papiergeldes zu verringern. Weiter unten werden wir davon zu handeln haben. Von Anfang an war es Usus gewesen, bei jeder Assignatenkreierung einen Überblick der verfügbaren Pfandmassen derselben zu geben, um der Öffentlichkeit gegenüber die absolute Sicherung der Assignaten zu erweisen [3]). Das konnte jedoch nicht

---

1) Handw. der Staatswiss. Art. Assignaten.

2) L. Say, Dictionnaire des Finances: Art. Budget général de l'Etat, I, 531. Moniteur, Réimpr. XIV, XV, XVI an den betreffenden Daten.

3) In dem Bericht vom 1. Februar 1793, durch welchen Cambon im Namen des Finanzausschusses eine Assignatenkreierung von 800 Millionen Liv. begründet, gibt er folgende Aufzählung der Assignaten-Pfandmasse:

1. „3 120 638 237 Liv.: der Wert der bisher verkauften und der zum Verkauf gestellten Nationalgüter." Die Ziffer rührt von einer April 1792 vom Finanzausschufs vorgenommenen Schätzung her. Da durch die Koalition der Mächte und den Aufstand im Innern die Existenz der Republik bis zum Messidor II. (Juni—Juli 1794) aufs äufserste bedroht schien und mit ihr die Anerkennung des von ihr erworbenen Eigentumsrechtes an den ehemaligen Kirchen-, Kron- und Emigrantengütern, so war deren Verkäuflichkeit eine geringe; die erzielten Preise blieben auch deshalb, nicht nur wegen des kolossalen Angebots, bedeutend hinter den übrigens niedrigen Schätzungen zurück.

2. „1200 Millionen Liv. als, nach Mafsgabe der erfolgten Veräufserungen

verhindern, dafs der Kurs des Papiergeldes infolge der zunehmenden Erschütterung des Staatskredits immer mehr sank[1]). Unter der Nationalversammlung war er bis auf 87 %, unter der Législative bis 61 % gesunken. Beim Zusammentritt des Nationalkonventes stieg er wieder auf 72 %, war im Januar 1793: 51 % und fiel bis Juli auf 23 %[2]). Es gelang dann durch verschiedene Mittel, von denen weiter unter die Rede sein wird, den Assignatenkurs bis zum Ende der Schreckensherrschaft (1 Jahr später) dauernd auf zirka 36—40 % im Durchschnitt zu heben.

Durch Dekret vom 3.—5. Januar 1793 wurde die Caisse de L'Extraordinaire, in welche der Erlös der verkauften Staatsdomänen und die patriotische Steuer (Art. 9 des Dekrets vom 21. Januar 1790) einzulegen waren, und auf die die Assignaten angewiesen wurden, mit der Staatskasse vereinigt; jedoch blieb bis zum 1. Floréal II (20. April 1794) die Scheidung in ordentliche und aufser-

ermittelter Wert der Waldungen, deren Verkauf sistiert worden war." April 1792 waren diese auf 1400 Millionen Liv. geschätzt worden.

3. „Die konfiszierten Emigrantengüter, die bei der letzten Assignatenkreierung auf 1000 Millionen Liv. bewertet, jetzt nach den von Minister Roland im Januar 1793 gemachten Erhebungen auf 3 Milliarden, abzüglich der Hypothekarschulden, geschätzt werden."

4. „200 Millionen Liv.: der Wert der zur Speisung der ehemaligen Zivilliste bestimmten Staatsgüter."

5. „100 Millionen Liv.: der Wert der in Erb- oder Zeitpacht gegebenen Staatsgüter."

6. „50 Millionen Liv.: der Wert der nicht beseitigten Bodenzinsen und sonstigen Feudallasten." Diese wurden bekanntlich im Jahre 1793 vom Konvent entschädigungslos aufgehoben.

7. „Die Kriegsentschädigungen, die von den Völkern zu erwarten seien, denen die Heere der Republik die Freiheit gebracht hätten."

1) Über die Ursachen des Sinkens des Assignatenkurses Näheres unten in Kap. VI. Im übrigen ist zu bemerken, dafs die Assignatenkreierungen zur Schreckenszeit durch den Konvent in öffentlicher Sitzung jeweils beschlossen wurden, nicht wie Stourm, loc. cit. II, S. 309 meint, durch den Wohlfahrts- und Finanzauschufs, weil man nicht mehr gewagt habe, die Assignatenvermehrungen vor der Öffentlichkeit einzugestehen. Cfr. die Sitzungsberichte im Moniteur, unter den oben angeführten Kreierungsdaten.

1) Die angegebenen Kursnotierungen sind die offiziell bekannt gegebenen von Paris, sie sind die jeweilig niedrigsten dieser Periode (die Departemente notierten im allgemeinen höher als Paris: R. Stourm, loc. cit. II, 311). Sie sind entnommen dem: Tableau officiel annexé à la loi du 5 messidor V (23. Juni 1797).

ordentliche Einnahmen und Ausgaben in der Rechnungsführung der Staatskasse bestehen. Aber auch danach sollten gemäſs Dekret vom 21. Floréal II (10. Mai 1794), die Assignaten und sonstigen Wertpapiere, die von dem Verkauf der Nationalgüter eingingen, nicht zu den öffentlichen Ausgaben verwendet werden [1]).

Die Assignatenemissionen geschahen regelmäſsig in folgender Weise:

Am Schlusse eines jeden Monats legten die Kommissare der Staatskasse (Trésorerie nationale) dem Konvente einen summarischen Bericht vor über die im Laufe des betreffenden Monats gemachten Ausgaben, soweit sie die Einnahmen überstiegen. Der Konvent dekretierte alsdann die Deckung des jeweilig vorhandenen Fehlbetrags durch eine entsprechende, aus dem Assignatendepot zu entnehmende Summe [2]). Ging der Assignatenvorrat zur Neige, so wurde eine neue Kreierung von etlichen 100 Millionen dekretiert. Die in Zahlung verkaufter Nationalgüter eingehenden Assignaten wurden wöchentlich verbrannt.

Neben den Monatsausweisen, welche uns übrigens über die Höhe der ordentlichen Einnahmen und Ausgaben keinen Aufschluſs

1) Moniteur, unter den angebenen Daten.

2) Ich greife aufs Geratewohl zwei von den monatlichen Emissionsdekreten, die sich alle ähnlich sind, heraus, z. B. die für Mai 1793 und Brumaire II (November 1793). Da heiſst es: der Kontrolleur der Staatskasse ist ermächtigt, in Gegenwart der Kommissare des Konventes, der Kommissare und des Generalkassiers der Staatskasse, dem Assignatendepot eine Summe von 315563357 Liv., beziehungsweise 266222748 Liv. zu entnehmen, zur Deckung folgender, von der Staatskasse im Laufe des Monats Mai, beziehungsweise Brumaire, gemachten Vorschüsse:

	Mai	Brumaire
1. Zur Heimzahlung von Staatsschulden und rückständigen Zinsen derselben:	4872567 Liv.	369647 Liv.
2. Ausgaben auf das Rechnungjahr 1790:		889905 „
3. „ „ „ „ 1791:	696310 „	888471 „
4. „ „ „ „ 1792:	3137644 „	292876 „
5. Ausserordentl. Ausgaben von 1793:	284225101 „	242551335 „
6. Vorschüsse an die Departements:	3191029 „	3521700 „
7. Überschuſs der ordentlichen Ausgaben über die ordentlichen Einnahmen:	19440706 „	17708814 „
Summa der durch Assignatenemission zu deckenden Ausgaben	315563347 Liv.	266222748 Liv.

(Sitzungen des Konvents vom 18. Juni 1793 und 18. Frimaire II Moniteur Réimpr., XVI, 685 und XVIII, 621).

geben [1]), legte Cambon dem Konvent im Namen des Finanzausschusses dreimal einen Rechnungsbericht vor (23. September 1792, 1. Februar 1793, 3. Germinal II [26. März 1794]. Der Rechnungsbericht vom 23. Septemb. 1792 begnügt sich mit folgenden Angaben:

Einnahmen der Staatskasse vom 1. Januar bis 22. September 1792, einschliefslich der aus der Caisse de l'Extraordinaire übernommenen Assignaten . . 910 725 675 Liv.

Ausgaben	. .	865 526 764 „
In Cassa		50 198 795 Liv.

Davon 11 872 000 in gemünztem Geld [2]).

Der Bericht vom 1. Februar 1793 enthält folgende Ausführungen: „Die Minister der Despoten, welche uns bekriegen, verkünden fortwährend, dafs unsere Hülfsmittel bald erschöpft sein werden, und dafs die Republik ihnen alsdann unterliegen wird. Wir antworten ihnen darauf mit der Veröffentlichung unseres Einnahmenetats: das allein könnte genügen, sie zittern zu machen [3])." Nach Vorlegung

---

1) Dekret vom 18. Fcbruar 1791, S weiter unten.

2) Moniteur, Réimpr. XIV. 33.

3) Hier dieser Ist-Etat:

Einnahmen der Staatskasse vom 1. Januar 1792 bis 1. Januar 1793.

A. Ordentliche Einnahmen.

Direkte Steuern von 1791:	141 212 497 Liv.	
„ „ „ 1792:	4 926 661 „	
„ „ „ 1790 und vorher:	17 337 972 „	
Patriotische Steuer:	41 832 745 „	
1. Summe der direkten Steuern		205 309 875 Liv.
Indirekte Steuern, Zölle und Posteinnahmen von 1791:	16 625 671 Liv.	
Desgleichen von 1792:	70 746 322 „	
1. Summa der indirekten Steuern usw.		87 371 993 Liv.
B. Aufserordentliche Einnahmen:		
2. Erträgnisse der noch nicht verkauften Nationalgüter		60 000 000 „
2. „Eventuelle" Einnahmen:		
Aus dem Verkauf von Tabak		12 064 287 „
„ „ „ „ Salz		3 219 452 „
Rückstände verschiedener Art sowie Einnahmen aus dem Verkauf der Glocken und Silbergeräte von Kirchen		44 715 715 „
Als Summa wird angegeben		598 999 452 Liv.

so dafs noch ein Posten von 186 318 130 Liv. fehlt.

dieses Einnahmeetats führt Cambon fort: „Bezüglich der Einnahmen für 1793 ist zu sagen:

Da die Steuerrückstände sich auf 648 Millionen Liv. belaufen, mufs es uns gelingen, die Steuereinnahmen in diesem Jahre bedeutend zu steigern.

Die Einnahmen aus den Nationalgütern sind mit 60 Millionen Liv. angegeben; dieselben waren jedoch höher wahrscheinlich 80 Millionen Liv., denn die Assignaten, mit welchen die Zinsen von den geschuldeten Kaufpreisen von erworbenen Nationalgütern gezahlt wurden, wurden mit den Kaufpreisraten in die Caisse de l'Extraordinaire eingezahlt und nicht separat verrechnet sondern mit verbrannt. Vielleicht wird es uns gelingen, eine Rechnungsführung einzurichten, bei welcher die Einkünfte aus den noch nicht verkauften Nationalgütern, zusammen mit den Zinsen der geschuldeten Kaufpreise, verrechnet werden. Auf jeden Fall werden die Einnahmen aus den Nationalgütern 1793 höher sein, denn die erst vor kurzer Zeit verstaatlichten Emigrantengüter werfen einen monatlich steigenden Ertrag ab (Oktober 1792: 500000 Liv.; November: 2500000 Liv.; Dezember: 5000000 Liv.; Januar 1793 soweit ersichtlich, 8 bis 9 Millionen Liv.).

Die vielen Zahlungsrückstände für von dem Staate gekauften Tabak, Salz, Getreide usw., welche sich über mehr als ein Jahrhundert erstrecken, werden wir, soweit möglich, beizutreiben suchen. Diese Rückstände belaufen sich auf 2—300 Millionen Liv.; davon hoffen wir 20—30 Millionen Liv. 1793 beizutreiben.

Was endlich die Assignaten betrifft, so erlaubt uns deren Pfandmasse sofort eine Kreierung von 800 Millionen Liv. (die oben erwähnte Kreierung vom 1. Februar 1793) vorzunehmen.

Assignatenemissionen fanden statt:

Zur Deckung des Defizits auf den Voranschlag der ordentlichen Ausgaben (Dekret vom 18. Februar 1791, siehe weiter unten)	152062196 Liv.
Zur Deckung der aufserordentlichen Ausgaben	786116948 „
Summa	938179144 Liv.

(Rapport de Cambon au nom du Comité des finances 1er février 1793) (Moniteur, Réimpr., XV, 338—340).

„Eventuelle" Einnahmen nennt Cambon die einmaligen Einnahmen sowie die eingehenden Rückstände, welche sich auf das ganze 18. Jahrhundert erstrecken, und für Tabak, Salz, Getreide usw. dem Staate noch geschuldet wurden.

Einen Voranschlag der Ausgaben für 1793 zu machen, ist unmöglich: siegen wir, so können sie geringer werden, werden wir aber geschlagen, so werden sie sehr beträchtliche sein [1]."

Einen eigentlichen Staatshaushaltsplan hatte man unter dem Konvente nicht. Am 6. Oktober 1792 verlangte Kersaint die Aufstellung eines solchen; Cambon erklärte, die aufserordentliche Kriegslage mache dies unmöglich, und erhielt ein Vertrauensvotum für den Finanzausschufs [2]. Am 10. Januar 1793 erliefs der Konvent ein Dekret, welches dem Finansausschufs auferlegt, einen Voranschlag für 1793 einzubringen. Cambon legte daraufhin den oben zitierten unbestimmten Voranschlag vor (1. Februar); zu einem Solletat kam es aber nicht.

Die aufserordentlichen Ausgaben wurden vom Konvent in jedem einzelnen Fall dekretiert; davon gab es jedoch Ausnahmen. Ein Dekret vom 1. Oktober 1792 ermächtigte den Kriegsminister, alle zur Ausrüstung der Nationalgarde nötigen Geldsummen ohne vorherige Bewilligung durch den Konvent aus der Staatskasse zu entnehmen [3]. Ein weiteres Dekret vom 9. April 1793 gab den

1) Die Einnahmen und Ausgaben für 1793 festzustellen, war mir unmöglich; Cambon legte am 3. Germinal II (26. März 1794) dem Konvent einen Rechnungsbericht vor, der nicht erhalten zu sein scheint. Stourm (loc. cit. II, 428—431) identifiziert den Begleitbericht Cambon zu dem Rechnungsbericht vom 3. Germinal mit diesem selbst, obwohl Cambon in ersterem ausdrücklich auf den am Morgen verteilten Rechnungsbericht Bezug nimmt. Aus letzterem zitiert der Begleitbericht nur die Globalsummen:

Einnahmen der Staatskasse vom 1. Juli 1791 bis 1. September 1793 einschliefslich der überwiesenen Assignaten:

	6761999560 Liv.
Ausgaben in derselben Zeit:	6049088764 „
Am 1. September 1793 in Cassa:	712910796 Liv.

Ein von der Trésorerie nationale am 3. Oktober 1793 dem Konvent vorgelegter Rechnungsbericht über dieselbe Periode, auf welchen der von Cambon vom 3. Germinal II sich stützt, scheint ebenfalls verloren gegangen zu sein Moniteur réimpr., XX, 129).

Es ist begreiflich, dass Stourm gegen diesen Begleitbericht Cambons von 3. Germinal II, in der Meinung, derselbe sei der Rechnungsbericht selbst, eine geharnischte Kritik losläfst, weil derselbe nur optimistisch dargestellte Globalsummen biete unter dem vielversprechenden Titel: Compte-rendu des recettes et des dépenses de la nation.

2) Moniteur, réimpr., XIV. 6. Oktober 1792.

3) Ch. Gomel, Hist. fin. la Législat. et de la Conv., I., 263.

Kommissaren des Konvents (représentants en mission) bei den Heeren der Republik unbeschränkte Vollmachten. Insbesondere erhielten dieselben das Recht, ausserordentliche Ausgaben anzuordnen, wozu ihnen die Gelder der Staatskassen zur Verfügung stehen sollten. Dem Konvent war jedoch von jeder Zahlungsordre innerhalb 24 Stunden Mitteilung zu machen [1]). Endlich wurde durch Dekret vom 2. August 1793 dem Wohlfahrtsausschufs ein Kredit von 50 Millionen Liv. zur Verfügung gestellt. Über diese Summe sollte derselbe nach seinem Ermessen, ohne dem Konvent oder sonst jemand Rechenschaft zu schulden, verfügen können. Nach dem Sturze Robespierres wurden dem Wohlfahrtsausschufs wiederholt bedeutend höhere Kredite zur freien Verfügung zugewiesen [2]).

Unter ordentlichen Einnahmen und Ausgaben verstand man folgendes: ein Dekret vom 18. Februar 1791 [3]) hatte die Summe der ordentlichen Ausgaben für 1791 auf 584,3 Millionen Liv. ohne weitere Spezialisierung festgesetzt (davon sollten 140 Millionen Liv. durch Assignatenüberweisungen aus der Caisse de l'Extraordinaire und 56,3 Millionen Liv. durch die Departements, das übrige aus den ordentlichen Einnahmen gedeckt werden). Diese Summe wurde in den folgenden Jahren (1792, 1793, 1794) von der Trésorerie nationale immer noch ihrer Rechnungsführung zu grunde gelegt (auf den Monat machte es 48 725 000 Millionen Liv., s. oben die monatlichen Emissionsdekrete). Eine nähere gesetzlich geregelte Spezifikation der Verwendung, welche dieser Voranschlag der ordentlichen Ausgaben finden sollte, bestand nicht [4]).

1) Ch. Gomel, ibid. I, 446.

2) R. Stourm, loc. cit. II, 423—427.

3) Ch. Gomel, Hist. fin. de la Constituante II, 382.

4) In den nie zum Gesetz erhobenen Solletatvorlagen, welche der Finanzausschufs unter der Législative eingebracht hatte, werden folgende Kategorien von ordentlichen Ausgaben angeführt: Schuldzinsen (am 3. April 1792 hatte Cambon diesen Posten auf 200 Millionen Liv. geschätzt; nach Durchführung der Unifikation der Staatsschulden 24. August 1793 und Einführung einer Rentensteuer von $^1/_5$, von welchen Mafsnahmen unten in Kap. VI. die Rede sein wird, schätzt Cambon den Posten auf 160 Millionen Liv.), — Staatspensionen (12 Millionen Liv. Cambon am 3. April 1792), — Nationalkonvent (5 Millionen Liv.), — Auswärtige Angelegenheiten (3 Millionen Liv.), — Brücken und Wegebau (5 Millionen Liv.) — Allgemeine Verwaltung (3 Millionen Liv.), - Öffentliche Bauten (4 Millionen Liv.), — Obersten Gerichtshof und Kassationshof (450 000 Millionen Liv.), —

Als ordentliche Einnahmen wurden die Steuern, einschliefslich der eingehenden Rückstände aus früheren Jahren angesehen [1]) (s. oben Rapport de Cambon vom 1. Februar 1793). Die ordentlichen Einnahmen blieben jedoch regelmäfsig hinter dem „Voranschlag der ordentlichen Ausgaben“ zurück; der Fehlbetrag wurde in Assignaten gedeckt (cf. oben die monatlichen Emissionsdekrete und den Bericht von Cambon vom 1. Februar 1793). Inwieweit die einzelnen Zweige der Staatsverwaltung an den ordentlichen Ausgaben tatsächlich Anteil hatten, ist nicht festzustellen. Irgend welche Schranke legte der Voranschlag dem Konvente nicht auf. Der gröfste Teil der Ausgaben der Schreckensherrschaft sind begreiflicherweise Kriegsausgaben.

Die Nationalversammlung hatte die Départements, Distrikte und Gemeinden als Selbstverwaltungskörper konstituiert. Die unitären Bestrebungen der jakobinischen Republik waren den Selbstverwaltungskörpern feindlich. In das Gesetz über die Unifikation der Staatsschulden vom 24. August 1793 wurde die Bestimmung aufgenommen, dafs alle bis zum 10. August 1793 gemachten Schulden der Départements, Distrikte und Gemeinden vom Staate übernommen würden. Cambon berechnete die daraus erwachsende Mehrbelastung der Staatsausgaben auf 25 Millionen Liv. Für diese Erleichterung

---

Aufmunterungsprämien für Handel (3,8 Millionen Liv.), — Unterricht, Erziehung und Unterstützungswesen (60 Millionen Liv.). (Rapport de Laffon-Ladébat 1. janvier 1792; — Rapport de Cambon, 3 avril 1792; — L. Say, Dict. des Finances, I, 529—530, 534). Die Kultusausgaben hatte der Konvent gleich zu Beginn seiner Tagung verringert, indem ein Dekret vom 26. September 1792 das Maximum der geistlichen Pensionen auf 1000 Liv. festsetzte. Später wollte Cambon die Kultusausgaben den Départements überweisen; dieselben fielen jedoch ganz weg, als der Konvent die Freiheit und Gleichheit aller Kulte dekretierte.

Noch eine andere Kategorie von ordentlichen Ausgaben: die Apanagen an die Prinzen des königl. Hauses wurden durch Dekret vom 24. September 1792 abgeschafft (Ch. Gomel, Hist. fin. de la Législ. et de la Convention I, 267 ff.).

1) Zu den ordentlichen Einnahmen wurden auch die Überschüsse der Staatslotterie gerechnet (1788: 7153864 Millionen Liv.) (für 1792 von Laffon auf 10 Millionen Liv., von Cambon auf 8 Millionen Liv. geschätzt). Auf Antrag des Generalrats der Pariser Kommune wurde die durch Erlafs vom 30. Juni 1776 gegründete Staatslotterie am 25. Brumaire II (15. November 1793) aufgehoben. Zweck diesser Mafsregel war: „Den Spekulationen der Finanzleute ein Ende zu machen“.

hrer Finanzen mufsten die Départements, Distrikte und Gemeinden lem Staate ihnen gehörende Güter, im Werte der übernommenen ›chulden, überlassen.

Ein Dekret vom 18. Fructidor II (4. September 1894) beseitigte lie Selbstverwaltung der Départements und Distrikte, und bestimmte, lafs deren Einnahmen und Ausgaben dem Fiskus des Staates zu iberweisen seien.

Die Organisation der Finanzverwaltung erfuhr eine bedeutsame Ieuerung durch ein Dekret vom 4. Dezember 1792. Durch dieses ämlich wurden zunächst die Generalzahlmeister, deren es je einen a jedem Departement gab, abgeschafft. Die Funktionen dieser Beamten wurden den Distriktseinnehmern überwiesen, sodafs Einahme wie Verausgabung der Staatsgelder fortan durch denselben Beamten geschah. Damit waren die Gelegenheiten zu Veruntreuungen, besonders für die damalige Zeit, bedenklich vermehrt.)as Dekret vom 4. Dezember beseitigte aufserdem die Kontrolleure ınd Inspektoren der Steuerrollen, deren Aufgabe es war, den Geneinden bei Anfertigung der Steuerrollen mit Rat und Tat zur Iand zu gehen. Da diese Beamten allenthalben gegen die Saumeligkeit, mit der die Steuerrollen hergestellt wurden, ankämpften, varen sie unpopulär geworden, weshalb der Konvent sie verbschiedete. Es liegt auf der Hand, dafs die Steuern nunmehr ıoch weniger als vorher bezahlt wurden, sodafs die jährliche Erparnis von 400 000 Liv. an Gehältern, welche man durch obige Iafsregeln zu machen gedachte, mit ungleich höhern Ausfällen rkauft wurde [1]).

Über die Rechnungsführung der Trésorerie nationale sagt Cambon viederholt: „Vor der Republik herrschte darin die gröfste Vervirrung, aber wir sind im Begriffe, eine mustergültige Ordnung u schaffen [2]).“ Dies gelang aber allen Bemühungen Cambons nicht[3]).

Eine Rechnungskontrolle bestand unter dem Konvent nicht. Cambon schreibt am 3. Germinal II: „Wir sind nicht in der Lage, Belege beizubringen für die meisten der angewiesenen Ausgaben. Aber für die in Paris stattgehabten Zahlungen haben wir alle Be-

1) Ch. Gomel, Hist. fin. de la Législ. et de la Convention, I, 290.

2) 3. Germinal II, 13. Messidor II.

3) Rapp. de Cochon au nom des comités réunis 7. Thermidor II (25. Juli 1794).

lege, und wir haben bereits begonnen, solche aus den Departements einzusammeln. Wenn unsere Bemühungen von Erfolg gekrönt sind, werden wir in der Lage sein, der Kontrolle der Nation das Rechnungswesen der Republik bis in alle Details zu unterbreiten." Wie glänzend diese Voraussicht sich bewährte, zeigt folgendes Urteil von Dupont de Nemours, welcher unter dem Direktorium mit der Rechnungskontrolle der Schreckensherrschaft beauftragt worden war: „Von dieser Periode der Verschwendung bleibt nichts übrig als ein Haufen Papiere, die überhaupt nicht kontrollierbar sind und in welchen die Republik nur die Zeugen ihrer Unglücksfälle finden kann [1])."

Eine Feststellung der Verantwortlichkeit für die Finanzgebarung der Schreckensherrschaft war übrigens schon an sich sehr schwer. Zwar war noch in den ersten Monaten bis Januar 1793 der Minister Clavière dem Konvent für die Leitung der Finanzverwaltung verantwortlich, aber schon damals übte der Finanzausschuſs eine Aufsicht über die Finanzverwaltung aus und hatte die Initiative der Finanzgesetze; auch gab der Konvent schon deu Ministern Verwaltungsbefehle. Dann aber riſs derselbe immer mehr die gesamte Exekutive an sich und übte sie durch seine Ausschüsse aus; damit waren Kollegialbehörden, welche in ihrem Personalbestande stetig wechselten, an der Spitze der verschiedenen Verwaltungszweige: die Verantwortlichkeit der einzelnen Mitglieder der Ausschüsse dem Konvent gegenüber war naturgemäſs gering. Nach dem 9. Thermidor II suchte der Konvent Cambon, als das hervorragendste und ständige Mitglied des Finanzausschusses, verantwortlich zu machen für die Finanzgebarung der Schreckensherrschaft; da ihm aber nicht die geringste strafbare Handlung nachgewiesen werden konnte, muſste man sich damit begnügen, ihn nicht mehr in den Finanzausschuſs zu wählen. (14. germinal III) [2]).

---

1) Conseil des Anciens, 15. Prairial V.

2) A. Aulard, loc. cit. II, cap. 5 und R. Stourm, loc. cit. II, 398 ff.

Fortsetzung folgt.

Miszellen.

Turgot et les grandes remontrances de la cour des aides (1775).

Par

M. Marion.

Il est généralement admis que les fameuses remontrances présentées à Louis XVI par la cour des aides en mai 1775 — remontrances regardées souvent comme «la pièce historique la plus instructive qui soit émanée des corps de magistrature»[1]) et qui sont, tout au moins, une oeuvre d'une inspiration élevée et d'un puissant intérêt — furent les bienvenues pour l'éminent ministre qui s'efforçait alors d'introduire dans l'organisation sociale, politique et économique de la France d'indispensables réformes. «L'impression générale des remontrances, malgré certaines divergences dans les points de vue, dit Henri Martin, était très favorable aux plans de Turgot. Aussi le contrôleur général avait-il lui-même engagé le premier président de la cour des aides (Malesherbes, uni depuis longtemps à Turgot par les liens d'une étroite amitié) à presser son travail, et tous deux étaient d'accord pour tâcher de faire nommer une commission de magistrats et d'administrateurs qui examinerait les remontrances et chercherait des moyens pratiques de réforme. Cette commission eût été l'instrument essentiel de Turgot.» Un historien de Turgot beaucoup plus exact, M. Foncin, s'exprime ainsi[2]): «Au plus fort de la guerre des farines, Turgot reçut l'appui, public aussi, d'une puissance qui dans l'opinion n'égalait pas celle de Voltaire, mais qui avait dans le gouvernement la plus haute valeur: il vit ses projets de réformes solennellement approuvés et secondés par la cour des aides. Le 6 mai, Malesherbes, premier président de ce tribunal, présentait au roi d'admirables remontrances sur l'administration financière et l'organisation des impôts. Secrètement d'accord avec son ami, il venait dénoncer des abus que celui-ci ne cessait de combattre, et qu'il avait entrepris de réformer . . . . Le public ne se méprit pas sur l'entente secrète de Turgot avec son ami. Les mémoires

1) Henri Martin, t. XIX p. 298.
2) Foncin, Essai sur le ministère de Turgot, p. 221.

secrets de BACHAUMONT disaient: «On parle beaucoup de remontrances de la cour des aides, concertées entre M. Turgot et M. de Malesherbes, et dont l'objet est de donner ouverture aux projets du premier, relativement à la finance et à son amélioration, mais surtout à la réforme des abus.» M. ROCQUAIN est persuadé, aussi, de l'entente existant entre Turgot et Malesherbes, malgré quelques dissentiments sur certains points, et pense que «Turgot eût voulu que les remontrances fussent imprimées, afin de disposer l'opinion aux changements qu'il projetait sur le régime de l'impôt.»[1])

Tout autre, au contraire, est le langage de M. GOMEL: »Turgot, dit cet historien[2]), eut conscience du péril qui résulterait pour le régime fiscal en vigueur de la publication de ces remontrances. Il n'avait donc pas hésité à prendre des mesures pour que le texte en restât secret, et, sans se laisser arrêter par son amitié pour le premier président Malesherbes qui les avait rédigées avec une si imprudente éloquence, il avait conseillé au roi, non-seulement de se refuser à les recevoir, mais encore d'en faire enlever la minute des registres de la cour.» C'est prendre absolument le contre-pied de l'opinion commune: c'est présenter les remontrances de la cour des aides comme étant pour Turgot un danger, un embarras, plutôt qu'un appui, décharger entièrement Miromesnil et Maurepas, pour le faire retomber uniquement sur Turgot, du reproche qui leur est généralement adressé d'avoir mis obstacle à la publicité des remontrances, et, à plus forte raison, à la réalisation des vœux qu'elles exprimaient. Le même auteur, toutefois, n'est pas tellement dégagé de l'opinion courante qu'il ne se contredise parfois quelque peu. «La nomination de Malesherbes (au sécrétariat d'Etat de la maison du roi), dit-il ailleurs[3]), fut considérée comme la preuve de l'approbation donnée par le roi aux critiques de la cour des aides, et comme un appui précieux pour le contrôleur général. Elle affirmait aux yeux de tous l'autorité que celui-ci avait su prendre dans les conseils du souverain.» Si Turgot avait considéré ces remontrances comme dangereuses, ce n'eût été pour lui ni une preuve ni une cause de force que le roi fît sien (c'est à quoi d'ailleurs il ne pensait guère) le programme de la cour des aides.

Où est la vérité? Le grand intérêt qui s'attache aux moindres détails de l'histoire de ce ministère, où fut posée la question de savoir si la France pourrait faire l'économie de la Révolution: l'intérêt particulier que présente le problème, quelque peu obscur, des rapports qu'au début de son ministère Turgot a pu avoir avec la magistrature[4]), excitent, à coup sûr, à la chercher. Et le seul moyen de la trouver, dans l'ignorance où nous sommes de ce que Turgot a pu dire ou écrire à l'occasion des remontrances de la cour des aides, est de se livrer à un examen

1) ROCQUAIN, L'esprit révolutionnaire avant la Révolution, p. 334.

2) GOMEL, Causes financières de la Révolution, I 473.

3) Ibid. I, 158.

4) Cf. l'article de la Révolution française, 14 sept. 1902, où M. Carré révoque en doute le fait, généralement admis, que Turgot combattit en 1774 le rappel des anciens Parlements.

attentif des dites remontrances, qui ont été, semble-t-il un peu admirées de confiance plutôt qu'examinées de près, et surtout de les rapprocher des écrits ou des actes par lesquels Turgot a manifesté, en cette matière, sa véritable pensée.

Cette étude, cette comparaison, conduiront, croyons-nous, à des conclusions quelque peu différentes de celles qui ont cours généralement: elles n'enléveront rien à l'estime qu'ont toujours obtenue la grandeur d'âme et les généreuses intentions de Malesherbes: mais elles permettront de se demander si le sens gouvernemental était aussi développé chez ce magistrat que la passion du bien public était vive, et si, en admettant que la présentation de vastes remontrances ait été effectivement décidée d'un commun accord entre Malesherbes et Turgot, la rédaction du premier n'a pas subi certaines influences précisément tout-à-fait opposées à la manière de voir du second. Elles feront ressortir, entre les vues de l'un et de l'autre, de grandes concordances, mais surtout, sur d'autres points, de graves divergences, et même une opposition si prononcée, qu'il faudra bien supposer, avec M. Gomel, que Turgot a dû s'opposer à la publication de ces remontrances, et admettre, en tout cas, qu'il a dû les considérer plutôt comme un obstacle que comme un appui pour ses desseins. Dès les débuts de son ministère s'affirmait ainsi entre ses vastes plans de réformes et l'esprit étroit et intéressé de la magistrature l'opposition qui devait produire un si grand éclat à la fin.

Passant en revue, dans ses volumineuses remontrances[1]), les droits et impositions qui se lèvent dans le royaume, et qui «sont l'objet de la juridiction qui lui est confiée» la cour des aides traite d'abord des impôts qui forment l'objet du bail des fermes générales, tabac, gabelle, aides, traites, contrôle et autres droits domaniaux. La critique véhémente à laquelle elle se livre de l'exagération et surtout de la complication de leurs tarifs, des abus inévitables de leur perception, de l'arbitraire et des excès de pouvoir auxquels, du fait des commis, les populations sont journellement exposées, du développement déplorable de la fraude que ces taxes occasionnent, par conséquent de l'immoralité qu'elles propagent et des cruautés qu'elles nécessitent, n'avait, certes, rien d'exagéré aux yeux de Turgot, adversaire en principe des impôts indirects, à cause de ses convictions physiocratiques, et depuis longtemps témoin, dans l'intendance de Limoges, des maux de toute sorte qu'entraînait leur levée. Il avait condamné lui-même, en termes non moins formels que la cour des aides, ces taxes beaucoup plus onéreuses aux populations que profitables au Trésor, et déploré avec émotion les déperditions de richesse et les souffrances qui en étaient l'accompagnement inévitable: «Une très grande partie de ce que le peuple paye, disait-il[2]), est absorbée par les frais immenses

1) Mémoire pour servir à l'histoire du droit public de la France en matière d'impôts. (Bruxelles, 1779.) P. 628 à 693.

2) Comparaison de l'impôt sur le revenu des propriétaires et de l'impôt sur les consommations. Œuvres de Turgot, éd. Daire, I. 414.

d'une perception nécessairement compliquée, et par les profits que le gouvernement est obligé d'abandonner à ceux qu'il a chargés d'en suivre les détails . . . Que sera-ce si, à ce qui se lève à titre de droits, on ajoute tout ce que coûte au peuple la fraude, à laquelle il est continuellement sollicité par sa misère, et par la malheureuse espérance de se soustraire à des surveillants toujours moins nombreux et moins actifs que ceux qui veillent pour les tromper? . . . tout ce qu'engloutissent les amendes, les confiscations? si l'on met en ligne de compte les supplices, les hommes dont ces supplices privent l'Etat, la ruine de leurs femmes, de leurs enfants, et l'anéantissement de leur postérité? A la vue de ces peines, de ces supplices décernés pour des délits absolument étrangers aux devoirs primitifs de la société dont la sanction est écrite dans le cœur de tout homme honnête, pour des délits factices, pour des contraventions qui ne blessent que l'intérêt pécuniaire du fisc, l'humanité s'afflige et la politique doit craindre d'ébranler dans l'esprit du peuple les motions de la morale naturelle, d'affaiblir son respect et son amour pour les lois . . » Sur tous ces points, de même que sur la lourdeur et cependant l'insuffisance de la corvée, les remontrances de la cour des aides ne sont que l'écho de ce que Turgot pensait lui-même: et il est même à remarquer que mêlant à ses doléances un esprit de prudence et de modération peu ordinaire aux partis d'opposition, comme si elle avait tenu à bien établir que son but était d'éclairer, mais non d'embarrasser le gouvernement, la cour proclamait elle-même qu'il était plus facile de critiquer ces impôts que de s'en passer, que le remplacement en était un ouvrage long et difficile, et reconnaissait volontiers que le mal était dans les choses plutôt que dans les hommes, et que parmi les fermiers généraux il était des hommes capables de sacrifier au bien public tous les intérêts et tous les préjugés de leur état[1]). Turgot, adversaire des impôts indirects en théorie, mais obligé, dans la pratique, de les maintenir, d'en tirer le plus possible sans vexer inutilement les populations, et de respecter le bail des fermes qui venait tout récemment d'être renouvelé, ne pouvait qu'applaudir à ce langage.

Où l'identité des vues entre la cour des aides et le contrôleur général cesse absolument, c'est quand celle-ci aborde la grave question des impôts directs, et la raison en est simple. La cour plaide avant tout pour elle: elle veut, pour elle-même et pour les élections qui lui sont subordonnées, la haute main sur l'assiette et la perception des tailles, capitation et vingtièmes: animée contre les intendants des provinces, contre les intendants des finances, contre le contrôleur général (encore qu'elle proteste, à différentes reprises, n'avoir en vue que l'institution elle-même, et nullement le ministre qui dirige alors les finances[2]) de la jalousie et

1) Comparaison de l'impôt sur le revenu des propriétaires et de l'impôt sur les consommations. Oeuvres de TURGOT, éd. Daire, I. 643.

2) P. 633: «Nous rendons justice avec tout le public aux Magistrats qui occupent à présent ces places: mais les vertus personnelles d'un homme mortel

les ressentiments répandus parmi les privilégiés, dans les cours souveraines, dans les corps constitués, elle s'indigne de la part de plus en plus grande qu'ils ont prise dans l'administration des impôts et dans la connaissance des contestations qui s'y rapportent: elle fait un tableau très-sombre des abus qui résultent de leur prépondérance, sans voir, ou tout au moins sans rappeler, les abus bien autrement graves auxquels cette prépondérance met obstacle: surtout, elle ferme les yeux sur le vice le plus grave des impôts directs, à savoir l'exemption totale ou partielle des classes et des individus privilégiés, ou ne prononce ce mot de privilèges que pour alléguer en passant, dans l'intention évidente d'en pallier le mal, un argument spécieux, qui, pour avoir été en ce temps fréquemment répété, n'en était pas meilleur, et dont un plus exact interprète de la pensée de Turgot, DUPONT DE NEMOURS, a entièrement fait justice [1]. Turgot, profondément imbu du désir d'établir en France un impôt territorial exempt de tout privilège [2]: Turgot, qui n'avait eu dans son intendance que trop à souffrir de l'esprit étroit, arriéré, égoiste, qui animait «la Justice réglée»: Turgot, qui avait écrit à propos de ces élections, pour lesquelles plaidait la cour des aides, cette phrase terrible, qu'elles seraient toujours opposées à ce qui détruirait l'arbitraire, parce que tout ce qui détruisait l'arbitraire «détruisait nécessairement leur crédit [3])» avait évidemment en matière d'impôt direct un idéal très différent de celui de la cour des aides, et il n'a pas dû lire sans quelque irri-

---

ne doivent point nous rassurer sur les effets d'une administration permanente.» P. 681: «La confiance que nous inspire l'administration actuelle ne doit point nous fermer la bouche. Nous croyons au contraire devoir saisir le moment où Votre Majesté est entourée des hommes les plus instruits et les plus irréprochables, et nous espérons qu'ils se réuniront à nous, et qu'ils désireront autant que nous-mêmes que Votre Majesté se fasse éclairer sur l'usage du pouvoir qui leur est confié, et dont ils ne veulent point abuser.»

1) Il s'agit des fermiers des privilégiés, qui sont soumis à la taille, de telle sorte que la taille retombe, par contre-coup, sur les privilégiés eux-mêmes. «Comme la taille est personnelle (dans les pays d'élections), dit la cour des aides (p. 659), on la fait payer aux fermiers des Ecclésiatiques, des Nobles et des privilégiés. Ainsi c'est une imposition qui est aujourd'hui supportée par presque tous les propriétaires des terres.« DUPONT DE NEMOURS, dans le cahier du tiers de Nemours, a montré le néant de cette argumentation. «Si le propriétaire est ecclésiastique, noble ou privilégié, il se trouve quitte lorsque la taille d'exploitation du fermier est payée, et on ne lui demande rien à raison de sa propriété. Si au contraire il n'est pas dans les classes favorisées, il porte une cote de taille à raison de ces mêmes terres, qui ont déjà payé par les mains du fermier la taille d'exploitation.»

2) Si le mémoire de 1776 en faveur de l'assujettissement de la noblesse à l'impôt foncier est vraiment, comme on le pense, de Malesherbes, cela prouverait seulement que les remontrances de la cour des aides sont moins l'expression de la pensée de Malesherbes lui-même que de celle de sa compagnie: ce qui n'a rien que de très possible, et même de très probable.

3) Lettre du 30 oct. 1761 au contrôleur général Bertin, citée (sans indication de provenance) par VUITRY, Rapport sur un concours relatif à l'impôt avant et depuis 1789 (Mémoires de l'Académie des sciences morales et politiques, 1863).

tation les longues revendications de la cour en faveur d'une juridiction dont les défauts ne lui étaient que trop connus. DELISLE DE SALES l'avait fort bien vu: «Malesherbes, dit il [1]), d'accord sur une foule de questions politiques avec Turgot, différait essentiellement de lui par rapport à l'influence des cours souveraines sur l'administration des monarchies. Turgot, un peu despote jusque dans ses idées républicaines, voulant faire le bien, non avec les formes des dépositaires des lois mais avec la toute-puissance, trouvait très mauvais qu'il y eût dans un grand empire des corps qui légitimassent par la considération publique une opposition constante à toutes les opérations tutélaires du gouvernement.»

En ce qui concerne, par exemple, la répartition de la taille, la cour des aides expose longuement et juge avec une extrême sévérité le système de répartition entre les généralités, les élections et les paroisses, système que Turgot reconnaissait volontiers être totalement arbitraire, mais qu'il déclarait en même temps ne donner lieu dans la pratique à aucun abus insupportable [2]): et cette sévérité provient de ce qu'à ces trois degrés de répartition, l'administration, et spécialement les intendants de province, jouissent d'un pouvoir presque absolu. Au contraire elle se montre beaucoup moins rigoureuse pour le 4e degré de répartition, celle qui se fait entre les taillables d'une paroisse, et celle précisément dans laquelle se produisaient les abus les plus nombreux et les plus criants. Tout a été dit sur la partialité, sur l'injustice, sur les graves inconvénients économiques de la répartition arbitraire par les collecteurs: mais c'est un mal dont la cour des aides se préoccupe peu, parce qu'elle n'en souffre point, et qu'elle est appelée elle-même à juger en dernier ressort les actes des collecteurs. Turgot était loin d'être de cet avis: et c'était précisément pour remédier aux abus inhérents à la répartition par les contribuables eux-mêmes qu'il avait défendu et maintenu en Limousin, malgré des difficultés inouïes, le système très défectueux, très difficile, mais certainement moins mauvais que l'autre, de la taille tarifée [3]): qu'il l'avait pro-

1) DELISLE DE SALES, Malesherbes, 1803.

2) «La répartition de paroisse à paroisse, disait TURGOT (Observations sur un projet d'édit, 1764, Œuvres, I, 475) ... est de toute la partie des impositions celle à laquelle il est le moins pressant de donner une nouvelle forme. Elle est entièrement arbitraire, puisque l'intendant en décide seul au département. Mais cet arbitraire n'a presque point d'inconvénient. S'imaginer que l'intendant augmente ou diminue au hasard pour favoriser ou pour punir les habitants, c'est connaître bien peu les hommes....» — Si au contraire (comme le portait le projet d'édit que Turgot combattait) la haute main dans le département était accordée à des commissaires des propriétaires de fiefs et aux élections «l'autorité du gouvernement serait bientot affaiblie au point d'être presque perdue, et l'on retomberait dans une sorte de constitution féodale où le peuple serait nul et asservi, la noblesse constituée en république ayant les Parlements et les cours des aides pour conseils généraux, les provinces divisées, l'Etat sans liaison, le roi sans pouvoir.» (I, 482.)

3) «Nous avons reconnu, faisait dire Turgot au roi dans la déclaration du 30 déc. 1761, rendue pour maintenir en Limousin la taille tarifée, que cette forme avait pour objet d'établir des règles plus fixes et moins arbitraires pour

tégé contre le mauvais vouloir des cours [1]: et qu'il venait tout récemment de le confirmer dans la généralité de Paris, malgré la mauvaise humeur évidente de la cour des aides, ennemie jurée des commissaires aux rôles et des agents de l'intendant auxquels appartenait le rôle principal en matière de taille tarifée.

Plus brève sur la capitation, dont elle signale avec raison l'arbitraire absolu, et dont elle déclare, non sans fondement peut-être, «a qu'il faut rendre aux intendants des provinces la justice de croire qu'ils désirent ardemment être déchargés de cette répartition fantastique, et aussi désagréable pour des magistrats qui aiment la règle qu'elle est chère à ceux qui en veulent abuser,» la cour s'étend au contraire avec insistance sur le vingtième, et là encore se manifeste avec l'éclat une opposition essentielle entre ses idées et celles de Turgot. Le contrôleur général était favorable — du moins théoriquement — à cet impôt, dont la répartition était sans doute entachée de vices innombrables, mais qui était le seul à reposer sur des principes rationnels, et qui était la base tout indiquée de l'impôt territorial qu'il souhaitait d'établir: en voulant reporter sur le vingtième la taxe additionnelle représentative de la corvée, il a proclamé par là même que cet impôt était le moins mauvais à ses yeux. C'est au contraire celui auquel la cour des aides s'attaque le plus violemment. Elle affirme (ce qui est une exagération manifeste) que le vingtiéme «est aujourd'hui l'objet des plus fortes réclamations du peuple [2]).» Tout au plus serait-il tolérable s'il n'était «qu'une ressource extraordinaire réservée pour les temps malheureux [3]).» Mais il ne l'est plus dès qu'on prétend le faire figurer d'une façon permanente parmi les ressources de l'Etat: et cette perpétuité même de l'impôt est peut-être elle-même moins accablante pour le peuple que le despotisme qu'il entraîne [4]), depuis que les vérifications des contrôleurs ont repris leur libre cours, «comme si les administrateurs avaient voulu se venger de la longue contrainte où ils avaient été depuis 1763 jusqu'à 1771, comme s'ils avaient voulu faire sentir au peuple tout ce qu'il avait perdu en perdant ses anciens magistrats [5]).» Et à ce propos la cour se répand en imprécations

la répartition de l'imposition entre les contribuables, et de prévenir par là tous les abus qui naissent de l'incertitude et de l'inégalité des répartitions . . . enfin les contestations sans nombre qui sont la suite inévitable de ces inégalités et un surcroît de charge pour le peuple.»

1) « . . . Ce système, écrivait-il au contrôleur général le 10 avril 1762, (fut) combattu dans sa naissance par toute la province, et entre autres par les officiers des élections . . . il résultait de ce changement (la Déclaration du 13 avril 1761, qui rendait aux élections la connaissance des contestations relatives aux rôles d'office) que les élus, aigris dès longtemps, pouvaient renverser toute l'opération des rôles . . .»

2) P. 673.

3) Ibid.

4) P. 674.

5) P. 674. On sait que le Parlement de Paris avait imposé au gouvernement, en 1763, cette clause, que les rôles existants resteraient immuables et ne pourraient être augmentés, ce qui était empêcher toute recherche des contrôleurs

contre ces contrôleurs des vingtièmes, contre ces fonctionnaires détestés qui ne dépendent point d'elle, qui ne font point fléchir la règle générale en faveur des privilégiés autant que ceux-ci l'eussent souhaité: elle dépeint leurs agissements sous les couleurs les plus noires, et va même jusqu'à contester a priori la légitimité de tout impôt de quotité «d'après ce grand principe qu'un Roi ne doit jamais imposer sur ses sujets ni plus ni moins que ce qu'exigent les besoins de l'Etat[1]).»

Nul doute que Turgot n'ait vu dans ces critiques de la cour des aides ce qui y était en effet, c'est-à-dire beaucoup d'exagération et d'injustice, et un véritable danger, à savoir celui d'exciter les esprits contre les controleurs du vingtième et de rendre leurs travaux plus difficiles. Il s'efforçait, au contraire, de leur aplanir la voie, afin de parvenir, grâce à eux, à une véritable égalité proportionnelle entre les contribuables, et leur donnait à cet effet des instructions remarquables par leur modération et de sagesse, et tout-à-fait éloignées de cet esprit de fiscalité impitoyable que la cour des aides était trop disposée à leur attribuer de parti pris. «Il ne faut point s'occuper d'augmentation sur les vingtièmes, écrivait-il aux intendants le 18 oct. 1775, le roi en fait à son peuple le sacrifice. Il faut que les administrateurs des finances s'appliquent uniquement à établir une juste proportion entre les contribuables: ne travaillant que pour le bonheur et la tranquillité des peuples, ils ont droit de prétendre à toute leur estime et à toute leur confiance.» Quant à la clause de 1763, Turgot avait pu s'y résigner, et même y applaudir; mais c'était dans un sentiment tout différent de celui qui animait la cour des aides. Elle était pour celle-ci un moyen de garantir les privilégiés du paiement d'un vingtième exact: elle était pour Turgot un procédé qui aurait dû permettre de rendre plus actives les recherches des contrôleurs, bien loin de les interrompre, et de les porter plus aisément à la perfection. Il était en effet frappé de ce fait qu'avec l'impôt de quotité le fisc engage avec tous et chacun des propriétaires une lutte dans laquelle il est nécessairement vaincu, tous les intérêts étant coalisés contre lui, tandis que s'il réclame à une collectivité une somme déterminée, l'intérêt particulier devient au contraires on auxiliaire, empêche les fraudes et les dissimulations, et contraint les forces des contribuables à s'étaler pour ainsi dire au grand jour. L'impossibilité d'augmenter le chiffre de l'impôt devenait donc une circonstance favorable, à condition qu'elle fût mise à profit pour parvenir à une répartition intérieure aussi équitable que possible. Mais, la connaissance des forces contributives une fois obtenue, le moment arriverait alors de revenir à l'impôt de quotité, «d'exécuter ce qui a paru chimérique jusqu'à présent, de mettre l'Etat dans une société complète, proportionnelle

---

et perpétuer l'inégalité dont les petits contribuables étaient victimes, relativement aux plus riches, et surtout aux privilégiés. Après la révolution judiciaire de 1771, l'abbé Terray avait déchiré la clause de 1763 et remis en mouvement les contrôleurs.

1) P. 674.

et visible d'intérêt avec tous les propriétaires, tellement que le revenu public ordinaire, étant une portion déterminée des revenus particuliers, s'accrût avec eux par les soins d'une bonne administration, ou diminuât comme eux si le royaume était mal gouverné [1]).» En un mot, l'impôt de répartition était pour Turgot nécessaire, mais seulement à titre provisoire: il était un moyen, mais non un but; il était le préliminaire indispensable de cet impôt territorial de quotité qui était aux yeux des physiocrates le seul légitime, et dont la condamnation absolue par la cour des aides n'était certes pas faite pour plaire à un homme aussi entier dans ses convictions que l'était Turgot [2]).

Est-il besoin d'ajouter qu'une opposition plus profonde encore se remarque, au point de vue politique, entre le programme de la cour des aides et celui de Turgot? Des deux côtés, sans doute, on est unanime pour souhaiter que le droit de se mêler de ses propres affaires soit rendu à la nation: «qu'il existe des députés de chaque Province, choisis par la Province elle-même, qui remplissent auprès du roi et de son conseil intime... la fonction de stipuler les intérêts du public, et surtout de la province qui leur aura donné mission [3]).» Mais quel désaccord essentiel sous cet accord apparent! Le voeu de la cour est pour la résurrection de l'institution disparue des Etats généraux, ou la reconstruction de l'institution affaiblie des Etats provinciaux. «Le moyen le plus simple, disait-elle au roi [4]), le plus naturel, le plus conforme à la constitution de cette Monarchie, serait d'entendre la Nation elle-meme assemblée, ou au moins de permettre des assemblées de chaque Province: et personne ne doit avoir la lâcheté de vous tenir un autre langage: personne ne doit vous laisser ignorer que le voeu unanime de la Nation est d'obtenir, ou des Etats généraux, ou au moins des Etats provinciaux.» Et voici ce qu'en ce moment même Turgot pensait de ces Etats si vantés: »Composés d'ordres dont les prétentions sont très diverses et les intérêts très séparés les uns des autres et de celui de la nation, ces Etats (provinciaux) sont encore loin d'opérer tout le bien qui serait à désirer pour les provinces à l'administration desquelles ils ont part. C'est peut-être un mal que ces demi-biens locaux. Les provinces qui en jouissent sentent moins la nécessité de la réforme ... [5])» Quant aux Etats généraux, à quoi bon les réunir, puisqu'ils pourraient être plutôt un obstacle qu'un appui

---

1) Mémoire sur les municipalités, Œuvres, II, 548. — J'ai plus longuement exposé ces vues de Turgot sur l'impôt de répartition et l'impôt de quotité dans un ouvrage antérieur, L'impôt sur le revenu au XVIIIe siècle (Toulouse, Privat, et Paris, Guillaumin, 1901).

2) Le Trosne, dans son Traité de l'administration provinciale et de la réforme de l'impôt, publié en 1779, mais écrit en 1775, a relevé tout ce qu'il y avait d'exagéré et de faux dans les attaques de la cour des aides contre le vingtième. C'est chez lui, beaucoup plus que chez Malesherbes, que doit être cherchée l'expression véritable de la pensée du contrôleur général.

3) P. 687.

4) Ibid.

5) Mémoire sur les municipalités, Œuvres, II, 505.

pour les réformes, et que le roi est toujours le maître de réaliser celles-ci par sa seule volonté, guidée par la raison et la justice? «Votre Majesté, disait-il à Louis XVI, tant qu'elle ne s'écartera pas de la justice, peut se regarder comme un législateur absolu, et compter sur sa bonne nation pour l'exécution de ses ordres [1].» Comme tous les économistes, Turgot n'attendait rien de bon des corps constitués et des pseudo-assemblées que la France comptait encore: il était trop habitué à voir en elles le refuge de toutes les idées et de toutes les forces hostiles au progrès et conservatrices des vieux abus: loin de leur communiquer un regain de vie, il désirait plutôt achever de les anéantir, afin de laisser les voies libres au despotisme éclairé, et c'était même en partie pour les faire plus facilement disparaitre qu'il méditait l'institution extrêmement différente d'assemblées uniquement consultatives, destinées à guider, à assister, à seconder l'administration, jamais à l'entraver ni à en limiter les pouvoirs, ouvertes aux seuls propriétaires fonciers, mais sans distinction, et où tous les ordres seraient confondus. Entre cette conception (que Turgot n'entendait d'ailleurs appliquer que lentement, successivement, à mesure que l'éducation civique aurait fait dans la nation les progrès qu'elle avait grand besoin d'y faire), et les Etats prônés par Malesherbes, il y avait à vrai dire un abîme: et si Turgot n'a pas réussi à obtenir de son ami ou radiation, ou transformation de ces passages, fort dangereux dans l'état des esprits, il faut bien admettre, ou qu'il y avait entre eux beaucoup moins d'entente qu'on ne l'a dit, ou que Malesherbes n'osait pas modérer le langage habituel aux cours souveraines jusqu'à le rendre compatible avec les vues politiques de Turgot, ou qu'il n'en était pas le maître.

Ces diverses hypothèses sont toutes plausibles, et ces différentes causes ont dû toutes concourir à faire des remontrances ce qu'elles sont en réalité: une manifestation que Turgot a dû nécessairement juger impolitique et inopportune, et dont il n'est pas supposable qu'il ait souhaité que le public ait connaissance. Et c'est sans doute à la timidité de Malesherbes qu'il convient d'attribuer la principale responsabilité de ce regrettable désaccord: car une pareille supposition est bien en harmonie avec tout ce que nous savons du caractère de ce ministre. «M. de Malesherbes, dit très justement Dupont de Nemours, a montré beaucoup de ce courage passif qui fait braver les persécutions: il n'a pas autant de ce courage actif qui sait dévouer sa liberté, son repos et sa vie au besoin de réformer les abus.» «Il lui manquait surtout le courage de rompre avec les influences parlementaires au milieu desquelles il avait passé la plus grande partie de sa carrière et conquis sa célébrité. Il était fortement imbu des idées qui régnaient dans ce milieu spécial: une longue accoutumance, le besoin de la popularité, la crainte d'encourir le reproche de trahison, l'empêchaient, par surcroît, de s'y soustraire. C'est ainsi qu'il n'avait jamais osé avouer la correspondance qu'il avait

1) Ibid. II, 503.

cependant entretenue par un intermédiaire avec le Dauphin fils de Louis XV, et que le désir de faire oublier qu'il était le fils de chancelier de Lamoignon l'avait peut-être entraîné à exagérer l'opposition que la cour des aides avait faite au gouvernement du temps de son père: c'est ainsi que plus tard, au moment suprême, en 1787, il ne cessa de montrer envers les cours souveraines révoltées la plus regrettable et la plus funeste faiblesse. Ces idées, ces dispositions d'esprit, étaient, par malheur, juste l'opposé de celles qui convenaient alors à un homme de gouvernement. Malesherbes n'était nullement fait pour les fonctions ministérielles dans lesquelles il allait bientôt se montrer si impuissant et comme dépaysé. Avant d'en donner une preuve décisive dans ce grand ministère de 1775, si pompeusement célébré à l'avance et si bruyamment escompté, en réalité si vide et si stérile, il permettait déjà de le présager dans ces grandes remontrances de la cour des aides, plus gênantes qu'utiles pour le ministre qu'il aurait cependant sincèrement voulu seconder. Et si — comme il est légitime de le supposer — l'opposition que Turgot aurait pu faire en 1774 au funeste rappel des anciens Parlements a été paralysée par les liens qui l'unissaient à Malesherbes, et par l'espérance de pouvoir, grâce à lui, dompter le mauvais vouloir de la magistrature, les grandes remontrances ont dû déjà lui faire comprendre toute l'étendue de son erreur. Et il conviendrait alors à l'histoire — au lieu de la célébrer comme dont elle a pris l'habitude — de parler sans enthousiasme, et même avec quelque nuance de regret, d'une amitié qui n'a jamais été pour Turgot d'aucun secours, et qui même a pu le desservir.

Litteratur.

K. Wiedenfeld. Die nordwesteuropäischen Welthäfen London, Liverpool, Hamburg, Bremen, Amsterdam, Rotterdam, Antwerpen, Havre in ihrer Verkehrs- und Handelsbedeutung. Berlin, Mittler 1903. (Veröffentlichungen des Instituts für Meereskunde und des Geographischen Instituts der Universität Berlin.)

Das Buch von Wiedenfeld will für die genannten Häfen die Beziehungen zur Seeschiffahrt, die Handelsorganisation und die Beziehungen zum Hinterland schildern. Es werden erörtert die Meereslage, ihre Bedeutung im Verkehr, der Hafenbetrieb, die Fahrstrafse, die Hafenanlagen, die Schiffahrtsorganisation; in der Handelsorganisation wird der Handelskampf der Häfen untereinander dargelegt und ihr Kampf mit dem Hinterland, ferner die gegenwärtige Welthandelsstellung; in den Beziehungen zum Hinterland werden die Verkehrsmittel, die Zollpolitik, der Güter- und Personenverkehr behandelt. Das Buch soll die Zustände schildern, wie sie in der Gegenwart sind; in dieser Richtung erfüllt es im wesentlichen seinen Zweck und wird namentlich solchen, die nicht in den hier behandelten Verhältnissen aufgewachsen sind, manche Belehrung bieten. Freilich wirken die Breite der Darstellung und die sehr häufigen Widerholungen störend.

Der Verfasser wollte aber die Zustände der Gegenwart nicht schildern, ohne ihnen eine entwickelungsgeschichtliche Grundlage zu geben. Und auf diesem Gebiete läfst das Buch leider viel zu wünschen übrig. Die Erörterung der modernen Zustände beruht im wesentlichen auf persönlichen Erkundigungen, die der Verfasser in den einzelnen Häfen eingezogen hat. Viele dieser Erkundigungen hätte der Verfasser sich freilich ersparen können, wenn er die gedruckte Literatur, Jahresberichte usw. durchgearbeitet hätte. Für die Vergangenheit reichte jene Art der Information natürlich nicht aus. Der Verfasser mufste hier die vorhandene Literatur benutzen, er mufste eventuell durch eigene Spezialstudien die Lücken ausfüllen. Das letztere lag ihm fern. Daraus kann ihm kein Vorwurf gemacht werden; die Schwierigkeiten, mit denen der wirtschaftsgeschichtlich offenbar wenig geschulte Verfasser auf einem ihm fremden Gebiete ohnehin zu kämpfen hatte, sind nicht ge-

ring zu schätzen. Sehr mangelhaft ist aber, und dieser Vorwurf kann dem Verfasser nicht erspart werden, die Benutzung der vorhandenen wirtschaftsgeschichtlichen Literatur. Das hat zur Folge, dafs fast jeder Abschnitt reich ist an Irrtümern und falschen Angaben über Zustände der Vergangenheit.

Am schärfsten treten diese Mängel hervor in den Abschnitten über die Schiffahrts- und die Handelsorganisation. So sollen die frühesten staatlichen Leistungen und Unterstützungen der Schiffahrt in Deutschland erst 1847 erfolgt sein (S. 193), während tatsächlich solche Leistungen schon im 17. und 18. Jahrhundert vorkommen (Baasch, Schiffbau und Schiffbaupolitik). In seltsamer Unklarheit bewegt sich der Verfasser in seinen Erörterungen über die regelmäfsigen Schiffahrtslinien. S. 179 schreibt er über die Festsetzung bestimmter Abfahrtstage, die Innehaltung eines festen Reiseweges, einen festen Fahrplan: „Nur diese höchste Ausgestaltung pflegt man heutzutage als regelmäfsige Schiffahrt zu bezeichnen." Er bestreitet der Segelschiffahrt den Charakter der Regelmäfsigkeit; er bezeichnet „die regelmäfsige Schiffahrt als ein Kind des Dampfes" (S. 200). Dann läfst er aber S. 187 wieder „die Anfänge der regelmäfsig fahrenden Überseelinien in die Zeit der Segelschiffahrt zurückreichen", und S. 225 spricht er von der „regelmäfsigen Seglerlinie", die Sloman 1838 gegründet habe; S. 201 von dem „seltenen, so doch ziemlich regelmäfsig eingehaltenen Verkehr nach Australien", den Sloman betrieben habe; die Fahrt eines einzigen Dampfers nach den Vereinigten Staaten, die Sloman 1847 einrichtete, nennt er „eine unregelmäfsige". Hier hat sich Wiedenfeld offenbar nicht klargemacht, was eigentlich die Merkmale der regelmäfsigen Schiffahrt sind. Das Moment der Regelmäfsigkeit liegt schon in dem Einhalten einer gewissen Reihenfolge bei der Abfahrt, in dem zwischen zwei oder mehreren Häfen oder Ländern bestehenden periodischen Schiffahrtsverkehr. Deshalb können auch Segelschiffahrten regelmäfsige sein, und die Bemerkung Wiedenfelds von dem „Kind des Dampfes" ist ganz irrig. Schon die alten Reihefahrten, Börtfahrten sind regelmäfsige Schiffahrtslinien; ich erinnere an die vielleicht schon Ende des 16. Jahrhunderts, jedenfalls aber im 17. Jahrhundert nachweisbare Hamburg-Amsterdamer Reihefahrt (meine Forschungen zur Hamburgischen Handelsgeschichte, II). Im 19. Jahrhundert hat Hamburg eine ganze Reihe überseeischer Segellinien gehabt, die Wiedenfeld allerdings nicht zu kennen scheint (meine Beiträge zur Geschichte der Handelsbeziehungen zwischen Hamburg und Amerika, 1892). Auf der Unklarheit, in der sich Wiedenfeld über den Begriff der „regelmäfsigen" Schiffahrt bewegt, beruht denn auf seine Ansicht, dafs im Verkehr mit den andern Erdteilen aufser Amerika es zur Zeit der Segelschiffahrt „zur Errichtung von regelmäfsigen Linien nicht habe kommen können". Gewifs haben solche Linien bestanden, so von Hamburg nach der Südsee und Australien die Linien der Firmen Godeffroy und Rofs, Vidal. Von formeller „Errichtung" etwa so, dafs die Reeder vorher einen genauen Fahrplan festlegten, ist dabei natürlich nicht die

Rede; diese Linien gestalten sich gleichsam unbewufst zu „regelmäfsigen“; ob dabei in einem Jahre vier, im andern sechs Fahrten stattfanden, ob die Zeitintervalle stets die gleichen waren, kommt für die „Regelmäfsigkeit“ nicht in Betracht; die „Verbindung“ war eine regelmäfsige, ständige. Man darf eben wirtschaftliche Vorgänge und Erscheinungen nicht schematisieren.

Um so gefährlicher wird diese Neigung, wenn sie sich mit Mangel an Sachkunde paart. Auf S. 200 berichtet WIEDENFELD über die ältesten Dampferlinien, als zweitälteste nennt er die 1837 gegründete Linie London-Gibraltar und er knüpft daran die Bemerkung, dafs alle diese alten Linien von London ausgingen. Leider ist diese interessante Entdeckung irrig; schon 1825 wurde eine Dampferlinie zwischen Hamburg und Amsterdam begründet, 1828 eine solche zwischen Hamburg und Hull; beide haben dauernd bestanden (SOETBEER, Hamburgs Handel, 1840, S. 90). Die transatlantische Linie, die 1847 Bremen erhielt, wurde ihm nicht nur, wie WIEDENFELD nach der einseitigen Darstellung von DUCKWITZ berichtet (S. 201), von Havre und Antwerpen, sondern sehr ernsthaft auch von Hamburg bestritten. S. 202 Anm. erscheint plötzlich eine Hamburg-Brasil-Linie, die „in den fünfziger Jahren einige Zeit“ bestanden habe; ihre sehr charakteristische Geschichte kennt der Verfasser nicht. Ebendaselbst heifst es: im Jahre 1870 habe Hamburg nur nach dem östlichen Nordamerika „fahrplanmäfsig Dampfer ein- und ausgehen sehen“, und S. 223: 1871 sei ein „Westindiendienst hinzugekommen“. Dafs bereits seit 1868 Dampfer nach Havana expediert wurden, dafs 1869 eine neue Brasillinie ins Leben trat, die dann 1871 in die Hamburg-Südamerikanische Dampfschiffahrtsgesellschaft überging, ist dem Verfasser unbekannt. Man erhält einen ganz falschen Eindruck von der wirtschaftlichen Entwickelung dieser älteren Dampferverbindungen, wenn man sich beschränken will auf ihre „Fahrplanmäfsigkeit“ und „Regelmäfsigkeit“. — Ganz unvollständig und lückenhaft sind die Mitteilungen über die Slomansche Reederei; ihr Wettkampf mit der Hamburg-Amerika-Linie hätte wohl ein näheres Eingehen verdient. Über alles dies vergleiche meine erwähnte, von WIEDENFELD ignorierte Amerikaschrift, (1892) S. 200 ff; 225; 236 ff; 239 f; auch kennt WIEDENFELD nur das Buch von MAGINNIS, während ihm das in mancher Beziehung weit mehr bietende Buch von FRY, The history of North Atlantic Steam Navigation (London 1896) unbekannt geblieben ist. Bei dem Verkehr mit Ostafrika ist von den alten Niederlassungen der Häuser O'Swald und Hansing nicht die Rede; es ist unrichtig, wenn S. 276 dem Hause Woermann das Hauptverdienst an der Stellung des Hamburgischen Handels in Ostafrika eingeräumt wird. Ebensowenig ist es gerechtfertigt, dafs bei der Schilderung des Verkehrs mit der amerikanischen Westküste der Laeiszschen Reederei keine Erwähnung geschieht.

Der Abschnitt über die Handelsorganisation stützt sich nach Angabe des Verfassers S. 269 „ganz wesentlich auf eigene Erkundigungen“. Auch hier reichen diese natürlich für die Vergangenheit nicht aus. Um

so bedauerlicher ist die Vernachlässigung der wahrlich nicht sehr umfangreichen wirtschaftsgeschichtlichen Literatur. Die Arbeiten von Coppers, Baines, Deiss über London, Liverpool, Antwerpen, die Schriften Adolph Soetbeers und mir über Hamburg werden geringschätzig als „statistische Zahlenreihen und chronikhafte Zusammenstellung der tatsächlichen Vorgänge“ gekennzeichnet. Ich brauche weder die anderen Autoren noch mich [1]) gegen dies Urteil zu verteidigen; in seiner Allgemeinheit ist es wertlos und unwissenschaftlich. Nach dem bereits Dargelegten ist es freilich begreiflich, dafs Wiedenfeld für solide wirtschaftsgeschichtliche Arbeiten wenig Verständnis hat. Seine Geringschätzung rächt sich freilich schnell. Wenn es schon irrig ist, dafs, wie er schreibt, Hamburg im Verkehr mit Skandinavien und Rufsland die Erbschaft Lübecks angetreten habe — in der Tat nimmt Lübeck noch heute in jenem Verkehr eine hervorragende Stellung ein —, so ist es ganz falsch, wenn Bremen erst in den zwanziger und dreifsiger Jahren des 19. Jahrhunderts seine Beziehungen zu Nordamerika „geknüpft“ haben soll; sie reichen zurück bis ins 18. Jahrhundert (Lindeman im Bremer Jahrbuch, X, S. 128; Baasch, Hamburg und Amerika, S. 53). Ebenso unzutreffend ist es, wenn der bremische Handel in Südamerika erst seit der Errichtung der Dampferlinien des Lloyd bestehen soll (S. 277); ein Blick in die bremische Statistik hätte den Verfasser eines andern belehrt (vergl. Soetbeer a. a. O., 1. Fortsetzung, S. 377 ff; 2. Fortsetzung S. 271 ff.; Peters, Entwickelung der deutschen Reederei, I, S. 161 ff.). Und wenn Wiedenfeld S. 281 von der „festen Position, die sich schon früh Hamburgs Handel in Ostasien errungen hat“, spricht, so ist das ganz richtig; dafs aber die Reederei, namentlich die Küstenfahrt hieran, einen Hauptanteil gehabt, wird verschwiegen (vergl. Mitteilungen der Geographischen Gesellschaft zu Hamburg, XIII, S. 92 ff); und Seite 4 erzählt er sogar im Widerspruch mit seiner oben erwähnten Angabe, dafs „erst in den siebziger Jahren die Seestädte des Kontinents, allen weit voran Hamburg, ihre unmittelbaren Verkehrsbeziehungen und — ihren direkten Handel nach den übrigen Teilen der bewohnten Erde auszubauen — begannen“. Diese Behauptung entspricht nicht den Tatsachen; speziell Hamburg hat schon Jahrzehnte lang vor den siebziger Jahren eine ganz hervorragende Stellung in Ostasien eingenommen. Bremen hat übrigens auch schon im 18. Jahrhundert mit Ostasien in Verbindung gestanden (vergl. Schumacher im Bremer Jahrbuch, XV, S. 155); solche allgemeinen

---

1) Wiedenfeld weist hier, ohne dafs es sachlich motiviert erscheint, auf einen Aufsatz hin, den Levy von Halle im Jahre 1897 in Schmollers Jahrbuch veröffentlicht hat und der sich vornehmlich mit meinen Arbeiten beschäftigt. Ich habe diesen Aufsatz wie auch spätere „Kritiken“ von Halles in der Deutschen Literatur-Zeitung wegen ihres persönlichen Charakters und Ursprunges nicht beachtet und werde auch weiterhin tunlichst so verfahren; wie andere über die „Kritik“ von Halles denken, vergl. z. B. Rachfahl in Jahresberichten der Geschichtswissenschaft, 1897, II, S. 293; über den Angriff von Halles auf Koppmann vergleiche meine Bemerkungen in Historische Zeitschrift, 82, S. 139.

Ausdrücke, wie dafs erst die Errichtung der Linien des Lloyd „den Einflufs bremischen Handels nach Ostasien getragen“ habe (S. 277), sind imstande, über den wahren Sachverhalt hinwegzutäuschen.

Schliefslich möge noch auf einen sehr auffallenden Mangel hingewiesen werden. Wenn der Verfasser die Bedeutung der einzelnen Häfen schildert, alle Momente, die zu dieser Bedeutung beigetragen, anführen, den Handelskampf der Häfen untereinander erörtern wollte, so durfte er nicht unterlassen, darzulegen, welche Rolle in diesem Kampfe der Bestand und der Umfang der in den einzelnen Häfen sefshaften Industrie spielt. Ganz leicht ist freilich die genaue Abwägung dieses Momentes nicht; der Verfasser macht aber nicht einmal den Versuch; für Hamburg hätten ihm die alljährlich von der Handelskammer herausgegebenen Berichte über die dortige Industrie Dienste leisten können, ferner der Aufsatz „Hamburg als Industriestadt“ im Exporthandbuch der Börsenhalle, 1888—1890.

Auf weitere Einzelheiten können wir verzichten; die Irrtümer sind mit den erwähnten bei weitem nicht erschöpft; die unzulässigen Verallgemeinerungen habe ich überhaupt kaum berührt; ich weise nur noch hin auf Seite 279, wo der Verfasser mit wenigen Worten den gesamten Erdball unter den Einflufs der einzelnen Häfen verteilt! Wir glauben genügend erwiesen zu haben, dafs dem Verfasser namentlich eine Eigenschaft fehlt: die sichere Herrschaft über die historischen Grundlagen der heutigen Zustände, die er zu schildern unternommen. Ich habe mich dabei beschränkt auf die deutschen Häfen. Baasch.

Neuere Litteratur zur Geschichte des Bauernkrieges[1].

II. Die im ersten Teile meines Referates besprochenen Arbeiten waren meist der Erforschung der Ursachen und der Vorgeschichte des grofsen Bauernkrieges gewidmet. Im Folgenden soll vorwiegend von solchen Büchern und Aufsätzen die Rede sein, die sich auf den Verlauf der Bewegung beziehen. Wir beginnen billigerweise mit einem Werke allgemeiner Art. Vor wenigen Jahren hat — zum ersten Male seit Zimmermann — ein Engländer, Belfort Bax[2], den Versuch gemacht, eine zusammenfassende Darstellung des Bauernkrieges zu schreiben. Die Quellenpublikationen und Monographien über das grofse Ereignis haben sich in den letzten 20 Jahren dermafsen gehäuft, dafs eine vorläufige Zusammenfassung wohl möglich ist, auch für die weitere Spezialforschung nur nützlich sein kann. Durch das Buch von Bax ist die Aufgabe keineswegs gelöst, weil es kein treues Bild vom jetzigen Stand der Forschung bietet. Der Verfasser hat offenbar nur eine populäre Darstellung geben wollen, daher auf die Heranziehung ungedruckten Materials verzichtet. Aber auch das Verzeichnis der gedruckten Quellen und Darstellungen, das er seinem Buche voranschickt, weist starke und

1) Vgl. Vierteljahrsschr. f. Soz. u. Wirtschaftsgesch. 1, 138.
2) The peasants war in Germany. London, Sonnenschein 1899.

empfindliche Lücken auf. Bedenklich klingt es, wenn er ZIMMERMANN unter den Geschichtschreibern des Bauernkrieges die erste Stelle einräumt. Eine Darlegung der bäuerlichen Verhältnisse vor der Revolution fehlt in dem Buche von BAX. Sie ist wohl in seinem früheren, mir nicht zugänglichen Werke „German Society at the Close of the Middle Ages" enthalten. Die Beurteilung des vorliegenden Buches ist natürlich durch diesen Mangel stark erschwert. Im übrigen bietet der Verfasser eine gewandt geschriebene, von richtigem Urteil zeugende Darstellung, die jedoch den Stoff keineswegs erschöpft. Eine auf voller Höhe der Forschung stehende Geschichte des Bauernkrieges mufs erst geschrieben werden.

Ferner liegen drei Arbeiten vor, die den Anteil einzelner Städte an der bäuerlichen Bewegung näher beleuchten. Der Vortrag M. MARQUARDS [1]) über die Stellung Kemptens zum Bauernkriege begnügt sich mit einer popularisierenden Mitteilung längst bekannter Tatsachen.

Beachtenswert dagegen ist E. SCHNEIDERS [2]) aus den Quellen des württembergischen Staatsarchivs geschöpfter Aufsatz „Stuttgart im Bauernkrieg". In Württemberg hat erst die aufserhalb der Grenzen entfachte gleiche Bewegung das Feuer zum Lodern gebracht, und unverkennbar hat die von aufsen unterstützte radikale Minderheit die konservative Mehrheit zum Anschlufs gezwungen; „Verquickung mit der Sache Herzog Ulrichs und Vergewaltigung weiter Volkskreise durch kleinere Gruppen sind für die Bauernbewegung innerhalb Württembergs bezeichnend." Ein deutliches Beispiel dafür ist die Hauptstadt Stuttgart. Von der österreichischen Regierung im Stich gelassen, öffnete sie den Bauern die Tore. Man fürchtete, „dafs der Teil der Bürger, der so gerne wie die Bauern über den Wein in den Kellern hergefallen wäre, die Oberhand gewinne, und dafs die Bewegung, die ursprünglich gegen den Adel und die Geistlichkeit gerichtet war, darauf abziele, alle Obrigkeiten und Ehrbarkeiten auszutilgen und alle Dinge gemein zu machen." Stuttgart mufste in die Stellung eines Fähnleins willigen, dessen Führung Theis Gerber, ein ehemaliger Trabant Herzog Ulrichs übernahm. Dieses Fähnlein folgte den Zügen des Unterländer Bauernhaufens. Theis Gerber suchte im Verein mit Matern Feuerbacher den schlimmsten Ausschreitungen der Bauern zu wehren. Als Herzog Ulrich um die Unterstützung der Stuttgarter warb, erklärte sich die Mehrzahl für ihn. Dasselbe taten die Unterländer Bauern. Damit war jeder Rückweg zur Verständigung mit dem Bunde abgeschnitten. Das Stuttgarter Fähnlein wurde in die Niederlage der Bauern bei Böblingen verwickelt. Die Hauptstadt selbst entging nur durch die Fürsprache der Regierungsmitglieder der über sie verhängte Strafe der Plünderung.

Eine schätzbare Ergänzung zu FALCKENHEINERS Buch über Philipp den

1) „Kempten und der Bauernkrieg." Allgäuer Geschichtsfreund, Jahrg. 13, 37—45.

2) Separatabdr. aus den Württembergischen Vierteljahrsheften für Landesgeschichte. Neue Folge X. 1901.

Grofsmütigen bildet der zum Teil auf Akten des Marburger Staatsarchivs beruhende Vortrag Antonis über „Fulda im Bauernkriege"[1]). Das Schicksal Fuldas hat manche Ähnlichkeit mit dem Stuttgarts. Auch diese Stadt wird von dem machtlosen Vertreter der Regierung, dem Koadjutor Johann von Henneberg im Stich gelassen, auch hier zwingt eine in der Bürgerschaft bestehende Unterströmung den Rat, die Stadt den Bauern zu übergeben, sich mit ihnen zu verbünden und ihnen Kirchen und Klöster zur Plünderung zu überlassen. Interessant sind die dem Koadjutor von Bürgern und Bauern abgedrungenen 13 Artikel. Die Interessen von Stadt und Land sind darin gleichmäfsig berücksichtigt. Es wird da gefordert die Einnahme der Klöster in und um Fulda, die Herstellung alter Gerechtigkeit, die Aufrechterhaltung der „12 Artikel." Sämtliche Insassen des Fuldaer Gebiets sollen an den öffentlichen Lasten gleichen Anteil nehmen. Der letzte Artikel lautet: „Item die Jüden auff alwege vorbehalten mit in zu handlen nach unseren gefallen, wie einer gantzen gemeyne gutdünken were." Zum Schlufs behandelt A. die vergeblichen Versuche des Landgrafen Philipp, den Koadjutor beiseite zu drängen und sich des Fuldaer Landes zu bemächtigen.

Aus der Abhandlung Rolf Kerns über „die Beteiligung Georgs II. von Wertheim und seiner Grafschaft am Bauernkriege"[2]) ersehen wir, dass es doch einzelne Fürsten gab, die sich bei Beginn der bäuerlichen Erhebung vom allgemeinen Schrecken nicht überwältigen liefsen, sondern energisch und umsichtig der drohenden Gefahr zu begegnen suchten. Kern sucht den Grafen von der Anklage zu reinigen, dafs er ein Freund und Helfer des Aufruhrs gewesen sei. Er zeigt, wie der Graf teils mit Güte, teils mit Gewalt seine Untertanen von der Empörung abzuhalten, die fremden Bauernhaufen am Einmarsch in die Grafschaft zu verhindern strebte. Kern vergleicht die unermüdlichen, zielbewufsten Bemühungen Georgs um die Ruhe seines Landes mit der Haltung des Mannes, der später die schwersten Anklagen gegen ihn erhob, des Bischofs von Würzburg, der bei Beginn des Aufstands die kostbare Zeit mit nutzlosen Tagfahrten vergeudete. Während durch Georgs besonnene Mafsnahmen die Bewegung in der Grafschaft Wertheim in lokalen Grenzen gehalten wurde, nahm sie dank der Energielosigkeit der bischöflichen Regierung in Würzburg einen allgemeinen Charakter an.

Nur gezwungeu trat Graf Georg am 5. Mai in Vereinbarung mit dem hellen Haufen. Doch wufste er den beabsichtigten Durchmarsch der gegen Würzburg rückenden Bauern an seinem Gebiete vorüberzuleiten und dadurch seine Untertanen vom Anschlufs an das Bauernheer abzuhalten. Kern nimmt den Grafen gegen die Anklage in Schutz, dafs er an der Belagerung des Frauenbergs kräftigen Anteil genommen

1) Fuldaer Geschichtsblätter, 1902, S. 33, 49, 65.

2) Zeitschrift f. Gesch. d. Oberrheins. N. F. 16, 1901; S. 81. 388. 579. Die Arbeit von J. Gass, St. Leonhard u. Bärtsch im Bauernkrieg (Strafsburger Diözesanblatt, N. F. 1, S. 230—232) war mir nicht zugänglich.

habe. Georg war überhaupt nur drei Tage im Bauernlager (13.—15. Mai). Mit der Besatzung des Frauenbergs verhandelte er fruchtlos wegen Übergabe. Dem unglücklichen Sturm am 15. Mai blieb er fern. Dadurch wurde er den Bauern verdächtig und kehrte schleunig nach Wertheim zurück. Dem an alle „Edlen und Unedlen“ ergangenen Aufgebot der Bauern, sich nach Weinsberg zu begeben, leistete der Graf keine Folge, sondern begann sofort am 24. Mai die Niederwerfung des Aufruhrs in seiner Landschaft, wobei er kluge Mäfsigung bewies. Die gegen Georg vor dem Kammergericht erhobene Anklage wegen Teilnahme an der bäurischen Empörung endigte mit einem Freispruch.

Im zweiten Band seiner „Geschichte des Hauses Waldburg“ vertritt Vahezer[1]), wie es scheint, mit Recht eine mildere Auffassung des Charakters und der Handlungsweise des vielgeschmähten „Bauernjörg“. Dieser sei ein Feind übertriebener Strenge gewesen und habe durch seine Milde oft das Mifsfallen des Bundes erregt. Wenn er zu harten Mafsregeln geschritten sei, habe er es getan auf Befehl der Bundesleitung und unter dem Druck seiner Aufgabe, die eine schonende Behandlung des empörten Landvolks nicht immer gestattete. Die grausame Hinrichtung Jäcklein Rohrbachs und Melchior Nunnenmachers erkläre sich daraus, dafs es hier die Anstifter der Weinsberger Bluttat zu bestrafen galt, und dafs der Truchsefs in begreiflicher Aufwallung seines Standesgefühls die schmachvolle Ermordung der Adligen habe rächen wollen.

Zum Schlusse wären noch einige Arbeiten über österreichische Bauernaufstände zu besprechen. Der Aufsatz Hermann Woppners[2] über den Innsbrucker Landtag vom 12. Juli 1525 ergänzt und berichtigt auf Grund reichen archivalischen Materials die früheren Darstellungen des Tiroler Aufstands. Nicht zutreffend erscheint mir die Auffassung Woppners, wonach bei der Erhebung in Tirol wirtschaftliche Beweggründe im Vordergrunde stehen, und die Meraner Artikel als ein „Reformprogramm vorwiegend bäuerlichen Charakters“ bezeichnet werden. Diese sind doch von Bürgern und Bauern verfafst und gönnen kirchlichen und politischen Forderungen fast ebensoviel Raum als den wirtschaftlichen. Mit Recht aber betont Woppner, wieviel von diesem Programm die Tiroler Stände schliefslich preisgeben mufsten. Im Gegensatz zu Egger[3]), der den Erzherzog vor den Ständen bedingungslos kapitulieren lässt, hebt Woppner richtig hervor, dafs Ferdinand keineswegs gezwungen war, die von den Bauern auf Grund der Meraner Artikel entworfene Landesordnung, die ihm namentlich ihrer gegen die Geistlichkeit gerichteten Bestimmungen wegen unsympathisch sein mufste, einfach anzunehmen. Der Eindruck, den die Niederlagen der süddeutschen Bauern in Tirol hervorbrachten, verminderte den Einflufs der Radikalen, die ursprünglich den Landtag beherrscht hatten, und ver-

1) „Geschichte des Hauses Waldburg“, Bd. 2, bes. S. 529, 536, 549, 560, 579, 588/9.

2) Zeitschrift des Ferdinandeums, 3. F., H. 44, 1900, S. 85.

3) Geschichte Tirols, 2, S. 107.

schaffte den besonneneren Elementen die Oberhand. Die Stände willigten in einen Kompromiſs mit dem Erzherzog. Sie verzichteten auf einen groſsen Teil ihrer kirchlichen Forderungen und beharrten auch nicht länger auf dem schon zu Meran ausgesprochenen Verlangen nach freier Wahl der Richter durch die Gerichtsgemeinde. Nicht einmal den angestrebten Einfluſs auf die Besetzung der beiden Hofgerichte an der Etsch und zu Innsbruck konnten sie erreichen. Um so mehr ging der Erzherzog in wirtschaftlichen Fragen auf die Wünsche des Bürger- und Bauernstandes ein. Auch die Landesordnung von 1526, zu der ja schon das Jahr zuvor in Innsbruck der Grund gelegt worden war, trug den wirtschaftlichen Forderungen der Bauern ausgiebig Rechnung. Wopfner kommt zu dem Ergebnis, daſs der Erzherzog trotz jener Zugeständnisse im Kampfe mit seinen Ständen im wesentlichen Sieger geblieben sei, da diese von ihren wichtigsten kirchenpolitischen Forderungen abstehen muſsten, auch die beabsichtigte Schwächung der landesfürstlichen Gewalt, die angestrebte Demokratisierung des Gerichtswesens nicht erreichen konnten.

Wenig gefördert werden unsere Kenntnisse durch M. M. Rabenlechners Studie „Der Bauernkrieg in Steiermark" [1]). (1525). Der Verfasser bringt weder neues Material, noch zeigt er uns das alte in neuer Beleuchtung. In der Einleitung werden die bekannten Ursachen der steirischen Bauernaufstände aufgezählt: Türken- und Ungarnkriege, Adelsfehden, Druck der Steuern und Roboten. Dagegen vermiſst man eine Schilderung der Knappschaftsverhältnisse, die wohl notwendig gewesen wäre, um zu erklären, warum gerade in Bergstädten, wie Aussee und Schladming der Aufruhr am schnellsten und mächtigsten sich verbreitete. Der Einfluſs der Prädikanten auf die soziale Bewegung wird nach Gebühr betont. Grundfalsch und übertrieben ist dagegen die Ansicht des Verfassers über die Ziele der Bewegung. Dem „im Grunde ja nicht mit Unrecht unzufriedenen" Landmann soll die bedingungslose Auflehnung gegen seine Obrigkeit zur Lieblingsidee geworden sein, als letztes Ziel einer Empörung soll ihm Umkehr aller Ordnung, Vernichtung aller Herrschaft und aller Eigentumsrechte, ein Reich der völligen zügellosen Freiheit und Gleichheit vorgeschwebt haben. Weder in Steiermark, wo ja die Bauern nichts verlangten als „ihre alte Gerechtigkeit", noch in einem anderen deutschen Lande dürfte sich ein bäuerliches Programm mit derartig extremen Forderungen finden. Nur auf die Milderung, nicht auf die Beseitigung der überlieferten Verhältnisse kam es ja den Bauern im wesentlichen an. Soziale Utopien sind wohl den meisten von ihnen fern gelegen. Weiter ist an dem Buche zu tadeln die breite Behandlung entweder längst bekannter oder mit dem Thema nicht in unmittelbarer Verbindung stehender Dinge. So wird ein groſser Teil des Büchleins ausgefüllt durch die Schilderung des Schladminger Bauernsiegs nach dem von

2) In „Erläuterungen und Ergänzungen zu Janssens Geschichte des deutschen Volkes", herausgegeb. v. Ludwig Pastor, II. Band, 5. Heft, 1901.

Stülz längst veröffentlichten und häufig schon verwerteten Berichte Dietrichsteins. Auch der Salzburger Aufstand, der ja freilich mit dem steirischen in engem Zusammenhang steht, und die Händel Habsburgs und Wittelsbachs um den Besitz des Erzstifts werden mit unnötiger Breite dargestellt. Alles in allem ein recht überflüssiges Buch!

Eine kurze Besprechung zweier Arbeiten über Bauernaufstände des 17. Jahrhunderts möge dieses Referat beschliefsen. Der oberösterreichische Bauernaufstand von 1626 hat durch Julius Strnadt eine neue Bearbeitung erfahren [1]). Strnadt will eigentlich nur eine volkstümliche Darstellung dieses Bauernkrieges auf Grundlage des Werkes von Stieve bieten, um seinen Landsleuten ein von aller Entstellung gereinigtes, historisch treues Bild der denkwürdigen Bewegung zu überliefern. Sein lebensvoll geschriebenes Buch, das natürlich bei Stieve starke Anleihen macht, ist indes wenigstens teilweise auch für den Forscher wertvoll. Strnadt hat das durch Czerny, Huber, Stieve beigebrachte Material durch eigene archivalische Forschungen, deren Ergebnisse er in extenso oder im Auszug am Schlusse seines Werkes mitteilt, nicht unwesentlich ergänzt. Schon für die Kenntnis der wirtschaftlichen und kirchlichen Verhältnisse der oberösterreichischen Bauern bringt er in den einleitenden Partien manche neue schätzbare Einzelheit. Für die Forschung am wichtigsten ist indes wohl der 3. Abschnitt (S. 99 ff.), betitelt: „Gewaltsame Bekehrung Oberösterreichs zum katholischen Glaubensbekenntnisse.“ Hier wird die Herstellung der Glaubenseinheit nach Niederwerfung des Aufstandes grofsenteils auf archivalischer Grundlage dargestellt, insbesondere die oft recht geringe Eignung der neuen katholischen Geistlichen zu ihrem priesterlichen Beruf an drastischen Beispielen erläutert.

Dafs die Ausschreitungen zuchtloser Söldnerscharen nicht nur den österreichischen, sondern auch den bayrischen Bauern zur Empörung trieben, zeigt Siegmund Riezler in seinem Aufsatz „Aufstand der bayrischen Bauern im Winter 1633/34 [2]). Schon die neuerliche Erhebung der Bauern des Hausruckviertels 1632 hatte in Bayern Besorgnisse geweckt. Aber erst im Dezember 1633 brach dort eine Bewegung aus, „die auch unter anderen Umständen nicht unbedenklich gewesen wäre, der aber die allgemeine politische und militärische Lage des Augenblicks den Stempel höchster Gefährlichkeit aufdrückte.“ Der Aufstand erscheint als Rückschlag des langwierigen Krieges, hervorgerufen durch den unerträglichen Druck einer zügellosen verwilderten Soldateska. Erst in zweiter Linie gesellten sich dazu die alten Klagen der Bauern über Wildschaden, Steuerdruck und Scharwerkslasten. Es gelang dem Kurfürsten, die Bauern östlich vom Inn zu beruhigen durch das Versprechen, sie von Einquartierung zu befreien. Im Westen aber mufste die Bewegung durch Truppenmacht niedergeworfen werden.

Kaser.

---

1) Der Bauernkrieg in Oberösterreich. Nach 275 Jahren seinen lieben Landsleuten erzählt von einem Oberösterreicher. Wels, 1902.

2) Sitz.-Ber. der kgl. bayr. Akademie, philos.-hist. Klasse, 1900, S. 33—95.

Neue russische Forschungen auf dem Gebiete der Wirtschafts- und Sozial-Geschichte des Altertums.

Wir müssen unseren Literaturüberblick mit zwei bedeutenden Arbeiten eines und desselben Autors beginnen. Jede dieser Arbeiten hat ihren speziellen Charakter, zugleich berühren sie aber sehr wesentliche Seiten des antiken sozialökonomischen Lebens.

Ich meine die Arbeiten von M. J. Rostowzew, Privatdozent der Universität in Petersburg: Geschichte der Staatspacht im römischen Kaiserreiche (von Augustus bis Diokletian) St. Petersburg, 1899, S. XIV + 304, 8⁰, und: Die römischen Bleitesserae, St. Petersburg, 1903, S. VIII + 332 mit 5 Tafeln.

Die erste von den Arbeiten ist streng historisch gehalten [1]). Der Autor stellt sich das Ziel, die Geschichte der verschiedenen Formen des Pachtsystems und die Gründe für die Änderung dieser Formen zu erforschen.

Von besonderem Wert scheint uns in dieser Arbeit erstens der Versuch zu sein, den wechselseitigen Zusammenhang der verschiedenen Formen der Abgabeneinhebung in den verschiedenen Epochen und den verschiedenen Gebieten des römischen Kaiserreiches darzustellen; zweitens die Klarstellung des Einflusses, den der hellenistische Osten auf die finanzielle Organisation des römischen Kaiserreiches ausgeübt hat. Obgleich Rostowzew in einigen Fragen Vorgänger, wie Kniep (Societas publicanorum, 1896) und Cagnat (Les impôts indirects, 1882), hatte, dennoch stellt seine Untersuchung eine vollkommen originelle Arbeit dar; sie enthält sehr viele neue Schlufsfolgerungen und ist auf eine selbständige Erforschung der schon vor ihm benutzten Quellen, wie auch auf die Herbeiziehung vieler Daten, die vor ihm nicht gebraucht worden waren, gegründet.

Im Zusammenhange mit der oben charakterisierten Arbeit Rostowzews kann man seine Kritik des Werkes Wilckens: „Die griechischen Ostraka" erwähnen (Journal des Ministeriums für Volksaufklärung, 1900, III, S. 133—165). Bei aller Hochachtung, die Rostowzew diesem bedeutenden Werke eines der ersten Hellenisten und Papyrologen unserer Zeit entgegenbringt, vermerkt er doch einzelne Meinungsverschiedenheiten gegenüber den Schlufsfolgerungen Wilckens. Wir wollen blofs einige Punkte erwähnen. Rostowzew weist darauf hin, dafs Wilcken bei der Aufzählung der Abgaben die ἀναβολικά, στυπτηρία, ἀρωματική ausgelassen habe, und verteidigt seinen Standpunkt bezüglich der Zolleinnahmen in Ägypten, den er in der „Geschichte der Staatspacht" eingenommen hat. Wir bemerken, dafs Rostowzew die syenischen Zölle im Gegensatz zu Wilcken zu den

1) Eine ausführliche Besprechung der deutschen Bearbeitung des Werkes s. in dieser Zeitschrift S. 340.

staatlichen Grenzzöllen und nicht zu den Lokalzöllen rechnet. Er wiederholt seine Annahme, die er in der „Geschichte der Staatspacht" geäufsert, dafs die *γένη ζωγραφικά* eine allgemeine Bezeichnung der Abgaben auf Vieh, sowie die *λαογραφία* die Bezeichnung für die Kopfsteuer sei. Der wesentlichste Punkt, in welchem er mit Wilcken nicht übereinstimmt, ist der Standpunkt, den er dem Pachtwesen zur Zeit der Ptolemäer und der Praktoria der römischen Periode gegenüber einnimmt. Rostowzew trachtet, auch für Ägypten den stufenweisen Übergang vom Pachtsystem zur direkten Einhebung durch Beamte und Liturgien zu beweisen. Er findet, dafs Wilcken die tatsächliche Freiheit der Pacht zur Zeit der Ptolemäer überschätzt hat: nach Rostowzew bestand diese Freiheit blofs de jure, de facto aber näherte sich die Lage der Pächter schon zur Zeit der Ptolemäer der Lage der besoldeten Beamten. Im Gegensatz zu Wilcken sieht Rostowzew in der Praktoria ein Element des Pachtwesens. Aufserdem stellt Rostowzew den Zusammenhang zwischen der Praktoria zur Zeit der Ptolemäer und der der römischen Epoche fest, während Wilcken diesen Zusammenhang leugnet (Ostraka I, S. 601).

Ich gehe zur zweiten grofsen Arbeit Rostowzews über, weil einzelne Teile derselben auf die Wirtschafts- und Sozialgeschichte Bezug haben. Rostowzew hatte sich schon früher als Erforscher der antiken Plomben und tesserae einen Namen gemacht, indem er (zusammen mit Prou) einen Katalog der Plomben der Nationalbibliothek in Paris herausgab und diesem einen gründlichen Essay über Plomben vorausschickte[1]. Gegenwärtig hat Rostowzew auf Kosten der Petersburger Akademie der Wissenschaften eine Sylloge tesserarum und als Kommentar zu dieser Sammlung die Arbeit „Die römischen Bleitesserae" herausgegeben. In seiner Arbeit beschränkt sich Rostowzew darauf, die tesserae, die in Rom, Italien und in den Westprovinzen aufgefunden worden sind, zu erforschen. „In das Gebiet der Ostprovinzen", sagt er (S. 10), „will ich mich nur zu dem Zwecke begeben, um die Serien Kleinasiens und Südrufslands zu charakterisieren". Der Grund für diese Einschränkung des Themas ist hauptsächlich darin zu suchen, dafs die tesserae des Ostens zum grofsen Teil noch nicht systematisiert und publiziert sind. Für die Wirtschaftsgeschichte hat die Forschung Rostowzews über die tesserae der Kollegien von Ostia, die zum Getreidetransport in Beziehung standen, besonderes Interesse; interessant sind die Angaben bezüglich der Kollegien der Schiffer, der Fischer, der Fuhrleute, der Fleischer u. a. (S. 159—170). Noch mehr Interesse bieten die tesserae der industriellen Unternehmungen, welche die Rolle von Ein- und Durchlafs-

---

[1] M. Rostowtsew et M. Prou, Catalogue des plombs de l'antiquité, du moyen-age et des temps modernes, conservés au Département des médailles et antiques de la Bibliothèque Nationale, précédé d'une Etude sur les plombs antiques par M. Rostowtsew. Paris 1900.

marken spielten; so z. B. die tesserae der privaten Badeanstalten, der öffentlichen Häuser, der Wirts- und Gasthäuser und der Unternehmungen für den Passagierverkehr zu Wasser (S. 170—178). Von wesentlicher Bedeutung ist die Abhandlung über die tesserae von Privatleuten, die als Ersatz für die Scheidemünzen d. h. zur Begleichung kleinerer Zahlungen in grofsen Privatwirtschaften und industriellen Unternehmungen, dienten. Bemerkenswert ist, dafs der gröfste Teil dieser letzteren Art von tesserae in das erste und zweite Jahrhundert n. Chr., d. h. in die Epoche des grofsen Geldverkehres (S. 187 u. 188) gehören. Bei Rostowzew sind ähnliche tesserae der kommerziellen Gesellschaften angeführt (S. 193 u. 194). Trefflich ist der Vergleich, den Rostowzew zwischen dieser Art von römischen tesserae und den Privatmünzen, welche vom 15.—17. Jahrhundert in Frankreich und England zirkulierten, zieht (S. 199—201). Eingehend sind bei Rostowzew eigentlich nur die römischen tesserae behandelt. Für Italien und die westlichen Provinzen beschränkt er sich hauptsächlich auf die Systematisierung und Beschreibung des Materials. Interessant ist der eigenartige Charakter der ägyptischen tesserae (die überhaupt wenig studiert sind): Hier dient die Bleitessera als offizielles Surrogat der staatlichen Scheidemünze; diese Erscheinung war durch den Mangel an kleinen Tauschwertzeichen zn Ende des 1. und im 2. Jahrhundert n. Ch. hervorgerufen (S. 295—297).

Ich gehe zur Arbeit von J. M. Grews, der Professor der Universität Petersburg ist, über: „Umrisse der Geschichte des römischen Grundbesitzes (hauptsächlich zur Zeit des Kaiserreiches)“, Bd. I, St. P. 1899, S. XXIII + 651. Grews sieht in seinem Umrisse vorbereitende Versuche auf dem Gebiete der „synthetischen“ Darstellung (S. 55) der Geschichte des römischen Grundbesitzes. Der erste Band, der vorläufig erschienen ist, besteht aus vier Kapiteln: 1. Einleitung: Wissenschaftliche Bearbeitung der Geschichte des römischen Grundbesitzes (S. 1—59); 2. Erster Umrifs: Der Grundbesitz in der Epoche des Augustus, nach den Werken des Horaz (S. 61—234); 3. Zweiter Umrifs: T. Pomponius Atticus als Vertreter einer besonderen Gattung von Bodenmagnaten in der Epoche des Überganges von der Republik zum Kaiserreich (S. 235—438); 4. Schlufskapitel über „Die allgemeine historische Bedeutung des Grofsgrundbesitzes im römischen Reiche im Zusammenhange mit den grundlegenden Eigentümlichkeiten der antiken Wirtschaftsordnung“ (S. 438—620). Alle diese Umrisse haben einen gemeinsamen Gedankenzug: in allen wird von verschiedenen Gesichtspunkten aus der Grofsgrundbesitz zur Zeit der letzten Periode der Republik und des Beginns des Kaiserreiches betrachtet. Im zweiten Bande beabsichtigt der Autor zwei weitere Umrisse, die zu diesem Thema gehören, zu veröffentlichen.

Das erste Kapitel stellt eine ausführliche, wohldurchdachte geschichtliche Übersicht dar, in welcher die Geschichte der Erforschung des römischen Grundbesitzes im Zusammenhange mit dem allgemeinen Gange der Geschichtsschreibung des 19. Jahrhunderts betrachtet

wird (hier ist auch eine ausführliche Bibliographie der Geschichte des römischen Grundbesitzes gegeben). Im zweiten Umrisse ist nicht nur alles den Werken des Horaz entnommen, was man aus ihnen zur Charakteristik der landwirtschaftlichen Zustände jener Zeit entnehmen konnte, sondern es sind auch zahlreiche sorgfältig durchgeführte Exkurse in das Gebiet der ökonomischen Ordnung des römischen Gemeinwesens geboten, die zur Erklärung der entsprechenden Texte des Horaz dienen. Der Autor liefert uns zuerst eine Charakteristik der Werke des Horaz als Quellen zur ökonomischen Geschichte Roms; hier vermerkt der Autor die besonderen Kenntnisse des Horaz auf dem Gebiete der Grundbesitzverhältnisse dieser Epoche; diese Kenntnisse waren durch die soziale Stellung des Horaz selbst und durch die Geschehnisse seiner Zeit bedingt. Ferner bringt Grews die Angaben über die Privatwirtschaft des Horaz vor, indem er neue topographische Forschungen heranzieht und seine persönlichen Eindrücke, die er anläfslich der Besichtigung der Gegend, in der sich ehemals das sabinische Gut des Horaz befand, erhielt, wiedergiebt. Schliefslich entwirft der Autor ein allgemeines Bild des römischen Grundbesitzes zur Zeit des Horaz, wie er sich uns in dessen Werken darbietet. Dieses Kapitel enthält viel Material, welches hauptsächlich zur Kennzeichnung der Daseinsbedingungen der Landbevölkerung Italiens dient. Man mufs immerhin bemerken, dafs der Autor zweifellos den Grad der Verdrängung des bäuerlichen Grundbesitzes durch die Latifundien dieser Epoche übertreibt; diese Übertreibung, auf die bereits in Kritiken [1] hingewiesen ist, ist hauptsächlich die Folge des Umstandes, dafs der Autor auf die Eindrücke des Horaz, der den Untergang des Bauernstandes beklagt, zu viel Gewicht legt. Im nächsten Umrisse trachtet Grews, an dem Beispiele des Atticus zu zeigen, wie in dieser Epoche bedeutende Vermögen und weite Latifundien entstanden. Der Autor liefert uns eine eingehende Biographie des Atticus, als eines hochinteressanten Vertreters der römischen Kapitalisten-Klasse, eine eingehende Beurteilung der Mittel und Wege, deren sich Atticus bedient hat, um seinen Latifundienbesitz zu gründen; eine Betrachtung der Zusammensetzung der Besitzungen des Atticus. In keiner direkten Beziehung zum Thema stehen die Seiten 368—422, auf welchen die politische Weltanschauung des Atticus, als des Vertreters einer bestimmten gesellschaftlichen Klasse, charakterisiert wird. Diese Charakteristik gewinnt jedoch im Zusammenhange mit den Bemerkungen des Autors auf den Seiten 423—438 an Wert; in diesen wird nämlich darauf hingewiesen, dafs zu Ende der Republik innerhalb eines Teiles der höheren Klassen sich eine neue Tendenz bemerkbar machte: Indem sich diese Schichten von der aktiven politischen Karriere, die zu jener Zeit gefährlich zu werden begann, fernhielten, lenkten sie ihr Augenmerk auf ihre Bereicherung; der Reichtum verschaffte ihnen indirekt auch eine gewisse politische Autori-

1) Professor Th. F. Selinski im Journal des Ministeriums für Volksaufklärung, 1900, Juli, und im „Europäischen Boten“, 1900, VIII.

tät. Der Autor führt eine ganze Reihe solcher Persönlichkeiten an, deren ziemlich typischer Vertreter Atticus ist. Nach der Meinung des Autors sind „das die Vorläufer des kaiserlichen Land- und Militäradels“ (S. 423). „Die Kaiser kommen Leuten von solcher Gesinnung gerne entgegen, da sie zur Durchführung der monarchischen Umwälzung bedeutend beitragen“ (S. 421).

Der ganze Abschnitt über Atticus ist reich an Exkursionen, welche die finanziellen und Landspekulationen des Atticus und anderer Geschäftsleute kennzeichnen. Sein Interesse für die ökonomische Seite der Biographie des Atticus motiviert der Autor folgendermafsen: „Als teilweiser Ersatz für die statistische Methode“ (die infolge Mangels an Material für die Geschichte des Altertums nicht immer anwendbar ist) „kann, nach der Meinung des Autors, die biographische Methode dienen. Je besser wir das Leben der einzelnen römischen Nobiles kennen und je deutlicher wir die Geschichte der Entwicklung ihres Besitzes erkennen, desto mehr lebende Beispiele von Landmagnaten und desto realistischere Bilder grofser, territorialer Vermögen erhalten wir“ (S. 243). Diese Worte des Autors sind in gewissem Grade auch auf seinen Abrifs über Horaz anwendbar. In bezug auf die „biographische Methode“ von Grews ist jedoch zu bemerken, dafs der Forscher bei deren Anwendung leicht individuelle Zufälligkeiten für typische, allgemeine Erscheinungen ansehen kann. Übrigens geht Grews selbst in dieser Hinsicht ziemlich vorsichtig vor. Als weiterer Mangel der „biographischen Methode“ ist der Umstand anzuführen, dafs die Beschreibung der Persönlichkeit einen bedeutend gröfseren Raum einnimmt als die ökonomische Frage, zu deren Erklärung die biographische Forschung unternommen wird. Dieser Mangel der „biographischen Methode“ ist auch in dem Abrisse Grews' über Atticus bemerkbar. Oft sucht der Autor eher nebensächliches Material zur Beleuchtung der ökonomischen Lage des Atticus hervor, als dafs er die Angaben aus der Biographie des Atticus zur Lösung der ökonomischen Fragen, die ihn beschäftigen, anwendet.

Der letzte Teil der Forschungen Grews' nötigt direkt zum Widerspruch. Hier berührt der Autor die bekannte Polemik zwischen Bücher und Eduard Meyer und stellt sich auf Seite Büchers. Gegenwärtig werden sich kaum viele Geschichtsschreiber der antiken Wirtschaftsordnung finden, die mit Grews in diesem Punkte übereinstimmen dürften. Grews selbst empfand die Trefflichkeit der Einwände Eduard Meyers: Er ist bemüfsigt, so viele Vorbehalte in der Auffassung Büchers bezüglich der antiken Wirtschaftsformen zu machen, dafs von dessen Konzeption kaum viel zurückbleibt. Aus der gründlichen Untersuchung, welcher der Autor das Schema Büchers unterzogen hat, folgt von selbst, dafs die eigentliche Oikenwirtschaft nur einigen Epochen der römischen Geschichte eigentümlich ist. Diese Auffassung ist von der Auffassung Büchers, der die ganze antike Welt zur Epoche der Oikenwirtschaft in Beziehung bringt, weit entfernt. (Vergl. die Bemerkungen des Prof. Selinski o. c.). Immerhin ist auch dieses Kapitel des Buches

von Grews wertvoll, weil wir hier eine bemerkenswerte Besprechung des Intensitätsgrades des Tauschverkehrs in der Epoche der römischen Republik und des Kaiserreiches vorfinden (S. 496—580).

In den Jahren 1900—1901 erschienen zwei Bände des Werkes von E. D. Grimm (jetzt Professor an der Universität St. Petersburg): „Forschungen zur Entwicklungsgeschichte der römischen Kaisergewalt, Bd. 1, 1900, VIII + 515. — Bd. 2, VIII + 466. St. Petersburg.“ Hier aber können wir keine Besprechung dieses Werkes geben, weil es mehr staatsrechtlichen als sozialgeschichtlichen Inhalt hat. Dr. Grimm spricht auch von Beziehungen zwischen der römischen Gesellschaft und der Regierung, charakterisiert jedoch ausführlich nur die politische Stimmung höherer Kreise der Bevölkerung. Die unteren Klassen und die Provinzen sind weniger berührt. Der Verfasser gebraucht vornehmlich literarische Quellen (Autoren). Inschriften sind wenig herangezogen.

Die eben erwähnte Polemik zwischen Bücher und Meyer, welche die Gelehrtenkreise Deutschlands in so hohem Maſse in Atem hielt, hat auch in Ruſsland ein groſses Interesse hervorgerufen. Rostowzew berührte sie in seiner Abhandlung: „Der Kapitalismus und die Volkswirtschaft der antiken Welt“ (Ruſskaja Myslj, 1900, März, S. 195—217), wo er unter anderem seine Leser in populärer Form mit dem ptolemäischen Ägypten und den Resultaten seiner Erforschung des römischen Pachtwesens bekannt macht. Rostowzew stellt sich auf Seite Ed. Meyers. Ein anderer Artikel, der diese Polemik berührt, rührt vom Autor dieser Zeilen her (M. Chwostoff, „Die Erforschung der ökonomischen Zustände des Altertums“, Journal des Ministeriums für Volksaufklärung, 1900, VI, S. 271—303). Der Autor stellt sich in der Frage der antiken Wirtschaft auf Seite Meyers, obwohl auch er, wie Rostowzew, in der Theorie Büchers die Bedeutung dieser wertvollen Verallgemeinerung anerkennt. Allerdings nur jener Verallgemeinerung, welche sich auf die wirtschaftliche Evolution einer einzelnen Gesellschaft anwenden läſst, keinesfalls aber auf die Geschichte der ganzen Menschheit. Im selben Aufsatze behandelt der Autor auch die Polemik zwischen Beloch und Seeck über die Methoden statistischer Forschungen auf dem Gebiete der antiken Wirtschaft, wobei er sich im allgemeinen auf seiten Belochs stellt.

Aus der Feder des Autors der vorliegenden Literaturübersicht stammt auch der Aufsatz: „Die wirtschaftliche Umwälzung im antiken Sparta“, (Wissenschaftliche Jahrbücher der Universität Kasan 1901, November). Der Autor erbringt den Beweis, daſs im Zusammenhange mit der schon genügend erforschten, agrarischen Umwälzung, die in Lakonien bereits im 5. Jahrhundert v. Chr. zu beobachten ist, der Konzentration des Grundeigentums, auch eine Änderung in der auswärtigen Politik Spartas zu konstatieren ist. Diese befindet sich nämlich in den Händen der besitzenden Klassen, die jetzt nicht mehr nach neuen Landstücken, sondern nach Geld streben. Zugleich hört

Sparta auf, ein rein agrarisches Land zu sein: In die Periode, welche auf die agrarische Umwälzung folgte, gehört die Mehrzahl der Angaben, die auf die Entwicklung der Industrie und des Handels in Sparta hinweisen; in derselben Periode treten auch andere ökonomische Bedingungen ein, die der Entwicklung der Industrie förderlich waren (das Geldkapital, das Proletariat, d. s. landlose Heloten und Spartiaten).

Im soeben erschienenen Buche von Prof. W. P. Buseskul (an der Universität Charkow): „Einleitung in die griechische Geschichte", Charkow 1903, S. VIII + 535, sind alle bedeutenden westeuropäischen und russischen Forschungen auf dem Gebiete der Sozial- und Wirtschaftsgeschichte Griechenlands charakterisiert.

Es wird vielleicht nicht ohne Interesse sein, zu erfahren, dafs in Rufsland auch in den Elementarunterricht der Geschichte des Altertums das sozialgeschichtliche Moment immer mehr eindringt: Es ist ihm in den Lehrbüchern der allgemeinen Geschichte von Prof. Vinogradoff, Prof. Kareew und Prof. Wipper viel Platz eingeräumt. M. Chwostoff.

Sozial- und wirtschaftsgeschichtliche Arbeiten in böhmischen und mährischen historischen Zeitschriften 1900—1902.

Im letzten Jahrzehnt des vorigen Jahrhunderts waren auf dem Gebiete der böhmisch-mährischen Sozial- und Wirtschaftsgeschichte zwei Werke erschienen, von denen man hoffen konnte, dafs sie auf die weitere Forschung nach dieser Richtung besonders anregend wirken würden: J. Lipperts grofsangelegte zweibändige „Sozialgeschichte Böhmens in vorhussitischer Zeit" (1896—1898) und C. Grünbergs „Die Bauernbefreiung und die Auflösung des gutsherrlich-bäuerlichen Verhältnisses in Böhmen, Mähren und Schlesien" (1893—1894). Fehlte auch Lipperts Buch die kritische Schärfe und in vielen wichtigen Fragen die Grundlage echter, beweiskräftiger Urkunden und Quellen, so hatte es doch den Vorzug, dafs es den ganzen weiten Stoff in den Kreis seiner Betrachtung zog, in der Auffassung und Darstellung der Verhältnisse die volle Selbständigkeit des Forschers bewies, der mit historischem Wissen geschichtsphilosophische und sozialethische Ideen verband. Man könnte aber nicht sagen, dafs es auf die geschichtliche Forschung im Lande grofsen Einflufs genommen hätte.

Mehr ist dies wohl der Fall bei dem zweiten der genannten Werke, das durch seine Gründlichkeit in jeder Hinsicht, durch das reiche neu veröffentlichte Quellenmaterial als Basis für alle weiteren Forschungen auf diesem Gebiete dienen mufs; aller Wahrscheinlichkeit nach dürften auch in Kürze Arbeiten folgen, die von Grünbergs Studien ausgehen und sie im Detail ergänzen. Vorläufig allerdings scheint die Anregung, die von diesem Werk auf die heimische Arbeit ausging, noch recht gering angeschlagen werden zu müssen.

Ohne die Ursache dieser Erscheinung, die, wenn man sich allgemein ausdrücken darf, in „Schulverhältnissen" begründet sein dürfte, des

näheren zu erörtern, glaubten wir doch darauf hinweisen zu sollen, weil sie sich geradezu aufdrängt, wenn man die Literatur unserer Zeitschriften speziell nach Arbeiten sozial- und wirtschaftsgeschichtlichen Inhalts untersucht. Sie sind im ganzen genommen spärlich und beziehen sich zumeist auf ganz spezielle lokale Verhältnisse, mehr vom Zufall des archivalischen „Fundes" bestimmt, als planmäfsig durchgeführt.

Aus der vorhussitischen Zeit wird aus dem Gebiete des Verwaltungswesens nur das Steuerwesen in Böhmen in einem Aufsatz von C. KLIER „Kurzer Abrifs des Steuerwesens des Königreichs Böhmen in der Zeit vor den Hussitenkriegen" (Stručný nástin bernictví království českého v dobách před válkami husitskými) in der „Böhm. Museal-Zeitschrift", Jahrg. LXXVI (1902), S. 21—39, 211—233 behandelt. Es ist der Vorläufer eines in Bearbeitung befindlichen gröfseren Werkes unter dem Titel „Das Landes-Steuerwesen im Königreich Böhmen" (Zemské bernictví v kralovství Českém), und handelt in klarer übersichtlicher Darstellung: 1. Über das Wort „Berna", das zuerst in einer Urkunde Přemysl Ottokars I. vom Jahre 1208, 25. April nachweisbar ist, 2. Über die Einkünfte des Herrschers im allgemeinen, 3. Über die jährlichen Abgaben der untertänigen Bevölkerung, 4. der königlichen Städte, 5. Über die königliche Berna, 6. die Landesberna, 7. die Judenberna.

Das Hauptinteresse beansprucht noch immer die Frage, betreffend die böhmische Zadruga oder Hauskommunion. Den Polemiken, die früher schon K. KADLEC' im Jahre 1898 erschienenes Buch „Rodinný nedíl čili zádruha" (Familien-Un-Teil o. Zadruga) [1]) hervorgerufen, schliefst sich neuerdings die eingehende Kritik von J. PEKAŘ in der „Böhm. Histor. Zeitschrift" Jahrg. VI (1900), S. 243—267 an. PEKAR hält den Ausführungen KADLEC' entgegen, dafs es unzulässig sei, aus der modernen Organisation der Zadruga bei einzelnen slawischen Völkern rückzuschliefsen auf ihren uralten Bestand, ohne hierfür zuverlässige quellenmäfsige Belege zu erbringen; und solche fehlen, wie für die altserbische und altrussische, so auch für die altböhmische Zadruga. Weiters: wenn KADLEC in Böhmen das Institut des „Familien-Un-Teils" nachzuweisen gesucht hat, so stimmt P. ihm bei, dafs ein solches bestanden habe, bestreitet aber, dafs dieses böhmische Rechtsinstitut und die südslawische Zadruga identisch, aus gleicher Wurzel entsprossen sind, in gleicher Form entwickelt und ausgebildet wurden. Für den böhmischen „Familien-Un-Teil" fehlt nach P.'s Kritik der KADLECschen Beweisführung der Begriff des Verwalters, des Hauptes des „Familien-Un-Teils", der in der südslawischen Zadruga unter

1) „Rodinny nedíl" ist ein von KADLEC in Anlehnung an einen von WSCHEHRD gebrauchten Ausdruck neu eingeführter Terminus für das der südslawischen Zadruga in Böhmen angeblich entsprechende Institut; in wörtlicher Übersetzung hiefse es Familien-Un-Teil (díl-Teil, ne die Negation). Aus G. COHNS „Gemeinderschaft und Hausgenossenschaft" S. 18 ff. kennt man den im Freiburger Code civil für „Gemeinderschaft" üblichen französischen Ausdruck: „indivision"; das wäre etwa dem böhmischen „nedíl" am entsprechendsten, bis auf den Gegensatz zwischen Concretum und Abstractum. Aus den obigen Ausführungen wird der Sinn des „nedíl" wohl zur Genüge klar.

dem Namen des „domaćina“ bekannt ist. Im böhmischen Rechtsinstitut gibt es also nach P. kein gewähltes Oberhaupt, weil hier „ein Mitglied des ‚Un-Teils‘ ohne das andere keine Dispositionen über das gemeinsame Gut treffen kann“. Der böhmische Un-Teil ist nicht wie die Zadruga eine Gemeinschaft von Personen, die für die Gemeinschaft arbeiten, sondern eine zeitweilige Besitzgemeinsamkeit in einer Adelsfamilie und zwar vielfach eigentlich eine mehr scheinbare als wirkliche Besitzgemeinsamkeit. Denn durch den „Un-Teil“ schützte sich der Adel gegen die Heimfallsansprüche des Fürsten. Auch darin erkennt P. einen Grundunterschied zwischen „Zadruga“ und „Nedil“, dafs die erstere eine Form des Zusammenlebens in der bäuerlichen Bevölkerung darstellt, welche mit eigener Hand den ererbten Boden bebaut, während die letztere eine Form des gemeinsamen Besitztums adeliger Familien ist, die selbst nicht arbeiten und oft auch nicht einmal selber bewirtschaften. PEKAR möchte nicht an der Existenz einer altslawischen und speziell auch böhmischen „Zadruga“-Institution zweifeln, er steht absolut nicht auf dem PEISKERschen Standpunkt, er gibt vielmehr zu, dafs die „‚Hauskommunion‘ ähnlich der heutigen südslawischen Zadruga ohne Zweifel allen nordwestlichen Slawen in den ersten Jahrhunderten ihres historischen Daseins gemeinsam war“, nur vermifst er noch immer den wissenschaftlichen Beweis hierfür.

Auf diese Kritik J. PEKARS antwortete K. KADLEC in einem Aufsatze in der „Zeitschrift der mähr. Matice“, Jahrg. 1901 (XXV), S. 217—245, 333—369, betitelt „Der Familien-Un-Teil im Lichte der Daten aus der vergleichenden Rechtsgeschichte“ (Rodinný nedíl ve světle dat srovnavacích dějin právních). Ich sehe von allen so überreichlichen persönlichen Bemerkungen hier ab, die darauf hinauslaufen, dafs die Frage ohne juridisches Wissen und Verständnis nicht beurteilt werden könne, ich kann nur kurz andeuten, nach welcher Richtung sich die Erwiderung bewegt. Für die Existenz der Zadruga bei den Slawen in der Urzeit bedürfe es keines Beweises, das dürfe und müsse vorausgesetzt werden auf Grund der allgemein angenommenen Theorie, dafs ehemals das Volk in weit umfangreicheren Verwandtschaftsverbänden lebte, als es die dermalige Familie ist, und dafs der Periode des Individualeigentumes die des Kollektiveigentumes vorausging. Auf dieser Theorie basiere die Annahme der Existenz der Zadruga bei den slawischen Völkern, und KADLEC folgert daraus, dafs er berechtigt war und berechtigt ist, den Satz auszusprechen: „Beweise für die Entwicklung der südslawischen Zadruga aus alter Zeit anzuführen, wäre eigentlich nicht nötig, da es niemandem mit Grund beifallen kann anzunehmen, dafs die Zadruga-Einrichtung erst ein Gebilde später Zeit sein könne. Es ist im Gegenteil selbstverständlich, dafs das dermalige Stadium nur eine entfernte Phase in der allmählichen Entwicklung darstellt . . .“ Gleichwohl geht er dann nochmals auf die Quellen des serbischen und russischen Rechts ein, die für den älteren Bestand der Zadruga in diesen Ländern sprechen: das Gesetz von Vinodol (1288), das Statut von Polijca (1440), das Gesetzbuch Stefan Dušans und das Ragusaner (Dubrovnik) Recht u. a.

Im weiteren Verlaufe beschäftigt sich die Erwiderung mit der von Pekař aufgeworfenen Frage, ob „Rodinný nedíl" und „Zadruga" ein und dasselbe Rechtsinstitut vorstellen. Auch hier wird weit ausgeholt, zuerst der Unterschied zwischen der altrömischen und altslawischen Familienorganisation erörtert. „Während also die Familie des römischen Rechtes in ihrer späteren Entwicklung auf das Prinzip des Individualismus (ausgedehnte Gewalt des Hausvaters) sich gründet, beruht die slawische Familie auf dem Grundsatz des Kollektivismus", denn hier sind alle erwachsenen Mitglieder männlichen Geschlechtes, besonders die verheirateten, vollberechtigte Personen. Auf die Zusammensetzung der Familie kommt es dabei nicht an, denn hier wie dort kann die Familie einfach (Eltern und ledige Kinder) oder zusammengesetzt sein, aus einer oder mehreren Familien bestehen, fremde Elemente in sich aufnehmen oder nicht. Das Wesen der slawischen Familie hat man einzig in der Existenz des kollektivistischen Familieneigentumes zu sehen und in den daraus sich ergebenden Folgen.

Was aber etwaige Verschiedenheiten zwischen böhmischem Rodinný nedíl und südslawischer Zadruga anlangt, so berühren diese nicht das Wesen der Sache, sondern sind eben nebensächlich. Allerdings werde in der heutigen Zadruga das Oberhaupt „starešina" gewählt, was in der böhmischen Organisation nicht nachzuweisen ist, ja nicht einmal ein Name für dieses Oberhaupt ist ausfindig zu machen, aber diese Wahl sei nicht ursprünglich, sondern sei erst bei zusammengesetzten Familien eingeführt worden.

Daſs der „Rodinný nedíl" auch unter der bäuerlichen Bevölkerung Böhmens existiert und also nicht bloſs auf den adligen Stand beschränkt ist, dafür erbringt K. sodann urkundliche Belege, z. B. gibt 1419 ein Jan Hlivice seiner Tochter Margareta und ihrem Manne Gallus Hav zur Aushülfe 8 Schock in Acker und Geld „non excludendo tamen prescriptam Margaretham a porcione, alias od spolku, post mortem suam cum ceteris liberis et affinibus suis in bonis et in substantia eius legitime devolvendis." Ihm erscheinen die Differenzen zwischen der deutlicher im Bauernstande zu Tage tretenden „Zadruga" und dem beim Adel geltenden „Nedíl" ohne tiefere Bedeutung; die Mitglieder eines adeligen „Nedíl" leben z. B. nicht immer in einem gemeinsamen Hauswesen, es genügt, wenn sie gemeinsam „wirtschaften"; in den adeligen „Nedíl" werden keine fremden Elemente aufgenommen, wie in die bäuerliche Zadruga u. a. m.

Eine Hauptstütze für Kadlec bildet sodann die Cohnsche Darstellung der Gemeinderschaft; er erörtert sie eingehend, erklärt sie aber doch nur als eine knappe Behandlung der ganzen Frage, die eine abermalige, umfassendere Darstellung verdiente, und weist auf Pertile, Mayr, Tripartitum von Stephan Verböczy (geb. 1460) u. a. hin. Er beschlieſst somit seinen Aufsatz, daſs seine Ansicht, 1. daſs Zadruga und Familien-Un-Teil ein und dasselbe Rechtsinstitut darstellen, 2. daſs die Zadruga-Organisation bei den Slawen in alter Zeit tatsächlich bestand, durch nichts erschüttert wurde.

Gehen wir zu einem anderen Thema, den wirtschaftlichen Zuständen in den Städten, über, so konstatieren wir auch hier ziemliche Ebbe; höchstens in den rasch aufeinander folgenden kleineren Städtegeschichten mehr allgemein und oberflächlich behandelt.

Eine nach mehreren Richtungen beachtenswerte Arbeit hat Z. Winter in „Das Handwerk in der Altstadt Prag in den Jahren 1526—1622 nach der Nationalität" (Řemesla dle národnosti v Starém Městě Pražském od r. 1526—1622) in der „Böhm. Museal-Zeitschrift", LXXV (1901), S. 401 bis 450 geliefert. Das Hauptgewicht liegt bei dieser Arbeit allerdings im Nachweis der nationalen Verhältnisse des Altprager Handwerkerstandes im 16. Jahrhundert mit der konstanten Zunahme der Deutschen gegenüber den Čechen, die von 4 % im Jahre 1526 auf 52 % im Jahrzehnt 1591—1601 anwachsen und sich auch noch bis ca. 1626 in der Höhe von 46 % erhalten. Die kulturelle Seite der Frage, welche Bedeutung dieser Zuwachs an fremden Kräften für die Entwicklung des Handwerks in Böhmen hatte, wird nur mit wenigen Worten gestreift, immerhin die Bedeutung recht gering angeschlagen. Höchstens in der Glasschneidekunst will W. den neuen deutschen Handwerkern das Verdienst eines Fortschrittes und einer Verbesserung zuerkennen, während die Einführung des neuen Baustils den italienischen Maurern zugeschrieben wird. „Sonst aber kann man nirgends und in nichts irgend ein besonderes Verdienst der Fremden um die hiesige Kultur wahrnehmen, selbst abgesehen davon, daſs sie nicht um der Kultivierung, sondern um des Erwerbes und der Existenz willen hierherkamen."

Was weiters die Herkunft der neuen deutschen Handwerker anlangt, so steuerten alle Länder und Gebiete Deutschlands bei; naturgemäſs war die Einwanderung aus den Böhmen angrenzenden Gebieten am stärksten, insbesondere aus Sachsen und dem Vogtlande; auch speziell aus dem Egerlande war der Zuzug in die Hauptstadt recht stark. — Berücksichtigt wird in der ganzen Arbeit auch die Einwanderung aus Frankreich, Italien, der Schweiz und Polen.

Beiträge ähnlicher Art liefert J. Leisching in dem Aufsatz „Das älteste Brünner Bürgerbuch" in „Mitteil. des mähr. Gewerbe-Museums" 1901, S. 57 ff., 71 ff. für Brünn, indem er aus der genannten Quelle, die bis zum Jahre 1498 zurückgeht, eine Liste der in dieser Stadt ansässigen Handwerker und, soweit dies angegeben ist, auch ihrer Herkunft herstellt, allerdings meist nur derjenigen, die der Kunst nahestehen.

Zunftordnungen und Beiträge zur Geschichte der Zünfte und Zechen erhalten wir aus allen Teilen Böhmens und Mährens; hier flieſst das archivalische Material noch immer reich; doch ist auch hier der Grundcharakter der Arbeiten mehr ein lokalhistorischer, als ein zusammenfassender vom wirtschaftlichen Gesichtspunkte aus.

Mit Zunftordnungen der alten Rosenbergischen Stadt Krumman beschäftigen sich zwei Aufsätze in den Mitt. d. Vereines f. d. Geschichte der Deutschen i. Böhmen, XXXIX. Jahrg, 1901, S. 81 u. S. 312. Der erste von A. Mörath, „Die deutsche Zunftordnung der Krummauer

Müller aus der 2. Hälfte des 16. Jahrhunderts" bringt nicht nur den Abdruck der alten Zunftordnung und einer wichtigen Urkunde von 1447, sondern gibt in der Einleitung hierzu eine Übersicht über die Entwicklung des dortigen Müllerhandwerks seit dessen erster Erwähnung im Jahre 1347. — Der zweite Aufsatz von A. Raschek, „Die Zunftordnung der Schlosser in Krummau im Jahre 1593" bringt gleichfalls einen genauen Abdruck der Urkunde, beschränkt sich in den einleitenden Worten aber auf die Würdigung dieses Stückes allein. — Beide Mitteilungen bilden in gewisser Hinsicht eine Ergänzung zu Winters Aufsatz, indem sie uns zeigen, dafs nicht nur in Prag, sondern auch auf dem Lande das Übergewicht der deutschen Handwerker sich geltend machte; und wenn Raschek darauf hinweist, dafs die Erlassung der Zunftordnung in jener Zeit wohl im Zusammenhang stehen dürfte mit grofsen Um- und Neubauten, die Wilhelm von Rosenberg im Krummauer Schlofs unternahm, so ist dieser Hinweis wohl geeignet, Winters Annahme von der geringen Bedeutung der neuen Handwerker in ein anderes Licht zu stellen. Gerade das Material an Zunftordnungen in Krummau scheint für die weitere Untersuchung dieser für das Deutschtum in Böhmen nicht unwichtigen Frage von einigem Belang zu sein und eine eingehendere Prüfung zu verdienen. — Demselben Thema, dem Zunftwesen in der Rosenbergischen Stadt Böhmisch Kromau ist ein Aufsatz von H. Gross in den „Památky archaeol. a místopisné", Jahrg. XIX, 1900, S. 193, 307, 533 gewidmet. Hier werden aus dem Kromauer Archiv die gesamten ursprünglich in čechischer Sprache ausgestellten Zunftprivilegien in vollem Wortlaut mit kurzen Übersichten der Entwicklung jedes einzelnen Handwerks abgedruckt, beginnend mit einer Urkunde für die Fleischer von 1447.

Unter dem Titel „Eine Brünner Zunftordnung aus dem Jahre 1446" bespricht Carl Schirek in „Mitteil. d. mähr. Gewerbe-Museums", 1900, S. 121, die Innungsartikel der aus sechs, beziehungsweise neun Handwerken gebildeten Bruderschaft der Sattler, Kandler (Zinngiefser), Köchermacher, Rotschmiede, Drechsler, Riemer, Maler, Glaser und Schildmacher. — Nur um weniges jünger sind die „Artikel der Brünner Tischler und Seiler", die Ref. ebenda 1902, S. 49 durch Abdruck der Bestätigungsurkunde derselben vonseiten des Brünner Rats dd° 1462 Januar 8, bekannt macht. — Bei weitem zahlreicher sind die Beiträge für die Zunftgeschichte des 16. und 17. Jahrhunderts in den genannten und anderen Zeitschriften, die einzeln anzuführen hier zu weit führen möchte.

Eine Frage, für die in unseren Archiven noch reichliches Material zu liegen scheint, die daher immer wieder in unserer Zeitschriftenliteratur Bearbeitung erfährt, sind die bäuerlichen und Untertansverhältnisse, und vorzüglich dem Bauernaufstand in Böhmen und Mähren um 1680 ist eine Reihe von Aufsätzen auch im letzten Triennium gewidmet. Vorerst finden wir in einer kurzen Arbeit von R. Dvorak „Aus der Geschichte der Bauernaufstände in Mähren im 17. und 18. Jahrhundert" (Z dějin selských bouří na Moravě v XVII. a XVIII. století) in der „Böhm.

Musealzeitschrift" LXXV (1901), S. 182—186 auf Grund der gedruckten Literatur eine Übersicht über die in Mähren in den Jahren c. 1680 bis 1724 im Olmützer, Iglauer (Stonarov) und Znaimer Kreis (Urbau) vorgefallenen Unruhen. — Auf quellenmäfsiger Forschung beruht der Aufsatz von J. V. Simak, „Chotieschauer Nachrichten über den Bauernaufstand im Jahre 1680" (Chotěšovské zprávy o selské bouři r. 1680), in „Sitzungsberichte der k. böhm. Gesellschaft d. Wissensch.", Jahrg. 1900, Nr. X, 28 S. Er schildert die Ereignisse auf der Herrschaft des im Pilsner Kreise gelegenen Prämonstratenser-Klosters Chotieschau. Die Nachrichten beruhen auf der vom dortigen Propste P. Michael Kastl gleichzeitig geführten Chronik, in der er nicht nur eine allgemeine Schilderung der „Rusticorum tumultus et rebellio . . . per universum regnum" bietet, die Stimmung vor dem Ausbruch, die Ursachen der Rebellion kennzeichnet, sondern auch aus eingefügten Korrespondenzen und amtlichen Aufzeichnungen, wie z. B. der „Specification der rebellischen Bürgern und Bauern, so gehenkt, enthaupt und sonsten hingerichtet wurden" oder der „Ineptissima et mendacissima octo pagorum gravamina" u. ähnl. einen genauen Einblick in die Untertanenverhältnisse, ihre allmähliche Verschlechterung, die strenge Behandlung der Unterworfenen im einzelnen klarlegt. Die Aufzeichnungen Kastls bilden gewifs eine der wichtigeren Quellen für die Geschichte des böhmischen Bauernaufstandes von 1680.

F. A. Slavík, der sich auch schon vielfach mit den bäuerlichen Verhältnissen in Mähren beschäftigt hat, behandelt in einem Aufsatz in der „Zeitschrift der mährischen Matice" XXVI (1902), S. 99—105 „Die Bewegung des untertänigen Volkes in Mähren im Jahre 1680 und die Vorkehrungen gegen dieselbe" (Hnutí v lidu podaném na Moravě r. 1680 a opatření proti němu) und zeigt auf Grund von Akten des mährischen Statthalterei-Archivs, welche Vorkehrungen die einzelnen Herrschaften und die Regierung gleich bei den ersten Anzeichen von Unruhen im Gebiete von Kunstadt, Hohenstadt und später (1695) auf Hochwald trafen, sodafs es hier im Gegensatze zu Böhmen tatsächlich zu einem bewaffneten Widerstand nicht kam.

Eine andere Zeit dieser Kämpfe behandelt K. V. Adamek in dem Aufsatz „Aus den Bauernunruhen. Ein Blatt aus der Geschichte der böhmisch-mährischen Bauernschaft" (Ze selských bouří. List z dějin českomoravského rolnictva) in der „Zeitschrift der mährischen Matice", XXV (1901), S. 237/46, 452/8: nämlich die von amtswegen im Jahre 1797 durchgeführte Verfolgung des aus Furcht vor den Werbungen aus der ausgedehnten böhmischen Richenburgischen Herrschaft in den böhmisch-mährischen Grenzwald und bis nach Mähren hinein fliehenden Gesindes.

K. V. Adamek, dem wir manch wertvollen Beitrag zur Geschichte der böhmischen Untertansverhältnisse schon seit Jahren danken, behandelt dann auch in „Sitzungsberichten der k. böhm. Gesellschaft der Wissenschaft" 1901, Nr. VI, 28 S., das „Urbar der Herrschaft Richenburg vom Jahre 1731" (Urbář panství rychenburského z roku 1731). Grundherr war damals

Stephan Wilhelm Kinsky von Chinitz, die Veranlassung zur Auflage des neuen Urbars waren die grofsen Ungleichheiten in allen Lasten und Roboten. Auf Grund einer neuen Vermessung aller Städte, Märkte und Dörfer wurden detaillierte Tabellen über Anzahl der Ansassen, Gröfse und Art des zugehörigen Bodens, über Abgaben, Zehnten u. a. angelegt. Die Tabellen werden von Adamek nicht abgedruckt, sondern eine übersichtliche Darstellung geboten: 1. die einzelnen zur Herrschaft gehörigen Ortschaften samt der Zahl der Ansassen; 2. die Gröfse und Art der Abgaben in den Orten Hlinsko, Skutsch, Böhm. Suratka und Richenburg, darunter den sog. „Eiserne Kühe-Zins", Kirchenzehent, grundherrliche Steuer zu St. Georg und St. Gallus, Gespinst- und Salzabgabe usw.; 3. Gröfse und Arten der einzelnen Dorfschaften (50), sowohl der gemeinsamen als der speziellen; 4. das Ergebnis der neuen Ausmessung der einzelnen Ortschaften. Ein sehr genauer Sachen- und Ortsindex beschliefst diese mustergültige Bearbeitung eines einzelnen Urbars.

Einer ähnlichen Studie aus dem Osten Mährens ist der Aufsatz von M. Vaclavek „Die Herrschaft Wsetin im Jahre 1776" (Panství Vsacké l. P. 1776) in der „Zeitschrift der mährischen Matice" Jahrg. XXIV (1900), S. 151—157, 280—288, 372—376 gewidmet. Das Robotpatent vom 13. August 1775 hatte zu einer neuen genauen Aufnahme der hochgräflichen Illieshazyschen Herrschaft die unmittelbare Veranlassung geboten, die in einem umfangreichen 310 Folien umfassenden Urbar von dem Oberamtmann Josef Georg Beyer „auf Grund der Originalurkunden" durchgeführt wurde. Die Aufzeichnung erfolgte damals in deutscher Sprache, was dem Verfasser zu einigen Glossen über die „gewaltsame Germanisation" der Herrschaft durch deutsche Beamte Veranlassung bietet und zu der in einer wissenschaftlichen Zeitschrift gewifs überflüssigen Bemerkung, dafs diese damals eingepflanzte „Idee von der Überlegenheit der deutschen Sprache auch noch heute nicht völlig ausgemerzt ist". Aus der Beyerschen Beschreibung wird in čechischer Übersetzung ein kurzer Extrakt der wesentlichsten Punkte über die Art und die Gröfse der einzelnen Abgaben gegeben, hauptsächlich im Vergleich mit den Verhältnissen, wie sie um die Wende des 17. Jahrhunderts bestanden.

Einige Beiträge zu den Untertansverhältnissen in Mähren bietet auch F. H. Slavíks Aufsatz: „Die Verhältnisse des untertänigen Volkes auf der Herrschaft Eiwanowitz bei Wischau im Jahre 1590 und 1750" (Poměry lidu poddaného na panství Ivanovském u Vÿškova r. 1590 a 1750) in der „Zeitschrift der mährischen Matice" XXVI (1902), S. 75 bis 77, mit genauen Angaben über Roboten und Abgaben.

Umfassender und eingehender, geradezu als „Materialien zur Geschichte des böhmischen Dorfes" behandeln Th. Antl und J. Pekar die Untertansverhältnisse des Dorfes Kojakowitz bei Wittingau unter dem Titel: „Kojakovice" in der „Böhmischen Historischen Zeitschrift" VII (1901), S. 163—187, für welche Urbare von 1379, 1437 und zahlreiche andere Quellen zur Verfügung stehen. Es ist gewifs ein ungemein seltener

Fall, dafs man die wirtschaftlichen und rechtlichen Zustände eines Dorfes durch fünf Jahrhunderte zu verfolgen im stande ist. Im Jahre 1379 umfafste Kojakovitz 15 $^{3}/_{4}$ Lane, von denen jeder jährlich 80 Groschen zinste. Von 1437 liegt bereits ein detailliertes Verzeichnis aller Ansassen (33) und der Gröfse ihrer Grundstücke (17 $^{1}/_{2}$ Lane) sowie der Abgaben (20 $^{1}/_{2}$ Schock) vor. Weitere Verzeichnisse von 1518, 1557, 1585 usw. zeigen die fernere Entwickelung mit ziffermäfsiger Genauigkeit, die denn auch bis in die neueste Zeit verfolgt und tabellarisch übersichtlich dargestellt wird.

In diesen Kreis urbarialer Quellen gehört auch das von Theodor Antl mitgeteilte „Verzeichnis der Zinsen von der Stadt Laun und den zugehörigen Dörfern in den Jahren 1450 und 1451“ (Seznam úroku z města Loun a ze vsí k němu naležitých v letech 1450—1551) Sitz.-Ber. der k. böhm. Gesellsch. der Wissensch. Jahrg. 1900, No. III, 12 S., das in lateinischer Sprache abgefafst ist. Aus ihm ergibt sich, dafs in der Stadt vom Viertellan durchschnittlich 7 Groschen „census regius“ pro Termin gezahlt wurden, für den vollen Lan 28 Groschen; doch gehört der Besitz eines ganzen Lans zu den Seltenheiten; von den Handwerkern zahlen die Bäcker 12, die Tuchmacher 10 Groschen; der ganze „census regius“ zum Martinitermin ergab 30 Schock, 20 Groschen 2 Pfennige (peníze). Der Zins der 22 Dörfer schwankt zwischen 1 und 31 Schock; doch sind die Berechnungen wenig sicher, da sehr oft die Zahlen fehlen, der Zins also nicht entrichtet worden sein dürfte. Die Anführung der zu Laun gehörigen Dörfer mit den Namen der Insassen ist lokalgeschichtlich und topographisch nicht ohne Wert.

Eine Dorfordnung aus dem Jahre 1580 in čechischer Sprache für die Untertanen im Dorfe Bitozeves bei Postoloprt in Böhmen in 36 Punkten veröffentlicht derselbe Verfasser unter dem Titel: „Artikel, nach denen sich die Nachbarn und alle Inwohner, die jetzigen und zukünftigen im Dorfe Bitozeves für jetzt und auf ewige Zeiten zu richten haben“ (Artikulové, jimiž se sousedé a všickni obyvatelé nynější i budoucí ve vesnici B. nyní a na časy věčné říditi a spravovati mají) in „Památky archaeologické a mistopisne“ 1900, Jahrg. XIX, S. 42.

Im Zusammenhang mit den bäuerlichen Verhältnissen Böhmens erwähne ich noch die Arbeit von A. Podlaha, „Über eine vom P. Kaspar Dirig S. J. im Jahre 1679 im Riesengebirge vorgenommene Bekehrungsmission. (Missie P. Kašpara Dirig v horách Krkonošských vykonaná r. 1679—1680) in „Sitzungsberichten d. k. böhm. Gesellschaft d. Wissensch. Jahrg. 1900, 18. S. Das Gebiet von Rochlitz im Riesengebirge war um die Mitte des 17. Jahrhunderts eine Zufluchtstätte verschiedenster Sekten und Bekenntnisse geworden und langjährige Bekehrungsversuche hatten hier wenig Erfolge aufzuweisen gehabt. Die Gutsherrin war Anna Franziska von Harant, geb. Gräfin Schönfeld. Um sich vom Untertanenverband freimachen und loskaufen zu können, begannen die Rochlitzer auf Erz zu graben mit Erlaubnis des Obersten Münzmeisters zwar, aber ohne Willen und Zustimmung der Grundherrschaft. Da aber in Rochlitz

kein Erz gefunden wurde, so wagten einige Untertanen anderwärts erkauftes Erz vorzuweisen und auf diese unredliche Weise sich die Freiheit zu erkaufen. In dem daraus entstandenen Prozefs stellte sich P. Dirig als Vermittler zwischen den Rochlitzern und der Gräfin Harant auf, indem er den Schuldigen Milderung der Strafe und Verzeihung ihres Verbrechens in Aussicht stellte, wenn sie sich dem katholischen Glauben wieder zuwandten. So grofs wurde dann der Einflufs und die Autorität P. Dirigs in Rochlitz und den übrigen Dörfern der Herrschaft, dass er die Neubekehrten auch vom Anschlufs an den Bauernaufstand des Jahres 1680 abhielt, sie vielmehr bestimmte, ihre Beschwerden schriftlich der Obrigkeit vorzulegen, die zum Teil wenigstens auch Berücksichtigung fanden. Der in lateinischer Sprache abgefafste interessante Missionsbericht, der sich in der Lobkowitzischen Bibliothek der Jahrbücher des Prager Jesuiten-Kollegs vorfindet, wird vollinhaltlich abgedruckt.

Bierbrau und Weinbau spielen in der Wirtschaft Böhmens schon in früher Zeit eine wichtige Rolle. Für jedes Gebiet nenne ich noch einen wichtigen Beitrag. A. Marian behandelt in den „Mitt. des Vereines f. Gesch. der Deutschen in Böhmen“ XXXIX (1900), S. 115—154, „Das bürgerliche Bräuhaus in Aussig“ und verfolgt dessen Geschichte zurück bis ins 14. Jahrhundert. Als Beilagen werden beigegeben 1. die Artikel der Mälzerzunft in Aussig vom Jahre 1583, 2. die Listen der Vormeister, der brauberechtigten Häuser von 1660 und 1791, 3. Übersichten der Betriebsführung, Bräuschaftsverwaltung, Berechnung des Nutzens von einem Gebräu im Jahre 1791 und Vergleich der Bierproduktion in den Jahren 1859—1899.

V. J. Nováček bringt im „Archiv Český“, XVIII (1900), S. 322—400 als Fortsetzung zu Bd. XV „Auszüge aus den Weinbergsbüchern“ (Výpisy z knih vinničných) für die Zeit von 1435—1565. Am 16. Februar 1358 hatte Kaiser Karl IV. verordnet, dafs in ganz Böhmen an geeigneten Orten, besonders um Prag herum im Umkreise von drei Meilen auf öden Hügeln und Abhängen Weinberge angelegt würden. Die darauf bezüglichen Rechtsangelegenheiten wurden anfänglich durch die Altstädter Konsuln erledigt, bald aber entstand ein eigenes Weinbergamt, das dem Rat untergeordnet war, 1547 landesfürstlich und 1783 mit der Kammerprokuratur vereinigt wurde. Die Bücher dieses Amtes (78 an der Zahl) besitzt dermalen das Prager Stadtarchiv. Die Publikation bezieht sich auf die ältesten zehn „Libri contractuum“ genannten Bücher aus den genannten Jahren.

Mit dieser kurzen Übersicht, die aber weder auf Vollständigkeit noch auf detaillierte Wiedergabe der Artikel Anspruch machen kann, wollten wir nur einigermafsen zusammenfassend anzeigen, in welcher Richtung sich diese Studien in unseren Ländern dermalen bewegen.

B. Bretholz.

Rostowzew, M., Geschichte der Staatspacht in der römischen Kaiserzeit bis auf Diocletian. Leipzig 1902.

Der durch mehrere Publikationen auf dem Gebiete der klassischen Altertumswissenschaft bekannte Verfasser hat bereits im Jahre 1896 eine Vorstudie zu der vorliegenden Abhandlung veröffentlicht, welche sich mit der Zollverwaltung in der römischen Kaiserzeit beschäftigt und in trefflicher Verwertung des literarischen und inschriftlichen Materiales ein anschauliches Bild der verschiedenen Arten der Zollerhebung in der erwähnten Periode bietet. Ein umfassendes Werk über die Geschichte der Staatspacht, welches R. 1898 folgen liefs, ist, weil in russischer Sprache geschrieben, den deutschen Fachgenossen leider unbenutzbar geblieben, und die darin entwickelten Lehren sind nur durch einen knappen Auszug in Ruggieros Dizionario epigrafico vol. II fasc. 19 zur Kenntnis eines weiteren Kreises von Gelehrten gelangt. Jetzt legt R. eine eingehendere Bearbeitung des Finanz- und Rechtshistoriker in gleichem Mafse interessierenden Gegenstandes in einem deutsch geschriebenen Buche vor, in welchem er (nach Ausscheidung aller jener Partien der russischen Auflage, die nach Wilckens Ostraka für den Leser bedeutungslos sind) die Erhebung der staatlichen Einkünfte in der römischen Kaiserzeit bis auf Diocletian verfolgt und den Zusammenhang der Entwicklung in dieser Periode mit den älteren Ordnungen der römischen Republik und der hellenischen Staaten darlegt.

Die Staatspacht ist die der republikanischen Verfassung der antiken πόλις adäquate Erhebungsform der Staatseinkünfte. In Rom wie in Athen war es undenkbar, die Eintreibung der Gefälle in die Hand jährlich wechselnder Magistrate zu legen; sie wurden daher hier wie dort an Einzelpächter und Pächtergesellschaften vergeben. In Rom hat der reiche Erwerb an Provinzen die Entwicklung und immer mehr wachsende Bedeutung des ordo publicanorum und der Publikanensozietäten zur Folge gehabt. Die Publikanen haben sämtliche Vektigalien und die direkten Abgaben gepachtet; die tatsächliche Erhebung der letzteren ist hierbei vielfach den Gemeinden verblieben, von welchen die Generalpächter sich das durch den Pachtvertrag mit dem Staate erworbene Recht ablösen liefsen. Die Publikanen sind weiters Grofspächter des ager publicus, welchen sie in kleineren Parzellen an Reichsfürsten vergeben, in ihren Händen sind die staatlichen Bergwerke, welche sie teils ebenso wie den ager publicus, teils in eigener Regie durch Sklavenfamilien bewirtschaften. Wo neue Steuern in der Republik eingeführt werden, wie z. B. das noch im Jahre 56 der Provinz Judäa auferlegte stipendium, treten die Publikanen als Pächter auf. Ihre Macht ist mit der Verfassungsänderung unter Augustus nicht geschwunden; die Publikanensozietäten haben vielmehr vermöge ihrer Kapitalskraft und grofsen Erfahrung in der Technik der Abgabenerhebung auf grofsen Gebieten der Finanzwirtschaft ihre einflufsreiche Stellung bis ins zweite Jahrhundert zu bewahren gewufst. Aber die Politik der Kaiser war darauf gerichtet, nach Vernichtung der politischen auch die wirtschaftliche Macht

r Publikanen zu brechen und das aus der Republik übernommene ystem durch neuere Formen zu ersetzen, die gröſsere Garantien für ne gerechte Erhebung bieten.

In der Vektigalienpacht war ein ausgiebiger Schutz der Kontribuenten sonders nötig. Er wurde zunächst durch Reformen in der Finanz-rwaltung, Kreierung einer eigenen (dem Pächter zwar zur Verfügung ehenden, von ihm aber doch weniger abhängigen) Steuerbeamtenschaft, insetzung der Finanzprokuratoren als Kontrollorgane zu erreichen ge-icht. Die kaiserlichen Beamten gewannen bei ihrer Aufsichtstätigkeit mer mehr Einblick in die Technik der Abgabenerhebung, sodaſs die egie, die direkte Erhebung an Stelle der Pacht treten konnte. Be-rdert wurde die gegen die Publikanen gerichtete kaiserliche Politik urch den im Reiche herrschenden Frieden, welcher die Spekulation be-itigte und das Pachtgeschäft infolgedessen immer weniger lukrativ er-heinen lieſs. Die Reform setzte zuerst bei den neueingeführten Vekti-alien ein; so haben wir für die vigesima hereditatio und die XXV enalium mancipiorum von allem Anfange an eine eigene Steuerbeamten-haft und Kontrolle durch kaiserliche Prokuratoren; seit Hadrian werden iese Vektigalien direkt erhoben. Beim capitulum lenocinii, der Hetären-euer, die erst in der Kaiserzeit eingeführt wurde, ist die Pacht von llem Anfang an ausgeschlossen; als Erheber fungieren die Prätorianer. ber auch bei den althergebrachten Vektigalien, wie den portoria sind ie reformatorischen Bestrebungen von Erfolg gewesen. Allmählich treten, ies hat R. schon in seinem älteren Aufsatz gezeigt, an die Stelle der ublikanensozietäten Einzelpächter, die unter der scharfen Kontrolle der eichsbeamtenschaft die Erhebung besorgen. Diese conductores sind icht mehr freie Pächter wie ehedem, sondern halb Pächter, halb Be-mte; sie bilden den Übergang zur Regie.

Bei den direkten Steuern ist nach der Abschaffung der Generalpacht ie Erhebung den einzelnen Munizipien verblieben. Hierbei tritt jedoch in markanter Unterschied zwischen dem Westen und Osten hervor. m Westen sind die gewöhnlichen Magistrate unter Kontrolle der kaiser-chen Beamten tätig. Im Osten beruht die Erhebung auf einem System on Liturgien; die Grundlage bildet die πόλις (Dekaproten, Decurionen, tadtgemeinde haften zunächst), als höhere, für den richtigen Eingang erantwortliche Instanz erscheint die Provinz, das κοινὸν mit seinen lagistraten.

Ähnlich wie die Vektigalienpacht hat sich die Pacht in den staat-chen saltus (dem ager publicus) und den staatlichen (kaiserlichen) Berg-erken entwickelt. In den staatlichen saltus tritt, wie dies bei den aiserlichen Domänen schon seit ihrem Bestande der Fall ist, zwischen ie Kleinpächter und den Staat ein durch Prokuratoren kontrollierter albamtlicher conductor, und so ist es auch seit dem Ende der Republik ei den staatlichen Bergwerken. Die agri publici kommen im zweiten ahrhundert mehrfach in kaiserliche Verwaltung. In der Bergwerks-acht fällt in späterer Zeit das Mittelglied des Konduktors weg, vielfach

verschwinden auch die Kleinpächter; sofern nicht Regie eintritt, wird der Abbau an redemptores vergeben, welche nach der Quantität der abgelieferten Bergwerksprodukte entlohnt werden. Das System der Regie gilt auch bei den gröfstenteils in kaiserlichem Besitz befindlichen Steinbrüchen.

Die Pacht bildet auch in den hellenistischen Reichen die Grundlage der Erhebung der Steuern und Domanialgefälle. Die Steuerpacht ist hier freilich nicht die freie Pacht, wie sie in der freien griechischen πόλις üblich ist, überall tritt (in Ägypten, Sizilien und den Reichen der Seleukiden und Attaliden) die weitestgehende Kontrolle durch staatliche Organe der Entwicklung eines politisch und wirtschaftlich bedeutsamen Pächterstandes entgegen. Der Pächter der hellenistischen Monarchie ist ein Halbbeamter und, insofern auch Zwang zur Pachtung eintritt, Liturg. Es ist notwendig, sich diese durch die Revenue Laws des Ptolemäus Philadelphus und andere Papyrusurkunden klargelegten Tatsachen vor Augen zu halten; die Gestaltung der Staatspacht im Orient hat auf die Entwicklung der Finanzwirtschaft in der Kaiserzeit entschieden Einflufs geübt und sich in der Zeit des Prinzipates erhalten. So haben die Römer in der Zollverwaltung Syriens einfach das alte einheimische System übernommen, und auch in der ägyptischen Steuerpacht lassen sich zunächst grofse Veränderungen nicht nachweisen; sie ist jetzt Liturgie geworden und tritt in der späteren Zeit allmählich hinter der Praktorie (der Regie) zurück.

Bei der Verpachtung der ägyptischen Domänen ist noch in römischer Zeit der Gegensatz der (zum Ressort der διοίκησις gehörenden) δημοσία und βασιλικὴ γῆ einerseits und der dem Idiologen unterstehenden οὐσιακὴ γῆ anderseits bedeutsam. In der Verwaltung der ersteren herrscht Kleinpacht vor, bei der οὐσιακὴ γῆ sind Grofspachten überwiegend, welche das Domanialland in kleineren Parzellen an Kleinpächter vergeben. Die Stellung dieser Grofspächter ist der des Konduktor in den staatlichen und kaiserlichen saltus analog. — Aufserdem nimmt R. noch eine zwangsweise Bewirtschaftung durch Gutsbesitzer an.

Man wird anerkennen müssen, dafs R. in der Hauptsache durchaus das Richtige getroffen hat und die Abgabenerhebung in der Kaiserzeit durchwegs den von ihm geschilderten Entwicklungsgang genommen hat; seine Ausführungen über den Konduktorat erfahren jetzt, worauf nur kurz hingewiesen sei, eine erfreuliche Ergänzung und Bestätigung durch die vor einiger Zeit bekannt gewordene Art der Bewegung der prata legionis (s. hierüber Premerstein in Wiener Studien, XXIV, pag. 373 ff.). Das Buch ist reich an trefflichen Einzelausführungen, welchen ich die sehr schöne Vergleichung der Bestimmungen der lex Hieronica mit dem νόμος τελωνικὸς des Ptolemäus Philadelphus, die Behandlung der Frage über das Pfändungsrecht bei Steuerrückständen, welches R. mit Recht den hellenistischen Pächtern abspricht, die Verwertung der Amphoreninschriften und scharfsinnige Kombination derselben mit anderen Inschriften zum Nachweise des Konduktorates in Hispania Baetica, die Darlegungen

über die Funktion des κοινὸν der Provinzen bei Erhebung der direkten Steuern, besonders hervorhebe. Als einen wesentlichen Mangel habe ich es empfunden, dafs der Verfasser den Gegensatz von Zeit- und Erbpacht bei den agri publici und in der Verwaltung der kaiserlichen saltus gar nicht würdigt; offenbar ist ihm die neueste Behandlung der antiken Erbpacht von Mitteis (Abhandlungen der sächs. Gesellsch. d. Wissensch., 1901) nicht bekannt geworden. Aufgefallen ist mir auch die Nichtberücksichtigung der italischen Bergwerksverwaltung. Die Annahme R.s, dafs in Ägypten die Gutsbesitzer zwangsweise zur Bewirtschaftung der kaiserlichen Güter herangezogen worden sind, ist keineswegs so sicher, als er anzunehmen scheint; aus dem Papyrus B. G. U. n. 648 kann das vom Verfasser behauptete System nicht mit Evidenz gefolgert werden. Auch teile ich R.s Ansicht, wonach die Strategie in der Kaiserzeit Liturgie (und nicht, wie Wilcken behauptet, Beamtenstellung) sei, nicht.

Stephan Brassloff.

Verzeichnis der bei der Redaktion eingegangenen Schriften

(Besprechung vorbehalten)

Brunner, *Grundzüge der Deutschen Rechtsgeschichte* (Duncker & Humblot Leipzig.)

Corridore, *Storia Documentata della Popolazione di Sardegna.* (Carlo Clausen, Turin.)

Detten, *Westfälisches Wirtschaftsleben im Mittelalter.* (Jungfermann'sche Buchhandlung Paderborn.)

Grünberg, *Studien zur Österreichischen Agrargeschichte.* (Duncker & Humblot, Leipzig.)

Grünberg, *Die Handelsbeziehungen Österreich-Ungarns zu den Ländern an der unteren Donau.* (Duncker & Humblot, Leipzig.)

Höhler, *Die Anfänge des Handwerks in Lübek.*

Keller, *Die Verschuldung des Hochstifts Konstanz im 14—15. Jahrhundert.* (Herder'sche Verlagsbuchhandlung, Freiburg i. B.)

Markovitch, *Die serbische Hauskommunion (Zadruga).* Duncker & Humblot, Leipzig.)

Reisner, *Die Einwohnerzahl deutscher Städte in früheren Jahrhunderten mit besonderer Berücksichtigung Lübeks.* (Gustav Fischer, Jena.)

Reyer, *Fortschritte der Volkstümlichen Bibliotheken.* (Wilhelm Engelmann, Leipzig.)

Rivista Storica Italiana. II, 1.

Schäfer, *Kolonialgeschichte* (G. I. Göschen'sche Verlagsbuchhandlung, Leipzig.)

Stammhammer, *Bibliographie der Finanzwissenschaft.* (Gustav Fischer. Jena.)

Vorläufiger Entwurf eines Gesetzes über Familienfideikommisse nebst Begründung. (Die Post, Berlin.)

Kuriale Prälatenanleihen im 13. Jahrhundert[1].

Von

Adolf Gottlob.

Die päpstlichen Register enthalten eine gleich mit dem Anfang des 13. Jahrhunderts beginnende, von Gregor IX. (1227—1241) ab schon einigermaſsen zahlreich werdende und besonders in der zweiten Hälfte des Säkulums stark zunehmende Reihe päpstlicher Verfügungen zu Geldanleihen der aus den Provinzen des geistlichen Weltreichs an die Kurie gekommenen Prälaten oder ihrer bevollmächtigten Vertreter[2]. Erst die durch Papst Leo XIII. gestatteten

---

1) Ein Folgekapitel zu meiner Schrift: „Die Servitientaxe im 13. Jahr hundert. Eine Studie zur Geschichte des päpstlichen Gebührenwesens“: Stutz' „Kirchenrechtliche Abhandlungen“ Heft 2, 1903.

2) Für die Pontifikate Innocenz III. — Honorius III. genügt der Hinweis auf die im Text besprochenen Kapitel von Schulte. Für Gregor IX. geben wir hier die Nummern des 1. Bandes der „Registres“ von Auvray: 535. 549 (?). 569. 592 (?). 844. 845. 1446. 1462. 1465. 1573. 1671 (?). 2325. 2391. 2409 (?). 2418. — Für Innocenz IV. kommen in den Regg. von Berger folgende Nummern in Betracht: 38. (79). (91). 142. 235. 337 (?). (347). 1210. (1941). 1997. 2010. 2091. (2097). 2157. 2205. 3410. — 4642. 5361. 5364. — (5447). 5718. 5746. 5901. (5925). 5936. 5986 (?). 5998. (6003). 6006. 6033. 6136. 6140. 6180. 6248. 6264. 6386. 6399. 6445 usf. Für die folgenden Päpste die Nummern anzugeben, dürfte überflüssig sein, da sie auf Schritt und Tritt begegnen. Wer sich überzeugen will, welchen Umfang das Leihewesen an der Kurie mit der Zeit angenommen hat, der möge beispielshalber die Regg. Bonifaz' VIII. aufschlagen. Es sind in den zwei ersten Faszikeln die Nummern 293. 303. 377 f. 436. 440. 447. 471 f. 492. 494. 502. 510. 518. 548. 559. 607. 650. 669. (685). — 920 f. 925 f. 936. 940 f. 951. 956. 970. 976 ff. 992. 1020—24. 1061 f. 1069. 1105. 1130. 1141. 1188. 1228. 1296. 1310. 1323—7. 1343. 1347. 1375. 1379. 1388. 1426. 1430. 1439. 1450—2. 1465. 1478. 1511. 1514. 1542. — Auch in den Regg. Benedikts XI. und Clemens' V. sind die Leiheurkunden zahlreich.

neueren Registerveröffentlichungen, insbesondere jene der französischen „École de Rome“, haben uns den Überblick über die erstaunliche Menge von derartigen Urkunden und damit auch über die Häufigkeit dieser Leiheverhältnisse verschafft. Die wissenschaftliche Aufmerksamkeit ist öffentlich zuerst vom handelsgeschichtlichen Interesse aus durch ALOYS SCHULTE darauf hingelenkt worden. In der „Geschichte des mittelalterlichen Handels und Verkehrs zwischen Westdeutschland und Italien“ (Leipzig 1900) sind den Anleihen deutscher Prälaten unter der zusammenfassenden Überschrift „In Italien domizilierte Geldhändler als Gläubiger des deutschen hohen Klerus im 13. und 14. Jahrhundert“ mehrere Kapitel gewidmet (Kap. 21—23, S. 231 ff.). SCHULTE war es vor allem darum zu tun, die Existenz dieser „Handelsbeziehungen“ nachzuweisen, und zwar einerseits die deutschen Gegenden zu unterscheiden, in denen italienische Kaufleute verkehrten, auf der andern Seite die Heimat und die Namen der letzteren oder ihrer Handelsgesellschaften festzustellen. Als „Grundlagen“ der Kreditbeziehungen zwischen den italienischen Händlern und den deutschen Geistlichen wird das Bedürfnis der Kurie und ihre autoritäre, durch die kirchlichen Zensuren wirksame Beihülfe zur Wiedererlangung der Darlehen erkannt. Nebenbei hebt der Verfasser den Widerspruch dieses zwischen Kurie und Händlertum bestehenden Schutzverhältnisses zum kirchlichen Zinsverbot hervor. Er zeigt ferner die politisch-wirtschaftliche Abhängigkeit der Bankiers von der Kurie und die Förderung, die dem internationalen Grofshandel durch den Schutz der Päpste zu teil geworden.

Die Frage, ob durch SCHULTEs Abhandlung das wissenschaftliche Interesse an den römischen Prälatenanleihen erschöpft sei, kann man, ohne dem Verfasser zu nahe zu treten, unbedenklich verneinen. Für SCHULTE war in seinem Thema von vorhinein eine doppelte Schranke gezogen. Er hatte erstens seine Aufmerksamkeit nur auf die deutsch-italienischen Leiheverhältnisse zu richten, zweitens hatte er diese eben nur vom handelsgeschichtlichen Gesichtspunkte aus zu erörtern. Das erste bedeutet den Verzicht auf das im 13. Jahrhundert in mancher Hinsicht reichhaltigere und wirksamere Illustrationsmaterial, das uns, wie des öftern in den Fragen des kirchlichen Geldwesens, so auch hier namentlich die englische und die französische Kirchengeschichte

bieten. Da in der Frühzeit des allgemeinkirchlich-päpstlichen Steuerwesens gerade England und Frankreich die Hauptstützen des päpstlich-italienischen Geldverkehrs gewesen sind, — sie waren, abgesehen von der politischen Parteinahme, nicht nur handelsgeschichtlich Deutschland voraus, sondern auch die Hauptherde der papalistischen Theorieen —; da aufserdem diese Leihebeziehungen der Geistlichkeit im einzelnen von der Kurie und den Kaufleuten überall gleichartig gehandhabt wurden, so ist jener Verzicht sachlich nicht berechtigt. Die Betrachtung lediglich auf dem handelsgeschichtlichen Boden sodann läfst diese ausgedehnte, jahrhundertelang dauernde, aber natürlich ganz unwirtschaftliche Kapitalbewegung gar zu sehr im Lichte wohltätiger Wirkungen erscheinen, während ihre Nachteile und Gefahren, die nicht auf der Seite der Händler, sondern auf der der Prälaten und der provinzialen Kirchen zu suchen sind, allzusehr in den Hintergrund treten. — Aus diesen zwei Erwägungen hauptsächlich möchten wir die kurialen Prälatenanleihen nochmals nachdrücklich der wissenschaftlichen Betrachtung vorrücken. Uns liegt nicht so sehr die handels-, als vielmehr die kirchengeschichtliche Bedeutsamkeit dieser Schuldverhältnisse am Herzen. Der Anteil, den sie an der kirchengeschichtlichen Entwickelung gehabt haben, scheint uns ein entscheidender, jedenfalls der wichtigere gewesen zu sein. Nebenbei dürfen wir jeden, der sich für die Geschichte der handelsrechtlichen Beurkundung und Prozedur interessiert, auf dieses reichhaltige, der wichtigsten Zeit der handelstechnischen Entwickelung entstammende, bisher aber noch wenig beachtete Material hinweisen.

Kirchengeschichtlich kommen zwei Fragen in Betracht: 1. In welcher Weise ist die römische Kurie an diesen Anleihen beteiligt gewesen? — 2. Welche Folgen haben diese Schuldverhältnisse für die betroffenen kirchlichen Institute und für die Gesamtkirche gehabt?

Die zweite Frage in erschöpfender Weise behandeln zu können, getrauen wir uns heute noch nicht. Es liegen in den Registern selbst nur die unmittelbaren Folgen zu Tage, die für die schuldverpflichteten Geistlichen aus dem Leiheverhältnis direkt entsprangen. Sie ergeben sich generell schon aus der hier folgenden Beantwortung der ersten Frage.

Die Beteiligung der Kurie an den Prälatenanleihen ist zunächst

eine zweifache, eine aktive und eine passive. Von einer passiven Beteiligung kann man reden insofern, als diese Kreditoperationen vermittelst der üblichen Geschenke und der Taxen in der Hauptsache dem Papste, den Kardinälen und den kurialen Beamten zu gute gekommen sind. Es gab gewifs auch noch andere Ursachen der Geldverlegenheiten der Schuldner. Da aber nach Ausweis der Register gerade die Neoprälaten, die ihrer Provision halber oder der Bestätigung und Weihe wegen an die Kurie gekommen, die meisten Anleihen kontrahiert haben, ja, man kann sagen, fast regelmäfsig „pro expediendis negotiis" sich zur Darlehnsaufnahme gezwungen sahen, so schliefsen wir, dafs die bei Verleihung der Prälaturen üblichen Darreichungen, die seit dem 13. Jahrhundert sogenannten „Servitia", ursprünglich gewohnheitsmäfsige Geschenke, die dann seit Papst Alexander IV. (1254—1261) taxenmäfsig eingezogen wurden, die Hauptveranlassung zur finanziellen Überlastung der päpstlichen Klientel gewesen sind. „Jedenfalls ist erwiesen, dafs an der starken Verschuldung deutscher Bistümer im 13. Jahrhundert die Entrichtung der Servitien und die daraus hervorgegangene Bewucherung stark beteiligt ist [1]."

Die aktive Teilhaberschaft der Kurie an diesen Kreditoperationen zeigt sich nicht nur als Begünstigung der italienischen internationalen Handelsbestrebungen im allgemeinen, sondern auch als direkte Förderung der einzelnen Leihegeschäfte mittelst der kirchenrechtlichen Jurisdiktionsbefugnisse des Papsttums. Schon dadurch dafs die Kirche ganz allgemein in aller Welt dem Kaufmanne, der ihre Gerichte anrief, Rechtsschutz gewährte, fand eine vorzugsweise Begünstigung gerade des italienischen Handels statt. Der kirchliche Rechtsschutz war besonders wirksam, weil er ein überall gleichartiger war und sich überallhin erstreckte, weil er innerhalb der Christenheit keine nationalen und keine politischen Grenzen kannte, und weil er auch vor den Grofsen und Gröfsten dieser Erde, mochten sie geistlichen oder weltlichen Standes sein, keineswegs Halt machte. — Eine speziell den Italienern zu teil gewordene Begünstigung war es ferner, dafs eine ganze Reihe ihrer Handelsgesellschaften nach und nach von der römischen Kurie für die eigenen kirchlichen Geldgeschäfte, für den Geldtransport aus den

1) So Schulte a. a. O. S. 262.

Ländern der Christenheit nach Rom, für Depositen und für Leiheoperationen herangezogen wurde. Die am meisten Bevorzugten dieser Gesellschaften erhielten sogar den Titel päpstlicher Familiaren, ihre Vertreter bei der Kurie wurden leicht zu päpstlichen Campsoren befördert[1]). Mit dem Familiarentitel scheinen dann auch noch besondere Geschäftsvorteile, wie Freiheit von Zöllen und Wegegeldern[2]), verbunden gewesen zu sein. Jedenfalls diente der Titel den Kaufleuten zur Empfehlung und verschaffte ihnen vielleicht auch bei der Geistlichkeit Eingang[3]). — Die Kurie pflegte sodann die italienische Kaufmannschaft noch durch diplomatische Verwendung für sie überall dort zu begünstigen, wo ein direkter Anlafs dazu gegeben war, sei es dafs Volksbewegungen gegen die verhafsten „Wucherer" ausgebrochen oder zu fürchten waren, oder dafs gar die staatlichen Gewalthaber, lüstern sie auszuplündern, sich ihnen feindlich gesinnt zeigten, sie einkerkerten oder des Landes

---

1) Siehe Schneider, Die finanziellen Beziehungen der florentinischen Bankiers zur Kirche: Schmollers „Forschungen" 17, 1, Leipzig 1899; ferner meine Aufsätze über „Päpstliche Darlehnsschulden" und „Zur Gesellschaftsliste der Buonsignori": Histor. Jahrb. der Görresgesellschaft 1899 und 1901.

2) Vergl. Böhmer-F.-Winkelm., Reg. Imp. 8934 ad a. 1255: Verbot der Erhebung von Wegegeldern für genannte römische Juden, die mit ihren Waren der römischen Kurie folgen. — Ferner Gremaud, Documents du Vallais 3, 445 f. nr. 1486, ad a 1323: Klage wegen Wegegeldzahlung auf dem Simplon: „Domini, nos sumus de familia d. n pape et a nobis pedagium exigere non debetis." — Vergl. auch Theiner, Cod dipl. dominii temp. 2, 598 nr. 622, ad a. 1377: Gregorius XI... Senatori Urbis etc.: Querelam .. mercatorum mercium et artium curiam Romanam sequencium recepimus continentem, quod licet hactenus .. mercatores fuissent liberi et immunes ab omni solucione alicuius pedagii seu gabelle pro mercibus, quas conduxerunt ad ipsam Urbem aut inibi vendiderunt seu inde extraxerunt" ....

3) Vergl. Math. Paris. Chron. maj. ed. Luard 5, 194: Usurarii, qui nomine christiano censebantur dicti Caursini, papa tolerante primo et postea manifeste protegente in Anglia receptacula invenerunt. — Ebenda 5, 245: Usurarii transalpini ... se mercatores domini pape exstitisse affirmaverunt. — Ebenda 5, 404: Caursini enim manifesti usurarii, quos sancti patres et doctores nostri, quos vidimus et audivimus, praedicando a partibus Franciae eiecerunt, iste Papa (Innocentius IV.) suscitavit et protegit suscitatos ... nunc domini Papae mercatores vel scambiatores .. palam Londoniis foenerantur. — Vergl. auch die Hist. Anglorum ed. Madden 3, 90 (ad a. 1250): Permissum est, ut in Anglia et maxime Londoniis, ubi habitent, Christiani usurarii et sub nomine mercatorum papalium palliari.

verwiesen und dergleichen. Schon Papst Gregor IX. verkündete bei gegebenem Anlafs den Grundsatz, dafs er eine Verletzung der ihm ergebenen Kaufleute als eine Verletzung seiner selbst und des heiligen Stuhles betrachte[1]). Es haben im 13. Jahrhundert wiederholt sowohl in Frankreich, als auch in England Verfolgungen der italienischen Händler stattgefunden; fast immer aber finden sich auch Zeugnisse, dafs die Kurie ihnen in der angedeuteten Weise beigestanden hat. Freilich einige Male sind auch Verfolgungen der einen oder der andern „Nation" d. h. der Angehörigen einer bestimmten Stadt, Sienas z. B., aus politischen Beweggründen — als Repressalien — durch die Kirche selbst veranlafst worden. Erst die Rückkehr zur politischen Gefolgschaft dieser brachte dann der betroffenen Stadt die Gunst der Kurie zurück. Eine individuelle Schilderung dieser Vorgänge müssen wir uns hier versagen[2]).

Ganz gewöhnlich war die jurisdiktionelle Förderung der einzelnen Leihegeschäfte durch die Kurie. Es existierten für die verschiedenen dahin gehörigen Akte in der päpstlichen Kanzlei Formeln, nach denen die betreffenden päpstlichen Erlasse gefertigt wurden. Wir werden den Inhalt der zwei wichtigsten dieser Formeln sogleich kennen lernen. Sachlich ergeben sich für die jurisdiktionelle Beteiligung des Papstes folgende drei Hauptrichtungen:

1. Der Papst pflegte, wo es nötig erschien — und er wurde, nachdem das Leihewesen an der Kurie erst einmal in Schwang gekommen, der rechtlichen Sicherheit halber fast regelmäfsig darum angegangen —, die Vollmachten der leihebedürftigen Prälaten oder

1) Auvray, Reg. 1639: „in quorum offensa nos ipsos et Sedem Apostolicam reputamus offendi".

2) Zu dem Vorstehenden siehe Auvray 699; Bourquelot, Etudes sur les foires de Champagne 1, 183, n. 1. 184 n. 1 u. 2; Schulte a. a. O. 255ff.; Patetta im Bullet. Senese 4, 314. 330 f.; auch Hartwig, Florentiner Gesch. Quiddes Zeitschr. 1, 40; dazu noch folgende Quellenbelege: Berger, Reg. Innoc. IV. 5469; Rymer, Foedera 1, 165, col. 1; Lettere volgari del sec. XIII. nr. VI. S. 41 (Sicherheitsbriefe für England durch den Kardinal Ottobonus und den Nuntius Albert v. Parma); Giovanni Villani Lib. VII. c. 53 (ed. Dragomanni 1, 383): Verfolgung in Frankreich 1277; dazu die Fürbitten Papst Nicolai III: Gay, Reg. Nicol. III. 64—68; ähnlich 1291 Papst Nikolaus IV.: Langlois, Reg. 7326. 7393; Bulle Coelestins V. zu gunsten der Riccardi von Lucca: Bourquelot 2, 143; Bonifaz VIII. an König Eduard für dieselben: Rymer 1, Pars 3, S. 155 f.; Reg. Bonif. VIII. nr. 1070. 1596. 3243.

ihrer Vertreter (Prokuratoren), zu Lasten ihrer Kirchen Geld aufzunehmen, durch eine Leiheerlaubnis zu ergänzen.

2. Er stellte zu gunsten der kaufmännischen Gläubiger ebenso regelmäfsig das kirchliche Exekutionsverfahren bereit.

3. Er war in vielen Fällen durch allerhand Verordnungen und Vergünstigungen bestrebt, dem kirchlichen Schuldner die Lösung von der Schuld zu erleichtern.

Es wird nötig sein, die drei Punkte des nähern zu besprechen.

Das Recht, im Namen einer Kirche Schulden zu machen, war von jeher sehr eingeengt. Schon seit dem Kaiser Justinian galt die formale Einschränkung, dafs auf Kirchenvermögen nur eine allgemeine Hypothek errichtet, nie aber ein pignus speciale, eine Hypothek auf ein einzelnes Grundstück, begeben werden konnte [1]. Die päpstlichen und andere Obligationsformeln zeigen, dafs dieser Grundsatz im Mittelalter lebendig geblieben. Mit dem Voranschreiten des politischen Charakters der kirchlichen Prälaturen, je mehr die Bischöfe und Äbte, um sich gegenüber dem Emporkommen der weltlichen Territorialherren halten zu können, veranlafst sind, auch ihrerseits die weltliche Landesherrschaft stärker auszuwirken, um so nötiger wurde es für die kirchliche Gesetzgebung, insbesondere die Befugnisse zur Schuldaufnahme zu beschränken. Das vierte Laterankonzil (1215) hatte sich noch mit seinem Kanon 50 begnügen können, dafs ohne Erlaubnis des Abts und des Kapitels kein Mönch eine Bürgschaft übernehmen oder von jemand Geld entleihen dürfe, andernfalls der Konvent nicht dafür verantwortlich sei [2]. Das Konzil von Lyon (1245) dagegen klagt schon, dafs viele Kirchen den Wucherern verfallen seien, und dafs gerade manche Prälaten die von ihren Vorgängern gemachten Schulden abzutragen säumten oder selbst noch gröfsere Schulden machten, Kirchengut verpfändeten usw. Deshalb wird nun im 13. Kanon u. a. bestimmt: 1. Die Kirchenvorsteher sollen weiterhin keine belästigende (d. h.

---

1) Novelle 7, c. 6, § 1; vergl. Novelle 46, c. 1; dazu Grashof, Die Gesetze der römischen Kaiser über die Verwaltung und Veräufserung des kirchlichen Vermögens: Verings Archiv 36 (1876), 208; auch Richter-Dove, Kirchenrecht § 322.

2) Hefele-Knöpfler, Konziliengeschichte 5, 897. Übrigens galt diese Regel in praxi schon vor 1215; vergl. z. B. Jaffé-Löwenfeld, Reg. Pontiff. 12787 ad a. 1177.

verzinsbare) Anleihen bewirken und keine Bürgschaft übernehmen[1]. — 2. Falls trotzdem aus Not oder zum Nutzen der Kirche Geld aufgenommen werden mufs, so ist dazu die Zustimmung der kirchlichen Obern und der Kapitel erforderlich. Im schriftlichen Kontrakt (d. h. in der Obligation) müssen die Namen der Gläubiger[2]) und der Schuldner und fernerhin die Ursachen, warum das Darlehen genommen wurde, angegeben sein. — Das Besitztum der Kirche (nicht jedoch ihr Urkundenbestand) darf nur bei Anleihen verpfändet werden, die in der oben beschriebenen solennen Weise d. h. durch notariellen Kontrakt und zum Nutzen der Kirche gemacht wurden[3]).

Diese Bestimmungen sind auch für die Prälatenanleihen, die an der Kurie aufgenommen wurden, mafsgebend gewesen. Sie haben das diese betreffende Urkundenwesen ersichtlich beeinflufst. Vor allem erklären sich daraus die vielen Leihe- d. h. Belastungserlaubnisse des Papstes, die „Licentiae mutuandi", von denen in der zweiten Hälfte des Jahrhunderts die päpstlichen Register erfüllt sind. Das Konzil hat, wie es scheint, bei der Zustimmung der kirchlichen Obern, die zu einer Anleihe erforderlich sein sollte, mehr die heimischen Bischöfe und Erzbischöfe im Auge gehabt. Es beabsichtigte insofern nur eine Fortbildung der älteren Gesetzgebung über die Veräufserung von Kirchenvermögen[4]). Bei den kurialen Anleihen aber ergab sich die Ersetzung der Bischöfe durch den Papst von selbst. Auch das weitere Erfordernis, die Zustimmung des Kapitels, mufste bei den am päpstlichen Hofe notwendig fallenden Anleihen sehr häufig oder sogar meistens durch die apostolische Machtbefugnis ergänzt werden. Von den Neoprälaten, die an der Kurie erschienen, um sich die päpstliche Bestätigung zu holen, hatten in der Regel nur diejenigen, die in Einigkeit des Kapitels gewählt waren, eine entsprechende Vollmacht von diesem. Die zwiespältig Gewählten mufsten einer solchen entbehren, oder

---

1) Die Bürgschaft für andere hatte den archiepiscopis, episcopis, abbatibus etc. schon Papst Gregor IX. durch Bulle vom 11. Febr. 1232 verboten: Bullar. Roman. ed. Taurin. 3, 463 col. 2; Potth. 8874.

2) Nicht Inhaberpapier!

3) Mansi 23, col. 622f.; vergl. Hefele-Knöpfler 5, 1116.

4) Vergl. Loening, Geschichte des deutschen Kirchenrechts 1, 236f.; 2, 214f.

sie wurde von der Gegenpartei nicht anerkannt. Die Vollmachten der Prokuratoren waren ebenfalls gewöhnlich beschränkt; sie lauteten für die Geldaufnahme zumeist nur bis zu einem bestimmten Höchstbetrag [1]). Durch die päpstliche Leiheerlaubnis, die dem „Erwählten" oder seinem Vertreter in der Regel bald nach der Bestätigung oder Provision zu teil geworden, wurden innerhalb der von ihr selbst gesetzten Grenzen alle solche Hindernisse hinweggeräumt.

Es sind aber nicht blofs kanonistische Gründe gewesen, welche die Auswirkung und Erteilung einer päpstlichen Leihelizenz mehr und mehr zur Gewohnheit werden liefsen. Man darf vermuten, dafs eine, wie es scheint [2]), durch Innocenz IV. bald nach Anfang seiner Regierung bewirkte Änderung in der Praxis dieses Erlaubniswesens dazu noch mehr beigetragen hat. Anfangs war es nämlich nicht üblich gewesen, die Leihelizenz schon vor der Schuldaufnahme zu erbitten und bezw. zu erteilen. Die älteren Obligationserlaubnisse sind erst zur Erleichterung schon bestehender Schuld gegeben worden [3]). Man suchte die persönliche Schuldhaft oder den Aufenthalt an einem kontraktlich ausbedungenen Orte, an der Kurie z. B., durch die obrigkeitliche Verhaftung des heimischen Kirchenvermögens unnötig zu machen [4]). Wenn der Papst die Erlaubnis zu dieser Vermögensobligation nun von vornherein gab, dann war die persönliche Schuldhaft und ein erzwungener Aufenthalt überhaupt zwecklos. Dann brauchte davon gar keine Rede mehr zu sein. Dafs die vor der Schuldaufnahme gegebene „Licentia mutuandi" dazu noch den Vorteil hatte, die Darlehnsverhandlungen mit dem Gläubiger zu erleichtern, vielleicht dafs

1) Siehe die Beispiele für Vollmachtsbriefe bei Goldschmidt, Universalgeschichte des Handelsrechts (1891) 1, 399.

2) Eine bestimmtere Formulierung läfst sich hier noch nicht wagen, weil die Register der letzten Jahre Papst Gregors IX., vielleicht gerade der entscheidenden Zeit, noch nicht vorliegen.

3) Vergl. besonders Auvray, Reg. 1446; Berger, Reg. 38. 79. 91. — Die erste „Licentia mutuandi", die vor der Schuldaufnahme gegeben wurde, scheint Berger 142 (ad a. 1243, Sept. 30) zu sein, leider ist sie nur im Regest mitgeteilt. Vergl. ebenda nr. 235. 1210 usw.

4) Die Praxis des Zwangsaufenthalts an der Kurie sehr deutlich bei Migne Bd. 200, col. 946 ad a. 1183, Mai 18; vgl. auch Hess, Die Urkunden von S. Severin in Köln (1901), nr. 15, S. 28 ad a. 1224.

sie die Leihe überhaupt erst ermöglichte, das war eine von den Beteiligten sicherlich nicht verschmähte Nebenwirkung. Sie hat zur Vermehrung der Leihelizenzen seit dem Anfang der Regierung Innocenz IV. gewifs ihr Teil beigetragen.

Die Formel der päpstlichen Leiheerlaubnis läuft parallel mit den Formeln der Leihevollmachtsbriefe, der „Procuratoria" oder auch „Obligatoria", die von den Leihebedürftigen selber ausgestellt wurden, und die man handelsrechtlich als Generalkreditbriefe bezeichnen kann. Ebenfalls sind die Formeln der Obligationen oder Schuldscheine, die der Leihende dem Gläubiger zum Zeugnis des erfolgten Darlehens einhändigte, damit in Vergleich zu stellen. Die Tendenz der Entwicklung aller drei Urkundenarten (Leiheerlaubnis, Leihevollmacht und Schuldschein) geht auf die möglichste Sicherung ihres gemeinsamen Zweckes, auf die Sicherung der Rückzahlung des geliehenen Geldes und der Erfüllung der übrigen Versprechungen des Schuldners. Es werden deshalb mehr und mehr alle juristischen Exzeptionen und Prozefsvorteile, auf die der Schuldner Anspruch hätte, alle kirchen- und zivilrechtlich vom Gläubiger zu erbringenden Nachweise und Probanda aufgezählt, auf die man verzichten will. Der Papst gibt, wo es nötig erscheint und gewünscht wird, die Erlaubnis zu diesem Verzicht, der leihebedürftige geistliche oder weltliche Herr, eventuell die geistliche oder weltliche Kommunität gibt die Vollmacht dazu, und der die Leihe bewirkende Prokurator oder auch der Schuldner selbst leistet den Verzicht. So erklärt es sich, dafs namentlich die jüngeren Formeln in manchen Sätzen nahe übereinstimmen[1]).

1) Für Vollmachtsbriefe und Obligationen siehe die Zitate bei Goldschmidt, Handelsrecht 1, 398f. Eine Anleitung zur Formulierung von Vollmachtsbriefen nebst Beispielen siehe im „Baumgartenberger Formelbuch": Fontes rer. Austr. 25, 59f. Eine im Anfang des Jahrhunderts häufig verwendete, gleichsam die offizielle Prokuratorienformel der Kurie hat Auvray in den „Mélanges" 10 (1890), S. 117 aus des Kardinals Guala Bicchieri, Legaten Innocenz' III. und Honorius' III., „Libellus de formis petitionum secundum cursum Romanae curiae" mitgeteilt. Einen sehr kurzen päpstlichen Generalkreditbrief von Innocenz III. (1202) siehe Migne, Opp. 1, 1072 nr. 86. — Eine ältere Obligationsformel, welche z. B. den Verzicht „de duabus dietis" noch nicht hat, siehe Ughelli, Ital. sacra, Bd. 3, col. 424 ad a. 1216. — Obligationsformeln mit dem Verzicht auf die „nova constitutio de duabus dietis" siehe bei Hess a. a. O., nr. 14 und 17 (ad a. 1224 und 1225). — Päpstliche Leiheerlaubnisse siehe unten angegeben.

Je klarer und gesicherter durch den Wortlaut der Urkunden alle schuldnerischen Verpflichtungen hingestellt wurden, um so kürzer konnte, wenn dennoch der Schuldner in Verzug kam, das gerichtliche oder exekutorische Verfahren werden, dem er auf die Klage des Gläubigers hin unterworfen wurde. Deshalb dient das Auswachsen der Formeln zu ihrem späteren, manchmal geradezu monströsen Umfange [1]), die Nennung all jener Exzeptionen und Privilegien und Probanden, auf die verzichtet worden, nicht nur der Sicherheit des Gläubigers, sondern eo ipso zugleich der Beschleunigung des Betreibungsverfahrens. Einzig durch diese umständliche Beurkundung wurde dem Darlehen gewährenden Kaufmanne für den Fall des Verzugs der Rückzahlung das kaufmännisch, zumal im fremden Lande, allein brauchbare abgekürzte Verfahren, die Exekution „sine strepitu et figura iudicii" [2]) gesichert. Auch den Fortschritt in der Rechtsentwicklung hat wohl erst die Überladung der Einzelbeurkundung gebracht. Nur was so und so oft singulärer Vorbehalt gewesen, konnte dereinst aus dem einzelnen Beweisinstrument entfernt und zum selbstverständlichen allgemein gültigen Rechte werden.

Es ergeben sich für den Wortlaut der päpstlichen Leihelizenzen noch folgende spezielle Beobachtungen. Zunächst ist die Adresse des päpstlichen Erlaubnisscheines die leihebedürftige Partei, der kreditsuchende Prälat oder sein Vertreter. Von der schuldnerischen d. h. leihebedürftigen Seite ist auch der Antrag auf Erteilung des Scheines gestellt worden, oder er galt wenigstens als von ihr gestellt [3]). Als Begründung für den Antrag pflegten insbesondere die Expeditionskosten jener „negotia" angeführt zu werden, derent-

---

1) Das gilt besonders von den genannten Privaturkunden. Diese schwellen bis ins 14. Jahrhundert hinein immer mehr an; den päpstlichen Leihelizenzen hingegen waren durch den feststehenden Kanzleigebrauch doch bestimmte Grenzen gezogen. Selbst hundert Jahre nach Alexander IV. ist die Formel dafür nur in einigen Nebendingen verändert, sonst noch dieselbe. Vergl. z. B. Martene, Thes. anecdot. 2, 995 f. ad a. 1361 mit den von uns in den folgenden Anmerkungen zitierten Formeln des 13. Jahrhunderts.

2) Eine authentische und in der Folge für die Rechtspraxis maßgebende Erklärung dieses Terminus hat Papst Clemens V. (auf dem Konzil von Vienne?) gegeben: Clementin. Lib. V., tit. 11, c. 2.

3) Siehe die anfänglichen Formeln bei Berger 5718. 5746. 5936. 6033. 6136 usf.

halben der Prälat oder sein Beauftragter an die Kurie gekommen. Angeblich damit diese „negotia" nicht unexpediert blieben, sah sich der Papst bewogen, dem Antrage zu willfahren: „ne pro defectu ipsarum (expensarum) eadem negotia inexpedita remanere contingant, nos .. contrahendi mutuum .. concedimus facultatem" [1]. — Die Erlaubnis wurde für einen vom Leihebedürftigen zu benennenden Höchstbetrag gegeben. Ob die tatsächlich entliehene Summe nachher diesem Höchstbetrag entsprach, das wissen wir so ohne weiteres nicht. Es ist das für die methodische Verwendung der in den päpstlichen Erlaubnisscheinen genannten Ziffern wichtig. In der Auswahl des Bankhauses, bei welchem der Leihebedürftige kontrahieren wollte, war dieser, soweit es auf die Kurie ankam, frei. Er suchte sich den Gläubiger in der Regel wohl erst, nachdem er die päpstliche Leiheerlaubnis hatte. Unter Papst Innocenz III. und Honorius III. scheinen Kardinäle und Beamte der Kammer dem Geldsuchenden vielfach noch behülflich gewesen zu sein, den Darlehnsgeber zu finden und zur Kreditgewährung zu bestimmen [2]. Nachher waren Angebot und Nachfrage darin so häufig, das Geldgeschäft hatte neben dem Warenhandel schon so eifrige Vertretung, zugleich war der ganze Geschäftsgang der Leihe so genau geordnet, dafs eine Unterstützung der Geldbedürftigen seitens der Beamten in der Regel nicht mehr nötig war.

Der besondere Zweck der päpstlichen Leiheerlaubnis war die meist subsidiäre rechtliche Bindung (obligatio) der Kirche, auf deren Namen die Anleihe gemacht wurde, ihre „Verpflichtung", auch wenn der leihesuchende Prälat aus irgend welchem zur Zeit bekannten oder nicht bekannten Grunde nicht genügende Vollmacht oder Berechtigung hatte, für sie zu handeln und zumal sie mit Schulden zu belasten. Durch die päpstliche Lizenz wurde die zu kontrahierende Anleihe nach einem Ausspruche Papst Nikolaus' IV. geradezu unter die Autorität des heiligen Stuhles gestellt [3]) und

1) So in der ausgebildeten Formel zur Zeit Alexanders IV. Den vollen Wortlaut siehe bei Rodenberg, Epp. sel. 3, 486; auch bei Baumgarten, Der annus quartus Urbans IV.: Röm. Quartalschr. 3 (1889), 54.

2) Siehe die von Schulte a. a. O. S. 235 und 244ff. angegebenen ältesten Kölner und Mainzer Anleihen, die „unter Vermittelung der päpstlichen Kämmerei" (Böhmer-F.-W., Reg. Imp. 6224) geschlossen sind.

3) In der Einleitung zu der unten des nähern besprochenen Formel Nikolaus' IV. für die „Litterae executoriae" heifst es: „Cum super mutuis inter

der Gläubiger also, was vorläufig die Hauptsache, für jeden Fall gesichert. Ohne diese Sicherung mochte es oft schwer gehalten haben, einen bereiten Darleiher zu finden.

Die päpstliche Erlaubnis oder Vollmachtsergänzung erstreckte sich nicht blofs auf das Anlehen selbst, sondern mit der Zeit auch ausdrücklich auf die Bedingungen, welche dafür gewohnheitsmäfsig übernommen werden mufsten, insbesondere auf jene Verzichtleistungen des Leihenden, von welchen oben die Rede gewesen, und durch welche er allen prozessualen Schutzmitteln für den Fall eines Exekutionsverfahrens entsagte. In den päpstlichen Leiheerlaubnissen werden als solche Verzichtsobjekte in der ausgebildeten Formel regelmäfsig vier genannt, zwei zivilistische und zwei kanonistische „Exzeptionen". Die zivilistischen sind das „beneficium restitutionis in integrum", ferner das dem Gläubiger obliegende Probandum der „numerata pecunia". Die beiden kanonistischen sind die „exceptio de duabus dietis" und das erst durch den bereits auszüglich mitgeteilten Kanon 13 des Lyoner Konzils von 1245 geschaffene Probandum, dafs das entliehene Geld zum Nutzen der schuldnerischen Kirche verwendet sei, dafs diese also ein Interesse an der Leihe gehabt habe. — Der Zweck unserer Arbeit verlangt ein näheres Eingehen nur auf die Konstitution „de duabus dietis" und auf das Probandum der „numerata pecunia".

Die Konstitution „de duabus dietis" war vom vierten Laterankonzil 1215 gegeben. Der Geist, der sie beherrscht, ist noch ganz den internationalen Wucherern feindlich gerichtet. Sie will dem Unfug steuern, dafs diese ihre Opfer durch päpstliche Delegation vor ganz entfernte, im fremden Lande wohnende Richter laden liefsen, um sie so vom Prozessieren abzuschrecken oder durch Mühsale und Kosten mürbe zu machen. Jede Zitation vor ein über zwei Tagereisen weit von der heimatlichen Diözese entferntes Gericht, selbst wenn sie auf Grund eines päpstlichen Erlasses erfolgt sei, sollte fürderhin ungültig sein; es müfste denn sein, dafs die zitierte Partei in die Vorladung selbst einwilligte, oder dafs das päpstliche Schreiben diese Konstitution für den betreffenden Fall ausdrücklich aufser Kraft setzte [1]. — Für die ku-

.. personas ecclesiasticas et mercatores Romanae curiae auctoritate apostolica contrahendis usw.: Reg. Nikol. 7202.

1) Mansi 22, 1023, c. 37: „Nonnulli gratia sedis apostolicae abutentes

rialen Kaufleute war nun der Verzicht der fremden Schuldner auf die in diesem Konzilsdekret beabsichtigte geographische Einhegung der freien Richterwahl von ganz besonderer Wichtigkeit, einmal weil es sich bei den kurialen Anleihen zumeist, wenn nicht um die innerhalb des jeweils beabsichtigten Zirkels herrschenden Gerichtsherren selber, so doch gewöhnlich um sehr mächtige und sehr einflufsreiche Parteien darin handelte; sodann auch deshalb, weil es ihnen, den Kaufleuten, eben durch den Verzicht des Schuldners möglich wurde, für den Fall des Verzugs auch der entferntest wohnenden Gegenpartei bestimmte, von ihnen beliebte Richter, z. B. Prälaten oder kirchliche Offizialen der Mefsstädte in der Champagne setzen zu lassen, Richter, die mit Handelssachen mehr befafst waren, und von denen ein dem kaufmännischen Gläubiger geneigtes Urteil erwartet werden konnte. Im übrigen mag bemerkt werden, dafs nach der kirchlichen Spruchpraxis der Zeit jede Schranke für die Richterwahl schon durch das Versprechen des Schuldners, an dem und dem Orte zu zahlen, in Bezug auf eben diesen Erfüllungsort als beseitigt galt, auch wenn kein ausdrücklicher Verzicht darüber vorlag[1]).

Die Bevorzugung der Gerichte der Champagne durch die italienischen Händler ging so weit, dafs dieselben Kaufleute, die ihre Schuldner zwangen, auf jede räumliche Beschränkung der Richterwahl zu verzichten, ihrerseits eine solche zu ihren Gunsten auf die Champagner Gerichte oder wenigstens der unmittelbar angrenzenden Gegenden vom heiligen Stuhle erbaten und erlangten.

---

litteras eius ad remotos iudices impetrare nituntur, ut reus fatigatus laboribus et expensis, liti cedere vel importunitatem actoris redimere compellatur ... statuimus, ne quis ultra duas dietas extra suam dioecesim per litteras apostolicas ad iudicium trahi possit, nisi de assensu partium fuerint impetratae, vel expressam de hac constitutione fecerint mentionem". Vergl. Übersetzung bei Hefele-Knöpfler, Konziliengesch. 5, 893. — Der „assensus partium" läfst in den späteren Schuldscheinen oft die entferntesten, sogar überseeische Gerichte zu; vergl. z. B. Berti, Documenti etc.: Giornale storico degli archivi toscani 1 (1857), S. 182f., ad a. 1336.

1) Gregor IX. bei Auvray, Reg. 538: „.. omnibus Anglicis a Sede Ap. est indultum, ut super causis pecuniariis citra mare nequeant conveniri ... verum, etsi fuisset privilegium tale concessum, non tamen prodesset illis, qui se certo loco solvere promiserunt, cum et ibi et ubi domicilium habent, valeant conveniri iuxta legitimas sanctiones."

Papst Gregor IX. gab im Jahre 1235 den Florentinern das Privilegium [1]), dafs sie in Frankreich nur vor Gerichte der Diözesen Châlons (a. d. Marne), Meaux, Langres und Paris zitiert werden könnten, „solange ihre Gegner, heifst es, innerhalb dieser Bistümer geeignete Richter fänden: quamdiu infra dioceses ipsas possunt eorum adversarii habere idoneos iudices“. Ein ähnliches Privileg, wie Florenz, erwirkten noch in demselben Jahre auch die Sienesen [2]). Als Grund für diesen Versuch einer Einhegung der kurialen Schuldprozesse in der Champagne wird in den betreffenden päpstlichen Bullen angegeben einmal, dafs die Kaufleute an anderen Orten durch die Bosheit schlechter Menschen viele Gefahren, Gefangenschaft, Beraubung und selbst Lebensgefahr zu bestehen hätten, sodann dafs sie vor fremden, ihnen ganz unbekannten Richtern gegenüber der einheimischen Gegenpartei zu stark im Nachteil seien: „cum nequeant — so heifst es — tamquam extranei coram ignotis sibi iudicibus de pari contendere cum hominibus regni predicti Francie) habentibus locorum et personarum notitiam pleniorem“ [3]). — Man begreift diese Nachgiebigkeit Gregors IX. gegenüber den Wünschen der Kaufleute nur, wenn man sich erinnert, welche wichtigen Dienste ihm diese bereits in seinem ersten Konflikt mit dem Kaiser Friedrich geleistet haben [4]). Der Grundsatz, die Zitation vor fremde, unbekannte Richter möglichst zu vermeiden, ist auch gegenüber den verschuldeten Geistlichen nicht innegehalten worden. Im Gegenteil! Deutsche und nordische Schuldner wurden sogar vorwiegend ebenfalls vor die Champagner Gerichte und Offizialen zitiert. Ob das dadurch, dafs die Messen der Champagne gewöhnlich als Erfüllungsort für die Rückzahlung der Darlehen verabredet waren [5]), genügend erklärt wird, mag dahingestellt bleiben.

Auch der Verzicht des Schuldners auf das Probandum der „numerata pecunia“ hatte für die kurialen Darleiher ein spezielles Interesse. Die Beweiskraft eines Schuldscheins mochte,

---

1) Auvray, Reg. 2764 ad a. 1235, Sept. 13.

2) Ebenda 2842 ad a. 1235, Nov. 26; vergl. 2857.

3) A. a. O.

4) Siehe meinen Aufsatz „Zur Gesellschaftsliste der Buonsignori“: Hist. Jahrb. 22 (1901), S. 711f.

5) Vergl. Schulte a. a. O. S. 263.

ganz allgemein gesprochen, vom Schuldner oft angefochten werden mit der Einrede, er habe den Schuldschein ausgestellt und damit das Rückzahlungsversprechen gegeben, bevor er vom Gläubiger die Zahlung empfangen. Die Zahlung mufste in einem solchen Falle, da das Darlehen ein Realvertrag, noch eigens bewiesen werden. Zu den schon unter gewöhnlichen Verhältnissen möglicherweise sich ergebenden Schwierigkeiten dieses Beweises kam bei den kurialen Prälatenanleihen in der Regel noch die, dafs der Gläubiger der Verabredung gemäfs die zu entleihende Summe überhaupt nicht oder nur zu einem kleinen Teil an den Schuldner, dafs er sie vielmehr ganz oder gröfstenteils im Namen des Schuldners an die beiden Kämmerer der Kurie, des Papstes und der Kardinäle, oft auch noch an mehr Stellen zu leisten hatte. In dem voraus gegebenen Schuldscheine bekannte sich nichtsdestoweniger der Schuldner als Empfänger. Wenn er nun später, nachdem er in Verzug gekommen und die Betreibung gegen ihn eingeleitet war, den Einwand erhob, dafs er das Geld überhaupt nicht empfangen habe, so war das buchstäblich wahr. Wer half nun dem im fremden Lande die Klage erhebenden italienischen Kaufmanne den Beweis erbringen, dafs die Verabredung gewesen, er solle der Kurie zahlen, und dafs er sein Versprechen erfüllt habe? Dafs der Einwand der „non numerata pecunia“ in dieser Weise vorkam, dafür können wir ein hervorragendes Beispiel anführen, nämlich den Prozefs des Trierer Erzbischofs Heinrich von Finstingen (1260—86). Heinrich behauptete in seinem dem Papste Clemens IV. eingereichten Verteidigungslibell, er habe überhaupt keinen Darlehnsvertrag mit den Klägern geschlossen; — es handelte sich um die Buonsignori-Kompagnie. Er habe, sagte er, nur ein Schenkungsversprechen gemacht, das an die Bedingung geknüpft gewesen, dafs die Gläubigerfirma so und so viel an den Kardinal von Porto (Johann von Toledo) bezahle. Dafs das letztere geschehen, scheint er nun ebenfalls bestritten zu haben [1]). — Sei dem, wie ihm wolle, jedenfalls ersehen wir, dafs die päpstlichen Kaufleute mit Recht darauf drangen, dafs ihre geistlichen Schuldner auf die Einrede der „non numerata pecunia“ im voraus verzichteten und auch die

1) Vergl. Gesta Trev. ap. Martene, Coll. 4, 476ff. — In M. G. SS. 24, 444ff. ist das Libell nicht mitgeteilt; nur die Widerlegung ist abgedruckt; vergl. insbesondere S. 447.

päpstliche Leiheerlaubnis auf diesen Verzicht ausgedehnt wissen wollten.

Als zweiter Modus der aktiven Beteiligung der Kurie an den Prälatenanleihen wurde die Bereitstellung des kirchlichen Exekutionsverfahrens genannt. Diese Bereitstellung geschah anfangs natürlich erst, nachdem der Verzug eingetreten war, erst durch die Klage des Gläubigers gegen den säumigen Schuldner veranlafst [1]). Papst Innocenz IV., der wahrscheinliche [2]) Erfinder der vor der Schuldaufnahme zu erteilenden Leihelizenzen, setzte jedoch auch hierin eine — technisch gesprochen — wesentliche Verbesserung ins Werk, indem er ungefähr zwei Jahre vor seinem Tode, Anfang Januar 1253 [3]), die Eventualvollmachten zur Schuldbetreibung einführte und dadurch dem kurialen Leihewesen erst diejenige Vollendung gab, die unseren Hochstiften und Abteien vielfach zum Verderben geworden ist. Von nun an erhielt der Gläubiger gleich nach der Hingabe des Darlehens eine päpstliche Urkunde, die ihm für den im übrigen ziemlich sichern Fall des Verzugs den in der Provinz draufsen um die Betreibung anzusprechenden Richter nannte und diesem Richter entsprechenden Auftrag und Vollmacht erteilte. — Die Beweggründe, die Innocenz IV. zu seiner Änderung bestimmt haben, dürfen wir vielleicht darin sehen, dafs man bei den weiten Entfernungen und den Fährnissen der Wege dem Rückzahlung fordernden Kaufmanne nicht allzuviele Umstände machen durfte. Der Gläubiger war durch das römische Recht und noch mehr durch die kanonistischen Bestimmungen schon so sehr im Nachteile, die Realisierung der Verpfändung von Kirchenvermögen so sehr erschwert, dafs eine Erleichterung des Verfahrens an sich berechtigt war. Im übrigen

1) Siehe die S. 345 Anm. 2 zitierten Urkunden von Gregor IX. und Innocenz IV.; aber auch schon aus dem 12. Jahrhundert liegen Zeugnisse vor: Jaffé-Löwenfeld, Regg. 10077. 12272. 12283 (gemäfs dem originalen Wortlaut der Urkunden alles Effektivaufträge). — Diese Zitate beweisen zugleich, dafs der Verkehr der Händler am Papsthofe damals bereits üblich gewesen; vergl. besonders 12283, bei Migne 200, col. 946.

2) Siehe oben S. 353 Anm. 2.

3) Die erste Eventualvollmacht ist, soviel ich sehe, auf Bitten der Buonsignori-Kompagnie am 11. Januar 1253 an den Abt von S. Martin in Troyes erteilt und gegen den Bischof von Terouane als Schuldner gerichtet: Berger, Reg. 6264.

war es für die Kurie selbst ein Erfordernis, wenigstens die einfache Exekution und die erste Prozefsinstanz von sich fernzuhalten.

Auch die Formel der „Litterae executoriae" hat natürlich ihre Entwicklung gehabt. Es genügt, wenn wir hier den Inhalt, den ihr Papst Innocenz IV.[1]) gegeben, und jenen, den sie von Papst Nikolaus IV.[2]) 1288 bekommen, einander gegenüberstellen. — Die Adressen der Betreibungsvollmacht waren stets direkt die „Exekutoren". Der Antrag auf Ausfertigung der „Litterae executoriae" wurde ursprünglich nicht von der schuldnerischen Seite, wie bei der „Licentia mutuandi", sondern von den Kaufleuten, den Gläubigern, gestellt[3]). Vorausgesetzt war aber immer die stillschweigende oder ausdrückliche Zustimmung des Schuldners der sich deshalb des öftern wohl auch an der Supplik beteiligte. Die ältere Formel beginnt mit dem Satze: „Die und die Kaufleute haben uns gebeten" usw. Die jüngere von 1288 gibt sich besondere Mühe, alles, was in der Leihesache geschieht, als blofse Erfüllung der eigenen Wünsche und Bedürfnisse des kontrahierenden Prälaten hinzustellen, und so werden denn auch die Exekutorialien angeblich nur „ad supplicationem eiusdem praelati" gewährt. Dafs der letztere, der leihebedürftige Prälat, wie für die Leiheerlaubnis, so auch für die „littera executoria" die Kanzleikosten zu tragen hatte, soll nur nebenher erwähnt sein[4]).

Man braucht sich nun nicht gerade vorzustellen, als habe jeweils zwischen den leihebedürftigen Prälaten ein selbstmörderischer Wettbewerb stattgefunden, der demjenigen die Palme d. h. das Darlehen gebracht, der dem Kapitalisten der Kurie möglichst schneidige Exekutoren und möglichst tiefgreifende Exekutivvollmachten zur Verfügung gestellt hätte. In Wahrheit haben sich auch zur Zeit Nikolaus' IV. die Geldbesitzer um die Geldsucher gerade so

1) Berger, Reg. 6264; vergl. 6445.

2) Langlois, Reg. 7202—3. Eine Übersetzung der durch Nikolaus IV. sehr umfangreich gewordenen Formel bietet Georg Schneider, Die finanziellen Beziehungen der Florentiner Bankiers zur Kirche, S. 75. Die Sätze: „Dagegen sollen die Gläubiger ... nicht gehalten sein, zuzugeben, dafs das Geld zum Nutzen der Kirche verwendet werde" (sic!) und „Sobald nun der Prälat . . unter Verzicht auf den Erlafs der beiden Reichstage" (renuntiandi constitutioni de duabus dietis!) — sind natürlich zu korrigieren.

3) Siehe Berger 6264. 6386. 6399. 6445. 6468 usw.

4) Siehe meine „Servitientaxe", S. 176, Zeile 1.

viel beworben, wie diese um jene. Wo etwas zu holen war, da boten sich die Kaufleute gern an, und da versprachen sie dem Leihebedürftigen in Bezug auf die Rückzahlung Nachsicht und Milde. Wo aber nichts zu holen war, da haben wohl auch die schärfsten Exekutionsvollmachten nichts genützt.

Einen ganz interessanten Einblick in dieses Treiben gewähren uns die Briefe des JOHANN PECKHAM, seit 1279 Erzbischofs von Canterbury[1]). Er schreibt z. B. unterm 11. Juli 1279 an den Papst selber — es war damals noch Nikolaus III. — Folgendes: „Es ist neulich ein nach Aussehen und Wortlaut erschreckliches Exekutivmandat an mich gelangt, des Inhalts, daſs ich innerhalb eines Monats nach nächstem Michaeli den Kaufleuten von Lucca, mit welchen ich an der Kurie in Rom kontrahiert habe, 4000 Mark Sterlinge zu zahlen hätte, andernfalls sei ich der Exkommunikation verfallen und werde diese in meiner und anderen gröſseren Kirchen jeden Sonn- und Feiertag unter Glockenläuten und bei brennenden Kerzen verkündigt werden." Er setzt dann auseinander, weshalb es ihm unmöglich, so bald zu zahlen. Er habe bis dahin noch nicht ein Körnchen Einnahme aus der Stelle gehabt. Alles sei schon von seinem Vorgänger im voraus verpfändet gewesen. Dann heiſst es wieder wörtlich: „Diese Exekution beruft sich auf ein apostolisches Schreiben (die Litterae executoriae). Ich zweifele aber an dessen Echtheit, weil da gesagt wird, es sei auf meine Bitte und meine Unterschrift hin erflossen, was doch beides nicht wahr ist." — Wenn die Exekution in ihrer Wirksamkeit bleibe, lesen wir weiter, dann bleibe ihm nichts anderes übrig, als in ein fernes Land ins Exil zu gehen und sich in irgend einem Kloster zu bergen, dabei das Anathem demütig zu tragen, bis nach und nach (particulatim) mit Gottes Hülfe jene Kaufleute abbezahlt seien, oder aber Schulden zu machen, d. h. anderswo Geld aufzunehmen, was zur Zeit in England wegen bestehenden Geldmangels nicht möglich sei. „Überdies, heiligster Vater, glaubet nur ganz sicher, daſs diese Kaufleute, als ich mit ihnen über die Anleihe in Verhandlung stand, vor, während und auch noch unmittelbar nach dem Vertragsabschluſs, mir und meinen Begleitern fest ver-

1) Registrum epistolarum fratris Johannis Peckham archiepiscopi Cantuariensis ed. CHARLES TRICE MARTIN Bd. 1, London 1882.

sprochen haben, falls ich das Geld an dem bestimmten Termine nicht zahlen könnte, würden sie gern bis folgende Ostern oder auch ein ganzes Jahr, ja wenn ich wollte, sogar zwei Jahre ruhig warten, wenn ich nur in der Zwischenzeit die Zinsen bezahlte. Es kann das durch Zeugen erhärtet werden."

Ganz ähnlichen Inhalt hat auch ein Brief unseres geängstigten Prälaten an den Kardinal Ordonius von Tusculum, der am 12. Juli 1279, also einen Tag nach jenem Schreiben an den Papst, verfafst worden ist. Peckham hatte besondere Veranlassung, dem spanischen Kardinal mit seinen Nöten anzuliegen, weil der ihn hauptsächlich bestimmt hatte, die Stelle anzunehmen [1]).

Die Exekutivvollmachten wurden, wie gezeigt worden, formell unter der Zustimmung der Schuldner, später sogar nur auf ihre Supplik hin gegeben. Es konnte aber vorkommen, dafs sie in der Tat nichts davon wufsten, sei es, dafs man die Kenntnis des Geschäftsganges zu Unrecht bei ihnen vorausgesetzt hatte — so war es wohl beim genannten Erzbischof von Canterbury —, sei es, dafs der Schuldner nicht selbst an der Kurie erschienen war, sondern sich durch einen Prokurator vertreten liefs. Es scheint Sitte gewesen zu sein, dafs man besonders vertrauenswürdigen Prokuratoren einfach gesiegelte Membranen (Pergamentblätter), wir würden heute sagen Blanketts oder je nachdem Blanko-Akzepte, mitgab oder zuschickte. Diese Membranen benutzten jene zur Darlehnsnahme (als Interimsurkunde?) [2]), zur Ausfertigung von Suppliken und Obligationen, deren Folgen den nominellen Ausstellern, den heimischen Prälaten, zuweilen recht unangenehm geworden sind. Albert von Beham schreibt 1246, August 21., dem alten Erzbischof Eberhard von Salzburg, er möge ihm 3—4 solcher Pergamente, zur Vorsicht auch mit dem Sigill des Kapitels als Zeichen der Zustimmung versehen, zuschicken [3]). In einem anderen Briefe tadelt derselbe vielgeschäftige Vermittler zwischen der Kurie und der süddeutschen Geistlichkeit die Kanoniker von Passau, dafs sie das Sigill ihrer Kirche schlecht bewacht hätten: Sie hätten einem ge-

1) A. a. O. nr. 17: „Ducatu vestro humeros supposui."

2) Vergl. Auvray, Reg. Greg. IX. nr. 1639: „Tradita ei (scil. creditori) alia sub eodem sigillo cedula vacua detinenda tamdiu, donec ipsi testimoniales litteras (= ein notarielles Instrument) exhiberet."

3) Höfler, A. v. Beham, S. 110f. nr. 28.

wissen Fuhszagl vier gesiegelte Membrane gegeben, deren eine er zu einer Obligation über 100 Mark Sterlinge zu gunsten römischer Gläubiger verwendet habe, während diese ihm für die Mark nicht mehr als 24 Denare (!)[1]) gegeben hätten. Die 100 Mark müſsten innerhalb vier Monaten „zurück“ gezahlt werden. Er, Beham, habe den Fuhszagl vor den Papst zitiert; aber er sei in der Nacht heim lich entwichen. Beham habe dann nur noch dafür sorgen können daſs Fuhszagl exkommuniziert worden. Die Obligation habe er nicht entkräften, nicht für ungültig erklären lassen können. Es werde ihm entgegnet: wer so sei, daſs er einem solchen Menschen solche Membrane anvertraue, der müsse auch die Folgen tragen[2]). Die andern drei Pergamente hätten Kaufleute aus Troyes (d. h. wohl in Troyes angesiedelte Vertreter einer italienischen Handelsgesellschaft) schleunigst gekauft; er habe aber nicht erfahren können, auf welche Summen sie lauteten[3]). — Von sonstigen Fällen der Zeit, in denen deutsche Kirchen durch eine sorglose Hingabe von Blanketts geschädigt sind, hat der des Paderborner Bischofs Otto von Rietberg (1278—1307) vielleicht noch für den einen oder anderen Leser ein besonderes Interesse. Otto war etwa sechs Jahre im Banne, weil er seine römischen Schulden nicht bezahlen konnte, und er schreibt selbst an Papst Martin IV. 1284, März 23.: er sei exkommuniziert worden „propter quoddam debitum, quod alius sine meo mandato et scitu per quandam membranam meo sigillo munitam contraxerat“ [4]). Wie weit die Prälaten, durch leichtsinnige oder ungetreue Prokuratoren geschädigt, ein Regreſsrecht auf diese hatten, soll hier nicht untersucht werden.

Der Inhalt der päpstlichen „Litterae executoriae“ zerfällt regelmäſsig in zwei Teile. In der Expositio wird die Voraussetzung der Exekution, nämlich die Rechtsbeständigkeit des Schuldverhältnisses samt der durch die Verzichtleistung des Schuldners auf alle Einreden herbeigeführten schnellen Vollstreckbarkeit erörtert. In

1) Eine Mark = 144 Denare.

2) Einer solchen Ungültigkeitserklärung von Blankettobligationen scheint man an der Kurie nur dann geneigt gewesen zu sein, wenn die durch sie verpflichtete Partei rechtlich dafür nicht verantwortlich gemacht werden konnte, wenn ihr z. B. das Siegel gestohlen worden war; vergl. Auvray, Reg. 3914.

3) Höfler 103 nr. 19.

4) Westf. Urk.-Buch V. 783.

der sich anschliefsenden Dispositio wird die Exekution angeordnet. Die Rechtsbeständigkeit der Schuld folgt aus der Tatsache der Leihe, die schnelle Vollstreckbarkeit der Rückforderung aus dem Versprechen der Rückzahlung zum bestimmten Termine und am bestimmten Orte und aus dem Verzicht auf die Einreden. Die Schuld ist eine res confessa. Es kommt dazu aber doch die Berufung auf den objektiven Beweis für alles, das notariell beglaubigte Obligationsinstrument. Die durch dieses bewiesenen Tatsachen scheinen nun aber dennoch Einreden und Prozesse nicht erfolgreich genug verhindert zu haben. Man behauptete besonders häufig entweder, dafs der Papst zu der Leihe die Einwilligung nicht gegeben habe, dafs er die Exekution in dieser Weise nicht wolle, oder aber dafs der Schuldner die Folgen seines Versprechens nicht gekannt und nicht gewollt habe. Um solchen Einreden und Aufenthalten entgegenzutreten, gab Papst Nikolaus IV. am 25. Oktober 1288 die nach ihm genannte und nachher übliche Formel, die zunächst mit einer Rekapitulation der in jedem Falle vorher erteilten päpstlichen „Licentia mutuandi" beginnt, alles, wie gesagt, als auf Wunsch und Willen des Schuldners geschehen besonders betont und namentlich auch seine Verzichtleistung auf alle Privilegien und Indulte breiter auseinandersetzt.

In der Dispositio wurde in der ältern Formel den Exekutoren aufgegeben, falls der Schuldner am versprochenen Termine nicht zahle, ihn zunächst zu mahnen, dann aber nach kurzer Frist, gewöhnlich nach einem bis vier Monaten, ohne weiteres mit der Exkommunikation gegen ihn vorzugehen. Gegen diese solle es keine Appellation und kein Indult geben, und sie solle jeden Sonn- und Feiertag öffentlich verkündigt werden, bis die Schuld samt Schaden, Interesse und Kosten bezahlt sei. Führte die Exkommunikation in bestimmter Frist, in etwa zwei Monaten, nicht zum Ziele, so wurde die Suspension vom Amte und von der Verwaltung der Temporalien angedroht, gleichzeitig auch die Gestellung vor dem Papste verlangt. — In der jüngeren Formel, der von Nikolaus IV., bleibt zunächst das Anmahnungsverfahren bestehen. Die Exkommunikation aber als erste Strafmafsregel hatte offenbar, da es sich zumeist um die regierenden Prälaten selbst handelte, zu Übelständen geführt, vor denen man nun zurückschreckte. „Ne pontificalis officii executio circa spiritualia valeat quomodolibet impediri" — so be-

gründet Papst Nikolaus IV. die Vorschrift, zuerst die Temporaliensperre, dann bei fortgesetztem Ungehorsam die Suspension und erst im dritten Akt die Exkommunikation zu verhängen. Tatsächlich ist dadurch freilich nicht viel geändert worden. Die Störung der Stiftsverwaltung blieb immerhin eine schwere. Auch mufsten die Suspension und selbst die Exkommunikation noch oft genug ausgesprochen werden. Die Temporaliensperre sollte in der Weise geschehen, dafs drei Viertel des Einkommens auf die Schuldzahlungen, ein Viertel für den Unterhalt des exekutierten Prälaten, „damit er nicht gezwungen sei, zu betteln" — verwendet werden (beneficium competentiae!). Auch die jüngere Formel gibt den Exekutoren auf, den widerspenstigen Prälaten zur persönlichen Gestellung nach Rom zu zitieren. Er durfte sich von dort nur mit Erlaubnis der Gläubiger entfernen. War die Vorladung erfolglos, so wurde ihm der Verlust der Prälatur angedroht. Die Formel schliefst mit der Erteilung voller Gewalt und Jurisdiktion „in allem Vorstehenden und jedem Einzelnen".

Durch die jeder kurialen Schuldaufnahme mitgegebenen „Litterae executoriae" war die direkte päpstliche Mitwirkung für die grofse Mehrzahl der Anleihen erschöpft. Die weitere Fürsorge für ihren ordnungsgemäfsen Verlauf, eventuell für eine Ausgleichung der beiden Parteien durch Abschlufs eines neuen Vertrags (compositio) [1]), lag den Exekutoren ob. Aufserdem leisteten auch die staatlichen Gewalthaber in geeigneten Fällen Beihülfe. Es mochte denn sein, dafs der betreffende Fürst sich bewogen fühlte, dem bedrängten Prälaten seinerseits aus der Verlegenheit zu helfen. So hat z. B. Kaiser Friedrich II. den Bischof Rüdiger von Passau im Jahre 1237 vor seinen Gläubigern gerettet. Rüdiger war noch von seinem Vorgänger Gebhard her bei einer römisch-sienesischen Handelsgesellschaft — es scheint die des Angelerius Solaficus gewesen zu sein — stark verschuldet [2]). Er mochte das Beispiel Gebhards fürchten; denn dieser hatte eben jener Schulden wegen

1) Vergl. Kompositionen zwischen den Erzbischöfen von Mainz und römischen Kaufleuten 1220. 1233 und 1235 in Schunck, Beiträge zur Mainzer Geschichte Bd. 3, S. 104. 106. 110.

2) Auvray, Reg. 845. 856 ff. 1462. 1639 ff. Die wichtigeren Urkunden im Wortlaut bei Hauthaler, Aus den Vatikan. Registern: Arch. f. österr. Gesch. 71 (1887), S. 261 ff.

1233 resignieren müssen [1]). Rüdiger wandte sich an den Kaiser um Hülfe, und dieser streckte ihm sofort gegen Überlassung gewisser Passauer Kirchenlehen eine gröfsere Summe (800 Mark?) vor. Zugleich versprach der Kaiser dem Bischof mit einem Eidschwur, ihm mit Rat und Tat gegen alle beizustehen, welche ihn an seiner Person, Leuten, Kirche und Gütern kränken würden [2]). — Indes solche Hülfe fand nun nicht jeder Bischof. Im Gegenteil! Man konnte bei manchen Fürsten eine verdächtige Bereitwilligkeit sehen, den Exekutoren zu helfen. Der nach Kirchengut stets lüsterne König Philipp der Schöne von Frankreich gab seinen Beamten die Instruktion, dafs der säumige Schuldner durch den Verzug ipso facto die Exkommunikation auf sich ziehe, es daher weiterer Formalitäten nicht bedürfe, um gegen die Prälaten mit der Güterbeschlagnahme vorzugehen [3]). Auch die wenigen Trümmer, die wir von den Akten des Konzils von Vienne (1311) überkommen haben, sind erfüllt von den Klagen der Bischöfe über die Gewaltsamkeit des weltlichen Armes bei der Zwangsvollstreckung der Prälatenschulden [4]).

Wenn weltliche Gewalthaber sich hie und da gern in die Betreibung der geistlichen Schuldner eingemischt haben, so mag man dem die Betreibung fürstlicher Laienschuldner durch die Kirche gegenüberstellen. Es begegnen in den Registern des 13. Jahrhunderts päpstliche Exekutionsmandate wegen Schulden bei kurialen Kaufleuten gegen die weltlichen Herrschaften von Namur, von der Champagne, von Toulouse, Flandern und Lothringen [5]). Gegen den Grafen Thibault (le Chansonnier) von der Champagne hat

1) Rodenberg, Ep. sel. 1, 480; Auvray 857 (Böhmer-F.-W. 6910). Er hatte auch Kurialbeamten Versprechungen gemacht, die 1252 noch nicht eingelöst waren: Berger, Reg. 5571.

2) Böhmer-F.-W., Reg. Imp. 2274. 2277.

3) Boutaric 292.

4) Ehrle, Aus den Akten des Konzils von V.: Archiv f. Litt. und Kirchengesch. 4, 361 ff.

5) Auvray, Reg. Greg. IX. 626. 675; Berger, Reg. Innoc. IV. 347. 7529; Clem. V. Reg. 376; Bourquelot 1, 183 f. und Anmerkungen. — Im übrigen haben sich weltliche Fürsten manchmal selbst bezüglich der Rückzahlung der päpstlichen Jurisdiktion unterstellt, so Graf Raimund von Toulouse 1243: Berger 347, und König Alfons X. von Castilien 1275: Kaltenbrunner, Aktenstücke nr. 89.

Papst Gregor IX. sogar wiederholt das Interdikt angewendet. Deutsche Laienfürsten scheinen bei den Italienern selten geliehen zu haben. Wenigstens haben wir keine Exekutionen gegen sie gefunden [1]). — Wie weit im übrigen die Kurie in der Lage und je nachdem bereit war, den Wünschen der Kaufleute entgegenzukommen, das zeigen besonders die allgemeinen, auf ein ganzes Land ausgedehnten Exekutionsvollmachten, die in dem Falle gegeben wurden, dafs in einem Lande eine ganze Reihe vornehmer Schuldner zu betreiben war. Der dafür gesetzte Exekutor bekam dann einfach den Auftrag, alle diejenigen zu belangen, die ihm der Gläubiger als seine Schuldner bezeichnen würde. Deren Namen und causae brauchten also der Kurie nicht einmal angegeben zu werden [2]). Die betreffende Handelsgesellschaft hatte es auf diese Weise für je ein Land nur mit dem einen Exekutor bezw. Richter zu tun, dessen Stellung oder Aufgabe aber wohl nicht gerade beneidenswert gewesen ist.

In den bis hierher zur Darstellung gebrachten Beziehungen des Papsttums und der Kurie zu den Schuldforderungen der kurialen Kaufleute vermifst jeder Leser mit Recht einerseits die Fürsorge für die untergebenen Kirchen und Klöster, die man vom heiligen Stuhle erwartet, anderseits auch die dem wucherischen Treiben der Kaufleute wehrende oder feindliche Gesinnung der Kirche. Man sagt sich, dafs solche Förderung der Kaufmannschaft seitens der kirchlichen Autorität ohne inneren Konflikt mit dem kirchlichen Berufe des Papsttums nicht möglich gewesen. Tatsächlich ist dieser innerliche Widerspruch vorhanden gewesen. Als Zeichen desselben sollen hier nur die Schutz- und Abhülfsmafsnahmen angeführt sein, welche den zumeist durch Mitschuld der Kurie in Not geratenen Kirchen und Prälaten zu Hülfe kommen sollten, und welche wir oben als die dritte Art der Beziehungen des Papsttums zu den kurialen Prälatenschulden be-

1) So auch Schulte a. a. O. 1, 265.

2) Beispiele bei Auvray, Reg. Greg. IX. nr. 3534 (noch mit beschränkter Vollmacht?); Berger, Reg. Innoc. IV. 5212; Rymer, Foedera II. 43 (ad a. 1258); Posse, Anal. vat. Acta nr. 14 (ad 1264); Reg. Clem. V. 737. 741. 744. Die Nr. 737 registriert allgemeine Exekutionsvollmachten zu gunsten der Ammanati von Pistoia für Portugal, England, Provence-Forcalquier, Deutschland, Castilien, Frankreich, Gascogne, Venaisin. Diese Ländernamen geben zugleich die jeweilige geographische Abgrenzung der Kompetenzen.

zeichnet haben. Als solche Schutz- und Abhülfsmafsnahmen, deren bald die eine, bald die andere allein, bald mehrere gehäuft auf die Initiative von beteiligter Seite hin in Anwendung kamen, die des öftern auch von vorhinein ausbedungen scheinen, sind zu nennen:

1. Die dem Neoprälaten gewährte Verlängerung der gesetzlichen Frist sich weihen zu lassen, und je nachdem auch der Erlafs der Romreise.

2. Die Reservation von Benefizien für den Schuldner, zeitweilige Kumulation von Pfründen, seltener dauernde Union kirchlicher Stellen.

3. Die Reservation der „fructus primi anni" aller in bestimmter Frist — gewöhnlich im Laufe von 3, 5 oder 7 Jahren — in der Diözese vakant werdenden Benefizien für den verschuldeten Prälaten. Anfängliche Versuche, für Erzbischöfe dieses Privilegium auf die Suffragandiözesen auszudehnen, fanden den Widerstand des Suffraganklerus und sind nachher — ein Zeichen, dafs die Metropolitanverfassung nicht mehr tragfähig — aufgegeben worden.

4. Der gänzliche Erlafs oder die teilweise Herabsetzung gewisser Verpflichtungen z. B. der Kompetenzen eines abgedankten Prälaten.

5. Die Herabsetzung der Insassenzahl des verschuldeten Kollegiatstifts oder Klosters.

6. Die dem verschuldeten Prälaten — entgegen dem 7. Kanon des 3. Laterankonzils — gewährte Erlaubnis zu aufserordentlichen Kollekten und Steuern. Auch hier begegnen im 13. Jahrhundert noch Versuche, diese Auflagen zu gunsten der Erzbischöfe auf die Suffraganbistümer auszudehnen.

7. Die Überweisung von herrenlosen Legaten, Rückerstattungs- und Gelübdelösungsgeldern zur Schuldzahlung.

8. Verbot oder Behinderung weiterer Schuldaufnahmen, event. mit entsprechender Warnung an die Kaufleute; Anordnung der Schuldzahlung in bestimmter Reihenfolge der Gläubiger (mit Vorzugsstellung der sub auctoritate apostolica kontrahierten Anleihen); Erlaubnis zur Veräufserung kirchlichen Eigentums.

9. Sequester der Einkünfte und Anordnung der päpstlichen Zwangsverwaltung des Vermögens der überschuldeten Prälatur.

10. Erneuerung gerichtlicher Privilegien für den Einzelfall, um dem Gläubiger den Nachweis seiner Ansprüche zu erschweren.

11. Gewährung eines Moratoriums.

12. Aufhebung der Zinsversprechungen, Unterbrechung des cursus der usurae, poenae und accessiones; Annullierung von blofs der verdeckten Zinszahlung dienenden Scheinverkäufen.

Dafs in dieser Aufzählung schon alle Hülfsmafsregeln genannt sind, die man verschuldeten Prälaten zu teil werden lassen konnte, soll nicht behauptet werden. Ebenfalls nicht, dafs diese Mafsregeln nur gegen kuriale oder römische Schulden, gegen solche bei den Kaufleuten der Kurie, in Anwendung gekommen seien. Einer Überschuldung, die aus anderen Ursachen, z. B. durch Kriegsausgaben, durch Verschwendung oder auf welche Art immer entstanden war, suchte man in derselben Weise entgegenzuarbeiten. — Unsere Anordnung der Mafsregeln ist, wie man sieht, die logische. Eine andere Reihenfolge würde sich nach ihrer Wirksamkeit, um das Ziel der Schuldentilgung zu erreichen, eine andere hinwiederum nach dem Aufkommen der einzelnen Mafsnahmen, wir meinen nach der Zeit ihrer Erfindung, ergeben. Die Besprechung dieser Dinge empfiehlt sich jedoch mehr bei der Darstellung der sehr verschiedenartigen wirtschaftlichen, politischen und moralischen Folgen der kurialen Prälatenanleihen, sodafs wir hier davon absehen dürfen. Auch die sehr zahlreichen Einzelnachweise aus den Registern seien dafür aufgespart.

Les questions industrielles et commerciales dans les cahiers de la Ville et des communautés de Paris aux Etats généraux de 1614.

Par

Henri Hauser.

Les Etats de 1614 — les derniers qui aient été tenus avant 1789 — ont attiré l'attention des historiens par l'importance des questions politiques qui y furent débattues [1]. Mais si les questions économiques n'ont joué qu'un rôle secondaire dans les séances mêmes des Etats, leur part fut, au contraire, considérable dans les assemblées préparatoires où le TIERS élabora ses cahiers: la mort de Henri IV, les désordres qui l'avaient suivie, rendaient une réforme économique désirable.

Pour mesurer exactement cette part, il faut attendre que M. G. PICOT ait tenu sa promesse de nous donner, dans la Collection des Documents inédits, «les pièces relatives aux Etats de 1614» [2]. Nous nous contenterons, pour l'instant, d'examiner les pièces relatives à la rédaction du cahier de Paris [3].

---

1) AUG. THIERRY, *Hist. du Tiers-Etat* (p. 182 de la 15e éd.), se contente de signaler, dans le cahier général du Tiers, les articles relatifs à la suppression: des jurandes créées postérieurement à 1576; des taxes de maîtrise; des maîtrises par lettres; des monopoles; des douanes provinciales, et conclut en disant: «Il y a là comme une aspiration vers l'égalité . . . l'unité commerciale et la liberté industrielle de nos jours». Voy. G. PICOT, *Hist. des Etats-généraux*, t. IV et V de l'éd. in-18.

2) T. IV p. 178 et 367 n. 2. Il est à souhaiter que M. PICOT ne limite pas ses recherches aux fonds des Archives nationales, mais publie également les documents des Archives provinciales relatifs à ces mêmes Etats.

3) Arch. Nat., K. 674 n° 13, *Cahier de la Ville de Paris*. F° 50, la rubrique, qui nous intéresse plus spécialement: «Pollice et marchandise». — K. 675 n° 44,

I.

La proclamation lancée le 27 juin par les prévôt des marchands et échevins [1]) réservait dans cette consultation une place considérable aux corps de métiers [2]). On les invitait à produire leurs doléances « en toute liberté ». Pour garantir efficacement cette liberté, on remettait en vigueur un expédient qui avait déjà servi en 1576 [3]). Les communautés — de même que les particuliers — qui craindraient de remettre publiquement leurs plaintes entre les mains du magistrat ou des commissaires à ce désignés, pouvaient les jeter secrètement dans une sorte de tronc [4]).

Il semble que les communautés aient mis une certaine paresse à répondre à l'invitation que leur adressait la Ville. Manquaient-elles de confiance dans les commissaires-enquêteurs? L'expérience faite (et avortée) en 1576 leur avait-elle laissé ce souvenir que telles consultations ne servent de guère? Faut-il voir là une

---

registre relié, procès-verbaux des assemblées faites à Paris, à l'Hôtel de Ville, pour les Etats généraux. La première page porte cette annotation: «30 oct. 1614», mais le registre s'ouvre au 14 juin. Nous donnerons plus loin des indications détaillées sur le contenu de ces deux cartons.

1) K. 675, 44, F° 14 v° (citée par Picot).

2) Fait «assavoir à tous bourgeois et marchans, maîtres et gardes des corps et communaultez des marchandises, jurez des artz et mestiers, et touttes aultres personnes de quelque estat, qualité ou condition qu'ilz soient . . . qu'ilz aient à apporter ou envoyer en toutte liberté par chacun jour, en l'hostel de ladicte ville, les plainctes, dolleances et remontrances que bon leur semblera».

3) E. Charleville, *Les Etats généraux de 1576*, Paris 1901, p. 53 n. 2: «Le roi étant en son conseil . . . a été ordonné au prévôt des marchands de la ville [de Paris] de mettre en l'hôtel d'icelle, et en un lieu public, et auquel chacun puisse librement venir, un coffre ayant ouverture en forme de tronc, et auquel sera permis à chacun de faire mettre tels cahiers de doléances que bon lui semblera». Plus encore que ceux de 1614, les cahiers de 1576 ont une réelle importance pour l'histoire sociale. Les communautés de métiers ont pris une part prépondérante à leur rédaction (Voy. Charleville, *op. cit.*, p. 51).

4) «Dans ung coffre [qui] pour cet effect sera mis en l'hostel d'icelle ville au grand bureau, ouvert en forme de tronc . . .». M. Picot (p. 367) signale l'importance de ce «trésor», formé par «les innombrables doléances émanées des corporations, adressées par les bourgeois, jetées dans le coffre par un solliciteur éconduit . . .» La proclamation du 17 fut publiée à son de trompe le 28, et affichée en forme d'un placard à gros caractères, dont M. Picot a retrouvé un exemplaire à la Bibliothèque nationale.

nouvelle preuve de cette négligence de l'ancienne bourgeoisie française à se gouverner elle-même? La Ville fut obligée de leur pousser l'épée dans les reins. Le 23 juillet, elle n'avait encore presque rien reçu, puisqu'elle décida de faire «commandement» aux communautés de lui envoyer ou de verser au tronc leurs doléances respectives [1]).

Vont-elles enfin se décider? Le croire serait mal connaître l'esprit de mesquine jalousie qui faisait de ces corps autant d'ennemis quand, d'aventure, il ne les coalisait point contre l'un d'entre eux, celui à qui des habitudes commerciales plus libres, une spécialisation professionelle moins stricte permettait de passer plus aisément à travers les mailles de la règlementation. Une coalition de ce genre s'était déjà formée le 27 juillet [2]). Soulevant une exception préjudicielle, les délégués des marchands s'étaient plaints que l'assemblée réunie à l'Hôtel de Ville contînt deux merciers, qui allaient se trouver ainsi juges et parties dans toutes les contestations où la mercerie était en cause. Ils demandèrent la réunion d'une nouvelle assemblée où, pour rétablir l'équilibre, «aulcuns de leurs compagnies feussent nommez et appelez». Le prévôt des marchands leur donna partiellement satisfaction. Il décida que, pour la délibération qui suivrait l'examen des doléances, les deux merciers seraient priés de se retirer, et de même chaque fois que l'on délibèrerait «sur les mémoires et plainctes concernans le corps de la mercerie». Enfin les délégués des corps seront convoqués à l'assemblée générale où se fera la lecture du cahier.

---

1) K. 675 n° 44 F° 13: «commandement aux maîtres et gardes de la marchandise de drapperie de cette ville de Paris d'apporter, envoier et mettre en nos mains ou dans le coffre estant au grand bureau de la Ville à ce destiné leurs cahiers de leurs plainctes et doléacnes sy aulcunes ilz ont à faire . . . Pareille ordonnance sera expédiée pour les maîtres et gardes de la marchandise d'espicerie, aultre pour les maîtres et gardes de la marchandise de mercerie . . pelleterie . . . bonneterie . . . orphaverie», c'est à dire pour les dix corps. «Et une aultre pour les maîtres et gardes de la marchandise de vins de lad. ville».

2) «La compagnie estant assemblée (F° 23 V°), s'est présenté en icelle les maîtres et gardes de la marchandise de drapperie, espicerie, pelleterie, bonneterie et orphaverie, qui ont remonstré que, outre les remonstrances et dolléances qu'ilz auroient à faire, ilz avaient à se plaindre du corps de la marchandise de mercerie . . .»

En effet, à la date du 7 octobre, il est ordonné à deux maîtres de chacun des Six corps de se trouver le lendemain à l'assemblée qui se tiendra en l'Hôtel de Ville [1]. Et nous les voyons siéger à cette assemblée du 8 [2], de même qu'à celle du 17 [3], où fut donnée lecture du cahier de la Ville.

II.

Les cahiers des communautés, qu'ils aient été remis directement à la commission ou bien versés dans le tronc, ne traitent pas uniquement de questions économiques. Les drapiers donnent leurs avis sur la constitution de l'Eglise, les bonnetiers — aumussiers examinent de hautes matières d'Etat; il n'y a guère que les épiciers — apothécaires pour s'interdire ces ambitieuses envolées [4]. Mais, dans tous ces cahiers, les revendications spéciales à la classe industrielle tiennent la première place. En les parcourant, nous apprendrons à connaître l'opinion que les chefs des communautés parisiennes professaient sur les principales questions industrielles et commerciales [5].

---

1) «Il est ordonné à deux des maistres et gardes de la marchandise de drapperie d'eux trouver demain, une heure précise de rellevée, en l'assemblée généralle qui se fera en la grande salle de l'Hôtel de la Ville pour choisir, nommer et eslire telles personnes qu'il plaira à lad. assemblée pour estre porteurs du cahier des plaintes et dolléances aux Etats généraux». Même ordre aux maîtres d'apothécairerie et épicerie, mercerie, pelleterie, bonneterie, orfèvrerie, «marchandise de vins».

2) «Deux des maîtres et gardes des [six *effacé*] corps des [mestiers *effacé*] marchandises de ceste ville». Les noms des délégués des six corps sont au F° 47 V°.

3) F° 53.

4) Ils «n'entendent toucher sur la réformation ny de l'estat ecclésiastique ny de la noblesse, d'autant que parmi ces deux qualitez nature a produict assez de beaux esprits pour y cotter et representer les deffaultz, qui facillement y pourvoiront selon votre bon plaisir».

5) Je dis «industrielles et commerciales» et non «économiques», car il y aurait eu lieu, pour justifier ce dernier titre, de rechercher également les détails relatifs au crédit (change). — Voici à peu près l'inventaire des pièces qui nous intéressent dans les cartons K. 674 et 675: A) *Cahier de la Ville de Paris* (voy. *supra*). — B) *Procès-verbaux* (voy. supra), reliés «avec le cayer des Estats de la Ville et à la fin le cahier général desd. Estats». Les procès-verbaux vont du F° 1 au F° 63. — C) *Cahiers des métiers*, classés alphabétiquement: K. 675, n° 7, Apothicaires (compagnons); 8, Arquebusiers et artylliers; 9, Bonnetiers et aumussiers; 10, Boursiers, coletiers, gibassiers; 11, Brodeurs, chasubliers; 12,

A) La réglementation industrielle. — Sur ce premier point, il semble qu'il y ait unanimité pour réclamer le maintien d'une réglementation très stricte[1]). Le cahier collectif de la Ville demande le retour aux « anciens statuts », qu'on a laissé tomber en désuétude, le retour aux anciens types de fabrication, et des peines exemplaires contre quiconque s'en écartera.

Quant aux métiers eux-mêmes, ils s'opposent à toutes les innovations techniques, particulièrement à celles qui auraient pour fin la confection d'articles à bon marché. Voyez, par exemple, les tireurs d'or et d'argent. Ils sont à Paris quarante maîtres; ils emploient, à les en croire, plus de vingt mille ouvriers: exagération criante[2]). Ils sont pourvus de statuts prescrivant « que l'or et

chaircuitiers; 13—14, charrons, carrossiers; 16, chirurgiens; 17, ceinturiers, corroyeurs en fer, fonte, cuyvre et laton; 18, découpeurs, égratigneurs, gaufreurs; 19, doreurs et damasquineurs; 20, drapiers; 20 bis, Foulons et drapiers drappans; 21, Marchands espiciers et apothicaires; 22, Loueurs de chevaux; 23, Mégissiers; 24, Peaussiers, teinturiers en cuir; 25, Pelletiers; 26, Marchands de poisson; 27, quincaillers; 28, Racquetiers; 29—30, Rôtisseurs; 31, savetiers; 32, selliers-lormiers; 33, sergents à verge; 34 taillandiers en fer blanc et noir en feuille. Les pièces portent en général deux numérotages, celui du carton (que je donne) et celui de la série. — D) Fragment du cahier de Paris «Justice» (675 n° 45); minute avec des corrections faites sans doute pendant la lecture en assemblée générale. — E) *Remontrances, mémoires et notes diverses.* Cahiers ou feuillets, billets, chiffons de papiers sur tous sujets, tous anonymes, et dont quelques uns portent des annotations inscrites par les greffiers de la ville (n°s 46—115). C'est le contenu du fameux tronc. Un assez grand nombre de cahiers de corporations se trouvent dans ces séries anonymes: 49, Potiers d'étain; 134, Maîtres chandeliers; 136, huiliers; 144, vergers, raquettiers, brossiers; 161, Marchands merciers; 160, marchands de vin; 173, Regratiers et regratières; 197, Maçons et charpentiers; 203, chirurgiens-barbiers; 202, manufacture et teinturerie de la draperie de laine. — Le 208, Orfèvres, est une pièce relative aux Notables de 1626, égarée ici.

1) *Ville,* F° 57: «Que les gardes et esgardz qui sont annuellement esleuz par les marchans des lieux où se fabricque la marchandise de drapperie seront tenus de faire leurs visites de moys en moys gratuitement, à ce que les dites marchandises ayent leur force, largeur et nombre de fils portez par les antiennes ordonnances, et icelles rendues en leur première perfection...»

2) Leur métier «a pris son origine par l'exécution du désir et vollonté du feu roy Luis unzieme . . . lequel, ayant faict venir de la Grèce quelque nombre de tireurs d'or, auroit iceulx establis premièrement en la ville de Tours pour la manufacture de l'or et argent tant fin que faux pour le service de S. M. et des princes et seigneurs de ce Royaulme», et depuis transférés à Paris.

rgent fin sera filé sur la soye, et l'or et l'argent faulx filé sur fil». Mais leurs confrères lyonnais, «érigés postérieurement à istar de ceulx de Paris» n'hésitent pas à faire filer du faux r de la soie. «Grand abus», s'écrient les Parisiens, et ils vont squ'à dire que cet abus «approche de la fausse monnaie». Ce sont pas seulement les Lyonnais qui se rendent coupables de ce me: les étrangers en font autant, ce qui, sur la question règle- ntaire, greffe une question douanière[1]).

Un perfectionnement technique paraît-il indispensable, quelles écautions ne faut il pas prendre pour le faire admettre? Tel t le cas de la teinture d'indigo[2]). Un édit de Henri IV, rendu la sollicitation des producteurs et des marchands de pastel du anguedoc[3]), en avait prohibé l'usage à peine de confiscation et 500 écus d'amende[4]). L'indigo, «l'anil d'Inde», disait-on, «brûle» s étoffes.

En dépit de cet édit, les marchands teinturiers en toile, fil, ine et soie de Paris avaient si bien conservé l'usage de l'ingré-

1) «Il vient du pays d'Allemagne des cuivres et latons filez pareillement ur la soye, et aussy d'aultres marchandises que l'on appelle clinquans, faictz e laton, or et argent extenué [?], qui est une manifeste faulceté et tromperie, n quoy les François sont trompez et deceuz par les Allemans . . .»

2) G. Fagniez, *Economie sociale sous Henri IV*, p. 127. Déjà, aux Etats de 588 (Arch. nat. K. 674, n° 8, F° 10), la Ville de Paris avait demandé «que effences soient faictes aux taincturiers de plus faire taincture de petit tainct, utrement dict tainct de serges, ny pareillement user en quelque taincture ue ce soit de bois d'Inde, *appelé campesche* [sic], sur peine de cent escuz». es échevins n'étaient pas très ferrés sur la technique des matières tinctoriales.

3) Fagniez, *op. cit.*, p. 378. Jean Yvon à Simon Lecomte, d'Anvers, nov. 578: «Les teinturiers de drap usent pour le présent plus que la moitié de anil de Barbarie et de l'indigo de Portingade [Portugal?] que fet un grand al à pastel»

3) *Arrêts du conseils d'Etat*, n° 9636 (9 sept. 1605): «Arrêt ordonnant des erquisitions chez tous les teinturiers du royaume et la destruction de l'anil t de l'indigo qui y seront trouvés, attendu que ces drogues de provenance trangère ont contribué à ruiner le commerce du pastel, naguère florissant en anguedoc». — *Teinturiers:* édit rendu à la poursuite des marchands de oulouse, «soubz un prétexte de ce qu'ilz ont donné à entendre à aucuns princes ui avaient intérest au revenu de leurs terres, qui consiste en pastel, qui oist et vient du païs toulousain et Lauraguais, duquel ils disoient n'avoir lle vente et débit comme ilz avoient de coustume, dont ilz souffroient grand ommage . . .»

dient proscrit que leur chef d'oeuvre consistait à composer «une sorte de teinture appelée anil d'Inde, laquelle vient des Indes tant orientales que occidentales», pour teindre en bleu, violet et vert[1]). Quant aux objections techniques des Toulousains, — les mêmes qui seront plus tard rééditées contre l'aniline et les couleurs de la chimie moderne — ils demandent à distinguer. Ils admettent l'interdiction pour les teinturiers en pièce[2]), qui teignent à chaud. Mais les teinturiers en fil, laine et soie teignent «en tiède», et il leur est «impossible de teindre la soye, le fil et la toile[3]) en vert, bleu céleste, viollet et vert de mer bon tainct sans la dite drogue; et, si elle ne leur est permise, le public sera contrainct pour avoir de bonnes teintures les faire faire ès pays estrangers à grands frais ...» Fort habilement, les novateurs, mettent de leur côté l'argument douanier, le favori des communautés réactionnaires[4]), et ils réclament l'entrée en franchise de l'indigo, matière première indispensable à l'industrie nationale[5]).

Pour une protestation isolée — et fondée sur des motifs techniques — contre la tyrannie des prescriptions conservatrices,

---

1) «Lesquelz anilz d'Inde, estant industrieusement et artistement composez avec autres ingrediens qui se trouvent en France, et le tout mis en ung vaisseau selon la quantité que l'on en veult faire, ne se peult néanmoins user qu'en huit ou dix jours pour en tirer la teinture, laquelle ne fault uniquement bouillir».

2) «En drap».

3) Je crois qu'il faut lire «laine», sinon il s'agirait d'un teint en pièce. — Ils exposent que, devant les conseillers du commerce, ils ont procédé à une expérience: ils ont composé 6 livres de teinture et démontré qu'il était impossible de s'en passer, le pastel n'étant bon que pour les serges, étamines, camelots et sergettes. Procès-verbal de cet essai a été dressé par un conseiller au Parlement, rapport fait à la cour, et cependant ils n'ont obtenu, jusqu'à ce jour, «aucune justice». L'affaire est encore pendante au conseil du roi.

4) Ibidem.

5) Montchrestien (p. 82 de l'éd. Funck-Brentano) ne croit pas à l'indigo, mais il est à noter qu'il ne parle que du teint en pièce: «Les Anglois, ne se contentans plus de nous apporter leurs draps en blanc, nous les veullent encore introduire teints, quoy que la teinture qu'ils font ne vaille rien du tout, à cause qu'au lieu du pastel que nous avons et duquel ils manquent pour roidir leur draperie, ils se servent d'inde, prohibé de tout temps en France». Sans le vouloir, il donne donc raison aux pétitionnaires: la prohibition de l'indigo favorise la teinturerie étrangère. — Isaac de Laffemas, dans son *Histoire du commerce* (1606), constatait déjà (dans l'Epître au Roi) la décadence de la teinturerie parisienne.

que d'apologies de la règlementation, émanant soit des communautés, soit même de personnes inconnues? Ne trouva-t-on pas dans le fameux coffre un anonyme «Advis sur la manufacture et taincture de la drapperie de laine qu'il plaira à MM. de la Ville de Paris proposer en l'assemblée generale des Estats du Royaume qui seront tenuz en la ville de Sens (sic)» [1]), dont l'auteur se vante de l'avoir soumis à des ouvriers de ces métiers en plusieurs villes de France? Ce règlement doit mettre un terme à tous les abus, ceux dont le public [2]) et ceux dont les ouvriers sont victimes [3]).

B) La liberté du travail. — Habitués que nous sommes à opposer l'un à l'autre ces deux termes: liberté et règlementation, nous nous attendrions à trouver dans les cahiers une adhésion unanime au régime de la communauté obligatoire, établi en droit, sinon en fait, par les édits généraux de 1581 et 1597 [4]). Mais le droit pour chacun d'exercer librement la profession de son choix est une chose, la surveillance exercée sur cette profession au nom de l'autorité royale ou municipale en est une autre.

C'est ainsi que le cahier de la Ville — favorable à la règle-

---

1) Sens avait d'abord été désigné pour la réunion des Etats (Picot, t. IV, p. 176), fixée au 25 août par le traité du 15 mai. Les lettres-patentes du 9 juin, qui reportent la date au 10 octobre, donnent encore Sens comme lieu. M. Picot ne cite pas (à la p. 178) les lettres qui ont transféré ce lieu à Paris.

2) «Non seulement de l'utilité à S. M., mais du bien au public . . . Par le moyen dudit reglement les abus qui ont pris cours esdites manufactures et teintures cesseront, et sera le commerce d'icelles remis en sa pristine splendeur et réputation, mesmes envers les estrangers qui reviendront faire leurs achats».

3) «Les ouvriers desd. manufactures recevront une grande commodité, d'aultant qu'on leur faict faire les pièces de huict ou dix aulnes plus qu'elles ne doibvent avoir et debvroit icelle longueur tourner en largeur». Il va jusqu'à prétendre que la réforme doublera, dans chaque ville, le nombre des drapiers, et supprimera les exactions des boujonneurs.

4) Il est nécessaire de signaler ici l'erreur grave commise par M. G. Picot (t. V p. 71): «Henri IV avait porté le coup le plus terrible au monopole des métiers par son édit d'avril 1597: il avait affranchi les ouvriers de l'obligation de faire un chef d'œuvre et n'avait plus imposé que deux conditions à l'entrée des apprentis dans une corporation: la bonne renommée et le payement d'un droit . . .» M. Picot a pris les dispositions transitoires de l'édit pour l'édit lui-même. Tout au contraire, l'édit de 1597, comme celui de 1581 (sur lequel voy. Eberstadt, *Das französische Gewerberecht*), établit l'universalité obligatoire de la maîtrise.

mentation — n'en considère pas moins comme inexistants les édits «perpétuels» de 1581 et 1597, et demande suppression ou réduction de toutes communautés créées depuis 1576 [1]). Il ne se borne pas à protester contre l'excessive spécialisation professionnelle; il exige positivement que certains métiers, les petits métiers, soient laissés libres: «Et pour les autres qui ne méritent corps ny maistrise, l'exercice en sera laissé à la liberté des pauvres pour les ayder à gaigner leur vie, à la charge que leurs ouvraiges et marchandises seront subjectes d'estre visitées par les experts et prudhommes qui seront à ce commis par les juges ordinaires de la pollice» [2]).

Mais si la Ville est, en quelque mesure, favorable à la liberté du travail, les communautés elles-mêmes, jalouses de leurs privilèges, n'en veulent rien céder, et poursuivent avec acharnement la répression du travail libre, clandestin ou non. Les arquebusiers et artilliers se plaignent que, malgré les privilèges et statuts qui leur garantissent le droit exclusif d'exercer leur métier, beaucoup «s'ingèrent» de faire et de vendre des articles d'arquebuserie [3]).

---

1) «Que les corps et maistrises de mestiers erigez et créez depuis les estats de Bloys seront revocquez et supprimez: et, où ils s'en trouveront aulcunes des nouvelles introduictes utilles et nécessaires, seront reduictz et destinées soubz aucuns des autres antiens corps et mestiers, selon qu'ils seront trouvez plus convenables par les juges des lieux». Il s'agit bien des Etats de Blois 1576, comme on peut le voir dans ce passage du cahier du Tiers (Picot, t. V, p. 71), qui prend à son compte le vœu de Paris: «Toutes maistrises de mestiers érigées depuis les Estats de 1576 soient esteinctes . . .»

2) Tiers: «Et soit l'exercice desd. mestiers laissé libre à vos pauvres subjects, sous visitation de leurs ouvrages et marchandises par experts et prudhommes». — Cette tendance à s'opposer à la multiplication indéfinie des maîtrises se retrouve alors ailleurs, non pas seulement à Lyon, mais à Dijon (A. Cales, B 255 F° 70 et A. Côte d'or, B 12094, année 1617) et à Bordeaux (*Inv. des Arch. de la Jurade*, t. II, p. 661 et 393, années 1598—1601). Dans la première de ces villes, la municipalité et le Parlement sont d'accord pour supprimer les maîtrises. Dans la seconde, c'est le Parlement qui casse des créations de maîtrises consenties par les jurats municipaux: «Sont monopoles et petites tyrannies de la part de chaque métier . . . c'est merveille que . . . tout le monde veut devenir maître et qu'il faille que celuy qui peut travailler meure aujourdhuy de faim s'il ne travaille d'office».

3) «Sy est ce neantmoings qu'au préjudice de ce aucuns malaffectionnez à la République et par trop ambitieux, tant marchands, ouvriers que mestiers [lisez *merciers?*] de vostred. ville de Paris s'ingèrent et entremectent indiferemment au faict, train, trafic et marchandise en gros desdicts supplians

De leur côté les tourneurs en bois déclarent que des «compaignons, soldats desbauchez, gens incogneuz et sans adveu, femmes veufves et autres» vendent par les rues des meubles faits de méchants bois [1]). Comment ce tournage clandestin peut-il échapper à la vigilance inquiète des jurés tourneurs? C'est qu'il s'exerce dans des lieux privilégiés, où les jurés de métiers, n'ont pas accès, dans les collèges universitaires, qui deviennent ainsi les asiles de la liberté du travail [2]).

Mais les principaux de collège ne sont pas les seuls à protéger les ouvriers en chambre — protection qui, sans doute, n'était pas gratuite. «Est à noter, disent à leur tour les tapissiers, que les maistres tapissiers qui sont aux faux bourgs ne peuvent travailler dud. mestier sans la permission des maistres de la ville, et cependant aucuns juges subalternes des seigneurs et autres gens d'église y tolèrent des ouvriers façonniers sans vouloir endurer que visitation soit faite sur eux . . .» Ces protégés des jurisdictions seigneuriales ou ecclésiastiques savent-ils mieux le métier que les maîtres en titre d'office? Attirent-ils les ouvriers par l'appât de plus hauts salaires? Toujours est-il «que les aprentifz se desbauchent pour les aller servir . . .»

Il reste aux jurés, il est vrai, la ressource de saisir les colporteurs de ces articles de contrebande. Mais le public prend généralement parti pour les saisis, et rosse les jurés, dont les vêtements sont déchirés dans la bagarre [3]).

---

et en l'ouvrage, opération et manufacture de mains, mesme en font la vente en destail dans leurs maisons, boutiques, magazins et cabannes . . . »

1) «Plusieurs contrevenans aux ordonnances . . . entrepreignent journellement sur led. mestier de tourneur, portant pieds de bahu et autres pièces d'ouvrage dud. mestier par les rues de lad. ville et faulxbourg, les exposants en tente, voyres avec un hault cry, comme s'ilz estoient colporteurs ordinaires . . .»

2) «Aucuns maistres et compaignons tourneurs, et autres qui ont quelque commencement à l'usage dud. mestier, se sont retirez et habituez en aucuns collèges de lad. ville, et y tiennent chambre par la licence des principaulx, maistres et regens desd. collèges, y font des pieds et autres ouvrages desd. mestier, et les envoyent porter et vendre par la ville par telles personnes incongneues, hommes et femmes, qui font entendre au peuple qu'ilz sont bien advouez et que ce sont ouvrages des maistres dud. mestier de tourneur».

3) *Tourneurs:* Ces «vagabondz, femmes et aultres telles personnes qui sont gens ramassez, envoyez par lesd. compaignons, crient par les rues pour exciter le peuple à avoir pitié d'eulx, l'esmeuvent à sédition . . .»

C) Lettres de maîtrise. — Une autre cause de désorganisation du régime industriel, c'est la facilité avec laquelle se concèdent les lettres de maîtrise. Ce n'est pas que toutes les communautés soient systématiquement hostiles à l'institution elle-même[1]. Une seule lettre dans chaque métier, accordée lors de l'avènement du roi, pouvait servir au «soulagement des pauvres qui n'avoient pas moyen de supporter les fraiz du chefz d'oeuvre». Mais elles se sont tellement multipliées qu'«il s'en est présenté jusques à dixhuit ou vingt» pour le même métier[2]. De plus, «depuis dix ou douze ans», l'on a commencé à en «faire party», c'est à dire à les affermer en bloc à des traitants, qui les revendent aux candidats.

Le grand nombre des lettres en circulation devait faire baisser e prix auquel les soumissionnaient les «partisans», mais non celui auquel les candidats pouvaient les acheter. Au contraire les partisans, investis du monopole de la vente, usaient «de telle rigueur» qu'ils les vendaient «quatre fois autant que pouvaient se monter les frais du chef d'œuvre». Et, pour en assurer l'écoulement à ce prix avantageux, ils avaient imaginé un expédient des plus simples: ils faisaient interdire aux jurés de recevoir des maîtres de chef-d'œuvre, fût-ce des fils de maîtres, tant qu'il y aurait des lettres sur le marché. L'organisme de la maîtrise se trouvait ainsi paralysé dans son fonctionnement. — Ajoutez que ces lettres étaient trop souvent confiées à des ignorants[3]. Au moins faudrait-il leur imposer la même légère «expérience» qui dispense du chef-d'œuvre les fils de maître.

Mais, si ces communautés se contentent, en somme, de réclamer: 1° la réduction du nombre des lettres; 2° des garanties de compétence imposées aux titulaires, l'assemblée de l'Hôtel de Ville est beaucoup plus intransigeante. Elle vote, le 3 octobre, cette formule radicale[4], que reproduira, en l'aggravant encore, le cahier de la Ville: «Le Roy sera supplié de ne donner à l'advenir aulcunes lettres de maistrises des mestiers, tant en ceste ville qu'aux

---

1) *Chandeliers.*

2) *Ibid.*

3) *Bonnetiers-aumussiers:* «à personnes ignorans et incapables dud. estat, qui ne font aucun chef d'œuvre ny seulement expérience». Ceux-ci font remonter l'origine de cet abus non pas à douze, mais à trente ans en ça.

4) K. 675 n° 43 F° 41, et 674 n° 13 F° 57 v°.

faulx bourgs [1]), soit en faveur d'avènement à la couronne, mariage, naissance des enffans de France, entrée du roy ou roynne, ny pour quelque autre solempnité ou resjouissance que ce soit». C'est la suppression pure et simple.

D) Monopoles. — Si les communautés veulent se réserver l'exercice exclusif du métier, du moins entendent-elles que ce monopole reste la propriété collective de tous les maîtres, et ne puisse être accaparé par quelques individus. C'est ce qui s'est produit chez les tanneurs. «De tout temps et ancienneté», les maîtres tanneurs tombés dans la misère et les «anciens» compagnons gagnaient leur vie «à tirer les cuirs en poils des caves et celliers des bouchers, qui sont achaptez par les marchandz forains, pour les charger en leurs harnois et charrettes» [2]). Or deux maîtres, non des pauvres, mais «qui ont des moïens suffizans pour entretenir l'exercice de leurs tanneryes», ont été rechercher des lettres de 1572 [3]) qui créaient des courtiers en cuir, et ils ont fait insérer dans le texte les mots «chargeurs et deschargeurs de cuir en poil». Grâce à cette interpolation, ils se sont fait concéder cet office de nouvelle fabrique, «au grand préjudice du publicq». Car l'ancienne «liberté» permettait aux marchands de se faire servir «plus promptement et à meilleur compte» [4]).

Après les tanneurs, voici les charrons-carrossiers. Leur bénéfice consistait à racheter aux seigneurs de vieux carrosses, qu'ils «rhabillaient» pour en faire des carrosses de louage. Mais, à la suite de l'établissement des coches publics (avril 1594), Anne de

1) *Ville:* «Tant en ceste ville de Paris, faulxbourgs, que aux villes de son Royaulme . . .» Le Tiers protestera contre la création de nouvelles maîtrises par lettres (Picot, V, 71).

2) «Et ce petit exercice servoit de reffuge aux paouvres maîtres qui par infortune estans tombez en paouvreté n'auroient plus moyen d'entretenir le trafficq de leurs tanneries pour en iceluy gaigner leurs vies le reste de leurs jours, et servoit aussi aux antiens compaignons d'esperance, par laquelle ils estoient plus facillement retenuz par les maistres en l'exercice de leur vaccation», sans doute parce que le compagnon vieilli peut encore être employé à ce travail secondaire.

3) Données sans doute en vertu de l'édit de juin 1572.

4) «La liberté est par là ôtée aux marchans forains de prendre et choisir desd. paouvres maistres tanneurs et antiens compaignons, qui sont en grand nombre, ceux que bon leur sembleroit pour charger et descharger lesd. cuirs en poil». Les courtiers (Gouault et consorts), au contraire, les servent «à leur commodité et à leur mot».

Bueil, dame de Fontaine, obtint en avril 1608 un arrêt du conseil faisant défense aux charrons «de ne louer aucuns carrosses et charriots couverts de cuyr, pour aller et venir par les traverses et petits chemins, mesme au dedans de Paris»[1]). Depuis lors, le fermier de la dite dame rachète tous les carrosses hors d'usage «et les fait racoustrer par leurs compaignons et serviteurs qu'il fait desbaucher de leurs boutiques». Il va même jusqu'à faire des coches neufs. Et voilà comment 70 pauvres maîtres, dans Paris, sont «presque reduitz à la mendicité».

E) Conflits entre communautés. — On peut affirmer que tous les cahiers, à peu près sans exception, insistent sur la nécessité de s'opposer aux empiètements réciproques des divers métiers. Non seulement les arquebusiers émettent des plaintes à la fois contre les merciers, les quincaillers, les serruriers et les menuisiers, mais de nombreuses communautés tiennent à énoncer, en formules générales, les lois de la spécialisation professionnelle. Les drapiers[2]), les bonnetiers-aumussiers[3]), les boursiers sont particulièrement énergiques. Une note anonyme[4]), émanant de l'oligarchie bourgeoise[5]), donne le même son.

---

1) C. Fagniez, p. 904. Le Tiers et la noblesse sont d'accord pour condamner le monopole des relais (Picot V, 61). D'ailleurs le Tiers manifeste une vive irritation contre tous les monopoles (ex., le monopole du commerce du Canada) et demande (Picot, *ibid.*, 60) qu'il soit «permis .. à tous artisans et autres d'ouvrir ou faire ouvrir toutes sortes de manufactures, nonobstant tous privilèges .. La liberté du commerce, trafic et manufactures remise en tous lieux et pour toutes choses».

2) «Il n'y a membre en icelle [ville] qui n'entreprenne sur son voisin et qui du dommage d'aultruy ne face son advantage .. Faire deffences tres estroittes tant aux marchandz qu'aux artizans d'entreprendre rien sur les fonctions les uns des autres».

3) «Que chacun mestier se contente de sa charge et vacation sans empiéter ny entreprendre l'un sur l'autre en quelque sorte et manière que ce soit».

4) K. 675 no 163. «Qu'il soit enjoinct aux marchans, artisans et gens de mestier de faire chacun son estat et vacation sans entreprendre les uns sur les autres; faisans deffences tres expresses auxd. gens de mestier et artisans de vendre ne débiter autres marchandises que celles qui seront faites et fabriquées en leurs maisons, par eux, leurs gens et serviteurs, à peine pour chacune fois de confiscation de leurs marchandises».

5) Défense est faite, à peine de cent livres, aux communantés des métiers de donner à leurs membres le nom de marchands et à leurs jurés celui de gardes, titres réservés aux Six corps, «ou s'il ne fait trafficq et marchandise

A côté des gros métiers qui veulent écraser leurs concurrents, il y a les petits qui cherchent dans la stricte spécialisation professionelle un refuge contre la tyrannie des gros. C'est le cas des taillandiers en fer blanc et noir en feuille, que les taillandiers de forge veulent adjoindre à leur corps. Cette adjonction est la ruine des suppliants, car les maîtres de forge sont six fois plus nombreux que les maîtres de fer-blanc: ils se réservent toutes les places de jurés, et sont dès lors en mesure de recevoir ou refuser les chefs d'œuvre du fer-blanc. Sur plainte adressée à la prévôté de Paris, une place de juré sur quatre a été réservée au fer-blanc, mais «cela n'empêche l'abus». Les jurés, ignorants de la spécialité qu'ils visitent, «trouvent de la malfaçon où il n'y en eut oncques», et accordent aux merciers des permissions pour faire le métier des pétitionnaires.

Plus lamentable encore est la situation des savetiers, qui gémissent sous la tyrannie des cordonniers. Ils sont de six à sept cents maîtres, plus ceux des faubourgs, «tous chargez ... de femmes et enfans», très pauvres, puisqu'une amende de 12 à 15 livres les force à vendre jusqu'à leur lit[1]), «et n'ont pas quelquefois un morceau de pain pour bailler à leurs enfans, chose qui est pitoi-

honorable comme bled, vins, bois, sallines, laines ou aultrement». Cette idée de la hiérarchie entre marchands et artisans revient fréquemment. *Marchands-apothicaires:* «... que par l'habit bien limité vos subjectz soient distinctz les uns des autres selon leurs vocations, comme le paysan de l'artisant, et l'artisant du marchant du nombre des Six corps». Ils demandent même que, dans les cimetières, l'on rompe les épitaphes indument parées des titres de gardes ou de marchands. — *Drapiers:* «Faire inhibitions et deffences de porter draps de soye à tous ceulx qu'il est prohibé et deffendu par antiennes ordonnances et particullièrement aux artisans .. Lesquelz, il plaira à V. M. distinguer d'avec les marchands et leur deffendre de prendre nom et quallité de marchant comme ilz font ordinairement. à peyne d'amende ... et mesmes aux juges, greffiers, advocatz et autres de ne leur attribuer cette quallité sur les mesmes peynes». «Le cahier de la Ville (Fo 56 vo) reproduit presque exactement, sur ces points, l'anonyme 163: «Deffence à tous artisans de vendre en leurs bouticques autres marchandises que celles qu'ilz auront fabricquées en leurs bouticques et qu'ilz ne soient marquez de leurs marques, à peine de pugnition». Et en marge: «Deffense à tous artisans, gens de mestier et tous autres de se qualifier marchands n'estant comprins dedans les six corps ou s'il ne fait trafficq et marchandise honorable, comme, etc. ...» L'amende est portée à 200 l. p.

1) Pour une paire de souliers où il y aura un peu trop de cuir neuf, et qui pourra bien valoir de 10 à 12 sols.

able...» Or les jurés cordonniers les visitent trois ou quatre fois le jour [1]), et avec la dernière brutalité, ouvrant les coffres, jetant à terre linge et vêtements, renversant les lits, vidant les paillasses, sans respecter même les malades.

F) Merciers et fripiers. — Mais ces conflits particuliers ne sont que jeux à côté du grand conflit fondamental qui existe entre toutes les communautés spécialisées d'une part, et les deux communautés qui font un peu de tout, merciers et fripiers, d'autre part. Ce conflit, on s'en souvient, avait éclaté dès les assemblées préparatoires.

En 1596, un livret avait paru pour démontrer que les merciers étaient affiliés aux Bohémiens et reconnaissaient pour chef le grand Coësre [2]). Bien des gens pensaient ainsi en 1614. Tels les arquebusiers, boursiers, corroyeurs, drapiers, etc., qui fulminent «contre des soy disans marchands merciers, grossiers et quinqualiers de Paris». Le grand reproche qu'on leur adresse, c'est d'être des intermédiaires inutiles et improductifs, frelons de la ruche industrielle [3]). En principe, ils ne devraient vendre que des marchandises achetées à vingt lieues au moins de Paris, et sous ballot cordé. Mais ils ont arraché au roi la permission de vendre «toute sorte de marchandise foraine, en gros ou en destail», et de conserver ces marchandises daus leur bureau, de foire en foire. Bien plus, ils s'arrogent le droit de visiter chez les maîtres, et d'y lever 1 denier t. par livre.

---

1) «Boutique, cave, chambre, grenier ... s'ilz trouvent l'un desd. supplians ou sa femme et enfans malades, ne laissent pourtant de renverser le lit où gisent iceux malades, et osent bien passer outre, dépassant toutte révérance humaine, de chercher jusques soubz la cotte de leurs femmes, qui pourroit esmouvoir tumulte». Les visites font tant de vacarme que les hôtes des savetiers ne veulent plus les loger. Ils consentiraient encore à la visite, si elle était limitée aux «bouticques et aux greniers où travaillent les serviteurs».

2) *La vie généreuse des mercelotz, gueux et Boesmiens, contenant leur façon de vivre, subtilité et gergon ...* (*Var. hist. et litt.*, VIII, p. 147). L'auteur prétendu, Peschon de Ruby, gentilhomme breton, dit s'être sauvé avec «un petit mercier ... Il n'estoit coesme, n'ayant parvenu à ce degré, ains estoit simple blesche ...» Ils couchent dans les fours, volent les poules, etc., traversent la Bretagne et le Poitou, de foire en foire.

3) «Ils ne sont utiles au peuple qu'à faire achapts pour revendre en leurs boutiques plusieurs sortes de menues [?] merceries, façonnées, faites et fabriquées d'œuvre de mains et à peine de corps par les maîtres des mestiers...»

Si encore ils livraient au public de bonnes marchandises! Mais pour ces créations de l'industrie provinciale que les merciers introduisent à Paris, nos communautés parisiennes n'ont pas de termes assez méprisants: ce sont articles de bazar. On ne songe pas sans terreur aux conséquences possibles des malfaçons qui déparent les armes à feu amenées du Forez [1]) par les merciers: «ce qu'ils vendent crève entre les mains, et pourroit escheoir de celles de vostre sacrée Majesté et des princes du sang roial (que Dieu préserve et garde!); et s'en est veu rués par terre roide-morts, leurs mains et bras coupés ...» [2]). La peinture de ces épouvantables désastres a de quoi faire réfléchir les partisans de la liberté mercière.

Non moins grands sont les dangers que les fripiers font courir à la population parisienne. Ceux-là, c'est au nom de la santé publique qu'il faut les frapper. Car ils font, disent les tapissiers, des «besoignes ramassées pleines d'ordures et infectes, qui cause des maladies tres dangereuses et pestilentieuses» [3]). — Au lieu de se borner à «regrater et trafiquer en vieilles hardes», ils s'ingèrent de tout faire, «au préjudice du bien publicq et de toutes les communaultez des marchands, ouvriers et artisans, et desquelz ilz usurpent le nom en fraude, avec la qualité qu'ilz se donnent de grands maistres et jurez bacheliers». Comme les merciers d'ailleurs, ils sont en relations avec des gens plus que suspects, vide-goussets et tirelaines [4]).

1) Les merciers «acheptant arquebuzes, pistoletz et carabines montées, du païs de Forests, dont la plus part des canons ne valent rien, estant rebrazés et pailleux dedans et dehors et non soudés, et les culasses de mesme ...»

2) «Faulte qu'ilz n'ont aucune expérience dud. art pour n'en avoir jamais fait d'apprentissage ny chef d'œvure ... et que lesd. armes frauduleuzes n'ont esté veues, visitées ny esprouvées par les Jurés ...»

3) Voy. mon étude *Le colbertisme avant Colbert et la liberté du travail sous Henri IV* (dans *Revue bourguign.*, t. XIII no 1), et, aux *Pièces*, le procès pendant en 1596 entre certaines communautés de Lyon et les fripiers de cette ville: «Les fripiers couvrent de vieux matelas tirez des maisons pestifferées une toille neufve et les revendent pour neufz ...»

4) «Ilz se sont emparez et appropriez de la place publicque au milieu de la ville, de laquelle ilz devroient plustost estre séquestrez, pour converser avec certaine race de gens qu'on appelle communément tirelaines ...» Il est curieux que, parmi les reproches ici adressés aux fripiers, ne figure pas, comme à Lyon en 1596, celui de descendre des Juifs.

Il est presque impossible aux jurés tapissiers de visiter chez les fripiers. Y parviennent-ils? y opèrent-ils une saisie? Bagatelle! «Nulle correction à la police, nulle animadversion, non pas une seulle réprimande ou un simple blasme, mais au contraire leur sera donnée une main-levée de lad. saisie, ce qui les rend plus insolents, pernicieux et audacieux en leurs entreprises».

G) Police industrielle. — En matière de police industrielle, la Ville approuverait un retour partiel aux idées qu'avait si vaillamment et si vainement défendues sous Henri IV Barthélemy de Laffemas [1]), et qui inspiraient déjà l'ordonnance de police de 1577. Elle demande la constitution de quatre bureaux, qui se réuniraient deux fois par semaine à l'Hôtel de Ville pour recevoir les plaintes, juger les contraventions, visiter [2]). La différence entre ces bureaux et ceux de Laffemas, c'est qu'au lieu de se recruter, du moins pour partie, dans la classe industrielle elle-même, ils se composeront de quatre bourgeois notables, élus à raison d'un par quartier. Ces seize arbitres se réuniront tous les six mois avec les officiers du châtelet et la municipalité, afin de dresser une liste du prix des vivres, qui sera imprimée, et affichée aux portes des églises et auditoires et aux carrefours.

Il va de soi que les communautés ne disent rien qui puisse passer pour une adhésion à ce plan de socialisme municipal. Elles se bornent, en général, à traiter des rapports entre maîtres et compagnons, rapports qui semblent avoir été singulièrement tendus.

La rupture fréquente du contrat de travail préoccupe vivement l'anonyme auteur d'une «Police qui serait très utile et nécessaire pour empescher plusieurs grands maulx, abus et désordres qui se commettent journellement . . .» [3]). Cette police serait dirigée «contre les serviteurs et servantes qui ne veulent rien faire ni endurer de leurs maistres et maistresses et qui, voyans leurs maistres et maistresses au plus fort de leurs affaires, les quittent et s'en vont ailleurs, contre autres serviteurs et servantes qui se desbauchent d'eulx mesmes ou, se laissant suborner et desbaucher s'en vont;

1) Voy. *Le système social de Barthélemy de Laffemas (Rev. bourg.* t. XII no 1).

2) Fo 51 vo et 52 vo du cahier.

3) K. 675 no 205.

contre ceulx qui les subornent et desbauchent et qui les pourvoient d'autres maistres ...»

Au dire des maîtres, il devient de plus en plus difficile de se procurer des ouvriers: la main-d'œuvre fait défaut. Les drapiers en accusent le développement de la domesticité dans les maisons nobles, et les avantages attachés à la situation de laquais, plus séduisante que celle de compagnon de métier [1]).

Comment concilier cette affirmation avec celles des anonymes qui prétendent que le travail est rare dans les villes? Celui-ci [2]) en rend responsable l'extension prise par les petites industries rurales, «manufuctures de bas d'estame, rubans, passement, tant de soye, de laine que de fil» [3]). Cet autre rejette la faute sur les couvents [4]), dont l'excessive multiplication, sous couleur de charité, entraîne des conséquences économiques déplorables. Il demande qu'on n'autorise aucune congrégation nouvelle, et que l'on réduise le nombre des établissements des congrégations existantes. Or ce vœu n'est pas spécial à notre homme, il se retrouve dans un très grand nombre de cahiers.

Y a-t-il. en fin de compte plus de bras que d'ouvrage, ou trop

---

1) *Drapiers:* «Quant aux laquais, la jeunesse des villages y est toute employée pour suyvre les gentilzhommes; mais avec sy grand nombre et telle incommodité du public qu'il n'y a plus personne qui veuille apprendre mestier ny marchandise, et l'oysivetté perd toute la jeunesse»

2) *Mémoire ou petit advis* ... K. 675 no 99.

3) Il faut les «oster des bourgs et villages de la campagne, particullierement des mains des hommes, lesquelz au lieu de travailler à labourer la terre et faire d'autres œuvres viriles, s'amusent à filler ou tricotter au soleil, pendant que les pauvres laboureurs, leurs femmes et enfans suent et travaillent avec beaucoup de peine ... Telles ouvrages se doibvent rejetter es villes et faulxbourgs, remplis de personnes qui ne sont robustes pour travailler à la terre».

4) K. 675 no 165: «Et d'aultant que la pauvrete est extrêmement grande entre les pauvres ouvriers et artizans honteux de la ville de Paris, qui preignent grand peine à guengner leur vie et de leur famille; et que d'autre costé lad. ville est extrêmement chargée de tant de sorte de nouvelles ordres mandiantes, sous le prétexte de réformation (ausquels on donne pris), qui diminuent la charité d'ailleurs: plaise à S. M. ordonner qu'il ne sera plus receu aucun ordre de nouvelle religion sous quelque prétexte que ce soit, que chacun ordre n'aura plus qu'un couvent en ceste ville et fauxbourgs ... et qu'il sera fait description en chacune paroisse tous les mois des pauvres ouvriers honteus pour leur estre pourveu en leurs necessités par ceux qui y seront commis en chacune paroisse ...»

d'ouvrage pour trop peu de bras? Voilà qui n'embarrasse guère les maîtres épiciers — apothicaires. Pour être sûrs de ne pas payer trop cher la main d'œuvre ils imaginent de soumettre leur personnel au travail forcé, de condamner non seulement la grève, mais le chômage individuel.

Le conflit entre le capital et le travail est-il donc particulièrement aigu dans l'art d'apothicairerie? Hélas! oui. En outre du cahier des maîtres, notre dossier contient un cahier des compagnons apothicaires. Le fait est important; je le crois unique. Je ne sache pas qu'il y ait, dans toute l'histoire des anciens Etats généraux, un autre exemple d'une communauté de compagnons présentant un cahier en dehors et à l'encontre des maîtres du même métier. Nous n'analyserons point ces doléances, qui ont été publiées intégralement par M. G. PICOT [1]). Nous nous bornerons à rappeler qu'elles dénoncent l'oligarchie patronale qui, par la hausse des frais de chef d'œuvre, les banquets, les cadeaux, exclut les pauvres de l'accès à la maîtrise, ruine d'avance les futurs maîtres, et reçoit des incapables: «de sorte que le meilleur maistre appoticaire et le plus habile homme est celuy qui fait faire la plus grande chère ... Et garde après le qui pro quo!» [2])

Qu'il y ait du vrai dans ces plaintes, la preuve en est que la Ville en prend une partie à son compte. Elle renouvelle contre les banquets [3]) ces interdictions qui reparaissaient périodiquement — et toujours avec le même succès — dans tous les édits. Elle défend aussi «à tous maistres et gardes des marchandises, jurés des corps, communaultez et mestiers, de prendre ny exiger aux réceptions et pour les lettres de maistrise autre droit que celuy qui leur est attribué par les statuz et ordonnances, à peyne de concussion» [4]).

1) *Notices et doc. p. p. la Soc. de l'Hist. de Fr.* 1884, p 372.

2) Le cahier des maîtres ne contient aucune allusion directe à celui des compagnons, sur le compte desquels il s'exprime avec aigreur.

3) «Que deffenses seront faictes à tous marchans et artisans de faire aulcuns bancquetz pour leurs receptions ou pour leurs confrairies à peyne de cent livres p. d'amande».

4) Quelques autres points de police industrielle sont traités dans des feuilles anonymes. K. 675 no 187: que le vendredi saint et Pâques soient fêtes chômés. PAUL DE GONDIEN avait ainsi décidé; mais, malgré un arrêt conforme du Parlement, cela ne dura guère: «Plusieurs merciers, ouvriers et

C'est surtout, naturellement, sur le terrain du salaire que le conflit éclate entre maîtres et compagnons. Le Mémoire ou petit advis... demande qu'on essaie «à remettre le labour en la campagne et trafficq des villes, et pour ce rechercher les ordonnances et advis donnez depuis peu pour les sallaires des serviteurs, servantes, artisans, ouvriers et manœuvres à journées[1]), lesquels, tirannizent et forcent le monde pour les grands sallaires qu'ilz demandent». De même un autre anonyme[2]), veut «pourveoir au règlement des gaiges desd. serviteurs et servantes, d'aultant qu'ilz veulent avoir gros gages et sy ne veulent guères faire»[3]).

H) Questions commerciales. Mercantilisme. — «Messieurs des Six Corps» qui semblent avoir pris une part si active à l'élaboration des cahiers, attachent une haute importance aux questions purement commerciales. Ils exaltent volontiers le rôle de «la marchandise». Les drapiers y consacrent un chapitre entier de leurs doléances: «Pour amener au pays le pain de loing, elle va aux royaumes estrangers, et par son soing et diligence elle faiet que la France jouyt de ce que portent les nations estrangères». Et ce rôle indispensable, qui s'en acquitte mieux que les drapiers eux mêmes?[4]).

---

gens de mestier vendent et travaillent dès le matin et tout au long du jour, au grand mespris de l'honneur de Dieu ...», de même pour la saint Louis. «Que deffences soient faictes à touttes personnes, sur peine de punition corporelle, de travailler, négocier, voiturer ne charier aucunes choses les dimanches et festes solempnelles». — 179: les accidents de travail donnent, mais seulement à ceux qui sont pourvus d'un certificat, le droit de mendier: «... Contre les autres [coureurs] qui se disent massons, charpentiers, couvreurs, ou aydes de tels mestiers, tombez et estropiez en travaillant, qui ne monstrent aucunes attestations ...»

1) Allusion au Règlement de 1601 sur les gages des gens des champs (Voy. *Ouvriers du temps passé*, p. 102). — K. 675 no 99.

2) No. 179.

3) Et «pourveoir aussy au reiglement de leurs habitz parce qu'ilz veulent estre plus braves que les maistres et maistresses».

4) «Car la drapperie de Paris a porté sy loing son honneur aux peuples estrangers que le Turc qui estoit lors a souvent escript au roy Henry second qu'il luy envoyât des escarlattes de Paris. Et noz histoires rapportent que, quant il falust rachepter d'Amurat Jehan de Bourgougne qu'il avoit pris en guerre, on luy envoya force escarlattes rouges et viollettes quy venoient de Paris». — Sur ces relations. voy. Fagniez, *op. c.*, et Masson, *le Commerce français dans le Levant au XVIIe s.*

Au regard du commerce intérieur, ou se borne en général à souhaiter le maintien et le perfectionnement de l'œuvre de Henri IV. C'est tout au plus si nous pouvons signaler un vœu anonyme en faveur de la suppression des foires de St. Germain, dont l'utilité économique a cessé d'être évidente. «Telle chose, dit judicieusement notre inconnu, peut estre utille en une saison quy ne l'est pas en aultre [1]).» Les foires ont rempli, en leur temps, une fonction de distribution. Mais elles ne sont plus qu'un stratagème pour éviter la visitation [2]), quand les marchands de Paris ne s'en servent pas pour écouler ce que nous appellerions leurs «rossignols» [3]).

Cette protestation isolée se rattache déjà, somme toute, à la grosse question, celle qui était agitée dans tous les cahiers des Etats depuis le XVe siècle. La ville s'est posé à elle-même cette question. Elle a pris a son compte la solution qui, sous l'influence de Laffemas, avait triomphé à l'assemblée de Rouen de 1597, et qui est déjà, bien avant Colbert, presque tout le colbertisme: prohibition de l'entrée des produits manufacturés étrangers, de la sortie des matières premières nationales; libre sortie de nos produits, libre entrée des matières étrangères. Ce vote des notables avait d'ailleurs été, grâce aux soins de Laffemas, corroboré par une consultation des communautés parisiennes en 1598. Mais on sait que le vœu mercantiliste s'était brisé contre les résistances lyonnaises [4]).

Ce vœu, la Ville va la représenter, en son propre nom, aux Etats [5]). On remarquera cependant le forme quelque peu dubitative qu'elle lui donne. Elle décide «qu'il sera proposé aux

1) K. 675 n° 162. Les foires ont été «autrefois establies pour les marchands merciers de la ville, pour y porter, débiter et vendre babiolles pour les enfans, et pour y faire trafficq et commerce de grosses thoiles escrues et draps blancs escrus pour les forains qui y vendoient en gros balotz et sous cordes que les marchans de Paris acheptoient, faisoient blanchir en telle sorte et taindre que la bonté estoit conservée tant en la manufacture que blanchissages et taincturess».

2) «Les marchans forains et estrangers font amener, conduire, vendre et débiter de toutes sortes de marchandises ausd. foires . . . où les ecclésiastiques, nobles, bourgeois et marchans sont grandement trompés».

3) «De fait quand les marchands de Paris ont quelque mauvaise pièce en magasin, ils la font vendre à la foire par un affidé, on même il loue une loge où il met ses serviteurs et servantes», déguisés en provinciaux ou étrangers.

4) Voy. l'étude déjà citée *Le Colbertisme avant Colbert.*

5) F° 57.

Estats sy, pour le bien de la France, il sera expédient de deffendre l'entrée et usage de touttes sortes de manufactures estrangères, soit de soye, layne, fil ou autre ouvrage, comme aussy qu'il ne soit transporté hors du royaulme aulcunes estoffes[1]), matières pour manufactures, soit layne, fil, chauvre, drappeaulx et autres semblables . . .»[2]) Il est clair, d'ailleurs, que la Ville souhaite la promulgation de telles défenses puisqu'elle prévoit déjà pour les contrevenants la peine de la confiscation plus une lourde amende de 1200 livres.

Les communautés, elles, sont franchement ralliées à la théorie mercantile. Citons deux cahiers seulement.

Les drapiers constatent l'encombrement du marché national par des draps de Flandre, d'Angleterre, d'Espagne. Or «la France a ce bien de nature qu'elle se passe fort aysément de ses voisins, et ses voisins ne se peuvent passer d'elle». Vont-ils en conclure qu'elle n'a pas à redouter la concurrence étrangère? Tout au rebours. «C'est surtout un abus que l'on importe des draps teints et apprêtés, qui est oster le pain des pauvres ouvriers qui sont en ce royaume.» Qu'on interdise l'entrée des draps, et les étrangers seront naturellement conduits à nous amener leurs laines. Enfin, si le roi croyait devoir permettre la vente de quelques produits étrangers, que ce soit à une seule condition: l'obligation pour le vendeur de se fournir de la contrepartie en marchandises françaises afin que l'or ne sorte pas du royaume et que la balance du commerce reste en équilibre.

Inversement les tireurs d'or réclament la libre entrée de leur matière première, parce que «l'or et l'argent fin duquel ils travaillent ne se prend point en France, ains vient de l'Espaigne sans estre fabriqué, mais seullement argent cassé et or rompu, au lieu et en eschange duquel les Espagnolz remportent une grande quantité de denrées où les pauvres artisans de la France gaignent leurs vies.»

1) Dans le sens de l'allemand Rohstoff.

2) «Et qu'à ceste fin deffences soient faictes de ne plus apporter ny faire entrer en ced. royaulme aulcunes marchandises manufacturées soit de layne, fil ou soye, mesmes des dentelles, ny passements, à peyne de confiscation et de douze cens livres parisis d'amende ny d'en vendre un an après la publication des deffences, avec pareilles deffences à tous officiers et autres hommes de porter dentelles, passements ny empois, et à touttes damoiselles, suyvantes et servantes d'en porter pareillement, à peyne de deux cens livres p. d'amende . . .»

Si le mercantilisme est plus ou moins explicitement professé par presque toutes les communautés, cette doctrine n'a pas que des partisans dans la population parisienne [1]. Les consommateurs, et qui réfléchissent, réclament en faveur de la liberté du commerce intérieur [2] ou même extérieur [3]. Un de nos anonymes ne craint pas d'écrire «que tous marchands, de quelque qualité qu'ils soient, pourront faire venir de pays estrangers telles sortes de marchandises que bon leur semblera.» Il veut encore qu'ils puissent les «faire amener de Paris et par toutes les autres villes de la France pour y estre vendues de gré à gré par ceulx à qui elles appartiendront à ceulx qui les vouldront achepter sans estre assubjetys à les faire porter ès bureaux publicqs pour y estre vendues...» Plus de bureau des merciers à Paris, plus de douane de Lyon, de Vienne ou d'ailleurs.

Si Colbert aurait protesté contre la liberté des importations, comme il aurait approuvé, en revanche, ce que notre anonyme dit des douanes intérieures! «Que toutes marchandises subjectes à impositions ou autres droits qui se doibvent payer à l'entrée des villes de ce Royaulme où lesd. impositions sont establies y seront payées par ceulx qui feront venir lesd. marchandises, et lesd. droictz receus par les recepveurs ou fermiers à ce commis et ordonnez, sans que par après, estant lesd. marchandises trouvées en aulcunes villes dans le cœur dud. Royaulme, ceulx à qui elles appartiendront puissent estre troublez ou empeschez pour le payement desd. droictz...»

Par ce report aux frontières des lignes de douane, on atteindra un résultat éminemment souhaitable: l'égalité de tous devant l'impôt douanier. Avec une rare élévation dans les idées, notre homme demande «que... toutes impositions qui se levent sur outes sortes de marchandises entrant dans le royaulme soient esgalles et que l'une ville ne paye non plus que l'autre» [4]. Combien de temps

1) Pourtant le Tiers prend la théorie mercantile à son compte (Picot, V, 73).

2) K. 675 no 217.

4) N° 182.

5) Dans certaines villes les marchandises reviennent à 3, 4, 10% de plus qu'en d'autres. A la Rochelle, les épiceries et drogueries ne paient que cinq écus le quintal et les grosses denrées rien; ailleurs les épiceries paient 10 écus, et les grosses denrées sont taxées *ad valorem*, Les Rochelois peuvent donc

faudra-t-il avant que les vœux de ce bon citoyen reçoivent satisfaction?

Conclusion.

Il est malaisé de donner à une étude de ce genre une conclusion. Pour conclure, il faudrait avoir sous les yeux l'ensemble des documents parisiens dont j'ai donné des extraits, et les documents provinciaux relatifs à cette même convocation. Lorsque ces pièces auront été publiées par M. G. Picot, peut-être deviendra-t-il possible de répondre à cette question: quelles étaient, en 1614, les idées de la bourgeoisie française sur l'organisation du travail? Quelles, sur le régime commercial?

Il sera nécessaire, alors, de rechercher dans les procès verbaux des séances des Etats eux-mêmes les traces de ce travail préparatoire et de voir dans quelle mesure la législation postérieure a tenu compte des vœux de la bourgeoisie. Le Tiers n'a d'ailleurs pas été seul à exprimer des vues sur le système économique: les cahiers du clergé et de la noblesse devraient aussi être examinés à cet égard.

Provisoirement, nous ne pouvons guère dire que ceci: A considérer l'ensemble du Tiers parisien, il ne semble pas qu'il y ait dans la bourgeoisie proprement dite (corps municipal, petits propriétaires urbains, robe), en faveur de la règlementation industrielle et de la prohibition douanière, cette unanimité à laquelle nous serions disposés à nous attendre. La réalité est plus complexe que notre vue systématique du passé. Au nom des intérêts du consommateur, au nom même des droits du travail, quelques voix réclament un peu plus de liberté. Mais ces idées sont alors si neuves, si peu en accord avec toute l'organisation sociale, que ces voix restent isolées, et se font timides.

envoyer leurs denrées par toute la France à 5% moins cher que leurs concurrents. De même sur les aluns, ils ont un bénéfice de 10%. Ce même auteur proteste, comme Laffemas, contre le développement du commerce de l'argent: «La plus grande partie des bons marchands, au lieu de negotier comme ils faisoient par le passé, ne font à présent aucun exercice que de faire courir leur argent sur la place, à la ruyne totale de ceulx qui le prennent». — On retrouve dans le cahier du Tiers (Picot, V, 53—55, des voeux contre les traites foraines entre provinces, et déjà l'idée d'une Union douanière.

Au contraire, le bataillon serré des Six corps, flanqué des principales communautés marchandes ou industrielles, se lève pour défendre le régime corporatif et pour proclamer les principes du mercantilisme. C'est dans leurs cahiers que Colbert ira puiser les éléments de son régime. Il aura, disons le tout de suite, plus d'impartialité, une entente plus nette des intérêts généraux de la nation que les honorables marchands drapiers ou les marchands épiciers-apothicaires. Mais, au fond, le programme de cette haute classe marchande sera son programme. Ce n'est pas dans une conception théorique, ce n'est pas dans une intuition de génie qu'il faut chercher les origines de l'économie colbertiste: le grand ministre n'a fait que condenser en formules législatives ou réglementaires les aspirations des gardes et jurés des communautés, et de leurs mandants, telles que ces aspirations s'etaient exprimées dans toutes les occasions où la bourgeoisie avait été consultée au cours du XVI[e] siècle, telles qu'elles s'exprimaient notamment en 1614.

En 1614 ces aspirations vont à l'encontre des intérêts du consommateur, qui voudrait des produits plus variés et moins coûteux; de l'ouvrier, qui réclame des salaires plus élevés et de plus grandes facilités pour accéder à la maîtrise; des petits artisans qui ont besoin, pour vivre, d'échapper à la tutelle jalouse, et parfois féroce, de leurs puissants voisins; des communautés plus hardies qui, brisant les vieux cadres, veulent introduire plus de souplesse, plus de variété dans l'organisation du commerce national et international.

Les voeux des communautés conservatrices, des Six corps et de leurs alliées, trahissent l'ardent désir de conserver les positions acquises, d'écarter les concurrences gênantes, de se constituer plus que jamais en oligarchie soigneusement close, de maintenir une stricte hiérarchie sociale, d'assurer la dépendance du travail à l'égard du capital. Et contre la tyrannie des employeurs s'élève, dans un cahier sans doute unique en son genre, la réclamation naïve et touchante des salariés.

Die Entwicklung des Zeugdrucks im Abendland seit dem XVII. Jahrhundert.

Von

Tr. Geering (Basel).

Im Laufe dieses Winters sind ganz unabhängig voneinander zwei hervorragende literarische Werke über die Entwicklung des Zeugdrucks in Europa erschienen: zuerst die von langer Hand her vorbereitete „Histoire documentaire de l'industrie de Mulhouse au XIXème siècle", (Paris, Berger-Levrault, 1902), ein vornehm ausgestatteter Prachtband von 1100 Seiten grofs 4°, und unmittelbar darauf der II. Teil der im Jahre 1899 begonnenen Glarner Industriegeschichte des Druckfabrikanten Adolf Jenny-Trümpy in Ennenda (Handel und Industrie des Kantons Glarus, und in Parallele dazu: Skizze der allgemeinen Geschichte der Textilindustrien mit besonderer Berücksichtigung der schweizerischen Zeugdruckerei. Glarus, Bäschlin, 1902. 126 und 710 Seiten 8°).

Mit diesen beiden historisch und technologisch gleich wertvollen Publikationen historischer Laien ist das ganze Gebiet des Zeugdrucks in Europa, man darf wohl sagen, endgültig aufgehellt, und die Forschung darüber vorläufig so gut wie abgeschlossen. Wer mehr bringen wollte, der müfste sehr tief graben und würde doch kaum mehr etwas wesentliches Neues zu Tage fördern.

Das Mülhauser Werk, als Enquête centennale von der rühmlichst bekannten Société Industrielle de Mulhouse veranstaltet, präsentiert sich nach Form und Inhalt der grofsen Vergangenheit dieser Gesellschaft würdig. In 18 Kapiteln wird vorweg die städtische Entwicklung Mülhausens seit dem Anschlufs an Frankreich (1798—1870) beleuchtet. Daran schliefst sich die Geschichte der einzelnen Industrien, jede gefolgt von einer wohl-

geordneten Übersicht ihrer sämtlichen Betriebe. Trotz ihrer scheinbar spröden Form enthalten diese Firmenregister in kürzester und übersichtlichster Gestalt eine Fülle der wertvollsten industrie- und familiengeschichtlichen Daten. Zusammen mit dem unter der Leitung des Herrn AUGUST THIERRY-MIEG sorgfältig redigierten Texte gewähren sie einen unschätzbaren Einblick in das Werden und Wachsen der Mülhauser Industrie. Besonders prägnant treten die grofsen Familienbetriebe Baumgartner, Blech, Dollfus, Heylmann, Koechlin, Schlumberger, Thierry-Mieg hervor. Sie werden von ihrem ersten Anbeginn bis zum heutigen Tage verfolgt und ihre Bedeutung wird einem menschlich und sachlich nahe gebracht durch die 138 Porträts ihrer hervorragendsten Vertreter und zahlreiche Abbildungen der wichtigsten Betriebe und ihrer Einrichtungen. Alle möglichen wirtschafts- und familiengeschichtlichen Nachforschungen werden aufserordentlich erleichtert durch das ausführliche alphabetische Firmenregister auf S. 966—1001.

Das Glarner Buch tritt zwar äufserlich in viel bescheidenerer Gestalt auf. Aber es dringt tief und erschöpfend in den innersten Kern der Dinge ein. Keinem noch so schwierigen und dunkeln Punkte wird da ausgewichen, sondern den Zusammenhängen sowohl in technologischer Hinsicht als ihrem historischen Kausalnexus nach bis zum letzten Grunde nachgegangen. ADOLF JENNY verbindet die vollendete technische Sachkenntnis des gewiegten Fachmanns mit einer seltenen historischen Gründlichkeit, einem nimmer ermüdenden, echten Forschersinn. Aus dieser Verbindung streng kritischen, geschichtlichen Studiums mit geschäftlicher und technologischer Sicherheit ergeben sich ihm eine Fülle neuer Zusammenhänge und Schlaglichter, die der Historiker vom Fach, auch der Wirtschaftshistoriker, kaum je mit solcher Bestimmtheit entdecken würde; und indem er auch den letzten Unklarheiten nachspürt, gewinnt er zugleich für die Feststellung der grofsen Zusammenhänge eine viel sichrere Unterlage. Vieles ist durchaus neue und selbständige Pionierarbeit. Durch Mitteilungen niederländischer Historiker ist JENNY zu einer ganz neuen und scharfen Beleuchtung des Ursprungs des modernen europäischen Zeugdrucks gelangt. Durch teilweise neue Dokumente aus Paris ist es ihm gelungen, den Ursprung der Druckindustrie in Frankreich in wesentlichen Punkten aufzuklären. Auch die Zollverhältnisse des XVIII.

Jahrhunderts zwischen Frankreich einerseits, Mülhausen und der Schweiz andrerseits werden sehr anschaulich geschildert. Aus schweizerischen Archiven und Privatkorrespondenzen wird eine Fülle neuer Daten beigebracht, die es dem Verfasser ermöglicht, ein vollständiges Bild des gesamten schweizerischen Zeugdrucks zu entwerfen. Vor allem aber kann sich der kleine Kanton Glarus zu dieser vorzüglichen und erschöpfenden Darstellung seiner überaus regen und erfolgreichen industriellen Entwicklung bis zur Gegenwart Glück wünschen. Das verdienstliche Werk reiht sich ziemlich ebenbürtig an die allbekannte St. Galler Industriegeschichte von Dr. H. Wartmann an. Ein gewaltiges Material, natürlich auch hier vielfach lokal- und familiengeschichtlicher Natur, ist da mit unendlichem Fleifse zusammengetragen und aufs eindringlichste verarbeitet. Wenn im Interesse seiner Nutzbarmachung und Verbreitung ein Wunsch gestattet ist, so wäre es der, dafs dem ausführlichen, sorgfältig gearbeiteten und wirklich sehr praktisch und übersichtlich eingerichteten Inhaltsverzeichnis doch auch noch ein alphabetisches Personen-, Orts- und Sachregister beigefügt würde.

Im folgenden soll nun versucht werden, von dem wesentlichsten Inhalt der beiden Werke ein einheitliches Bild zu geben. In beiden Fällen deckt sich derselbe in der Hauptsache mit der Geschichte des Zeugdrucks seit 1740 und derjenigen verwandten Industriezweige, welche sich hier wie dort um denselben krystallisiert haben. Doch erweitert sich die Darstellung in beiden Werken zu einer weitausholenden, allgemein orientierenden Geschichte der Baumwoll- und der Farbindustrie, zum Teil auch der Maschinenindustrie und überhaupt der wirtschaftlichen Entwicklung, und zwar wird das Mülhauser Werk in einigen nicht unwesentlichen Punkten durch die mit äufserster Akribie durchgeführten Zusammenhangsnachweise des Herrn Jenny bereits wieder überholt und, teilweise noch ohne die Absicht des Verfassers, der von dem Mülhauser Werke erst bei weit vorgeschrittenem Drucke Einsicht erhielt, in nicht unwesentlichen Punkten berichtigt.

Das Bemalen oder Bedrucken von Baumwollgeweben à la Siamois war in Indien und Ostasien schon seit Jahrhunderten in Übung gewesen, als die ostindischen Kompanien im Anfang des XVII. Jahrhunderts begannen, derartige Produkte nach Europa zu bringen. Aber geraume Zeit, wohl 70 Jahre, sind darüber hin-

gegangen, bis man auch in Europa selbst anfing, die Technik nachzuahmen. Es geschah dies ungefähr gleichzeitig in Amsterdam, in Frankreich, in England, in Augsburg und in Genf. Zuerst in Amsterdam: Die erste in Europa nachweisbare Kattundruckerei nach indischer Art in Indigo und Krapp gründete im Jahre 1678 der Kaufmann Jakob ter Gouw in Amsterdam, und es ging dann, wie später in Neuchâtel, Bern, Lenzburg und Mülhausen: andere folgten dem Beispiel rasch nach, sodafs schon um 1700 in und bei Amsterdam eine ganze Reihe von Zeugdruckereien bestanden. Die primitive, schneckenartig langsame, indische Handdruckmanier wurde gleich von Anfang an überholt durch Zuhülfenahme der bisherigen Erfahrungen mit dem althergebrachten europäischen Ölfarbendruck auf Leinwand. Auch trug zur Förderung bei die Anwendung von Holzformen und von gestochenen Kupferplatten, um deren Herstellung und Handhabung der bekannte Kupferstecher Romeyn de Hooghe in Amsterdam um 1685 sich grofse Verdienste erwarb.

Die englische Tradition, wonach schon 1676 die Indiennedruckerei in England bestanden haben soll, können wir hier übergehen; dagegen ist es Tatsache, dafs im Jahre 1690 in Richmond eine erste englische „Kattundruckerei in soliden Farben" bestanden hat und dafs der englische Zeugdruck schon im Anfang des XVIII. Jahrhunderts zu lebhafter Blüte gelangt ist. Obgleich diese englischen Anfänge von 1720 bis 1774 durch obrigkeitliche Beschränkungsmafsregeln unterbunden wurden, indem bis 1774 nur ganz- oder halbleinene, dagegen keine reinbaumwollenen Stoffe bedruckt werden durften, haben die englischen Drucker dennoch, aus der Not eine Tugend machend, sowohl durch besonders schöne Kupferplattendrucke, sogenannte Plancheplattenmaschinen (so genannt im Gegensatz zu den spätern Walzendruckmaschinen), als durch Erfindung des sogenannten Englischblau, später des Fayenceblau, sowie durch frühzeitige Paralysierung der ohnehin in England weniger akuten Winterkälte in ihrer Betriebstechnik bedeutende Vorzüge vor dem kontinentalen Zeugdruck errungen. Zu gröfserer Ausdehnung ist aber die englische Druckerei erst in der zweiten Hälfte des XVIII. Jahrhunderts und vor allem dann seit Ende des Jahrhunderts durch die Erfindung des Rouleaudrucks gelangt.

Ihren ersten Ableger sandte die holländische Kattundruckerei

nach Frankreich. Und zwar waren es in Frankreich ausschliefslich Hugenotten, die sich der neuen Technik bemächtigten. Es waren die letzten Jahre vor der Aufhebung des Edikts von Nantes. So kam es, dafs die Kattundruckerei hier von Anfang an auf den doppelten Widerstand des religiösen Hasses gegen seine Repräsentanten und des zünftig konservativen Neides der dadurch konkurrenzierten Woll- und Leinenindustrie stiefs, wie denn in Frankreich und anderwärts die Baumwolle überhaupt, gleichwie vordem der Indigo und heute mancherorts das Saccharin und die Margarine als dem Gemeinwohl schädlich gebrandmarkt und möglichst lange hintangehalten wurde. Es ist ein besonderes Verdienst des JENNYschen Buches, zum erstenmal den schlüssigen Beweis dafür erbracht zu haben, dafs die Zeugdruckerei zur Zeit der Aufhebung des Edikts von Nantes im Jahre 1685 in Frankreich, wenn auch noch nicht lange, doch bereits vorhanden war und offenbar in Händen der Hugenotten in grofser Blüte gestanden hat.

Durch königlichen Erlafs vom 16. Oktober 1686 ist diese schöne junge Industrie in ihrer ersten Blüte geknickt und aus dem französischen Staatsgebiete tatsächlich ausgerottet worden und zwar auf 73 Jahre hinaus bis 1759 so gründlich, dafs sich auch nicht einmal mehr im Lande selbst die Erinnerung daran erhalten hat. Es ist das übrigens nur ein Einzelfall aus der langen Reihe selbstmörderischer Regierungsmafsnahmen des französischen Königtums zur Zeit der Gegenreformation und des Absolutismus.

Diese 73 Jahre der Grabesstille in Frankreich, von 1686 bis 1759, wurden nun um so mehr für Holland und die Schweiz zu einer Periode schönsten Gedeihens der in Frankreich geächteten Baumwolldruckerei. Daneben fafste dieselbe auch in Deutschland Fufs. Noch in den 1680er Jahren hat Jeremias Neuhofer in Augsburg den alten Ölfarbendruck zuerst durch „Wasserfarben nach Schweizer Art“ und dann durch den in Holland und England bereits eingeführten Krapp- und Indigodruck ersetzt. Die neue Industrie gedieh und fand ihre Nachahmer. Seine Weltstellung aber erlangte der Zeugdruck von Augsburg, die sogenannte „Augsburger Zitze“, erst durch Joh. Heinr. Schüle (1720—1805; siehe unten).

Die bevorzugtesten Heimstätten fand der Zeugdruck inzwischen in der Schweiz. Und zwar ist er dahin gleichzeitig aus seinen beiden europäischen Ursprungsländern, Frankreich und Holland,

gelangt. Naturgemäfs weit überwiegend, wenn auch nicht immer in erster Linie, aus Frankreich. Zunächst war es der mächtige Refugiantenstrom von 1685 ff., der die neue Industrie nach der Westschweiz, zuerst nach Genf, in der Folge nach Zürich, Bern, Neuenburg, Basel und Lenzburg, und im weitern Verlaufe des XVIII. Jahrhunderts auch nach Glarus und den andern Hauptorten der Ostschweiz gebracht hat.

Den Besitz der frühesten schweizerischen Indiennefabrik machen sich Genf und Neuenburg streitig. JENNY entscheidet diesen Streit im Gegensatz zu dem Mülhauser Werk, zu gunsten von Genf. Er betrachtet als die älteste, streng nachweisbare Indiennefabrik der Schweiz den grofsen Druckereibetrieb der Familie Fazy. Der Begründer desselben ist Daniel Vasserot aus Gueyras bei Briançon, welcher, infolge der Aufhebung des Edikts von Nantes glaubensflüchtig, im Jahre 1698 in der Genfer Vorstadt Eaux-vives seine Indiennedruckerei begründete. Sein Neffe, Antoine Fazy, gleichfalls aus der Gegend von Briançon glaubensflüchtig, erlernt in Holland die neue Industrie, tritt unterm 15. Oktober 1701 als Associé in das Geschäft des Oheims und gründet 1706 mit seinen Vettern Vasserot in Eaux-vives eine zweite Fabrik, Antoine Fazy & Cie, welche 1719 nach Paquis verlegt wird.

Anbei mag erwähnt werden, dafs dieser Antoine Fazy durch seine Gattin ein Oheim von Jean Jacques Rousseau war. Rousseau hat als Knabe anfangs der 1720er Jahre den Sonntag oft bei den kleinen Vettern Fazy in Paquis zugebracht. Einmal machten sie sich in der Fabrik an einem Kalander zu schaffen, wobei die Metallwalze dem jungen Rousseau 2 Fingerspitzen total zerquetschte und die Nägel ausrifs. Der Attentäter, der junge Fazy, bat ihn nichts zu sagen, und Rousseau gab den Eltern an, der Unfall sei ihm beim Heben eines schweren Steins passiert. Erst 20 Jahre später erzählte er die Sache wahrheitsgemäfs und legte sie auch in den „Rêveries du promeneur solitaire" nieder. Für die Technologie ist dadurch erwiesen, dafs bei den damaligen Kalandriermaschinen eine Metallwalze, — ein „rouleau de fonte" — zwischen zwei polierten Hartholzwalzen sich bewegte.

Antoine Fazy sandte auch seinen Sohn wiederum nach Holland zur Vervollkommnung in der Indiennefabrikation. Dieser junge Fazy gründete dann 1728 die Fabrik des Bergues auf dem rechten

Rhoneufer, welche nach seinem Tode in der Hand seines Bruders wieder mit der Fabrik in Paquis vereinigt wurde und so fortbestand bis nach 100 Jahren anno 1830 das Hotel und das Quartier des Bergues erbaut wurde. Diese Fabrik des Bergues ist zur Bildungsstätte für eine ganze Reihe der berühmtesten Druckindustriellen, Koechlin, Dollfus, Oberkampf, Gros in Wefserling geworden. Andrerseits haben in der Folge Nachkommen jener ersten Schweizer Fazy in ihrer ursprünglichen Heimat, in Lyon, Annecy und Vizille ähnliche Betriebe errichtet.

Und auch die ersten Anfänge des Zeugdrucks von Glarus, von Berlin und von Konstanz sind nur mit Hülfe erster Genfer Kräfte zustande gekommen. — In Genf selbst wurden gleichfalls eine Reihe weiterer Betriebe begründet (Petit, Senn etc.).

Das ganze XVIII. Jahrhundert hindurch erfreute sich die Genfer Druckindustrie hoher Blüte. Zeitweise soll sie bis zu 3000 Arbeitern beschäftigt haben. Wenn man mit Ad. Jenny auch nur die Hälfte davon annehmen will, so kommt man doch für den Ausgang des XVIII. Jahrhunderts auf 500—600 Drucktische. Die Zeit unmittelbar vor der französischen Revolution war nicht nur für Genf, sondern auch für die meisten andern älteren Druckorte, d. h. für alle Schweizer Hauptplätze aufser Glarus und Mülhausen, welche im XIX. Jahrhundert noch weit höher gediehen sind, die Zeit ihrer höchsten Blüte. Die Revolutionskriege und die Napoleonische Zeit brachten dem Zeugdruck in Genf und anderwärts schwere Einbufsen, von denen sich die meisten, so auch Basel, nicht mehr erholten. Fürs XIX. Jahrhundert wurde für die Lebensfähigkeit, wenigstens des Indienne- und des Möbelstoffdrucks, d. h. für die Stückware entscheidend, ob und mit welchem Erfolge der Übergang vom Tafeldruck von Hand zum mechanischen Rouleaudruck vollzogen wurde. Nur wo dies rechtzeitig und mit ganzem Einsatz geschah, konnte von weiterer Blüte und Konkurrenzfähigkeit die Rede sein. So ist es gekommen, dafs sich die im XVIII. Jahrhundert allenthalben in der Schweiz blühende Indienneindustrie, im Laufe des XIX. Jahrhunderts immer mehr in Mülhausen konzentrierte, das schon um 1800 sofort nach seinem Anschlufs an das starke französische Wirtschaftsgebiet den Schritt zum Rouleaudruck der Stückware tat. Während alle andern schweizerischen Produktionsplätze einer nach dem andern den Wettlauf

aufgaben, blieb Glarus lediglich dadurch aufrecht, dafs es nach wie vor hauptsächlich den Handdruck der abgepafsten Artikel pflegte, welche sich der grofsen Muster wegen für den mechanischen Walzendruck weit weniger eigneten als Indienne und Möbelstoffe mit ihren kürzeren Rapporten. Glarus, Holland und namentlich England für den Export, die heute deutschen Plätze, Österreich und Rufsland, Italien und Spanien für den eigenen Markt sind die heutigen Repräsentanten der früher in der Schweiz so viel weiter verbreiteten Industrie des Zeugdrucks. Die welsche Schweiz hat diesen Entwicklungsgang deshalb leicht verschmerzt, weil ihr das XIX. Jahrhnndert in der Uhrenindustrie einen vollen Ersatz für alles Zurückbleiben auf andern Gebieten gebracht hat.

So viel zur allgemeinen vorläufigen Orientierung über den abweichenden Entwicklungsgang der bisherigen zwei Jahrhunderte des europäischen Zeugdrucks.

Unseren Rundgang durch die schweizerischen Produktionsplätze fortsetzend, kommen wir zu dem zweiten Hauptzentrum für Indienne, nach Neuenburg. Als Begründer der dortigen Zeugdruckerei gilt der Hugenott Jacques Deluze aus Châlais de Saintonge bei La Rochelle, der alten Hugenottenzitadelle. Deluze kam gegen Ende der 1680er Jahre nach Neuenburg und wurde schon anfangs 1691, „nachdem er seit einigen Jahren im Fürstentum Neuchâtel etabliert war", als Bürger aufgenommen, also 9 Jahre vor der Begründung der ersten Genfer Zeugdruckerei. Doch hat Deluze damals noch nicht nachweisbar den Indiennedruck betrieben. Vielmehr erblickt Jenny den Beginn dieser Industrie in Neuenburg erst darin, dafs Deluze 25 Jahre später, um 1715 die eingeborene Neuenburger Familie Labran dazu veranlafste, mit ihrer Bleicherei am Seyon eine Färberei und Druckerei zu verbinden. Zu diesem Zwecke ging ein junger Labran nach Deutschland, wahrscheinlich nach Augsburg. Dann fing er im kleinen an zu drucken und seine Ware auf dem Markt in Neuenburg feilzubieten. Erst 1726 errichtete Deluze eine eigene Druckerei bei Cortaillod, welcher 1734 eine zweite bei Colombier, 1739 eine dritte bei Cressier folgte. An dieser und der nun folgenden raschen Zunahme der Neuenburger Druckerei beteiligten sich zugleich die Familie Meuron und der Hugenott Pourtalès aus der Langued'oc, der 1750 von Friedrich dem Grofsen geadelt wurde. 1748—82 entstanden neue Fa-

briken in Couvet, St. Blaise und Marin, Borcarderie, Cortaillod, Boudry, les Isles und Grandchamp. Besonders im Schwarzdruck sollen die Neuenburger Druckereien alle andern übertroffen haben. Am wichtigsten wurde der gewaltige Betrieb des Fabrikanten du Pasquier und des Kaufmanns Pourtalès: die sogenannte fabrique neuve von Klein-Cortaillod 1750—1796. Einen Begriff davon mag man sich daraus machen, dafs das 1750 von Pourtalès mühsam aufgebrachte Gründungs- und Betriebskapital von 80000 Neuenburger Pfund schon nach den ersten 14 Jahren 15fach wieder eingebracht war. Von 1776—95 wurden durchschnittlich per Jahr 450000 Pfund Gewinn verteilt. Ihren Höhepunkt erreichte die Neuenburger Indiennedruckerei im Jahre 1788 mit 600—700 Drucktischen und 2000 Arbeitern. Die ganze Bevölkerung wurde durch diese Industrie zu ungeahntem Wohlstand erhoben. Pourtalès ging in Lyon unter dem Namen des „roi des négociants“ ein und aus. Als er 1814 starb, hinterliefs er trotz starker Verluste während der langen Kriegszeiten ca. 30 Millionen Franken Vermögen nach heutiger Währung.

Von den übrigen Neuenburger Fabriken ist die Firma Bovet aus Fleurier in Boudry mit eigener Giefserei für die Druckwalzen und vollständigem Graveuratelier am wichtigsten geworden. Offenbar haben aber auch andere heutige Patrizierfamilien von Neuchâtel grofsenteils damals mit der Indiennedruckerei den Grund zu ihrem heutigen bedeutenden Reichtum gelegt.

Schon bald nach dem Eingehen des Riesenbetriebes du Pasquier-Pourtalès anno 1796 wurde ganz im Anfang des XIX. Jahrhunderts der englische Rouleaudruck in Cortaillod eingeführt, und nach der napoleonischen Zeit nahm die Neuenburger Indienne zunächst einen neuen Aufschwung auf Grund von preufsischen und deutschen Einfuhrbegünstigungen, den sogenannten „Neuenburger Privilegien“, welche mit der Geschichte des deutschen Zollvereins eng verbunden sind. Über das schutzzöllnerische Europa hinweg erweiterten dann die Neuenburger Indiennedruckereien ihren Absatz nach der Türkei, nach Indien und ganz Amerika. Hier, in Amerika, machte sich allerdings bald die englische Konkurrenz empfindlich fühlbar. Das Erlöschen der preufsischen Privilegien im Jahre 1848 hat auf eine längere Dauer nur die Fabrik Bovet in Boudry überlebt und auch diese ist 1870 eingegangen.

Mafsgebend war dabei allerdings mit der gewaltige Aufschwung der Uhrenindustrie, nebst der Präzisionsmechanik und einem intensiveren Betrieb des Weinbaus. Die Wandelbarkeit aller wirtschaftlichen Blüte und Gröfse tritt uns hier an dem Beispiel Neuenburgs besonders lebhaft entgegen: Bis zum Ende des XVII. Jahrhunderts noch rein agrikol, gewinnt das Fürstentum Neuenburg im Laufe des XVIII. Jahrhunderts zu der Spitzenklöppelei, die damals weitaus am meisten Hände (schon 1750 ca. 3000 und 1817 6600 Personen) beschäftigte, in den beiden mächtigen Industrien des Indiennedrucks und der Uhrenfabrikation einen ungeahnten Aufschwung und Wohlstand und zwar von vornherein mit der örtlichen Arbeitsteilung, dafs im Unterland am See die Druckerei und in den Bergtälern die Uhrenindustrie heimisch wird. Beide wachsen an Bedeutung parallel. Doch erreicht die Indiennedruckerei schon 1788 ihren Höhepunkt und verliert in der Revolutions- und napoleonischen Zeit viel von ihrer Bedeutung, um zwischen 1850 und 1870 ganz zu erlöschen. Die Uhrenindustrie hat schon gegen Ende des XVIII. Jahrhunderts die Spitzenklöppelei an Arbeiterzahl nahezu eingeholt und die Indiennedruckerei um 50 bis 100 Proz. überholt. Im Laufe des XIX. Jahrhunderts aber steigt sie von 3—4000 auf die 3—4fache Arbeiterzahl und auf ein noch mehrfach höheres Produktionsquantum.

Den besten Überblick gewährt hierfür die mitfolgende Tabelle:

Es waren von den Einwohnern des Kantons Neuchâtel beschäftigt

im Jahre:	Gesamte Bevölkerungszahl:	in der Spitzenklöppelei:	in der Uhrenindustrie:	im Indiennedruck:
1752	32 335	2793	464	399
1762	32 459	3288	686	1252
1772	35 197	3075	1386	1155
1782	40 408	3746	2289	1632
1788	43 628	3607	3634	2028
1792	43 856	3832	3458	1845
1796	44 099	3648	3357	1579
1802	47 026	4532	3939	1270
1812	50 122	5766	3220	771
1817	51 586	6603	4670	1110

im Jahre:	Gesamte Bevölkerungszahl:	in der Spitzenklöppelei:	in der Uhrenindustrie:	im Indiennedruck:
1822	50874	6454	4055	816
1832	54844	4187	5125	719
1842	64237	3481	8093	542
1846	68247	2019	10134	500
1860	87369	?	14229	24
1870	97284	110	14772	—
1880	103732	?	16352	—
1888	108153	(20)	14629	1
1900	126279	?	?	—

Ableger der Neuenburger Druckindustrie finden sich in Österreich (Neunkirchen), in Thann i. E. (de Luze, später Bovet), Aargau, Biel, sowie in den französischen, englischen und amerikanischen Hafenplätzen, wo Neuenburger Firmen heute noch eine geachtete Stellung im Baumwollhandel einnehmen.

Die Indiennedruckereien von Genf und Neuchâtel waren unter den Kolonien der französischen und holländischen Druckindustrie in der Schweiz im XVIII. Jahrhundert weitaus die bedeutendsten. Aber sie waren durchaus nicht die einzigen. Vielmehr hatte die gute Rendite dieser Industrie förmlich die Wirkung einer epidemieartigen Ausbreitung. Dies in doppelter Hinsicht: wo irgend einmal an einem neuen Platze ein Betrieb Fufs gefafst, da entstanden am gleichen Orte meist sofort eine ganze Anzahl kleinerer oder gröfserer Konkurrenten. Das Gewerbe war so leicht und der Gewinn so bedeutend, dafs eine Menge bisher zünftig eingeengte Gewerbetreibende die Gelegenheit begierig ergriffen, um die freiere Betriebsweise zu erproben. Manchem ist es mifslungen. Weit überwiegend aber waren die Erfolge.

Andrerseits äufsert sich das epidemieartige Auftreten der Indiennedruckerei im XVIII. Jahrhundert in der weiten Ausbreitung, welche sie binnen weniger Jahrzehnte über die ganze Schweiz gefunden hat. Gleichzeitig, zum Teil noch vor der Begründung des Indiennedrucks in Neuenburg finden wir die neue Industrie bereits auch schon in Zürich, Bern, Basel und Lenzburg zwischen 1700 und 1717 begründet. Erst einer späteren Ausbreitungswelle, in den 1740er Jahren, verdankt sie dagegen ihre Entstehung in

Biel, in den meisten sekundären Produktionsstätten der Ostschweiz, sowie namentlich in ihren heutigen Hauptsitzen Glarus und Mülhausen.

Nach Genf am frühesten steht Zürich da. Dort war zwar zu Ende des XVII. Jahrhunderts der Hugenott Raymond Boschier aus Nîsmes mit seinem Anerbieten, die Krapp- und Indigofärberei einzuführen, abgewiesen worden. Dagegen erhielt die einheimische Firma Römer & Kitt Ende 1701 die Erlaubnis, einen von ihr angestellten, ungenannten holländischen Färber zur Fabrikation von Persiennes und Indiennes zu beschäftigen, aber vorerst nur auf Zusehen hin, solange sein Traktat läuft, und wofern es dann der zünftigen Färbermeisterschaft nicht zu lästig wird. Es folgten bis 1726 fünf weitere Firmen, hauptsächlich im Hard und im Letten an der Limmat unterhalb der Stadt. Sie kamen aber nicht recht vorwärts, da sich die Färberei nicht gut von der Druckerei trennen liefs und ihnen die Färberinnung alle möglichen Schwierigkeiten machte. Erst nach Überwindung dieser Hemmnisse, von 1750 an, machte die Druckerei in Zürich stärkere Fortschritte. Das Musteretablissement wurde die Firma Efslinger. Es folgten dann seit 1774 in Winterthur die Steiner und die Sulzer, aus deren Betrieb schliefslich die heutige Firma J. J. Weber hervorgegangen ist, und eine Anzahl kleinere Betriebe auf der Landschaft Zürich, an ganz verschiedenen Orten im Thurgau (Greuter, Rieter, Ziegler und Egg), sowie auch in Herisau und St. Gallen. Hier überall in der Ostschweiz steht aber weniger der Indiennedruck, als die Türkischrotfärberei mit nachheriger Weifsätzdruckerei im Vordergrunde. Auch in der Farbe ist dadurch ein ziemlich scharfer Unterschied der Produktionsrichtung in der West- und der Ostschweiz gegeben. In der Westschweiz herrscht mehr und mehr die Schwarz- und Blaudruckerei, überhaupt der Indigo vor, in der Ostschweiz fast ausschliefslich das Rot und Weifs, die Schweizerfarben der Krappfärberei. Und während von der sonstigen Druckerei fast nur die Bleicherei, Färberei und Appretur übrig geblieben ist, sind die 1740 in Glarus gelegten Keime von dauernder Bedeutung bis zum heutigen Tage geworden.

Bevor wir jedoch näher auf dieses Hauptzentrum des ostschweizerischen Zeugdrucks eingehen, müssen wir der deutschen West- und Nordschweiz unsere Aufmerksamkeit zuwenden. Und zwar geht

hier zeitlich voran, selbst vor Neuenburg, der allerwenigst industrielle Kanton Bern, ja sogar die Stadt Bern selbst, deren Pflaster sich doch sonst je und je für das Festwurzeln von Industrien als der allerundankbarste und sterilste Boden erwiesen hat. Ob im Falle des Zeugdrucks die Nachbarschaft von Genf und Neuenburg mafsgebend war oder ob Amsterdam oder Augsburg den Anstofs gegeben hat, mufs vorläufig dahingestellt bleiben. Es steht nur das eine fest, dafs schon im Jahre 1710 der bernische Kommerzienrat die Einfuhr von Indienne im Gebiet des Kantons Bern zu gunsten der Firma Engelhard verboten hat. 1718 bereits werden besondere Schauzeichen für die Berner Indienne eingeführt. Kleinere Fabriken blühten namentlich in den 1780er Jahren rings um die alte Stadt, in Holligen, im Sulgenbach, im Marzili, in Worblaufen, in der Schermenmühle, also in all den typischen alten Fabrikgebäuden in Berns nächster Umgebung. 1745 erwarb der Genfer Picot ein Privileg für eine Tapetenfabrik in Bern; gegen Ende des Jahrhunderts wird auch die Indiennefabrik im Sulgenbach in eine Tapetenfabrik umgewandelt. Ableger von Bern sind die heute noch blühenden Druckereien von Lörrach und in gewissem Sinne selbst der Weltbetrieb Leitenberger in Kosmanos bei Prag.

Die wichtige Indiennefabrikation von Lörrach ist im Jahre 1753 durch J. F. Küpfer aus Bern gegründet und bis 1802 mit staatlicher Subvention betrieben worden. 1802—1808 war sie geschlossen. Dann wurde sie vom badischen Staat an Niklaus Köchlin und Gebrüder in Mülhausen und Gebrüder Merian und deren Vettern in Basel verkauft. Die Produkte der neuen Firma Merian und Köchlin (seit 1856 Köchlin, Baumgartner & Co. A.-G.) waren türkischrote Tücher und brillanter Buntätzdruck, daneben Rouleaudruck.

In Österreich-Ungarn war zwar schon 1726 eine erste, mit dem Monopol für ganz Österreich ausgestattete „Zitz- und Cottonfabrik“ in Schwechat bei Wien entstanden. 1736 folgte mit dem Monopol für Ungarn die Zeugdruckerei von Sassin an der Miave. Erst als diese Vorrechte im Jahre 1763 erloschen, wurde Raum für fünf weitere Fabriken bei Wien und je eine in Graz, in Vöcklabruck und die von vornherein auf gröfserm Fufse angelegten Betriebe der Grafen Kinsky, Bolza und Waldstein in Böhmen. Aber den meisten dieser Adelsgründungen fehlte es an der erforderlichen innern Triebkraft und Lebensfähigkeit. Anders wurde das erst

durch Johann Josef Leitenberger (1730—1802), der als Sohn eines kleinen, böhmischen Färbermeisters auf seiner Wanderschaft nach Augsburg, St. Gallen, Zürich, Aarau, Basel und Bern kam und hier in Bern zum erstenmal mit der Färberei aus kalter Indigoküpe bekannt wurde. Aber erst 1770 konnte er sein Vorhaben, eine Druckerei zu gründen, ausführen, indem er zu der von ihm übernommenen Färberei seines Schwiegervaters in Wernstadtl einen Schweizer Drucker zuzog. 1793 erwarb er den grofsen Graf Bolzaschen Fabrikbetrieb von Kosmanos, der unter seinen Nachkommen, besonders unter seinem Urenkel Friedrich „Freiherr von" Leitenberger (1837—1899), zu der heutigen Weltfirma ausgewachsen ist.

In dem weiten Landgebiete Berns, von Nyon bis nach Brugg, wurde die Gegend von Lenzburg, Aarau und Zofingen zum bevorzugten Sitze der neuen Industrie. Nach dem Basler Gewährsmanne JEAN RYHINER wurde die erste aargauische Druckerei ziemlich gleichzeitig mit dem Betriebe Ryhiner in Basel selbst und mit der ersten neuenburgischen Zeugdruckerei von Deluze-Labran im Jahre 1716 oder 1717 begründet, und zwar durch einen der fünf Söhne des 1685 nach Genf geflüchteten und in Lausanne verstorbenen, gewesenen königlichen Rat und Generalzolleinnehmer von Montpellier, Brutel de la Rivière. Neben seiner mit dem Aarauer Rothpletz betriebenen Huthandlung errichtete der Sohn Brutel in Zofingen eine Zeugdruckerei, die im Jahre 1736 in das von ihm erworbene Schlofs und Herrschaft Schafisheim bei Lenzburg verlegt wurde. Als dieser Betrieb einging (jedenfalls vor 1784), bestanden in jener Gegend schon eine ganze Reihe andrer Zeugdruckereien. So die der Schaffhauser Hünerwadel in Lenzburg, 1732—1845, die des Frankfurters Laué (de Luze & Cie) in Wildegg. In Aarau selbst ist Jakob Philipp Oberkampf aus Weifsenbach im Ansbachischen, Vater des berühmten Parisers Oberkampf, und die aus Speyer zugewanderte Hugenottenfamilie Hérosée zu nennen. Aber diese und eine ganze Reihe andrer aargauischer Druckereifabriken wurden durch den deutschen Zollverein vernichtet. 1850 arbeitete nur noch eine von ihnen und auch diese nicht mehr lange.

Der wichtigste Ableger von Aarau ist der Pariser Oberkampf (s. unten). Aufserdem ist zu erwähnen, dafs Gabriel Hérosée

1812 die von J. G. Schlumberger 1790 in Konstanz begründete Indiennefabrik übernahm.

Etwas eingehender müssen wir bei der Basler Indiennedruckerei verweilen, indem aus dem Hauptbetriebe Basels, dem der Familie Ryhiner, die wertvollste Quelle zur Entwicklungsgeschichte und Technologie der Indiennedruckerei im XVIII. Jahrhundert überhaupt stammt, nämlich die Darstellung dieser Industrie durch Jean Ryhiner vom Jahre 1766, deren Manuskript im Besitze der Société Industrielle von Mülhausen, von Herrn Dollfuss-Ausset im 2. Bande S. 1—147 seiner Matériaux pour la coloration des étoffes (Paris. Savy. 1865) veröffentlicht worden ist. Wir ersehen daraus zunächst im allgemeinen, dafs der Gang der Entwicklung in Basel genau demjenigen in Neuchâtel entsprach. An beiden Orten ist die Industrie gleichzeitig entstanden, an beiden hat sie sich im Laufe des XVIII. Jahrhunderts zu hoher Blüte entfaltet. Dagegen hat sie sich in Basel von den Erschütterungen der Revolution und der napoleonischen Zeit nicht mehr recht erholt. Während diese letztere der seit 1798 französischen Schwesterstadt Mülhausen aufserordentlich förderlich war, und während der Zeugdruck von Neuenburg durch die besondern Privilegien für den Absatz nach Deutschland wenigstens noch einige Jahrzehnte neuer Blüte erlebte, blieb die Indiennefabrikation von Basel gelähmt und entmutigt. Niemand mochte mehr den entscheidenden Schritt zu möglicher Fortdauer die Einführung des Roleaudrucks und die Pflege neuer levantinischer und überseeischer Märkte, wagen. Basel überliefs das Feld an Neuenburg und Mülhausen, an England und an Holland. Die Folgezeit hat dieser Resignation insofern recht gegeben, als die ganze vorderschweizerische Indiennedruckerei vollständig verschwunden ist und auch die übrigen, spezifisch ostschweizerischen Druckereibetriebe mit Mouchoirs und Türkischrot sich immer mehr auf einen Punkt, auf den Kanton Glarus, zurückzogen oder in blofse Färberei und Appretur umgewandelt wurden.

Die Begründung der über 100 Jahre hindurch bestehenden und wenigstens 80 Jahre lang blühenden Basler Indiennedruckerei fällt zusammen mit derjenigen des Ryhinerschen Familienbetriebs. Das Handelshaus „Witwe Emanuel Ryhiner & Cie.“ hatte im Beginn des XVIII. Jahrhunderts einen starken Umsatz in indischen Manufakturwaren. Deshalb ging einer der Söhne, Samuel, der

Vater des Chronisten HANS RYHINER, nach Holland in die Kaufmannslehre und zwar bei der Amsterdamer Handelsfirma Fäsch, ursprünglich ebenfalls von Basel. Dort hatte der junge Samuel Ryhiner oft Gelegenheit, in Baumwolldruckereien zu verkehren. 1716 nach Basel zurückgekehrt, errichtete er in St. Jakob mit seinem Bruder und einem Rudolf Fäsch als Associés eine kleine Druckerei. 1728/32 wurde dieselbe nach Klein-Basel verlegt und bedeutend vergröfsert. 1739 trennt sich Samuel Ryhiner wieder von seinen Associés und kehrt nach St. Jakob zurück. Jede der beiden Fabriken erzielte in den 1740er Jahren einen Umsatz von ca. 40000 alten Franken. Man arbeitete mit einem Reingewinn von 11 bis 25 Proz., obgleich im Winter 16 Wochen lang der Kälte wegen nicht gebleicht werden konnte, und die Arbeit deshalb jeweilen ruhte. Der Absatz ging vornehmlich nach Deutschland und Frankreich. Ihren Höhepunkt dürfte die Industrie auch in Basel um 1790 erreicht haben. Neben den Ryhinerschen Fabriken bestanden dazumal noch mehrere andere. In Basel, speziell von den Ryhiner, wurden hauptsächlich gewöhnliche Indiennes für Kleider und Möbelstoffe nebst Bettdecken erstellt.

Von besonderm Wert ist das Manuskript RYHINER durch den tiefen Einblick, den es einerseits in das Technologische, andrerseits in das Geschäftliche des Betriebes gewährt. Es ist hier nicht der Ort, auf all das näher einzugehen. Doch soll wenigstens das eine konstatiert werden, dafs die hohe Blüte der Basler sowohl, als der Neuenburger und Genfer Indiennedruckerei, sowie auch der in französischen Zollausschlüssen gegründeten Unternehmungen (s. unten) bis 1759 grofsenteils auf dem hohen Erlös des Schmuggels nach Frankreich beruhte. Wie das gemacht wurde, wie namentlich in Lothringen unter der Regentschaft des Stanislaus Leszinsky die hochmögenden Herren für die Vermittlung des Absatzes nach Frankreich „gekauft" wurden, dafür gibt RYHINER das Rezept, so gut wie für so viele Beizen- und Applikationsverfahren der Zeugdrucktechnik.

Die notorische Tatsache, dafs trotz allerstrengster Verbote die fremde Indienne in gewaltigen, von Jahr zu Jahr steigenden Mengen den französischen Markt überflutete und den französischen Konsum und Geschmack beherrschte, führte denn auch 1759 wieder zur Freigabe des Indiennedrucks in Frankreich selbst, und damit war

das Signal zu jenem gewaltigen Wettkampf gegeben, der in den 1780er Jahren die höchste Blüte dieser Industrie in der Schweiz und zugleich die epochemachendste Erfindung dafür in England zu Tage förderte, nämlich den Rouleaudruck 1785.

Als dann Frankreich gegen die Revolutionszeit hin seine Zollsperre straffer handhabte und seine Ansätze höher schraubte und der Schweiz gegenüber seit 1785 geradezu ein Einfuhrverbot erliefs, gingen die Schweizer Kattune, sowohl weifs als bedruckt, auf Umwegen mit englischer Herkunftsbezeichnung zu den niedrigen englisch-französischen Eingangszöllen nach Frankreich, sodafs tatsächlich die Jahre 1787—1790 für die Druckerei von Genf, Neuenburg und Aargau den Höhepunkt ihrer Entwicklung gebildet haben. Zu gleicher Zeit bewegte sich auch das Mousseline- und Stickereigeschäft St. Gallens, sowie der schweizerische Garnexport nach Frankreich für die aufblühende französische Baumwollweberei in den bis dahin höchsten Ziffern.

Nur ganz kurze Zeit nach der Erfindung der mechanischen Baumwollspinnerei folgte, gleichfalls in England, die des mechanischen Webstuhls durch Thomas Cartwright und die des mechanischen Walzen- oder Rouleaudrucks durch Thomas Bell (1785), verbunden mit einer sehr kräftigen Entfaltung der englischen Maschinenindustrie. Dazu brachte die Chemie neue Farbstoffe und neue Fixationsverfahren. All das hatte zur Wirkung eine Verbilligung und damit zugleich eine nachhaltige Verstärkung des Gebrauchs der Baumwolle, um so mehr als kurz darauf auch die rohe Baumwollfaser selbst, infolge der grofsartigen Ausdehnung der nordamerikanischen Baumwollpflanzungen, sehr viel billiger wurde. Auf dieser Billigkeit der Ware beruht der gewaltige Aufschwung der Baumwollindustrie im XIX. Jahrhundert.

Die Kehrseite dieser Entwicklung für den ganzen europäischen Kontinent bildete dann aber freilich die neu entstandene Konkurrenz Grofsbritanniens in allen Baumwollartikeln. Die erste englische Kattundruckerei seit den Beschränkungen von 1720 (siehe oben) wurde erst wieder 1764 bei Bolton gegründet. Der bedeutendste englische Zeugdrucker jener Zeit war Robert Peel, der Grofsvater des bekannten freihändlerischen Staatsmannes. Durch den Rouleaudruck gewann und behielt England bald einen grofsen Vorzug; schon 1796 wurden in Grofsbritannien 28½ Millionen Yards bedruckt

1829: 128 Millionen Yards, 1832: 280 Millionen Yards. Auf dem Kontinent wurde die erste Rouleaudruckmaschine anno 1800 in Jouy aufgestellt, 1805/6 folgten Wesserling, Mülhausen und Kettenhof in Österreich, dann Cortaillod. Aber England und Schottland, Manchester und Glasgow, blieben stets weit im Vorsprung.

Aber auch in Frankreich hatte sich die verbotene Industrie von der Schweiz her bereits wieder neu eingenistet. Joh. Rud. Wetter, geboren 1705 in Herisau als Sohn des gewesenen eidgenössischen „Handelssekretärs“ in Bern, nunmehrigen Leinwandfabrikanten und in der Folge Appenzeller Landammanns Laurenz Wetter, kam als Kaufmann nach Marseille, verheiratete sich daselbst 1732 und gründete 1744 mit grofsem Erfolg eine Zeugdruckerei, in der er bis zu 700 Arbeiter beschäftigte. Doch mufste er 1757 der Befehdung durch die Handelskammer von Marseille weichen und verlegte seinen Grofsbetrieb nach der nahen nassauischen Enklave Orange. Unmittelbar darauf unterm 5. September 1759 wurde in richtiger Würdigung der Unhaltbarkeit des Verbotes von 1686 durch königlichen Befehl, „pour favoriser l'industrie naissante du coton“, die Eröffnung von Indiennefabriken auf französischem Boden wieder gestattet, und im gleichen Jahre noch gründeten bei Rouen der Genfer Abraham Frey und in Jouy bei Versailles der Aarauer Wilhelm Philipp Oberkampf solche Betriebe. Seit 1770 gewährte die französische Regierung weitere Privilegien für die Errichtung von Indiennefabriken. Von dieser Zeit an wurde die Indienne noch weit mehr als bisher ein Modeartikel, der beständig neue Muster verlangte, meist natürliche Blumenmuster.

Endlich ist hier noch die glänzende Entwicklung des Zeugdrucks in Deutschland im XVIII. Jahrhundert zu erwähnen. In Augsburg war es der S. 401 erwähnte Schüle, der unter Heranziehung erster Kräfte aus London und Hamburg die Qualität und den Glanz seiner Drucke unausgesetzt zu erhöhen verstand. Eine Frucht der zünftigen Engherzigkeit der Augsburger Weber ist die in den Jahren 1766 bis 1768 gleichfalls von Schüle gegründete Druckerei von Heidenheim (die heutige „Württembergische Kattunmanufaktur“). Noch stärkere Ausbreitung hat der Zeugdruck seit 1730 in und um Hamburg erlangt. In Augsburg kulminierte derselbe in den 1770er Jahren mit ca. 1000 Drucktischen, in Hamburg 20 Jahre später mit ca. 1400 Drucktischen. Es ging dann aber hier wie in der

Schweiz. Die Kontinentalsperre traf namentlich Hamburg seiner seewärts exponierten Lage wegen besonders hart, und der Zeugdruck ging dann immer weiter zurück, um in den 1860er Jahren ganz zu erlöschen. Die sächsischen Druckereien, seit 1740 nachweisbar, gediehen umgekehrt zur Zeit der Kontinentalsperre am besten, sind dann aber gleichfalls wieder gesunken. Die wichtige Druckerei von Lörrach bei Basel ist in anderm Zusammenhang erwähnt worden.

Damit haben wir nach allen Seiten den Hintergrund gezeichnet, von dem sich nun um so klarer die Entwicklung des Zeugdrucks in Mülhausen und in Glarus abheben mag. Fassen wir zunächst Mülhausen näher ins Auge.

Hier war es ein junger Mülhauser Bürger, J. J. Schmaltzer, dazumal in Bar-le-Duc angestellt, der in den 1730er Jahren die günstige Lage der Indiennedruckerei für seine Vaterstadt ins Auge faſste. Er ging nach Neuenburg, beziehungsweise in die Fabrik in le Bied, und suchte sich dort mit der Herstellung der sogenannten „cotons de Suisse“ vertraut zu machen. Dann begann er um 1740 mit einem gewissen Moser in Mülhausen seine ersten Versuche. Sie miſsglückten, aber er gab nicht nach. Er tat sich mit dem Maler Jean Henri Dollfus zusammen. Die ihnen fehlenden Mittel verschaffte ihnen ein erfahrener Mülhauser Kaufmann, Samuel Köchlin, von Basler Kapitalisten. Die ersten Anfänge der neuen Gesellschaft datieren von 1745. Sie waren so entmutigend, daſs Schmaltzer beinahe von seinem Vorhaben zurückgetreten wäre. Ein gewöhnlicher Färbergeselle drang darauf, daſs man fortfahre, und setzte es durch. Im folgenden Jahre konstituierte sich die Firma unter dem Namen Köchlin, Schmaltzer & Cie. Schmaltzer lieſs Arbeiter aus Neuenburg kommen, und von da an ging das Geschäft rasch voran, sodaſs alsbald weitere Firmen sich auftaten. Nicht nur Färbermeister, sondern Ärzte und Apotheker, Goldschmiede und andere Zunfthandwerker verlieſsen ihr eng umschränktes Gewerbe, um die gewinnreiche, jedermann zugängliche neue Industrie zu erproben. Natürlich nicht alle mit dem gleichen Erfolge. Im Jahre 1768 bestanden bereits fünfzehn Fabriken in Mülhausen und mehrere Filialen auswärts. Die Druckböden, bezog man teilweise, nämlich die feinen Musselinegewebe, wirklich noch aus Ostindien, die mittleren und gröberen Gewebe teils aus Südfrank-

reich, hauptsächlich aber, wie grofsenteils heute noch, aus der Ostschweiz.

So wurde um 1740 der Grund zu der bedeutenden industriellen Entwicklung Mülhausens durch die Beharrlichkeit und den Unternehmungsgeist J. J. Schmaltzers gelegt, in engster Anlehnung an ihre bisherige Blüte in der Schweiz.

Aus der Gefahr der Erschlaffung unter den günstigen Marktverhältnissen ihrer allerersten Zeit wurde die junge Mülhauser Industrie wirksam aufgeschreckt durch die Öffnung Frankreichs für den Indiennedruck im Jahre 1759 (s. o.). Zunächst genofs allerdings Mülhausen zeitweise noch die gleichen Vergünstigungen in der französischen Zollbehandlung, wie seine französisch-elsässische Umgebung. Und als darin ein Wandel eintrat, und der französische Zollkordon der damals noch freien Reichsstadt immer fühlbarer wurde, wufsten sich ihre Indiennedrucker teilweise dadurch zu helfen, dafs sie ihre Fabrikation für den französischen Markt in die umliegenden Dörfer auf französischen Boden verlegten. Aber dem Ansturm der Revolutionskriege hielt auch diese Position nicht mehr stand. Noch vor Ende des XVIII. Jahrhunderts fiel die für Mülhausens industrielle Entwicklung wichtigste Entscheidung, der politische Anschlufs an Frankreich von 1798—1870. Nachdem die rings von französischem Annexionsgebiet umgebene Stadtenklave über hundert Jahre lang der Umgarnung durch die französische Restitutionspolitik erfolgreich widerstanden hatte, beschlofs die Bürgerschaft, gleichzeitig mit der Durchführung der Helvetik in der ihr aufs engste verbündeten Schweiz, ihr Aufgehen im französischen Staatsgebiet. Und gleich die erste Franzosenzeit, 1798—1815, hat für die grofse industrielle Zukunft der Stadt recht eigentlich den Ausschlag gegeben. In jener Zeit, wo der Weltmarkt im grofsen und ganzen nur unter zwei Rivalen, Frankreich auf dem Kontinent und England für die überseeischen Länder, geteilt war, gewann die Indienne von Mülhausen mit dem Anschlufs der Stadt an Frankreich den vollen Anteil an der beherrschenden Stellung der französischen Industrie auf dem Kontinent. Die Kontinentalsperre vollends befreite sie von ihrem einzigen ernsthaften Rivalen.

Daraus ergaben sich für das industrielle Leben Mülhausens die mächtigsten Anregungen. Nachdem schon 1792 eine erste Türkischrotfärberei entstanden war, schlofs sich jetzt der ursprüng-

lichen bloſsen Druckerei organisch ein Glied der Baumwollindustrie nach dem anderen an: 1802 die Baumwollspinnerei, 1815 die Baumweberei. Dadurch gewinnt die ganze Mülhauser Industrie eine gröſsere Selbständigkeit, sie beginnt sich von dem Bezug der rohen Kalikos aus der Schweiz zu emanzipieren. Technologisch verschwistert mit dem Zeugdruck, entsteht 1790 die Zubersche Tapetenfabrik in Rixheim, welche ihr Papier seit 1804 in ihrer von dem Basler Thurneysen käuflich erworbenen Papiermühle von Roppentzweiler, seit 1845 auf der Napoleoninsel, selbst herstellt.

Beide Industrien bieten Musterzeichnern und Graveuren ein weites Feld lohnender Betätigung. Seit 1830 hat jede Indiennefabrik ihr eigenes Musterzeichenbureau. Seit 1850 scheidet sich das Musterzeichnen als ein eigener, sehr gesuchter Berufszweig aus, welcher den Namen der Stadt in alle Länder trägt und Käufer aus ganz Europa und Nordamerika anzieht. Die prunkvollsten Lyoner Gewebe und Pariser Tapeten tragen Mülhauser Muster und verschiedene groſse Manchesterfirmen haben in Mülhausen ihre Musterbureaux. Das ist die Glanzperiode der Mülhauser Indienne gewesen: von 1850—1870. Seit dem Kriege von 1870 siedelte dieser künstlerische Erwerbszweig in der Hauptsache nach Paris über.

Aus den Bedürfnissen der Textilindustrie hat sich weiterhin, zumal bei dem Übergang derselben zum mechanischen Betrieb, eine eigene sehr lebenskräftige Maschinenindustrie entwickelt. Mülhausen ist sowohl an den Fortschritten der Textilmechanik durch Erfinder wie Josua Heilmann und Emil Hübner, als auch an denjenigen der Dampfmaschine, durch G. A. Hirn, und an den Anfängen des Eisenbahn- und Lokomotivenbaus auf dem europäischen Festlande hervorragend beteiligt gewesen.

Andrerseits hat es, im engsten Anschluſs an die Zeugdruckerei und Färberei, auch an der chemischen Revolution des XIX. Jahrhunderts, an der Erfindung und Anwendung neuer Farbstoffe und Applikationsverfahren einen ehrenvollen Anteil genommen. Hervorzuheben ist namentlich die wichtige Rolle, welche die Chemiekommission der Industriellen Gesellschaft, besonders durch Camille Köchlin und durch die Chemieschule, in der Mülhauser Druckindustrie gespielt hat.

Seit dem Übergang der Stadt an Deutschland ist der Indiennedruck in Mülhausen, relativ wenigstens, etwas zurückgetreten. Der

Rückhalt, den die Mülhauser Indienne an dem grofsen und gleichfalls kaufkräftigen Markte Deutschlands gegen den freien Absatz nach Frankreich eingetauscht hat, ist zwar keineswegs zu verachten. Nach den produktionsstatistischen Angaben des Mülhauser Werkes (Seite 1002—1008) hat denn auch der Indiennedruck den Höhepunkt, den er am Schlufs der Franzosenzeit erreicht hatte, auch noch im Jahre 1890 eingenommen. Seither dagegen scheint er gesunken zu sein. Gewachsen ist dafür die übrige Baumwollindustrie mindestens bis 1890 und die Kammgarnspinnerei.

Besonders deutlich tritt hier bei Mülhausen die Tatsache ins Licht, dafs diese Finierindustrie, die dem Baumwollprodukt seine letzte Veredlung beibringt, nach den verschiedensten Richtungen anregend und befruchtend auf die industrielle Entwicklung überhaupt eingewirkt hat. Dasselbe ist nun auch in der Schweiz der Fall gewesen. Vor allem natürlich bei der Baumwollindustrie Die fast unglaubliche Blüte der Baumwollspinnerei und Weberei in der Ostschweiz, von der uns Dr. H. Wartmann in seiner St. Galler Industriegeschichte übereinstimmend mit Goethes Wilhelm Meister zum Ende des XVIII. Jahrhunderts berichtet — bis zu 100 000 Arbeiter allein im Dienste der St. Galler Industrie! — wird zu einem wesentlichen Teile erst recht begreiflich, wenn man bei Ryhiner nachliest, wie sich die gleich Pilzen emporschiefsenden Indiennedruckereien ihr Rohmaterial, die weifsen Baumwollgewebe, in der Ostschweiz und im Oberaargau streitig machten. Allerdings kamen alle feineren Druckböden, zumal die Musselinen, zunächst noch aus Indien. Sie wurden an den grofsen Auktionen der ostindischen Kompanien in den Nordseehäfen, besonders in Amsterdam, durch die Kommissionäre der Druckereien gegen bar eingekauft. Nur die ordinären Kattune, die groben Rohgewebe lieferte die Schweiz den Indiennedruckern. Aber nach und nach im Laufe des XVIII. Jahrhunderts, wurde die schweizerische Baumwollweberei, die der Ostschweiz namentlich, doch auch für feinere Druckböden konkurrenzfähig. Sie konnte aber der starken Nachfrage besonders für weifse und für bestickte Musseline lange nicht genügen. Übrigens standen für reiche und feine Genres Neuenburg und seit 1759 mehr und mehr Schüle in Augsburg im Vordergrund.

* * *

Genau gleichzeitig mit den ersten Anläufen zur Begründung der

Mülhauser Industrie im Jahre 1740 wurde der Grundstein zu der Zeugdruckerei in Glarus gelegt, indem der Hauptmann und spätere Landmajor Joh. Heinrich Streiff, 1709—1780, ein aufserordentlich energischer und klarblickender Mann, die erste derartige Fabrik daselbst errichtete. Als Koloristen berief derselbe einen der uns bereits bekannten Genfer Fazy oder Fatio zur Einführung des Blaudrucks mit Indigo (d. h. des Drucks von Reserveweifs mit darauffolgender Indigoküpenfärberei). Das sogenannte Fazystübchen, in welchem Fazy seine für die Glarner Industrie grundlegenden Arbeiten verrichtet hatte, wurde noch im Anfang des XIX. Jahrhunderts gezeigt. Fazy kehrte nach etlichen Jahren wieder nach Genf zurück. Hauptmann Streiff fabrizierte mit gutem Erfolg „Indiennen, Persiennen-Façon und bunte Schnupftücher", welch letztere sich im Zeitalter des Tabakschnupfens ganz besonderer Beliebtheit erfreuten und in der Folge zum Hauptartikel der Glarner Industrie wurden.

Aus dem noch erhaltenen Jahresabschlufs Streiffs per 1769 ist zu ersehen, dafs die meiste Baumwolle cyprischen Ursprungs war und über Venedig bezogen wurde. Die Ingredienzien für Farbe und Druck waren Indigo und Krapp, sächsisches Vitriolöl, Eisenvitriol aus Lucca und aus England, Kupfervitriol aus Cypern, Wachs zu Reserven, Amlung, Asche, Gummi, Grünspan und Pfeifenerde.

Wichtig ist zu erfahren, dafs Streiff die ganze Industrie von der rohen Baumwolle bis zum fertigen bedruckten Stoff in seinem Betriebe vereinigte. Die cyprische Baumwolle liefs er im Glarnerlande verspinnen, im Appenzellerland weben, bei seinem Vetter Fridolin Streiff in Glarus bleichen, worauf er sie bedruckte und färbte und die fertige Ware, meist ganz grobgewobene, weifsgemusterte indigoblaue Mouchoirs, an die Kaufleute von Ennenda verkaufte, die in Österreich, Rufsland, Deutschland und Italien etabliert waren, sowie an St. Galler, Winterthurer und Zürcher Firmen, die nach Frankreich, Spanien und Deutschland handelten.

Die zweite Glarner Zeugdruckerei wurde in Mollis durch Fridolin Streiff (1739—1817), einen Neffen des Landmajors, im Jahre 1760 gegründet. Bei den Ryhiner in Basel zum Farbkoch und Koloristen ausgebildet, heiratete derselbe, noch kaum zwanzigjährig, seine dortige Mitarbeiterin Sophie Beglinger von Mollis, Mülhausen und Lörrach und wurde deshalb zunächst von seinem Vater etwas

kurz gehalten, vom Oheim dagegen zur Gründung einer eigenen Druckerei ermuntert und dabei in sehr uneigennütziger Weise werktätig unterstützt. Mit seiner fleifsigen Frau kam er auch ordentlich vorwärts.

Bei diesen zwei Betrieben hatte es aber dann vorerst sein Bewenden, obgleich Landmajor Streiff der Meinung war, dafs noch mehr derartige Druckereien im Lande Glarus Platz hätten. Erst gegen Ende des XVIII. Jahrhunderts entstanden drei weitere Druckereien: Fridolin Staub 1795, die sogenannten „alten Glarner" 1796 und mit besonders anhaltendem Erfolge Egidius Trümpy aus Lissabon 1797. Im Anfang des XIX. Jahrhunderts folgten die Freuler, die Brunner und andere mehr. Bis dahin waren es mehr die vorderen Kantone der deutschen und der welschen Schweiz gewesen, welche die Blüte des Zeugdrucks in der Schweiz repräsentierten. Erst im Laufe des XIX. Jahrhunderts wurde das von Grund aus anders.

Dieser langsamere, von den meisten anderen Zeugdruckplätzen abweichende Entwicklungsgang der Glarner Druckindustrie im XVIII. Jahrhundert beruht darauf, dafs dieselbe hier auf die ältere, schon 1714 von Zürich her eingeführte Baumwollspinnerei traf, die dem Glarnervolke bereits eine recht bequeme Ergänzung seiner sonstigen Einnahmequellen gewährte. Erst als in den 1790er Jahren das englische Maschinengarn auftrat, wurde es damit anders, und erst von da an nahm dann sowohl der Zeugdruck als auch die Weberei immer mehr Hände in Anspruch. Seit 1790 tritt die Baumwollweberei (Jenny) und seit 1812—1813 die mechanische Spinnerei in gröfserem Mafsstabe auf (Blumer, Paravicini). Die erste mechanische Weberei, J. Hr. Oertli, entstand zwischen 1835 und 1840 und gleichzeitig, 1839, setzte der schweizerische Spinnerkönig Heinrich Kunz einen Fufs nach Linttal. In den 1840er Jahren kam dann über Glarus jene kritische Zeit des allgemeinen Übergangs zum mechanischen Betrieb, der eine Menge Handweber brotlos machte und die Auswanderung so sehr in Schwung brachte. Ausgenommen blieb aber vom mechanischen Betriebe in der Hauptsache die Glarner Druckindustrie. Auf diesem Gebiete dauert der Handbetrieb fort. Hier herrscht er auch heute noch vor.

Den Vertrieb der Ware besorgten in erster Linie die grofsen Glarner Handelshäuser Streiff-Luchsinger (1758—1828), Luchsinger

& Streiff, Jenny & Schiefser. Der Geschäftsbetrieb des besonders hervorragenden Bartholome Jenny läfst sich an Hand der seit den 1790er Jahren erhaltenen Geschäftskorrespondenz bis ins einzelnste verfolgen. Wir begleiten ihn auf die Messen von Zurzach, Frankfurt a. M. und Leipzig, wo er die Glarner Mouchoirs und Châles verkauft, um sich in Frankfurt wiederum mit Indigo und Krapp, Farbholz und Gummi zu versehen. Doch würde es natürlich an dieser Stelle viel zu weit führen, die Entwicklung der zahllosen Einzellbetriebe, der Heer & Blumer, der Glarner, Becker, Brunner, Dinner, Freuler, Luchsinger, Legler, Schindler, der Jenny, Paravicini, Aebli, Oertli, Hefti, Hoesli, Hüssi, Kubli, Tschudi, Trümpy und Zopfi alle zu verfolgen. In dem Buche von Jenny findet sich das alles gemeinde- und familienweise hübsch beisammen. Hier müssen wir uns auf ein summarischer zusammenfassendes Verfahren nach den verschiedenen Produktionszweigen beschränken.

Im Anfang des XIX. Jahrhunderts machte die hergebrachte Glarner Mouchoirsdruckerei zunächst eine arge Stockung durch. Die Firma Trümpy nahm damals zuerst die sonst überall in der Ostschweiz vorherrschende Türkischrotfärberei und Weifsätzerei auf. Zu diesen beiden älteren Hauptartikeln: Mouchoirs und Türkischrot, fügten nun die 1830er und 40er Jahre die beiden wichtigsten Neuheiten des XIX. Jahrhunderts. Die Firma Luchsinger & Streiff brachte anno 1834—36 die Yasmas oder Türkenkappen für die Levanteländer in Gang, und kurz darauf 1842—43 führte die Firma Gebr. Jenny aus Britisch-Indien die nicht minder dankbaren Sarongs oder Batticks ein. Beides ist die Frucht weitverzweigter eigener Glarner Handelsverbindungen, worin erste Glarner Firmen schon dazumal den St. Galler und Zürcher Handelshäusern wenig nachgaben. Im Gegensatz zu der sonst so viel gerühmten Arbeitsteilung wurde der Glarner Industrie gerade im Gegenteil die Verkettung und Arbeitsvereinigung der verschiedenen Produktionsstufen untereinander sowohl als mit dem Vertrieb der Waren vom gröfsten Vorteil. Nicht nur Färberei und Druckerei, sondern auch Spinnerei, Weberei und Verschleifs der Waren wurden mit glänzendem Erfolge in einer und derselben Hand vereinigt. Zugleich hat sich die schweizerische Druckerei örtlich schon ganz bedeutend reduziert und konzentriert. Bereits um 1845 erzeugte die Glarner Industrie ungefähr ebensoviel Druckwaren als die ganze übrige Schweiz. Von

1821—1845 stieg ihre Produktion auf das 10- bis 12fache, mit Höhepunkt der Konjunktur von 1830—1836. Allerdings geht dieser Aufschwung stark auf Kosten des vorderschweizerischen Indiennedrucks und ganz einseitig zu gunsten der abgepafsten Glarnerware.

Bereits lernen wir aber auch schon die Anfänge der Auswanderung der Glarner Industrie nach Italien, der Levante und Rufsland kennen. Von gröfster Bedeutung sind namentlich die ersten russischen Walzendruckfabriken des Netstalers Michael Weber, zuerst bei St. Petersburg, dann 1814 in Schlüsselburg, 1817 endlich endgültig in Zarewa bei Moskau, dem rufsischen Kosmanos, geworden.

Den Verlauf der Absatzentwicklung von Glarus im allgemeinen fafst Jenny S. 370f. kurz und übersichtlich so zusammen: „Bis gegen Ende des XVIII. Jahrhunderts genügte die europäische Produktion noch kaum dem eigenen Bedarf an Druckwaren; darum war da auch noch keine Rede von Ausfuhr nach überseeischen Ländern. Erst die Kontinentalsperre zwang England zum Ersatz für den Entgang des kontinentalen Marktes, andere überseeische Absatzgebiete aufzusuchen. Das waren die Levanteländer, die nun im Laufe des XIX. Jahrhunderts immer wichtiger wurden. Nach dem Friedensschlufs von 1815 suchte dann Mülhausen sein verlorenes Terrain in Italien wieder zurückzugewinnen und dazu noch im Orient neben England Fufs zu fassen mit den sogenannten „Orientalen“, „Bengalinen“ und „Palmen“. Diese Artikel wurden nun auch in Glarus erstellt. Dazu kamen für Glarus speziell die sogenannten „Levantiner Châles“, die Vorgänger der Yasmas, stark in Betracht.“ Auf diesem Gebiete des Handdrucks von Mouchoirs, dann auch von Châles und anderen abgepafsten Tüchern bekam Glarus mehr und mehr Distanz und freien Spielraum gegenüber Mülhausen, da dieses letztere durch den starken französischen Bedarf an Indiennes und Möbelstoffen vollauf beschäftigt war. Dafür überliefs Glarus an Mülhausen fast ganz den Rouleaudruck von Indienne und Möbelstoffen. Bis zum Jahre 1840 waren in Glarus nur 2 Rouleaudruckmaschinen für Indienne und Möbelstoffe tätig.

In dieser Richtung seiner Produktion wurde Glarus um so mehr bestärkt durch die Gründung des deutschen Zollvereins, der ihm auch die bisher zugänglicheren süddeutschen Märkte zu verschliefsen

drohte. Für die in ihrem gewohnten Absatz am stärksten bedrängten Mouchoirs erwuchs ihm gleichzeitig gerade damals (1834—1836 und 1842—1843) ein vollgültiger Ersatz in den neuen Artikeln Yasmas und Batticks.

So ist es gekommen, dafs der für die schweizerische Industrie schlimmen Periode der 1840er Jahre — schlechte Ernten und teure Zeit, politische Wirren, mechanische Konkurrenz Englands und anderer Länder in Spinnerei, Weberei und Druckerei, besonders aber der deutsche Zollverein — auffallenderweise nur die aufserglarnerischen Druckereien der Schweiz unterlegen sind, während die von Glarus fröhlich weitergediehen. Um 1870, zur Zeit der höchsten Blüte der Glarner Druckerei, bestanden aufser Glarus nur noch ganz wenige, wenn auch zum Teil bedeutende Betriebe. Dagegen erreichten die Glarner Geschäfte gerade in den 1850er und 60er Jahren ihre höchste Prosperität: 1. vermöge der Vereinigung des Handelsvertriebs mit der Fabrikation, der alle grofsen Betriebe über Wasser hielt und nur kleine eingehen liefs; 2. durch die Anstelligkeit des Glarner Volksschlags, besonders durch die Geduld und Handfertigkeit der Frauen und Mädchen; in England duldeten die Drucker ihre Frauen und Töchter der Pression auf die Löhne wegen überhaupt nicht in den Druckstuben, während gleichzeitig 3. der rapide Verfall des englischen Handdrucks vor dem Rouleaudruck das ganze Feld des Handdrucks den Glarnern freigab. 4. Die übrige deutschschweizerische Druckerei wurde durch den deutschen Zollverein in ihrem Hauptabsatz, demjenigen nach Nord- und Mitteldeutschland, kaltgestellt, während man sich in Glarus schon vorher auf Italien eingerichtet hatte. Dazu kam 5., dafs die vorderschweizerische Zeugdruckerei vorwiegend Indienne, also Rouleauware (Westschweiz) oder von Hand gedruckte Indigo- und Türkischrotgenres (Ostschweiz) fabrizierte, womit sie überall auf die Rivalität Englands stiefs. Die Glarner dagegen hatten sich auf abgepafste Artikel (Sacktücher, Schleier, Kopftücher, Châles und indische Schärpen) geworfen in solchen Dimensionen oder Farbenzahl und Farbenzusammenstellungen, welche sich für den Rouleaudruck nicht eigneten. Weiter nennt Jenny als mitwirkende „rettende“ Ursache fürs Glarnerland 6. das reichliche Wasser zum Waschen der Tücher. Endlich kam 7. dazu die englische Freihandelsbewegung, durch welche die Zölle auf bedruckte Tücher daselbst von 50—75 Proz. successive auf 10 (1846),

5 (1853) und 0 Proz., d. h. die völlige Zollfreiheit seit 1860 ermäſsigt wurden. Diesem Beispiele folgten die Kolonien. Insonderheit wurden durch den Krimkrieg die 1850er Jahre, und dann überhaupt die Zeit von 1853 bis 1870—1875 für die schweizerische Baumwollindustrie — im Gegensatz zu der Krisis der deutschen während des Krimkrieges — mit Ausnahme der Handstickerei in Plattstich, zu einer Periode hoher Blüte, von welcher überdies die Glarner Druckerei am meisten und nachhaltigsten profitierte, was sich in sprungweiser Vergröſserung und enormen Gewinnen äuſserte, verbunden mit dem Durchdringen der Spezialisierung in Mouchoirs-, Türkischrot-, Yasmas- und Battickdruckerei seit 1845—1850.

Auch der groſse Brand von Glarus am 10.—11. Mai 1861 hat in den dortigen Erwerbsverhältnissen keinerlei Stockung hervorgerufen, da die vier groſsen Druckfabriken, weil an der Peripherie liegend, vom Brande verschont blieben.

Von den ca. 30 000 Seelen des Kantons Glarus waren im Jahre 1864 volle 18 Proz. in Druckereien, 10 Proz. in Spinnereien und Webereien und 2 Proz. in anderen Fabriken beschäftigt. Der Bruttowert der Garnproduktion wird auf 8,7 Mill. Frs. berechnet, der der Weberei auf 10 Mill. und der der Druckerei auf 25 Mill. Frs., wovon Nettoverdienst: 2,2 Mill. auf den Garnen, 2½ Mill. auf den Geweben und 10,62 Mill. Frs. aus dem Zeugdruck, somit total Jahresverdienst der ca. 10 000 Baumwollarbeiter: 15 220 000 Frs. aus der Baumwollindustrie allein, also über 1500 Frs. durchschnittlich per Arbeiter. Das steuerbare Vermögen hat sich im Kanton Glarus von etwa 16 Mill. heutigen Franken anno 1832 und 35 Mill. Frs. anno 1851 auf 104 Mill. anno 1880 und auf 141 Mill. anno 1900 gehoben.

Aber auch diesem Aufschwung war Ziel und Grenze gesetzt. Die starke Ausnützung des Doppeldrucks, der, 1859 von Joh. Heer in Glarus begonnen und in den 1860er Jahren bis zum vierfachen Druck ausgestaltet, allgemeine Verbreitung fand, führte gegen 1870 zu Überproduktion und zu der Notwendigkeit der Einschränkung bei scharf steigenden Lebensmittelpreisen und daher groſser Gefahr von Arbeiterunruhen. Dieser Doppeldruck der Yasmas hat Glarus geraume Zeit vor dem Eingreifen der englischen Konkurrenz geschützt und auch die türkische Yasmasfabrikation um viele Jahre zurückgehalten, während sonst in den 1870er Jahren England im Orient den schweizerischen Mouchoirs und

Buntgeweben arge Konkurrenz machte und ihnen vieles endgültig entwand.

Dagegen fanden die Glarner Mouchoirs und Châles unter dem Regime der von England inaugurierten Handelsfreiheit nunmehr neben Europa auch nach den Vereinigten Staaten, nach Südamerika und nach Ostindien Absatz. Ähnlich die türkischrot gefärbten und ätzgedruckten Stücke; doch trat dieser Fabrikationszweig wegen seines langwierigen, teuren und riskierten Verfahrens in Glarus eher zurück. Während der Haussezeit von 1855—1875 entfielen von der Gesamtproduktion der Glarner Zeugdruckereien im Betrage von 20—25 Mill. Frs. brutto etwa 46 Proz. auf Mouchoirs, 38 Proz. auf Yasmas und nur je 8 Proz. auf Türkischrot und Batticks. Die letztern sind allerdings seither viel wichtiger geworden. Wir verfolgen die vier Branchen für die Zeit von 1850 bis zur Gegenwart kurz jede für sich.

Dem ältesten Artikel, den Glarner Mouchoirs, welche mit $^3/_4$ bis $^4/_5$ ihres Absatzes nach wie vor auf den europäischen Markt angewiesen sind, hat die allgemeine europäische Handelsfreiheit der 1860er Jahre, verbunden mit den gleichzeitig auftretenden neuen Farbstoffen und Verfahren, den Absatz sehr erleichtert, wenigstens nach Frankreich und Österreich, während Spanien und Deutschland im Zolle zu hoch blieben, Italien seine ursprünglich niederen Zölle schon 1868 und dann noch weit mehr 1879 erhöhte und die Vereinigten Staaten seit 1866 sich ganz und gar zu gunsten ihrer eigenen Druckerei absperrten. Allgemein wurde dieselbe Absperrungspolitik auf dem europäischen Festlande von 1878—1879 an. Als dann auch die Handelsverträge von 1891—1892 noch immer keine erträglichen Verhältnisse schufen, trat in den Glarner Mouchoirs eine fast plötzliche Produktionsverminderung um 30—50 Proz. und ein heute noch fortgesetzter, unabsehbarer Zersetzungsprozeſs ein. Die groſse Firma Jenny & Cie., welche seit 1857 den Rouleaudruck für Mouchoirs eingeführt hatte, zog zuerst die Konsequenz aus der neuen Sachlage, indem sie 1892 den Betrieb einstellte. Ihrem Beispiel sind verschiedene andere gefolgt. Wieder andere warfen sich auf vermehrte Pflege des schweizerischen Marktes, so Conrad Jenny & Cie. mit einer groſsen doppelbreiten Rouleaumaschine für Baumwollflanelle und Betttücher, aber auch diese Firma gab 1897 ihren Anlauf preis. An ihrer Statt wird jetzt eine

Teppichweberei und eine Kartonfabrik betrieben. Andere Mouchoirsfabrikanten haben sich wieder mehr auf überseeische Artikel geworfen, aber kaum mit viel Erfolg.

In dem zweiten der älteren Glarner Artikel, Türkischrot, fand in den 1850er Jahren, als alle andern Artikel florierten, ein Rückgang statt. In den 1860er Jahren folgte wieder ein Aufschwung. Dann aber führten die bedeutsamen Kürzungen und Vereinfachungen des Präparierverfahrens durch Horace Köchlin, damals in Wesserling, später in Lörrach, in der zweiten Hälfte der siebziger Jahre eine intensive Krisis über den Türkischrotartikel herein, welche nur von zwei einschlägigen Glarner Firmen überstanden wurde. Nachdem aber hier das neue Köchlinsche Verfahren durchgeführt war, gestalteten sich die 1880er Jahre für den Türkischrotartikel sehr viel günstiger. Die Tschudi z. B. hatten 1887 ihren Höhepunkt. All das wurde jedoch in den 1890er Jahren durch den Rouleaudruck dieser Artikel in England vernichtet, sodafs der Hauptort für Türkischrot, Schwanden, fast ganz zur Garnfärberei für Indien etc. überging. Überhaupt hat sich die schweizerische Buntfärberei stetig weiter entwickelt und dadurch für den Rückgang der Türkischrotfärberei seit deren Höhepunkt im Jahre 1885 einigermafsen Ersatz geschaffen, hauptsächlich im Wege der zeitweiligen Zulassung fremder Garne und Tücher zur Veredlung in der Schweiz. Die Arbeiterzahl der Rotdruckerei ist beständig im Schwinden, da alle neuen Verfahren zuerst auf diesem Punkte zu sparen trachten.

Während sich die Glarner Mouchoirs- und Türkischrotfabrikation ziemlich enge an die gleichartige Industrie Deutschlands und des übrigen Europa anschliefst, wurde die Herstellung des in den 1830er Jahren neu eingeführten dritten Hauptartikels von Glarus, der sogenannten Yasmas oder „Türkenkappen“, d. h. türkischer Schleier, Turbane und andrer orientalischer Kopftücher zu einer Art Glarner Spezialität und Berühmtheit, sodafs die Glarner Industrie in der neueren Literatur zuweilen geradezu mit diesem „Türkenkappendruck“ identifiziert wird. Das trifft natürlich nicht zu. Ausdrücklich ist auch zu bemerken, dafs die Türkenkappendruckerei mit der Türkischrotfärberei und Ätzdruckerei gar keine näheren Beziehungen hat. Erstere stellt leichte musselineartige nur halbecht gefärbte Druckgewebe für den Gebrauch der vorder-

asiatischen türkischen Welt her, letztere viel gröbere ganz dichte Gewebe, Kalikos, ganz waschecht gefärbt und sehr widerstandsfähig, hauptsächlich für Indien etc.

Den Anfang mit dem Export von Druckwaren („Kalikos“ und „Prints“) nach der Türkei hat zu Beginn des XIX. Jahrhunderts England gemacht. Es folgte Mülhausen mit seinen Palmen und Orientalen, den sogenannten Levantiner Châles, und mit denselben Artikeln Wien und auch Glarus. Es waren dies zunächst Kopf- und Umschlagtücher der christlichen Bevölkerung des Osmanenreiches. Erst um 1830 tauchten im Abendlande die ersten Yasmas auf, d. h. bedruckte Frauenturbane aus mittelfeiner Musseline, in Glarus zuerst eingeführt durch Luchsinger & Streiff 1834—1835, 1835 auch schon durch Scheitlin & Gonzenbach in St. Gallen. Daraus entwickelte sich nun ein gewaltig ausgedehnter immer selbstständigerer Handel von Glarus mit der Levante. Den allgemeinen Preisfall der Baumwollgewebe in den 1840er Jahren haben diese Yasmas ohne Krisis ausgehalten. Seit 1850 trat wieder ein Umschlag zum Bessern ein, der 1853—1856 im Krimkriege zu einer beispiellosen Prosperität führte, bei wenn auch steigenden, so doch immer noch recht erträglichen türkischen Zöllen.

Weitaus der wichtigste Handelsplatz für die Yasmas war in der Blütezeit der 1860er Jahre Konstantinopel. Um 1870 wurde der Absatz dahin auf 3 572 000 Frs., 1887 bei etwa 1/3 der früheren Menge nur noch auf 680 000 Frs. veranschlagt. Wer übrigens die um 1870 infolge der Überproduktion durch den Doppeldruck eingetretene Krisis überstand, der konnte dann mit den feurigen Alizarinfarben der 1880er Jahre wieder weit bessere Tage sehen, ein Aufschwung, der sich heute noch fortsetzt. Im Gegensatz zu der unermüdlichen Findigkeit der Glarner Fabrikanten für alle möglichen Vorteile und Vereinfachungen wurden ihnen die schweizerischen Zollerhöhungen von 1892 recht unbequem, 50 statt 14 Frs. für feine Mydoubles. Die Drucker suchten sich durch ein Preis- und Usancenkonvenium zu helfen, das vom März 1892 bis zum März 1895 Bestand hatte. Aber auf diesem verschärften Preisniveau ging der Absatz und die Arbeit, zumal im Orte Glarus, rasch zurück, während die Konkurrenz der Türkei selbst stieg; 1894—1895 erschien noch obendrein zum erstenmal auch England mit „falschfarbigen rouleaugedruckten Yasmas“ auf dem Plan. Sofort nach dem Auseinandergehen des Konveniums

begann wieder das alte Unterbieten, sodafs Schuler Heer & Cie. auf Ende 1896 ihre Druckerei aufgaben. Die übrigen Yasmasdruckereien bestehen fort und rentieren mit ihrem einfachen Werkzeugbedarf wenigstens besser als die Mouchoirsfabriken.

Ein Betrieb, Trümpy Schäppi & Cie. ist 1884 unter Dr. Henry Schäppi auf den Wolldruck von Kleiderstoffen übergegangen in Konkurrenz gegen Deutschland, Wien und Böhmen; seit 1893 werden dort auch seidene Foulards bedruckt. Diese beiden Neuerungen sind als die gröfsten Erfolge der schweizerischen Druckindustrie zu betrachten.

Endlich der neueste Hauptartikel von Glarus die Sarong- oder Battickdruckerei für die Hindu und Malayen. Nachdem Indien vordem massenhaft Baumwollstoffe nach Europa exportiert hatte, hat England diesen Export im Anfang des XIX. Jahrhunderts zunächst vernichtet und sich von 1845 an ein unermefsliches Absatzgebiet daselbst neu geschaffen, an dem vermöge des englischen Freihandels auch Glarus teilnahm für fancy handkerchiefs und türkischrote Kopftücher, hauptsächlich aber für den Schurz oder das Lendentuch', den Sarong, der, wenn bedruckt, gebattickter Sarong oder Battick heifst, und im Glarner Land unter dem Namen „Schärpe" geht. Früher nur von den Vornehmen getragen, kam derselbe durch die billigen europäischen Nachahmungen allgemein in Gebrauch. Aufserdem kommt in Betracht der Slendang, d. h. das Umschlagtuch für den Oberkörper und für die Männer als Kopfbedeckung das Kopftuch oder handkerchief. Dieses ganze Gebiet wurde von vornherein von 2—3 ganz grofsen Firmen (P. Blumer & Jenny, Barth. Jenny & Cie. und Eg. Tschudy) um so wirksamer bearbeitet, als der holländische Zoll von 1845 an nur 6 Proz. vom Wert ausmachte. Es ist dieser Sarong- oder Battickdruckerei für Indien gelungen, durch verschiedene Verbesserungen der Verfahren, die allerdings zugleich auch von der holländischen Konkurrenz praktiziert wurden, konkurrenzfähig zu bleiben. Wichtig war namentlich das „Grosbleu Zweifel" von 1867—1880, das dann 1877 durch das Alizarinblau abgelöst wurde. Aber ziemlich gleichzeitig mit dem letzteren trat Anfang der 1880er Jahre eine scharfe Krisis ein durch den bedeutenden Aufschwung der autochthonen indischen und javanischen Produktion und die wachsende Konkurrenz von Holland und England, die auf ganz anderm, weit gröfserm Fufse

arbeiten als die Glarner Fabrikanten. Doch traf der daraus resultierende Rückgang weit mehr die Türkischrotdruckerei der übrigen Ostschweiz als gerade die Glarner Industrie.

Fatal wurde diesem Industriezweige dann namentlich, dafs England und andere Produzenten begannen, auch die abgepafsten Artikel bis zu den gröfsten Breiten, die bisher dem Handdruck vorbehalten waren, mit dem Rouleau zu erstellen, ganz neuestens auch schon vermittelst des Rollendrucks nach dem System Samuel, d. h. mit der modernen Reliefdruckmaschine, die seit 1891 von Lyon geliefert wird und bis jetzt hauptsächlich für Möbelstoffe, auf denen der Reliefdruck nötig war, angewandt wurde. Andrerseits waren der schweizerischen Druckindustrie die Schleuderausverkäufe englischer, zum Teil auch deutscher und italienischer Fabriken in den 1890er Jahren, verbunden mit dem endlosen Preisfall des Silbers (anno 1902 von 25³/₄ auf den nie gesehenen Tiefstand von 21¹¹/₁₆ Pence) in den ostasiatischen Silberwährungsländern sehr präjudizierlich. Seinen Höhepunkt hat der schweizerische Battickexport nach Holländisch-Indien im Jahre 1891 erreicht.

* * *

Der neueste Jahresbericht des Glarner Handels- und Industrievereins, erschienen im Mai 1903, gibt über die gesamte Druckindustrie im Jahre 1902 folgendes Urteil ab: „Innerhalb der Buntdruckerei konnten sich die Yasmasfabriken am wenigsten über Mangel an Aufträgen beklagen, während die Battickdruckerei nicht in dem Mafse, wie in den vorangehenden Jahren, beschäftigt war." „Die Mouchoirdruckerei sieht sich je länger, je mehr auf den aufsereuropäischen Export angewiesen, nachdem die näher gelegenen Absatzgebiete mit Ausnahme von Belgien und Rumänien infolge zu hoher Zollbelastung der glarnerischen Druckwaren ihre frühere Bedeutung gröfstenteils eingebüfst haben." Weiterhin wird in Übereinstimmung mit dem oben Erwähnten betont, „dafs England in den letzten Jahren mit der schweizerischen Druckerei in einen sehr scharfen Wettbewerb für gröfsere Breiten getreten ist, welche von ersterer fast ausschliefslich vermittelst des Handdrucks erstellt werden. Es bleibt abzuwarten, ob dieser Vorstofs der englischen Druckerei sich nur als Versuch qualifiziert oder ob dieselbe trotz den hohen maschinellen Auslagen, welche die Anwendung des Walzendrucks für grofse Breiten verursacht, den betretenen Weg

weiter verfolgen wird. Leider mufs konstatiert werden, dafs es der englischen Konkurrenz schon bis dahin gelungen ist, mit Imitationen in geringerer Reussite und entsprechender Preisunterbietung die gute schweizerische Ware auf einigen gröfseren Konsumplätzen zu verdrängen."

Im ganzen hat die Schweiz absolut und namentlich relativ von ihrer früheren Bedeutung als Zeugdruckland manches eingebüfst, und sie steht in Gefahr, noch mehr zu verlieren. Schweizerische Yasmas und Batticks sind zwar auch heute noch auf dem Weltmarkt nicht unwichtig. Doch ist der Gesamtwert des Umsatzes ein sehr bescheidener geworden. Der Export der Schweiz an bedruckten Baumwollwaren ist von 17,7 Mill. Frs. anno 1885 und immer noch 16 Mill. Frs. anno 1893 auf 8 Mill. und noch weniger in den letzten 4 Jahren gesunken. Und zwar ist hauptsächlich der Absatz nach den europäischen Grenzländern, Österreich und Italien, auf ein Zehntel seines vormaligen Betrages von 3½ Mill. Frs. zurückgegangen; dann auch derjenige nach den Yasmaländern der Levante, weniger der nach den indischen Battickländern in Süd- und Ostasien. Die Einfuhr dagegen ist trotz den schweizerischen Schutzzöllen von 1892 nicht gesunken, sondern nach momentanem Rückgang im Jahre 1901, anno 1902 nur um so höher gestiegen: 2⅔ Mill. Frs. Wert, wovon über 1½ Mill. auf deutsche und 818,000 Frs. auf englische Ware entfallen. Die Arbeiterzahl der Glarner Druckerei ist nach der eidgenössischen Fabrikstatistik von 3878 anno 1888 auf 2259 anno 1901 abgefallen; noch mehr die Zahl der Betriebskräfte, nämlich von 1370 auf 690 HP., also genau auf die Hälfte; die Zahl der Betriebe beträgt nur noch 19 gegen 27.

Aufserhalb Glarus ist inzwischen von einiger Bedeutung geworden die Stückfärberei Hard in Zürich, welche mit zwei Rouleaumaschinen Seidengewebe bedruckt, während eine Basler Färberei zugleich den Band- und Zetteldruck von Hand auf Seide und Baumwolle pflegt.

* * *

Am besten läfst sich die Entwicklung des Zeugdrucks in Mülhausen und Glarus durch eine zusammenfassende, vergleichende Gegenüberstellung beider Plätze vergegenwärtigen.

An beiden Orten hat der Zeugdruck fast gleichzeitig um 1740 bis 1750 Fufs gefafst. Aber sowohl das Tempo der Entwicklung,

bezw. der Konzentration, als auch die Auswahl der Produktion und die Richtung des Absatzes geht dann weit auseinander:

In Mülhausen folgen auf die erste Gründung unmittelbar eine ganze Anzahl kleinerer und gröfserer Versuche in gleicher Richtung, in Glarus bleibt es bis zum Ende des Jahrhunderts bei den 2 oder 3 Betrieben der ersten Zeit.

Mülhausen tut 1798 den grofsen Schritt der Loslösung vom Schweizerbund, der Aufgabe seiner Reichsfreiheit und des Anschlusses ans französische Staatsgebiet, d. h. an den konsum- und kaufkräftigsten Markt unter den kontinentalen Grofsstaaten. Es gewinnt dadurch einen sicheren Absatz und zugleich, namentlich unter dem zweiten Kaiserreich, neue Anregungen zu immer höherer und feinerer Ausgestaltung seiner Stoffproduktion, wie sie anderwärts kaum denkbar gewesen wären. Die Restitution der Stadt an Deutschland hat dieser stolzen Entwicklung zwar einigen Eintrag getan. Doch ist auch da der Mülhauser Indienne ein grofser Markt von wachsender Kaufkraft gesichert geblieben.

Anders die Glarner Industrie, deren einheimischer Absatz, gleich demjenigen von Genf und Neuchâtel, von Basel, Bern und Zürich, stets sehr enge begrenzt war, welche vielmehr von vornherein auf den Export, auf die kommerzielle Expansion angewiesen war und darin auch Erstaunliches geleistet hat.

In der Auswahl der Produkte, sowie in der ganzen Produktionsweise endlich tritt schon sehr bald, hauptsächlich aber im ganzen XIX. Jahrhundert eine klare, ziemlich scharf durchgeführte Arbeitsteilung zwischen Glarus und Mülhausen in der Weise ein, dafs Mülhausen zu der eigenen Tradition das Erbe der westschweizerischen Indienneindustrie übernimmt, d. h. also Stückware für Kleider, Möbel, Vorhänge, Bettüberzüge und dergleichen herstellt, während Glarus in teilweiser Anlehnung an die ostschweizerische Türkischrotfärberei und -Ätzdruckerei weit überwiegend die grofsmustrige abgepafste Ware: zunächst Mouchoirs, in der Folge hauptsächlich die Yasmas für die Osmanen und seit 1842 die Sarongs oder Battícks für Britisch- und Niederländisch-Indien herstellt.

Damit war zugleich ein tiefgreifender Unterschied in der Drucktechnik von Glarus gegenüber den meisten andern Produktionsstätten des Zeugdrucks gegeben. Der wichtigsten Reform der

Technik des Zeugdrucks, der Einführung des mechanischen Rouleaudrucks anstatt des altherkömmlichen Tafeldrucks von Hand, konnte sich Glarus bis gegen Ende des XIX. Jahrhunderts ohne wesentliche Einbufse verschliefsen, während alle andern Druckbetriebe, die hierin nicht vorwärtsschritten, zu grunde gegangen sind. Glarus allein hat den Schritt nicht getan und ist trotzdem noch zwei bis drei Menschenalter hindurch aufrecht geblieben. Das erklärt sich nun eben aus der Verschiedenheit der beiderseitigen Produkte. Für die grofsmustrigen abgepafsten Manufakturwaren von Glarus, die Mouchoirs, den Türkischrotartikel, die Yasmas und die Batticks, eignet sich der mechanisch betriebene Walzendruck viel weniger als für die kleineren und meist auch schmaleren Rapporte der Indienne- und der Möbelstoffe von Mülhausen, Glasgow und Manchester. Deshalb konnte Glarus fort und fort am althergebrachten Handbetrieb, am sogenannten „Tafeldruck", im Gegensatz zum Rouleaudruck festhalten. 1840 waren, wie wir sahen, erst 2 Walzendruckmaschinen in Glarus im Betrieb, und noch 1900 zählte man im Glarnerlande nur 13 Walzenmaschinen neben einer hundertmal gröfseren Zahl von Handdrucktischen, während in Grofsbritannien nahezu 1000 (975), in Rufsland und Nordamerika (490) je ca. 500, in Deutschland, Frankreich (220) und Österreich-Ungarn je ca. 230, in Spanien 85, in Italien 70, in Portugal 29 Walzendruckmaschinen arbeiteten. Holland fehlt in der Statistik.

Allerdings ist nun in den letzten Jahrzehnten auch darin eine Änderung eingetreten. Mit der Zuspitzung der Konkurrenz im allgemeinen hat man auch in England begonnen, den Yasmas- und den Battickdruck auf Walzenmaschinen zu betreiben und andererseits ist seit der Erfindung und Verbreitung der Anilin- und der künstlichen Alizarinfarben auch die Produktion im Orient stark in Aufnahme gekommen.

Weiterhin ist in den 1890er Jahren die Depression der südeuropäischen Valuten, namentlich der italienischen und der spanischen hinzugetreten, was nicht nur, wie Jenny hervorhebt, den Absatz nach diesen Ländern bedeutend erschwert, sondern auch, was er vielleicht etwas zu wenig zu beachten scheint, die Ausdehnung des Absatzes der italienischen Fabriken nach den gewohnten Märkten der Schweiz in der Levante arg beeinträchtigt hat.

* * *

Abgesehen von dem hier etwas breiter ausgeführten Hauptgegenstand der beiden Werke enthalten dieselben eine Fülle wichtiger Mitteilungen und Untersuchungen über die verschiedensten, dem Stoffdruck verwandten und auch über andere Industrie- und Handelszweige, sowie über alle möglichen wirtschafts- und sozialpolitischen Vorgänge und Einrichtungen.

In ersterer Hinsicht verdient die vorzügliche kritische Bearbeitung alles dessen, was an Statistik der schweizerischen Baumwollindustrie besteht, auf S. 658—690 des JENNYschen Werkes als mustergültig hervorgehoben zu werden. Daraus tritt dann wiederum als besonders wichtiges und nachdenkliches Kapitel die Auswanderung der schweizerischen Industrie nach den angrenzenden und auch nach entfernteren Schutzzollländern hervor. JENNY hat sich mit besonderer Mühe, aber auch mit besonderem Erfolge daran gemacht, diese Bewegung speziell nach Italien festzustellen, und ist dabei zu folgendem Resultate gelangt. Es bestanden an Schweizerfirmen in Italien im Jahre 1900:

28 Spinnereien mit 770 000 Spindeln, d. h. halbsoviel als in der Schweiz selbst,
13 Zwirnereien „ 65 000 Zwirnspindeln; d. h. $^5/_8$ so viel als in der Schweiz selbst,
26 Webereien „ 15 000 Webstühlen; d. h. ebensoviel als in der Schweiz selbst,
5 Druckereien „ 40 Walzendruckmaschinen gegen blofs 13 Maschinen in der Schweiz.

Nur wenige dieser Gründungen reichen über das Jahr 1860 zurück. Die grofse Mehrzahl entstand zwischen 1870 und 1890.

In sozialpolitischer Hinsicht sind die beiden Industriereviere von Mülhausen und von Glarus Pioniergebiete (vergl. z. B. betr. Glarus hier S. 419). Es sei nur an die Cité ouvrière von Mülhausen und an das ganze reiche Wirken der Société Industrielle erinnert, während uns in Glarus die sympathische Gestalt des nunmehr bereits verstorbenen Nestors der schweizerischen Fabrikinspektoren Dr. Schuler von seinem ersten Auftreten als junger Arzt in den 1860er Jahren entgegentritt. Dafür wie für so vieles andere mufs aber auf die unerschöpflich reichhaltigen Werke selbst verwiesen werden.

Bernard de Mandeville.

(Contribution à l'étude des origines du libéralisme économique.)

Par

Albert Schatz (Paris).

Le moment présent pourra sembler mal venu pour une étude des origines du libéralisme économique. La doctrine libérale a eu son heure de gloire: le XIXe siècle a fait d'elle plus qu'une doctrine et presque une religion; elle a eu ses apôtres et ses fidèles, il semble qu'aujourd'hui, à en croire certains, elle n'ait plus que des martyrs. La politique du laisser faire et du laisser passer se trouve en butte aux attaques violentes, non-seulement des socialistes qui la veulent détruire tout entière, mais de ceux-là mêmes qui, conservant certains de ses principes, prétendent la corriger de ses excès et, au nom de la justice, au nom de la Solidarité sociale, au nom de certains intérêts de classes, la decouronnent, en réalité, et détruisent son unité scientifique et la logique de ses conclusions.

Toutefois le liberalisme économique est moins attaqué encore qu'il n'est méconnu. La simplicité apparente de sa dogmatique et de ses théories lui a été funeste, en ce sens qu'on a cru pouvoir le condamner sans en posséder la complète notion, et sans rechercher jusque dans ses origines, les fondements réels et derniers de ses conclusions. En réalité le libéralisme économique apparaît au XVIIIe siècle comme le fruit d'une lente et patiente culture philosophique et d'une observation minutieuse du milieu économique. Les tendances nouvelles, au nom desquelles on prétend aujourd'hui le combattre et réagir contre son influence, ont été pour la plupart formulées au XVIIIe siècle, et c'est précisément leur contact et la critique qu'en ont faite les premiers représentants de la doctrine

libérale qui lui ont donné sa substance et sa forme propres. C'est qu'aussi bien le XVIIIe siècle qu'un illustre critique littéraire appelait le grand siècle, fut une merveilleuse époque des progrès de l'esprit humain et que la pensée sociale elle-même lui doit ses conceptions les plus puissantes et les plus fécondes. Nous voudrions le montrer une fois de plus en étudiant chez B. DE MANDEVILLE la philosophie originale du libéralisme économique.

Nous serions mal venus à présenter, dans cette revue, MANDEVILLE comme un inconnu. De très estimables travaux de langue allemande [1]), ont, en effet, laissé peu à faire à qui voudrait se borner à une étude de cet auteur considéré en lui-même et quant à sa valeur propre. De même, en Italie, le savant ouvrage du professeur LAVIOSA [2]) donne à MANDEVILLE sa véritable place dans la philosophie morale du XVIIIe siècle. Il faut bien reconnaître cependant que ces travaux spéciaux n'ont pas, d'une part, valu à MANDEVILLE la notoriété universelle qu'il mériterait. En France, les histoires des doctrines économiques et les dictionnaires d'Economie politique semblent ignorer son existence. En Italie même, l'ouvrage, pourtant si riche au point de vue bibliographique du professeur COSSA [3]) n'en fait pas mention. D'autre part, là même où MANDEVILLE a été étudié, on a quelque peu laissé dans l'ombre l'étude de ses relations avec l'école classique, avec le libéralisme économique ultérieur. C'est à ce point spécial que nous nous attacherons; aussi est-il, à notre sens, de toute première importance, et c'est ce que nous devons tout d'abord établir.

L'idée de liberté économique si simple, en apparence, et quand l'on s'attache au caractère généralement négatif de ses conclusions d'art social, suppose, en réalité, une si patiente élaboration doctrinale que c'est seulement au XVIIe et surtout au XVIIIe siècle que nous la voyons apparaître. Dans la progressive évolution des sociétés, l'économie urbaine avait succédé à l'économie familiale

---

1) Voir en particulier: P. SAKMANN, *B. de Mandeville und die Bienenfabel-Controverse* .... 1897. Freiburg. Leipzig. — HASBACH, *Larochefoucault und Mandeville* dans le Jahrbuch de SCHMOLLER. 1890. p. 1.

2) Dott. G. LAVIOSA, *La filosofia scientifica del diritto in Inghilterra. Parte I. Da Bacone a Hume.* pp. 655—695. Torino 1897.

3) L. COSSA, *Histoire des doctrines économiques.* Trad. franç. avec préface de M. A. DESCHAMPS. Paris 1899.

et l'économie nationale à l'économie urbaine sans qu'ait cessé de régner le principe qui avait régi les premières communautés: l'idéal d'une sage administration est d'enrichir la collectivité administrée, que ce soit la famille, la ville ou la nation. Or la richesse consistant principalement en la possession de métaux précieux, selon l'opinion du temps, l'Etat a pour fonction essentielle d'attirer dans le pays et d'y maintenir par tout un mécanisme réglementaire d'une extrême complication, la plus grande somme possible de métaux précieux. Telle est l'essence du système mercantile, système essentiellement politique où les considérations de pure politique sont en effet seules mises en jeu, à l'exclusion de toute considération psychologique ou morale.

Il devait venir un moment où la nation, parvenue à un développement économique plus complet, se sentirait à l'étroit sous cette réglementation sans limites. C'est ce sentiment de gêne qui se traduit au XVIIIe siècle par la critique des prohibitions mercantilistes et des restrictions à la liberté commerciale comme aux libertés professionnelles [1]). La critique va si loin qu'on en vient à considérer la possibilité d'un rejet total de cette réglementation. Mais alors qu'arrivera-t-il? Quel principe suffira à établir l'ordre dans les relations économiques lorsque l'ordre artificiel d'une politique essentiellement et constamment interventionniste aura disparu? Vainement Vanderlint et Josiah Tucker s'attachent à trouver ce principe en analysant les voies de la Providence dans le monde économique. Vainement Pilter de la Court et Dudley North tentent d'établir la liberté sur les droits naturels des individus. Il faut en arriver à Mandeville pour trouver l'origine véritable de ce courant de la pensée qui devait aboutir à la constitution doctrinale du système libéral, car cette origine est avant tout dans l'étude psychologique de l'individu vivant en société, dans la philosophie morale de l'auteur de la Fable des Abeilles. Ici la politique cède le pas à la psychologie et l'on conçoit clairement, pour la première fois, qu'il ne saurait être de système social digne de ce nom, qui n'ait sa base dans l'analyse de l'être humain. «Il croit, devait dire A. Smith, en parlant d'un inventeur de systèmes utopiques et dans un passage

---

1) cf. Hasbach. *Les fondements philosophiques de l'Economie politique de Quesnay et de Smith.* Rev. d'Econ. polit. 1893. t. VII. p. 747.

qui exprime excellemment la nouvelle conception, il croit qu'on peut disposer des différentes parties du corps social aussi librement que des pièces d'un jeu d'échecs, il oublie que les pieces d'un jeu d'échecs n'ont d'autre principe de mouvement que la main qui les déplace et que dans le grand jeu des sociétés humaines chaque partie a un principe de mouvement qui lui est propre et qui est absolument différent de celui dont le législateur a fait choix pour le lui imprimer. Quand ces deux principes de mouvement coïncident et ont la même direction, le jeu de la machine sociale est facile, harmonieux et prospère; s'ils sont opposés l'un à l'autre le jeu est discordant et funeste et la machine sociale est bientôt dans un désordre absolu[1].»

C'est à découvrir ce «principe propre de mouvement» que MANDEVILLE consacre en 1714 son pamphlet de la Fable des Abeilles. MANDEVILLE est un médecin, exerçant sa profession à Londres, mais qui est né en Hollande, d'une famille d'origine française. Sa Fable des Abeilles est un court poème qui a déjà paru en 1706 sous le nom de «La ruche bourdonnante ou Les fripons devenus honnêtes» en une feuille volante, que l'on a criée dans les rues de Londres à six sols, dans une première édition, et à un ½ sol dans une seconde. En 1723, il y ajoute des commentaires en forme de remarques et de dialogues pour répondre à certaines protestations scandalisées des moralistes et des théologiens. Il y a joint en outre un «Essai sur les écoles de charité» et des «Recherches sur l'origine de la vertu morale» qui précisent et illustrent sa penseé[2].

Le titre commun de ces diverses études est emprunté à l'apo-

---

1) A. SMITH, *Théorie des Sentiments moraux*. Partie VI. Sect. II. Chap. II Trad. franç. Paris (Guillaumin). 1860. p. 273.

2) Nos références, dans la présente étude, porteront sur la traduction française des oeuvres de MANDEVILLE donnée par J. BERTRAND sous le titre: *La Fable des Abeilles ou les Fripons devenus honnestes gens*, avec le commentaire où l'on prouve que les vices des particuliers tendent à l'avantage du public — trad. de l'anglais sur la 6e édition — à Londres, chez JEAN NOURSE (1740 et 1750). 4 vol. in—12.—comprenant: t. I La *Ruche murmurante* et les remarques de A à Y. t. II: *Recherches sur l'origine de la vertu morale*, p. 1—27. *Essai sur la Charité et les Ecoles de charité*, p. 28—167. *Recherches sur la société*, p. 168—261. *Défense de l'ouvrage*, p. 265—321). — t. III: *Dalogues* I, II, III, IV. — t. IV: *Dialogues* V et VI.

logue de quelques pages qui en est le point de départ. MANDEVILLE suppose, au temps sans doute où les bêtes parlaient, une ruche d'abeilles dont l'organisation est calquée sur celle de la société humaine. On y voit des Prêtres, des Ministres d'Etat, des Coquettes et des Fripons. Mais un jour une grande ardeur de vertu s'empare de chacun. Et l'on s'aperçoit avec étonnement que toute la vie économique et sociale devient peu à peu impossible. La prospérité de la ruche diminue et les abeilles retournent à l'état sauvage où elles trouvent l'honnêtete et le contentement avec la pauvreté. La morale de la fable, c'est que «le vice est avantageux lorsque la justice l'émonde» c'est que «le vice est aussi nécessaire dans un état florissant que la faim est nécessaire pour nous obliger à manger». Et c'est ce que le restant de l'ouvrage est destiné à confirmer.

Le style en est aimable et la forme humoristique. L'auteur ne prétend pas dogmatiser ni conclure; le prétexte de son ouvrage est dans l'outrance de certaines théories morales fort en honneur à l'époque et où le puritanisme écossais se montre dans toute son exagération. De telles conceptions sont-elles compatibles avec la vie en société? L'auteur prétend démontrer la négative. S'il faut considérer comme vices ce que les théologiens appellent de ce nom, il faut reconnaître que la société ne subsiste que grâce aux «vices» de ses membres; que les vices privés sont un bienfait public[1]. C'est le paradoxe qui sert de sous-titre à l'ouvrage.

1) On connaît encore de MANDEVILLE, outre des ouvrages médicaux, les publications suivantes: Free thoughts on Religion ... and national happiness .... (1723). The Virgin unmask'd ... (1724). An Enquiry into the causes of the frequent executions at Tyburn (1725). Vénus la populaire ou apologie des maisons de joye (1727). An Enquiry into the origine of honour (1732). A letter to Dion, occasioned by his book called Alciphron (1732).

Quant aux ouvrages suscités par la Fable des Abeilles au XVIII[e] siècle, ils sont légion. On peut citer parmi eux: DENNIS: *Vice and Luxury public mischiefs...* (1724). FIDDES: *A general treatise of morality* (1724). LAW: *Remarks upon... the Fable of the Bees* (1724). T. BLUETT: *An Enquiry whether a general practice of virtue tends to the wealth or poverty, benefit or disadvantage of a people ...* (1725). HENDLEY: *A defence of the Charity Schools ...* (1725). THOROLD: *A short examination of ... a ... book, intituled the Fable of the Bees* (1726). CHANDLER: *Doing good recommended .... a Sermon ... to which is added an answer to an Essay on Charity Schools ...* (1728). INNES: *Aretê-Logia, or an Enquiry into the original of moral virtue...* (1728). CAMPBELL: *An Enquiry into the original of moral virtue ...* (1733). HUTCHESON:

En vérité, cette controverse éthico-politique n'est qu'un prétexte à l'exposition infiniment agréable de la philosophie de BAYLE, d'HELVETIUS et de la ROCHEFOUCAULD appliquée au milieu social. L'originalité de MANDEVILLE consiste précisément en cette adaptation des principes au terrain économique proprement dit, et aussi dans une analyse de l'activité et de la nature humaines, dont la finesse est telle qu'elle a pu sembler définitive à DAVID HUME et à ADAM SMITH, qu'elle a fait corps avec le libéralisme économique à ses origines et qu'aujourd'hui encore tout le système fait, en partie du moins, fond sur elle. C'est là ce que nous voudrions montrer. Nous voudrions faire saisir, en premier lieu, la philosophie morale de MANDEVILLE, analyser avec lui l'individu vivant en société; puis, en second lieu, montrer comment cette philosophie morale et cette psychologie ont tracé sa voie, d'abord au libéralisme de HUME et de A. SMITH, chez qui l'influence de MANDEVILLE est manifeste, puis au libéralisme économique ultérieur, si ignorant qu'il semble devenir de son origine véritable, montrer comment, à l'époque contemporaine elle-même, l'attitude des libéraux vis-à-vis des problèmes sociaux et vis-à-vis des écoles nouvelles est déterminée, souvent à leur insu, par l'action latente et toujours puissante de cette philosophie première du système.

Une telle étude présente à nos yeux un double intérêt: d'une part elle détermine la véritable physionomie d'une doctrine ancienne qui, semblable à ces lierres vigoureux dont les derniers rameaux sont pleins de sève tandis que le pied se dessèche, paraît perdre le souvenir des premiers temps de son existence. D'autre part, cette étude devra mettre en valeur un essai de psychologie économique dont tout système social doit nécessairement tenir compte, ceux-là mêmes qui concluent en faveur de l'intervention de l'Etat autant et plus que ceux qui concluent à la possibilité de son abstention.

* * *

Sect. I. L'œuvre de Mandeville.

L'oeuvre de MANDEVILLE n'a aucun caractère systématique et il est essentiel d'indiquer l'ordre dans lequel nous grouperons ses con-

Reflections upon Laugther, and Remarks upon the Fable of the Bees (1750). Enfin deux ouvrages anonymes: *An Enquiry into the original of our ideas of Beauty and Virtue* ... (1725). *The true meaning of the Fable of the Bees* ... (1726).

ceptions. Cet ordre est, pour nous, déterminé par l'objet même de cette étude par la construction doctrinale du libéralisme économique, dont MANDEVILLE est le philosophe.

Ici d'ailleurs une difficulté se présente, qui tient à la complexité et aux aspects divers de la doctrine libérale elle-même. Toutefois la matière est ici généralement connue et nous nous croyons en droit de réduire à trois les positions essentielles du libéralisme.

1) L'individu est, sur le terrain économique, mû et guidé principalement par l'intérêt personnel.

2) Les intérêts personnels des individus, agissant dans un milieu social libre, sont harmoniques.

3) Les intérêts étant harmoniques, il importe de laisser les individus libres de leur activité. Et la conclusion d'art social du libéralisme est naturellement une politique d'abstention pour l'Etat, qui doit uniquement s'employer à garantir énergiquement la propriété individuelle et la sécurité des membres de la société.

C'est à ces trois chefs: prédominance en matière économique de l'intérêt personnel sur les sentiments altruistes, harmonie des intérêts, politique de liberté, que nous rattacherons l'étude des conceptions de MANDEVILLE.

* * *

On a beaucoup raillé «l'homo œconomicus» de l'école classique — n'est ce pas, en effet, une plaisante figure que cet homme abstrait cédant, éternellement et en tous lieux, aux impulsions d'un seul penchant qui est l'amour propre. L'idée serait parfaitement ridicule si elle n'était appuyée sur une psychologie très poussée et très fine et si sa simplicité apparente ne dissimulait une réelle complexité. Or, MANDEVILLE est le seul à avoir analysé minutieusement le concept d'intérêt personnel qui, pour D. HUME et A. SMITH, est accepté comme un tout donné. Aussi bien les circonstances rendaient-elles nécessaires cette analyse.

Lorsque paraît la Fable des Abeilles, on est aux plus beaux jours de la philosophie du sens moral. HUTCHESON[1]), BUTLER[2])

1) HUTCHESON: *An Inquiry into the Original of our ideas of Beauty and Virtue* (1725).

2) BUTLER: *Of the Nature of Virtue* (1736).

et SHAFTESBURY[1]) surtout, que MANDEVILLE prend directement à partie, s'attachent à exalter le naturel sociable de l'être humain et à trouver le principe de l'ordre social dans ce que nous appellerions aujourd'hui les vertus altruistes de l'humanité. Dans cette controverse deux problèmes se détachent nettement: qu'est-ce que l'homme? Comment s'organise la société? Cette dernière question est aisée à résoudre si l'homme a véritablement des penchants sociaux. Elle est plus complexe si l'intérêt personnel est, comme le soutient MANDEVILLE, le principe véritable de l'activité économique.

Et d'abord qu'est ce que la nature humaine? Si l'on admet que cette étude doit être le point de départ de toute doctrine économique, on se heurte dès l'abord à des difficultés singulières. Socrate résumait une bonne partie de la sagesse antique en invitant les hommes à se connaître eux-mêmes. En fait, tout semble conspirer à les en empêcher et nous ne tarderons pas à le comprendre.

Si nous observons les hommes avec le souci de les connaître non pas tels qu'ils devraient être, ce qui est l'affaire des moralistes, mais tels qu'ils sont, nous remarquons bientôt que l'individu n'agit que si la passion, que si le sentiment l'y pousse. Pour moi, dit MANDEVILLE, si je le considère indépendamment de ce qui s'offre le premier à la vue et que je ne fasse aucune attention à la peau, à la chair, aux os etc. dont il est composé, je trouve qu'il entre dans sa composition différentes passions. Tour à tour ces passions exciteés et dominantes le gouvernent bon gré mal gré qu'il en ait[2]). Et ailleurs: Jamais l'homme ne s'anime avec tant de vigueur que lorsqu'il est excité par des désirs. Tandis que ses désirs seront tranquilles et qu'il n'y aura pas quelque objet considérable qui les excite, l'excellence de l'homme et sa capacité demeureront cachées. Sans l'influence des passions cette lourde machine est semblable à un vaste moulin dans un moment de calme[3]).

Toutefois si les passions sont les mobiles véritables de nos actes, il faut tenir compte de ce fait que très souvent leur action est inconsciente. D'abord, en effet, nous n'aimons pas nous examiner nous-mêmes; nous n'y faisons le plus souvent que des

1) SHAFTESBURY: *Characteristics of Men, Manners, Opinions, Times* etc. (1711).

2) Fable des Abeilles. t. I, pag. 35. Introduction.

3) id. t. I, pag. 273. Rem. Q.

découvertes désagréables et qui rabattent notre amour-propre. Et puis, avec la meilleure volonté du monde, nous sommes facilement aveuglés par les passions elles-mêmes que nous voulons observer et en particulier par la vanité. Aussi bien, toute éducation dont l'objet réel est d'accommoder nos passions à la vie en société et qui doit en modifier l'apparence extérieure pour que la société puisse subsister, nous apprend-elle dès l'origine à dissimuler nos passions. «L'homme n'a pas besoin de se rendre tout à fait maître de ses passions, il suffit qu'il ne les fasse pas connaître. La vertu nous commande de mortifier nos appétits, mais l'éducation requiert seulement que nous apprenions à les celer [1])».

Enfin, et c'est une dernière cause d'obscurité, c'est un jeu complexe que celui des passions humaines. Elles sont nombreuses et parfois contraires. «Il en est des passions de l'homme comme des couleurs d'une étoffe. Le rouge, le vert, le bleu, le jaune et le noir etc. sont des couleurs sensibles qui peuvent être aperçues dans les différentes places où elles se rencontrent, mais il faut être artiste pour distinguer toutes les différentes couleurs avec leurs justes proportions, telles qu'elles se trouvent dans un drap bien mélangé. De même tout le monde peut découvrir la passion d'un homme lorsqu'elle est distincte et que seule elle l'occupe tout entier; mais il est très difficile de suivre pas à pas chaque motif d'une action qui est l'effet de plusieurs passions [2]).»

Or il est essentiel de mener à bien cette étude complexe. C'est aux passions que l'on doit le progrès économique; plus l'homme a de passions, c'est à-dire de désirs et de besoins, plus son activité économique est encouragée. C'est sur les passions qu'il faut agir si l'on veut fonder la morale, car nul précepte ne peut être efficace qui s'adresse à la raison sans déterminer un sentiment et une passion. Quant à la Politique sa fin dernière est, comme nous le verrons, d'opposer les unes aux autres les passions humaines et de fonder sur elles l'ordre social [3]).

1) Fable des Abeilles. t. I, p. 67. Rem. C.

2) Id. t. I, p. 91. Rem. E.

3) «Les politiques n'ont jamais mieux fait connaître leur sagacité, leur pouvoir, de même que leur travail et les soins qu'ils ont pris pour civiliser la société, que dans l'heureuse invention de mettre nos passions en jeu les unes contre les autres.» Id. t. I, p. 201. Rem. N.

Les passions ont une origine commune. Leur multiplicité est réductible à l'unité en ce sens que l'intérêt personnel est leur source commune. Cette réduction, on l'a opérée dès le XVIIIe siècle, et si bien que le libéralisme économique est aujourd'hui exposé à des critiques qui tiennent à une méprise sur ce point précis, lorsqu'on condamne le concept d'intérêt personnel comme une donnée simpliste à l'excès, comme une conception, naïve par son étroitesse, de l'âme humaine. En réalité, il y a derrière ce terme toute une philosophie, que l'on peut, certes, discuter comme telle, mais à un tout autre point de vue que celui auquel on se place. Il est trop aisé de critiquer cette tendance à considérer avant tout notre intérêt propre, en invoquant les cas infiniment nombreux où l'intérêt général intervient dans nos préoccupations, où apparemment nous nous sacrifions à quelque noble cause ou à quelque grande idée. La philosophie morale de MANDEVILLE admet de tous points ces exceptions apparentes à la règle qu'elle pose. Mais, et ceci est capital, elle prétend démontrer que ces préoccupations altruistes sont, en dernière analyse, une manifestation indirecte du pouvoir de l'amour propre et sont inspirées, souvent à notre insu, par ces mêmes passions dont la réunion constitue l'intérêt personnel. C'est l'effort de BAYLE, d'HELVETIUS et de la ROCHEFOUCAULD, concentré dans le pamphlet de MANDEVILLE, que de prouver, par l'analyse et l'observation, la préponderance en cette matière même de l'intérêt personnel ou tout au moins la possibilité d'expliquer le cas, sans faire intervenir d'autre mobile que les passions essentielles de l'âme humaine. «Je n'ai point insinué, dit MANDEVILLE, que j'étais dans la pensée que toutes ces perfections auraient pour unique principe un amour excessif pour la gloire. Je veux simplement démontrer la possibilité qu'il y a que toutes ces actions soient faites par une personne qui n'aurait d'autre but ni d'autre secours que ceux que j'ai nommés [1]).»

Qu'est-ce donc que l'intérêt personnel? «Il n'est rien sur la terre de si généralement sincère que l'amour que toutes les créatures, qui sont capables de ce sentiment, se portent à elles-mêmes [2]) . . .

1) Fable des Abeilles. t. III, p. 98. Dial. II.

2) Cf. A. SMITH: «Tout homme ... est premièrement et particulièrement recommandé à lui-même par la nature; il est a tous égards plus capable d'en prendre soin que personne...» etc.: *Th. des sentim. mor.* P. VI, sect. II, chap. 1.

c'est une loi de la nature qui oblige les créatures à n'avoir d'autres appétits ou d'autres passions que celles qui tendent soit directement, soit indirectement à la conservation d'elles-mêmes ou de leur espèce . . . Ces désirs ou ces passions ont toutes des symptômes différents, par où elles se manifestent à ceux qu'elles troublent. Suivant la diversité des émotions que ces passions causent au dedans de nous, elles ont reçu différentes dénominations [1]».

Voilà donc la loi naturelle fondamentale; elle pose en principe l'instinct de conservation comme mobile essentiel de notre activité. De ce principe découlent certaines passions essentielles.

La première de ces passions est l'estime de soi-même, car aucune créature ne peut aimer ce qui lui déplaît. Sans cette passion la vie nous est donc impossible, comme à tout être vivant d'ailleurs, et MANDEVILLE l'expose en considérant les sociétés animales elles-mêmes.

«Depuis que cette passion à été proscrite, dit-il, en l'étudiant chez l'homme, chacun la déguise. Elle ne paraît plus telle qu'elle est. On la voit prendre mille formes différentes. Souvent nous en sommes affectés sans en avoir le moindre soupçon. Mais il semble que c'est ce principe qui nous donne continuellement de l'amour pour la vie, lors même que nous n'avons pas sujet de l'aimer — Dans le temps que nous sommes contents de nous-mêmes, c'est l'estime que nous faisons de notre individu qui cause en nous, quoiqu'imperceptiblement, la satisfaction dont nous jouissons. Cette passion est si nécessaire au bien-être de ceux qui sont accoutumés à la satisfaire, que, sans elle, ils ne sauraient jouir d'aucun plaisir. Ils ont pour ce principe une si profonde vénération qu'ils seraient sourds aux plus vives sollicitations de la nature et qu'ils s'opposeraient aux plus violents appétits, si, pour les assouvir, il fallait renoncer à cette passion. Dans la prospérité elle double notre bonheur et elle nous soutient dans les revers de la fortune. C'est la mère de nos espérances, le fondement et la fin de nos plus agréables imaginations. Elle est notre plus sûr refuge contre le désespoir. Dans quelque situation que nous nous rencontrions, il suffit pour prendre soin de nous-mêmes que nous nous estimions à quelques égards, soit par rapport au présent, soit par rapport à

---

1) Fable des Abeilles t. I, pp. 300—301. Rem. R.

avenir. Jamais qui que ce soit ne pourra se résoudre à se donner ι mort, s'il lui reste encore la moindre bonne opinion de lui-même t de son état, mais dès que cette passion est éteinte, toutes nos spérances s'évanouissent et nous ne pouvons souhaiter que de entrer dans le néant. Notre existence nous devient alors si inupportable que notre amour-propre nous pousse à la détruire et chercher asile entre les bras de la mort[1].»

Cette passion fondamentale, nécessaire à l'individu isolé ntraîne pour l'individu qui vit en société deux autres passions ui rendent seules possibles cette société. C'est la vanité d'une art et la honte de l'autre. Toutes deux tiennent au cas que ious faisons de l'estime d'autrui. En effet, en vertude l'estime ue nous nous portons à nous-mêmes nous avons tendance à ious faire illusion sur notre valeur. Jusqu'à un certain point nous ious défions de notre jugement et nous cherchons à le confirmer ar l'opinion d'autrui. La vanité est satisfaite si cette confirnation nous est accordée, et nous faisons tout pour qu'il en soit insi. Tous nos actes tendent, au moyen même d'une hypocrisie plus ou moins consciente, à obtenir ce résultat. S'il se produit, la passion satisfaite apparaît à certains signes physiologiques. «Une chaleur nouvelle et plus vive qu'à l'ordinaire dilate et fortifie son cœur. Le sang retiré du côté du cœur laisse aux extrémités du corps une fraîcheur douce et agréable. Il se sent si léger qu'il semble croire de pouvoir marcher dans les airs. Il élève sa tête altière et roule tout autour avec vivacité ses yeux tout pétillants de joie[2].»

La honte, au contraire, vient du mépris que nous sentons autour de nous ou que nous redoutons. Elle se traduit par des effets physiologiques inverses des précédents et détermine en notre être une véritable douleur physique.

Ainsi l'individu, s'abandonnant à l'impulsion naturelle de l'amour propre et de l'instinct de conservation, se trouve amené à prendre souci de l'opinion de ses semblables. Comme le disaient les anciens, et au sens propre du terme, l'homme joue un rôle c'est un acteur qui tend constamment à plaire au public ou tout au moins à

---

1) Fable des Abeilles. t. III, pp. 220. 221. Dial. III.

2) Id. t. I, p. 57. Rem. C.

l'étonner. On voit ainsi se dessiner dans l'interêt personnel même ce rudiment de sociabilité qui unit les hommes les uns aux autres, comme ces fils de la Vierge qui unissent les unes aux autres toutes les fleurs d'un pré.

De ces qualités psychologiques elémentaires dérivent toutes les vertus essentielles — la chasteté qui, comme la pudeur, est une création artificielle des moralistes sans laquelle la vie en société serait impossible; le courage grâce auquel la vanité prend le pas sur l'instinct de conservation et nous fait préférer au plaisir de vivre le plaisir plus raffiné de la gloire ou de l'honneur. Telle est aussi l'origine de la politesse et des belles manières, de cette hypocrisie de bon ton et dont nous ne sentons même plus la profondeur, de ce mensonge de tous les instants infiniment aimable et utile qui loin d'éteindre les passions les enflamme davantage et rend leur satisfaction plus douce. Cela est si vrai que la parole nous sent surtout à déguiser nos sentiments — car le cri et le geste nous suffiraient pour nous procurer ce qui nous est indispensable[1]. Mais par le langage nous apprenons l'art d'exprimer constamment la pensée contraire à celle qui occupe notre esprit. Nous pensons à nous et nous feignons de nous oublier; nous nous préférons aux autres et, dans toutes les conversations, nous leur donnons sur nous l'avantage.

A vrai dire, nous ne sentons plus tout cela sans un effort d'analyse. La raison en est que nous ne sommes plus des primitifs — nous sommes des civilisés; nous avons été modélés et transformés par une longue hérédité et aussi par une éducation qui dès les genoux de la nourrice, dit MANDEVILLE s'attache à nous faire illusion. «Tous les animaux qui n'ont point reçu d'éducation, uniquement attentifs à se procurer des plaisirs suivent naturellement la pente de leurs inclinations sans s'embarrasser si ce qui les accommode fait du bien ou du mal aux autres»[2]. Au contraire, l'entendement humain plus souple que celui des autres animaux peut se plier aux nécessités de la vie en société dont il a plus besoin que les autres. Pour l'y amener, l'autorité pure et simple est impuissante. «Il s'aime trop, il a trop

1) Fable des Abeilles t. IV. p. 187. Dial. VI.
2) Id. t. II p. 1.

de fierté et il est trop rempli de ruses pour être rendu traitable et pour être perfectionné autant qu'il peut l'être par la force seule. Pour en venir à bout, il faut le prendre par son faible. C'est ce ce qui engagea les législateurs, et, en général, tous les sages fondateurs des sociétés à s'attacher plus principalement à persuader ceux qu'ils avaient à gouverner qu'il était plus avantageux de dompter leurs appétits que de les satisfaire. Ils se sont efforcés de leur montrer qu'il convenait mieux d'avoir égard à l'intérêt public que de se borner à celui qui leur paraissait être leur intérêt particulier [1]).»

C'est à cette tâche que se sont consacrés les moralistes de tous les temps — et même le Décalogue — car l'idée religieuse y vient seulement, dit MANDEVILLE [2]), sanctionner des régles d'intérêt temporel [3]).

Nous en avons assez dit pour faire comprendre comment l'intérêt personnel peut varier dans ses effets, comment surtout il peut avoir des conséquences proprement sociales et régler nos actes en vue du plus grand bien de la communauté.

Il importe d'ajouter que, considérée sous cet aspect élémentaire, la psychologie de MANDEVILLE peut prétendre à une valeur

1) Fable des Abeilles. t. II, p. 2.

2) Id. t. IV. p. 157. Dial. VI.

3) On comprend dès lors l'ironie avec laquelle MANDEVILLE décrit la plus célébrée de toutes les vertus: «L'honneur, dans son sens figuré, nous dit-il est une chimère sans réalité qui doit sa naissance aux moralistes et aux politiques. Il signifie un certain principe de vertu indépendant de la Religion qui retient certaines personnes ou qui les lie dans leurs devoirs et dans leurs engagements ... L'excellence de ce principe consiste en ce que le vulgaire en est peu susceptible et qu'il se trouve uniquement dans les personnes de la plus haute distinction. C'est à peu près comme l'on trouve quelques oranges qui ont des pépins et d'autres qui en manquent, quoiqu'extérieurement ces fruits soient les mêmes. Dans les familles de la première distinction, l'honneur, semblable à la goutte, est généralement regardé comme héréditaire. Tous les enfants des grands Seigneurs naissent aussi avec ce principe. Certaines personnes qui n'ont jamais éprouvé ce sentiment peuvent l'acquérir par la conversation du beau monde et par la lecture, surtout par celle des romans. D'autres le sentent naître à l'idée d'un avancement, mais rien n'est plus propre à le faire croître qu'une épée. On a vu des personnes métamorphosées dans l'espace de vingt-quatre heures pour avoir porté la première fois cette arme si honorable.» *Fable des Abeilles.* t. I, p. 297. Rem. R.

universelle. Les différences de temps et de lieu n'influent pas sur ces phénomènes primitifs qui, même, se manifestent aussi bien dans les sociétés animales que dans les sociétés humaines. «Si nous consultons l'histoire ancienne et moderne, nous trouverons que depuis la chute d'Adam, jusqu'à notre siècle, la nature humaine a toujours été la même. Indépendamment des temps, des climats et de la Religion, les forces et les faiblesses de l'homme se sont toujours fait voir dans toutes les parties du monde terrestre habité .. La nature humaine est toujours ce qu'elle a été pendant plusieurs milliers d'années et par conséquent, il serait ridicule d'attendre quelque changement à l'avenir, tant que le monde subsistera[1])»

Comment, ainsi constitué, l'homme est-il porté à vivre en société? On a dit qu'il cédait à un penchant de sociabilité[2]) c'est dire que l'opium fait dormir parce qu'il a une vertu dormitive. C'est faire appel à un sentiment aussi inexplicable et vain que de supposer que les systèmes planétaires ont pour raison d'être une affection mutuelle des planètes les unes pour les autres[3]). Pourquoi faire appel à ces causes mystérieuses quand l'intérêt personnel suffit à rendre compte de l'existence des sociétés? «L'amour que l'homme a pour son bien-être et pour sa sûreté, le désir permanent qu'il a d'améliorer sa condition doivent être des motifs suffisants pour lui faire rechercher le commerce de ses semblables. Les besoins auxquels il ne saurait remédier par lui-même, sont donc les raisons humiliantes de l'inclination qu'il sent pour la société[4]).»

Telle est la cause originelle des sociétés. Une fois qu'elles sont constituées le commerce mutuel des individus développent ce qu'on appelle des qualités sociables «Les hommes deviennent sociables en vivant en société[5])» et nous aurons à voir comment ils mani-

---

1) Fable des Abeilles. t. I, pp. 355—356. Rem. T. cf. D. HUME: «C'est un fait universellement reconnu que chez toutes les nations et dans tous les siècles, les actions humaines ont une grande uniformité et que la nature de l'homme ne s'est point écartée jusqu'ici, de ses principes et de sa marche ordinaire . . .» etc. Essais philosophiques. Huitième Essai. Sur la liberté et a nécessité. Oeuvres philosoph. t. I, p. 221 ss.

2) SHAFTESBURY, op. cit.

3) Fable des Abeilles. t. III, p. 304. Dial. IV.

4) Id. t. III, p. 309. Dial. IV.

5) Id. t. III, p. 328. Dial. IV.

festent cette sociabilité. Ce qu'il importe de dégager dès maintenant c'est que cette sociabilité apparente n'est qu'un déguisement de l'intérêt personnel et qu'on ne saurait fonder sur elle aucune conclusion d'art social. «Il me paraît au contraire, dit MANDEVILLE, que pour agir prudemment les membres d'un corps politique doivent toujours commercer comme si cette affection était absolument imaginaire [1]).»

* *
*

L'homme sous l'action de ses passions, de ses besoins, de sa faiblesse native est conduit à vivre en société. A la communauté qui se constitue, il va apporter simplement son égoïsme, le souci de réaliser son propre avantage. Si de telles dispositions, constamment agissantes dans chacun des individus qui composent le groupe social, suffisent à ordonner la société, c'est que les intérêts individuels sont harmoniques c'est que chacun poursuivant son propre bonheur contribue (à son insu) à réaliser le progrès économique. Telle est la thèse de MANDEVILLE, telle est l'idée originale qui s'exprime pour la première fois dans l'histoire de la pensée économique[2]). Aussi bien est ce à ce titre, plus qu'à tout autre, que MANDEVILLE donne à l'école libérale l'essence même de sa philosophie.

Dire que les intérêts individuels sont harmoniques, c'est dire que les individus vont d'eux-mêmes produire, que les biens vont d'eux-mêmes se répartir et être consommés conformément à l'intérêt social. Nous distinguerons ces deux aspects de la question: d'une part production et circulation, de l'autre répartition et consommation des richesses.

L'homme est naturellement paresseux; l'acte suppose l'effort, l'effort est douloureux et l'homme, de toutes les forces de son être fuit la douleur. Ce principe initial ne peut être combattu que par la nécessité d'éviter, au prix de l'effort, une douleur plus grande que celle qu'implique l'acte. Chacun de nos besoins non satisfaits peut donc être le mobile de l'activité et c'est seulement un besoin personnel et non satisfait qui peut être ce mobile.

---

1) Fable des Abeilles. t. III, p. 317. Dial. IV.

2) La Rochefoucauld constate la prédominance de l'intérêt personnel, mais cette constation ne va pas sans amertume, précisément par ce qu'il ne voit pas l'harmonie de ces efforts intéressés.

Ainsi, dans l'ordre de la production, il n'y a pas place aux mobiles d'intérêt général, aux considérations altruistes. «La Religion est une chose, le commerce en est une autre. Celui qui donne le plus d'embarras à mille de ses voisins et qui invente les plus pénibles ouvrages est, bon gré malgré qu'il en ait, le plus grand bienfaiteur de la société [1].» Je fais dès maintenant, avec MANDEVILLE, cette réserve essentielle que l'intérêt propre doit s'entendre tout aussi bien dans le sens d'intérêt familial. Aucun doute n'est possible sur cette interprétation à donner de l'intérêt personnel que l'école classique, chez aucun de ses représentants, n'a jamais entendu autrement. «Ce que nous faisons, dit MANDEVILLE, pour nos amis et pour nos parents, nous le faisons en partie pour nous-mêmes. Lorsqu'un homme rendant quelque service à ses neveux ou à ses nièces dit: «Ce sont les enfants de mon frère, je m'emploie pour eux par charité», il vous trompe. On attend de son devoir qu'il leur rende les services dont il est capable et il le remplit en bonne partie pour l'amour de soi-même» [2]).

Ceci posé, l'individu producteur tend, en premier lieu, à satisfaire ses besoins. Seul un instinct naturel, tel que l'instinct de conservation, est capable de lui faire surmonter les obstacles qu'il rencontre à se procurer les choses nécessaires à la vie. Ainsi le besoin est le principe même de l'activité; plus un peuple a de besoins plus son activité augmente. Après Guill.-Temple [3]), Mandeville estime que «ce qui rend surtout les Hollandais ménagers, c'est la force et la quantité des impôts qu'ils doivent payer, la rareté du terrain et les autres circonstances qui occasionnent la cherté des vivres» [4]). Dans chaque nation, les classes sociales sont d'autant plus actives qu'elles ont plus besoin de travailler, et, si elles n'en sentent pas le besoin, elles restent inactives. «Chacun sait qu'il y a un grand nombre de garçons tisserands, tailleurs, ouvriers en drap et vingt autres espèces d'artisans qui auraient bien de la peine à travailler le cinquième jour, s'ils pouvaient s'entretenir une semaine entière de ce qu'ils gagnent en quatre jours» [5]).

1) Fable des Abeilles. t. II, p. 234.

2) Fable des Abeilles. t. II, p. 29.

3) GUILL. TEMPLE, *Remarques sur l'Estat des Provinces Unies* (1672). Cf. la même observation dans l'Essai de D. HUME sur les Impôts.

4) Fable des Abeilles. t. I, p. 281. Rem. Q.

5) Fable des Abeilles. t. I, p. 289. Rem. Q.

Or, c'est le propre du progrès économique que de multiplier les besoins. C'est une courte période d'histoire de l'humanité que celle où les hommes s'attachent seulement à satisfaire grossièrement leur faim, leur soif ou le besoin de vêtements. Chaque jour voit naître un besoin nouveau, mais alors le conflit s'affirme, aux yeux de MANDEVILLE, entre la conception éthico-religieuse et la conception économique. Au point de vue économique, la multiplication des besoins doit être perpétuellement encouragée; au point de vue éthique, au point de vue surtout de cette conception étroite du puritanisme écossais, dont parle BUCKLE[1]) et que vise en particulier MANDEVILLE, la recherche du bien-être est chose coupable. Il faut donc choisir, nous dit-il, entre la société prospère et la société vertueuse. Si l'on rejette la seconde, il faut admettre que *le vice*[2]) est la condition du bonheur social, que les vices des particuliers sont un bienfait pour la société. «Le corps politique dit MANDEVILLE, peut être comparé à une grande tasse de Punch. L'avarice en serait l'aigreur et la prodigalité, la douceur. L'ignorance, la folie, la crédulité de la multitude irrésolue, insipide et sans goût tiendrait la place de l'eau. La sagesse, l'honneur, la force et le reste des grandes qualités pourraient être regardées comme l'eau de vie. Ces qualités sublimes, séparées par art de la lie de la nature, évaporées ou raffinées dans leur essence spirituelle par le feu de la gloire, ne ressembleraient point mal à cette liqueur spiritueuse[3]).»

Ainsi les vices et les qualités des hommes concourent également au progrès social[4]).

Il suffit que chacun travaille à sa tâche propre avec toutes les forces de son être, et MANDEVILLE entrevoit, avec une saisissante netteté, le principe interne qui permet de limiter ainsi l'effort et la tâche de chacun sans souci de la coordination ultérieure de ces efforts isolés. Je veux parler de la division du travail qui s'établit

---

1) BUCKLE, *Hist. de la Civilisation en Angleterre.* t. V. Chap. XIX.

2) Il faut bien entendre, pour la clarté de cet exposé, le sens large que MANDEVILLE donne au mot vice. Pour lui, est vicieuse toute action qui n'est pas rigoureusement conforme aux préceptes de la morale ascétique. C'est de là que vient le caractère volontairement paradoxal de son œuvre.

3) Fable des Abeilles. t. I, p. 131. Rem. K.

4) Nous ne saurions résister au plaisir de reproduire ici la même thèse soutenue, pour ainsi dire dans les mêmes termes, par un auteur contemporain:

d'elle-même dans le milieu social. «L'homme, dit-il, se plaît naturellement à imiter ce qu'il voit faire aux autres. C'est aussi la raison pourquoi les sauvages font tous la même chose. Ce penchant pour l'imitation est le plus grand obstacle qui les empêche d'améliorer leur situation, dont ils sentent fort bien les désagréments. Mais si l'un s'appliquait tout entier à faire des arcs et des flèches, tandis qu'un autre pourvoirait à la nourriture; si un troisième construisait des cabanes, un quatrième faisait des habits et un cinquième des outils, ils ne deviendraient pas seulement utiles les uns aux autres, mais encore, dans le même nombre d'années, ils perfectionneraient beaucoup plus les arts et les occupations que si chacune de ces cinq personnes s'était appliquée indifféremment à ces différentes choses [1].» Aussi bien est ce là en quoi se marque le progrès économique et dans nos sociétés civilisées la division du travail est un fait constant. «Quel tracas ne faut-il pas en différentes parties du monde avant que de pouvoir produire la belle Ecarlate ou le drap cramoisi! Quelle multitude de métiers et d'artisans n'exigent-ils pas avant que d'en venir à bout? Outre les travaux ordinaires, tels que sont ceux du peigneur, du fileur, du tisserand, du drapier, du dégraisseur, du teinturier, du foulon et de l'emballeur, il y a

«Nous accomplissons une œuvre que l'histoire admirera: nous anéantissons l'hypocrisie. Les sociétés usèrent de sagesse en la protégeant, tant qu'on put croire à l'efficacité de sa mission pour conduire les peuples vers le culte de l'ascétisme qu'elle proclamait réel et généreux — Maintenant l'impossibilité de cette tâche se marque. Le bien et le mal vivent en mêmes quantités dans toutes les nations, à travers les siècles, la diversité des coutumes, des politiques, des religions et des climats. Dans le corps social, chaque vice oblige à sa vertu. La débauche développe le sens des arts: la cruauté celui du courage, l'avarice celui de la spéculation, de l'industrie, de la science, de l'aise augmentée, de l'altruisme social, économie bien entendue des forces productives. La vanité engendre le sacrifice des héros, les travaux des philosophes, l'enthousiasme des patriotes. La paresse détermine les évocations du poëte et l'appétit violent de la Beauté. «Favorisant leurs vices avec intelligence les peuples atteindront toutes les vertus et toutes les grandeurs.» Ainsi parle le nouvel Evangile. Il ne le cède à nul autre, par la magnificence de ses conceptions ou la moralité de son but.» PAUL ADAM, "Causes de la Sentimentalité", "Le Journal" 23 janvier 1900.

1) Fable des Abeilles. t. IV, p. 283. Dial. VI. Il est superflu de rappeler ici que l'étude de la division du travail est le point de départ du *Traité de la Richesse des Nations* d'A. SMITH.

encore d'autres ouvriers qui, étant plus éloignés, peuvent y paraître étrangers. Comme les faiseurs de moulins, les potiers d'étain et les chimistes . . . Quand nous sommes parfaitement au fait de toutes les peines et de tous les travaux, des misères et des maux qu'on doit souffrir, avant que d'être en état de fournir de l'écarlate ou du drap carmoisi, il est presque impossible de concevoir un tyran qui, les considérant du même point de vue, fût assez inhumain pour exiger d'aussi terribles services de ses innocents esclaves . . . mais si, tournant la médaille, nous regardons tous ces travaux comme autant d'actions volontaires qui appartiennent aux différentes vocations que les hommes exercent pour gagner leur vie, et que chacun remplit uniquement pour soi-même, quoiqu'il paraisse ne travailler que pour les autres, si nous considérons que les matelots mêmes qui essuyent les plus grands désastres, cherchent et sollicitent de l'emploi dans un autre vaisseau, dès que leur voyage est fini, après même qu'ils ont fait naufrage. Si, dis-je, nous envisageons toutes ces choses sous ce dernier point de vue, nous trouverons que le travail du pauvre, bien loin de lui être un fardeau et un joug, il le regarde, au contraire, comme un bien qu'il demande au ciel dans ses prières [1).»

La division du travail suppose nécessairement un régime d'échange qui assure à chacun d'obtenir, moyennant remise de la richesse produite par lui, une richesse correspondant à ses besoins. Les richesses circulent donc et s'échangent. L'échange est la condition du jeu harmonieux des intérêts personnels et l'intérêt personnel demeure la règle suprême qui préside à l'échange; c'est folie que de faire, en une telle matière, appel à quelque autre principe. L'amour des richesses est «absolument nécessaire à l'ordre, à l'économie et à la conservation de la société civile qui, uniquement fondée sur nos divers besoins, ne pourrait se conserver si l'on en excluait les services réciproques que nous nous rendons les uns aux autres. Il n'est point dans la vie de soins, ni plus grands ni plus constants, que ceux que nous nous donnons pour engager les autres à s'acquitter envers nous de ces importants devoirs. Mais il serait déraisonnable d'attendre que les autres servissent pour rien; d'où je conclus que tout le commerce, que les hommes ont les uns avec

1) Fable des Abeilles. t. II, pp. 234—238. *Rech. sur la nature de la société.*

les autres, doit être un échange continuel qu'ils font d'une chose contre une autre. Le Vendeur qui transfère à l'acheteur la propriété qu'il a sur une chose n'a pas moins son intérêt particulier à cœur, que l'acheteur qui recherche cette propriété et si vous avez besoin ou que vous trouviez quelque chose de votre goût, le propriétaire ne vous le cédera pas, à moins que vous ne lui donniez en échange quelque-chose qui sera plus de son goût que celle qu'il possède et que vous souhaitez. Il ne se départira jamais de cette règle quelque abondante que soit la provision qu'il a de cette marchandise et quelque besoin que vous en ayez. Quel moyen emploierais-je pour engager quelqu'un à me rendre service lorsque ce que je pourrais lui rendre lui est inutile ou qu'il ne s'en soucie pas[1]).»

Mandeville va plus loin et dans toute cette argumentation, d'une étonnante lucidité si l'on songe que ces principes sont établis, pour la première fois, et 70 ans avant A. Smith, il explique comment le prix va être déterminé sur le marché en application des règles édictées par l'intérêt personnel. Chacun estime son travail plus qu'il ne le mérite, il cherche à obtenir en échange un produit de plus de valeur. «Dès qu'une fois l'usage de l'argent est connu, répond Mandeville, et que les magistrats y ont l'œil, l'argent sert de mesure commune pour connaître exactement le mérite de chaque chose . . . Que les hommes estiment tant qu'ils voudront leur ouvrage, il sera toujours très bon marché si plusieurs personnes sont capables de l'exécuter, quelque utile qu'une chose puisse être à l'homme jamais elle ne sera chère, tandis qu'il y en aura en abondance; c'est la rareté plutôt que l'utilité qui hausse le prix des choses. D'où il paraît évidemment pourquoi les arts et les sciences qui demandent un génie particulier et peu commun

1) Fable des Abeilles. t. IV, p. 307. Dial. VI. cf. A. Smith *Rich. des Nations* (L. I. ch. 2). — «L'homme a presque continuellement besoin du secours de ses semblables et c'est en vain qu'il l'attendrait de leur seule bienveillance. Il sera bien plus sûr de son fait en s'adressant à leur intérêt personnel et en leur persuadant qu'il y va de leur propre avantage de faire ce qu'il souhaite d'eux. C'est ce que fait celui qui propose à un autre un marché quelconque. Le sens de sa proposition est ceci»: Donnez-moi ce dont j'ai besoin et vous aurez de moi ce dont vous avez besoin vous-même. «Et la très majeure partie de ces bons offices qui nous sont si nécessaires s'obtiennent de cette façon . . .»

ou qu'on ne saurait apprendre qu'avec beaucoup de temps, de peine, d'application et d'ennui sont plus lucratifs que les autres [1].»

Ainsi, et pour nous résumer, la production comme la circulation des richesses sont dominées par l'intérêt personnel qui est à la fois leur stimulant et leur règle. «On ne peut imaginer de meilleur restaurant. Je le dis dans le sens naturel, ce restaurant opère mécaniquement sur les esprits, car c'est non seulement un aiguillon qui excite les hommes à travailler et un motif qui fait aimer la peine; mais encore il soulage la fatigue, prévient l'ennui et soutient les hommes au milieu de toutes les difficultés et de tous les embarras qu'ils ont à essuyer [2].»

Nous avons ainsi déterminé les causes agissantes de la production et de la circulation des richesses. Il reste à analyser leur répartition et leur consommation. C'est ici que vont s'accuser les effets sociaux des vices individuels. L'individu est fatalement amené à faire profiter la société des fruits de son effort, qu'il le veuille ou non.

Que peut faire l'individu de la richesse qu'il a produite? De deux choses l'une: ou bien il veille jalousement sur elle et prétend s'en réserver la jouissance exclusive, ou bien il prétend en user et reconnaître à l'argent sa qualité apparente d'objet destiné à circuler. Dans le premier cas c'est un avare; dans le second c'est un prodigue [3]. Or l'avarice, comme la prodigalité, sert l'intérêt commun.

On dit beaucoup de mal de l'avarice car elle retient apparemment au profit d'un seul une somme de richesses que chacun désirerait se procurer par l'échange. Certes c'est là une passion méprisable que l'on ne saurait assez blâmer, si l'on considère la société au point de vue statique, sans tenir compte du cours naturel des choses. Dans une société donnée, à un moment donné, l'avarice peut être un mal social, mais il faut considérer la société au point de vue dynamique. «Les philosophes, qui savent pénétrer dans la nature des choses, considèrent les vicissitudes qu'on remarque dans la société civile du même oeil qu'ils envisagent l'élèvement et

1) Fable des Abeilles. t. IV. p. 310. Dial. VI.

2) Id. t. IV, p. 317. 318.

3) Mandeville choisit, à dessein, deux termes employés pour désigner des vices. C'est un artifice propre à conserver à ses arguments le caractère paradoxal, auquel il tient par dessus tous.

l'abaissement des poumons. Ils remarquent que ce dernier état fait tout aussi bien partie de la respiration que le premier, et qu'ainsi le souffle inconstant de la Fortune, qu'on ne saurait fixer, est au corps politique ce que l'air si facile à être mis en mouvement est à une créature vivante [1]).»

Si l'on considère ainsi les choses, on s'aperçoit que l'avarice est un correctif nécessaire de la prodigalité «c'est ce vice qui accumule, qui amasse tout ce que la profusion disperse et dissipe. Bientôt, sans l'avarice, les prodigues aux abois manqueraient de matériaux pour satisfaire leur passion. Il y en aurait peu qui pussent dépenser plus qu'ils ne gagnent si l'avare n'avait thésaurisé et amassé plus de biens qu'ils n'en peuvent dissiper» [2]). A père avare, fils prodigue.

Les prodigues, qui souvent ne travaillent pas, ont aussi une fonction sociale à remplir. «Ils seront obligés d'aider à entretenir le pauvre et à soutenir les charges publiques» [3]). De plus, et c'est leur rôle essentiel, ils sont la condition même de l'existence du luxe. Or le luxe est nécessaire à l'Etat et ne saurait lui être préjudiciable si ses finances sont bien administrées.

La théorie du luxe, telle que la présente Mandeville, est évidemment paradoxale. Il ne distingue en aucune manière les consommations productives et les consommations inproductives, et il ne craint pas de présenter le terrible incendie qui ravagea Londres, en 1666, comme une source de prospérité ultérieure pour la nation anglaise.

Il faut cependant tenir compte de la définition qu'il donne du luxe, sans doute par esprit de critique, et en manière d'ironie, pour faire sentir les excès des prédicateurs puritains. Est objet de luxe tout objet qui n'est pas absolument nécessaire pour la subsistance de l'homme [4]). Il a des lors beau jeu à prétendre quil n'est pas un homme «même entre les sauvages qui vont nus» qui ne tombe dans quelque espèce de luxe. Mais si l'on étend le sens du terme, ainsi qu'il est d'ordinaire étendu, si l'on estime, avec Mandeville, que le luxe est nécessaire pour «que les belles manières soient en

1) Fable des Abeilles. t. I, p. 394. Rem. Y.
2) Id. t. I, p. 123. Rem. I.
3) Id. t. I, p. 95. Rem. G.
4) Id. t. I, p. 133. Rem. L.

estime», pour ce que HUME appellera le «refinement»[1]) on peut se convaincre qu'il ne saurait être préjudiciable aux intérêts bien entendus de la nation. Et MANDEVILLE se fonde pour l'établir sur la loi des débouchés, à laquelle J. B. SAY donnera son nom, et qui est aussi formulée par D. HUME[2]). Le commerce extérieur ne peut subsister si nous n'achetons à l'étranger en proportion de ce qu'il nous achète. «Acheter, dit MANDEVILLE, c'est échanger. Aucune nation ne peut acheter si elle n'a pas des marchandises pour donner à la place de celles qu'on lui apporte... Nous savons que nous ne pourrions pas continuer longtemps à nous pourvoir des marchandises des autres nations, si elles ne prenaient des nôtres en paiement... Si nous continuions à refuser de prendre leurs marchandises, ils ne sauraient longtemps négocier avec nous, ils aimeront mieux acheter ce dont ils ont besoin de ceux qui voudront prendre en paiement les marchandises que nous rejetons, quand même leurs marchandises seraient inférieures aux nôtres»[3]).

Ainsi dans l'ordre de la production comme dans l'ordre de la circulation, de la consommation et de la répartition des richesses l'harmonie des intèrets se dégage, l'intérêt personnel concorde avec l'intérêt général.

* * *

Au point où nous en sommes arrivés de cette étude, il semble qu'une conclusion s'impose logiquement. Il semble que l'harmonie des intérêts doive conduire à cette conclusion d'art social que la liberté est la meilleure garantie du progrès économique.

Si cette conclusion logique est celle des libéraux proprement dits, MANDEVILLE est encore trop proche des mercantilistes pour s'être complètement soustrait à leur influence. «La balance du commerce, dit-il, en parlant de sages ministres, sera l'objet principal de leur attention. Jamais ils ne souffriront que la valeur de toutes les marchandises qu'on apporte dans le pays, dans le cours d'une année excède la valeur de celles qui, fabriquées dans le pays sont transportées dehors, pendant le même temps. Remarquez ce-

1) Voir notre étude sur *l'Œuvre économique de D. Hume.* Paris (Rousseau) 1902. 2e partie, ch. 2.

2) HUME. Essai sur la balance du commerce.

3) Fable des Abeilles. t. I, p. 138. 139.

pendant que si un pays avait des ressources dans ses mines d'or ou d'argent, il pourrait se dispenser de suivre toutes ces règles à la rigueur [1]).»

Il importe toutefois de distinguer deux ordres d'arguments parmi ceux que les libéraux invoquent le plus volontiers pour repousser l'intervention de l'Etat — c'est, d'une part, l'inutilité de cette intervention qui risque de troubler l'ordre naturel des sociétés. Sur ce point MANDEVILLE prépare seulement la voie. C'est, d'autre part, un certain pessimisme sur les facultés économiques de l'Etat. «L'Etat, c'est moi», disait Louis XIV. L'Etat ce n'est jamais qu'un individu, ou qu'une réunion d'individus soumis aux mêmes faiblesses, animé par les mêmes passions que les autres individus avec cette différence toutefois que l'intérêt personnel est moins directement excité, lorsqu'il s'agit des affaires d'Etat et du bien public, que lorsqu'il s'agit d'affaires privées et de profit immédiat et personnel.

Or, ce pessimisme est déjà sensible chez MANDEVILLE et il est intéressant, à ce titre de signaler sa conception de l'Etat. «Je croyais, fait-il dire ironiquement dans ses Dialogues au personnage qui défend la Fable des Abeilles, que tous ceux que je voyais briguer de grands emplois se proposaient premièrement de s'enrichir, d'obtenir des titres d'honneur et d'élever leur famille. En second lieu, d'avoir occasion de déployer leur jugement et leur imagination pour se procurer les plaisirs délicats de la vie et pour acquérir, sans renoncer le moins du monde à eux-mêmes, la réputation d'homme sage, humain et libéral. Enfin, je présumais qu'ils se proposaient, en recherchant ces grands postes, de se procurer la douce satisfaction qu'il y a de se voir élevé au dessus des autres et les plaisirs sensibles que produit l'autorité... mais, j'ai abandonné ces jugements téméraires ... c'est le bonheur de la nation qui est le principe de toutes les démarches des ministres d'Etat [2]).»

En réalité, il en est des gouvernants comme des gouvernés «La vanité produit en quelques uns ce que l'intérêt produit en quelques autres, et un heureux mélange de ces deux principes a quelquefois produit des choses très merveilleuses» [3]). Encore est-il qu'il

---

1) Fable des Abeilles. t. I, p. 144.
2) Id. t. III, pp. 25 ss.
3) Id. t. IV, p. 296. Dial. VI.

faut déterminer le mécanisme secret de cette production. Les fonctions de gouvernement exigent apparemment pour les remplir des qualités éminentes et des connaissances multiples. A toutes les vertus que doit réunir un bon ministre, comment se fait-il qu'il y ait difficulté, non pas à en trouver, mais à choisir parmi la foule des candidats.

MANDEVILLE se garde bien d'interpréter ce phénomène en faisant fond sur les progrès de l'intelligence humaine et de l'amour du bien public. «Pour ce qui est des ministres d'Etat consommés, dit-il, je ne crois pas que, jusqu'à présent, il y en ait eu sur la terre, trois, en même temps, qui méritassent ce nom» [1]). Mais, par une conception qui ne manque pas d'originalité, il fait, ici encore, appel à la division du travail. La plupart des emplois publics peuvent être remplis par des gens médiocres, parce que la tâche est à ce point divisée qu'elle est facile pour chacun. L'Etat ainsi compris doit travailler à se rendre inutile: le meilleur état politique est celui où l'ordre se réalise de lui-même. Et c'est l'idée que MANDEVILLE illustre par une comparaison quelque peu irrévérencieuse: «Si un homme de sens, dit-il, voyant pour la première fois pendant une couple d'heures de suite, tourner deux ou trois broches bien garnies, et qu'il ne vit ni le tourne-broche ni les contre-poids, étrangement surpris de ce phénomène dont il n'aurait jamais ouï parler ne croirait-il pas qu'il faut une adresse peu commune pour produire un effet si merveilleux? Il y a dix à parier contre un, qu'il aurait une plus grande opinion du cuisinier et du marmiton qu'ils ne le mériteraient en effet» [2]).

Il n'y a pas place, dans une telle conception, pour les fonctions supérieures et moralisatrices que les modernes étatistes prétendent conférer à l'Etat. L'Etat n'est pas une entité propre et distincte des individus, la Raison froide opposée aux passions humaines, comme le dira Dupont-White. Son rôle se borne à assumer et à remplir, le moins mal possible, les tâches d'intérêt commun que les individus, considérés isolément, ne sauraient accomplir.

1) Fable des Abeilles. t. IV, p. 292. Dial. VI.

2) Id. t. IV, p. 263. Dial. VI.

Sect. II. Mandeville et la philosophie sociale du libéralisme.

On a beaucoup parlé des précurseurs, et certains pensent même qu'on en a abusé. Il est incontestable que la science économique est trop intimement liée à la vie de toute société pour qu'à toutes les époques, si j'ose dire, de la pensée sociale elle ne se manifeste par quelques traits et par quelques théories rudimentaires où il est possible avec un peu de bonne volonté et d'imagination de retrouver l'embryon des doctrines ultérieurement construites. Il y a loin toutefois de ces aperçus sommaires, dont leurs auteurs ne sentent pas eux-mêmes toute la portée, de ces illuminations soudaines du génie, à une doctrine digne de ce nom.

Cependant tous ceux qui ont étudié MANDEVILLE insistent sur sa valeur de précurseur de l'école libérale et il y a dans cette unanimité même quelques raisons de penser qu'il ne doit pas ce titre à une indulgence trop grande de ses critiques. C'est ainsi que Lange, peu suspect de partialité en sa faveur, et dont la sévérité ne nous semble pas, en cette matière, justifiée de tous points, explique, après avoir montré les relations du système de MANDEVILLE avec le réveil économique de l'Angleterre au XVIIIe siècle, son influence sur l'école de Manchester: «On avait beau, dit-il dans son Histoire du Matérialisme, protester contre les exagérations de MANDEVILLE, la maxime que, même les vices, contribuent au bien-être général, n'en restait pas moins un article secret de la civilisation, article rarement mentionné mais jamais oublié [1].» Et ailleurs: «Je crois que la théorie de l'école extrême de Manchester et la morale pratique de ses fondateurs et d'autres cercles de la société actuelle, non seulement s'accordent, sans qu'il y ait hasard, avec la Fable des Abeilles de MANDEVILLE, mais encore découlent de la même source historiquement et logiquement [2].»

De même, le professeur LAVIOSA qui a parfaitement senti le rôle capital de MANDEVILLE dans la philosophie sociale du XVIIIe siècle montre comment l'exagération apparente, l'aspect licencieux de ses propositions ont fait tort à leur valeur réelle et comment elles ont fait négliger leur puissant intérêt. «C'est ce qui n'est pas arrivé, ajoute-t-il, pour les deux maîtres de la science qui suivirent

1) LANGE, *Hist. du Matérialisme* (trad. franç.) Paris 1877. t. II, pp. 473 474.
2) Id. t. I, p. 523 (note 75).

immédiatement MANDEVILLE, A. SMITH et HUME, qui, non seulement surent tirer parti de l'enseignement qui se dégage de ses écrits, mais surent aussi expliquer en vertu de quelle confusion l'auteur lui-même avait mêlé les concepts solides et justes au paradoxe et n'en avait fait qu'une seule et même chose[1]).» De même encore, le professeur HASBACH reconnaît que «les bases psychologiques et morales de l'économie politique de SMITH se présentent à nous comme pénétrées des théories de SHAFTESBURY et de MANDEVILLE[2]).»

Enfin K. MARX très au fait des doctrines anciennes voit dans tel essai de MANDEVILLE (l'Essai sur la charité) le type même de la doctrine de Manchester[3]).

Or, à quel titre Mandeville est-il ainsi reconnu le précurseur du libéralisme? On ne saurait dire que ce soit pour les théories proprement économiques qu'il émet. Sans doute il traduit, dans des passages que nous avons cités, quelques observations ingénieuses sur la division du travail et sur l'échange. Mais, en somme, cela est peu de chose, sans compter son attachement apparent au mercantilisme qui nous éloigne fort de l'idée libérale.

C'est ailleurs que nous chercherons la véritable influence de MANDEVILLE. Le libéralisme économique est sorti au XVIIIe siècle de la philosophie. HUME, SMITH, les Physiocrates mêmes, sont des philosophes avant d'être des économistes et c'est leur philosophie qui les conduit à l'Economie politique. C'est dans cette philosophie sociale, qui fut le berceau de la science nouvelle, que MANDEVILLE tient une place éminente. Les principes posés par lui sont restés indissolublement liés à la doctrine libérale, au cours de son évolution, et aujourd'hui encore, son attitude vis-à-vis des doctrines nouvelles, ou des formes nouvelles de doctrines anciennes est commandée par la philosophie sociale de MANDEVILLE. Est-ce à dire que nous devions à lui seul la synthèse philosophique de la doctrine? En aucune façon. MANDEVILLE a le mérite de concentrer, dans son pamphlet, les idées de BAYLE, d'HELVETIVS et de LA ROCHEFOUCAULT et de les présenter sous une forme agréable en

1) LAVIOSA, op. cit. p. 683.
2) HASBACH, op. cit. p. 782.
3) K. MARX, *Le capital* (Hambourg 1867). t. I, p. 339 (note 57), p. 602 (note 73), pp. 639. 640.

les appliquant au milieu économique. C'est un vulgarisateur plutôt qu'un créateur, mais c'est chez ce vulgarisateur que HUME et SMITH ont puisé une bonne partie de leur inspiration.

La Fable des Abeilles ne pouvait passer inaperçue au XVIII[e] siècle, tant à cause de l'intérêt que l'on prenait alors au sujet qu'elle étudiait, qu'à cause de l'apparence paradoxale de la thèse qu'elle défendait. En réalité, le livre fit scandale. Il fut dénoncé aux Grands Jurés de Middlesex comme attentatoire à la majesté divine et à la majesté royale et susceptible d'attirer la peste sur le Royaume-Uni [1]). On sait quelle était au XVIII[e] siècle la fortune de ces sortes d'ouvrage. On les condamnait tout haut, mais on les lisait avec plus de délices dans l'intimité. D. HUME et A. SMITH durent céder à cet usage car les Essais économiques de l'un, la Théorie des sentiments moraux et le Traité de la Richesse des Nations de l'autre, sont tout pénêtrés de l'esprit de MANDEVILLE. Cependant, si D. HUME cite MANDEVILLE à maintes reprises et excelle, par les qualités propres de son tempérament, à dècouvrir la vérité qui se dissimule d'ordinaire derrière le paradoxe, A. SMITH ne fait mention expresse de MANDEVILLE que dans la Théorie des sentiments moraux, et encore c'est pour critiquer, avec une sévérite apparente, «le dangereux système du Dr MANDEVILLE qui a fait, dit-il, tant de bruit dans le monde et dont les principes erronés ont cependant un certain air de vérité et de probabilité très capable d'en imposer à l'ignorance et à l'irréflexion [2]).»

Il ne faut pas être dupe de cette critique; au fond, il n'y a là qu'une querelle de mots. MANDEVILLE, dont l'inspiration s'alimente à la critique de la théologie puritaine, appelle vice, ce qui, en réalité, n'est pas le vice. Il refuse d'appeler vertu ce qu' A. SMITH considère comme tel. Le dissentiment entre les deux auteurs est purement formel, et A. SMITH reconnait volontiers que le système de MANDEVILLE n'aurait pas séduit tant de personnes, s'il n'avait quelque apparence de vérité. Cette vérité, il ne la contesterait pas si, en application de la philosophie utilitaire de D. HUME, MANDEVILLE avait su discerner, que le vice cesse d'être le vice lorsqu'il a un effet social utile. Les passions ne sont pas nécessairement un mal en soi. Elles le

1) Dénonciation aux gr[ds] jurés. *Fable des Abeilles.* t. II, p. 267.

2) A. SMITH. *Th. des Sent. Mor.* VII[e] P. Sect. 2 chap. IV.

deviennent seulement si elles poussent l'individu à entraver la libre activité des autres individus. Mais n'est-ce pas l'idée profonde de MANDEVILLE et ne la voile-t-il pas dans le seul souci de conserver à son pamphlet sa forme satirique et humoristique?

Avouée chez D. HUME, latente mais constante chez A. SMITH, l'influence de MANDEVILLE est chez tous deux incontestable. Elle ressort matériellement d'une lecture attentive de leurs oeuvres où la forme de certains raisonnements, les exemples choisis, parfois même les expressions sont empruntés à la Fable des Abeilles. En outre, il est certains points, nécéssairement impliqués dans la doctrine qu'ils défendent et sur lesquels cependant ils ne reviennent pas: telle est, par exemple, la psychologie économique de l'individu, l'analyse de l'intérêt personnel. L'idée en est de toute evidence admise par les deux auteurs et perpétuellement présente à leur esprit avec les développements et la précision que lui a donnés MANDEVILLE. Toute analyse plus poussée serait inutile; c'est, pour eux, un fait acquis sur lequel il n'y a plus à revenir. C'est là un point très important à relever, car la plupart des controverses doctrinales qui se sont fait jour en cette matière viennent précisément de la méconnaissance de l'origine véritable de cette conception. C'est chez MANDEVILLE et chez lui seul qu'il en faut rechercher la forme première et complète — et c'est le fait d'adversaires mal informés que de réveiller ce débat qui n'a eu à aucun moment sujet d'exister.

* * *

La Fable des Abeilles avait fait scandale lors de son apparition: elle eut un sort plus fâcheux encore par la suite, ce fut d'être oubliée. Par je ne sais quelle conspiration du silence, où le matérialisme de MANDEVILLE fut peut-être pour quelque chose, l'ouvrage disparaît peu à peu de la circulation et aussi de la memoire des hommes. Aujourd' hui la Fable des Abeilles est une rareté bibliographique, et l'auteur d'un dictionnaire biographique se réjouit ingénument, au nom de la morale, de cette disparition.

C'est une grossière erreur que de se fier à de telles apparences L'oeuvre de MANDEVILLE n'a jamais étê plus de saison qu'aujourd'hui et elle n'a jamais été plus vivante. C'est qu'aussi bien elle posait avec une saisissante netteté un problème qui demeure sans solution dans le conflit des doctrines économiques; c'est que cette opposition qui existait au XVIIIe siècle entre les théories sociales

dites idealistes et dites matérialistes subsiste encore aujourd'hui, c'est que plus que jamais il faut faire un choix entre les doctrines qui veulent adapter le milieu économique à un idéal de la raison et les doctrines qui, prenant le milieu économique tel qu'il est, prétendent borner leur effort à le perfectionner toujours sans croire possible de modifier sa structure et ses conditions d'existence. Le libéralisme appartient à la première de ces catégories; dans la seconde nous pouvons indistinctement confondre toutes les doctrines d'autorité, simple étatisme, socialisme d'Etat ou collectivisme. Il nous reste à montrer comment le libéralisme ainsi considéré est resté fidèle aux principes de Mandeville.

Le libéralisme se fonde sur une observation attentive de l'homme qui lui apparaît comme peu susceptible dans le cours ordinaire de l'existence de qualités héroiques. C'est, pour tout dire, le *ζῶον πολιτικόν* disons: un animal perfectionné, mais c'est encore un animal: il ne faut pas lui demander de faire l'ange. Certes l'éminente dignité de l'homme est dans la pensée, mais la pensée a son domaine comme l'effort interessé a le sien. Lorsqu'il s'agit de gagner son pain à la sueur de son front, dans le labeur obscur et parfois douloureux, de tous les jours, il faut à la majorité des hommes un autre stimulant que la philosophie.

Ce stimulant, origine du progrès économique subsiste en se diversifiant à mesure que le progrés se marque davantage. C'est encore lui qui anime les individus auxquels est confié le pouvoir et dont la réunion constitue l'Etat. L'Etat dès lors n'est qu'un instrument; il ne vaut qu'en tant qu'il sert les individus; et il est soumis aux mêmes faiblesses.

Quel est l'idéal social que l'on puisse, en une telle doctrine, imaginer. Ce ne saurait être autre chose que le maintien des conditions essentielles du progrès, et l'atténuation, s'il est possible, de ce que ces conditions peuvent avoir, pour les êtres civilisés que nous sommes devenus, de choquant et de pénible. Ainsi l'idéal social n'est pas dans un changement de la nature humaine; ce n'est pas, pour reprendre le mot de Hume, «de rendre les hommes vertueux par systême» puisque c'est grâce à leurs faiblesses autant qu'à leurs qualités que la société s'est développée. Ce n'est pas l'égalisation des conditions, puisque l'inégalité est un fait constant et nécessaire dans l'évolution des sociétés. Ce n'est même pas la

éalisation sur le terrain économique de l'idéal des moralistes ou es poëtes, car il y a des lois de la nature qui valent par elles-mêmes t que nous ne saurions prétendre accommoder à nos gôuts et à ıos préférences.

A ce triple point de vue, les doctrines que nous groupons sous ; nom de doctrines d'intervention s'opposent à la doctrine de liberté. ;ans nous arrêtêr aux utopistes primitifs, sans voyager en Utopie ı dans la Cité du Soleil, nous trouvons dès le XVIII[e] siècle toute ıne littérature, celle de MORELLY, de MABLY, de J. J. ROUSSEAU urtout où l'observation cède le pas à l'imagination, où l'idéal est tudié avant le réel, où la vérité est sacrifiée à l'attendrissement, u, comme on dit alors, à la sensibilité.

Etudier l'individu, à quoi bon? Nous n'avons sous les yeux ue des individus pervertis par la civilisation, qui n'ont cessé de égénérer depuis l'âge d'or, l'âge du «bon sauvage» de J. J. ROUS-EAU, dont la principale qualité était la pitié «la seule qualité d'où écoulent toutes les vertus sociales». Qu'importent les qualités de 'homme actuel? L'autorité les adaptera au milieu.

L'Etat est une entité propre, il a pouvoir absolu sur les biens t les personnes, dans la théorie jacobine. Il est au corps social e que le cerveau est à l'organisme humain, disent certains socio-ogues. L'individu n'est rien vis-à-vis de l'Etat qui représente la ollectivité.

L'Etat ainsi conçu est un agent moral; il doit apprendre la ertu aux individus. Les Jacobins le veulent faire triompher dans ı société tout entière et massacrent, par bonté d'âme, ceux qui ıissent paraître des convictions diffèrente des leurs. Les socialistes :Etat comptent sur la loi pour nous faire entendre les sacrifices ue la collectivité est en droit d'exiger de chacun. Les solidaristes ux-mêmes comptent provisoirement sur l'Etat pour nous donner ; sens de la solidarité.

Quant à l'idéal social que prépare cette intervention, il est dé-ɜrminé à la fois par la raison et par le sentiment. La raison, ont MANDEVILLE disait «qu'elle suit toujours la route où la passion entraîne 1)» a trouvé des défenseurs convaincus. On a déter-ıiné, en son nom, une certaine conception de justice sociale, on

1) Fable des Abeilles. t. II, p. 186.

a donné une forme rationnelle et juridique à ce sentiment de pitié et de charité que MANDEVILLE estimait être une des conditions nécessaires de la vie en société. On y a joint un sentiment de bienveillance qui se concentre sur certaines classes sociales et qui se manifeste de telle façon que l'on a pu y voir la marque d'un affaiblissement et d'une dégénerescence progressive des classes supérieures.

C'est ainsi qu'à la conception libérale dont MANDEVILLE est le premier représentant et qui, s'attachant en premier lieu à l'évolution normale des sociétés, tâche d'en corriger les mauvais effets sans détruire le principe de son progrès, il s'est opposé toute une économie attendrie qui prend comme point de départ son idéal, qui s'attache avec une insistance presque exclusive, à l'amélioration du sort des classes pauvres, et qui, une fois cet idéal à peu près déterminé, tâche à y conformer les individus et le milieu social. La doctrine libérale résiste à cette tendance au nom de certains principes conformes à la doctrine de MANDEVILLE et dont nous allons rechercher dans la Fable des Abeilles la première expression. Nous verrons comment l'attitude de MANDEVILLE vis-à-vis des doctrines qui prétendent, ou bien, «rendre les hommes vertueux par système», ou bien comme les âmes sensibles, à la veille de la Révolution française, «soulager le bon peuple» et céder à un attendrissement sans mesure, peut nous instruire aujourd'hui et nous faire comprendre l'attitude des libéraux modernes vis-à-vis des doctrines qui prétendent transformer la nature humaine, ou corriger l'harmonie naturelledes intérêts par la solidarité et la justice en les interprétant l'une et l'autre comme exigeant une égalisation croissante des conditions.

Nous avons dit que l'analyse de l'activité économique n'avait pas, depuis MANDEVILLE, reçu du temps une perfection plus grande. HUME et SMITH la considèrent apparemment comme définitive. Par l'entremise de HUME et de SMITH, elle est indirectement impliquée dans l'évolution ultérieure de la doctrine. Elle a pensé lui être fatale; elle a eu, quant à son renom, d'injurieux effets et lui a valu de sévères épithètes. Le libéralisme s'est vu qualifier, de son fait, de «science lugubre» et de doctrine sans entrailles, ce qui est horrible à penser. La raison de ces jugements sévères réside tout entière dans la découverte d'un mobile profond de nos

actes, qui ne serait autre que le sens de l'intérêt public, le «Gemeinsinn».

L'ecole historico-éthique de M. M. KNIES, SCHÖNBERG, COHN etc. n'est pas éloignée d'admettre une relation intime entre l'éthique et l'économie que en identifiant ce qui doit être et ce qui est. Le Gemeinsinn, s'il n'était pas, devrait être, mais on prétend qu'il est. Le sens de l'intérêt public peut contrebalancer l'égoïsme de l'individu. L'Etat doit assurer toujours plus complètement son triomphe.

Je n'insisterai pas à nouveau sur la confusion ordinaire entre l'égoïsme et ce sentiment complexe qui est l'intérêt personnel. Il est plus intéressant de rechercher chez MANDEVILLE, fondateur de la théorie, comment il conçoit une prépondérance sensiblement constante de l'intérêt personnel sur le Gemeinsinn.

En effet la question se posait de son temps comme du nôtre. SHAFTESBURY avait, à sa manière, célébré le Gemeinsinn, qu'il dénomme affection sociale et où il voit un penchant naturel de l'homme au moins égal à l'intérêt personnel, qui est dit-il, «la source des plaisirs les plus vifs de la créature», plaisirs qui se traduisent par des signes extérieurs et des symptômes merveilleux. «Lorsque les affections sociales se font entendre, leur voix suspend tout autre sentiment et le reste des penchants garde le silence [1].»

Dans les dialogues où sont commentées les idées émises dans la Fable des Abeilles, Cléomène représentant MANDEVILLE, et Horace, partisan ardent des théories de SHAFTESBURY, engagent la discussion sur ce point précis. MANDEVILLE y montre excellemment quel peut être le rôle du Gemeinsinn dans l'ordre économique et en particulier dans la production des richesses.

Par un artifice de dialectique, Cléomène feint d'être convaincu de la vérité de la thèse qu'il combat et il marque ironiquement les effets de cette conviction. «Supposons, par exemple dit-il, qu'une femme pauvre et industrieuse ait épargné 40 sh. en se refusant la nourriture nécessaire et en ne portant que de vieux haillons pendant un long espace de temps, qu'elle donne cette somme pour placer son fils, âgé de six ans, auprès d'un ramoneur de cheminées.

---

1) SHAFTESBURY: Principes de la philosophie morale ou Essai sur la merite et la vertu. Amsterdam (1745). p. 178.

Pour juger charitablement de l'action de cette femme en suivant le systême des vertus sociales de Milord (SHAFTESBURY) il faut vous imaginer, qu'encore qu'elle n'ait jamais donné le sou pour faire ramoner sa cheminée, elle sait cependant par expérience que son bouillon a été souvent sali et que plusieurs cheminées ont été mises en feu faute d'avoir été nettoyées. C'est donc pour faire du bien à sa génération autant qu'elle en est capable que cette femme à cédé tout ce qu'elle possède, qu'elle donne son fils et ses biens. Elle a dessein de contribuer de son côté à prévenir les différents malheurs qui ont été souvent occasionnés par de la suie qu'on a imprudemment laissé amasser dans les cheminées. Sans aucun principe d'intérêt particulier elle sacrifie son fils unique à l'occupation la plus vile pour le service du public [1]).»

Et Horace de répondre: «Y a-t-il quelque personne de sens qui puisse s'imaginer que des principes aussi généreux aient fait agir une pauvre misérable qui ne songe point à ce qu'elle fait et qui n'a ni sentiment ni éducation [2])?»

«Que les ennemis du systême de la sociabilité, poursuit Cléomène, contemplent cet avocat vénérable qui, malgré les grandes richesses qu'il possède, qui, malgré la chaleur étouffante qu'il fait, qui, malgré son grand âge, ne laisse pas de se rendre au barreau pour éclaircir une cause douteuse, sans aucun égard à son dîner, abrége ses jours pour travailler à établir les droits des autres. Quelle bienveillance le médecin ne fait-il pas pour son espèce torsque, visitant les malades depuis le matin jusqu'au soir, il entretient plusieurs attelages de chevaux afin de pouvoir être utile à un plus grand nombre de personnes [3])» etc.

Horace convient du peu de vraisemblance de ce souci de l'intérêt commun; il convient aussi de son inutilité, puisque les résultats de l'activité interessée sont aussi profitables à la collectivité que le seraient ceux d'une «bienveillance» universelle. Nous produisons dans notre intérêt avec l'intention de nous procurer par l'échange ce que nous n'obtiendrions pas de la bienveillance de nos semblables.

---

1) Fable des Abeilles. t. III, p. 31. Dial. I.
2) Id. t. III, p. 35. Dial. I.
3) Id. t. III, p. 37. Dial. I.

Aussi bien ne semble-t-il pas qu'il y ait là matière à discussion. La question est plus délicate lorsqu'il s'agit, non de la production, mais de l'emploi des richesses, après qu'elles sont produites. N'y a-t-il pas dans le merveilleux essor de la charité et de la bienfaisance la preuve indéniable de notre altruisme et ne faut-il pas condamner sévèrement la théorie qui voit ici encore une forme plus compliquée de l'intérêt personnel? On peut le soutenir; toutefois, il importe de recourir aux sources et de remarquer avec qu'elle ingéniosité MANDEVILLE défend cette conception apparemment paradoxale. Nous y constaterons une fois de plus la complexité et la souplesse de cet intérêt personnel, tel qu'il le présente, et que l'on considère à tort comme simple et superficiel.

MANDEVILLE a montré par des arguments sur lesquels nous reviendrons le danger possible de la charité intempérante. Cependant les écoles de charité se multiplient. «Elles sont à la mode, de la même manière que les Paniers, c'est-à-dire qu'elles sont dues au caprice, puisqu'on ne peut pas alléguer de meilleures raisons pour l'une que pour l'autre[1].» Il faut expliquer cette manie. «Il est certain que la véritable raison de cette manie qui règne aujourd, hui pour cette sorte d'établissement est fort abstruse et très difficile à découvrir. Mais en répandant la moindre lumière sur des matières fort obscures, on rend un bon office aux personnes qui aiment à entrer dans la nature des choses[2].» Et l'auteur procède à une analyse minutieuse des motifs d'action de ces personnes charitables. L'analyse est subtile, parfois méchante, mais extrêmement ingénieuse et il y a quelque profit à la reproduire ici.

Dans la paroisse qui n'a pas encore d'école de charité, il vient un jour où un petit boutiquier, oisif et jaloux du crédit des notables de l'endroit, désireux aussi de jouer un rôle et de prendre de l'importance, se met en tête de réunir les fonds nécessaires à l'établissement de l'école. Il réunit quelques amis et prend la parole, s'attendrit sur le sort des pauvres et s'indigne de la dureté des riches; satisfait de son succès facile, il s'attelle à la besogne; il va trouver un personnage influent «quelque vieux fou ou quelque glorieux intriguant et riche» et lui tient à peu près ce langage:

---

1) Fable des Abeilles. t. II, p. 74.
2) Id. t. II, p. 75.

«En vérité, Monsieur, si vous vouliez bien prendre cette affaire en main, personne n'a plus grand ascendant sur les plus huppés de la paroisse que vous. Je suis assuré qu'un seul mot de votre part engagerait un tel etc. . . .» Comment résister à de si douces paroles? Avec l'assistance du curé et du vicaire, avec l'aide des personnes qui ont peccadille sur la conscience, et qui sont trop heureuses de s'assurer, à bon compte, une place au Paradis, on ouvre une souscription. Il faudrait ne pas connaître une petite ville pour supposer que la vanité d'un chacun ne le conduise à y prendre part. Enfin les fonds sont rassemblés. Il faut alors trouver les directeurs: c'est la chose la plus aisée du monde. Il est d'une douceur sans égale de donner carrière «sous couleur de charité, et sans apparence de satisfaction mondaine, à cette passion insatiable qui nous tient de régler et de diriger». Nous sommes heureux de tenir sous notre pouvoir des animaux domestiques. A bien plus forte raison des enfants, sans compter la considération qui s'attache à ces fonctions.

Enfin l'école est ouverte et la paroisse est en liesse. Les enfants de l'école en uniforme et en bon ordre, réjouissent l'œil. «Mais ce qui rend encore plus généralement sensible à ce plaisir, c'est la part imaginaire que même les domestiques et les moindres membres de la Paroisse croient avoir à tout cela. On dit, sans qu'il en coûte rien: Notre école de la paroisse. Nos enfants de charité. Dans tout cela il y a une espèce, une ombre de propriété qui chatouille tous ceux qui croient avoir quelque droit de faire usage de ces mots [1]).»

L'administration de l'école va être un autre sujet de satisfaction pour le directeur par l'émulation qui s'établit avec les autres directeurs d'école, par les éloges que lui valent ses soins. On parle de l'école avec d'autant plus d'enthousiasme qu'on est sûr à les défendre de triompher dans neuf compagnies sur dix. L'approbation commune nous confirme dans la bonne opinion que nous avons de nous et nous est infiniment chère.

Si abrégé que soit ce tableau, qui vaut d'être lu dans le texte, il est singulièrement caractéristique de la manière de MANDEVILLE et aussi de la position des libéraux, en matière de charité. A mesure

1) Fable des Abeilles. t. II, p. 87.

que les misères sociales et que les antagonismes de classes deviennent plus douloureux, les libéraux ne cherchent pas à imposer, comme d'autres, la participation de chacun au soulagement de ces maux. Ils se bornent à exalter cette charité, dont MALTHUS disait qu'elle était «essentielle à notre bonheur, la consolation et le charme de la vie, la source des plus nobles efforts vers la vertu et des plaisirs les plus purs et les plus doux [1].» Aux temps où nous vivons, on pourrait croire à la naïveté de telles recommandations et presque à leur ironie. En réalité il n'en est rien. Ainsi que l'explique MANDEVILLE, la charité a ses sources profondes dans les faiblesses et les passions humaines et c'est ce qui permet de faire fond sur elle. C'est aussi la condamnation de toute mesure d'autorité qui prétend imposer la bienfaisance, puisqu'elle disloque cet ingénieux mécanisme, puisqu'elle retire toute action à ces mobiles secrets de la bonté dont il est imprudent de critiquer le principe tant que ses effets bienfaisants se produisent.

* * *

Lorsque le libéralisme prétend s'appuyer sur l'harmonie des intérêts individuels, lorsqu'il prétend qu'une solidarité de fait et inconsciente unit les membres d'une sociéte, il se borne à constater l'effet bienfaisant-des lois naturelles et il ne déduit d'autre conclusion que la nécessité de la liberté.

Cette harmonie des intérêts s'accommode à la fois de l'inégalité des conditions et de la lutte des classes. Spencer, donnant à la doctrine de MANDEVILLE sa forme contemporaine sans en modifier l'essence, applique au milieu social les lois de concurrence vitale et de sélection naturelle que DARWIN découvre dans la biologie et selon lesquelles le progrès économique se réalise au profit de tous au moyen même des inégalités individuelles.

A cette solidarité inconsciente, on objecte les effets attristants des antagonismes sociaux; on lui oppose une solidarité consciente et voulue qui serait une autre face des lois biologiques, et qui trouverait son fondement moral à la fois dans la justice et dans l'amour.

Je ne reviendrai pas sur la solidarité qui fait appel à l'amour. La conception est belle et, pour un moraliste, elle pourrait bien être, à elle seule, toute une morale. Par contre j'ai suffisamment

1) MALTHUS. *Princ. de populat.* L. V, ch. 2.

montré comment, pour MANDEVILLE et pour les libéraux, elle constitue une base trop fragile si l'on y veut édifier un systême économique.

Cependant l'ideé de solidarité a besoin d'être expliquée et de s'appuyer sur quelque autre principe. En effet, à prendre le terme en lui même il ne saurait signifier autre chose qu'un pur et simple rapport de dépendance, sans spécifier la nature de ce rapport. MANDEVILLE qui fait, en un certain passage, converser un Lion avec un marchand [1]) lui fait dire toute la cruauté de l'homme qui ne saurait vivre sans détruire d'innocents animaux nécessaires à sa consommation. Il y aurait ainsi solidarité entre les hommes et les animaux domestiques, mais solidarité dans la destruction et l'élimination [2]).

Les économistes classiques se bornent à constater que cette solidarité rudimentaire et, pour ainsi parler négative, fait place dans la vie sociale à une solidarité réelle et positive en ce sens que, par la division du travail, le bien-être de chaque individu dépend du bien-être des autres individus, la prospérité de chaque nation, par la division internationale du travail qui est tout au moins un idéal, de celle des autres nations.

On les accuse volontiers de jouer sur les mots. Il y a donc une autre solidarité, à laquelle on donne pour fondement la justice sociale. On s'efforce de définir les termes d'un quasi-contrat social qui nous lierait à l'égal d'un quasi-contrat du droit civil et qui aurait en particulier pour effet de substituer une obligation juridique au devoir moral d'assistance.

Il va sans dire qu'une telle idée n'a pas sa place dans la philosophie morale de MANDEVILLE, et d'ailleurs l'idée de justice sociale est une idée contemporaine, très étrangère aux penseurs du XVIII[e] s. Cependant les principes posés par MANDEVILLE permettent d'en déterminer la valeur.

On ne saurait méconnaître la valeur apparente de cette conception qu'un individu, par le fait même qu'il appartient à une société, a des obligations et des droits. La thèse est séduisante et propre aux développements oratoires. On peut cependant lui reprocher d'être vague et de ne pas trouver dans la psychologie un appui solide.

1) Fable des Abeilles. t. I, p. 258. Cet apologue est l'original imité par Voltaire dans la satire «Le Marseillais et le Lion.»

2) Voir VILFR. PARETO. *Les systêmes socialistes.* Paris, 1902. t. II, p. 227 ss.

MANDEVILLE ne repousse pas à priori toute idée de justice, mais la justice est chez lui une notion simple: elle consiste à respecter le produit du travail de chacun, à lui en conserver la jouissance, à ne pas prendre à l'un pour donner à l'autre [1]). On conçoit aisément que cette donnée élémentaire trouve en chacun son application et sa sanction. En effet elle n'est qu'une forme de l'intérêt personnel. L'instinct de conservation s'applique aussi bien au résultat matériel de notre activité qu'à nous-mêmes. Chacun ne donne dans l'échange qu'en proportion de ce que vaut pour lui ce qu'on lui offre (et il fait alors acte de commerce); s'il donne davantage c'est par l'effet d'une passion: pitié ou vanité, il fait alors acte de bienfaisance. Dans l'un et l'autre cas, l'intérêt personnel le guide.

La justice sociale est-elle conforme à cette justice élémentaire? En aucune façon. Non seulement elle substitue une obligation à la faculté d'être charitable, mais pour les béneficiaires mêmes de cette obligation elle semble faire abstraction de l'individu pour s'adresser par une série de compensations à une classe sociale. La loi française du 9 avril 1898 sur les accidents du travail ne prétend pas, comme il devait arriver autrefois, au moins en principe, donner à chacun l'exacte réparation du préjudice qui lui est causé, mais une indemnité moyenne, soit insuffisante, soit trop forte suivant les cas [2]).

---

1) Encore faut-il ajouter que le penchant à être juste est une notion acquise et dérivée, qu'il n'a par conséquent, vis-à-vis des instincts naturels qu'une résistance limitée: «Parcourons toute la vie de l'homme, suivons le depuis son enfance jusqu'à sa mort et voyons quel de ces deux attributs paraît lui être le plus naturel, ou le désir de dominer et de s'emparer de tout ce qu'il rencontre, ou le penchant à agir conformément aux notions du Juste et de l'Injuste. Dans cet examen nous trouverons que le premier se fait remarquer très sensiblement dès la plus tendre jeunesse; qu'il ne paraît rien du second avant que l'on ait reçu quelques instructions; et que moins une personne sera civilisée, moins aussi ces principes du Juste et de l'Injuste auront d'influence sur ses actions. D'où je conclus que ces notions sont acquises; car si elles nous étaient aussi naturelles, ou qu'elles nous affectassent d'aussi bonne heure que cette opinion, ou plutôt cet instinct avec lequel nous naissons, et qui nous fait regarder tout comme nôtre, on n'entendrait jamais un enfant pleurer pour avoir le jouet de son frère aîné.» *Fable des Abeilles.* t. IV, p. 58. Dialogue V.

2) Voir J. RAMBAUD. *Hist. des Doctr. Econom.* 2ᵉ édit. Paris 1902. p. 521.

Or, cette idée de justice sociale, idée proprement et exclusivement morale, s'oppose aux principes déterminés par MANDEVILLE, non pas seulement en ce qu'elle exclut tout fondement psychologique, mais aussi quant aux effets qu'on prétend lui attribuer en matière de politique économique, car sur ce terrain elle conduit à des mesures qui toutes tendent, plus ou moins, à diminuer l'inégalité des conditions en améliorant le sort des classes pauvres.

Il serait intéressant de rechercher comment l'idée d'égalité de fait s'est peu à peu introduite dans la science sociale. Etrangère aux premières civilisations, manifestement contraire à l'esprit du christianisme, elle semble avoir perpétuellement hanté l'esprit des utopistes. Au XVIII[e] siècle, nous la voyons s'implanter dans les imaginations avec grand renfort de descriptions idylliques d'une préhistoire légendaire de l'humanité; elle n'est pas absente des préoccupations révolutionnaires [1]) et il semble incontestable que l'ideé démocratique, telle qu'elle est aujourd'hui conçue lui soit indissolublement liée. A ce point de vue, la conception de MANDEVILLE pourrait sembler révoltante; la justice et le droit naturel doivent céder devant la convenance économique. Non seulement il admet l'inégalité comme la condition même du progrès économique, mais il ne craint pas d'exposer les principes qui font un devoir de maintenir dans leur humble condition certaines classes de la population et d'encourager ce que l'on pourrait appeler la «paupériculture».

«Il faut que dans une nation, dit-il, il y ait un grand nombre de gens de cette espèce. Des lois sages doivent donc cultiver et entretenir des personnes de cette sorte avec tout le soin imaginable. Il faut prévenir la rareté de ces gens avec la même attention qu'on prévient la rareté des denreés. Personne ne serait pauvre, ni ne se fatiguerait pour gagner sa vie s'il pouvait faire autrement ..... Mais les occupations les plus pénibles sont considérées comme des plaisirs réels dès qu'elles empêchent un homme de mourir de faim» [2]). «On ne peut disconvenir que dans

1) Discours de CH. de LAMETH le 12 avril 1790. «Qu'a fait l'Assemblée nationale? Elle a fondé la constitution sur cette consolante égalité si recommandée par l'Evangile . . . sur la fraternité et sur l'amour des hommes . . . Cité par A. Espinas. *La philosophie sociale au XVIII[e] siècle et la Révolution*, Paris (Alcan) 1898, p. 136.

2) Fable des Abeilles. t. II, p. 98.

cette société une occupation également pénible et vile que peu d'ouvriers veulent entreprendre tombera toujours en partage à ceux qui ne sauraient faire mieux . . . Rien ne peut aiguillonner les pauvres à travailler que leurs besoins. Il est donc de la prudence de les soulager, mais ce serait une folie que de les guérir»[1]).

La thèse peut sembler cynique et elle l'est en effet. Il est permis de croire qu'il y a dans cette pensée de MANDEVILLE quelque ironie et quelque paradoxe et qu'il tient à faire ressortir l'inconscience de ceux qui prétendent concilier les principes de la vertu ascétique avec l'accroissement de la richesse sociale.

Cependant, outre qu'on voit là le chemin parcouru par l'école libérale depuis le XVIIIe siècle, il y a quelque chose à retenir de ces propositions, qui nous semblent étranges. D'une part, en effet MANDEVILLE pressent avec une perspicacité rare les dangers d'une tendance trop grande à l'égalisation. Il prétend parler ainsi dans l'intérêt même des classes pauvres: «Je crois, dit Cléomène, la maxime très juste et autant propre à procurer l'avantage réel du pauvre qu'à faire goûter des agréments aux riches. Car parmi ceux qui travaillent, ceux-là seront toujours les moins misérables en eux-mêmes et les plus utiles au public, qni, étant nés dans la bassesse et ayant été élevés dans la pauvreté, se soumettront avec joie à leur condition et ne souhaiteront autre chose par rapport à leurs enfants que de les voir leur succéder dans leur basse condition: aussi dès la plus tendre enfance ils les endurciront à la fatigue et les accoutumeront à la soumission, à la frugalité et aux haillons. Qui sont ceux au contraire que vous croyez les plus malheureux et les moins utiles aux autres? ne sont-ce pas ceux qui, méprisant le travail auquel ils sont appelés, se plaignent de la bassesse de leur condition, en ont honte et qui, sous prétexte de rechercher l'avantage de leurs enfants, recommandent leur éducation à la charité des autres[2]).» Ici MANDEVILLE prévoit un des maux de notre temps: celui qui résulte du nombre toujours croissant des déclassés. Et n'est-ce pas un danger, en effet, que de parler sans cesse d'une égalité

1) Fable des Abeilles. t. IV, p. 310. Dial. VI.

2) Id. t. IV, p. 310, 311. Il y a là l'expression rudimentaire d'une idée qui fera le fond des doctrines de LE PLAY et que développe le dernier roman de M. P. BOURGET: l'Etape.

irréalisable à ceux qui souffrent de l'inégalité? N'est ce pas, pour ainsi parler, verser de l'huile sur le feu, que de les approcher sans cesse d'une condition qu'ils ne peuvent pas matériellement atteindre et de réaliser cette proximité qui attise l'envie de ces pauvres dont, pour reprendre la parole du Christ, il y aura toujours parmi nous. «L'envie, dit MANDEVILLE, est un composé de chagrin et de colère, les degrés de cette passion dépendent principalement de la proximité ou de l'éloignement des objets par rapport aux circonstances dans lesquelles se trouve l'envieux. Quelqu'un obligé d'aller à pied porte envie à un grand seigneur qui tient un carrosse à 6 chevaux; cependant son envie ne sera jamais aussi violente et aussi tumultueuse que le sera celle d'un homme qui tenant lui-même carrosse ne peut ne avoir qu'un à 4 chevaux [1].»

Mais il convient, d'autre part, de donner à l'observation un caractère plus général. Il convient de montrer comment, dans la Fable des Abeilles, se marque la raison profonde de l'opposition constante de l'école libérale à cette économie attendrie, qui trouve, aujourd'hui, dans la politique le succès qu'elle trouvait, au XVIII[e] siècle, dans la littérature. «Depuis quelque temps, disait D. HUME, on a remarqué dans ce royaume que les gens en place faisaient parade d'un grand amour pour le bien public et les spéculatifs de grands sentiments de bienveillance, et l'on a découvert tant de fausseté dans cette affiche que les gens du monde pourraient, sans injustice, marquer beaucoup d'incrédulité sur l'usage de ces qualités morales et être même tentés d'en nier entièrement l'existence et la réalité [2].»

Y a-t-il dans cette tendance socialiste, pour l'appeler par son nom, l'effet naturel d'un courant généreux et auquel on puisse s'abandonner sans danger pour le corps social? Les libéraux élèvent contre elle certaines objections; l'idée démocratique leur semble dangereuse lorsqu'elle prétend accélérer, sinon contrarier l'évolution

---

1) Fable des Abeilles. t. I, p. 173. cf. HUME. «La supériorité des autres nous cause de l'envie, mais seulement lorsqu'elle n'est pas trop grande, je veux dire lorsquélle est telle que nous en approchons encore; trop de disproportion fait disparaître le rapport des idées: ou nous ne nous comparons point du tout avec ce qui est à une si grande distance de nous ou du moins cette comparaison ne produit que de faibles effets.» *Réflexions sur les passions.*

2) D. HUME, OEuvres philosoph. t. V, p. 164. *Essais de morale.*

normale des sociétés. L'idéal, si cette tendance mérite le nom d'idéaliste, leur semble mettre en péril l'ordre réel et actuel.

Or ces objections sont directement inspirées de l'esprit de MANDEVILLE et rien ne le saurait mieux montrer qu'un rapprochement entre l'auteur de la Fable des Abeilles, le premier des libéraux, et l'auteur d'un des derniers ouvrages touchant à la philosophie du libéralisme. Je veux parler des «Systèmes socialistes» de M. V. PARETO [1]).

L'auteur croit à la persistance de la lutte pour la vie ou le bien-être, condition de la conservation et de l'amélioration de la race. Mais il montre que, dans l'évolution des sociétés, cette lutte se marque fréquemment par la substitution d'une élite à une autre, et il montre comment, à l'heure actuelle, les sentiments humanitaires des classes riches sont un symptôm de leur décadence et de leur affaiblissement. Les doctrines sociales usent et abusent de la pitié: pitié pour les misérables, pour les criminels, pour tous les indigents et pour tous les coupables, sympathie ardente pour les classes pauvres, allant jusqu'à la méconnaissance des droits des classes riches. Nous aimons, nous protégeons, nous rachetons, nous défendons, nous hâtons notre déchéance. La lutte pour la vie nous fait peur nous n'osons même plus admettre la responsabilité. Tout malheur est immérité; la collectivité doit avant tout le réparer.

«La pitié, disait MANDEVILLE, quoiqu'elle soit la plus belle et la moins dangereuse de nos passions, ne laisse pas d'être une faiblesse de notre nature, de même que la colère, l'orgueil ou la crainte ..
Il faut cependant avouer que de toutes nos faiblesses la pitié est la plus aimable et qu'elle approche le plus de la vertu. Que dis-je? Si cette passion n'était pas extrêmement commune, la société pourrait à peine subsister. Mais, comme c'est un mouvement de la nature, qui ne consulte ni l'intérêt public, ni notre raison, elle peut produire le mal tout comme le bien [2]).»

Et il examine les effets de cette passion: c'est d'abord ce que M. PARETO appelle «l'absurde pitié pour les malfaiteurs»: «Peu de personnes, dit MANDEVILLE, préfèrent la sûreté publique à leurs propres aises. Celui qui a le naturel bon, se résout difficilement à contribuer à arracher la vie d'un autre quoiqu'il ait mérité le

---

1) 2 vol. Paris (GIARD et BRIERE) 1902.

2) Fable des Abeilles. t. II. p. 25.

gibet. Être la cause de la mort de quelqu'un, c'est ce que la plupart des gens ne peuvent envisager sans frayeur, surtout ceux dont la conscience est délicate et qui manquent de fermeté et de résolution. Ce sont là autant de causes qui font que mille scélérats échappent à la punition dûe à leurs crimes. C'est aussi à cela qu'il faut attribuer le grand nombre de délinquants qui risquent hardiment leur vie, dans l'espérance que, s'ils sont pris, ils auront aussi le bonheur de se tirer d'affaire [1].»

C'est ensuite la sympathie irréflèchie et parfois réellement injuste pour tout individu, par cela seul qu'il appartient aux classes pauvres. M. PARETO cite les cas fréquents de grèves où les pouvoirs publics se mettent au service des grévistes et travaillent à leur éviter les conséquences des fautes commises. «La plupart du monde, dit MANDEVILLE, surtout dans cette nation, est porté sans raison à avoir trop d'égard pour le pauvre: inclination qui doit son origine à un mélange de pitié, de folie et de superstition. La manière vive dont ce composé agite les hommes fait qu'ils ne peuvent ni entendre ni voir qu'on dise ou qu'on fasse quelque chose contre le pauvre. Cependant s'il y a de l'insolence et de la cruauté à faire du mal à ces misérables créatures, il y a assurément de la justice à manifester leurs fautes et leurs dérèglements..... Les garçons tailleurs intentent des procès à leurs maîtres. Ils sont même obstinés dans la mauvaise cause qu'ils ont entreprise. Il faut cependant en avoir pitié. Les tisserands, se plaignent-ils, on doit les assister. Pour leur complaire, on doit même faire cinquante choses ridicules, quoiqu'au milieu de la pauvreté, ils insultent leurs supérieurs et que dans toutes les occasions ils paraissent plutôt portés à célébrer les jours de fête dans la débauche et à commettre des désordres qu'à travailler ou à pratiquer la sobriété [2].»

Ainsi au XVIII[e] siècle et au XX[e] siècle, nous voyons les mêmes arguments opposés aux excès où s'épanche la sensibilité de quelques bons esprits. Dans la vertu comme dans le vice, il est une mesure et la philosophie morale du libéralisme qui, dans la psychologie individuelle a considéré le sentiment et la passion, comme l'emportant sur la raison, revendique au contraire sur le terrain de

1) Fable des Abeilles. t. II, p. 67.
2) Id. t. II, p. 146. 147.

la politique sociale, les droits de la raison à limiter les impulsions sentimentales.

Aurons nous réussi à faire partager au lecteur le plaisir que nous avons pris nous-mêmes à lire MANDEVILLE et à le commenter? Nous ne saurions l'espérer car sa lecture est infiniment attachante. Elle étend les connaissances et rabat l'amour-propre et il faudrait dire de MANDEVILLE ce que M. FAGUET dit quelque part de M. A. France, à qui il reconnaît le mérite de nous soustraire à l'admiration béate de nous-mêmes et à cette torpeur qu'il appelle très joliment du «confit d'oie» [1].

Nous voudrions tout au moins que cette étude ait servi à préciser les données essentielles et la philosophie première du libéralisme. Cette philosophie est d'abord psychologique; l'homo œconomicus y est l'objet de patientes et minutieuses investigation et ce n'est pas sans étonnement qu'on le voit décrier comme l'objet d'une analyse superficielle. Cette philosophie est aussi morale et sociale. Les aspirations des écoles nouvelles ne sont pas des nouveautés [2]; si fondées qu'elles puissent être en elles-mêmes, elles ne valent pas comme critiques de la doctrine libérale, car celle-ci ne les ignore pas, mais les rejette volontairement du champ de la science économique.

Or, il est bon, ne serait-ce que pour la critiquer davantage, de connaître une doctrine aussi importante dans l'histoire de la pensée humaine, que la doctrine libérale. Ceux qui travaillèrent à la fonder ont fait œuvre utile pour ceux-là mêmes qui la repoussent dans son ensemble, car plus on estime utile de ne pas abandonner à lui-même le grand jeu des sociétés humaines, plus il importe, pour reprendre les termes d'A. SMITH de connaître le principe de mouvement qui anime chacun des membres de la société. A toute doctrine interventionniste, il faut comme préliminaires nécessaires, une philo-

1) E. FAGUET, *Portraits littéraires*. 1902.

2) «En réclamant une plus juste répartition des richesses le socialisme n'a rien formulé de nouveau; il n'a fait que revenir aux grandes traditions de toute philosophie sociale idéaliste, qu'avaient un instant obscurcies les erreurs des épigones matérialistes de la philosophie du XVIIIe siècle» SCHMOLLER. Politique Sociale et Econ. polit. Paris. 1902. La justice dans l'Economie p. 280.

sophie de l'intervention qui permette de la mesurer en connaissance de cause et d'en prévoir les effets. La Fable des Abeilles peut être un élément important de cette philosophie.

Tel est le double intérêt historique et doctrinal de ce livre ancien qui par tant de points fait penser au temps présent. Dans la mêlée confuse des intérêts matériels et des aspirations de la raison, les doctrines se succèdent au cours des temps à la façon des navires dont le sillage s'efface; il y a quelque profit à retrouver la trace de leur passage pour comprendre leur direction et pour instruire ceux qui les suivent.

Die Finanzpolitik der Schreckensherrschaft in der ersten französischen Revolution.

Vom Zusammentritt des Nationalkonventes — 21. Sept. 1792 — bis zum Sturze Robespierres — 9. Thermidor II).

Insbesondere
die progressiven Einkommensteuern und
Zwangsanleihen.

Von

Raymund de Waha.

(Fortsetzung u. Schlufs aus Heft 2 S. 302).

II. Teil.

3. Kapitel.

Ursprung der progressiven Einkommensteuer und deren erste Verwirklichung im Gemeindehaushalt der gröfsern Städte.

Die jakobinische Pariser Kommune hatte mit der Erstürmung der Tuilerien am 10. August 1792 einen entscheidenden Sieg über die auf dem Zensuswahlrecht beruhende konstitutionelle Monarchie errungen. In der kurzen Zeit bis zu den Wahlen zum Konvent hatten die jakobinischen Ideen mit unglaublicher Schnelligkeit im ganzen Lande Fufs gefafst. Viele begüterte Bourgeois zogen sich nunmehr von der Revolution zurück. Die „Patrioten" mufsten eine solche Handlungsweise um so schärfer verurteilen, als Frankreich seit dem 20. April 1792 mit Österreich und Preufsen in Krieg verwickelt war. Dazu kam das steigende Elend, das sich infolge von Revolution, Krieg und schlechter Ernte in breiten Kreisen der Bevölkerung einstellte: alles das mehr als genug, um die ohnehin schon aus der Unzufriedenheit mit dem Bourgeoisregime entstandene Erbit-

terung der Sansculotten gegen alle „Reichen“ mächtig zu fördern[1]. Dieser Erbitterung kam im weitesten Maſse der Gleichheitsgedanke entgegen. „Auſserordentliche Besteuerung der Reichen“ und „Gleichmachung des Besitzes“ werden zu populären Schlagworten. Ende September 1792 schreiben die „Révolutions de Paris“, damals eine der verbreitetsten und einfluſsreichsten[2]) Zeitungen: „Es ist notwendig, die möglichste Gleichheit der Vermögen herbeizuführen, um so das fehlerhafte Prinzip des Übergewichts der Reichen über die Armen zu zerstören. Es muſs ein Verbot erlassen werden, daſs kein Bürger mehr als eine bestimmte Anzahl von Morgen Land in einem Kanton besitzen darf. Bis zur Durchführung der absoluten Vermögensgleichheit, welche in der Gleichheit der natürlichen Bedürfnisse und deren Befriedigung ein einigendes Band um uns alle schlingen wird, muſs jeder, der nicht 400 Liv. Einkommen hat, von aller Steuer frei bleiben; seine Schuld an den Staat wird er zahlen durch seine Arbeit, seinen Konsum, durch den Fahnendienst oder die Zahl seiner Kinder. Wer aber wird für die Bedürfnisse des Augenblicks aufkommen? Die Gerechtigkeit gebietet, eine auſserordentliche Steuer zu erheben von den Feinden der Freiheit und Gleichheit. — Alle Überfluſs Besitzenden sind in Revolutionszeiten als heimliche oder erklärte Feinde der Regierung des Volkes anzusehen.“

Im Konvente äuſserte Cambon: „Es wird vielleicht angezeigt sein, vorübergehende Steuern zu erheben von den reichen und selbstischen Personen, die ruhig zu Hause sitzen und den Erfolg der Revolution abwarten, oder dieselbe zu bekämpfen suchen“ [3]).

Die Forderung einer auſserordentlichen Besteuerung der Reichen faſste festen Fuſs in der öffentlichen Meinung; sie wurde immer klarer und bestimmter: sie bildete den breiten Unterbau, auf dem dann nach und nach das ganze System der progressiven Einkommensbesteuerung sich entwickelte. Bemerkenswert ist hier schon die Forderung der Freilassung eines Existenzminimums. Auch der radikale Gedanke der Gleichheit des Besitzes machte seinen Weg, bis ihm am 18. März 1793 von seiten des Konventes die schärfste Verurteilung widerfuhr.

Der Gedanke der Progressivität in der Besteuerung war zum

1) A. Aulard, loc. cit. II, cap. 2.
2) Urteil von Ch. Gomel in Journal des Economistes, April 1902, p. 7.
3) Moniteur, réimpr. XIV, 230.

erstenmal in der Revolution aufgetaucht in einem (vom Finanzausschufs ausgearbeiteten) Dekret vom 18. April 1790, durch welches die Nationalversammlung die Pariser Kommune anwies, die taille für 1790 in der Stadt Paris nach einem progressiven Tarif umzulegen [1]). Als einige Zeit nachher [2]), bei Einführung des neuen Steuersystems, die Kommune bei der Nationalversammlung um die Ermächtigung einkam, die Mobiliarsteuer in Paris nach einem, von der Kommune selbst zu bestimmenden, progressiven Tarif zu veranlagen, verweigerte ihr die Nationalversammlung dies. Die Gesetze sollten keine Ausnahmen mehr zulassen. Aber auch schon die progressive Einkommensteuer, als Grundlage des staatlichen Steuersystems, fand einen Befürworter in der Nationalversammlung.

Bei der Beratung über die Mobiliarsteuer brachte am 28. Oktober 1790 de Buat, Vertreter des Adels von Meaux, folgenden Gesetzentwurf ein: „Im Einkommen sind vier Teile zu unterscheiden: das Notwendige, das Nützliche, das Bequeme und das Überflüssige. Das Notwendige ist von jeder Steuer frei zu lassen, das Nützliche leicht, das Bequeme normal und das Überflüssige stark zu besteuern. Demgemäfs sind sämtliche Einkommen und Einkommensteile unter 600 Liv. freizulassen; von da an hat eine progressive Besteuerung Platz zu greifen, und zwar sind Einkommen zwischen 600 und 2000 Liv. mit 2 1/2 %, solche zwischen 2000 und 10000 Liv. mit 5 % und alle darüber hinausgehenden mit 10 % zu besteuern. Auf diese Weise ist es möglich, dem Überflufs des Reichen zu entnehmen, was der Arme nur um den Preis von Entbehrungen zahlen könnte, und somit diese Art der Besteuerung eine gerechtere als die proportionale."

Die Nationalversammlung würdigte jedoch den Entwurf de Buats keiner weiteren Beachtung und blieb bei dem Grundsatz der Proportionalität [3]).

Unter dem Konvent wurde dann der Gedanke de Buats wieder aufgegriffen, zunächst unter folgenden Umständen.

Die Stadt Lyon hatte die Ermächtigung nachgesucht, eine unverzinsliche Anleihe von 3 Mill. Liv. aufzunehmen zum Ankauf von Getreide. Auf Betreiben der Kommissare des Konventes in

---

1) Moniteur, réimpr. IV, 150.

2) 7. Dezember 1790. Ch. Gomel in: Journal des Economistes, April 1902, p. 5.

3) Ch. Gomel, Hist. fin. de la Constituante II, 332.

Lyon beschloſs der Gemeinderat, die Kosten dieses Ankaufs, sowie das Mehr des Ankaufs- über den Wiederverkaufspreis des Getreides zum Teil auch durch eine auſserordentliche Steuer auf die reichern Bürger zu decken. Der Konvent erteilte am 23. November 1792 die Ermächtigung zu der Anleihe und zu der auſserordentlichen Steuer[1]. Dieselbe sollte als Zuschlagssteuer zur Hälfte zur Grund-, zur Hälfte zur Mobiliarsteuer erhoben werden. Der zu der Grundsteuer erhobene Zuschlag war proportional zu bemessen; die andere Hälfte nach einer progressiven Skala. Als Basis galt dabei das präsumierte Gesamteinkommen, welches, nach dem Wohnungsaufwand ermittelt, der ein-drittel-prozentigen Wohnungssteuer zu grunde lag. Einkommen unter 500 Liv. blieben von der auſserordentlichen Steuer frei, solche von 500—1000 Liv. waren mit einem der Wohnungsteuer gleichen Betrag, also mit ein drittel Prozent zu belegen; Einkommen von 1000—1500 Liv. zahlten den Betrag der Wohnungssteuer und 1/8 derselben; dann ging die Skala weiter wie folgt:

1500— 2000	Liv.	1/3 % und 2/8 davon,
2000— 2500	„	1/3 % „ 3/8 „
2500— 3000	„	1/3 % „ 4/8 „
3000— 3500	„	1/3 % „ 5/8 „
3500— 4000	„	1/3 % „ 6/8 „
4000— 5000	„	1/3 % „ 7/8 „
5000— 6000:	„	die doppelte Wohnungssteuer,
6000— 8000	„	2/3 % und 2/8 der Wohnungssteuer
8000—10000	„	2/3 % „ 3/8 „ „
10000—12000	„	2/3 % „ 5/8 „ „
12000—15000	„	2/3 % „ 7/8 „ „
15000—50000	„	die dreifache Wohnungssteuer,
50000-100000	„	die vierfache „

und Einkommen über 100000 Liv. die fünffache Wohnungssteuer oder 5/3 %.

Endlich bestimmte § 7 des betreffenden Dekrets, daſs die Gemeindevertretung befugt sei, sobald die durch die Steuer aufzubringende Summe feststehe, den der Skala zu grunde gelegten Satz der Wohnungssteuer (1/3 %), je nach der Höhe der aufzubringenden Summe, zu erhöhen oder zu erniedrigen.

1) Moniteur, réimpr. XIV, 558—559.

Gleich am folgenden Tage, am 24. November 1792, wurde der Stadt Paris eine ähnliche aufserordentliche Steuer auferlegt [1]), zur Tilgung einer Summe von 4 030 000 Liv., welche die Staatskasse derselben zur Einlösung der Noten der Maison de Secours, die seit Oktober bankrott war [2]), vorgeschossen hatte. Der eine Teil dieser aufserordentlichen Steuer sollte als 7½ prozentiger proportionaler Zuschlag zur Grundsteuer, der andere als progressiver Zuschlag zur Mobiliarsteuer, in ähnlicher Weise wie in Lyon, erhoben werden. Sie war auf 3 Jahre zu verteilen, auf Grund der Rollen von 1791, 1792 und 1793. Dementsprechend steigt die Progression nicht so rapid wie bei dem Lyoner Fall. Einkommen bis 900 Liv. blieben frei. Die Skala ist folgende:

900— 5000 Liv.		die Wohnungssteuer,			
5000— 6000	„	⅓ %	und	⅛	davon,
6—10000	„	⅓ %	„	2/8	„
10—15000	„	⅓ %	„	3/8	„
15—20000	„	⅓ %	„	4/8	„
20—25000	„	⅓ %	„	5/8	„
25—30000	„	⅓ %	„	6/8	„
30—40000	„	⅓ %	„	7/8	„
40—50000	„	⅓ %	„	8/8	„

1) Moniteur, réimpr. XIV, 563—564.

2) Die Maison de Secours war eigentlich ein privates Kreditinstitut. Da nun die Assignaten bis gegen Ende der Legislative nur auf gröfsere Summen lautend hergestellt wurden, war grofser Mangel an Kleingeld. Denn mit der zunehmenden Entwertung des staatlichen Papiergeldes verschwand das Metallgeld immer mehr aus dem Verkehr. Um diesem Übelstand abzuhelfen, hatten mehrere Kreditinstitute, sowie Gemeinden und Kommunalverbände im ganzen Lande, unter andern die Pariser Maison de Secours, Noten, auf kleine Beträge lautend, ausgegeben; dieselben sollten ihre Deckung in deponierten Assignaten haben. Als dann mit der Verausgabung von kleinwertigen Assignaten begonnen wurde, verloren die „billets de confiance“ ihren Zweck. Der Bankrott der Pariser Maison de Secours gab die Veranlassung zu einem Dekret des Konvents vom 8. November 1792, welches die Einziehung sämtlicher privater und gemeindlicher Noten verfügte. Die Gemeinden wurden ermächtigt, etwaige Fehlbeträge für den Fall, dafs zu viel Noten verausgabt worden seien, durch kommunale Steuern oder Anleihen zu decken. „Solche Steuern“, sagte Cambon beim Einbringen der Vorlage, „sollen progressive sein“. (Ch. Gomel, Hist. fin. de la Législat. et de la Convention, I, 270 ff.)

50—60000 Liv. . . .	2/3 %	und	1/8	der Wohnungssteuer		
60— 70000 „	2/3 %	„	2/8	„	„	
70— 85000 „	2/3 %	„	3/8	„	„	
85—110000 „	2/3 %	„	4/8	„	„	
110—115000 „ . . .	2/3 %	„	5/8	„	„	
115—130000 „	2/3 %	„	6/8	„	„	
130—150000 „	2/3 %	„	7/8	„	„	

150—500000 „ die dreifache,
500-1100000 „ die vierfache, und Einkommen über 1100000 Liv. die fünffache Wohnungssteuer: 5/3 %.

Eine Beweglichkeit des Steuersatzes, wie für Lyon, ist hier nicht vorgesehen, sodafs eine Äquivalenz des Steuerertrags und der aufzubringenden Summe von vornherein ausgeschlossen erscheint.

Doch davon abzusehen, haben wir es in den beiden vorgelegten Fällen mit Versuchen zu tun, auf dem Wege einer nicht als dauernd gedachten progressiven allgemeinen Einkommensteuer die wohlhabenden Bürger zur Deckung eines einmaligen kommunalen Bedarfs heranzuziehen. Der Grundsatz, durch gemeindliche Zuschlagssteuern zu den direkten Staatssteuern den kommunalen Bedarf zu decken, war in dem Ertragssteuersystem der Nationalversammlung sanktioniert worden (siehe Kap. 1).

Zur Ermittlung der Einkommen ist noch die von der Nationalversammlung überkommene Schätzung nach äufseren Merkmalen, hier nach dem Wohnungsaufwand, geblieben. Die Summe, die durch die Steuer aufgebracht werden soll, ist eine geringe, die Progression, in engen Grenzen gehalten, 1/3—5/3 %, in Lyon will man sogar den gröfsten Teil des Bedarfs zum Getreidekauf noch durch eine, wenn auch unverzinsliche Anleihe decken, welche nach Mafsgabe der Eingänge aus dem Wiederverkauf des Getreides zu tilgen ist (Art. 3 des Dekrets vom 23. November 1792). Die Freilassung eines Existenzminimums geschieht nicht etwa aus der Erwägung, die kleinen Leute seien schon genügend belastet durch andere Steuern, oder die Veranlagungs- und Erhebungskosten seien bei kleinen Einkommen zu grofse, sondern lediglich um die Ärmern zu schonen und die Wohlhabendern die ganze Steuer tragen zu lassen.

Was diese beiden progressiven Steuern in Lyon und Paris eingetragen haben, wissen wir nicht; als am 12. Oktober 1792 der Bankrott

der Pariser Maison de Secours dem Konvente gemeldet wurde, äufserte Cambon: „Die Stadt Paris wird die Noten der Caisse de Secours nicht durch Zuschläge zu den Grund- und Mobiliarsteuern decken können, denn diese gehen in Paris sehr spärlich ein“ [1]).

Wenn man trotzdem bei dem Grundsatz der Zuschlagssteuer blieb, so suchte man doch durch deren progressive Gestaltung dem von Cambon gestellten Verlangen einer aufserordentlichen Besteuerung der Wohlhabenden zu entsprechen:

„Besonders wenn Noten kleinern Betrages“, fuhr Cambon damals fort, „ihren Kredit verlieren, mufs dieser Verlust durch die Reichen getragen werden, denn wenn der Arme im Besitz solcher Noten ist, so ist es der Reiche, der ihm damit seinen Lohn bezahlt hat und sich dadurch der gesetzlichen Verpflichtung, in staatlich anerkanntem Gelde, Münzen oder Assignaten, zu zahlen, entzogen hat“.

Eine dritte aufserordentliche Steuer wurde am 7. Februar 1793 vom Konvent für die Stadt Paris dekretiert [1]), zur Deckung des aus dem Wiederverkauf des angekauften Getreides entstandenen Defizits von 3875930 Liv. Zur Deckung der Erhebungskosten und der eventuellen Nichteingänge wurde die zu erhebende Summe auf 4 Mill. Liv. abgerundet. Die Steuer war wieder in Form einer Zuschlagssteuer zur Grund- und Mobiliarsteuer beizutreiben; der Teil, der auf die Grundsteuer entfiel, war wieder mit $7\frac{1}{2}$ % proportional zu bemessen; ausgeschlossen blieben Staats- und Gemeindebesitz, die mit der Grundsteuer belastet waren. Der andere Teil war als progressive Steuer, auf derselben Basis wie in den beiden obigen Fällen, vom Gesamteinkommen zu veranlagen; nur war die Progression eine viel rapidere; Einkommen bis zu 900 Liv. blieben wiederum frei. Von da an war die Progression:

900— 3000	Liv.	den Betrag der Wohnungssteuer: $1/3$ %,
3— 6000	„	„ „ „ „ $1/3$ % u. $1/2$ davon,
6—10000	„	„ doppelten Betrag der Wohnungssteuer: $2/3$ %,
10—15000	„	die zweieinhalbfache,
15—20000	„	„ dreifache,
20—25000	„	„ dreieinhalbfache,
25—30000	„	„ vierfache,

1) Moniteur, réimpr. XIV, 192.

2) Moniteur, réimpr. XV, 392—393.

30— 40000	Liv.	die	fünffache,
40— 50000	„	„	sechsfache,
50— 60000	„	„	siebenfache,
60— 72000	„	„	achtfache,
72— 85000	„	„	neunfache,
85—100 000	„	„	zehnfache,
100—150 000	„	„	zwölffache,

und alle Einkommen über 150 000 Liv. die fünfzehnfache Wohnungssteuer oder 5 %.

Die Steuer war auf die Rollen von 1792 zu veranlagen; ein Dekret vom 25. Februar 1793 bestimmte die Erhebung derselben Steuer auch für 1793, da die Staatskasse der Stadt Paris einen weiteren Vorschufs von 4 Mill. Liv. zum Getreidekauf gegeben hatte. Das Dekret vom 25. Februar verfügte aufserdem: „Wenn die am 7. Februar dekretierte Steuer nicht 4 Mill. Liv. einbringen sollte, so ist der nichtgedeckte Teil dieser Summe durch eine weitere Zuschlagssteuer, unter Wahrung des Verhältnisses der aufgestellten Progressionsskala, zu erheben."

Den Städten Marseille und Bordeaux wurden wiederum zum Getreidekauf Gelder aus der Staatskasse vorgestreckt, welche durch progressive Zuschlagssteuern, in ähnlicher Weise wie in den obigen Fällen veranlagt, heimzuzahlen waren [1]. Die Stadt Lyon wurde ebenfalls ein zweites Mal zur Erhebung einer progressiven Steuer ermächtigt: sie hatte nämlich den Konvent um Unterstützung aus der Staatskasse für 30 000 Arbeiter der Seidenindustrie, die infolge des Krieges arbeitslos waren, angegangen (3. Februar 1793). Durch Dekret vom 18. Februar gab der Konvent die Ermächtigung, zu besagtem Zweck eine Summe von 1 500 000 Liv. in Form von Zuschlagssteuern, einer proportionalen zur Grund- und einer progressiven zur Wohnungssteuer, zu erheben. Bei letzterer war ein Existenzminimum von 900 Liv. freizulassen. Die Progressionsskala umfafst 18 Einkommensstufen, die Progression steigt von 1/3 bis zu 5 % [2].

Gewifs findet die raschere Progression der letzten Pariser Steuer eine teilweise Erklärung darin, dafs sie in einem Jahre ungefähr die gleiche Summe aufbringen soll, als die erste in drei; auch

1) 25. Februar und 1. April 1793.

2) CH. GOMEL, Histoire financière de la Législat. et de la Conv. I, 379.

scheint aus dem angeführten Ergänzungsdekret vom 25. Februar hervorzugehen, dafs die erste progressive Steuer nicht so viel einbrachte, als man erwartet hatte, was ja auch eine rapider ansteigende Progression für den zweiten Fall als nötig erscheinen lassen konnte. Andererseits prägt sich aber in der letzteren auch die Verschärfung der auf einer immer radikalern Auffassung der Gleichheit beruhenden reichtumsfeindlichen Anschauungen der Jakobiner aus. Während bei dem ersten Lyoner Fall der gröfsere Teil des Bedarfs zum Getreidekauf durch eine Anleihe gedeckt wurde, die tunlichst rasch heimzuzahlen war, heifst es hier in der von Real im Auftrag des Finanzausschusses verfafsten Begründung der Vorlage: „Es widerstrebte der vom Volk gewählten Pariser Kommune, den Brotpreis zu erhöhen; vielmehr hat sie beschlossen, um denselben auf seiner jetzigen Höhe erhalten zu können, eine aufserordentliche Steuer zu erheben, welche die kleinen Einkommen freilasse, die mittlern mäfsig und die grofsen stark treffe. Und es ist in der Tat zweifellos, dafs die Steuer, um die es sich handelt, im wesentlichen den Reichtum treffen mufs.“ Um diese behauptete Notwendigkeit zu beweisen, wagt Real noch nicht, seiner Behauptung gerade ins Auge zu schauen. Er argumentiert vielmehr speziös: „Die Steuer, die dem Reichen hier abverlangt wird, ist weniger eine Steuer als die Bezahlung einer Schuld; nämlich des Unterschiedes zwischen dem tatsächlichen (künstlich niedrig gehaltenen) und dem gerechten Brotpreis, welchen er in Paris nicht zu zahlen brauchte[1]).“

4. Kapitel.

Entwicklung des Gedankens einer progressiven allgemeinen Einkommensteuer als ständiger Staatssteuer und Versuche zu deren Einführung.

Parallel mit der Verwirklichung der progressiven allgemeinen Einkommensteuer als Zuschlagssteuer im Gemeindehaushalt der gröfsern Städte ging eine doppelte Entwicklung: in der öffentlichen Meinung wurde die Forderung einer aufserordentlichen Besteuerung der „Reichen“ immer bestimmter und heftiger; in parlamentarischen Kreisen andererseits befreundete man sich immer mehr

1) 7. Februar 1793. Es ist nicht meine Aufgabe, die Zweckmäfsigkeit der künstlichen Brotverbilligung und einer progressiven allgemeinen Einkommensteuer als Mittel dazu zu erörtern.

mit der Idee einer progressiven allgemeinen Einkommensteuer des Staates.

Im Januar 1793 veröffentlichte der Abgeordnete Vernier eine Schrift, betitelt: Impôt sur le luxe et les richesses. Der Inhalt derselben ist kurz folgender: Wenn auch ein jedem einzelnen gegenüber absolut gerechtes Steuersystem sich nicht verwirklichen läfst, so mufs man doch danach trachten, diesem Ideal möglichst nahezukommen. Als bester Weg dazu erscheint die Einführung einer progressiven Steuer in das bestehende Steuersystem. Von den beiden Arten von Leistungen, welche in einem freien Staate die Bürger der Nation schulden: dem persönlichen Dienst und den Geldabgaben, ist erstere die weitaus beschwerlichere. Andererseits hat auch der Wohlhabende viel mehr Interesse an der Erhaltung der sozialen Ordnung als der Arme, denn sie garantiert ihm den Fortbestand einer gröfsern Menge von Genüssen. Folglich ist es gerecht, dafs die pekuniären Leistungen des Wohlhabenden unendlich drückender seien als die des Armen. Vernier beruft sich im weitern auf Montesquieu und J. J. Rousseau, welche sich auch schon für die progressive Besteuerung ausgesprochen hätten. Er fährt dann fort: Eine Steuer ist also nur gerecht, wenn sie progressiv ist, denn es kostet die Reichen weniger, von ihrem Überflufs etwas zu entnehmen, als die Armen, sich des Notwendigen zu entäufsern. Eine progressive Steuer mufs sich aber notwendig auf das ganze Einkommen eines jeden erstrecken; sie mufs alles das treffen, was nach Abzug der Schuldzinsen und sonstigen Lasten in die Hände „des Eigentümers" fliefst. Vernier hat also in erster Linie das fundierte Einkommen im Auge. Die von ihm aufgestellte Progressionsskala ist folgende: als Existenzminimum soll frei bleiben ein Einkommensbetrag von je 1000 Liv. für jeden der beiden Eltern, von je 500 Liv. für jedes Kind einer Familie. Die nächsten über das Existenzminimum hinausgehenden Beträge bis zum Gesamteinkommensbetrag von 5000 Liv. sollen zum Satze von 2,5 % besteuert werden. Danach steigt der Satz langsam von 1000 zu 1000 Liv.; bei 24 000 Liv. erreicht er 5 %, bei 34 000 Liv. 7 %, bei 40 000 Liv. 8 %, bei 47 000 Liv. 9 %. Einkommen, welche aus Gehältern oder Löhnen bestehen, sind nur zur Hälfte zur Steuer heranzuziehen. Die Einkommensermittlung würde durch gewählte Kommissarien der Distrikte und Departements geschehen. Als Basis sollen denselben

die Angaben der Mobiliarsteuerrollen dienen. Von Fassionspflicht ist noch keine Rede.

Die von Vernier vorgeschlagene progressive Einkommensteuer will also noch nicht, wie hervorgehoben, eine Umwandlung des Ertragssteuersystems bewirken. Sie soll eben nur als eine Ergänzung neben die bestehenden Steuern treten. Als letztes Argument für die Einführung der Steuer führt Vernier den Geldbedarf der Staatskasse an.

Der Minister Clavière zitiert die eben besprochene Broschüre Verniers in seinem Ressortbericht vom 1. Februar 1793 und knüpft daran die Bemerkung: „Es ist nicht zu leugnen, daſs eine progressive allgemeine Einkommensteuer den besten sozialen Prinzipien entspricht; übrigens würden die reichern Bürger sich um so weniger darüber beklagen können, als alles, was den Staatskredit zu erhöhen geeignet ist, für sie vorteilhaft und selbst notwendig ist."

Cambon äuſserte am 7. Februar 1793 im Konvente: „Diese Art der Besteuerung ist von allen die weiseste und unsern Grundsätzen entsprechendste, denn durch sie werden wir die Gleichheit verwirklichen."

Im Laufe des Februar 1793 wurde dann der Finanzausschuſs vom Konvent beauftragt, den Entwurf einer progressiven allgemeinen Einkommensteuer auszuarbeiten.

Welche diesbezüglichen Ideen die öffentliche Meinung damals beschäftigten, mögen folgende Auszüge aus zeitgenössischen Tagesblättern zeigen:

Rabaut St. Etienne, ein Führer der Bourgeoismehrheit in den frühern Versammlungen und nunmehriger Girondist, schreibt in der „Chronique de Paris" vom 19. und 21. Januar 1793: „Da die politische Gleichheit jetzt verwirklicht ist, fühlen die Ärmern bald, daſs dieselbe geschwächt wird durch die Ungleichheit der Vermögen; und da die Gleichheit gleichbedeutend ist mit Unabhängigkeit, entrüsten sie sich gegen diejenigen, von denen ihre Bedürfnisse sie abhängig machen; sie verlangen die Gleichheit der Vermögen; aber es ist selten, daſs die Reichen freiwillig dazu bereit sind, darum muſs man dieselbe mit Gewalt oder durch die Gesetze erreichen. Durch Gewalt würde man nicht die Gleichheit, sondern eine neue Ungleichheit schaffen. Man muſs also suchen, die Gleichheit der Vermögen durch die Gesetze zu erreichen. Der Gesetz-

geber kann bestimmte Vorschriften geben über das Maximum an Vermögen, das ein Mensch besitzen darf, und über welches hinaus die Gesellschaft seine Stelle einnimmt und sein Eigentumsrecht ausübt." Wir werden sehen, dafs dieser letzte Gedanke in die Gesetzgebung tatsächlich Eingang fand.

In einer gleichzeitig erschienenen Schrift, betitelt: „Déclaration solennelle des droits de l'homme dans l'état social", entwickelt der Autor, ein gewisser Varlet, ähnliche Theorien:

„In allen Staaten", führt er aus, „bilden die ärmeren Klassen die Mehrzahl der Bevölkerung; da ihre Freiheit, ihre Sicherheit, ihr Leben Güter sind, welche höhern Wert haben als alle andern, so ist es ihr unwiderleglichstes Recht, sich vor der Unterdrückung durch die Reichen zu schützen, indem sie durch gerechte Mittel die Disproportion der Vermögen beseitigen. Reichtümer, die zum Nachteil des öffentlichen Vermögens durch Diebstahl, Börsenwucher, Monopole, wucherischen Aufkauf von Lebensmitteln, gesammelt wurden, werden Eigentum der Nation von dem Tage an, wo die Gesellschaft deren unrechtmäfsigen Erwerb feststellt."

Diese Ausführungen stehen keineswegs vereinzelt da, wenn auch Rabaut bei seinen Kollegen von der gemäfsigten Gironde keinen Anklang fand.

Was Hébert und Marat, die wütendsten Demagogen der Revolution, täglich den Pariser Sansculotten vortrugen, zeigt folgender Auszug aus No. 198 (Dezember 1792) des von Hébert herausgegebenen Père Duchesne: „Ich predige nicht, was die Schöngeister Agrargesetz [1]) nennen. Denn wenn der Boden Frankreichs gleich verteilt wäre, hätte jeder nur 40 Dukaten Rente. Es ist nicht möglich, die absolute Gleichheit der Vermögen durchzuführen, denn angenommen jeder Bürger besäfse ein Ackerfeld, eine Wiese, einen Garten, einen kleinen Hof, so würde derjenige, der seinen Acker am besten zu bebauen verstände, rasch reicher sein als sein Nachbar. Was ich dagegen will, ist, dafs man alle diese Reichen, die sich mit dem Blute der Armen gemästet haben, zwinge, ihr Geld wieder herauszugeben; dafs man die Finanzleute und Börsenspekulanten zwinge, zurückzuerstatten, was sie der Nation gestohlen; dafs man all diesen Blutsaugern des Volkes das Geraubte wieder

1) Unter Agrargesetz verstand man damals die gleiche Aufteilung des Bodens unter alle Bürger.

auspresse, dann wird man genug haben, um die Kosten des Krieges zu bestreiten."

Man blieb indes nicht beim Reden; der Mangel an Brot und der teure Preis der Seife veranlafsten am 25. Februar 1793 einen Aufstand in Paris [1]), bei welchem, den Aufforderungen Héberts und Marats entsprechend, mehrere Krämerladen ausgeplündert wurden. An demselben Abend erklärte der Jakobiner Jakob Roux in der Kommune: „Meine Ansicht ist, dafs die Krämer dem Volke nur zurückerstatten mufsten, was sie es seit langem zahlen liefsen."

Durch diese Angriffe in Wort und Tat erschien das Eigentumsrecht bedroht; dieses aber wollten die Jakobiner nicht beseitigen. Daher am 18. März die feierliche Erklärung Barères im Namen des Verteidigungs- und Sicherheitsausschusses im Konvente [2]): „Ein Gegenstand der Besorgnis für die Departements sind die Deklamationen, die man sich gegen das Eigentumsrecht erlaubt hat. Es ist Pflicht des Konventes, kundzugeben, dafs er auch nicht den geringsten Angriff auf das Eigentumsrecht, von welcher Art er sei, dulden wird." Und sofort wird das Dekret erlassen:

„Jeder, der es versuchen sollte, das Agrargesetz oder ein anderes Gesetz oder eine Mafsnahme einzuführen, welche dem Eigentumsrecht entgegensteht, ist der Todesstrafe verfallen." Diese nachdrückliche Sanktionierung des Eigentumsrechtes sollte die durch die täglichen Verhetzungen gegen den Reichtum beängstigten Gemüter beruhigen und Stockungen in der Veräufserung der Nationalgüter verhindern.

Bei dem damaligen Gleichheitsfanatismus wäre es aber undenkbar gewesen, einer solchen Erklärung nicht zugleich ein der Gleichheit Genüge leistendes Gegengewicht zu geben. Fortfahrend verlangt daher Barère den Entwurf des Finanzausschusses zur progressiven allgemeinen Einkommensteuer.

Man unterbricht den Redner, um dieselbe sofort mit überwältigender Mehrheit im Prinzip zu dekretieren, und Ramel beantragt im Namen des Finanzausschusses folgende Fassung, die ohne Diskussion angenommen wird: „Um bei der Verteilung der Lasten, die jeder Bürger nach Mafsgabe seiner Leistungsfähigkeit zu tragen hat, eine gerechtere Belastung zu ermöglichen, wird eine progressive

1) A. Aulard, loc. cit. II, cap. 8, S. 351.

2) Moniteur, réimpr. XV, 739—741.

Steuer auf Luxus und Reichtum, in Grund- wie Mobiliareinkommen bestehend, erhoben werden."

Eine Begründung der progressiven Einkommensteuer will man gar nicht hören, so selbstverständlich erscheint bereits deren Einführung. Die Erhebung einer einmaligen progressiven Kriegssteuer, welche „ausschliefslich die Reichen" treffen sollte, war bereits am 9. März auf Verlangen der Pariser Kommune im Prinzip beschlossen worden[1].

Die eben dargelegten Dekrete vom 18. März 1793 bewirkten zunächst, dafs das Wort: „Agrargesetz" noch mehr als vorher gemieden wurde, aber die Idee der absoluten Gleichheit, selbst des Besitzes, machte nicht minder Fortschritte. In derselben Nummer (No. 193), in welcher die „Révolution de Paris" die Dekrete vom 18. März veröffentlicht, schreibt sie: „Um eine zu grofse Ungleichheit des Besitzes der Republikaner, die alle gleich sind, zu verhindern, mufs ein Vermögensmaximum festgestellt werden, über das hinaus niemand etwas erwerben kann, selbst nicht, wenn er davon eine progressive Steuer zahlen wollte."

Die Idee dieser progresssiven Steuer selbst wurde unterdessen auch verschiedentlich fortgebildet.

Am 21. März 1793 legte der obengenannte Vernier dem Konvent einen Bericht des Finanzausschusses vor über die Steuern für 1793[2]. Derselbe wiederholt die gewohnten Klagen über das Nichteingehen der Steuern und schliefst mit folgenden Ausführungen: Dem Finanzausschufs erscheint die Schaffung einer progressiven Steuer wünschenswert, denn eine solche ist gerechter als jede andere. Wenn progressive Steuern noch nirgends eingeführt wurden, so kommt das daher, dafs die Grundsätze der Monarchien nicht vereinbar sind mit einer Art der Besteuerung, welche den Überflufs der Reichen trifft und den notwendigen Bedarf der Armen schont. Die Wohlhabenden werden sich nicht beklagen können, dafs sie ein verhältnismäfsig stärkerer Teil der öffentlichen Lasten trifft als die Armen, denn sie haben mehr Vorteile von der Gesellschaft als letztere. Da der Staat sich neue Hülfsquellen eröffnen mufs, ist es gerechter, dieselben bei denen zu suchen, welche grofse Einkünfte haben, als sich an das Volk zu wenden, welches schon unter dem Druck der bestehenden Lasten seufzt. Endlich ist zu beachten, dafs grofse

1) Ch. Gomel, Hist. fin. de la Législat. et de la Convention, I, 389.

2) Ch. Gomel, Hist. fin. de la Législat. et de la Conv., I, 424 ff.

Vermögen nur durch Aufsaugen einer grofsen Menge kleinerer entstehen; da diese der Nation viel nützlichere und zahlreichere Arbeitskräfte verschafft hätten, ist es billig, dafs der Reiche den Staat für diesen Ausfall entschädige.

Fünf Tage später — am 26. März — legte sodann Vernier als Berichterstatter des Finanzausschusses dem Konvente einen Gesetzentwurf vor, welcher ein vollständig neues Steuersystem, das der Einkommensteuern, schaffen wollte, natürlich unter Verwertung des Gedankens der Progressivität[1]). Nur die Grundsteuer wurde diesmal noch nicht angetastet. Bei der beabsichtigten Reform sollen zunächst die fünf, unter dem Namen Mobiliarsteuer zusammengefafsten Steuern vereinheitlicht und in eine Einkommensteuer umgewandelt werden. Die Repartitionssumme derselben wird von 60 Mill. Liv. auf 75 Mill. Liv. erhöht und in zwei Teile geteilt. Der erste ist unter die Gemeinden zu repartieren nach der Einwohnerzahl, und zwar im Verhältnis von 1 1/2 Liv. pro Kopf (aber nicht als Kopfsteuer); der andere Teil ist auf sämtliche Gemeinden mit 1000 und mehr Einwohnern, wieder in direktem Verhältnis zur Einwohnerzahl, umzulegen. Die Landgemeinden sollen dabei möglichst geschont, dagegen der Reichtum der Städte vornehmlich getroffen werden. In jeder Gemeinde werden Steuerrollen mit Doppelkolonne angefertigt: in die erste werden die Einkommen der Bürger, mit Ausnahme der Einkommen aus Grund und Boden und der Rentenbezüge aus der Staatskasse, eingetragen. In die zweite Kolonne ist das Gesamteinkommen eines jeden — aber detailliert — einzuschreiben. Jährlich im Dezember müssen alle Steuerpflichtigen der Bürgermeisterei eine Deklaration ihrer sämtlichen Einkünfte einreichen: Kapitalzinsen und Renten, Handels- und Industriegewinne, Löhne, Gehälter, Pensionen, Erträgnisse von Grundeigentum, alles abzüglich der Schuldzinsen. Die Fassionen werden von gewählten Kommissaren geprüft. Wer sich weigert oder unterläfst, eine Deklaration einzureichen, wird von den Kommissaren ohne Rekurs eingeschätzt. Bei falschen oder unvollständigen Angaben wird das verheimlichte Einkommen zum vierfachen Satz besteuert[2]). Vom Arbeitseinkommen bleibt ein Existenzminimum

1) Ch. Gomel, Hist. fin. de la Législat. et de la Conv., I, 432 ff.

2) Die Deklarationspflicht, zu der die Prinzipien der Steuerreform von 1789—1791 in schroffstem Gegensatz stehen, war dem ancien régime nicht un-

von 365 Liv. frei. Leibrenten, Gehälter und Löhne werden nur zur Hälfte zur Steuer herangezogen. Familienväter und Witwer erhalten eine Steuerreduktion von 20 %, für jedes Kind eine weitere Ermäfsigung von 10%. Die Mobiliarsteuer bleibt eine proportionale, der Satz ist 5 %; die repartierten Kontingente sind in jeder Gemeinde zunächst nach den Angaben der ersten Kolonne der Steuerrollen anzurechnen. Reicht der so erlangte Steuerbetrag nicht aus, um das Kontingent zu decken, so ist der Rest nach den Angaben der zweiten Kolonne, also nach dem Gesamteinkommen, umzulegen.

Bei diesem Reformplan der Mobiliarsteuer hatte man also die Besteuerung nach äufsern Merkmalen fallen lassen, an deren Stelle treten Fassionspflicht und Besteuerung auf Grund von Selbsteinschätzung. Allerdings soll die Mobiliarsteuer auch in ihrer neuen Gestalt eine proportionale, sowie eine Repartitionssteuer bleiben. Aber die zweite Kolonne der neuen Steuerrollen, welche für die Mobiliarsteuer nur subsidiär in Betracht kommt, wird nunmehr die Grundlage zu einer als neben der Mobiliarsteuer bestehend gedachten progressiven, diesmal allgemeinen Einkommensteuer. Von dieser bleibt ein Existenzminimum von 1000 Liv. für Junggesellen und kinderlose Witwer, von 2000 Liv. für ein Ehepaar, und von 1000 Liv. für jedes Kind frei. Das erste, von der Steuer betroffene

bekannt gewesen. Durch die äufserste Erschöpfung aller Mittel mitten in schwieriger Kriegszeit gedrängt, hatte sich Ludwig XIV. dazu verstanden, den Vorschlag Vaubans, eine allgemeine (die drei Stände umfassende) Einkommensteuer einzuführen, durch die Deklaration vom 14. Oktober 1710 zur Verwirklichung zu bringen. Es sollten zwei Zwanzigstel (vingtièmes), bis drei Monate nach Friedensschlufs, von allen Einkommen erhoben werden. Die Steuer war in 4 Teile, nach Einkommensgattungen, unterschieden; vingtième des Grund-, vingtième des Mobiliar-, vingtième des gewerblichen und Handelseinkommen und vingtième der Renten und Pensionen. Zur Veranlagung des vingtième des Grundeinkommens wurde von allen Grundbesitzern oder Nutzniefsern innerhalb 14 Tagen eine Deklaration verlangt, bezüglich der Kulturgattung, der Fläche, der Qualität und des Durchschnittsertrages ihrer Grundstücke. Wer die Fassion unterliefs oder verweigerte, war mit 4/20, wer eine falsche Deklaration abgab, mit 8/20 zu besteuern. Die vingtièmes wurden bald zur ständigen Steuer, der Klerus kaufte sich wiederholt davon los, die Grundzüge der Deklaration vom 14. Oktober 1710 blieben in allen spätern Reglementierungen der vingtièmes, und so auch die Fassionspflicht bezüglich des Grundeinkommens. Es braucht kaum gesagt zu werden, dafs die Praxis dieser Bestimmungen immer eine äufserst mangelhafte blieb (M. Marion, L'impôt sur le revenu au dix-huitième siècle, Toulouse 1901, cap. IV).

Tausend vom Einkommen wird belegt mit 20 Liv., das zweite mit 22, das dritte mit 24 usw. bis zum sechsten. Von diesem an stieg der Satz um je 5 Liv. bei jedem höhern Tausend, später um je 10, 15 Liv. usw.[1]). Mehr als die Hälfte des Einkommens durfte die Steuer nicht absorbieren. Zur Festsetzung eines Einkommensmaximum will also der Finanzausschuſs noch nicht schreiten. Dagegen schreckt er nicht davor zurück, für die am 9. März beschlossene einmalige progressive Kriegssteuer die doppelten Sätze der progressiven Einkommensteuer zu verlangen. Dabei sollte jedoch der Maximalsatz ebenfalls 50 % sein, dieser würde jedoch schon bei Einkommen von 50 000 Liv. erreicht.

Dem Konvent erschienen diese Vorschläge des Finanzausschusses unannehmbar; die Weiterberatung über die Kriegssteuer und die progressive Einkommensteuer wurde auf unbestimmte Zeit vertagt.

Die progressive Einkommensteuer beschäftigte den Konvent in der Folge noch mehrfach, ohne daſs es jedoch einstweilen zu einer Entscheidung über ihre tatsächliche Durchführung gekommen wäre.

Am 17. April, bei der Beratung über die neue Fassung, welche der Deklaration der Menschenrechte gegeben werden sollte, beantragte ein Abgeordneter, den durch die Verfassung von 1791 sanktionierten Satz einzufügen: „Jeder Bürger muſs Steuern zahlen im Verhältnis zu seiner Leistungsfähigkeit." Danton bekämpfte diesen Antrag mit der Begründung, daſs dessen Annahme es dem Gesetzgeber unmöglich machen würde, in dringenden Bedürfnisfällen auſserordentliche Steuern von den Reichen zu erheben. Er fügte hinzu, die progressive Steuer entspreche der ewigen Ge-

---

1) Hier ein Teil der aufgestellten Skala:

Einkommen:	Entsprechender Steuerbetrag:
10 000 Liv.	320 Liv.
20 000 „	1 095 „
30 000 „	2 370 „
40 000 „	4 145 „
60 000 „	9 195 „
80 000 „	16 245 „
100 000 „	25 295 „
150 000 „	50 295 „
200 000 „	75 295 „

(Ch. Gomel, loc. cit. I, 435.)

rechtigkeit, und beantragte seinerseits in die nach der Deklaration der Menschenrechte zur Beratung kommende neue Verfassung einen Artikel aufzunehmen, welcher ausdrücklich das Prinzip der Progressivität der Steuern sanktioniere. Der Konvent dekretierte demgemäfs[1]).

Bei derselben Diskussion über die Deklaration der Menschenrechte am 24. April äufserte Robespierre in einer berühmt gewordenen Rede: „Gibt es auf dem Gebiet des Steuerwesens ein Prinzip, das offenbarer aus der Natur der Dinge und der ewigen Gerechtigkeit hervorginge, als dasjenige, welches den Bürgern die Pflicht auferlegt, „progressiv“ nach der Gröfse ihrer Vermögen, d. h. nach dem Mafse von Vorteilen, die sie von der Gesellschaft haben, zur Bestreitung der öffentlichen Ausgaben beizutragen?[2])“

Am anschaulichsten gibt Ramel in einem später zu erörternden Bericht vom 19. August 1793 der jakobinischen Anschauung Ausdruck in den Worten: „Die progressive Steuer wird auf sanften, nicht gewaltsamen Bahnen diejenigen Vermögen, die das Niveau der Gleichheit überschritten haben, auf dasselbe zurückführen.“

Vergniaud, der glänzendste Redner der Gironde, legte am 4. Mai 1793 die Anschauung seiner politischen Freunde wie folgt dar: „Wenn die Hülfsquellen der Republik nicht ausreichen, den durch den Krieg so sehr gesteigerten Bedarf zu decken, werden wir das Dekret vom 9. März zur Ausführung bringen, welches die Erhebung einer einmaligen, progressiven Kriegssteuer von den Wohlhabenden verlangt. Aber zwischen einer solchen Steuer und einer progressiven Einkommensteuer ist ein grofser Unterschied. Letztere hat keine feste Basis, die Progression bleibt stets eine willkürliche, und somit gefährdet sie das Eigentum. Die Kriegssteuer dagegen ist blofs eine einmalige, für die Gefahr geschaffen und mit derselben vorübergehend. Da die Wohlhabenden, wie alle Bürger, mit allen ihnen zu Gebote stehenden Kräften dahin wirken sollen, die Kriegsgefahr vom Vaterland abzuwenden, so kann die Kriegssteuer nicht als eigentumsfeindlich gelten, um so weniger, als sie ja auch den Zweck hat, das Eigentum aller Bürger zu verteidigen[3]).“ Diese Worte kennzeichnen den Standpunkt der Giron-

1) Ch. Gomel, Hist. fin. de la Législ. et de la Conv., I, 463.
2) Moniteur, réimpr., XVI, 24. April.
3) Ch. Gomel, Hist. fin. de la Législat. et de la Conv., I, 450.

disten; sie waren gegen die Einführung der progressiven Einkommensteuer, weil sie von den Jakobinern eine Ausraubung der Wohlhabenden befürchteten.

Die Sitzung vom 8. Mai brachte ein leidenschaftliches Auflodern des Hasses der Jakobiner gegen die besitzenden Klassen. Camille Desmoulins erklärte, es sei Zeit, den Geldbeutel der „Messieurs" zu nehmen, um die Sansculotten zum Kriege auszurüsten. Danton rief aus: „Der Reiche mufs zahlen, reichlich zahlen, weil er zumeist nicht würdig ist die Waffen zu tragen, um für die Freiheit zu kämpfen." Robespierre, Couthon und Collot d'Herbois verlangten die Verhaftung aller Reichen, weil sie alle Feinde der Revolution seien. Diese übertriebenen Forderungen gingen denn doch der Mehrheit des Konventes, die damals noch nicht rückhaltlos dem jakobinischen Terrorismus verfallen war, zu weit. Es wurde vielmehr im Sinne der Gironde beschlossen, den Finanzausschufs aufzufordern, einen Gesetzentwurf, die im Prinzip beschlossene progressive Kriegssteuer betreffend, auszuarbeiten.[1])

Am 20. Mai brachte Ramel den verlangten Gesetzentwurf ein. Steuerobjekt sollte das Gesamteinkommen sein, insofern es nach dem Wohnungsaufwand in den Rollen der Wohnungssteuer (No. 5 der Mobiliarsteuer) eingeschätzt sei. Alle Einkommen unter 600 Liv. blieben von der Kriegssteuer frei. Einkommen von 600 bis 1600 Liv. sollten 50 Liv. zahlen; von 1600 bis 2600 Liv. 110 Liv., von 2600 bis 3500 Liv. 180 Liv. usw. Die Gemeinden hätten diese Kriegssteuer binnen einer Woche zu erheben. Beschwerden dürften an die Distriktsdirektorien eingereicht werden. Von einer Fassionspflicht geht diesmal keine Rede. Übrigens scheint der Finanzausschufs über die Einbringung dieses Antrags nicht einig gewesen zu sein, denn dessen hauptsächlichstes Mitglied Cambon war der erste, der denselben bekämpfte, zu Gunsten einer Zwangsanleihe, von der weiter unten die Rede sein wird. Über den Antrag Ramels stimmte der Konvent nicht ab[2]).

Neben dem Gedanken der Progressivität wurde ein anderer, ebenfalls zum Einkommensteuersystem gehöriger, im Konvente

---

1) Ch. Gomel, Hist. fin. de la Législat. et de la Conv., I, 481, und in: L'impôt progressif en 1793, S. 24.

2) Moniteur, réimpr., XVI, 20. Mai. — Ch. Gomel, Hist. fin. de la Législ. et de la Conv., I, 485.

mehrfach erörtert: ich meine die Freilassung eines Existenzminimums.

Schon am 7. Februar hatte Réal in der Begründung zu der oben besprochenen zweiten aufserordentlichen Steuer für Paris angeregt, bei einer Steuerreform des Staates empfehle es sich, ein Existenzminimum von jeder Steuer überhaupt freizulassen[1]).

Condorcet hatte in seinem, dem Konvent am 23. Februar vorgelegten Verfassungsentwurf den Satz aufgenommen: „Derjenige Teil des Einkommens eines jeden Bürgers, welcher als zum Leben notwendig angesehen wird, darf mit keiner Steuer belastet werden." Dieser Verfassungsentwurf kam, wie bekannt, nicht zur Annahme.

Praktische Vorschläge, die Freilassung eines Existenzminimums betreffend, enthält das oben mitgeteilte Steuerreformprojekt des Finanzausschusses vom 26. März 1793.

Am 24. März beantragte Robespierre in seiner schon zitierten Rede über die Deklaration der Menschenrechte, die Bürger, deren Einkommen das nicht übersteigt, was sie zum Leben notwendig brauchen, von jeder Steuer freizulassen, die übrigen aber nach dem Grundsatz der Progressivität zu besteuern. Er nennt die Freilassung eines Existenzminimums die Basis der progressiven Einkommensteuer. Es war ihm aber mit diesem Antrag nicht ernst. Professor Aulard sagt in seiner Geschichte der französischen Revolution darüber: „Die Anträge Robespierres waren nur ein politisches Manöver, er wollte demokratischer erscheinen als die Girondisten[2])." Übrigens sprach Robespierre selbst am 17. Juni, bei den Debatten über die progressive Einkommensteuer, gegen die Freilassung eines Existenzminimums, wie wir gleich sehen werden. Über seine Anträge am 24. April wurde nicht abgestimmt.

Am 9. Juni kam es zu einem grundsätzlichen Votum über die Freilassung eines Existenzminimums[3]). Billaud-Varenne beantragte im Lauf einer Debatte über die progressive Zwangsanleihe, von der weiter unten die Rede sein wird, dafs alle Bürger, welche im Tagelohn arbeiteten, und deren Jahresverdienst 400 Liv. nicht überschritte, von jeder Steuer frei bleiben sollten. Der Konvent, der sich über die Zwangsanleihe nicht einigen konnte, war froh, durch

1) Moniteur, réimpr., XV, 7. Februar.

2) A. Aulard, loc. cit., S. 291 und 452.

3) Ch. Gomel, L'impôt progressif en 1793, S. 28.

die Annahme eines so populären, aber praktisch belanglosen Antrages eine unerquickliche Debatte abschliefsen zu können. Aber kaum acht Tage später, am 17. Juni, wurden die Grundsätze der Progressivität der Steuern sowohl als der Freilassung eines Existenzminimums vom Konvente verworfen. Seit dem 2. Juni war die Gironde gestürzt, die Jakobiner somit unbeschränkte Herren der Situation. Robespierre brauchte nicht mehr mit Gegnern zu wetteifern in dem Streben nach Volksgunst. Dagegen galt es zunächst für die Jakobiner eine gewisse Gärung, welche sich gegen sie in Bourgeoiskreisen der Provinz seit dem Sturz der Gironde ans Tageslicht wagte, zu beschwichtigen[1]). Die Beratung der Verfassung von 1793 bot dazu eine willkommene Gelegenheit. Zugleich konnte hierbei Robespierre seiner eigentlichen, auf ROUSSEAUschen Prinzipien fassenden Anschauung wieder Ausdruck geben. Endlich hatte man ein neues Feld gefunden, auf welchem die erwähnten populären Grundsätze der Freilassung eines Existenzminimums und der progressiven Einkommensbesteuerung im weitesten Mafse verwirklicht werden konnten. Dem Sansculotten war es infolgedessen leicht geworden, dieselben im staatlichen Steuersystem zu vermissen.

Die definitive Verwerfung der progressiven Einkommensbesteuerung erfolgte am 17. Juni.[2])

In Kapitel XX des von Hérault-Séchelles ausgearbeiteten Verfassungsentwurfes hiefs es: „Kein Bürger ist der ehrenvollen Pflicht enthoben, zu den öffentlichen Ausgaben beizutragen.“

Levasseur beantragte, an die Stelle dieses Satzes folgenden zu setzen:

„1. Alle Steuern sind progressive.“

„2. Es dürfen keine Steuern erhoben werden von den Bürgern, welche nur das zum Leben absolut Notwendige besitzen.“

Gastelier beantragte ebenfalls, grundsätzlich in der Verfassung auszusprechen, dafs alle direkten Steuern progressiv zu veranlagen seien; zweitens wollte er aber, dafs jeder, der nur das absolut Notwendige zum Leben hat, an Stelle jedweder Steuer dem Staate einen Arbeitstag zu leisten habe.

---

1) CH. GOMEL, L'impôt progressif en 1793, S. 28.

2) Moniteur, réimpr., XVI, 678—679.

Levasseur greift also vorbehaltlos das Prinzip der Freilassung eines Existenzminimums, welches der Girondist Condorcet in seinem Verfassungsentwurf vom 23. Februar ausgesprochen hatte, wieder auf; Gastelier dagegen sucht, da er gleichfalls den Armen möglichst schonen möchte, dieses Bestreben in Einklang zu bringen mit den Prinzipien von 1789, welche objektiv und subjektiv allgemeine Steuerpflicht, im Gegensatz zu den Exemtionen des ancien régime, verlangten.

Im Laufe der Debatte sprach sich Cambon gegen beide Anträge aus, weil sie, in die Verfassung aufgenommen, die Gesetzgebung hemmen würden. Übrigens seien sie unnötig, da ja nach der neuen Verfassung die Steuergesetze der Volksabstimmung unterworfen seien, und infolgedessen das Volk, in jedem einzelnen Falle den beiden Grundsätzen entsprechend, welche die Besserungsanträge enthielten, entscheiden könne. Desgleichen spricht gegen die Freilassung des Existenzminimums Fabre d'Eglantine: „Die Freilassung eines Existenzminimums würde der Freiheit und Gleichheit schaden, denn sie würde eine Scheidung herbeiführen zwischen Bürgern erster und zweiter Klasse."

Für die Freilassung eines Existenzminimums tritt Ducos ein: „Mir scheint, daſs es ein Postulat der Gerechtigkeit ist, daſs ein Mann, der nur das zum Leben absolut Notwendige besitzt, von jeder Steuer frei bleibe. Denn sobald man von ihm eine Steuer verlangt so gering sie auch sei, so ist die Folge, daſs ihm nun weniger, als das absolut zum Leben Notwendige bleibt. Eine Scheidung der Bürger in zwei Klassen scheint mir nicht zu befürchten zu sein; und selbst, wenn sie entstünde, so wird der einzelne nicht darunter zu leiden haben; denn er kann sich jederzeit durch fleiſsigere Arbeit in die Zahl der Steuer zahlenden Bürger hinaufschwingen."

Den Entscheid in der Frage gab Max. Robespierre, der, wie wir gesehen haben, am 24. April für die Freilassung eines Existenzminimums sich mit groſsem Pathos ausgesprochen hatte. „Ich habe einen Augenblick den Irrtum Ducos geteilt", führt er jetzt aus, „aber ich komme auf die Prinzipien von 1789 zurück und belehre mich an dem gesunden Sinn des Volkes, welches fühlt, daſs die Art von Gunst die man ihm durch eine solche Freilassung gewährt, nichts weiter ist als eine Beleidigung. Wenn Sie, besonders in der Verfassung, erklären sollten, daſs das Elend von der ehrenvollen

Pflicht entbindet, zur Befriedigung der Bedürfnisse des Vaterlandes beizutragen, so würden Sie dadurch die Entwürdigung des edelsten Teiles des Volkes dekretieren; denn das würde die Aristokratie des Reichtums bedeuten, und bald könnten Sie sehen, wie diese Aristokratie, in den gesetzgebenden Versammlungen dominierend, die Bürger, welche keine Steuern zahlen, von der Ausübung der Regierungsgewalt ausschliefsen würde. Es würde eine Klasse von Proletariern und Heloten entstehen, und die Freiheit und Gleichheit würden auf immer verschwinden. Nehmen Sie den Bürgern das Notwendigste nicht: die Genugtuung, der Republik das Opfer der armen Witwe darzubringen. Weit entfernt, in die Verfassung eine hassenswerte Unterscheidung zu schreiben, müssen wir im Gegenteil in derselben die ehrenvolle Pflicht aller Bürger, Steuern zu zahlen, sanktionieren. Wir haben in der Deklaration der Menschenrechte festgelegt, dafs die Gesellschaft die Pflicht hat, denen den notwendigen Unterhalt zu gewähren, welche sich denselben durch ihre Arbeit nicht verschaffen können. Ich verlange demgemäfs, dafs in die Verfassung geschrieben werde: Der Arme, der seine Steuern nicht bezahlen kann, erhält vom Vaterland eine Unterstützung, die ihn dazu befähigt."

Der ursprüngliche Text der Vorlage wurde mit dem Zusatzantrage Robespierre angenommen, der letztere wurde aber im definitiven Text der Verfassung später beiseite gelassen [1]).

Aus den obigen Ausführungen ersahen wir, wie die Prinzipien der Einkommensbesteuerung, der Progressivität der Steuersätze und der Freilassung eines Existenzminimums in der ersten Hälfte des Jahres 1793 fortschreitend Fufs fafsten. Die Erörterung dieser Grundsätze, die verschiedenen Formen und Mafse, in welchen deren Durchführung vorgeschlagen oder prinzipiell festgelegt wurde, bil-

1) Die von Hérault de Séchelles ausgearbeitete Verfassung von 1793 hatte den Grundsatz aufgestellt, dafs kein Gesetz anders als durch eine allgemeine Volksabstimmung geschaffen werden könne. Die Volksvertretung hatte das Vorschlagsrecht zu den Gesetzen und das Recht, Dekrete zu erlassen. Gesetzesmaterien auf dem Gebiete des Finanzwesens waren: die allgemeine Verwaltung der Einnahmen und der ordentlichen Ausgaben der Republik, sowie die Art, die Höhe und die Erhebung der Steuern. Unvorhergesehene und aufserordentliche Ausgaben sollten dagegen durch Dekret verfügt werden.

Diese Verfassung von 1793 wurde zwar durch Volksabstimmung sanktioniert, kam aber nie zur Ausführung.

deten einen willkommenen Ausdruck für den immer heftiger werdenden Gleichheitsfanatismus und den daraus entspringenden Hafs der Sansculotten gegen die „Reichen". Bemerkenswert ist, dafs der Konvent zwar für prinzipielle Erklärungen, welche die Reform des Steuerwesens im Sinne obiger Grundsätze zum Gegenstand hatten, leicht zu haben war; jedem Vorschlag jedoch, welcher die praktische Anwendung derselben wollte, seine Zustimmung versagte. Teilweise erklärt sich dies aus dem Umstande, dafs die gemäfsigte Gironde, welche von der geplanten Progressivität der Steuern eine Ausraubung der Wohlhabenden befürchtete, immerhin noch bis zu ihrem Sturz am 31. Mai bis 2. Juni 1793 den „Marais", die grofse Zahl der meinungslosen Abgeordneten, gelegentlich für sich zu gewinnen wufste. Andererseits waren aber auch die Vorschläge, welche dem Konvent unterbreitet wurden, so mafslos, dass nur durch den schärfsten Terrorismus andere als die von Gleichheitsfanatismus und Reichenhafs erfüllten Jakobiner dafür hätten gewonnen werden können. So weit war es aber damals noch nicht gekommen.

Bei dem vor nichts zurückschreckenden Streben, „endlich die Freiheit, Gleichheit und Gerechtigkeit zu verwirklichen", bei dem „unerschütterlichen Glauben der Revolution an sich selbst", ist es leicht erklärlich, dafs die vorgeführten, aprioristisch aufgestellten Steuerprojekte in ihrem Ausmafs und ihren Voraussetzungen einen Mangel an Verständnis für die Praxis bekunden. Unter den Argumenten dagegen, welche für oder gegen eine progressive Einkommensteuer geltend gemacht werden, muten die meisten sehr modern an. Die Forderung der Zwangsdeklaration findet sich auch schon, aber nur einmal und ohne Anklang zu finden. Die Schwierigkeiten der differenziellen Behandlung von fundiertem und unfundiertem Einkommen, sowie der zu gewährenden Ermäfsigungen sind mit theoretischer Einfachheit in den vorgeführten Entwürfen gelöst. Besonders beachtenswert ist die Auffassung des freizulassenden Existenzminimums, welche zu der unserer heutigen Gesetzgebungen im Gegensatz steht. Wir werden derselben auch bei den Zwangsanleihen im weitern noch mehrfach begegnen. 1793—94 liefs man einen gewissen Minimalbetrag von sämtlichen Einkommen frei. Damit war selbstverständlich gegeben, dafs alle Einkommen, welche das festgesetzte Minimum nicht überschritten, gänzlich

steuerfrei blieben. Heute dagegen gilt die Steuerfreiheit nur für Einkommen der letzteren Gattung.

Wenn der Konvent sich am 17. Juni 1793 so ohne weiteres über die Forderung der Progressivität der Steuern hinwegsetzte, ohne die eigentliche Frage in der Debatte auch nur zu berühren, so konnte das nur geschehen, weil man mittlerweile einen andern Rahmen gefunden hatte, in welchem der Grundsatz der progressiven Einkommensbesteuerung verwirklicht werden sollte. Wir werden im folgenden davon zu handeln haben. Halten wir hier fest, daſs die Freilassung eines Existenzminimums, kurz nachdem sie grundsätzlich votiert worden, aus rein politischen Gründen, im Sinne der Prinzipien von 1789, eine solenne Verurteilung erfuhr. Der Gedanke selbst der progressiven Einkommensteuer aber hat, als Mittel zur Bestrafung der Reichen für ihr Fernbleiben von der Revolution und für ihren Reichtum, als Weg, auf dem die Gleichheit verwirklicht werden soll, einen Platz erobert in dem jakobinischen Ideenschatz, der seit dem Sturze der Gironde zur unbestritten herrschenden Anschauung jener Epoche wurde.

5. Kapitel.

Die Zwangsanleihen im Frühjahr 1793.

Der Grundsatz der progressiven Einkommensteuer fand eine tatsächliche Verwirklichung zunächst als Veranlagungsform der Mitte April vom Héraultdepartement versuchten Zwangsanleihe[1]).

Die französische Nordarmee unter Dampierre wurde damals gerade von den Heeren der Koalition hart bedrängt; die Spanier drangen durch die Pyrenäen vor und der Aufstand in der Vendée machte siegreiche Fortschritte: unter diesen Umständen hielt sich das Héraultdepartement, auf Betreiben der Kommissare des Konventes, für ermächtigt, aus eigener Initiative 5000 Mann auszuheben,

1) Zu Beginn der Tagung des Konventes, am 8. Oktober 1792, hatte derselbe, auf Ansuchen der Stadt Rouen, die Erhebung einer Zwangsanleihe durch dieselbe genehmigt. Die Stadt hatte nämlich Getreide für 1 Mill. Liv. gekauft und wollte sich die Kaufsumme durch eine Zwangsanleihe verschaffen. Zum Aufbringen derselben sollten nur diejenigen Bürger herangezogen werden, deren Wohnung zu einem Mietwert von mehr als 500 Liv. in den Rollen der Mobiliarsteuer eingeschätzt war. Ob und inwieweit progressiv dabei verfahren wurde, war nicht zu ersehen (Ch. Gomel, L'impôt progressif en 1793, S. 10).

welche gegen die Spanier und die Insurgenten der Vendée ausgeschickt werden sollten[1]). Zum Unterhalt dieser Truppen wurde beschlossen, eine Zwangsanleihe von 5 Mill. Liv. aufzunehmen, deren Ertrag jedoch auch für Kriegszwecke überhaupt und zur Unterstützung ärmerer Bürger verwendet werden könnte.

Genau detaillierte Angaben über diese Zwangsanleihe besitzen wir nicht. Da dieselbe jedoch sofort von der Pariser Kommune nachgeahmt wurde, haben wir in der unten zu erörternden Pariser Zwangsanleihe ein genaues Bild von der des Hérault-Departements. Aus dem vom 19. April datierten Bericht der Departementalbehörden des Hérault an den Konvent (verlesen in der Sitzung vom 27. April)[2]) ist folgendes zu entnehmen:

Die Aufnahme der Anleihe erfolgte in der Weise, dafs während zweier Tage freie Zeichnung offen stand. Die durch diese nicht gedeckte Summe wurde dann unter dem Namen „Zwangsanleihe“ in der Form einer einmaligen progressiven allgemeinen Einkommensteuer veranlagt.

Es ist nicht mitgeteilt, ob der Veranlagung dieser „Zwangsanleihe“ das nach den Rollen der Mobiliarsteuer, zur Veranlagung der Wohnungssteuer präsumierte Gesamteinkommen oder eine ad hoc gemachte Einkommenseinschätzung wie in Paris zu grunde gelegt wurde.

Zweck dieser Erhebungsform als progressive Einkommensteuer war vor allem, die Reichen, die sich von der Revolution zurückzogen, auf diese Weise zu zwingen, daran teilzuhaben. Ein Existenzminimum, anscheinend von 100 Pistolen (1000 Liv.), war freigelassen. Ein Viertel der von den Zahlungspflichtigen zu leistenden Beträge war sofort, das übrige in drei kurzfristigen Raten einzuzahlen.

Die Bürger, welche von der freien Zeichnungsgelegenheit Gebrauch gemacht, genossen wahrscheinlich Vergünstigungen bei der Veranlagung der Zwangsanleihe. Die ganze Mafsregel war als Kriegsrequisition gedacht; daher war die Zwangsanleihe unverzinslich, und bezüglich der Heimzahlung nur eine sorgfältige Kontrolle der über empfangene Summen ausgestellten Quittungen vorgesehen.

1) Ad. Thiers, Hist. de la Révol. française, II, chap. 11.

2) Moniteur, réimpr., XVI, 239—240.

Bemerkenswert ist das am Schlufs dieses Berichtes vom 19. April angeführte Argument, das später in erster Linie in den Vordergrund trat: „Wenn alle Departements solche Zwangsanleihen aufnähmen, würde der Assignatenumlauf beträchtlich verringert, das würde notwendig zu einer Steigerung des Kurswertes des Papiergeldes führen, was unter anderm ein Sinken der Lebensmittelpreise bedeutete."

Diese Argumentation hat natürlich zur Voraussetzung, dafs die eingegangenen Assignaten nicht mehr ausgegeben werden, oder dafs wenigstens neue Emissionen unterbleiben. Das aber war bei der damaligen Kriegslage sehr unwahrscheinlich.

An den Bericht über diese Zwangsanleihe knüpfte das Héraultdepartement die Aufforderung, sein Beispiel in ganz Frankreich nachzuahmen.

Im Konvent fand der Bericht die begeistertste Aufnahme. Die schwierige Kriegslage und die Frage der Beschaffung von Lebensmittel für Paris machten der souveränen Volksvertretung grofse Sorgen.

Der Assignatenkurs war tief gesunken und eine neue Kreierung von 1200 Mill. Liv. (7. Mai) stand vor der Türe. Daher mufste eine Mafsregel, die zugleich die Beschaffung grofser Mittel zur Deckung des Kriegsbedarfs, die Bestrafung der Reichen für ihr Fernbleiben von der Revolution, eine Nivellierung der Einkommen, eine Verringerung des Assignatenumlaufs und ein Sinken der Lebensmittelpreise in Aussicht stellte, eine enthusiastische Aufnahme finden.

Danton[1]) rief aus: „Paris und ganz Frankreich werden sich beeilen, das grofsartige Beispiel des Héraultdepartements nachzuahmen. Paris besitzt ungeheure Reichtümer: durch eine solche Mafsnahme wird dieser Schwamm ausgeprefst werden und die Revolution wird ihre Kriege auf Kosten ihrer innern Feinde führen. Diese selbst müssen aber dann den Wert der Freiheit schätzen lernen und Männer der Revolution werden, weil sie durch dieses einmalige Opfer von ihrem Einkommen unsere Heere instand setzen, ihren Grund- und Kapitalbesitz vor allen feindlichen Angriffen auf immer zu sichern (27. April 1793)." Der Konvent dekretierte die offizielle

1) Moniteur, réimpr., XVI, 243.

Bekanntmachung der Mafsnahmen des Hérault, um die andern Departements zur Nachahmung anzufeuern [1]).

Der Wohlfahrtsausschufs erteilte den „représentants en mission" am 7. Mai die Instruktion, allenthalben Zwangsanleihen aufzunehmen von den Bürgern, welche in der Lage seien, dem Staate Darlehen geben zu können. Das hiefs die Wohlhabenden der Willkür der Kommissare des Konvents preisgeben [2]).

Die erste, welche dem Beispiel des Héraultdepartements folgte, war die Pariser Kommune. Danton hatte gesagt (27. April): „Wir müssen Paris auf die Vendée stürzen", und die Kommune ging in der Tat darauf ein. Am 2. Mai beschlofs sie die Aushebung von 12 000 Mann und die Aufnahme einer Anleihe von 12 Mill. Liv. zur Deckung der Unterhaltskosten dieser Truppen, sowie zur Unterstützung der in Paris zurückbleibenden Angehörigen derselben.

Die Aufnahme der Anleihe geschah wie folgt [3]):

In jeder der 48 Pariser Sektionen hatten die revolutionären Ausschüsse Register aufzulegen, in welche freiwillige Zeichnungen zur Anleihe eingetragen werden konnten. Alle Bürger, welche entweder nicht, oder eine im Verhältnis zu ihrem Einkommen zu geringe Summe gezeichnet hätten, waren nach dem 4. Mai einer Zwangsanleihe zu unterwerfen. Der Veranlagung derselben war das präsumierte Gesamteinkommen zu grunde zu legen, und zwar konnten die revolutionären Ausschüsse dazu die Rollen der Mobiliarsteuer benützen, oder selbst Einkommensschätzungen ad hoc vornehmen. Von jedem Einkommen war ein Existenzminimum frei zu lassen, welches für die Familienväter auf 1500 Liv., für jedes weitere Familienglied auf je 1000 Liv. festgesetzt war. Der Beschlufs schärft den revolutionären Ausschüssen besonders ein, darauf zu achten, dafs kein Bürger, der ein kleines Einkommen habe, zu hoch eingeschätzt werde. Die das Existenzminimum überschreitenden Einkommensteile waren nach folgender Progressionsskala heranzuziehen:

1) Ch. Gomel, L'impôt progressif en 1793, S. 24.

2) Ch. Gomel, ibid. und: Aulard, Recueil des actes du comité de Salut public, unter dem betreffenden Datum.

3) Registres des délibérations du Conseil général de la Commune de Paris, 3 mai 1793.

Einkommensteile über das freigelassene Minimum hinaus:	In die Zwangsanleihe einzuzahlender Betrag:
1000—2000 Liv.	30 Liv.
2000—3000 „	50 „
3000—4000 „	100 „
4000—5000 „	300 „
5000—10000 „	1000 „
10000—15000 „	2250 „
15000—20000 „	5000 „
20000—30000 „	10000 „
30000—40000 „	16000 „
40000—50000 „	20000 „

Alle Bürger deren Einkommen um mehr als 50000 Liv. das freigelassene Existenzminimum überstieg, durften davon 30000 Liv. zurückbehalten, hatten aber das übrige zum vollen Betrage in die Zwangsanleihe einzuzahlen.

Wir haben hier den ersten Versuch, die oben mehrfach zitierten Forderungen, die ein gesetzlich bestimmtes Maximaleinkommen übersteigenden Einkommensteile reicherer Bürger für die Gesamtheit zu beschlagnahmen, in Praxis zu setzen[1]).

Bürger, welche freiwillig einen Beitrag zur Anleihe gezeichnet hatten, der in dem obiger Skala entsprechenden Verhältnis zu ihrem Einkommen stand, waren in das goldene Buch der Kommune einzutragen.

Die Zahlungen konnten in Assignaten und in zur Ausrüstung der Truppen brauchbaren Gegenständen, die dann von den revolutionären Ausschüssen zu taxieren waren, geschehen. Sie hatten in drei Raten zu erfolgen, wovon die erste innerhalb 48 Stunden, die zweite innerhalb 14 Tage und die dritte innerhalb eines Monats vom 5. Mai an fällig waren.

Als strafrechtliche Sanktion für den Fall der Zahlungsverweigerung war Güterkonfiskation und Verdächtigerklärung angedroht.

Von einer Heimzahlung verlautet in dem Beschlufs, welcher diese als Kriegsrequisition gedachte Zwangsanleihe verfügt, gar nichts. Viel weniger noch war dieselbe verzinslich.

1) Es ist allerdings wahrscheinlich, dafs auch hierzu das Héraultdepartement das Beispiel gegeben hatte.

Von einem Rekursrecht gegen die von den revolutionären Ausschüssen gemachten Einkommensschätzungen ist auch nichts zu finden.

Die Zwangsanleihe fand in den Pariser Sektionen Widerstand[1]). Über die Ausschreitungen, zu denen die Ausführung des Beschlusses der Kommune Anlafs gab, schreibt die schon wiederholt zitierte Zeitung „Révolution de Paris“ in ihrer Nummer vom 18. Mai: „Die Sektionen sahen sich darauf angewiesen, Zwangsmafsregeln zu ergreifen, um die Reichen zum Zahlen zu bringen. Daher so viele verschiedene Mafsnahmen, als es Sektionen gibt. Die einen taxierten die Reichen individuell und aufs Geratewohl in ihrer Generalversammlung. Andere beauftragten ihre revolutionären Ausschüsse, Gelder zu requirieren, und die Ausschüsse taten dies auch ihrerseits aufs Geratewohl. Die Reichen trotzten den Forderungen, deren Höhe Hafs und Parteilichkeit häufiger bestimmten als die tatsächlichen Einkommensverhältnisse. Wenige Sektionen nur waren so weise, eine regelrechte Veranlagung vorzunehmen.“ Immerhin scheint die Beitreibung der Zwangsanleihe eine sehr mangelhafte geblieben zu sein, denn am 3. Juni fafste der Generalrat der Kommune einen erneuten Beschlufs, welcher die Erhebung der Anleihe verfügte[2]).

Der Konvent hatte mittlerweile am 7. Mai wieder die Herstellung von Assignaten im Betrage von 1200 Millionen Liv. dekretiert. Dann aber beeilte er sich, auch seinerseits dem Beispiel des Héraultdepartements zu folgen. Um diese Zeit hatte der Kampf zwischen der Gironde und der jakobinischen Montagne, der am 31. Mai bis 2. Juni mit dem Sturz der Gironde endigte, seinen Höhepunkt erreicht. Daher stürmische Sitzungen und auch eine heftige Opposition der Gironde gegen die Zwangsanleihe, welche ihr in der Hand der Jakobiner nur mehr als Mittel erschien, die besitzlosen Sansculotten auf Kosten der wohlhabenden Bürger zu bereichern.

---

1) Ad. Thiers, loc. cit. II, chap. 11.

2) Diesmal hiefs es: Die eingehenden Gelder sollen zur Unterstützung an die Familien der in den Heeren dienenden Pariser Bürger, zur Waffenfabrikation sowie zur Besoldung der revolutionären Pariser Garde verwendet werden (Registres des délibérations du Conseil général de la Commune de Paris, 3 juin). Die revolutionäre Pariser Garde war im Mai konstituiert worden.

Am 20. Mai[1]) brachte zunächst Ramel den im vorigen Kapitel erwähnten Antrag ein, die einmalige progressive Kriegssteuer betreffend. Die allgemeine Sympathie der Jakobiner stand aber, seitdem das Héraultdepartement das Beispiel der Zwangsanleihe zur Bestrafung der Reichen gegeben hatte, bei dem Prinzip der Zwangsanleihe. Man ging daher über den Antrag Ramels hinweg und, unmittelbar daran anknüpfend, beantragte Cambon, dafs man das Beispiel des Héraultdepartements nachahme und eine Zwangsanleihe von einer Milliarde aufnehme, die von den reichen selbstischen Bürgern, welche an der Revolution nicht Anteil nehmen, erhoben werde[2]).

„Die reichen Gegner der Republik", führt er aus, „haben eine politische Meinung, die uns Kosten verursacht, denn sie schüren den bewaffneten Widerstand unserer Feinde im In- und Ausland. Wir wollen sie jetzt gegen ihren Willen an der Republik interessieren, indem wir sie zwingen, derselben ihr Vermögen zu leihen, und ihnen dafür Empfangsbescheinigungen ausstellen, welche beim Ankauf von Nationalgütern in Zahlung genommen werden können. Durch diese Anleihe werden auch Assignaten in grofser Menge wieder eingehen, und damit der Wert der in Umlauf bleibenden steigen."

Die Zwangsanleihen des Héraultdepartements und der Pariser Komune hatten gewifs auch den Zweck, die reichern Bürger für ihr Fernbleiben von der Revolution zu strafen; sie waren aber wenigstens in Beziehung gesetzt zu einem unmittelbaren und dringenden Kriegsbedarf; im Konvent tritt die Verwendung des

---

1) Am 13. Mai genehmigte der Konvent einen Beschlufs des Héraultdepartements, dahingehend, eine zweite Zwangsanleihe zur Unterstützung der Familien der in den Krieg gezogenen Freiwilligen von den Reichen zu erheben. Diesem Beschlufs gemäfs hatten die Gemeindebehörden diejenigen Bürger, deren Gleichgültigkeit der Revolution gegenüber offenkundig sei, in erster Linie zur Zwangsanleihe heranzuziehen. Der höchst verwerfliche Grundsatz, welcher dieser Bestimmung zu grunde lag, fand auch anderswo in der Praxis häufig Anwendung. Im Konvent, wo derselbe wenige Tage später zur Erörterung kam, wurde er jedoch selbst von den extremsten Mitgliedern der Montagne ausdrücklich verworfen. Nichtsdestoweniger war das Vorgehen des HERAULT genehmigt worden (CH. GOMEL, Hist. fin. de la Législ. et de la Conv., I, 483).

2) Moniteur, réimpr., XVI, 430—432 438—439.

Ertrags in den Hintergrund — man hatte eben erst die Herstellung von 1200 Mill. Liv. Assignaten dekretiert — der politische Zweck der Bestrafung der Reichen für ihren Reichtum und für ihr Fernbleiben von der Revolution ist zunächst die Hauptsache.

Nach einer höchst stürmischen Debatte gaben schliefslich selbst die extremsten Jakobiner, wie Marat, zu, dafs die Zwangsanleihe von allen reichen Bürgern, nicht blofs von den der Republik feindlich gesinnten, zu erheben sei, weil der Willkür der mit der Veranlagung betrauten Organe sonst ein schrankenloser Spielraum belassen sei[1]).

Es wurde darum „fast einstimmig" dekretiert:

„Eine Zwangsanleihe von einer Milliarde wird von den reichen Bürgern erhoben werden. Die Empfangsbescheinigungen über Zahlungen zu dieser Anleihe werden beim Ankauf von Nationalgütern in Zahlung genommen.

Der Finanzausschufs wird tunlichst bald eine Vorlage, die Ausführung dieses Dekrets betreffend, einbringen[2])."

---

1) Von den in der Debatte geltend gemachten Anschauungen ist die des Girondisten Buzot hervorzuheben: „Die Finanznot ist es nicht", führt er aus, „die uns zu dieser Zwangsanleihe zwingt; wenn wir dieselbe aber dekretieren, wird die Folge eine weitere Erschütterung unseres Kredites sein. Aufserdem aber berauben wir uns dadurch einer grofsen Reserve für den Notfall; denn das ist eine sehr schlechte Politik, welche die privaten Vermögen ruiniert, um das öffentliche Vermögen zu vermehren; durch solche gewaltsame Mafsregeln hat man andererseits aber auch schon viele Freunde der Freiheit von der Revolution abwendig gemacht. Indem Sie den Reichen töten, töten Sie offenbar auch den Armen; denn indem Sie jenem die Produktionsmittel rauben, nehmen sie dem Volke, das arbeiten und nicht rauben will, um zu leben, die Arbeitsgelegenheit und damit die Existenzmittel."

Buzot wurde aber nicht gehört; Marat rief, der Widerstand gegen die Zwangsanleihe komme daher, dafs man die Mitglieder des Konventes nicht von derselben frei lasse.

2) Bevor der Finanzausschufs dieser Aufforderung nachgekommen, stellte der Jakobiner Bourdon in der Sitzung vom 7. Juni den Antrag, die Zwangsanleihe zu decken durch Aufserkurssetzung aller Assignaten von mehr als 400 Liv.; dieselben sollten nur mehr beim Ankauf von Nationalgütern in Zahlung genommen werden. „Durch dieses Dekret," meint Bourdon, „würden wir die hohen Geldbeträge, die sich in den Händen der Reichen und Wucherer befinden, vernichten. Damit wird ohne Schwierigkeit, ohne Gewaltstreich die Zwangsanleihe gedeckt und deren Zweck erfüllt sein." Dagegen wurde jedoch geltend gemacht, eine solche Mafsregel müfste den Kurs der Assignaten aufs

Am 9. Juni forderte der Konvent die Vorlage betreffs Veranlagung der beschlossenen Zwangsanleihe, welche der Finanzausschufs ausarbeiten sollte. Im Namen des Finanzausschusses legte Réal folgenden Entwurf vor[1]: „1200 Liv. Einkommen sind als normales Existenzminimum eines jeden Bürgers freizulassen. Wenn ein Bürger eine Familie hat, so bleiben frei: 1000 weitere Liv. für seine Frau, und je 600 Liv. für jedes Kind oder sonstigen Angehörigen. Alle darüber gehenden Einkommensteile sollen in ihrem ganzen Betrage von allen Bürgern in die Zwangsanleihe eingezahlt werden.“ Cambacérès bekämpfte diesen Antrag, weil das freizulassende Einkommen viel zu niedrig gegriffen sei, und deshalb die Vorlage, wenn angenommen, im höchsten Grade verderblich für das ganze Erwerbsleben der Nation sein würde. Der Entwurf wurde an den Ausschufs zurückverwiesen. Zugleich wurde eine Aufforderung an alle Mitglieder des Konventes erlassen, eventuelle Pläne oder Gedanken zur Veranlagung der Zwangsanleihe an den Finanzausschufs gelangen zu lassen. Sechs Vorlagen wurden dem Finanzausschufs unterbreitet; derselbe reichte am 22. Juni einen Bericht darüber ein[2]. In diesem von Réal verfafsten Berichte heifst es: „Der Zweck der beschlossenen Zwangsanleihe ist ein doppelter:

1. Die reichen Bürger an der Revolution zu interessieren; wenn dieselben nämlich kein anderes Mittel mehr haben, ihre der Republik geliehenen Vermögen wieder zu erhalten, als indem sie mit den Empfangsscheinen der geliehenen Summen Nationalgüter erwerben, so haben sie ein eigenes Interesse an dem Sieg der Revolution, da die Royalisten täglich verkünden, dafs sie die von der Revolution erworbenen Besitztitel an den von ihr verstaatlichten

äufserste schädigen, indem das Publikum die berechtigte Furcht alsdann hegen würde, der Konvent möchte auch die in Umlauf bleibenden Assignaten von heute auf morgen aufser Kurs setzen. Übrigens würde die Mafsregel ihren Zweck verfehlen, denn die hochwertigen Assignaten befänden sich in den Händen der Patrioten, nicht von Aristokraten, diese machten sich derselben so schnell als möglich los. Aufserdem erwüchse aus einer solchen Aufserkurssetzung für den Handel unberechenbarer Schaden: Der Staatsbankerott würde zahlreiche private Bankrotte nach sich ziehen. Der Antrag Bourdons wurde denn auch einstimmig abgelehnt (Moniteur, réimpr., XVI, 587).

1) Moniteur, réimpr., XVI, 601—602.

2) Moniteur, réimpr., XVI, 720—723.

und veräufserten Domänen nicht anerkennen würden, wenn sie in Frankreich wieder ans Ruder kämen."

Ähnlich hatte seinerzeit Wilhelm III. in England den Drohungen der Stuarts gegenüber, jedoch ohne gewaltsame Politik, mit Erfolg argumentiert.

„2. Ein weiterer Zweck der Anleihe", fährt Réal fort, „ist, die Masse der in Umlauf befindlichen Assignaten zu verringern, oder vielmehr neue Emissionen zu vermeiden, wenn man gezwungen sein sollte, die bei der Anleihe eingegangenen wieder in Umlauf zu setzen."

Diese vom Héraultdepartement in Aussicht gestellte Folge der Zwangsanleihe ist also jetzt zum Zweck geworden. Allerdings hatte damals der Assignatenkurs seinen tiefsten Stand unter der Schreckensherrschaft: circa 23 %, erreicht. Bald wird jetzt die Verringerung des Assignatenumlaufs der Hauptzweck der Zwangsanleihe werden.

Réal gibt dann weiter eine kurze Analyse der eingegangenen Entwürfe zur Veranlagung der Zwangsanleihe. Fünf Vorlagen wollen sie in der Form einer progressiven Einkommensteuer erheben, eine will die Form einer progressiven Vermögenssteuer.

Letztere, von Génissieu eingebrachte, beantragt die Erhebung von progressiv abgestuften Kapitalteilen, welche nur auf den untersten Stufen das entsprechende Einkommen nicht übersteigen. Der Ausschufs spricht sich gegen dieselbe aus aus folgenden Gründen:

„1. Die Anleihe, um die es sich hier handelt, ist eigentlich eine Steuer, weil sie eine zwangsweise aufgenommene ist; deshalb darf sie nur wie eine Steuer das Einkommen belasten.

2. Es wäre ein Angriff auf das Eigentumsrecht, wollte man einen das Einkommen übersteigenden Vermögensteil erheben; das wäre aber um so gefährlicher, als eben jetzt die Emissäre des Auslandes die Eigentümer in Frankreich mit Mifstrauen gegen die Revolution zu erfüllen suchen.

3. Wollte man so viel vom Einkommen erheben, dass den Bürgern nicht der zum Leben notwendige Teil desselben verbliebe, oder gar einen über das Gesamteinkommen hinausgehenden Betrag, so wird es den Bürgern unmöglich gemacht, wieder in den Besitz ihres ganzen Kapitals zu kommen; denn sie müfsten alsdann einen Teil ihres väterlichen Erbteils um einen Schleuderpreis ver-

äufsern, um dafür dann nur ein Emigrantengut kaufen zu können. Übrigens würden diese zum Verkauf kommenden Güter den Preis der Nationalgüter drücken; und wenn alle Reichen leihen oder verkaufen müfsten, um ihre Quote zur Zwangsanleihe entrichten zu können, wo könnte man dann noch Käufer und Geldverleiher finden?

4. Wenn wir die Wirkungen der Zwangsanleihe nicht durch deren Veranlagungsweise abzuschwächen suchen, wird sie eine gefährliche Verschiebung der Kapitalien, auf welchen die Löhne der arbeitenden Klassen beruhen, verursachen. Denn diese Verschiebung einer Milliarde zusammen mit dem Eingang von 1100 Mill. Liv., welche noch von schon verkauften Nationalgütern ausstehen, mit dem Eingang der sehr bedeutenden Steuerrückstände (am 1. Februar 648 Mill. Liv.), und der noch vorzunehmenden Veräufserung von Nationalgütern im Werte von mehreren Milliarden, kann nur sehr schwer vor sich gehen, ohne die Arbeiten, welche der Menge den Lebensunterhalt verschaffen, für längere Zeit brachzulegen. So könnte eine Mafsnahme, die in erster Linie das Interesse der untern Klassen im Auge hat, dem Ackerbau, dem Handel und dem Gewerbe und besonders den zahlreichen Bürgern, die nur von der Arbeit ihrer Hände leben, zum gröfsten Nachteil gereichen."

Dieses letztere, weitschauende Argument verurteilte eigentlich die Zwangsanleihe überhaupt und das um so mehr, als ein dringendes fiskalisches Bedürfnis zu derselben nicht vorhanden war. Diese Schlufsfolgerung durfte aber der Finanzausschufs nicht zu ziehen wagen, denn der kurzsichtige Gleichheitsfanatismus verlangte um jeden Preis die Anleihe.

Réal geht dann über zu der Frage, bis zu welchem Betrage das Einkommen von der Zwangsanleihe frei bleiben soll. Dieser Betrag mufs zunächst höher sein für die verheirateten Bürger als für Junggesellen. Von den bleibenden fünf, dem Ausschufs vorgelegten Entwürfen hat dieser sich für den folgenden entschieden:

„Im Einkommen sind drei Teile zu unterscheiden, das Notwendige, das Reichliche und das Überflüssige.

Das Notwendige bleibt von der Zwangsanleihe frei. Das Reichliche ist nach einer progressiven Skala bis zu einem Maximum zu besteuern; alles, was dieses Maximum übersteigt, wird als über-

flüssig betrachtet und in seinem ganzen Betrage für die Anleihe erhoben.

Als zum Leben notwendiges Einkommen gilt für einen Familienvater oder Witwer mit Kindern eine Summe von 3000 Liv., für einen Junggesellen oder Witwer ohne Kinder 1500 Liv.

Das Maximum des reichlichen Einkommens wird für den Familienvater auf 20000 Liv., das Notwendige einbegriffen, festgesetzt. Von einem Einkommen von 10000 Liv. sind 2188, von einem solchen von 20000 Liv. 7188 Liv. in die Zwangsanleihe einzuzahlen. Alles 20000 Liv. übersteigende Einkommen gilt als überflüssig und wird ganz beschlagnahmt, sodafs z. B. von einem Einkommen von 40000 Liv. 27188 Liv. erhoben werden.

Das geduldete Maximum des Reichlichen für Junggesellen ist 10000 Liv.; die Zwangsanleihe beansprucht davon 3000 Liv.“

Wie ersichtlich, sind die Grenzzahlen des nicht zum vollen Betrage eingezogenen Einkommens hier erheblich höher gegriffen, als die des ersten oben dargelegten Entwurfes des Finanzausschusses vom 9. Juni; immerhin mufs uns der Grundsatz, welcher der vollständigen Inanspruchnahme aller 20000 bezw. 10000 Liv. übersteigenden Einkommensteile zu grunde liegt, ungeheuerlich erscheinen. Wir haben jedoch oben gesehen, dafs der Gleichheitsfanatismus nachdrücklichst eine gesetzliche Festsetzung des Einkommensmaximum und eine Nivellierung der Einkommen verlangte. Eine Erörterung darüber werden wir in dem Bericht von Ramel vom 19. August finden.

Die Progression des obigen Entwurfes, sowie die Erhebung aller Einkommensteile über 20- bezw. 10000 Liv. erklärt Réal für nötig, wenn man darauf bestehen wolle, eine Milliarde auf einmal beizutreiben; sonst müsse man die Anleihe auf mehrere Jahre verteilen. Übrigens sei jene Beschlagnahme nicht so schlimm, weil jeder die Möglichkeit habe, durch den Ankauf von Nationalgütern vermittelst der Empfangsscheine der Zwangsanleihe sofort wieder zum Werte seines Eigentums zu kommen. Dafs aber der beantragte Veranlagungsmodus wirklich zur Beitreibung einer Milliarde führen werde, sei zwar wahrscheinlich, aber nicht sicher. Der Ausschufs habe sich von folgenden Erwägungen leiten lassen: Im Jahre 1789 schätzte die Nationalversammlung das Einkommen von Grundbesitz in Frankreich auf 1400 Mill. Liv., das Einkommen von Mobiliarbesitz einschliefslich der vom Staate geschulde

1480 Mill. Liv., zusammen also 2880 Mill. Liv. Da aber seitdem die Assignaten die Menge des Geldes, wie die Preise der Lebensmittel gesteigert hätten, sei das Nationaleinkommen dementsprechend gestiegen. Diese Steigerung schätze der Ausschufs auf mindestens $^1/_3$ des Betrages von 1789, somit veranschlage er das Nationaleinkommen auf 3700 Mill. Liv. Von dieser Summe bringt er 2700 Mill. Liv. in Abrechnung als Betrag derjenigen Einkommen und Einkommensteile, die nicht in die Zwangsanleihe fliefsen würden. Die bleibende Milliarde, die ihm aus Einkommen der Reichen zu bestehen scheine, sei alsdann die durch die Zwangsanleihe zu erhebende. Diese äufserst bequeme Rechnung, zu der wir am 1. August ein allerdings etwas objektiveres Pendant finden werden, schliefst Réal mit der Bemerkung:

„Welches auch der von dem Konvent angenommene Veranlagungsmodus sein wird, die Zwangsanleihe wird ihren Zweck erfüllt haben, wenn sie auch nicht eine Milliarde einbringt [1]).“

Der Finanzausschufs beantragt dann endlich, die Fassionspflicht zur Ermittlung der Einkommen zu dekretieren. Das stand

---

1) Von den andern vier Vorlagen, die dem Finanzausschufs vorgelegt worden waren, meint Réal, die einen haben eine zu starke, die andern eine zu geringe Progression.

Mallarmé wollte den Familienvater, der 10 000 Liv. Einkommen habe, mit 1666 Liv., den der 40 000 Liv. habe, mit 10 000 Liv. belasten. Izobe verlangte eine Summe von 3200 Liv. im ersten, von 30400 Liv. im zweiten dieser beiden Fälle.

Collot d' Herbois beantragte, die Steuerzahler in drei Klassen einzuteilen: in die erste, welche die geringsten Sätze zahle, seien die Bürger zu klassieren, welche sich durch hervorragenden Patriotismus auszeichneten; in die zweite und dritte progressiv zu belastenden Klassen alle andern Bürger nach Mafsgabe des Grades ihrer Anhänglichkeit an die Revolution. Dieser Antrag wurde a limine abgewiesen, weil der demselben zu grunde liegende Gedanke schon am 20. Mai verworfen worden war.

Der Bericht des Finanzausschusses gibt dann noch folgende Anregung: „Ist der zur Zwangsanleihe herangezogene Bürger ein Bankier oder Kapitalist, dessen Vermögen in Portefeuillewerten besteht, so kann von ihm die doppelte Summe verlangt werden. Doch bleibt dies der Weisheit der mit der Veranlagung betrauten Organe überlassen.“ Diese Bestimmung verdankte ihren Ursprung dem gerade damals am stärksten ausgebildeten Hafs, den die öffentliche Meinung gegen alle Kapitalisten, Börsenspekulanten usw. hegte, weil sie diesen die Schuld am Sinken des Assignatenkurses, an der Teuerkeit der Lebensmittel und überhaupt an allen Unglücksfällen der Republik zuschob.

natürlich im schroffsten Gegensatz zu den Prinzipien von 1789. Max. Robespierre widersetzte sich zunächst auf das Heftigste:

„Die Deklarationspflicht“, ruft er aus, „bedeutet eine grausame Inquisition [1]), welche der des ancien régime nahe kommt.“

Cambon tritt für die Zwangsfassion ein, indem er sich auf die Getreiderequisition vom 4. Mai beruft: die drohende Lebensmittelnot in den gröfseren Städten und in den Heeren der Republik, infolge der durch die Maximumgesetze unter die Produktionskosten gedrückten Preise, welche Fernhaltung des Getreides von Markt bewirkten, veranlafste den Konvent zu dem Dekret vom 4. Mai, welches allen Getreidehändlern und Landwirten die sofortige Deklaration ihres noch vorhandenen gedroschenen wie ungedroschenen Getreidevorrats auferlegte. Diese durch die drohende Not gebotene Mafsregel hatte grofsen Erfolg gehabt [2]) und schien deshalb dem Finanzausschufs zur Anwendung bei der Zwangsanleihe, die ja doch nur eine Strafe für die Reichen sein sollte, geeigneter zu sein, als die äufserst unzuverlässigen und unvollständigen Rollen der Mobiliarsteuer. Der Gedanke, dafs der Sansculotte nichts vor dem Vaterlande zu verbergen habe, während für den reichen Feind der Republik die Zwangsfassion eine gerechte Strafe sei, verhalf jener denn auch zur Annahme.

Auch Robespierre scheint seinen Widerstand aufgegeben zu haben, denn am 22. Juni wurde die Fassionspflicht einstimmig dekretiert.

Die Diskussion über die Vorlage des Finanzausschusses zeigte, dafs man im allgemeinen der Ansicht war, dieselbe gehe zu weit [3]).

---

1) Diese Inquisition, von der Robespierre spricht, war unter dem ancien régime hauptsächlich zur Veranlagung der vingtièmes d'industrie gebräuchlich gewesen. Doch war das eigentliche Charakteristikum des Steuersystems des ancien régime, neben den ständischen Exemtionen, die willkürliche Einschätzung und Veranlagung.

2) R. Stourm, loc. cit. II, S. 390.

3) Cambacérès macht darauf aufmerksam, daß eine Anleihe sich nur an die Reichen wenden könne; die mittleren Einkommen müsse man freilassen, wolle man nicht Tausende zu Feinden der Revolution machen. Und um dies zu erhärten, fährt er fort: „Die veranlagten Steuern treffen nur selten die Portefeuillewerte, welche das Produkt eines glücklichen Zufalls oder eines häufig verbrecherischen Erwerbs sind. Die meisten Besitzer solcher Werte haben sich mit dem Blute des Volkes bereichert; deshalb mufs die Zwangsanleihe diese Werte unbedingt treffen, und wir müssen deren Kontingent bemessen

Sie wurde denn auch schliefslich verworfen und an deren Stelle folgendes dekretiert:

1. „Die am 20. Mai beschlossene Zwangsanleihe von 1 Milliarde

---

auf Grund der commune renommée oder der Deklaration einer Jury, welche wir mit deren Ermittlung betrauen."

Bezüglich der Fassionspflicht meint Cambacérès, dafs durch ein gutes Hypothekengesetz eine grofse Genauigkeit der Deklarationen des fundierten Einkommens, das allein für die Zwangsanleihe in Betracht komme, erzwungen werden könne; man sollte alle Hypothekengläubiger zwingen, binnen drei Monaten ihre Forderungen registrieren zu lassen, dann sei man in der Lage, eine genaue offizielle Kenntnis aller Hypothekarschulden zu haben, auf Grund derer man eine der Wirklichkeit entsprechende Schätzung des Kapitalwertes der beliehenen Immobilien jederzeit machen könne.

Eine solche Ermittlung hätte aber doch wohl nur sehr heterogene und lückenhafte Resultate haben können, und auch wohl eine viel längere Zeit beansprucht, als zur Beitreibung der Zwangsanleihe in Aussicht genommen war. Allerdings hätte sie auch ermöglicht, wie Cambacérès hervorhob, einen Abzug der Hypothekarschuldzinsen vom Einkommen zu kontrollieren.

Der ältere Robespierre äufserte sich ebenfalls für eine geringere Belastung der mittlern Einkommen. Jean-Bon St. André führte aus: „Belasten wir nicht den kleinen Mann, der seinen Acker und seinen Weinberg selbst bebaut, mit dieser Anleihe. Setzen wir uns nicht der Gefahr aus, die Geister zu erbittern; erklären wir, dafs wir die Bürger treffen wollen, die sich mit dem Brote des Volkes gemästet haben und die zu Aristokraten geworden sind durch das, was sie dem Volke gestohlen haben". Jean-Bon St. André verlangt zuerst das von der Zwangsanleihe frei zu lassende Existenzminimum für Familienväter auf 10000 Liv., für Junggesellen auf 6000 Liv. zu erhöhen. Fortfahrend beantragt er dann, nur die Einkommen, die 40000 Liv. übersteigen, zur Deckung der Zwangsanleihe heranzuziehen; die Bürger, deren Einkommen unter dieser Summe bleibt, zu freiwilligen Darlehen aufzufordern und nur die Steuerbeamten in stärkerm Mafse zu belasten. Diese letzte Forderung entsprach der im 18. Jahrhundert allgemein verbreiteten und zum Teil berechtigten Ansicht, dafs die Steuerbeamten ein gut Teil der erhobenen Gelder ungerechterweise zu ihrer persönlichen Bereicherung zurückbehielten. Jean-Bon St. André will sie also als „Blutegel" des Volkes, zur Herausgabe „des dem Volke Gestohlenen" auf diese Weise zwingen. Was die freiwilligen Darlehen betrifft, so hatte man seit 1789 auf dem Wege von freiwilligen „patriotischen" Gaben mehrere Millionen eingenommen, doch blieb deren Ertrag gegenüber dem Staatsbedarf ein verschwindend kleiner. Andererseits lag aber in dem Gedanken der Aufnahme von freiwilligen Darlehen ein gesunder Kern, den Cambon aufgriff, und in zweckmäfsiger Weise mit der Zwangsanleihe verband, als der Zweck, durch dieselbe den Assignatenumlauf zu verringern, die Hauptsache geworden war. Wir werden gleich davon zu handeln haben.

wird nicht vom Kapital, sondern von allem Grund-, Mobiliar- und gewerblichen Einkommen erhoben [1]).

2. Die verheirateten Personen, deren Einkommen 10000 Liv. nicht übersteigt, sowie die unverheirateten mit weniger als 6000 Liv. Einkommen bleiben von der Zwangsanleihe frei.

3. Innerhalb 14 Tagen haben alle Bürger, deren Einkommen die angegebene Grenzsumme übersteigt, bei den Gemeindebehörden eine Deklaration, die Höhe ihres Einkommens und der darauf ruhenden Lasten betreffend, abzugeben.“

Damit war die Zwangsanleihe einstweilen abgetan; der Finanzausschuſs arbeitete unterdessen eine umfassende Vorlage aus, welche am 15. und 19. August 1793 im Konvent vorgetragen, erst vertagt, dann am 3. und 7. September definitiv erledigt wurde. Aber noch andere Maſsnahmen waren in der Zwischenzeit getroffen worden, mit denen die Zwangsanleihe in Verbindung gesetzt wurde, und bei denen etwas zu verweilen sein wird.

Die dargelegte Entwicklung hat uns gezeigt, wie der Gedanke der progressiven Einkommensteuer im Rahmen der Zwangsanleihe Aufnahme fand und hier denn auch zur Verwirklichung kam. Zunächst im unmittelbaren Anschluſs an dringendes Kriegsbedürfnis versucht, wurde die Zwangsanleihe bald zum Prinzip erhoben: sie sollte fortan das Mittel sein zur Bestrafung der Reichen; mit der Übernahme der Form der progressiven Einkommensteuer als Veranlagungsmodus in die Zwangsanleihe, ging auch auf diese die Begeisterung über, welche man bis dahin dem Gedanken der progressiven Einkommensteuer entgegengebracht hatte. Das war veranlaſst worden durch die staatsrechtlich anfechtbare, aber eminent patriotische Selbsthülfe des Héraultdepartements. Man konnte nunmehr die progressive Einkommensteuer als solche fallen lassen: hatte man doch einen viel aktuellern Ersatz dafür gefunden, der sich als eine Vervollkommnung derselben darstellte. Denn innerhalb des Rahmens der vorübergehenden Zwangsanleihe konnte man ohne Skrupeln das so intensiv von der öffentlichen Meinung verlangte Einkommensmaximum festsetzen und alles darüber Hinausgehende für die Republik beschlagnahmen. Auch stellten sich hier

1) Nähere Bestimmungen über die Einkommensgattungen, welche darunter zu verstehen sind, werden wir im Gesetz vom 3. September, sowie in der dazu gehörigen Instruktion finden.

nicht jene politischen Bedenken, die Robespierre gegen die Freilassung eines Existenzminimums bei der progressiven Einkommensteuer geltend gemacht hatte, einer solchen Freilassung entgegen: denn die Maſsnahme war nur eine einmalige; andererseits genügte sie trotz ihres vorübergehenden Charakters, denn den Männern der Schreckensherrschaft kam es nur auf die unmittelbare Gegenwart an. Man war sich ja voll bewuſst, in einer anormalen, revolutionären Übergangsperiode zu sein, und über diese wollte man zunächst hinaus. Dringendes Geldbedürfnis in schwieriger Kriegslage hatte schon Ludwig XIV. auf die Fassionspflicht als Mittel zur prompten Geldbeschaffung geführt. Einmal eingeführt, blieben dann vingtièmes und Fassionspflicht. Analog ist die Entwicklung hier: bei der Getreiderequisition hatte die Deklarationspflicht Erfolg gehabt, bald hatte man eine revolutionäre Formel für dieselbe gefunden, und sie blieb fortan als eiserner Bestand aller steuerpolitischen Reformpläne und tatsächlichen Maſsnahmen der Schreckensherrschaft.

6. Kapitel.

Die Mittel zur Verringerung der Umlaufsmenge der Assignaten, insbesondere die Zwangsanleihe von 1 Milliarde.

Der Kurs der Assignaten war im Juli auf 23 % gesunken, und die Preise aller Waren stiegen trotz aller Maximumgesetze immer höher. Als Ursachen für die Teuerkeit der Lebensmittel und überhaupt aller Bedarfsartikel des täglichen Lebens pflegte man folgende anzugeben [1]:

1. Bei jeder Assignatenemission kaufen reiche Wucherer Lebensmittel usw. in Menge auf, um sie später zu bedeutend gesteigerten Preisen wieder auf den Markt zu bringen.

2. Hunderttausende dienen in den Heeren der Republik und sind so der produktiven Tätigkeit in Landwirtschaft und Gewerbe entzogen. Gleichzeitig verursacht der Krieg einen bedeutend gesteigerten Güterverbrauch zum Unterhalt der Armeen.

3. Die Unterbrechung der Handelsbeziehungen zu den Mächten, welche die Republik bekriegen, bewirkt, daſs manche Rohstoffe und Verbrauchsartikel, welche Frankreich benötigt, ausbleiben.

1) Rapport de Real au nom du comité des finances, 22. Juni 1793; Rapport de Cambon au nom du comité des finances, 20. pluviôse III. (8. Februar 1895); usw.

4. Die Hauptursache wird aber gesehen in der Entwertung der Assignaten, welche durch die immer gröfsere Umlaufsmenge derselben verursacht sei [1]).

Von diesen Ursachen war zur Zeit nur der ersten und der letzten beizukommen. Deshalb verlangt die öffentliche Meinung immer energischer Bestrafung und Verbot aller Wuchergeschäfte und Verringerung der Assignatenzirkulation.

Damals hatte der Konvent bereits drei, allerdings wenig energische Mafsregeln getroffen, um den Wiedereingang der Assignaten zu beschleunigen.

Dieser Gesichtspunkt war mafsgebend gewesen für ein Dekret vom 9. Mai, welches die tunlichst rasche Eintreibung aller Steuerrückstände den Gemeinden zur Pflicht machte. Am 18. Juli wurde dieses Dekret wiederholt.

Denselben Zweck verfolgte ein Dekret vom 5. Juni, das den Käufern von Nationalgütern einen Rabatt von 3 % auf den Kaufpreis gewährte, wenn derselbe vor dem 1. Oktober gezahlt werde. Weiter verfügte dieses Dekret, die von den Käufern der Nationalgüter dem Staate ausgestellten Anweisungen auf Annuitäten des von ihnen innerhalb höchstens 12 Jahren einzuzahlenden Kaufpreises, welche mit 5 % verzinslich waren, zu verkaufen; es sollten also

1) Die Entwertung der Assignaten hing ja wohl aufs engste mit deren übergrofsen Umlaufsmenge zusammen. Doch wurde sie im weitern auch veranlafst: durch die schlimmen Nachrichten von den Kriegsschauplätzen; durch die schwere Verkäuflichkeit der Nationalgüter, auf welche die Assignaten hypothekiert waren; dann auch durch das völlige Verschwinden aller Gold- und Silbermünzen aus der Zirkulation. Infolge des Greshamschen Gesetzes ist es klar, dafs mit zunehmendem Sinken des Assignatenkurses alles Metallgeld aus dem Umlauf immer mehr zurücktrat. Grofsenteils flofs es nach dem Ausland ab; denn, wenn auch die Handelsbeziehungen mit den kriegführenden Mächten unterbrochen waren, so brachten doch amerikanische und skandinavische Schiffe fortwährend grofse Mengen Getreides und sonstiger Bedarfsartikel nach den französischen Häfen. Desgleichen blieben die Handelsbeziehungen mit der Schweiz bestehen. Die Produktion aber lag in Frankreich vollständig brach mit Ausnahme der Waffen- usw. Fabrikation für den unmittelbaren Kriegsbedarf (Thiers, Hist. de la Révolution française, III, cap. 11). Die Ausfuhr der Edelmetalle machte aber natürlich die Aussicht einer Wiederaufnahme der Barzahlungen des Staats immer geringer, wenn eine solche überhaupt noch vorhanden war; das aber mufste ungünstig auf den Assignatenkurs einwirken.

die Assignaten gegen ein mit 5 % verzinsliches Papier umgetauscht werden können.

Viel bedeutsamer aber war die am 31. Juli erfolgte Aufserkurssetzung aller auf über 100 Liv. lautenden Assignaten, welche vor der Gründung der Republik emittiert, den Kopf Ludwigs XVI. als Aufdruck hatten[1]). Veranlafst wurde die Mafsregel durch die Bevorzugung, welche diesen Assignaten von den Aristokraten zu teil wurde. In Lyon, in der Vendée usw. stand der Kurs derselben um 10 % höher als der der von der Republik ausgegebenen. Da ca. 1440 Mill. Liv. in Assignatenabschnitten von mehr als 100 Liv. vor der Gründung der Republik emittiert, davon am 31. Juli 882 Mill. Liv. wieder eingegangen und verbrannt worden waren, bedeutete diese Aufserkurssetzung eine Erleichterung des Umlaufs um 558 Mill. Liv.[2]) Die aufser Kurs gesetzten Assignaten sollten allerdings noch bis zum 1. Januar 1794 verwendet werden können, zur Entrichtung von Steuern, Zahlung von gekauften Nationalgütern und überhaupt zu allen Zahlungen an den Staat. Da es sich um auf höhere Beträge lautende Assignaten handelte, wurde erlaubt, dafs mehrere Bürger sich vereinigen könnten, um gemeinsam Zahlungen mit einem Abschnitt zu machen. Allen Steuereinnehmern wurde dagegen bei 10 Jahren Gefängnis verboten, aufser Kurs gesetzte Assignaten gegen andere umzutauschen.

Trotz dieser offen gelassenen Verwendungsmöglichkeit des aufser Kurs gesetzten Papiergeldes, hatte Bazire zweifellos recht, die Mafsregel als einen teilweilen Staatsbankrott zu bezeichnen. Dem aber trat Danton heftig entgegen: „Wir hören Tag für Tag, dafs wir zu viel Papiergeld haben: nun denn, lassen wir die, welche unermefsliche Reichtümer angesammelt haben, diese Staatsschuld bezahlen; der Sansculotte besitzt keine Assignaten von mehr als 100 Liv. Das bedeutet nicht einen Bankrott, sondern das Wohl des Volkes.“ Dagegen machte Lecointe-Puyraveau sehr richtig geltend: „Der Handwerker, der Kleinbauer, die mehrere Jahre gearbeitet haben, um sich eine Ersparnis von einigen hundert Livres zu hinterlegen und dasselbe in solchen Assignaten aufbewahren: sollen sie nun ein mehrere Tausende kostendes Nationalgut dafür

1) Moniteur, réimpr., XVII, 278—280.

2) Cambon, rapport au nom du comité des finances vom 24. frimaire II (14. Dezember 1793).

erwerben? Millionen von Bürgern werden durch dieses Dekret gezwungen, ihre Ersparnisse mit Verlust an den Reichen zu verkaufen, und dem Wucher, den Sie bekämpfen wollen, wird ein neues Gebiet eröffnet. Handelsleute und Industrielle werden ihre Betriebe einstellen müssen, weil die Assignaten, die sie in Händen haben, mit einem Schlage nur mehr zum Ankauf von Nationalgütern verwendbar sind." Darauf aber erwidert Danton: „Der Arme, der seine Ersparnisse so unvorsichtig angelegt hat und sie jetzt mit Verlust verkaufen mufs, wird trotzdem einen Gewinn machen, denn die Preise der Lebensmittel werden sinken. Und was die Reichen angeht, so werden sie zittern bei diesem Dekret; aber das wollen wir ja eben, denn was die Reichen schädigt, das nützt dem Volke." Gegen die mächtige Persönlichkeit Dantons gab es keinen Widerstand im Konvent und die sofortige Aufserkurssetzung wurde dekretiert.

Andere Mafsregeln, welche der Konvent zur Verbilligung der Lebensmittelpreise und zur Hebung des Kurswerts der Assignaten traf, sind: die Wucherverbote; die Aufhebung sämtlicher Kreditinstitute sowie der Pariser Börse; die gesetzliche Festsetzung des Maximums der Lebensmittelpreise, sowie die den städtischen Kommunen gewährten Darlehen, um sie in die Lage zu versetzen, durch eigene Regie des Getreidehandels den Brotpreis künstlich niedrig zu halten; endlich die Versuche, durch rigorose Strafen auf Verweigerung usw. der Assignaten den Kurs derselben zu heben[1]).

---

1) Durch Dekrete vom 11. bis 16. April 1793 wurde der Verkauf von Metallgeld bei Strafe von 6 Jahren Gefängnis verboten. Alle Umsätze hatten ausschliefslich in Assignaten zu geschehen. Wer eine Ware gegen Metallgeld billiger abgab als gegen Assignaten, verfiel gleichfalls einer Strafe von sechs Jahren Gefängnis. Wer die Annahme von Assignaten verweigerte, war dazu zu zwingen und hatte dann eine Strafe in der Höhe der verweigerten Summe zu zahlen.

Durch Dekret vom 1. August 1793 wurde diese Strafe auf 3000 Liv. festgesetzt und 6 Monate Haft und auf die ausgedehnt, welche Assignaten mit Verlust abgegeben oder angenommen hätten. Für den Wiederholungsfall waren eine doppelte Geldstrafe und 20 Jahre Gefängnis vorgesehen.

Am 5. September 1793 wurde Todesstrafe mit Güterkonfiskation gesetzt auf Verweigerung von Assignaten, Abgabe oder Annahme derselben mit Verlust und jedwede auf deren Diskreditierung hinzielende Aufserung.

Ein Dekret vom 21. floréal IV (10. Mai 1794) rekapitulierte diese Be-

Die Hauptmittel zur Verringerung des Assignatenumlaufs wurden jedoch die durch das Gesetz vom 24. August über die Unifikation der Staatsschulden ausgeschriebene freiwillige Anleihe, und die durch Gesetz vom 3. September endgültig geregelte Zwangsanleihe [1]).

Aufser dem wirtschaftlichen Zwecke, eine Hebung des Assignatenkurses durch Verringerung der Umlaufsmenge des Papiergeldes und so eine Verbilligung der Lebensmittel zu bewirken, war den beiden Gesetzen noch der politische Zweck gemeinsam, die Staatsgläubiger, oder wie man sagte: die Reichen, an der Revolution zu interessieren.

Das Gesetz über die Zwangsanleihe verfolgte diesen Zweck in der schon dargelegten Weise, dafs die reichen Bürger nur auf dem Wege des Ankaufs von durch die Revolution verstaatlichten Nationalgütern, vermittelst der Empfangsscheine der in die Zwangsanleihe eingezahlten Einkommensteile, wieder in den Besitz der dem Staate vorgestreckten Werte gelangen könnten.

Das Gesetz über die Unifikation der Staatsschulden suchte diesen politischen Zweck zu erreichen, indem es die Staatsgläubiger zwang, alle vor wie seit der Revolution ausgestellten Schuldtitel umzutauschen gegen eine mit 5 % verzinsliche Inskription des Schuldkapitals in ein Stammregister der Staatsschuld [2]). Auf diese Weise sollte es unmöglich gemacht werden, die Schulden der Revolution von denen des ancien régime zu trennen. Die Mafsregel war gegen die Monarchisten gerichtet, welche fortwährend drohten, die Schulden der Revolution nicht honorieren zu wollen, wenn sie wieder ans Ruder kämen, während die Revolution bis dahin alle vom ancien régime überkommenen Renten und Schuldzinsen, wenn auch nur in täglich mehr entwerteten Assignaten, gezahlt hatte. Allerdings benützte der Konvent die Gelegenheit, durch das Gesetz vom

stimmungen und verfügte, dafs das summarische Aburteilungsverfahren, das gegen die „Verdächtigen“ in Anwendung kam, auch hier zu geschehen habe.

1) Siehe die hier in Betracht kommenden Berichte, Gesetzestexte usw. in: Moniteur, réimpr., XVII, 777—821, wo sie in einem besondern Anhang zusammengestellt sind.

2) Diese Mafsregel wurde vervollständigt durch die Gesetze vom 23. floréal II (12. Mai 1794) und 8. messidor II (26. Juni 1794), welche die Kapitalisation und Unifikation der Leibrenten verfügten. Die kapitalisierten Leibrenten wurden in eine 5prozentige Inskription in das Stammregister der Staatsschuld umgewandelt und so allen andern Staatsschulden gleichgestellt.

24. August sämtliche Staatsschulden der Grundsteuer zu unterwerfen. Für das Jahr 1793 war deren Satz mit einem Fünftel des Reinertrags veranschlagt, sodaſs von allen Renten und Schuldzinsen 1/5 für den Staat zurückbehalten werden sollte[1]).

Im Anschluſs an die Kreierung des Stammregisters der Staatsschulden wurde durch das Gesetz vom 24. August (§ 31) eine Anleihe ausgeschrieben. Dieselbe sollte in der Form geschehen, daſs (noch Kurs habende) Assignaten bis zum 1. Dezember 1793 umgetauscht werden könnten gegen eine fünfprozentige (ohne Abzug der Rentensteuer; zur Auszahlung kämen nur 4 %) Inskription in das Stammregister der Staatsschuld. Das Minimum einer solchen Inskription war auf 1000 Liv. festgesetzt; Personen, die nicht so viel Assignaten umtauschen konnten oder wollten, konnten sich zusammentun und gemeinsam eine Inskription von mindestens 1000 Liv. erwerben. „Auf diese Weise", sagt Ramel in der Begründung der Vorlage, „geben wir den wenig begüterten Bürgern die Möglichkeit, ihre Assignate nutzbringend anzulegen. Denn jedes Gesetz muſs für sie ein neuer Grund werden zur Liebe zu einer Revolution, die in erster Linie für sie geschehen ist." Die Bescheinigungen der Inskriptionen konnten in duplo ausgestellt werden; das Duplikat war dazu bestimmt, bei der Zwangsanleihe in Zahlung genommen zu werden. „Wir wollen damit", sagt Cambon, „den guten Bürgern ein Mittel in die Hand geben, sich von der Zwangsanleihe frei zu machen." Die Anleihe war bis zum 1. Dezember 1793 einzuzahlen. Der Finanzausschuſs erwartete mit Bestimmtheit, daſs dieselbe 1 Milliarde einbringen würde. „So wird der Umlauf der Kurs habenden Assignate", sagt Cambon, „der am 1. August 3217 Mill. Liv. betrug, auf 2217 Mill. Liv. heruntergehen. Die Folge wird ein bedeutendes Sinken der Lebensmittelpreise sein, sodaſs die 40 Mill. Liv Zinsen, die wir jährlich für die Anleihe zahlen, nur eine scheinbare Mehrbelastung ausmachen, denn infolge des Sinkens der Preise werden unsere öffentlichen Ausgaben um einen höheren Betrag verringert werden."

Der Plan, durch eine Anleihe den übermäſsigen Papiergeldumlauf verringern zu wollen, war eine Finanzoperation, welche sehr zweckmäſsig sein konnte. Unter den gegebenen Verhältnissen

1) Gesetz vom 24. August 1793, § 32, Art. 111.

war sie jedoch aussichtslos: denn selbst, wenn die Steuern regelmäfsig eingegangen wären, wäre deren Ertrag unzulänglich gewesen, die wachsenden Kriegskosten, zusammen mit den übrigen öffentlichen Ausgaben, zu decken. Und die Erwerbseinkünfte des Staates, die von Cambon am 1. Februar auf 60—80 Mill. Liv. geschätzt worden waren, mufsten infolge der fortwährenden Veräufserung der Nationalgüter von Tag zu Tag geringer werden; deshalb mufste denn auch Monat für Monat das Defizit der Staatskasse durch Überweisung von neuen Assignatenmengen aus dem Depot gedeckt werden.

Cambon teilte dem Konvent nie mit, was die Anleihe in Wirklichkeit eingebracht; unter dem Direktorium gestand man zu, dafs sie mifsglückt sei, desgleichen übrigens die Zwangsanleihe [1]).

Bezüglich der Zwangsanleihe waren, wie erinnerlich, seit 20. Mai bezw. 22. Juni folgende Grundsätze festgelegt:

1. Dafs sie in der Höhe von 1 Milliarde, veranlagt in Form einer einmaligen progressiven Steuer vom Grund-, Mobiliar- und industriellen Einkommen beizutreiben sei.

2. Dafs nur Einkommensteile, welche 10000 Liv. bezw. 6000 überstiegen, durch dieselbe getroffen werden sollten.

3. Dafs bezüglich aller getroffenen Einkommen eine Fassionspflicht auferlegt sei, und:

4. Dafs sie heimzahlbar sei in Nationalgütern, indem die Empfangsbescheinigungen über deren Einzahlung beim Erwerb von Nationalgütern in Zahlung genommen würden.

Das Gesetz vom 3. September wiederholte zunächst die Bestimmung über die Fassionspflicht:

Alle von der Zwangsanleihe getroffenen Bürger haben binnen 14 Tagen ihr Einkommen abzüglich der unten anzugebenden Einkommensgattungen und mit Angabe der auf ihren Einkommen ruhenden Lasten bei der Gemeindebehörde zu fatieren. Das deklarierte Einkommen ist genau zu spezialisieren.

Die Deklaration des Einkommens aus Grundbesitz mufs übereinstimmen mit den in den Grundsteuerrollen aufgestellten Schätzungen; davon ist $^1/_5$, der Betrag der Grundsteuer, abzuziehen.

Die Instruktion vom 7. September gibt drei Gründe für diese Bestimmung an, welche natürlich den ganzen Wert der Fassion vernichtete:

1) R. Stourm, loc. cit., II, 383.

1. Das Bestreben, die ganze Operation zu vereinfachen;

2. eine Kontrolle über ein etwaiges Nichtübereinstimmen unnötig zu machen;

3. der landwirtschaftichen Produktion unter die Arme zu greifen, da ja die Schätzungen der Grundsteuerrollen durchweg unter dem wirklichen Grundreinertrag blieben. Daran knüpft die Instruktion die Hoffnung, dafs die Landwirte sich durch diese ihnen gewährte Bevorzugung veranlafst fühlen werden, die Bestrebungen des Konvents, einen besser versorgten Lebensmittelmarkt und billigere Preise zu erreichen, durch entsprechenden Anbau und Bewirtschaftung zu unterstützen.

Der einzige praktische Wert, den die Fassion des Einkommens aus Grund und Boden haben konnte, war, an die Stelle der vielfach nicht bestehenden Steuerrollen zu treten und so eine allgemeinere Veranlagung der Zwangsanleihe zu ermöglichen.

Art. 3 des Gesetzes vom 3. September bestimmt die Fassionspflicht bez. folgender Einkommensgattungen: 1. Die ewigen Renten, 2. die Zinsen von angelegten Kapitalien, 3. die Handels-, Bank-, Makler- und Kommissionsgewinne, sowie die Gewinne aus Arbeiten und Lieferungen für den Staat.

Diese Einkommen sind ohne Abzug der Mobiliarsteuer zu fatieren.

Die Gewinne aus gewerblichen Betrieben sind nicht zu fatieren, weil sie zum Teil nur eventuelle und nicht regelmäfsig abfallende seien, zum Teil Einkommen des armen Mannes.

Diese Freilassung des Handwerks ist ein Zeugnis für die ökonomische Lage desselben in der damaligen Zeit; die Freilassung jedweden Gewerbebetriebes entspricht der noch geringen Entwicklung und Festigung des Grofsbetriebes und dem protektionistisch-erzieherischen Gedanken, welcher der Gewerbe- und Zollpolitik der Revolution zu grunde lag. Aufserdem wollte man durch diese Freilassung, wie bei der Landwirtschaft, billigere Preise für die gewerblichen Produkte, besonders für die Bedarfsartikel der Armeen, erzielen.

Ebenso blieb das Arbeitseinkommen (Gehälter und Löhne) von der Zwangsanleihe frei [1]).

1) Dies war eigentlich die radikalste Lösung der Schwierigkeiten einer jeden allgemeinen Einkommensteuer, die gleiche Besteuerung des fundierten und des unfundierten Einkommens zu mildern.

Dagegen waren alle müfsig liegenden Gelder zu fatieren; als solche wurden alle nicht angelegten Geldsummen, welche die Hälfte des Gesamtjahreseinkommens überstiegen, angesehen. Objekt der Zwangsanleihe war bei diesen müfsigen Werten ein fingierter fünfprozentiger Zins.

„Der Boden zahlt Steuern, wenn er brach liegt“, sagt Ramel, „so sollen auch die Gelder besteuert sein, die der Kapitalist in Reserve hält zu irgend welcher Spekulation, oder die der Geizige der Gesellschaft stiehlt. Die Zwangsanleihe wird eine Strafe dafür sein, dafs sie dieses Geld nicht produktiv verwertet haben.“

Staatspensionen und Leibrenten waren ebenfalls ohne Abzug der Mobiliarsteuer zu fatieren; doch sollten sie nur zu Hälfte für die Zwangsanleihe in Berechnung kommen.

Von dem fatierten Einkommen durften Schuldzinsen abgezogen werden, unter Angabe des Namens und des Wohnorts der Gläubiger; geschuldete Leibrenten waren nur zu Hälfte abzuziehen.

Die Deklarationen wurden haushaltsweise von den Haushaltsvorstehern gemacht; sie hatten dabei die Zahl der von ihnen unterhaltenen Personen anzugeben: eigene Angehörige und eventuell Angehörige von im Felde stehenden Bürgern. Nach diesen Deklarationen sollten nämlich die freizulassenden Existenzminima berechnet werden.

Innerhalb 14 Tage hatten die Gemeinderäte Kontrollkommissionen zu wählen, welche in öffentlicher Sitzung die Deklarationen zu prüfen und auf ihrer Grundlage Rollen anzufertigen hatten. Waren die Kontrollausschüsse der Ansicht, dafs in ihrer Gemeinde Bürger, welche keine Fassion eingereicht hatten, ein Einkommen besafsen, welches das freigelassene Existenzminimum überstieg, so hatten sie dieselben sofort vorzuladen, desgleichen diejenigen, welche ihnen zu niedrige Angaben gemacht zu haben schienen.

Stellte sich das Vorhandensein von nicht fatierten Einkommensteilen heraus, so waren dieselben in doppelter Höhe in Anrechnung zu bringen. Verweigerte ein Bürger die Fassion, oder unterliefs er es, binnen acht Tagen auf eine an ihn ergangene Vorladung hin zu erscheinen, so hatte der Kontrollausschufs die Höhe seines Einkommens nach der commune renommée einzuschätzen und ebenfalls in doppelter Höhe in Anrechnung zu bringen.

Reklamationen gegen die Entscheidung der Kontrollkommissionen

waren in erster Instanz an die Distriktsdirektorien, in zweiter und letzter an die Departementsdirektorien, beides gewählte Verwaltungsbehörden, zu richten. Sie hatten innerhalb eines Monats, vom Tage der Fertigstellung der Rollen an, zu geschehen. Vom Einspruchsrecht ausgeschlossen blieben alle Bürger, welche entweder die Fassion verweigert oder auf eine Vorladung der Kontrollkommission hin nicht erschienen waren.

Ein eventuell eingelegter Einspruch sollte jedoch die Erhebung der Zwangsanleihe nicht aufschieben; werde einer Reklamation stattgegeben, so sei die betreffende Summe von den letzten Raten abzuziehen; seien diese aber schon eingezahlt, so habe auf Vorweisung der Quittungen hin eine Rückerstattung durch die Steuereinnehmer zu erfolgen.

Artikel 13 des Gesetzes bestimmt die auf Grund der Deklarationen von den Kontrollausschüssen vorzunehmenden Abzüge: bei Junggesellen war ein Existenzminimum von 1000 Liv. freizulassen; bei verheirateten Männern 1500 Liv. für diese selbst und je 1000 Liv. für die Frau, für jedes Kind und jeden sonstigen Angehörigen und jedem vom Haushaltsvorstand unterhaltenen Angehörigen von im Felde stehenden Bürgern.

Diese Bestimmung steht im Widerspruch zu dem Dekret vom 22. Juni, wonach Junggesellen ein Einkommen bis zu 6000 Liv. und Verheirateten ein solches bis zu 10 000 Liv. freizulassen sei. Ramel rechtfertigt die neue Vorlage folgendermafsen: „Das Nationaleinkommen Frankreichs beziffert sich auf höchstens 3 Milliarden (Cambon hatte es, wie wir gesehen haben, am 22. Juni auf 3700 Millionen Liv. geschätzt). Ein Blick auf die Steuerrollen zeigt, dafs die Hälfte davon auf die Bürger entfällt, die weniger als 1000 Liv. Einkommen haben. Von der andern Hälfte entfallen ²/₃ auf die Einkommen unter 6000 Liv.; da wir aber den Verheirateten ein Existenzminimum von 10 000 Liv. freilassen wollten, würde der Ertrag der Zwangsanleihe auf höchstens 200 Millionen Liv. kommen. Um also wenigstens die Möglichkeit zu schaffen, die festgesetzte Milliarde zu erreichen, müssen wir dem freigelassenen Existenzminimum engere Grenzen ziehen."

Dementsprechend setzt denn auch Artikel 14 folgende Progressionsskala fest: Vom ersten Tausend, um welches ein Einkommen das freigelassene Existenzminimum übersteigt, werden 10 % für die

Zwangsanleihe erhoben, vom zweiten Tausend 20%, vom dritten 30% usw. bis zum neunten Tausend, von dem 90% erhoben werden. Das heifst also, dafs von 1000 Liv., die von der Zwangsanleihe getroffen werden, 100 Liv. zu zahlen sind, von 2000 Liv. 300 Liv., nämlich 100 Liv. vom ersten Tausend und 200 Liv. vom zweiten Tausend,

von 3000 Liv. . . .	600 (100 u. 200 u. 300),
„ 4000 „ . . .	1000,
„ 5000 „ . . .	1500,
„ 6000 „ . . .	2100,
„ 7000 „ . . .	2800,
„ 8000 „ . . .	3600 und
„ 9000 „ . . .	4500 Liv.

Alle Einkommensteile über das neunte Tausend hinaus, um welches ein Einkommen das freigelassene Existenzminimum übersteigt, sind zum vollen Betrage in die Zwangsanleihe einzulegen.

Man hatte also den Gedanken, das eine bestimmte Grenzsumme übersteigende Einkommen ganz einzufordern, beibehalten, weil dies zur Aufbringung einer Milliarde unerläfslich schien. RAMEL sagt darüber: „Wir haben uns gefragt, ob es nicht besser sei, den Steuerzahlern immer noch einen Teil ihres Einkommens, soweit dasselbe auch das neunte Tausend über das Existenzminimum hinaus übersteigen möge, zu überlassen. Wenn es sich um eine dauernde Einkommensteuer gehandelt hätte, so hätten wir nicht gezögert, das zu tun; denn dem Erwerbsfleifs der Bürger will die Revolution keine Schranken setzen. Sie will nur durch weise Gesetze die Vermögen, die das Niveau der Gleichheit überschritten haben, auf sanften Bahnen zu demselben zurückführen."

„Durch die Zwangsanleihe tut sie aber noch mehr: nicht nur ist diese nur eine einmalige Mafsnahme, nicht nur wird der Staat alles, was er durch dieselbe empfängt, zurückzahlen, und zwar denen, die es ihm gegeben haben: sondern sie gibt auch den Reichen die Gelegenheit, ihre Einkünfte in der Zukunft zu vermehren, indem der Staat ihnen die eingezahlten Einkommensteile in produktiv verwertbaren Nationalgütern heimzahlt." Eine idealere Rechtfertigung der geplanten Mafsregel kann man sich allerdings nicht leicht denken.

Die Zwangsanleihe war einzahlbar in drei gleichen Monatsraten in den Monaten Dezember 1793, Januar und Februar 1794. In

Zahlung genommen wurden Assignate, die sofort von den Steuereinnehmern zu annullieren waren, und die oben besprochenen ad hoc ausgestellten Duplikate der Inskriptionsbescheinigungen zur freiwilligen Anleihe. In den Quittungen über Einzahlung der Beträge zur Zwangsanleihe waren die in diesem oder jenem Papier geleisteten Zahlungen getrennt aufzuführen; auf diese Weise sollte eine doppelte Rückzahlung der in die freiwillige Anleihe eingezahlten und durch das Duplikat der Empfangsbescheinigung repräsentierten Summen vermieden werden. Hier zeigte sich auch der Vorteil, der denen gewährt war, welche die freiwillige Anleihe gezeichnet hatten: diese warf 5 % Zinsen ab, von denen die Gläubiger allerdings nur 4 erhielten, da $\frac{1}{5}$ Rentensteuer abging. Aufserdem waren die Titel dieser Anleihe jederzeit veräufserlich, auch bevor deren Duplikate in die Zwangsanleihe eingelegt waren. Die Quittungen über die in Assignaten bezahlten Beträge zur Zwangsanleihe dagegen waren unverzinslich, aufser dem Erbgang und der gerichtlichen Zwangsversteigerung nicht übertragbar, und konnten erst zwei Jahre nach Friedensschlufs beim Erwerb von Nationalgütern in Zahlung gegeben werden. Die Heimzahlung der Zwangsanleihe war also auf unbestimmte Zeit hinausgeschoben. Andererseits lag darin ein wirksamer Antrieb zur Zeichnung der freiwilligen Anleihe.

Alle nach dem 1. März einbezahlten Beträge zur Zwangsanleihe verloren jeden Anspruch auf Heimzahlung.

Die Instruktion vom 7. September schliefst mit der Aufforderung an alle Bürger, deren Einkommen entweder das freigelassene Existenzminimum nicht übersteigt oder in Arbeitseinkommen oder gewerblichem Gewinn besteht, sich durch freiwillige Gaben Verdienste ums Vaterland zu erwerben.

Es ist niemals bekannt geworden, was die Zwangsanleihe, ebensowenig was die freiwillige eingebracht hat[1]). Welch grofse Erwartungen man an die beiden knüpfte, zeigt folgender Passus der Instruktion vom 7. September: „Mit den beiden Anleihen werden wir erreichen: die Herstellung der Ordnung in den Finanzen des Staats; das Sinken der Lebensmittelpreise durch Verringerung des Assignatenumlaufs; eine Verminderung der öffentlichen Ausgaben, indem die billigern Lebensmittelpreise die Kosten des Unterhalts

1) Ch. Gomel schätzt den Ertrag der Zwangsanleihe auf annähernd 200 Millionen Liv. (Ch. Gomel, L'impôt progressif en 1793, pag. 31).

der Armeen verringern werden; die Ruhe im Innern und die Wiederherstellung des Gleichgewichts im Erwerbsleben, indem bei allen Umsätzen der Wert des Tauschmittels dem der Ware wieder nähergerückt wird; endlich den Frieden mit dem Ausland, denn dieser wird um so eher eine Notwendigkeit für die Feinde der Republik werden, als sie die gewaltige Erneuerung von Hülfsmitteln in den Kassen der Republik sehen müssen."

Die in diesen Anleihen sowohl, als in den vorher erwähnten Mafsregeln zum Ausdruck kommenden Bestrebungen des Konventes, den Umlauf der Assignaten zu verringern, hinderten denselben nicht, schon am 28. September die Kreierung von 2 neuen Milliarden zu dekretieren. Es hiefs allerdings, diese sollten dazu dienen, die früher ausgegebenen durch technisch vollkommenere zu ersetzen. Der Finanzausschufs war sich aber zweifellos klar darüber, dafs, besonders infolge des grofsen Kriegsbedarfs, die monatlichen Emissionen unumgänglich seien, und dafs eine durch die Anleihen und die andern Mafsnahmen bewirkte Entlastung des Papiergeldumlaufs nur eine vorübergehende sein könne. Immerhin war es gelungen, den Assignatenkurs von Juli 1793 bis Weihnachten von 23 % auf 40 % zu heben, trotz der in dieser Zeit erfolgten Kreierungen im Betrage von 2500 Millionen Liv. und der nach wie vor regelmäfsigen monatlichen Emissionen. Hauptursache davon werden die drakonischen Strafbestimmungen gewesen sein, welche den Zwangskurs des Papiergeldes in der energischsten Weise sanktionierten. Bei jeder Wiederholung einer solchen Bestimmung schnellte der Assignatenkurs momentan bedeutend in die Höhe, um sofort wieder, allerdings nicht mehr so tief wie er vordem gestanden, zu fallen. Es gelang denn auch, denselben bis zum Sturze der Schreckensherrschaft auf durchschnittlich 36 % zu erhalten. Erst nach dem Sturze Robespierre fiel er zunächst unter 20 %, und von brumaire IV (Oktober bis November 1795) an unter 1 % des Nominalwerts [1]).

Unter dem Direktorium wurden noch zwei progressive Zwangsanleihen aufgenommen, die erste von 600 Millionen Liv. im Jahre IV (1796) und die zweite von 100 Millionen Liv. im Jahre VII (1799). Beide mifslangen vollständig [2]).

---

1) Tableau officiel annexé à la loi du 5 messidor V (23. Juni 1797).

2) Stourm, loc. cit. II, 377 ff.

7. Kapitel.

Die sogenannten „revolutionären“ Lokalsteuern.

Der reichtumsfeindliche Gleichheitsgedanke, der uns bei der progressiven Einkommensteuer und den Zwangsanleihen als treibendes Motiv entgegengetreten ist, lag auch einer Reihe anderer Steuern der Schreckensherrschaft zu grunde: ich meine die sogenannten „revolutionären“ Steuern, welche teils von den représentants en mission des Konventes, teils von verschiedenen Gemeinden, revolutionären und Wohlfahrtsausschüssen, allenthalben im Lande erhoben wurden. Ihren Ausgangspunkt hatten diese Steuern in einem Dekret des Konventes vom 2.—5. April 1793, welches den Besitz der wohlhabenden, nicht jakobinischen Bürger der Willkür jakobinischer Behörden preisgab. Dieses Dekret bestimmt, daſs in jeder Gemeinde eine Steuer von den groſsen Vermögen zu erheben sei, um allen Gemeinden die nötigen Mittel zu verschaffen, die Preise der Lebensmittel der Höhe der Löhne anzupassen [1]. Den Gemeinden blieb die nähere Bestimmung über Höhe, Veranlagung und Erhebung dieser Steuern überlassen.

Mehrere der mit diskretionärer Vollmacht ausgerüsteten représentants en mission setzten an verschiedenen Orten die Ausführung obigen Dekretes durch. Die in die Departements Orne und Marne entsandten Kommissare berichten unterm 25. April 1793 an den Wohlfahrtsausschuſs des Konvents: „Die Preise der Lebensmittel sind für die armen Bürger unerschwinglich geworden. Wir wuſsten, daſs die Reichen daran schuld sind. Deshalb haben wir befohlen, daſs die Verwaltungsbehörden an Hand der Steuerrollen auſserordentliche Steuern von den Reichen beitreiben. Dabei sollen sie mit den Höchstbesteuerten beginnen, um, unter stetigem Sinken des Steuersatzes, bei den mittlern Vermögen Halt zu machen. Wenn überall so verfahren wird, werden die Reichen bald aufhören, die Preise der Lebensmittel künstlich in die Höhe zu treiben.“ Die „Reichen“, um die es sich hier handelt, waren mittlere Grundbesitzer und Pächter, welche ihr Korn lieber selbst behielten, als es gegen entwertete Assignaten zu verkaufen [2].

In Schwung kamen die lokalen Revolutionssteuern aber erst,

1) Taine, La Révolution, II, liv. 2, I, 6.

2) Ch. Gomel, L'impôt progressif eu 1793, S. 20.

seitdem der Konvent das Beispiel des Héraultdepartements, von den reichen Bürgern Zwangsanleihen zu erheben, dem ganzen Lande zur Nachahmung empfohlen hatte. Die revolutionären Abgaben, welche von Gemeinden, revolutionären Ausschüssen usw. aus eigener Machtvollkommenheit erhoben wurden, dienten zumeist nur dazu, die Taschen gewissenloser Sansculotten auf dem Wege der Ausbeutung zu füllen. Dagegen waren die aufserordentlichen Besteuerungen der Reichen, welche von den Abgesandten des Konventes vorgenommen wurden, häufig zur Deckung der Kriegsbedürfnisse bestimmt. Motive wie: Hafs gegen die Reichen, systematische Nivellierung der Vermögen und Einkommen, persönliche Bereicherung blieben aber auch den représentants en mission keineswegs fremd.

Der Abgesandte Laplanche schreibt aus Bourges am 4. Oktober 1793 [1]): „Ich habe überall selbst die Reichen und Aristokraten mit einer revolutionären Steuer belegt. Meinen Delegierten habe ich den Befehl gegeben, überall dasselbe zu tun, um Lebensmittel zu kaufen für die armen Sansculotten. Ich rechne es mir zur Ehre an, diese revolutionäre Mafsregel getroffen zu haben. Ist es nicht gerecht, dafs die Egoisten, die gewinnsüchtigen Spekulanten und die geizigen Aristokraten, welche uns den Krieg erklärt haben, die Kosten desselben bezahlen? Ziemt es sich, dafs im Reiche der Gleichheit die Aristokraten, die Kaufleute, die Priester, die Schlofs- und Pergamentbesitzer im Wohlleben schwelgen, während die Patrioten an allem Mangel leiden und keine Lebensmittel haben, weil die Reichen dieselben aufkaufen? usw.“ Bernard schreibt am 7. Oktober aus Montbéliard und Taillefer aus Cahors, dafs sie die Reichen „geschröpft“ haben [2]).

Der Abgesandte Duquesnoy hatte erfahren, dafs in der Gemeinde Lambres im Norddepartement mehrere Brandstiftungen vorgekommen waren. Daraufhin erliefs er am 22. pluviôse II (10. Februar 1794) die Verfügung, dafs die durch die Brände geschädigten Bürger aus dem Vermögen der Reichen des Ortes zu entschädigen seien [3]).

Florent Guiot schreibt aus Lille am 9. ventôse II, dafs er sich

---

1) A. Aulard, Recueil des actes du comité du salut public, unter dem betreffenden Datum.

2) A. Aulard, ibid.

3) A. Aulard, ibid., unter dem betreffenden Datum.

vom Kontrollausschufs der Zwangsanleihe die Liste der Bürger mit über 10000 Liv. Einkommen geben liefs, um von denselben eine Summe von 225000 Liv. zu verlangen, welche er zum Lebensunterhalt der vor dem Feind nach Lille geflohenen Bürger, sowie zur Ausschmückung des Tempels der Vernunft benötige[1]).

Die folgenschwerste revolutionäre Lokalsteuer dürfte wohl die im Mai 1793 in Lyon erhobene gewesen sein. Die jakobinische Gemeindevertretung von Lyon beschlofs am 14. Mai eine aufserordentliche Steuer von den Kapitalisten, den reichen Grund- und Hausbesitzern und den reichen Kaufleuten des Lyoner Distriktes zu erheben. Auf Betreiben von Dubois-Crancé und noch zweier anderer Kommissare des Konvents wurde die zu erhebende Summe auf 6 Millionen Liv. festgesetzt und zur Aushebung und Ausrüstung einer revolutionären Garde bestimmt. Der Lyoner Wohlfahrtsausschufs erhob aber in Wirklichkeit über 30 Millionen Liv. Vielfach erzwangen die Gemeindebeamten unter Drohungen und mit den Waffen in der Hand die verlangten Zahlungen. Durch dieses Vorgehen der jakobinischen Machthaber wurde die Bevölkerung aufs äufserste erbittert; sie griff zu den Waffen und inszenierte den bekannten Lyoner Aufstand, welchem nach langwierigen und hartnäckigen Kämpfen die Eroberung Lyons durch die Truppen der Republik ein Ende machte[2]).

Nach der Eroberung von Lyon hatte der Konvent am 12. Oktober 1793 dekretiert, dafs die Güter der reichen Bürger konfisziert und unter die „Patrioten“ als Entschädigung verteilt werden sollten[3]). Diese Konfiskation kann als kriegsrechtliche Mafsregel aufgefafst werden. Viel weiter aber gingen die mit der Ausführung dieses Dekrets beauftragten Abgesandten: Albitte, Collot d'Herbois und Fouché. Am 24. brumaire II veröffentlichten dieselben folgenden Erlafs für Lyon und die umliegenden Gemeinden[4]):

„1. Alle Kranken, Greise, Waisen und Armen erhalten ein Unterkommen, sowie Nahrung und Kleidung auf Kosten der reichen Bürger ihrer Kantone.

2. Die arbeitsfähigen Bürger erhalten Arbeit, sowie die nötigen

1) A. Aulard, loc. cit. unter dem betreffenden Datum.

2) Ch. Gomel, Hist. fin. de la Législ. et de la Conv. I, 489.

3) A. Aulard, Hist. polit. de la Révolution, II, chap. 3.

4) A. Aulard, ibid.

Rohstoffe, Werkzeuge und Maschinen um ihr Handwerk oder Gewerbe ausüben zu können.

3. Zur Deckung der verursachten Kosten werden die Gemeindebehörden, im Einvernehmen mit den Aufsichtsausschüssen, in jeder Gemeinde von den reichen Bürgern eine Steuer erheben, welche nach der Gröfse ihres Vermögens und dem Grad ihrer revolutionsfeindlichen Gesinnung zu bemessen ist."

Die Ausführung dieses Erlasses scheint zu allzu starken Willkürakten geführt zu haben, denn schon nach 10 Tagen, am 3. frimaire, wurde er von den Departementalbehörden aufgehoben.

In vielen Fällen verlieren die von den Kommissaren des Konvents usw. verfügten Gelderhebungen den Charakter der Steuer oder selbst der Requisition: sie erscheinen lediglich als Strafen, welche den „Reichen" für ihren Reichtum auferlegt werden.

Ein Erlafs von St. Just und Lebas, Abgesandten des Konvents in Strafsburg, datiert vom 10. brumaire II, belegt 193 namentlich aufgeführte Bürger mit einer Steuer von 9 Millionen Liv. Auf die einzelnen verteilt sich dieselbe in Beträgen von 6000—300 000 Liv. Wer binnen 24 Stunden seinen Teil nicht bezahlt hatte, sollte an den Pranger — der Guillotine gegenüber — gestellt werden [1]).

Einige Zeit später verurteilte die Gemeindeverwaltung von Strafsburg die Bierbrauer, in Erwägung, dafs der Goldhunger stets das treibende Motiv all ihres Handelns gewesen sei, zur Zahlung von 250 000 Liv. Von den Bäckern wurden aus demselben Grunde 300 000 Liv. verlangt [2]).

Am 18. brumaire II liefsen die Abgesandten Milhaud und Guyardin in Strafsburg alle Bankiers, Wechsler und Notare einkerkern und deren Gelder beschlagnahmen. Das Gleiche geschah auch an vielen andern Orten [3]).

Die Theorie hatte Schritt gehalten mit diesen exzessiven Mafsregeln. Fouché schreibt am 26. brumaire II, dafs Reichtum ein sichtbares Zeichen von Revolutionsfeindlichkeit, ein Kennzeichen der Verworfenheit sei. Denn der Überflufs sei eine evidente Verletzung der Rechte des Volkes und könne nicht gebraucht, sondern nur mifsbraucht werden [4]).

1) Taine, Révolution, II, IV, 1.
2) Ibidem. II, IV. 1.
3) Ibidem. II. IV, 1.
4) Ibidem. II. IV. 1.

Die ungeheuren Ausschreitungen, zu welchen das den représentants en mission sowohl als den kommunalen Behörden verliehene Recht der aufserordentlichen Besteuerung der Reichen führte, veranlafsten den Konvent trotz allen Reichenhasses zu Gegenmafsregeln. Am 18. frimaire II (8. Dezember 1793) verbot er alle revolutionären Steuern, erlaubte aber schon am 19. seinen Abgesandten dieselben wieder. Durch Dekret des Wohlfahrtsausschusses vom 20. germinal II (9. April 1794) wurden sie auch diesen definitiv verboten. Die Bemühungen des Konventes, die illegitim erhobenen Steuern der Staatskasse zuzuführen, blieben erfolglos. Cambon schreibt in dem in Kap. II zitierten Bericht vom 3. germinal II (23. März 1794): „Es ist äufserst schwierig, Kenntnis zu erhalten von den überall im Lande ausgeschriebenen und erhobenen revolutionären Steuern. Wiederholt wurde schon den Distriktsdirektorien durch Dekrete des Konventes (16. frimaire und 15. ventôse II) zur Pflicht gemacht, alle erhobenen Steuergelder an sich zu ziehen und der Staatskasse abzuliefern, aber bis jetzt ist noch fast nichts eingegangen." Am 6. frimaire III (26. November 1794), also nach dem Sturze Robespierres, referiert Cambon an den Konvent: „Diebe und Räuber haben revolutionäre Steuern erhoben, um sich zu bereichern. Mit einer phrygischen Mütze, einem Schnurrbart und einer Jakobinerjacke sah man sie zahllose Vexationen begehen, und den Namen und das Kleid der Sansculotten dem Hasse preisgeben [1])."

8. Kapitel.

Kriegskontributionen, Requisitionen und Konfiskationen.

In Kapitel II wurde bereits hervorgehoben, dafs der weitaus gröfste Teil der unter der Schreckensherrschaft verausgabten Staatsgelder zu Kriegszwecken verwendet wurde. Es wäre jedoch irrig zu glauben, dafs die Hunderte von Millionen Liv. in Assignaten, welche monatlich zur Emission gelangten, auch nur entfernt ein Bild von den tatsächlichen Kriegsausgaben geben. Solange die Heere der Republik siegreich am Rheine blieben, gelang es, durch Erhebung von Kriegskontributionen einige Millionen aufzubringen [2]).

1) Moniteur, réimpr. XXII., 6. frim. III.

2) Der Konvent hatte am 19. November 1792 feierlich erklärt, die französische Nation werde allen Völkern, welche sich frei machen wollten, „Brüderlichkeit und Hülfsmittel" entgegenbringen. Dementsprechend erhob Dumou-

General Custine hatte der Stadt Frankfurt a. Main eine Kontribution von 1 500 000 Gulden auferlegt (nachdem dieselbe vorher bereits eine Million Gulden gezahlt hatte) mit der ausdrücklichen Bestimmung, dafs diese Summe nur von den Bürgern aufzubringen sei, deren Vermögen über 30 000 Gulden übersteige. Nach seiner Abreise legten jedoch die städtischen Behörden die Kontribution auf die ganze Bevölkerung um [1]). Freiburg i. Br. mufste 200 000 Gulden zahlen [2]); der Fürst von Nassau-Sechen, welcher mehreren Emigranten den Aufenthalt in Wiesbaden erlaubt, im übrigen aber keinen Krieg gegen Frankreich geführt hatte, wurde mit 250 000 Gulden belegt [3]). Übrigens wurden die Kriegskontributionen überall nach dem Grundsatz bemessen: „Friede den Hütten, Krieg den Klöstern und Schlössern". So hatte Custine von einem Benediktinerinnenkloster in der Rheinpfalz, dessen Jahreseinnahmen 22 500 Liv. nicht überstiegen, eine Kontribution von 400 000 Liv. verlangt, aber nur 60 000 Liv. flüssig machen können [4]). Im grofsen Ganzen blieben jedoch, so drückend die Kriegskontributionen auch für die Betroffenen waren, die auf diesem Wege aufgebrachten Beträge nur gering.

Ein anderer Weg der Mittelbeschaffung für Kriegszwecke war die Naturalrequisition, und zwar nicht nur in Feindesland, sondern besonders in Frankreich selbst. Wiederholt war im Laufe des Jahres 1793 zu diesem Mittel gegriffen worden. So hatte man Getreide, Fourage, Vieh, Wein, Häute, Zucker, Unschlitt, Leder, Branntwein usw. requiriert [5]). Die Niederlagen, welche die fran-

---

riez in Belgien, das er in den folgenden Wochen eroberte, keine Kriegskontributionen. Denn die Belgier empfingen die französischen Truppen als Befreier von der österreichischen Herrschaft mit offenen Armen. Am 15. Dezember 1792 setzte dann Cambon ein Dekret im Konvente durch, welches die in Belgien bestehenden Steuern und Feudallasten aufhob, die Güter der Krone, der Kirche und aller dem Kaiser Ergebenen verstaatlichte, sowie den Assignaten auch in Belgien Zwangskurs gab. Provisorische Verwaltungsbehörden, in denen die Sansculotten vertreten wären, sollten vom Volk gewählt werden. Diese Behörden dürften Steuern erheben, wofern dieselben den armen und arbeitenden Teil des Volkes nicht belasteten (Moniteur, réimpr., XIV, und Ch. Gomel, Hist. fin. de la Législat. et de la Conv., I, 294 ff.).

1) Ch. Gomel, Hist. fin. de la Législ. et de la Conv., I. 293.

2) Ibidem. 3) Ibidem. 4) Ibidem.

5) Taine, Révolution, II, IV, 6.

zösischen Heere allenthalben im Sommer 1793 erlitten: am Rhein und im Norddepartement gegen die Armeen der Koalition, in Perpignan gegen die Spanier, in der Vendée gegen die Aufständischen, veranlaſsten den Konvent und dessen Wohlfahrtsausschuſs zur äuſsersten Anspannung aller Kräfte zur Erhaltung und Verteidigung der Republik. „Requisition der Menschen und Dinge“ wird zum zündenden Schlagwort der folgenden Monate. Im August 1793 wurden Truppenaushebungen dekretiert, welche die Heere der Republik auf 1 200 000 Mann bringen sollten. Um die Ausrüstung für diese gewaltige Soldatenmasse zu beschaffen, wurden alle Waffenschmiede, Schlosser, Schneider, Schuster usw. an die Hauptorte der Distrikte berufen, wo sie ausschlieſslich für den Staat zu arbeiten gezwungen wurden und eine bestimmte Anzahl von Ausrüstungsstücken pro Dekade zu liefern hatten[1]. Bald folgten weitere Dekrete, welche die Requisition von Lebensmitteln, Pferden und Salpeter zur Pulverfabrikation verfügten[2].

Einen groſsen Anteil an dem Werk der nationalen Verteidigung hatten auch verschiedene Abgesandte des Konvents, denen es wiederholt in schwieriger Lage gelang, von allem entblöſste Truppenteile in den kürzesten Fristen durch energische Requisitionen vollständig kriegsmäſsig auszurüsten[3]. Wagen und Pferde wurden in den Straſsen angehalten und requiriert; Ställe, Küchen und Wohnungen ausgeräumt, um Vieh, Geräte, Betten, Kleider usw. für die Armeen zu beschaffen[4]. Aber auch der reichtumsfeindliche Gleichheitsgedanke wurde nicht selten maſsgebend für die Art und Weise, wie requiriert wurde. Übrigens blieb die „Requisition der Menschen“ nicht stehen bei der Aushebung von Truppen; vielfach schritten

1) Moniteur, réimpr., XVIII, 622, und XIX, 631.

2) Die Pferderequisition geschah in der Weise, daſs auf je 25 Pferde eines Distrikts ein Pferd requiriert wurde. Den Besitzern wurden dafür 900 Liv. in Assignaten bezahlt. — Salpeter verschaffte man sich, indem man eine Instruktion an die Hausbesitzer verteilte, wie sie aus dem Boden ihrer Keller leicht Salpeter gewinnen könnten. Das Volk amüsierte sich in den Städten, das „kostbare Salz“ aus dem Boden zu ziehen, und dem Kriegsdepartement gelang es, groſse Mengen davon auf diesem kostenlosen Wege zu erhalten. Ad. Thiers, loc. cit. III, cap. 9.

3) So besonders Jean Bon St. André in Brest. Siehe: Michelet, Hist. de la Révolution, 3. u. 4. Bd. passim.

4) Taine, Révolution, II, II, 6.

auch die jakobinischen Behörden zur zwangsweisen Ämterübertragung [1]).

Die nationale Begeisterung, welche die Notwendigkeit, die Republik zu verteidigen, allenthalben aufflammen liefs, trieb vielfach die Gemeinden dazu, dem Konvente die Gold- und Silbergeräte der Kirchen „als Opfer auf den Altar des Vaterlandes" nach Paris auszuliefern. Dies veranlafste den Konvent zu dem Dekret vom 23. brumaire II (13. November 1793) [2]), welches die Konfiskation alles verborgenen gemünzten wie ungemünzten Goldes und Silbers, und überhaupt aller verborgen gehaltenen Pretiosen verfügte. Denunzianten sollten eine Belohnung von $^1/_{20}$ des befundenen Wertes in Assignaten erhalten. Dies war allenthalben den Mitgliedern der revolutionären Ausschüsse eine willkommene Beute, und am 1. frimaire II (21. November 1793) berichtet CAMBON im Namen des Finanzausschusses an den Konvent [3]): „Ich mufs dem Konvent und dem ganzen Lande erklären, dafs die Assignaten al pari stehen mit dem gemünzten Gelde. Man balgte sich heute morgen an den Türen der Staatskasse, um Gelder einzahlen zu können in die Anleihe. Die Reichen, die noch vor wenigen Tagen nur äufserst lässig die erworbenen Nationalgüter zahlten, bringen uns ihr Gold in Haufen. Um es von den revolutionären Ausschüssen nicht konfisziert zu sehen, schätzen sie sich glücklich, damit die Steuern zu zahlen, welche sie der Republik schulden. Wir haben Gold genug, um unsern Verbündeten Darlehen zu geben, so viel sie wollen; schon sind 40 Mill. Liv. in Paris allein für die freiwillige Anleihe eingegangen, davon ein grofser Teil in Metallgeld. 60 Mill. Liv. in Gold und eine ungeheure Menge Silber sind in der Staatskasse [4]). Man setze ganz Europa zum Verkauf aus, und wir sind bereit es zu kaufen. Unsere Feinde werden bald ihre Hülfsquellen erschöpft sehen und gezwungen sein, die Waffen zu strecken; wir haben aber noch die unerschöpflichen Schätze der ehemaligen Kirchen und Klöster, und wir werden ausziehen, ganz Europa für die Freiheit zu erobern. Die Finanzen der Republik könnten blühender

1) TAINE, Révolution, II, II, 6.

2) Moniteur, réimpr., XVIII, 416.

3) Ibidem, XVIII, 486—487.

4) Bis zum 1. Januar 1794 waren 3—400 Mill. Liv. in Gold und Silber eingegangen (MALLET-DUPAN, Mémoires, II, 19).

nicht sein, und man könnte wahrlich sagen, dafs wir keine Rechnungen mehr zu führen brauchen. Die Pfandmasse der Assignaten ist so grofs, dafs wir sie nicht erschöpfen könnten. Ich werde deshalb keine Berechnungen mehr darüber anstellen. Und all diese Glorie verdanken wir den Assignaten und dem Dekret vom 8. April 1793, welches verbietet, Zahlungen der Republik in einem andern Geld als in Assignaten zu machen.“ Dieser feurige Bericht, der den Südländer verrät, ist eigentlich ein starkes Stück. Es liegt auf der Hand, dafs die Besitzer von Gold und Silber, welche nicht in der Lage waren, dasselbe sicher zu verbergen, es lieber noch gegen Assignaten umtauschten oder in die Anleihe einzahlten, als es konfisziert zu sehen. Ebenso natürlich ist, dafs die Staatskassen das gemünzte Gold und Silber al pari mit den Assignaten verrechneten; dafs aber daraufhin der erfahrenste Finanzmann der Schreckensherrschaft unter allgemeinem Beifall des Konventes sich solche Behauptungen, wie die eben zitierten, erlauben kann, ist wohl der sprechendste Beweis für die absolute Überlegungslosigkeit, welche den Paroxysmus nationalen und politischen Empfindens zu begleiten pflegt.

Auch die strengste Kritik der jakobinischen Republik wird die aufserordentlichen Steuern, Zwangsanleihen und Requisitionen, insoweit sie zur Abwendung der dringenden, nationalen Gefahr notwendig waren, nicht unbedingt verurteilen wollen. Was aber dabei exzessiv erscheinen mufs, ist, dafs dieselben Mafsnahmen, welche als Mittel zur Erhaltung der nationalen Existenz die idealste Rechtfertigung hatten, in ihrem Ausführungsmodus und auch in ihrer Ausdehnung einer barbarischen Sozialpolitik dienstbar gemacht wurden.

Anschliefsend an den eben erwähnten prahlerischen Bericht beantragt Cambon im Namen des Finanzausschusses die Einziehung aller im Laufe der Jahrhunderte als Lehen oder in Erb- oder Zeitpacht verliehenen Nationalgüter (die vor dem 1. Februar 1566 verliehenen Lehen nur dann, wenn ausdrücklich ein Heimfall- oder Rückkaufsrecht der Krone vorbehalten war). „So wollen wir“, fährt Cambon fort, „in den Besitz des Volkes zurückführen, was ihm ursprünglich gehörte, und was die Vorfahren der Aristokraten von den Königen durch Schmeichelei ergaunert haben.“ Der Wert der Güter, um deren sofortige Einziehung es sich hier handelt, ist

in den Schätzungen Cambon's (2. Kap.) wiederholt mit 100 Mill. Liv. angegeben.

Die Einziehung der in Erb- oder Zeitpacht gegebenen Krongüter zur Vermehrung der Pfandmasse der Assignaten findet eine teilweise Erklärung in dem Bestreben, ein Sinken des Kurswertes der Assignaten bei den absolut nötig gewordenen Kreierungen möglichst zu vermeiden; im übrigen ist diese Maſsnahme nicht so sehr auf das Konto des Konventes zu schreiben, denn diese Einziehungen waren von den vorhergehenden Versammlungen inauguriert worden, wie übrigens auch die Assignatenwirtschaft (s. 2. Kap.). Die Nationalversammlung hatte die Kirchen- und Krongüter verstaatlicht (2. Dezember 1789). Die Legislative konfiszierte die Güter der Emigranten (9. Februar und 27. Juli 1792; vom Konvent am 28. März 1793 wiederholt), den Besitz der Kirchenfabriken (19. August 1792; nach deren Verkauf sollte eine vierprozentige Rente vom Erlös an die Fabriken gezahlt werden), die Güter des Malteserritterordens (19. September 1792) usw. Der Konvent bemächtigte sich auſser der obenbesagten Güter des Besitzes der Guillotinierten und Deportierten, sowie der Verdächtigen (8. ventôse II). Weiter beschloſs er die Verstaatlichung der Güter der Spitäler, Wohltätigkeitsanstalten, Stiftungen, Erziehungsanstalten, literarischen und wissenschaftlichen Gesellschaften [1]). In Anbetracht all dieser Konfiskationen stand man nicht an, die Assignatenfabrik flott weiter arbeiten zu lassen. Am 13. frimaire II (7. Dezember 1793) wurde sie zur Herstellung von neuen 500 Mill. Liv. ermächtigt, diesmal „um die auſser Kurs gesetzten zu ersetzen".

Die Einzahlungsfrist der freiwilligen Anleihe war eben abgelaufen (1. Dezember — 11. frimaire), und diese sollte ja die Umlaufsmenge der Assignaten verringern oder doch wenigstens neue Kreierungen unnötig machen (Réal — 22. Juni). Ein beredteres Zeugnis von dem blühenden Stande der Finanzen der Republik, welchen Cambon so hochtrabend verkündet hatte, konnte man nicht geben.

---

1) Taine, Révolution, II, II, 6; Ch. Gomel, Hist. fin. de la Législat. et de la Conv., I, chap. 4 et 5. Diese Maſsregeln wurden jedoch nur in geringem Maſse verwirklicht.

9. Kapitel.

Die progressive Einkommensteuer vom Jahre 1794.

Wir haben im vorhergehenden gesehen, dafs im Frühjahr 1793, als man sich noch mit dem Gedanken einer Reform des staatlichen Steuerwesens unter Zugrundelegung einer progressiven allgemeinen Einkommensteuer trug, mehrfach im Zusammenhang damit von einer zu erhebenden Kriegssteuer geredet wurde. Die am 9. März im Prinzip beschlossene, als einmalige Kriegssteuer zu erhebende progressive Einkommensteuer war nicht zur Durchführung gelangt. Im Jahre 1794 wurde jedoch dieser Gedanke wieder aufgegriffen und diesmal zur Verwirklichung gebracht. Die gewaltigen Rüstungen, welche seit August 1793 gemacht worden waren, um den Angriff der koalierten Mächte gegen Frankreich abzuschlagen, hatten, wie schon hervorgehoben, eine ausgiebige Benützung der regelmäfsigen Finanzquelle der Revolution, der Assignatenfabrikation, nötig gemacht. Nichtsdestoweniger hatte sich seit Juli 1793 die Tendenz erhalten, die Emissionen von Papiergeld möglichst zu vermeiden. Daher der Appell an die Steuerkraft der „Reichen". Ein Dekret vom 17. prairial II (5. Juni 1794), das, soweit ersichtlich, ohne Debatte angenommen wurde, bestimmt folgendes[1]:

Eine einmalige, aufserordentliche Kriegssteuer für 1794 wird auf Grund der für die Zwangsanleihe hergestellten Rollen erhoben werden. Sie trifft die Einkommen mit je 1/10 der für die Zwangsanleihe aufgestellten progressiven Sätze; die freigelassenen Existenzminima bleiben dieselben. Es war also vom ersten das Existenzminimum übersteigende Tausend 1 %, vom zweiten 2 %, vom dritten 3 % usw., vom neunten 9 % und von allen darüber hinausgehenden Einkommensteilen 10 % zu entrichten.

Diese Progression ist gewifs eine stark ansteigende, aber es ist zu beachten, dafs es sich dabei um eine einmalige Kriegssteuer handelt, und aufserdem ist sie viel eher zu rechtfertigen, als die Zwangsanleihe mit ihren zehnfachen Sätzen und der vollständigen Beschlagnahmung aller das neunte Tausend über das Existenzminimum hinaus übersteigenden Einkommensteile.

War ein zur Zwangsanleihe herangezogener Bürger gestorben,

1) Moniteur, réimpr., XX, 658.

so hatten dessen Erben solidarisch die auf den Verstorbenen entfallende Kriegssteuer zu entrichten.

Die Gemeindebehörden hatten binnen einer Dekade vom Empfange des Dekrets an auf Grund der Zwangsanleiherollen solche aufzustellen für die Kriegssteuer. Diese Rollen waren dann von den Distriksdirektorien zu kontrollieren und von diesen den Steuereinnehmern zur Vollstreckung zu übergeben.

Die Steuer war wie die Zwangsanleihe in drei Monatsraten zahlbar.

Von den Motiven, welche im Vorjahr für eine progressive Einkommensteuer und für die Zwangsanleihe geltend gemacht worden waren, geht diesmal keine Rede; der einzige angeführte Grund ist der Kriegsbedarf. Von einer Benützung der Rollen der Zwangsanleihe erwartete man wohl am ehesten eine möglichst rasche und ergiebige Geldbeschaffung. Allerdings mufste man sich schon im folgenden Monat (messidor II) wieder zu einer Kreierung von 1 Milliarde Assignaten verstehen. Was die Kriegssteuer eingebracht, ist nicht festzustellen.

X. Kapitel.

Weitere Versuche zur Reform des bestehenden Steuersystems.

Der Plan, eine Reform des staatlichen Steuerwesens vorzunehmen, war durch die Zwangsanleihen von seinem ursprünglichen Ziel abgelenkt worden. Nach Ablehnung des Grundsatzes der progressiven Steuer als solcher in der Verfassungsdebatte vom 17. Juni 1793, war vor der Hand von einer Reform des Steuersystems nicht mehr die Rede.

Eine solche wurde jedoch von neuem vom Finanzausschufs im floréal II (April—Mai 1794) angeregt. Zu einer tatsächlichen Neuordnung der Dinge kam es indes nicht: am 14. prairial II (2. Juni 1794) machten nämlich Tallien und Bourdon den Standpunkt geltend, dafs eine Steuerreform mitten in Kriegszeiten die Revolution schwer schädigen müsse, da notwendig bedeutende Ausfälle mit einer Übergangsperiode, wie es das Beispiel von 1790 zeige, verbunden seien. Der Konvent trat diesem Standpunkt bei und vertagte die Reform bis nach Friedensschlufs.

Das einzige, was geschah, war die Nichterneuerung der Mobiliar-

steuer für 1794. Als Gründe dafür werden von Finanzausschufs angegeben[1]: die komplizierte Zusammensetzung der Mobiliarsteuer und die dadurch veranlafsten Unrichtigkeiten und Ungerechtigkeiten in der Veranlagung; die Vexationen der ärmeren Bürger und der Staatsbeamten, zu denen die Mobiliarsteuer geführt hätte; die zahllosen Reklamationen, welche sie heraufbeschworen, und die demnächstige Reform (welche aber unterblieb) der Registrierungsgebühren, durch welche das „Mobiliarvermögen" genügend besteuert werde.

Vernier hatte am 26. März des Vorjahres besser gesagt[2]: „der Wohnungsaufwand als Mafsstab der Veranlagung der Mobiliarsteuer ist absolut ungenügend und unzutreffend; die Verteilung der Repartitionssummen unter die Départements und Distrikte nach Mafsgabe der Steuerleistungen derselben unter dem ancien régime ist vollständig veraltet und der heutigen Vermögens- und Einkommensverteilung nicht entsprechend". Dann führt er auch die Schwierigkeit an, bei der Kompliziertheit der Rollenanfertigung Irrtümer zu vermeiden. Endlich konnte man ja leichten Herzens auf eine unpopuläre Steuer verzichten, weil das monatliche Defizit, wie wir gesehen haben, durch Assignatenüberweisungen aus dem Depot in beliebiger Menge gedeckt werden konnte.

Das vom Finanzausschufs vorgelegte Reformprojekt[3]) greift zunächst die physiokratische Auffassung der Grundsteuer als der alleinigen veranlagten Steuer wieder auf. Dieselbe soll jedoch in zwei in getrennten Rollen zu veranlagende Teile geteilt werden: Der erste ist eine Steuer vom nicht überbauten Grund und Boden, der zweite eine Gebäudegrundsteuer.

Diese Teilung wird wie folgt begründet: „Grundstücke haben überall einen sichern und fast gleichbleibenden Wert; höchstens kann deren Ertrag, nie der Grund und Boden selbst, durch Feuer, Überschwemmungen usw. vernichtet werden. Der Wert von Baulichkeiten ist dagegen ein sehr veränderlicher; wenn sie durch Naturereignisse zerstört werden, verschwindet damit Kapital und

1) Moniteur, réimpr., XX, 460.

2) Ibidem, XV, 804.

3) Ramel, Rapport au nom du comité des finances sur les contributions directes, 21 floréal II (10. Mai 1794), in: Moniteur, réimpr., XX, 460—464. — Projet de décret présenté par Ramel au nom du comité des finances, in: Moniteur, réimpr., XX, 468—469.

Ertrag. Diese Wertverschiedenheiten aber bedingen eine verschiedene Art der Besteuerung."

„Die Steuer vom nicht überbauten Grund und Boden soll eine reine Quotitätssteuer sein, welche nicht mehr vom Reinertrag, sondern vom Kapitalwert des Grund und Bodens erhoben wird. Diese Vermögenssteuer wird, je nach den Bedürfnissen des Staates, 1/2 bis 1% betragen."

„Unter der Annahme, dafs ein Grundstück, welches 5 Liv. Reinertrag abwirft, überall mit 100 Liv. Kapitalwert eingeschätzt werde, wäre es an sich gleich, ob man 1/5 vom Reinertrag oder 1% vom Kapitalwert als Steuer erhebt. Aber sowohl die Schwierigkeit der Ermittlung des Reinertrags als der Umstand, dafs man die Lokalkommissionen bei der Anfertigung der Rollen sich selbst überliefs, haben zu den denkbar unrichtigsten und ungerechtesten Schätzungen geführt, sodafs die bisherigen Grundsteuerrollen ein ganz unzutreffendes Bild von der Einkommensverteilung aus Grundbesitz in Frankreich geben. Dagegen findet man allenthalben mit Leichtigkeit Leute, welche den Kapitalwert von zu vererbenden oder zu verkaufenden Grundstücken sehr genau zu schätzen wissen. Aufserdem wird die Schätzung des Kapitalwerts aller Grundstücke feststehende Wertangaben als Grundlage für die Bemessung der Registrierungsgebühren bei Eigentumsübertragungen verschaffen."

Bei dieser Argumentation geht der Finanzausschufs von der nicht zutreffenden Prämisse aus, dafs der Kapitalwert des Grundes und Bodens eine stete, wenig veränderliche Gröfse sei. Zum Zweck der leichtern und richtigern Veranlagung sollte die Grundsteuer von diesem konstanten Vermögenswert erhoben werden; in Wirklichkeit blieb sie aber eine Ertragsteuer, denn ihre Quelle war ja doch der Reinertrag des Grund und Bodens. — Sehr lehrreich in obigen Ausführungen des Finanzausschusses ist die treffende Charakterisierung der Mängel der von der Nationalversammlung geschaffenen Grundsteuer.

Die neue Grundsteuer sollte weiter nicht mehr erhoben werden auf Grund von Schätzungen nach äufsern Merkmalen, sondern von Zwangsdeklarationen der Besitzer.

Der Gedanke der Zwangsfassion war, wie wir oben gesehen haben, in den eisernen Bestand der revolutionären Ideen übergegangen. Es entsprach vollkommen den reichtumsfeindlichen Gleich-

heitsideen, wonach nur der Reiche etwas vor dem Staate zu verbergen haben könne, gerade darum eine Deklaration von ihm zu erzwingen. „Der kleine Besitzer fürchtet die Deklarationspflicht nicht“. Da man voraussetzte, dafs jeder Grundbesitzer den Kapitalwert eines Grundstücks abzuschätzen wisse, befürchtete man die Unrichtigkeiten der frühern Reinertragsschätzung nicht mehr. Die Fassionen sollten dann auch durch Lokalkommissionen kontrolliert werden; diese erste Kontrolle sollte weiter überwacht werden durch je drei von den Distriktsdirektorien zu wählende Distriktszensoren, von denen je zwei in einem andern Distrikt, als dem, den sie kontrollieren sollten, gewählt seien. Die Lokalkommissionen, wie die Zensoren, waren berechtigt, die Fassionen nach Anhörung der betreffenden Steuerpflichtigen zu rektifizieren. Wurde von den Lokalkommissionen eine Fassion zu niedrig befunden, so war eine Strafe von $^1/_{10}$ der verfügten Erhöhung zu entrichten; alle von den Zensoren verfügten Erhöhungen zogen eine Strafe vom dreifachen Betrag der verfügten Erhöhung nach sich; verfügten die Zensoren eine Erhöhung oder eine Verringerung, welche über $^1/_4$ von den von den Lokalkommissionen angenommenen Wertschätzungen abwich, so konnten die Lokalkommissionen solidarisch zu einer Geldstrafe von $^1/_5$ des Unterschiedes verurteilt werden. Reklamationen waren bei der Gemeindebehörde anzubringen und wurden von den Zensoren beschieden.

Dem Gesetz von 1790 gegenüber bedeuten diese Kontrollbestimmungen einen kleinen Fortschritt; doch entspricht diese, auf die Distriktsbehörden beschränkte Veranlagung und Kontrolle nicht den radikal-unitären Bestrebungen, welche die demokratische Republik sonst an den Tag legte.

Dagegen liegen diese unitären, antiföderalistischen Tendenzen dem Verbote zu grunde, gemäfs welchem die Departements in Zukunft keine Zuschlagssteuer mehr erheben dürften:

„Denn diese bringen die gröfste Ungleichheit in der von den Bürgern verschiedener Départements zu tragenden Steuerlast hervor. Die Departementalverwaltungen selbst aber haben teils Gelder zu Ausgaben verschwendet, welche dem Interesse des Volkes entgegenstehen, teils haben sie selbst die nötigsten Ausgaben unterlassen, sodafs die Strafsen und öffentlichen Gebäude sich vielfach in verwahrlostem Zustand befinden. Das Recht, Steuern zu erheben, ist

aber ein so heiliges Volksrecht, dafs das Volk selbst, wenn möglich nicht einmal durch seine Vertreter, dasselbe ausüben soll. Erst recht aber geht es nicht an, dafs die Volksvertretung Verwaltungsbehörden für dasselbe delegiere.“ Dieser Standpunkt entspricht den in der Verfassung von 1793 ausgesprochenen, oben mitgeteilten Grundsätzen [1]).

Die beabsichtigte Gestaltung der Gebäudegrundsteuer wird in der Vorlage vom 21. floréal nur kurz und unvollständig skizziert. Sie soll im Gegensatz zur eigentlichen Grundsteuer Repartitionssteuer bleiben. Als Repartitionsgrundlage soll die Bevölkerungszahl genommen werden. Dieser Gedanke war im Konvent, wie wir gesehen haben, schon am 26. März 1793 aufgetaucht; VERNIER führte in der Motivierung des oben zitierten Gesetzentwurfes vom 26. März 1793, die Reform der Mobiliarsteuer betreffend [2]), unter anderm folgendes aus:

„Die einzige rationelle Basis zur Veranlagung einer Mobiliarsteuer ist die Bevölkerungsgröfse. Denn diese ist der unanfechtbarste und sicherste Ausdruck des in einer Gegend vorhandenen Reichtums. Städte und Dörfer nehmen nur zu nach Mafsgabe der Existenzmittel, welche sie bieten.“

Die Repartition nach der Bevölkerungszahl hatte hier noch den Nebenzweck, die äufserst wünschenswerte Vornahme einer Volkszählung zu erreichen.

Den Gemeinden sollte die Veranlagung der Gebäudegrundsteuer überlassen bleiben; sie dürften dieselbe jedoch nicht als Kopfsteuer, sondern unter möglichster Heranziehung der reichen Gemeindebürger veranlagen.

Endlich sollten die Gemeinden ermächtigt sein, Zuschläge zur Gebäudegrundsteuer zu erheben zur Deckung ihrer lokalen Bedürfnisse.

Neu in dieser Vorlage waren: die Zweiteilung der Grundsteuer, die Fassionspflicht, der Kapitalwert des Grundbesitzes als Steuerobjekt und das reine Quotitätsprinzip bei der eigentlichen Grundsteuer.

Die Teilung der Grundsteuer in eine Steuer des nicht überbauten Grund und Bodens und eine Gebäudegrundsteuer brachte Ramel als Finanzminister im Jahre 1797 wieder in Vorschlag. Die Tren-

1) Siehe Note 1) zu Seite 503.

2) Moniteur, réimpr., XV, 803—805.

nung wurde jedoch erst durch Gesetz vom 15. September 1807 eingeführt, 1821 wieder beseitigt, als „die fortwährenden Kontingentsermäfsigungen so erhebliche waren, dafs eine Vereinigung beider Arten des Grundbesitzes in einer einzigen Steuerrolle empfehlenswert erschien (Gesetz vom 10. Oktober 1821)". Erst durch die Gesetze vom 9. August 1879, 8. August 1885 und 8. August 1890 wurde die Verselbständigung der Gebäudegrundsteuer wieder verwirklicht.

Durch letzteres Gesetz wurde denn auch die Gebäudegrundsteuer in eine Quotitätssteuer umgewandelt, während die Grundsteuer des nicht überbauten Bodens Repartitionssteuer blieb. Also gerade das Umgekehrte von dem, was der Finanzausschufs des Konventes 1794 beantragte. Das Konsulat versuchte im Jahre 1801 eine Revision der Grundsteuerrollen, welche sich auf Selbstangaben und Selbsteinschätzung eines jeden Grundeigentümers stützen sollte, dieselbe ergab aber keine brauchbaren Resultate. Man griff daher auf die amtliche Schätzung zurück, und die Fassionspflicht verschwand seither aus der französischen Steuergesetzgebung. Der der Vermögenssteuer entlehnte Gedanke, den Kapitalwert des Grundes und Bodens als Steuerobjekt zu nehmen, kam in der Gesetzgebung nie zur Verwirklichung [1]).

Der Plan, eine Reform des Staatssteuerwesens vorzunehmen scheint die öffentliche Meinung, welche im übrigen in der damals grausamsten Epoche der Schreckensherrschaft fast vollständig unterdrückt war, etwas beschäftigt zu haben. Am 7. prairial II (26. Mai 1794) veröffentlichte ein gewisser Bucher im Moniteur einen Steuerreformplan folgenden Inhalts [2]):

Die Veranlagung und Erhebung der direkten Steuern sind den lokalen Behörden zu entziehen und der Regie der Registrierungsgebühren zu übertragen. Die Erhebungsbeamten des enregistrement haben die Deklarationen der Eigentümer aller Gemeinden ihres Bezirks entgegenzunehmen.

Alle Eigentümer haben innerhalb eines Monats eine solche Fassion abzugeben bez. der Gattung (Grund- event. Mobiliarbesitz) und des Kapitalwertes ihres gesamten Besitzes.

---

1) M. v. Heckel, Die Reform der Gebäudegrundsteuer in Frankreich: in Finanzarchiv 1891, I.

2) Moniteur (Urtext), Jahr II, — 7. prairial — S. 1003—1004.

Alles Eigentum, welches nicht innerhalb eines Monats deklariert wurde, ist der Nation verfallen.

Jeder Eigentümer zahlt in monatlichen Zwölfteln 0,50 % vom Kapitalwert seines Besitzes an direkter Steuer.

Das Register, in welches die Fassionen eingetragen wurden, ist 1 Monat lang allen Bürgern zur Einsicht offenzuhalten. Die Fassionen einer jeden Gemeinde sind in derselben durch öffentlichen Anschlag bekanntzugeben.

Die Kontrolleure des enregistrement haben das Recht, die Fassionen nach ihrem Ermessen zu rektifizieren; dem Eigentümer steht binnen 10 Tagen Protestrecht dagegen zu.

Macht er davon Gebrauch, so hat der Vertreter der Zentralverwaltung in dem betreffenden Distrikt 3 Schiedsrichter zu ernennen, welche den zu besteuernden Kapitalwert in letzter Instanz abschätzen.

Der Eigentümer, dessen Fassion durch die Schiedsrichter erhöht wurde, hat 2 % Steuer vom Mehrbetrag zu zahlen.

Bucher erklärt im weitern, dafs er diesen Plan einer Vermögenssteuer der Gesetzgebung der nordamerikanischen Staaten entlehnt habe. Sehr beachtenswert ist der Gedanke, die Veranlagung und Erhebung der direkten Steuern den lokalen Behörden zu entziehen und sie dem allein noch bestehenden zentralisierten Zweig der Steuerverwaltung: der Regie des enregistrement, zu übertragen. Andererseits wird das Projekt, das allerdings den Stempel einer äufserst radikalen Zeit trägt, dem Gedanken einer alleinigen Staatssteuer in umfassenderm Mafse gerecht als der Grundsteuerreformplan Ramels; bevor es jedoch hätte zur Berücksichtigung gelangen können, wurde die Reform überhaupt vertagt.

11. Kapitel.

Zusammenfassender Rückblick.

Die jakobinische Republik der Schreckenszeit steht im Zeichen der Gleichheit: sie wird gekennzeichnet durch Nivellierungstendenzen auf allen Gebieten des gesellschaftlichen Lebens. Den Mafsstab zur Nivellierung gibt der Sansculotte. Er hafst den reichen Bourgeois: einmal, weil er ihn in der Zensusmonarchie, welche die Bourgeoisie sich eingerichtet hatte, um die Früchte der Revolution betrogen; dann aber auch, weil der Bourgeois zwar die Unterstützung der untern Volksklassen gern angenommen hatte, um zur

Herrschaft zu gelangen; als aber seit der Erstürmung der Tuilerien der Sansculotte ans Ruder gekommen, versagte der Bourgeois dem weitern Gelingen der Revolution seine Unterstützung und zog sich von ihr zurück. Deshalb verlangt der Sansculotte zunächst, daſs der „reiche, selbstische“ Bourgeois durch auſserordentliche Steuern gestraft werde. Und da das Brot in den Städten immer teurer wurde, bot sich eine erste Gelegenheit, den Bourgeois Steuern zahlen zu lassen, damit der Sansculotte billigeres Brot bekomme. Daher ein erster Versuch einer progressiven Steuer in den Kommunalfinanzen der gröſseren Städte. Sie bleibt eine Zuschlagssteuer, denn die Gemeinden kannten ja keine anderen als solche. Unterdessen machte aber der Gleichheitsgedanke Fortschritte: die Demagogen sprechen von Gleichheit der Vermögen und von einem gesetzlich festzusetzenden Einkommensmaximum. In parlamentarischen Kreisen findet man Freude daran, immer stärker ansteigende Progressionsskalen für die gemeindlichen Zuschlagssteuern festzusetzen. Der Gedanke der progressiven Steuer wird erörtert, man denkt darüber nach; er wird immer sympathischer aufgenommen, und bald wird unter allgemeiner Begeisterung die progressive Einkommensteuer als Prinzip und Grundlage eines neuzuschaffenden, staatlichen Steuersystems proklamiert, nachdem schon vorher eine progressive einmalige Kriegssteuer im Prinzip votiert worden war. Die Freilassung eines Existenzminimums, welche von Anfang an geschehen war, erscheint jetzt so wichtig, daſs man sie in die Verfassung einschreibt. Und da man weiſs, daſs die Wohnungssteuerrollen, welche bisher als Veranlagungsgrundlage der progressiven Steuern in den städtischen Kommunen gedient hatten, sehr zu wünschen übrig lassen, will man dieselben revidieren, und es taucht sogar schon der Vorschlag auf, diese Revision auf Grund von Zwangsfassionen vorzunehmen.

Unterdessen kommen schlimme Nachrichten von allen Kriegsschauplätzen. Diesen Moment der Gefahr benützte das Héraultdépartement, um dem ganzen Lande das Beispiel energischster Landesverteidigung zu geben: es erhob 5000 Mann Truppen und 5 Mill. Liv. als Zwangsanleihe in der populären Form der progressiven Einkommensteuer. Was sonst als verabscheuenswerter Föderalismus gegolten hätte, ist unter den obwaltenden Umständen zur nachahmenswerten Heldentat geworden. Die Zwangsanleihe ist

fortan das Losungswort der Jakobiner zur Bestrafung der Reichen. Mit ihrem Eintritt in den Rahmen der Zwangsanleihe hat die progressive Einkommensteuer dieser die Popularität zugeführt, deren Gegenstand sie bis dahin gewesen. Als darum das Prinzip der progressiven Steuer in die Verfassung von 1793 Aufnahme finden sollte, genügte es, dafs Robespierre die Freilassung eines Existenzminimums als Beleidigung der Sansculotten bezeichnete, um die progressive Steuer als solche der Verachtung preiszugeben.

Die Pariser Kommune ahmte zuerst das Beispiel des Héraultdépartements nach: sie will die Ehre für sich allein haben, Frankreich vom innern Feind befreit zu haben. Sie hebt 12000 Mann aus; ihre Zwangsanleihe soll 12 Mill. Liv. aufbringen. In dieser Zwangsanleihe findet nunmehr auch die Forderung des gesetzlich festzusetzenden Einkommensmaximum Verwirklichung. Über die Mangelhaftigkeit der Wohnungssteuerrollen als Veranlagungsbasis der Zwangsanleihe setzt die Kommune sich in der radikalsten Weise hinweg: die revolutionären Ausschüsse der Pariser Sektionen sollten, wenn ihnen die Angaben der Wohnungssteuerrollen nicht zu stimmen schienen, einfach Einkommenseinschätzungen „der Reichen“ ad hoc, ohne Rekursrecht dagegen, vornehmen.

Der Nationalkonvent beschliefst mit eben solcher Begeisterung wie vor zwei Monaten die Einführung einer progressiven Einkommensteuer, die Erhebung einer Zwangsanleihe von 1 Milliarde, deren Veranlagungsmodus der einer progressiven Einkommensteuer sein soll. Ihm ist es nicht zugleich um die Deckung eines dringenden Kriegsbedarfs dabei zu tun, wie dem Héraultdépartement und der Pariser Kommune, denn er hat ja die Assignatenfabrik zu seiner Verfügung. Vielmehr ist ihm noch Hauptzweck die Bestrafung der „Reichen“. Aber daneben denkt er auch schon auf diesem Wege der Zwangsanleihe eine Verringerung des Assignatenumlaufs, der eine bedenkliche Höhe erreicht hatte, zu bewirken. Aber noch eine andere bedeutsame Neuerung proklamiert der Konvent: die Fassionspflicht zur Ermittelung der Einkommen, auf welche die Zwangsanleihe veranlagt werden soll. Der Getreidemangel bei den Heeren und in den Städten hatte den Konvent veranlafst, eine sofortige Deklaration alles noch vorhandenen Getreides von den Getreidehändlern und Landwirten zu verlangen. Die Mafsregel hatte Erfolg gehabt und die „Aufkäufer“ entlarvt;

das war eine gute Einführung für die Fassionspflicht, für die man übrigens leicht eine revolutionäre Formel fand: der Reiche fürchte sie, und gerade darum sei sie geeignet als Strafe für ihn; der Sansculotte aber habe vor dem Vaterland nichts zu verbergen. Die Fassionspflicht blieb dem jakobinischen Gedankenschatz erworben.

Als der Assignatenkurs dann im Juli 1793 auf 23 % herabsank, und die Preise der Lebensmittel entsprechend hoch stiegen, mufste die erste Sorge des Konventes sein, eine Verringerung der im Umlauf befindlichen Assignatenmenge herbeizuführen. In den Dienst dieses Bestrebens stellte er dann auch die Zwangsanleihe und verband damit eine freiwillige vorausgehende Anleihe, um den Wiedereingang der Assignaten möglichst zu beschleunigen.

Die nunmehr tatsächlich durchgeführte Zwangsanleihe verwirklichte alle revolutionären Postulate; sie belastete nur fundiertes Einkommen, und zwar mehr oder weniger, je nach der mehr oder weniger kapitalistischen Quelle des Einkommens; im weitern verwirklichte sie: die Fassionspflicht zur Ermittelung der Einkommen; die Freilassung eines Existenzminimums; eine stark und rapid ansteigende Progressionsskala; endlich die Festsetzung eines Einkommensmaximums, über das hinaus alles Einkommen in die Zwangsanleihe fliefsen sollte. Eine Rückzahlung der unverzinslichen Zwangsanleihe war nur in Nationalgütern, und zwar erst zwei Jahre nach Friedensschlufs, in Aussicht gestellt.

Die Entwicklung der progressiven Einkommensteuer, zunächst als selbständige wirkliche Steuer, dann im Rahmen und als Veranlagungsform der Zwangsanleihe, ist ein ureigenes Produkt der jakobinischen Republik: obwohl dasselbe dem Gebiete der Finanzpolitik angehört, sind dessen Triebfedern in erster Linie politische: die Bestrafung der „Reichen" für ihren Reichtum, der der Gleichheit entgegensteht, und für ihr Fernbleiben von der Revolution. Die einzigen finanziellen Mafsnahmen der Schreckensherrschaft, in welchen das fiskalische Interesse rein zum Ausdruck kommt, sind die Assignatenkreierungen. Seit der Nationalversammlung hatte man sich daran gewöhnt, eine unversiegliche Einnahmequelle in der Assignatenfabrikation zu haben. Davon machte der Konvent ausgiebigen Gebrauch, wenn auch nicht zu leugnen ist, dafs das aufserordentliche Kriegsbedürfnis eine Entschuldigung für diese aufserordentliche Bedarfsdeckung abgab, welche die vorhergehenden

Versammlungen nicht gehabt hatten. Dagegen kommt gerade in den Assignatenkreierungen am deutlichsten jene revolutionäre Politik zum Ausdruck, welche skrupellos die Zukunft, durch Antizipation aller Mittel zu Gunsten der Gegenwart, belastet.

Allerdings ist anzuerkennen, dafs der Konvent seit Juli 1793 ernstliche Bestrebungen zur Verringerung der Assignatenmenge machte, wenn auch die dazu angewandten Mittel, wie die Aufserkurssetzung der vorrepublikanischen Assignaten, nicht immer einwandfrei waren. Als die umfassenden Kriegsrüstungen von August 1793 an die Beschaffung immer gröfserer Mittel nötig machten, versuchte man durch Requisitionen und Konfiskationen erneute Assignatenkreierungen zu ersetzen. Denselben Zweck verfolgte auch die progressive Einkommensteuer, welche als einmalige Kriegssteuer auf Grund der Rollen der Zwangsanleihe im Jahre 1794 verwirklicht wurde. Trotzdem gingen die Assignatenkreierungen bald wieder in die Milliarden.

Während es dem Konvent gelang, auf verschiedenen Gebieten des öffentlichen Lebens grundsätzliche Neuerungen erfolgreich durchzuführen, blieb es auf dem der Finanzpolitik bei dem allerdings ernstlichen Bestreben, eine geordnete Finanzwirtschaft auf dauernden Grundlagen zu konsolidieren.

Der aufgestellte Grundsatz einer progressiven allgemeinen Einkommensteuer mit Freilassung eines Existenzminimums und Fassionspflicht beruhte im weitern auf demokratischen Ideen, welche zwar ein republikanisches Staatswesen hervorbringen, die nötigen wirtschaftlichen Grundlagen zu ihren Folgerungen aber nicht aus sich in die Welt setzen konnten. Wenn aber diese Folgerungen einen so schroffen besitzfeindlichen Grad erreichten, wie wir in dieser Arbeit gesehen, so dürfen wir nicht vergessen, dafs wir es mit einem heifsblütigen Volk in vollster Revolution zu tun haben; in solcher Zeit haben alle Theorien wie praktischen Mafsnahmen etwas Übertriebenes und Gewaltsames an sich.

Quellen- und Literaturnachweis.

I. 1. Rapports au nom du comité des Finances, von: CAMBON, RAMEL, RÉAL usw. — Die meisten derselben wurden einzeln gedruckt; aufserdem veröffentlicht im: Moniteur universel. Davon ein Neudruck: Paris 1863—1870.

2. Die parlamentarischen Verhandlungen, in: Procès-verbal de la Convention nationale. 74 Bde. Paris 1792—1795. — Moniteur universel, sowie dessen Neudruck. — Bucher et Roux, Histoire parlementaire de la révolution française. 40 Bde. Paris 1833—1838. — Archives parlementaires de 1784 à 1860 (bisher erschien die Periode des Nationalkonventes nicht).
3. Die Texte der Gesetze und Dekrete, in den obigen Quellen, sowie in einer ganzen Reihe von Spezialsammlungen.
4. Registres des délibérations du Conseil général de la Commune de Paris. — Recueil des actes du Comité du salut public, wird gegenwärtig herausgegeben von Prof. A. Aulard in Paris.
5. Zeitgenössische Zeitungen: Gazette nationale ou Moniteur universel. — Révolutions de Paris. — Chronique de Paris. — Père Duchesne. Alle in Paris.
6. Vernier, Impôt sur le luxe et les richesses. Paris 1793. — Varlet. Déclaration solennelle des droits de l'homme dans l'état social. 1793.

II. A. Aulard, Histoire politique de la révolution française. Paris 1901.
A. Thiers, Histoire de la révolution française. 10 Bde.
Michelet, Histoire de France: Révolution. 4 Bde.
Taine, Les origines de la France contemporaine: II. la Révolution.
v. Sybel, Geschichte des Revolutionszeitalters.
Mallet-Dupan, Mémoires.
Ch. Gomel, Les causes financières de la Révolution française. 2 Bde. Paris 1892—1893.
Ch. Gomel, Histoire financière de l'Assemblée constituante. 2 Bde. Paris 1896—1897.
Ch. Gomel, Histoire financière de la Législative et de la Convention. 1. Bd. Paris 1902.
Ch. Gomel, L'impôt progressif et l'impôt arbitraire en 1793. Paris 1902 (Separatabruck aus dem Journal des Economistes. 15. April bis 15. Mai 1902).
R. Stourm, Les finances de l'ancien régime et de la révolution. 2 Bde. Paris 1885.
Léon Say, Dictionnaire des Finances. 2 Bde. Paris 1889—1894.
Clamagéran, Histoire de l'impôt en France. 3 Bde. 1867, 1868 und 1876.
R. Stourm, Bibliographie des finances de la France au dix-huitième siècle. Paris 1895.
M. Marion, L'impôt sur le revenu au dix-huitième siècle, principalement en Guyenne. Toulouse 1901.
Max v. Heckel, Die Reform der Gebäudegrundsteuer in Frankreich, in: Finanzarchiv, Jahrgang 1891. I. Bd.
Ad. Wagner, Lehr- und Handbuch der politischen Ökonomie. IV. Band. Finanzwissenschaft, 3. Teil. Leipzig 1889.
Handwörterbuch der Staatswissenschaften. 2. Aufl. Jena 1898—1901

Miszellen.

Examen de la théorie de M. F. Léo sur la capitatio plebeia.

Par

Fabien Thibault.

En tête de son livre intitulé « die capitatio plebeia und die capitatio humana im römisch-byzantinischen Steuerrecht »[1]), M. Leo résume comme suit la solution à laquelle doit aboutir son étude: 1° c'est par erreur que l'on considère généralement les expressions capitatio plebeia et capitatio humana comme désignant le même impôt. 2° La capitatio plebeia est un tributum capitis (Kopfsteuer). 3° La capitatio humana est un impôt sur le capital payé par les propriétaires fonciers.

En ne précisant pas davantage, nous sommes sur le troisième point d'accord avec M. Leo, d'accord aussi avec Heraldus[2]), que nous sommes surpris de ne pas voir cité, entre Cujas et Jacques Godefroy, par le savant privatdozent de Königsberg. Mais nous avons admis avec tous nos devanciers que capitatio plebeia et capitatio humana sont synonymes, d'où notre conclusion que capitatio, avec ou sans qualificatif, et quel que soit ce qualificatif, désigne toujours un impôt foncier et exclusivement foncier[3]).

Y a-t-il lieu de distinguer entre la capitatio plebeia et la capitatio humana et de décider avec M. Leo qu'un tributum capitis (contribution personnelle, Kopfsteuer) existait encore, dans l'Empire romain, après les réformes de Constantin — et non de Dioclétien — et que cet impôt portait le nom de capitatio plebeia? Telle est exactement la question qui fera l'objet de cet article.

Avant d'entreprendre la réponse à cette question, il est indispensable,

---

1) Berlin, 1900.

2) *Quæstionum quotidianarum tractatus* (ann. 1650), lib. I, cap. IX, § 13.

3) F. Thibault, *Les impôts directs sous le Bas-empire romain*, p. 7. — Nous nous abstenons, bien entendu, de reproduire ici l'expression *capitatio terrena*, qui n'est pas romaine et n'a jamais existé que dans l'esprit des commentateurs.

pour la clarté de la discussion, d'indiquer d'une façon précise ce que nous entendons par contribuable en matière d'impôts directs: Nous ne désignons sous cette expression que les individus qui figurent nominativement sur un rôle de contribution et qui sont tenus personnellement de verser, dans les caisses du Trésor public, la somme portée au rôle en regard de leur nom. En ce qui concerne, par exemple, l'impôt auquel Mr Leo réserve le nom de capitatio humana et qui est étranger, sous ce titre, à la discussion actuelle, les possessores sont les seuls contribuables. Les colons qui cultivent les terres des possessores, qui paient à ces derniers des redevances au moyen desquelles l'impôt sera acquitté, et que les agents d'exécution peuvent même contraindre à payer, dans la limite de leurs redevances, à la decharge de leur maître, sont non pas des contribuables, mais les signes extérieurs de la matière imposable, qui est la terre cultivée. Les agents du fisc comptent le nombre de têtes de colons ou autres ouvriers agricoles établis sur un domaine et taxent le propriétaire en raison de ce nombre. Ce propriétaire paie l'impôt foncier. Il serait inexact de dire que ses colons paient, sous forme de redevances, un tributum capitis.

Pour prouver que ce tributum capitis, qu'il reconnaît ne pas exister dans les textes où se trouve l'expression capitatio humana, a subsisté dans ceux qui emploient ou sous-entendent l'expression capitatio plebeia, M. Leo commence par présenter un texte démontrant, selon lui, l'existence d'un tributum capitis, sous le Bas-empire, et, comme ce texte n'indique pas le nom que portait à cette époque l'impôt dont il fait mention, l'auteur déclare trouver ce nom dans quatre textes qui ne font pas connaître la nature de l'impôt dont ils règlementent la perception ou prévoient les cas d'exemption, mais dont trois contiennent les mots capitatio plebeia, et le quatrième l'expression équivalente exactio plebis.

Cette méthode suggère une double critique: 1° En admettant que le premier texte étudié par M. Leo démontre l'existence, sous le Bas-empire, d'un tributum capitis, rien ne prouve que le nom de cet impôt nous soit révélé par les textes mentionnant la capitatio plebeia plutôt que par tout autre texte indiquant le nom d'un impôt sans en faire connaître la nature. 2° Si la capitatio plebeia et la capitatio humana étaient deux impôts aussi différents que le tributum soli et le tributum capitis, comment concevrait-on que de nombreux textes aient simplement employé le mot capitatio? Ou bien la capitatio tout court serait un troisième impôt, qu'il faudrait définir, ou bien on doit reconnaître que les textes employant le mot capitatio tantôt dans le sens de capitatio humana, tantôt dans celui de capitatio plebeia auraient été incompréhensibles pour les contemporains du code Théodosien eux-mêmes.

Il est inutile d'insister davantage sur ces objections. Nous allons en effet démontrer — et cela sera aisé — que l'unique texte présenté par

M. Leo comme prouvant l'existence d'un tributum capitis à l'époque du Bas-empire, concerne l'impôt foncier.

Ce texte, qui est la loi 4, cod. Theod. de Veteranis, VII, 20, est ainsi conçu:

„Comitatenses et ripenses milites atque protectores suum caput, patris ac matris et uxoris, si tamen eos superstites habeant, omnes excusent, si censibus inditi habeantur. Quod si aliquam ex his personis non habuerint, vel nullam habuerint, tantum pro suo debent peculio excusare, quantum pro hisdem, si non deessent, excusare potuissent, ita tamen ut non pactione cum alteris facta, simulato dominio, rem alienam excusent, sed vere proprias facultates. Veteranos autem, post emeritae missionis epistulas, tam suum quam uxoris caput excusare sancimus, at si honestam missionem meruerint, suum caput tantum modo excusare. Ceteros omnes veteranos de quocumque exercitu una cum uxore sua unius capitis frui excusatione praecipimus. Ripensis autem veteranus, qui ex priore lege, post vigenti quatuor stipendia honesta missione impetrata, unius excusatione capitis fruebatur, etiam si vigenti stipendiis completis honestam missionem meruerit, ad exemplum comitatensium militum unum caput excuset; intra vigenti etiam stipendia dimissus, quoniam imbecilli et debiles censibus non dedicantur, eodem beneficio utantur . . . . ."

Les immunités fiscales prévues par ce texte avaient évidemment pour but, comme le fait remarquer M. Leo, de créer des avantages à certains militaires en activité de service et à d'anciens militaires (veterani). Mais il ne s'ensuit pas que ces militaires, anciens militaires ou leurs parents fussent des contribuables, dont l'imposition personnelle n'aurait, par faveur, pas été recouvrée. Un dégrèvement de faveur suppose le principe préalable de la taxation. Or on ne conçoit pas comment les militaires auraient pu être passibles d'un tributum capitis. On sait que l'armée se recrutait normalement dans la classe des colons, gens qui vivaient misérablement sur les terres des possessores ou des propriétaires fonciers appartenant à d'autres classes de la société. A l'aide de quelles ressources les jeunes colons auraient-ils pu, après leur incorporation, payer un impôt quelconque?

La loi, du reste, ne dit pas que les militaires ou vétérans qu'elle designe spécialement sont exempts de l'impôt, elle dit qu'ils exemptent un certain nombre de capita, «suum caput, patris ac matris . . . . excusent;» si elle avait voulu dire qu'ils sont personnellement exempts, elle se serait servie d'une expression differente, tributis munificus, par exemple, comme dans la loi 4, cod. Theod. XIII, 4.

S'il s'était agi d'un impôt personnel, dont auraient été exempts plusieurs contribuables rayés des rôles en raison des services de leur fils ou mari, comment expliquer la restriction formulée, à l'égard des pères, mères et femmes des comitatenses milites, dans les termes suivants: «si tamen eos superstites habeant?» Certains militaires, aurait dit la loi, procurent à leurs parents l'exemption de la contribution personnelle,

mais à la condition que ceux-ci soient encore vivants! Telle est cependant l'explication littérale et nécessaire de ce texte, si l'on suppose qu'il a pour objet l'exemption d'un tributum capitis.

Ainsi, l'explication de la première phrase se heurte à des inconséquences (taxation des militaires en règle générale, refus soigneusement stipulé d'une exemption en faveur de contribuables décédes), lorsque l'on tente de l'invoquer à l'appui de la théorie du tributum capitis. La seconde phrase ne nous fournit plus seulement des objections contre cette théorie, mais la preuve qu'il s'agit d'un impôt foncier.

Que se passait-il lorsque les militaires privilégiés ne possédaient plus les trois membres de leur famille désignés dans la première phrase du texte? «Ils obtenaient pour leur pécule une exemption égale à cette qu'ils auraient procurée, en raison de ces parents, si ceux-ci avaient existé». Or le pécule qui va jouir d'un dégrèvement consiste en immeuble, d'abord parce qu'il n'existait pas à Rome d'impôt sur ce que nous appelons les valeurs mobilières, ensuite parce que le législateur le désignait, en cas de fraude, par les mots «simulato dominio», qui évoquent nécessairement l'idée de propriété foncière. Les comitatenses obtenaient donc une exemption de trois capita pour l'impôt foncier qui grévait leur pécule. Le caput sert ainsi de mesure à l'impôt foncier.

Lorsqu'ils n'avaient ni parents ni pécule, quel profit ces militaires tiraient ils des faveurs impériales? Aucun, s'ils ne se livraient pas à une opération frauduleuse. Aussi ne manquaient-ils pas de s'y livrer, suivant l'exemple que leur donnaient d'ailleurs les plus hauts personnages de l'Empire. Cette opération était très-simple: Le militaire s'entendait avec un possessor, «pactione cum alteris facta», pour que les biens de ce dernier, «rem alienam», profitent de l'immunité à laquelle il aurait eu droit pour ses propres biens, s'il en avait possédé. Nous ignorons les conditions de l'accord qui avait pour objet le partage du bénéfice provenant de la fraude; mais nous savons que ce bénéfice, c'est-à-dire l'exemption de l'impôt foncier, était obtenu en attribuant au militaire, au moyen d'une vente fictive, «simulato dominio», la proprieté d'un fonds de terre représentant un nombre de capita au moins égal à celui qu'il pouvait posséder en exemption de l'impôt. Or ces capita, dont l'exemption profitait tantôt au pécule castrense d'un militaire, tantôt à un fonds de terre qu'un possessor faisait inscrire frauduleusement à la curie sous le nom du bénéficiaire de l'immunité, ne pouvaient être que les unités imposables en matière de contribution foncière, c'est à dire les capita dont il est question dans la loi 6, cod. Theod. XI, 20[1]).

Ainsi, la première phrase de notre texte, dont l'explication s'est heurtée à des inconséquences, lorsque nous avons supposé que le caput était la part contributive d'une personne soumise à nn tributum capitis, s'explique de la façon la plus simple, lorsque nous revenons à elle, après

---

1) Leo, p. 77 et suiv.

avoir acquis, par l'étude de la seconde phrase, la preuve qu'il s'agit d'unités foncières.

La loi 4, cod. Theod. de veteranis ne s'occupe que des militaires ou vétérans qui appartiennent, suivant les règles ordinaires du recrutement, à la classe des colons, « si censibus inditi habeantur ».

Lorsqu'un possessor, soumis à l'obligation de fournir des conscrits pour l'armée, presentait un jeune colon déjà compté, en raison de son âge, comme unité imposable, « si oblatus junior fuerit qui censibus tenetur insertus »[1]), dès le moment de son incorporation, « ex eo tempore quo militiae sacramenta susceperit», ce jeune homme procurait à son maître l'exonération d'une unité imposable, celle de son propre caput, «proprii census caput excuset». — Le revenu des fonds de terre étant évalué, dans les pays de capitatio, d'après le nombre de colons ou autres ouvriers agricoles affectés à ces fonds, il eût été injuste de compter à la charge d'un propriétaire les hommes qu'il avait fournis pour le service militaire[2]). — Si le jeune colon incorporé servait fidèlement pendant cinq ans, il obtenait le droit de faire venir sa femme auprès de lui, et celle-ci, cessant à son tour d'être un instrument de production pour son maître, cessait aussi d'être comptée comme unité imposable à la charge de ce dernier: «ac si quinquennii tempus fida obsequii devotione compleverit, uxoriam quoque capitationem merito laborum praestet immunem, ea scilicet servanda ratione, ut, quam sibi uxorem copulaverat affectu, et in priore lare derelictam memorarit, improbata census sarcina, sustineat ». C'est bien, en effet, le maître qui profite de l'immunité, car on la lui refuse s'il livre pour le recrutement, non pas un de ses colons, mais un vagabond ou un fils de vétéran: «neque enim convenit illum immunitate gaudere, qui vana oblatione vagi atque fugitivi vel veterani filii statum futurae conventionis iriserit»[3]).

Les militaires qui, en raison de leurs bons services avaient été admis dans les corps d'élite, « comitatenses et ripenses milites atque protectores », avaient droit au même traitement pour leurs pères et mères. Mais il s'agissait ici d'une faveur et non plus des nécessités inhérentes à la constitution des familles de militaires, qui étaient une des sources du recrute ment. Les empereurs étaient décidés à faire pour ces militaires le sacrifice de l'impôt afférent à trois capita. Si donc, par suite du décès de sa femme et de ses parents, un militaire privilegié n'avait pas l'occasion de faire déduire de la contribution du possessor, sur le domaine duquel il était né, les trois capita dont il s'agit, l'immunité était imputée, dans la

1) L. 6, cod. Theod. VII, 13. Voir la traduction de cette loi dans notre étude sur *les impôts directs sous le Bas-empire romain*, p. 17.

2) Voir, dans la même étude, le paragraphe relatif aux *adcrescentes*, p. 41 et suiv.

3) L. 6, cod. Theod., VII, 13. Dans ce cas, le *possessor* commettait une fraude fiscale: Il déclarait livrer un de ses colons pour le service militaire et se faisait décharger d'une unité imposable, mais, en fait, il conservait tous ses colons et présentait sous ce titre un individu qui n'était pas *censibus insertus*.

limite du nombre des parents disparus, sur son propre pécule, en raison duquel il était imposable comme possessor.

Nous avons ainsi démontré que le seul texte où M. Leo croit trouver la preuve de l'existence d'un tributum capitis, après les réformes de Constantin, concerne un dégrèvement en matière d'impôt foncier. Quant aux autres textes où se rencontrent les mots capitatio plebeia et que ce savant auteur explique à l'aide d'un tributum capitis, nous avons déjà montré qu'ils prenaient tout naturellement place dans la législation de l'impôt foncier[1].

Der Haushalt einer deutschen Stadt im Mittelalter

Von

Christian Meyer (München).

Seitdem zuerst Eichhorn einem historischen Verständnis des deutschen Städtewesens im Mittelalter mit seinen ausgezeichneten Untersuchungen „Über den Ursprung der städtischen Verfassung in Deutschland" die Bahn gebrochen hat, ist die Verfassungs- und Rechtsgeschichte unserer mittelalterlichen Stadtrepubliken stets der Gegenstand der besonderen Aufmerksamkeit unserer Rechtshistoriker geblieben. Weniger läfst sich dies von einem anderen Gebiet unserer Stadtgeschichte behaupten, obwohl dasselbe der Beachtung vielleicht noch würdiger ist, als jene äufsere Geschichte der Städteverfassung. Ich meine das innere Leben der Städte, ihre Verwaltung in finanzieller und polizeilicher Hinsicht. So wichtig ohne Zweifel die städtische Verfassungsgeschichte für die Entwickelung unseres späteren Staatsrechtes ist, indem unsere modernen staatsrechtlichen Gestaltungen in zahlreichen Fällen ihre Muster und Vorbilder in den Einrichtungen der alten Stadtrepubliken haben, so ist der Einflufs, welchen die frühzeitige Bildung eines geregelten Haushaltes und einer guten Polizei in den Städten auf die Entwickelung der Verwaltung der gröfseren fürstlichen Territorien ausgeübt hat, jedenfalls ein, wenn schon nicht so offen zu Tage liegender, so doch intensiverer und weitergreifender gewesen. Es erklärt sich dies aus dem Umstande, dafs, während die Entwickelung der Verfassungsformen eine mehr oder weniger autochthone, aus den besonderen geschichtlichen Grundlagen heraus sich aufbauende, fremdartigen Einflüssen nur wenig zugängliche ist, im Gegenteil auf dem Gebiete der inneren Verwaltung eine Herübernahme und Anpassung fremder Formen weit leichter geschehen kann. Wir sehen daher, dafs kein Staatswesen ohne einen Komplex der mannigfachsten,

---

1) *Les impôts directs sous le Bas-empire romain*, p. 23 et suiv. Ce travail a paru en 1900, c'est à dire en même temps que celui de M. Leo sur la *capitatio plebeia*.

oft mit subtilster Feinheit ausgebildeten Verfassungsformen ist, dafs aber eben dasselbe bezüglich seiner administrativen Einrichtungen eine Armut dokumentiert, die an den Rousseauschen Naturzustand erinnert.

In den Städten hatte das Zusammenwohnen auf einem engen Raume rasch ein Gefühl der Zusammengehörigkeit ausgebildet; jeder einzelne war gezwungen, diesem Prinzip der Gemeinsamkeit etwas von seinen Rechten zum Opfer zu bringen; er tauschte dafür die Anerkennung und den Schutz der ihm noch verbleibenden durch die Gesamtheit der übrigen Mitbewohner ein. Auf diese gewöhnt er sich zurückzugehen bei Rechtsstreitigkeiten, die früher häufig nur die rohe Gewalt zum Austrag gebracht hatte. Die gemeinsame Arbeit, die nun nicht mehr ausschliefslich für den herrschaftlichen Hof, sondern für die Bedürfnisse eines grofsen, weit über die Stadtgrenze hinausreichenden Kreises tätig ist, macht bequemere Verkehrs- und Zahlungsmittel notwendig. Ordnung und Sicherheit sind durch den Zusammenstrom von Fremden, wie durch das Zusammenwohnen der Bürger selbst leichter gefährdet und erheischen eine Reihe von Einrichtungen, die dem Landbewohner als lästiger Zwang erscheinen. Kurz, wohin wir blicken, überall sehen wir, wie der Gegensatz gegen das platte Land eine Menge neuer Einrichtungen ins Leben ruft. Der steigende Verkehr, die wachsende Blüte der Städte haben dann rasch eine Vervollkommnung dieser Verwaltung herbeigeführt, während die übrigen wirtschaftlichen Kreise noch lange an der alten Naturalwirtschaft festhielten. Erst seit dem 15. Jahrhundert beginnt der Einflufs der Stadtverwaltung auf die Verwaltung des Reiches und der fürstlichen Territorien sich geltend zu machen. Und heutzutage können wir mit gutem Rechte sagen, dafs die Stadtrepubliken des Mittelalters auch für die moderne innere Staatsverwaltung Vorläufer und Muster gewesen sind.

Namentlich das Steuerwesen hat sich in den Städten des Mittelalters gleichsam vorbildlich auf dieselbe Weise entwickelt, wie nachher in den gröfseren Gemeinwesen der Staaten. Man ist ausgegangen von Grundzinsen und persönlichen Leistungen; man hat sich erst, als diese für die Bestreitung der vermehrten Kommunalbedürfnisse nicht ausreichten, hauptsächlich der indirekten Besteuerungsweise durch Zölle und Akzisen zugewendet und ist endlich, als auch diese eine weitere Steigerung in Rücksicht auf die unteren Einwohnerklassen nicht zuliefsen, bei der Vermögens- und Einkommensteuer angelangt. Und auch das letzte in unserer Zeit nur zu beliebte Auskunftsmittel, erhöhte oder aufserordentliche Staatsbedürfnisse durch Anleihen zu bestreiten, ist in diesen unsern kleinen Musterbildern des modernen Staates schon ganz ebenso bekannt gewesen.

Die einzelnen Städte zeigen auch bezüglich dieser Verwaltungseinrichtungen die allergröfste Verwandtschaft. Wie das Recht einer Stadt die ursprüngliche Heimat verläfst und nach allen Himmelsgegenden seine Rechtssätze weiter verbreitet, so hat auch bezüglich der wirtschaftlichen und politischen Einrichtungen ein solches Wandern stattgefunden.

Ich wähle das Beispiel Augsburgs, weil diese Stadt eine der verkehrsreichsten und blühendsten Städte des Mittelalters war, und hauptsächlich auch darum, weil uns gerade hier das Quellenmaterial in seltener Fülle und Frische vorliegt. Die gesetzgebende Gewalt und Oberaufsicht übte, wie auf allen Gebieten der Stadtverwaltung, so auch bezüglich der Führung des Stadthaushalts, der Rat in seinen verschiedenen Abteilungen als kleiner (Vierundzwanziger), alter (Zwölfer) und grofser Rat. Nächst ihm kommen dann vor allem die zwei Baumeister in Betracht. Sie sind die eigentlichen Finanzminister. Sie führen Rechnung über die gesamten Einnahmen und Ausgaben, an sie werden alle von den einzelnen Rezepturen vereinnahmten Gelder abgeführt, ihre Rechnungsbücher, die sogenannten Baumeisterrechnungen, geben daher ein klares und vollständiges Bild des städtischen Haushalts. Merkwürdig ist, dafs gerade die Bauherren mit der Verwaltung des Stadtsäckels betraut waren, dafs man hierfür nicht eigene Kämmerer aufstellte, oder dafs nicht die Steuermeister die Finanzverwaltung besorgten. Die Tatsache erklärt sich, wenn wir einen Blick in das Baumeisterbuch werfen: ein grofser Teil der Ausgaben ist Bauzwecken gewidmet. Die Ausgaben für Zimmerleute, Maurer, Baumaterialien usw. bilden in allen Baurechnungen stehende Rubriken, und auch sonst wurden, namentlich zu Zwecken der städtischen Befestigung, beträchtliche Summen auf Bauten verwendet. Im Grunde genommen ist dies auch heutzutage noch nicht anders: fast in allen Städten verschlingen die Ausgaben für gemeindliche Bauten den gröfsten Teil der Einnahmen.

Die älteste Baumeisterrechnung stammt aus dem Jahre 1320. Über das Amt der Baumeister gibt zuerst ein Ratsdekret aus einem der nächsten Jahre nach 1324 einigen Aufschlufs. Jährlich im Januar soll der kleine Rat aus seiner Mitte durch Stimmzettel an Stelle eines ausscheidenden Baumeisters einen neuen auf zwei Jahre wählen. Zweimal im Jahre sollen die Baumeister vor einer zur einen Hälfte aus dem kleinen Rat, zur anderen aus der Gemeinde gewählten Kommission von zwölf Mitgliedern Rechnung ablegen.

Die Steuermeister werden zuerst in einem Ratsdekret von 1291 erwähnt. Der kleine Rat soll jährlich vor Michaelis drei Steuermeister aus seiner Mitte wählen. 1340 wurde sodann bezüglich der Rechnungsablage eine ähnliche Bestimmung getroffen, wie bei dem Baumeisteramt. Den Steuermeistern lag die Einziehung der direkten Steuer ob. Zur Einziehung des Ungelds, der auf den Verbrauch von Konsumtibilien gesetzten indirekten Steuer, waren die sogenannten Ungelter bestimmt: 1391 einer für das Wein-, einer für das Salz- und einer für das Honigungeld.

Die erste Spur einer Grundsteuer findet sich bereits im ältesten Stadtrecht von 1104 [1]). Dort heifst es, dafs dem Bischofe jährlich von

---

1) Vgl. meine Ausgabe des „Stadtbuches von Augsburg" (Augsburg 1872. S. 309—313).

den Höfen ein Grundzins von vier Talenten gebührt. Diese Abgabe, der sämtliche Höfe unterworfen waren, gleichviel ob sie im übrigen freies Eigentum waren oder nicht, deutet ziemlich sicher auf einen früheren Zustand einer allgemeinen Hofhörigkeit des gesamten städtischen Grundes und Bodens hin, von der sich dann als letzter Rest eben jener Michaeliszins bis in das 12. Jahrhundert hinein erhalten haben würde, wenn wir nicht annehmen wollen, dafs diese Abgabe ihrem Wesen nach nur eine Rekognitionsgebühr für die bischöfliche Herrschaft gewesen ist. Jedenfalls ist der in dem grofsen Stadtrecht von 1276[1]) genannte Michaelisgrundzins nur eine Fortbildung jener ältesten Grundsteuer. Doch tritt ein Unterschied insofern hervor, als jener älteste Grundzins alle Hofstätten der Stadt gleichmäfsig belastet, dagegen die Grundsteuer des zweiten Stadtrechts nur von den freien, unter Stadtrecht stehenden Grundstücken erhoben werden soll.

Neben dieser ständigen Grundsteuer auf Eigengüter stofsen wir schon bald nach dem Erlafs des zweiten Stadtrechts auf eine unständige, von allen städtischen Grundstücken zu erhebende Grundsteuer. Sie wurde im Bedürfnisfalle erhoben und dann vom Rate jedesmal besonders festgesetzt, mit welchem Prozentsatze der Grundrente die einzelnen Arten der Grundstücke zur Steuer herangezogen werden sollten. So bestimmte der Rat 1374, dafs bei selbstbewohnten Häusern das letzte Zinserträgnis oder im Falle, dafs dieselben niemals vermietet waren, die eigene Schätzung des Eigentümers als steuerpflichtige Häuserrente angenommen und hiervon zehn Prozent als Steuer abgeführt werden sollen; bei selbstbewirtschafteten Liegenschaften soll gleichfalls die eigene Schätzung akzeptiert, als Steuer aber nur fünf Prozent abgegeben werden.

Daneben begegnet uns in der gleichen Zeit eine Kapitalrentensteuer. Auch diese wird unständig und in verschiedener Höhe erhoben. So bestimmt ein Ratserlafs von 1291, dafs alle Renten von Kapitalien zu Eigen-, Lehen- oder Leibdingbesitz nach dem bestimmten Prozentsatz besteuert werden sollten, gleichviel wer der Nutzniefser derselben ist; ist das Kapital nicht zinstragend ausgetan, so soll wiederum die eigene Schätzung des Besitzers mafsgebend sein. Ehemänner sollen dabei das etwaige Einkommen ihrer Ehefrauen, Vormünder, Hauswirte und Dienstherren das ihrer Pfleglinge, Miteinwohner und Dienstboten versteuern bezw. angeben; Dienstbotenlöhne unter einem Pfund sollen steuerfrei bleiben.

Das Ungeld war eine indirekte Steuer, insofern sie von den Besteuerten auf die Konsumenten abgewälzt werden konnte. Es kommt zuerst 1254 vor, wo es von Bischof Hartmann den Bürgern auf zehn Jahre überlassen wird. Eine weitere Überlassung erfolgte 1270 auf fünf, 1286 auf zwei und 1290 auf vier Jahre, bis schliefslich die Stadt in festen Besitz dieses wertvollen Rechtes erscheint. Anfänglich unter-

---

1) Stadtbuch von Augsburg S. 1—229.

lagen wohl blofs Getränke, namentlich Wein, dieser Steuer, bald wurde ihr aber eine Ausdehnung auf eingeführte Waren wie auf durchgehende Kaufmannsgüter gegeben. Zuvörderst begriff man darunter auch andere gewöhnliche Lebensmittel, namentlich Schlachtvieh, Fische, Reis, Öl; darauf andere Gegenstände des Verbrauches, als Wolle, Seiden- und Baumwollenzeuge, Leinwand, Leder, Felle, Pelzwerk, Holz, Metalle, endlich Gewürze, Südfrüchte usw. Es wurde von den Brücken und Toren als Eingangs- und am Markte als Kaufs- und Verkaufszoll erhoben. Im grofsen Stadtrecht von 1276 sind bereits für die einzelnen Eingangsstellen förmliche Tarife aufgestellt. Die Höhe ist bemessen nach der Menge der eingeführten Waren, wobei jedoch bei schwer schätzbaren gewisse Pauschquantitäten (Wagenlast, Traglast) als Wertmesser angenommen werden. Die Steuer ging von zwei Pfennigen bis zu einem halben Pfennig herunter. Jenen höchsten Satz bezahlten Wagenladungen mit Wein, Met, Eisen, Heringen; Bier, Korn, Heu, Obst zahlten die Hälfte, Stroh und Holz den vierten Teil. Auffallend erscheint, dafs die Tarife der einzelnen Tore nicht übereinstimmten: so gab ein Wagen Wein von Norden her nur die Hälfte des Betrages, den die gleiche von Süden kommende Ladung zu entrichten hatte. Einem hohen Durchgangszoll unterlag eine Judenleiche (30 Pfennige). Die eingesessenen Bürger, speziell die Schlächter und Geistlichen, konnten sich von der jedesmaligen Zahlung dieses Ungeldes für ein ganzes Jahr durch die Entrichtung von einem halben Pfund Pfeffer bezw. zweier Schulterstücke oder zweier Gänse loskaufen.

Eine zweite Art des Ungeldes war der Marktzoll. Er wurde am Markte als Kaufs- und Verkaufszoll von den fremden Kaufleuten erhoben, war älter als das Torungeld und gehörte seit unvordenklicher Zeit der bischöflichen Kirche. 1259 kam er in den Besitz der Familie Schongauer und von dieser an die Stadt.

Das Baumeisterbuch von 1391 ist uns in einer besonders vollständigen Gestalt erhalten; auch wähle ich es, weil das Ende des 14. und die ersten Jahrzehnte des 15. Jahrhunderts mit die Blütezeit der Stadt ausmachen, in diesen Jahren entstandene Aufzeichnungen also ein verdoppeltes Interesse besitzen. Es zerfällt in ein Buch der Einnahmen (liber receptorum) und der Ausgaben (liber distributorum). Zum Eigentum der Stadtgemeinde gehören vorerst die Mauern, Tore, Türme, Gräben und öffentlichen Plätze. Die Überlassung der Stadttore an die Bürger hatte schon Bischof Hartmann 1251 zugestanden und das Stadtrecht von 1276 diesen Besitz nochmals bestätigt. Aufser den Befestigungsbauten wird als Eigentum der Stadt angegeben: das Rathaus, das Fleischhaus, der Perlachturm, der der Wachtturm der Stadt war und in dem auch die Sturmglocke hing, die Stadtmühle, die Lechkanäle, die Verkaufsstände (Gaddemen), z. B. diejenigen der Helmmacher und Plattner auf dem Perlach, der Salzstadel, des Hafers Haus, des Nachrichters Haus, die Frauenhäuser.

Das Rechnungsjahr beginnt mit dem Sonntag Oculi oder Estomihi. Von Woche zu Woche sind sowohl Einnahmen wie Ausgaben innerhalb der einzelnen Titel vorgetragen. Zuerst stehen in der Reihe der Einnahmen die Erträgnisse des Tor- und Brückenzolles (Haunstetter jetzt Rotes Tor, wo die grofse Verkehrsstrafse von Tirol her einmündete, Sträfingertor mit der Strafse von Regensburg und Bayern, Wertachbrücke mit der Strafse von Ulm und Donauwörth und Göggingertor mit der sogenannten Hochstrafse, einer zweiten Strafse von Süden her). Die Zollstätten waren verpachtet in der Weise, dafs die Pächter jede Woche die treffende Pachtschillingsrate an die Baumeister abzuführen hatten. Das Gesamterträgnis der Zollpacht für das Haunstetter- und Sträfingertor belief sich auf 182 Pfund 18 Schilling[1]), für die Wertachbrücke auf 157½ Pfund, für das Göggingertor auf 15½ Pfund, der Gesamtpachtschilling also auf 356 Pfund.

Den zweiten Einnahmetitel bilden die Abgaben der Frauenhäuser. Das grofse Stadtrecht von 1276 trifft bereits bezüglich ihrer Überwachung mehrfache Anordnungen. Danach waren sie in jener frühesten Zeit unter die Aufsicht des Henkers gestellt. 1391 bestanden nicht weniger als acht Frauenhäuser in der Stadt, die zusammen 53 Pfund 18 Schillinge bezahlten.

Als dritte Einnahmequelle fungiert die Stadtmühle mit 26 Pfd. 19 Schill. Dann kommt ein summarischer Titel „maiora recepta“, unter welchen die verschiedenartigsten Einnahmen vorgetragen sind. Eine Haupteinnahme wurde durch Getreideverkäufe erzielt, indem die Stadt nicht nur selbst im Besitz eines ausgedehnten landwirtschaftlichen Grundbesitzes war, sondern auch eine Menge Zehnten und Renten in natura geliefert erhielt. Für 1391 betrug der Erlös des verkauften Getreides 2315¾ Pfd. Wir bemerken dabei, dafs damals das Schaff Roggen einen Preis von 2¾ bis 3, das Schaff Korn einen solchen von 3¾ Pfd. hatte.

Sehr beträchtliche Summen warf sodann das Ungeld ab, das jetzt nicht mehr, wie im 13. Jahrhundert, als Eingangssteuer der verschiedenartigsten Waren, sondern nur noch als eine Steuer anf Getränke, Salz und Weberwaren von den Wirten und Kaufleuten erhoben wurde[2]).

---

1) 1 Pfd. Pfenn. = 20 Schill. Pfenn. = 2 Gulden ungarisch oder böhmisch, nach dem Münzgesetz Kaiser Karls IV.; doch war in den letzten Jahrzehnten des 14. Jahrhunderts eine solche Verschlechterung der Silbermünze eingetreten, dafs 17, 18 und 18½ Schill. Pfenn. auf 1 Gulden gingen. Der reine Goldwert des ungar. Guldens ist nach heutigem Preise des Goldes in Silber = 9,70 M., des rheinischen Guldens = 9,35 M. Unter Gulden ohne weiteren Beisatz ist stets der ungarische Gulden zu verstehen. Die Regensburger Pfennige hatten einen geringeren Feingehalt als die Augsburger. Gröfsere Zahlungen wurden gewöhnlich in Gold (Gulden) gemacht, dabei aber fortwährend in Silber: Pfund, Schilling und Pfenning (denarii) gerechnet.

2) Das Getränkeungeld wurde wohl teils nach dem Ausmafs der Fässer, welches der Visierer beim Einlegen des Getränkes aufnahm und dem Ungelter zum Zweck der Versteuerung angab, teils nach der Qualität des Getränkes bestimmt.

Für die Einhebung desselben waren eigene sogenannte Ungelter aufgestellt, vier (zwei für die obere, zwei für die untere Stadt) für das Wein-, zwei für das Salz- und je einer für das Honig- und Weberwarenungeld. Das Weinungeld lieferte einen Ertrag von 4257 Pfd. 6 Schill., 22 rhein., 85 ungar. und 16 böhm. Gulden, das Honigungeld 97 Pfd. 9 Schill. und 2 ung. fl., das Salzungeld 371 Pfd. 10 Schill., 135 rhein. und 23 ung. fl., das Ungeld von den Weberwaren endlich 869 Pfd. 8 Schill. und 32 rhein. fl.

Auffallend gering ist der Ertrag der von den Steuerregistern eingehobenen Steuer, nämlich 656 Pfd. und 338 fl. Die Miete der Mefsbuden vom Ostermarkt warf 16 Pfd. ab. Die städtischen Kornmesser entrichteten eine Abgabe von 4 Pfd. Eine verwandte Abgabe ist der Zins von dem verpachteten Mangrade mit 20 Pfd. Nicht ganz klar sind das Wiesgeld der Weber mit 134 Pfd. 95 Regensb. Pfenn. und 58 fl. und die Abgabe des Weberkellermeisters mit 17 Pfd. 17½ Schill. Wahrscheinlich ist das erstere der Zins für verpachtete städtische Wiesen, auf denen die Weber ihre Gespinnste bleichten, die letztere ebenfalls der Mietpreis für den zur Warenauslage vermieteten Keller des Weberzunfthauses. Die Gerichts- und Strafgelder machen 125 Pfd. 11 Schill. aus, die Abgabe des Gerichtswaibels 24 Pfd.

Seitdem 1348 in Augsburg wie in anderen schwäbischen und aufserschwäbischen Städten eine allgemeine Verfolgung und Austreibung der Juden stattgefunden und Bedrängungen ähnlicher Art sich 1381, 1384 und 1390 — im letzten Jahre durch Aufhebung der Judenschulden — wiederholt hatten, scheinen die Juden der Stadt ferngeblieben zu sein. 1391 befindet sich nur ein einziger Jude daselbst, welcher der Stadt eine Bürgerrechtssteuer von 10 fl. entrichtet.

Von einmaligen Einnahmen beträgt der Erlös für verkaufte städtische Immobilien 3100 fl., für verkaufte Leibzuchtgelder — bei dem mittelalterlichen Zinsverbot die übliche Kapitalanlage — 4063 fl.[1]). Die Gesamteinnahme beträgt mit dem Barbestand des vorhergehenden Jahres 8455 fl. und 11,570 Pfd. 6 Schill.

Das Ausgaberegister stellt eine gröfsere Anzahl von Ausgabetiteln an die Spitze der einzelnen Abteilungen: Distributa molendini, den Schützen in dem Graben, Ad Licum, Ad opus civitatis den Zimmerleuten, Ad opus civitatis den Maurern, Wasser, Mauersteine, Kalk und Ziegel zu der Stadt Bau, Generalia, Legationes nostrae. Innerhalb der einzelnen Titel sind die Ausgaben dann wieder nach den einzelnen Wochen vorgetragen.

Die Ausgaben für die Wassermühle beziffern sich auf 214 Pfd. 4 Schill. Die Schützen in dem Graben, d. h. die Schützengesellschaft, die ihre Schiefsstände im Stadtgraben hatte, erhalten wöchentlich einen

---

1) Die verkaufte Leibgedinge wurden auf das Leben des Darleihers oder irgend einer anderen oder mehrerer von ihm genannten Personen durch den Rentenbrief versichert. Die Leibrente betrug damals gewöhnlich 14½ Prozent.

Zuschufs von 4 Schill. Sehr beträchtlich sind die Ausgaben für die Unterhaltung der Lechkanäle. Denn diese, nicht der Lechflufs, der Bayern gehörte, sind unter „Licus" zu verstehen. Ihre Anlage gehört der ältesten Zeit an; im Stadtrecht von 1276 sind bereits mehrfache Bestimmungen über ihre Unterhaltung getroffen. Sie versehen denjenigen Stadtteil, der von jeher der Hauptsitz der gewerblichen Tätigkeit war, mit einer Fülle von Wasser und tragen dadurch zu der industriellen Blüte der Stadt nicht wenig bei. Zur Beaufsichtigung und Instandhaltung war schon 1391 ein eigener Lechmeister aufgestellt, der einen Wochenlohn von 10 Schill. erhielt. Die Gesamtausgabe für diese Lechkanäle beläuft sich auf 133 Pfd. 8½ Schill. Die Ausgaben für Zimmermannsarbeiten betragen 787 Pfd., für Maurerarbeiten 1072 Pfd. 9 Schill., für Baumaterialien 434 Pfd. 2 Schill.

Unter den Titel Generalia fallen die verschiedenartigsten Ausgaben. Vorerst die in vierteljährlichen Raten gezahlten Gehälter für einzelne städtische Beamte und Bedienstete. So erhält der alte Stadtschreiber 20 fl., der junge Stadtschreiber 20 Pfd., der Lechmeister 14 Pfd., Meister Hans der Zimmermann 3 Pfd., Meister Walter der Schmied 16 Pfd., die drei Mühlknechte 9½ Pfd., der Stadtmüller 16 Pfd., der Eichmeister 20 Pfd., der Gerichtsschreiber 4 Pfd., die Weinträger für das Läuten der Sturmglocke 24 Regensb. Pfenn., der Uhrmacher für das Richten der Stadtuhr 10 fl.

Bei der Rechnungsablage der Baumeister wurde ein Festessen veranstaltet, dessen Kosten bei 36 Teilnehmern sich auf 11 Pfd. 9 Schill. beliefen. Für Wein zu Ehrengeschenken, meist an hohe Gäste oder Gesandte, Fürsten, Herren und Städteboten, wurden 111 Pfd. 15 Pfenn. ausgegeben.

Einen bedeutenden Ausgabeposten bildeten die Schuldzinsen und Leibzuchtrenten, welche die Stadt an einzelne Bürger zu bestimmten Terminen zu zahlen hatte; 1371 669½ fl. 6 Pfd. 10 Pfenn. Für heimgezahlte Schuldkapitalien und zurückgekaufte Leibzuchtgelder wurden verausgabt 4460 fl. 20 Pfd., für Ankauf von Häusern 465 fl.

Von Ausgaben, die der Stadt aus ihrer Stellung als Reichsstand erwuchsen, nenne ich: die Martini-Reichssteuer mit 800 Pfd. ital. Heller, Beitrag an den Hauptmann des Landfriedens mit 60 rhein. fl., Matrikularbeitrag zur schwäbischen Bundeskasse mit 487 ungar. fl.

An verschiedenen anderen Ausgaben finden wir verzeichnet: für den öffentlichen Ausrufer 7 Schill., für das Putzen des Richtschwertes 6 Schill., für 25 Pfund Zinn zu dem Knopf am Pranger 7 Pfd. 15 Pfg., für drei silberne Schilde für die Stadtpfeifer 18 Pfd., Kostgelder an den Waibel für die peinlich Gefangenen 3 Pfd. 10 Pfg., Fahrgelder für die Soldknechte, welche die eingesessenen Kaufleute auf die fremden Märkte geleiteten, 9 Pfd. 2 Schill., Kostgeld an den Apotheker 11 Schill., für ein Horn auf dem Perlachturm 2 fl., Glaserarbeit in der grofsen Ratsstube 4 Schill., für das Baumeisterbuch 4½ Pfd., für rotes Wachs

14 Schill., für Wachstuch zu Briefen 5 Schill., für Wachskerzen 2 Pfd. 9 Schill., für Pergament 4 Pfd. usw.

Grofse Summen verschlangen die Ausgaben für Gesandtschaften und Botendienste. 1391 belief sich die Gesamtausgabe hierfür auf 253 fl. 243 Pfd. 1 Schill., und dazu kam ein Extraordinarium von 540 fl. 6 Pfd. 8 Schill. für Gesandtschaften in Sachen des Landfriedens und des Städtebundes.

Der Stadthaushalt weist keine Ausgabe für Kirche und Schule nach, auch keine für das Armenwesen, welche in unserer Zeit allein einen grofsen Teil der Kommunaleinnahmen verschlingt. Kirchenbauten wurden allein aus frommen Spenden, besonders Ablafsgeldern und Stiftungen, bestritten. Die Geistlichkeit zog ihren Unterhalt aus fundierten Pfründen, freiwilligen Opfern und Stolgebühren. Die Armut fand sich nicht blofs auf den Bettel angewiesen, sondern wurde in der verschiedenartigsten Weise durch milde Stiftungen unterstützt, an welchen Augsburg schon im 14. Jahrhundert reich war. Von der Stadt erhalten die Armen nichts, die Geistlichen nur Abgabenfreiheit.

Am Schlusse des Ausgabenregisters finden sich noch folgende vereinzelte Posten: Gehalt des Nachtwächters 20 Pfd. 9½ Schill., Gehalt der Wächter 52 Pfd. 18 Schill., für Mauersteine, Dachziegel und Kalk 839 Pfd., Sold der Schützen und Söldner 673½ fl. 24 Pfd. sodafs wir schliefslich eine Gesamtausgabe von 10546½ fl. 5887 Pfd. 7 Schill. erhalten.

Alcuni dati statistici e censitari per il Modenese.

Per

Alfonso Professione (Modena).

Il dottor Carlo Roncaglia, nel pubblicare una relazione particolareggiata di Modena del 1847 (Modena, tip. Vincenzi 1850), scriveva:

«La popolazione è l' oggetto principale delle cure del legislatore e delle disposizioni economiche — politiche di qualsiasi governo; imperocchè senza uomini non si forma società, e senza società manca il fondamento della nazionale stabilità, onde nacquero i beni morali che solamente sussistono e si diffondono coll' umano consorzio. Il conoscere il numero totale della popolazione e la sua suscettibilità morale e potenza fisica servirà efficacemente per regolarne e favorirne le vie che meglio conducano alla prosperità dello Stato; imperocchè la forza e la ricchezza della società altro non è che la somma delle forze e delle ricchezze degli individui.»

È noto quali fossero le idee e i metodi, in fatti di statistica, nell' antichità e nel medio Evo fino al mille. Dati ed elementi più determinati, più precisi e più abbondanti si cominciano ad avere dai Comuni in poi.

A Pistoia, per esempio, il Libro dei fuochi descriveva, fin dalla metà del secolo XIII, la vita dell' intero comune. Mezzo secolo dopo circa, non si parla più di fuochi, ma si enumerano per testa gli uomini (capita hominum). Confrontando il Libro dei fuochi del 1255 coi dati del censimento del 1294 si trova che, mentre il primo dà una somma di 7094 popolani, il secondo ne calcola solo 3166. Perciò, si è indotti a credere che in quarant' anni il distretto del popolo di Pistoia si sia effettivamente dimezzato[1]).

La denominazione di fuoco si trova già, anteriormente, altresì come designazione di un' imposta volontaria o forzata a seconda. Il comune di Siena concesse, il 26 gennaio 1221, sei soldi per quodlibet foculare ad subsidium terrae sanctae. Venti soldi pisani per foco[2]) concesse Firenze; mentre altri comuni s' impegnarono invece a somministrare a loro spese, dei soldati, e Modena ne somministrò cinque.

La parola fuoco, probabilmente, deve connettersi con le tradizioni e costumanze simboliche germaniche.

Infatti, chi occupava una casa, vi accendeva il fuoco; chi l' abbandonava, lo spegneva. Il fuoco era il simbolo della famiglia e della proprietà. Sotto la dizione fuoco, in generale, si comprendeva il numero di cinque persone, ed è massima comunemente ammessa ed espressa della frase qui computantur ad quinque personas per focum. In diritto canonico poi si afferma angusto un luogo che non superi il numero di trecento fuochi[3]).

Importantissimo è il grosso volume manoscritto che si conserva nell'Archivio comunale di Modena. Esso è del 1306—1307 e contiene la Magna massa populi Civitatis Mutinae.

Il primo fascicolo porta per titolo:

Liber nobilium et potentium Civitatis Mutinae et districtus necnon etiam quorundam aliorum popularium qui digni sunt esse in populi presencia, post expulsionem marchionis estensis.

Questo libro ha un alto valore sotto l' aspetto sociale e politico insieme, perchè fu redatto subito dopo la cacciata di Azzo d' Este per opera dei nobili modenesi, e segnatamente dei Boschetti e dei Rangoni, malcontenti del governo di lui, il 26 gennaio 1306. Nel febbraio si redigeva il Liber accennato.

Nel secondo fascicolo del Codice seguono i nomi dei ribelli; nel terzo, intitolato Liber magnae massae populi civitatis Mutinae son segnati gli appartenenti alle varie circoscrizioni locali con la dizione de societate Rue magne, de societate Sancti Georgi, de

---

1) L. Zdekauer, De ordinamentis populi pistoriensis s. XIII. Dissertatio pag. XIX, LXIX. Milano, Hoepli 1891.

2) A. Professione, Contributo agli studi sulle decime ecclesiastiche e delle crociate, pag. 10—11. Torino, Petrini 1894.

3) Acta apud S. Sedem vol. IX pag. 571 e sg.

societate Sanctae Margaritae, S. Blaxii, S. Agathae, beati Geminiani; oppure massa populi Porte Citanove o de vicinantia Sancti Michaelis.

Nel codice è altresì l' indicazione dei nomi dei Cumsciliarei quatuorcentum populi Mutinae, per mezzo della quale, con pazienti identificazioni, si potrebbero designare le classi d' allora in quale misura erano rappresentate, come si trova pure il cumscilium populi Porte Baiovarie (oggi di S. Francesco).

Quando nel 1336 fu richiamato l' estense Obizzo, anche gli ordimenti subirono modificazioni sia nel campo politico che in quello amministrativo e finanziario e statistico, di cui sono espressioni le parole fumante e colta.

Nel codice membranaceo di carte 82 numerate e due non numerate (IV. G. 16) della Biblioteca Estense la parola fumante ha due significati. Con siffatto vocabolo o si voleva giuridicamente indicare la compera, da parte dei Comuni, dei loro dipendenti e la loro dichiarazione di liberi, affittando ad essi terre, perchè rimborsassero la città della spesa di affrancamento, e si dicevano fumanti, ed erano obbligati al rimborso sulla persona e sui beni. Oppure avera il significato originale più largo e consortile di fuoco, focolare domestico, famiglia, includendo nell' idea di focolare domestico tanto la famiglia quanto il patrimonio tassabile. La potenza contributiva di un comune era spesso misurata a fumanti, focolari o patrimoni originari di ciascun ceppo di gente; e, siccome il diritto di sedere nei consigli locali si fondava sull' estimo, così fumante assunse anche il valore di quantità fondiaria tassabile. Negli Statuti del frignano modenese fumante è usato come sinonimo di podere. Esso è una unità fondiaria di computo d' estimo. Evidentemente rappresenta un patrimonio denunciato da un solo proprietario, e quindi divenuto di ragione indivisa dei discendenti agnati e cognati. Infatti i beni dotali della moglie erano estimati insieme con quelli del marito; ma se facevano parte di un fumante, vale a dire non costituiti in dote, ma ereditati, seguitavano ad essere gravati insieme e dove era il fumante, a meno che di altrettanto non fosse sgravato il relativo comune.

Nel secolo XVI fumante assunse il valore di quantità imponibile o di partimento d' estimo finchè da ultimo (1719) rappresentò una unità ideale di computo d'estimo ragguagliato a lire 19380.

Secondo l' estimo Bernabei la fumanteria nuova del Frignano (giugno 1719) era di 399 fumanti [1]. La parola fumanti ricorre anche pel nonantolano, in un piccolo manoscritto del trecento con la denominazione aestimum fumantium. Ma per Modena città non ne troviamo esempi, perchè l' imposta diretta e personale dei fuochi o fumanti di regola colpiva gli abitanti della campagna o della montagna di pre-

1) Atti del consiglio provinciale di Sestola. Archivio Campori in Biblioteca estense.

ferenza; al quale proposito posso citare una prova, inedita, del 1320, riguardante il Frignano, feudo dei Montecuccoli.

Era vicario generale di tutto il comune del Frignano Benvenuto da Carpineto. Sotto il reggimento e governo di lui fu riveduta e corretta la fumanteria e l' estimo di quella provincia, comune per comune, in pubblico e generale consiglio. I comuni erano cinquantanove, pei quali la fumanteria risultò in numero complessivo di 415 [1]). Nello stesso secolo XIV ricorre un' altra denominazione importante quella cioè di colte.

L' archivio capitolare del Duomo di Modena conserva, nell' armadio IV, centotrenta tre volumetti cartacei, nei quali sono notati tutti gli abitanti modenesi che dal 1343 al 1350 pagarono le colte imposte da li Podestà per gli Estensi.

La parole colta è una parola della bassa latinità. La Cronaca Parmense scrive (1246) che l' imperator (Federico II) magnas coltas imponebat Ecclesiis. Esempi di colte si hanno nella cronaca modenese edita dal Muratori (R. I. S. XI, coll. 115—118—119—120). Le colte od estimo registravano i beni e possedimenti stabili dei privati componenti un Comune, estimo che Modena ebbe nel 1253 [2]); ma, anticamente, siffatto estimo, catasto o colta comprendeva anche l' enumerazione degli abitanti.

Le parole fuoco, fumante, colta non s' incontrano solo fino al secolo XIV. Ne abbiamo attestazioni anche nei seguenti. Se trovammo che i fumanti frignanesi del 1320 erano 415, nel 1472 discesero a 395 $^1/_2$. L' importanza sta e nel numero di essi pel computo del censimento, e perchè veniva regolata l' imposizione pecuniaria per ognuno dei Comuni. La revisione si faceva d' inverno, in gennaio o febbraio, ma più particolarmente in gennaio. Eccone la prova:

«In Christi nomine amen. A nativitate eiusdem millesimo quadringentesimo septuagesimo secundo inditione quarta die quinto mensis Januarii. Infrascripti sunt fumantes Comitatus et hominum Potestariae Frignani ac Communium Potestariae Frignani et Sestule, pro quibus solvitur pro quolibet Comuni ipsius Potesteriae, et habet solvi Camerae illustrissimi domini Herculis ducis Ferrariae pro singulo anno ad rationem libr. danar. et sold. tredecim et denarios sex moneta pro quolibet fumante. Et qui fumantes ascendunt ad numerum fumantium trecentos nonaginta quinque cum dimidio ut infra etc.; etiam infrascripti sunt et erunt fumantes pro quibus quodlibet Comune habet solvere in Comunitate Frignani pro expensis occurrentibus in eo, ut infra. — Segue l' enumerazione dei Comuni colla rispettiva imposta — Qui quidem fumantes fuerant visi et lecti in Comunitate Frignani et Consilio

1) L'istrumento fu redatto da Simone da Benedetto, cancelliere di Obizzo da Montegarullo del frignano capo principale in quel tempo di parte guelfa.

2) Magrani, Memorie storiche del frignano (570—1565), fol. 18 — codice cartace odi pag. num. 90. Archivio di Stato in Modena.

generali istius Comunitatis et scripti hic per me Jacobum Scr. Johannis de Albinellis de Sestola notarium»[1]).

Nell' Archivio di Stato di Modena esistono due documenti del cinquecento, nei quali ricorre la parola *fuoco*. Filippo Novi scriveva da Roma il 21 giugno 1537: «I Baroni di Roma non vogliono che i sudditi paghino quel scudo per fuoco». Fra i documenti *Contribuzioni e Tasse* Cancelleria Ducale, carteggio degli ambasciatori — Germania — Antonio Maria di Collegno scriveva da Bruxelles il 13 giugno 1553: «Qui si è imposto un sussidio grande, cioè che si paghi mezzo scudo d'oro per ciascheduno *camino di fuoco* tanto il povero come il ricco indifferentemente e di già se ne è riscosso una grande quantità».

Codesti esempi provano che anche altrove usavasi siffatta terminologia, mentre in Modena veniva sostituita dalla parola *bocca*.

Importante, a tal proposito, è la filza n. 24 del 25 giugno 1599 (Archivio Comunale di Modena) che ha l'elenco dei cittadini modenesi segnati secondo la contrada e la denuncia delle *bocche*:

S. Maria Pomposa	bocche	2027
S. Agostino	„	690
S. Marco dentro la città	„	1973
S. Pietro	„	1766
S. Margarita	„	574
S. Paolo	„	1012
S. Barnaba	„	1351
S. Michele	„	767
S. Filippo e S. Giacomo	„	1351
S. Lorenzo[2])	„	612
S. Biagio	„	1015
S. S. Trinità	„	1121
S. Vincenzo	„	817
S. Giovanni Evangelista	„	995
Cattedrale con ebrei n. 6	„	3324
S. Giorgio	„	307
S. Giovanni del Cantone	„	295
Pisone in Castello	„	60
	Totale	20505

Nella medesima filza manoscritta è pure la nota, fatta da Francesco Ferrari, delle bocche delle ville del modenese, il gennaio 1622.

Complessivamente sono 20570; ne citerò alcune:

Villa di Bazuara (Baggiovara) .	bocche	610
Villa di Cittanova	„	202
Villa di Ganaceto	„	464

1) Campori, Prefazione agli *Statuta* civitatis Mutinae anno 1327, pag. X. Parma, 1864.

2) Memorie MAGRANI cit. fol. 89 – 90. (Archivio di Stato in Modena.)

Villa di S. Giuliano	„	391
Villa di Sorbara	„	1775

I borghi intorno a Modena facevano 1798 bocche.

La popolazione modenese diminuì assai per la peste del 1630. Secondo il contemporaneo Giovanni Baroni sarebbero morti non meno di 12 000 persone, cifra esagerata se si riferisce alla sola città. Probabilmente si dovrà intendere città, ville e borghi insieme.

Documenti pure interessanti abbiamo nel secolo XVIII, nel quale in Modena si fece il censimento per anime. Nell' Archivio comunale è la «raccolta manoscritta degli atti fatti dalla cancelleria vescovile di Modena «sopra la soppressione e nuova distribuzione delle parrocchie della città «eseguita dall' Ill.mo e Reved.mo Monsignor Giuseppe Maria Fogliani ve«scovo di Modena come delegato della Santa Sede ad istanza e petizione «degl' Ill.mi Signori conservadori della città l' anno di nostra salute 1765».

Il vescovo fece un questionario, in latino, sul numero delle persone e delle parrocchie, e sul reddito di ciascuna di queste.

Le risposte al questionario dettero per risultato (manoscr. cit. fol. 13 e seg.) che la parrocchia di

S. Vincenzo aveva anime	592
S. Agata	600
S. Lorenzo	427
S. Giovanni Battista	670
S. Filippo e Giacomo	1471
S. Biasio	998
Cattedrale	2454
S. Giorgio entro mura	464
S. Pietro	2720
S. Giuseppe	1492
S. Paolo	836
S. Maria e S. Agostino	1030
S. Barnaba	1180
S. Margarita	587
S. Michele	812
S. Maria Pomposa	2360
Totale	18693

Confrontando i dati del 1620, citati, prima della peste, con questi del 1769 si vede subito una differenza in meno di 1812 abitanti.

Importantissimo per il censimento, per il catasto e per il reddito di ciascuna abitazione è un volume cartaceo di 178 pagine (Archivio di Stato in Modena) contenente le perizie delle case di Modena nel 1717. Esso fu copiato dal compianto Valdrighi per essere pubblicato; ma l' idea non venne per anco effettuata. Esso ha altresì valore, perchè si può calcolare quanto complessivamente rendessero le case d' allora, calcolate rispetto all' affitto, alla somma complessiva di 93402 scudi annui. Il minimo è rappresentato dalla parrocchia di S. Giovanni

Battista per 108 scudi, il massimo da quello della Cattedrale per 21163 scudi.

Poichè accenno a siffatto argomento, rendo pubblico quanto si trova in una carta inedita di quel medesimo secolo[1]). La popolazione di Modena, Reggio e Lunigiana era di 35400 abitanti. Calcolata la rendita di tutto il ducato sul numero di essi, sarebbero toccati solo otto zecchini e frazione a ciascuno. Secondo un libriccino per il ragguaglio delle monete del 1732 al 1738, lo zecchino equivaleva a 33 lire[2]). Conseguentemente, dice quella carta, tutto il di più che manca alla sussistenza della popolazione si ricavava da quel poco di commercio ed industria che era propria dello Stato, dai forestieri di passaggio, da una parte dei dazi che colpivano le persone e le merci di transito, e dal guadagno della esportazione delle derrate locali.

Un' altra carta dà un adeguato annuo desunto del tredicennio 1782—1795 dei capi e generi esportati da Modena, Reggio e adiacenze, come formaggi, burro, cera, miele, lana, panno di montagna, tela, frutta, castagne, polli, cappelli, animali diversi, acquavite, vino.

Voglio ricordare una notevole aestimatio facta de merchantiis conducendis in civitate Mutinae et districtu. Essa è la tariffa, in ordine alfabetico, delle mercanzie introdotte in città col dazio di esportazione ed importazione. Fra i generi che si esportavano, nel sec. XV, erano aqua de vita, vino nostrano, vino de corbele, boy, manzi, vacche, carne salata, bambaxe d'ogni raxon, libri de gramatica ecc; mentre importava carta de bambaxe da scrivere, carta de strazi, carta de pecora[3]).

Per il medesimo secolo XVIII, l'Archivio di Stato conserva moltissime buste con la denominazione generica di magistrato degli alloggi, ufficio complesso a cui erano devolute mansioni differenti e numerose tra cui quello della Scrittura generale del censimento del 1698 al 1799, senza contare i molti e grossi volumi dell' Archivio Comunale con le filze separate degli abitanti e del numero della loro abitazioni.

Dalla filza delle fedi di nascita degli abitanti modenesi nel 1811, citerò quella che riguarda il Duca estense.

Essa è così compilata:

Esternamente

Contrada — Regio piazzale n. 1

Famiglia — Reale.

Proprietà delle Casa — S. A. R.

---

1) Doveva essere una contrada signorile, perche vi sono segnite anche le bocche della servitu. Per esempio, di casa Bentivoglio troviamo bocche 4 e la servitu bocche 17; di casa del moretese Bargoni bocche 2, servitu 20; del capitano Papirio Balugoli bocche 5, servitu 5.

2) Manoscritti Campori, cassetta n. 150 (Biblioteca Estense di Modena).

3) Manoscritti Campori, cassetta n. 158 (Bibl. Estense).

Internamente

Cognome — D' Este.

Nome — Francesco.

Età — 6 ottobre 1779.

Nome del padre — fu Ferdinando di Austria.

Patria — Milano

Stato — Ammogliato colla Principessa Maria Beatrice figlia del Re di Sardegna.

Osservazioni — Arciduca d' Austria, Principe reale d' Ungheria e di Boemia, duca di Modena, Reggio e Mirandola.

Nel secolo XIX i dati son più numerosi e più sicuri. Lascio da parte gli enormi volumoni dell' epoca napoleonica (Archivio Comunale), e scelgo i prospetti che sono nella cassetta 150 dei manoscritti Campori (Biblioteca Estense).

Secondo essi, la popolazione di Modena, a tutto il dicembre 1813, era

in città, di teste	22055
nel circondario	12626
totale	34681;

a tutto il dicembre 1822 era

in città, di teste	24087
nel circondario	24995
totale	49082.

Il circondario in nove anni raddoppiò il numero dei suoi abitanti.

D' allora in poi la città, eccetto nel 1819 e nel 1821, fu in continuo aumento.

Litteratur.

Rufsische Literatur.

J. N. Smirnow. Kurzer Abrifs der Kulturgeschichte der Südslaven. Lieferung I. Die Entwicklung der materiellen Kultur. Kasan 1900. Lieferung II. Die Entwicklung der gesellschaftlichen Verhältnisse. Kasan 1900. S. VI + 1 bis 156; 159—332.

In seinem „Vorwort" zur vorliegenden Arbeit äufsert sich der Autor folgendermafsen: „Der Abrifs, welchen ich dem russischen Leser zur Beachtung vorzulegen mich entschliefse, stellt blofs ein durch Tatsachen beleuchtetes Projekt einer Kulturgeschichte des Südslaventums dar; der Spezialist wird in ihm bezüglich der einzelnen Fragen weder diejenige Tatsachenfülle, noch denjenigen komplizierten wissenschaftlichen Apparat vorfinden, an die er gewöhnt ist, und die bei der Durchführung des Projektes Platz greifen müssen. Der Mangel der russischen Literatur an einer Zusammenstellung der südslavischen Geschichte, die dem Publikum zugänglich wäre, berechtigt mich immerhin zur Hoffnung, dafs mein Abrifs — vielleicht blofs Projekt —, den Lesern, wenn auch blofs vor der Hand, auch in seiner gegenwärtigen Form von Nutzen sein wird."

Die allgemeine Bedeutung des „Abrisses" von Professor Smirnow ist durch diese Worte genau genug abgegrenzt. Der Leser wird in ihm keine Forschungen im eigentlichen Sinne des Wortes vorfindet, auch keine originellen Gesichtspunkte, neue wissenschaftliche Schlüsse oder wenigstens neu aufgeworfene Fragen; das verwendete Material ist tatsächlich bei weitem nicht erschöpfend angeführt und eher einfach aneinandergereiht, als einer wissenschaftlichen Bearbeitung unterzogen. Nichtsdestoweniger kann das Werk als ein Hülfsbuch gute Dienste leisten, weil in ihm der allgemeine Stand der gegenwärtigen Wissenschaft für die Kulturgeschichte des Südslaventums gut dargestellt ist; finden sich Widersprüche oder streitige Meinungen vor, so versteht es der Autor, zumeist die wahrscheinlichste Auffassung herauszufinden und auf die Stützpunkte für die Beurteilung der minder gut begründeten Auffassungen hinzuweisen; schliefslich entsprechen die Lücken des „Abrisses" selbst auch ziemlich genau den Lücken der Wissenschaft auf diesem Gebiete und zeigen

nochmals, wie notwendig es wäre, diese Lücken durch eine planmäfsige Forschung auszufüllen. Man kann nicht umhin, für alles das dem Verfasser dankbar zu sein, besonders, wenn man bedenkt, dafs die Kulturgeschichte des Süd-Slaventums überhaupt der am wenigsten bearbeitete Teil der Slavenkunde ist.

Die erste Lieferung besteht aus der ausführlichen „Einleitung“ (1 bis 98) und dem I. Abschnitt: „Die Entwicklung der materiellen Kultur“ (99—156). In der Einleitung führt der Autor die Meinungen über die Völker, die den Slaven auf der Balkanhalbinsel vorangegangen waren, an und behandelt die Geschichte der Besiedelung dieser Halbinsel durch die Slaven. Die Epoche dieser Besiedelung ist, wie mir scheint, richtig bezeichnet (VI.—VII. Jhd.), doch ist das Verhältnis der slavischen Ansiedler zu der vorgefundenen Bevölkerung weniger aufmerksam bearbeitet, als es der gegenwärtige Stand des anthropologischen, archäologischen und linguistischen Studiums erfordern würde. Auf die Hirtsche Theorie von dem „ethnographischen Untergrund“ wird blofs flüchtig hingewiesen; die Resultate der archäologischen Funde sind ziemlich oberflächlich gruppiert, und die anthropologische Seite der Frage ist gänzlich abseits gelassen. So ist dieser Teil der Frage vom Autor des „Abrisses“ der Lösung nicht näher gebracht werden.

Bedeutend neuer und in wissenschaftlicher Hinsicht interessanter ist das Kapitel über „die Entwickelung der materiellen Kultur“. Hier unternimmt der Autor den Versuch, die in der Literatur zerstreuten Angaben über die jeweiligen materiellen Lebensverhältnisse der Südslaven, über die Art und Weise, Nahrungsmittel zu erlangen, über das Koch- und Tischgerät, über Wohnung und Kleidung in ein Ganzes zusammenzufassen. Man mufs nur bedauern, dafs der Autor bei der Einordnung dieses im hohen Grade wertvollen und zu wenig bekannten Materials den konkreten Boden der rein topographischen Beschreibung verläfst und bestrebt ist, erstens den allgemeinen südslavischen Typus der Gegenstände, welche die materielle Kultur bilden, festzustellen, und zweitens diese Gegenstände nach ihrem mutmafslichen Alter einzuteilen, wobei ihm als Kriterium einige allgemeine Anschauungen über die Entwicklung der materiellen Kultur dienen. Der strenge Kritiker wird vielleicht finden, dafs der Autor hier auf dem Gebiete der über alle Mafsen ungewissen „vorslavischen Periode“ zu frei sich bewege und aus diesem Grunde die Angaben viel zu leicht in die vorgeschichtliche Vergangenheit versetze und ihnen doch nicht einmal so viel Aufmerksamkeit schenke, als sie von Seite des Forschers erforderlich wäre, wenn die Angaben in ihrem zeitgemäfsen Zusammenhang verblieben wären. Besonders fühlbar macht sich dieser Mangel eines vorbereitenden, aufmerksamen topographischen Studiums in dem Abschnitte über die Kleidung. Die Schlüsse des Autors stellen sich als zu unbedeutend heraus und ergänzen seine allgemeinen Ideen in zu geringem Grade, während es unmöglich erscheint, die örtlichen Kultureinwirkungen genauer zu bestimmen

und die historisch-ethnographischen Gebiete unter Zuhülfenahme der Angaben der materiellen Kultur abzugrenzen.

Die anläſslich dieses Kapitels angeführten Mängel der Forschungsmethode kommen in der nächsten Lieferung, welche der „Entwicklung der gesellschaftlichen Verhältnisse“ gewidmet ist, noch mehr zum Vorschein. Diese Lieferung zerfällt in drei Kapitel: „Die Evolution der Familie und des Blutsverbandes“; „Die Evolution des territorialen Verbandes“ und „Die Evolution der inneren Verhältnisse innerhalb des territorialen Verbandes“. Die Spuren der prähistorischen, mehr oder weniger hypothetischen Stadien in der Geschichte der Familie beschäftigen den Verfasser in den ersten der angeführten Kapitel so sehr, daſs er dem Geschlechterverbande der historischen Epoche verhältnismäſsig wenig Aufmerksamkeit widmet. Die allgemeine Anschauung des Autors über die „Zadruga“ scheint mir vollkommen richtig, und seine Kritik der neuen Anschauungen (Nowakowitsch und Peisker) bezüglich des fiskalischen Ursprungs der Zadruga vollkommen überzeugend. Den Juristen jedoch wird die Darstellung des inneren Entwicklungsprozesses und die Analyse der Zadruga nicht befriedigen, den Historiker wieder wird der Versuch, die allgemeine Beschaffenheit der Zadruga durch direkte Gegenüberstellung der verschiedenartigsten konkreten Züge darstellen zu wollen, wobei die alten geschichtlichen Zeugnisse über die Reste der Geschlechterverfassung vollkommen ignoriert werden, nicht befriedigen.

Dieses Ignorieren erweist sich hinsichtlich der Fragestellung im folgenden Kapitel über „Die Evolution des territorialen Verbandes“ als verhängnisvoll. Es liegt hier, mit Ausnahme einiger einleitender Seiten, die dem Župa-Stamm gewidmet sind, in Wirklichkeit „die äuſsere Geschichte des Staates“ und der Vertreter der staatlichen Macht vor. Der Verfasser macht hier gar keinen Versuch, auf den Zusammenhang des „Staates“ mit den vorstaatlichen Erscheinungen der Geschlechterverfassung hinzuweisen; die Kluft zwischen dem einen und dem anderen Stadium bleibt unausgefüllt. Man sollte nun erwarten, dass diese Kluft in dem nächsten Kapitel, „Die Evolution der inneren Verhältnisse innerhalb des territorialen Verbandes“ ausgefüllt werde. Tatsächlich finden wir hier auch einige interessante Bemerkungen über das Auftreten des erblichen Grundeigentums und über eingeschränkte Grundbesitzverhältnisse auf den staatlichen Ländereien. Aber alle diese bemerkenswerten Erscheinungen werden unabhängig von jeder Art von Vorgängen innerhalb der Zadruga behandelt. Der Autor benützt sogar die ihm sicherlich wohlbekannten Angaben der Stephanschen Kodifikation nicht, welche das Abhängigkeitsverhältnis der Stammesmitglieder der ehemaligen Zadruga so vortrefflich beleuchtet. Andererseits bleibt auch der Entstehungsprozess des Landadels unaufgeklärt, der jedenfalls mit den dem Autor unbekannt gebliebenen, inneren Entwicklungprozessen der Geschlechtsverbände in Zusammenhang steht. So fehlt auch weiterhin bis zum Schlusse des Buches der sozial-juridische Gesichtspunkt, und die Erörterung der sozialen

Prozesse geht unwillkürlich auf das hinaus, was innerhalb des Rahmens der fürstlichen Familie allein vorging. Man könnte glauben, dafs der Verfasser hier unwillkürlich unter dem Einflusse der alten Theorien über die Geschlechterverfassung in der russischen Geschichte stehe, wo tatsächlich die Stammes-Erbfolgeordnungen der „Fürstentümer" lange Zeit hindurch die einzigen dokumentarischen Belege für das Studium der älteren gesellschaftlichen Zustände bildeten. Es ist zu hoffen, dafs weitere Forschungen sowohl in der russischen als auch in der südslavischen Geschichte auf neue Angaben stofsen werden, neben denjenigen, welche die privaten Gesetze der fürstlichen Familie zum Inhalt haben. Doch wäre es selbstverständlich ungerecht, diesen neuen Schritt vom Autor, der ein Spezialist auf dem Gebiete der Ethnographie und nicht auf dem der Sozial- und Rechtsgeschichte ist, zu fordern. Der Leser wird zweifellos auch für diese vorbereitende Gruppierung des Materials, die J. N. Smirnow in seiner Arbeit liefert, und die sicherlich viel Mühe beansprucht hat, dankbar sein. P. Milükow.

A. Jassinski. Untersuchungen zur böhmischen Sozial- und Wirtschaftsgeschichte im Mittelalter. Dorpat 1901, VI + 327.

A. Jassinski, Professor an der Universität Dorpat, ist Spezialist auf dem Gebiete der böhmischen Geschichte. Im Jahre 1895 erschien seine erste Arbeit „Über den Verfall der Landverfassung in Böhmen" (**О паденіи земскаго строя въ чешскомъ государствѣ**). Danach lieferte er eine ausführliche Arbeit auf dem Gebiete der Sozialgeschichte dieses Landes, deren erster Band im Jahre 1901 erschien. Auch dieser Gelehrte beschäftigt sich mit einem Gebiete, das noch wenig durchforscht ist. Mit Recht weist er darauf hin, dafs sein Vorgänger Jul. Lippert (Sozialgeschichte Böhmens in vorhussitischer Zeit 1896—1898) wichtige Quellen, wie die Urbarien, obwohl einige von ihnen schon lange im Drucke erschienen waren, nicht benutzt habe. Die Bearbeitung der im Drucke erschienenen Urbarien gibt dem Buche Jassinskis zweifelloses Interesse, obwohl seine Auslegungen und Schlufsfolgerungen nur zu oft strittig oder sogar vollkommen willkürlich sind.

Das Buch zerfällt in drei Abschnitte. Der erste ist der Kritik der Urbarien gewidmet, der zweite der Dorfgemeinde (**сельская община**) und der Verteilung des Bodens, der dritte der Entwicklung der Hörigkeitsverhältnisse. Der Umfang der gedruckten Urbarien ist nicht grofs, ungefähr 500 Seiten. Leider tut der Autor des handschriftlichen Materials keine Erwähnung und bedient sich im allgemeinen überhaupt keiner Handschriften. Die Urbarien enthalten nichts über die grundherrliche Wirtschaft und beschreiben blofs die bäuerlichen Bodenanteile und Abgaben. — Die sorgfältige Quellenforschung ergibt ein ziemlich ungenügendes Resultat. Wichtig ist es, dafs in den Urbarien der Klöster Ostrow und Rudnitz zugleich mit den genauen, späteren Beschreibungen

sich auch Bruchstücke eines kurzen, aus früherer Zeit stammenden Verzeichnisses vorfinden. Manchesmal ergeben sich Widersprüche zwischen den Zahlen des kurzen und des ausführlichen Verzeichnisses, und dann ist es, wie Jassinski nachweist, angezeigt, dem ausführlichen den Vorzug zu geben. Einige Verzeichnisse, wie z. B. die des Klosters Ostrow, sind im Verlaufe einer langen Reihe von Jahren hergestellt worden. Interessant ist eine Gegenüberstellung der Urbarien und der älteren Urkunden: Die Urbarien halten sich nicht genau an die Urkunden, sondern tragen die späteren Abänderungen nach Aussagen (по сказкамъ), d. h. auf Grund von Einvernahmen der Bevölkerung unter Eid ein. Der Autor versucht es, aus der Lage der Dörfer in den Urbarien auf die eigentliche Beschaffenheit der ursprünglichen Verzeichnisse zu schliefsen; doch führen seine Schlufsfolgerungen in dieser Hinsicht blofs zu möglichen Aufstellungen und sind nicht auf sicheren Nachweisen begründet.

Im zweiten und dritten Abschnitte berührt der Verfasser eine grofse Zahl wichtiger und interessanter Fragen. Er behandelt das Verhältnis zwischen der Geschlechterverfassung und der Nachbargemeinde (сосѣдская община), die Entwicklung des privaten Grofsgrundbesitzes, die Gewanndörfer und gewannähnlichen Dörfer, die bäuerlichen Landanteile und Nutzniefsungen, die Einteilung der Bauern in Klassen und die Bodenrechte der hörigen Bevölkerung. Der Autor spricht bezüglich jeder Frage seine entschiedene Meinung aus und versucht ein zusammenhängendes Bild der Entwicklung der böhmischen Gesellschaft durch volle drei Jahrhunderte (XII.—XIV.) zu geben. Ursprünglich war nach ihm der gesamte Grund und Boden Gemeinbesitz. Doch tritt Jassinski der Behauptung Meitzens und Lipperts entgegen, als wenn die älteste Form des slavischen Daseins die Hauskommunion gewesen wäre; nach seiner Meinung lassen sich in den Quellen neben den Verwandtschaftsverbänden auch territoriale Vereinigungen nachweisen. Er weicht auch von der Annahme Meitzens ab, dafs die Markgenossenschaften die vorherrschende wirtschaftliche Form gewesen sei. Waldrodungen wurden oft von einzelnen Personen vorgenommen, und derartige Rodungen wurden „Ujezd" (уѣздъ) genannt. Es ist richtig, dafs bei der eigentlichen Aneignung des gerodeten Landes gleichsam die Zustimmung der Gemeinde erforderlich war, dann aber wirtschaftete der Besitzer des „Ujezd" vollkommen selbständig. Im Anfang scheinen die „Ujezd" nicht grofs gewesen zu sein, im 13. Jahrhundert aber entstehen infolge königlicher Schenkungen sehr grofse Besitzungen, auf denen die Grundherren kleine abhängige Ansiedelungen einrichten. Und obwohl die Ujezd als spätere Wirtschaftsformen erscheinen, haben sie doch in der böhmischen Geschichte eine sehr wichtige Rolle gespielt. Schliefslich verwirft Jassinski auch die Meinung Meitzens, dafs es in Böhmen keine Gewanndörfer gegeben habe. Die Einteilung der Felder in Gewanne — hier nimmt Jassinski die Kritik Knapps und Kowalewskys auf — entsprang nicht dem Streben nach Gleichheit und Gerechtigkeit, sondern der kollektiven Rodung und Urbarmachung des freien Landes

und des Waldes; die Rodung wurde nach Maſsgabe der Bedürfnisse vorgenommen, manchmal nahmen daran alle Gemeindemitglieder teil, manchmal bloſs einige; aus diesem Grunde sind die Gewanne in den böhmischen Dörfern sehr zahlreich und von unregelmäſsiger Form. Der Übergang zu wenigeren, regelmäſsigen Gewannen scheint unter dem Einflusse der Groſsgrundbesitzer und des Steuerdruckes eingetreten zu sein; auch in Böhmen kennt man Fälle einer solchen Neuteilung der Gewanne vor dem Übergang zum deutschen Recht, welches diesen Prozeſs nur beschleunigte, ihn jedoch nicht hervorrief. Eine weitere Folge des Wachstums des Groſsgrundbesitzes war, daſs die Bauern, in der Nutzung des Waldes beschränkt, einerseits zur reinen Feldwirtschaft übergingen, andererseits aber in Abhängigkeit vom Grundherrn verfielen. Noch Mitte des 12. Jahrhunderts bildeten die Freien die Hauptmasse der Dorfbewohner. Die Unfreien lebten vorzugsweise in den Städten, wobei zu bemerken sei, daſs vom 12. Jahrhundert an der Zufluſs der kriegsgefangenen Unfreien schwächer wurde. Die wenigen Hörigen in den Dörfern haben bloſs geringe Bodenanteile und tragen schwere Fronverpflichtungen; in der Folge verwandeln sie sich in „subsides“ (подсосѣдки; Hintersassen). Auch in den Ujezd wohnen zum groſsen Teil persönlich Freie. Bei der Besiedelung kommt die „льгота“ (lhota) zur Geltung, d. h. die Bauern werden auf einige Jahre von den Abgaben und den Dienstverpflichtungen befreit; nach der abgemachten Frist haben die Bauern das Recht des „vyhost“, d. h. das Recht der Freizügigkeit. Lippert, der auf die Unfreiheit des böhmischen Bauers bis zur Rezeption des deutschen Rechtes beharrt, faſst die lhota in dem Sinne auf, daſs der Grundherr nach Ablauf der abgemachten Frist den Ansiedler fortjagen durfte. Jassinski antwortet darauf, daſs der Grundherr eher des Bauers bedurfte, als der Bauer des Grund und Bodens. Im 14. Jahrhundert kommt zu der tatsächlichen Vererbung der Bodenrechte die juridische. Sogar die Subsides und die Ministerialen werden zu Djeditschi, und ihr Landbesitz wird „Djedina“ genannt. Freilich konnte der Bauer seinen Grund und Boden nicht veräuſsern, aber auch seine Abgaben waren unveränderlich. Schon zu Ende des 13. Jahrhunderts verschmelzen die Bauern zu einer Klasse, deren Lage nicht im geringsten schlechter als die der deutschen Bauern war. Die Einführung des deutschen Rechtes brachte dem tschechischen Volke gar nichts Gutes.

Leider könnte Jassinski nur einen geringen Teil seiner Behauptungen beweisen. Er benützt für sein Buch ein beschränktes Material: nämlich die Regesten von Erben und Emler und die im Drucke erschienenen Urbarien. Die agrarhistorischen Angaben der Chroniken sind höchst mangelhaft. Die Urkunden und Urbarien dagegen beschäftigen sich fast ausschlieſslich mit dem Groſsgrundbesitz und den Hörigen. Juridische Traktate und Gesetze behandelt der Autor, man weiſs nicht recht warum, in diesem Buche gar nicht. An der Hand solcher Quellen war es freilich unmöglich, die Frage der Dorfgemeinde zu lösen, und noch

weniger ihr Verhältnis zu den viel früheren Geschlechterverbänden. Die gewagten Behauptungen JASSINSKIS stützen sich nicht selten auf vollkommen unverläfsliche Quellen. Dafs der ganze Grund und Boden Gemeindeeigentum gewesen sei, wird durch das rhetorische Bedauern des Pragers KOSMAS (im Ganzen 3 Zeilen I, 3) über den Übergang vom alten Kommunismus zum Privateigentum, bewiesen. Der Beweis dafür, dafs die ältesten Staatsverbände den Charakter von Stammesverbänden hatten, wird damit erbracht, dafs bei Kosmas (I, 10) eine Provinz „ex natio Luczano" (S. 121—131) genannt wird. Dafs im 12. Jahrhundert die Hauptmasse der Bevölkerung aus Freien bestand, wird dadurch bewiesen, dafs unter den Truppen des Wladislaw und Sobeslaw, nach zwei Stellen der Chroniken (256—7) zu urteilen, nicht wenige Bauern sich befanden. Selbst in solchen Fällen, da den Behauptungen JASSINSKIS richtige Erwägungen zu Grunde liegen, sind seine Quellen ungemein dürftig. Gleich anderen Kritikern, tritt er mit Recht gegen die Versuche MEITZENS auf, die Eigenartigkeiten in der Ansiedelung aus der Verschiedenartigkeit des Nationalcharakters zu erklären. Er will zeigen, dafs bei ein und demselben Volke verschiedene Ansiedlungsarten anzutreffen sind, und dafs zugleich mit den Veränderungen der Wirtschaftsbedingungen ein Typus in den anderen übergehen kann. So hält er, indem er sich KNAPP anschliefst, die vielen unregelmäfsigen Gewanne für die älteste Form der Ansiedelung und führt sie auf die kollektive Rodung zurück. Als Hauptbelege dienen ihm jedoch ganz und gar nicht die böhmischen, sondern die rufsischen Quellen, das Gesetzbuch THEODOR IWANOWITSCHS (Судебникъ Өедора Ивановича), in welchem von der Verteilung des Landes unter den Rodungsgenossen, als von einer ständigen Erscheinung gesprochen wird; die böhmischen Beispiele, die er bringt (158—9), sprechen von einzelnen und dabei nicht ganz klaren Fällen. Am bedauerlichsten ist es, dafs JASSINSKI, der in seinem Buche nicht wenig über die Topographie der Dörfer und die Lage der Bodenanteile spricht, sich der Flurkarten zur Überprüfung der Meinungen MEITZENS gar nicht bedient und sich blofs auf eine Generalstabskarte stützt, aus welcher, mit Hinblick auf ihren grofsen Mafsstab (1: 144000), es schwer ist, etwas Bestimmtes zu ersehen. — Für die Geschichte des Grofsgrundbesitzes und der abhängigen Bauern liefert das Buch allerdings sehr interessante Nachrichten. Auch hier sind jedoch viele Behauptungen nicht bewiesen. Als Beispiel will ich auf eine beachtenswerte Beobachtung über das Schicksal der Subsides hinweisen. JASSINSKI versucht zu zeigen, dafs sich diese von den gewöhnlichen Bauern nicht blofs durch ihre Wohlhabenheit, sondern auch durch die Rechtsfähigkeit (правоспособность) unterschieden, und dafs sie Nachkommen der Unfreien waren. Zum Beweis führt er jedoch nur einen Fall an (Radunice 188—9), aus dem hervorgeht, dafs die Wohnsitze der früheren Unfreien von den subsides innegehabt werden; aber auch in diesem Falle konnten die subsides die Landanteile der früheren Unfreien besitzen, ohne deren Nachkommen zu

sein. Freilich weist JASSINSKI ziemlich überzeugend nach, dafs die Subsides in wirtschaftlicher Hinsicht die Erben der Hörigen waren; doch kann das nicht hinreichen, um damit ihre niedrige juridische Stellung zu erhärten. Indessen nimmt JASSINSKI im Verlaufe seiner weiteren Auseinandersetzung an, dafs blofs die Subsides an die Scholle gebunden waren, und dort, wo in den Urkunden „adscripti glebae“ vorkommen, zählt er sie zu den Subsides (311, I.). Auf Grund einer einzigen Urkunde, in welcher der Herrscher auf Bitten der Mönche eine Landschenkung bestätigt, die von zwei Armen (pauperes) gemacht wurde, versichert JASSINSKI, dafs die „Djeditschi“ ihren Grund und Boden nicht veräufsern durften (319), obwohl in der Urkunde die „Djeditschi“ nicht erwähnt werden.

Weniger polemischen Charakter besitzt jener Teil des Buches, welcher von der Entwicklung des privaten Grundbesitzes und von den bäuerlichen Bodenanteilen handelt. Hier bringt der Autor bemerkenswerte und wichtige Angaben neben strittigen Behauptungen. Landanteile, die Privateigentum waren, wurden „Ujezd“ genannt. Indem er sich PEISKER und MEITZEN anschliefst, behauptet er, dafs die Ujezd anfänglich blofs im Walde entstanden. Schon im 12. Jahrhundert sind die Ujezd sehr zahlreich: man findet sowohl kleine als auch sehr grofse Ujezd (bestehend aus einigen Dörfern; manchmal erscheint als Zentrum des Ujezd die Kurie). Vom 13. Jahrhundert an erscheinen neue Unternehmer (locatores), welche neue Landteile besiedeln. Anfänglich bestand ein grofser Teil der neuen Ansiedlung aus Unfreien, mit der Zeit aber kommen immer mehr freie Gäste, hospites hinzu, welche „lhota“ bekommen, d. h. Abgabenbefreiung auf mehrere Jahre und nicht selten werden sie zu Djeditschi. — Das Buch enthält auch interessante Angaben über die bäuerlichen Landanteile, die verschiedene Benennungen und verschiedene Ausdehnung haben; doch herrschen in benachbarten Dorfgruppen gleichartige und normale Anteile vor, so besitzen z. B. um Pilsen herum von 600 Höfen 353 „полземли“ halbe Anteile und 167 „по землѣ“ ganze Anteile. Obwohl im Lande sehr kleine Mafseinteilungen im Gebrauche stehen, z. B. $^1/_{16}$ Joch (sulcus), gibt es Fälle, in denen die Landanteile aus einer recht grofsen Zahl von Ackerstreifen oder sogar aus 2—3 Gewannen bestanden; es gibt Beispiele hierfür aus der ersten Hälfte des 12. Jahrhunderts (1132), als von einem Einflusse des deutschen Rechtes noch keine Rede sein konnte; JASSINSKI schreibt die Entstehung solcher Anteile der Einwirkung der Herrscher zu. Interessant ist der Versuch die Bodenverteilung festzustellen, welche den Hufen (Lan) des deutschen Rechtes vorangingen. JASSINSKI nimmt an, dafs vor der Einführung der Hufe (Lan) das Anteilsystem (долевая система) geherrscht habe: jedes neugerodete Landstück, jedes neue Gewann wurde in so viele Streifen zerlegt, als es im Dorfe Gehöfte gab, und der Anteil bestand aus der Summe solcher Streifen. Eine Urkunde (1301), durch die zur Weide des Dorfes Antiqua villa $2^1/_2$ Hufen (Lan) von der Weide eines anderen Dorfes hinzugefügt werden, ordnet an, dafs das neue Land unter

alle Gehöfte verteilt werde, und errichtet keine neuen Gehöfte. — Im allgemeinen gibt das Material, welches das Buch enthält, mehr Zeugen schaft von der Macht des Grofsgrundbesitzes, als von der Stärke der Gemeindetradition, obwohl der Autor sich als Anhänger der Gemeindetheorie erklärt. A. S.

W. Piskorski. Die Leibeigenschaft in Katalonien im Mittelalter. Kiew 1901. V 1, + 230.

Hr. Piskorski, Professor des historisch-philologischen Institutes in Neschin, hat sich dem Studium der spanischen Geschichte gewidmet. Eine von seinen Arbeiten, die Leibeigenschaft in Katalonien im Mittelalter „Крѣпостное право въ Каталоніи въ средніе вѣка" (Кіевъ, 1901, VIII + 230) beschäftigt sich mit der sozialen Entwicklung dieses Landes. Mit Recht weist der Autor auf die tiefgreifenden Unterschiede zwischen den einzelnen Teilen der Halbinsel hin und auf die Notwendigkeit, das sozialhistorische Studium nach Provinzen zu betreiben. Katalonien zeigt in seiner Geschichte die meiste Ähnlichkeit mit den übrigen europäischen Staaten; Feudalismus und Leibeigenschaft erreichten dort den höchsten Grad. Damit begründet der Autor die Wahl seines Themas. Vielleicht wäre es natürlicher gewesen, mit denjenigen Provinzen zu beginnen, in denen, wie z. B. in Kastilien, die allgemeinen Verhältnisse sich ganz eigenartig gestalteten. Doch bietet auch die katalonische Leibeigenschaft ein lebhaftes Interesse, um so mehr als die hierher gehörigen Fragen wenig erforscht sind. Es ist nur zu bedauern, dafs der Verfasser, bei Gelegenheit des Hinweises auf die Dürftigkeit der ihm wohlbekannten speziellen Literatur, keine systematische Übersicht derselben gibt, so dass es dem Leser schwer ist, zu bestimmen, was die vorliegende Arbeit Neues bietet. Der Autor hat an seinem Werke in Katalonien selbst gearbeitet und aufser den im Drucke erschienenen Quellen auch das bedeutende und interessante Archivmaterial benützt, von welchem ein Teil in den Anmerkungen seines Buches und in einer vorher erschienenen Abhandlung über die „Sechs malos usos (Kiew 1899) enthalten ist. Leider sind es fast ausschliefslich juridische Dokumente; Urbarien und andere wirtschaftliche Beschreibungen benützt Piskorski fast gar nicht, wodurch die ganze Arbeit einseitig wird: Die wirtschaftliche Seite der Leibeigenschaft ist in dieser Arbeit in sehr geringem Grade berührt.

Das Buch enthält vier Kapitel: a) Der Ursprung der Leibeigenschaft oder Remensa (1—43); b) Die wirtschaftliche und rechtliche Lage der Leibeigenen im 14. und 15. Jahrhundert (45 bis 120); c) Die Emanzipationsbewegung der ersten Hälfte des 15. Jahrhunderts (121 bis 170); d) Die Bauernbewegung in der zweiten Hälfte des 15. Jahrhunderts und die Sentenz des Jahres 1486 (171—216).

Piskorski beginnt seine Forschung erst mit der reconquista und der Begründung der spanischen Mark. Er untersucht gar nicht die Frage, ob die Herrschaft der Araber und Westgoten irgend welche Spuren hinterlassen hat, obgleich Hinweise auf das „Gotengesetz" (lex Gothorum)

sogar in den Quellen des 10. und 11. Jahrhunderts zu finden sind. und in den wirtschaftlichen Einrichtungen dürfte der Zusammenhang ein noch stärkerer gewesen sein. Schon aus dem Grunde allein, weil in der Mark im 9. und 10. Jahrhundert christliche Sklaven sich befanden, kann man nicht ohne Beweise den Zusammenhang zwischen der späteren Remensa und den westgotischen Verhältnissen leugnen Einige der „Malos usos“ aber, cugucica, arcia, exorchia, findet man in Katalonien schon früh, z. B. in einer Urkunde aus dem 10. Jahrhundert (963). Was die Kolonisten anbelangt, so zeigt Piskorski, daſs unter ihnen die Freien vorherrschten. Selbst in den Usatici Barchinonae (11. Jahrh.) gibt es noch keine Leibeigenschaft; die Bauern besitzen das Recht der Freizügigkeit. Angaben über die Remensa begegnet man in den Urkunden des 12. Jahrhunderts, während die gesetzliche Bestimmung über die Aufhebung der Freizügigkeit von den Cortes des 13. Jahrhunderts erlassen wurde. Im allgemeinen trägt das erste Kapitel den Charakter eines kurzen Abrisses. — Bedeutend ausführlicher ist das zweite Kapitel, das den wichtigsten Teil der Arbeit enthält. Piskorski untersucht eingehend das Wesen der berüchtigten sech Malos usos (remença, exorchia, intestia, cugucica, arcia, ferma de spoli) und bringt gewichtige Beweise zu gunsten der Auffassung vor, daſs die ferma de spoli kein ius primae noctis war, sondern eine Zahlung an den Grundherrn für die Bestätigung des vermögensrechtlichen Paktes zwischen den leibeigenen Eheleuten. Doch leugnet Piskorski nicht. daſs das ius primae noctis an manchen Orten als Miſsbrauch sich vorfindet; die Sentenz des J. 1486 spricht deutlich darüber. Viel Aufmerksamkeit ist den Bedingungen, der Einführung und Aufhebung der persönlichen Leibeigenschaft gewidmet. Es ist ungemein interessant, daſs die katalonische Leibeigenschaft trotz ihres bedrückenden Charakters durch schriftlichen Vertrag eingerichtet wurde (instrumentum capibreviationis, capbreve), welcher auch als Beweismittel für die Rechte der Groſsgrundbesitzer diente und die Verpflichtungen der Bauern aufzählte. Leider sind die Ansichten des Autors über die Möglichkeit der Veräuſserung von Leibeigenen ohne Grund und Boden wankend. Auf S. 105 erwähnt Piskorski, daſs ihm kein Fall von Verkauf Leibeigener ohne Grund und Boden bekannt sei. Auf S. 116 stellt sich heraus, daſs der Grundherr junge Leute (iuvenes homines) ohne Land verkaufen konnte. Hier gibt er jedoch bloſs einen Hinweis auf Corolett, Feudalismo y servi d'umbre en Cataluna, 319. Die Dorfgemeinde des 14. und 15. Jahrh. und die Grundherrschaft berührt Piskorski überhaupt nicht. Auch die wirtschaftliche Lage der Leibeigenen ist nicht genügend beleuchtet.. Piskorski führt weder für die Bauernwirtschaft noch für die Wirtschaft der Grundherren Beispiele an. Selbst eine so grundlegende Tatsache, wie das geringe Ausmaſs des grundherrlichen Ackerlandes und des bäuerlichen Frondienstes ist in der Arbeit nicht genügend hervorgehoben. Aus diesem Grunde erscheinen diejenigen Züge des bäuerlichen Daseins, welche in den Ereignissen des 15. Jahrhunderts zum Vorschein kamen, — die Wohlhabenheit vieler

Leibeigenen, die Möglichkeit, für Bauern grofse Organisationen zu bilden und energisch auf ihren Forderungen zu bestehen, — wenig verständlich und überraschend. Auch wird der Untergang der Leibeigenschaftsverhältnisse, um die es sich im dritten und vierten Kapitel handelt, in seinen Veranlassungen nicht genügend beleuchtet: der Autor begnügt sich damit, dafs er eine interessante Darstellung der königlichen Erlässe bezüglich der Fragen der Leibeigenschaft und eine fesselnde Schilderung der Bauernaufstände des 15. Jahrhunderts bietet. Er spricht zwar über den Einflufs der Städte und der Epidemien der zweiten Hälfte des 14. Jahrhundert, aber seine Hinweise darauf sind viel zu allgemeiner Natur. Mehr Aufmerksamkeit widmet der Autor der Commutatio, der Umwandlung der Frondienste und Verpflichtungen in Geldabgaben. Bevor die Regierung die Leitung der Bauernbefreiung in ihre Hände nahm, ging der Prozefs sehr unregelmäfsig und verschiedenartig vor sich. Durch Geldabgaben werden manchmal die Frondienste ersetzt, manchmal die Naturalabgaben, zuweilen die malos usos oder auch zwei von diesen Verhältnissen, oft alle drei zugleich. Die Kommutation wird nicht immer für ewige Zeiten festgesetzt; wir finden auch eine commutatio auf Frist z. B. auf 15 Jahre. Die Bauernbewegung und die politischen Kämpfe des 15. Jahrhunderts beschleunigen den Prozefs der Emanzipation im hohen Grade und geben ihm für das ganze Reich eine einheitliche Richtung. Am auffallendsten ist der Umstand, dafs die Bauern als sichtbare politische Macht auftreten, und dafs zur Zeit des Kampfes der königlichen Herrschaft mit den Cortes beide Parteien sich bemühen, die Bauern auf ihre Seite zu bringen. Im Jahre 1462 versprach sogar die Deputation, die malos usos auf Staatskosten abzulösen. Noch im Jahre 1448 gab Königin Maria den katalonischen Bauern das Recht, Zusammenkünfte abzuhalten und Syndici zu wählen, und die Bauern machten von diesem Rechte sehr ausgiebigen Gebrauch: in der Diözese Gerona allein fanden 400 solcher Zusammenkünfte statt. Der Bauernführer Vierntallat, der auf Seite des Königs stand, hat auch in diesem Kampfe eine bedeutende Rolle gespielt und an dem Siege der königlichen Partei nicht geringen Anteil gehabt. Auch wurde die endgültige Abschaffung der Leibeigenschaft im Jahre 1486 von den Senioren und der Regierung durch die energischen Bauernaufstände desselben Jahres erzwungen.

Die Monographie schliefst mit einer Darlegung der Sentenz des Jahres 1486. Die Bedeutung dieser Arbeit hat nicht im geringen Grade unter der einseitigen Fragestellung gelitten. Dennoch ist sie auf dem Gebiete der dürftigen Literatur über diesen Gegenstand eine bedeutende und interessante Erscheinung. A. S.

D. Petruschewski. Aufstand von Wat Tyler. Untergang des Feudalwesens in England. Moskau 1901. VIII + 367.

D. Petruschewski, Professor an der Universität Warschau, beschäftigt sich mit dem Studium der sozial-ökonomischen Verhältnisse eines Landes,

über dessen Geschichte eine ausgedehnte Literatur vorhanden ist. Über die Geschichte Englands ein bedeutendes Buch zu schreiben, ist weniger leicht, als über die böhmische oder spanische Geschichte. Die klassischen Arbeiten von SEEBOHM, VINOGRADOFF, MAITLAND, die wertvollen Monographien von ROUND, PAGE, ANDREWS, PETIT-DUTAILLIS, OCHENKOWSKI, KOWALEWSKY, SCHANZ, die allgemeinen Abrisse von TH. ROGERS, ASHLEY, CUNNINGHAM haben bereits sehr vieles in der Geschichte der mittelalterlichen Gesellschaft und Wirtschaft Englands aufgeklärt. Doch hat PETRUSCHEWSKI sein Thema glücklich gewählt und sich dabei neuen und wertvollen Materials bedient. In der Literatur über diesen Gegenstand nimmt seine Arbeit einen hervorragenden Platz ein. Im Jahre 1897 gab er die Geschichte des Aufstandes von Tyler heraus, in welcher er eine interessante Kritik der Quellen und eine lebendige Schilderung des Aufstandes selbst lieferte und mit grofser Klarheit auf die Wechselwirkung der politischen, sozialen und religiösen Seite des Aufstandes hinwies. In seiner zweiten Arbeit trachtet er, die allgemeinen Ursachen des Aufstands zu beleuchten, die Arbeiterfrage des XIV. Jahrhunderts und den Zerfall der Manorwirtschaft. PETRUSCHEWSKI hat das ausgedehnte im Drucke erschienene Material für die Sozialgeschichte des XIV. Jahrhunderts aufmerksam studiert, Chroniken, literarische Werke, Statuten, Yearbooks, Rotuli parliamentorum. Er hat auch fleifsig im Public Record Office gearbeitet, und in seinen Anmerkungen finden sich Hinweise auf viele beachtenswerte Dokumente. Die spezielle Forschung ist verbunden mit Abschweifungen mehr allgemeinen, fast theoretischen Charakters — über die Eigentümlichkeiten des englischen Feudalismus, über die Grundlagen der Manorwirtschaft, über die ökonomischen Ideen der mittelalterlichen Kirche, über die Gründe, die den Übergang zur bäuerlichen Wirtschaft veranlafst haben. PETRUSCHEWSKI ist Anhänger der Evolutionsidee, und als das Endziel seiner Forschung erscheint ihm nicht das Einzelne, sondern das Allgemeine im historischen Prozesse. Nicht das ethische Moment der Bedeutsamkeit, sondern das soziologische Moment der Gesetzmäfsigkeit ist für ihn das bestimmende Prinzip in der Geschichtswissenschaft.

Der erste und vierte Abschnitt des Buches handelt von der Arbeiterfrage, der zweite und dritte von der Manorwirtschaft des XIV. Jahrhunderts. PETRUSCHEWSKI behandelt die Arbeiter-Statuten des XIV. Jahrhunderts sehr eingehend. Er nimmt an, dafs die Arbeiterfrage durch die Epidemien nicht blofs verschärft, sondern geradezu hervorgerufen wurde, indem diese auf den Gang der gesellschaftlichen Entwicklung Englands bestimmend einwirkten; geradeso wie die Katastrophe der normannischen Eroberung auf die politische Verfassung Englands eingewirkt hat. Der Autor weist geschickt darauf hin, dafs die reaktionären Bestrebungen der Statuten, das Verlangen, die Verhältnisse herzustellen, wie sie vor der Pest bestanden, im Gegenteil zur Zerstörung der Manorialverfassung und zur Schaffung der unabhängigen Bauernwirtschaft mit ihrer

Teilung der Gesellschaft in Klassen führten. Petruschewski versichert, daſs in der Mitte des XIV. Jahrhunderts die Lohnarbeit bereits fast überall die Fronarbeit der villani verdrängt und daſs die Einschränkung der Zahl der Arbeiter — infolge der Epidemie — der Arbeiterfrage eine ungewöhnlich scharfe Form gegeben habe. Die Grundherren (lords of the manors) versuchten die alten Frondienste wieder herzustellen, das Parlament aber schuf äuſserst strenge Gesetze, die auf Arbeitszwang, geregelten Arbeitslohn und Einschränkung der Freizügigkeit hinzielten. Und obwohl die Arbeiterstatuten infolge der scharfen Konkurrenz der Arbeitgeber nicht durchgeführt werden konnten, war der Druck der feudalen Reaktion so stark, daſs er im Verein mit der politischen Unzufriedenheit und der religiösen Erregung zum Aufstande des Jahres 1381 führte. Einige Behauptungen in diesen Kapiteln geben Anlaſs zur Kritik. Petruschewski hat die Bedeutung der Lohnarbeit im XIV. Jahrhundert übertrieben; die Fronarbeit der Villanen hatte noch starken Bestand, und es wurde die Fronarbeit nicht immer durch die Lohnarbeit ersetzt: Ein Teil des grundherrlichen Bodens ging nach der Kommutation in die Hände der Bauern über, was zur Folge hatte, daſs das Bedürfnis nach Lohnarbeitern nicht wuchs, sondern geringer wurde. Petruschewski hat mit Recht auf den antifeudalen volkswirtschaftlichen Charakter der Statuten hingewiesen; doch hat er nicht genügend betont, daſs sie zugleich die starke Tendenz in sich bergen, den Arbeiter an die Grafschaft, ja sogar an die Landgemeinde des Manors zu fesseln. Zum gröſsten Widerspruch jedoch reizt der Versuch, die alte Annahme Th. Rogers über die feudale Reaktion nach dem Jahre 1349 mit neuen Beweisen zu stützen. P. führt zahlreiche Fälle von Miſsbrauch der grundherrlichen Macht und von Nachforschungen nach entflohenen Villanen an, zum Beweise, daſs von den Villanen oft die alten Dienstverpflichtungen gefordert werden. Doch sind gerade diese Erscheinungen für die zweite Hälfte des XIV. Jahrhunderts nicht charakteristisch; man findet sie ebenso oft früher und auch später. Petruschewski führt aus den Chroniken eine Reihe von Angaben über die Bedrückung der Bauern an, doch werden diese Bedrückungen in den Chroniken bloſs in allgemeinen Ausdrücken geschildert; ja selbst Holinshed, den Petruschewski übertrieben hochschätzt (313), spricht bloſs von einer Forderung der alten Bräuche und Dienstverpflichtungen. Nur in einem, und zwar in einem sehr späten Falle (6 R. II) konnte Petruschewski auf den Versuch hinweisen, die alte Dienstverpflichtung, die durch Abgaben ersetzt war, wiederherzustellen (327); aber auch hier ist es nicht leicht, mit Bestimmtheit von Feldarbeit zu sprechen, da der Betreffende allem Anscheine nach ein Freier war, dessen Verpflichtung sehr niedrig, auf 4 d. angesetzt war. Ungeachtet aller Bemühungen Petruschewskis, die Bedeutung der Schlüsse Pages über den Vorgang der Kommutation abzuschwächen, bewahren die Zahlen Pages („Verwandlung der Frondienste in Geldrenten“; „End of villainage“) gröſsere Überzeugungskraft als die allgemeinen oder rhetorischen Behauptungen der Chroniken und

zeigen, daſs man eine ernste feudale Reaktion vor dem Aufstande des Jahres 1381 unmöglich annehmen kann.

Der zweite und dritte Abschnitt rufen weniger Widerspruch hervor und geben viel neues Material sowie wichtige Schluſsfolgerungen. Es ist der erste und im allgemeinen gelungene Versuch in der Literatur, die Manoreinrichtungen im XIV. Jahrhundert darzustellen. Aber auch hier äuſsert der Autor sehr bestreitbare Ansichten bezüglich der älteren Agrargeschichte Englands. Petruschewski ist ein überzeugter Anhänger der Theorie von dem Vorherrschen der freien Nachbargemeinde in der angelsächsischen Periode und betrachtet den Manor als ein spätes Produkt und als einen Parasiten am Körper der Dorfgemeinden. Er nennt sich einen Nachfolger von Vinogradoff und Maitland, geht aber in der Verteidigung der Gemeindepriorität bedeutend weiter als Vinogradoff [1]; Maitland dagegen besteht nur auf dem Übergewicht der Freien und bezweifelt die Existenz irgendwelcher Dorfgemeinde, sei es einer freien oder unfreien in der Zeit der angelsächsischen Periode. Doch haben die strittigen Ansichten über die ältere Geschichte Englands die Forschung über den Zerfall der Manorwirtschaft nicht beeinträchtigt. Petruschewski zeigt mit groſsem Erfolg, wie im XIV. ja sogar schon im XIII. Jahrhundert das enge Band zwischen der Wirtschaft des Lords und der des Villanen schwächer wird, und wie die Interessenharmonie im Dorfe dem ökonomischen Kampfe Platz macht. Das Ackerland des Grundherrn war anfangs mit dem bäuerlichen Ackerlande vermengt; doch beginnen die Fesseln der Gemeindewirtschaft den Lord zu beengen, und er strebt danach sein Land von dem bäuerlichen zu trennen, es zu umfrieden und darauf selbständig zu wirtschaften; oft gibt der Lord die Wirtschaft vollkommen auf und verpachtet sein Land samt dem Viehe (stock and land lease). Noch wichtiger sind die Veränderungen in der bäuerlichen Wirtschaft. Aus den „Hundred Rolls“ zur Zeit Eduards I. werden Angaben über die Verbreitung der Pacht auf Frist zum Unterschiede von der gewohnheitrechtlichen Erbpacht (customary tenure) vorgebracht. Die gleichmäſsigen bäuerlichen Anteile, virgates, zerfallen, und unter den Bauern greifen groſse Unterschiede im Ausmaſse des Besitzes Platz; die Villanen pachten nicht bloſs das Land vom Lord als Zuschlag zu ihren Anteilen, sie beginnen auch, Land zu kaufen und zu verkaufen, das so zur Ware wird. Einige dieser Erscheinungen waren bereits von den früheren Forschern berührt worden; doch stellt sie Petruschewski vollkommener und anschaulicher dar. Bezüglich einer wichtigen Frage hat er zuerst auf ein vollkommen neues Material hingewiesen und wichtige Schlüsse gezogen. Er hat die Tatsache festgestellt, daſs die Bauern im XIV. Jahrhundert den Grund und Boden sehr oft nicht beim Lord, sondern beieinander pachteten. Einige Bauern vereinigen in ihren Händen

---

1) Vergl. dessen Rezension im Journal des Ministeriums für Volksaufklärung, 1902 (Petersburg).

sehr viel Grund und Boden und führen eine grofse Wirtschaft; andere wieder geben einen bedeutenden Teil ihres Grundstückes an ihre wirtschaftlich stärkeren Nachbarn in Pacht. Der Grund und Boden geht so oft aus einer Hand in die andere über, dafs manche Bauern des XIV. Jahrhunderts sich mit dem Ankauf und Wiederverkauf der Grundstücke beschäftigen; auf Grundlage der court rolls schildert Petruschewski in sehr klarer Weise ungemein interessante geschäftliche Abmachungen solcher Landspekulanten. So entwickeln sich innerhalb der Manorialbevölkerung selbst Kräfte, welche die mittelalterliche Ordnung zerstören. — Im allgemeinen bildet die Arbeit Petruschewskis einen wertvollen Beitrag zur Literatur des Gegenstandes: sie schildert die soziale Politik des XIV. Jahrhunderts vortrefflich und deckt mit grofser Anschaulichkeit viele wichtige Prozesse, die damals in der Volkswirtschaft vor sich gingen, auf. A. S.

J. W. Lutschitzky. Der bäuerliche Grundbesitz in Frankreich am Vorabend der Revolution. Kiew 1900.

Das Buch des Prof. Lutschitzky ist, chronologisch betrachtet, das letzte, bildet jedoch noch nicht den Abschlufs in der Reihe der Forschungen über den bäuerlichen Grundbesitz in Frankreich im XVIII. Jahrhundert. Schon in den 80er Jahren begann der Verfasser seine Forschungen; die Resultate seiner Arbeiten veröffentlichte er von Zeit zu Zeit entweder als besondere Berichte, „Отчеты о научной командировкѣ, (Kiew 1895, Kiew 1896; — der letztere erschien in französischer Sprache: La petite propriété en France avant la Révolution et la vente des biens nationaux, Paris, Champion, 1897[1]) oder als Abhandlungen in russischen und französischen Zeitschriften. Die letzte, oben genannte Arbeit wurde zuerst in den Kiewer Universitätsnachrichten des Jahres 1899 veröffentlicht, und später erschien sie in Buchform.

Bevor wir an die Besprechung dieser Arbeit herantreten, halten wir es für notwendig, den Leser mit den vorhergehenden Arbeiten des Prof. Lutschitzky vertraut zu machen, insofern in ihnen die Aufgabe, die sich der Verfasser in seinem letzten Werke gestellt hat, gestellt und — was die Hauptsache ist — die Stellung der Wissenschaft zur Frage des bäuerlichen Grundbesitzes vor der Revolution beleuchtet ist.

Die Frage nach der Existenz und der starken Entwicklung des Kleinbesitzes in Frankreich zur Zeit vor der Revolution wurde zuerst von Tocqueville noch im Jahre 1836 und dann 20 Jahre später in seinem Ancien Régime aufgeworfen. Tocqueville entschied, auf verschiedene Quellen gestützt, die Frage im positiven Sinne, wobei er bemerkte, dafs es ihm gelungen sei, von den Katasterbüchern des Jahres 1790 Einsicht zu nehmen, die ihn in seiner Meinung über diese Frage noch mehr be-

1) Vgl. auch Zeitschrift f. Soz.- u. Wirtschaftsgeschichte IV (1896), 376 bis 456. Das bäuerliche Eigentum in Frankreich und die Nationalgüterveräufserung.

stärkten. Die knapp gehaltene Darstellung Tocquevilles, in welcher jeder Satz das Resultat langer und gründlicher Forschung war, konnte jedoch die Frage nicht zum Abschluſs bringen, weil sie keine tatsächlichen Angaben enthielt und, was die Hauptsache ist, die Frage zu allgemein stellte, so bestimmte sie z. B. nicht genau, ob der Kleinbesitz an Grund und Boden sich in den Händen der Bauern befand.

Nach Tocqueville verteidigten einige, die seine Autorität auf dem Gebiete der Forschung bedingungslos anerkannten, seinen Standpunkt, andere dagegen hielten die Versicherungen Tocquevilles für nicht genügend begründet und erklärten, wie bis dahin, daſs bis zur Revolution hauptsächlich adeliger und kirchlicher Groſsgrundbesitz bestand, daſs der gegenwärtige bäuerliche Kleinbesitz eine direkte Folge der Revolution und der Veräuſserung von nationalem Eigentum sei. Alle weitere Polemik über diese Frage stützte sich entweder auf rein logische Schluſsfolgerungen, oder auf zufällig herausgerissene Angaben, auf Grund deren man allgemeine Behauptungen in bezug auf die Verteilung des Grundeigentums konstruierte. Aus dieser Unklarheit schien es nur einen Ausweg zu geben: man hätte zum Ziele der Erforschung der Frage über die Verteilung des Grundbesitzes eine möglichst groſse Zahl von Angaben, die ausgebreitete Rayons betreffen, ausfindig machen müssen; die historisch-statistische Methode ergab sich in diesem Falle von selbst als die einzig richtige. Der Umstand jedoch, daſs man lange Zeit über den Zustand der Archive sich in ziemlicher Unklarheit befand, machte die Anwendung dieser Methode unmöglich, und noch im Jahre 1879 hielt es ein russischer Forscher, Prof. Kareew, der auf einem Tocqueville entgegengesetzten Standpunkte stand, für möglich zu erklären, daſs „man auf genaue statistische Daten, die uns das Zahlenverhältnis zwischen dem Grundbesitz mit groſsem und kleinem Betriebe darstellen könnten", verzichten müsse.

In der zweiten Hälfte der 80er Jahre wurde die Aufgabe als solche zum erstenmal vom Franzosen Gimel bestimmt formuliert; man müsse nicht nur die Zahl der Parzellen, sondern auch die Zahl der Eigentümer berechnen, um die von Tocqueville aufgestellte Frage endgültig zu lösen. Seine Forschung auf weite Gebiete ausbreitend, machte sich Gimel auf die Suche nach Material, und geriet dabei, sozusagen, auf die Wege der Dezentralisation. Im Pariser Nationalarchiv war nichts zu finden; man muſste sich an die Departementsarchive, die von den französischen Forschern in so ungerechter Weise vernachlässigt sind, wenden. Die Erforschung der Provinzialarchive übertraf die Kräfte eines Menschen, und Gimel wandte sich an die Erforschung der rôles des vingtièmes, die unter allen Steuern des alten Regimes die reinste Territorialsteuer waren. Die Angaben der rôles (Gimel studierte sie nach Auszügen, die eigens für ihn gemacht wurden) führten die Zahl der Steuersätze (articles de rôle) an und bestätigten glänzend die Tatsache, daſs der Grund und Boden aufs äuſserste zerstückelt war. Damit war aber noch nicht alles entschieden;

die Zahl der Steuersätze entsprach möglicherweise nicht der tatsächlichen Zahl der Eigentümer; ferner genügt auch die Tatsache nicht, dafs Kleinbesitzer bestanden haben: wer sie waren, welcher Profession sie angehörten, welcher Teil des Grundes und Bodens sich in den Händen der Bauern befand, wie der Grundbesitz unter die verschiedenen Stände verteilt war — alle diese Fragen sind von Gimel nicht berührt worden. Seine Auszüge aus den rôles erwiesen sich also als ungenügend, auch starb er frühzeitig.

So stand die Sache, als Prof. Lutschitzki daran ging, die Frage zu lösen. Sein erster „Bericht" behandelt zwei Fragen — die Frage über den bäuerlichen Kleinbesitz bis zur Revolution und die Frage über die Veräufserung von nationalem Eigentum. Das Beispiel von Minzes jedoch wie seine eigene Erfahrung zeigten Prof. Lutschitzky, dafs die zweite Frage nur nach der Lösung der ersten befriedigend entschieden werden kann. Das ist der Grund, warum der Verfasser, ohne die gelegentliche Sammlung von Material auch zur zweiten Frage zu unterlassen, sich vorläufig ausschliefslich mit der ersten beschäftigte, und dementsprechend betitelte er auch sein letztes Buch.

Das Buch enthält 5 Kapitel; die zwei ersten beschäftigen sich damit zu erläutern, wie wertvoll die rôles des vingtièmes als historisch-statistisches Material sind; das dritte untersucht die Gruppen, in die die Landbevölkerung Frankreichs vor der Revolution zerfiel, und die Verteilung des Grund und Bodens unter diese Gruppen; das vierte betrachtet die Verschiebungen im Grundeigentum in den letzten Jahren der Revolution; im letzten Kapitel ist von verschiedenen Fragen, die mit den Grundherrenrechten verknüpft sind, die Rede.

Prof. Lutschitzky mufste seine Arbeit mit einer Polemik beginnen, die sein Buch bedeutend kompliziert und zuweilen dessen Aufbau stört; diese Polemik war jedoch notwendig, weil die zu knappe Ausdrucksweise, deren sich der Autor in seinen zwei ersten Arbeiten bediente, einerseits, und die fast vollkommene Unbekanntheit der Kritiker mit dem Material, das bei der Arbeit verwendet wurde, andererseits die Beurteilung der Arbeiten des Prof. Lutschitzky erschwerten. Ich werde nur ein Beispiel nennen. Sogar ein solcher Kenner der Epoche, wie Aulard, hielt es für möglich, Lutschitzky den Vorwurf zu machen, dafs er bestrebt war, „distinctions absolues" zwischen den einzelnen Gruppen der Landbevölkerung Frankreichs vor der Revolution zu erdenken; und nun weist Lutschitzky im Anfange des dritten Kapitels darauf hin, dafs er nichts erdacht habe, dafs er sich in diesen distinctions ganz einfach an die „Textüberlieferungen der rôles" gehalten hätte.

Der Autor ist gezwungen, seinen Kritikern, die sich vor allem gegen die Zuverlässigkeit der rôles des vingtièmes wandten und darauf hinwiesen, dafs der Bedeutung dieser Dokumente noch von Seite der Zeitgenossen Abbruch getan wurde, Vieles zu erklären. Prof. Lutschitzky ist damit einverstanden, dafs das Schätzungssystem, welches als

Grundlage bei der Erhebung der Steuer vingtièmes diente, anfangs äufserst unbefriedigend war. Der Autor liefert die Geschichte der Verordnung dieser Steuer und befafst sich mit den Klagen, die anläfslich dieser Steuer erhoben worden sind. Und was sehen wir? die Genauigkeit der Aufzählung der Grundstücke wird von allen anerkannt, oder wenigstens von Niemandem bestritten. Die Klagen beziehen sich nur auf die Feststellung der Erträgnisse der Grundstücke und auf die Schätzung einzelner Einkommensartikel. Es kamen verschiedene Arten von Mifsbräuchen vor: das Einkommen von verpachteten Grundstücken wurde verheimlicht, bei Übertragung von Naturaleinnahmen in Geld wurde niedriger als billig geschätzt u. dergl. m. Dementsprechend leiden die älteren rôles der 60er Jahre (die Steuer wurde 1749 eingeführt) an bedeutenden Mängeln: so fehlen manchmal die Eintragungen der Landstücke von Adeligen vollkommen, in die Rubrik wird nur die problematische Ziffer des Einkommens des Besitzers eingetragen. Dieses System der Zusammenstellung der rôles wurde jedoch Umänderungen unterzogen, die Kontrolle der Eintragungen wurde immer genauer, die Beschäftigung damit wurde aus den Händen der Steuerpächter genommen und im Orte wohnenden Leuten, die unter dem Beistande der Regierung arbeiteten, übertragen, mit einem Worte, man bediente sich nach und nach einer „Sorgsamkeit, welche die fast vollkommen genaue Eintragung der Zahl der Grundstücke, welche jedem Einwohner der Landgemeinde gehörten, garantierte“. Diese Sorgsamkeit findet eine glänzende Bestätigung: vergleicht man die rôles, die in Zeitabschnitten von einigen Jahren zusammengestellt worden sind, und zieht man alle Veränderungen im Grundbesitz während dieses Zeitabschnittes hinzu, so bekommt man Zahlenangaben, die fast ideal zusammenfallen, was nicht sein könnte, wenn bei der jedesmaligen Katasteraufnahme der Grundstücke die Berechnung auch nur ein wenig willkürlich gewesen wäre. Dasselbe Resultat bekommt man, wenn man die rôles mit den aus anderem Anlasse zusammengestellten Katasterbüchern, die hier und da erhalten worden sind (in Limousin die sog. palpes) vergleicht. Endlich berühren, wie schon oben gezeigt worden ist, die Klagen über die rôles (in den cahiers an die Intendanten), die die Kritiker als Beweis gegen die Zuverlässigkeit der rôles vorbrachten, niemals die Aufzählung, sondern nur die Schätzung der Grundstücke — und auch dieser Mangel wurde später wieder gut gemacht.

So ist es dem Verfasser, wie uns scheint, gelungen, die grofse Bedeutung der rôles des vingtièmes glänzend zu beweisen und mit den Gegnern und ihren zufälligen, unzusammenhängenden Hinweisen auf die Unzuverlässigkeit der rôles fertig zu werden.

Prof. Lutchitzky beginnt die Verarbeitung der Angaben über den Grundbesitz nach den rôles des vingtièmes damit, dafs er die Grundbesitzer in zwei Hauptgruppen teilt: 1. Besitzer, welche in den Bereich der Klasse der bäuerlichen Landleute hineinfallen und 2. privilegierte Besitzer.

Ferner ist die erste Gruppe in 10 Unterabteilungen geteilt, gemäfs den Kategorien, die sich in den rôles vorfanden; und die zweite in drei: Adel, Geistlichkeit und Bourgeoisie. Im Rahmen einer solchen Klassifizierung ist die Masse der Tabellen (nach Landgemeinden) zusammengestellt, auf Grund welcher alle weiteren Schlufsfolgerungen des Autors aufgebaut sind. Die allgemeine Zusammenstellung zeigt, dafs im Limousin, diesem hauptsächlich ländlichen Gebiete, mehr als die Hälfte des Grundes und Bodens den Bauern gehörte; von dem kleineren Rest gehörte der gröfsere Teil der Bourgeoisie und alles Übrige dem Adel und der Geistlichkeit. Besonders interessant scheint uns hier die Art und Weise zu sein, wie der Autor die Gruppe der Bourgeoisie ausscheidet. Mit diesem Begriffe wurde oft genug Mifsbrauch getrieben; so sind viele Forscher bereit, die Müller, Handwerker und Gewerbetreibende zur Klasse der Bourgeoisie zu rechnen, während der Autor, wie wir weiter unten sehen werden, sie zu einer ganz anderen Gruppe zählt. Schon in seiner Broschüre vom Jahre 1896 zählt der Autor zur Klasse der Bourgeoisie Leute, „die von dem Ertrage des Grund und Bodens leben, denselben nicht persönlich bebauen, sondern ihn entweder ‚à fèrme‘, ‚à loyer‘ geben, oder (in äufserst seltenen Fällen) durch gedungene Hände bebauen lassen“. Es stellt sich heraus, dafs einige Angaben der rôles den Begriff der Bourgeoisie und die Zusammensetzung dieser Klasse näher bestimmen. Alle Bourgeois tragen den besonderen Titel „Sieur“, der nur ihnen beigelegt wird; von Wichtigkeit ist ferner der Stand, der in den rôles auch vermerkt ist. Es gibt ländliche Bourgeois (sie verpachten den Grund und Boden) und Bourgeois der Städte und der Burgen. Sie besitzen Grund und Boden in verschiedenen Orten, oft beschäftigen sie sich gar nicht mit dem Landbau, sondern mit Gewerben; dazu gehören auch Beamte, Doktoren, Advokaten u. dgl. m., die Grund und Boden besitzen. In den rôles begleitet sie unbedingt der Titel „Sieur“; in keinem Falle gehören sie zu den „nobles“. Das sind echte Bourgeois.

Zur ersten Gruppe, der bäuerlichen, übergehend, wirft der Autor zwei Fragen auf, die er auch löst, indem er sie eingehend untersucht: 1) wie die bäuerliche Bevölkerung zusammengesetzt war, welcher Teil von ihr in der ganzen Bevölkerung den Ton angab; 2. wie der Grund und Boden unter den verschiedenen Hauptgruppen der bäuerlichen Bevölkerung verteilt war. Diese ganze Gruppe (die bäuerliche) teilt unser Verfasser in zwei bei weitem nicht gleiche Teile, in reine Landbauern und in solche, die von den früheren Forschern als das „nichtbäuerliche Element“ der Landbevölkerung bezeichnet worden sind. Die genaue Zählung nach Landgemeinden zeigt (im hauptsächlich ländlichem Gebiete Limousin), dafs die überwiegende Mehrheit der Bevölkerung sich mit Landbau beschäftigte (91,1 %); das „nichtbäuerliche Element beträgt 8,9 %.“ Das Verdienst des Prof. Lutschitzky besteht darin, dafs er die Lage dieses „nichtbäuerlichen“ Elementes aufdeckte. Es stellte sich heraus, dafs von irgend welcher bedeutenden gewerblichen Rolle dieses

Elementes nicht einmal die Rede sein kann. Das Studium der rôles zeigt, daſs alle diese „Nichtbauern", mit sehr wenigen Ausnahmen, ihren Grund und Boden selber, mit eigenen Händen (so kann man es direkt in den rôles lesen) bebauen, und daſs ihre gewerbliche Tätigkeit nur als Beihülfe bei der Hauptbeschäftigung mit dem Ackerbau anzusehen sei. Wenn die ärmsten dieser „Nichtbauern", die, wie sich Kareew ausdrückt, im Besitze „eines Häuschens mit einem Gemüsegarten von ganz unbedeutendem Ausmaſse waren", nicht, wie es viele Forscher verlangten, zur „Bourgeoisie" gezählt werden können, so dürfen sogar die reichsten unter ihnen keinesfalls zur Gruppe der „Reichgewordenen", zu der der „Bourgeois" gerechnet werden, weil, wie die Forschung des Prof. Lutschitzky zeigt, ihr Grundbesitz äuſserst klein, zweifellos kleiner war, als der der Gruppe der „laboureurs", die den wohlhabendsten Teil der bäuerlichen Gruppe ausmachten. Nebenbei bemerkt, beweist der Autor gelegentlich, daſs alle bäuerlichen Besitzungen äuſserst zerstückelt waren. Der letzte wichtige Beweis endlich zu Gunsten dessen, daſs alle diese „Nichtbauern" eben als Bauern und dazu als nicht reiche anzusehen sind, besteht darin, daſs bei aller Gierigkeit nach Grund und Boden, die bei den französischen Bauern zu Ende des XVIII. Jahrhunderts (und auch jetzt) besteht, die Käufe dieser sogenannten reichgewordenen „Nichtbauern" eine bedeutende Rolle im Wechsel des Besitzes an Grund und Boden hätten spielen müssen — die Erforschung der rôles bestätigt das jedoch nicht. Sogar die überaus berüchtigten Schankwirte erweisen sich nicht als Dorfwucherer, d. h. als Aufkäufer von Grund und Boden. Es scheint uns, daſs der Autor endgiltig bewiesen hat, wie willkürlich es von seiten vieler Forscher war, dieses „nichtbäuerliche Element" der Dörfer, das sich hauptsächlich mit Landwirtschaft beschäftigte und nur gelegentlich im Gewerbe tätig war, zur Klasse der Bourgeoisie zu zählen.

Es stellt sich heraus, daſs in einem anderen Gebiete, im Laonnais, wo das gewerbetreibende Element an sich stärker und selbständiger ist, der Grundbesitz — sowohl der Gewerbetreibenden als auch der Handwerker — noch mehr zerstückelt ist. Der Fortschritt der Industrie geht Hand in Hand mit der Zerstückelung des Grundbesitzes. Leider ist uns nicht möglich, bei dieser Erscheinung länger zu verweilen, und wir führen sie bloſs an, indem wir die Arbeit des V. benützen.

Was die „bäuerliche" Bevölkerung der Dörfer anbelangt, so beträgt sie in Limousin (mit Ausschluſs der Witwen, der Minderjährigen und derjenigen Personen, deren Beschäftigung in den rôles nicht angegeben ist — der Autor schlieſst sie vorsichtshalber aus, weil viele von ihnen zur Gruppe der „Nichtbauern" gezählt werden könnten) 85,4 %; zum Vergleich führt der Autor noch je einen Kreis im Süden (Toulouse), im Osten (Burgund), im Norden (Lyon) und im Westen (Normandie) an — in Prozent ausgedrückt ergeben sie abstufend: 80,3; 69,6; 65,5; 60,6 %. Der Zahl nach nehmen die „laboureurs" unter diesen Bauern den ersten Platz an. Ihre Zahl beträgt in den entsprechenden Gebieten, von Li-

mousin angefangen bis zur Normandie, in Prozent ausgedrückt: 47; 27; 35; 24; 16 %; es ist interessant, dafs, je mehr sich ein Gebiet industriell entwickelt, desto mehr die Zahl der „laboureurs“ zurückgeht. Die Zahl der „artisans“ beträgt in denselben Gebieten, in derselben Ordnung, in Proz. ausgedrückt: 8 (Limousin); 12; 18; 25; 28 (Normandie); es ist augenscheinlich, dafs die Industrie der Landwirtschaft die Arbeitskräfte entzieht.

Mehr als die Hälfte des gesamten Grund und Bodens des Gebietes befand sich in den Händen des „bäuerlichen“ Teiles der Landbevölkerung. Aufserdem arbeiten die Bauern auf den Ländereien des Adels, der Kirche und der Bourgeoisie unter verschiedenen Bedingungen. Eigenen Bodenanteil hat der Bauer recht wenig; fast 54 % besitzen in Limousin Anteile in der Gröfse von 1—20 „arpents“ und sogar noch kleiner als 1 „arpent“. Beinahe 18 % der Bevölkerung Limousins befindet sich direkt an der Schwelle zum Proletariat. In den rôles findet man eine nicht grofse Gruppe von Individuen, die sog. „Métayers“, welche das von anderen übernommene Land gegen halben Ernteertrag bebauten. Der Leser darf sich durch die kleine Zahl dieser Gruppe nicht irre führen lassen, da Prof. Lutschitzky der Beweis gelungen ist, dafs nicht nur die „métayers“ allein, sondern auch eine grofse Zahl von Bauern aus anderen Gruppen sich mit „métayage“ beschäftigten. Die Meinung Kareews, dafs im XVIII. Jahrhundert die bäuerliche Kleinwirtschaft die herrschende war, dafs die Grofsgrundbesitzer ihre Wirtschaft nicht im grofsen auf eigene Gefahr betrieben haben, — diese Meinung wird jetzt von Lutschitzky bestätigt: im dritten Kapitel finden wir bei ihm eine eingehende Beschreibung der technischen Einzelheiten der Bodenbearbeitung und der verschiedenen Formen des Pachtwesens (Pachtfarm, Erbpacht, colonage perpetuel, par arrentement, Halbscheidpacht — à demi fruits —) alles das hat der Autor aus den rôles beleuchtet. Der Wert dieser rôles des vingtièmes, als historisch-ökonomisches Material, tritt immer deutlicher hervor; auf Grund derselben ist die Möglichkeit gegeben, die Hauptströmungen im Besitzwechsel am Grund und Boden zu studieren, und Prof. Lutschitzky gelang es zu beweisen, dafs von einer Konzentration des Grundbesitzes vor der Revolution nicht die Rede sein kann, wodurch eine bis jetzt ziemlich verbreitete unrichtige Vorstellung widerlegt wird. Es ist im Gegenteil ein, wenn auch minimales Bestreben zur Zerstückelung der Bodenanteile bemerkbar. Am deutlichsten ist das bei den Käufen und Verkäufen von Grund und Boden in den einzelnen Landgemeinden zu beobachten; die landankaufende Bourgeoisie verkauft den Boden an die Bauern wieder, wodurch die Zerstückelung des Grundes und Bodens gefördert wird. Erst später, bei der Veräufserung des Nationalvermögens tritt die Bourgeoisie als Aufkäufer für eigenen Gebrauch auf; unterdessen profitierten auf Kosten des landverkaufenden Adels am meisten die laboureurs; in der Folge traten sie zugleich mit der Bourgeoisie, gleichsam als ein Teil dieser neuen Klasse, als Käufer des Nationalvermögens auf. Die Nachforschung über

die Abstammung der gegenwärtigen französischen Bourgeoisie würde nach der Meinung Prof. LUTSCHITZKYS ergeben, dafs sie in vielen Fällen die laboureurs zu ihren Ahnen haben.

Wir schliefsen damit die Betrachtung des Buches von Prof. LUTSCHITZKY, obwohl noch ein sechstes Kapitel vorhanden ist, in welchem die grundherrlichen Rechte, dank den rôles, einige neue Beleuchtung erfahren (der Adel z. B. zahlte von seinen „terres" an seine Grundherren dieselben redevances, wie die gemeinen roturiers; in der Besteuerung herrschte die äufserste Ungleichheit usw.).

Das Verdienst des Verfassers besteht vor allem darin, dafs er ein ganz neues Material herbeigezogen hat, dessen Wert, wie es uns scheint, aus der Darlegung der ganzen Arbeit genügend hervorgeht. Die Methode der Bearbeitung der Angaben selbst entspricht im allgemeinen dem gesetzten Ziele; ihre vorsichtige Anwendung findet beinahe keinen Widerspruch. Übrigens finden sich einige geringe Ungenauigkeiten. So bemerkten wir bei der Durchsicht einer ganzen Reihe von Tabellen nach Landgemeinden, dafs in einigen von ihnen die Gruppe „ohne Angabe der Profession" eine grofse Rolle spielt; müfste man nicht bei Aufdeckung dieser Professionen das prozentuelle Verhältnis der einzelnen Gruppen einigermafsen ändern? Manchmal geht die Detaillierung des Autors zu weit; so wird die Teilung des Grundbesitzes in Klein-, Mittel- und Grofsbesitz, die auf ein Gebiet angewendet ist, nicht immer für andere Gebiete Geltung haben. Andererseits nimmt der Autor die Rechnung nicht immer auf Grundlage der gleichen Zahl von Landgemeinden vor, wodurch die Schlufsfolgerungen selbst problematisch werden könnten — natürlich in den Einzelheiten und nicht, was das Wesen der Sache anbelangt.

Im allgemeinen sind die Schlufsfolgerungen klar und genau bestimmt. Die Grundtendenz scheint jedenfalls genau klargestellt zu sein. Vielleicht wird die Forschung auf anderen Gebieten Frankreichs irgend welche Verbesserungen an den Schlufsfolgerungen des Autors einführen, die Grundlage jedoch ist von ihm gegeben und in diesem Sinne hat sich der französische Kritiker SAGNAC (Revue d'histoire moderne et contemporaine, 1901—1902, T. III, p. 156—171, — worauf wir den der russischen Sprache unkundigen Leser, was Einzelheiten anbelangt, verweisen) ausgesprochen, indem er schmeichelhaft behauptet, dafs Prof. LUTSCHITZKY „crée l'histoire de la propriété foncière en France au XVIII siècle". Es erübrigt uns nur noch zu wünschen, dafs neue Archive mit Hinzuziehung neuer Gelehrtenkräfte im selben Geiste verarbeitet werden, und vom geehrten Autor erwarten wir sowohl die von ihm versprochene Lösung der Frage über die Veräufserung des Nationalvermögens, wie das Erscheinen des zweiten Buches über den bäuerlichen Besitz in Frankreich vor der Revolution. J. SCHÜTZ.

Als eines der bedeutendsten russischen Werke über die Geschichte der wirtschaftlichen Verhältnisse im Westen, die in den letzten Jahren erschienen

sind, ist zweifellos der zweite Band des Buches von Maxim Kowalewsky „Die ökonomische Entwicklung Europas bis zur Entstehung der kapitalistischen Wirtschaftsform" (Moskau, 1900) zu bezeichnen. Der erste Band dieses Werkes ist bereits den westlichen Spezialisten, dank der deutschen Übersetzung, zugänglich gemacht[1]. Der zweite Band erscheint als Abschlufs des ersten, mit dem zusammen er den ersten Teil des ganzen Werkes bildet, welcher den Untertitel: „Genesis, Natur und Zerfall der Dorfgemeinde" trägt. Den Inhalt des vorliegenden Bandes bilden: 1. die Charakteristik der Dorfgemeinde in der zweiten Hälfte des Mittelalters in England, Deutschland, Italien, Katalonien und Aragonien (die französische Dorfgemeinde derselben Periode wurde im ersten Bande charakterisiert); 2. die Schilderung des Zerfalls der europäischen Dorfwirtschaft, wie auch des Prozesses der Bauernemanzipation. Die Fragen, mit denen sich Kowalewsky in diesem Bande beschäftigt, waren oftmals Gegenstand der Forschung. Auf dem Gebiete der englischen, deutschen und zum Teil auch der italienischen Wirtschaftsgeschichte ist dem Buche Kowalewskys eine grofse Literatur vorausgegangen, die in vieler Hinsicht zu endgültigen Ergebnissen gelangt ist. Dennoch verläfst sich der Autor niemals ganz auf die Literatur, auch dann nicht, wenn er vollkommen verläfsliche Gewährsleute findet, und schöpft direkt aus den Quellen. In bezug auf Deutschland und England geben die selbständigen Forschungen des Autors wenig Neues im Vergleiche mit Lamprecht, Inama Sternegg, Meitzen, Seebohm, Vinogradoff, Maitland u. a., bezüglich Italiens und besonders Spaniens werfen jedoch seine archivalischen Forschungen auf Grundlage eines zum Teil noch nicht benützten Materials mitunter ein helles Licht auf verschiedene dunkle Fragen der Wirtschaftsgeschichte. Die Kapitel, die über Italien und Spanien handeln, geben viel vollkommen neues Material, und darin besteht, was analytische Forschung anbelangt, das Hauptverdienst des Buches Kowalewskys.

Was die Methode und die allgemeinen Gesichtspunkte betrifft, so mufs man vor allem den Grundcharakter des Buches, der oft der Aufmerksamkeit des Lesers infolge der Fülle von rohem, wenig bearbeitetem Material entgeht, betonen. Kowalewsky stellt sich das vergleichend-historische Studium der Evolution der wirtschaftlichen Verhältnisse Europas zur Aufgabe. Die vergleichend-historische Aufgabe zieht den Autor, der, nebenbei bemerkt, zu den meist hervorragenden Vertretern dieser Richtung zählt, dermafsen an, dafs er sich manchesmal auf das Material, welches sich beim Studium der Wirtschaftsgeschichte Westeuropas dar-

---

1) Vgl. die Rezensionen von Pollock, English Historical Review, XVI 1901, p. 749ff.; Stolze in Schmollers Jahrbüchern, XXVI, 1 H., 435; Jul. Gierke in der Zeitschrift der Savignystiftung, 1902, XXIII, G. A. 332. Nun ist auch der 2. Band in deutscher Übersetzung rcschienen. (Wir werden, wenn möglich, noch eine selbständige Rezension der deutschen Ausgabe des 2. Bandes bringen. Die Red.)

bietet, nicht beschränkt und es weit über die abgesteckten Grenzen erweitert. Die Leser, die den ersten Band kennen, wissen z. B., dafs der Verfasser als den Hauptfaktor der wirtschaftlichen Evolution die Bevölkerungsvermehrung bezeichnet. Es ist nur selbstverständlich, dafs der Autor, indem er eine einzige allgemeine Ursache für die wirtschaftlichen Erscheinungen annimmt, auch ihre gleichmäfsig wiederkehrenden Resultate zu finden trachtet. Der Vergleich einzelner Momente und ganzer Perioden in der wirtschaftlichen Entwicklung verschiedener Länder ist daher von grofsem Interesse. Wenn das Buch Kowalewskys in bezug auf die Wirtschaftsgeschichte der wichtigsten Länder Westeuropas verhältnismäfsig wenig Neues gibt, so stellt es jedenfalls den ersten Versuch dar, eine allgemeine Wirtschaftsgeschichte Europas zu liefern, und schon aus diesem Grunde allein verdient es berücksichtigt zu werden. Der Autor wollte mit der synthetischen Aufgabe die analytische vereinigen, was den Wert des Buches in gewissem Sinne vergröfsert. Diese Vereinigung zweier gleich schwerer Aufgaben führte jedoch zuweilen zu bedeutenden Unzulänglichkeiten. Danach strebend, die Schlufsfolgerungen der Vorgänger persönlich zu kontrollieren, was eigentlich die Aufgabe einer Monographie und nicht die eines umfassenden Werkes ist, konnte der Verfasser selbstverständlich die analytische Arbeit nicht überall mit derselben Aufmerksamkeit durchführen. Und der Leser findet oft unerklärliche Lücken, Mangel an Tatsachen dort, wo sie am meisten zu erwarten waren, andererseits aber eine wahre Überfülle von Tatsachenmaterial zur Feststellung von minder wichtigen Grundsätzen. Die Oberflächlichkeit der analytischen Arbeit findet auch darin ihren Ausdruck, dafs der Text nicht immer mit den Anmerkungen ganz übereinstimmt, und die letzteren nicht immer die Darlegungen des Textes bestätigen. Es kommen auch direkte Ungenauigkeiten vor. Eine andere Unzulänglichkeit des Buches ist durch den Plan hervorgerufen. Der bis jetzt veröffentlichte Teil des Werkes handelt von bodenrechtlichen Verhältnissen. Die Evolution der auf Grund und Boden bezüglichen Einrichtungen und der Dorfgemeinde in der zweiten Hälfte des Mittelalters bleibt aber unverständlich, wenn man nicht eine ganze Reihe wirtschaftlicher Erscheinungen anderer Kategorie in Betracht zieht, so: die Entstehung der Geldwirtschaft, die Wiedergeburt des Handels und der Industrie, die Entwicklung der Städte als grofser Wirtschaftseinheiten. Indessen verschiebt der Autor die Beschreibung dieser Erscheinungen auf die nächsten Bände und berührt sie einstweilen nur ganz beiläufig [1]). Das führt dazu, dafs das ganze Bild einen etwas einseitigen Charakter erhält.

Fast die Hälfte des Buches (430 Seiten von 1000) ist England gewidmet, und das Wesen der englischen Dorfgemeinde, wie ihr Verfall sind vom Autor besonders ausführlich geschildert worden. Neues

1) Eine Ausnahme ist nur für Italien gemacht. Hätte man aber hier auf diese Erscheinungen nicht hingewiesen, so würde der für dies Land so charakteristische Prozess vollkommen mifsverstanden worden sein.

für den russischen Leser bietet übrigens nur die erste Hälfte, alles andere war ihm von früher bekannt und ist jetzt nur leichthin aufgefrischt. Die Kapitel über den Aufstand von Wat Tyler und die Sekularisation des klösterlichen Grundbesitzes waren in der Zeitschrift Russkaya Mysl (Русская Мысль), das Kapitel über den Wendepunkt in der Geschichte des englischen Grundbesitzes in der Historischen Revue, (Историческое обозрѣние) veröffentlicht. Jetzt müfste man zu den Darstellungen Kowalewkys einige Verbesserungen hinzufügen, welche die Arbeiten von Page und Petruschewsky (II. T.) bringen, und welche der Autor nicht berücksichtigen konnte, weil der amerikanische Forscher seine Arbeit gleichzeitig mit der Kowalewskys, der russische die seine später herausgegeben hat.

Im allgemeinen mufs man anerkennen, dafs das Buch Kowalewskys ein wertvolles Werk ist, das Lücken ausfüllt und den Weg zu einer besser bearbeiteten umfassenden Geschichte der europäischen Wirtschaftsverhältnisse zeigt. Die agrarischen Erscheinungen umfafst und charakterisiert das Buch ziemlich ausführlich [1]), und trotz einiger Unzulänglichkeiten wird es einen ehrenvollen Platz in der Literatur einnehmen.

Bedeutendes geschichtlich-ökonomisches Interesse haben einige Abhandlungen im „Lesebuch der Geschichte des Mittelalters“, das unter der Redaktion des Professors P. G. Vinogradoff herausgegeben worden ist. Das Buch besteht aus 4 Teilen, von denen einige schon in dritter Auflage erschienen sind. Es ist hauptsächlich für Lehrer und Schüler der oberen Klassen bestimmt. Der wissenschaftliche Charakter der Abhandlungen war aber für die Verfasser des Buches die Hauptsache, und einige dieser Artikel sind von hervorragenden Spezialisten, hauptsächlich von Schülern des Prof. Vinogradoff geschrieben. Die Eigentümlichkeiten der Methode dieses Gelehrten, der an der Moskauer Universität eine ganze Schule ins Leben gerufen hat, wirken speziell auf die Abhandlungen historisch-ökonomischen Charakters besonders günstig ein. Von den Artikeln des „Lesebuches“, die in der vorliegenden Literaturübersicht erwähnt zu werden verdienen, nennen wir vor allem den des Prof. Vinogradoff selbst: „Die vorbereitenden Momente des Feudalismus“, in welchem uns ein grofsartiges Bild der Ursachen, welche die Entstehung des Feudalismus bedingt haben, und derjenigen Erscheinungen, in denen sich allmählich die neue Ordnung äufserte, geboten wird. Der Charakteristik der Lehnsverfassung selbst ist eine grofse Abhandlung von Prof. E. N. Ščepkin gewidmet, in welcher die Frage mit der Genauigkeit behandelt wird, die dieser Gegenstand beansprucht; der Verfasser verfolgt die Eigentümlichkeiten des Feudalismus hauptsächlich dreier Länder, Frankreichs, Italiens und Deutschlands und insbesondere hebt er die Züge hervor, die allen diesen Ländern gemeinsam sind. Von

1) Man kann dem Verfasser nicht, wie es der Verfasser der Rezension in der ZRG. tut, den Vorwurf machen, dafs er die juridische Seite des Prozesses ignoriert habe. Diese Aufgabe fiel nicht in den Bereich seiner Darstellung. Vergl. B. II, S. 200.

den zwei Artikeln S. P. Morawskys schildert der eine die Urzustände der Germanen, der zweite — die Einrichtung und den Charakter der französischen Kommunen. Beide Artikel sind klar und gründlich geschrieben. P. Milükoff hat die slavischen sozialen Altertümer mit gewohnter Meisterschaft behandelt, und M. Lübawsky hat eine gründliche Darstellung der polnischen Zustände, namentlich der Städteverfassung, geliefert. Endlich mufs man noch auf zwei Abhandlungen von M. N. Pokrowsky hinweisen: eine von ihnen beschreibt die Herrschaft der Medici in Florenz, wobei der V. der Entwicklung der Industrie und des Kreditwesens in der Hauptstadt Toskanas viel Platz widmet; ein besonderes Interesse bietet der zweite Artikel, der überhaupt einer der besten und umfangreichsten des Buches ist. Er ist betitelt „Das Wirtschaftsleben Westeuropas zu Ende des Mittelalters“ und zerfällt in folgende vier Teile: 1. „Der Zerfall der Dorfwirtschaft“, in welchem die Frage der Bauernemanzipation, die Anzeichen und Ursachen der Entstehung der Geldwirtschaft und die Mobilisierung des Grundeigentums erörtert werden; 2. „Die Stadtwirtschaft“, worin über die Entstehung der Märkte und über die dadurch hervorgerufenen Veränderungen, über die Entstehung des Gewerbes, über die städtische Handelspolitik und über die Organisation des Handels berichtet wird; 3. „Die Zünfte“ und 4. „Der mittelalterliche Kapitalismus“; im letzten Abschnitte sind dargestellt: der Stand des Kreditwesens im Mittelalter, die Entstehung der Börsen und die Keime des Kapitalismus im Bergbetriebe, in der Buchdruckerei und der Wollindustrie.

Einige kurze Monographien über die sozial-ökonomische Geschichte Westeuropas sind im grofsen enzyklopädischen Wörterbuche von Brockhaus-Ephron enthalten. Redakteur des geschichtlichen Teiles ist N. J. Kareew, der die Spezialisten in energischer Weise zur Teilnahme an der Enzyklopädie heranzieht. In dieser finden wir Abhandlungen über verschiedene, zuweilen sehr spezielle Fragen. Sie alle aufzuzählen, wäre unmöglich. Wir nennen nur einige besonders ausführliche; nämlich: „Die Bauern im Westen“ und „Die Dorfgemeinde im Westen“ von Prof. J. W. Lutschitzky; „Der Handel“ (die Geschichte des Handels in Westeuropa bis zur wirtschaftlichen Umwälzung am Ende des XVIII. Jahrh.) und „Die Zünfte“ von A. K. Dschiwelegow und schliefslich die Sammelarbeit „Der Feudalismus“, deren Hauptteil von Prof. J. M. Greaves verfafst ist. Der letztere verdient seiner Gründlichkeit wegen (Darlegung der zum Thema gehörigen Literatur, ausführliche Erklärung des Feudalismus, Charakteristik einzelner feudaler Institute und sozialer Gruppen im feudalen Organismus, Feudalisierung der Kirche usf.) besonders berücksichtigt zu werden [1]), obwohl die deutschen Gelehrten wahrscheinlich nicht mit allen Grundgedanken des Autors, der ein Anhänger von Fustel de Coulanges ist, einverstanden sein werden. A. Dschiwelegow.

1) Aufser Greaves nahmen an der Ausarbeitung derjenigen Abschnitte der Abhandlung, welche über Westeuropa handeln, Anteil Prof. Kareew, Prof. Petruschewsky, Piskorsky, Jassinsky und Nowodworsky.

Das letzte Jahrzehnt in Rufsland ist durch ein rasches Wachstum der populär-wissenschaftlichen Literatur charakterisiert. Natürlich ist diese Gattung Bücher verschieden zu bewerten. Unter ihnen gibt es viele gute Arbeiten, die von Spezialisten mit voller Sachkenntnis geschrieben sind. Wenn sich zu den speziellen Kenntnissen noch literarische Fähigkeiten gesellen, so mufs eine solche „Vulgarisation" für einen weiten Kreis von Lesern von grofsem Nutzen sein. Und ungeachtet dessen, dafs in Rufsland jede Aufklärungstätigkeit, die mit keinem Regierungsstempel versehen ist, einer unendlichen Reihe von Polizeibeschränkungen ausgesetzt ist, streben Aufklärungsgesellschaften und einige Verleger unaufhörlich und setzten es zum Teile auch durch, grofse und systematische Sammlungen auf verschiedenen Gebieten der Wissenschaft zu unternehmen. Zu solchen Sammlungen gehört „Die europäische Geschichte des Mittelalters und der neuen Zeit, nach Epochen und Ländern geordnet", die unter der Redaktion der Professoren Lutschitzky und Kareew erscheint. Ihre einzelnen Teile sind unter Spezialisten verteilt und haben eine wissenschaftliche Darstellung des Gegenstandes zum Ziele, obwohl sie für das grofse Publikum bestimmt sind und jedes wissenschaftlichen Apparates entbehren. Einige der Bändchen sind der sozialen und ökonomischen Geschichte gewidmet. Unter anderen sind geplant: „Die Geschichte des Handels im Mittelalter", „Die mittelalterlichen Städte", „Die ökonomische Geschichte der neuen Zeit", „Die Bauernreformen der neuen Zeit". Das Buch „Die mittelalterlichen Städte" ist schon erschienen (St. Petersburg 1902, 248 Seiten); es hat den jungen Moskauer Geschichtsschreiber A. Dschiwelegow zum Autor. Ihm fiel eine schwere Aufgabe zu, und er hat sie im allgemeinen mit Erfolg ausgeführt. Die Literatur über die Geschichte der Städte ist sehr grofs, und das Studium derselben allein erfordert bedeutende Anstrengung. Noch schwerer ist es, diese Literatur zu einem wohlgefügten, klaren Ganzen zu gestalten. Die ältere Geschichte der mittelalterlichen Städte enthält viel Dunkles und Rätselhaftes; zahlreiche Theorien über die Entstehung der Städte, die nicht selten einander ausschliefsen, bestehen noch jetzt nebeneinander unwiderlegt und unversöhnt. In der späteren Geschichte der Städte treten in den einzelnen Gegenden und Territorien sehr viele Verschiedenheiten auf, die die Zusammenfassung der Einzelerscheinungen zu einem Gesamtbild erschweren. Der Autor erweist sich als ein tüchtiger Kenner der speziellen Literatur, besonders der deutschen. Bei der Darstellung der Entstehung der Städte läfst Dschiwelegow die ökonomischen Veränderungen, das Wachstum der Industrie und des Handels, das Auftreten der Klasse der Handelsleute und der Handwerker in den Vordergrund treten; er nimmt jedoch an, dafs auch in der Markttheorie, in der Gemeindetheorie, in der Hofrechtstheorie, ja sogar in der Theorie der römischen Tradition etwas Wahres enthalten sei, und trachtet in seiner Darstellung alle Erklärungen zu vereinigen (insb. 145). Freilich kann man den Verfasser

bei einer solchen Methode, keinesfalls einseitig nennen, dagegen kann man ihn eines Elektizismus beschuldigen, der das Unversöhnliche zu versöhnen trachtet. Übrigens fällt in diesem Falle die Schuld viel mehr der speziellen Literatur, als dem Autor zu. Der gröfste Teil des Buches ist sehr lebendig und klar geschrieben; nur an einigen Stellen, wo allgemeine Schlüsse vorgebracht werden, und wo auf allgemeine Schemata der Entwicklung hingewiesen wird, ist die Darstellung eine zu knappe, und für den mittelmäfsig gebildeten Leser dürften einige Fachausdrücke unklar sein. Im allgemeinen liefert das Buch unzweifelhaft ein gelungenes Muster gemeinverständlicher wissenschaftlicher Darstellung. A. Savin.

Ungarische Bibliographie 1900—1902.

Zusammengestellt von

Prof. Dr. **Franz Kováts**, Redakteur der M. Gt. Sz. (Pressburg).

Verzeichnis aller Abhandlungen, Quellensammlungen und Urkundenpublikationen wirtschaftsgeschichtlichen oder vorwiegend wirtschaftsgeschichtlichen Inhaltes, welche in Ungarn von 1900 bis 1902 selbständig oder in Zeitschriften und Zeitungen erschienen sind. Es stützt sich auf bibliographische Publikationen von Acsády, Barcza, Mangold, Szabó Ervin und des Autors, die gröfstenteils in historischen oder volkswirtschaftlichen Zeitschriften erschienen sind. Eine Gesamtbesprechung der hier angeführten Werke wird vorbereitet.

Die (ungarischen) Titel sind in deutscher Übersetzung gegeben; mit Sternen bezeichnete Werke sind in deutscher (oder auch in deutscher) Sprache erschienen. Bei den am häufigsten angezogenen Zeitschriften wurden folgende Abkürzungen gebraucht:

M. Gt. Sz. = Magyar Gazdaságtörténelmi Szemle (Revue für ungarische Wirtschaftsgeschichte). VII.—IX. Jahrgang.
Szás. = Századok (Jahrhunderte; histor. Zeitschrift). XXXIV.—XXXVI. Jahrgang.
T. t. u. F. = Történelmi Tár (Historisches Magazin), neue Folge I.—III. Jahrgang.
Ethn. = Ethnographia. XI.—XIII. Jahrgang, mit Beiblatt:
N. O. É. = A Magyar Nemzeti Múzeum Néprajzi Osztályának Értesitője (Anzeigeblatt der ethn. Abteilung des Ung. Nationalmuseums). I.—III. Jahrgang.
Közg. Sz. = Közgazdasági Szemle (Volkswirtschaftliche Revue). 24. Band (XXIV. Jahrg.), 25., 26. Band (XXV. Jahrg.), 27., 28. Band (XXVI. Jahrg.).
Sämtliche: Budapest 1900—1902.

A. Selbständig publizierte Werke.

(Einschliefslich der Sonder-Abdrücke.)

I. Abhandlungen.

Áldásy Antal, König Siegmund und die Republik Venedig 1433—1435. Budapest, Athenaeum, 1901. 8°. 83 S.
[S. A. a. d. Száz. XXXV (1901).]

Bálint Gábor, Die Revision der Landnahme, oder Klärung der hunnischen, szekler-magyarischen, petschenegischen, kun-schen Frage. (Revisio historiae occupationis Hungariae.) Kolozsvár, Druck v. Stein, 1901. 8°. 206 S. Kr. 4. —.

Bánfi János (nach Dr. E. Otto), Aus dem Leben alter deutscher Handwerker. [Vergl. Körömy Árpád, Volksw. Zustände.]

Barthos Kálmán, Finanz- und Militärzustände Siebenbürgens im Zeitalter Johann Siegmunds. Philos. Dissertation. Auf Grund der „Landtags-Akten Siebenbürgens" verfafst. Kolozsvár, Druck von Gámán's Erben. 1902. 8°. 104 S.

Békefi Remig, Geschichte der Abtei von Pásztó 1702—1814. — Urkundenbuch der Abtei von Pásztó 1342—1812. Budapest, Druck von Hornyánszky, 1902. gr. 8°. VIII—620, 2 und 6, 512, 2 S.
[A. u. d. T.: Geschichte der Zisterz.-Abteien von Zircz, Pilis, Pásztó und Szent-Gotthárd. IV. u. V. Band.]

Békefi Remig, Die Sklaverei in Ungarn. Budapest, Akademie, 1901. 8°. 41 S. Kr. —. 80. [Geschichtswiss. Essays. XIX—4.]

Berkeszi István, Geschichte der temesvárer Buchdruckerei und Zeitungslitteratur. Herausgeg. von dem Südungarischen gesch. und arch. Museumsverein und von der kön. Freistadt Temesvár. Temesvár 1900. 8°. IX—3, 185 S. (Mit Abb.) Kr. 4. —.

(Bihar vármegye.) Das Komitat Bihar und (die Stadt) Nagyvárad. Verfaſst von den lokalen Mitarbeitern im Kom. B. der „Magyarország vármegyéi és városai" (Komitate und Städte Ungarns). Budapest, lit. Ges. „Apollo. (1901.) 4°. XII—684 S. (Mit zahlr. Illustr.) Kr. 12. —

Borovszky Samu, Geschichte des Dominiums Nagylak. Budapest, Akademie, 1900. 8°. 50 S. Kr. —. 80. [Geschichtswiss. Essays. XVIII—10.]

—, Die Kolonisationen eines Alaj-Beg. Budapest, Akademie, 1901. 8°. 23 S. Kr. —. 40. [Geschichtswiss. Essays. XIX—6.]

Büchler Sándor, Geschichte der Juden in Budapest von den ältesten Zeiten bis 1867. Preisgekrönte Schrift. Budapest, Lampel, 1901. 8°. 524 S. Kr. 5. —.

Connert János, Die Institutionen der Szekler von den ältesten Zeiten bis zur Umwandlung von 1562. Kolozsvár, Druck v. Gombos, 1901. 8°. 131 S.

Császár Mihály, Die ungarische Kultur im XV. Jahrhundert. Auf Grund Antonio Bonfinis Rerum Hungaricarum Decades. Philos. Dissertation. Budapest, Druck des Stephaneum, 1902. 8°. 165 S.

Daróczy Lajos, Handelsgeschichte. I.—II. Heft. Budapest, Lampel R., 1902. 79, 77 S. Kr. 3. —

Engel Zsigmond, Entstehung und Entwickelung des Geldes. 1.—2. Heft. Budapest, Politzer & Sohn, 1902. 8°. VIII—96, 143 S. Kr. 4. —.

Földes Béla, Volkswirtschaftliche Abhandlungen. II. Budapest, Politzer & Sohn, 1902. 8°. 603 S. Kr. 7. —.

***Freudenthal, Max,** Die jüdischen Besucher der Leipziger Messen in den Jahren 1675—1699. Pozsony, Druck v. Alkalay, 1902. 8°. 52 S.

Füssy Tamás, Die Geschichte der Abtei Zalavár von den ältesten Zeiten bis auf unsere Tage. Budapest, Stephaneum, 1902. 4°. 731 S. Kr. 16. —.

Gaál Jenö, Leben und Werke Berzeviczy Gergelys. Budapest, Politzer & Sohn, 1902. 8°. IX—319 S. Kr. 6. —.

Gaál Mózes, Zustand der Kultur Ungarns unter den Königen aus dem Arpadenhause. Budapest, Franklin-Ges., 1901. 8°. 95 S. Kr. —. 80.

Gömöry Lajos, Epochen der ung. Industrie und des ung. Handels. Historische Skizze. (2. Aufl.) Budapest, Druck v. Károlyi, 1901. 8°. 163 S. Kr. 2. —.

Geschichte des pannonhalmaer Benediktinerordens. I. Band. Geschichte der pannonhalmaer Erzabtei. Erste Periode. Zeitalter der Gründung und Ausbreitung 996—1243. Redigiert und teilweise geschrieben von Erdélyi László. Budapest, Stephaneum, 1902. 4°. XVI—825, 2 S. Kr. 16. —.

Geschichte des Komitates Hunyad. Herausgegeben vom Munizipium des Komitates. I. Band. Geschichte des Gebietes des Kom. H. von der Urzeit bis zur Landnahme. Von Graf Kuun Géza, Torma Zsófia und Téglás Gábor. Redigiert von Téglás Gábor im Auftr. der hist. und arch. Ges. des Kom. H. Budapest, Druck des Athenaeum, 1902. gr. 8°. XX—256 S. (Mit zahlr. Abb.)

Illés József Die (ungarische) Gesellschaft im Zeitalter der Anjous und die Besteuerung. Budapest, Politzer, 1900. gr. 8°. 99 S. Kr. 2. 40.

Illés József, Das ungarische eheliche Güterrecht unter den Arpaden. Budapest (Buchdr. Márkus, Komm. Politzer) 1900. 8°. 66, 2 S. Kr. 2. —.

—, Ungarisches Vertragsrecht im Zeitalter der Arpaden. Budapest, Pfeifer's Komm. 1901. 8°. 145 S. Kr. 2. —.
[Essays des Juristenvereins. 194.]

Jakab Elek und **Szádeczky Lajos,** Geschichte des Komitates Udvarhely von den ältesten Zeiten bis 1849. Budapest (Komm. Kilian) 1901. 8°. IV—583 S. (Mit 3 Karten.) Kr. 10. —.

***Jankó János,** Herkunft der magyarischen Fischerei. Mit einem vorläufigen Berichte des Grafen Zichy. Budapest u. Leipzig, K. W. Hiersemann, 1900. 631 S. 4°. M. 37. 50.

Karácsonyi János, Die ungarischen Geschlechter bis zur Mitte des 14. Jahrhunderts. Erster Band. Budapest, Akademie, 1900. 8°. 2, X—464 S. Kr. 9. —.

Kerekes György, Die volkswirtschaftl. Beziehungen der Gesetze der Arpaden. Kereskedelmi Szakoktatás (Handels-Fachunterricht). 1901. 3.—6. Heft.

—, Die volkswirtschaftlichen Beziehungen der alten ungarischen Gesetze. Budapest, Druck v. Márkus, 1901. 8°. 253 S. Kr. 1. 20.

—, Geschäftliches, öffentliches und Privat-Leben des Edlen Almásy István, Kaufmann und Richter von Kassa 1573—1635. Handelsgeschichtliche Monographie. Budapest, Pátria, 1902. 8°. 183 S. Kr. 5. —.

—, Geschichte des Handels. Unter besonderer Berücksichtigung Ungarns. II. verb. Aufl. Budapest, Athenaeum, 1900. Kr. 1.60.

Kollányi Ferencz, Geschichte des Testamentarrechtes der ung. katholischen Prälaten. Budapest, Stephaneum, 1902. 8°. VIII—300 S. Kr. 6. —.

Kopp Tibor, Kulturzustand Siebenbürgens im Zeitalter Rákóczy Georgs I. und II. Auf Grund der „Landtagsakten Siebenbürgens". Philos. Dissertation. Kalocsa, Druck von Werner, 1902. 8°. 176 S.

Körömy Árpád, Von den Gewerbeverhältnissen Ungarns. Von der Regulierung der Zünfte bis zur Katastrophe von Mohács 1376—1526. Budapest, Lampel, 1900. 8°. 40 S. Kr. —. 60.
[Lesehalle Gewerbetreibender IV.—10.]

—, Volkswirtschaftliche Zustände (in Ungarn) im Zeitalter der Könige aus verschiedenen Häusern 1301—1526. — Aus dem Leben alter deutscher Handwerker. Nach Dr. E. Otto geschrieben von Bánfi János. Budapest, Wodiáner, 1902. 8°. 90, 2 S. Kr. 1. 20.
[Lesehalle Gewerbetreibender VIII—7.—8.]

Kováts Ferencz, Städtisches Steuerwesen im Mittelalter. Auf Grund der Quellen des Pozsonyer Stadtarchives. Pozsony (Budapest, Politzer Komm.) 1900. 8°. 121 S. (Mit 6 Urkunden-Faksimiles.) Kr. 5. —.

—, Skizze einer ung. mittelalterlichen Geldgeschichte. Budapest, Pallas Akt.-Ges., 1901. kl. 8°. 20 S.
[S. A. a. d. Volkswirtsch. Lexikon. III. Band.]

—, Beiträge zur Geschichte der Donauschiffahrt und der Donaumauten im Zeitalter der Anjous. Budapest, Patria, 1902. 8°. 40 S.
[S. A. a. d. M. Gt. Sz. VIII (1901).]

—, Der Warenverkehr Westungarns im 15. Jahrhundert auf Grund des Pozsonyer Dreifsigstbuches. Historisch-statistische Studie. Budapest, Politzer, 1902. 8°. VII—234 S. Kr. 5. —.
[A. u. d. T.: Sozial- und wirtschaftsgeschichtliche Studien. Redigiert von Mandello Gyula. I.]

Matunák Mihály, Érsekujvár unter türkischer Herrschaft 1663—1685. Nyitra, Druck von Hunás, 1901. 8°. 132 S.

Mihalovics Ede, Die Bestimmungen des römischen und kanonischen Rechtes über den Wucher. Budapest, Buchdr. Athenaeum, 1900. 8°. 286 S.
[S. A. a. d. Philos. Zeitschr. (Bölcsészeti folyóirat). 1899.]

Milhoffer Sándor, Beiträge zur ältesten Geschichte der Getreidearten. Budapest, Selbstverlag, 1901. 8°. 45 S. Kr. 1. —.

—, Darstellung der Urgeschichte der Landwirtschaft. (In einzelnen Heften u. d. Titeln: Die Landwirtschaft des alten Ägyptens, Incatons, Mexikos, Perus, Japans, Chinas, Phöniziens, der alten Juden etc.) Budapest u. Kassa 1900—1902.
[Bis 1902 zusammen 17 Hefte à 60 Heller.]

Monographie des Komitates Szolnok-Doboka. I. Band. Allgemeine Beschreibung, Vergangenheit und Entstehung des Komitates. Verfaſst von Tagányi Károly, Réthy László und Pokoly József. II.—IV. Band. Ausführliche Geschichte der Gemeinden. Auf Grund eigener und der Forschungen von Tagányi Károly und Réthy László verfaſst von Kádár József. Deés, Druck von Demeter, 1900—1901. gr. 8°. IX—550, 2, 2, 521, 2, 582, 4 und 564, 4 S. (Mit Abb.)

Nagy Géza, Geschichte der ungarischen Trachten. Gezeichnet und gemalt von Nemes Mihály. Mit Unterstützung des ung. Ministeriums für Kultus und Unterricht. Budapest, Franklin-Ges., 1900. gr. 4°. XLVII—240, 2 S. (Mit Abb.) Kr. 80. —.

Németh Ambrus, Entwicklung der Seidenzucht in Győr 1771—1831. Budapest, Druck der Patria, 1901. 8°. 24 S.
[S. A. a. d. M. G. T. VIII (1900).]

Németh Béla, Geschichtliche Beiträge aus der Vergangenheit des Komitates Baranya. Pécs, Pécser litt. Ges., 1900. 8°. 4, 127 S. Kr. 1. —.

***Ortvay Theodor**, Geschichte der Stadt Pressburg. II. Band, 3. Teil: Der mittelalterliche Haushalt der Stadt. 1300—1526. Pozsony, in Komm. Stampfel, 1900. gr. 8°. XVI—416 S. (Mit zahlr. Illustr.) Kr. 5. —.

Ortvay Tivadar, Die Fauna des Komitates Pozsony und der auf dem Komitatsgebiete gelegenen Städte Pozsony, Nagyszombat, Bazin, Modor und Szentgyörgy. Zoologische und tierzucht-wirtschaftsgeschichtliche Monographie. I. Pozsony, Stampfel Komm., 1902. 8°. XVI—446 S. Kr. 6. —.

Pauler Gyula, Die Geschichte der ung. Nation bis Stephan den Heiligen. Preisgekröntes Werk. Budapest, Akademie, 1900. kl. 8°. XI—276 S.

Peisner Ignácz, Budapest im 18. Jahrhundert. Budapest, Singer und Wolfner, 1900. 8°. 219 S. Kr. 4. —.

Petri Mór, Monographie des Komitates Szilágy. Auf Veranlassung des Munizipal-Ausschusses des Komitates. I.—III. Band. (Budapest) Druck v. Franklin-Ges. 1901—1902. 8°. 815, 576 und 751 S. (Mit zahlr. Abb.) Kr. 24. —.

Pongrácz Sándor, Herkunft und Urheimat der Magyaren. Geschichtliche, sprachwissenschaftliche und ethnologische Skizzen. Budapest, Selbstverlag, 1901. 8°. XVIII—2, 490 S. Kr. 12. —.

Reizner János, Geschichte Szegeds. Vier Bände. Herausgegeben von der kön. Freistadt Sz. Szeged, Engels Druck., 1899—1900. gr. 8°. XI—398, 2, 367, 2, 2, 541, 2, 650 S.
[Vergl. die viele Ergänzungen und Richtigstellungen enthaltende Kritik von Borovszky Samu in Száz. XXXIV (1900). 628.]

Schiller Bódog, Ursprung der erblichen Magnatenwürde in Ungarn. An der kön. ung. Universität preisgekrönte rechtshistorische Studie. Mit Vorwort von (Prof. Dr.) Timon Ákos. Budapest, Kilián, 1900. 8°. 336 S. Kr. 7. —.

Schönherr Gyula, Ungarn im Jahre 1301. Budapest, Franklin-Ges., 1902. 8°. 45 S.

Sindelár Gusztáv, Beiträge zur geschichtlichen Entwickelung der Martu-rina. Esztergom, Druck von Buzárovits, 1900. 8°. 55 S.

Stassik Ferencz, Die ehemaligen Hauskommunionen an der Militärgrenze. Nagy-Becskerek, Pleitz, 1900. 8°. 186 S. Kr. 6. —.

Sváby Frigyes, Die soziologischen Verhältnisse der Zipser Bevölkerung im 18. und 19. Jahrhundert. Lőcse, Druck von Reiss, 1901. VII—116 S. [Millenar-Ausgaben der Hist. Gesellsch. des Komitates Szepes. VI. Bd.]

(Szabolcsvármegye.) Das Komitat Szabolcs. Verfafst von den lokalen Mitarbeitern im Kom. Sz. der „Magyarország vármegyéi és városai“ (Komitate und Städte Ungarns). Budapest, litt. Ges. „Apollo“ (1900). 4°. XV—574 S. (Mit zahlr. Illustr.) Kr. 12. —.

Szentkláray Jenő, Urzeit des Komitates Krassó-Szörény. Budapest, Druck des Athenaeum, 1900. 8°. IV—208 S.

Szeremlei Samu, Geschichte der Stadt Hód-Mező-Vásárhely. Herausgegeben von der Stadt. I. Band. Das Zeitalter der Barbarei. Von den Anfängen bis Stephan dem Heiligen. II. Band. Das Zeitalter des Faustrechts. Von Stephan dem Heiligen bis zur Katastrophe von Mohács. Budapest, in Komm. Hornyánszky, 1900. 8°. XVIII—488, XI—476 S.
Preis des ganzen dreibändigen Werkes Kr. 16. —.

Szmollény Nándor, Zweihundert Jahre. Populäre Darstellung der wirtschaftlichen und finanziellen Zustände Ungarns und Österreichs, mit besonderer Rücksicht auf die Österreichisch-Ungarische Bank. Budapest, Singer und Wolfner, 1902. 8°. 61 S. Kr. 1. 20.

Szongott Kristóf, Monographie der kön. Freistadt Szamosujvár. 3 Bände. Szamosujvár, Selbstverlag, 1901. VIII—435, 4, 571 und 8, 272, 6 S. (Mit zahlr. Abb.) Kr. 15. —

Thallóczy Lajos, Studien über die Siedelungsgeschichte der Balkanhalbinsel. Budapest, Druck der Franklin-Ges., 1901. 8°. 80 S. [S. A. a. d. Budapesti Szemle. 1901.]

Téglás Gábor, Eisengewinnung der Römer auf dem Gebiete des Komitates Hunyad. — Reste der römischen Goldbergwerke im Kom. Hunyad. Budapest (Athenaeum) 1902. gr. 8°. 5, bez. 22 S. [S. A. a. d. Geschichte des Komitates Hunyad. I. Band.]

Turcsányi Tihamér, Die ethnographischen Zustände im Komitate Krassó-Szörény vor der Katastrophe von Mohács. Lugos, Traunfellner, 1901. 8°. 131, 4 S. Kr. 2. —.

Virágh Elek, Die Fraknóer Grafschaft und die Herrschaft von Kismarton bis 1622. Sopron, Druck von Röttig (1900). 8°. 51 S.

Wiener Mosskó, Die Entwickelung der ungarischen Zuckerindustrie. Ein Beitrag zur Vergangenheit, Gegenwart und Zukunft der landwirtschaftlichen Industrie. 2 Bände. Budapest, Politzer & Sohn, 1902. 8°. XXIV—1875 S. Kr. 30. —.

***Wittinger, Anton,** Die Grofsgemeinde Török-Bálint in ihrer Vergangenheit und Gegenwart. Budapest, Bagós Buchdr., 1901. 8°. 173 S. Kr. 2. —.

Zoltai Lajos, Debreczen vor 200 Jahren. Wirtschaftsgeschichtliche Beiträge. Budapest, Druck der „Pátria“, 1902. 8°. 31 S. [S. A. a. d. M. Gt. Sz. IX (1902).]

—, Einwanderung von Landbewohnern in Debreczen während der Jahre 1564—1640. Debreczen, Verlag der Stadt, 1902. 8°. 48 S. Kr. —. 50.

Zsilinszky Mihály, Geschichte des Komitates Csongrád. III. Teil. Budapest, Wodianer, 1900. 8°. IV—510 S.

II. Quellenwerke.

Bartal Antal, Glossarium mediae et infimae latinitatis regni Hungariae. Budapest, Akademie 1901. gr. 4°. XXX—2, 722, 2 S. Kr. 50.—.

Corpus Iuris Hungarici 1000—1895. Ungarische Gesetzsammlung. Milleniums-Jubelausgabe. Unter Mitwirkung von [Genannten] redigiert von Márkus Dezső. — Die Gesetze von 1000—1526, 1526—1608, 1608—1657, 1657—1740, 1740—1835, die siebenbürgischen Gesetze von 1540—1848. (Lat. u. ung.) Budapest, Franklin-Ges., 1899—1901. 6 Bände. 8°. CX—853, XCVI—995, LXXIX—655, LI—715, XXXII—511, XLV—678 S. Kr. 72.—.

Corpus statutorum Hungariae municipalium. Sammlung der Statuten ungarischer Munizipien. V. Band. Erster Teil. Die Statuten der Munizipien jenseits der Donau. Gesammelt (und) mit aufklärenden, vergleichenden und verweisenden Anmerkungen versehen von Kolosvári Sándor und Óvári Kelemen (Universitätsprofessoren in Kolozsvár). Budapest, Akademie, 1902. 8°. 2, LXIV, 704 S. Kr. 12.—.

Horváth Sándor, Das „Registrum de Liptó et de Túrócz" 1391. Herausgegeben durch die Ung. Hist. Gesellschaft. Budapest, Athenaeum, 1902. 8°. 104 S. Kr. 1.40.
[S. A. a. d. T. T. n. F. III (1902).]

Illésy János, Verzeichnis der Marktprivilegien. Aus den königl. Büchern (libri regii) zusammengestellt. Budapest, Selbstverlag, 1900. 8°. 26 S.
[S. A. a. d. M. G. T. VI (1899).]

Kollányi Ferencz, Visitatio Capituli E. M. Strigoniensis anno 1397. Budapest, Athenaeum, 1901. 8°. 71 S.
[S. A. a. d. T. T. n. F. II (1901).]

Marczali Henrik, Handbuch der ungarischen Geschichtsquellen. (Enchiridion fontium historiae Hungarorum.) Im Auftrage des kön. ung. Ministers für Kultus und Unterricht unter Mitwirkung von Angyal Dávid und Mika Sándor redigiert. Budapest, Athenaeum, 1901—1902. 8°. X—967 S. Kr. 13.—.

Quellen, die, der ungarischen Landnahme. Zur tausendjährigen Erinnerung an die Landnahme, im Auftrage der Ung. Akademie der Wissenschaften und unter Mitwirkung [von Genannten] redigiert von Pauler Gyula und Szilágyi Sándor. Budapest, Akademie, 1900. gr. 4°. VIII—877 S. Kr. 50.—.

Urkunden, die, des Komitates Szabolcs vor der Katastrophe von Mohács. Herausgegeben vom Komitate. Nyiregyháza, Druck von Jóba, 1901. 8°. 71 S.

B. In Zeitschriften und Zeitungen publizierte Aufsätze.

I. Abhandlungen.

Császár Elemér, Die Auflösung des Pauliner-Ordens. Száz. XXXV (1901). 310, 412.

Érdujhelyi Menyhért, Geschichte des ungarisch-serbischen Borstenviehhandels. I. M. Gt. Sz. IX (1902) 97.

Ferenczi Zoltán, Kossuth und Wesselényi und die Angelegenheit des Urbariums 1846—1847. Száz. XXXVI (1902). 47, 139.

Finácsy Ernő, Neue Beiträge zur Geschichte des „Collegium oeconomicum" (Landwirtschaftskolleg) in Szempcz. M. Gt. Sz. VIII (1901). 410.

Galgóczy János, Zur Urgeschichte der kaukasischen Völker. Ethn. XII (1901). 343, 440.

Hegedüs Lóránt, Entwickelung des ungarischen direkten Steuerwesens. Közg. Sz. 24. B. (1900). 190, 581, 661.

Illéssy János, Die hegyalja-er Weinbergwirtschaft des Ärars (Fiskus) in der zweiten Hälfte des XVII. Jahrhunderts. M. Gt. Sz. VII (1900). 1.

—, Der Schutz des Tokayers (gegen Verfälschung usw.) im Jahre 1737. M. Gt. Sz. VII (1900). 337.

Jancsó Benedek, Die älteste beglaubigte Statistik der siebenbürgischen Rumänen (1733). Száz XXXIV (1900). 141.

Kemény Lajos, Die kassaer Prägestätte. M. Gt. Sz. IX (1902). 248.

Kováts Ferencz, Währungsverhältnisse in Pozsony in den Jahren 1435—1460. M. Gt. Sz. VII (1900). 385, 433.

—, Der Haushalt der Stadt Pozsony im XV. Jahrhundert. I. Quellenkritik. II. Einnahmen des Finanzjahres 1439/40. M. Gt. Sz. IX (1902). 433.

Kropf Lajos, Die Rechnungen der päpstlichen Steuereinnehmer in Ungarn im 13. und 14. Jahrhundert. M. Gt. Sz. VIII (1901). 196, 233.

Mandelló Gyula, Beitrag zur Geschichte der Arbeitslöhne im Mittelalter. Közg. Sz. 27. B. (1902). 253.

Munkás László, Neuere Beiträge zur Geschichte der Einführung des Postwesens in Ungarn. M. Gt. Sz. VII (1900). 352.

—, Die königl. ungarische Post zur Mitte des XVII. Jahrhunderts (1642—1664). M. Gt. Sz. VIII (1901). 185.

Nagy Géza, Herkunft der ungarischen Fischerei. (Im Anschluss an eine Besprechung des Werkes von J. Jankó.) Ethn. XI (1900). 241.

Ortvay Tivadar, Die Tierwelt und die wirtschaftliche Kultur. M. Gt. Sz. VIII (1901). 51.

—, Nutzen und Einträglichkeit der Jagd. Mit besonderer Bezugnahme auf das Komitat Pozsony. M. Gt. Sz. VIII (1901). 281.

Reizner János, Landwirtschafts-Geschichte von Szeged. M. Gt. Sz. VII (1900). 49.

Rubinyi Mózes, Vergangenheit und Gegenwart der moldauischen Csángó. Ethn. XII (1901). 115, 166.

Sörös Pongrácz, Ein Dorf zur Türkenzeit. M. Gt. Sz. IX (1902). 289.

—, Ein ungarischer volkswirtschaftlicher Schriftsteller zu Beginn des XIX. Jahrhunderts. Der Benediktiner Kovács Márton. M. Gt. Sz. IX (1902). 254

Sztripszky Hiador, Beiträge zur Urfischerei Siebenbürgens. N. O. É. III (1903). 157.

Takáts Sándor, Die Donauschiffahrt im XVI. und XVII. Jahrhundert. M. Gt. Sz. VII (1900). 97, 145, 193, 241, 289.

—, Die Privilegien der Wiener Fischhändler in Ungarn von 1328 bis 1714. M. Gt. Sz. IX (1902). 49.

—, Die Mifslichkeiten des ersten ungarischen Tabakmonopols. M. Gt. Sz. IX (1902). 385.

Thallóczy Lajos, Die Pläne des Grafen Moritz Benyovszky in Bezug auf Kriegsmarine und Handelspolitik. M. Gt. Sz. VIII (1901). 329, 385.

Thirring Gusztáv, Erwerbsverhältnisse der städtischen Bevölkerung in Ungarn in der zweiten Hälfte des XVIII. Jahrhunderts. M. Gt. Sz. VIII (1901). 129.

Weber Samu, Ein fünftes Munizipium in der Zips. (Die Bergstadt Göllnitz.) Száz. XXXIV (1900). 421.

Wertner Mór., Die Einwanderung der Siebenbürger Deutschen und die Probstei von Szeben bis zum Ende des XIV. Jahrhunderts. Erdélyi Múzeum. XVII (1900).

II. Miscellen.

Bellovics B., Zunftbräuche in Baja. N. O. É. II (1901). 126).

Borovszky Samu, Ein altes Stadt-Protokoll. (Protokoll der gewesenen Stadt, jetzt Dorfgemeinde Német-ujvár 1612—1745.) Száz. XXXIV (1900). 172.

D(öry) F(erencz), Privileg der Salzhauer in Máramaros 1498. M. Gt. Sz. VII (1900). 188.

Földes Béla, Die Zollgemeinschaft und die Geschichte. (Beitrag zum Zeitalter Maria Theresias und Josefs des II.) Magyar Hirlap. 25. Dezember 1901.

Follinus Árpád, Steuer-Stabschrift im Komitate Szatmár. (Beschreibung der altertümlichen Stabschriftweise.) Ethn. XIII (1902). 448.

Hübner, Emil, Die Salpeterkocherei in Nagy-Körös unter der Herrschaft der Türken (1631—1682). M. Gt. Sz. VII (1900). 236.

—, Die deutsche Kolonie in Berczel (Pester Komitat, 1782). M. Gt. Sz. VIII (1901). 381.

Jankó János, Von der Herkunft der ungarischen Fischerei. (Replik auf die Kritik von Sirelius U. T. in den Finnisch-Ugrischen Forschungen. I.) N. O. É. III (1903). 37.

Karácsony Imre, Beamtenbesoldung zur Türkenzeit. Magyar Állam. 11. November und 17.—18. Dezember 1901.

Kemény Lajos, Feldgemeinschaft im Komitate Abaúj (1589). M. Gt. Sz. VIII (1901). 320.

—, Beschwerdeschrift der Csizmen-(Stiefel-)macher von Kassa 1642. M. Gt. Sz. VIII (1901). 424.

—, Armenkremlen (städt. Krambuden für mittellose Bürger in Kassa 1487—1533). M. Gt. Sz. IX (1902). 139.

Kerekes György, Der Kampf (der Stadt) Kassa mit der Zipser Kammer 1652—1653. M. Gt. Sz. VII (1900). 428.

—, Die Verrechnung der Stadt Kassa über die von Bethlen gepachtete Münze 1629. M. Gt. Sz. VIII (1901). 181.

—, Zwei ungarische Weinhändler-Niederlassungen in Polen im XVII. Jahrhundert. (Am Stapel in Dukla und in Jaslo.) M. Gt. Sz. VIII (1900). 181.

—, Bethlens Bestrebungen zur Verbesserung der Münze. — Münzfälschung (in Oberungarn 1621—1626). M. Gt. Sz. VIII (1901). 317.

—, Ein Bürger von Kassa als Münzfälscher (1627). M. Gt. Sz. VIII (1901). 380.

—, Register über Viehkauf für die Fleischbank der Stadt Kassa 1617. M. Gt. Sz. IX (1902). 142.

Kováts Ferencz, Die Quartinge (Vierteldenare) Königs Siegmund. M. Gt. Sz. VIII (1901). 126.

—, In Wein festgesetzter Kaufpreis von Weingärten im Mittelalter. M. Gt. Sz. VIII (1901). 317.

—, „Groschen Bemyscher Muncze Polnischer czal" (1432—1444). M. Gt. Sz. VIII (1901). 425.

—, Transportskosten von gebranntem Kalk auf der Donau von Hainburg bis Pozsony im Jahre 1440. (Transportdauer 1 Tag, Kosten = 36·7 % des Einkaufpreises.) M. Gt. Sz. IX (1902). 92.

—, Ungarische Kaufleute im XV. Jahrhundert. Budapesti Hirlap. 22. Aug. 1902.

Kropf Lajos, Tokayer-Wein in Frankreich 1707/8. M. Gt. Sz. VII (1900). 91.

—, Hongre, hongrois, hongreline. — Ungarn in Liège in der ersten Hälfte des XIV. Jahrhunderts. M. Gt. Sz. VII (1900). 187.

Kropf Lajos, Wert des ungarischen Goldguldens 1410 in Thorn. — Wert desselben 1462 (in Rostock). M. Gt. Sz. VII (1900). 188.

—, Die Quartinge (Vierteldenare) Königs Siegmund. M. Gt. Sz. VIII (1901). 46.

Lázár István, Das Gerben in Nagy-Enyed. (Mit geschichtlichen Exkursionen zur Zunftverfassung der dortigen Gerber.) N. O. É. I (1900). 56.

Munkácsi Bernát, Die Herkunft der moldauischen „Csángó"-s. (Anknüpfend an einen Aufsatz Weigands im Neunten Jahresber. des Inst. für rumän. Sprache über „den Ursprung der s-Gemeinden" beweist der Autor, dass die moldauischen Csángó-s von den Kunen abstammen, welche Stammverwandten der Magyaren seit dem 13. Jahrhundert von den Széklern magyarisiert worden sind.) Ethn. XIII (1902). 433.

Pór Antal, Mühlen und Mühlenzinse im Jahre 1328—1329. M. Gt. Sz. VII (1900). 39.

—, Ungarische Gewerbetreibende in Krakau um die Mitte des XIV. Jahrhunderts. — Ungarische Tischler in Rom 1368. M. Gt. Sz. VII (1900). 40.

—, Gründung der Stadt Rózsahegy. M. Gt. Sz. VII (1900). 232.

—, Die Urheimat der Post. (Nach Marco Polos Reisebericht über China.) M. Gt. Sz. VII (1900). 284.

—, Hongroyeurs oder ungarische Gerber in Paris (1698). M. Gt. Sz. VII (1900). 378.

Reditzky Jenő, Vereinigung von Viehmästern 1833. M. Gt. Sz. IX (1902). 426.

Seidenweberei in Nagyvárad 1794—1797. Budapesti Hirlap. 18. Jan. 1900.

Sörös Pongrácz, Komorner Urfahr und Maut von 1373 bis 1490. M. Gt. Sz. VII (1900). 138.

—, Die Mautstelle in Bát (1358—1436). M. Gt. Sz. VIII (1901). 178.

Szinte Gábor, Das Szekler Haus. N. O. É. I (1900). 101, 159.
[Vergl. dazu die kritischen Bemerkungen von Huszka J. daselbst 127.]

Tagányi Károly, Benennung der Zehntbezirke im Mittelalter. M. Gt. Sz. VII (1900). 234.

—, Ausfuhr und Einfuhr von Rindvieh 1733—1737. M. Gt. Sz. VII (1900). 234.

—, (Ung.) Weinausfuhr nach Polen 1711—1735. M. Gt. Sz. VII (1900). 282.

—, Die Ausgaben der Komitatskassen in den Jahren 1791/92, 1801/02 und 1825/26. M. Gt. Sz. VII (1900). 332, 382.

—, Gesamteinnahmen und Ausgaben der (ung.) Dreifsigstämter 1749—1754. M. Gt. Sz. VII (1900). 334.

Takáts Sándor, Die Bergwerke neben (der Burg) Gvozdanszko. (Die ehemals Zrínyischen Silber- und Bleigruben im Agramer Komitate.) M. Gt. Sz. VII (1900). 40.

—, Handelswege zwischen Ungarn und den (österr.) Erbländern im XVII. Jahrhundert. M. Gt. Sz. VII (1900). 380.

—, Das königl. Gestüt in Barátfalva (1548). M. Gt. Sz. VII (1900). 473.

—, Honig- und Wachsausfuhr (aus Ungarn) im XVI—XVII. Jahrhundert. M. Gt. Sz. VII (1900). 474.

—, Die ältesten ungarischen Glashütten. M. Gt. Sz. VII (1900). 478.

—, Der (ung.) Viehhandel in den Händen der Orientalischen Kompagnie (1669). M. Gt. Sz. VII (1900). 479.

—, Die erste Lotterie in Österreich. (1703. Berichtigung der Angaben Sieghartʼs in der „Geschichte und Statistik des Zahlenlottos in Österreich".) M. Gt. Sz. VIII (1901). 47.

Takáts Sándor, Plan eines Donaukanals zwischen Pest und Szolnok 1715. M. Gt. Sz. IX (1902). 137.

—, Versuche zur Schiffbarmachung des Vág-Flusses 1713. M. Gt. Sz. IX (1902). 141.

—, Die Tuchfabrik von Hainburg und Ungarn (1727). M. Gt. Sz. IX (1902). 285.

—, Das kaiserliche „Apaldo" (Einfuhrgebühr) nach Sicheln 1721—1723. M. Gt. Sz. IX (1902). 287.

—, Privilegien der griechischen Kaufleute von Székelyhíd und Diószeg (1667—1735). M. Gt. Sz. IX (1902). 287.

—, Eröffnung eines Eisenbergwerkes bei Vácz 1727. M. Gt. Sz. IX (1902). 382.

—, Kolonisation von Deutschen (aus Kur-Mainz) in Tokaj 1722—1728. M. Gt. Sz. IX (1902). 383.

—, Ein Fischteich der Stadt Nagyszombat (Tirnau). M. Gt. Sz. IX (1902). 429.

—, Freier Geleitbrief der Handelsgesellschaft in Temesvár 1724. M. Gt. Sz. IX (1902). 432.

—, Der Rat von Nürnberg und Ungarn. Száz. XXXVI (1902). 864.

—, Die Judensteuer und der koschere Wein (1717—1736). M. Gt. Sz. IX (1902). 478.

***Wertheimer, E.**, Aus der Wirtschaftsgeschichte des Pressburger Komitates. Pester Lloyd. 8. Mai 1902.

Zarevich Antal, Ragusa und Ungarn. Budapesti Hirlap. 25. Juli 1901.

II. Urkundliches Material.

1. Allgemeines und Vermischtes.

Balló István, Beiträge zur Geschichte der Székler. (Darunter ein sehr wertvolles Steuer-Weistum aus dem XVI. Jahrhundert.) T. T. n. F. I (1900). 135.

Csánki Dezsö, Urkunden aus dem Zeitalter der Hunyadi (1454—1488). (Aus dem Archive der Stadt Kassa, mit wichtigen Beiträgen zur Geschichte des Stapelrechts, des Handels und der Industrie dieser Stadt, sowie zur Geschichte des Staatshaushaltes, des Bergbaues und des Weinbaues Ungarns in diesem Zeitalter u. s. w.) T. T. n. F. III (1902). 276, 346.

Instruktion für die Münze in Pozsony 1674. M. Gt. Sz. VII (1900). 81.

— für den (Haupt-Kriegs-)Proviantverwalter 1567. M. Gt. Sz. VII (1900). 125.

— für den Verwalter der Schatzkammer in Siebenbürgen 1598. M. Gt. Sz. VII (1900). 323.

Kárffy Ödön, Instruktion für den Bau des kön. Schlosses in Pozsony 1552. M. Gt. Sz. VIII (1901). 416.

Kemény Lajos, Mautgeldtarif der Stadt Kassa 1731. M. Gt. Sz. VII (1900). 37.

Mauthstatut der Stadt Budapest 1810. Budapesti Hirlap. 11. Nov. 1902.

Rechnungen, die, der ung. Kammer aus den Jahren 1583, 1584 und 1600. T. T. n. F. I (1900). 61.

Statuten der hegyalja-er Städte Tokaj, Tarczal und Tállya (1613, 1700). M. Gt. Sz. VII (1900). 400.

Th(allócsy) L(ajos), Mittelalterliche wirtschaftsgeschichtliche Daten aus den Archiven Nürnbergs (1404—1526). M. Gt. Sz. VII (1900). 76.

Zoltai Lajos, Statuten der Stadt Debreczen 1564—1592. M. Gt. Sz. IX (1902). 264.

2. Geschichte der Landwirtschaft.

a) Allgemeines.

(Compossessorat.) Auszüge aus dem Protokoll des C. in Mártonfalva 1799 bis 1822. M. Gt. Sz. VII (1900). 458.

Döry Ferencz, Urbarial-Vertrag der Stadt Lózs 1635. M. Gt. Sz. VIII (1901). 163.

(Feldgemeinschaft.) Zur Geschichte der — in Nagy-Szalonta (1726). M. Gt. Sz. VII (1900). 320.

Forstordnung, Landes-, von Slavonien. M. Gt. Sz. VII (1900). 26.

Forstreglement von Nyír-Bakta 1669. M. Gt. Sz. VII (1900). 374.

(Gestüt.) Projekt zur Aufstellung eines königlichen G.'s 1745. M. Gt. Sz. VII (1900). 225.

Horváth Sándor, Grundkataster-Vermessung des Komitates Pest 1789. M. Gt. Sz. VIII (1901). 62, 166.

Kárffy Ödön, Statuten der Schäferzunft des Komitates Moson 1701. M. Gt. Sz. IX (1902). 41.

Kerekes György, Archiv-Forschungen. (Beiträge zur Geschichte der Dörfer usw. der Stadt Kassa 1598—1610). T. T. n. F. II (1901). 565.

Kemény Lajos, Dokumente aus dem Archive der Stadt Kassa. (Ungerechte Zehnteintreibung und Herrschaftsabgaben 1568—1587 usw.) M. Gt. Sz. VIII (1901). 310.

—, Die Höhe der Weinbergabgaben in Tállya (bei Tokaj) 1586—1609. M. Gt. Sz. VIII (1901). 413.

—, Weistum der Hörigen von Forró vor 1601. M. Gt. Sz. VIII (1901). 415.

Kováts Ferencz, Das Urbar von Vajnor 1427—1430. M. Gt. Sz. VII (1900). 275.

Zehntinstruktionen des siebenbürgischen Sachsenlandes 1692. M. Gt. Sz. VII (1900). 19.

Zoltai Lajos, Austeilung der Haus- und Vorwerk-Felder in Debreczen (1744—1746). M. Gt. Sz. IX (1902). 416.

b) Betriebsordnungen usw. einzelner Güter.

Döry Ferencz, Instruktion des Hofrichters von Murány 1662. M. Gt. Sz. VIII (1901). 267.

—, Hof(-meier-)ordnung des Palatins Gr. Nikolaus Esterházy (1630). M. Gt. Sz. VIII (1901). 224.

Glay K., Fragmentarisches Inventar der Burg Somlyó 1498. T. T. n. F. II (1901). 107.

Horváth Sándor, Instruktion für den Beschliefser von Nagy-Károly 1701. M. Gt. Sz. VIII (1901). 304.

Instruktion für den Beschliefser in der Herrschaft Szendrö 1652. M. Gt. Sz. VII (1900). 274.

— für den Hofrichter der Burg Bicse 1577. M. Gt. Sz. VII (1900). 279.

Kárffy Ödön, Instruktion des Verwalters von Erdöd 1729. M. Gt. Sz. IX (1902). 268.

—, Instruktion für den Hofrichter der Gutsherrschaft von Szendrö 1652. M. Gt. Sz. VIII (1901). 114.

—, Instruktion des Hofrichters der Burg Ctrecsény (1640). M. Gt. Sz. VIII (1901). 219.

Merényi Lajos, Buchhaltung der Gutsherrschaft von Kapuvár 1686. M. Gt. Sz. IX (1902). 419.

Merényi Lajos, Die Betriebsordnung der Gutsherrschaft in Dombovár 1729. M. Gt. Sz. IX (1902). 77, 118.

—, Allgemeine Instruktion des Palatins Fürst Paul Esterházy für seine Verwalter (1688). M. Gt. Sz. IX (1902). 473.

—, Instruktion des Palatins Fürst P. Esterházy für seinen Beschliefser in Kőszegs (um 1690). M. Gt. Sz. IX (1902). 467.

—, Die Personal-Ausgaben der Gutsherrschaft in Kapuvár 1690. M. Gt. Sz. IX (1902). 470.

Reglement der Gutsherrschaft Lednicze 1669. M. Gt. Sz. XIII (1900). 358.

Thaly Kálmán, Inventare und Hofhaltungs-Schriften von Munkács (1680 bis 1701). T. T. n. F. I (1900). 321.

3. *Bergwerks- und Hüttenwesen.*

Kárffy Ödön, Beiträge zur Geschichte der Glashütte in Száldobágy 1736—1743. M. Gt. Sz. IX (1902). 276, 375.

—, Inventar der Salzgrube von Sóvár 1643—1654. M. Gt. Sz. VIII (1901). 418.

Kerekes György, Schlufsrechnung des Eisenwerkes und des Aichamtes der Stadt Kassa 1603. M. Gt. Sz. IX (1902). 34.

(Steinbruch.) Betriebsordnung und Inventar des Steinbruchs in Nagy-Maros 1658—1700. M. Gt. Sz. VIII (1901). 43.

4. *Geschichte der Zünfte.*

Borovszky Samu, Fleischer-Ordnung der Stadt Németujvár 1648. M. Gt. Sz. VII (1900). 38.

Illésy János, Zunftbrief der debrecziner Kürschner vom 28. August 1448. T. T. n. F. I (1900). 296.

Kárffy Ödön, Statuten der Drechslerzunft von Nagybánya 1716. M. Gt. Sz. VIII (1901). 212.

—, Statuten der Lebkuchenbäckerzunft von Debreczen 1713. M. Gt. Sz. VIII (1901). 294.

— und **Kováts Ferencz**, Statuten der Schuster von Német-Lipcse 1471. M. Gt. Sz. IX (1902). 30.

Kemény Lajos, Tarifierung der Schwertfeger von Kassa (aus der ersten Hälfte des XVII. Jahrhunderts). M. Gt. Sz. VII (1900). 276.

—, Tarifierung der Riemerzunft in Kassa 1627. M. Gt. Sz. VII (1900). 367.

— und **Kerekes György**, Tarifierung der Zünfte von Kassa im XVII. Jahrhundert. M. Gt. Sz. VIII (1901). 25, 472.

Kemény Lajos, Zunftbrief der Kaschauer Schuster vom Ende des XV. Jahrhunderts. T. T. n. F. I (1900). 155.

Komáromy András, Statuten der nagyvárader Schneiderzunft 1614. T. T. n. F. II (1901). 127.

Lukinich Imre, Statuten der Schusterzunft in Késmárk 1552. M. Gt. Sz. IX (1902). 370.

—, Statuten der Weberzunft in Késmárk 1587. M. Gt. Sz. IX (1902). 373.

Rechnung über Riemer-Arbeiten 1609. M. Gt. Sz. VIII (1902). 280.

Sörös Pongrácz, Aus den Dokumenten der Müllerzunft in Pápa (1774—1778). M. Gt. Sz. VII (1900). 325.

Statuten der Landkutscherzunft in Buda 1700. M. Gt. Sz. VII (1900). 33.

— der Müllerzunft von Semphe 1646. M. Gt. Sz. VII (1900). 123.

5. Privataltertümer.

Csoma József, Mitgift der Dóra Gecsey 1548. — Inventar der Mobilien des Márton Gecsey 1551. — Verlassenschaft des István Panka 1596. T. T. n. F. I (1900). 469, 470, 471.

—, Testament der Frau P. Mondolay 1597. T. T. n. F. II (1901). 146.

—, Testamente (aus den Jahren 1509—1588). T. T. n. F. I (1900). 310.

Füssy Tamás, Testament des Ambrus Sárkány de Ákosháza 1522. T. T. n. F. II (1901). 137.

Harangöntő Aladár, Ein interessantes Register aus der Mitte des XVI. Jahrhunderts. (Enthält auf die Besitzerwerbung, Hausbau und Errichtung von Wirtschaftsgebäuden eines Adeligen aus Máramarossziget bezügliche Angaben.) T. T. n. F. III (1902). 461.

Hegyi Ödön, Zwei Testamente des Paul Gyulay aus dem Jahre 1592. T. T. n. F. I (1900). 145.

Kelemen Lajos, Testament des G. Sükösd von Nagyterem 1631. T. T. n. F. II (1901). 294.

Kerekes György, Rechnung (zweier Kassaer Abgesandten) über die Reise nach Wien und zurück. 1632. T. T. n. F. II (1901). 464.

Komáromy András, Inventar der freiherrl. Perényischen Mobilien 1569. T. T. n. F. II (1901). 588.

K(omáromy) A., Testament L. Barkóczys. 1658. T. T. n. F. II (1901). 150.

—, Testament des Zipser Kammerrates M. Vass de Sziget. 1667. T. T. n. F. II (1901). 453.

Kováts Ferencz, Protokoll über die Verlassenschaft einer vermögenden Bürgerswitwe in Pozsony 1506. M. Gt. Sz. IX (1902). 73.

Merényi Lajos, Ererbte Goldgegenstände der Gräfin Christine Nyári. 1635. M. Gt. Sz. IX (1902). 369.

—, Testament des Bakich Mihály 1600. T. T. n. F. I (1900). 317.

—, Testament des Bischofs Esterházy aus dem Jahre 1663. T. T. n. F. I (1900). 452.

Németh Ambrus, Testament der Gräfin Magdalena Petheő. 1737. T. T. n. F. II (1901). 477.

Testamente, zwei, aus den Jahren 1612 und 1656. Publiziert von —y—s. T. T. n. F. II (1902). 144.

Vagner József, Testament des B. Apponyi 1637. T. T. n. F. II (1901). 576.

—, Ausgaben-Verzeichnis des budaer Probstes und kön. Rates P. Bornemisza 1543 u. 1544. T. T. n. F. II (1901). 574.

Zoltai Lajos, Diäten und Reiserechnungen aus dem Archiv der Stadt Debreczen 1566—1737. M. Gt. Sz. IX (1902). 406.

M. Marion, **Etat des Classes Agricoles au XVIIIe siècle dans la généralité de Bordeaux**, in-8°. 124 pp. Paris, Picard, 1902.

Parmi les études encore trop clairsemées qui ont été consacrées aux classes agricoles en France au 18e siècle celle de M. Marion peut à juste titre être considéré comme l'une des meilleures. Elle est à certains égards supérieure à celles que l'on doit à Théron de Montaugé pour le Toulousain et à Calonne pour la Picardie. Le sujet a été étudié

avec soin par le savant professeur de l'Université de Bordeaux, d'après les Archives départementales et municipales, civiles et ecclésiastiques de la Gironde et de la Dordogne. Les informations sont abondantes; la trame de l'exposition est serrée; la forme se recommande par la netteté et la précision. Il ne manque à cet essai que d'être plus complet et mieux proportionné. Il se divise en trois parties dont la seconde est de beaucoup la plus fouillée, tandis que pour la première et pour la troisième on désirerait un supplément d'enquête et un exposé plus nourri. Peut-être l'auteur voudra-t-il donner à ce travail les compléments qu'il comporte et qui le rendraient excellent. Tel qu'il nous est présenté, cet essai n'en constitue pas moins une des rares contributions dignes d'éloges que nous possédions sur cet important sujet.

I.

M. Marion étudie d'abord la répartition de la propriété dans les 5 Elections de la genéralité de Bordeaux (Bordelais, Périgord en partie, Agenais, Condomois). La passion du paysan pour la terre est à ce moment devenue une sorte de fanatisme qui étouffe en lui jusqu'aux sentiments d'humanité. Aussi, peut-on constater dans cette région, ce que Necker et A. Young avaient signalé, à savoir l'extrême morcellement du sol. Il y a dès lors une foule de petits propriétaires, et ils se recrutent jusque dans les catégories les plus humbles de la population rurale, parmi les journaliers, les vignerons, les artisans, voire même parmi les mendiants. La division du sol est poussée à un tel point, qu'on compte la contenance des terres arables par sillons, et que les parcelles inférieures à 20 ares forment la grande majorité des petites propriétés. C'est ce que M. Marion montre fort bien, en s'appuyant sur les rôles de vingtièmes, comme l'avait fait M. Lutschizky dans son intéressant travail sur la Petite propriété en France avant la Révolution. Mais s'il y a un nombre très elevé de petits propriétaires, notamment de vignerons, il s'en faut de beaucoup qu'il détiennent la majeure partie du sol. D'après les exemples cités dans le travail de M. Marion, la proportion des propriétés taillables serait de moitié, et il ne faudrait pas évaluer à plus du quart ou du tiers celle que détenaient les paysans et artisans ruraux. En effet, depuis le milieu du XVIII[e] siècle, les privilégiés et les bourgeois des villes tendaient à reconstituer la moyenne et la grande propriété, les placements fonciers devenant alors plus avantageux, par suite de la hausse du revenu de la terre et des denrées. Ainsi, ils ont accaparé la majeure part du vignoble de l'élection de Bordeaux (les 9/10[es]) et les bonnes terres de la banlieue des grandes ou petites agglomérations urbaines. Un examen plus étendu des registres de tailles et de vingtièmes, des terriers, aveux et dénombrements, permettrait sans doute de creuser davantage ce sujet, et de déterminer, à l'exemple de M. Lutschizky, la part que chaque catégorie sociale avait acquise dans la jouissance de la propriété, et la nature de terres que détenaient les divers

propriétaires[1]). Il eut également été utile de marquer avec force les conséquences de cette répartition du sol et de son extrême morcellement, de montrer dans la passion de la terre le stimulant énergique de l'effort individuel, et dans la constitution de cette propriété parcellaire un obstacle aux améliorations culturales ou un élément de gêne et de misère. Aussi, croyons-nous que l'étude des procédés techniques de culture, des formes de location ou d'exploitation de la terre, des divers modes de mise en valeur du sol, du mécanisme du crédit et du commerce ruraux, devrait être le complément de cette première partie.

II.

M. MARION en a rejeté l'esquisse à la fin de son essai, et il passe aussitôt au tableau des charges auxquelles les classes agricoles étaient soumises. C'est la portion la mieux étudiée de son œuvre; très-solide, claire, précise, elle mérite de servir de modèle pour des études analogues. L'auteur était très bien préparé à l'entreprendre par ses recherches antérieures sur le régime fiscal du 18e siècle. Il a repris et marqué de traits fort nets l'exposé des abus des impôts royaux et de leur influence désastreuse sur la condition des paysans. C'est d'abord la taille, qui vient prendre aux populations rurales, tantôt le 5e, tantôt le 10e de leur revenu net, et qui les ruine par l'arbitaire ou l'injustice de la répartition et de la perception. La capitation vient s'y ajouter, présentant les mêmes abus, et les revenus fonciers déjà frappés par elle comme par la taille, le sont encore par les vingtièmes. TAINE[2]) avait évalué à 53 % du revenu la part que le fisc prenait au paysan sous ces trois formes de taxes. M. MARION juge l'évaluation excessive, et pour la généralité de Bordeaux, il estime qu'il faut abaisser cette proportion à 35 %, un peu plus du tiers du revenu rural[3]). Mais la lourdeur de l'impôt, ajoute-t-il avec raison, n' était rien en comparaison de l'incertitude, du défaut de proportion, des exemptions injustifiées, qui viciaient l'assiette de ces taxes, et des méthodes barbares qui faisaient du recouvrement une vraie torture pour le contribuable. L'action des taxes indirectes est également signalée, mais d'une façon moins nette. Les droits de contrôle qui gênent la transmission de la proprieté, ceux de péages et de traites, les monopoles des gabelles et du tabac, qui entravent la circulation des denrées agricoles, ne sont guère étudiés que d'après les cahiers des paroisses de 1789. On aimerait à avoir sur leur quotité, sur leur nature, sur leur répercussion des renseignements moins sommaires. Au contraire, le régime des corvées en Guienne est indiqué avec infiniment de précision. Ces prestations, si onéreuses pour les journaliers et les petits propriétaires les moins riches, furent dans cette généralite

1) Cette première partie occupe les pp. 1 à 17 du travail de M. MARION.
2) L'Ancien régime, I, 461.
3) MARION, pp 37—38.

très dommageables aux classes agricoles. L'opposition intéressée du Parlement, représentant des privilégiés, fit échouer la réforme équitable tentée par l'intendant Dupré de S[t] Maur, et maintint le poids de cette lourde charge jusqu'à la fin de 1787.

A ces causes de dépression économique s'adjoignent les charges du régime social, c'est-à-dire des obligations qu'imposent les privilèges ecclésiastiques et aristocratiques. L'exposé qu'en a tracé M MARION est très suggestif dans sa sobriété voulue. Comment la dîme fut si impopulaire en Guienne, il l'explique en traits significatifs. Variant du 11[e] au 15[e] ou du 8[e] au 9[e] suivant les paroisses, exigible sur tous les produits agricoles, grains, vins, plantes industrielles, fourrages, légumes, fruits, bois, et même sur le bétail, donnant lieu à une multitude de procès, l'impôt ecclésiastique est aussi lourd que l'impôt royal, et il provoque les mêmes haines. La question des droits seigneuriaux est examinée avec beaucoup de sagacité et de finesse: les distinctions que M. MARION établit, semblent très-justes. Il montre fort bien, que si les rentes seigneuriales en argent exigées du paysan sont très modiques, les rentes ou cens en nature pèsent bien davantage sur la propriété rurale, et que les droits de mutation (lods et ventes), de préemption (retrait ou prélation), de péage, de corvées et de banalités, outre leur quotité parfois élevée, donnent lieu à d'innombrables vexations. Bien moins onéreux au point de vue matériel que l'impôt royal et que la dîme, l'impôt seigneurial qui ne s'élève qu'à 11 ou 12 % du revenu de la terre roturière, est cependant tout aussi détesté. Sans doute, beaucoup de droits seigneuriaux sont tombés en désuétude; d'autres ont fait l'objet de remises ou de commutations; en genéral, les redevances féodales ont été diminuées et rendues fixes. M. MARION estime qu'il n'y a pas eu d'usurpations de droits seigneuriaux au profit de l'aristocratie dans les 40 dernières années de l'ancien régime et qu'on ne saurait parler d'une aggravation du régime féodal à la veille de la révolution. M. SAGNAC a soutenu une opinion toute contraire, après Chérest, dans sa thèse latine de 1898. Au fond, il semble qu'il n'y ait là qu'une querelle de mots, puisque M. MARION convient avec M. THOLIN [1]), que s'il n'y a pas eu création de droits seigneuriaux, il y a eu cependant une réaction féodale, dont les manifestations consistèrent dans le rétablissement d'anciens droits tombés en désuétude, dans l'exhumation des terriers et des vieux titres surannés, dans le renouvellement de reconnaissances roturières entourées de formalités coûteuses, dans le recouvrement plus exact des redevances, dans le zèle maladroit des agents seigneuriaux et dans l'extension arbitraire de certains droits. Ajoutons que l'exposé de M. MARION met parfaitement en lumière les autres causes d'impopularité du régime seigneurial parmi les classes rurales, à savoir les complications dans la perception des droits, la contrainte solidaire pour le paiement

1) Ville Libre et Barons, 1886, Agen.

de ces redevances, les recherches inquisitoriales qui accompagnent leur assiette, la fréquence onéreuse des aveux ou dénombrements, l'infinité des procès auxquels donnent lieu les rentes et la jouissance des biens communaux, terres vagues et vaines pâtures. On s'explique dès lors pourquoi les charges féodales, si inférieures en quotité aux charges royales et ecclésiastiques, parurent au même degré intolérables au paysan. De ce tableau approfondi, exact et clair, qui forme les $^2/_3$ du travail de M. Marion [1]), ressortent nettement les raisons de la désaffection des classes rurales à l'égard de l'ancien régime.

III.

La troisième partie de son exposé n'est guère qu'une esquisse très sommaire de la condition matérielle et morale des classes rurales. Bien qu'elle soit généralement claire, elle ne laisse pas que d'être insuffisamment liée. La suite des idées n'apparaît pas toujours nettement. Les vues d'ensemble ne se dégagent pas assez de cet exposé qui mériterait d'être repris. Les raisons qui expliquent le malaise des campagnes à la veille de la Révolution sont multiples. M. Marion en a indiqué deux d'une manière très-probante: l'extrême morcellement du sol et la lourdeur des taxes royales, ecclésiastiques et féodales. N'y avait-il par lieu ensuite à exposer avec une ampleur équivalente les effets du régime administratif et du régime économique et social sur la situation des classes agricoles? Le paysan ne souffre pas seulement en effet de l'exiguité de sa propriété et de l'énormité des charges qui lui enlèvent 60 % de son revenu, d'après M. Marion, 81 % d'après Taine [2]). Ne devait-on pas aussi grouper dans un exposé spécial les conséquences du système administratif, bonnes ou mauvaises, les efforts des intendants et de certains privilégiés pour améliorer l'agriculture et le sort des classes agricoles, le fonctionnement des assemblées de paroisse et le système d'administration des communautés rurales. M. Marion n'a, à vrai dire, traité sommairement que deux points de ce sujet, la question de la milice, et celle de la vicinalité: il les a mêlés à son exposé des charges fiscales [3]), comme deux fragments isolés. A cet ensemble, on eut pu rattacher les détails que M. Marion donne sur la législation des céréales et des vins dans la généralité de Bordeaux, et où se marquent bien la nécessité et aussi les inconvénients du système réglementaire appliqué à l'agriculture. A la question du régime social des campagnes, on aurait dû lier l'étude de l'absentéismes des grands propriétaires, de l'administration de leurs biens, et l'examen des rapports de la bourgeoisie avec les paysans. On voudrait avoir plus de renseignements sur le tiers état rural [4]), et sur l'influence qu'il possède. L'attrait qu'exercent les métiers de la grande et de la petite

1) Marion, pp. 17 à 86.
2) Marion, p. 87.
3) Marion, pp. 43 47.,
4) Ce qui en est dit à la page 91 est bien sommaire.

industrie, aussi bien que les fonctions administratives est indiqué par M. Marion, qui les signale comme un des motifs de l'exode des paysans vers les villes. Mais pourquoi ne pas nous donner à cet égard un exposé d'ensemble plus cohérent et plus approfondi? Une vingtaine de pages ne suffisent pas non plus à l'examen du régime économique des classes rurales. Elles comptent parmi les plus intéressantes de ce travail, et sont certainement les plus neuves. Aussi regrette-t-on par ce que l'on y trouve l'absence de ce qu'on y pourrait trouver. Une enquête moins sommaire sur les progrès du revenu agricole, sur la hausse des denrées, sur le mouvement des salaires ruraux eut été la bienvenue. Les détails peu nombreux que donne M. Marion à cet égard font vivement désirer une nouvelle étude de sa part sur ces divers points. On voudrait aussi savoir à quelles catégories ces améliorations ont profité, puisque l'on apercoit en Guienne des signes irrécusables des progrès de l'aisance [1]). Jusqu'à quel point le régime de location et d'exploitation des terres s'est modifié ou amélioré, on désirerait aussi le connaître. M. Marion indique qu'elles étaient les causes de la misère du métayer ou du journalier, mais n'y avait-il pas aussi de petits propriétaires et des métayers aisés? Dans quelle proportion étaient-ils? Quelle avait été la part des défrichements et des améliorations agricoles? Quelle était la répartition des terres de tout genre, et quel rendement on en obtenait, voilà ce que l'on voudrait savoir avec plus de détails [2]). La vie matérielle et morale des classes rurales dans la généralité de Guienne eut mérité également un examen plus développé. Ce que M. Marion nous dit de la vie matérielle du paysan ne manque pas d'intérêt, mais il ne distingue pas assez entre le paysan riche, le paysan aisé, le journalier ou le métayer misérables et les mendiants. La courte esquisse qu'il trace de l'alimentation du paysan est très substantielle [3]), mais pourquoi laisser de côté le vêtement et l'habitation qui ont aussi leur importance? pourquoi ne pas insister sur l'absence d'hygiène [4])? Quant à la vie morale des classes rurales, elle n'est vraiment pas étudiée. A peine trouve-t-on sur les sentiments, les mœurs, les idées, les plaisirs du paysan quelques traits isolés [5]). En résumé, si la conclusion de cette partie semble sage, elle n'est pas assez appuyée sur les faits. On doit admettre avec M. Marion que la vie des classes rurales au 18ᵉ siècle dans la région qu'il étudie ne fut ni une longue agonie, ni une kermesse à la Téniers, ni une bergerie à la Florian. La condition de ces classes s'améliora lentement, mais elles souffrirent encore cruellement des vices du régime politique, économique et social. L'étude de M. Marion démontre excellemment la réalité du premier de ces griefs. Il lui

1) Marion, 121, 105, 106, 109.
2) Ibid., pp. 97—108.
3) Ibid., p. 88, 108, 113: ces renseignements sont disséminés.
4) Ibid., p. 88.
5) Ibid., p. 54, 120.

reste à compléter par une enquête nouvelle, approfondie et précise, comme il sait les conduire, la réalité des deux autres. Nous ne doutons pas, d'après le travail qu'il vient d'écrire, qu'il ne soit à même de nous donner dans sa prochaine étude un exposé aussi précis, aussi net, aussi bien informé que la seconde partie de son ouvrage actuel.

P. Boissonnade.

Stourm, Les Finances du Consulat. Paris, Guillaumin 1902.

Au moment du 18 brumaire, le 5 % consolidé valait de 11,90 à 12: Bonaparte, ayant un courrier pressé à expédier à Championnet, commandant de l'armée d'Italie, ne trouvait pas au Trésor de quoi faire les frais de cet envoi: on se trouvait en présence de 600 millions de dépenses indispensables, avec moins de 300 millions de recettes hypothétiques: la circulation était encombrée d'un tel chaos de bons du tiers, de bons des deux tiers, de bons du syndicat, de bons d'arrérages, de bons de réquisition, etc., etc., qu'il semblait impossible, non seulement de porter remède aux maux dont la France se mourait, mais même d'en mesurer exactement l'étendue. Deux ans après, le 5% se tenait entre 50 et 60, l'équilibre budgétaire était atteint à peu de chose près, les paiements de l'Etat repris en numéraire, l'arriéré liquidé: tels étaient les résultats merveilleux de la gestion du Premier consul. M. Stourm raconte cette histoire avec les sentiments d'admiration qu'elle inspire naturellement, sans abdiquer d'autre part les droits de la libre critique, et en indiquant pourquoi l'œuvre de reconstitution financière du Consulat fut à la fois prodigieuse et incomplète, pourquoi Bonaparte ne réussit pas à fonder véritablement le crédit public, et pourquoi la prospérité incontestable qu'il rétablit n'eut guère qu'un caractère provisoire et pour ainsi dire viager.

Son ouvrage, très clair, très facile à lire, mettant aisément à la portée de tous ces matières qui passent, bien à tort d'ailleurs, pour ingrates et compliquées, comprend quatre parties (après une préface destinée à faire connaître les collaborateurs financiers du 1er consul, Gaudin, Mollien, Barbé-Marbois, Lebrun, Cretet, Roederer, etc., etc. et, pour tout dire, le pays lui-même, où les idées saines, en matière de finance, se développèrent rapidement au sortir de la crise révolutionnaire): dans la première, M. Stourm énumère les mesures prises au lendemain du 18 brumaire pour se procurer les moyens de vivre: abolition du néfaste emprunt forcé de l'an VII, et son remplacement par une contribution de guerre additionnelle au principal des contributions foncière, personnelle et somptuaire, qui rentra avec lenteur [1]), mais qui rentra cependant, et qui eut surtout pour avantage de rassurer l'opinion, en prouvant que l'ère des mesures révolutionnaires était passée: emprunts aux banquiers et à l'étranger: taxe militaire sur les conscrits réformés: amnistie accordée à prix d'argent aux déserteurs: surtout (ce fut la grande ressource de ces débuts diffi-

1) Dans le département de la Haute Garonne, par exemple, son recouvrement n'était pas encore achevé en 1806.

iles du Consulat) cantionnements en numéraire exigés d'un grand nombre de fonctionnaires de création nouvelle. Il y eut dans cet ordre d'idées quelques projets mal conçus, que le gouvernement s'empressa d'ailleurs de retirer: mais dans l'ensemble, on peut dire qu'il était impossible de mieux sortir d'une situation quasi désespérée.

La seconde partie expose les mesures prises pour liquider le passé et retirer les papiers dépréciés qui encombraient la circulation. Les bons de réquisition furent convertis par arrêté du 29 frimaire an VIII en rentes: les délégations, qui donnaient à leurs détenteurs droit de se payer eux-mêmes sur certaines caisses et étaient incompatibles avec l'existence d'un ordre financier quelconque, disparurent par arrêté du 19 nivôse et allèrent aussi se fondre dans le stock de nouvelles rentes que créa le consulat: il en fut de même des bons du syndicat, des bons du tiers provisoire, des bons des deux tiers mobilisés: l'arriéré des anciens budgets fut également liquidé en rentes 5 % pour les créanciers de l'exercice de l'an VIII, en rentes 3% pour ceux des budgets précédents, qui recevaient en somme plus qu'ils ne devaient s'attendre à recevoir, et qui avaient d'ailleurs majoré leurs prix en raison des infidélités et des violations de parole dont le directoire était coutumier; d'où une différence de traitement qui s'explique. En tout 9 millions et demi de rentes furent sous le consulat non pas émis. mais remis aux porteurs des divers papiers d'Etat. C'est plaisir de suivre l'exposé clair et solide de M. STOURM à travers les dédales de cette comptabilité.

Dans la 3ème partie viennent les institutions financières du Consulat: réorganisation des contributions directes, création d'un nouveau personnel administratif, retour, encore partiel et timide, aux contributions indirectes, qui réapparaissen ravec la loi du 9 ventôse au XII, Banque de France, enfin création de la caisse d'abord appelée caisse de garantie et d'amortissement, puis caisse d'amortissement tout court: un nom bien mal donné, car cete caisse n'a mortissait point et servait surtout à pratiquer des achats en Bourse pour soutenir le cours des rentes lorsque la politique gouvernementale l'exigeait. Elle l'exigea souvent et M. STOURM consacre un curieux chapitre à raconter les campagnes à la hausse que dirigeait Mollien avec plus de persévérance que de succès. Une preuve évidente fut alors fournie de l'impuissance de ces manoeuvres gouvernementales pour soutenir les cours lorsque la confiance publique, seul facteur en définitive de la hausse ou de la baisse, diminue ou se dérobe. Toutefois est-il bien sûr que sans ces interventions de Mollien, jugées peut-être un peu trop sévèrement par M. STOURM, la baisse n'eût pas été et plus rapide et plus prononcée?

La 4ème partie est consacrée à l'étude des budget du Consulat et nous montre la grandeur et la rapidité des progrès accomplis. En l'an X, l'équilibre fut atteint: en l'an XI, par suite de la rupture de la paix d'Amiens, le déficit réapparut, mais dans des proportions très modérées. A part le budget de l'an VIII qui se ressent encore des obscurités im-

penétrables de la gestion du directoire, ces budgets sont parfaitement clairs: ils ont de plus le grand mérite d'être fort modérés; la France de l'an XII, avec ses 100 départements, en pleine guerre, ne dépensait pas plus de 804 millions.

Voilà un rapide résumé de cet ouvrage qui comble une heure importante, car l'histoire financière du Consulat n'avait jamais été si bien comprise ni si magistralement exposée, et il était bien nécessaire qu'un historien aussi bien préparé que l'auteur des Finances de l'ancien régime et de la Révolution y appliquât ses éminentes qualités.

Gomel, Histoire financière de la Législative et de la Convention. 1792—1793. Paris, Guillaumin, 1902.

Le Consulat fut l'époque du rétablissement de l'ordre dans les finances françaises: la Législative et la Convention n'inaugurèrent pas le désordre, car ce désordre n'était que trop ancien dans notre histoire, et c'est l'ancien régime qui doit en supporter le premier la responsabilité: mais elles en marquèrent certainement l'aggravation. Non-perception des impôts, par suite de l'absence de rôles et de l'impuissance administrative: illusion fâcheuse qui fait croire aux assemblées que les biens nationaux et les assignats constituent des ressources inépuisables: aucun effort de leur part pour parvenir à l'équilibre budgétaire: augmentation constante du déficit: vote de lois onéreuses, sans aucun souci de leur répercussion financière: taxes révolutionnaires, emprunts forcés, impôts progressifs, établis à l'envi par une démagogie haineuse, besoigneuse, et inexpérimentée: effroyable crise des subsistances, imposant au Trésor des sacrifice aussi lourds qu'inutiles: voilà ce que M. Gomel nous montre dans son Histoire financière de la Législative et de la Convention, qui constitue le tome 5[e] des études consacrées par lui à notre histoire financière avant et pendant la Révolution, et qui mène cette histoire jusqu'au 2 juin 1793.

Séparer les finances de la politique proprement dite est presque toujours, pour ne pas dire toujours, impossible, et ici surtout où la répercussion de la politique sur les finances, et des finances sur la politique, est si grande et si immédiate. Aussi est-ce au fond une histoire générale de la Révolution qu'a écrite M. Gomel, en y insistant seulement de préférence sur les discussions, rapports, décrets, etc. d'un intérêt financier. C'était une nécessité du sujet, et loin d'en blâmer M. Gomel nous le féliciterions plutôt d'avoir su, par cette méthode, mettre les faits dans leur cadre naturel, en exposer l'enchaînement et les conséquences et répandre partout la clarté et la vie. Son livre est d'une lecture facile et d'un puissant intérêt. Le savoir de M. Gomel est considérable, et ses appréciations judicieuses.

Quelque partialité dans le sens anti-révolutionnaire lui a été reprochée: mais la sévérité dont il a fait preuve envers la gestion financière de Législative et de la Convention nous paraît généralement justifiée: il eût seule-

ment été bon que des références plus nombreuses, un choix plus sévère de ses autorités, une vérification plus minutieuse de certains faits allégués, une discussion plus étendue de certains points qui semblaient acquis, mais qui sont maintenant vigoureusement contestés (par exemple la responsabilité de Danton dans les massacres de septembre), eussent rendu plus difficile à quelques critiques d'attaquer l'ensemble du livre à cause de certains détails qui sont contestables. Un exemple: M. Gomel insiste avec raison sur les désordres locaux qui dès la Législative, à plus forte raison après le 10 août, se produisaient presque quotidiennement, et déplore l'anarchie dans laquelle la France était plongée: mais il ne faudrait pas à ce propos (p. 223) mettre au passif des partis révolutionnaires les troubles de Bressuice et de Châtillon sur Sèvre, en août 1792, qui sont le prélude de la guerre de Vendée. Mais de légères erreurs de détail ne peuvent pas diminuer réellement la valeur d'un bon livre, et dans l'ensemble, M. Gomel reste un guide sûr pour l'étude de l'histoire financière de la Révolution. M. Marion.

Vorläufiger Entwurf eines Gesetzes über Familienfideikommisse nebst Begründung. Im amtlichen Auftrage veröffentlicht. Berlin 1903, Druck und Verlag der „Post", Zimmerstr. 94. 70 und 212 Seiten.

Im preufsischen Abgeordneten- und Herrenhause ist wiederholt ein neues Gesetz über Familienfideikommisse verlangt, bez. in Aussicht gestellt worden. Für ein solches erhalten wir hier einen vorläufigen Entwurf. Uns als Historiker interessiert daraus vornehmlich die Begründung, und zwar der sozial- und wirtschaftspolitische Teil derselben. Obwohl ihr Verfasser nicht gerade weit in die Vergangenheit zurückgeht, so steuert er doch manches bei, was geschichtliche Belehrung enthält. Besonders der Überblick über die bisher in den verschiedenen Landesteilen Preufsens geltenden Gesetze und die Verbreitung der Fideikommisse ist hier zu nennen. Interessant ist der Nachweis (S. 16) über den Kulturzustand der landwirtschaftlich genutzten Fideikommifsländereien; er widerspricht dem, was man meistens annahm. Betreffs der mehrfach erörterten Frage nach dem Ursprung der Familienfideikommisse tritt der Verfasser der Ansicht bei, „dafs auf ihre Entstehung die spanischen Majorate einen mafsgebenden Einflufs ausgeübt haben". Über das Problem der Zweckmäfsigkeit der Fideikommisse haben wir uns hier nicht zu äufsern. Nur möchte ich einer Behauptung auf S. 12 entgegentreten. Es wird daselbst aus dem Umstand, dafs die Versuche der Beseitigung der Fideikommisse „im allgemeinen immer nur kurzen Bestand gehabt haben", ein Schlufs auf ihre Berechtigung gezogen. Speziell diesen Schlufs können wir nicht anerkennen. Denn wie oft sind bisher die Fideikommisse in den europäischen Staaten aufgehoben worden? Doch nur etwa ein- bis zwei Mal. Das ist denn doch ein zu geringes Beobachtungsmaterial.

Tübingen. G. v. Below.

THEODOR FREIHERR VON DER GOLTZ, Geschichte der deutschen Landwirtschaft. Erster Band. Von den ersten Anfängen bis zum Ausgang des 18. Jahrhunderts. Stuttgart und Berlin 1902, J. G. Cottasche Buchhandlung Nachfolger. VIII und 485 Seiten.

THEODOR VON DER GOLTZ, Direktor der landwirtschaftlichen Akademie Bonn-Poppelsdorf, nimmt unter den deutschen Professoren der Landwirtschaft infolge der Vielseitigkeit seiner Ausbildung und seiner Interessen und der Selbständigkeit seines Urteils eine besonders angesehene Stellung ein. Mit den technischen Seiten der Landwirtschaft ganz vertraut, hat er zugleich in die Diskussion über die sozialen Fragen eingegriffen und hier den Beweis geliefert, daſs er jeder Parteischablone abhold ist. Ein zusammenfassendes Werk aus seiner Feder über die Geschichte der deutschen Landwirtschaft kann daher von vornherein auf lebhafte Aufmerksamkeit rechnen, und ich möchte denn auch sogleich hervorheben, daſs der vorliegende Band uns eine auſserordentlich sympathische Darstellung bringt: er zeigt ernsten Fleiſs, das Streben, ein Gesamtbild zu zeichnen, eine edle Gesinnung im Urteil, eine gefällige Schreibweise.

GOLTZ setzt sich zum Zweck, die Geschichte des landwirtschaftlichen Betriebes wie auch der ländlichen Bevölkerung und der wichtigsten agrarrechtlichen Zustände zu schildern. Demgemäſs nimmt die Darstellung der sozialen Verhältnisse einen verhältnismäſsig groſsen Raum ein. Obwohl wir diese an sich willkommen heiſsen, möchten wir von dem Professor der Landwirtschaft doch gern noch mehr gerade über die Einzelheiten des Betriebes hören. Besonders von den Abschnitten über das Mittelalter gilt diese Bemerkung. Überhaupt liegt der Schwerpunkt des Buches nicht hier, sondern in der Schilderung der Verhältnisse seit dem 16. Jahrhundert. GOLTZ kennt zwar auch die Quellen, bez. viele Quellen des Mittelalters, folgt jedoch dabei meistens den vorhandenen Darstellungen (JNAMA, LAMPRECHT usw.). Eine gröſsere Selbständigkeit der Forschung tritt dagegen bei der Schilderung der neueren Jahrhunderte hervor. Namentlich ist es ein Vorzug, daſs er die jetzt aufkommende und sich immer reicher entfaltende landwirtschaftliche Literatur eingehend berücksichtigt. Von ihr aus gelangt er nun auch zu einer ausführlichen Darlegung der landwirtschaftlichen Technik. Ich möchte dabei hervorheben, daſs die Erörterung der Neuerungen im Agrarrecht und in der Technik, die das 18. Jahrhundert brachte, schlieſslich auch wieder der Erkenntnis der älteren Zustände zu statten kommt. Denn eben bei der Einführung der Reformen lernt man das ganze alte System und seine Schattenseiten würdigen.

Es mögen im folgenden einige Notizen zu Einzelheiten der Darstellung angebracht werden, wobei ich bemerke, daſs die hier von mir zu nennenden Arbeiten teilweise gleichzeitig mit dem vorliegenden Band oder später erschienen sind. Zu der Interpretation des capitulare de villis vergl. KEUTGEN, Ämter und Zünfte S. 6ff., zur Geschichte des Hopfens (S. 116), M. HEYNE, Das deutsche Nahrungswesen S. 72 (welches

Werk überhaupt hier nach den verschiedensten Richtungen heranzuziehen ist[1], zur Verbreitung des Dinkels (S. 127) GRADMANN, Württemberg. Jahrbücher für Statistik und Landeskunde 1901, I, S. 103 ff., zur Geschichte des Pfluges (S. 128), PEISKER, Zeitschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte 5, S. 1 ff. In bezug auf die Versuche, das Brachfeld ganz oder teilweise mit Gewächsen zu bestellen (S. 126), wären bestimmtere zeitliche Angaben erwünscht gewesen. Waid wurde nicht blofs in Thüringen (S. 126 f.), sondern auch anderswo, insbesondere am Niederrhein gebaut. Siehe Historische Zeitschrift 86, S. 48 f. und 89, S. 234[1]). Zu den 12 Artikeln des Bauernaufstandes (S. 203) vergl. W. STOLZE die 12 Artikel von 1525 und ihr Verfasser, Historische Zeitschrift 91 S. 1 ff. Betreffs der Abgaben und Leistungen der Bauern, z. B. des Besthauptes (S. 205) wären detailliertere Angaben am Platze gewesen. Es sei in dieser Hinsicht auf das von mir in dieser Zeitschrift oben S. 143 ff. besprochene Buch von TH. KNAPP hingewiesen. Über den Unterschied des westelbischen und ostelbischen Grofsgrundbesitzes und die Entstehung der grofsen Gutsherrschaften des Ostens (S. 219 ff.) habe ich mich eingehend in meinem Buch „Territorium und Stadt" S. 1 ff. geäufsert. Über Justi (S. 330 ff.) hat soeben FRENSDORFF in den Nachrichten der Göttinger Gesellschaft der Wissenschaften, phil.-hist. Klasse, 1903, Heft 4, S. 355 ff. höchst gründlich gehandelt und bisher herrschende Anschauungen mehrfach berichtigt. Wollen wir schliefslich noch einen Wunsch äufsern, so wäre es der, dafs die landschaftlichen Verschiedenheiten in den agrarischen Verhältnissen Deutschlands noch schärfer hätten hervorgehoben werden sollen[2]).

Tübingen. G. v. BELOW

---

1) Dr. H. SCHÄFER teilt mir aus dem Pfarrarchiv von S. Andreas zu Köln (Kop. II von S. Andreas, fol. 25) folgendes Regest eines Pachtvertrags von 1378 Januar 25 mit, der für die Geschichte des Waidbaus interessant ist: Der „knape" Heinrich gen. mit dem Barte pachtet von dem Andreasstift dessen Hof zu Gill im Kirchspiel Rommerskirchen zu Halbscheid; es finden sich Angaben über Strohdüngung, über die Saat von Wicken, Erbsen, Linsen, Roggen, Weizen und Hafer: Waid zu ziehen wird verboten. — Über die Feldarbeit des „Rührens" siehe FRITZ, Territorium Strafsburg, S. 203. Vergl. GOLZE, Seite 130.

2) Zu S. 85, betreffs der Markgenossenschaften, vergl. berichtigend meinen Artikel in dieser Zeitschrift oben S. 120 ff. Oberstudienrat v. HARTMANN in Stuttgart macht mich noch auf eine Reihe von weiteren Beispielen, die meine daselbst ausgesprochene Ansicht stützen, aufmerksam. Sie sind erwähnt in dem vom württemb. statistischen Landesamt herausgegebenen Werk „Das Königreich Württemberg" III (Stuttgart 1886), S. 192, 211, 316, 403, 413, 488, 503, 612, 725, 736, 780, 797.

Druck von J. B. Hirschfeld in Leipzig.

Vierteljahrschrift
für
Social- und Wirtschaftsgeschichte

Unter ständiger Mitwirkung

von

Dr. Georges Espinas (Paris), Prof. Dr. Th. Ludwig (Strassburg), Prof. Henri Pirenne (Gand), Prof. Gius. Salvioli (Palermo), Prof. P. Vinogradoff (London)

herausgegeben

von

Prof. Dr. St. Bauer
in Basel

Prof. Dr. G. von Below
in Tübingen

Dr. L. M. Hartmann
in Wien

Redaktionssekretär: Dr. Kurt Kaser in Wien

I. Band



Leipzig
Verlag von C. L. Hirschfeld
1903

